Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)

Matthieu Giroud

▶ **To cite this version:**

Matthieu Giroud. Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne). Géographie. Université de Poitiers, 2007. Français. NNT : . tel-00200103

HAL Id: tel-00200103
https://theses.hal.science/tel-00200103

Submitted on 20 Dec 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Poitiers
U.F.R. Sciences Humaines et Arts, Département de géographie

Thèse pour l'obtention du Doctorat en géographie
Présentée et soutenue publiquement le 7 décembre 2007

Résister en habitant ?

Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)

Matthieu GIROUD

Sous la direction de Françoise DUREAU

Membres du jury :

Henri COING, Professeur retraité, Université de Paris XII
Françoise DUREAU, Directrice de recherche, IRD
Jorge MALHEIROS, *Profesor Asociado*, Université de Lisbonne
Emmanuel MA MUNG, Directeur de recherche, CNRS
Thérèse SAINT-JULIEN, Professeur émérite, Université de Paris I
Jean-François STASZAK, Professeur, Université de Genève

Université de Poitiers
U.F.R. Sciences Humaines et Arts, Département de géographie

Thèse pour l'obtention du Doctorat en géographie
Présentée et soutenue publiquement le 7 décembre 2007

Résister en habitant ?

Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)

Matthieu GIROUD

Sous la direction de Françoise DUREAU

Membres du jury :
Henri COING, Professeur retraité, Université de Paris XII
Françoise DUREAU, Directrice de recherche, IRD
Jorge MALHEIROS, *Profesor Asociado*, Université de Lisbonne
Emmanuel MA MUNG, Directeur de recherche, CNRS
Thérèse SAINT-JULIEN, Professeur émérite, Université de Paris I
Jean-François STASZAK, Professeur, Université de Genève

Remerciements

Cette thèse n'aurait pu aboutir sans le soutien précieux de Françoise Dureau. Je souhaite la remercier sincèrement et lui dire toute ma reconnaissance. Ses encouragements constants, son suivi assidu, sa disponibilité et ses enseignements multiples ont contribué à faire vivre ce travail, en lui redonnant régulièrement du sens. Grâce à elle, je n'oublierai jamais que la recherche n'est utile que si elle est imaginative, partagée et intègre.

Partagée... cette recherche l'a été grâce à celles et ceux qui n'ont pas hésité à me consacrer de leur temps, pour me conseiller scientifiquement et pour m'encourager. Leurs différentes remarques ont joué un rôle décisif dans l'orientation et la structure finale de ce travail, et je tiens à les en remercier. Les échanges que j'ai eus avec Jean-Pierre Lévy, Henri Coing, Emmanuel Ma Mung, Frédéric Vidal, Françoise Bahoken, Isabelle Bouhet André-Poyaux, Roselyne de Villanova, Jean-Yves Authier, Dominique Crozat, Isabel Guerra, Marie Piron, Jean-François Staszak, Diana Szántó, Claude Jacquier et Olivier Pissoat, ont tous été très importants à mes yeux. Je tiens, en outre, à remercier particulièrement Jorge Malheiros, pour m'avoir incité à découvrir Lisbonne, en m'exhortant de commencer par visiter Alcântara...

Je dois aussi associer à ce travail les chercheurs de l'atelier « Pratiques spatiales non résidentielles et recompositions des territoires urbains », coordonné par Jean-Pierre Lévy et Françoise Dureau, dans le cadre de l'A.C.I Espaces et Territoires. Cet atelier a été pour moi une expérience de recherche collective extrêmement stimulante et formatrice.

Mes remerciements vont, par ailleurs, à Henri Coing, Jorge Malheiros, Emmanuel Ma Mung, Thérèse Saint-Julien et Jean-François Staszak, pour avoir accepté de participer à mon jury de thèse, et me faire ainsi l'honneur de leur présence.

Dans ce jeu du partage et de l'écoute, il m'importe aussi de saluer avec une grande reconnaissance Christophe Imbert, dont les conseils avisés et la présence fidèle m'ont permis de dépasser de nombreux moments de doute. Mais aussi Florence Boyer, Olivier Milhaud, et Antoine Fleury, qui m'ont soutenu tout au long de ces quatre années par leur écoute, leurs conseils et leur amitié.

Je voudrais aussi remercier l'équipe Migrinter ainsi que tous ses membres. Sans le soutien logistique et la confiance scientifique et humaine accordés par Migrinter, ce travail de recherche aurait été beaucoup plus difficile à mettre en œuvre. Je remercie donc William Berthomière, Maurad Hamaïdi, Alexandra Brunaud, et Gilles Dubus. Merci aussi à Caroline, Yann, Aurélie, Hadrien, Andrea, Marie, Camille, Bénédicte... leurs encouragements et leur aide resteront longtemps présents dans ma mémoire.

L'accueil qui m'a été réservé au Centro de Estudos Geográficos (CEG) de l'Université de Lisbonne a aussi été très important dans l'organisation et le bon déroulement de mes terrains lisboètes. Je dois remercier Maria Lucinda Fonseca pour m'avoir ouvert certaines portes, et pour m'avoir introduit auprès des jeunes chercheurs du CEG. Je salue, au passage, Diogo, Alex et Meghann, dont la gentillesse a été souvent très réconfortante.

Je voudrais aussi associer à ce travail toutes celles et ceux qui, à Lisbonne, Grenoble, Poitiers ou Paris, ont directement contribué à sa réalisation, que ce soit par leur « coup de main » (sur le terrain ou en dehors) ou par leur confiance : Mariana, Aline, Alex, Guillerme, Mohammed, Marion, Stéphanie, Camille, Grégory, Vanessa, Anaïs, Sylvain... mais aussi, ma famille et mes vieux amis.

Et puis, je souhaite avoir une pensée plus douce pour toi, Aurélie, qui a su trouver les mots justes en toutes circonstances. Ta présence a été nécessaire, ta patience et ton enthousiasme, inestimables...

Enfin, je voudrais remercier, du plus profond du cœur, mes parents, Michelle et François, ainsi que ma sœur, Marion, pour leur amour, leur soutien sans faille, leur confiance, leur expérience et leur savoir sur le monde. Cette thèse concrétise un parcours qui n'aurait pu avoir lieu sans eux. C'est tout naturellement que je la leur dédie.

Sommaire

Introduction générale....1

Partie 1.
Des centres anciens en renouvellement : changement urbain et continuités populaires 7

Chapitre 1. Mouvements et continuités en centre ancien....13
Chapitre 2. Pour une reconnaissance des pratiques spatiales ordinaires : l'habiter et la résistance 57
Chapitre 3. Une approche dynamique, compréhensive et croisée de deux contextes géographiques 87

Partie 2.
Continuités des présences résidentielles : parcours d'habitants et transformations des logements....147

Chapitre 4. Présences résidentielles, installations et durées : l'habitant dans le quartier, entre parcours individuel et contextes en mouvement....151
Chapitre 5. Pratiques de transformation des logements anciens et changement urbain....207

Partie 3.
Des continuités populaires au quotidien : présences dans le quartier et lieux pratiqués....265

Chapitre 6. La relation quotidienne au quartier : temporalités des présences, cheminements et lieux pratiqués....269
Chapitre 7. Coloniser les lieux de l'intervention urbaine ? Pratiques, rythmes et occupations des nouveaux espaces aménagés 311

Partie 4.
Les continuités populaires en représentation : entre réinvention politique et vécu des habitants....349

Chapitre 8. Les représentations politiques, marchandes et associatives du changement urbain : imposer une vision de la continuité populaire ?....353
Chapitre 9. Le changement urbain et les continuités populaires dans les représentations des habitants 391

Conclusion générale....429

Annexes....435
Liste des sigles 485
Références bibliographiques....487
Table des encadrés 503
Table des figures....504
Table des photographies 506
Table des tableaux....508
Table des matières....511

Introduction générale

Pris dans le mouvement plus général d'utilisation du « quartier » comme « cadre d'action » en matière de politiques urbaines (Grafmeyer, 2006 : 31), l'engouement des autorités publiques pour les anciens quartiers ouvriers s'explique par le potentiel stratégique que ces derniers représentent. Leur localisation dans la ville, la présence de friches industrielles, l'existence d'un parc de logements anciens plus ou moins dégradés, ou encore l'arrivée de nouvelles populations issues de catégories sociales favorisées et qualifiées, représentent pour les pouvoirs publics autant d'enjeux déterminants dans un contexte de forte compétition internationale entre les villes.

Cet intérêt politique a suscité de multiples interrogations au sein des sciences sociales. Les travaux réalisés au cours des années 1990 sur le processus de gentrification (Authier *et al.*, 2001 ; Bidou-Zachariasen, 2003), ou sur la question des grands projets urbains (Demazière, 2000 ; Carrière, 2002 ; Bertoncello, Rodrigues-Malta, 2001, 2003) ont ainsi participé, de manière critique ou simplement de façon descriptive, à la compréhension et à la déconstruction d'un tel engouement ; tout en contribuant, en retour, au renouvellement de cet intérêt.

Inscrite dans le prolongement de ces travaux, cette thèse interroge ce positionnement politique vis-à-vis des centres anciens, en examinant non seulement les effets, sur les populations et sur les lieux, des formes d'actions institutionnelles déployées, mais aussi les façons dont les habitants, par leurs pratiques et leurs représentations, participent au changement de ces quartiers.

Le sujet de la thèse est né du « hasard » d'une observation anodine, réalisée dans le quartier Berriat Saint-Bruno, quartier de Grenoble qui est historiquement le premier faubourg industriel et ouvrier de la ville. Depuis le milieu des années des années 1980, Berriat Saint-Bruno est, en effet, au cœur d'un processus de renouvellement urbain de grande ampleur tout en étant le lieu d'une dynamique de gentrification relativement avancée. Malgré cela, le changement urbain généré par ces deux processus ne semble pas avoir profondément affecté, quelque vingt années après le lancement des premières opérations, le fonctionnement quotidien et les marquages sociaux du quartier : Berriat Saint-Bruno conserve encore aujourd'hui sa coloration populaire et immigrée.

Ce « ressenti » a très vite concordé avec ce qui représente pour moi l'une des principales raisons d'être de la recherche, à savoir « de faire comprendre des réalités obscurcies par les préjugés » (Gutwirth, 1997 : 6), que certains discours dominants s'efforcent, consciemment ou non, de promouvoir. La description de la situation de Berriat Saint-Bruno ne peut, en effet, se réduire à la seule appréhension des transformations les plus visibles et des changements les plus attendus par les pouvoirs publics. D'autres processus, plus dispersés, labiles ou anodins, apparaissent tout aussi producteurs de l'urbain. Pour les comprendre, il importe de considérer avec attention les pratiques ordinaires des habitants, et de défendre une posture qui privilégie le « surgissement d'une parole » (Gibbal *et al.*, 1981 : 21).

Les implications de cette rencontre entre une « intuition » et une vision de la recherche, sur l'élaboration d'un véritable questionnement scientifique ont été en définitive de plusieurs ordres.

Tout d'abord, cette observation anodine m'a conduit à porter un intérêt particulier au processus même de *reconquête urbaine*, c'est-à-dire aux différentes formes d'actions de renouvellement urbain entreprises par les acteurs publics ou privés locaux, mais aussi aux dynamiques de peuplement à l'œuvre dans de tels contextes urbains. Dans un quartier comme Berriat Saint-Bruno, le renouvellement urbain apparaît moins comme une procédure que comme un processus qui regroupe plusieurs types d'actions, d'acteurs et de montages financiers, dont l'ambition est de « faire évoluer la ville sur elle-même » (Piron, 2002 : 366). Plus concrètement, le renouvellement urbain dans les centres anciens a pour ambition de changer l'image du lieu, pour en renouveler le peuplement, que ce soit en matière d'installation dans l'espace résidentiel ou de fréquentation des espaces collectifs. Il s'agit donc de créer localement une forme bien définie de changement urbain.

L'observation de la situation de Berriat Saint-Bruno a en même temps orienté et précisé mon interrogation en la focalisant sur la relation des habitants avec ce processus de changement urbain, et sur leurs rôles dans la réalisation de celui-ci. Cela m'a amené à poser la question suivante : comment les individus dont la présence et/ou l'installation n'ont pas été recherchées par les actions de renouvellement urbain au moment du lancement de la reconquête urbaine saisissent, s'approprient et contribuent à produire le changement urbain actuel ?

Ce questionnement central dans ma thèse m'a amené à utiliser le terme de *continuité populaire* pour évoquer les pratiques spatiales et les représentations que les habitants déploient lors de la reconquête urbaine de leur quartier, mais aussi pour considérer les conséquences de ces pratiques et de ces représentations sur la production et le marquage des lieux.

Le choix de se référer à l'idée de continuité provient de la lecture de travaux plus ou moins anciens consacrés au rôle des habitants dans des contextes urbains marqués par l'intervention publique ou privée. La thèse de H. Coing publiée en 1966 et intitulée *Rénovation urbaine et changement social*, insiste par exemple sur les comportements et les représentations de résidents restés sur place, dans le cadre d'une politique de relogement faisant suite à la rénovation de leur espace résidentiel. Dans les années 1970, des travaux de sociologie urbaine, en particulier ceux menés par l'équipe de M. Castells, ont directement critiqué les formes de rénovation des quartiers centraux, leurs conséquences sur la « déportation » des habitants originels, mais aussi leurs effets en matière de mobilisation collective des habitants et de luttes urbaines (Castells, 1973a ; Cherki, Mehl, 1976). Plus récemment, les travaux sur la gentrification des quartiers centraux, après avoir aussi insisté sur la relation entre cette forme sélective de peuplement et l'exclusion des habitants traditionnels vers les espaces périphériques, commencent à interroger les coprésences et les interactions entre les nouveaux venus, et les habitants restés sur place (Authier, 2003 ; Lees, 2003).

Même s'il est rarement employé dans ces différents travaux, le terme de continuité populaire me paraît pertinent pour trois principales raisons. Tout d'abord, il offre une opportunité de considérer l'habitant autrement qu'à travers le prisme de l'action collective ou celui de son exclusion du quartier, souvent présentée comme inéluctable. A l'image de ce que proposent plusieurs travaux anciens ou plus contemporains de géographie (Frémont *et al*., 1984 ; Di Méo, 1991 ; Lussault, 2000 ; Staszak, 2001) et de sociologie (Haumont, 1966 ; Raymond *et al*., 1966 ; Authier *et al*., 2001), il s'agit ici de considérer l'habitant comme un individu acteur, participant à la production des lieux, et donc au changement urbain en cours. Cette posture théorique amène à penser l'habitant à travers ses intentions, ses pratiques spatiales ordinaires, ses représentations de l'espace, mais aussi à travers son rôle, parfois non conscient, dans le marquage des lieux.

La volonté de comprendre « ce qui crée » la continuité populaire conduit alors à prendre en compte, pour chaque habitant, l'articulation de ses différentes formes de mobilité et de pratique des lieux, en interaction avec des représentations individuelles et collectives – ce qui constitue

l'habiter de l'individu. L'usage du terme de continuité populaire offre ainsi directement, une nouvelle perspective pour l'analyse du changement urbain dans des anciens quartiers centraux en renouvellement urbain, et du rôle de l'habitant dans ce changement.

Enfin, l'idée de continuité populaire s'inscrit dans une réflexion plus générale sur « l'accès à la ville » (Lévy J.-P., Dureau, 2002), précisément ici, à la « ville qui se refait sur elle-même ». En particulier, elle offre une occasion de questionner l'efficace des dispositifs de tri ou de contrôle social que constituent la plupart des opérations de renouvellement urbain appliquées à l'espace résidentiel ou aux espaces collectifs, ainsi que les rationalités parfois contradictoires des discours politiques ou marchands accompagnant la réalisation de ces opérations. L'usage du terme de continuité populaire permet ainsi d'aborder la question de la capacité des individus à réaménager des contraintes extérieures qui leurs sont imposées (Ma Mung, 1999). Le raisonnement se situe alors à l'intersection de l'étude de la ville produite officiellement par les acteurs institutionnels, et de l'étude de la « ville bis », plus complexe, qui naît au cœur des pratiques urbaines (Agier, 1999).

Plusieurs hypothèses de travail ont guidé cette recherche. La première d'entre-elles postule que si continuité populaire il y a, elle se décline sans doute au pluriel. D'une part, parce que ces continuités émanent d'individus aux parcours et aux projets différents ; d'autre part, parce qu'elles mettent en jeu des présences, des pratiques mais aussi des représentations. La diversité des formes de continuités populaires apparaît ainsi comme une remise en cause de l'action politique qui tente bien souvent, quelle que soit l'étape d'avancement de la reconquête, d'imposer une vision circonscrite de la continuité populaire, à savoir celle susceptible d'engendrer les dynamiques attendues de gentrification résidentielle et de fréquentation.

La seconde hypothèse prétend que les continuités populaires sont le résultat de résistances, non pas en termes de luttes collectives, mais produites à l'échelle de l'individu. Ces résistances s'appuieraient sur l'habiter des individus, c'est-à-dire sur leurs pratiques ordinaires, réalisées au cours de parcours biographiques et de cheminements quotidiens, ainsi que sur leurs représentations. Dans cette lecture de la résistance et des continuités populaires, il s'agit de souligner l'intérêt d'une approche centrée sur l'habitant, sans oublier de resituer ce dernier au sein de son environnement physique et social. D'une part, les pratiques ordinaires, dont on peut penser à la fois les dimensions spatiales et temporelles, doivent être considérées en interaction avec le cadre matériel existant et un champ de contraintes extérieures dynamiques. D'autre part, on ne peut négliger la dimension collective de ces *résistances par l'habiter* des individus, dans le sens où les pratiques qui les constituent sont souvent partagées, et associées à des représentations communes.

Enfin, il s'agit, avec la dernière hypothèse, de postuler que les différentes formes de continuité populaire, qu'elles soient autonomes ou combinées entre elles, ont un rôle dans le marquage des lieux et dans la production du changement urbain en centre ancien. On peut alors penser que la résistance des habitants (pris isolément ou collectivement) au changement engendré par le renouvellement urbain, possède une forte dimension non consciente.

Pour valider ces différentes hypothèses, l'idée a été d'opter pour le croisement d'observations menées dans deux quartiers de villes différentes, le « quartier » étant ici défini comme une « unité d'observation de la complexité urbaine » (Grafmeyer, 2006 : 30). Si Berriat Saint-Bruno à Grenoble constitue logiquement le premier cas d'étude, le choix du second terrain s'est arrêté sur le quartier d'Alcântara, dans la ville de Lisbonne au Portugal.

Alcântara, aujourd'hui situé en position centrale à l'échelle de l'agglomération lisboète, représente, à l'instar de Berriat Saint-Bruno à Grenoble, un des faubourgs ouvriers et industriels

historiques de la ville. Le quartier est actuellement le lieu de réalisation d'un processus de renouvellement urbain, impliquant pouvoirs publics et promoteurs privés, et dont le but est de créer, sur les sites d'anciennes friches industrielles, les conditions pour l'installation d'activités de pointe et de populations favorisées. L'intérêt scientifique du choix d'Alcântara par rapport à Berriat Saint-Bruno dépasse l'apport de la simple mise en regard de contextes urbains différents : *a contrario* du quartier grenoblois dont la reconquête semble être particulièrement avancée, le cas lisboète offre une situation où la reconquête a été pensée à une autre époque et où elle se trouve actuellement dans son étape initiale. L'étude conjointe de ces deux cas procure ainsi une opportunité stimulante d'observer un même objet – les relations des habitants au changement urbain – dans des contextes macro-structurels différents et pour des temps bien identifiés du processus de reconquête.

L'approche suivie tout au long de la thèse a fortement été orientée par ce choix du croisement des observations et des terrains d'étude. En privilégiant le croisement des regards mobilisés, des méthodes d'investigation et des résultats, la démarche adoptée a pour objectif de comprendre la diversité des situations produites par le renouvellement urbain en centre ancien, et d'interpréter la variété des changements induits au quotidien. Elle articule plusieurs enquêtes complémentaires, conçues comme des éclairages singuliers sur le fonctionnement d'un lieu ou sur les pratiques et représentations d'habitants préalablement sélectionnés, à un moment donné. Il s'agit par cette démarche compréhensive d'appréhender de manière articulée les dynamiques des lieux avec celles des populations.

L'organisation de la thèse répond d'une part aux enjeux soulevés par les différentes hypothèses de recherche, d'autre part à cette exigence préalable de pensée et de démarche croisées.

La première partie représente le cadrage thématique, théorique et méthodologique de la thèse. Il s'agit de faire la généalogie de l'objet de recherche, à savoir l'étude des continuités populaires dans les quartiers anciens en renouvellement urbain (chapitre 1), pour préciser ensuite le contenu et les implications théoriques de la notion de résister en habitant (chapitre 2). Enfin, il importe de présenter la traduction méthodologique de ces choix thématiques et théoriques, en exposant les principes de la démarche croisée appliquée à Berriat Saint-Bruno et à Alcântara, et en décrivant le système d'investigation adopté (chapitre 3).

Les trois parties suivantes constituent, dans leur articulation, une démonstration dont l'objectif est de prouver la réalité des continuités populaires dans de tels centres anciens en renouvellement urbain. Plus précisément, chacune de ces parties a été pensée pour mettre en relief différentes formes de continuités populaires, produites par les présences et les pratiques résidentielles des habitants (partie 2), par leurs pratiques du quartier au quotidien (partie 3) ou bien par leurs représentations individuelles et collectives (partie 4) : autant de formes de continuités populaires qui, indépendantes ou reliées entre elles, peuvent remettre en cause la vision politique ou marchande du changement urbain des centres anciens.

Plus particulièrement, la seconde partie s'attache à comprendre les présences résidentielles des individus en analysant leur rapport au quartier comme produit d'un parcours biographique et de réaménagements perpétuels de contraintes extérieures elles-mêmes en mouvement (chapitre 4). Replacer la présence des individus au sein de cette double lecture temporelle et dynamique permet de mieux connaître les évolutions sur le temps long des espaces étudiés, mais aussi de mieux comprendre le statut des présences actuelles dans le quartier, d'évaluer l'attachement des personnes au quartier, et donc d'appréhender les stratégies mises en œuvre par certains pour entretenir leur rapport au quartier et à la ville. Dans cette réflexion qui cherche à expliquer les présences résidentielles en prenant en compte les contraintes structurelles, il importe d'analyser les caractéristiques du parc de logements anciens qui représentent un enjeu important parce qu'ambigu. Tandis que certains segments de ce parc attirent de nouvelles classes aisées,

d'autres au contraire constituent des conditions au maintien dans le quartier de certaines catégories de population plus modestes (chapitre 5).

La troisième partie de la thèse s'intéresse davantage aux présences et aux pratiques déployées au quotidien par les résidents en dehors de leur domicile, que ce soit au sein des espaces collectifs ou dans des lieux privés du quartier. Il s'agit d'étudier le rapport des résidents aux lieux ordinaires du quartier, et de le mettre en regard avec les pratiques d'habitants, fréquentant au quotidien le quartier sans y résider, mais aussi avec les pratiques d'usagers de passage dont la présence est associée aux nouveaux lieux issus de l'intervention publique (chapitre 6). Dans le prolongement de cette réflexion, il s'agira aussi de questionner le fonctionnement et les fréquentations de ces nouveaux espaces aménagés, en tentant de déterminer les formes et les rôles des continuités populaires dans le rythme et le marquage de ces lieux (chapitre 7).

Enfin, la quatrième partie étudie les représentations et les images produites et véhiculées par les différents acteurs impliqués dans les situations urbaines étudiées. Les représentations des acteurs politiques, parfois relayées par celles des acteurs marchands ou associatifs, contribuent à créer et à promouvoir une vision circonscrite du changement urbain (chapitre 8). Or, l'étude du vécu ordinaire des habitants ou des usagers de passage dévoile que d'autres définitions du changement urbain sont possibles et que les représentations du caractère populaire du quartier ne se font pas toujours l'écho des visions politiques (chapitre 9).

Partie 1

Des centres anciens en renouvellement : changement urbain et continuités populaires

Introduction

Ecrire sur la ville soulève le paradoxe de fixer par des mots une réalité mouvante. Cette immobilisation est souvent décriée quand l'urbaniste, l'architecte ou l'acteur institutionnel tentent par des maquettes ou des plans de soumettre leurs projets d'action sur l'espace comme autant d'« arrêts sur image » de morceaux de villes, figures stables et fragmentées d'un idéal de vie urbaine. H. Lefebvre par exemple s'est efforcé tout au long de son œuvre sur la ville de tenir la critique à l'égard de ceux qui simplifient le réel en figeant et en altérant ses éléments : « La feuille, sous la main, devant les yeux du dessinateur, est blanche, aussi blanche que plate. Il la croit neutre. Il croit que cet espace neutre, qui reçoit passivement les traces de son crayon, correspond à l'espace neutre du dehors, qui reçoit les choses, point par point, lieu par lieu (...) pourtant le dessin comporte de toute évidence un risque, celui d'une substitution aux objets et surtout aux gens, aux corps, à leurs gestes et actes, de graphismes. Il est réducteur, même s'il ne l'est pas pour le dessinateur, au cours de son action » (Lefebvre, 1973 (2000a) : 16-18). Poser d'emblée que la ville et ses quartiers sont perpétuellement en mouvement représente alors une posture forte. La ville ne s'arrête pas pour se fixer en un état particulier. Elle se refait en continu par les jeux et les interactions de ses acteurs ; elle est constamment dans le transitoire, dans l'éphémère, dans un entre-deux. Elle produit du mouvement tout comme elle en provient. S'inscrire au sein de ce paradigme de l'insécabilité du mouvement et de la ville avec ses espaces et ses acteurs, permet ainsi de dépasser la contradiction de l'immobilisation du mouvement par le traitement écrit, le paradoxe qui veut qu'on ne peut pas parler du mouvement sans le figer par des mots.

Encore faut-il préciser ce qu'on entend par ce terme de « mouvement » ! Ma lecture du terme s'articule tout particulièrement autour des relations complexes qu'il entretient avec celui de « changement ». Ces deux notions méritent d'être éclairées et définies car elles constituent en effet une trame importante de cette recherche et en particulier de la première partie de cette thèse consacrée à la présentation de ses cadrages thématique, théorique, problématique et méthodologique.

Leur utilisation n'est jamais tout à fait neutre d'un point de vue idéologique : le mouvement serait par exemple pour certains à la fois la condition *sine qua non* et l'expression d'une vision moderniste de la société, d'un temps linéaire ou cyclique qui porterait vers le progrès ; il constituerait pour d'autres, tenants d'un conservatisme sceptique, la perturbation potentielle et dangereuse d'un certain ordre des choses, d'un prétendu équilibre social. Je voudrais au contraire détacher chacun de ces termes de leurs dimensions idéologique et polémique et m'en remettre à leur neutralité initiale.

En géographie, l'emploi du terme de « dynamique » aurait justement été préféré à celui de « changement », en ce qu'il serait plus froid, plus distancé. Mais comme l'explique C. Ruby, cette notion en insistant davantage sur l'évolution spatiale, en neutralise les dimensions politiques et culturelles, ainsi que l'interrogation sur sa généalogie (2003 : 150). On pourrait aussi discuter de l'intérêt de termes comme celui de « mutation », qui au-delà de son incarnation de la métaphore biologique, met plutôt l'accent sur la rapidité d'une transformation (Balandier, 1970) ; d' « évolution », aussi empreint d'organicisme, et qui laisse par ailleurs croire à l'existence d'un ordre des choses, un ordre linéaire ; ou encore celui d' « événement » qui accentue davantage la brutalité ou la discontinuité temporelle et spatiale du changement (en créant un avant et un après l'événement).

Le changement sera compris ici comme un processus qui induit la modification d'un trait, aspect ou caractère, d'une entité quelconque – individu, objet, espace, idée, institution -, la transformation de l'état d'une réalité sociétale. Cette modification peut aussi bien concerner une composante matérielle, formelle de cette entité, qu'idéelle, en termes de sens et de significations.

Dans la pensée moderne, « changement » est la catégorie par laquelle il est possible de rendre compte, au cœur de l'action sociale et politique, de la possibilité d'une substitution d'une situation à une autre, sans permanence ni maintien d'une identité. C'est une catégorie qui énonce la possibilité d'une histoire (Ruby, 2003).

J'appréhende le mouvement comme exprimant *un changement de position dans « l'espace »* en fonction du temps et résultant de l'action ou de la pratique. Cette acception générique se décline selon qu'on traite de l'espace géographique, de l'espace social, de l'espace sémantique, etc. Pris ainsi, ce terme présente l'avantage de ne pas être exclusif d'un type d'objet (le terme de mobilité étant par exemple généralement associé à l'individu, au bien, à l'information) et permet de qualifier à la fois des entités matérielles et idéelles, sociales et spatiales, individuelles et collectives. Le mouvement d'un individu, d'un discours, d'un objet ou d'un lieu peut s'effectuer soit dans une seule de ces dimensions (géographique, sociale, sémantique, etc.), soit dans plusieurs d'entre elles, de manière synchrone et entremêlée ; le changement de position devenant alors multidimensionnel.

Le mouvement est aussi potentiellement différentiateur et même inique. Par exemple, chaque individu ne sera pas impliqué ou concerné de la même manière par ces changements de position. Ses ressources mais aussi ses expériences propres influeront sur sa capacité de subir, de réagir, et de contribuer à produire un ou plusieurs de ces mouvements.

Ce faisant, il est postulé que ces mouvements possibles ont tous des incidences en terme de spatialité, c'est-à-dire qu'en tant que réalités sociales, ils possèdent une dimension spatiale. Cette dimension ne se réduit pas à la seule localisation mais possède une généalogie et des manifestations sous de multiples formes idéelles et matérielles (Lussault, 2003d).

Ces incidences ne sont pas forcément le fait d'un déplacement physique quel qu'il soit. Dans le cas de l'espace géographique, le mouvement d'une entité – c'est-à-dire son changement de position au sein de cet espace - peut se produire sans déplacement physique, sans délocalisation : la position d'un lieu, ou d'un individu, au sein de l'espace géographique peut « changer » sans changement de localisation absolue. On s'inspire ici du concept de *filtering process* des sociologues de l'Ecole de Chicago, utilisé notamment pour rendre compte du processus de dégradation des quartiers centraux des villes américaines en rapport avec les pratiques de mobilité des ménages. Ou de celui, plus précis, de « filtrage social passif » à propos du changement de position résidentielle des ménages et repris par J.-P. Lévy à partir des travaux de L. S. Bourne (1981) pour souligner que dans certains cas « le changement de position ne relève pas d'une action du ménage à proprement parler, mais des conditions du marché du logement » (Lévy J.-P., 2002c : 174).

Je dépasse donc, sans la remettre en question, l'acception qui a pu être faite du mouvement dans des ouvrages comme *La ville en mouvement. Habitat et habitants* (Lelièvre, Lévy-Vroelant, 1992) ou *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale* (Dureau *et al.*, 2000), dans laquelle le mouvement de la ville est appréhendé au regard de la relation dialectique qui unit les mobilités spatiales des individus (prises principalement dans leur dimension résidentielle) aux recompositions des territoires (et des caractéristiques de l'habitat).

Le mouvement renvoie donc à la forme particulière du changement de position d'une entité au sein d'un « espace » ; changement qui peut à son tour s'accompagner de nouvelles modifications, altérations, bifurcations, de nouveaux changements. Le mouvement est donc *un* changement, mais le changement représente une manifestation concrète d'un ou de plusieurs mouvements, une forme de concrétisation ou d'actualisation du (des) mouvement(s). En somme, « mouvement » et « changement » sont des termes qui constituent une lecture dynamique des espaces, des objets géographiques et des individus. Elle octroie en particulier une part importante aux individus et à leur vécu, à leur ressenti et à leur propre expérience,

exprimés au sein de représentations. En ce sens, cette lecture rejoint G. Balandier, par le souci de « saisir le social et le culturel dans leur genèse » et donc d'éviter des approches qui « figeraient le mouvement », en donnant à la « recherche elle-même un mouvement, une dynamique en passant d'une sociographie urbaine à une problématique urbaine, à une sociologie du vécu centrée sur les réponses que le citadin tente d'apporter à des situations instables » (1985 (1955) : XI).

Plus que la présentation d'une posture théorique, cette mise en point exprime la place prise par ces notions dans la raison d'être et la conduite même de la recherche. C'est ce que révèle la première partie de la thèse organisée autour de trois chapitres.

Le premier chapitre présente l'objet de la recherche. Il s'attache à décrire l'intérêt porté à des anciens quartiers ouvriers et industriels mis à l'épreuve du renouvellement urbain. Les quartiers de Berriat Saint-Bruno à Grenoble et d'Alcântara à Lisbonne sont les deux terrains qui ont été investis pour cette recherche. Plus que des cas isolés, ces quartiers représentent deux exemples caractéristiques d'un type de quartier de villes ayant connu un développement industriel dès la fin du XIXe siècle, et ayant été affectés par les changements d'orientations structurelles de ce secteur économique. Ce chapitre se propose de décrire de manière générale ce modèle de quartier. Autrefois périphériques, ils sont, avec la croissance urbaine, aujourd'hui localisés à proximité des centres-villes traditionnels. Ils deviennent le terrain de nouveaux investissements, économiques, politiques ou symboliques et apparaissent dès lors attractifs pour l'action urbaine publique ou privée, ainsi que pour de nouveaux habitants issus de catégories sociales aisées. Cette attractivité reflète les mouvements particuliers de ces quartiers au sein des espaces géographique, économique, social mais aussi symbolique. Se pose dès lors la question du rapport des habitants à ces mouvements et aux changements induits. Je propose la notion de continuité populaire pour évoquer une des composantes de ce rapport. La continuité n'est pas ici abordée de manière statique mais bel et bien dans ses relations constantes avec le changement : le couple continuité/changement représente la clef de voûte de la première partie de la thèse.

Le second chapitre correspond aux orientations problématiques de l'étude. Il se propose de comprendre ce qui permet ou sous-tend la continuité populaire dans de tels contextes urbains, et en même temps de l'interpréter. Le choix a été fait d'interroger les représentations et les pratiques spatiales ordinaires des habitants, constitutives de leur habiter. L'idée est de démontrer le rôle de cet habiter dans la création de continuité(s) en matière de présences, de pratiques socio-spatiales, de marquages sociaux des lieux, et de représentations de l'espace. L'objectif du chapitre est de proposer une interprétation des incidences socio-spatiales de cet habiter sur la qualification et la production des lieux, et ce, en termes de résistance. Les habitants seraient ainsi capables ou susceptibles de résister en habitant. Ce chapitre pose ainsi les bases théoriques de cette interprétation, en précisant ce qu'on entend par les notions d'habiter et de résistance, et ce qu'on attend de leur rapprochement.

Enfin, le troisième chapitre se veut être la transcription méthodologique des choix thématiques et théoriques entrepris. Il présente la démarche générale et le système d'investigation de la recherche. La caractéristique principale de l'approche adoptée est celle du croisement de l'observation et des apports de deux terrains d'étude, inscrits au sein de deux contextes géographiques différents. Ce choix du croisement n'est pas anodin et ses incidences nécessitent d'être décrites. Il a été appliqué tout au long de ce travail et va organiser la démonstration et la présentation des résultats lors des trois autres parties de la thèse. Il implique aussi en préalable de présenter le plus clairement possible les principales caractéristiques des quartiers en question, c'est-à-dire les principaux mouvements qui contribuent aux changements actuellement à l'oeuvre.

Chapitre 1

Mouvements et continuités en centre ancien

Introduction

Berriat Saint-Bruno et Alcântara sont deux quartiers urbains qui ont été fortement marqués au cours du XIXe siècle par le développement industriel et par la crise de ce secteur après la seconde guerre mondiale. Les conséquences de ces fluctuations économiques sur l'espace urbain et le peuplement ont été nombreuses. Depuis quelques années, l'existence de réserves foncières (friches industrielles) ou immobilières (parcs de logements anciens) suscite un regain d'intérêt de la part des pouvoirs publics et des acteurs économiques privés. La reconnaissance de la dimension stratégique de tels espaces urbains les a en effet conduits à mener une multiplicité d'opérations de renouvellement urbain. L'objectif est d'impulser un processus de reconquête en attirant de nouvelles activités économiques, et de nouveaux résidents qui appartiennent à certains groupes sociaux. Cette reconquête est donc une source de changements profonds qui affectent les paysages urbain et social ainsi que le fonctionnement quotidien de ces quartiers.

L'objet de la recherche porte en effet sur les mouvements récents qui caractérisent ces anciens quartiers industriels et ouvriers des villes de Grenoble et de Lisbonne, et sur les incidences de ces mouvements sur leurs populations. Le terme de « reconquête » utilisé pour qualifier ces « mouvements récents », a été employé en France dans les années 1970, notamment dans le cadre d'études sur la rénovation urbaine des anciens quartiers populaires, à une époque de fort interventionnisme public (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, 1970 ; Castells, 1973b). Puis il a été largement repris, en France comme à l'étranger, pour décrire les processus de la gentrification (Smith, 1979 ; Dansereau, 1985). Le choix de garder ce terme fortement chargé idéologiquement et de l'appliquer à des dynamiques sociales et à des formes d'intervention sans doute plus complexes qu'auparavant traduit la volonté de perpétuer sa connotation critique. Mais la compréhension qui en sera faite ici tentera d'intégrer davantage le regard et les pratiques des habitants en place, leur rapport à la nouveauté, leur participation au changement urbain et donc à ce processus même de reconquête.

Il s'agira donc d'abord de comprendre comment se définissent ces mouvements, d'en connaître les principales étapes, leur genèse, tout comme les changements urbains occasionnés. J'essaierai de montrer en quoi ces deux quartiers d'étude appartiennent à un type de quartier qui se caractérise notamment par une trajectoire urbaine bien spécifique. La théorie de la régulation sera ici mobilisée en ce qu'elle procure un modèle de cette trajectoire, dont l'étape la plus contemporaine se définit par un processus de reconquête socio-spatiale généré par l'aménagement et l'intervention urbaine.

Je montrerai ensuite comment la question de la relation des habitants en place vis-à-vis de ces changements les plus récents a été abordée jusqu'ici dans la littérature scientifique. On verra tout particulièrement que cette question a été principalement travaillée en termes de luttes urbaines et de résistance collective au changement, mais aussi selon une lecture insistant sur l'éviction et la « déportation » des populations induites par les opérations urbaines.

Il conviendra dans une troisième section de questionner ces interprétations sur la place des habitants dans le changement : dans de tels contextes urbains, la réaction collective aux interventions ou le départ forcé des habitants représentent-ils en effet les deux seuls scénarii

possibles pour penser cette place de l'habitant ? Les observations de terrain conduisent en effet à envisager une troisième voie, centrée sur la notion de continuité, notion dont il faudra préciser le sens et l'acception. On verra que son utilisation impose de revisiter davantage le rôle de l'habitant, appréhendé comme un acteur de la production et de la qualification des lieux, un acteur individuel de la production du changement ; mais aussi de considérer cette continuité, non pas comme une composante statique d'une identité territoriale mais comme une part active du changement en cours dans de tels contextes urbains.

Enfin, le dernier temps se chargera de resituer l'objet de la recherche dans sa généalogie et les différents mouvements qui la constituent, pour en dégager les apports possibles.

1. Mouvements et changements des anciens quartiers ouvriers et industriels

Les anciens quartiers ouvriers sont des espaces urbains aisément identifiables. Ils ont été, au XIXe siècle en Europe du Nord et au début du XXe siècle en Europe du Sud, les représentants d'un nouvel âge de la ville, un âge industriel qui semblait sonner le glas de la ville dite classique, coincée entre ses remparts. Ce passage d'une ville à une autre, d'un âge à un autre, a d'ailleurs, aussi bien été saisi par des auteurs de l'époque (Roux, 1911) qu'interprété par des auteurs contemporains (Roncayolo, 1990 ; Ascher, 1995 ; Dubois-Taine, Chalas, 1997). Aujourd'hui, de nouveau, on associe volontiers à ces anciens quartiers ouvriers une forte densité symbolique en les considérant comme les supports et les produits du « retour de l'âge d'or des villes » (Bidou-Zachariasen, 2003 : 9) sous-entendant par-là même l'égarement contemporain de ces mêmes villes dans la périphérie, le périurbain ou le suburbain.

Mais ces quartiers n'ont jamais cessé d'exister. Il importe dès lors dans cette section de comprendre les enjeux actuels des réinvestissements en tous genres et des dynamiques à l'œuvre dans ces espaces, en les replaçant dans le temps long et en les situant par rapport aux bouleversements structurels qui le composent. Ce cadrage préalable, établi à partir d'une lecture inspirée de la théorie de la régulation, offre une première vision générale de la manière dont ces quartiers ont été et restent en mouvement.

1.1. Reconquérir les anciens quartiers industriels et ouvriers

1.1.1. Trajectoire du quartier et théorie de la régulation : découvrir une marge, reconquérir un centre

Depuis leur apparition au cours du XIXe et au début du XXe siècle, les quartiers ouvriers n'ont effectivement jamais cessé d'exister en tant qu'espaces urbains pratiqués et investis par des individus. Ces quartiers ont cependant connu, depuis plus d'un siècle, des périodes de valorisation et de dévalorisation, même s'il paraît nécessaire de préciser ces catégories en les situant davantage (ce qui est dévalorisé pour certains n'est-il pas valorisable ou valorisant pour d'autres ?). Quoi qu'il en soit, si on adopte, à l'instar de C. Demazière dans *Entreprises, développement économique et espace urbain*, une lecture qui tente de comprendre comment la ville, dans son organisation spatiale et son espace physique, mais aussi dans ses marchés du travail et du logement, est structurée par l'activité économique (Demazière, 2000 : 3), on remarque qu'au-delà des fluctuations locales, l'étude historique des quartiers ouvriers révèle l'enchaînement, l'alternance de cycles associant des périodes de valorisation et de dévalorisation.

C. Demazière propose une périodisation en trois temps principaux : la naissance des quartiers ouvriers au XIXe siècle, leur déclin progressif après la seconde guerre mondiale, à un moment où l'économie mondiale est active, enfin leur lent renouveau dans un contexte cette fois-ci de crise économique. L'auteur appuie sa démonstration sur un socle empirique inspiré d'exemples de villes portuaires prises essentiellement en Europe du Nord, sans délaisser toutefois les autres régions du monde comme l'Europe du Sud, ou l'Amérique du Nord. Le soubassement théorique de sa grille de lecture, appliqué au cas des quartiers ouvriers, est quant à lui marqué par l'influence de la théorie de la régulation, et précisément des apports de ce courant de pensée dans la réflexion sur les effets du développement économique sur les espaces urbains.

De manière très simplificatrice, rappelons simplement que la théorie de la régulation se constitue dans la seconde moitié des années 1970, c'est-à-dire à un moment particulier en Europe et aux Etats-Unis, qui est celui du passage avéré de la croissance à la crise. La théorie de la régulation se forme en affrontant ce défi d'expliquer le passage de la croissance à la crise, et surtout de le faire sans recourir à des « deux ex machina », à des chocs externes (Coriat, 1994 : 2). L'objectif est bien de rendre compte de cette « variabilité dans le temps et l'espace des dynamiques économiques et sociales » (Boyer, 1986 : 37), d' « identifier pour un pays ou une région, des périodes historiques de relative stabilité sociale et de développement économique notable, ou, au contraire, des ruptures nettes et profondes de la croissance » (Demazière, 2000 : 28). Dans cette démarche, la posture des régulationnistes est notamment de construire un cadre théorique sur le développement économique, prenant en considération les institutions : comment rendre compte des institutions et du rôle qu'elles tiennent dans la dynamique économique ? Ainsi, par exemple, si la décennie 1970 peut être caractérisée par l'installation massive d'une grande crise (celle du fordisme et du mode de régulation qui lui est associé, par exemple la mise en place d'un système étendu de protection sociale, ou l'intervention de l'Etat dans l'économie), les années 1980 sont marquées par la formation d'un ensemble de micro-régularités nouvelles pouvant être lues comme des signes de la recherche et de l'établissement des nouvelles macro-régularités porteuses d'un nouveau régime de croissance (Coriat, 2004 : 12). Ainsi, le projet régulationniste se tourne vers la volonté de bâtir des fondements macro-économiques et institutionnels à une théorie micro-économique, d'articuler un cadre holistique définissant les règles du jeu les plus essentielles à une approche de type individualiste explicitant la façon dont se répartissent les divers individus au sein des rapports de production existants (Boyer, 1986 : 98). Pour C. Demazière, les analyses développées semblent convenir au souci de réinsérer l'économique dans le développement des villes (Demazière, 2000 : 27), et même si les travaux fondateurs régulationnistes (Aglietta, 1976 ; Lipietz, 1979 ; Boyer, 1986) ont été menés au niveau macro-économique et à l'échelle de l'Etat-nation, leur volonté théorique, évoquée plus haut, de combiner et d'articuler différents niveaux de lecture de l'économie et donc de la dynamique sociale, ont permis à d'autres chercheurs en sciences économiques et sociales de développer des travaux d'analyse du changement aux échelles régionale et urbaine. A propos du nombre et de la pluralité de ces travaux, C. Demazière parle même de « vision régulationniste de la dynamique spatiale du développement économique » (2000 : 32).

Selon l'auteur, trois idées fortes démarqueraient cette vision d'autres approches comme celles de l'économie spatiale orthodoxe ou de la science régionale. La première tient de la conception même de l'espace : dans l'approche régulationniste, l'espace n'a pas seulement une réalité physique ou administrative mais est le résultat de l'action humaine. Il n'est de ce fait ni homogène ni isotrope (Lipietz, 1996). La seconde idée est que l'organisation industrielle et sociale propre à un régime d'accumulation donné (structures qui permettent un certain développement économique à moyen et long terme) se traduit par des configurations spatiales particulières de la division du travail. Un nouveau régime d'accumulation peut dès lors s'articuler avec le régime d'accumulation précédent. C. Demazière précise ainsi que c'est selon cette articulation qu'on peut comprendre les crispations et les difficultés de certains anciens

quartiers ouvriers défavorisés devenant, au cours des années 1980 et 1990, des sites d'opportunité pour des projets de renouvellement urbain. Enfin, la troisième idée structurant cette vision régulationniste des dynamiques spatiales est l'attention portée aux institutions et actions participant d'un aménagement ou d'une régulation de l'espace. Parmi ces institutions, l'Etat central n'est plus l'unique acteur, on trouve aussi à la fois les pouvoirs locaux, municipaux ou régionaux et, dans le cas de l'Europe occidentale, l'Union européenne. L'idée de régulation de l'espace est complexe. Par exemple, les actions publiques de régulation des inégalités spatiales de développement sont finalement aussi sous la double influence de la logique d'accumulation et de division du travail, et des politiques non spatiales (politique fiscale, bancaire, etc.), mais qui ont des incidences spatiales importantes et variables selon les espaces.

Comme je l'ai précédemment évoqué, la lecture régulationniste permet de distinguer plusieurs périodes de développement des quartiers ouvriers. Sans trop entrer dans la description précise de chacune de ces étapes[1], il importe néanmoins d'en évoquer les grands traits qui, il faut bien le reconnaître, correspondent, certes avec des écarts temporels, autant au cas d'un quartier d'une grande ville d'Europe du Sud, comme Alcântara à Lisbonne, qu'à celui d'un quartier d'une ville de moindre importance d'Europe du Nord, comme Berriat-Saint Bruno à Grenoble.

Dans les deux cas, les quartiers étudiés participent à l'origine d'une expansion urbaine, d'une occupation et d'une densification de la périphérie des villes. Les anciens quartiers centraux, legs des âges médiévaux et modernes de la ville, n'étaient dans le contexte de la révolution industrielle, ni propices à l'implantation d'usines demandeuses d'espace, ni suffisants pour l'accueil de nouveaux nombreux citadins, immigrants originaires des campagnes en dépression, et venant occuper des emplois faiblement qualifiés aux revenus modestes. L'annexion rapide des espaces de marge, ruraux ou semi-ruraux, a donc été le processus classique d'extension des limites de la ville. Je reviendrai plus en détail sur ce point dans la présentation des contextes d'émergence des quartiers d'Alcântara et de Berriat Saint Bruno et de leur devenir en tant que quartiers ouvriers ; mais notons dès à présent que dans les deux cas ils représentent, au tournant du XXe siècle, « une expression concrète des liens spatiaux étroits entre travail et logement, dans le cadre des villes connaissant un fort développement commercial ou industriel » (Demazière, 2000 : 72)[2]. Le développement d'usines, de manufactures ou de *ocas* (docks) pour l'exemple lisboète a été accompagné de construction de logements ouvriers prenant des formes variées sans grande qualité architecturale (de la maison ouvrière à l'immeuble de rapport), mais aussi d'un habitat de qualité supérieur destiné aux catégories sociales plus favorisées (de l'immeuble de rapport pour employés, à la maison de maître pour patrons, en passant par l'immeuble de rapport bourgeois). La volonté de planification urbaine qui marque parfois certains plans d'époque et qui trahit des velléités de valorisation et de contrôle de la part des autorités locales de ces nouveaux espaces a très vite été dépassée par la rapidité et la spontanéité des constructions. Cette offre de logements a d'ailleurs été essentiellement conduite par des petits propriétaires fonciers devenus maîtres d'ouvrage (Topalov, 1987). Cette fugacité a ainsi contribué à produire un tissu urbain complexe mêlant installations industrielles, ateliers d'artisans, et habitations en tous genres. Ce tissu reste un héritage actuel important de cette période de développement urbain. Mais ce développement incontrôlé a aussi très rapidement induit des insuffisances en termes d'équipement (égout, adduction d'eau) ou de composition urbaine (rareté des espaces verts, encombrement des voiries), qui associées aux conditions de logement souvent médiocres des catégories de la

[1] Voir à ce sujet : Demazière (1998, 2000).

[2] Un peu plus tôt dans le siècle, certains penseurs politiques polémistes, comme Marx, Engels, Ruskin, Fourier, ou Proudhon dénonçaient quant à eux dans certains contextes les distances épuisantes qui séparaient les lieux de travail des lieux d'habitation (Choay, 1965 : 13).

population les plus défavorisées (exiguïté, problèmes d'aération et d'hygiène, insalubrité, surpopulation), ont très vite fait de ces quartiers ouvriers les espaces de la concentration de la pauvreté moderne (Demazière, 2000 : 72). C'est d'ailleurs l'ensemble de ces conditions de vie médiocres et la concentration de la pauvreté qui ont été très rapidement inspiratrices de vives critiques de la part de multiples penseurs. A l'exception peut être de Marx et de Engels, les quartiers ouvriers ont été considérés comme les effigies du désordre de la ville industrielle et du chaos architectural. C'est cette critique qui sera d'ailleurs à l'origine de la naissance de l'urbanisme, comme champ de réflexion et d'action susceptible de produire de nouveau de l'ordre, de l'ordonnancement et de l'harmonie, et ce, selon « deux directions fondamentales du temps, le passé et le futur, pour prendre les figures de la *nostalgie* ou du *progressisme* » (Choay, 1965 : 15).

La seconde phase décrite par C. Demazière selon une lecture régulationniste, tente de saisir les dynamiques du déclin (Lupton, 2003) et la perte de sens progressive des quartiers ouvriers au cours du XXe siècle (Chaline, 1980), c'est-à-dire de comprendre plus précisément comment « là où une croissance économique forte a été constatée, les quartiers ouvriers sont entrés dans une dynamique de diminution de la population, de déclin de l'appareil économique local et de lente dégradation du parc de logements » (Demazière, 2000 : 92). L'hypothèse première déployée par l'auteur est de relier le développement du système fordiste –comme régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse et associé à une régulation monopolistique et donc comme ensemble de principes d'organisation de la production et de la consommation- et sa dynamique spatiale, à la dégradation accélérée des quartiers ouvriers.

Le déclassement économique de ces quartiers provient en majorité de la disparition graduelle de certaines branches d'activités et de la compression des effectifs dans les firmes existantes (Mérenne-Schoumaker, 1996), mais aussi de leur inadéquation aux nouvelles conditions de production. Manque d'espace disponible pour d'éventuels développements de l'entreprise, indispensables aux nouvelles techniques de production et de stockage, restrictions légales, physiques ou financières nombreuses pour la transformation des installations, problèmes de circulation croissants et manques d'accessibilité aux axes principaux, vétusté et dégradation progressives des bâtiments industriels et des équipements, voisinage souvent incompatible avec le développement d'activités sources de nuisances, sont autant de facteurs qui ont contribué au déclin économique des quartiers ouvriers péricentraux et à leur désindustrialisation. Les périphéries des villes semblaient offrir dans certains contextes les conditions inverses, à même de favoriser à la fois la création de nouvelles activités et le redéploiement potentiel d'anciennes entreprises localisées dans le centre : nécessité de fuir les tissus urbains denses, accessibilité et écoulement rapide des flux de marchandises permis par l'aménagement d'équipements routiers et autoroutiers importants (rocades, échangeurs, pénétrantes), espace disponible avec un foncier encore peu coûteux, proximité d'un bassin de main-d'œuvre peu qualifiée... La dynamique spatiale du système productif fordiste est effectivement caractérisée par l'implantation d'activités dans la périphérie des villes qui est une des formes possibles de la décentralisation industrielle, vue comme processus plus vaste et expression d'une division spatiale du travail rendue possible par la déqualification de ce travail et donc de la main-d'œuvre. A côté des gains de productivité et d'efficacité obtenues par les entreprises, les conséquences spatiales et financières de ce processus sont d'ordres différents : accentuation de la périurbanisation et de la segmentation sociale de l'espace urbain, séparation et distance pour de nombreux travailleurs entre lieu de travail et lieu de résidence avec augmentation des navettes et des circulations, appauvrissement des communes centrales par pertes fiscales au bénéfice des communes périphériques, mais aussi et surtout dégradation du tissu urbain dense autrefois occupé par les activités industrielles, multiplication de friches industrielles et marginalisation socio-économique des quartiers ouvriers centraux.

Pour C. Demazière, la dynamique spatiale du système productif fordiste n'a toutefois pas été le facteur unique de l'évolution des villes (2000 : 98) et de la dégradation des quartiers ouvriers. L'évolution des modèles de consommation, d'habitat et le rôle des politiques urbaines sont aussi à remettre en perspective. Le redéploiement d'activités a en effet été synchrone d'une croissance urbaine marquée par l'extension des espaces résidentiels. A la sortie de la seconde guerre mondiale, tous les pays européens connaissent un déficit en logements. La construction massive de logements a pris des modalités différentes selon les pays et les acteurs impliqués, mais a contribué dans la plupart des cas à l'extension des limites de la ville. En France, par exemple, cette croissance est le résultat de la production d'immeubles collectifs de grande taille (les grands ensembles par exemple) avec une vocation sociale initiale mais non exclusive, mais aussi de la construction de nombreux lotissements pavillonnaires en accession à la propriété. Les pouvoirs publics ont eu dans ce schéma un rôle interventionniste majeur, à la fois en commanditant directement la construction de logements neufs, en incitant les acteurs privés à investir et densifier cette offre de logement, et en créant des conditions financières favorables d'accès aux différents segments du parc de logements, qu'ils soient locatifs pour les couches modestes, ou en accession à la propriété, pour les catégories plus aisées. Dans tous les cas cependant, l'ambition était de produire des logements avec des normes de confort, d'équipement et de surface adéquates, susceptibles de répondre certes au bien-être des individus, mais aussi de créer les conditions favorables à la consommation de masse et donc à la reproduction du système social et économique fordiste. Par ailleurs, la localisation de plus en plus périphérique des espaces résidentiels, participant du processus croissant de suburbanisation ou de périurbanisation, a été rendue possible par le développement conjoint massif de l'automobile, effigie du mode de production et de consommation tayloriste puis fordiste. C. Demazière, citant M. Aglietta, rappelle que la norme de consommation fordiste des ménages était structurée par deux biens durables : le logement, lieu privilégié de la consommation individuelle, et l'automobile, moyen de transport individuel rendant possible une séparation entre le lieu de résidence et le lieu de travail (2000 : 98). On rejoint ici le propos de F. Moriconi-Ebrard qui explique : « la déconcentration dépend de la création d'une nouvelle génération d'unités spatiales, et l'intérêt pour de nouvelles localisations est soumis à une nouvelle logique de l'organisation d'une société » (Moriconi-Ebrard, 1993 : 35).

L'ensemble de ces dynamiques a contribué à redéfinir la place des anciens quartiers ouvriers au sein des villes. D'abord, la localisation relative de ces quartiers a fondamentalement évolué. D'espaces périphériques, les quartiers ouvriers sont devenus des espaces centraux ou péricentraux, par simple effet de l'expansion urbaine. En outre, le cadre physique (parcs de logements, espaces publics, équipements) a été délaissé dans un premier temps par les pouvoirs publics et s'est ainsi progressivement dégradé. Les anciens quartiers ouvriers ont été ainsi investis par de nombreux ménages modestes voire précaires, pour qui le parc de logements dégradé représentait une opportunité d'accès à l'habitat à faible coût (Lupton, 2003). Parmi les populations modestes concernées, les immigrés, travaillant dans le cadre de contrats de travail négociés pour les grandes entreprises privées, ou sur les grands chantiers publics et participant ainsi au dynamisme économique des pays d'accueil, mais aussi à la reproduction du régime fordiste lui-même, ont été nombreux à s'installer dans de tels quartiers. Cette occupation rappelle d'ailleurs certains processus décrits largement par les sociologues de l'Ecole de Chicago, comme R. E. Park ou E. W. Burgess, au sujet d'autres types de quartiers centraux dans les villes nord-américaines, non forcément marqués par l'empreinte industrielle.

Au moment des Trente Glorieuses, alors que l'économie se trouve dans une phase de croissance importante, les quartiers ouvriers connaissent donc une période de relégation, de dégradation et de marginalisation sociale et économique. Certains pouvoirs publics, absents dans un premier temps, ont tenté dès les années 1950-1960 de traiter cette situation et d'améliorer les conditions des ménages vivant dans les logements vétustes. C'est dans ce contexte qu'on trouve

les premières opérations de rénovation urbaine, notamment en France ou en Grande Bretagne, fondées sur les principes de la destruction intégrale des bâtiments anciens dégradés et de leur remplacement par des constructions neuves *in situ*. H. Coing, dans son ouvrage intitulé *Rénovation urbaine et changement social* paru en 1966, décrit à ce propos les conséquences nombreuses, complexes et différenciées selon les ménages d'une opération de rénovation à tiroirs effectuée dans le XIIIe arrondissement de Paris. Qu'elles soient accompagnées de propositions de relogement sur place (comme cela a pu être le cas pour l'îlot n°4 du XIIIe arrondissement parisien) ou dans les nouvelles constructions situées en périphérie, ces opérations de rénovation affectent directement les réseaux sociaux établis, les sociabilités et les pratiques quotidiennes des populations, ou encore les budgets consacrés au logement par les ménages.

Enfin, la grille de lecture régulationniste proposée par C. Demazière propose une dernière étape d'analyse des effets du développement économique sur les quartiers ouvriers, qui est celle des conséquences de la crise profonde du système fordiste de production de masse à partir de la moitié des années 1970, et de l'avènement progressif d'un nouveau système plus flexible en termes de méthodes et de procédés de production, de capacité d'organisation et de choix de localisations. Ce nouveau système s'inscrit dans un contexte d'internationalisation accrue de l'économie et des marchés financiers, de multiplication des implantations à l'étranger, de mise en place de réseaux mondiaux de production, d'information ou de communication, et donc de multiplication des échanges (individus, biens, capitaux, informations). Ce contexte favorise d'une part les petites et moyennes entreprises qui, malgré de possibles difficultés de capitaux et d'accès aux marchés financiers, sont susceptibles d'innover et de s'adapter rapidement aux fluctuations du marché et aux crises récessionnistes ; et, d'autre part, les grandes entreprises qui misent sur une multiplication des établissements en fonction de leurs fonctions. Cette disjonction fonctionnelle permet à l'entreprise de localiser chaque fonction dans l'espace économique le plus adéquat (Lipietz, 1983 : 84), c'est-à-dire la conception, l'organisation, la communication et la recherche dans des pôles directionnels et technologiques, la fabrication qualifiée dans des pôles où se situe une main-d'œuvre formée et qualifiée, enfin l'exécution et le montage dans des régions de main-d'œuvre non qualifiée et donc bon marché. Ces mutations ont donc profondément bouleversé les systèmes productifs, remodelé la structure des emplois offerts, mais sont aussi associées à des dynamiques spatiales nouvelles (Demazière, 2000 : 125). Dans le cadre de cette nouvelle division internationale du travail, les grandes villes européennes tentent de se placer dans la catégorie des pôles tertiaires, de direction et d'ingénierie, d'intégrer ainsi le réseau des grandes villes mondiales compétitives (Dollfus, 1997) et d'atteindre le qualificatif tant recherché de ville *globale* (Sassen, 1996). Pour cela, il s'agit de créer et de mener une véritable stratégie de développement qui produirait les conditions favorables pour attirer les investissements, les activités de pointe et les services de qualité. La « stratégie de développement *in situ* » (Demazière, 1996) est une des voies pour le développement local. Désireux de voir progresser leur ville dans la hiérarchie des villes, les acteurs publics locaux peuvent en effet oeuvrer à articuler les tendances de cette restructuration économique au potentiel des villes et à faire que le « local » soit le support matériel du « global ». Les nouvelles conditions économiques, associant éléments de crise structurelle et potentiel de développement, ont aussi eu pour conséquence de repositionner les acteurs publics et leurs modes d'intervention.

Dans ce contexte général, retenons que la position des quartiers ouvriers est ambivalente et variable selon les villes. De manière générale, de nombreux travaux montrent que ces espaces urbains, à l'instar des espaces périphériques de logements sociaux, ont été particulièrement peu concernés par les flux de développement économique (Demazière, 2000 : 128) et ont continué à connaître une précarisation et une paupérisation sensibles (Lupton, 2003). Mais, parallèlement, ces mêmes quartiers ont aussi été reconnus comme porteurs d'un certain nombre de qualités et

d'atouts inattendus ; autant de caractéristiques susceptibles de soutenir la mise en place et le déploiement, par les acteurs institutionnels locaux, de véritables stratégies de développement local.

1.1.2. L'espace stratégique et le sens retrouvé ?

La notion de stratégie spatiale renvoie pour J. Lévy à une représentation intentionnelle explicite et organisée d'un acteur visant à la valorisation de son capital spatial. Elle fait appelle à une compétence, c'est-à-dire « une capacité à construire un « horizon d'attente », autrement dit la représentation d'un contexte souhaitable, et à l'assortir des moyens à déployer pour le faire advenir » (Lévy, 2003 : 873). Le terme de stratégie n'est donc pas neutre (Bonvalet, Dureau, 2000). Son utilisation revient en effet à restituer à l'acteur « sa part d'initiative dans l'élaboration de sa propre existence » (Godard, 1990 : 9, cité par Bonvalet, Dureau, 2000 : 131). Cette définition générique, utile pour définir les actions de différents types d'acteurs (acteurs institutionnels, économiques, habitants), se différencie d'une acception du terme proposée par M. De Certeau, à la fois plus précise et plus restrictive: « j'appelle « stratégie » le calcul des rapports de force qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable d'un « environnement ». Elle postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un *propre* et donc de servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte. » (De Certeau, 1994 (1980) : XLVI) Pour cet auteur, le modèle stratégique, par l'extériorité qu'il implique, renvoie davantage aux systèmes d'action des acteurs politiques ou économiques, s'inscrivant dans un ordre de grandeur particulier.

Quoi qu'il en soit, il apparaît que pour mettre en place une stratégie, il importe de pouvoir la fonder sur certaines ressources sociales, spatiales ou économiques (Gotman, 1990). Dans la continuité de la lecture régulationniste présentée ci-dessus, les anciens quartiers ouvriers apparaissent, aux yeux de certaines autorités locales, de véritables espaces d'opportunités pour attirer de nouvelles activités économiques avancées et des équipements de qualité dans le péricentre des villes, contribuant dès lors à la valorisation de la ville entière.

La proximité de ces quartiers au centre ancien traditionnel est tout d'abord une ressource importante. D'espaces périphériques, ces quartiers ouvriers apparaissent aujourd'hui, au regard de l'étalement urbain de la majorité des grandes villes, comme des espaces péricentraux voire centraux. Ce changement de localisation –ce mouvement dans l'espace géographique- qu'il faut associer à une disponibilité foncière, devient alors déterminant pour une stratégie de consolidation et de lisibilité des fonctions centrales à l'échelle de la ville.

La réserve d'espace et de foncier en attente représente effectivement une seconde ressource cruciale. L'obsolescence et la mise en friche d'anciennes installations industrielles, de bâtiments d'usines, d'entrepôts ou encore d'infrastructures (ferroviaires, routières, de stockage), après avoir été des traces à ignorer causées par la crise économique et la dégradation du tissu urbain, sont devenues les vecteurs de potentiels de développement et de projets de patrimonialisation (Veschambre, 2002). Les surfaces occupées par ces équipements représentent en effet une vraie richesse à un moment où, dans de nombreux contextes, le foncier en tissu urbain dense se raréfie. L'espace industriel dégradé devient stratégique à plus d'un titre : sa reconversion autorise à penser et à construire un « horizon d'attente », qui induirait une redistribution des fonctions et des rôles du quartier dans la ville, puis de la ville dans le système de villes.

Mais, derrière cet enjeu du remplacement de formes urbaines héritées et de l'effacement d'empreintes d'un autre âge, on trouve en filigrane la problématique de l'évolution du peuplement de ces quartiers et de sa composition. Avec la disparition d'un type d'activités industrielles, s'en suit celle de plusieurs branches de métiers et donc l'altération de la

représentation de certaines populations, notamment ouvrières. Les dynamiques de peuplement et plus précisément les retours de populations aisées dans de tels quartiers (Bidou-Zachariasen, 2003) (traduisant une éviction possible des populations ouvrières ou simplement leur remplacement à la suite de la désindustrialisation) représentent dès lors une question prioritaire pour les autorités locales. Il importe de réguler ce renouvellement d'individus, représentant autant de futurs citadins électeurs. L'existence d'un parc de logements déjà existant devient alors dans le cadre de cette action d'encadrement, une réelle ressource quand on sait, par ailleurs, l'attrait de certains de ces groupes sociaux pour des segments du parc ancien et pour leur dimension patrimoniale. Les anciens quartiers ouvriers ne sont donc pas seulement sujets à inspirer les acteurs institutionnels et économiques, ils intègrent aussi pleinement, comme destination résidentielle ou lieu de pratiques quotidiennes, des projets et des stratégies de nouveaux habitants.

1.1.3. L'attrait renouvelé de l'ancien quartier ouvrier et industriel

Le mouvement des anciens quartiers ouvriers s'effectue aussi au sein de l'espace social. Le processus de reconquête économique décrit jusqu'alors s'entremêle à des aspirations sociales et culturelles individuelles ou collectives ; il influe sur elles comme il s'en nourrit, entrecroisant de manière complexe les problématiques de l'offre et de la demande. Cette complexité s'égrène dans les nombreux débats qui traitent de la problématique générale de l'embourgeoisement (vu comme accroissement relatif et absolu des catégories aisées dans une aire donnée), ou de celle plus circonscrite du processus de gentrification des quartiers populaires ; les deux notions n'étant pas tout à fait équivalentes, puisque le terme d'embourgeoisement ne traduit que partiellement la charge sémantique du terme anglais (Rhein, 1996). Si l'on peut saisir aujourd'hui le terme de gentrification à la fois en termes résidentiels et de fréquentations (Van Criekingen, 2003), son utilisation a longtemps désigné le peuplement dans son unique dimension résidentielle.

Le terme de « gentrification » est utilisé pour la première fois dans les années soixante par R. Glass, pour désigner l'arrivée des couches moyennes dans des quartiers populaires du centre de Londres (Glass, 1963). Dans cette notion, l'auteur entendait à la fois une transformation de la composition sociale des résidents de certains quartiers centraux, à travers le remplacement de couches populaires et précisément ouvrières par des couches moyennes salariées et un processus de nature distincte, celui de la réhabilitation, de l'appropriation, et de l'investissement par ces couches sociales d'un stock de logements et de quartiers ouvriers ou populaires (Bidou-Zachariasen, 2003). Le terme est repris par la suite dans plusieurs travaux. Lui réservant un emploi extensif, C. Hamnett le définit comme un phénomène à la fois social, physique (du stock de logements ; à l'échelle du quartier), économique (sur les marchés fonciers et immobiliers), et culturel, en œuvre dans les quartiers populaires (Hamnett, 1995).

Ce processus de reconquête des centres anciens a conduit de nombreux auteurs à proposer des théories et des scénarii explicatifs différents, mais que l'on peut inscrire au sein d'une généalogie d'approches qui postulent finalement la transformation de l'espace urbain comme l'expression d'une compétition entre groupes sociaux. Pour J.-P. Lévy, c'est aux sociologues de Chicago du début du siècle dernier et à leurs approches écologistes que l'on doit les premières analyses fines de cette question (Lévy J.-P., 2003 : 29). Pour R. E. Park, R. Mackenzie ou encore E. W. Burgess, la ville est non seulement une mosaïque de territoires, mais aussi un agencement de populations d'origines différentes dans un même milieu et dans un même système d'activités. Le concept de compétition de l'espace prend dans cette logique d'agglomération et de métropolisation toute sa pertinence : « différents les uns des autres par leurs caractéristiques, leurs projets et leurs capacités d'action, les individus entretiennent des rapports spatiaux réglés

par la compétition » (Grafmeyer, Joseph, 1979 : 25). Les sociologues de l'Ecole de Chicago traiteront ainsi autant des processus de mobilités résidentielles (aboutissant aux célèbres modèles de distribution des populations, dont le modèle concentrique d'occupation proposé par E. W. Burgess) que des problèmes sociaux liés à la cohabitation sur un même territoire ou à la coprésence dans un espace public (ce qui influencera la micro-sociologie du sociologue E. Goffman) (Joseph, 2003). Cette lecture de l'espace par la compétition s'éloigne de l'approche écologique et prend une tournure beaucoup plus critique et structuraliste au cours des années 1970 dans les écrits de plusieurs auteurs marxistes réunis autour de l'idée que « le mode de production organise, produit- en même temps que certains rapports sociaux-, son espace (et son temps) » (Lefebvre, 1974 (2000b) : XXV) : projection au sol des rapports sociaux, la morphologie spatiale est néanmoins active en retour, dans le sens d'une reproduction des rapports sociaux existants (Devisme, 2003). Cette rétroaction serait dès lors potentiellement créatrice de conflit spatial entre les groupes sociaux.

Ce bref rappel théorique permet de resituer[1] les deux grandes options explicatives du processus de gentrification qui s'opposent et investissent la littérature depuis plus d'une vingtaine d'années.

La première analyse, défendue par N. Smith (1979, 1982, 1996), s'inscrit dans la lignée structuraliste et d'inspiration marxiste. Avec sa théorie du *rent-gap* (le différentiel de loyer), il met l'accent sur la dimension économique et structurelle du processus en précisant notamment comment se met en place une offre particulière, produite par des investisseurs immobiliers avisés et susceptibles à terme de fournir des profits notables. Dans une étude sur New York, il distingue trois phases constitutives du processus de gentrification (Smith, 2003). La première est celle de la « gentrification sporadique » (1950-1960) qui voit l'arrivée d'artistes et d'intellectuels dans des quartiers centraux (Greenwich village, Soho), souvent épris de velléités contestataires, et s'attelant à réhabiliter progressivement bâtiments et logements. La période de « l'ancrage » du processus (fin 1970-fin 1980) se déroule, quant à elle, dans un double contexte de crise, économique à l'échelle mondiale, fiscale au niveau local, ce qui entraîne la chute des investissements publics et privés dans le centre-ville. Dans ces conditions apparurent, malgré tout, des opportunités de ré-investissements anticipant d'hypothétiques conditions futures plus favorables. Les « différentiels de loyers » entre les investissements initiaux et les sorties potentielles se sont vite avérés déterminants, ce qui a conduit plusieurs promoteurs immobiliers et établissements financiers à engager des capitaux dans différents programmes d'habitat et de logement pour classes moyennes et supérieures. Ces investissements, selon la lecture de N. Smith, eurent pour conséquence l'extension progressive du processus de gentrification, par effet d'entraînement, au-delà des premiers quartiers concernés. On le voit, cette période d'ancrage est moins le fait d'acteurs individuels, de résidents petits propriétaires, que de puissants investisseurs privés spéculateurs. La troisième phase, enfin, serait selon l'auteur actuellement en cours : elle correspond à une gentrification dite « généralisée », vue à la fois comme aboutissement d'une stratégie urbaine concertée et globale, et véritable expression d'une conquête « classiste » de tout le centre-ville. Le processus ne touche plus seulement le secteur du logement et de l'habitat, mais concerne aussi de plus en plus ceux de l'emploi, des activités commerciales, des équipements culturels, des infrastructures de loisirs, des espaces publics, devenant autant de leitmotivs de vastes opérations de restructurations urbaines, cofinancées par les pouvoirs publics et les intérêts privés. La gentrification devient une « conquête hautement intégrée de l'espace urbain » produisant de nouveaux paysages urbains prêts à être

[1] On pourrait aussi citer notamment les approches de l'économie néo-classique qui considèrent les individus comme des consommateurs rationnels dans leurs choix résidentiels ; ou au contraire d'autres démarches laissant plus de place à la phénoménologie, à l'étude des valeurs, de l'imaginaire et des symboles dans l'élaboration d'un souhait de mobilité et d'un choix résidentiel.

consommés ; ne représentant plus une simple stratégie résidentielle, elle apparaît comme la « proue du changement métropolitain dans les centres-villes » (Smith, 2003 : 58).

Cette grille de lecture rappelle au passage, tout en s'en détachant par sa radicalité, plusieurs éléments du schéma proposé dès 1977 par T. Pattison et exposé par J.-P. Lévy (2002b) : la gentrification serait amorcée par un petit groupe de personnes prenant des risques financiers (« les envahisseurs ») qui achètent et réhabilitent des logements. Suivent ensuite plus massivement les « pionniers », appartenant aux mêmes groupes sociaux et culturels (jeunes, professions intellectuelles et artistiques). Le quartier, rendu visible, attire les spéculateurs et les investisseurs, tandis que les pouvoirs publics accompagnent la mutation en le « labellisant » (comme quartier historique ou traditionnel) et en développant des équipements collectifs. Peu à peu, ce sont les couches moyennes en ascension sociale qui l'investissent (les « *yuppies* »), pouvant faire face à la montée des prix, entretenue par l'action des promoteurs professionnels. Les anciens habitants sont délogés pour cause de loyer trop cher ou pour cause de perte de repères liés au changement de l'image du quartier.

La seconde version explicative replace le processus au cœur de la compréhension des comportements et des valeurs qui composent les choix et les stratégies des individus, pris comme acteurs à part entière. D. Ley (1981) argumente en effet sur la dimension culturelle des stratégies des gentrifieurs, ainsi que sur l'importance des caractéristiques démographiques des individus (à un moment où les formes familiales se recomposent, où la place et le rôle des membres du ménage se renégocient). D'un côté, la localisation centrale, la proximité et l'accessibilité à certaines ressources urbaines, la recherche d'un certain cadre de vie, l'ambiance de certains lieux, leur historicité, un besoin d'urbanité (densité et diversité humaines) et de sociabilité fondée sur le voisinage et la convivialité sont autant d'arguments soulevés pour comprendre les motivations de ces nouveaux arrivants. De l'autre, ce sont les effets de la réduction de la taille des ménages, de la multiplication des divorces, de l'augmentation du nombre de femmes au travail, de la fréquence des ménages à double salaire, des mécanismes complexes de décohabitation, de l'individuation des modes de vie, qui sont mobilisés comme facteurs explicatifs.

Cette lecture s'inscrit ainsi au sein d'une réflexion plus générale sur les transformations sociales induites par les changements dans les structures de production et de consommation. Ces transformations ont fait émerger une nouvelle élite –une « classe émergente » ou une « nouvelle couche moyenne » (Harvey, 1991)-, composée d'individus diplômés, aux appartenances transversales aux catégories sociales traditionnelles (instituteurs, artistes, professions intellectuelles supérieures, professions libérales), mais se reconnaissant en une attitude culturelle commune, par leur quête collective de nouvelles valeurs (Lévy J.-P., 2002b : 200).

Certains auteurs critiquent ouvertement l'apport heuristique de ces « quasi-théories » explicatives (Rhein, 1996). D'autres, au contraire, considèrent que les approches de N. Smith et de D. Ley ont souvent été opposées de manière caricaturale, et qu'elles semblent *in fine* assez complémentaires pour comprendre le processus de gentrification (Hamnet, 1996 ; Lees, 1994, 2000). Ce faisant, les schémas d'analyse en termes de vagues successives d'installation de différents groupes issus des classes moyennes et supérieures sont rarement observés tels quels. Les contextes urbains locaux jouent incontestablement sur les rythmes, les formes et les acteurs du processus. Le renouvellement de la population n'atteint jamais le niveau qui ferait des quartiers gentrifiés des secteurs spécialisés et stables. Ce renouvellement reste relatif du point de vue de la composition sociale et spatialement (Authier, 2003 : 122). Dans ce sens, J.-P. Lévy conclut à la complexité du phénomène : « Au bout du compte, ces différents travaux mettent surtout en évidence la complexité des mécanismes de gentrification. Ce que confirment les recherches les plus récentes sur la question qui, en montrant qu'il n'existe pas de linéarité dans le processus, modulent sensiblement le schéma idéal-type de la gentrification proposé en 1977

par Pattison : la gentrification se présente davantage comme un côtoiement de populations et de mobilités différenciées, comme le produit social d'un jeu complexe dans lequel sédentaires et mobiles se côtoient, où se conjuguent tout à la fois les mouvements de populations, les décisions d'aménagement, les stratégies d'acteurs et les manières particulières d'habiter et de cohabiter des différents groupes sociaux » (Lévy J.-P., 2002b : 200).

Quoi qu'il en soit, l'intérêt pour les facteurs explicatifs de la gentrification ne doit occulter ni son intégration à des dynamiques économiques et sociétales plus globales, ni sa dimension politique. Conjoint au rôle de l'espace dans les stratégies de reconquête des anciens quartiers ouvriers et de redéploiement d'activités avancées, les gentrifieurs eux-mêmes véhiculent un sens stratégique dans la valorisation territoriale et donc dans l'image de la ville (Lévy J.-P., 2002b). Détenteurs de richesses économiques et vecteurs de richesses symboliques, ces individus qualifiés, pouvant être d'origines étrangères – les « puissances » internationales de A. Tarrius (1992) - sont les cibles privilégiées d'actions politiques de séduction vantant les conditions d'accueil locales.

Action sur l'espace et action en direction des individus s'entremêlent donc pour produire une stratégie de développement local. C'est dans ce cadre complexe, aux composantes imbriquées, qu'il faut envisager les opérations de renouvellement urbain qui définissent et animent la phase la plus actuelle de la trajectoire urbaine des quartiers étudiés. La section qui suit, à partir d'une discussion sur le contenu du terme de « renouvellement urbain », doit aussi permettre d'affiner la description et la périodisation de ce que le modèle inspiré de la pensée régulationniste présente comme une troisième étape de développement des anciens quartiers ouvriers.

1.2. Le renouvellement urbain comme régulation de la reconquête

1.2.1. Mouvements de l'espace existant et renouvellement urbain : le choix des mots

La réutilisation de l'existant est une constante de l'histoire des villes. On peut malgré tout penser avec A. Bourdin qu'« aujourd'hui, la préoccupation domine de ne pas gaspiller l'espace » et que « l'on est certainement beaucoup plus préoccupé de réutiliser la ville existante qu'on ne le fut » (2005 : 176). Plusieurs expressions telles que « refaire la ville sur la ville », « intervention sur la ville existante » (Portas, 1985 : 8) ou « reconquête de la ville sur elle-même » se sont en effet récemment imposées dans la littérature scientifique ou dans le langage commun.

Je vais utiliser tout au long de la thèse le terme de « renouvellement urbain » pour exprimer ce processus de « refaire la ville sur la ville », ou de « savoir faire évoluer la ville sur elle-même » (Piron, 2002 : 366), et donc résumer, de manière sans doute simplificatrice, un ensemble d'interventions urbanistiques (rénovation, réhabilitation, restauration, réutilisation) et d'idées associées semblant plus restrictives (revalorisation, revitalisation, redéveloppement, restructuration, reconversion, requalification, récupération, recomposition). Implicitement, j'associe donc à ce terme l'existence d'opérations urbanistiques et d'utilisation d'outils de traitement du tissu urbain existant. Le terme de « renouvellement urbain » est souvent assimilé à celui de « régénération urbaine » pour traduire les expressions anglo-saxonnes d' « *urban renaissance* » (littérature britannique) et d' « *urban renewal* » (théories américaines). Encore faut-il appréhender la régénération, dans le sens de *re*-génération, comme l'expression du nouvel âge d'un espace urbain ! Car le terme de « régénération », « ce terme bio-médical, appliqué à des spécimens de plantes, des espèces ou groupes d'espèces » selon N. Smith (2003 : 68), renvoie intrinsèquement à une lecture organiciste du changement de la ville. Du latin *regeneratio*, l'expression exprimerait, d'après *Le Petit Robert*, la reconstitution naturelle d'une partie vivante qui a été détruite, la renaissance, la réactivation de ce qui a été corrompu, altéré, affaibli. Elle

renvoie à l'action de régénérer, *regenerare* en latin, faire renaître ou renouveler en redonnant les qualités perdues. Le terme est donc à la fois teinté de naturalisme, d'écologisme et de jugement de valeur passéiste. L'espace de la *re*-génération n'a jamais cessé d'exister, d'être pratiqué ou investi, même en état de friche, et n'est pas contraint à la nostalgie de ses « qualités perdues ».

L'expression de « renouvellement urbain », aussi imparfaite soit-elle, véhicule donc davantage de neutralité : « rendre nouveau en transformant » n'est plus lesté par le poids du souvenir, tout en n'évacuant pas non plus totalement la possibilité d'y avoir recours pour produire de la nouveauté. En outre, cette signification redonne une place centrale à l'action, à l'intervention, et délaisse les forces naturelles ou « naturalisantes ». Le renouvellement urbain peut alors impliquer une pluralité d'acteurs (acteurs institutionnels, économiques, habitants), participant selon leurs logiques, jugements et pratiques à la production du changement.

Pour autant, cette relative neutralité ne doit pas occulter les dimensions plus polémiques du terme tout comme les biais de la charge politique contemporaine qu'il véhicule. Dans le contexte français, le renouvellement urbain est aujourd'hui aussi utilisé pour exprimer une demande sociale forte et un enjeu politico-médiatique à propos des espaces d'habitat collectif des périphéries, appréhendés comme espaces sociaux et urbains relégués, stigmatisés et ghettoïsés (Piron, 2002). L'expression de « renouvellement urbain » apparaît donc très présente dans les esprits, les débats et les politiques publiques ; et l'emploi du terme, pour une étude sur des espaces centraux ou péricentraux, ne peut donc complètement échapper au poids de cet environnement sémantique. Plus globalement, je suis aussi conscient de sa dimension euphémique, qui a pu être critiquée par plusieurs auteurs (Bidou-Zachariasen, 2003 ; Smith, 2003). L'idée est de ne pas perdre de vue que l'ensemble des actions de renouvellement urbain, souvent circonscrites spatialement au sein d'aires d'intervention réglementées, concernent en fait de plus vastes territoires, que ce soit de manière déclarée (recomposition territoriale inscrite dans le projet ; effet d'entraînement et d'accélération d'une transformation territoriale prévue ou voulue, notamment lors de la phase d'impulsion de la reconquête), ou de manière moins affichée mais non moins effective (transformations territoriales plus diluées, peut être moins violentes et brutales, mais tout aussi sournoises, par effet de contiguïté, de proximité ou d'enchevêtrement entre l'opération et l'existant, davantage caractéristique de la phase d'accompagnement). Dans ce processus global, je considère comme centraux les problèmes de polarisation sociale, d'inégalités d'accès aux ressources urbaines et d'exclusion urbaine, en particulier des catégories les plus défavorisées. Le choix du terme de « renouvellement urbain » contient l'ensemble de ces problématiques et ne me semble pas correspondre à une victoire idéologique des visions néo-libérales de la ville (Smith, 2003 : 69), qui par le langage chercherait à anesthésier les critiques de la gentrification et de l'exclusion sociale. L'espace reste appréhendé comme un lieu de convoitises, de négociations, de compétition entre les différentes couches sociales qui tentent de l'investir ou de s'y maintenir (Lévy J.-P., 2003 : 29).

1.2.2. Renouvellement urbain, interventions sur l'espace et gentrification

Si le renouvellement urbain affecte la transformation des espaces et des formes urbaines ainsi que les orientations économiques d'un territoire, sa dimension sociale et humaine reste déterminante. La gentrification n'est pas de manière déterministe liée au renouvellement urbain comme je le comprends, c'est-à-dire induisant des interventions volontaristes sur l'espace physique. Mais force est de reconnaître que gentrification et renouvellement urbain entretiennent dans de nombreux contextes urbains des liens étroits.

Pour L. Lees, la gentrification est justement la composante la plus visible, la plus saillante du renouvellement urbain (2003). Ainsi, l'accélération des démolitions, le non traitement de la crise du marché du logement et de la rareté des logements financièrement accessibles, associés aux

orientations opérationnelles pour l'amélioration d'une esthétique et d'une mise en scène urbaine apparaissent certes comme des stratégies de renouvellement, mais aussi de gentrification (Atkinson R., 2004 : 107). N. Smith précise ce propos et pose la gentrification au cœur d'une stratégie urbaine globale : « on peut interpréter les politiques publiques de différents pays européens et les efforts de mise en place d'une stratégie de « régénération urbaine » comme les dernières tentatives de placer la gentrification au cœur des politiques urbaines transnationales » (2003 : 66). Dans cette analyse, la gentrification est perçue comme un moteur central du développement économique de la ville ; la régénération urbaine, support de cette dynamique de peuplement, devient dès lors une arme efficace dans la compétition entre les villes. Ici, Le renouvellement urbain traduit non seulement une politique de gentrification centrée sur le logement, mais aussi une intervention plus vaste, multi-sectorielle, pour attirer à la fois résidents et visiteurs issus des classes aisées (Smith, 2003 ; Lees, 2003).

Pour A. Bourdin, le lien entre gentrification et renouvellement urbain est plus subtil : « on ne parvient pas à changer l'usage et la valeur économique ou sociale d'un territoire ou d'un lieu sans lui attribuer un sens nouveau ou, si l'on veut, une image. Cela explique l'association entre des processus de gentrification et de renouvellement urbain. Les acteurs de la gentrification sont compétents et efficaces en matière de production symbolique, donc porteurs de sens et d'images nouvelles » (2005 : 177). Renouveler n'induit pas automatiquement la gentrification, la revalorisation et le redéveloppement d'un espace urbain. La présence des acteurs de la gentrification, leurs représentations spatiales et leurs discours apparaissent parfois plus décisifs que le changement de formes ou de fonctions. L'action doit être ainsi davantage pensée en direction de ces acteurs à l'efficace symbolique et de leurs attentes (en termes résidentiels, de consommations, de fréquentation), que sur l'espace lui-même. L'action sur l'espace devient alors un moyen de rendre visible ces aspirations. Derrière l'idée de renouvellement urbain, il faut ainsi voir un changement beaucoup plus vaste que l'unique recyclage d'emprises dédiées aux grands organismes de la vie économique (Rodrigues-Malta, 2001), qui intègre le cadre de vie, le cadre bâti ainsi que les espaces collectifs.

1.2.3. Impulser puis contrôler : outils et discours des étapes de la reconquête

Le renouvellement urbain est donc pris comme un terme générique qui intègre la diversification et la complexification croissante au cours du XXe siècle des types d'opérations urbanistiques et d'outils d'aménagement, des acteurs impliqués, des montages et des partenariats financiers. Il apparaît comme un « moyen à déployer » pour faire advenir la stratégie de reconquête des anciens quartiers ouvriers. Ce moyen comprend à la fois une dimension concrète et ponctuelle, en termes d'opérations d'aménagement, et une composante plus diffuse et immatérielle, fondée sur la production de discours.

La prise en compte du discours en tant que composante à part entière de l'action politique et du changement urbain est considérée dans la littérature anglo-saxonne comme un véritable tournant au sein des études urbaines (Hastings, 1999). M. Lussault, dans sa thèse publiée sous le nom de *Tours : images de la ville et politique urbaine*, explique que l'ensemble des textes, des discours sur la ville et l'action urbaine forme un « récit multirationnel » (1993 : 11) ayant « une aptitude à mettre en intrigue cohérente, organisée, finalisée, l'hétérogénéité, la complexité de l'événement » (1993 : 13). Ainsi, selon l'auteur, « analyser le langage de l'image de la ville n'est pas renoncer à la compréhension de l'espace géographique pour se perdre dans les délices de l'étude du texte pour le texte, mais bien au contraire, rechercher au-delà de la « valeur descriptive des énoncés », le sens profond de la cité et de son territoire » (1993 : 13) : la dialectique permanente entre l'image de la ville et la politique urbaine est cœur de sa démarche. Il s'agit ainsi de voir en quoi la production de discours, forme d'action à part entière, participe

d'une véritable stratégie de « marketing territorial » (Rosemberg, 2000, 2003). Dans ce cadre, l'enjeu est donc bien celui du déploiement d'une idéologie spatiale, dans le sens proposé par A. Gilbert, c'est-à-dire « d'un système d'idées et de jugements, organisé et autonome, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité dans l'espace. S'inspirant largement de valeurs, elle (l'idéologie spatiale) propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou collectivité » (1986). L'idéologie spatiale incarne alors « tout un système de représentations de la cité et du groupe humain, une véritable vision du monde social où s'investissent nombre de mythes et de mythologies de la civilisation occidentale » (Lussault, 1993 : 11) et peut ainsi servir à l'heure du « narcissisme urbain » à construire une nouvelle identité en faisant valoir notamment la singularité du génie des lieux (Bertoncello, Rodrigues-Malta, 2003 : 424).

Opérations et discours s'entremêlent donc pour définir les directions d'une politique urbaine. Dans le cas plus précis des anciens quartiers ouvriers, ce couple prend des allures différentes selon le stade de la reconquête : la régulation de la reconquête varie selon qu'on se situe au moment de son impulsion ou de son accompagnement. L'accompagnement de la reconquête des anciens quartiers suit généralement la phase d'impulsion, s'inscrivant ainsi dans son prolongement. Il arrive cependant que les deux phases se superposent ou se confondent, pendant une période donnée, complexifiant un peu plus le tableau des actions urbaines entreprises. Les décalages temporels du déroulement de la reconquête selon les contextes urbains peuvent fortement nuancer le modèle. Les dispositifs et les modes d'action utilisés pour une même phase de la reconquête diffèrent en effet sensiblement selon les époques concernées : les décisions prises pour impulser la reconquête d'un lieu s'appuient ainsi souvent, plus ou moins ouvertement, sur des expériences menées ailleurs, dans des contextes urbains où le processus est plus avancé.

- *Impulser la reconquête : favoriser la rénovation et la rupture*

Impulser la reconquête des anciens quartiers ouvriers implique la plupart du temps une étape de restructuration physique conséquente de l'espace urbain. Parfois seule option envisageable face au déclin prolongé de certaines zones et équipements (Demazière, 2000 : 156), cette étape incarne aussi une véritable idéologie spatiale de la modernité via le principe de la *tabula rasa,* et l'érection de constructions neuves, dont la forme archétypale reste la tour vitrée. Le couple destruction de l'existant/substitution par de nouvelles constructions, peu attendri par l'histoire des lieux et des individus qui les peuplent, sert à définir la rénovation. Plusieurs types d'outils urbanistiques peuvent être utilisés, tantôt pour des rénovations ponctuelles tantôt pour des opérations plus vastes, se référant souvent à des réglementations particulières (comme les Zones d'Aménagement concertées en France (ZAC), ou les Plans d'Urbanisation (PU) au Portugal).

Déjà H. Coing, dans son étude sur l'îlot 4 du XIIIe arrondissement de Paris, exprimait les effets d'une opération de rénovation à tiroirs, pourtant qualifiée de « chirurgicale » : « la réorganisation de l'espace géographique et social (...) ne concerne pas des individus mais le groupe tout entier, qui voit disparaître sous ses yeux le cadre de vie dont il avait reçu l'empreinte, qu'il avait modelé par sa vie sociale » (1966 : 14). La rénovation et les discours qui la justifient formalisent en effet une idéologie de la rupture, de la radicalité et de l'efficacité : la revalorisation économique et sociale (développer des activités qualifiées, soumettre de nouvelles options résidentielles et non résidentielles pour les classes aisées) implique des sacrifices non négociables. Les formes nouvelles produites renvoient alors à un déni du passé au profit d'un regard vers l'avenir, de l'apologie de la modernité, de l'ouverture au monde, du rayonnement et de la grandeur.

L'érection de quartiers d'affaires et d'habitations de standing est dans ce sens une composante récurrente de cette étape d'impulsion de la reconquête. Souvent produit de nouvelles coopérations financières et de redistributions des rôles au profit du secteur privé[1] (Ferreira V. M. *et al.*, 1999 ; Carrière, 2002 ; Demazière, 2002), ce type d'aménagement a marqué de nombreux anciens quartiers industriels et ouvriers péricentraux de villes françaises, européennes ou nord-américaines. A Lisbonne, quartiers d'affaires et de bureaux (Da Costa P. A., 1996) ou habitations de luxe (dont certaines sont des ensembles résidentiels fermés appelés *condominiums habitacionais fechados),* sont des « nouveaux produits immobiliers » (Salgueiro, 1994) qui marquent une « fièvre immobilière » (Ferreira A. F., 1989), à la fois signe de l'ouverture du Portugal aux capitaux étrangers et responsable d'une restructuration urbaine en faveur de la polarisation et de la fragmentation (Gaspar J., 1985 ; Salgueiro, 1997, 1998, 2001 ; Ferreira V. M., 1997).

La brutalité des choix architecturaux et des opérations a ouvert la voie à une vaste littérature critique. M. Davis qualifiera par exemple de « cité-forteresse » la ville de Los Angeles ; une ville repliée derrière un « glacis architectural monumental », faite de « pseudo espaces publics » produits par et pour une élite et qui envoient des signes subliminaux de dissuasion, parfaitement décodés par les exclus (familles latinos pauvres, jeunes noirs ou sans domicile fixe) (1990 : 206). Ces « espaces d'interdiction » (Bauman, 1998), ou « espaces d'exclusion » (Sibley, 1995), n'auraient d'autres fonctions que de renforcer de manière délibérée l'exclusivité et l'exterritorialité sociales de la nouvelle élite en l'isolant de la localité par des moyens matériels, physiques, répressifs mais aussi paysagers et symboliques. On retrouve finalement dans ces réflexions les apports détournés des travaux pionniers de G. Balandier au sujet des Brazzavilles noires, du contraste entre ville blanche européenne et ville noire, et des conflits ou antagonismes générés par cette situation. En refusant d'appréhender la capitale congolaise comme « la réalisation équatoriale d'une ville blanche dont les « centres indigènes » ne seraient en quelque sorte que les compléments serviles » (1985 (1955) : IX), G. Balandier aborde aussi de manière minutieuse les pratiques sociales des individus, au-delà de la coupure. Le contraste ne se situe donc pas uniquement dans le paysage aérien et la sémiologie architecturale, mais aussi au niveau du sol, des pratiques[2].

Impulser la reconquête des quartiers anciens nécessite donc souvent la production de contraste et de rupture, à la fois avec le passé (ce qui se trouvait, ici, avant) et l'existant environnant (ce qui se situe là, maintenant) ; production assurée par l'action de rénovation et les discours qui l'accompagnent. Cette idéologie spatiale semble toutefois, selon les contextes et les acteurs impliqués, s'atténuer au cours du processus de reconquête. Les critiques à l'égard de ces formes

[1] L'implication massive du secteur privé dans la rénovation urbaine marque ainsi une césure importante avec l'époque où la rénovation était avant tout pensée comme une action privilégiée des institutions publiques (rénovation dans le cadre de la reconquête urbaine mais aussi surtout dans le traitement d'îlots insalubres ou problématiques). La rénovation publique a été dans les années 1970, sous l'impulsion de M. Castells, l'objet de nombreuses études qui ont finalement contribué à l'ériger en « modèle » de rénovation urbaine (Blanc, 1980) : pour M. Castells, la rénovation urbaine était en effet définie comme « l'intervention (...) des institutions publiques sur la structure urbaine, de manière à changer l'occupation d'un espace déjà constitué, ses fonctions et/ou son contenu social » (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, 1970 : 490, cité par Blanc, 1980 : 8).

[2] M. Augé, en héritier de cette anthropologie urbaine mais aussi en écho aux auteurs pré-cités, utilise pour qualifier ces espaces élitaires et excluants la notion de « non lieux » : « Si un lieu peut se définir comme identitaire, relationnel et historique, un espace qui ne peut se définir ni comme identitaire, ni comme relationnel, ni comme historique définira un non-lieu (...) l'hypothèse défendue est que la surmodernité est productrice de non-lieux c'est-à-dire d'espaces qui ne sont pas eux-mêmes des lieux anthropologiques et qui contrairement à la modernité baudelairienne, n'intègrent pas les lieux anciens » (Augé, 1992 : 100).

d'action et la multiplicité des enjeux urbains engagés (résistance de formes physiques et sociales existantes) conduisent en effet de nombreux acteurs publics à repenser la régulation de la reconquête, non plus en matière d'impulsion mais plutôt en terme de contrôle.

- *Accompagner et contrôler la reconquête : recréer des liens*

Dans la seconde phase de la reconquête, la question de la liaison des espaces rénovés avec l'espace urbain environnant et celle du respect de l'histoire des lieux deviennent centrales. L'idéologie spatiale du lien et de la trace se substitue à celle de la rupture et de l'effacement : un mouvement qui peut être interprété comme une volonté d'adaptation aux changements d'aspirations de nombreux habitants « stratégiques », de moins en moins séduits par les effets des destructions et par l'idéologie moderniste du changement en tant que rupture. Traiter du lien ou de la suture au détriment du contraste induit l'utilisation de techniques d'intervention nouvelles, différant de la seule rénovation, et plus globalement le recours à d'autres formes d'action ; des techniques et des actions qui conduisent *in fine* à l'engagement d'acteurs et d'intérêts de plus en plus diversifiés.

Le cadre bâti reste un objet d'action prioritaire. Parmi les techniques employées de manière extensive, les traitements de récupération d'immeubles anciens, vétustes ou obsolètes, sans destruction complète, prennent une place de plus en plus importante. La restauration, qui consiste selon M. Blanc à remettre en état les constructions anciennes (Blanc, 1980), ou la réhabilitation, appréhendée comme un ensemble concerté de travaux techniques nécessaires pour transformer un immeuble vétuste en le dotant des éléments de conforts et d'équipements (Lévy J.-P., 2002a) sont des formes d'intervention privilégiées qui agissent sur les éléments sans modifier la structure. Elles ne constituent pas seulement une action de rattrapage, ni une forme particulière d'entretien, mais plutôt une action de revalorisation spontanée ou concertée, intervenant après un processus de dévalorisation (Bourdin, 1988 : 97). L'objectif est certes de remettre aux normes bâtiments et logements afin qu'ils puissent accueillir usages et investissements symboliques, mais aussi de tenter une suture avec le passé et l'histoire de l'espace urbain traité. Ces travaux de revalorisation des traces d'une mémoire locale s'appuient selon les cas sur l'investissement public ou sur les partenaires privés. Quand l'initiative est publique, l'implication des propriétaires bailleurs et leur participation au financement de l'opération sont souvent recherchées, via la mise en place d'outils et de montages financiers spécifiques, par exemple sous forme d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) en France ou de Programmes de réhabilitation au Portugal. La réhabilitation reste en effet coûteuse et varie donc en intensité, du simple ravalement de façade à la récupération en profondeur de l'ensemble du bâtiment, en passant par la simple remise aux normes des parties collectives. L'investissement financier nécessaire est parfois tel que la rénovation ponctuelle reste malgré tout une solution récurrente parce que moins onéreuse, et ce, d'autant plus, dans les périodes de récession ou de politiques libérales, marquées par un abandon des pouvoirs publics face aux logiques du marché et aux financeurs privés. La politique urbaine publique ne se limite pas à la construction ou à l'intervention directe mais, comme lors de la première phase de la reconquête, peut aussi créer des conditions favorables aux projets privés, par une action sur le foncier, sur certaines réglementations limitatives ou par un « laisser faire », une absence d'action (Lévy J., 1988). Mais la réhabilitation est plus qu'un ensemble de techniques et détient conjointement une double dimension sociale et symbolique. Sociale, parce qu'elle est souvent appréhendée comme un moyen de maintenir des populations modestes dans leur logement, tout en améliorant leurs conditions d'habitat. Symbolique, car elle est souvent associée à des discours qui se structurent autour du mythe de l'ancien (Bourdin, 1980 : 16) et de ses valeurs (ancienneté, identité, naturalité, richesse de l'objet artisanal, convivialité). On se détourne ainsi de la pensée urbanistique inspirée par le mouvement moderne en architecture (Le Corbusier)

pour s'appuyer davantage sur le courant culturaliste (R. Unwin, C. Sitte). Le concept culturel de la cité, renvoyant à une approche esthétique et respectueuse des empreintes laissées par les prédécesseurs, est préféré à la notion matérielle de ville. Le principe idéologique de la totalité se substitue à celui des parties (Choay, 1965 : 42).

Dans ce sens, cette phase de contrôle de la reconquête est aussi marquée par la volonté de création de liens spatiaux entre espaces rénovés et espaces en voie de réhabilitation. L'intervention sur les bâtiments s'accompagne ainsi souvent de deux autres formes d'action : celle qui consiste en l'aménagement des espaces collectifs, publics ou privés (places, rues piétonnières, mobilier urbain, jeux sur les perspectives, réglementations sur la création de linéaires commerçants, etc.), et celle qui se concentre sur l'accessibilité des lieux, que ce soit d'un point de vue spatial (parkings, voies, passages, lignes de bus ou de tramway, etc.) ou temporel. Parfois ces choix d'aménagement et d'intervention traduisent l'idée de favoriser les liens sociaux et de recréer un lien entre les individus occupant les différents lieux de l'espace renouvelé ou en voie de renouvellement.

Cette volonté politique de créer du lien social s'exprime en outre à travers les discours institutionnels qui accompagnent ces différentes formes d'opération. Ces discours ont alors tendance à mettre en avant les qualités multiculturelles, cosmopolites et populaires des populations présentes (Bertoncello, Rodrigues-Malta, 2003) qui se déclinent en éloge de la diversité (Lees, 2003) ou de la mixité sociale (Simon, Lévy J.-P. 2005). Ils sont souvent peu explicites et contradictoires sur le sens caché de cette diversité : maintien des catégories défavorisées[1] ou promotion de l'arrivée des classes aisées ; promotion d'une diversité d'usages dans la sphère publique et contrôle synchrone accru de ces usages ; défense de l'espace public sans préciser clairement de quel « public » il s'agit (Harvey, 1992) ; occultation totale des effets de la coprésence d'individus issus de catégories sociales différentes. Ces discours, très importants dans le changement actuel des anciens quartiers ouvriers, méritent un regard critique. Ils semblent en effet illustrer le fait que « les quartiers restaurés ou réhabilités constituent la pièce maîtresse d'un nouvel ordre symbolique de l'espace social » (Bourdin, 1980 : 24).

Enfin, une dernière forme d'action entreprise lors de cette seconde phase de la reconquête et s'inscrivant dans cette idéologie du lien, est celle qui consiste à créer les conditions officielles de concertation et de participation des habitants aux projets urbains qui animent le devenir de leur quartier. L'intervention publique se place ici dans la mise en place de structures de débats et d'échanges, fidèles aux principes de plus en plus popularisés de démocratie locale et participative (Conseils de secteur en France ; soutien aux associations d'habitants ; encadrement politique local au Portugal à l'échelle de la *freguesia*). Théoriquement, il s'agit à travers ces instances d'assurer du lien entre les habitants, mais aussi entre les habitants et les lieux, à court et moyen termes. Comme toute autre forme d'action, cette mise en place nécessite un regard critique, le fonctionnement réel de ces structures institutionnelles différant souvent de l'idéal attendu et exposé.

[1] Les nombreux travaux portugais sur la réhabilitation urbaine des quartiers centraux historiques de Lisbonne (Portas, 1985 ; Lopes, 1991 ; Ribeiro, 1991 ; Costa, Ribeiro, 1990 ; Ferreira, Craveiro, 1989) soulignent tous une « sacralité » de l'existant : « le concept d'intervention sur la ville existante sacralisera tout ensemble par le seul fait qu'il existe déjà » (Portas, 1985 : 8). Derrière ce propos, se trouve une volonté de respecter une mémoire territoriale à la fois véhiculée et produite par ses formes urbaines mais aussi par ses habitants. L'objectif annoncé est clairement de ne pas expulser, comme pourrait le faire une opération de rénovation, les habitants en place vers d'autres secteurs plus périphériques ou dégradés.

Cette première section a donc permis de resituer les quartiers étudiés au sein d'un modèle de trajectoire urbaine. Le propos va plus spécifiquement porter sur l'étape la plus actuelle de cette trajectoire, à savoir celle de la reconquête urbaine, qui réaffirme le statut des anciens quartiers ouvriers à l'échelle de la ville, et auprès des acteurs publics, des investisseurs privés ou de nouveaux résidents plus aisés. Cette reconquête possède une temporalité qui dépend des contextes urbains. On peut distinguer pour chaque contexte une phase d'impulsion et une phase d'accompagnement du processus, qui se définissent par le déploiement d'actions de renouvellement urbain différentes. Les modalités de ces actions varient, cependant, d'un contexte urbain à l'autre, selon l'époque de leur mise en œuvre : les étapes de la reconquête n'impliqueront pas partout les mêmes modes d'action. Tous les anciens quartiers ouvriers n'ont en effet pas été réévalués et réinvestis au même moment, leurs mouvements dépendant grandement de ceux des villes dans lesquelles ces quartiers se trouvent.

C'est au regard de cette temporalité de la reconquête, que l'on peut désormais questionner le rapport entre les changements induits par le renouvellement urbain et les habitants.

2. Menaces, luttes et exclusions : les habitants face au changement urbain

Comprendre la place et le rôle des habitants au sein des mouvements et des changements évoqués revient à réinterroger derechef ces mêmes mouvements et changements, selon une nouvelle perspective, renversée.

La problématique des moyens d'action dont disposent les habitants dans de tels contextes urbains pour faire face au changement urbain a été abordée dans la littérature, notamment sociologique, que ce soit en France ou au Portugal. Dans la plupart de ces travaux, l'enjeu est bien de questionner les modalités de ce « faire face » qui situe un changement extérieur aux habitants en place, un changement essentialisé et pensé comme une menace qu'il faut combattre et pour laquelle il faut proposer une alternative (un changement autre)[1]. Si des passerelles à la fois thématiques et conceptuelles existent entre les deux corpus bibliographiques français et portugais (correspondances liées notamment à l'influence asymétrique depuis la seconde guerre mondiale du contexte culturel et scientifique français sur les travaux portugais), le traitement de la place de l'habitant et de ses moyens d'action face au changement, permet de dévoiler des enjeux urbains souvent différenciés, parfois simplement décalés dans le temps. Quoi qu'il en soit, deux grands thèmes se distinguent dans la littérature : le premier considère l'action de l'habitant dans un cadre strictement collectif, le second, imbriqué au premier, dépeint l'habitant comme une victime du déplacement forcé et de l'exclusion du quartier. Le bilan bibliographique effectué montre en outre que ces deux manières d'appréhender la relation des habitants au changement évoluent elles aussi dans le temps, selon la période et l'étape de la reconquête, les modes d'action engagés et les situations sociales.

[1] Le travail de H. Coing apparaît à ce titre comme une exception. L'auteur s'arrête en effet longuement dans son étude monographique non seulement sur les « réactions collectives », mais aussi « individuelles » c'est-à-dire sur les « attitudes », les « opinions », les « comportements », les « choix » des habitants et des ménages envers le logement et la rénovation (1966 : 121), que cette dernière soit en cours ou achevée. H. Coing insiste ainsi finalement autant sur le « faire (avec) » le changement que sur le « faire face » : les habitants saisissent et composent avec les conditions nouvelles (logements et bâtiments neufs; proximité spatiale d'autres catégories sociales), agissent chacun à leur manière, selon leurs propres ressources et trajectoires (personnelle/familiale/sociale), participant en retour, par leurs comportements, aux changements générés par la rénovation. On pourra retrouver une telle approche dans certains travaux plus récents consacrés à la gentrification, et aux effets de la coprésence en un même lieu de plusieurs groupes sociaux (par exemple : Alisch, Zum Felde (1992) ou Authier (1993)).

2.1. Interventions urbaines et actions collectives en France et au Portugal

2.1.1. Les habitants et les luttes urbaines

La question des impacts sociaux des opérations de renouvellement urbain et précisément celle du rôle des habitants dans ces processus ne sont pas des questions nouvelles en sciences sociales. Ces opérations d'intervention sur l'espace ont longtemps été abordées dans la littérature sociologique française d'inspiration marxiste des années 1960 et 1970 comme l'effet sur l'espace urbain des ambitions et des vues émanant du pouvoir structurel étatique, et de son action volontariste en termes de planification urbaine. Pour A. Hayot « développant les travaux de Lefebvre, cette sociologie a montré concrètement à quel point l'urbanisme est un acte politique, opérant des choix, reproduisant les divisions sociales ; à quel point il peut être aussi un lieu du compromis entre forces sociales, voire de résistance à l'ordre social dominant » (2002 : 95). En France, en dehors de certaines études pionnières, comme celle déjà évoquée de H. Coing (1966) sur les effets concrets de la rénovation sur la population ouvrière locale et les ménages, la majorité des recherches qui questionnent la place et le rôle de l'habitant dans un contexte d'impulsion de la reconquête (c'est-à-dire de rénovation urbaine) fait ce questionnement en le resituant dans une problématique collective et au sein d'actions qualifiées de « luttes urbaines ». C'est particulièrement le cas d'une série de travaux effectués autour de l'équipe de M. Castells, à l'université de Nanterre, sur la rénovation parisienne (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, 1970 ; Godard, 1971, 1973 ; Olives, 1972 ; Castells, 1973a, 1973b) qui intègre une pensée plus large sur les luttes et les mouvements sociaux dits « urbains » (Castells, Cherki, Mehl, 1974 ; Cherki, Mehl, 1976) ; les luttes autour des projets de rénovation ne représentant qu'un front d'action parmi d'autres.

La notion de « lutte urbaine » est en effet utilisée pour évoquer « les luttes qui portent sur la ville et non pas sur tous les conflits qui se déroulent dans la ville » (Cherki, Mehl, 1976 : 3). Si les acteurs, les formes et les moyens de ces organisations collectives sont des objets d'étude, leur articulation au politique et au changement social plus global est aussi théorisée. La question est d'évaluer si ces luttes, à objectifs concrets, ancrées dans l'espace local et le quotidien, peuvent devenir de véritables mouvements sociaux urbains aptes à remettre en cause le pouvoir politique en place, voire le système social que ce pouvoir défend. Si une lutte urbaine est une pratique historique, et un mouvement social urbain une pratique historique transformatrice, c'est-à-dire, selon M. Castells, susceptible de transformer la logique structurellement dominante, cela revient à dire « qu'un mouvement social urbain est une lutte urbaine réussie » (Blanc, 1980 : 11). Si le lien entre « lutte urbaine » et « mouvement social urbain » reste ténu, l'intérêt de réfléchir sur ces luttes réside dans la croyance qu'« elles peuvent, de revendication en revendication, d'action partielle en action partielle, réussir à déstructurer la ville capitaliste actuelle et surtout à abattre notre notion, notre idéologie de la ville pour proposer « autre chose » » (Cherki, Mehl, 1976 : 5) : pour le dire autrement, cela revient à évaluer en quoi elles peuvent contribuer au changement social et politique.

De manière plus concrète, dans le cadre de la rénovation parisienne des années 1970, la lutte s'organise principalement contre la « renovation-déportation » (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, 1970 ; Cherki, Mehl, 1976). Dans plusieurs quartiers (Belleville, XIIIe, XVe, Ve arrondissement, etc.), des comités de défense des locataires (en majorité composés d'ouvriers, d'employés et de petits cadres moyens), des groupes de travailleurs immigrés, encadrés par des militants d'extrême gauche, se mobilisent contre leur éviction, leur « déportation » en périphérie, et donc pour un maintien sur place dans des conditions de logement descentes (critique des taudis). Pétitions, délégations, manifestations et animations de rues, mais aussi grèves des loyers ou mouvements d'occupation des logements vacants sont autant de moyens sur lesquels s'appuient les luttes. Si les questions de la présence et du logement restent

centrales, les enjeux d'équipements ou de qualité du cadre de vie (préservation d'espaces verts) sont aussi des motifs de revendication. Le choix des mots et de leur association n'est donc pas anodin. Critique du pouvoir en place et des politiques urbaines entreprises, l'expression « rénovation-déportation » cherche à alerter l'opinion sur les processus d'exclusion en cours.

L'utilisation de la « lutte urbaine » dans la littérature portugaise, comme concept et comme grille d'analyse pour placer les habitants au cœur des dynamiques urbaines de production de l'espace, s'inscrit dans la continuité théorique et idéologique des travaux des sociologues français, mais aussi en rupture en terme de contexte urbain. Alors que les luttes urbaines dépeintes par M. Castells et son équipe se placent clairement comme critiques de la rénovation, elles embrassent, au contraire, dans le Portugal de la fin des années 1970, la cause de la rénovation et de la réhabilitation des logements vétustes et des taudis.

Les Portugais, et précisément les Lisboètes, sortent en effet au milieu des années 1970 de la longue période du régime dictatorial de Salazar (Révolution des œillets le 25 avril 1974). Ce contexte « révolutionnaire », d'émancipation politique et sociale, s'accompagne d'une forte demande en matière d'amélioration des conditions d'habitat et des espaces publics. L'espace urbain devient un réel sujet de revendication sociale. Sous la dictature, les pouvoirs publics lisboètes, pourtant actifs en matière de planification urbaine, n'ont pas su apprécier la dégradation du parc de logements de la ville et les graves carences de leurs dispositifs d'accueil. Ils n'ont ainsi pas pu (voulu ?) gérer formellement l'arrivée massive des migrants ruraux de l'intérieur du Portugal (concomitante à la grande émigration portugaise, vers la France notamment, après la seconde guerre mondiale) et celles des Portugais des anciennes colonies, d'origine africaine, indienne ou *retornados*[1]. A la sortie de la révolution, l'habitat est vite apparu comme un « front de lutte essentiel qui se structure et se mûrit », mêlant différentes initiatives de « prise en main par les masses urbaines » de la question du logement (Pires J. G., 1976 : 105) : une des actions les plus emblématiques de ces luttes a par exemple été, en 1974, un mouvement massif d'occupation de maisons vides (en 15 jours, 2 000 logements furent occupés).

La problématique des quartiers pauvres – *barracas* (bidonvilles), quartiers anciens dégradés ou encore *bairros clandestinos* (quartiers illégaux produits par auto-construction) - préoccupe tout particulièrement les chercheurs en sciences sociales (Barata Salgueiro, 1977 ; Soares, 1984 ; Ferreira V. M., 1975 ; Pires J. G., 1976). Bidonvilles et quartiers illégaux ne se situent pas seulement en périphérie, mais marquent aussi de nombreux espaces interstitiels de quartiers centraux comme les anciens quartiers ouvriers. Ces auteurs soulignent l'importance de l'organisation des *moradores* dans les quartiers pauvres, comités d'habitants à base territoriale qui s'organisent sur des revendications concrètes (nécessité du relogement, destruction des baraques et taudis, refus de l'auto-construction, révision des loyers). Indépendants des partis et des *juntas de freguesia*, les comités expriment, sinon une méfiance, parfois une réelle agressivité envers les institutions municipales et étatiques.

Pour autant, l'étude des luttes et mouvements sociaux urbains ne doit pas faire illusion. La résistance collective n'est jamais unie ou lisse et reste parcourue de rapports de pouvoir et de domination internes (Sharp *et al.*, 2000). Dans le cas des *moradores*, la représentativité sur le moyen et long terme de l'exécutif élu de ces comités peut relativiser, sans la nier, la place de l'habitant dans la production de son espace de vie. Par exemple, J. G. Pires (1975 : 106) semble gêné quand il relate le témoignage d'un représentant des *moradores* (commission du bidonville de la *Quinta de Fonsecas* à Lisbonne) qui présente son combat pour le relogement : « il faut construire des immeubles de quatre niveaux avec huit logements par niveau (...) et les balcons devront être fermés ». Le discours sur les formes à produire, analysé plus en détail, montre au final que ces représentants des habitants ont des visions très concrètes et précises de types de

[1] Portugais ayant migré dans les colonies sous la colonisation puis chassés lors de la décolonisation.

logement à produire. Ce discours diffère au final assez peu de propos tenus par certains architectes proches du pouvoir central et du mouvement moderne d'architecture. La prise en compte du balcon comme moyen d'ouverture sur l'espace de la rue, d'observation des passants, de sociabilité et de discussions entre « gens de la rue » et « gens des balcons » est écartée du projet des représentants. La forme est presque imposée aux autres habitants, rappelant certaines problématiques classiques d'opposition entre conceptions techniciennes des architectes et vécus des habitants.

2.1.2. Neutraliser les luttes : les structures de participation

Pour D. Pinson, cette vision qui se concentre sur l'étude des luttes urbaines et sur la prise en compte du citadin à travers son appartenance à un acteur collectif contestataire « s'effondrera en même temps que le socialisme réel et la vulgate marxiste-léniniste mais subsistera sous des formes réformées et acceptables dans une société qui digère les propositions contestataires » (2000 : 240). Une autre forme de conception du rôle de l'habitant en tant qu'acteur du changement urbain au niveau local s'impose en effet dès la fin des années 1970 aux États-unis, en Allemagne, en Grande Bretagne ou en France, autour de l'idéologie de la participation. L'ouvrage de C. Alexander, intitulé *The Origon Experiment* et publié en 1978, est souvent présenté comme une des premières tentatives de théorisation et de définition d'un « principe de participation », c'est-à-dire d'une volonté de confier tout projet d'aménagement à une équipe d'usagers.

En Europe, et notamment en France, la promotion d'une telle idéologie semble avant tout émaner de la sphère politique. Il s'agit en effet pour les acteurs publics de l'époque de réagir aux situations récurrentes de luttes urbaines et de se positionner face à l'engagement des chercheurs en sciences sociales sur ces questions. La participation des habitants aux opérations urbaines devient ainsi un outil institutionnel de contrôle de l'engagement des citadins, de neutralisation des luttes et de réappropriation formelle de leurs innovations. Cette réponse se traduit d'ailleurs rapidement dans des textes législatifs, comme en France où la participation des habitants est imposée dès 1977 dans toutes les opérations d'aménagement urbain (Blanc, 1988) ou en Grande Bretagne avec le *Housing Act* voté en 1980 (Boaden *et al*., 1982). En France, les anciens quartiers dégradés centraux, bien avant les quartiers d'habitat social, constituent le terrain d'un développement local qui entend privilégier la participation des habitants. C'est d'ailleurs l'un des objectifs du rapport Dubedout[1] de 1983 qui propose de « mettre en œuvre une stratégie de l'offre de participation » (cité par Pinson, 2000 : 240) et qui se manifestera par la mise en place de dispositifs associatifs sous tutelle, tels que les régies ou les unions de quartiers.

La diffusion de cette idéologie de la participation de la sphère politique à celle de la recherche ne s'est pas faite sans critiques et les réactions des chercheurs face à cette idéologie et à son introduction dans le débat public sont loin d'avoir été univoques. Les tenants d'une sociologie des mouvements sociaux urbains s'opposent dans un premier temps assez vivement à cette nouvelle façon de penser le rôle de l'habitant dans le changement urbain. Ceux-ci considèrent cette idéologie comme un « art de désamorcer les mouvements sociaux urbains » (Charron, 1974), une tentative institutionnelle d'encadrement des luttes et de récupération de l'énergie contestataire des habitants ; tentative contre laquelle il faut résister, et donc lutter, précisément en poursuivant les recherches sur les mouvements sociaux urbains. Cette posture, qui pose la participation tantôt comme un objet idéologique à combattre, tantôt comme une trahison, explique par exemple le désintérêt d'un auteur comme M. Castells pour cette nouvelle forme d'action collective. Aux yeux de l'auteur, cette dernière véhicule l'idéologie gaulliste de la

[1] H. Dubedout termine alors son mandat de maire de Grenoble.

réconciliation du capital et du travail par la participation, et représente une des revendications des couches moyennes réformistes, sans intérêt pour les militants radicaux des mouvements sociaux urbains (Blanc, Lévy A., 2003).

D'après D. Pinson (citant Bernfeld, Mayerl *et al*., 1980, *Architectures et urbanismes participatifs*), c'est dans la recherche-action développée à partir des années 1970 que cette idéologie a trouvé différents modes d'expression plus ou moins institutionnalisés. En France, ce qui constitue une « sociologie de la participation » prend en effet peu à peu corps autour d'expériences concrètes et de mise en situation de participation et d'implication des habitants. Cette sociologie s'introduit au Portugal au milieu des années 1980 en phase avec l'élaboration des grands programmes de réhabilitation des quartiers historiques centraux de Lisbonne (encadré 1.1). Comme en France, les chercheurs portugais parlent dans un premier temps de « participation » (des habitants, de la population) puis progressivement d' « implication » (des habitants ou, plus globalement, des « partenaires »). Pour I. Guerra, ce glissement sémantique (1994 : 14) marque une volonté de mieux intégrer les « interactions » entre les populations (via les *moradores* ou de manière individuelle), les techniciens et les décideurs, non pas pour posséder ou conquérir un pouvoir, mais pour résoudre efficacement des problématiques identifiées collectivement, en fonction de projets communs, dans une ambiance de « partenariat ». L' « implication » représente alors la capacité à « mobiliser des ressources » et à ajuster « des solutions à la spécificité des situations locales, considérées dans toutes leurs dimensions » (Costa, Ribeiro, 1990 : 41).

Encadré 1.1. Réhabilitation et participation habitante à Lisbonne

Les programmes de réhabilitation qui se mettent en place (d'abord à Alfama et Mouraria dès 1985) s'engagent à maintenir la population en place, en considérant l'espace social comme objet de réhabilitation urbaine (Costa, Ribeiro, 1990). Derrière la construction d'un « objet de réhabilitation urbaine », l'idée n'est pas de créer un musée avec une population « momifiée » mais bien de permettre à une population d'évoluer « en fonction de ses propres dynamiques de reproduction et de changement » (Costa, Ribeiro, 1990 : 41) et de maintenir un accès aux ressources du quartier. Pour cela apparaît la nécessité de porter une attention particulière aux modes de vie, aux réseaux de relations, aux pratiques culturelles et à l'habiter des habitants, ce qui implique de travailler à la fois au plus près des habitants et à partir de leurs revendications et de leurs souhaits. L'habitant est donc considéré ici comme « acteur social devant participer à son propre développement » (Ribeiro M. J., 1991 : 59). Les programmes de réhabilitation urbaine vont alors s'organiser autour de la rencontre de deux ensembles d'acteurs sociaux, le premier constitué des membres des collectivités locales et des membres actifs des associations locales (représentants des habitant connaissant de près la population et en étroite liaison avec elle), le second regroupant des spécialistes et des scientifiques (architectes, sociologues, ingénieurs, psychologues, enseignants) dont les études, les activités professionnelles ou les intérêts portent sur le secteur d'intervention (Costa, Ribeiro, 1990 : 39). Le lieu de cette rencontre est le *Gabinete Técnico local* (cabinet technique local ; GTL) dont le premier est créé par la municipalité en 1985 pour le quartier d'Alfama. Cette création institutionnalise le processus de réhabilitation. Le GTL a comme ancêtre, ou inspiration, les Services Ambulatoires de Soutien Local (SAAL) des quartiers illégaux et des bidonvilles de la fin des années 1970 : les services locaux, composés de brigades mobiles d'architectes, sociologues, ingénieurs et étudiants, avaient été créés par les pouvoirs publics après la révolution de 1974 pour apporter une aide technique et financière à « l'action populaire de base » conduite par les *moradores* (Ferreira V. M., 1975). A la différence des SAAL, les GTL sont stabilisés et localisés en plein cœur du secteur à réhabiliter, pour faciliter matériellement aux habitants l'accès à la structure et donc l'échange. Le bilan des GTL reste au final mitigé (comme cela avait été le cas avec les SAAL) : la méfiance, l'évitement, le désintérêt, voire le rejet des habitants pour cette initiative, mais aussi le déni de membres du GTL qui ont fini par « considérer comme inutile, pour ne pas dire préjudiciable, le dialogue des savoirs techniques (tenus comme indiscutables) avec les savoirs pratiques, les expressions d'intérêt et les systèmes de préférences qui appartiennent à la culture populaire locale » (Costa, Ribeiro, 1990 : 39) ont été en effet autant de contraintes pour l'action et pour la participation effective des habitants.

L'exemple portugais conduit néanmoins à nuancer la critique des représentants de la sociologie des mouvements sociaux urbains envers cette sociologie émergente de la participation. La participation est en effet considérée par certains auteurs comme un outil important de remise en cause du schéma linéaire d'exercice du pouvoir, dans un contexte politique où l'Etat a toujours eu une position très forte et centralisatrice (Guerra, 1986). Cette acception critique est d'ailleurs partagée par d'autres chercheurs qui au même moment, interrogent, sans toutefois les remettre fondamentalement en cause, les luttes urbaines dans leur organisation, leur efficacité à résister aux processus qu'elles condamnent et leur faculté à s'adapter à la complexification des mécanismes d'intervention sur l'urbain (multiplication des outils, des formes d'action, des dispositifs financiers, des acteurs impliqués). Les structures de participation et d'implication sont alors pensées en tant qu'héritières des tentatives d'auto-organisation des années 1970, et comme prolongation de l'esprit des mobilisations qui mettaient en cause les inégalités sociales en ville produites par les projets de rénovation, et conçues comme des lieux de nouveaux modes d'action alternatifs des habitants en faveur de la gestion et de l'aménagement des espaces urbains (Ferrand-Bechmann, 1992)[1].

Pour autant, en France, la critique de la récupération des mobilisations collectives par leur institutionnalisation reste importante tout au long des années 1980, et dès le début des années 1990 c'est la légitimité même de la participation des habitants qui paraît fortement remise en cause. D'une part, le bilan des actions menées dans plusieurs contexte apparaît mitigé[2], d'autre part, dans un autre registre, la participation semble concurrencée par la réappropriation et la diffusion du concept de *governance*[3]. Ce concept apparaît en effet à la fin des années 1980 au sein de la Banque mondiale dans un « entre-deux de l'action et de l'élaboration doctrinale, marqué par une série de bilans et de réflexions concernant la mise en place de l'ajustement structurel depuis 1980 » (Osmont, 1998 : 19), l'objectif étant pour la Banque mondiale de mieux contrôler les politiques de réformes en évitant d'être accusée d'ingérence. L'évolution des Etats dans un contexte de décentralisation et de libéralisation économique grandissante, mais aussi l'expansion des agglomérations, la croissance de leurs divisions sociales et la réorganisation des systèmes urbains conduisent les pouvoirs publics (internationaux, nationaux, locaux) vers la promotion de cette nouvelle idéologie de la gouvernance ; idéologie que les chercheurs en sciences sociales ont une nouvelle fois inégalement appréciée, interprétée et relayée. Pour certains, le recours au concept de « gouvernance » a permis de rendre compte de la transformation du rôle de l'Etat au profit de formes plus diversifiées d'intervention du politique

[1] On peut d'ailleurs penser que cette prise en compte de la dimension contestataire de l'idéologie de la participation est à l'origine de l'intérêt progressif pour ces questions d'auteurs originellement associés à la sociologie des mouvements sociaux urbains. C'est par exemple le cas de F. Godard, membre de l'équipe de M. Castells et auteurs de plusieurs travaux sur la rénovation parisienne (1971, 1973) et qui dirige l'ouvrage *Le gouvernement des villes. Territoires et pouvoirs* en 1997.

[2] En effet, certaines expériences concrètes (en France, en Grande Bretagne ou en Allemagne) ont révélé les obstacles à la participation et la relativité finale de la place de l'habitant dans les processus décisionnels (Boaden, *et al.*, 1982 ; Hampton, 1987, Ferrand-Bechmann, 1992 ; Garnier, 2003): problème du statut de l'habitant face à des acteurs publics et privés plus puissants et souvent peu enclins à remettre en cause leur assise ; hypocrisie latente dans l'organisation de ces structures et détournement de la parole habitante en justification d'une décision prise en amont ; degré de motivation lié à un ordre des priorités dans la vie des individus ; enjeux de pouvoirs et d'intérêts au sein du groupe des habitants et manipulations; problématiques de l'information et de la manière dont elle est saisie par les habitants ; difficultés de prise de parole en public, notamment pour les habitant des milieux populaires ; colonisation par les classes moyennes. La réelle participation des habitants fait donc face à une série d'obstacles, qui implique au final « une redistribution partielle du pouvoir » (Blanc, 1988 : 238).

[3] La traduction française (« gouvernance ») et son utilisation dans le contexte français dateraient de 1994, et proviendrait d'un document de M. Dia pour la Banque mondiale sous le titre *Pour une meilleure gouvernance comme fondement de la réforme de la fonction publique en Afrique au Sud du Sahara* (Osmont, 1998).

sur le développement urbain, ainsi que dans le développement des rapports contractuels entre divers acteurs tels que l'Etat, les collectivités territoriales, les entreprises privées, les divers types d'expression des intérêts locaux (Godard *et al.*, 1997 : 6). Au Portugal, alors que les travaux traitant de « participation » ou « d'implication » des habitants sont principalement consacrés à l'organisation de la place de l'habitant au sein des programmes de réhabilitation urbaine des anciens quartiers centraux des villes, ceux sur la « gouvernance urbaine » s'intéressent davantage aux enjeux de gestion de la cité à l'échelle métropolitaine, et des processus de décision dans un contexte urbain de plus en plus polarisé et fragmenté (Seixas, 2002) : on observe ainsi un changement de focale et d'échelle d'observation. Dès lors, au Portugal comme ailleurs, de nombreux travaux menés sur la gouvernance insistent davantage sur la prise en compte des acteurs privés dans la gestion urbaine que sur celle de la participation concrète des habitants ; ces derniers se trouvant réduits à ne représenter qu'un des « intérêts locaux » en présence, parmi d'autres.

Sur cette question de la participation (et de la gouvernance), le mouvement de la recherche, en tension avec celui des orientations politiques, est plus sinueux et polyphonique que strictement linaire et univoque. Une foison de publications récentes[1] traduit en effet la réactualisation de l'idéologie de la participation dans le champ politique et dans celui de la recherche urbaine, tout comme la complexité des formes, des processus et des situations observées et la diversité des notions engagées. Pour M. Blanc et A. Lévy, le retour de cette problématique tient à l'effondrement du marxisme, mais aussi au renouveau de la philosophie politique et au regain d'intérêt pour la question démocratique (2003). M.-H. Bacqué *et al*. considèrent quant à eux que « la transformation de la gestion urbaine et environnementale a été marquée ces dernières années par le succès du thème du débat public et de la délibération démocratique[2], ce qui a contribué à renouveler la recherche sur la participation des citoyens aux affaires publiques ». L'objectif de ces travaux reste celui de penser « la place des citoyens dans l'action collective qui transforme la ville et dans le débat public qui devrait (ce n'est pas toujours le cas) précéder et préparer l'action publique », et c'est dans ce sens qu'ils reprennent à leur compte le vocable « d'action citoyenne » utilisé par les acteurs publics (2005 : 3) ou celui de « démocratie délibérative et/ou participative ».

Au final, la participation, dans le cadre de structures institutionnalisées (associatives ou municipales) et comme modalité d'action des habitants, apparaît polémique et ambivalente. En 1988, M. Blanc (citant H. Korte, *Stadtsoziologie*, 1986) concluait que dans une perspective systémique, elle est en même temps une tribune contestataire, un signal d'alarme et un élément de régulation du système urbain (1988 : 240). En 2005, M.-H. Bacqué *et al*. se demandent à leur tour si la participation est un vecteur d'émancipation ou d'instrumentalisation. Le glissement vers les théories de la participation apparaît donc difficile à interpréter : reflet d'une volonté de circonscrire et de contrôler, en les ramenant dans des cadres plus formels, la parole et l'action habitantes, ou souhait de créer un « entre-deux » qui permettrait à de nouvelles revendications d'émerger et à de nouveaux besoins de s'exprimer, tels sont deux des pôles qui structurent depuis plus de vingt ans la pensée scientifique sur le sujet.

Cette lecture de l'habitant en tant que participant à une action collective plus ou moins contestataire et de sa relation avec le changement urbain ne peut en outre se comprendre qu'au regard d'une seconde approche, qui insiste cette fois davantage sur la problématique du

[1] Voir à ce sujet les numéros 112 et 123 de la revue *Espaces et sociétés*, intitulés respectivement *Ville et démocratie,* et *Ville, action « citoyenne » et débat public*.

[2] En France est par exemple votée en 2002 la loi sur la « démocratie de proximité » qui place la participation des habitants sous le contrôle absolu des élus locaux, instances de participation et comités de quartier ne représentant que des relais entre la municipalité et les habitants.

déplacement en direction des espaces périphériques des populations les plus fragilisées par les opérations urbaines.

2.2. Des habitants écartés du changement par le déplacement

2.2.1. De la « rénovation-déportation » à la « gentrification-déportation »

Si M. Castells et son équipe étudient les formes et les mécanismes d'impulsion de la reconquête urbaine des anciens quartiers centraux, c'est avant tout pour dénoncer les dynamiques de peuplement qui les accompagnent. En premier lieu, il s'agit de condamner le processus de « rénovation-déportation » (Castells, 1973a) qui décrit le déplacement, généré par les opérations de rénovation, des populations les plus défavorisées vers les espaces périphériques de la ville. Dans ce schéma, l'habitant appartenant aux catégories sociales modestes est pensé comme une victime de la reconquête urbaine, n'ayant pas toujours les ressources ou les capacités de faire face aux changements urbains et de s'engager en faveur d'une action collective.

Au cours des années 1980, on passe progressivement du terme de « rénovation-déportation » à celui de « gentrification-déportation » (Smith, Williams, 1986 ; Lelièvre, Lévy-Vroelant, 1992) pour rappeler que l'éviction des classes populaires des quartiers centraux n'est plus le seul fait des projets de démolition/reconstruction, mais de dynamiques sociales de peuplement plus complexes et de processus plus diffus n'impliquant pas forcément la rénovation des bâtiments. Pour K. Newman et E. K. Wyly, cela fait en effet plus de vingt-cinq ans que le déplacement résidentiel des résidents les plus modestes vers les espaces périphériques est présenté dans la littérature scientifique comme la conséquence la plus directe des dynamiques d'exclusion que produit la gentrification (2006 : 27). Dans les quartiers en voie de gentrification, les démolitions programmées de leur logement, mais aussi les pressions peu scrupuleuses de propriétaires attirés par le potentiel de profit, ou l'augmentation progressive des coûts du logement (loyers, taxes) sont autant de facteurs du déplacement de ces catégories de population. D'autres processus plus indirects entrent aussi en jeu : la déstructuration des réseaux de sociabilité locaux et les transformation de l'environnement proche peuvent être par exemple vécus par certains comme des traumatismes conduisant au départ (Marcuse, 1986). Dans l'ensemble de ces travaux, les populations modestes et précaires sont donc écartées de la nouvelle trajectoire – le mouvement- prise par leur quartier de résidence, par une mobilité résidentielle forcée (Lelièvre, Lévy-Vroelant, 1992 : 15)

Mais cette mise à l'écart des mouvements du lieu n'implique pas toujours un déplacement physique des individus. Par exemple, le relogement sur place dans un logement neuf ou réhabilité, en entraînant une augmentation brutale du coût consacré au logement, peut représenter un problème financier insoluble pour le ménage ; tout comme la mise en coprésence de groupes socialement différenciés – c'est-à-dire avec d'autres manières d'habiter, d'autres modèles de consommation, d'autres modes de définition du public et du privé - peut engendrer chez certains le malaise, la détresse ou des conduites d'évitement (Coing, 1966 ; Alisch, Felde, 1992 ; Authier, 1993). Certains, tout en restant sur place, sont donc exclus du mouvement du lieu parce qu'ils ne peuvent le « suivre », c'est-à-dire composer convenablement avec les nouvelles conditions générées par les opérations ou l'arrivée de nouvelles populations. Ces mêmes travaux montrent aussi que tous les individus modestes ne sont pas égaux face au changement urbain et que plusieurs d'entre eux savent tirer profit de ces nouvelles situations. Ce qui laisse du coup penser que la lecture qui systématise l'exclusion des plus défavorisés mérite d'être maniée avec prudence.

2.2.2. Quelques interrogations sur le modèle de la « déportation »

Cette prudence à l'égard du schéma de la « déportation » marque d'ailleurs plusieurs travaux sur la gentrification. K. Newman et E. K Wyly insistent par exemple sur le fait que la mesure de tels déplacements soulève de nombreux problèmes méthodologiques et théoriques. Pour ces auteurs, il n'est effectivement pas simple de travailler sur des groupes qui ont disparu d'un espace donné et *de facto* de mesurer ce qu'ils appellent « l'invisible » (2006 : 27). Mais surtout, derrière les tentatives de quantification de ce phénomène, on trouve au final jusqu'à la fin des années 1990, peu de réflexions théoriques sur la nature des déplacements mesurés. R. Legates et C. Hartman concluent par exemple qu'aucun groupe homogène ne semble se distinguer parmi les populations déplacées (1986). Au début des années 2000, plusieurs études tentent alors de préciser les effets négatifs de la gentrification. Certains auteurs confirment que la baisse du nombre d'ouvriers dans de tels quartiers anciens résulte davantage des modifications de la structure de production économique et d'un remplacement d'occupation associé à ce changement macro-économique, que de l'effet direct de la gentrification (Hamnet, 2003). D'autres affirment même que la gentrification n'est pas la cause du déplacement des ménages à faibles revenus : L. Freeman et F. Braconi, en comparant des taux de déplacement d'individus défavorisés provenant de quartiers gentrifiés et d'autres de quartiers non gentrifiés de New York, expliquent que les premiers sont moins mobiles et susceptibles de changer de résidence que les seconds (2004a, 2004b). Ces auteurs considèrent que le mécanisme principal de changement de population renvoie à une dynamique ascendante d'occupation du logement : quand un logement se libère dans un quartier gentrifié, il y a plus de chances qu'il soit loué par des ménages aux revenus moyens ou élevés (2004a). Si ces résultats soulèvent certaines questions, par exemple sur les choix des quartiers étudiés (Newman, Wyly, 2006), ils ont aussi le mérite de discuter le modèle déterministe qui sédimente le renouvellement urbain, la gentrification et le déplacement des individus populaires[1]. Sans nier l'existence de mouvements centrifuges et de mécanises d'expulsion, ce débat introduit l'idée de considérer les individus qui ont su rester ou perpétuer une présence malgré les mouvements et les changements évoqués. Car si les logiques des acteurs de la gentrification des anciens quartiers ouvriers méritent d'être encore explorées (Collet, 2005), permettant au passage une discussion nécessaire des catégories utilisées jusqu'alors (« multiculturels » (Simon, 1998) ; « accédants culturels/accédants techniques/nouveaux locataires » (Authier, 1996) ; « gentrifieurs » ; « bobos », etc.), cela ne peut occulter la réflexion sur les comportements des populations qui vivent frontalement ces évolutions et sur les rapports qu'elles entretiennent avec la nouveauté.

Est-il en effet possible d'interroger le devenir des populations en place autrement qu'en termes d'action collective ou de déplacement ? Comment penser ceux qui restent ? Existe-t-il une continuité des présences en ces lieux, et si oui selon quelles formes ou grâce à quels moyens ? Continuité des présences et continuité des pratiques et des usages sont-elles assimilables, équivalentes ou bien révèlent-elles des enjeux différents ? Doit-on à terme conclure comme certains à l'inévitable « acculturation » de ceux qui restent, comprise comme véritable perte d'eux-mêmes (Bourdin, 1980 : 22) ? Que devient donc la dimension « populaire » de ces anciens quartiers historiquement ouvriers ?

---

[1] Ces réflexions font d'ailleurs écho aux travaux d'A. Faure (2005) qui montrent comment l'haussmannisation de Paris a été principalement étudiée par les historiens des mouvements sociaux des années 1970, inspirés des travaux de l'équipe de M. Castells, selon la thèse du rejet et de l'exil des classes laborieuses vers les périphéries non équipées. Il existerait, selon l'auteur, une autre historiographie de l'épisode haussmannien, qui sans remettre en cause ces rejets, les considère au final limités. Le maintien d'emplois industriels à Paris aurait ainsi permis la continuité d'une présence résidentielle et au quotidien de nombreux ouvriers, et ce durant une période de temps non négligeable, l'espace parisien ayant mis beaucoup de temps à s'embourgeoiser et à se désindustrialiser.

3. Reconsidérer l'action de l'habitant, produire du changement et de la continuité

Il est rare de concevoir les anciens quartiers ouvriers centraux comme des lieux de la ville où prévaut ce que Y. Grafmeyer appelle à propos des quartiers de la grande bourgeoisie, « une logique de reproduction », c'est-à-dire une « relative continuité du peuplement, des formes de sociabilité et des modes d'appropriation de l'espace local » (2006 : 29). Pour autant, comme cela a déjà été évoqué, des travaux réalisés à des époques et à des étapes différentes du processus de reconquête, se sont intéressés aux réactions, comportements et représentations des anciens habitants qui sont restés sur place (Coing, 1966 ; Authier, 1993). Ces études ont permis de préciser l'existence de l'inscription, dans l'espace de ces quartiers en changement, de divisions sociales tranchées et de micro-différenciations locales, c'est-à-dire, selon une certaine optique, de certaines formes de continuité dans le changement. Malgré tout, chez aucun des auteurs de ces recherches, la notion de « continuité » n'est réellement mobilisée.

La présente section se propose donc dans un premier temps de réfléchir à cette notion de « continuité », d'en déceler les biais mais aussi les apports potentiels pour traiter des anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain. Au vu de ces contextes urbains et de leur trajectoire, il s'agit même de penser le rapprochement entre la « continuité » et le « populaire » (pour reprendre un des termes du titre de l'ouvrage *Le savant et le populaire* de C. Grignon et J.-C. Passeron (1989)). On tentera ensuite de resituer l'approche proposée au sein d'un contexte épistémologique plus vaste, dans lequel l'individu est considéré comme un acteur à part entière de la transformation des espaces qu'il fréquente, pratique ou se représente.

3.1. Continuités populaires et changement urbain

3.1.1. De la « continuité » à la « continuité populaire » en centre ancien

L'utilisation d'une notion comme celle de « continuité » est motivée par la volonté d'observer avec attention « ce qui dure ou ce qui paraît durer » (Halbwachs, 1950 : 235), ce qui semble effectivement rester ou être resté, ce qui demeure, dans les changements et au-delà des mouvements. Les mots mobilisables pour qualifier ces phénomènes sont potentiellement variés : le maintien, la permanence, la stabilité, la persistance, la résilience –ce qui résiste aux « chocs » extérieurs. Mais tout en s'inscrivant dans le champ sémantique de ces termes, la « continuité » semble davantage intégrer la dimension temporelle et dynamique des faits considérés, *a contrario*, par exemple, du « maintien » qui, tout en exprimant l'action de faire durer, véhicule aussi un sens problématique de conservation ou d'équilibre. Ainsi, la continuité est définie par *Le Petit Robert* comme « caractère de ce qui est continu ». Du latin *continuus*, de *continere* « tenir ensemble », le terme se réfère à ce qui n'est pas interrompu dans le temps. L'usage du terme de « continuité » doit cependant être resitué dans la démarche générale de la thèse et appliqué aux contextes urbains étudiés à savoir des anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain.

Cette contextualisation invite ainsi tout d'abord à penser le terme dans son association avec l'adjectif de « populaire ». En effet, si l'on repense aux travaux évoqués précédemment sur le rôle des habitants dans les quartiers en rénovation ou en gentrification, le devenir des habitants issus des couches populaires est presque constamment au cœur des préoccupations. Mon travail s'inscrit au sein de cette généalogie d'approches et d'études, et dans ce sens ne peut ni évacuer ce regard sur ces populations, ni faire l'impasse sur le mot même de « populaire ». Pour autant, à la différence de ce qui caractérise souvent ces travaux, l'usage du terme de continuité impose ici une lecture dynamique du populaire. Jusqu'alors en effet, les termes « populaire » et

« ouvrier » ont souvent été employés indifféremment, une confusion qui renvoie tout à la fois à la prédominance du groupe ouvrier dans les couches populaires et à sa diversité interne (Bacqué, Sintomer, 2002). A l'évidence, le « populaire » ne renvoie pas à une catégorie stable mais possède aujourd'hui un sens élargi, sans doute plus flou. L'éclatement de la classe ouvrière et la diversification sociale des catégories les plus défavorisées conduisent à multiplier les réalités auxquelles elle se réfère. De plus, si le sens du mot a changé avec le temps, il varie aussi grandement selon les acteurs (habitants, acteurs institutionnels ou privés, chercheurs) qui l'énoncent (énonciation elle-même située et donc potentiellement changeante).

Cette double relativité du terme[1] conduit du coup à le décliner non pas au singulier mais au pluriel, et à en proposer une définition suffisamment extensive et dynamique. La démarche n'est donc pas de fixer un sens à une catégorie, selon des critères économiques, sociaux et/ou culturels. Elle consiste plutôt, au vu des contextes urbains étudiés, à considérer comme populaire tout groupe ou individu dont la présence ou l'installation n'ont pas été prioritairement recherchées et valorisées par les opérations de renouvellement urbain et les discours associés, déployés à un moment donné de la reconquête. Une telle conception du populaire permet donc de traiter la situation actuelle des anciens quartiers dans toute sa diversité, c'est-à-dire en intégrant une grande variété de populations dites « en place » : des populations composées d'individus aux trajectoires et expériences migratoires et résidentielles plus ou moins complexes, aux trajectoires sociales et aux situations socio-économiques variées[2], mais aussi entretenant un rapport quotidien au quartier plus ou moins intense et constant (résidents, usagers fréquents ou occasionnels).

En situant de telle manière le propos, il s'agit de dépasser les deux grandes théories sociales qui polarisent l'étude des classes populaires et décrites par C. Grignon et J.-C. Passeron (1989) : à savoir celle de la légitimité culturelle qui définit par exemple la culture des classes dominées en terme de retard envers une norme issue des classes dominantes – l'écart qui fonde la définition proposée n'est pas appréhendée comme un handicap ou un défaut -, et celle du relativisme culturel qui tend à autonomiser, fixer et sacraliser cette culture. Ainsi on ne renonce pas à penser les relations de pouvoir qui animent les rapports humains et les situations sociales, tout comme on n'écarte pas la capacité des individus à faire évoluer leurs conditions sociales en jouant avec les contraintes qui leurs sont imposées.

3.1.2. Présences, pratiques, représentations : la continuité au pluriel

Reste cependant à définir de quelle continuité on parle. Et, à l'instar du terme de « populaire », il apparaît plus juste de décliner celui de « continuité » au pluriel.

En premier lieu, il s'agit de penser la continuité des présences, c'est-à-dire du devenir physique des habitants des anciens quartiers ouvriers ; devenir physique compris comme fait d'*être* dans le lieu dont on parle, mais aussi comme concrétisation par l'individu du maintien ou de la création d'un accès au lieu. Cette continuité des présences est donc aussi celle des marquages sociaux du lieu. Au vu des objectifs de cette recherche, elle se réfère tout autant à l'espace résidentiel des quartiers étudiés qu'à leurs espaces extérieurs, collectifs, publics ou privés.

---

[1] A laquelle s'ajoute celle produite par les contraintes linguistiques dues à l'étude de deux contextes culturels différents.

[2] Ainsi pourront par exemple être pris en considération tout autant l'ancien résident stable, n'ayant jamais quitté son quartier, le nouveau venu, dont l'installation s'explique par l'existence de filières traditionnelles d'accès au logement, l'habitant dont la stabilité géographique s'accompagne d'un déclassement social et résidentiel, ou encore celui pour qui cette même immobilité spatiale engendre au contraire une amélioration de sa position résidentielle et une ascension sociale de fait.

Intimement liée à la problématique de la présence, la continuité des usages et des pratiques spatiales (résidentielles et quotidiennes) doit aussi être appréhendée. La continuité de la présence d'un individu en un lieu est en effet le produit d'une continuité en matière de pratiques (inclure le lieu dans un système de lieux et de déplacements) et d'usages (façon d'agir en ce lieu). Néanmoins, pour assurer une continuité de l'accès à un lieu, l'individu peut être amené au cours du temps à modifier certaines modalités de sa pratique (en matière temporelle par exemple) ou de ses usages (transformation de l'acte et de ses significations). En différenciant les notions de présence et de pratique, j'insiste donc davantage sur le devenir actoriel et la redéfinition du rôle des habitants en un lieu.

Dernière déclinaison de la continuité : celle qui concerne les représentations individuelles et sociales, et plus globalement l'image (comprise ici dans un sens large, et non uniquement comme la catégorie figurative des représentations) du lieu ou du territoire considéré. Au vu des différentes grandes étapes de valorisation et de dévalorisation des anciens quartiers ouvriers, et précisément, de leur phase actuelle de reconquête, cette question de la continuité des représentations et de l'image du « quartier populaire » apparaît en effet centrale. Pour M. Halbwachs, dans sa pensée théorique du milieu du XXe siècle, « c'est l'image seule de l'espace qui, en raison de sa stabilité, nous donne l'illusion de ne point changer à travers le temps et de retrouver le passé dans le présent ; et c'est bien ainsi qu'on peut définir la mémoire ; et que l'espace seul est assez stable pour pouvoir durer sans vieillir ni perdre aucune de ses parties, c'est-à-dire, pour durer sans changer, comme une image immobile dans le temps » (1950 : 200). Cette réflexion soulève la question de la réinvention qu'implique l'acte mémoriel et plus globalement celle de la sélection d'éléments du réel qui compose tout processus de représentation. La stabilisation du populaire au sein de représentations individuelles ou collectives n'aura ainsi pas la même signification selon les acteurs (habitants, acteurs locaux publics ou privés) qui les produisent, et ne traduira alors pas les mêmes expériences et réalités, les mêmes motivations, les mêmes enjeux. Par exemple, dans les contextes étudiés, l'image du quartier populaire est souvent exploitée dans le cadre de la politique de renouvellement urbain, comme représentation de l'unité sociale et de la continuité historique de la ville. Il importe donc d'aborder la continuité des représentations de manière critique ; ce qui pousse à adopter un regard systémique, qui met en relation les représentations des différents acteurs entre elles, tout comme les représentations avec les pratiques des individus. Car on ne peut oublier de réfléchir aux manières dont la continuité des présences et des pratiques influe de diverses façons sur les représentations individuelles et la fabrication d'une image territoriale, ou de penser, à l'inverse, comme le rappelle M. Halbwachs, que « les habitudes locales résistent aux forces qui tendent à les transformer, et cette résistance permet le mieux d'apercevoir à quel point, en de tels groupes, la mémoire collective prend son point d'appui sur des images spatiales » (1950 : 200).

Au final, la démarche qui consiste à ne pas focaliser l'observation sur l'espace et les pratiques résidentiels, se différenciant ainsi des approches des travaux cités dans l'introduction de cette section 3, conduit à proposer la notion de « continuité » pour aborder de tels contextes urbains en mouvements. Précisément, il s'agit d'étudier des continuités d'ordres différents, articulées entre elles, qui se réfèrent à des conceptions plurielles du « populaire », variables selon les acteurs, le temps et les contextes étudiés. Il convient dès lors d'analyser leurs articulations et de comprendre plus en profondeur leur rôle dans la production de changement, leur participation, en tant que forces dynamiques, au mouvement général du territoire.

3.1.3. Ce qui persiste en changeant : les continuités comme composantes du changement

Les continuités énoncées – des présences, des usages, des pratiques, des représentations - ne traversent pas les temporalités (individuelles, sociales) et les perturbations sans ajustements,

sans tensions. Elles sont en effet constamment en mouvement et c'est le produit de ces mouvements qui contribue à marquer et à produire l'espace urbain. Dynamique, la lecture de la continuité ou de ce qui perdure, intègre dès lors aussi une lecture de la production du changement urbain. Les différentes continuités représentent en effet dans leur articulation une composante pluridimensionnelle du changement actuel des anciens quartiers ouvriers. Les individus en élaborant en effet autant d'usages de la nouveauté, créent *de facto* de la nouveauté et de l'innovation. Peut-être moins visible que ce qui émane de l'action formelle, cette force permet de saisir « une ville plus complexe qui naît au cœur des pratiques urbaines » (Agier, 1999 : 9). Dès lors, si on peut lire les continuités populaires comme des dimensions ou des processus éphémères, en transition (vers une possible spécialisation sociale plus complète?), il ne suffit pas de les appréhender, le temps de cette transition, comme de simples expressions d'une subsistance *dans* le changement urbain, c'est-à-dire paradoxalement *en dehors* de ce changement[1]. On se démarque ainsi de nouveau des deux principales théories du populaire précédemment citées, appliquées cette fois au rapport des individus avec le changement urbain. Sont ainsi écartées les analyses assimilationnistes concluant à l'inévitable adaptation, voire à l'acculturation de « ceux qui restent », à un changement pensé comme extérieur et en tant que norme dominante. Comme l'écrit en effet M. Blanc, « il n'est pas du tout sûr que la rénovation suffise à effacer complètement ces modes de vie un peu marginaux (*à propos des modes de vie dans un quartier populaire*) et que la « normalisation » soit complète » (1980 : 13). Mais est aussi réfutée la position qui alloue à l'individu la capacité de reproduire à l'*identique*, selon une logique conservatoire, ce que M. Halbwachs évoque comme « un équilibre ancien dans des conditions nouvelles »[2].

Au contraire, il s'agit, à travers l'idée de continuités, d'octroyer aux habitants un rôle dans la production du changement urbain : un rôle plus actif que passif ou défensif, plus dynamique que conservateur. Cette posture théorique, qui sera développée dans le second chapitre de la thèse, s'explique en partie par l'influence de la nature des débats épistémologiques qui animent les sciences sociales et en particulier la géographie, et qui interrogent le rôle de l'habitant comme un acteur géographique à part entière.

3.2. L'habitant, individu acteur du changement urbain

L'objet de la thèse s'inscrit en effet dans une réflexion plus générale sur la production de l'espace, de l'urbain et des lieux de la ville et sur les forces en interaction responsables de cette production. Précisément, cette recherche se réfère avant tout au paradigme qui appréhende l'habitant comme un individu acteur, comme un acteur individuel incontournable de la vie sociale en général, de la production de l'espace et de temporalités en particulier. Le propos n'est

[1] Je rejoins ici la posture d'anthropologues et de géographes ayant travaillé sur le milieu urbain africain et discutant de la manière de percevoir les classiques oppositions dont le couple village/ville constitue souvent le paradigme : tradition/modernité, permanence/changement, etc. : « C'est ainsi que les sociologues de la ville africaine ne peuvent éluder la permanence, en milieu urbain, d'institutions, de valeurs et de pratiques transplantées du milieu rural, et qu'il ne suffit pas d'interpréter comme des survivances ou des archaïsmes : les groupes d'originaires, les solidarités ethniques, tribales ou familiales, les associations cultuelles, les pratiques familiales, matrimoniales, religieuses, certains comportements économiques, les croyances et les représentations dites traditionnelles (notamment celles qui concernent le temps et l'espace) y apparaissent au contraire comme opératoires, même si ou parce qu'ils sont l'objet de pratiques adaptatives et réinterprétatives » (Gibbal, *et al.*, 1981 : 12).

[2] La citation complète est la suivante : « Il (un groupe) cherche et il réussit en partie à retrouver son équilibre ancien dans les conditions nouvelles. Il essaie de se maintenir ou de se reformer dans un quartier, ou dans une rue qui ne sont plus faits pour lui, mais sur l'emplacement qui était le sien » (Halbwachs, 1950 : 201).

pas ici de refaire l'épistémologie complète d'un tel paradigme qui s'inscrit au sein d'une pensée encore plus vaste et complexe sur « le rapport si mystérieux que les sociétés nouent avec leur espace géographique » (Di Méo, 1991 : 1), mais d'en présenter simplement quelques fondements et principes. Cette brève présentation doit en outre permettre de commencer à réfléchir aux logiques qui structurent les formes de continuités (présences-pratiques-représentations) observables dans les anciens quartiers ouvriers.

3.2.1. L'individu et la société, l'acteur et le système

Cette posture emprunte beaucoup aux avancées de théories sociologiques encore aujourd'hui âprement discutées (Corcuff, 2005 ; Dubet, 2005 ; Haesler, 2005 ; Martuccelli, 2005 ; Beau, 2006)[1] et à leur intégration en cours dans la discipline géographique (Lussault, 2003a). La question qui est à l'origine de ces théories pourrait être celle reprise par J. Lévy, B. Ripert et E. Tricoire, à savoir : « dans quelle mesure les individus, qui sont produits par le système social en sont aussi les acteurs ?»[2] (2005 : 1). Les réponses apportées par les auteurs évoqués convergent souvent vers la remise en cause du clivage classique qui oppose les théories relevant de l'individualisme méthodologique[3], c'est-à-dire qui cherchent à penser les « parties » (les « individus ») pour rendre compte du « tout » (« la société ») et analysent les formes collectives comme une agrégation d'actions individuelles, aux théories dites holistes qui consistent schématiquement, à partir du « tout », de « la société », pour rendre compte du comportement des unités individuelles[4] (Corcuff, 2005 : 2): « Il n'y a donc pas à choisir entre l'individu et la société, les deux objets nous étant donnés ensemble avec le paradoxe qui leur est associé : l'individu est pleinement social et la société est la résultante des actions individuelles (...) l'individu est le lieu où s'articule l'acteur et le système, l'action et les faits sociaux, la subjectivité et l'objectivité, la construction de la société et l'imposition de la société aux acteurs » (Dubet, 2005 : 3)[5].

F. Dubet propose alors une conception dialogique et synchronique de l'individu, reliant et combinant les trois figures de l'individu développées par D. Martuccelli (2002): l'individu social (« l'individu reste socialement déterminé, mais il n'est plus un exemplaire, c'est une

[1] « On sait que la question de l'individualité est récurrente en sociologie. De E. Durkheim à N. Elias, la « société des individus » fait problème » (Haesler, 2005 : 2).

[2] Je tiens en effet à préciser qu'une telle interrogation n'est pas contemporaine. Ainsi, N. Elias déclarait déjà en 1939 dans *La société des individus* : « Personne ne peut douter que les individus forment une société et que toute société est une société d'individus. (...) Ce qui nous manque, c'est un mode de pensée, une vision d'ensemble qui nous permette de comprendre, en réfléchissant, ce que nous avons en réalité tous les jours, qui nous permette de comprendre comment la multitude d'individus isolés forme quelque chose qui est quelque chose de plus et quelque chose d'autre que la réunion d'une multitude d'individus isolés –autrement dit, comment ils forment une « société » et pourquoi cette société peut se modifier de telle sorte qu'elle a une histoire qu'aucun des individus qui la constituent n'a voulue, prévue, ni projetée telle qu'elle se déroule réellement » (1939 (1991) : 41).

[3] Cette conception s'est par exemple imposée en sociologie des organisations (Crozier, Friedberg, 1977).

[4] On peut inclure dans cet ensemble théorique la conception de l'action proposée par Bourdieu : l'individu est la cristallisation d'un ensemble de dispositions précocement acquises. Le concept d'habitus se réfère à cet ensemble de dispositions individuelles ou collectives, durables et transposables, qui fonctionne d'une part comme un système d'intériorisation des structures sociales (sous la forme de schèmes inconscients de la perception et de l'action) et d'autre part comme une matrice structurant les pratiques.

[5] Dans ce sens, S. Beau commente : « Ce qui est intéressant et nouveau dans les travaux de ces différents auteurs c'est qu'ils semblent avoir enfin compris que l'on pouvait avoir une lecture « compréhensive » de l'individu sans avoir une lecture forcément « critique » des structures sociales. Et inversement, que l'on pouvait avoir une lecture « compréhensive » de la société sans pour autant condamner l'individu. Il ne s'agit plus, en effet de « choisir son camp » » (2006 : 1).

composition toujours singulière en raison de la complexité des mécanismes de son engendrement. Les individus surgissent comme des *cas*. »), l'individu rationnel (plus fiction ou outil théorique, il s'agit d'un individu abstrait « agissant comme un stratège dans un contexte social défini en termes de concurrence et de ressources »), l'individu éthique (l'individu se construit en arrachant son autonomie aux contraintes sociales, « il est alors conçu comme un sujet capable de produire du sens, de construire son monde dans une distance et une tension continues de la société (...) l'individu apparaît comme une sorte de micro-mouvement social, de mouvement minuscule qui en appelle à son corps, à ses sentiments, à son individualité, à sa dignité, afin de résister aux représentations de lui-même et aux divers contrôles sociaux qui le réduisent, soit à ses rôles, soit à ses intérêts »)[1] (2005 : 8-10). Dans ce modèle, l'individu se définit au final par une combinaison propre de ces diverses dimensions.

3.2.2. L'individu dans ses rapports à l'espace

Ces débats constitutifs de la théorie sociale ont progressivement été saisis (le processus est encore en cours) par la discipline géographique, au sein d'une pensée sur les rapports entretenus entre les individus et l'espace géographique. Et, dans ce sens, l'analyse de ces rapports peut être vue comme une des composantes de cette théorie.

Il semble en effet aujourd'hui partagé à propos de l'espace géographique, que « les hommes produisent cet espace et s'y inscrivent » et que « cette production-inscription ne se réduit pas à une stricte somme d'actes concrets et de travaux de nature matérielle. L'homme qui se représente l'espace et son milieu, qui le façonne et le transforme est à la fois une conscience, une psyché, un sujet philosophique et politique, un individu, une personne, un être humain et un être social. A ces divers titres, tous différents et complémentaires, il établit une palette diversifiée de rapports sociaux. Il secrète une large variété de représentations spatiales. Entre ces représentations et ces rapports, de nature sociale, bien qu'exprimés par des individus, les contradictions pullulent et se bousculent. Contradictions internes pour l'individu lui-même ; contradictions externes d'un individu à l'autre, sur la scène socio-spatiale. (...) Elles nous invitent à une lecture plurielle, à distinguer toute une gamme de concepts spatiaux, en référence constante au sujet-individu, à l'homme, mais aussi aux sociétés auxquelles ils appartient » (Di Méo, 2000 : 37-38).

Cette référence a me semble-t-il le mérite de rassembler au moins trois mouvements importants de la pensée géographique contemporaine : celui qui considère l'individu, à travers ses pratiques et ses représentations, comme un acteur géographique pertinent ; celui, intimement lié au premier mouvement, de la prise en compte croissante de l'individu (de l'homme, de la femme) comme objet d'étude ; enfin un dernier, à propos de l'exigence, constitutive de l'étude des rapports individu(s)/espace géographique, de pensée dialectique entre les pratiques de ces individus et le contexte structurel au sein duquel elle se situent.

---

[1] Cela rappelle la définition de l'existence proposée par J. P Sartre dans sa critique d'un certain marxisme (stalinien) aveuglé et briseur de singularité. Il propose de refonder une anthropologie marxiste à partir de l'existentialisme, vu comme tentative de situer « l'homme dans sa classe et dans les conflits qui l'opposent aux autres classes à partir du mode et des relations de production », en tentant « cette situation, à partir de *l'existence*, c'est-à-dire de la compréhension » (1960 : 158) : « C'est ce que nous nommons l'existence et par là, nous n'entendons pas une substance stable qui se repose en elle-même mais un déséquilibre perpétuel, un arrachement à soi de tout le corps. Comme cet élan vers l'objectivation prend des formes diverses selon les individus, comme il nous projette à travers un champ de possibilités dont nous réalisons certaines à l'exclusion des autres, nous le nommons aussi choix et liberté. » (Sartre, 1960 : 136-137).

Pour J.-F. Staszak, à la différence d'autres disciplines, la prise en compte de « l'échelle individuelle » (et donc du corps) en géographie est finalement relativement récente[1]. Par exemple, dans sa réflexion sur l'espace domestique, il considère que la négligence des géographes (français) à l'égard de l'espace domestique aurait à voir avec « un déni de l'individu, à la fois en tant qu'acteur pertinent » et, même avant cela, « en tant qu'objet d'étude » (2001 : 357). A l'exception peut-être des géographes humanistes, inspirés par la démarche phénoménologique, et donc intéressés par les « mondes intérieurs » des individus en ce qu'ils ont de plus subjectif et par leur fabrication, la difficulté des géographes à penser l'individu serait liée au fait qu'ils auraient avant tout insisté sur les structures et les acteurs collectifs : « la vision de la société chez les géographes est souvent holistique, c'est pourquoi ils travaillent plus volontiers sur des groupes, des communautés, des classes, etc., qui sont perçus comme les réalités agissantes, les vrais acteurs. Les choix et les comportements individuels comptent pour peu, dans la mesure où ils obéissent en fait, selon les néopositivistes à des règles universelles (celles qui régissent l'homo oeconomicus), selon les marxistes à des structures de production, selon d'autres à des déterminations historiques et culturelles » (Staszak, 2001 : 356). Ce constat critique ne semble donc pas épargner certains travaux de géographie sociale, pourtant appliqués à considérer l'individu dans la complexité de ses relations à l'espace géographique, notamment à travers l'élaboration et l'usage des concepts spatiaux[2] d'espace de vie, d'espace social ou d'espace vécu (Frémont, 1976 ; Frémont *et al.*, 1984)[3] ; ni ceux d'une géographie urbaine, fortement inspirée de ces avancées en géographie sociale, et tentant de plus en plus d'appréhender les questions des formes urbaines ou des processus urbains (comme la ségrégation) avec un regard porté à l'échelle de l'individu et sur ses pratiques de la ville (Bertrand, 1980 ; Brun, Chauviré, 1983 ; Brun, Rhein, 1994).

La difficile observation de l'individu en géographie s'expliquerait donc par les réticences de certains à penser l'individu comme un acteur géographique à part entière : « Une épistémologie plus objectiviste marquerait une réticence à considérer l'habitant[4] dans sa compétence d'acteur géographique, à l'appréhender non comme un objet mais un sujet » (Staszak, 2001 : 355). Pour l'auteur, l'habitant de l'espace domestique est en effet un acteur impliqué dans l'aménagement de celui-ci : « l'habitant-aménageur » fait directement appel à des valeurs, des savoirs et des comportements qui ont trait à l'espace, qui sont géographiques » (2001 : 353). On retrouve finalement ici les préoccupations de travaux réalisés dans les années 1960 et 1970 pour « améliorer l'information des architectes tant sur les problèmes de l'habitat que sur les modes d'opération sur l'espace et sur ceux de leur mise en forme » : des psychologues, ethnologues, historiens et philosophes ont en effet pris pour objet de recherche l'habitation, son vécu et ses transformations (Segaud, 2007 : 20). On peut évoquer aussi, la recherche, à caractère anthropologique et sociologique, conduite par une équipe dirigée entre 1964 et 1966 par H. Lefebvre sur l'habitat pavillonnaire et la résistance des Français à l'habitat collectif (Raymond, 1966 ; Haumont, 1966 ; Dezès *et al.*, 1966). En observant la relation entre le logement, les pratiques et la vie quotidienne des individus, cette recherche a contribué à repositionner l'habitant au cœur de la pensée sur l'habitat notamment en signalant ce que H. Raymond, inspiré de G. Bachelard (1957), appelle la « poétique », c'est-à-dire « la création de l'habitat par l'habitant lui-même » (1998 : 391). Enfin, il faut signaler que cette volonté de recentrer le regard sur l'individu (habitant, usager, citadin) et sur ses capacités créatrices issues de sa confrontation

[1] On peut aussi voir cette prise en compte tardive comme un effet du contexte sociétal, c'est-à-dire « celui d'une société industrielle capitaliste, programmée et bureaucratique dans laquelle l'individu comme tel est peut considéré » (Segaud, 2007 : 26).

[2] Ceux-là même évoqués par G. Di Méo dans la citation pré-citée.

[3] Mais il est vrai que ces travaux insistent peut-être plus sur le « produit » (l'espace, la région, le territoire, etc.) que sur la « production » et les « producteurs » que sont justement les individus.

[4] L'auteur sous-entend ici l'habitant de l'espace domestique.

avec l'espace construit représente un des principes de l'anthropologie de l'espace, vu comme « mouvement multidisciplinaire qui a signé au cours de la seconde moitié du XXe siècle et formalisé la rencontre entre sciences sociales, espaces construits et architecture » (Segaud, 2007 : 26). L'idée que l'habitant (pris dans un sens large) produit l'espace qu'il pratique n'est donc pas une considération nouvelle. Elle paraît en outre très tôt ne pas se limiter aux seuls espaces domestiques et résidentiels. Dans la pensée théorique sur la production de l'espace de H. Lefebvre, on peut en effet déjà lire : « Bien entendu, ils (l'architecte, l'urbanisme) ne sont pas les seuls à produire l'espace ; il y a toutes sortes d'agents de cette production, depuis les planificateurs, les banquiers, les promoteurs, jusqu'aux autorités politiques et administratives, jusqu'aux travailleurs du bâtiment et aux usagers » (1973 (2000a) : 158).

Assez récemment, dans le cours des années 1990, des géographes français (Di Méo, 1991, 2000; Lussault, 1993, 2000, 2001a ; Lévy J., Lussault, 2000) ont tenté, dans une perspective constructiviste, d'affiner et de conceptualiser cette réflexion qui prend l'acteur (individuel ou collectif) en tant qu'acteur spatial ou géographique ; notamment en la centrant sur « l'analyse et l'explication des dimensions spatiales des actes menés par des acteurs » (Lussault, 2003a: 42). Dans ce qui apparaît comme une réelle contribution de la géographie à la théorie sociale, M. Lussault explique que « pour penser l'action spatiale et ses rôles, on doit se focaliser sur les constructions d'espace(s) par les opérateurs et, au premier chef, par les acteurs » et qu'il faut, à cette fin, « analyser des situations spatiales, c'est-à-dire des convergences relationnelles situées d'actants au sein de laquelle s'épanouissent des stratégies actorielles et se manifeste l'importance d'outils et d'objets divers » (2003a : 43). Tout lieu, saisi comme produit de la succession des relations sociales qui s'y agencent et s'y jouent et donc de l'action des individus composant chacune de ces configurations sociales en situation – soit comme produit de l'enchaînement et de la combinaison de situations socio-spatiales - peut dès lors être appréhendé. Dans cette proposition, la dimension interactionnelle est fondamentale et concerne des acteurs, individuels et/ou collectifs, définis comme des « actants pourvus d'une intentionnalité, d'une capacité stratégique autonome et d'une compétence énonciative ». Cette intentionnalité serait l'élément distinctif entre l'acteur et l'agent - « cet acteur défectueux, au sens où il est caractérisé par une défection de ses compétences » - et pourrait aussi être fragmentée, faisant de l'individu un être pluriel, plurirationnel, pouvant adopter plusieurs registres, parfois contradictoires, au sein d'une même action (Lussault, 2003a : 40). Cette pensée théorique intègre ainsi une réflexion générale sur le lieu, ou « ce qui fait le lieu », mais contribue aussi *in fine* à questionner ce que G. Di Méo appelle « la construction, à l'échelle du sujet/individu, d'une territorialité (comprise comme un rapport à la fois personnel et social au monde) complexe, faite d'articulations multiples, d'ancrages et de délocalisations, à la fois vécus et représentés »[1] (2000 : 46).

La prise en compte de l'individu comme un acteur géographique ne traduit pas une adhésion à une vision atomisée du réel et de la société. Le recours à la théorie sociale précédemment évoquée paraît alors utile pour éviter cet écueil possible. Elle rappelle notamment que s'il est prudent de réfuter une position structurale dure (« la société, si elle englobe l'individu ne le subjugue pas jusqu'à remettre en question son existence »), il l'est tout autant de refuser celle de

[1] « Ces territorialités complexes se déforment alors même qu'elles se répercutent et se télescopent d'un individu à l'autre, dans un contexte socio-spatial donné. Elles génèrent un cortège de représentations territoriales labiles, derrière une tonalité structurelle partout identique : jeux de mailles et de réseaux, articulant différentes échelles géographiques par la puissance des représentations. Ce qui renforce le poids du local et des territoires du quotidien, dans ce jeu complexe d'échelles, c'est aussi la « personnalisation (contemporaine) du corps », sa transformation en « objet-sujet » que signale Richard Sennett. Elle accroît prodigieusement le rôle des pratiques individuelles dans la formation du rapport territorial. Elle orchestre de la sorte une puissante structuration sensible de l'espace, au rythme de ce que j'appelle les « géographies tranquilles du quotidien » » (Di Méo, 2000 : 46).

l'individualisme (« l'individu, plus petite unité complexe de la société existe authentiquement mais pas indépendamment »), voire du solipsisme (« le monde n'existe pas hors de l'individu ») (Lussault, 2000 : 13). Il s'agit donc de se situer dans le croisement formé par les « conditions extérieures » *à* l'individu et les « dispositions intérieures » *de* l'individu[1] ; c'est-à-dire, en termes de démarche géographique, de ménager une approche dialectique des rapports entre les pratiques des individus (et leurs représentations) et les systèmes spatiaux au sein desquelles elles se déroulent (Di Méo, 1998)[2]. Appliqué à mon objet d'étude, cela revient à postuler que l'espace de l'intervention urbaine est le fruit d'une *synchro-production*, où s'entrecroisent les conditions structurelles (l'intervention même, entre autres), les pratiques, usages et représentations des individus.

Ce rapide détour épistémologique permet donc de replacer la posture adoptée au sein d'un mouvement plus vaste amorcé par les sciences sociales en général et la géographie en particulier. Mais si j'ai tenté dans cette section d'expliciter l'originalité de cette posture, il me reste à démontrer en quoi son adoption peut effectivement faire avancer la connaissance sur l'objet de la recherche, c'est-à-dire sur le changement urbain contemporain qui façonne les anciens quartiers ouvriers centraux.

4. Recherches en mouvement, mouvements de la recherche

Quel est en effet l'intérêt actuel de travailler sur des anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain et sur les manières dont les habitants participent au changement urbain de ces quartiers ? Quel est l'apport d'une lecture en termes de continuités populaires centrée en particulier sur l'habitant ? Quels enjeux scientifiques contemporains, contextuels et sociétaux révèle-t-elle ? Quels sont les mouvements qui la déterminent ? En quoi est-elle le produit d'autres recherches elles-mêmes situées dans le temps, c'est-à-dire elles-mêmes en mouvement ?

La figure 1.1 servira de support pour un essai de réponse. Elle tente de synthétiser (et donc de simplifier) le principe de l'historicité des phénomènes (comme celui de l'émergence d'objets de recherche) décrit par M. Lussault par le fait que chaque événement ou situation est le produit d'un état daté du fonctionnement du système que forme la société (1998). Plus concrètement, il s'agit de situer mon objet de recherche au sein d'une histoire des idées (savoirs théoriques et empiriques relatifs à cet objet, avancées méthodologiques, contexte épistémologique), elles-mêmes en interaction constante avec des réalités qui relèvent de plusieurs ordres : l'individu et la société d'une part, la ville (le quartier dans la ville) et les formes d'action et d'intervention sur le quartier d'autre part[3].

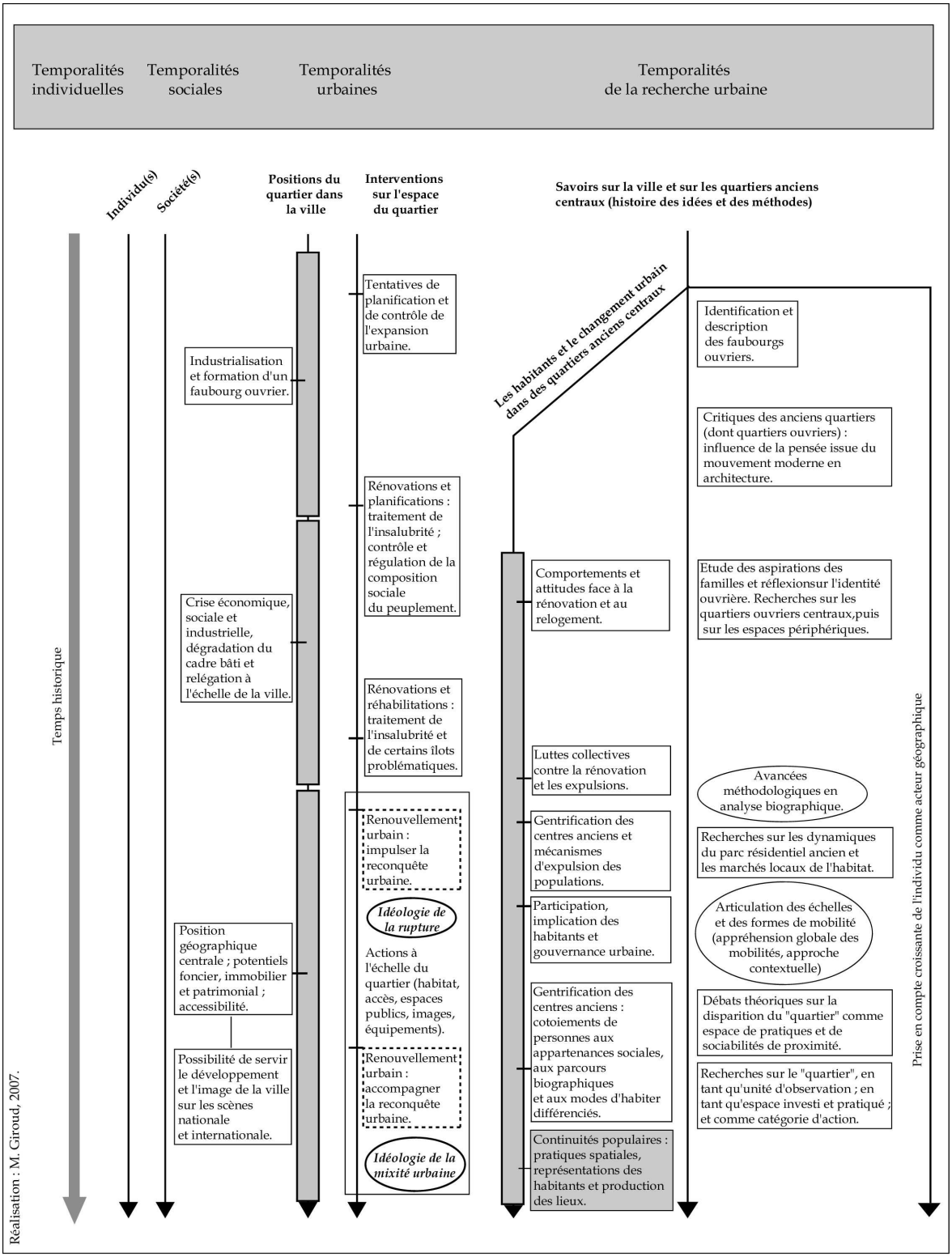
---

[1] Une solution proposée par E. Ma Mung, dans le cadre de sa réflexion sur le paradigme de l'autonomie appliquée à l'individu-migrant, serait de considérer que les conditions extérieures sont les contextes que les individus aménagent pour la réalisation de leurs projets c'est-à-dire de leurs dispositions intérieures (1999).

[2] « Les relations que les hommes établissent avec l'espace géographique s'inscrivent dans les structures les plus profondes de la société. De plus, les rapports spatiaux épousent un espace social vécu à sa manière par chaque individu. En conséquence, deux approches considérées distinctes de l'espace géographique se trouvent réconciliées : celle de la géographie humaniste ou culturelle, qui privilégie les rapports de sens entre l'homme, ses groupes sociaux et les lieux ; celle de la géographie sociale, qui considère surtout les relations spatiales d'une société à partir des transactions objectives qu'elle produit » (Di Méo, 2000 : 39).

[3] Représenter le/les mouvement(s) et la complexité de dynamiques temporelles par une représentation graphique n'est pas plus aisé que par les mots. Ainsi faut-il voir dans l'utilisation de « flèches temporelles

Figure 1.1. Un objet de recherche à l'intersection de mouvements scientifiques, urbains et sociétaux



continues et parallèles » un mode figuratif profondément imparfait, qui tend à négliger des logiques temporelles souvent propres, non linéaires, faites de rythmes, de scansions, de brusques accélérations, ou de phénomènes ondulatoires (Buléon, 2002), tout comme les entremêlements des réalités qu'elles représentent.

La mise en relation des dynamiques relevant du contexte urbain et du savoir scientifique avec celles traitées par la théorie sociale (relations entre individu(s) et société(s)) sert spécifiquement à rappeler les dimensions profondément labiles et changeantes des réalités que sont l'individu et la société. Ni l'un, ni l'autre ne sont des entités dont les particularités et les déterminants restent figés dans le temps. Ainsi, par exemple, un individu n'appréhendera pas de la même manière la transformation de son environnement urbain tout au long de sa vie. Son rapport au changement urbain évoluera selon son âge, sa trajectoire sociale, son expérience résidentielle, ses relations sociales et ses rencontres. La prise en compte de cette temporalité biographique, propre à l'individu, représente alors un réel enjeu pour le chercheur, souvent amené dans le processus d'élaboration de son discours à réaliser des catégorisations de toutes sortes. De la même manière, comment concevoir toute recherche urbaine *en dehors* de la société à laquelle elle se réfère et des évolutions sociétales à l'œuvre ou même plus globalement en dehors d'un contexte culturel particulier ? C'est, en effet, un truisme de penser que les changements sociétaux influent directement sur les objets de la recherche. Mais le chercheur doit surtout prendre conscience des effets de ces changements sur ceux plus localisés ou circonscrits qu'il peut être amené à étudier. C'est en substance ce que H. Coing veut exprimer quand il explique que l'îlot du XIIIe arrondissement parisien qu'il étudie n'est pas épargné par les évolutions communes à tous les milieux urbains. Aujourd'hui, une pluralité d'évolutions sociales (amélioration générale des niveaux de vie ; diffusion des innovations technologiques ; importance de la consommation ; recomposition des identités sociales), économiques (crises économiques ; spectre de la précarisation ; tertiarisation des activités ; différenciation du lieu de travail et du lieu de résidence), démographiques (changements du nombre, de la taille, des structures des ménages ; redistribution des rôles des individus au sein des ménages), géographiques (statut nouveau de la mobilité spatiale ; diversification des lieux de pratiques quotidiennes) et culturelles, traversent effectivement l'ensemble de la société et de ses espaces. Il s'agit donc d'appréhender tout changement urbain localisé dans son interaction avec ces évolutions plus générales ; le changement urbain pouvant contribuer à les révéler, les atténuer ou au contraire à les accentuer. Dans le cadre de sa recherche, H. Coing affirmait à propos de la rénovation : « la pioche des démolisseurs vient accélérer la mutation, en multiplier les ferments, et la traduire en langage béton » (1966 : 14). On peut en effet se demander, au vu du questionnement et des contextes d'étude de la thèse, si le renouvellement urbain accélère ou oriente les évolutions transversales à tous les espaces ? Ne crée-t-il pas au contraire des temporalités de changement particulières, plus saccadées et transitoires, des faux rythmes qui résulteraient de sa rencontre avec les formes urbaines héritées et les pratiques des habitants de ces anciens quartiers ouvriers ?

Aborder les interactions entre les temporalités urbaines (de l'espace et de l'action) et celles de la recherche apparaît plus complexe. On retrouve dans la figure 1.1 certaines dynamiques développées tout au long de ce chapitre (modèle de trajectoire urbaine du quartier ; dynamique des opérations réalisées et du processus de la reconquête ; évolution de la manière de considérer le rapport de l'habitant avec le changement urbain ; progression épistémologique vers la prise en compte de l'habitant comme acteur géographique). Comment ces différents mouvements s'agencent-ils à des débats théoriques, thématiques et méthodologiques plus généraux, ayant contribué à la pensée sur l'urbain et dont l'articulation (la mise en mouvement) constitue sans doute une généalogie possible de mon objet de recherche ?

L'émergence de faubourgs ouvriers et industriels au tournant du XXe siècle dans les principales villes européennes a donné lieu à une littérature importante. P.-H. Chombart de Lauwe évoque par exemple les travaux de C. Booth sur Londres (*Life and labour of the people in London*, 1999-1903) ou de B. S. Rowntree sur York (*Poverty. A study of town life*, 1902), fortement influencés par les préoccupations des services sociaux et l'importance attachée à la situation des populations les plus défavorisés dans le milieu urbain nouveau (1963 : 48) et qui prolongent à leur manière

les enquêtes effectuées plus tôt sur les populations ouvrières en milieu urbain par F. Le Play (*Les ouvriers européens*, 1855), de E. Buret (*La misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*, 1840) ou encore de L.-R. Villermé (*Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, 1840). Les géographes français s'intéressent aussi à ces nouveaux espaces alors situés en périphérie des villes. Par exemple, la thèse de D. Pasquet (*Londres et les ouvriers de Londres*, 1913) largement inspirée des thèses hygiénistes, s'arrête avant tout sur le peuplement des logements et son lien avec l'état de santé mentale et physique de leurs occupants. Dans un autre ordre, le texte de C.-A. Roux, élève de R. Blanchard, qu'il consacre à une rue de Grenoble (*Le cours Berriat, étude géographique d'une rue*, 1913), offre un témoignage sur la formation du quartier Berriat Saint-Bruno comme quartier ouvrier et industriel de la ville. Tout en respectant une approche caractéristique de l'école française de géographie mais aussi les avancées de R. Blanchard sur la question urbaine, l'auteur propose par son échelle d'observation une analyse atypique et donc pionnière. Echelle d'analyse que l'on ne retrouvera qu'en 1940, avec la thèse de R. Clozier intitulée *La gare du Nord. Essai de géographie urbaine*.

Certaines de ces études (notamment celles d'inspiration hygiéniste) ont contribué plus ou moins directement à la formalisation de la pensée moderne et fonctionnaliste en architecture, dont l'*aggiornamento* se situe en 1933 au Congrès international d'architecture moderne d'Athènes avec l'écriture, sous la forte influence de Le Corbusier, de la Charte d'Athènes. Les principes d'architecture et d'urbanisme alors arrêtés sont une critique formelle de la densité de la ville traditionnelle, mais aussi au « chaos » des quartiers industriels alors en pleine expansion. L'objet n'est pas ici de détailler cette pensée moderne. Il s'agit simplement de rappeler que ces théories nouvelles ont fortement inspiré les premières opérations de rénovation urbaine des quartiers ouvriers, que ce soit avec un objectif de traitement d'îlots insalubres ou à problème spécifique ou déjà, selon les contextes, selon une logique de reconquête urbaine.

C'est au regard de ce double contexte (à la fois urbain et scientifique) que l'on peut interpréter l'orientation des travaux effectués par P.-H. Chombart de Lauwe et son équipe, travaux qui représentent pour de nombreux auteurs les prémisses d'un champ de recherches sociologiques spécifiquement consacré à la ville (Grafmeyer, 2006). Dans *Des hommes et des villes*, publié en 1963 (seconde édition), l'auteur explique qu' « il est nécessaire d'étudier non seulement les conditions de vie des familles, mais leurs attitudes, leurs besoins et leurs aspirations » (1963 : 51). Ce projet scientifique s'inscrit dans le cadre d'une critique adressée à l'action des planificateurs et souligne la volonté du chercheur de rapprocher savoir à action, sans toutefois les confondre : « Les besoins et les aspirations des hommes peuvent être étudiées autrement que par des enquêtes rapides d'opinion, qui sont valables seulement pour des recherches limitées et pour des prévisions à court terme. (...) Nous pouvons cependant constater, d'après des expériences précises, que les programmes proposés par les planificateurs créent, dans certains cas, des tensions, des malaises, des révoltes qui auraient pu être en partie évités si nous avions eu une connaissance plus approfondie des comportements réels et surtout des motivations de ces comportements. Le génie du planificateur ne consiste pas à faire des calculs irréprochables ou à inventer de toutes pièces une idée nouvelle. Il doit surtout saisir le sens d'un mouvement d'évolution et construire un cadre qui permettra à ce mouvement de se développer. Les aspirations de la base doivent trouver leur expression dans le programme proposé par le planificateur. L'un des principaux problèmes est d'assurer une communication entre les populations et les dirigeants » (Chombart de Lauwe, 1963 : 86-87). Y. Grafmeyer explique que les quartiers à dominante ouvrière ont constitué un terrain non exclusif mais privilégié par P.-H. Chombart de Lauwe et son équipe, pour le développement de ce programme scientifique et donc l'observation des pratiques sociales des habitants (modes d'organisation de l'espace domestique, sociabilités, mobilités quotidiennes, usages du quartier et de la ville) (2006 : 24). C'est d'ailleurs dans cette lignée que l'on peut évoquer le travail de H. Coing sur la rénovation

dans le XIIIe arrondissement parisien (1966)[1]. En étudiant les quartiers ouvriers traditionnels, ces sociologues s'inscrivent alors au sein d'un triple débat. Sociétal d'abord, en interrogeant le devenir des classes ouvrières au sein de la société d'après-guerre. Politique ensuite, en réagissant à une forme d'action urbaine qui s'est fortement déployée sur ce type d'espace. Scientifique et épistémologique enfin, à travers la réfutation de toute explication déterministe par les données matérielles (géographiques, techniques, architecturales, etc.) et qui marque spécifiquement la pensée moderne sur l'urbain.

Dès les années 1960, cette triple motivation conduit les sociologues urbains à s'intéresser non plus seulement aux espaces ouvriers devenus, avec l'expansion des villes, centraux ou péricentraux, mais aussi aux espaces plus périphériques. Les travaux de J.-C. Chamboredon et M. Lemaire sur les quartiers de grands ensembles (1970), mais aussi, dans un autre ordre ceux menés par H. Lefebvre et son équipe sur les quartiers pavillonnaires (Raymond, 1966 ; Haumont, 1966 ; Dezès *et al*., 1966) marquent l'évolution d'une curiosité qui privilégie la périphérie des villes au détriment des quartiers plus centraux. Au même moment, la géographie urbaine, jusqu'alors avant tout mobilisée pour des études monographiques de villes ou d'agglomération urbaine inspirées du modèle de R. Blanchard (1911, 1922), se tourne de plus en plus vers l'étude des réseaux urbains. En parallèle, les géographes contribuent à accompagner le changement d'échelle de l'intervention territoriale, en assurant, aux côtés d'économistes et de sociologues, des expertises au service de la planification régionale (Robic, 2003 : 131).

Mais la question du devenir des quartiers ouvriers centraux et péricentraux redevient assez rapidement un objet d'étude, en particulier pour les sociologues, mais cette fois-ci à travers l'angle de la reconquête urbaine. Comme cela a déjà été signalé, les années 1970 marquent une multiplication des recherches sur la rénovation de ces quartiers, selon une approche marxiste, structuraliste et donc souvent militante. Dans le prolongement de la pensée de H. Lefebvre, les travaux réalisés par M. Castells et son équipe de Nanterre (principalement centrés sur Paris) s'attachent à décrypter les mécanismes de la rénovation, ses effets sur l'exclusion des habitants les plus fragiles et insistent sur les luttes urbaines qui se jouent dans de tels contextes urbains en changement.

Cet enjeu de la reconquête urbaine a été aussi évoqué très tôt en Angleterre, mais selon une autre perspective, à savoir celle de la gentrification. L'invention du néologisme date en effet de 1963 et de l'ouvrage de R. Glass intitulé *Introduction to London : aspects of change*. Ce n'est que dans les années 1980 que l'on trouve en France les premières analyses reprenant cette thématique de la gentrification, souvent croisée aux réflexions menées sur les nouvelles formes d'intervention sur l'urbain (Bourdin, 1980 ; Rémy, 1983 ; Bidou, 1984 ; Herzhaft-Marin, 1985)[2]. Ces premiers pas préfigurent un fort développement des études sur ce thème à partir des années 1990 (Lelièvre, Lévy-Vroelant, 1992 ; Authier, 1993 ; Bidou-Zachariasen, 1996 ; Simon, 1998 ; Marin, 1998), développement qui peut s'appuyer sur les nombreux travaux déjà publiés dans le contexte anglo-saxon (Smith, 1979 ; Ley, 1981 ; Dansereau, 1985 ; Smith, Williams, 1986).

En France, la multiplication des travaux sur la gentrification des anciens quartiers ouvriers et populaires semble s'inscrire au sein d'un double mouvement, méthodologique et théorique, qui anime la recherche urbaine. D'un point de vue méthodologique d'abord, on peut noter en effet que plusieurs travaux réalisés dans les années 1990 et au début des années 2000 cherchent de

[1] On peut aussi noter qu'au même moment émerge dans d'autres pays et contextes culturels une représentation assez proche des quartiers ouvriers traditionnels. C'est ce que rappellent M.-H Bacqué et Y. Sintomer (en citant C. Topalov) à propos des travaux de M. Young et P. Willmot (*Family and kindship in East London*, 1957), de H. Gans (*The urban villagers : group and class life of Italian-American*, 1962), ou même de R. Hoggart (*La culture du pauvre*, 1957) et de W. Whyte (*Street corner society*, 1943) (2002).

[2] Au Portugal, l'observation et l'étude d'un tel processus apparaissent plus tardifs (Rodrigues, 1999).

plus en plus à appréhender la gentrification comme un processus complexe et moins structurel qu'il ne paraît. Les avancées méthodologiques réalisées d'une part sur le suivi biographique des individus, et d'autre part sur les marchés locaux du logement, ont tout particulièrement contribué à offrir de nouvelles perspectives aux recherches sur la gentrification. D'un point de vue plus théorique cette fois, cette multiplication et cette diversification des travaux sur ce thème traduisent le regain d'intérêt porté d'une manière plus générale à l'échelle du quartier, comme « unité d'observation de la complexité urbaine » (Grafmeyer, 2006 : 30).

Les années 1990 ont en effet été marquées par une littérature critique clamant la « disparition » du quartier comme espace de pratiques de proximité et de sociabilités des individus (Ascher, 1995 ; Chalas, Dubois-Taine, 1997) : l'augmentation et la complexification des mobilités spatiales des individus, l'existence de réseaux sociaux de plus en plus étendus, l'émergence de nouvelles technologies de communication participeraient ainsi à la remise en cause du quartier à la fois comme espace de proximité, mais aussi comme objet d'étude. Cette position forte a été âprement discutée par une multiplication des travaux à l'échelle du quartier, que ce soit en France ou à l'étranger[1], par une réflexion théorique sur la pertinence de cette échelle d'analyse[2], mais aussi plus globalement par une pensée qui s'efforce d'appréhender de manière globale les mobilités spatiales des individus (croisements de différentes formes et échelles de mobilité), et d'interroger les incidences de leurs articulations en matière de recompositions territoriales et d'effets sur les lieux (Lévy J.-P., 2000 ; Authier *et al*., 2001 ; Lévy J.-P., Dureau, 2002). Ces débats théoriques et les résultats empiriques associés confirment en particulier que les modèles de pratiques de mobilité et de rapports aux lieux ne se substituent pas les uns aux autres, mais au contraire se complètent et se superposent. Dans ce mouvement, selon une lecture sociologique, le quartier reste un « milieu de vie » (Grafmeyer, 2006) ; selon une lecture plus géographique, il est un territoire identifié à la fois par les pratiques et les représentations des individus qui le fréquentent, mais aussi par des représentations extérieures que l'imaginaire social forge à son sujet (Humain-Lamoure, 2007). Pour l'une comme pour l'autre, le quartier apparaît en outre comme une catégorie et un cadre d'action privilégiés par les pouvoirs publics. Cible d'intervention, il contribue alors à la territorialisation de pans entiers de la politique de la ville tout en servant de base à la mise en place de nouvelles structures de participation. Dans ce panorama, les anciens quartiers ouvriers détiennent une place privilégiée. *Primo,* comme cela a déjà été souligné, parce que ces quartiers sont considérés comme très stratégiques par les pouvoirs publics (en tant que relais à l'internationalisation de la ville, mais aussi dans une perspective électoraliste). *Secundo*, parce que les anciens quartiers populaires centraux, mythiques, idéalisés et patrimonialisés, sont posés en véritables modèles dans le cadre de l'action urbaine (Humain-Latour, 2006 citant P. Estèbe, *L'usage des quartiers. Action publique et géographie dans la politique de la ville 1982-1999*, 2004).

Cet intérêt politique croissant pour les anciens quartiers ouvriers s'est articulé à un nouveau recentrage de la recherche urbaine sur ces types d'espace et les formes de changement qui s'y jouent. Au Portugal, cet intérêt a même joué un rôle déterminant dans la prise en compte de l'ancien quartier ouvrier et industriel comme objet d'étude[3]. L'organisation à Lisbonne de

[1] On trouve au Portugal, dans la seconde moitié des années 1990, plusieurs monographies de quartier, comme celle très complète réalisée sur le quartier d'Alfama par A.F. Da Costa (*Sociedade de Bairro. Dinâmicas sociais da identitade cultural*, 1998), ou celle de G.–I. Cordeiro sur Bica (*Um bairro no coração da cidade: um estudo antropológico sobre a construção social de um « bairro típico » de Lisboa*, 1995).

[2] En France, l'ouvrage *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions publiques et pratiques sociales,* publié en 2006 (Authier, Bacqué, Guérin-Pace, 2006) peut être perçu comme l'un des aboutissements de cette réflexion.

[3] Prise en compte qui s'inscrit aussi toutefois dans la continuité d'approches anthropologiques, sociologiques et géographiques, ayant porté sur les problématiques de l'habitat (bidonvilles, quartiers illégaux, quartiers centraux historiques en réhabilitation, quartiers de relogement) et des modes de vie (Guerra, 1991, 1995, 1998), sur celles de la distribution des populations dans l'espace urbain (Malheiros,

l'Exposition universelle et l'élaboration par les pouvoirs locaux d'un vaste programme d'aménagement sur le site d'Expo 98 ont en effet été suivies de plusieurs travaux de recherche (Ferreira, V. M. *et al*., 1999). En France, alors que les études sur la gentrification vont questionner de plus près les processus sociaux liés à la réhabilitation des logements et aux marchés locaux de l'habitat, des travaux abordent plus directement la thématique du « projet urbain » (Demazière, 1996 ; Rodrigues-Malta, 1999, 2001 ; Carrière, Farthing, 2000 ; Carrière, 2002 ; Bertoncello, Rodrigues-Malta, 2001, 2003 ; Sokoloff, 2002). Que ce soit de manière analytique ou critique, il s'agit d'en comprendre les mécanismes, les formes et les incidences au niveau local. L'analyse porte dès lors autant sur les dispositifs spatiaux des nouveaux lieux produits que sur les discours institutionnels qui accompagnent l'intervention ; la production de discours étant en effet de plus en plus considérée dans les différentes recherches sur le projet urbain ou sur la gentrification comme une forme d'action à part entière. Mais l'idée est aussi, à travers ces analyses, de reconsidérer l'ancien quartier ouvrier au sein d'un modèle de trajectoire urbaine qui intègre différents cycles de valorisation et de dévalorisation (Demazière, 1998, 2000, 2002), modèle dont la présentation a été la porte d'entrée de ce chapitre.

L'objet de ma recherche est donc le produit d'une généalogie du savoir complexe, dépendante des échanges incessants avec les contextes sociétaux et urbains qu'elle parcourt et dans lesquels elle s'inscrit. La conclusion de ce chapitre sera consacrée, au vu de cette mise en mouvements, aux apports possibles d'une telle recherche, que ce soit sur le plan scientifique, sur celui de sa relation avec l'action, ou d'un point de vue plus général.

Conclusion

Le choix d'étudier aujourd'hui les anciens quartiers ouvriers centraux en changement souligne d'abord un positionnement vis-à-vis des modes d'action qui animent ce type d'espace urbain. Il s'agit en effet d'interroger l'apparente contradiction de la reconquête urbaine qui se définit, d'une part par des opérations qui produisent des espaces de plus en plus sélectifs socialement et d'autre part, par des discours qui promeuvent une idéologie de la diversité, de la mixité sociale et une image de la ville solidaire inspirée du passé. Dit autrement, il m'importe de comprendre selon quelles modalités les acteurs publics ou privés locaux tentent d'imposer par leur action *une* forme bien circonscrite de continuité populaire, susceptible d'engendrer certaines dynamiques de peuplement des espaces résidentiels et collectifs des anciens quartiers.

L'enjeu scientifique associé est alors de montrer comment la prise en compte de l'articulation de différentes formes de pratiques de mobilité, et des représentations socio-spatiales des individus, offre une perspective nouvelle à la compréhension du changement urbain de ce type de quartiers et du rôle de l'habitant dans ce changement. En reconsidérant l'habitant comme un acteur géographique, il s'agit de démontrer qu'à travers ses pratiques et ses représentations, l'habitant produit *plusieurs* formes de continuités populaires qui, en lui garantissant un accès aux lieux du quartier, perturbent ou nuancent la vision des acteurs institutionnels locaux. Le concept de « l'habiter », que le second chapitre s'apprête à expliciter, sera mobilisé pour répondre à la volonté d'observer conjointement les pratiques spatiales des individus, leurs usages des lieux fréquentés et leurs représentations individuelles.

2000), ou encore sur les conséquences fonctionnelles et socio-spatiales, aux échelles locale ou métropolitaine, de l'ouverture du Portugal aux intérêts étrangers. Des références concernant ces axes de recherche ont été citées plus avant dans le chapitre.

Enfin, le choix de l'objet d'étude et la posture adoptée traduisent un questionnement plus abstrait à propos du contexte sociétal dans lequel nous nous trouvons. L'idée est en effet de réfléchir au positionnement de chaque individu au sein de processus macro-structurels plus globaux qui se jouent à d'autres échelles que celles du quotidien ou du biographique. Libéralisation économique, mondialisation, internationalisation et mise en concurrence des villes, vision à court terme de l'action politique, sont quelques unes des dynamiques sociétales qui reconfigurent plus ou moins directement le rôle des individus dans la société et qui posent ouvertement la question de leur capacité de résistance. Ce travail se propose dès lors de participer à cette réflexion générale engagée par la sociologie politique ou la philosophie critique en appréhendant la résistance à l'échelle de l'individu et de ses pratiques ordinaires. Le chapitre qui suit aura donc pour principal objectif de préciser ce que j'entends par l'expression « résister en habitant », élevée dans cette recherche en véritable hypothèse de recherche.

Chapitre 2

Pour une reconnaissance des pratiques spatiales ordinaires : l'habiter et la résistance

Introduction

Appréhender les continuités populaires dans les anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain nécessite d'en comprendre les tenants et les logiques.

Ce second chapitre se propose d'explorer les rôles joués par les habitants de ces quartiers au travers de leurs pratiques des lieux, c'est-à-dire de leur habiter. J'interroge donc ici, au niveau des individus, la réception des transformations socio-spatiales générées par les opérations de renouvellement urbain et la manière dont ils « font avec » ces transformations, dont ils les manipulent pour les intégrer à leur espace de pratiques et de fonctionnements quotidiens, mais également à leur système de représentations compris comme mise en signification et en discours de leurs pratiques.

L'objectif est donc de se démarquer d'une vision de l'habitant comme un individu passif, c'est-à-dire comme une victime de bouleversements brutaux, sans ressources et capacités d'action réelle, sujet déterminé par la perspective de son déplacement forcé. Sans nier l'existence de contraintes matérielles et de rapports de force puissants pouvant limiter au quotidien l'action de certains habitants, je tiens à proposer toutefois dans ce chapitre une lecture qui octroie à l'habitant une capacité de résistance : une résistance au niveau individuel, une résistance par les pratiques de l'habitant, une résistance par l'habiter.

Posé ainsi comme hypothèse, le « résister en habitant » devient une option possible de recherche pour analyser les principes de la continuité dans de tels contextes urbains et pour considérer cette dernière comme un processus participatif du changement, situé au cœur même des pratiques des individus.

Dresser une telle hypothèse mérite cependant auparavant une double mise au point théorique. Les notions d' « habiter » et de « résistance » sont complexes en ce qu'elles véhiculent toutes deux à leur manière de lourdes charges sémantiques. Termes polysémiques, employés au sein de traditions disciplinaires multiples, l'habiter et la résistance représentent malgré tout des notions que la géographie peut s'approprier sereinement. Je préciserai dès lors dans ce chapitre le sens octroyé ici à chacune de ces notions et montrerai en quoi ces notions, prises séparément, puis de manière associée, permettent la conduite théorique et l'organisation du questionnement de ce travail. Ce chapitre présentera par ailleurs, à travers ces précisions et l'acception faite au vocable de « résister en habitant », une formulation plus complète des hypothèses ayant motivé et guidé l'ensemble de la recherche.

1. Retour de l'habitant, détour par l'habiter

L'habiter fait un retour en force en sciences sociales et tout particulièrement en géographie. Le sens véhiculé par la notion s'est cependant considérablement émancipé de celui, restrictif, que lui a attribué pendant près d'un demi-siècle la géographie française classique : l'étude de l'habiter s'est longtemps confondue avec celui de son substantif, l'habitat, saisi comme élément archétypal du genre de vie des populations[1]. L'attrait renouvelé pour la notion coïncide avec un contexte disciplinaire et épistémologique qui replace l'individu au cœur des préoccupations. C'est précisément parce que « L'*habiter* nous fait sortir des hiérarchies excessivement déséquilibrées au profit de l'environnement, tout autant que des visions qui, dans une perspective inverse, voient dans l'individu un Sujet souverain rencontrant parfois la contingence des choses. L'habiter place l'espace et ses acteurs à égal niveau ontologique, sur le même plan de légitimité épistémologique » (Lévy J., Lussault, 2003 : 442). La volonté n'est pas ici de retracer avec précision les filiations et influences théoriques qui ont conduit à la complexification de la notion d'habiter[2], mais plutôt d'en extraire les composantes qui permettent de démontrer en quoi la notion possède un réel intérêt heuristique pour cette recherche.

1.1. L'habiter, comme synthèse de pratiques des lieux

1.1.1. Habiter au-delà de la résidence

La première distinction qu'il importe de faire est celle qui émancipe l'habiter du « fait de rester dans un lieu donné et d'occuper une demeure » (Serfaty-Garzon, 2002). Cette acception se confond avec le sens du verbe « résider », qui caractérise un « être établi d'une manière habituelle dans un lieu ; un être qui y a sa résidence »[3]. La résidence renvoie ici davantage à la forme construite, et recouvre les termes de demeure, logement, maison, voire habitation (dans un sens non heideggerien[4]) ; autant de notions qui peuvent être réunies sous le terme d'habitat (l'habitat se référant aussi à la répartition spatiale d'un ensemble d'habitations). Si je ne discute pas le fait que l'habiter se réfère à l'occupation d'un lieu de résidence quel qu'il soit, il semble néanmoins qu'il ne peut pas être entièrement assimilé à cette notion.

Le détour, désormais classique par la philosophie phénoménologique de M. Heidegger, permet d'illustrer le large spectre sémantique possible balayé par la notion. M. Heidegger a justement défini le concept d'habiter par opposition à la simple notion de lieu de résidence : résider quelque part ne signifie pas nécessairement habiter, mais renvoie à un espace vide de sens qui ne sert qu'à abriter. Il situe dès lors l'habiter à un niveau ontologique, c'est-à-dire d'Etre au monde : habiter révèle une présence, ou mieux, une existence sur la terre. Ainsi peut-on lire dans son texte *Bâtir, habiter, penser*, « qu'Etre homme veut dire : être sur terre comme mortel,

[1] La géographie classique marquée par l'œuvre de P. Vidal de La Blache est surtout une géographie régionale, fondée épistémologiquement sur ce qui a été appelé en 1922 par L. Febvre le « possibilisme », pour évoquer la manière dont les êtres humains disposaient de ce que la Nature proposait. Chaque région se décrit dès lors par l'analyse des genres de vie des populations, vue comme application empirique des présupposés possibilistes ; des genres de vie qui se caractérisent précisément par des types d'habitat particuliers.

[2] On trouve en effet des articles récents qui tentent la généalogie de cette notion : par exemple, on peut consulter l'article de M. Stock, *L'habiter comme pratique des lieux géographiques* (2004).

[3] Selon le dictionnaire *Petit Robert*.

[4] A quelques rares exceptions, dans les essais *Bâtir, habiter, penser* et *« ...l'homme habite en poète... »*, habitation, au singulier, désigne le fait et la façon d'habiter, non le logement, le local habité.

c'est-à-dire habiter » (1958 : 173), ou dans l'autre sens « habiter est la manière dont les mortels sont sur terre » (1958 : 175). M. Heidegger, propose donc une vision cosmologique de l'habiter : habiter sur/la terre, c'est aussi savoir relier l'espace terrestre à celui des cieux (le ciel et le divin) – habiter l'espace entre la terre et le ciel -, c'est-à-dire savoir ménager en des lieux une place à ce qu'il appelle le *Quadriparti*, à savoir la terre, le ciel, les divins et les mortels.

Autre penseur de l'habiter, H. Lefebvre développe un peu plus tard aussi une réflexion sur l'opposition entre habiter et habitat, mais ses définitions ne font pas appel aux mêmes catégories conceptuelles que celles de M. Heidegger (Gervay-Lambony, 2003), qui, il est vrai, restent dépendantes de la trajectoire du philosophe et du contexte particulier qui a conduit à leur élaboration. Pour H. Lefebvre, « l'habiter ne se réduit à une fonction assignable, isolable et localisable, l'habitat, qu'au nom d'une pratique » renvoyant à « l'action de la bureaucratie étatique, l'aménagement de l'espace selon les exigences du mode de production (capitaliste), c'est-à-dire de la reproduction des rapports de production » (1973 (2000a) : 11). Ainsi l'habitat restreint l'être humain à quelques actes élémentaires : manger, dormir ou se reproduire. J'ai évoqué précédemment le contexte d'une telle pensée, soit un contexte de production massive par l'Etat français de logements sous forme de pavillons ou de grands ensembles. Se trouve ainsi dans l'espace laissé entre l'habiter et l'habitat, une place pour l'habitant comme être qui sait créer, investir et s'approprier des éléments donnés pour produire un lieu personnel et unique. C'est précisément ce qui a été démontré dans la vaste recherche menée par son équipe sur l'habitat pavillonnaire (cf. supra). Mais H. Lefebvre va plus loin que la dimension individuelle de l'appropriation et inscrit sa réflexion bien au-delà de l'espace strictement résidentiel : « Jusqu'alors, « habiter », c'était participer à une vie sociale, à une communauté, village ou ville. La vie urbaine détenait, entre autres, cette qualité, cet attribut. Elle donnait à habiter, elle permettait aux citadins-citoyens d'habiter » (1968 : 25). Habiter ne revient donc pas seulement à s'approprier le logement que l'on se voit imposé, c'est aussi s'approprier l'espace urbain en son entier, et précisément via la participation à la vie de la cité.

Implicitement, participation à une vie collective et appropriation d'un espace commun ne deviennent dès lors possibles que par une combinaison de pratiques entremêlant des arrêts –des temps de station- et de la mobilité. Dans ce que l'on peut voir comme le produit d'un échange avec H. Lefebvre, G.-H. De Radkowski écrit en 1966 une *Anthropologie de l'habiter*[1] en insistant sur l'idée novatrice qu'habiter correspond en fait à participer à un espace de communicabilité : habiter, c'est finalement circuler et « l'intensité de cet habiter est une fonction de plus ou moins parfaite intégration à lui » (1966 : 20). G.-H. De Radkowski développe sa pensée autour de la complémentarité entre deux types d'habitat[2] : l'habitat serait en effet le terme constitutif du rapport sujet(s)/lieu, rapport où la nature du second terme est fonction du premier, soit que celui-ci signifie une collectivité ethnique ou un/des individus. Dans le premier cas, le rapport donne comme second terme l'habitat-oekoumène, c'est-à-dire l'étendue « vitale » dont provient l'existence du groupe (économiquement, affectivement, mythiquement, etc.) ; dans le second cas, le rapport donne habitat-résidence, espace dont l'homme provient socialement en tant que personne (1966 : 17). Ces deux types d'habitat sont constamment en relation, mais ces dernières prennent des formes différentes selon qu'on raisonne à partir d'un groupe sédentaire ou nomade : chez les premiers, l'habitat-résidence est localisé dans l'habitat-oekoumène, ce qui implique la coexistence du mouvement rayonnant et du mouvement cyclique, et la coexistence de l'espace (construit, relationnel, synchronique) avec l'étendue ; chez les seconds, l'habitat-

[1] Comme l'explique A. Berque dans la préface de l'ouvrage, H. Lefebvre appréciait beaucoup G.-H. De Radkowski. L'un des textes de ce recueil fut précisément l'origine de leur rencontre en 1964.

[2] L'habitat chez G.-H. De Radkowski n'est pas considéré comme une chose, ce que serait plutôt à ses yeux l'habitation. Ainsi le sens de l'habitat de G.-H. De Radkowski, s'il nuance les critiques de H. Lefebvre à l'égard du terme, rejoint le sens de l'habitation chez M. Heidegger.

oekoumène est situé par rapport à l'habitat-résidence, le mouvement cyclique disparaît et l'étendue se spatialise (mesures, représentations, routes, etc.). Mais dans les deux cas, G.-H. De Radkowski interprète « l'espace habitable » -composé par ces deux types d'habitat complémentaires et antinomiques- comme représentant une structure « en résille » (1966 : 20), un espace-réseau animé de mobilités et de circulations. Il réussit ainsi à démontrer que l'habiter revient à assurer une présence (celle de l'individu ou du groupe), par l'enchevêtrement entre des temps et des lieux de station, et d'autres de circulation.

G.-H. De Radkowski sait au final réunir habilement les dimensions individuelle et collective de l'habiter, renvoyant à la fois à l'approche phénoménologique centrée sur l'individu et à une lecture plus sociale, prenant l'individu au sein d'un groupe. Mais il impose aussi l'idée que la mobilité, au même titre que le fait même d'être présent et immobile en un lieu, est pleinement constitutive de l'habiter.

On peut donc s'inspirer de ces référents théoriques pour critiquer la réduction de l'habiter à « l'occupation d'une demeure » -et donc des modes d'habiter aux manières d'occuper cette demeure (par exemple au regard de logiques patrimoniales, de la composition familiale, des aménagements de l'espace intérieur ou de l'agencement des objets). Mais cette critique s'appuie aussi sur le fait que la confusion habiter/résider pose un problème théorique. Cette confusion dissimule et distille implicitement une façon normative d'habiter : habiter nécessiterait une demeure, sous-entendu de préférence fixe, stable, unique et solide. Cette définition écarte ainsi tous les groupes ne respectant pas ces conditions, que ce soit par choix (dans le cas de groupes nomades ou circulants, ou d'individus pratiquant la pluri-résidence) ou par contrainte (par exemple certains individus sans-domicile fixe) ; dans ce sens, elle tombe dans le double piège de l'ethnocentrisme et de l'élitisme.

En outre, cette confusion semble poser comme postulat la prédominance, pour chaque individu, de la résidence sur tout autre lieu de la vie quotidienne. Or, encore une fois, cette domination mérite d'être prouvée : si l'on ne remet pas en cause le rôle pivot que peut jouer le logement dans la vie de tout individu, tout comme on ne discute pas la nécessité de considérer son accès et son occupation comme des droits, il n'est toutefois pas évident que les investissements temporels, affectifs, symboliques ou même économiques, les plus significatifs, soient tous concentrés pour tout être humain en un lieu unique. De nombreux travaux déjà anciens confirment en effet la remise en cause du lieu de résidence comme unique point de référence de l'individu (Chevalier, 1974 ; Courgeau, 1976 ; Frémont *et al*., 1984).

Ainsi, le (ou les) lieu(x) de résidence et les investissements qui le (les) marquent et le (les) produisent ne peuvent se penser entièrement, totalement, par la négation des autres lieux pratiqués et aussi saisis, quotidiennement ou de manière plus épisodique, par les personnes. Comprendre « la » résidence revient inévitablement à en sortir et à en explorer les espaces complémentaires qui la prolongent et qui lui sont articulés. A l'inverse, bien appréhender la pratique de ces derniers par un individu, nécessite une connaissance de sa situation résidentielle. Pour ces raisons, on peut suivre M. Roncayolo quand il déclare qu'habiter, au fond, fait référence à toutes les activités humaines (1990).

1.1.2. Penser une pluralité de lieux reliés entre eux

Prendre en compte l'habiter implique donc une approche syncrétique des lieux pratiqués par les individus, c'est-à-dire que l'on considère que ces lieux ne sont pas saisis et produits par les individus, indépendamment les uns des autres, mais qu'ils se situent au contraire au sein d'un système de lieux, soutenant des valeurs, des pratiques, des usages, des projets différentiels, complémentaires, voire parfois contradictoires.

Cette appréhension globale de la pratique de différents lieux ne représente pas, d'un point de vue purement conceptuel, une tentative inédite. On peut en effet trouver plusieurs concepts développés aussi bien par des géographes, des démographes ou des sociologues qui « participent d'une volonté de mieux prendre en compte le caractère multiple de la localisation de l'individu dans l'espace et la circulation entre les différents lieux avec lesquels il est en rapport par l'intermédiaire de ses activités et des personnes apparentées ou connues qui y habitent » (Dureau, 2002 : 358). Il s'agit donc de remettre en cause le lieu de résidence comme unique point de référence de l'individu. C'est avec l'apparition en géographie sociale du concept d'espace de vie qu'on trouve la remise en cause la plus ancienne. L'espace de vie (Chevalier, 1974), en tant qu'espace concret du quotidien (Frémont *et al.*, 1984) se confond pour chaque individu avec l'aire de ses pratiques spatiales (Di Méo, 1998). Ce concept a été rapidement associé par les mêmes auteurs à ceux d'espace social et d'espace vécu. L'espace social, pour les géographes, correspond à l'imbrication des lieux et des rapports sociaux qui leur sont associés (Di Méo, 2000), ce que A. Frémont appelle « l'ensemble des interrelations sociales spatialisées » (1984). L'espace vécu, quant à lui, « reconstruit l'espace concret des habitudes et le dépasse au gré des images, des idées, des souvenirs et des rêves de chacun » (Di Méo, 1998 : 30) : il recoupe ainsi trois dimensions, à savoir l'ensemble des lieux fréquentés par l'individu (l'espace de vie), les interrelations sociales qui s'y nouent (l'espace social), les valeurs psychologiques qui y sont projetées et perçues (Frémont *et al.*, 1984), mais agrège aussi l'imaginaire spatial que nourrissent les noms de pays et de lieux, sans rapport obligé avec leur pratique réelle.

La remise en cause de la focalisation sur la résidence unique a été fortement relayée avec des recherches effectuées sur les migrations en Afrique et en Amérique du sud ou sur la ville africaine (Dureau, 2002). Parmi les concepts et notions élaborés dans ce mouvement, on trouve par exemple la notion de « système résidentiel » pour rendre compte, au départ, des pratiques spatiales de familles géographiquement éclatées (Gibbal *et al.*, 1981 ; Le Bris, 1981a ; Le Bris *et al.*, 1985)[1].

Ces concepts ont aujourd'hui connu plusieurs prolongements théoriques. Les espaces de vie, social et vécu ont par exemple permis aux géographes, dans le croisement des influences disciplinaires, d'élaborer une conceptualisation poussée de la notion de territoire (Di Méo, 1991, 1998). Les démographes et sociologues ont quant à eux récemment développé, à partir des apports de ces mêmes concepts et des données issues de l'enquête *Biographie et entourage* collectées par l'INED en 2001, la notion d'espaces de référence qui comprend l'espace d'origine des individus, espace de la mémoire, qui répond à la définition de « l'espace d'où l'on vient », l'espace fondateur, constitué d'une succession de résidences, dans laquelle s'est effectuée la socialisation des individus et l'espace actuel correspondant à l'espace de vie et constitué de lieux de natures diverses en raison de leur fonction (résidence, activités professionnelles), leur fréquentation (lieux de vacances) ou les attaches qu'ils concrétisent (lieux de résidence des personnes de l'entourage) (Lelièvre, Robette, 2005 : 3).

Le concept de « système résidentiel » apparaît quant à lui utilisé d'une manière plus extensive qu'à son origine, pour « analyser les pratiques plurilocales des populations, appréhender globalement les mobilités qui les sous-tendent, comprendre les logiques familiales des pratiques spatiales des individus et des ménages, tout en restituant la dimension sociale de l'espace »

[1] « En outre, pour des raisons liées à la situation urbaine et au processus d'urbanisation, ces groupes familiaux éclatent généralement en plusieurs unités de résidence dans le même quartier, parfois dans des quartiers différents ou bien même à la campagne. Nous avons donc préféré avancer la notion de *système résidentiel* qui nous paraît une catégorie beaucoup plus pertinente que celle d'unité d'habitation (concession ou logement), utilisée dans les enquêtes démographiques et sociologiques » (Gibbal *et al.*, 1981 : 14).

(Dureau, 2002 : 378). Dès lors, à travers une telle notion, « l'analyse des pratiques résidentielles se déplace du logement vers l'accès aux ressources urbaines localisées : celles correspondant à l'environnement naturel offert par le site, celles produites par les acteurs politiques et économiques intervenant sur la ville et celles construites par les pratiques sociales des habitants » (Dureau, 2002 : 379). Le « système résidentiel » serait ainsi un des rares concepts qui permette d'identifier des pratiques spatiales dites « intermédiaires », c'est-à-dire qui se situent « *entre* la mobilité quotidienne et la mobilité résidentielle » (Lévy J.-P., Dureau, 2002 : 295). C'est selon cette perspective qu'on peut enfin évoquer le concept de « rapport résidentiel » récemment proposé par des chercheurs travaillant sur les centres anciens et issu de l'enquête *Rapports résidentiels et contextes urbains* (Authier *et al*., 1999). Le concept renvoie aux formes d'appropriation et aux types de représentation du logement, mais aussi de l'immeuble, du quartier, de la ville, que les individus composant un ménage produisent à un moment donné de leur itinéraire (Authier *et al.*, 2001) : « ces rapports sont des constructions sociales déterminées par les autres types de rapports sociaux des ménages, et par la configuration de leurs contextes d'habitat actuels. Ils sont également le produit de la succession des rapports résidentiels des ménages aux lieux antérieurement habités, et aussi de leurs projets résidentiels » (2001 : 4).

Ces divers concepts soulignent tous l'importance de considérer la multiplicité des localisations auxquelles se réfèrent les individus. Replacer la notion d'habiter au sein de ce champ conceptuel est nécessaire pour tenter d'en dégager le potentiel théorique. Que révèle en effet de plus la notion de l'habiter par rapport à ces concepts pourtant éprouvés ?

1.1.3. L'habiter, au croisement des pratiques et des représentations des lieux

Au-delà des références philosophiques précédemment citées, plusieurs réflexions issues de la géographie phénoménologique et humaniste et impliquant des auteurs aussi variés que E. Dardel, l'américain Yi-Fu Tuan, ou plus récemment A. Berque (2000), ont permis de spécifier le terme « habiter » et de lui conférer une véritable place dans une théorie géographique : l'habiter est appréhendé *in fine* dans ces travaux comme « la spatialité typique des acteurs » et se définit par une « forte interactivité entre ceux-ci et l'espace dans lequel ils évoluent ». Ainsi « la notion donne la part belle au rôle de l'individu, du langage, des réalités idéelles –et reprend ainsi des acquis du courant phénoménologique ; mais on n'oubliera pas que rien dans l'espace et la spatialité n'échappe à la société et à l'historicité –ce qu'une certaine analyse structurale nous a enseigné » (Lévy J., Lussault, 2003b : 441-442). Dans le prolongement de cette acception, l'habiter peut dès lors être pensé comme synthèse des expériences des lieux (dont ceux du/des logement(s)) passés ; des envies de lieux à venir ; et des besoins d'appropriation des lieux présents par une connaissance et des représentations de l'espace. Cette synthèse s'exprime par la combinaison de différents registres de pratiques spatio-temporelles, articulée à un écheveau de significations, et inscrite au sein de champs de contraintes structurelles pluriels.

Cette compréhension du terme défie la place faite au(x) logement(s) dans la plupart des concepts pré-cités. En effet, quand le logement n'en est pas l'entrée principale, il en reste souvent le prisme sous jacent. Grâce à l'habiter, les lieux, dans toute leur diversité, peuvent être placés sur le même niveau heuristique. C'est en substance ce qu'exprime M. Stock quand il explique que l'habiter définit les manières dont les individus habitent un ensemble de lieux mis en réseau, soit « une manière de synthétiser un ensemble de pratiques (*et je rajouterais d'usages*) des lieux » (Stock, 2004 : 7), quels que soient ces lieux. Du coup, l'habiter implique de porter une attention à chaque lieu sans *a priori*. Il attribue notamment une réelle importance à tous les espaces ordinaires, intermédiaires du quotidien, pouvant apparaître au premier regard sans qualité ou fonctionnalité claires (les espaces collectifs publics - la rue, la place, etc. - ou privés - le café, le centre commercial, etc.). Postuler, d'un point de vue théorique et heuristique, l'absence de hiérarchie entre les lieux, ne remet cependant en cause ni ce principe fondamental

de l'organisation spatiale, ni le fait que les individus eux-mêmes hiérarchisent par leurs pratiques et leurs représentations les lieux entre eux ; et encore moins celui de devoir intégrer cette hiérarchie dans l'analyse. Il s'agit justement de faire l'hypothèse que dans le processus de hiérarchisation des lieux par les acteurs eux-mêmes, le/les lieu(x) de résidence ne sont pas forcément, *pour tous*, le/les lieu(x) les plus fondamentaux de leur existence.

Une telle posture conduit aussi implicitement à considérer sur le même plan la mobilité de l'individu et sa station en un lieu (comprise comme fait d'être présent en un lieu). Cet implicite amène à son tour deux précisions.

Primo, cela sous-tend de savoir appréhender de manière articulée différents registres de mobilité spatiale : mobilités résidentielles et mobilités quotidiennes sont pensées conjointement, en tant que renvoyant à des logiques de pratiques et d'actions complémentaires. Cette articulation au niveau spatial renvoie aussi à une articulation de différentes temporalités individuelles : les pratiques du quotidien (relevant d'une certaine transversalité ; inscrites dans l'immédiat de l'instant) interagissent en permanence avec d'un côté l'expérience acquise de l'individu, et de l'autre, ses projets, qu'ils soient exprimés en termes résidentiels ou non (dimension longitudinale). L'ensemble <expérience-pratiques quotidiennes-projets> forme un système qui à son tour se déplace et évolue dans le temps : la pratique quotidienne à un temps *t*, expression d'un projet à un temps *t-1*, participe à produire de l'expérience à un temps *t+1*, et ainsi de suite.

Secundo, à travers cette lecture, l'habiter permet non seulement d'informer sur les pratiques des individus et sur la manière dont ces derniers organisent (choisissent ?[1]) un ensemble reliés de lieux, mais il conduit aussi à questionner avec plus d'acuité les lieux eux-mêmes et les manières dont ils sont produits. Par exemple, chacun des espaces ordinaires cités plus haut peut être investi et pratiqué différemment selon les individus ou selon des temporalités propres : dans la synchronie, un même espace peut être plusieurs lieux en fonction des individus coprésents, des interactions et des spatialités induites ; dans la diachronie, un même espace peut être plusieurs lieux par l'enchaînement des séquences de fréquentation, d'interactions et d'usages. L'habiter conduit donc à interroger en quoi les pratiques et les usages des individus produisent les lieux ou donnent « une qualité aux lieux par la présence et les manières de faire qui constituent l'espace » (Stock, 2004 : 8). Or, cette analyse n'échappe pas à l'obligation de prendre en compte le sens de ces pratiques qui est intimement dépendant des significations que les individus attachent aux lieux. La notion d'habiter articule de manière affirmée les pratiques des lieux à leurs significations, c'est-à-dire aux valeurs, aux symboles que les individus associent aux lieux. Cette posture enjoint de questionner les représentations et donc les discours des individus. En conséquence, si l'on file le raisonnement, l'habiter, par ce travail sur les significations et les représentations, permet d'évaluer aussi la non-pratique de certains lieux, ou pour le dire autrement, l'évitement pris comme pratique à part entière, liée à un ensemble de représentations.

1.2. Savoir habiter et pouvoir habiter

Dans cette définition, la question centrale n'est donc plus simplement de savoir qui habite[2] – puisque chaque être humain habite en définitive un ensemble de lieux quel qu'il soit - mais

[1] M. Stock explique en effet que l'enjeu d'associer le terme de « pratique » à celui de « lieu » plutôt qu'au qualificatif de « spatial », est de découvrir dans quelle mesure le choix des lieux est autonome pour une pratique, ou induite par la qualité du lieu (2004 : 4).

[2] Cela reste bien entendu important, notamment à travers la question du marquage social des lieux.

plutôt comment chacun habite (le savoir habiter) et pourquoi chacun habite ainsi (le pouvoir habiter)[1] ?

L'enjeu de penser l'habiter n'est pas uniquement de mettre en exergue la forme spatiale d'un ensemble de lieux agencés et combinés, un réseau de lieux pratiqués ou évités volontairement. Il s'agit aussi de bien considérer l'habiter comme mettant en jeu des compétences, des ressources (sociales, spatiales, économiques, culturelles), du savoir, de la connaissance, de l'expérience, mais aussi des valeurs et des significations ; autant d'éléments propres à chaque individu au sein d'une société et que la pratique ou le discours concrétisent. En retour, si l'habiter provient de l'expérience, par cette pratique ou ce discours, il devient en soi une expérience, une expérience en construction, une expérience pour soi, mais aussi pour les autres. Habiter a en effet des incidences qui ne se limitent pas à l'individu, mais qui atteignent, à travers les interactions et les marquages qu'il produit, à la fois le social et le spatial.

L'habiter, au-delà des ensembles de lieux qu'il forme et anime, s'exprime donc différemment d'un individu à l'autre, malgré l'existence de congruences, de régularités. Chacun habite différemment un ensemble propre de lieux (le savoir habiter). Si l'intérêt est de comprendre cette différentiation accrue des modes d'habiter, de pratiques des lieux, il est aussi fondamental de travailler sur les lieux et les temps de rencontre, de coprésence, voire d'interrelations entre des individus acteurs de modes d'habiter différenciés, et d'en saisir les logiques interactionnelles. Dès lors, penser la différence des modes d'habiter en terme de compétences, de valeurs, d'actes et d'expériences, soulève la question de la frontière parfois ténue entre différence et inégalité (le pouvoir habiter). Tout lieu n'est pas accessible à chacun, et les barrières économiques, sociales ou symboliques sont nombreuses dans la prise en compte par l'individu de ses possibilités de pratique et de mobilité. Les individus ne sont pas en situation d'égalité en termes de potentialités d'initiative, de choix stratégiques à l'échelle de la vie individuelle et d'action. Interroger l'habiter revient donc à prendre aussi en considération, sans jugements de valeur, le mal habiter ou les conditions de l'inhabitable.

1.2.1. On peut habiter sans être (trop) mobile

Tantôt reflets de la différence, tantôt stigmates d'une inégalité, les multiples combinaisons possibles entre mobilités et stations nourrissent le questionnement sur le savoir habiter (comment les individus habitent ?) mais aussi sur le pouvoir habiter (selon quelles motivations, compétences et capacités d'action les individus organisent-ils leur habiter ?).

Cela étant dit, dans un contexte où l'accent est mis sur la généralisation, la multiplication, l'accélération et la diversification des mobilités des individus, il ne faudrait pas trop indexer l'habiter sur la nécessité d'être mobile et sur un jugement de la « qualité » de la mobilité (en termes d'échelles spatiales, de modes de transport, de vitesses, de rythmes, etc.). Si habiter n'est pas résider, doit-on pour autant maintenant l'assimiler au seul être mobile ? Comme le rappelle M. Lussault, « on ne doit pas négliger, au demeurant, de réfléchir à l'intérêt pour la lenteur et la sédentarité, la halte, le repos, qui peuvent se manifester dans certaines situations culturelles et qui dénotent une remise en question, ou à tout le moins, une non adhésion aux valeurs dominantes des sociétés mondialisées qui confèrent à la mobilité et à ses vitesses une place essentielle » (2004 : 115).

[1] Je propose les notions de savoir habiter et pouvoir habiter par analogie avec le savoir faire et le pouvoir faire des individus, appréhendés entre autres par E. Ma Mung dans sa réflexion sur le paradigme de l'autonomie de l'individu (1999), et dans le prolongement de réflexions menées dans le champ des migrations internationales. De manière schématique, le savoir faire renvoie à la manière dont les individus agissent ; le pouvoir faire correspond à leur capacités d'initiative et donc aux raisons de leurs actions.

Un mode d'habiter fondé sur la sédentarité, sur le choix de « rester plutôt que de bouger » ne peut se réduire à un « mode d'habiter mono-topique », pour reprendre la terminologie de M. Stock, c'est-à-dire où toutes les pratiques s'effectuent dans le même lieu, par opposition à « un mode d'habiter poly-topique », qui définirait les sociétés à individus mobiles, dans lequel chaque pratique s'effectue dans un lieu différent (2004 : 4). Même si l'auteur précise que cette proposition conceptuelle renvoie à une vision idéale jamais réalisée, elle révèle un *a priori* qui associe au « toujours plus de mobilité » une diversité accrue des lieux pratiqués. Cette présupposition ne doit pas faire oublier la complexité des pratiques et la diversité des lieux qui peuvent composer les modes d'habiter d'individus dits « sédentaires ». Un individu peut être considéré comme sédentaire à l'échelle d'une ville, ne jamais la quitter, mais être mobile à l'intérieur de celle-ci et savoir jouer sur la complémentarité perçue des lieux ou avec le désir de changement (en termes résidentiels notamment). Autre exemple, un individu peut être sédentaire du point de vue de son logement, ne jamais avoir changé de lieu de résidence, mais avoir réajusté en permanence certaines de ses pratiques quotidiennes et réévalué la fréquentation de ses lieux, en fonction du mouvement même des territoires urbains. La sédentarité, quelle qu'elle soit, renvoie à une valeur culturelle ou à un mode de vie qui n'a jamais été dissociée entièrement de l'idée même de mobilité ; pour une question de survie de l'individu ou du groupe, elle ne peut être assimilée à de l'immobilisme. Du coup, il ne faudrait pas considérer les individus « peu mobiles » (d'un point de vue résidentiel et/ou quotidien, des activités professionnelles etc.) comme des victimes du mal habiter, ou pire, les représentants d'une mauvaise manière d'habiter. C'est finalement à partir du discours des personnes, de l'analyse des ressentiments, manques, plaintes, et des injustices ressenties, de l'observation des pratiques d'évitement et de la prise en compte du niveau des inégalités « objectives » qu'on pourra retrouver le caractère profondément inégalitaire de l'habiter.

1.2.2. Habiter, une question d'habitudes ?

Par ailleurs, il apparaît discutable de considérer qu'un individu habite le lieu qu'il pratique pour la première fois de sa vie. Comme le propose A.-F. Hoyaux, l'habiter renvoie en fait à un procès d'appropriation, mais qui nécessite une certaine sédimentation qui donne sens (2003). On ne doit pas en effet négliger l'importance de l'habitude dans la production de cette sédimentation. L'habiter ne peut être délié de l'habitude. Dans cette acception, l'habitude qualifie davantage les relations qui se tissent dans la durée ou la répétition entre un individu et un lieu particulier plutôt que l'aptitude de l'individu à reproduire « mécaniquement » un acte (selon ses origines socio-culturelles, ses représentations, son expérience) indépendamment de son attachement au lieu, ou de l'inscription du lieu au sein d'un contexte. Elle donne ainsi une importance à l'historicité du rapport (pratique, affectif) entre l'individu et le lieu, mais aussi au(x) contexte(s) dans le(s)quel(s) est produit ce rapport. J'opte donc pour une lecture dynamique de l'habitude, à la fois au niveau de sa mise en place et de son devenir. Je m'émancipe ainsi partiellement d'une lecture de la théorie de P. Bourdieu qui rapproche implicitement les termes habiter, habitude et habitus : l'habitude n'est pas, à mon sens, simplement liée à la mise en pratique de dispositions précocement acquises, d'habitus, étroitement dépendants des conditions matérielles et sociales de leur engendrement. En outre, constitutive du savoir habiter, l'habitude ne doit pas être appréhendée comme une « structure » qui limiterait une fois produite le pouvoir habiter de l'individu et figerait l'action. Les habitudes ne sont pas en effet des essences transmissibles, mais plutôt des réponses face à des situations, des ajustements qui fluctuent, changent, s'adaptent ou se rompent, en fonction de l'expérience de l'individu, de son évolution, et/ou des changements de contexte. Sur ce point, le texte de F. Ravaisson, *De l'habitude*, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 1838, offre des réflexions philosophiques qui vont dans ce sens : « L'habitude, dans le sens le plus étendu, est la manière d'être générale et permanente, l'état d'une existence considérée, soit dans l'ensemble de ses

éléments, soit dans la succession de ses époques. L'habitude acquise est celle qui est la conséquence d'un changement. Mais ce qu'on entend spécialement par *l'habitude*, ce n'est pas seulement l'habitude acquise, mais l'habitude contractée, par suite d'un changement, à l'égard de ce changement même qui lui a donné naissance. Or, si l'habitude, une fois acquise est une manière d'être générale, permanente, et si le changement est passager, l'habitude subsiste au-delà du changement dont elle est le résultat. En outre, si elle ne se rapporte, en tant qu'elle est une habitude, et pas son essence même, qu'au changement qui l'a engendrée, l'habitude subsiste pour un changement qui n'est plus et qui n'est pas encore, pour un changement possible ; c'est là le signe même auquel elle doit être reconnue. Ce n'est donc pas seulement un état, mais une disposition, une vertu (...) engendrée dans un être par la continuité ou la répétition de ce même changement » (1838 (1997) : 29-31). Ce long passage met en lumière la contradiction intrinsèque de l'habitude qui réunit sous un même mot la permanence et le changement. L'habitude n'existe qu'en relation au changement qui la produit, elle se contracte ; elle crée, suite à ce changement, une manière d'être amenée à se perpétuer. Mais cette permanence dans l'être, support d'une continuité dans l'existence reste fragile et ne peut être qu'éphémère : car l'habitude reste « par essence » tributaire du changement. C'est en ce sens que l'auteur préfère finalement la qualifier de disposition, plutôt que d'état. L'habitude, même si elle crée de la permanence et de la continuité, ne se fige pas, mais réagit au changement en cours, ou se prépare au changement possible, celui « qui n'est pas encore ».

Je restreins donc par ce prisme le sens de la notion d'habiter et différencie du même coup l'habiter du vivre : l'habiter permet de synthétiser des manières de pratiquer, d'investir, de vivre les lieux géographiques selon certaines habitudes associées à ces lieux. Habiter un lieu n'émerge pas d'un rapport immédiat, d'une « première rencontre » entre l'individu et le lieu, mais nécessite au contraire du temps, une certaine durée, une répétitivité. La dimension multi-topique de l'habiter reste donc centrale, mais doit être nuancée.

1.2.3. L'habiter comme choix

Parler d'habitude à propos de l'habiter, selon une conception dynamique, participe donc de manière générale à la réflexion sur le paradigme de l'autonomie de l'individu (Ma Mung, 1999) et de façon plus focalisée à l'appréhension de « ce qui fait continuité » dans des anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain. Cela n'est donc pas antagonique au fait de poser le terme de choix comme consubstantiel de l'habiter. La question du « choix » a par exemple été récemment posée par les chercheurs travaillant sur le logement et l'habitat. Pour D. Arbonville et J. Brun, « les choix résidentiels sont des actes complexes. Ils reposent sur la prise en compte par l'agent concerné –qu'il soit un individu isolé, un couple ou un groupe familial-, de toute une série de facteurs qui vont définir un ensemble de stratégies possibles dans les limites des ressources disponibles » (2002 : 70)[1]. D'un point de vue plus général, F. Boyer rappelle que « l'introduction de la notion de choix permet de dépasser la vision classique de populations contraintes à la passivité et à l'attente » (2005 : 46). Les individus, même avec des marges de manœuvre limitées, ont en effet la capacité de choisir l'agencement des lieux qu'ils souhaitent pratiquer et leur investissement en terme de significations. L'habiter comme choix permet donc d'aménager certaines « conditions extérieures » (par exemple celles liées à des conditions d'habitat difficiles, à une situation résidentielle fragile) et de s'extraire de contraintes pour réaliser des projets. Par l'habiter, s'il le décide et le choisit, l'individu peut déployer une action

[1] S'est tenu à Lyon les 5 et 6 décembre 2005, un colloque intitulé *Les choix résidentiels*, organisé dans le cadre des 18e entretiens du Centre Jacques Cartier (INED, Groupe de Recherche sur la Socialisation (GRS), GIS Socio économie de l'habitat, UMR LOUEST). Les communications sont disponibles à l'adresse Internet du GRS : http://recherche.univ-lyon2.fr/grs/.

sur son espace quotidien, et détourner certains obstacles en ressources selon ses attentes et ses objectifs.

Pour autant, rappeler l'importance du choix et de l'existence d'un champ des possibles pour tout individu, ne doit pas faire croire en une posture théorique trop naïve. Dans l'idée « d'aménagement des contraintes extérieures », constitutive du paradigme de l'autonomie et de ma lecture de l'habiter, les « contraintes extérieures » ne disparaissent jamais complètement (le terme reste !). Dès lors, comme cela a déjà été survolé plus haut, la question du choix est immanquablement indexée à celle de l'inégalité des individus face au choix. L'individu, s'il sait/peut faire de la contrainte un « principe actif » (Boyer, 2005 : 43), en tentant de la détourner, de la subvertir ou de s'en servir d'une manière ou d'une autre, ne le fera jamais totalement à l'identique de son voisin, marqué par une expérience propre et des ressources autres. Cette inégalité face au choix est parfois subtile, minimale, infime, parfois saillante et brutale. La privatisation et la fermeture de certains lieux à des pans entiers de la population, les mécanismes de contrôles sécuritaires ou sociaux mis en place, la sélection de l'accès à certains lieux par le potentiel économique de l'individu ou par le niveau de connaissances sont autant de contraintes extérieures solides et potentielles qui peuvent limiter à un moment ou à un autre, l'action et le choix des individus. L'intériorisation de ces contraintes conduit de fait à l'auto-censure, à un processus que M. Foucault nomme gouvernement de soi (intériorisation du non-choix), ou au choix du non-choix.

L'ensemble de ces rappels et précisions situe le sens de l'habiter adopté dans cette recherche. Il le replace parmi des débats théoriques en cours en sciences sociales, tout en évitant le piège d'une acception trop large qui risquerait de coûter à la démonstration et de remettre en cause la pertinence même de la notion.

Ces positionnements ne révèlent pas seulement un pur enjeu théorique. Ils ont d'abord des incidences plus concrètes en matière d'observation, de collecte de données et de production de connaissance. Décider de ne pas focaliser l'observation sur le logement–assimiler l'habiter au résider- ou sur les conditions et les formes de mobilités des individus –l'habiter et le être mobile- nécessite d'imaginer une démarche et des outils méthodologiques permettant d'appréhender globalement les lieux pratiqués et reliés par les individus, la combinaison de différents registres de mobilités spatiales (résidentielles, quotidiennes), l'agencement temporel entre stations et mouvements. Cela suppose aussi une observation conjointe des pratiques des individus (un système de lieux) et des lieux pratiqués (produits par des croisements ou des évitements de pratiques individuelles). Enfin, c'est porter une attention particulière aux mots employés par les individus, à leurs discours, et donc aux représentations, parfois fragmentées, qu'ils se font des lieux qu'ils pratiquent.

Mais les ajustements théoriques, ainsi que les postures méthodologiques sous-jacentes, ne prennent véritablement sens qu'au regard de la problématique de la recherche. Je ne questionne pas ici l'habiter « total » des habitants des anciens quartiers ouvriers. En m'intéressant aux changements de ces anciens quartiers, j'oriente au contraire mon observation sur une fraction privilégiée de cet habiter. Comment, dans des contextes de renouvellement urbain, de production de nouveaux espaces par l'action politico-économique et la reconfiguration des structures urbaines, un espace cristallisant un certain nombre d'habitudes en termes de pratiques et de perception reste, devient ou redevient, un lieu « habité », par des individus et des groupes ? Selon quelles modalités les individus intègrent ou réintègrent un lieu dans leur espace de pratiques et leur expérience géographique et sociale ? Comment se recomposent les habitudes d'habiter dans de tels contextes ? En quoi l'intégration ou la réintégration, différentielle selon les individus, d'un espace dans leur habiter, contribue à faire de cet espace

un lieu ? En d'autres termes, en quoi des habitudes qui changent (concernant des pratiques) produisent en retour du changement (des lieux)?

Le recours à une seconde notion, celle de résistance, offre dans cet écheveau d'interrogations, de nouvelles pistes de réflexion.

2. Résister en habitant : de la résistance des habitants au quotidien

Utiliser la notion de résistance en géographie n'est pas anodin. Ce choix provient d'une curiosité scientifique qui mêle à la fois des détours théoriques, des postures épistémologiques et des intuitions empiriques. Mais il illustre aussi le fait qu'une recherche n'est jamais totalement déliée du contexte social et culturel qui l'entoure, comme elle ne peut se dissocier du parcours plus personnel, de réflexions plus générales, de préoccupations souvent non scientifiques du chercheur qui la conduit. D. Bertaux fait à ce titre l'hypothèse qu'à la source des notions proposées, construites par les chercheurs, il y a une expérience humaine « d'abord vécue, puis réfléchie ; soit personnelle, soit toute proche » (Bertaux, 1980 : 220). Il importe en effet de bien prendre conscience des différentes influences qui motivent le choix d'une notion pour en situer le potentiel scientifique et de permettre d'en mesurer les effets sur la conduite de la recherche.

Le terme de résistance n'est pas une invention ou une création notionnelle *ex nihilo*. Ce terme existe, circule dans le temps ; il possède et fait des histoires. Il ne laisse quiconque indifférent, et sert, par là, de pivot à l'expérience de chacun. Chaque individu, chaque société, se positionnent un jour ou l'autre face à ce terme, pour se construire, pour avancer ou reculer, ou simplement pour changer. Comment occulter, quand on parle de résistance, son sens Historique, avec un grand « H », celui de la Résistance avec un grand « R » ? Ou bien son sens commun (et politique) qui la place au cœur du changement social global, au centre des enjeux des mouvements sociaux ?

La résistance n'est donc pas une notion neutre. Elle véhicule au contraire une pléthore de significations qui dépendent des univers sociaux qui la portent, ou bien des disciplines scientifiques qui la promeuvent. On la retrouve par exemple appliquée à des domaines aussi différents que celui des sciences physiques et de l'électricité, de la psychanalyse, sous la plume de S. Freud, J. Lacan, ou J. Derrida, ou encore de la philosophie critique, avec entre autres G. Deleuze, M. Foucault, F. Proust, A. Negri, A. Badiou ou encore D. Bensaïd.

L'absence de neutralité et la charge sémantique peuvent dès lors représenter une réelle contrainte théorique. Choisir de la prendre en considération au sein d'une démarche scientifique mérite donc d'en préciser la compréhension et les contours, en s'inspirant de manière critique de la pensée d'auteurs dont les traditions intellectuelles sont multiples, tout comme de l'expérience de terrain. Ces précisions sont importantes pour éviter tout malentendu sur le choix de cette notion, la délester d'une charge partisane trop lourde, mais aussi par la suite pour mieux justifier les choix méthodologiques entrepris. Bien entendu, ce choix et l'acception qui en découlent ne sont ni figés, ni amenés à prendre place dans le panthéon de la théorie sociale. Je me garde de toute prétention théorique sur ce point. Mais ils permettent, plus modestement, de proposer un ensemble d'hypothèses interprétatives que je souhaite, dans le cadre de cette étude, démontrer comme opérantes.

2.1. La dimension spatiale de la résistance

C'est de la géographie anglo-saxonne que provient l'effort récent le plus marquant de synthèse, de conceptualisation et d'application du terme de résistance à la discipline géographique.

L'ouvrage *Geographies of resistance* dirigé en 1997 par S. Pile et M. Keith, suivi de *Entanglements of power. Geographies of domination/resistance* publié en 2000 par J.-P. Sharp, P. Routledge, C. Philo et R. Paddison représentent deux jalons importants et complémentaires de l'intérêt porté aux dimensions spatiales de la résistance[1].

Pour ces auteurs, deux ensembles de travaux ont peu ou prou guidé la prise en compte par la géographie de la notion de résistance. La première « tradition » recouvre la résistance en termes de mouvements sociaux. Elle se scande en deux branches théoriques : l'une porte sur l'étude des ressources mobilisées pour mener à bien l'action collective (étude des stratégies, des objectifs avoués, de l'organisation, des leaders), l'autre traite davantage des processus de création d'identités, de solidarités et d'enjeux sociaux communs qui motivent l'organisation d'une résistance collective. A côté des théories sur les mouvements sociaux, d'autres travaux postulent au contraire que toute action, aussi insignifiante soit-elle, possède une potentialité de résistance. On trouve par exemple ici les travaux développés dans le cadre des *subaltern studies*, autour de la revue éponyme dirigée par l'historien bengali R. Guha (Pouchepadass, 2000) et qui postulent l'existence, dans un contexte colonial, d'une autonomie des groupes colonisés et dominés s'exprimant via une résistance à la fois ouverte et couverte, au pouvoir colonial et à l'ordre établi. Dans la lignée de cette littérature, certains auteurs interrogent les expressions culturelles de la résistance et les transgressions produites par certains rituels, comportements ou modes de vie quotidiens (Hall, Jefferson, 1976 ; Jackson, 1989 ; Said, 1993). Certains de ces travaux s'inspirent d'un marxisme critique porté par les idées de Gramsci, notamment sur la possibilité d'émergence et de développement d'une culture populaire, indépendante de la culture dominante. Pour Gramsci, l'hégémonie de la classe dominante dans les sociétés capitalistes, mise en œuvre par l'Etat (Macciochi, 1974), n'est jamais complètement achevée, parce qu'elle est toujours contestée par les classes subordonnées. Leur résistance n'est pas toujours déclarée, visible, mais est plutôt latente et largement symbolique. La classe dirigeante peut chercher à limiter l'expression de cette résistance, mais, selon Gramsci, elle ne sera jamais capable de l'éradiquer entièrement. C'est dans ce processus de résistance à l'hégémonie que se forment progressivement les éléments constitutifs d'une culture populaire.

Les deux ouvrages pré-cités s'inscrivent dans la continuité de cette littérature, en ce qu'ils considèrent autant la résistance au niveau collectif qu'à celui de l'individu, mais s'en démarquent aussi à plusieurs égards.

La résistance est intégrée dans ces travaux anglo-saxons à une théorie du pouvoir dans laquelle résistance et pouvoir sont présentés comme des termes inséparables. L'objectif théorique est cependant de déconstruire la vision binaire proposée par les approches en termes de mouvements sociaux ou de résistance culturelle qui placent en vis-à-vis le pouvoir (celui de la domination) et la résistance, comme deux forces contraires mais dépendantes. Pour M. Keith et S. Pile, la résistance peut être au contraire considérée d'abord en soi, et non être seulement vue par le prisme du pouvoir dominant, comme l'antithèse dépendante de la domination. J. P Sharp *et al*. vont plus loin en posant d'emblée que le pouvoir n'est pas en dehors de la résistance, mais que l'un et l'autre entrent en relation au sein d'enchevêtrements –*entanglements*- complexes. Le pouvoir est défini de manière générique par un écheveau de forces (usage d'un pouvoir contre des individus via la coercition, la persuasion, l'influence, etc. ; pouvoir d'un individu ou d'un groupe à agir efficacement), de pratiques (application d'un savoir stratégique ou tactique selon la situation), de processus (mise en place de méthodes pour mener à bien des actions dans le temps), de relations (réseaux sociaux, économiques, politiques, culturels entre groupes, institutions et organisations). En ce sens, le pouvoir est intrinsèque à la domination comme à la résistance : « A l'instar de la domination, la résistance nécessite du pouvoir, tout comme elle en

[1] On peut ajouter l'ouvrage de J. Allen intitulé *Lost geographies of power* (2003).

libère et en produit des effets » (2000 : 31). Filer la métaphore de l'enchevêtrement, c'est dès lors aussi penser que la domination n'est jamais totalement absente de la résistance, tout comme la résistance peut être présente au sein des instances de domination, ou encore, que la résistance en un lieu peut être complice d'une domination en un autre lieu.

Les auteurs de ces ouvrages questionnent explicitement les dimensions spatiales de la résistance. Ainsi, ils annoncent d'emblée une prise de distance par rapport au caractère majoritairement symbolique de la résistance dite culturelle. Pour ces auteurs, une lecture qui perçoit de la résistance symbolique dans le moindre acte anodin du quotidien court le risque de sombrer dans une approche romantique et idéalisante. Ces travaux tentent de présenter au contraire en quoi les actes de résistance sont profondément spatiaux, c'est-à-dire en quoi ils s'inscrivent dans la matérialité et la spatialité. Partant des théories développées sur l'articulation de l'espace et de la société et inspirées de A. Giddens ou de E. Soja, ces approches décrivent les lieux comme des produits sociaux qui engendrent ouvertement ou plus sournoisement des processus d'exclusion (sexisme, racisme, exclusion de classe) et d'inclusion : les lieux sont parcourus de procédures de contrôle et de surveillance qui influent sur les pratiques et les représentations des individus. En étant investis par différents groupes sociaux de manières plurielles, les lieux apparaissent alors à la fois comme les objets et les scènes des tensions et des conflits qui traversent la société. Les lieux –leur appropriation, leur occupation, leur façonnement matériel ou leur signification symbolique- deviennent enjeux. Penser la résistance spatialement, revient à interroger les manières dont elle est mobilisée comme pratique à travers l'espace et le temps pour faire face à ces dynamiques d'exclusion, de contrôle, ou de conflit. Cela revient dès lors à questionner les pratiques mêmes de la résistance et leurs rapports à l'espace, mais aussi leurs conséquences sur la production des lieux, que ces lieux soient ceux parcourus temporairement ou régulièrement par les luttes urbaines et politiques, ou qu'ils soient ceux des temps quotidiens.

Appréhender la résistance spatialement à l'échelle du quotidien, via les pratiques des individus et la production des lieux, me paraît être l'apport principal de ces travaux anglo-saxons. Sans hiérarchie ou substitution, ils tentent de réfléchir conjointement aux résistances collectives et individuelles, c'est-à-dire aussi bien aux mouvements sociaux organisés, aux actions associatives, qu'aux « arts de faire » individuels et aux « pratiques microbiennes », ordinaires du quotidien, décrites par M. de Certeau dans *L'invention du quotidien. Arts de faire*. Le recours à cette approche de la résistance à l'échelle de l'individu et de son corps, de ses pratiques et de ses comportements, s'explique en partie par une lecture approfondie des textes de M. Foucault et de ses thèses sur la diffusion du pouvoir et sur l'intériorisation par les individus de la discipline (Foucault, 1975). Si l'efficace du pouvoir se mesure à son immanence, c'est-à-dire à la diffusion du gouvernement de soi, à l'application de la discipline par l'individu lui-même, celle de la résistance se situe, selon la même logique immanente, dans la faculté des individus à retourner, subvertir ou renoncer à cette auto-discipline.

Le corpus des travaux anglo-saxons est en effet très largement marqué par la pensée de philosophes français (dont de nombreux post-structuralistes), tels que M. Foucault, ou encore G. Deleuze, H. Lefebvre, M. De Certeau, autant d'auteurs ayant travaillé sur les effets de l'exercice de pouvoir institutionnel sur la vie quotidienne des gens. Parmi ces auteurs, la présence du pouvoir « étatique », immanent ou diffusé, a été abordée au travers du rôle de ce pouvoir dans la production de l'espace et la production de sens, précisément en milieu urbain. Or, on peut remarquer au sein de ces travaux anglo-saxons la rareté des études traitant de la thématique urbaine proprement dite, c'est-à-dire par exemple de la manière dont la ville est « mise en place » par l'intervention, de la présence symbolique du pouvoir dans l'érection de nouvelles formes ou dans la sélection de certains usages, ou encore de la confrontation entre individus,

groupes sociaux et pratiques différentes en un même lieu, et donc des enjeux de la « mise en actes » des espaces produits institutionnellement[1].

Mais la prise en compte de la résistance à l'échelle de l'individu ou de groupes restreints doit aussi se comprendre au regard d'un contexte philosophique critique plus récent, qui tente de questionner les grands récits explicatifs (penser la résistance plutôt que la révolution surannée ou impossible) et l'idée d'émergence d'un événement. On trouve en effet certains auteurs radicaux contemporains qui tentent de développer une nouvelle théorie politique de la résistance centrée davantage sur la pratique et l'acte, plutôt que sur l'objectif, sur le *hic et nunc*, l'ici et maintenant, plutôt que sur la promesse du lendemain, sur les registres de légitimité dans lesquels l'acte s'inscrit (Benasayag, Aubenas, 2002 ; Couzens Hoy, 2004). Pratiques ou expériences composent alors une multitude à partir du moment où elles sont assumées individuellement et collectivement ; multitude d'où peut émerger un événement (Hardt, Negri, 2000). Ces écrits ouvrent des brèches idéologiques et restent contestés dans les milieux radicaux (Bensaïd, 2001) mais proposent aussi des perspectives pour une réflexion sur la manière dont des individus et des groupes pratiquent leurs espaces quotidiens, notamment au sein de contextes marqués par des changements urbains brutaux.

Le sens que cette littérature anglo-saxonne octroie à la notion de résistance provient donc d'influences philosophiques déclarées (Foucault, Deleuze, etc.) ou plus dissimulées (Negri, Holloway). Cette littérature s'inscrit de surcroît au sein d'un contexte scientifique et culturel fortement marqué par le postmodernisme, en même temps que par un mouvement qui replace l'individu au cœur de la théorie sociale, et donc le considère comme acteur de la production de l'espace.

Par la résistance, l'individu participe à la production du lieu : voici ce que l'on peut retenir de la lecture géographique anglo-saxonne de la notion de résistance. Ce faisant, il me faut prolonger l'exploration de la notion. A la lecture critique d'une littérature philosophique et sociologique, et au regard des enjeux propres aux anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain, deux niveaux de compréhension du terme peuvent en effet être distingués ; deux sens de la résistance qui ont pour objectif de contribuer à l'analyse des continuités dans de tels contextes urbains.

2.2. La résistance pour assurer une présence et perpétuer une existence

Les travaux de M. Halbwachs sur la mémoire collective offrent une entrée pour préciser la première lecture du terme de résistance. Dans l'essai *La mémoire collective et l'espace*, M. Halbwachs interroge les réactions des habitants face aux bouleversements de leur environnement urbain, suite à une intervention volontariste extérieure. Pour l'auteur, la résistance des individus, habitants, renvoie à la faculté de retrouver un équilibre individuel « ancien » dans les « conditions nouvelles » : résister c'est « se maintenir ou se reformer dans un quartier, ou dans une rue qui ne sont plus faits pour eux, mais sur l'emplacement qui étaient le leur » (1950 : 201). Ces propos s'inscrivent au sein d'une pensée plus générale sur la mémoire collective, ses rapports à l'espace ; mais aussi sur la question de l'appropriation de l'espace. Je

[1] On pourrait émettre d'autres critiques de ces travaux qui tout en tentant de réhabiliter une visée radicale (par exemple via la déconstruction de certains discours coloniaux (Jacobs, 1997 ; Atkinson, 2000 ; Bale, 2000)) et en rejetant le scepticisme, n'évitent pas le piège de « l'empoétisation », c'est-à-dire celui de l'oubli de la place des déterminants matériels (Grignon, Passeron, 1989 : 126). La méfiance à l'égard des grands récits et des idées toutes faites conduit certains travaux dans des voies discutables digne d'un postmodernisme polémique (Law, 1997 ; Wilbert, 2000). Par ailleurs, je relève une inadéquation entre les réflexions théoriques, souvent très précises et habiles, et les propositions méthodologiques, trop rarement exposées, ou les choix empiriques présentés, peu centrés sur la production des lieux.

rejoins la définition qu'il propose non pas de l'espace, mais de l'espace « possédé » ou approprié, le « notre espace » : « celui que nous occupons, où nous repassons souvent, où nous avons toujours accès, et qu'en tout cas notre imagination ou notre pensée est à chaque moment capable de reconstruire » (1950 : 209). La résistance pour M. Halbwachs renvoie donc à la faculté de l'individu (ou du groupe) à ce que « son » espace reste « son » espace, malgré les bouleversements, à ce que l'individu perpétue sa présence au quotidien en ses lieux, et ses souvenirs, au-delà des changements ou avec ces changements.

En rapprochant le terme d'existence de celui de résistance, je tiens cependant à m'émanciper de la dimension conservatoire qui peut être perçue dans ces extraits de M. Halbwachs. La recherche éperdue de l'individu à reformer un équilibre individuel ancien dans des conditions nouvelles, à reconstruire ou maintenir à l'identique une présence stabilisée à travers le temps est une lecture que l'on peut discuter. Comme le précise J.-P Sartre, l'existence n'est pas « une substance stable qui se repose en elle-même mais un déséquilibre perpétuel, un arrachement à soi de tout le corps » (1960 : 136). L'adage existentialiste, « l'existence précède l'essence » (Sartre, 1960 : 26), conduit à porter une attention sur les manières dont l'être humain se fait et se projette à travers le temps : il substitue à une vision statique et réifiante de l'être humain une conception dynamique. Ainsi, parler de résistance pour évoquer la perpétuation d'une existence conduit à en interroger les ressorts, c'est-à-dire la mise en tension perpétuelle de l'expérience des individus, les manières dont ils aménagent des contraintes extérieures, recréent des mondes dans des conditions nouvelles, ajustent des habitudes, attribuent un nouveau sens aux espaces bouleversés du quotidien.

On retrouve dans cette lecture, l'écho de positions défendues par certains philosophes, tels que G. Deleuze qui traite de la résistance comme le droit « d'être en tant qu'être » ou comme rien d'autre qu'une détermination à persévérer dans cet être, sans explications ni justifications (« le droit de se tenir immobile et debout devant un mur aveugle ») (Deleuze, 1989). Cette position est reprise par F. Proust, inspirée de la pensée de Spinoza : exister, c'est résister à ce qui menace la puissance d'exister (Bensaïd, 2001 : 36), « résister, c'est préserver un bout d'existence, un morceau d'espace et un peu de temps » (Proust, 1997a : 103). Existence et résistance entretiennent donc un rapport ténu et dialectique. Dans cette approche philosophique, la résistance renvoie à un phénomène physique, une stratégie du vivant et « résistance rime donc avec endurance » (Bensaïd, 2001 : 36). Ainsi résister représente un acte de conservation, mais dans le sens d'une défense d'une intégrité menacée de destruction (Bensaïd, 2001 : 31). Il contribue pour l'individu à la recherche de la sécurité ontologique[1] qui se caractérise par la cohérence et la continuité de son identité, ainsi que par la stabilité de son environnement immédiat, une « sécurité sans cesse remise en cause par l'instabilité structurelle des contextes métropolitains et de l'expérience individuelle, toujours inscrite dans le déséquilibre générateur et la différenciation créative » (Bourdin, 2005 : 150).

Rien dans cette lecture n'oblige à comprendre la résistance comme seulement passive ou essentialiste et antagonique à l'idée d'initiative, de création, et donc de participation au changement (inflexion, réorientation, ralentissement). Mais *de facto*, tous les individus n'aménagent pas les nouvelles contraintes extérieures de la même façon. Comme l'a montré H. Coing, dans son projet d'« observer les réactions d'un groupe et de ses membres devant l'événement que constitue la rénovation, les modes d'ajustement à la situation nouvelle : comportements, attitudes, représentations », (1966 : 21), la résistance exprime aussi les difficultés, voire les impossibilités (dues à des raisons financières par exemple) à évoluer dans le changement.

[1] Concept repris par A. Giddens à partir des travaux du psychanalyste E. Erikson.

Dans cette seule acception de la notion de résistance, le spectre sémantique est donc déjà large. En fait, elle conduit à questionner les pratiques, usages et représentations des individus toujours présents, continuellement ou temporairement, dans des lieux mis à l'épreuve de bouleversements brutaux ; autant d'éléments qui contribuent à perpétuer l'existence de ces individus en ces lieux[1]. Au final, on postule que la résistance disparaît lorsque l'habitant est amené à subir un déplacement forcé (relogement planifié ou filtrage social progressif), qui le contraint (par la distance géographique, le coût économique ou la blessure affective) à une rupture durable avec l'espace initial[2].

Plus concrètement et d'un point de vue méthodologique, cette lecture amène à interroger comment les nouveaux lieux issus des différentes interventions extérieures sont pratiqués par les habitants en place, c'est-à-dire comment ils les animent, produisent et perçoivent. Saisir ces ajustements/arrangements nécessite d'abord de travailler sur ces nouveaux lieux et donc sur les présences, usages et pratiques qui les font ; mais cela implique aussi de décentrer le regard et de questionner plus globalement les représentations des habitants en place (non observés ou enquêtés sur les nouveaux lieux) à propos des changements en cours (paysagers, sociaux, en termes de pratiques).

2.3. La résistance comme détournement d'une norme

Cette première compréhension invite à aller un peu plus loin et à aborder le second sens accordé au terme de résistance : celui qui traite de la relation entre la résistance et la remise en cause de la norme dominante, si norme dominante il y a. On place donc ici, à l'instar des écrits des géographes anglo-saxons, la résistance au sein d'une réflexion en termes de relations de pouvoir et de production/détournement de normes collectives[3].

2.3.1. Espace et pouvoir au quotidien

L'espace est un enjeu et un produit de relations de pouvoir. Ces relations se jouent au quotidien autour de la production et de la légitimation de normes collectives : normes sociales, culturelles, sémantiques, mais aussi normes spatiales ou temporelles en termes de pratiques d'un lieu, d'usages, ou de fréquentations et donc de manières d'habiter, de résider, de circuler. D'après une définition commune, la norme (rare avant le XIXe siècle ; lat. *norma* « équerre, règle ») est comme un type concret ou une formule abstraite de ce qui doit être, mais peut aussi renvoyer à un état habituel, conforme à la majorité des cas[4]. La norme est ici, soit un repère social (ce vers quoi il faut tendre) soit un résumé de cas particuliers (conforme à la majorité), mais n'est, dans les deux acceptions, pas considérée comme un ensemble homogène complètement stabilisé. La norme est en effet produite en permanence dans nos sociétés (Retaillé, 1997). En étant le résultat d'une négociation, elle se différencie de la loi qui, bien que provenant aussi de la négociation,

[1] P. Bourdieu parle même au sujet de la mobilité spatiale de «forme individuelle de lutte pour l'appropriation de l'espace » (Bourdieu, 1993 : 258)

[2] J'écarte ainsi une autre lecture de la résistance qui pourrait par exemple s'arrêter sur les tentatives des individus à reconstruire, dans le lieu du relogement et dans le cadre d'une rupture durable avec l'espace d'origine, certaines dimensions de cet espace quitté. L'objet d'étude conduit à centrer en effet le regard sur le lien entre présence individuelle dans cet espace initial (et donc marquage du lieu) et résistance.

[3] Cette question complexe de la construction de normes collectives a été largement abordée dans la littérature anthropologique, sociologique ou encore philosophique et mériterait de longs développements (voir par exemple : Bourdieu, 1979 ; Becker, 1985 ; Boltanski, Thévenot, 1991 ; Demeulenaere, 2003). Pour la clarté de l'exposé, ce thème spécifique sera donc ici simplement survolé.

[4] D'après *Le Petit Robert*.

est fixée. La norme est plus fluide que ça : c'est le lieu de production culturelle de la société (la loi étant le lieu de la production politique).

On a vu dans le premier chapitre que les relations de pouvoir au quotidien s'agençaient selon un rapport vertical qui plaçait en vis-à-vis les gestionnaires politiques et économiques et les habitants ou usagers. L'exercice du pouvoir de la part des gestionnaires institutionnels ou économiques (locaux, nationaux, internationaux) ne se réduit pas à l'exercice d'une domination grossière, mais peut prendre des formes multiples, qui ont toutes des spatialités propres (Allen, 2003). Séduction, manipulation, autorité ou coercition sont des avatars de la domination qui peuvent être appliqués de manière directe ou plus insidieuse et immanente. Chacun de ces avatars peut s'incarner au sein de la conception et de la gestion d'opérations d'aménagement urbain (agencement des formes, éclairages, ambiances, contrôle des flux et des fonctions, systèmes de surveillance, législation, etc.). Par l'intervention, un système de sens –une idéologie spatiale- est projeté sur l'espace pour le produire et l'ordonner. L'espace est donc bien plus qu'un simple support : il est investi de valeurs, de significations et parce qu'il reste suffisamment malléable, l'espace permet aussi de rendre visible l'action entreprise. Il est un instrument de la praxis et assure le « régime de visibilité » d'une action politique, régime de visibilité essentiel à la construction de la légitimité (Lussault, 2000 : 3). Toute intervention, qu'elle relève de la réhabilitation (Bourdin, 1980) ou de la patrimonialisation (Veschambre, 2002) est donc un processus véhiculant une tentative de normalisation, qui tend d'ailleurs vers un certain élitisme.

Car l'enjeu majeur concernant l'opération urbaine, sa conception et sa gestion, est d'évaluer ses implications en termes de sélection sociale, de contrôle d'usages, via la production de normes. L'intervention sur l'espace représente en effet un processus qui participe à définir la légitimité d'usages, en tentant l'installation d'une normativité contrôlée de ces usages.

Cette légitimité est d'ailleurs déduite, non pas seulement du type d'aménagement, de son rapport ouverture/fermeture, mais aussi, comme on l'a déjà pressenti dans le premier chapitre, du discours utilisé pour qualifier les espaces. H. Regnauld s'interroge par exemple sur l'abondance du mot espace dans le quotidien, et notamment sur le fait que, à chaque fois, le mot désigne un lieu consacré à un usage précis (espaces verts, espaces de bureaux, espaces commerciaux, espaces ludiques, etc.) : « il fonctionne comme une délimitation, et par conséquent comme une exclusion de ce qui n'est pas consacré strictement à l'usage en question. « Espace » en tant que mot, représente donc bien un pouvoir, celui de distinguer un lieu d'un autre. « Espace » renvoie donc au pouvoir de celui qui désigne, puis au pouvoir de celui qui applique la décision, puis à l'état de ceux qui utilisent le lieu en question, pour cet usage spécifié » (1998 : 87). Les mots, le vocabulaire ou les stratégies rhétoriques utilisés comptent pour développer de la normativité. Selon une grille foucaldienne et post-structuraliste, le discours sert le pouvoir, car il le concrétise et le rend réel (Hastings, 1999). Il formalise ainsi les relations de pouvoir. Pour résumer, si l'on suit H. Regnauld, « délimiter un « espace », tel qu'il semble que la langue et l'usage politique le fassent, revient donc à interdire, délibérément ou non, certaines pratiques et à en rendre d'autre nécessaires » (1998 : 87).

Mais en poursuivant la métaphore géométrique, les relations de pouvoir au quotidien doivent aussi se comprendre selon une dimension plus horizontale, c'est-à-dire au niveau des relations sociales entre individus, ou entre groupes ; relations qui s'inscrivent « dans des pratiques, dans un territoire, dans une histoire, dans des logiques morphologiques, architecturales et sociales » (Hayot, 2002 : 95). La présence d'individus ou de groupes différenciés en un même lieu s'accompagne de pratiques et de situations de coprésences, de frottements, d'alternances, de rencontres, d'évitements, de discordes, de conflits, de controverses ; autant de formes d'interactions qui, selon les cas, peuvent être interprétées comme reflets de rapports de force, de

concurrence, plus ou moins intériorisés, ou expressions de rapports différenciés à une norme collective produite.

La multiplication et la répétition de pratiques, d'usages ou de comportements semblables en un lieu par un groupe d'individus peuvent participer, d'une part à forger l'identité du groupe, et d'autre part à définir la norme du lieu en matière de pratiques, d'usages ou de comportements. Multiplication et répétition définissent ainsi les pratiques et les usages modaux[1] du lieu, que ce soit dans leurs dimensions spatiales, fonctionnelles, temporelles sociales et culturelles. Tout individu du lieu est donc amené à se situer par rapport aux pratiques modales instaurées collectivement. On peut déduire de ce raisonnement que ces processus ne concernent pas uniquement les pratiques ou usages d'un lieu, mais plus globalement les manières d'habiter des individus. Appliquée aux centres anciens en renouvellement urbain et en voie de gentrification, cette dimension horizontale se traduit par l'étude des relations entre les habitants dont la présence est peu ou prou liée aux processus de revalorisation (les populations cibles des projets) et ceux dont la présence est plus ancienne et ancrée (les populations en place), à travers leurs manières d'habiter, de cohabiter (Authier, 1995), mais aussi les manières dont ils se perçoivent mutuellement, se qualifient et se catégorisent.

Au final, qu'elles résultent d'une action extérieure, de rapports sociaux, ou des deux en même temps, les normes restent des constructions sociales. Elles ne représentent ainsi pas des essences immuables, mais plutôt des guides d'action (des repères), qui inévitablement poussent à la transgression, à la controverse et donc à la négociation.

2.3.2. Pratiques des habitants, transgression et détournement

Que cela émane des gestionnaires ou des individus, limiter l'espace à une fonction, lui attribuer un sens particulier, définir l'existence de bons et de mauvais usages, illustrent des velléités de création d'un ordre ou d'un équilibre spatial. Or cet équilibre est un idéal jamais atteint, mais sans cesse remis en cause et en tension par des actes et des significations alternatifs. La notion de transgression apparaît en effet constitutive de celle de norme : elle renvoie au pouvoir des individus de discuter, remettre en cause ou refuser la norme produite imposée. La transgression trouve un écho dans plusieurs termes comme la subversion ou le détournement qui expriment « l'acte de modifier du sens déjà attribué » (Hossard, Jarvin, 2005 : 23).

Les réflexions de M. De Certeau décrivent bien ces processus, ces « mille manières de braconner » qui inventent le quotidien (1979, 1980): « Ces ' manières de faire ' constituent les mille pratiques par lesquelles des utilisateurs se réapproprient l'espace organisé par les techniques de la production socioculturelle. Elles posent des questions analogues et contraires (...) à celle de Foucault : analogues, puisqu'il s'agit de distinguer les opérations quasi-microbiennes qui prolifèrent à l'intérieur des structures technocratiques et en détournent le fonctionnement par une multitude de « tactiques » articulées sur les « détails » du quotidien ; contraires, puisqu'il ne s'agit plus de préciser comment la violence de l'ordre se mue en technologie disciplinaire, mais d'exhumer les formes subreptices que prend la créativité dispersée, tactique et bricoleuse des groupes ou des individus pris désormais dans les filets de la ' surveillance '. Ces procédures et ruses de consommateurs composent, à la limite, le réseau d'une anti-discipline » (1980 (1994) : XL). M. De Certeau accorde ainsi un rôle important aux pratiques ordinaires, banales, quotidiennes des individus via leur capacité à détourner, subvertir, éviter un ordre des choses imposé ou soumis. Ces pratiques sont autant de possibilités de jeu, de glissements et d'actes de résistance à l'intérieur d'un espace contrôlé, une

[1] La notion de « pratique modale » est tirée de l'ouvrage *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, de C. Grignon et J.–C. Passeron : ce dernier parle de « pratiques modales des classes dominantes » (1989 : 58).

résistance que D. Couzens Hoy qualifie « d'émancipation »[1] ou de « résistance critique » (2004 : 2).

Comme la production normative touche aux pratiques et usages dans leurs dimensions sociales, symboliques, spatiales, fonctionnelles et temporelles, le détournement s'inscrit de fait dans ces mêmes dimensions. La résistance, comme acte de détournement, peut être à la fois sociale (composition sociale de la fréquentation), symbolique (valeurs associées aux pratiques et aux lieux), spatiale (formes d'occupation, trajectoires, évitements), fonctionnelle (activités et types d'usages) et temporelle (décalages, alternances, rythmes, durées de présence). C'est donc dans la tension entre la norme et son détournement que se situe une négociation entre les acteurs pouvant aboutir à la reformulation de la norme initiale, voire à l'imposition d'une contre-norme, qui sera à son tour de nouveau rediscutée et renégociée. La production normative ne semble pas correspondre à un processus clos, mais induit par le jeu des résistances mutuelles (résistances d'émancipation et réactions des forces de domination) à des réajustements perpétuels.

Un enjeu parcourt cependant cette lecture de la résistance comme détournement d'une norme imposée, celui concernant la problématique de l'intentionnalité et donc de la conscience de la subversion, du désaccord, de la résistance même.

2.4. Intentionnalité, conscience et résistance en habitant

Quand on parle de résistance, la question de son intentionnalité, et donc de sa conscience, est souvent posée comme présupposé ou évidence (Routledge, 1997). Le détour par certains écrits philosophiques sur la résistance montre au contraire que l'intentionnalité de « résister à » ne va pas toujours de soi.

On ne résiste en effet pas nécessairement au nom de quelque chose (Proust, 1997a). Cette analyse s'oppose, selon D. Couzens Hoy (2004), aux conceptions théoriques rationalistes comme chez E. Kant, J. Rawls ou J. Habermas, inspirées de la philosophie de Platon, où d'une part de manière globale l'idée précède l'acte et, d'autre part, plus précisément la motivation de résister doit être reliée à de grands principes universels (la liberté, l'égalité, la démocratie, etc.) : il est indispensable de savoir « au nom de quoi » on résiste, car on ne résiste pas sans principes normatifs puissants, universels, transcendantaux, seuls a mêmes de justifier le changement social. On ne résiste qu'au nom de ces principes. Au contraire, pour D. Bensaïd, « on ne résiste pas au nom de quelque puissance que ce soit, au nom de dieu ou du père, du peuple ou du prolétariat. La résistance n'est pas un commandement, une assignation, une désignation à quelque mission sublime. Une situation insupportable, une injustice intolérable la provoque. Et c'est « de l'intérieur de la situation qu'elle fait apparaître un tournant des choses, une nouvelle manière de vivre qui serait juste » (citant F. Proust, 1997b) » (2001 : 36). Parler de résistance, c'est donc plus reconnaître l'existence d'un événement ou d'une perturbation, passé(e) ou programmé(e), ressenti(e) consciemment par les individus ou non, que circonscrire une raison, une justification valable, un principe à l'avance. On rejoint ici les propos de M. Benasayag et F. Aubenas, quand ils défendent « qu'il n'y a pas à chercher d'engagement transitif classique, une idée qui serait mise en œuvre pour un objectif à venir : je fais cela aujourd'hui pour être libre demain. » (2002 : 74) : l'idée s'éveille, provient de l'expérience, ici et maintenant. On retrouve ainsi la pensée de Spinoza comme fondement de cette philosophie de la résistance : si exister, c'est résister à ce qui menace la puissance d'exister, en renversant les termes, résister, c'est continuer à exister, malgré les « menaces », les bouleversements, les perturbations, et donc en

[1] Par opposition à la résistance des forces de domination, capables aussi d'anticiper et de déjouer les résistances des dominés.

composant avec elles, en les refusant, en les réutilisant, en les subvertissant, en les détournant, en les évitant, bref en créant pour reprendre la proposition - « résister, c'est créer » - de G. Deleuze.

Questionner l'intention de résister concerne les deux conceptions de la résistance présentées plus haut : de manière consciente, l'individu peut identifier des blessures, ressentir directement l'injustice associée aux perturbations et orienter volontairement ses pratiques, pratiquer l'évitement ou la mise à distance, rechercher le conflit et remettre en cause la norme. Mais aussi, de manière moins consciente, l'individu peut continuer d'affirmer certains choix, certaines pratiques, liées à des habitudes (ce que j'ai évoqué dans la première dimension du terme de résistance) et « sans le savoir » peut rentrer en négociation avec la norme produite ou souhaitée, et avec les injonctions d'un projet d'aménagement.

Cette conception est inspirée des apports de F. Nietzsche sur l'importance du corps et de sa critique sur la place de la conscience chez les philosophes. F. Nietzsche offre une alternative à la conception cartésienne du sujet. Sa psychologie morale, en pointant l'importance de l'inconscient et du corps ou de l'organisme comme élément influent sur la « tonalité » de notre être au monde, remet en cause la figure de l'individu comme agent moral qui agit de manière réfléchie sur la base de principes abstraits. Des attitudes, des comportements, des pratiques seraient davantage le fruit d'un ancrage profond en soi que d'une rationalité régie de normes universelles (Couzens Hoy, 2004)). Dès lors, si l'on suit ce positionnement théorique, certains comportements et certaines pratiques peuvent avoir un effet non soupçonné par leurs agents sur le marquage social ou la production d'un lieu. L'individu peut ne faire preuve d'aucune velléité de résistance, d'aucune intention explicite de remettre en cause un cours des choses, ou certaines règles. Cette non intention peut traduire soit le fait que l'individu ne perçoit pas le bouleversement (qu'il refuse de le percevoir ? ou bien qu'il s'en détache par l'oubli ?), soit que la saisie du bouleversement ne renvoie pas à une menace, un préjudice, à une injustice quelconque. Pourquoi admettre ou affirmer que l'on veut inverser un ordre des choses, pourquoi exprimer l'intention de résister (par le conflit, par l'occupation, par l'évitement) si l'on ne considère pas la perturbation suffisamment puissante pour remettre en cause des habitudes, un ensemble de pratiques, un certain vécu ? L'action de s'affirmer ne s'inscrit ainsi pas dans un discours critique conscient, mais bien plutôt dans un acte, effectué avec un sentiment de liberté. L'acte surpasse l'objectif à atteindre : « La liberté est toute entière dans l'expérience de liberté elle-même, au moment où elle se fait : l'efficacité de l'acte réside dans l'acte (Plotin, Les Ennéades, 1948) » (Benasayag, Aubenas, 2002 : 74). Ici l'affirmation comprise dans l'acte n'implique pas la résignation, l'acceptation du cours des choses, le renoncement face au changement[1]. L'affirmation, pour G. Deleuze, dans sa lecture de Nietzsche (1962), ce n'est pas simplement supporter, accompagner ou accepter, c'est aussi créer autre chose. L'affirmation ne se réduit pas à l'antithèse de la négation, mais devient le jeu de la différence. La résistance, comme affirmation, tout en étant réactive, n'est pas uniquement négative, elle ne se contente pas de dire « non » ou d'être « contre », mais produit, en retour, dans sa réaction, de l'« être pour »[2].

[1] A propos de la domination symbolique des classes dominantes, C. Grignon et J.-C. Passeron affirment en effet que « ramener tous les effets de la domination symbolique à l'acceptation, c'est-à-dire à la pure et simple intériorisation par les membres des classes populaires de leur propre illégitimité culturelle interdit évidemment de décrire la gamme diversifiée des effets culturels que produit l'imposition d'un ordre légitime » (1989 : 88).

[2] On rejoint ici l'analogie avec l'utilisation en science physique du terme de résistance : « ne laisse pas passer du courant, mais produit de la chaleur ». Dans ce sens la résistance, conteste, bloque, ralentit certains choix, mais crée quelque chose de différent, de nouveau, produit du contact avec ces choix.

Ainsi, la résistance (dans son sens de remise en cause de certaines normes dominantes) pourrait être involontaire, non intentionnelle. Conscience et inconscience composent successivement les pratiques et notre être au monde et semblent indissociables : si la conscience peut guider certains actes (je mets de l'essence dans ma voiture, j'ai conscience de cet acte, j'ai l'intention de conduire et pour cela je sais qu'il me faut de l'essence) comment avoir pleinement conscience des effets de ces mêmes actes à d'autres niveaux d'interprétation (pendant très longtemps et aujourd'hui encore, je n'ai pas vraiment conscience de l'effet sur l'environnement et sur l'émission de gaz que cet acte contribue à produire : je n'ai pas l'intention de polluer l'atmosphère) ? Je touche ici une dimension fondamentale de cette lecture de la résistance, qui fonde tout particulièrement la proposition de rapprochement des termes de « résister/résistance » et « habiter/habitant (participe présent)». La pratique des individus est, la plupart du temps, non intentionnelle du point de vue de la constitution d'espace (Stock, 2004) ou de la production de marquage social (dans le fait de « donner le ton » pour reprendre J.-C. Chamboredon et M. Lemaire (1970)). C'est effectivement une des hypothèses développée par T. Schelling que de soumettre que les pratiques spatiales et non intentionnelles participent à la formation de milieux localisés (1980). L'intérêt d'utiliser la notion de résistance selon cette lecture est justement de prendre conscience du pouvoir de la non intentionnalité dans le façonnement des lieux et des territoires. Cela amène en outre à ne pas sous estimer les effets des pratiques ordinaires sur la création de représentations sociales et d'images territoriales et donc sur les conséquences potentielles de ces représentations quant aux projets d'autres acteurs, qu'ils soient représentants politiques ou économiques, ou habitants (en termes de projets résidentiels, de pratiques quotidiennes).

Conduire une telle interprétation n'entre pas totalement en contradiction avec la conception de ceux qui ne considèrent l'individu comme acteur que parce qu'il est intrinsèquement intentionnel. La lecture proposée ici soumet au contraire d'octroyer un réel statut au niveau d'observation des pratiques des individus dans la définition de ces derniers comme acteurs.

J. Lévy définit dans *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de l'espace politique* l'intentionnalité comme « le fait que les actions humaines préexistent dans les représentations des agents sous forme de finalités de la volonté ou du désir et les transforment ainsi en acteurs » (1994 : 36 ; cité par Lussault, 2000 : 38). Dans le prolongement de cette définition, M. Lussault entend, quant à lui, l'intentionnalité comme « une incoercible *tension vers* – de l'individu vers les finalités de son agir » (2000 : 18). Ainsi, selon cette optique, le vocable « stratégie inconsciente » apparaît comme un oxymore dont le sens est peu probable : « il suppose, pour faire sens, l'existence de pôles de la personnalité qui auraient la double caractéristique d'échapper à la conscience et de développer des objectifs qui ne peuvent être réalisés que par le moyen d'une articulation consciente d'une série de ressources, ce qui paraît antinomique[1] » (Lévy J., 2003 : 874). Si l'on admet au contraire la multi-dimensionnalité des conséquences des pratiques des individus –la possibilité de les observer à plusieurs niveaux- on peut sans doute revisiter l'idée que la pratique spatiale non intentionnelle ne se situe pas hors du champ de l'action : on peut ainsi distinguer, selon le niveau de lecture, des « actions intentionnelles et non intentionnelles » (Stock, 2004, p4), conscientes ou non, aussi bien que des acteurs intentionnels et non intentionnels.

Finalement, à travers le rapprochement avec l'habiter, la résistance peut certes exprimer la volonté d'une personne, une intention, une prise de conscience, une proclamation –parfois des actes suivront, parfois non-, mais elle peut aussi être une résistance non consciente, non intentionnelle, involontaire via des pratiques ordinaires, singulières, quotidiennes entretenant une appropriation spatiale.

[1] Cela s'oppose à la conception de Freud pour qui il existe des stratégies inconscientes.

Quoi qu'il en soit, ce qui fonde la définition de la résistance, au-delà de ces propositions théoriques, c'est le refus de la résignation, le refus de l'abandon d'un espace investi dans le temps. Résister, c'est donc entre autres refuser de faire que « ce lieu ne soit plus le mien, qu'il ne soit plus le nôtre ! ». On peut dès lors imaginer que ce refus de la résignation a des conséquences sur la fabrication même des lieux.

2.5. Des lieux, des situations ou des moments de résistance ?

La résistance apparaît à travers les significations des pratiques spatiales et des usages des individus ; des significations assumées, motivées, justifiées, mais ayant pu être aussi involontairement créées. La résistance s'évalue donc à l'échelle de l'individu : elle fait sens *pour* ou *par* l'habitant. Mais, on vient de pressentir que, lorsqu'on observe de manière plus globale un ensemble de pratiques et usages individuels et qu'on parvient à relier différents modes d'habiter individuels entre eux et à penser leurs interactions, ces pratiques et usages peuvent avoir des incidences sur le marquage social et les rythmes de fréquentation d'un espace, sur la définition d'usages dominants, modaux ou légitimes, enfin sur la production de représentations de cet espace. Selon une approche socio-culturelle et phénoménologique du lieu géographique, on peut considérer que ces usages et pratiques influent, volontairement ou non, sur la fabrication des lieux. En reconnaissant ainsi l'existence de pratiques individuelles partagées, c'est-à-dire se référant à des représentations sociales communes, et leurs effets conjoints sur les lieux, on insiste implicitement sur la dimension collective de pratiques de résistance individuelles, autrement dit sur les incidences d'une résistance collective non organisée[1].

Le lieu se définit dans cette conception « par la contiguïté des points qui le composent, par le principe de co-présence d'êtres et de choses porteurs d'un sens social particulier » (Buléon, Di Méo, 2005 : 87) ; mais comme le précise D. Retaillé, « il ne suffit pas d'une proximité pour faire un lieu ; il ne suffit pas non plus d'une présence observatrice de quelques ingrédients rapprochés. Il faut encore un déclenchement ou une circonstance qui placent les sujets et les objets en position d'interaction. C'est là qu'on rencontrera le caractère fortement phénoménologique et non essentiel du lieu » (1997 : 90).

On appréhendera donc le lieu selon le point de vue d'une triple relation : celle des individus avec un cadre matériel, celle des individus entre eux, celle des individus avec des valeurs cristallisées au sein de représentations socio-spatiales. Tout lieu, selon cette lecture, dépend donc fortement des relations sociales qui s'y agencent et s'y jouent, tout comme des liens pratiques et sensibles rapprochant un espace à un individu. Et donc, plus en amont, ce sont les justifications et les motivations qui amènent un ou plusieurs individu(s) en un même espace qui contribuent à fabriquer le lieu. Ces raisons de la présence (qui sont dépendantes du temps) peuvent être appréhendées comme le « déclenchement » ou la « circonstance » qui placent les sujets et les objets en position d'interaction, évoqués par D. Retaillé. Tout lieu a donc un sens unique, propre à chaque individu, en même temps qu'un sens social, partagé et reconnu collectivement. On peut dès lors, à partir de cette acception, proposer deux propriétés.

Chaque lieu est *par essence* labile dans le temps : il découle de la nature des interactions, des individus impliqués, du sens projeté à un moment donné sur un espace et sur ce qui s'y déroule. Tout lieu se réactualise ainsi constamment, que ce soit selon une temporalité relativement longue ou au contraire plus courte, par exemple au cours d'une journée. En

[1] On rejoint ici une des idées constitutives du concept de multitude proposé par A. Negri et M. Hardt (2000), par opposition à la notion de dispersion. Les pratiques individuelles peuvent un jour au sein de la multitude se rejoindre pour agir dans le même sens. A l'opposé, dans la dispersion, ces pratiques sont isolées et ne possèdent pas d'horizons collectifs.

insistant sur le contexte interactionnel, on opte ainsi pour une « perspective situationnelle » (Agier, 1999 : 14) du lieu : les situations qui composent la vie citadine sont définies par M. Agier comme « des espaces-temps d'interactions intellectuellement cohérentes, contextualisés par leurs relations à d'autres espaces-temps d'interactions » (1999 : 15). Grâce à cette approche, le lieu peut être pensé comme le produit d'un enchaînement de moments et/ou d'un entrelacs de situations.

Seconde propriété, dépendante de la première, chacune de ces situations de co-présences et d'interactions, si elle possède une délimitation dans le temps, n'est pas forcément uniforme du point de vue de la spatialité des individus impliqués et de leurs usages. Sur un même espace, à un moment donné, les individus dont les interactions définissent une situation –qu'elles aient une forme directe ou une forme pauvre relative aux logiques de l'inattention civile (Joseph, 1998)- n'ont pas forcément un rapport unique à cet espace : on peut observer au sein d'une même situation une pluralité de modes d'occupation et d'emplacement, des logiques de regroupement, station, localisation, des parcours, des évitements, des attractions, des polarisations, etc. Cette diversité peut refléter une cohabitation sur un même espace de plusieurs usages ou au contraire les expressions spatiales d'un même type d'usage. Une situation peut en effet, sous cet angle de la spatialité des individus, et de leurs usages, être considérée comme composite ; c'est la situation – vue comme un espace-temps d'interactions - qui provoque la mise en place d'usages et de spatialités pluriels et c'est leur regroupement qui donne sens, en retour, à la situation étudiée.

En conséquence, réfléchir à ce qui fabrique ou produit un lieu, selon une focale centrée sur le changement et sur la part de continuité dans ce changement n'est pas simple. Faut-il rester, pour observer la continuité, à l'échelle des usages et des pratiques des individus – de leurs significations et de leurs spatialités - constitutifs de toute situation ? Peut-on au contraire l'appréhender à une échelle plus englobante et cohérente, celle d'une situation, ou de certains moments ? Dès lors, si l'on continue la déclinaison, est-il envisageable de parler de lieu de résistance ? En effet, si j'ai montré plus haut comment des pratiques et usages pouvaient être compris –dans les contextes urbains de cette recherche- comme des actes de résistance, la question de la conceptualisation et de la qualification de certains lieux en lieux de résistance reste en suspens.

Parler de lieu de résistance suppose en effet que ce qui est considéré comme résistance devienne, au sein d'un espace délimité, la norme collective. Selon la compréhension théorique du lieu adoptée ici, cela veut dire que la résistance doit être complète : elle imprègne toutes les situations et tous les moments qui définissent le lieu, et marque toute les pratiques et usages qui les constituent.

Le concept d' « hétérotopie » développé par M. Foucault dans *Des espaces autres/Hétérotopies* tente de décrire ce type de lieux. M. Foucault qualifie les hétérotopies d'« espaces autres », c'est-à-dire de « lieux réels, des lieux effectifs, des lieux qui sont dessinés dans l'institution même de la société, et qui sont des sortes de contre emplacements, sortes d'utopies effectivement réalisées dans lesquels tous les emplacements réels que l'on peut trouver à l'intérieur de la culture sont à la fois représentés, contestés et inversés, des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables ». « Ces espaces différents, ces autres lieux » représentent alors une « espèce de contestation à la fois mythique et réelle de l'espace où nous vivons » : ils sont autres aux normes des espaces et des temps conventionnels (1984 : 47-49). Même si pour certains auteurs, ces lieux restent ambigus en ce qu'ils contiennent malgré tout des caractéristiques physiques et sociales qui limitent leur accès (Pile, Thrift, 1997 : 374), les hétérotopies représentent un idéal-type du lieu de résistance.

Or on peut penser que la résistance est rarement complète dans le temps et dans l'espace, totale en chaque individu et pour tous les individus, tout comme elle ne peut embrasser entièrement

toutes les dimensions du monde matériel, et s'insinuer dans tous les recoins de l'imaginaire et de la pensée. On rejoint ici la théorie, présentée plus en avant, de l'entrecroisement entre des pratiques et des discours de résistance et de domination (Sharp *et al*., 2001). Penser la contribution de la résistance dans la production des lieux revient donc à questionner le produit de ce croisement, ou pour le dire autrement, le résultat de la controverse qui émane de la rencontre sur un même espace de projets différents. L'idée est notamment de croire que ce croisement des projets – qui s'observe dans le temps, ou au sein d'une même situation - parvient à produire autre chose, à fabriquer de l'inédit ; de la nouveauté socio-spatiale et discursive qui ne serait que le résultat d'un processus d'hybridation. On pourrait comparer ce processus au principe artistique du collage, décrit par A. Breton comme la « faculté merveilleuse d'atteindre deux réalités distantes et de leur rapprochement de tirer une étincelle »[1]. C'est finalement ce principe que le géographe E. W. Soja a tenté d'exprimer au travers du concept d' « espace tiers » -*third space*- dans l'ouvrage *Thirdspace. Journeys to Los Angeles and other real-and-imagined places*. L'objectif de l'auteur est de transcender toutes les oppositions binaires en cherchant l'espace tiers, mélange de matérialité et d'idéalité, et susceptible de combiner les contradictions (1996 : 6). Reprenant, entre autres, les travaux de H. Bhabha, l'objectif du tiers espace est de déplacer les histoires qui le constituent : leur hybridité donne naissance à quelque chose de différent, quelque chose de nouveau et d'inconnu jusqu'alors (1990 : 211).

D'un point de vue théorique, il paraît donc délicat de parler véritablement de lieux de résistance, la résistance paraissant difficilement totalement atteignable. On préférera ainsi parler de résistance à propos de moments particuliers, de situations, de pratiques spatiales et d'usages.

Mais, selon une lecture plus appliquée, centrée sur le rôle de la perception et de la représentation des lieux par les habitants, l'éventualité de qualifier certains de ces lieux de lieux de résistance reste ouverte. La perception de ces moments, situations ou pratiques peut en effet jouer un rôle déterminant dans la production d'une représentation socio-spatiale du lieu. La puissance (concrète et symbolique ?) de ces moments, situations ou pratiques, contribue à mettre en saillance, à imposer, à filtrer, dans les représentations, certaines caractéristiques du lieu par rapport à d'autres. Un lieu peut ainsi être perçu et représenté, malgré ses contradictions, comme un lieu de résistance constant et cohérent.

Dès lors, cette dimension sélective de la représentation peut de nouveau être opérante si l'on raisonne non plus à l'échelle d'un lieu, mais à celle d'un territoire –qui « regroupe et associe les lieux et leur confère un sens collectif plus clair et plus affirmé que celui qui découle de leur stricte pratique » (Buléon, Di Méo, 2005 : 87). Certains lieux, perçus et représentés comme lieux de résistance, peuvent dès lors endosser une charge symbolique importante et être interprétés comme symboles, mais aussi comme synecdoques du territoire[2] (Debarbieux, 1995 : 98). L'analyse des représentations géographiques et du statut de certains lieux dans la composition de ces représentations correspond donc à une nouvelle étape importante du raisonnement.

Au total, cette seconde section a permis de dégager les principaux aspects de la notion de résistance, appliquée à l'objet et aux contextes urbains étudiés, et de son rapprochement à l'habiter. Il s'agit d'en avoir une lecture géographique, à l'échelle de l'individu et de ses pratiques, d'en distinguer deux sens différents et imbriqués (en matière de perpétuation d'une

[1] Citation issue de l'exposition intitulée *Dada*, consacrée au mouvement dadaïste, au centre Georges Pompidou à Paris en 2005.

[2] « L'évocation du territoire par l'un de ses lieux constituants présente une grande analogie avec une synecdoque. Cette figure de rhétorique permet de suggérer une entité au moyen d'un terme qui, usuellement, ne désigne que l'une de ses parties » (Debarbieux, 1995 : 98).

existence et en termes de détournement de la norme), d'envisager sa dimension non intentionnelle et non consciente, enfin d'en considérer les implications sur le marquage et la production des lieux.

3. Résister en habitant et continuités populaires dans des anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain

L'hypothèse centrale de la thèse est donc de considérer que dans des contextes tels que des anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain, les habitants par des pratiques ordinaires et individuelles plus ou moins partagées possèdent, parfois de manière non consciente et involontaire, de véritables « moyens d'action », leur conférant, à travers les continuités qu'ils engendrent, un rôle non négligeable dans la production de la ville et de ses lieux. En considérant l'action de résister en habitant à l'origine du principe de continuité, deux dernières réflexions peuvent être menées : la première repositionne l'action dans son rapport aux représentations géographiques ; la seconde la situe dans son interaction avec les contraintes structurelles et sa relation au changement urbain en cours.

3.1. L'image du « quartier populaire » : continuités des représentations géographiques et pratiques ordinaires des habitants

Il s'agit en effet d'abord de saisir les incidences de la mise en acte de ces « moyens d'action » sur le marquage social d'un lieu, sur ses rythmes quotidiens et les agencements spatiaux qui en découlent. Par ces pratiques singulières, par une combinatoire des mobilités spatiales, par la structuration de modes d'habiter, les habitants entretiennent une présence *in situ* au quotidien, un accès à certaines ressources (matérielles, sociales, symboliques), une appropriation, et participent à produire des continuités populaires dans le marquage social des lieux.

En quoi ces continuités de présences influent-elles sur les représentations (comme produits) des individus ? En quoi leur perception et leur représentation (comme processus) peuvent-elles contribuer à entretenir une ou plusieurs image(s) (au sens large) du « quartier populaire » ?

L'analyse des représentations individuelles et sociales des habitants exprime dès lors un double enjeu. Comme cela a été dit dans le premier chapitre, l'action institutionnelle concerne aussi la production de représentations. Dans de tels contextes urbains, cette action consiste souvent à imposer *une* image de la continuité populaire, c'est-à-dire une seule de ses déclinaisons possibles. Cette version de la continuité populaire, largement diffusée, participe ainsi de l'environnement sémantique et symbolique des individus. L'analyse des représentations des habitants permet donc dans un premier temps de les situer par rapport à cette action formelle. Et d'interpréter leur diversité (si diversité il y a) comme une résistance à l'imposition d'une image en particulier[1].

Mais aussi, dans un second temps, le traitement critique des représentations des habitants doit pouvoir informer en retour sur les effets des présences et des pratiques ordinaires des individus. On peut en effet appréhender ces représentations géographiques en tant que traces de l'efficace de ces pratiques, et en ce qu'elles se réfèrent à ces présences. La démonstration peut donc être à double niveau : montrer que *des* représentations de la continuité populaire ou du « quartier populaire » persistent malgré les changements brutaux ou diffus, permettrait de

[1] Une résistance qui peut être aussi à son tour récupérée, détournée, réorientée, réappropriée politiquement ou économiquement.

démontrer que des individus, par l'intermédiaire de leurs pratiques et usages ordinaires, c'est-à-dire par leur habiter, arrivent à rendre accessibles, entretenir ou perpétuer, une connaissance et une expérience, matérielles et idéelles, des lieux : des gens parviendraient, consciemment ou non, à résister en habitant.

La mise en regard de ces représentations avec les présences et les pratiques par ailleurs identifiées doit cependant permettre de nuancer cette hypothèse, et de ne pas oublier qu'une représentation n'est qu'un schéma pertinent du réel. Rien ne prête en effet à croire que toutes les présences et les formes de pratiques sont relayées par les représentations. Démontrer que des représentations de la continuité populaire persistent peut donc ne pas suffire à prouver que tous les individus se maintiennent, les images du « quartier populaire » ne renvoyant qu'aux présences et pratiques ordinaires de *certains* habitants.

3.2. Résister en habitant et contraintes structurelles : le rapport au changement urbain

La prise en compte de la notion de résistance à l'échelle de l'individu ne doit pas aveugler. Je pourrais de nouveau rappeler le risque d'une lecture romantique, naïve, et déterministe de la résistance qui consisterait, à l'instar du « bricolage populaire » cher à M. de Certeau, à « faire rendre le maximum au minimum » (Grignon, Passeron, 1989 : 124).

Mais en orientant l'approche vers la manière dont les habitants aménagent les contraintes extérieures, notamment celles issues des interventions urbaines et des processus socio-spatiaux en cours dans de tels quartiers, on attribue une place aux déterminants matériels dans la mise en place d'une résistance individuelle. Cet aménagement pour C. Grignon et J.-C. Passeron est celui d'une « niche de vivabilité » et consiste « à jouer de l'ambivalence », « faire avec », c'est-à-dire « essayer de transformer des contraintes en ressources, des handicaps en contre-handicaps, etc. ou défensivement, d'éviter que des ressources se transforment en contraintes. » (1989 : 136). La résistance des habitants prend ici la forme conjointe d'une prise de distance et d'une réinterprétation des contraintes extérieures et des rapports de domination que ces habitants subissent. Plus concrètement, interroger l'aménagement de ces contraintes par les habitants en place revient à penser les rapports qu'ils entretiennent avec les nouveaux résidents et usagers des espaces urbains étudiés, mais aussi les interrelations entre leurs pratiques et des contraintes structurelles, comme le cadre bâti à la fois récent (issu d'une opération d'aménagement) et ancien, qui les environnent ; un cadre matériel qui se caractérise en effet par son ambivalence, à savoir qu'il est à la fois produit et source de pratiques.

Dès lors, on rejoint le propos tenu dans le premier chapitre au sujet du rôle de la continuité dans le changement urbain en cours. La résistance des habitants par leur habiter, en interaction avec des contraintes structurelles, si elle contribue à entretenir cette continuité, apparaît *de facto* comme une participation, volontaire ou non, consciente ou non, à ce changement urbain, comme une de ses modalités. Résister en habitant n'est ni contradictoire ni uniquement contraire à l'idée de changement : que des individus, par leur habiter, participent au maintien de représentations géographiques, à la perpétuation de certains rythmes quotidiens, à une continuité en termes de territorialités, ou que les effets de ces pratiques soient récupérées pour des motivations politiques ou économiques, dans les deux cas, c'est bien une façon de participer au changement qui est en jeu. Les habitants ont donc un rôle dans ce changement et en ce sens cette recherche retrouve, selon une démarche différente, le projet de H. Coing quand il voulait « observer le changement dans son déroulement même, analyser les comportements, et les attitudes réciproques de ceux qui y jouent un rôle » (1966 : 16).

De fait, en suivant ce qui a été dit précédemment sur le pouvoir habiter et le savoir habiter, mais aussi en s'appuyant sur les résultats d'autres travaux (Coing, 1966 ; Chamboredon, Lemaire,

1970) on peut supposer que chaque habitant n'aura pas le même rôle dans ce changement. Tous les habitants, tous les groupes ne sont pas dotés de la même façon pour saisir les processus à l'œuvre (le changement sociétal et son accélération probable due à l'intervention). Il existe certes des inégalités entre individus issus des catégories aisées et ceux relevant des couches populaires, mais aussi, entre individus de ces dernières (ce qui constitue d'autres contraintes structurelles) : tous ne reçoivent pas de la même façon le changement, ne le vivent pas de la même manière, et donc n'y participent pas identiquement. C'est en effet un des résultats importants de H. Coing que de découvrir « quels sont les facteurs (individuels, collectifs, structurels) qui aident les habitants ou les empêchent de profiter de la rénovation » (1966 : 227). Si les habitants contribuent de manières différenciées au changement, c'est parce qu'ils ont en effet des rôles définis par des inégalités, c'est-à-dire des expériences plurielles et des compétences inégales pour faire face à ce changement.

Par ailleurs, dans la gamme des rôles joués par les habitants, rien n'empêche de penser que certains peuvent en effet aller dans le sens des changements liés aux opérations et projets politiques ou économiques (par la récupération par le pouvoir politique ou économique, mais pas seulement). La lecture de l'action des habitants et précisément des modalités de leur résistance en habitant doit donc être le plus critique possible. On retrouve ici l'effort des géographes anglo-saxons de ne pas sombrer dans une approche idéologique binaire et simplificatrice –le pouvoir des gestionnaires versus les habitants : les « mauvais » contre les « bons ». Et dans cette vision, les gestionnaires peuvent être à leur tour appréhendés comme des acteurs pouvant contribuer à ralentir certains processus, que ce soit volontairement ou non ; l'efficacité de cette régulation n'étant pas en effet liée à son aspect volontariste.

Conclusion : retours sur hypothèses

L'entrée par la continuité dans de tels contextes amène à questionner le changement par le prisme de ce qui contribue à lui résister, c'est-à-dire à le dévier, le ralentir, le réorienter, le produire autrement. La proposition de la notion de « résister en habitant » permet de porter une attention aux pratiques et aux représentations des habitants de ces quartiers –l' « habitant » comme participe présent du verbe habiter-, mais aussi à une lecture de la résistance à l'échelle de l'individu –l' « habitant », comme substantif. Cette notion se fonde sur la prise en compte -la saisie à partir des pratiques et des discours-, par les habitants en place d'une perturbation, à la fois produit d'interventions urbaines lourdes et localisées, et d'évolutions sociétales plus profondes.

L'exploration théorique du concept de résistance et de son rapprochement avec celui de l'habiter conduit à poser plusieurs hypothèses :

- La résistance peut émaner de l'individu, de l'habitant, considéré comme un acteur de la production de lieux du quotidien. Je différencie ainsi cette orientation des approches sur les formes de résistance collectives, en termes de luttes ou de mouvements sociaux, c'est-à-dire de résistance organisée. Les différencier ne veut cependant pas dire les substituer les unes par les autres (Giroud, 2005), ou s'en démarquer radicalement. Car l'individu ne se réduit pas à l'individuel, et cette recherche n'est pas celle de l'atomisation du social ou des processus d'individuation. L'individu, pris comme habitant, est appréhendé selon un regard interactionniste qui le place au cœur des relations sociales. Mais aussi, par l'étude de pratiques individuelles, on cherche finalement aussi à atteindre celles de groupes sociaux : des habitudes de pratiques individuelles peuvent être partagées, reproduites, assumées collectivement, se référant à des représentations sociales communes ; et agissant dans le « même sens » en matière de marquage et de production des lieux. Dès lors, la résistance, même centrée sur l'individu, possède une dimension collective à part entière. « Collective » ne renvoyant pas du coup

automatiquement à quelque chose d'organisé dans le cadre d'institutions collectives (associations, comités, etc.) mais à des pratiques, des usages, des représentations partagés et à leurs effets sur les lieux.

- Résister en habitant revient à *rendre accessible, entretenir ou perpétuer consciemment ou non une connaissance et une expérience, matérielles et idéelles, des lieux*. La notion contient deux acceptions principales, mais qui partent toutes deux du postulat de la saisie consciente ou non par les habitants d'une perturbation : la résistance comme perpétuation d'une existence et comme détournement d'une norme. Cette double lecture permet de voir comment les habitants réaménagent de nouvelles conditions extérieures, sans omettre les relations de pouvoir et de domination qui s'insinuent dans les aménagements et les rapports sociaux, et sans considérer, non plus, l'action de certains habitants en termes d'écart par rapport à une norme.

- Les pratiques étudiées dans le cadre de cette approche s'inscrivent dans des registres et des dimensions variées : conscience/non conscience ; spatial/temporel ; quotidien/résidentiel ; évitement/colonisation (Van Zanten, 2001). Ces dimensions qui caractérisent d'une manière ou d'une autre l'aménagement des contraintes extérieures s'entremêlent ou se combinent entre elles selon les situations pour qualifier *in fine* toute pratique individuelle.

- Ces pratiques, constituant l'habiter, ne peuvent se comprendre indépendamment du cadre matériel (structure du parc de logements, qualité du bâti, équipements et structures commerciales, qualité des espaces collectifs) ou d'autres contraintes structurelles (de type social ou économique) ; des contraintes qui vont jouer de manière différenciée sur la nature, le déploiement, la possibilité, l'efficacité de ces pratiques.

- *De facto*, l'action de résister en habitant, via les combinaisons de pratiques et les représentations qui la fondent, possèdent aussi un sens géographique pour ses implications en matière de marquage social, de façonnement de représentations géographiques individuelles et collectives, et donc de production des lieux.

Comment retranscrire l'ensemble de ces choix et postures théoriques d'un point de vue méthodologique ? Telle sera la question qui va guider le troisième chapitre de la thèse.

Chapitre 3

Une approche dynamique, compréhensive et croisée de deux contextes géographiques

Introduction

La structure d'une recherche tient dans la rencontre entre la construction de l'objet, un choix de concepts, une démarche et des méthodes d'investigation ; rencontre que C. Grignon et J.-C. Passeron nomment « affinité élective » (1989 : 56) comme pour rappeler qu'elle ne se fait pas entièrement dans le hasard ou l'aléatoire, mais aussi que c'est de cette affinité que naissent véritablement le sens et la profondeur d'une recherche. Comment donc traduire méthodologiquement le questionnement thématique et la lecture théorique choisie ? Quelle posture générale adopter ? Quel système d'investigation mettre en place ? Quelles méthodes utiliser ?

Imaginer et créer cette rencontre a donc relevé de choix, d'allers-retours, de bifurcations, qui ont dépendu autant de mon expérience de jeune chercheur, des moyens ayant été mis à ma disposition, que du contexte scientifique, institutionnel et socio-culturel au sein duquel cette démarche s'est inscrite. La rencontre réalisée entre l'objet, la problématique et la méthodologie ainsi que le discours scientifique produit représentent donc un savoir situé, qui ne décrit ni de manière exhaustive, ni de façon objective la réalité observée. Et en aucun cas, un tel savoir ne cherche à dominer ou à s'imposer à cette réalité.

Mais, on peut toutefois penser avec J.-P. Olivier De Sardan, qu'un tel savoir, « s'il ne peut jamais ' refléter ' la réalité, et ne peut donc ' parler en son nom ', parle *de* la réalité et s'efforce de la décrire et de la comprendre de la façon la moins infidèle possible » (2004 : 46). L'enjeu de ce troisième chapitre est donc de présenter les éléments qui ont guidé la production de ce savoir, qui se veut être au final une lecture située, mais la plus rigoureuse possible d'*une* réalité.

L'explication du choix d'opter pour une approche croisée, dynamique et compréhensive, la présentation des terrains d'étude et de leur contexte – Berriat Saint-Bruno à Grenoble, Alcântara à Lisbonne -, selon le modèle de trajectoire des anciens quartiers ouvriers décrit au début du premier chapitre, enfin celle du système d'investigation suivi et du rôle de chaque enquête dans la démonstration, correspondent aux trois temps structurants de ce chapitre.

1. Le choix d'une approche

1.1. Une approche croisée

L'approche adoptée révèle une double prise de distance, d'abord à l'égard de la démarche de type monographique, ensuite envers celle de type comparatiste.

La première prise de distance marque une volonté de ne pas surestimer les observations issues d'un seul terrain d'étude, à savoir ici un quartier urbain. Il ne s'agit pas de faire le procès de l'approche monographique, qui peut se justifier selon les objets et les opportunités de recherche et dont les biais ne dépendent finalement que de la manière dont on a pu l'ériger parfois en modèle unique (par exemple chez les géographes de l'Ecole française de géographie). Mais, la

monographie à l'échelle d'un quartier, sans effort de réflexivité, peut conduire vers la description exhaustive et peu problématisée des singularités, des particularités et de l'« originalité » prétendue du terrain de l'étude ; une originalité, certes souvent à l'origine de la curiosité de départ du chercheur et responsable du choix du terrain, mais qui nécessite d'être questionnée à un moment donné. Contourner un tel biais implique de savoir décentrer le regard, en resituant le quartier étudié dans son contexte urbain et dans une histoire de son rôle au sein de ce contexte. Le risque d'une approche monographique au sens strict est, en effet, d'octroyer une primauté peut être trop importante aux limites spatiales et temporelles fixées par l'agenda de l'observation et d'en oublier les dynamiques, les fluctuations et la perméabilité.

Mais décentrer le regard amène aussi à considérer d'autres terrains d'étude. L'approche comparative offre alors une voie possible pour nuancer l'originalité et la sacralisation d'un seul espace étudié, qu'elle soit à la base même d'un questionnement problématique, de la mise en place d'un système d'investigation et d'une pratique de terrain, ou qu'elle soit simple comparaison raisonnée, appréhendée comme « sortie de terrain » (Olivier de Sardan, 2004 : 44). Pour P. Gervais-Lambony, l'approche comparative n'est pas uniquement un enjeu de pratique de recherche, mais constitue son objet et nourrit sa problématique : « C'est bien que la confrontation de situations tout à fait différentes amène à se poser des questions originales. En ce sens, la problématique est fortement influencée par les terrains abordés, non pas parce qu'une problématique est immanente à un lieu, mais parce que, dans le cadre d'une comparaison, l'observation d'autres lieux facilite un regard différent sur le lieu étudié (...) il est nécessaire de penser aussi en fonction d'autres lieux. C'est-à-dire que la comparaison n'est pas seulement une pratique (caractérisée par l'action de comparer), mais une façon de penser sans jamais oublier que le lieu étudié n'en est qu'un parmi d'autres et que c'est aussi du regard sur les autres que jaillissent les meilleurs questionnements » (2003 : 23). On retrouve dans cette posture, en filigrane, que construire des comparables n'est pas réductible au traitement des semblables. Cela rejoint la thèse de M. Détienne qui conseille d'oublier « les conseils prodigués par ceux qui répètent depuis un siècle qu'il est préférable d'instituer la comparaison entre des sociétés voisines, limitrophes et qui ont progressé dans la même direction, la main dans la main, ou bien entre des groupes humains ayant atteint le même niveau de civilisation et offrant au premier coup d'œil suffisamment d'homologies pour naviguer en toute sécurité » (2000 : 42) et pousse dès lors à considérer « la violence heuristique de ce qui surgit comme l'incomparable » (2000 : 44).

La démarche de ma recherche s'inspire de cette pensée générale du comparatisme comme mode de pensée du va-et-vient et de la réflexivité, et contre l'apriorisme de l'incomparable. Mais elle s'en démarque (c'est la seconde prise de distance !) en tant qu'elle renvoie à une pratique de recherche qui positionne et agence différemment le rôle de chaque terrain dans l'élaboration de la démonstration. Ma posture n'est pas de confronter deux objets géographiques –ici, deux quartiers- dans leur globalité (Gervais-lambony, 2003 : 24), ou bien d'appliquer à différents cas « une grille de lecture commune » (Dureau *et al*., 2000 : 8). L'objectif est plus de procéder à une approche croisée, dans laquelle des situations ou des processus proches ou semblables sont appréhendés dans des contextes géographiques et temporels différents. Les deux terrains d'étude représentent ici deux contextes propices et complémentaires, qui participent ensemble à construire et appréhender l'objet et sa problématique. Et c'est à partir de l'exploitation de leur diversité, du croisement de leurs contrastes, que s'organise et se déroule la démonstration. Cette démarche s'inspire d'une proposition d'*histoire croisée* développée par M. Werner et B. Zimmermann dans un texte programmatique (2004). Pour ces historiens, l'intérêt pour les croisements implique que « les entités ou les objets de recherche ne sont pas seulement considérés les uns par rapport aux autres, mais également les uns à travers les autres, en termes de relations, d'interactions, de circulation. Le principe actif et dynamique du croisement est ici primordial (...) Croiser, c'est aussi entrecroiser, entrelacer, c'est-à-dire croiser à plusieurs

reprises, selon des temporalités éventuellement décalées » (Werner, Zimmermann, 2004 : 22). Cette conception relationnelle, interactive et processuelle permet de penser à la fois le caractère labile et évolutif des choses et des situations, mais également le changement : « Plutôt qu'un modèle analytique –qui reviendrait à figer les choses, là où nous voudrions au contraire les articuler et les mettre en mouvement- elle offre la possibilité d'élaborer une boîte à outils qui (...) permet d'appréhender de manière plus satisfaisante la complexité d'un monde composite et pluriel en mouvement, et par là même la question fondamentale du changement » (2004 : 23). Le croisement relève dans cette conception à la fois de l'objet et des procédures de recherche : il implique donc des opérations reliant aussi bien l'observateur à l'objet que les objets entre eux (2004 : 41).

Ces deux formes d'opération ont guidé l'élaboration et le déroulement de ma recherche. Le croisement des points de vue est un des principes ayant motivé la construction même de l'objet et de la problématique de recherche (croisement des points de vue obtenu à partir de terrains différents, de groupes sociaux et d'acteurs multiples, ou en plaçant le raisonnement à différentes échelles temporelles et spatiales). Et le croisement des expériences de recherche (acquises au cours du temps et dépendantes d'affinités différentes avec les terrains d'étude) a précisé tout au long de la recherche le choix des méthodes, et orienté la mise en place et l'agencement final du système d'investigation.

1.2. Une approche compréhensive et dynamique

L'approche adoptée tente de saisir la diversité intrinsèque des situations produites par le renouvellement urbain et des changements induits au quotidien sans prétendre à une représentativité statistique[1]. Elle articule plusieurs enquêtes complémentaires, d'envergure modeste, faisant appel, selon les questionnements, les situations et les conditions d'enquête, à différentes techniques de collecte (entretiens semi-directifs ; utilisation de questionnaires ; approche biographique ; observation statique ou en mouvement ; recueils de documents). Chacune de ces enquêtes représente un éclairage singulier sur le fonctionnement d'un lieu ou sur les pratiques et représentations d'habitants préalablement sélectionnés, à un moment donné.

On se rapproche ainsi d'une démarche qui pousse à « penser par cas » pour paraphraser le titre d'un ouvrage dirigé par J.-C. Passeron et J. Revel, et précisée par P. Lacour : « il s'agit de penser *par* cas et non de penser *le* cas, de raisonner *à partir* de singularités et non *à propos* de singularités » (2005 : 2). Le cas est ici aussi bien un lieu, objet d'une enquête, qu'un habitant, appartenant à l'un de mes échantillons. Pour le dire autrement, il s'agit d'octroyer un statut significatif aux cas étudiés (Agier, 1999 : 9) qui permette de faire avancer la « compréhension » (Coing, 1966 : 24) de processus et de phénomènes. Pour M. Werner et B. Zimmermann, il s'agit, pour étudier et objectiver les diverses formes de croisement évoquées plus haut, de procéder en

[1] La thématique du rapport des habitants au renouvellement urbain dans de tels quartiers au peuplement aujourd'hui très hétérogène peut poser des problèmes sur la constitution d'un éventuel échantillon statistique ; problèmes déjà soulevés par H. Coing, à propos d'un espace urbain apparaissant pourtant plus homogène socialement : «La rénovation pose en effet des problèmes spécifiques qui diffèrent considérablement d'un groupe social à l'autre : propriétaires, locataires, ou habitants d'hôtels meublés ; français ou algériens ; jeunes ou personnes âgées ; commerçants et artisans ; célibataires ou familles ; ménages relogés sur place, en banlieue ou par échange... Un échantillon qui voudrait rendre compte d'une réalité aussi complexe devrait regrouper un nombre d'individus considérable, excédant nos possibilités. Pour un échantillon stratifié même, le nombre de variables à maîtriser était impressionnant » (1966 : 22). En outre, dans le cadre de mon travail, la rénovation n'est pas la seule forme d'intervention étudiée : les opérations urbaines renvoient à des actions différentes qui ne traitent pas uniquement les espaces résidentiels.

une « induction pragmatique » (2004 : 29), c'est-à-dire de partir de l'objet de recherche et des situations concrètes d'action : « L'induction pragmatique ne signifie pas se cantonner à un niveau micro ou se limiter à une juxtaposition de situations, au détriment de toute forme de généralisation. Mais la généralisation procède alors de la combinaison de ces diverses situations et des logiques d'action qui leur sont propres (...) De la même manière, l'induction pragmatique ne signifie pas se restreindre à des temporalités courtes d'action au détriment de la longue durée. Au contraire, le temps long des structures s'y conjugue aux conjonctures courtes de l'action, dans une analyse de l'activité sociale fondée sur l'étude des rapports dynamique entre action et structure (...) une telle approche ouvre des perspectives pour penser ensemble le changement et la stabilité » (2004 : 32-33)

On sait, en outre, que l'absence de représentativité statistique n'empêche pas toute forme de généralisation. Sur ce point, D. Bertaux évoque par exemple l'apparition du phénomène de saturation[1] comme fondement de validité de l'approche entreprise, remplissant la même fonction que la représentativité de l'échantillon pour une enquête statistique : « La saturation est le phénomène par lequel, passé un certain nombre d'entretiens (biographiques ou non, d'ailleurs), le chercheur ou l'équipe a l'impression de ne plus rien apprendre de nouveau, du moins en ce qui concerne l'objet sociologique de l'enquête » (1980 : 205). Cependant, d'après l'auteur, « le chercheur ne peut être assuré d'avoir atteint la saturation que dans la mesure où il a consciemment cherché à *diversifier* au maximum ses informateurs » (207) et en ce sens, « la saturation est-elle plus difficile à atteindre qu'il n'y paraît à première vue. Mais à l'inverse, lorsqu'elle est atteinte, elle confère une base très solide à la *généralisation* » (208).

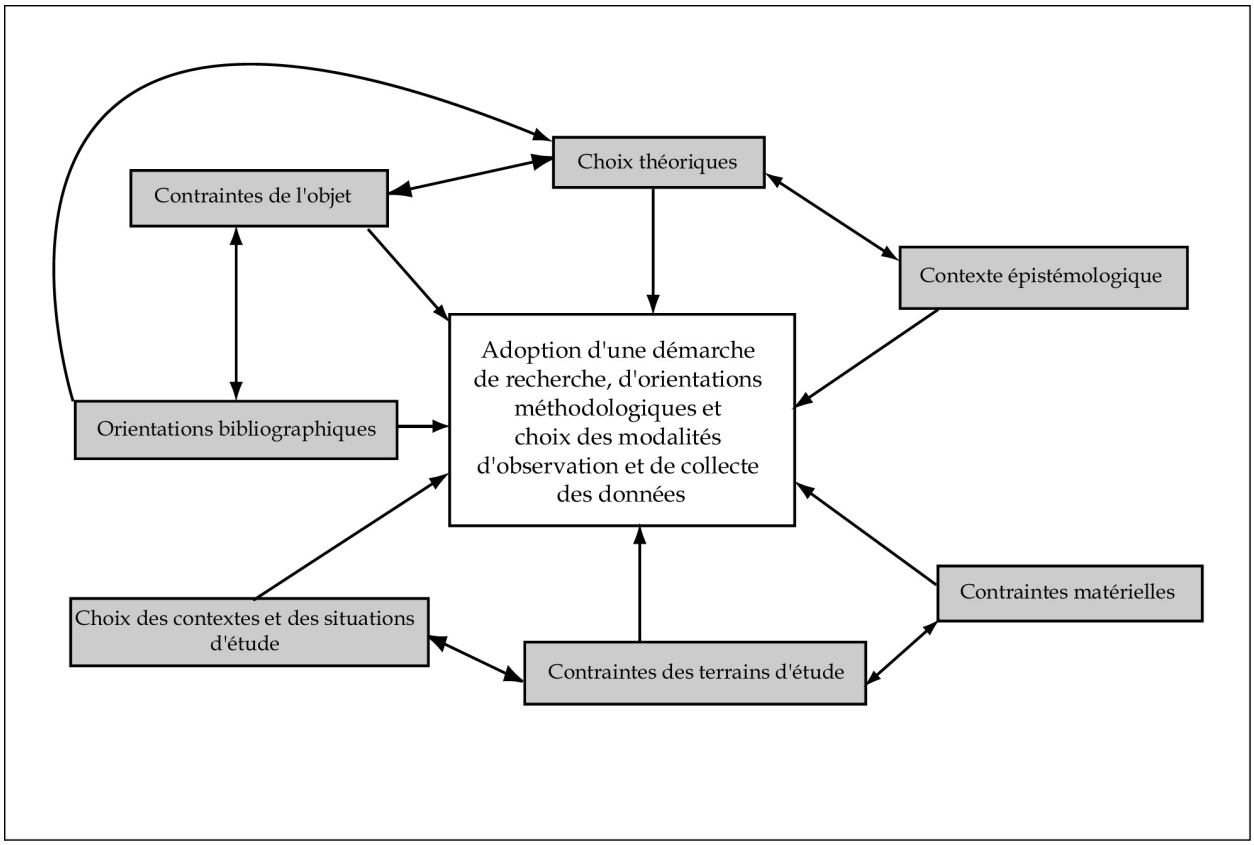
L'approche compréhensive ne s'oppose pas à l'utilisation de méthodes qualitatives *et* quantitatives, ou à l'exploitation de données quantitatives existantes (recensements ; enquêtes produites par des organismes ou bureaux d'étude). Au contraire, quand cela est possible, le va-et-vient et le *croisement* entre les données d'enquêtes ponctuelles et singulières et celles de contexte offrant un cadrage plus global (ou avec des résultats reconnus issus d'autres recherches similaires) doit être assuré. Mobiliser des données de sources différentes revient donc à mettre en œuvre leur combinaison et à faire que les unes puissent être utiles aux autres. Par conséquent, les informations utilisées peuvent aussi avoir des rôles différents selon le moment de la recherche ou le type d'analyse réalisé (rôle principal et rôle de vecteur pour obtenir une autre information) ; ce qui conduit de nouveau à se détacher du statut unique que l'on octroie trop rapidement à un type de source.

Au total, chaque enquête de mon système d'investigation a été pensée comme la transcription méthodologique d'un pan du questionnement et participe, dans sa relation avec les autres entrées de la recherche, et dans la limite des données collectées, à la compréhension plus globale de l'objet. Compréhension fragmentée du réel et compréhension de ses dynamiques d'ensemble se complètent alors et se nourrissent, l'une de l'autre, de manière systémique.

Le choix des terrains d'étude éclaire davantage l'exposé de ces principes, qui donnent, entre le singulier et le général, l'inédit et le connu, un mouvement à la recherche. Puisque c'est bien aussi à partir des caractéristiques de ces terrains que s'affinent la démarche adoptée et la mise en place d'un système d'investigation (figure 3.1).

[1] Phénomène observé par H. Coing dans son étude : « A mesure que notre enquête progressait, les propos des habitants dessinaient sous nos yeux une image du quartier ancien, plus nette et plus cohérente chaque jour, où chaque élément trouvait sa place et sa justification. Et cela jusqu'au jour où les interviews supplémentaires n'apportèrent que des confirmations répétées et convergentes : l'image était 'saturée' » (1966 : 23).

Figure 3.1. Un champ de contraintes : démarche de la recherche et choix des méthodes



2. Les terrains de la recherche : Alcântara à Lisbonne, Berriat Saint-Bruno à Grenoble

Berriat Saint-Bruno et Alcântara ne se sont pas imposés de la même façon dans la construction de la recherche. Dès le départ, ils ne réfèrent pas au même attachement, au même vécu, et renvoient à des moments différents de ma trajectoire personnelle et scientifique (encadré 3. 1).

La présentation de ces deux quartiers a pour objectif de resituer chacun d'eux au sein du modèle de trajectoire des anciens quartiers ouvriers inspiré de la théorie de la régulation et présenté dans le premier chapitre. Il s'agit en effet de démontrer plus globalement en quoi leur sélection et leur analyse problématique peuvent contribuer à produire de la connaissance sur le changement urbain dans ce type de quartier. Par ailleurs, si leur organisation et les changements qu'ils subissent proviennent de mouvements structurels inscrits dans le temps long, ils dépendent aussi de logiques qui dépassent le strict cadre local. Leur espace s'insère dans celui d'une ville, elle-même intégré à des réseaux urbains qui se structurent à des échelles multiples. Berriat Saint-Bruno et Alcântara n'ont donc pas été appréhendés pour eux-mêmes. Ils renvoient à des processus communs à d'autres anciens quartiers ouvriers de ce type, mais aussi à des contextes urbains plus vastes.

Encadré 3.1. Les conditions du choix des terrains

Le choix des deux quartiers d'étude, Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne, ne s'est pas imposé de manière évidente dès le début de la recherche. Loin de constituer une démarche linéaire et rationnelle, la décision d'arrêter un tel choix n'eut lieu qu'en fin de première année de thèse, à la suite d'un premier terrain de trois mois à Lisbonne en 2004.

Chaque choix ne relève effectivement pas des mêmes logiques et de la même implication, mais est constitué, dans les deux cas, de la même nécessité : l'existence d'opérations importantes de renouvellement urbain dans des quartiers ouvriers centraux.

L'intérêt pour le quartier Berriat Saint-Bruno remonte à un travail de maîtrise, intitulé *Le cours Berriat, de Charles Anthelme Roux à aujourd'hui : étude de l'évolution d'un espace urbain et de son analyse scientifique* (Giroud, 2000) effectué à l'Institut de géographie alpine de l'Université de Grenoble où j'ai suivi les premières années de mes études de géographie. Originaire de Grenoble, fortement lié à la ville, il m'est apparu « naturel » de réfléchir sur elle, et tout spécialement sur Berriat Saint-Bruno, délaissé avec un goût d'inachevé en fin de maîtrise. J'ai donc consacré un mémoire de diplôme d'études approfondies effectué au laboratoire Migrinter de Poitiers à l'étude de Berriat comme *Un espace de centralité cosmopolite dans Grenoble à l'épreuve de la régénération urbaine : résister en habitant* (Giroud, 2003). La thèse s'inscrit dans le prolongement de ces travaux, en faisant l'hypothèse que la compréhension du cas de Berriat et de l' « effet de surprise » qui lui a été associé (J.-C. Passeron, J. Revel, 2005) – la surprise de sembler percevoir la continuité d'une « image » du quartier dans un contexte urbain bouleversé depuis plus de vingt ans -, ne pouvait se faire que dans un temps de recherche suffisant.

Cependant, selon la démarche adoptée, l'objectif était aussi de croiser les contextes pour nourrir un questionnement problématique. L'idée a donc été de déterminer un second terrain localisé dans une autre ville européenne dont le statut et la taille pouvaient être très différents de ceux de Grenoble ; mais une ville qui devait avoir été marquée par un développement industriel et la formation de quartiers industriels et ouvriers au tournant du XXe siècle. Le choix de Lisbonne est un fruit du hasard, de discussions aléatoires et de premières lectures erratiques. Ayant déjà eu l'occasion de travailler ponctuellement sur des villes du nord de l'Europe lors d'une année de licence passée à l'Université de Leeds en Angleterre, je me suis tourné spontanément, par réaction et volonté de changement, vers des villes du sud européen. Lisbonne s'est assez rapidement détachée du corpus de villes étudié (Gênes, Naples, Athènes, etc.), me paraissant alors peu explorée par les géographes français. Même si ce ressenti fut relativement désavoué par l'avancée des lectures, la condition scientifique me semblait toutefois respectée : Lisbonne avait effectivement connu un développement industriel, bien que tardif et de moindre ampleur que dans d'autres grandes villes européennes, mais ayant eu un réel impact sur l'organisation spatiale de la ville.

Un premier terrain effectué à Lisbonne entre les mois de mai et de juillet 2004 a eu trois principaux objectifs : recenser la bibliographie portugaise sur les problématiques de la ville, les concepts mobilisés et concernant les espaces lisboètes déjà explorés au sein de plusieurs institutions universitaires (Faculté des lettres de l'université de Lisbonne, Université Nova de Lisbonne, Institut scientifique sur le travail et l'entreprise) ; me familiariser avec les enjeux urbains locaux (lectures, rencontres d'acteurs locaux) ; arrêter le choix d'un quartier d'étude pour une prochaine investigation. Ce choix a été réalisé après avoir observé le fonctionnement de plusieurs secteurs géographiques de Lisbonne. C'est le quartier d'Alcântara qui s'est avéré le plus correspondre aux critères fixés au préalable : il s'agissait d'être attentif à la trajectoire urbaine du quartier, à la nature des interventions entreprises, en cours ou en projet, à la composition sociale de sa population, enfin à son accessibilité et à son inscription dans l'ensemble métropolitain.

Au total, Lisbonne et Alcântara, en tant que terrains inconnus, étrangers, et reconnus comme tels, ont été abordés de manière assez « neutre », sans trop d'*a priori* : ils ont ainsi nécessité une familiarisation progressive, via l'observation *in situ*, les déambulations, les rencontres, les lectures, mais aussi l'apprentissage de la langue portugaise durant deux années à l'Institut Camoes de Paris. Si Lisbonne a été pour moi le terrain le plus lointain –culturellement, socialement, géographiquement-, l'expérience cumulée sur Grenoble a aussi parfois été créatrice de distance. La familiarité d'un lieu pouvant en effet en certaines circonstances, éloigner ou dissimuler certains enjeux.

2.1. Berriat Saint-Bruno, un ancien quartier ouvrier d'une « petite grande ville »[1]

2.1.1. Berriat Saint-Bruno, de la « ville de l'ouest » au quartier central

J. Barou, dans l'introduction de l'ouvrage *Un air de famille, Berriat, Terézváros, deux quartiers de ville en changement*[2], résume bien le double mouvement, spatial et social, du quartier au cours du XXe siècle : « Berriat, c'est un ancien faubourg ouvrier qui a conquis au fil du temps et de l'extension urbaine une place centrale dans l'agglomération grenobloise. Son identité « populaire », autrefois symbole de marginalité sociale, s'est transformée en un atout qui lui attire aujourd'hui une population de plus en plus diversifiée socialement » (2003 : 11).

- *Une autre ville. L'origine d'une périphérie industrielle et ouvrière*

A propos du premier mouvement, la localisation relative du quartier a en effet évolué considérablement tout au long du XXe siècle. La naissance de Berriat est en effet à réinscrire dans l'histoire d'une périphérie de Grenoble. L'ouvrage fondateur de R. Blanchard, *Grenoble, étude de géographie urbaine*, paru en 1911, et l'article de l'un de ses élèves, C.-A. Roux, intitulé *Le cours Berriat. Etude géographique d'une rue*, représentent deux sources précieuses pour comprendre la formation du quartier Berriat et la replacer dans l'histoire de la ville.

Berriat Saint-Bruno incarne dans l'histoire de Grenoble une période importante de l'expansion de la ville, pensée comme avancée d'un véritable front pionnier. Au début du XIXe siècle, Grenoble étouffe dans sa ceinture de remparts. La vaste plaine déserte située à l'ouest est délaissée notamment en raison des risques d'inondation présentés par la rivière du Dragon, appelée après son endiguement, le Drac : « Au début du XIXe siècle, c'était encore un coin bien triste et désolé que cet Ouest : brassières à peine asséchées, bancs de cailloux et de sable, champs de ronces et d'épines, épais fourrés de broussailles bordés par quelques terres et, au-delà, comme un mélancolique fond de paysage, les silhouettes grêles des peupliers plantés auprès des digues » (Roux, 1913 : 97). La plaine cessa d'être une impasse, dès 1826 avec la construction d'un pont métallique sur le Drac, remplaçant un système rudimentaire de traversée par bacs, et ouvrant dès lors vers la rive gauche de la rivière et les communes de Fontaine et Seyssins[3]. Une route reliant la vieille ville au pont du Drac ne fut construite qu'à partir de 1839, afin de procurer une voie de transit entre Grenoble et la rive gauche du Drac, le Vercors et le sud de la France, mais aussi pour offrir une possibilité de promenade aux Grenoblois. Aménagé en conséquence et planté d'arbre, cet axe rectiligne fut nommé « le chemin planté du Drac » avant de devenir officiellement en 1854 le « cours Berriat » du nom du premier grand maire bâtisseur de la ville (Roux, 1913 : 104).

C'est la construction de la gare au lieu-dit « La Frise » et l'arrivée du chemin de fer en 1856 qui lancent véritablement l'urbanisation de ce secteur, faisant du cours Berriat un faubourg bordé d'auberges et d'immeubles de quelques étages, animé d'une population de cheminots et de premiers ouvriers (figure 3.2). Jusqu'en 1877, une réelle coupure sépare le faubourg naissant de la vieille ville, due à l'existence de zones de servitudes militaires, interdisant ou réglementant les constructions à proximité des murs de la fortification. La « ville de l'ouest » se développe

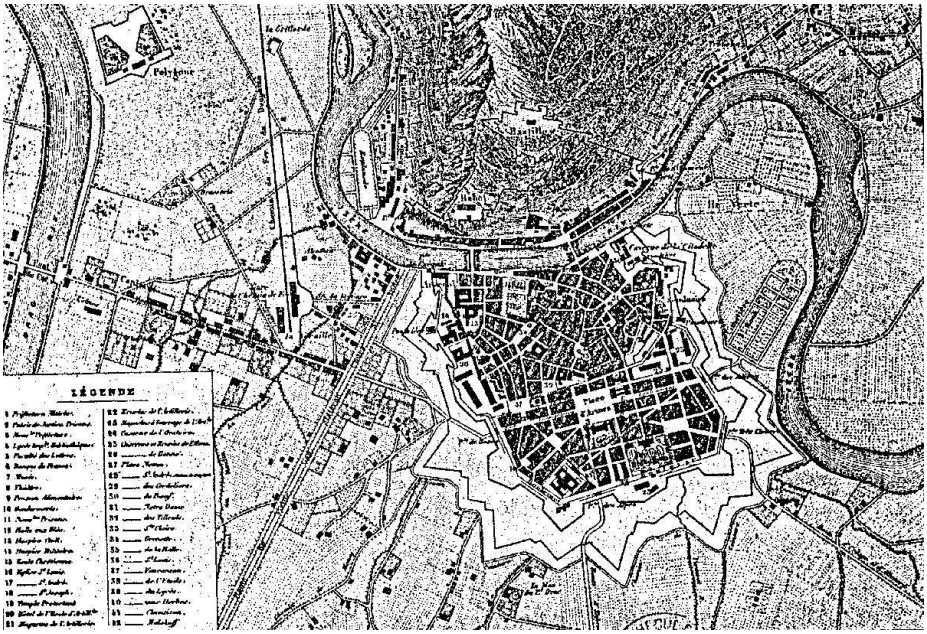
[1] Je reprends ici le titre du *Time magasine* du 30 août 2004, présentant Grenoble comme une des « capitales secrètes de l'Europe » et précisément comme une « *Little big town* ».

[2] Ouvrage de l'exposition « Un air de famille », présentée au Musée dauphinois de Grenoble, d'octobre 2003 à mars 2004 et réalisée sur la base d'une recherche menée par des sociologues et des ethnologues de Grenoble et de Budapest.

[3] Les limites communales ne se fixeront qu'en 1862 où Grenoble rachète à Fontaine et Seyssins des terres de la plaine. La commune de Grenoble s'arrête ainsi avec le Drac (Barou *et al.*, 2003 : 43).

donc au-delà de cette discontinuité : on entre dans le faubourg à partir de la traversée du passage à niveau sur le cours Berriat, rapidement baptisé « la Barrière ». La suppression du zonage militaire en 1877 associée à l'extension des limites de la ville de Grenoble jusqu'à la rivière du Drac (les fortifications sont prolongées jusqu'à la rivière en 1882) entraîne une seconde poussée de constructions, plus franche et massive. L'espace entre la vieille ville et la barrière rattrape rapidement son retard et son urbanisation est rapide : on voit se construire des immeubles de rapports bourgeois dont le style architectural renvoie à l'haussmannisation contemporaine de la partie ouest de la vielle ville[1]. Ce développement contribue dès lors, si ce n'est à l'intégrer, du moins à rapprocher le faubourg de la ville. C'est en effet peu à peu la première périphérie « hors les murs » de Grenoble qui prend forme : de nombreuses activités recherchent en effet des attributs que la vieille ville, condensée et encombrée, ne peut plus procurer. L'existence de vastes terrains disponibles, un coût foncier peu élevé, l'accès à l'eau, la proximité d'un centre de main-d'oeuvre sont autant de facteurs qui attirent des activités devenues indésirables *intra-muros* parce ce que trop bruyantes ou polluantes : des scieries, des blanchisseries, des abattoirs, une usine à gaz, un marché aux bestiaux s'implantent aux alentours du cours Berriat, tout comme de petites entreprises et ateliers (tanneries, mégisseries) participant à l'industrie locale de la ganterie, activité économique principale de la ville jusque vers 1850.

Figure 3.2. Plan de Grenoble en 1860 et naissance du quartier Berriat Saint-Bruno



Source : Blanchard, 1911 (d'après le *guide Joanne Dauphiné*, 1862 : 116).

On perçoit bien deux villes distinctes : la vieille ville, protégée de ses remparts, et la ville de l'ouest, sur la gauche du plan, se développant doucement le long du cours Berriat, axe rectiligne joignant la rivière du Drac. On voit aussi l'espace occupé par les équipements militaires entre le faubourg et la ville médiévale, ainsi que la représentation de la nouvelle gare, au nord du cours Berriat (ligne nord-sud du chemin de fer aboutissant à deux bâtiments).

[1] L'influence haussmannienne permet à une certaine bourgeoisie locale d'affirmer son pouvoir. Cette bourgeoisie n'est pas forcément composée des patrons des usines de la « ville de l'ouest », dont les villas sont situées à proximité des lieux de travail et de production.

Comme en témoigne R. Blanchard, la fin du XIXe siècle voit s'affirmer l'aspect industriel du faubourg : « De 1875 à nos jours, nous avons vu la naissance de la métallurgie, celle du meuble, des boutons et agrafes, nous avons vu croître l'imprimerie et la fabrique de chapeaux de paille, tandis que le ciment lutte énergiquement et que la ganterie se modernise (…) c'est une époque de développement rapide, avec la grande poussée vers les quartiers de l'ouest où sont toutes les grandes usines. » (Blanchard, 1911 : 130). Les découvertes sur l'hydro-électricité, l'énergie hydraulique et la « houille blanche » rendent célèbres la capitale alpine et attirent un grand nombre d'industriels de la mécanique, de la métallurgie ou de la chaudronnerie qui s'installent alors pour une majorité d'entre eux dans les « quartiers de l'ouest ». Les ganteries industrielles, les boutonniers, mais aussi des industries du secteur alimentaire optent aussi pour cette nouvelle localisation périphérique. Le mouvement s'intensifie avec le déclassement des anciennes fortifications et l'assainissement de nombreux nouveaux terrains (installation par exemple de la fonderie Bouchayet Viallet, qualifiée par C.-A. Roux de « type parfait de l'usine moderne » (1913 : 136)). Au final, à la veille de la première guerre mondiale, la quasi-totalité des industries grenobloises, qui font le dynamisme et le rayonnement de la ville, est localisée dans cette périphérie.

Ces implantations industrielles ont eu en outre des incidences importantes sur l'urbanisation du faubourg, en entraînant dans leurs sillages une véloce activité de construction d'habitations, mais aussi sur l'organisation spatiale de la ville entière. Très rapidement, les autorités publiques locales, inspirées par les thèses hygiénistes d'Haussmann, tentent de contrôler cette croissance urbaine. Plusieurs plans d'urbanisation sont alors conçus, soulignant une volonté de rationaliser les voies de communication et de structurer le cadre bâti selon un quadrillage systématique de l'espace. Mais l'urbanisation fut d'une rapidité telle qu'il a été finalement impossible de la maîtriser complètement. Les rues aménagées sont souvent peu larges et régulières et ne se coupent que rarement en angle droit, les places publiques sont peu évidentes et les perspectives souvent bouchées, enfin le contenu des îlots apparaissent comme s'ils avaient été faits « de hasard » (Parent, 1982 : 63). Immeubles de hauteurs multiples, villas, maisonnettes, « bicoques » mais aussi, jardins, hangars, ateliers, usines, s'imbriquant spontanément et progressivement les uns aux autres.

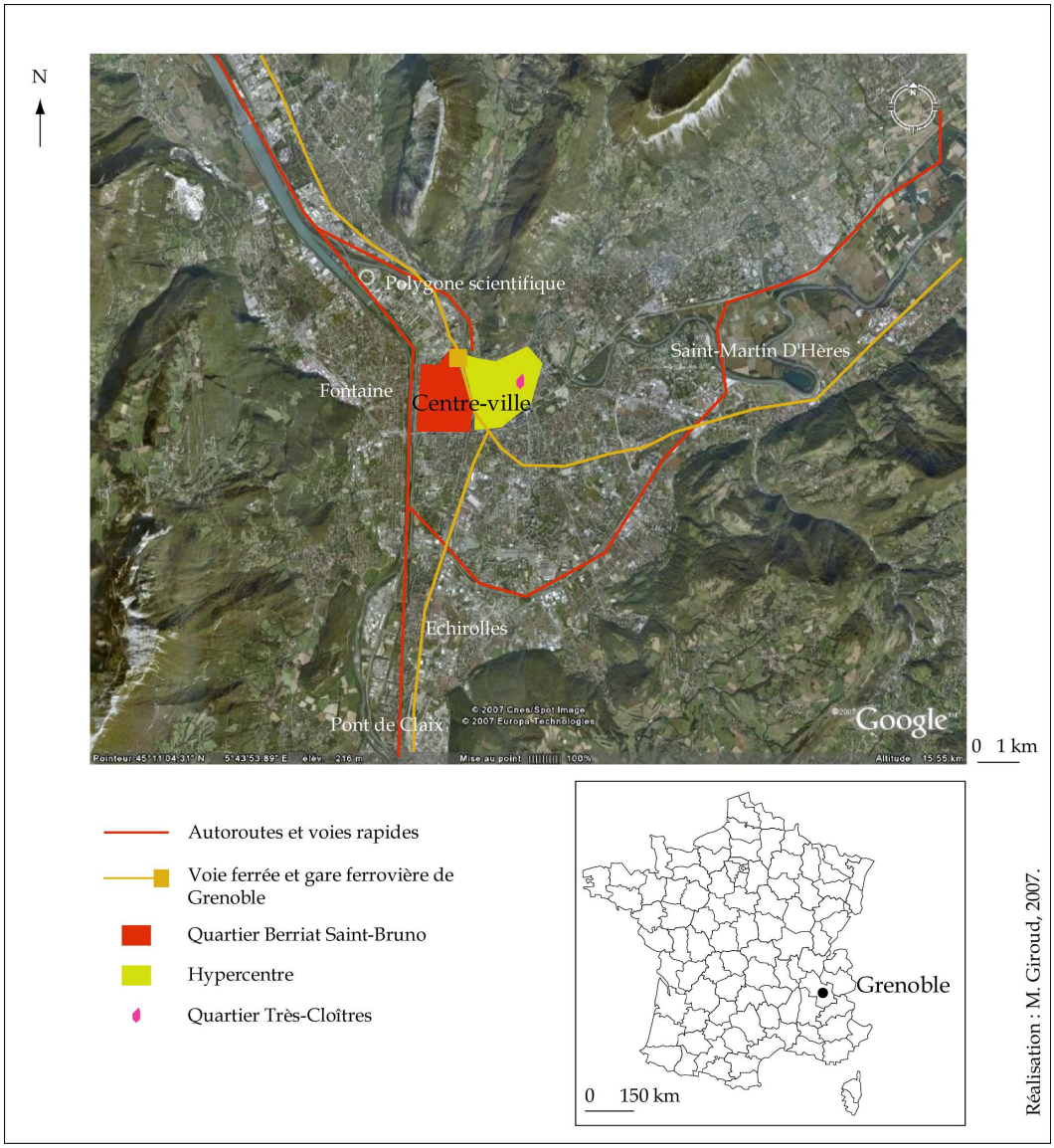
Le cours Berriat reste l'élément majeur autour duquel tout le quartier ouvrier et « populeux » se structure (Roux, 1913 : 143) et à l'instar du reste du quartier « les maisons, le long de la rue, sont d'inégales hauteurs et présentent les types les plus divers ». La réglementation concernant le gabarit des immeubles, le long du cours, n'a pas toujours été la même, créant ainsi, d'un immeuble à l'autre, une variété de hauteurs, encore remarquable aujourd'hui. C.-A. Roux distingue alors deux types principaux d'habitation : « la maison basse du type village-faubourg, haute de un à deux étages qui correspond à la maison ancienne inconfortable », et « la maison urbaine qui en comporte trois et même quatre » (1913 : 144). Ces « maisons urbaines », qui rappellent l'habitation de rapport caractéristique de l'urbanisme des villes industrielles, peuvent être soit « modernes », soit « récentes », la composition de la façade étant plus recherchée (moulures contrastant avec la nudité de certaines façades, présence de balcons) et les aménagements intérieurs plus complets (pièces bien aérées et desservies, cabinets confortables, présence d'une alcôve dans chaque pièce) dans le second cas. Même si, selon l'auteur, ces maisons peuvent être qualifiées de bourgeoises à partir du moment où elles comportent quatre pièces, la grande majorité d'entre elles diffère de celles des quartiers bourgeois haussmanniens de par leur simplicité architecturale et de leur extrême segmentation ; une caractéristique du parc qui favorise l'installation, dans des logements locatifs de petites tailles, de familles modestes majoritairement ouvrières. Ce qui fait dire à C.-A. Roux que « sur le cours Berriat, la plupart des maisons appartiennent à ce dernier type, celui des maisons ouvrières » (1913 : 148).

Malgré l'urbanisation du quartier Berriat, et la mise en place en 1901 de lignes de tramways électriques reliant le centre-ville aux communes de la rive gauche du Drac, la discontinuité avec la ville ancienne et bourgeoise se maintient physiquement au niveau de « la Barrière ». Discontinuité physique, mais aussi sociale et symbolique que certaines anecdotes relatées par C.-A. Roux illustrent bien : une fois passée la voie ferrée, les femmes de Berriat pouvaient de nouveau se mettre « en cheveux » (quitter leurs chapeaux) se sentant de nouveau « chez elles » ; inversement, pour la bourgeoisie de la ville, le passage de « la Barrière » de la voie ferrée marquait l'entrée dans le quartier ouvrier et populeux de Grenoble, un quartier à la réputation dont il fallait se démarquer (Roux, 1913 : 149).

- *Croissance urbaine et localisation actuelle centrale*

Dès les années 1930-40, les marges sud de la ville deviennent de nouveaux espaces de conquête : « c'est au sud, dans la plaine endiguée du Drac, au-delà des fortifications, où les contraintes géographiques sont faibles, que se constitua, après la première guerre mondiale, une véritable zone suburbaine. Dans les années vingt, époque où l'expansion grenobloise était forte, le maire Paul Mistral, s'inquiétait déjà du développement de cette banlieue « sans méthode et commodités » (Parent, Joly, 1988 : 58). Précisément, c'est avec la démolition des murs de fortification en 1943 que s'ouvre une période d'expansion urbaine intense. Cette phase connaît un premier temps majeur, dès l'après-guerre, avec la construction des grands boulevards, sur l'emplacement des fortifications de 1882, et la production massive de logements au sein d'immeubles imposants, aux alignements serrés et homogènes. Après avoir marqué les grands boulevards, l'habitat vertical se répand dans le sud, mais aussi à l'est de la ville (Parent, Joly, 1988 : 59). Mais la rapide poussée immobilière, liée à une croissance démographique soutenue (de 1954 à 1962, la population grenobloise passe de 116 000 à 163 000 habitants) et tenue par des professionnels de l'immobilier de plus en plus influents (cabinets d'architectes, promoteurs locaux), a une nouvelle fois contraint toute tentative d'organisation urbaine : « Le boom immobilier a produit un espace urbain désarticulé où coexistent les formes élémentaires ou groupées les plus diverse de l'habitat sans adaptation au terrain préexistant. (...) Dans les vingt années d'après-guerre, sans réflexion sur la vie collective, on a produit du logement, certainement pas de la ville » (Parent, Joly, 1988 : 59). On voit donc apparaître dans certains secteurs géographiques, dès le début des années 1960, des groupements d'immeubles collectifs privés et des grands ensembles d'habitat social locatif, à proximité de zones pavillonnaires constituées dans les années 1930. La fin des années 1960 (avec l'organisation des jeux olympiques en 1968) et les années 1970 constituent un nouveau tournant de la croissance urbaine locale, avec la construction de quartiers au sud de la ville dans le cadre de la plus vaste urbanisation planifiée jamais conçue à Grenoble et d'une utopie urbaine renouvelée (promotion de la mixité sociale, de la diversité fonctionnelle et de la variété des architectures). Peu à peu les noyaux urbains des communes limitrophes au sud de Grenoble sont intégrés à l'espace urbain grenoblois, notamment à partir d'un développement de l'habitat pavillonnaire sous divers statuts, petits bourgeois ou loi Loucheur (Parent, Joly, 1988 : 59). Développement qui connaîtra une nette accélération dans les années 1980 en particulier dans les communes périphériques à la ville-centre, participant ainsi à une première phase de périurbanisation.

Figure 3. 3. Localisation du quartier Berriat Saint-Bruno dans l'agglomération grenobloise (2007)



Source : *Google earth*, 2007.

Dans ce mouvement d'ensemble, le quartier Berriat Saint-Bruno est donc passé d'une localisation périphérique au centre-ville historique de Grenoble, à une localisation centrale à l'échelle d'une agglomération de communes[1] (figure 3.3). Berriat apparaît ainsi aujourd'hui pleinement intégré à l'espace de la ville ; sa liaison avec le centre historique et tertiaire de

[1] D'un point de vue administratif et gestionnaire, une communauté d'agglomération –la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole, appelée la Métro- a été créée en 2000 à partir du regroupement de plusieurs communautés de communes. En 2006, la Métro associe 26 communes. Dans la commune de Grenoble, le quartier appartient aujourd'hui au secteur nord-ouest, renommé récemment secteur 1. Ce découpage est lié à la mise en place d'une structure administrative sous forme de conseils consultatifs de secteur, dans le cadre de la promotion de la démocratie participative locale. La Ville de Grenoble a mis en place six conseils consultatifs suite à une délibération du conseil municipal du 22 avril 2002. Chaque secteur comprend plusieurs quartiers, selon le découpage administratif imposé par la ville. Le secteur 1 comprend les quartiers : Berriat Saint-Bruno, Europole, Centre-Gare-Bastille, Eaux Claires Nord, Jean Macé.

Grenoble ayant même été facilitée avec le retour du tramway en 1987[1]. Pourtant, malgré ce repositionnement géographique, dans les discours des habitants, Berriat est souvent différencié des autres quartiers de la ville et du centre-ville historique. La « Barrière », rebaptisée la « Passerelle », à la suite de la surélévation de la voie ferrée, constitue encore souvent une frontière symbolique, comme pour rappeler que la définition d'une périphérie n'est pas seulement affaire de localisation géographique.

2.1.2. De l'apogée à la crise : peuplement populaire et espace urbain à Berriat Saint-Bruno jusque dans les années 1980

- *Consolidation d'un quartier ouvrier*

« La période de l'implantation industrielle est aussi l'âge d'or du quartier Berriat » (Szántó, 2003 : 27). En effet, stimulé par l'industrialisation, le quartier connaît une croissance démographique notable. De 1856 à 1881, la population augmente de 2 000 à 9 000 personnes pour atteindre en 1900 le chiffre de 15 000 (Romero, 1992 : 32), sur une population grenobloise de 60 000 habitants. Le témoignage de C.-A. Roux offre une nouvelle fois une source précieuse quant à la composition socio-professionnelle de la population qui habite le long du cours Berriat au début du XXe siècle : si la population est présentée comme « nombreuse et composite », l'auteur précise la prédominance « des ouvriers pauvres, ouvriers du bâtiment, manœuvres, plâtriers ou maçons, dont beaucoup sont étrangers, mais aussi des familles chargées d'enfants », à côté « de comptables, de chefs ou d'employés de bureaux, d'instituteurs, d'employés d'administration ou de banque » logeant dans les maisons ouvrières de type « récent ». Les habitants riches vivant dans les maisons de type bourgeois (maisons de maître et immeubles de type haussmannien proches du centre-ville) sont au final peu nombreux : « Le cours Berriat est considéré dans toute la ville comme une rue ouvrière et cette réputation a éloigné de lui la bourgeoisie, attirée peu à peu vers d'autres quartiers par le luxe et le confort des maisons récentes qui s'y élevaient » (Roux, 1913 : 148-149).

La présence ouvrière se consolide au moment de la première guerre mondiale, notamment grâce à une habile stratégie de reconversion industrielle des patrons de Berriat Saint-Bruno qui orientent leur activité vers une participation intense à l'effort de guerre (production de canons, obus, brancards, denrées destinées aux soldats) (Evan, 1990). Même si la guerre sonne le glas de la ganterie grenobloise, les années 1920 sont marquées par la reconversion réussie de nombreuses entreprises (par exemple Bouchayet Viallet se tourne vers l'alimentaire en créant la chocolaterie Cemoi) ou le développement de nouvelles activités (Merlin Gérin et l'électrotechnique)[2]. En 1930, ouvriers et employés représentent les trois quarts de la population active du quartier.

Une identité populaire et spécifiquement ouvrière se constitue dans cette partie du siècle. Les rapports sociaux se structurent certes au travail et à l'entreprise, mais pas seulement : engagements politiques et lieux de sociabilités quotidiennes jouent aussi un rôle important dans la socialisation des habitants et la production identitaire individuelle, collective ou territoriale. Une histoire de Berriat Saint-Bruno comme principale scène grenobloise de la lutte ouvrière (histoire du syndicalisme, origine de mouvements de grèves générales, création de structures d'entraide et de solidarité) pourrait ainsi être faite, tout comme une description précise des

[1] L'ancien tramway électrique avait été désactivé et démantelé après la seconde guerre mondiale.

[2] En 1925, l'exposition internationale de la houille blanche et du tourisme vante l'innovation et la production industrielles grenobloises et constitue par là même « l'apothéose de la mécanique et de la chaudronnerie de Berriat » (Jampy, 1996 : 12, citant Morsel, Parent, 1991).

lieux et des cercles d'affinités quotidiennes (la rue, le café, l'Eglise, les fêtes et foires) en tant que lieux de sociabilité et d'émancipation d'une condition sociale.

Dès lors, le contexte économique, l'animation sociale locale ainsi que la structure du parc de logements (petits logements en location) ont contribué à faire de Berriat Saint-Bruno un quartier d'accueil pour de nombreux immigrés, en provenance des espaces ruraux alentour (plateau Matheysin, massif de l'Oisans), ou d'origine étrangère, venus remplir les rangs des manœuvres, ouvriers qualifiés et des petits commerçants[1]. Dans les années 1920-30, le quartier attire en effet, à l'image de l'agglomération, de nombreux immigrés d'origines diverses[2]. La croissance démographique du quartier, observable depuis la fin du XIXe siècle, est à attribuer à cette immigration (exode rural ou migration internationale), plutôt qu'à un déplacement des habitants de la ville ancienne, ou qu'à un solde naturel conséquent. En 1931, Berriat Saint-Bruno comprend 17 % d'étrangers dont 80 % sont d'origine italienne (Vial, 2001 : 5) ; les 20 % restant étant constitués de Russes, Polonais, Suisses, Grecs, Arméniens ou encore Espagnols. Le quartier s'impose en effet peu à peu dans l'entre-deux-guerres, à côté d'autres quartiers grenoblois, comme l'une des centralités italiennes marquantes de la ville.

- *Crise industrielle, dégradation de l'espace urbain et accueil de nouvelles populations immigrées*

Les années 1960-70 marquent profondément l'industrie grenobloise et le fonctionnement de Berriat Saint-Bruno[3]. Trois facteurs ont été avancés pour expliquer plus précisément les difficultés du quartier : la délocalisation d'entreprises suite à leur intégration dans de grands groupes nationaux ou internationaux, une désindustrialisation des quartiers centraux au profit de la périphérie de l'agglomération, un timide essor du secteur tertiaire, alors peu sensible à l'environnement matériel et géographique du quartier (difficultés d'accès, infrastructures encombrantes) (Daran, 1975). De nombreuses entreprises ferment à Berriat entre 1976 et 1978 (Jampy, 1996 : 24), fermetures qui affectent aussi les grands groupes industriels.

Cette période de récession eut des conséquences démographiques et sociales importantes. En croissance jusqu'en 1962, le quartier suit la tendance observée sur la commune de Grenoble : de 1945 à 1962, cette dernière passe de près de 100 000 à 163 000 habitants. Mais dès 1962, la population du quartier connaît une nette décrue (tableau 3.1), à l'inverse de la population grenobloise dont le taux de croissance reste légèrement positif. Cette décroissance n'est cependant pas spécifique à Berriat, mais caractérise durant la période 1962-1982 l'ensemble des quartiers centraux de la ville (Quéré, 1993 : 62).

Tableau 3.1. Evolution des effectifs et des taux de croissance annuelle de la population de Berriat Saint-Bruno (1962-1999)

Date	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Effectif	22 169	20 571	18 403	16 038	16 865	20 504
Taux de croissance annuelle		-1,3 %	-1,6 %	-2,0 %	0,6%	2,2 %

Source : Insee, recensements 1962, 1968, 1975, 1982, 1990, 1999[4].

[1] Ce qui ne veut pas dire que la xénophobie a été absente du mouvement ouvrier. L'histoire locale prouve en effet le contraire. Mais la participation des immigrés aux luttes sociales au début du siècle a su écarter la crainte de l'Autre et les hostilités (Vial, 2001 : 4).

[2] Les Grenoblois de nationalité étrangère représentent 14 % de la population en 1926 et 18 % en 1931 (Vial, 2001 : 4).

[3] Le dynamisme industriel local avait déjà souffert de la crise de 1929 et de la seconde guerre mondiale.

[4] Une harmonisation des limites des découpages de l'Insee a été nécessaire pour obtenir cette série d'effectifs. En 1962, le découpage Insee est celui du district, associé à une numérotation. Les unités

Cette dynamique démographique s'accompagne sur la même période d'une évolution socio-professionnelle marquée par la baisse progressive de la part ouvrière de la population active (44,1 à 33 % contre 35,5 à 27,3 % pour Grenoble) au profit des professions libérales, des cadres supérieurs, des cadres moyens, et secondairement des employés[1] (tableau 3.2). On note, en effet, entre 1968 et 1982, un doublement de la proportion des cadres supérieurs et des professions libérales (5,7 à 9,5 %), bien supérieur à l'augmentation observée pour Grenoble (11 à 14,4 %). Dans le même temps, on relève une forte augmentation des cadres moyens (13 à 17 %), elle aussi supérieure à celle observée à l'échelle de la ville (16,1 à 18,8 %), ainsi qu'un accroissement de la proportion des employés (19,8 à 25 %). Ces changements annoncent un net bouleversement de la composition socio-professionnelle de Berriat Saint-Bruno, qui passe progressivement d'un quartier majoritairement ouvrier à un quartier socialement plus hétérogène.

Tableau 3.2. Evolution de la composition socio-professionnelle de la population active de Berriat Saint-Bruno et Grenoble (1968-1999)

	1968		1975		1982		1990		1999	
	Gren. %	*Berriat %*	Gren. %	*Berriat %*	Gren. %	*Berriat %*	Gren. %	*Berriat %*	Gren. %	*Berriat %*
Professions libérales et cadres supérieurs	11,0	*5,7*	12,8	*6,0*	14,4	*9,5*	21,0	*15,0*	24,0	*21,2*
Cadres moyens	16,1	*13,0*	17,3	*13,8*	18,8	*17,0*	22,0	*23,5*	27,0	*24,6*
Employés	20,0	*19,8*	22,5	*22,6*	25,3	*25,0*	23,0	*23,6*	28,0	*23,1*
Ouvriers	35,5	*44,1*	32,9	*42,2*	27,3	*33,0*	22,0	*20,1*	16,0	*12,4*
Total (effectifs)	67 601	*9 474*	72 493	*8 699*	68 542	*7 158*	67 963	*7 862*	68 478	*9 528*

Source : Insee, recensements 1968, 1975, 1982, 1990, 1999.

Mais, c'est aussi pendant cette période de dépression démographique qu'on observe l'arrivée dans le quartier de nouveaux habitants, d'origine maghrébine cette fois. Un cycle migratoire, celui des Italiens, semble en effet se clore au cours des années 1970 (Vial, 2001) (tarissement des flux d'arrivée, vieillissement et effet conjoint des naturalisations). Même si on note l'arrivée d'Espagnols et de Portugais, ce sont les populations d'Afrique du Nord, originaires avant tout d'Algérie, de Tunisie et secondairement du Maroc, qui représentent les principaux contingents d'immigrés des années 1960-80. D'abord essentiellement masculine et ouvrière (travailleurs

considérées ont été celles intitulées « Berriat 6 » et « Saint-Bruno 7 ». De 1968 à 1982, le découpage et la numérotation Insee évoluent. Les deux districts sont subdivisés en quatre quartiers Insee : Polygone 27, Berriat 28, Saint-Bruno Ouest 29, Saint-Bruno Est 30. En 1990, les quartiers Polygone et Berriat sont réunis pour former le quartier 1 Polygone-Berriat, les deux autres unités changeant simplement de numérotation : quartier 6 Saint-Bruno Ouest et quartier 7 Saint-Bruno Est. Dès 1990, un autre découpage est cependant aussi proposé, par zone Iris ou par secteur. En 1999, les quartiers Insee sont remplacés par ces deux derniers découpages. Les limites du secteur dépassant celles de la réunion des quartiers Insee évoqués jusque là, j'ai choisi de ne pas avoir recours tout au long de ce travail à ce découpage par secteur. Par ailleurs, même si les limites des quartiers Insee et celles des zones Iris ne concordent pas entièrement, les données de 1999 à l'Iris seront utilisées et comparées à celles, antérieures, collectées à l'échelle du quartier Insee.

[1] Selon la nomenclature utilisée par l'Insee entre 1968 et 1982.

dans le bâtiment, la métallurgie, la mécanique, etc.), participant à l'appel de main-d'œuvre de l'après-guerre, l'immigration maghrébine prend ensuite, à un moment où la crise économique nationale et mondiale s'intensifie, une nouvelle dimension dans le cadre des regroupements familiaux.

A l'échelle de la ville, le dispositif d'accueil de ces populations se met progressivement en place, de manière institutionnelle ou informelle, mais dans les deux cas de façon très précaire. Un des quartiers centraux de la ville, le quartier Très-Cloîtres (figure 3.3), se distingue pour son rôle historique de « sas d'entrée » et de « filtre », surtout pour les Italiens, puis pour les Algériens, rôle qu'il conserve jusque dans les années 1980 : « c'est un espace de passage propice à l'installation provisoire et aux rencontres, conditions et opportunités pour une installation définitive dans le reste de la ville (...) Très-Cloîtres est donc pour l'immigré algérien un pôle vers lequel s'organise son espace migratoire. C'est aussi un pôle de centralité qui structure toute la vie à Grenoble de l'immigré algérien (...) le quartier Très-Cloîtres devient dans les années 1970 le véritable cœur de l'immigration algérienne » (Jacquier, 2001 : 9). Espace d'accueil formel (dans d'anciens bâtiments militaires désaffectés contrôlés par l'administration préfectorale) et informel (formule du café-garni pour les premiers arrivants : un repas, un micro-crédit, un lit en 3x8), Très-Cloîtres ouvre aussi l'espace de la ville à ses occupants. De nombreux immigrés vont ainsi s'appuyer sur ce cadre pour accéder à d'autres espaces de la ville, qu'ils soient en voie de construction comme dans les quartiers d'expansion du sud de la ville (accès à des logements en locatif social, ou à des foyers d'hébergement de type Sonacotra), ou en voie de paupérisation comme à Berriat Saint-Bruno.

Affecté par la crise économique et les fermetures d'usines, ce dernier se caractérise en effet aussi dès les années 1960 par l'ancienneté et la vétusté de son parc de logements, et l'altération générale de son cadre urbain. L'ampleur des dégradations et la baisse démographique créent dès lors des conditions favorables d'accès au logement (location, squat) pour des individus aux revenus modestes. La plupart de ceux qui s'installent connaissaient le quartier soit parce qu'ils le traversaient déjà quotidiennement (des Italiens et Algériens de Très-Cloîtres venaient travailler dans les usines du quartier), soit pour sa réputation commerciale (notamment grâce à son marché, sur la place Saint-Bruno, existant depuis 1934). Berriat devient ainsi à cette époque, et à l'échelle de l'agglomération, un quartier d'accueil et d'installation de populations maghrébines, algériennes puis tunisiennes, renouvelant par là son caractère et son histoire populaires[1].

- *Une première réponse politique : améliorer l'habitat ancien, maintenir les ménages modestes sur place et penser la reconquête*

La dégradation du quartier et la nature du parc de logements (vétusté, exiguïté, conforts sommaires) font réagir les pouvoirs publics en place. A partir de 1965 jusqu'en 1983 la municipalité socialiste d'Hubert Dubedout tente d'intervenir de manière volontariste sur l'ensemble du quartier Berriat Saint-Bruno afin d'éviter sa marginalisation. L'objectif est annoncé : pour H. Dubedout, « la priorité sera donnée au logement social et à l'amélioration de l'habitat ancien au profit des catégories les plus défavorisées » (Parent, Schwartzbrod, 1995 : 17). Plus globalement, il s'agit de revitaliser le quartier par le maintien de la population résidente sur place, la préservation de l'identité populaire et de la diversité culturelle, la relance de l'activité économique et l'attraction conjointe de jeunes ménages.

[1] Ces arrivées n'impliquent pas mécaniquement le départ des populations italiennes, installées dans le quartier depuis la première moitié du siècle.

Les actions menées dans le quartier s'inscrivent au sein d'une politique expérimentale à Grenoble qui vise à réhabiliter les vieux quartiers et qui a débuté par une intervention sur le quartier Très-Cloîtres. C. Jacquier rappelle le caractère précurseur longtemps dénié ou oublié de cette politique : « Le mythe officiel y fait peu référence, alors que Grenoble a été, sans nul doute, un lieu d'expérimentation de la revitalisation des quartiers anciens en France. C'est là qu'a été inventée une grande partie des processus et des procédures de la politique française d'amélioration de l'habitat qui, aujourd'hui, fait encore référence au niveau international » (2001 : 10).

Cette politique s'organise dans un premier temps, de 1965 à 1976, sur la mobilisation et l'incitation des propriétaires privés à restaurer leur logement, dans le cadre d'une Opération Groupée de Restauration Immobilière (OGRI), incitation qui doit rester malgré tout encadrée : le but est de mobiliser l'initiative privée, la conforter, l'aider techniquement, mais ne pas se substituer à elle (Parent, Joly, 1988 : 91). Pour cela, une association est crée en 1973, l'Association de Restauration Immobilière Groupée (ARIG), installant une équipe opérationnelle sur place afin d'apporter une aide technique, administrative et financière aux propriétaires[1]. Mais amener des copropriétaires d'âges variés et aux ressources diversifiées à se coordonner se révéla une entreprise plus complexe que prévue : le morcellement foncier, les réticences de certains habitants, l'absence de logements vacants, l'insuffisance des ressources furent autant de freins à l'opération (Parent, Joly, 1988 : 91). Le faible succès de l'OGRI pousse dès 1976 la municipalité à une intervention publique plus directe mais aussi plus diversifiée, en créant notamment une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

Le premier volet de cette politique urbaine s'appuie d'abord sur la volonté de maîtrise publique des transformations du quartier. Deux mesures sont prises pour éviter la mise en oeuvre de grandes opérations immobilières. La municipalité adopte dans un premier temps un Plan d'Occupation des Sols (POS) strict, c'est-à-dire marqué par l'interdiction de Coefficients d'Occupation des Sols (COS) élevés et qui maintient les terrains industriels dans leur vocation ; ensuite, elle met en place un Programme d'Action Foncière (PAF), c'est-à-dire d'acquisition foncière et immobilière, via l'utilisation de deux outils lui permettant d'exercer un droit de préemption permanent et de constituer des réserves foncières et immobilières (Zones délimitées pour Aménagement Différé (ZAD) et Zones d'Intervention Foncière (ZIF))[2]. La ville cherche par ces biais à doter le quartier d'un parc de logements sociaux suffisant (Jampy, 1996 : 31). La seconde forme d'intervention, à travers l'OPAH, consiste à « reprendre en y introduisant une cohérence juridique et une planification foncière et financière, les opérations ponctuelles précédemment engagées (lors de l'OGRI), et de couvrir tout à la fois des actions de résorption d'habitat insalubre sur des îlots ou des rues, l'acquisition et la réhabilitation d'immeubles isolés, des aménagements d'espaces publics ou de voirie, des opérations de ravalement et de construction neuve à caractère social » (Parent, Joly, 1988 : 92).

Malgré une accélération de la transformation des immeubles privés existants dans le cadre de l'OPAH et plus modestement dans celui des acquisitions, et quelques premières opérations de

[1] L'ARIG avait en charge, avec le concours de la régie foncière et immobilière de la ville (qui gère le parc de logements de la ville), de l'office public des HLM, de la caisse d'allocations familiales et de l'Union de quartier, la gestion et la promotion du programme, la maîtrise d'œuvre des travaux immobiliers que pouvaient lui confier propriétaires publics ou privés ainsi que le suivi de l'évolution foncière, immobilière et sociale du quartier. Le périmètre de l'opération concernait 1 200 logements, dont 700 étaient à réhabiliter.

[2] En 1977, le bilan d'acquisition foncière de la Ville de Grenoble se répartissait de la façon suivante : 40% du total des acquisitions au centre-ville, 21 % à Berriat Saint-Bruno et 39 % sur le reste de la ville (Romero, 1992). A Berriat Saint-Bruno, la ZAD concerne 28,5 hectares et 3 000 logements, la ZIF couvre l'espace du quartier restant.

réhabilitation de l'immobilier industriel (par exemple la grande halle de montage des établissements Bouchayet-Viallet est transformée pour accueillir le « magasin » du Centre national d'art contemporain), le paysage urbain du quartier ne connaît pas de changement qualitatif brutal (présence de nombreuses friches industrielles et d'îlots d'habitat dégradé). En outre, l'objectif d'attirer de nouvelles populations n'est pas atteint, la population du quartier n'ayant jamais cessé de décroître jusqu'en 1982. Ces tendances vont connaître alors une nette inflexion avec l'élection de l'équipe d'Alain Carignon à la municipalité de Grenoble.

2.1.3. La reconquête de Berriat Saint-Bruno : renouvellement urbain et gentrification

- *Moderniser la ville pour « confirmer l'ambition européenne de Grenoble »*[1]

L'élection de l'équipe de A. Carignon coïncide avec la redécouverte à Grenoble des théories libérales et la critique de plus en plus virulente d'entrepreneurs locaux et d'habitants issus des classes moyennes à l'égard de la politique interventionniste menée par H. Dubedout[2]. Le premier mandat Carignon va en effet se poser en antithèse de l'action menée par la municipalité sortante. En matière de politique urbaine, il s'agit de relancer l'investissement privé, permettre de nouveau le jeu du marché, la liberté d'intervention des promoteurs et la spéculation, et donc de supprimer les dispositifs de contrôle public. L'objectif est notamment par l'attraction de nouveaux investisseurs et de capitaux de repositionner la ville au sein d'un réseau de grandes villes nationales et internationales, plus concurrentes que complémentaires. Dans cette logique libérale, la mise en compétition des intérêts au niveau local doit aider à la projection de la ville dans le concert des grandes métropoles.

La mise en œuvre d'un tel objectif doit en outre s'incarner dans des actions urbaines qui s'identifient et se différencient formellement et symboliquement de celles conduites par H. Dubedout. Malgré l'intérêt porté par ce dernier pour les quartiers anciens à travers l'invention et la mise en place de dispositifs d'intervention, l'essentiel de son action s'est déroulé en périphérie sud de la ville où furent planifiées de vastes zones d'urbanisation. Pour A. Carignon, il s'agit au contraire de rééquilibrer la structure métropolitaine au profit du centre. Et donc de réinvestir les espaces centraux de la ville, car ce sont dans ces espaces que se jouent la modernisation de la ville, entendue comme projection dans la compétition des villes internationales, mais aussi les intérêts électoraux les plus décisifs. Plus précisément, la restructuration du centre passe par un renforcement des activités décisionnelles et une expansion spatiale du centre-ville.

Le devenir incertain de Berriat, sa localisation et ses potentialités foncières font dès lors du quartier le terrain d'action privilégié de la municipalité Carignon. Berriat apparaît comme un espace de la ville où toute forme d'action urbaine peut être aisément menée (démolitions, reconstructions, etc.), et où des dynamiques de peuplement peuvent être impulsées (favoriser le retour des classes moyennes et aisées). Selon l'idéologie moderniste de la rupture, l'environnement socio-spatial n'est en rien une contrainte à l'action. Cette « plasticité » attribuée fait donc de Berriat Saint-Bruno l'espace de la ville où se concentrent et se projettent les trois enjeux décrits précédemment : celui de l'internationalisation et de la mise en compétition de la ville, du contrôle du peuplement des quartiers centraux à visée électoraliste, enfin celui de la visibilité d'une action municipale qui doit s'opposer à celle des actions passées. Ces trois enjeux vont s'incarner plus précisément au sein de la construction d'un véritable quartier d'affaires (dont le projet a été pensé, mais différé sous la municipalité Dubedout !) ; forme d'action qui

[1] Propos de A. Carignon lors du conseil municipal du 10 octobre 1988.
[2] La défaite de l'équipe Dubedout tient aussi du fait d'un fléchissement de la coalition politique locale la soutenant jusqu'alors.

illustre plus globalement la diffusion d'un nouveau modèle de projet urbain à travers les principales villes françaises et européennes.

- *Impulser la reconquête urbaine de Berriat Saint-Bruno autour du projet Europole*

De 1983 à 1994, la volonté de modernisation et de changement de vocation du quartier est donc plus radicale, ne cachant plus le souhait de voir le départ des plus indigents et notamment des populations immigrées, vers les quartiers périphériques : maintenir la population en place dans le quartier n'est plus présenté comme une priorité dans les documents municipaux (Roméro, 1992 : 89). Il convient au contraire d'impulser la reconquête urbaine du quartier.

Cette reconquête va s'appuyer sur des mesures fortes qui prennent deux directions principales. Dans la logique de la politique menée à l'échelle municipale, la première est de relancer la rénovation privée dans un but de revaloriser le foncier par des constructions *ex nihilo* dites « de standing ». En 1984, le périmètre de la ZAD est alors réduit de moitié et parallèlement le POS est révisé pour réduire les contraintes réglementaires en matière de construction. Certaines zones d'activités en situation de friche sont ainsi transformées en zones urbaines, devenant ainsi constructibles, ou en zones mixtes d'habitat et d'activité (Ville de Grenoble, 1986). Le COS est en outre élevé, passant de 0,8 à 2 (Jampy, 1996 : 34).

Mais ces mesures sont rapidement associées à une intervention plus directe et visible. Il s'agit de séduire les nouvelles populations et les promoteurs privés par la production de nouveaux espaces. En 1987, sont donc menées deux opérations d'envergure : l'aménagement d'un réseau de tramway, dont l'une des sections parcourt Berriat Saint-Bruno[1], et le lancement d'un centre d'affaires, dans le cadre du projet de la Zone d'Aménagement concertée (ZAC) appelée Europole[2] (figure 3.4).

Berriat Saint-Bruno est alors appréhendé comme complément fonctionnel indispensable au nouveau site d'affaires et de services. Pour A. Carignon, « il faudra que l'ouest grenoblois soit le service d'Europole » (*Dauphiné Libéré*, 07-07-1991) précisément en procurant une offre résidentielle suffisamment attractive aux futurs cadres et chercheurs du quartier d'affaires. L'objectif est en effet de produire à Berriat un parc de logements plus diversifié, de qualité, comprenant des appartements plus grands et mieux équipés. Cette « conquête de l'ouest[3] » a alors conduit à la rénovation et la destruction de nombreux immeubles du tissu urbain existant. Les données du recensement (tableau 3.3) confirment pour les années 1980 la réduction du nombre de logements construits avant 1948 amorcée dès les années 1960. Pendant le mandat Carignon, les principales constructions publiques et privées à l'échelle de la ville se localisent

[1] La première ligne de tramway, reliant la commune de Fontaine au centre commercial de Grand Place dans le sud de l'agglomération, longe le cours Berriat, reprenant ainsi le tracé d'une ancienne ligne de tramway à traction électrique, active jusqu'en 1947. L'équipe Carignon reprend à son compte un projet élaboré sous la municipalité Dubedout. Son but est avant tout de désenclaver Berriat Saint-Bruno, en le reliant aux principaux équipements de Grenoble et aux quartiers historiques centraux. Mais, à Grenoble comme ailleurs, il ne s'agit pas seulement d'intégrer le quartier au reste de la ville : son aménagement procure une opportunité de traitement de l'espace urbain. Ainsi, la mise en place du tramway s'accompagne d'un aménagement de l'espace de la rue (revêtement du sol, éclairage, mobilier urbain) et de la réhabilitation des immeubles qui la bordent (ravalement de façades). A cela s'ajoute le fait que le tramway représente un équipement véhiculant une image forte : c'est un moyen de transport collectif, écologique, encore peu présent dans les villes françaises, et dont le *design* incarne les idées de modernité, de progrès et d'innovation.

[2] Une description détaillée de l'opération est présentée dans le chapitre 6.

[3] Les journaux locaux titrent sur la « conquête de l'ouest » près d'un siècle après la première utilisation de cette expression.

dans l'ouest grenoblois ; en 1992, les trois quarts des permis de construire de Grenoble concernent cette partie de la ville (Megevand, Pérez, 1995).

Tableau 3.3. Disparition progressive d'une partie du parc de logements construits avant 1948, à Berriat Saint-Bruno (1962-1990)

	Avant 1948		Après 1948		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
1962	6 787	*82,9*	1 398	*17,1*	8 185	*100*
1975	5 572	*64,6*	3 055	*35,4*	8 627	*100*
1990	4 495	*51,5*	4 227	*48,5*	8 772	*100*

Source : Insee, recensements de 1962, 1975 et 1990.

Economiquement, la promotion publique de la rénovation revient à encourager l'implication de promoteurs privés, sensibles aux coûts des opérations et aux profits potentiels. Symboliquement ensuite, cette forme d'intervention contribue à tourner une page de l'histoire et de la mémoire du quartier. Socialement, la rénovation représente un moyen efficace pour renouveler la population du quartier ; aucune contrainte en matière de relogement *in situ* n'ayant en effet été imposée. Cet enjeu social est d'autant plus marqué que le quartier se caractérise alors par une faiblesse structurelle en matière de logements sociaux, le parc résidentiel ancien assurant une fonction de parc locatif social de fait. Enfin, politiquement, l'enjeu de la rénovation est très fort. D'un point de vue électoral, l'éviction progressive ou violente d'un électorat populaire traditionnellement à gauche et l'arrivée conjointe d'une population plus aisée et considérée libérale sont pensées comme les moyens de stabiliser une base électorale jusqu'alors labile. Mais la rénovation incarne aussi l'opposition à l'égard de la politique menée par la municipalité Dubedout, soucieuse, malgré son action en faveur de la démolition (tableau 3.3), de restaurer l'ancien.

La situation politique du début des années 1990 évolue rapidement avec l'implication de A. Carignon dans différentes affaires de corruption et de détournement d'argent public. L'équipe de Michel Destot, à ce jour encore au pouvoir, est élue en 1994 après avoir vivement combattu les choix et l'attitude du maire sortant.

- *Le quartier dans la ville, la ville dans le Monde, le quartier dans le Monde (au tournant des années 2000)*

Ce faisant, dans le prolongement de l'action jusqu'alors entreprise, la nouvelle municipalité ne cache pas sa volonté de continuer de faire de Grenoble une métropole européenne compétitive. On peut ainsi rapprocher le propos de A. Carignon qui, lors du conseil municipal du 10 octobre 1988, veut « confirmer l'ambition européenne de Grenoble » et celui de l'équipe Destot convaincue que « Grenoble fonde son devenir sur son dynamisme économique, ses aptitudes à l'innovation, son ouverture au monde » et qu'il faut pour cela valoriser les compétences grenobloises et accroître le « potentiel de rayonnement » face « à la concurrence italienne, anglaise ou allemande » (Ville de Grenoble, 1999a). Ancien ingénieur, M. Destot démontre très rapidement un grand intérêt à l'égard de la recherche scientifique et de l'innovation, tout particulièrement dans le domaine des hautes technologies.

Grenoble s'impose en effet au tournant des années 2000 comme une ville attractive, dynamique, intégrée à un réseau de villes internationales compétitives : « Grenoble, capitale secrète de l'Europe » (*Time*, 30-08-2004), « La capitale des chercheurs » (*Libération*, 25-04-2004), « Silicon Valley des Alpes » (*Le Journal du dimanche*, 04-06-2006), « Grenoble, une ville américaine ! » (*Courrier international*, mars 2005), « Grenoble se découvre au centre du monde ! » (*L'hebdo*, mars

2005), « Grenoble, surdouée pour l'innovation » (*Les nouvelles de Grenoble*, *magasine municipal*, automne 2004), etc. : voici quelques exemples de la manière dont a été saluée la réussite de la ville par la presses locale, nationale ou internationale.

La logique internationale de la politique de développement économique s'appuie sur une politique urbaine mêlant intervention sur l'urbain et réflexion sur l'image de la ville, selon les méthodes de marketing urbain. Les années 2000 voient ainsi la ville se doter de nouveaux équipements et infrastructures (reconstruction de la maison de la culture, amélioration du réseau de tramway, construction d'un stade d'agglomération à proximité du centre-ville) et multiplier les investissements pour attirer encore plus entreprises de haut niveau et des élites internationales (aménagements de zones d'activités ; inauguration du parc Minatec, premier pôle européen des nano-technologies). En parallèle, plusieurs grands projets résidentiels sont réalisés ou programmés, comme dans le sud de la ville (opération Vigny Musset), ou dans le centre-ville autour de la réhabilitation d'anciennes casernes militaires (caserne de Bonne).

Tout au long de la période 1994-2007, le secteur géographique constitué de Berriat Saint-Bruno et Europole reste un front important d'action municipale. Comme on vient de le montrer, ce front n'est plus unique et s'insère désormais au sein d'un ensemble d'opérations dont le centre de gravité s'est repositionné plus à l'est de la ville. Mais le secteur Berriat Europole continue d'être associé par les autorités publiques à la vocation internationale et moderne de la ville. Et encore une fois, le discours de la municipalité actuelle fait étrangement écho aux ambitions affichées par A. Carignon. Ainsi peut-on lire : « de nombreux projets porteurs d'une nouvelle énergie pour l'économie et le rayonnement de Grenoble sont en marche. Du Polygone scientifique[1], qui possède encore de grands potentiels, en passant par Bouchayer Viallet, les nouvelles activités s'édifient à l'emplacement des industries du passé. » (Ville de Grenoble, 2000b) ou encore « avec ses formes contemporaines et ses tons acier inoxydable, Europole fait entrer Grenoble dans le troisième millénaire » (*Les nouvelles de Grenoble*, *magasine municipal,* 2004). On peut rappeler que quelques années plus tôt, A. Carignon écrivait dans un communiqué : « Ville symbole de culture, capitale universellement reconnue de la croissance, de la recherche et de la qualité de la vie, Grenoble se devait, face au grand Marché Européen de 1992, d'écrire une nouvelle page de son histoire : Europole. Europole, c'est le Grenoble des années 2000 » (Ville de Grenoble, 2000a).

Toutefois la position des autorités locales à l'égard du secteur Berriat Europole est plus nuancée que ce que laisse paraître ce rapprochement. Moins claire idéologiquement que celle de l'équipe précédente, du fait peut-être de l'existence d'une réalité sociale toute autre et d'un héritage urbain plus lourd, la politique urbaine appliquée à Berriat Saint-Bruno apparaît plus complexe et contradictoire : d'une part, elle continue de promouvoir la reconquête par une politique d'aménagements d'envergure, comme dans le cadre de la rénovation de l'ancienne usine Bouchayet-Viallet, l'aménagement de Minatec en bordure d'Europole ou encore de l'implantation de nouveaux grands équipements sur le site du quartier d'affaires (figure 3.4) ; et d'autre part, elle s'applique à corriger les effets de cette même reconquête, qu'ils soient contemporains ou légués par l'équipe municipale précédente.

[1] Polygone qui comprend les laboratoires du centre d'études atomiques, du CNRS, des écoles d'ingénieurs ou des grands équipements comme le synchrotron.

- *Accompagner la reconquête : faire de Berriat Saint-Bruno le « laboratoire du renouvellement urbain de Grenoble »[1] ?*

L'enjeu n'est toutefois plus d'impulser la reconquête de cet ouest grenoblois. Mais plutôt de l'accompagner, selon deux directions qui consistent d'un côté à continuer à la promouvoir, de l'autre à essayer de la contrôler davantage (figure 3.5).

La promotion de la reconquête passe notamment par un nouveau développement du projet Europole. La surface couverte par la ZAC se densifie en effet progressivement tout au long de la période 1994-2007, les derniers îlots à bâtir commençant tout juste à ce jour à être traités. La principale critique réalisée par la municipalité Destot à l'égard de l'aménagement concerne son isolement et une absence d'intégration spatiale à l'espace urbain alentour. Une étude sur l'insertion urbaine d'Europole commandée en 1996 au cabinet d'architectes parisiens A. Grumbach incite alors à la transformation des franges de la ZAC, en direction de la gare (à l'est), du Polygone scientifique (au nord) et du quartier Berriat Saint-Bruno (ouest et sud).

En 2007, les franges nord, ouest et sud présentent le plus de réalisations inspirées de l'étude de Grumbach. Par exemple, du côté du Polygone scientifique a été inauguré en 2006 l'espace Minatec, un pôle de « très haute technologie » (Ville de Grenoble, 2000b) qui concrétise les propositions du cabinet parisien. Premier du genre en Europe, ce pôle consacré à la recherche sur les nano-technologies, place Grenoble dans l'avant-garde de l'innovation technologique, face à la concurrence américaine et japonaise.

Concernant les franges ouest et sud, la réflexion a plutôt été menée sur le lien spatial et paysager entre l'espace aménagé et le tissu existant : l'aménagement de certains espaces publics et « l'identification de lieux qui offrent des potentiels de liaison urbaine » (Ville de Grenoble, 2000a) sont les deux principes retenus pour la production de ce lien. Dans le cadre de cette « identification de lieux », un plan de rénovations ponctuelles a été élaboré pour favoriser l'intégration d'Europole à ses alentours, dilatant ainsi un peu plus l'aire d'intervention. Il s'agit, grâce au concours de promoteurs privés de produire des logements neufs, plus grands et mieux équipés (« de standing ») capables d'attirer une population plus jeune et aisée[2].

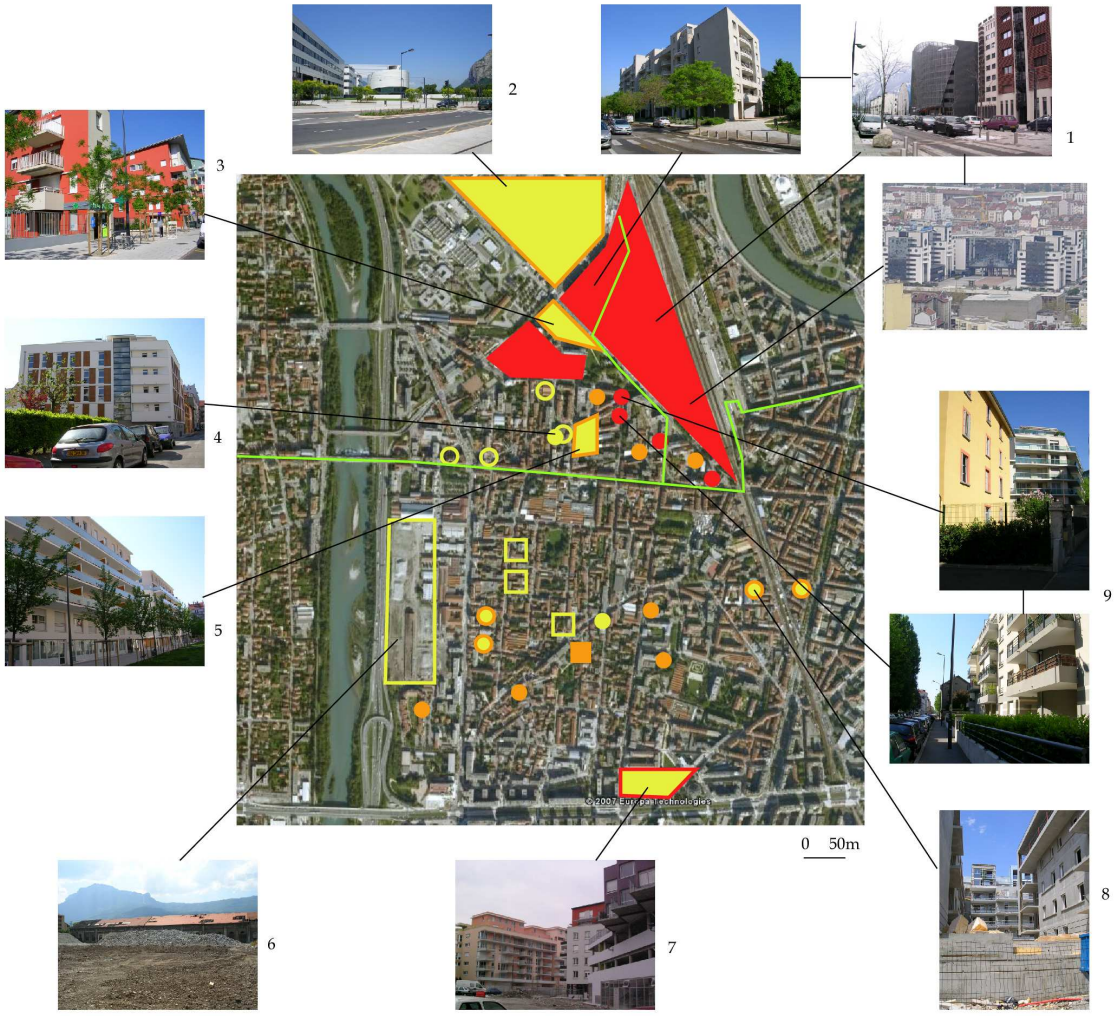
La figure 3.4 met ainsi en évidence l'évolution entre 2003 et 2007 d'un front d'opérations de rénovation partant du périmètre de la ZAC Europole pour atteindre le cours Berriat. Ces rénovations affectent aussi bien des immeubles vétustes (par exemple : *La place Firmin Gauthier*, *Résidence Le nouveau Monde*, *Résidences Hermess I et II*) que d'anciennes friches industrielles (*Carré des arts - Bouvier Darling*, *Résidence Symphonie* sur le site de la Minoterie Armand). La figure 3.4 montre aussi que les opérations urbaines ne se limitent pas aux franges d'Europole. Si les opérations les plus vastes, comme la ZAC Lustucru ou la ZAC Bouchayet Viallet réalisées sur d'anciens espaces industriels, impliquent directement les pouvoirs publics, les rénovations plus ponctuelles sont souvent le produit de l'action de promoteurs privés (par exemple : *Résidence Galilée*) ou de bailleurs sociaux.

---

[1] Expression inscrite sur le panneau d'une exposition présentée à Grenoble par la municipalité du 26 janvier au 6 avril 2006 et intitulée *Comment Grenoble change... De Berriat à Villeneuve* : « Véritable laboratoire urbain, le quartier a su intégrer, depuis sa création, toutes les formes architecturales et urbaines que l'on y a construites. C'est l'analyse de ce paysage urbain si particulier qui a permis de tester certaines orientations du PLU de Grenoble. La constante évolution du quartier et sa capacité d'intégration en font le modèle principal de renouvellement urbain de Grenoble. Europole, Lustucru, Bouchayet Viallet, nouveaux équipements, dynamisme culturel... Berriat devient progressivement une extension naturelle du centre de Grenoble. »

[2] Dans certains cas, la municipalité arrive à imposer aux promoteurs un pourcentage de logements en locatif social, qui ne dépasse jamais 20 %.

Figure 3.4. Evolution du front d'opérations urbaines à Berriat Saint-Bruno entre 2003 et 2007



Dates des projets urbains et de leur réalisation	Opérations réalisées			Opérations en projet		
	2003	2005	2007	2003	2005	2007
Vastes opérations d'aménagement (ex : Zones d'Aménagement Concerté)						
Opérations ponctuelles et privées de rénovation (résidences de standing)						
Opérations de construction de logements sociaux						

Aménagement des lignes de tramway A (Fontaine - Echirolles) et B (Cité scolaire internationale - Campus de Saint-Martin D'Hères) : 1987 - 2007.

Principales opérations d'aménagement réalisées ou en projet, entre 2003 et 2007 :

1 ZAC Europole : quartier d'affaires, grands équipements publics, résidences haut de gamme (finalisation du programme entre 2003 et 2007).

2 Minatec : premier pôle européen de recherche en nanotechnologies.

3 Opération *Carré des arts - Bouvier Darling* : habitat collectif de standing, commerces, activités (maison des avocats).

4 Opération *Hermess I et II* : habitat collectif de standing.

5 ZAC Minoterie Armand : habitat collectif haut de gamme (*Résidence Symphonie*) et de type social ; services (crèches) ; activités (tertiaire).

6 ZAC Bouchayet Viallet : habitat collectif ; équipements publics culturels ; locaux d'activités ; commerces et services.

7 ZAC Lustucru : habitat collectif de standing et de type social.

8 Opération *Galilée* : habitat collectif haut de gamme.

9 Place Firmin Gauthier : traitement des franges d'Europole : habitat collectif haut de gamme (Résidence *Le Nouveau Monde)* et activités (cabinets d'avocats).

Réalisation : M. Giroud, 2007.

Sources : M. Giroud, observations de terrain (2003-2007) ; *Google earth*, 2007.

Mais des études menées dans le cadre de la révision du POS en mars 1999, préfigurant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé en 2005, imposé par la loi sur la Solidarité et le Renouvellement Urbains (SRU) de 2000, présentent Berriat Saint-Bruno comme un quartier aux atouts réels, mais dont les déséquilibres et les difficultés sont aussi nombreux.

L'augmentation du nombre de logements entre 1982 et 1999 (due en grande partie à des constructions neuves)[1], la relative diversification de l'offre durant la période 1982-1999 au profit de logements de plus grandes tailles (tableau 3.4) et la multiplication des programmes immobiliers après 1999 ont contribué à enrayer la baisse démographique de ce secteur géographique de la ville (tableau 3.1). La transformation du parc résidentiel et le regain démographique s'effectuent de manière parallèle à l'évolution de la composition socio-professionnelle du quartier. La baisse du taux d'ouvriers se confirme sur la période au profit des cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires[2] (tableau 3.2). Le profil socio-professionnel de Berriat connaît donc un renversement important entre 1990 et 1999 : pour la première fois, la part ouvrière de la population active est inférieure à celles des cadres ou des professions intermédiaires[3].

Tableau 3.4. Evolution de la structure du parc de logements de Berriat Saint-Bruno (1982-1999)

	1982		1990		1999	
	Effectif	*%*	Effectif	*%*	Effectif	*%*
Logements 1 et 2 pièces	4626	*58,6*	4418	*50,6*	4324	*51,8*
Logements 3 et 4 pièces	2941	*37,2*	3736	*42,9*	3469	*41,6*
Logements 5 pièces ou +	330	*4,2*	568	*6,5*	549	*6,6*
Total	7897	*100*	8722	*100*	8342	*100*

Source : Insee, recensements 1982, 1990, 1999.

La tendance est « au départ des populations traditionnelles du quartier (ouvriers, retraités, inactifs, employés) et à l'arrivée de nouveaux propriétaires ou locataires (cadres supérieurs et couches moyennes) » (Jampy, 1996 : 45). Ces « départs » traduisent en fait des réalités multiples : mobilités résidentielles plus ou moins contraintes vers d'autres quartiers de l'agglomération, changements dans les structures du peuplement (baisse du taux d'ouvriers lié à un processus général de désindustrialisation ; décès des personnes âgées[4]). Mais ils expriment surtout une sélection plus grande dans l'accès aux logements du quartier, et en particulier aux logements les plus grands (3 pièces et plus).

Les témoignages de plusieurs acteurs de la production du logement (agents immobiliers, promoteurs, techniciens municipaux) rencontrés sur le terrain confirment en effet que, dans un marché du logement déjà très tendu à Grenoble, le secteur Berriat Saint-Bruno Europole apparaît comme l'un des plus chers de l'agglomération, que ce soit en termes de transaction (neuf et ancien), ou de location.

[1] On note plus exactement une forte hausse du nombre de logements entre 1982 et 1990 puis une légère baisse entre 1990 et 1999. Cette baisse sur la période 1990-1999 s'explique en partie par des démolitions d'immeubles anciens, qui préfigurent la construction d'immeubles neufs après 1999.

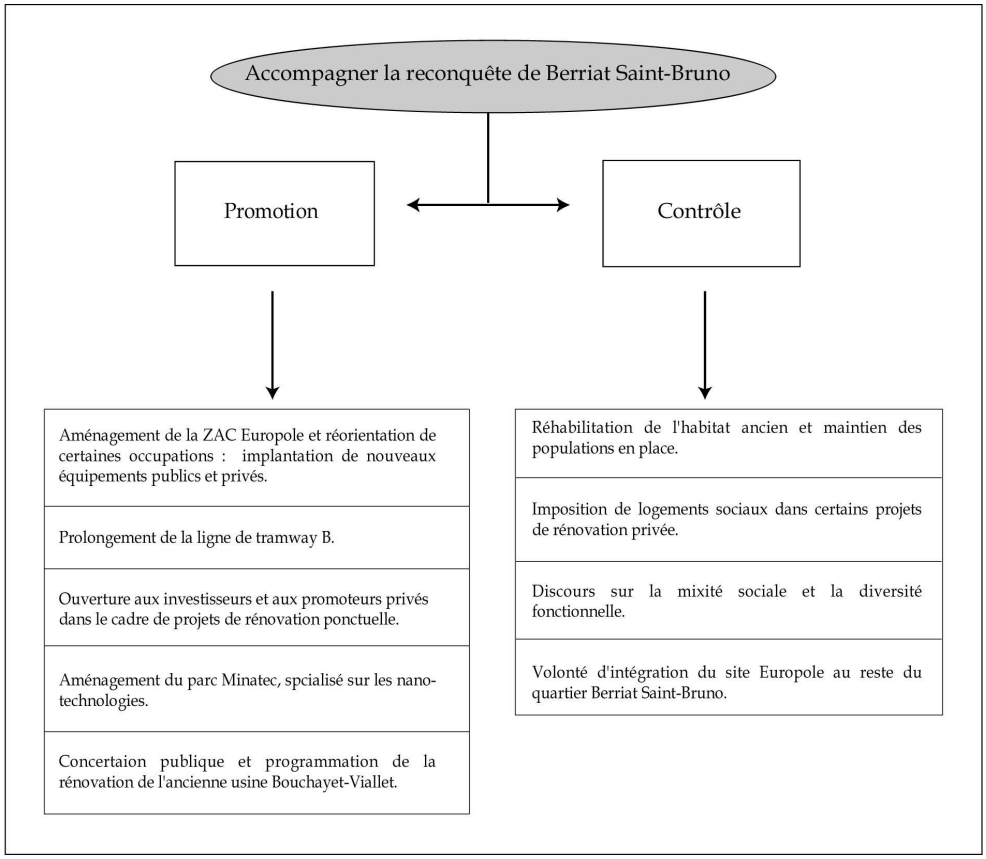
[2] Nouvelle nomenclature adoptée par l'Insee à partir de 1990.

[3] Dans la même décennie, les données de recensement montrent que l'augmentation de la population de Berriat s'accompagne d'un rajeunissement de la population (les 20-39 ans passent de 42 % en 1990 de la population à 50 % en 1999), et d'une augmentation du nombre des ménages, précisément sans enfants.

[4] Les individus de plus de soixante ans représentent 16 % de la population de l'aire d'étude en 1999 contre plus de 20 % en 1990.

Ces changements sociaux n'ont pas immédiatement alerté l'équipe Destot, davantage concernée au début de son premier mandat par le développement économique local porté par la dynamique des hautes technologies. C'est à la fin des années 1990 que le discours municipal semble prendre en compte la situation et les divers enjeux qu'elle contient. Il s'agit dès lors de réguler différemment la reconquête urbaine en contrôlant davantage les dynamiques sociales générées par les transformations du quartier (figure 3.5).

Figure 3.5. Berriat Saint-Bruno, un « laboratoire du renouvellement urbain » pour accompagner la reconquête à partir du milieu des années 1990



Dans un premier temps, c'est la question du maintien sur place et dans des conditions convenables de la population modeste qui est posée. D'autant plus que le quartier est très mal doté en logements HLM (en 1999, d'après les données de recensement, seulement 8 % des résidences principales du quartier sont occupées par des locataires sociaux contre plus de 16 % à l'échelle de Grenoble). La programmation d'une nouvelle OPAH entre 2000 et 2003 représente une tentative de réponse. On y retrouve les motivations héritées de l'équipe Dubedout, à savoir celles de relancer la réhabilitation du parc de logements anciens en incitant les propriétaires bailleurs à entreprendre des travaux (subventions publiques contre engagement à conventionner les loyers), de revitaliser le quartier (augmentation et diversification de l'offre de logements) tout en maintenant les personnes les plus fragilisées sur place. Si les conséquences d'une telle opération sur le changement social restent discutables, et malgré un bilan très nuancé quant au nombre de conventionnements signés, le souhait de « préserver une identité locale » (Ville de Grenoble, 2000c), en permettant à certains ménages modestes de rester dans le quartier, tout en ayant accès à de bonnes conditions de logement, s'impose comme une nouvelle orientation de la politique urbaine. C'est d'ailleurs dans ce sens, que la municipalité va aussi

essayer de relancer, après l'adoption de la loi SRU, la production de logements sociaux au sein des nouvelles constructions publiques ou privées.

Mais un second enjeu se dessine derrière la volonté politique de contrôler la reconquête : séduire les habitants récemment arrivés ou ceux en passe de l'être, des habitants qui composent une population relativement labile d'un point de vue électoral. La réponse politique à cet enjeu se situe en partie dans la production d'un discours en faveur de la « mixité urbaine » ; mixité présentée comme une « caractéristique forte de ce quartier et un objectif à ne pas perdre de vue » (Ville de Grenoble, 2000c). Ce type de discours s'inscrit dans un contexte plus général de promotion publique de la mixité sociale, qui contribue finalement à accroître la confusion autour de son sens et de son contenu (Simon, Lévy J.-P., 2005). Pour les autorités grenobloises, le mélange des formes, des fonctions, mais aussi des individus (socialement et culturellement), est présenté comme une composante majeure qui fonde l'identité territoriale de Berriat depuis son origine. On verra plus longuement dans le chapitre 8 qu'il s'agit à travers de tel discours d'associer à Berriat Saint-Bruno l'image d'un « quartier populaire idéal », et d'imposer localement *une* représentation circonscrite de la continuité populaire.

La mise en œuvre de ces deux principaux axes politiques a accompagné le déroulement de la recherche. Ils contribuent fortement à définir le stade actuel du processus de reconquête urbaine du quartier Berriat Saint-Bruno, un stade avancé dans lequel se mêlent des formes d'action et de justification pouvant apparaître contradictoires : multiplication et diversification des interventions urbaines, accélération du changement et volonté de préservation d'un milieu local.

2.2. Alcântara, quartier industriel historique d'une « ville toujours en mouvement »[1]

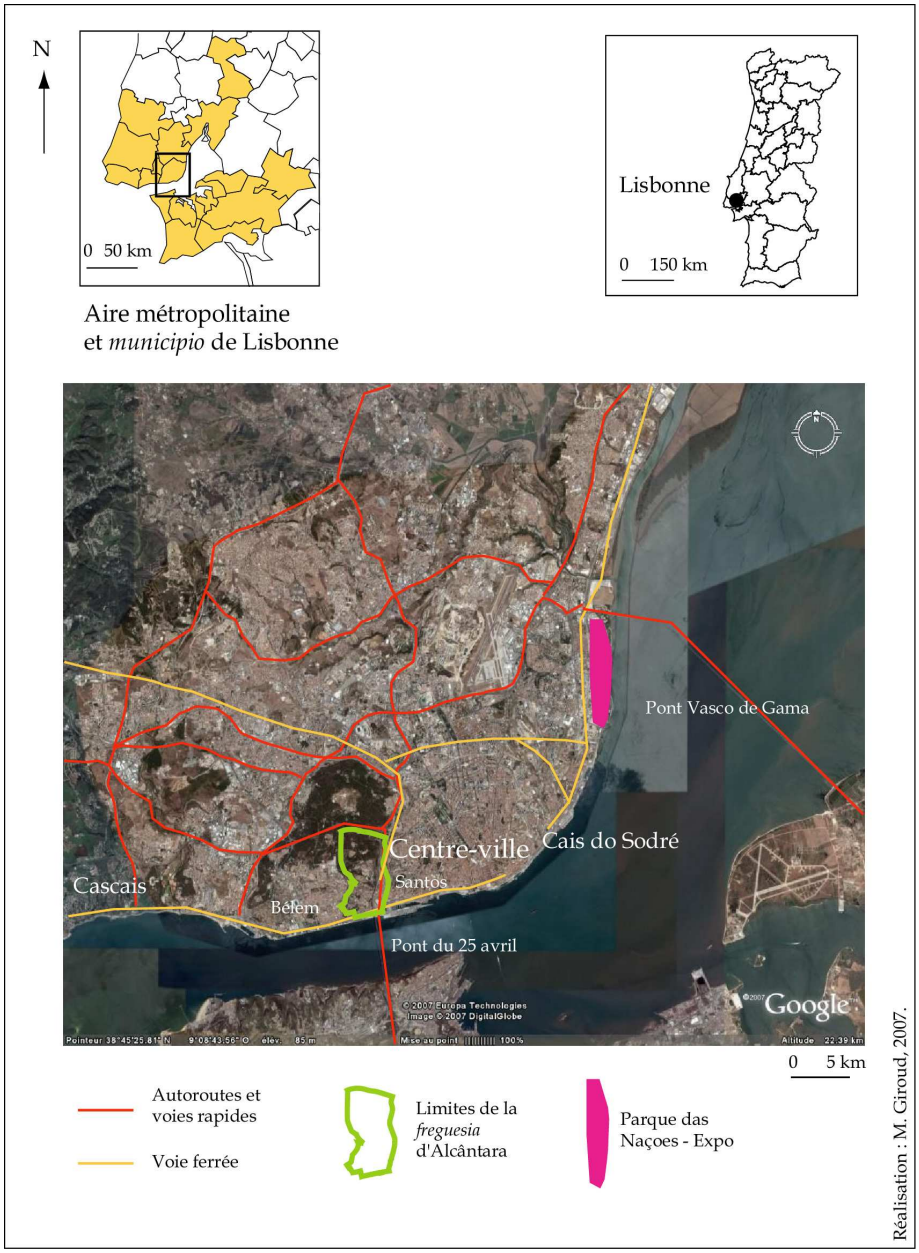
A l'instar de la section précédente, la présentation d'Alcântara à Lisbonne ne sera pas celle d'un quartier en soi, mais plutôt celle d'un quartier d'une grande ville, animé de dynamiques qui se jouent et se déploient à des échelles spatiales et temporelles plurielles. José Godinho, élu communiste et actuel président de la structure chargée de l'exécutif à l'échelon administratif local – la *junta de freguesia*[2] d'Alcântara- déclare lors d'un entretien, qu' « Alcântara, localisé dans la zone occidentale de la ville de Lisbonne, une zone proche du Tage, fut une des *freguesias* à l'origine de la révolution industrielle au Portugal (...) Il y a eu notamment à Alcântara deux

[1] « *Lisboa, uma cidade sempre em movimento* » est le titre d'une brochure éditée en 2005 par la municipalité de Lisbonne communiquant sur le bilan des années 2003-2005 de l'action urbaine municipale.

[2] *Freguesia* : paroisse civile ; échelon administratif de base, dont les limites sont héritées de circonscriptions religieuses. La *freguesia* est administrée par un président (par ailleurs député de fait à l'assemblée municipale de Lisbonne et membre du Conseil municipal de sécurité), une *junta de freguesia*, chargée de l'exécutif (responsabilité de la situation sociale et économique des citoyens, des questions de logement, d'espace public, et d'entretien ; gestion d'un personnel et du budget) et par une assemblée qui approuve les plans annuels de la *junta*, les comptes et se prononce sur des sujets relatifs à la vie de la *freguesia*. Cette dernière propose aussi des services administratifs de proximité, tels que des appuis juridiques ou sociaux, et assure des activités socio-culturelles. Les représentants de la *freguesia* sont des membres élus au suffrage universel (lors d'une élection municipale, les Lisboètes doivent en effet cocher trois cases sur leur bulletin de vote : pour la chambre municipale (exécutif), pour l'assemblée municipale (consultatif), et pour la direction de la *freguesia*). Plusieurs *freguesias* composent un *concelho*, unité administrative équivalente de la commune française et régie par la *Câmara Municipal*. Face à la toute puissance du pouvoir municipal sur le plan administratif, mais aussi au niveau symbolique, la *freguesia* sert de relais, d'intermédiaire ainsi que de contre-pouvoir au niveau local. Pour une présentation plus complète de la manière dont la *freguesia* s'est imposée comme l'échelon administratif de base, voir : F. Vidal, 2003 : 51-56.

des plus grandes entreprises du Portugal, l'une produisant du chocolat, l'autre des biscuits. Avec leur disparition, Alcântara, qui était un quartier essentiellement populaire, industriel et ouvrier, l'est de moins en moins aujourd'hui »[1]. La trajectoire d'Alcântara apparaît fortement liée à l'histoire industrielle du Portugal et de sa capitale. Sensible aux développements et aux vicissitudes de ce secteur économique, Alcântara doit actuellement affronter des enjeux sociaux et urbains proches de ceux décrits pour Berriat Saint-Bruno.

Figure 3.6. Localisation et limites administratives de la *freguesia* d'Alcântara (2007)



Source : *Google earth*, 2007.

[1] Entretien effectué auprès de J. Godinho au local de la *junta de freguesia* d'Alcântara, lors d'une permanence ouverte aux habitants, en juin 2005.

2.2.1. Du faubourg industriel et ouvrier du début du XXe siècle au quartier central de l'aire métropolitaine d'aujourd'hui

- *Naissance d'une périphérie lisboète*

Deux sources importantes permettent de retracer les grands traits de la naissance et du développement d'Alcântara comme quartier industriel et ouvrier de Lisbonne jusqu'au milieu du XXe siècle : la thèse de doctorat d'histoire de F. Vidal, soutenue en 2003 et intitulée *Les habitants d'Alcântara au début du XXe siècle. Identités, proximités et distances sociales dans un quartier industrialisé de Lisbonne* et le mémoire de géographie de M. Freire de Lima, soutenu en 1971 à l'Université de Lisbonne sous le nom *Alcântara. Evolução dum bairro de Lisboa*. Alors que le second travail aborde Alcântara selon une démarche monographique classique, rappelant au passage certaines études effectuées par les géographes français dans la première moitié du XXe siècle[1], la recherche de F. Vidal place davantage le quartier d'Alcântara en relation avec les habitants qui le vivent et la ville qui l'englobe. L'objectif de cette étude est de se servir d'Alcântara comme « cadre à l'étude sociale d'une ville à l'âge industrielle » (2003 : 28). Partant du constat que « si on peut distinguer des différences de rythme, d'ampleur et de chronologie dans l'industrialisation, la société lisboète n'est pas foncièrement atypique dans le contexte européen », l'étude se propose non pas de « mettre en jeu des questions liées aux éventuelles spécificités sociales d'un pays semi-périphérique » mais plutôt d'étudier avec précision « la population d'un espace industrialisé de Lisbonne » et précisément du « quartier ouvrier le plus emblématique du Lisbonne de la fin du XIXe siècle » (2003 : 43).

Le travail de F. Vidal rappelle que l'histoire de la formation de ce quartier emblématique est d'abord celle d'un espace périphérique, situé en bord du Tage, hors de la ville, à l'ouest des quartiers centraux traditionnels : « Jusqu'au XVIIIe siècle, le lieu-dit Alcântara était une zone rurale, en retrait de la capitale. L'origine du mot Alcântara est incertaine. De nombreux auteurs, y voient une déformation du terme arabe *Al-quantãrã* qui signifie le pont. Le pont d'Alcântara a, en effet, longtemps été la marque humaine la plus visible dans ce paysage. Il est le point de départ d'une urbanisation assez tardive » (2003 : 47). Alcântara, comme périphérie de la capitale, se développe en accueillant « deux sortes de marginalisation » (Crozat, 2003 : 83): celle qui s'exprime par la prise de distance des plus riches à l'égard des quartiers plus centraux et celle qui correspond à l'installation des plus pauvres.

Cette urbanisation fut en effet d'abord sporadique avec l'installation au XVIIIe siècle d'aristocrates et de religieux, venus chercher les charmes d'un site vallonné, parcouru par la rivière éponyme et des paysages de vergers, vignes ou oliveraies, et attirés par un air perçu plus pur[2]. C'est au lendemain du tremblement de terre de 1755, que l'urbanisation de cet espace s'accélère brusquement avec l'arrivée des populations et des activités chassées des quartiers anciens dévastés par la catastrophe. De nombreux palais furent alors reconvertis en fabriques et en habitat populaire. Alcântara devient, avec l'afflux de cette nouvelle population, un des principaux faubourgs de la capitale; un faubourg qui s'industrialise sensiblement dès la fin du

[1] L'influence de la géographie classique française a été déterminante au Portugal, notamment par l'intermédiaire de O. Ribeiro, célèbre géographe portugais, professeur à l'université de Lisbonne de 1943 à 1981 et professeur associé à l'université de Paris Sorbonne. L'activité scientifique prolifique de O. Ribeiro tout au long de sa carrière aboutit à la publication des *Opúscilos geográficos* en 1989, écrits à la fois en portugais et en français, et dont le premier volume est préfacé par P. Gourou et dédié à la mémoire de A. Demangeon.

[2] « Des palais et des couvents furent édifiés, parmi eux le Palais de Fiúza qui servit de résidence royale – D. Pedro II y mourut en 1706 – ou le couvent de Sacramento construit au tout début du XVIIe siècle. Ainsi, à la fin des années 1920, João Paulo Freire pouvait écrire :"Le quartier d'Alcântara ! Il y a ici de tout ! Palais de rois et de princes, monuments et batailles, paysages et aventures, comme nulle part ailleurs, aussi nobles, aussi beaux, aussi chevaleresques !" » (Vidal, 2003 : 48).

XVIIIe siècle. Des ateliers de teinturerie, de gaufrage, des tanneries s'ajoutent aux petites fabriques déjà présentes, spécialisées dans la minoterie, la production de farine, de chaux ou de poudre. Alcântara devient peu à peu un des pôles d'activité de l'ouest de la ville, mais représente vite selon F. Vidal, le plus important en termes de potentiel économique et de concentration en main-d'œuvre ouvrière (Vidal, 2003 : 84). A partir de la moitié du XIXe siècle, une seconde phase d'industrialisation, à associer aux premiers aménagements des rives du Tage (*docas* d'Alcântara en 1887) et au développement des réseaux de transport à l'échelle de l'agglomération[1], confirme ce potentiel.

L'existence de vastes surfaces disponibles et d'un foncier bon marché, la qualité des infrastructures de transport (Freire de Lima, 1971 : 72) font alors d'Alcântara une des zones géographiques les plus stratégiques pour l'implantation de nouvelles activités industrielles. Jusque dans les années 1920, le quartier, en accueillant quelques-uns des établissements industriels portugais les plus importants de l'époque, affirme une place de premier rang dans la vie économique nationale du pays (Vidal, 2003 : 86). Différents secteurs industriels se trouvent alors représentés par l'intermédiaire d'entreprises de dimensions variables : le textile, la métallurgie, la fabrication de carrelages et de faïences, les manufactures de tabac, ou encore les prémisses de l'industrie chimique portugaise[2].

L'industrialisation de Lisbonne attire alors une importante population en provenance des campagnes portugaises. Grâce à cet exode rural, la population de Lisbonne atteint en 1900 l'effectif de 431 758 personnes (croissance de 77 % entre 1864 et 1900), puis celui de 694 382 individus en 1940 (Salgueiro, 2001 : 43). Cette dynamique migratoire a été largement exposée par les géographes portugais, que ce soit pour décrire le système urbain portugais (Gaspar, Jensen-Butler, 1992) ou pour étudier la formation de l'aire métropolitaine lisboète (Fonseca, 1988). Cette croissance démographique renvoie en effet à une étape importante « dans le processus plus général d'expansion de l'agglomération urbaine de Lisbonne, une expansion qui se fait d'abord par l'ouest le long du Tage, puis vers le nord et le sud, sur l'autre rive du fleuve » (Vidal, 2003 : 68). A propos d'Alcântara, F. Vidal rappelle que la population du quartier suit la tendance démographique observée à l'échelle de Lisbonne et croit même plus rapidement : en 1940, la paroisse civile d'Alcântara (*freguesia*) comptait 33 747 habitants contre 22 745 en 1900 et 8 763 en 1860, et quadruple ainsi le nombre de ses habitants en 80 ans.

A Lisbonne, et à la différence de Porto, l'autre grande ville portugaise du début du siècle, les origines des migrants concernent toutes les régions du Portugal (Daveau *et al*., 1987). L'étude réalisée par F. Vidal sur le peuplement de deux rues d'Alcântara (*Rua da Cruz* et *Rua Feliciano de Sousa),* à partir de données de recensement, confirme la prédominance d'habitants –et précisément les « adultes pères et mères »- dont le lieu de naissance se trouve à l'extérieur du *concelho* de Lisbonne. Au début des années 1900, la proportion des « adultes pères et mères » nés dans le *concelho* de Lisbonne est même nettement inférieure dans ces deux rues à celle observée à l'échelle de la ville[3]. En étudiant plus minutieusement l'origine même des individus

[1] Quadrillage du quartier par deux lignes de chemin de fer, l'une joignant la ville de Sintra au Nord, vite réservée au transport de marchandises, l'autre reliant *Cais de Sodré* - au centre de Lisbonne - à la région de Cascais, le long du Tage plus à l'ouest ; percée des avenues de *Índia* et de *Vinte e Quatro de Julho*, respectivement en direction de Belém à l'ouest et de *Cais do Sodré* à l'est ; ouverture en 1901 de la première ligne électrifiée des tramways entre *Cais do Sodré* et Algés via Alcântara, après concession des transports en commun de la ville de Lisbonne à la compagnie *Carris de Ferro* et installation d'une partie des ateliers de la compagnie dans le quartier.

[2] Avec la *Companhia União Fabril* (CUF) produisant bougies, savons et huiles et qui va vite s'imposer comme un grand consortium de l'histoire industrielle du Portugal.

3 Par exemple, dans la rue da Cruz, en 1910, 72 % des hommes et 63 % des femmes sont nés hors de Lisbonne contre seulement 50 % à l'échelle de la ville ; en 1939, ces taux atteignent encore 50 %

de son échantillon, F. Vidal conclut à la fois à la faiblesse d'individus nés en dehors du Portugal[1], et à de fortes similitudes entre les deux rues étudiées : la grande majorité des habitants est originaire du centre et du nord-est du pays, c'est-à-dire des régions (districts) de Castelo Branco, Viseu, Coimbra et surtout de Guarda, et notamment de villages situés au pied du massif de la Serra de Estrela. L'isolement et la marginalisation de ces régions dominées par une activité agricole traditionnelle fragile ont en effet participé à l'émigration de la population locale.

Malgré les nouvelles infrastructures de transport, les dynamiques de peuplement et l'expansion urbaine, Alcântara reste au début du XXe siècle appréhendé comme un espace périphérique de la capitale. L'implantation d'activités industrielles et l'arrivée de populations paysannes et ouvrières, que ce soit des campagnes du pays ou du reste de Lisbonne, participent à entretenir cette mise au ban de la ville. F. Vidal en travaillant sur l'image véhiculée par Alcântara au début du siècle, à partir de l'analyse de différentes sources[2], montre bien comment le quartier est avant tout présenté comme un faubourg ouvrier de Lisbonne : « faubourg, parce que c'est la question de son appartenance à la ville qui est en jeu ; ouvrier, parce que c'est sa fonction – un espace où on travaille et un espace où vivent les 'classes laborieuses' – qui le distingue » (Vidal, 2003 : 107). L'auteur explique par exemple que les plans et les cartes de Lisbonne publiés au XIXe siècle et durant la première moitié du XXe siècle révèlent l'hésitation de leurs concepteurs à inclure Alcântara dans la ville, ce qui est en contradiction avec la réalité de l'expansion urbaine et de la croissance du quartier. Cette absence rejoint les discours hygiénistes présents dans certains écrits locaux, et qui font aussi florès au même moment dans bien d'autres contextes urbains. Alcântara provoque ainsi le dégoût et le rejet : quartier bruyant, aux odeurs nauséabondes, où la population laborieuse s'entasse, et dans lequel les usines et le trafic rendent l'air irrespirable.

Certaines voix, notamment celles de journalistes, s'élèvent néanmoins pour rappeler la fierté que représentent le développement industriel de Lisbonne et la place d'Alcântara dans ce processus : « la fumée des fabriques, le bruit des engrenages, la vociférération d'une population entassée qui s'agite, les sifflements des machines industrielles et des locomotives représentent bien la vie moderne d'une grande ville qui lutte et qui veut vaincre. Le quartier d'Alcântara est digne de Lisbonne comme il le serait de Manchester » (*Um Bairro Trabalhador*, *A Vanguarda*, 5 juin 1914, cité par F. Vidal : 115). Alcântara apparaît alors conjointement comme le quartier du mouvement moderne, comme un atout pour la compétitivité industrielle internationale de la capitale.

La représentation du faubourg ouvrier oscille donc entre deux pôles : l'antinomique de la ville et de l'urbanité, ou le symbole même du progrès, la mise à l'écart, ou l'intégration spatiales.

---

concernant les hommes et 46 % pour les femmes (Vidal, 2003 : 206). Si ces chiffres sont ceux relevés à l'échelle d'une rue du quartier et méritent, d'après l'auteur, d'être nuancés pour ce qui concerne Alcântara (autour de 50 % des hommes et femmes du corpus sont nés hors de Lisbonne en 1910), ils révèlent toutefois des tendances fortes en matière de peuplement et de dynamiques migratoires.

[1] Les individus de nationalité étrangère recensés sont espagnols, d'origine galicienne. F. Vidal explique que « la Galice, cette région située au nord du Portugal possède une langue et une culture très proches de celles du pays voisin. Au début du XIX^{e} siècle, environ 22 000 Galiciens résidaient au Portugal dont près de 12 000 à Lisbonne (*les Espagnols représentent alors le premier groupe national étranger à Lisbonne*). Il semble que l'effectif de cette communauté soit resté relativement stable tout au long du siècle. Les "*galegos*" sont importants dans le paysage social lisboète du XIX^{e} siècle. On les retrouve dans de nombreux petits métiers urbains dont ils se sont fait une spécialité : les porteurs d'eau, les messagers et coursiers, ou les emplois de domestique. Certains parviennent à se lancer rapidement dans le petit commerce, et notamment dans la restauration avec les fameuses "*tascas*", sortes de petites tavernes. » (2003 : 73)

[2] Archives de la *Sociedade Promotora de Educação Popular*, une association d'éducation populaire ; articles de presse ; *olisipografia,* un genre littéraire sur l'histoire de la ville ; cartes et plans.

- *Alcântara, de la périphérie au centre*

Mais dès les années 1930, les représentations spatiales d'Alcântara évoluent : le quartier doit apparaître intégré au reste de la ville, et être considéré non plus comme un faubourg périphérique, mais comme un quartier à part entière, comme un membre, un organe vital de Lisbonne, si l'on file la métaphore organiciste qui prédomine alors dans les représentations européennes de la ville. F. Vidal raconte en effet le mouvement des discours et de l'image produits par certaines élites, faisant désormais d'Alcântara un quartier populaire de la ville ; un mouvement par ailleurs observé dans d'autres contextes urbains européens (Saunier, 1996). L'enjeu est celui d'une réappropriation symbolique, mais aussi concrète d'un espace urbain jusqu'alors délaissé et donc échappant à tout contrôle. La prise de position de nombreux habitants d'Alcântara en faveur des idées républicaines et de la chute de la monarchie dans les années 1910 a octroyé au quartier une réputation d'espace subversif, de luttes et de contestations. L'instauration de *l'Estado Novo* au début des années 1930 coïncide avec une production littéraire sur Alcântara, relevant de l'*olisipografia*. Ce genre littéraire s'attache dès lors à promouvoir une nouvelle image d'Alcântara en brisant celle du faubourg ouvrier, indépendant et opposant : Alcântara devient un quartier de la capitale qui s'inscrit dans une continuité géographique, sans rupture avec le reste de la ville, mais aussi dans une continuité historique, en lien avec l'histoire nationale et précisément sa période monarchique. Aussi, est mise en avant l'hétérogénéité sociale du quartier au détriment de sa composante ouvrière qui se trouve dès lors diluée (Vidal, 2003 : 150). L'invention d'Alcântara comme quartier populaire s'effectue enfin à travers son intégration aux marches populaires et aux parades costumées, institutionnalisées par les pouvoirs étatique et municipal dès 1932, et dont l'objectif est d'inciter les habitants à parcourir la ville en brandissant les effigies de leur quartier[1]. Ce glissement de représentations contribue donc à lisser l'image d'Alcântara. Si ce lissage relève fortement du domaine symbolique, il détient aussi une forte composante politique, exprimant une première tentative de contrôle. Ce contrôle politique prend une dimension toute autre entre les années 1930 et 1960, marquées par le régime d'António de Oliveira Salazar.

L'action devient en effet rapidement plus directe et concrète. Car Alcântara reste au début des années 1930 un espace urbain à part, dont la population majoritairement ouvrière partage une certaine conscience de classe face au pouvoir fasciste dominant. Le quartier abrite de nombreux groupes syndicalistes et anarchistes et maintient sous la dictature salazariste une forte activité révolutionnaire, de luttes et de grèves (Consiglieri *et al*., 1996 : 151). L'action de Salazar, relayée par une municipalité dirigée par Duarte Pacheco, par ailleurs puissant ministre du dictateur, ne consiste plus à intégrer « en douceur » le quartier à la ville, mais véritablement à le soumettre à l'administration centrale et à l'affaiblir. Différentes mesures sont prises pour modifier radicalement l'organisation urbaine du quartier et sa composition sociale. En 1959, un décret impose la subdivision administrative de la *freguesia* d'Alcântara, dirigée par un exécutif local. La *freguesia* de Prazeres est ainsi créée, réduisant sensiblement la superficie, le poids démographique et donc le pouvoir de la *junta de freguesia* originelle. En parallèle, plusieurs opérations urbaines sont menées, justifiées en outre par la situation d'Alcântara à l'échelle de la ville en pleine expansion : le quartier devient un espace intermédiaire et doit assurer le lien –en termes résidentiels et d'infrastructures de communication- entre les quartiers centraux traditionnels et ceux, plus récents, de l'expansion urbaine (Freire de Lima, 1971 : 95). Des opérations de rénovation sont alors entreprises, substituant des zones de petites maisons dégradées par des immeubles neufs aux hauteurs variables. Le changement de paysage urbain

[1] Les travaux de A. F. Da Costa sur le quartier d'Alfama (1999) et de G. Í. Cordeiro sur Bica (1995) sont utiles pour rappeler le sens de ces marches dans la production d'un sentiment d'appartenance et d'une identité locale tout comme celle d'une interdépendance organique officialisée entre les quartiers les plus typiques de la ville.

rejoint ceux de l'image et de la composition sociale. Ces interventions sont censées diversifier socialement la population du quartier et diluer, autrement que par les mots, sa composante ouvrière. Certains projets comportent la construction d'immeubles collectifs, qualifiés de *casas económicas* : c'est le cas de la zone d'habitation *Quinta do Jacinto*, visible sur les hauteurs d'Alcântara, dont la construction date de 1946, et chargée de loger des fonctionnaires municipaux, issus des services de police (figure 3.7).

La construction du pont Salazar entre 1962 et 1966[1], pour rejoindre l'autre rive du Tage, représente le second temps important de cet interventionnisme. Les conséquences de cet aménagement ont durablement marqué la population. J. Gondinho, actuel président de la *junta de freguesia* d'Alcântara, rappelle que « le régime a construit le pont du 25 avril pour déloger beaucoup de monde et réduire encore davantage la population du quartier, et ainsi tenter de briser la force de contestation d'Alcântara ». M. Freire de Lima témoigne en effet en 1971 qu'un grand nombre de personnes habitant des *barracas* et des maisons modestes localisées à proximité de *Alto da Cruz* (rue *da Cruz*, rue *Feliciano de Sousa*) (figure 3.7) fut délogé du quartier du fait de la construction du pont et de ses infrastructures d'accès. Ces habitants n'eurent pas accès à un relogement sur place, par exemple dans les zones d'habitat collectif de *casas económicas* : ils furent déplacés loin d'Alcântara, la plupart relogés dans des pré-fabriqués, proches du modèle des *barracas*, à l'autre extrémité de la ville, près de la rotonde de l'aéroport.

A travers ces actions, Alcântara devient un quartier central qui doit servir fonctionnellement l'agglomération. Si l'on se démarque un temps de la lecture politique et sémantique de ce glissement pour ne se concentrer que sur un point de vue géographique, en termes de localisation, force est de reconnaître que le XXe siècle fait perdre à Alcântara son statut de bordure ou de frange urbaine (figures 3.6 et 4.1). Selon T. B. Salgueiro, c'est à partir des années 1950 que l'on a assisté à une « croissance explosive de la zone suburbaine » (2001 : 51), c'est-à-dire des zones les plus externes de la périphérie, processus résultant à la fois de l'arrivée de nouvelles populations (migrants originaires de l'intérieur du pays et *retornados* en provenance des anciennes colonies portugaises) et de la redistribution progressive d'habitants vivant jusqu'alors dans le centre de la commune de Lisbonne. D'après les données de recensement, entre 1950 et 1981, le taux de croissance annuel de la population de l'aire urbaine est de 2,2 %. La population atteint en 1981 l'effectif de 2,4 millions d'habitants, ce qui représente près du quart de la population du pays. Cette croissance démographique, le manque d'encadrement et d'investissement des autorités en matière de production de logements, que ce soit par choix (sous la dictature) ou par nécessité (sous la seconde république après la révolution), la profonde dégradation des quartiers centraux conjointe aux premiers remplacements d'immeubles d'habitation par des activités tertiaires, ou encore l'existence d'espaces libres en périphérie, sont certains des facteurs qui ont contribué à l'ampleur de l'étalement urbain.

Après 1980, la croissance démographique connaît un fort ralentissement : entre 1981 et 2005, le taux de croissance annuel n'est plus que de 0,4 %. En 2005, l'aire urbaine atteint 2,7 millions d'habitants. Le retour de *regressos*, certains émigrés portugais en Europe, et l'arrivée de migrants étrangers issus principalement des anciennes colonies africaines, du Brésil ou de l'Europe de l'Est (Eaton, 1996 ; Guibentif, 1996 ; Fonseca *et al*., 2002 ; Barreto, 2004) contribuent à nuancer les effets conjugués de l'arrêt de l'exode rural et des migrations de retour des *retornados*, de la faiblesse du taux d'accroissement naturel (Crozat, 2003) ou encore de la perpétuation d'une émigration de jeunes Portugais en direction des autres pays européens. Pour autant, la faible croissance démographique n'implique pas l'arrêt de l'expansion urbaine. Au contraire, de manière continue, depuis plus de vingt ans, de nombreux Lisboètes quittent le *concelho* de Lisbonne pour la périphérie. Ces mouvements résultent de la conjonction de facteurs

[1] Ce pont deviendra le pont du 25 avril après la Révolution des œillets au printemps 1974.

répulsifs (dégradation du parc résidentiel de la ville-centre ; rénovations au profit de l'installation d'activités tertiaires ; sélection sociale dans l'accès aux logements neufs ou réhabilités) et attractifs (développement d'une offre résidentielle en périphérie et du système de crédit pour l'accession à la propriété ; efforts financiers et aménagements dithyrambiques en matières d'infrastructures de communication).

Cette description très générale laisse donc entrevoir le changement de position du quartier d'Alcântara à l'échelle de l'aire urbaine de Lisbonne. Le quartier, en termes de localisation, n'apparaît plus périphérique, mais plutôt central. D'un point de vue administratif, la *freguesia* d'Alcântara, unité de base périphérique du *concelho* de Lisbonne, devient une circonscription élémentaire recentrée géographiquement à l'échelle de l'Aire Métropolitaine de Lisbonne, structure de coordination et de concertation de la région de Lisbonne, réunissant les *concelhos* de la rive Nord du Tage à ceux de la Péninsule de Sétubal au sud (figure 3.6).

Les dynamiques économiques et fonctionnelles observées à Alcântara depuis la moitié du XXe siècle, les changements dans la composition sociale ou la structure spatiale du quartier, tout comme sa place au sein des politiques urbaines et des projets d'aménagement, ne peuvent être compris que replacés dans ce contexte d'expansion et de complexification métropolitaines.

2.2.2. Alcântara ou le « tatouage industriel sur le corps de la ville »[1] : les effets d'une désindustrialisation progressive

La situation d'Alcântara dans l'aire métropolitaine permet de réinterroger la base de son développement économique et donc son statut historique de pôle industriel. Les processus décrits dans le premier chapitre n'épargnent pas Alcântara : la dynamique structurelle de désindustrialisation, au profit d'autres pays et régions du monde, rencontre celle de relocalisations d'unités de production vers des espaces plus périphériques (Gaspar, 1985), plus à même de procurer les nouvelles conditions nécessaires au développement (disponibilité spatiale, foncier peu élevé, accès aux nouvelles infrastructures de communication, espaces accessibles par une main-d'œuvre désormais plus mobile). L'expansion urbaine doit donc être comprise à la fois comme facteur et produit de ces délocalisations industrielles.

Pour autant, la désindustrialisation d'Alcântara est restée progressive. Le témoignage de M. Freire de Lima est à ce titre très riche : en 1971, Alcântara est encore considéré comme un fleuron industriel de Lisbonne. En 1983, un ouvrage intitulé *Marcas de indústria no ambiante de Alcântara* (Janeira, Antunes *et al*., 1983) insiste encore sur la place que continuent à tenir l'industrie, l'habitat ouvrier et les lieux de sociabilité ouvrière à Alcântara. Mais même lente, la désindustrialisation reste réelle et son impact sur le paysage urbain, le parc de logements, la démographie, ou encore la composition sociale du quartier, non négligeable.

- *Départ progressif des établissements industriels et apparition de friches urbaines*

M. Freire de Lima consacre dans son étude sur Alcântara une section sur les activités dominantes du quartier qui fait implicitement référence à la période de transition dans laquelle se trouve le quartier depuis les années 1950. L'auteur énumère les principales industries et entreprises du quartier (industries chimiques, alimentaires, métallurgiques, mécaniques, des chantiers navals ou de construction civile et des activités de stockage) et insiste sur les fiertés

[1] « *Bairro operário. Tatuagem industrial no corpo da cidade* » est le titre d'un article d'un supplément au journal *A Capital*, daté du 14 mai 1980.

industrielles locales[1]. Et témoigne ainsi d'une économie locale encore fortement marquée par l'activité industrielle et par l'« action polarisante du quartier à l'échelle de la ville » (venues quotidiennes de travailleurs provenant d'autres quartiers) (1971 : 64). Mais elle évoque aussi à demi-mots la disparition des industries traditionnelles du quartier : « Alcântara se caractérise, pour la majorité des gens, comme une aire industrielle, marquée non seulement par les équipements récents d'aujourd'hui, mais aussi par les industries traditionnelles dont certaines n'existent plus » (1971 : 71).

En effet, au milieu du XXe siècle, de profondes mutations affectent le secteur industriel lisboète et ses implantations urbaines. Concrètement, elles conduisent à la fermeture définitive ou à la délocalisation de nombreuses entreprises. Observables dès le début du XXe siècle[2], ces processus s'accentuent à partir des années 1960 ; ce qui provoque la disparition progressive du paysage urbain d'Alcântara d'un nombre croissant d'établissements (Salgueiro, 2001 : 139). En conséquence, assez rapidement au début du XXe siècle, Alcântara se voit délogé de son statut de premier pôle industriel de la capitale. Ce rôle est d'abord partagé avec l'autre grande zone industrielle qui s'étend à l'est de la ville, puis ensuite, avec celle qui se développe sur la rive sud, pour être *in fine* durablement remis en cause par la multiplication des pôles industriels périphériques (Salgueiro, 2001 : 145).

Dès lors, la fermeture des usines et des locaux industriels laisse une empreinte dans le tissu urbain – perçue par certains journalistes comme celle d'un « tatouage ». C'est surtout à partir de la fin des années 1970 que les friches industrielles se multiplient. Et pendant près de vingt ans, jusque dans les années 1990, à cause d'un manque d'intérêt (existence d'autres priorités et fronts d'action) ou d'une incapacité (financière ou technique) des pouvoirs publics à faire face à un tel héritage, beaucoup de ces friches vont être laissées en l'état.

- *Baisse constante de l'effectif de la population résidente et de la proportion d'ouvriers depuis l'après-guerre*

Deux tendances, l'une démographique, l'autre sociale, accompagnent la désindustrialisation du quartier.

La première concerne l'effectif de la population du quartier. On observe en effet d'après les données de recensement une chute du nombre de résidents à partir des années 1950. Parmi les facteurs explicatifs de cette évolution, on peut évoquer les actions menées par les autorités publiques dans les années 1950 afin d'affaiblir le poids démographique de la *freguesia* d'Alcântara (expulsion de résidents dans le cadre d'opérations urbaines et division administrative de la *freguesia* d'Alcântara). Mais M. Freire de Lima, prenant en compte les effets de la division administrative, considère au final que la population reste stable jusqu'en 1960, voire augmente légèrement (1971 : 37), et ne commence véritablement à diminuer qu'à partir du recensement de 1970.

Cette baisse démographique locale doit cependant être resituée au sein des grandes tendances observées aux échelles de Lisbonne et de son aire urbaine, à savoir celles liées au processus

[1] Qu'elles soient anciennes comme la *Compahnia União Fabril* (CUF) ou plus récentes comme la *Sociedade Industrial do Ultramar* (SIDUL), ancienne raffinerie coloniale de sucre, la Société Aliança, produisant des gâteaux et des bonbons ou encore la Fabrique Régina, célèbre internationalement pour son chocolat, toutes implantées dans les années 1920-1930.

[2] Déjà dans les années 1930, on pouvait noter l'effacement des secteurs traditionnels du textile ou de la mégisserie, la stagnation de la métallurgie, le morcellement du secteur de la mécanique en une multitude de petites unités de production, la tendance vers une production à faible échelle de biens de consommation courante et le développement d'une activité de stockage (Vidal, 2003 : 103).

d'expansion urbaine, de valorisation de la périphérie, mais aussi à la désindustrialisation et à la dégradation des quartiers centraux et péricentraux. La croissance démographique observée à l'échelle de l'aire urbaine s'est faite en effet au profit des périphéries alors que tous les quartiers du *concelho* de Lisbonne connaissent une forte baisse d'effectif de leur population[1] (Marrou, 2003 : 51).

La seconde évolution concerne la composition sociale de la population d'Alcântara : la part ouvrière de la population active n'ayant en effet cessé de décroître tout au long du XXe siècle ; régression qui se fait au profit du secteur tertiaire. Evaluée *a minima* par F. Vidal à près de 45 % de la population active en 1911 (38 % à Lisbonne), cette proportion atteint, d'après les recensements, 36 % (30 %) en 1960, 18 % (19 %) en 1991 et 14 % (16 %) en 2001. C'est donc à partir de 1991 que la spécificité ouvrière d'Alcântara à l'échelle de Lisbonne disparaît.

- *Un habitat ouvrier en voie de dégradation, une pauvreté visible*

La désindustrialisation progressive du quartier, associée à ces dynamiques de peuplement vont en outre accentuer la dégradation d'un cadre bâti et d'un habitat ouvrier déjà structurellement modestes. En 1971, M. Freire de Lima témoigne en effet que « d'une manière générale l'habitat à Alcântara est principalement caractérisé par son humilité et sa modestie, ce qui ne signifie toutefois pas l'absence d'immeubles raffinés et de maisons spacieuses » (1971 : 92).

Ces « immeubles raffinés » font référence aux nouveaux immeubles construits à partir des années 1930 dans l'ouest du quartier. D'au moins trois étages, ils se définissent par un meilleur niveau d'équipement et de confort (tous les logements possèdent par exemple une salle de bain et l'électricité) et par une population résidente plus aisée (fonctionnaires, employés et cadres moyens). M. Freire de lima, en observant sur une parcelle, la présence quasi-systématique pour chaque foyer du téléphone et d'une automobile, en déduit un « niveau de vie beaucoup plus élevé » que dans les autres types d'habitat du quartier (1971 : 92).

Mais, comme le laisse entendre la citation ci-dessus, Alcântara apparaît avant tout marqué par la vétusté de son habitat. M. Freire de Lima décrit longuement dans son étude les différentes formes prises par cet habitat ouvrier : *bairros de lata (*bidonvilles) constitués de *barracas* (cabanes), petites maisons auto-construites localisées sur les pentes, occupation et subdivision d'anciens palais en ruine, de patios[2] ou de villas, immeubles de un ou de deux étages situés le long des principales rues. Tous ces types d'habitat, que l'on trouve avant tout dans les parties les plus anciennes du quartier, se caractérisent par leur sous-équipement (absence de salles de bain, sanitaires, installations électriques), l'insalubrité, l'exiguïté et les formes de dégradation des logements qui les composent[3].

---

[1] La ville-centre aurait perdu, entre 1980 et 2000, près de 25 % de sa population pour ne plus compter que 650 000 résidents (CML, 2004a).

[2] Un chapitre de l'ouvrage *Marcas de indústria no ambiante de Alcântara* est consacré à une description monographique et ethnographique des « patios ouvriers » d'Alcântara (Janeira, Antunes *et al.*, 1983 : 113).

[3] Comme cela a été évoqué dans l'encadré 1.1, tous les quartiers de Lisbonne sont concernés par cette problématique de l'état du parc de logements anciens. Pour certains auteurs, l'aspect désastreux de nombreux logements est à rapprocher de l'adoption en 1948 d'une loi ayant consisté à bloquer les loyers : si cette loi eut pour effet de promouvoir l'accès à des logements bon marché, elle engendra aussi un désengagement durable des propriétaires bailleurs à l'égard de l'entretien de leur bien. N. Portas explique que cette loi a pourtant été au départ motivée de prétextes hygiénistes et d'un désir d'accélérer l'offre de logements. La loi de 1948 est en effet initialement celle de la libéralisation de la démolition et de la reconstruction des anciennes résidences et immeubles, et d'une haussmannisation « sans tracés ni percées » (augmentation de la densité résidentielle des quartiers, de la hauteur des bâtiments et donc de l'élargissement des rues). Afin d'indemniser les habitants des immeubles promis à la démolition et tout

Cette situation décrite en 1970 est relativement proche de celle qui définit le quartier vingt années plus tard. La dégradation du cadre bâti, le non traitement des friches industrielles, la baisse démographique, le vieillissement de la population[1], la relégation sociale d'une frange de la population locale, représentent à la fin des années 1980 des enjeux importants. Au milieu des années 1990, on pouvait encore lire dans un guide de présentation des *freguesias* de Lisbonne : « les problèmes actuels d'Alcântara sont entre autres le trafic automobile, la dégradation de l'habitat et la progression de la toxicomanie » (Consiglieri *et al*., 1996 : 152).

Ces enjeux sociaux et urbains, associés au changement de position géographique du quartier à l'échelle de l'aire métropolitaine, ont contribué au début des années 1990 à ce que Alcântara redevienne peu à peu un espace de la reconquête urbaine, que ce soit auprès des pouvoirs publics, des promoteurs privés, ou de nouveaux habitants plus aisés. Avant de décrire plus précisément ce mouvement, la section qui suit sera consacrée à le replacer au sein de la trajectoire de la politique urbaine menée à Lisbonne depuis le milieu des années 1980.

2.2.3. Valoriser Lisbonne, reconquérir Alcântara

- *De la capitale européenne de l'Atlantique à la capitale atlantique de l'Europe*

La sortie de la dictature au milieu des années 1970 laisse un pays exsangue politiquement, économiquement (ruiné par ses guerres coloniales et par la faiblesse de son développement) et socialement (précarité des conditions de vie ; ampleur de l'émigration politique et économique). Le Portugal est alors un pays protectionniste, périphérique à l'échelle de l'Europe, bien loin de ses grandeurs passées dont il se réclame toujours. A travers l'adhésion à la Communauté Economique Européenne (CEE), les années 1980 marquent un retour du pays sur la scène internationale : il s'agit dès lors d'attirer entreprises étrangères et investissements privés. Dans ce dispositif, Lisbonne doit redevenir une capitale européenne moderne, compétitive et attractive. Moderniser la capitale pour la repositionner à l'international est une volonté transversale aux différentes équipes municipales qui se sont succédées depuis plus de vingt ans (tableau 3.5). L'ambition annoncée est de faire de Lisbonne la capitale atlantique de l'Europe.

Tableau 3.5. Les présidents de la *Câmara municipal* de Lisbonne (1980-2006)

Période du mandat	Nom du président de la *Câmara municipal*	Appartenance politique
1980-1989	Nuno Crus Abecassis	Parti social démocrate, de centre droit (PSD)
1989-1996	Jorge Sampaio	Parti socialiste (PS)
1996-2001	João Soares	PS
2001-2005	Santana Lopes[2]	PSD
Depuis 2005	António Carmona Rodrigues	Indépendant, proche du PSD

en feignant de vouloir les protéger, la loi instaura à Lisbonne, mais aussi à Porto, le gel des loyers (Portas, 2001 : 179). Elle fut généralisée en 1974 à l'ensemble du territoire métropolitain puis national (Fonseca, 1988), où jusqu'alors les loyers pouvaient être révisés tous les cinq ans. Ce gel ne fut alors suivi d'aucune mesure capable de contrôler ses effets pervers à savoir la disparition presque complète de l'offre de logements à louer (Gaspar *et al*., 1988) et l'arrêt des investissements des propriétaires en matière d'entretien des logements ou de mise aux normes des immeubles. Ce désengagement eut une incidence directe sur la dégradation générale du parc immobilier ancien, mais aussi sur la demande sociale des années 1980 en matière de réhabilitation.

[1] D'après les données du recensement 1991, les personnes âgées de 65 ans ou plus représentent 23 % de la population. En 2001, elles représenteront 29 % de la population.

[2] De juillet 2004 à mars 2005, S. Lopes est nommé premier ministre, suite au départ de J. M Barroso (PSD) à la présidence de la commission européenne. L'intérim est assuré par António Carmona Rodrigues.

Avant cela, Lisbonne s'affirme, dans la moitié des années 1980, comme la « capitale européenne des grands travaux » (Cauvel, 1996). La politique urbaine menée par la *Câmara municipal* [1] de Lisbonne (CML) en relation avec l'Etat et les acteurs privés, se définit en effet rapidement par la multiplication de ses fronts d'action.

Pour simplifier, on peut résumer l'action publique sur l'espace urbain en quatre grandes formes d'intervention imbriquées les unes aux autres : promouvoir une offre résidentielle renouvelée et diversifiée ; résorber l'habitat insalubre et les bidonvilles ; programmer de grands projets urbains structurants à l'échelle de l'Aire Métropolitaine et accueillir de nouveaux équipements modernes ; développer le réseau routier et les infrastructures de transport.

Il est difficile d'associer à chacun de ces axes d'intervention un type d'acteur spécifique. Dans les années 1980, la situation économique est telle que les pouvoirs publics nationaux, municipaux et accessoirement régionaux, n'ont d'autres choix que d'impliquer dans le cadre de partenariats les investisseurs et promoteurs privés, et de faire appel dès l'adhésion du Portugal en 1986 à la CEE aux fonds et programmes de financements européens.

Les promoteurs privés nationaux et internationaux se sont massivement investis dans la production d'une nouvelle offre résidentielle à l'échelle métropolitaine, en direction des catégories sociales moyennes et supérieures. Dérégulation et libéralisation économique, mise en place de dispositifs de prêts bancaires pour l'accès à la propriété[2], aspiration croissante à la propriété horizontale, fort développement du marché locatif non contraint (encadré 3.2), possibilités de spéculation, de circulation du capital ou de blanchiment d'argent sont quelques-uns des facteurs ayant contribué à faire de l'immobilier résidentiel un secteur lucratif très prisé. Cette action privée est rendue visible par l'aménagement en périphérie de vastes zones d'immeubles collectifs et de pavillons, par le développement dans le centre ou le péricentre d'espaces résidentiels fermés ou contrôlés (*condominiums fechadas*) ou encore par la réhabilitation d'anciens entrepôts ou immeubles centraux en lofts de luxe.

La production d'une offre résidentielle en faveur des catégories sociales les plus défavorisées participe d'une politique plus vaste d'éradication des bidonvilles et de réhabilitation des logements anciens. L'enjeu de l'image d'une capitale européenne sans bidonvilles ni taudis est ici aussi déterminant que la volonté d'amélioration des conditions d'habitat des plus démunis.

Des programmes spéciaux de relogement (PER), initiés en 1993, ont conduit à la démolition des *barracas* et à la reconstruction *in situ* d'immeubles d'habitat collectif. Près de 40 000 logements ont ainsi été programmés à l'échelle de l'aire métropolitaine. Les opérations, dont le financement provenait de l'Etat et parfois de l'Union européenne (programmes Urban I et II), ont toutes été réalisées par les municipalités concernées. Pour certains chercheurs, ces programmes de relogement n'ont pas été conçus comme des opérations de type social, mais bien plutôt, comme des projets urbanistiques et financiers (Guerra, 1994a); et les conséquences des aménagements sur les individus (déstructuration des réseaux sociaux, négation de la mémoire des lieux, définition de l'habitant comme un « être à éduquer » (Derksen, 2000)) ou sur la ville (polarisation sociale et ethnique) ont été entièrement négligés.

Par ailleurs, Lisbonne s'est très vite imposée dès le début des années 1980, comme un modèle européen pour l'intervention sur l'existant. Comme cela a été évoqué dans l'encadré 1.1, la plupart des anciens quartiers historiques de la ville ont été au coeur de programmes ambitieux de réhabilitation, fondés sur des montages financiers semblables à ceux que l'on pouvait

[1] Conseil dirigé par un président élu au suffrage universel et chargé de l'exécutif à l'échelle municipale (*concelho*).

[2] Possibilité d'obtenir des taux de crédit très avantageux en échange d'un engagement des individus à céder le bien immobilier en cas de non paiement ou de retard de paiement du crédit en question.

trouver en France au même moment (incitations financières publiques auprès des propriétaires pouvant aller jusqu'à 65 % des travaux en échange d'un plafonnement des loyers pendant une durée déterminée[1]). L'objectif annoncé a longtemps été de maintenir la population originaire sur place ; certains choix techniques consistant par exemple à améliorer les conditions d'habitat de manière à ne pas provoquer d'augmentation des charges domestiques[2].

Encadré 3. 2. Le locatif privé dans le parc de logements anciens au Portugal : un marché en transition

« Nous venons de déménager. L'appartement était occupé par une vieille dame. Une fois morte, le propriétaire a multiplié par dix le loyer. On loue 450 euros. Cela se passe comme ça... Les propriétaires attendent la mort des vieux pour augmenter les loyers, ou laissent les bâtiments se dégrader jusqu'à leur insalubrité totale. Les locataires s'en vont de fait et l'espace est vendu à un promoteur. Ceci est une dimension de la spéculation. » (Manuel, juin 2004, Lapa).

Ce témoignage recueilli auprès d'un résident du quartier central de Lapa illustre bien les dynamiques en cours dans le marché locatif du parc ancien. L'enjeu actuel est celui des modalités de la récupération par les propriétaires des biens immobiliers protégés par la loi de 1948 (gel des loyers).

Cette loi établit en effet que c'est à la mort du locataire que le propriétaire peut récupérer son bien (présence d'un contrat entre le locataire et le propriétaire). Pendant la durée du contrat, le locataire ne peut donc être expulsé directement par le propriétaire ; durée au cours de laquelle les loyers restent très bas. Dans certains cas, la niveau d'insalubrité de l'immeuble ou le risque d'effondrement contraignent certains locataires au « départ volontaire » -qui s'apparente à une « expulsion de fait »-bien avant l'intervention des pouvoirs publics, autorisés à imposer l'expulsion des locataires au nom de leur sécurité. Mais on note aussi l'existence au sein de nombreuses familles de stratégies intergénérationnelles de patrimonialisation du bien en location ; des stratégies qui impliquent parfois le contournement ou le détournement de la loi. Il s'agit en effet, malgré les clauses du contrat, de faire circuler le logement au loyer plafonné au sein de la famille et entre les générations sans remettre en cause son statut.

Néanmoins, le contexte actuel est celui de la disparition progressive de ce parc résidentiel. La mort des locataires souvent âgés, mais aussi le vote récent d'une loi qui met fin aux prérogatives de la loi de 1948 contribuent au basculement de la plupart des logements au sein d'un marché locatif libre. Certains acteurs publics craignent que la loi puisse concerner des personnes encore actuellement sous contrat, c'est-à-dire dans de nombreux cas, des personnes âgées et fragilisées. La récupération du bien immobilier représente en effet pour les propriétaires (souvent d'immeubles entiers) un enjeu financier important : possibilité de revente à la municipalité ou à un promoteur, augmentation des loyers.

La disparition de la pauvreté visible est apparue d'autant plus indispensable pour les autorités publiques que Lisbonne, dès le début des années 1990, s'est donnée à voir au reste du monde dans le cadre de l'organisation d'événements au rayonnement mondial. Comme l'explique M. Rosemberg, il ne suffit pas de renouveler la ville, il faut aussi l'exposer pour faire savoir qu'elle est transformée, soit en l'exportant dans le monde, soit en amenant le monde à elle (2003), ce que l'auteur présente comme une dimension du « marketing territorial ». Ainsi, une série d'événements vont animer la décennie 1990 et assurer la visibilité internationale de la ville : en

[1] Dans certains cas, c'est la municipalité qui engageait le processus de réhabilitation ou de relance économique en intervenant directement sur une rue ou une place, misant alors sur l'effet d'une dynamique d'entraînement auprès des propriétaires bailleurs. Dans d'autres situations, caractérisées par l'incapacité des propriétaires à investir, la municipalité pouvait imposer des travaux coercitifs : elle récupérait alors l'immeuble et en assurait la réhabilitation en contrepartie d'une cession de 70% des loyers des occupants pendant une période négociée. Plus récemment, une loi de réhabilitation urbaine, adoptée en 2004, prévoit la création de sociétés d'économie mixte pour gérer les opérations de réhabilitation. Pour certains techniciens municipaux rencontrés, cette loi permet l'intrusion du grand capital dans la réalisation et la gestion d'opérations de réhabilitation, révélant ainsi l'attrait renouvelé du parc de logements ancien sur le marché immobilier.

[2] Sous le mandat de S. Lopes, ces choix n'ont pas été reconduits, faisant par exemple de la reconfiguration de l'espace intérieur une arme pour le changement social.

1992, le Portugal assure pour la première fois la présidence de l'Union européenne ; en 1994, Lisbonne obtient le statut de capitale européenne de la culture ; en 1998, la ville accueille l'Exposition universelle sur le thème des océans et célèbre ainsi l'anniversaire des 500 ans de la découverte de la route des Indes par Vasco de Gama ; enfin, en 2004, Lisbonne accueille le tiers des rencontres du championnat d'Europe des nations de football organisé par le Portugal. Ces événements ne sont pas seulement des fenêtres sur le monde : ils sont conjointement pensés comme autant d'opportunités de doter la ville de nouveaux équipements de grande ampleur, de réorganiser la structure spatiale de la ville et la distribution des lieux de centralité. Dans ce sens, ces événements ponctuels ont finalement permis de concevoir de grands projets urbains, durables et structurants[1].

A l'heure actuelle, la presse nationale évoque un « franc appétit de transfiguration depuis l'Exposition universelle » à propos des nouveaux projets qui « vont faire changer la capitale » (*O público*, 12-06-2004). La ville se trouve en effet dans une phase de renouvellement de ses grands projets architecturaux et urbanistiques ; transition qui semble s'appuyer davantage sur le recours à de grands noms de l'architecture (F. Gehry, N. Foster, R. Piano, J. Nouvel, S. Vieira) que sur l'organisation d'événements internationaux.

Enfin, dans le prolongement de ces différentes formes d'intervention, il est à noter un développement spectaculaire du réseau routier et des infrastructures de transport à l'échelle métropolitaine (encadré 3.3). La CEE puis l'Union européenne ont assuré ici le rôle de « déclencheur à bien des opérations en apportant des financements qui couvrent parfois plus de la moitié de l'enveloppe totale » (Marrou, 2003 : 63).

Encadré 3.3. L'accessibilité bouleversée : le développement des infrastructures de communication et de transport à Lisbonne

A partir de l'application d'un plan d'expansion et de modernisation du réseau routier urbain, la ville s'est en effet dotée d'un « réseau digne des plus grandes capitales » (Marrou, 2003 : 63) : quatre autoroutes divergent désormais de la capitale ; la traversée du Tage a été facilitée à la fois par l'ajout de voies de circulation supplémentaires sur le pont du 25 avril, et par la construction du pont Vasco de Gama (inauguré en 1998), reliant l'ouest de Lisbonne à la rive sud du fleuve ; deux périphériques, l'un intérieur (CRIL), l'autre extérieur (CREL), construits au cours des années 1990, assurent des liaisons entre les autoroutes et la traversée est-ouest de l'aire urbaine ; enfin, un axe nord-sud devrait bientôt relier le pont du 25 avril au périphérique extérieur et à l'autoroute nord.

Les infrastructures de transport ont aussi été largement améliorées : après vingt-cinq années de non modernisation, le réseau du métropolitain a été récemment l'objet d'un plan d'extension programmant une couverture complète, à partir de cinq lignes, de l'aire urbaine d'ici 2010-2015. Le réseau de tramway a lui aussi connu des ajustements au tournant des années 2000 avec l'ouverture d'une ligne plus rapide entre le centre de Lisbonne et Bélem à l'ouest, via Alcântara. Enfin, le transit des passagers a été facilité au même moment par la mise en place de nouvelles liaisons fluviales entre les deux rives du Tage, l'aménagement de deux lignes ferroviaires sur le pont du 25 avril, la restructuration des gares desservant la banlieue et la construction de la nouvelle gare Oriente, sur le site de l'Exposition universelle de 1998.

Certains de ces aménagements traduisent la vision démesurée des autorités locales et nationales quant à la croissance urbaine espérée de la capitale. Si l'on peut douter à l'avenir de la capacité de Lisbonne de s'étendre davantage et surtout de combler les vastes espaces non urbanisés situés entre les deux périphériques, l'ampleur de ces aménagements laisse aussi perplexe sur l'aptitude des autorités à les gérer et à les entretenir de manière autonome sur le long terme.

[1] A ce titre, Expo 98, sur le site du Parc des nations de l'Exposition universelle est exemplaire (Ferreira V.M. *et al*, 1999 ; Carrière, Demazière, 2002). Sur d'anciens espaces industriels en friche, et à partir d'un projet d'exposition culturelle, a été planifié un espace urbain de 330 hectares capable d'accueillir 30 000 résidents. Ce projet urbain, comprenant des équipements et des aires de loisirs, un centre commercial, un centre d'affaires, et de multiples résidences, a aujourd'hui un rôle polarisant considérable (ligne du métropolitain, gare, pont Vasco de Gama) qui contribue au développement de l'ouest de la ville.

Au vu du contexte socio-spatial lisboète, la diversité et l'ampleur des opérations menées dans le cadre de ces quatre axes d'intervention soulèvent dès lors quelques questions : comment légitimer une telle production massive et variée de logements alors que les dynamiques démographiques se sont pas réellement favorables (vieillissement, faible croissance de la population, stabilisation du nombre de ménages) ? Comment expliquer le développement démesuré des infrastructures routières au regard des dynamiques spatiales et métropolitaines actuelles ? Pourquoi valoriser la commune centre avec la production de nouvelles centralités et soutenir en même temps la dispersion de l'offre résidentielle en périphérie ? Quelles sont les logiques municipales de sélection de ce qui doit être montré au monde (la ville festive, moderne, celle de l'événement et de la réussite économique) et de ce qui doit être au contraire dissimulé (précarisation de la population, polarisation sociale, dégradation des bâtiments) ? Les réponses à ces questions sont à trouver du côté des contradictions produites par le télescopage, au niveau local, d'enjeux et d'acteurs pluriels ainsi que de logiques de la rentabilité économique avec celles du bien public. Mais on peut aussi interpréter ces situations comme une des conséquences des mouvements rapides et des changements brutaux produits par la transition démocratique et la libéralisation économique tardives du pays, ou encore par l'ampleur de l'injection de fonds (notamment européens).

La reconquête urbaine d'Alcântara, qui débute au milieu des années 1990, s'inscrit au sein de ce dispositif d'intervention (au croisement des quatre axes), mais aussi dans ce champ de contradictions.

- *Les projets urbains à Alcântara depuis la moitié des années 1990*

Une étude commanditée par la municipalité de Lisbonne en 2005, intitulée *Estudo urbanístico-Alcântara*, et réalisée par le cabinet de l'architecte F. Valsassina, démontre le caractère stratégique d'Alcântara à l'échelle municipale :

> « L'étude vise à identifier les problèmes actuels du secteur géographique d'Alcântara, un secteur marqué par une forte pression immobilière, partiellement occupé par des unités industrielles obsolètes, des espaces interstitiels abandonnés et délimitée par une infrastructure viaire qui isole et empêche la relation du quartier avec le fleuve. (...) Alcântara, devenue une des entrées de la ville de Lisbonne, est une zone d'intervention qui présente actuellement une visibilité intéressante pour tout investissement d'importance. Les terrains laissés en friches, les infrastructures industrielles existantes sont autant de vides urbains de grande valeur ; des vides qui traduisent le potentiel de transformation de ce secteur géographique, autant d'espaces d'incertitudes et donc de projets. (...) Cette étude a pour objectif la requalification et la revitalisation du tissu urbain d'Alcântara, afin d'augmenter le potentiel compétitif de la ville, en attirant de nouvelles ressources humaines et financières. Cette étude possède une dimension stratégique en intégrant une nouvelle génération de projets urbains articulés et capables de bénéficier aux espaces situés au-delà des limites des zones d'intervention *stricto sensu*. L'objectif est de requalifier et de revitaliser un espace beaucoup plus vaste et de promouvoir sa liaison avec les autres espaces émergents de la ville de Lisbonne » (CML, 2005a : 4-5).

Cette étude ponctue en fait près de dix années d'intervention sur Alcântara. C'est le plan directeur municipal (PDM) de 1994 qui évoque le premier la dimension stratégique du quartier dans la ville, et inaugure au sein d'unités opératives d'aménagement (UOP), la programmation de deux plans d'urbanisation sur Alcântara, intitulés *Vale de Alcântara* et *Alcântara Rio* (encadré 3.4). Ces deux plans d'urbanisation correspondent, d'une part à un projet de résorption du bidonville de *Casal de Ventoso* et de construction d'immeubles de relogements (PER) dans le val d'Alcântara, d'autre part à une opération de rénovation de bâtiments d'une ancienne usine de savons (*Fabrica União*) et de création d'une zone mixte d'habitation de standing et d'activités

tertiaires (commerces, bureaux). L'opération *Alcântara Rio* (photographie 4.2 et figure 6.6), conçue par l'architecte portugais F. Valsassina, représente une action municipale d'envergure qui consiste à traiter une « zone marginale avec une occupation industrielle obsolète » et à créer une « nouvelle maille urbaine qui simultanément intègre le tissu préexistant et confirme une image de modernité » (CML, 2002).

Encadré 3.4. Alcântara au sein des grandes orientations de l'aménagement de Lisbonne : les principaux outils urbanistiques

Trois niveaux de textes réglementaires ont guidé l'aménagement de Lisbonne depuis le début des années 1990 :

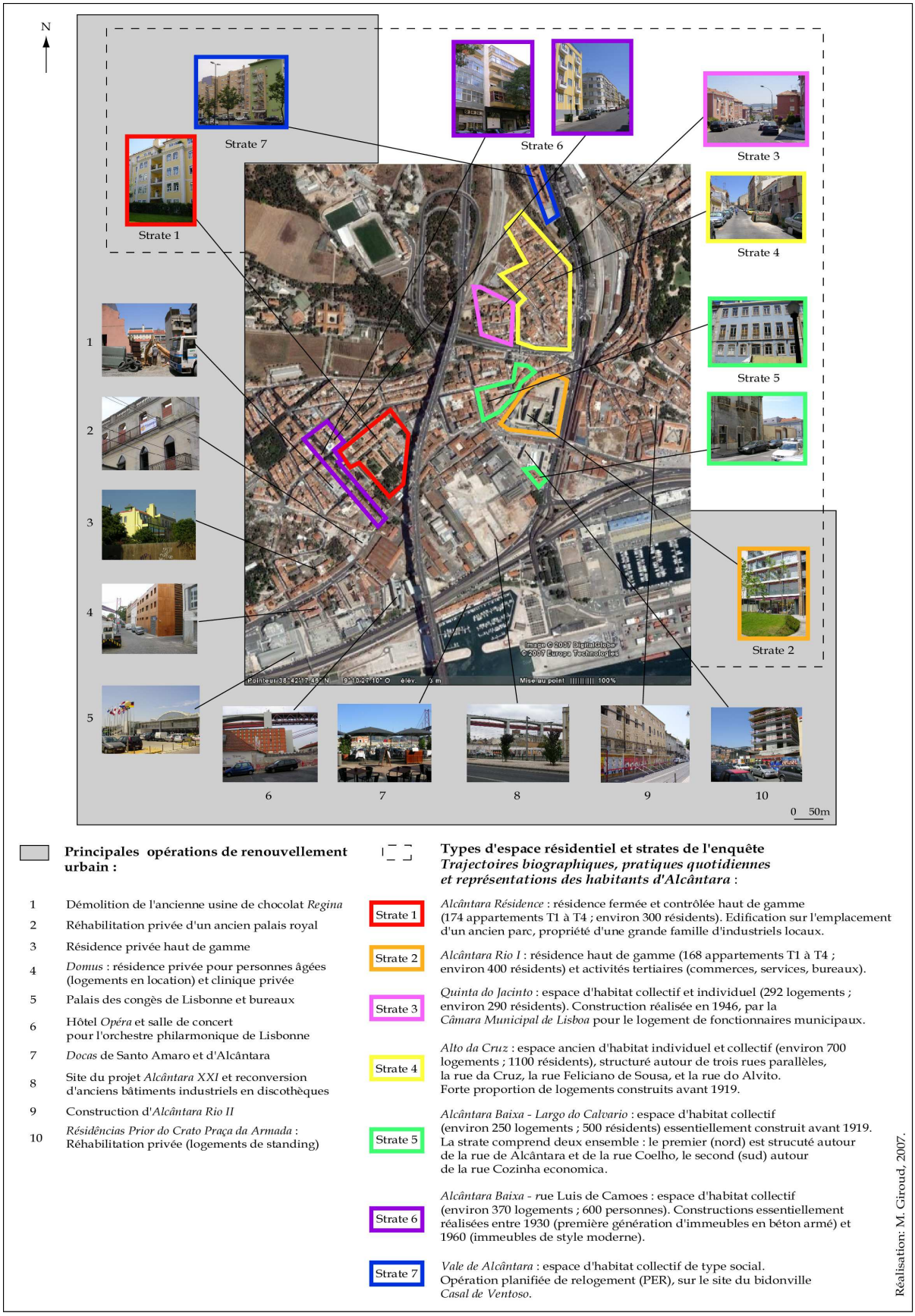
- le plan stratégique de Lisbonne de 1992 : document très général qui présente les directions de développement de la ville. Il tente d'inscrire Lisbonne dans le réseau des villes mondiales et européennes compétitives. C'est un document peu technique qui dresse la stratégie générale d'évolution de la ville (espace urbain, activités, actions sociales, image).

- le plan directeur municipal (ou PDM) de 1994 : document qui règle l'occupation du sol et l'organisation spatiale et fonctionnelle à l'échelle municipale. Il pose les règles juridiques pour la réalisation de plans d'ordonnancement du territoire (PMOT), eux-mêmes constitués d'unités opératives d'aménagement (UOP). Les plans d'urbanisation s'inscrivent au sein de ces unités. Ce PDM est en 2006 en cours de révision (*revisão do PDM. Proposta n°81/2003. Termos de referência* 26/02/2003) ; une révision liée à l'arrivée de l'équipe municipale dirigée par S. Lopes, et qui représente un réel enjeu social et urbain (remise en cause de certaines normes comme le nombre d'étages des immeubles).

- les plans d'urbanisation : intégrés au PDM et se référant à une échelle d'intervention plus grande, ils constituent le troisième niveau d'outil urbanistique. L'objectif de ces plans est de régler juridiquement les usages du sol, les coefficients d'occupation et d'imposer certaines restrictions légales à l'aménagement. On trouve actuellement neuf plans d'urbanisation effectués et publiés (les quartiers historiques de Lisbonne : Alfama a colina do Castelo I, II, III ; Alto do Lumiar ; Bairro Alto e Bica ; Madragoa ; Mouraria ; mais aussi Chelas ; Vale de Chelas ; Telheiras ; Expo 98), deux plans effectués mais non publiés (*Vale de Alcântara*) et un en cours de discussion (*Alcântara Rio*). On trouve par ailleurs des plans appelés plans de Pormenor, qui représentent des niveaux d'interventions encore plus localisés ; aucun d'entre eux ne concerne Alcântara en 2006.

Ces deux opérations publiques marquantes du tournant des années 2000 s'inscrivent dans le prolongement d'autres interventions initiées dans la seconde moitié des années 1990, autour de réglementations et de montages financiers autres, impliquant encore davantage les investisseurs privés. Comme le montre la figure 3.7, ces opérations urbaines se trouvent dispersées dans le quartier, et concernent l'aménagement d'espaces ludiques (*Docas de Alcântara* ; reconversion de bâtiments industriels en discothèques), l'implantation d'équipements d'envergure (palais des congrès, salle de concert de l'orchestre philharmonique de Lisbonne, établissements universitaires), et de zones d'activités et de services (bureaux, chambre de commerces et d'industries, hôtel *Opéra*, résidence de standing privée pour personnes âgées *Domus*, clinique privée), enfin elles concernent la construction de condominiums et de résidences fermées privées (*Alcântara Residence*), ou encore la réhabilitation privée ponctuelle d'anciens immeubles en logements de luxe.

Figure 3.7. Opérations de renouvellement urbain et principaux types d'espace résidentiel à Alcântara (2005)



Sources : M. Giroud, observations de terrain (2005) ; *Google earth*, 2007.

Par ailleurs, le propos de F. Valsassina présenté plus haut, montre qu'Alcântara reste en 2005 un véritable espace de projets pour la municipalité lisboète. L'étude a en effet été commanditée par la municipalité dans le cadre d'un vaste programme appelé Plan stratégique *Alcântara XXI* (CML, 2005a, 2005b, 2005c). Ce programme annonce les ambitions et les mesures concrètes ayant trait à l'aménagement pour les années à venir. Il annonce un grand projet urbain, coordonnant des impératifs en matière de production d'une nouvelle offre résidentielle (réhabilitations d'immeubles anciens et de locaux industriels obsolètes ; rénovations ; créations de nouveaux espaces publics), en matière de renouvellement de la population, de développement économique, ou encore d'amélioration de l'accessibilité et de l'interconnexion entre les différents modes de transport. *Alcântara XXI* s'appuie tout particulièrement sur deux projets, actuellement plus ou moins engagés : le premier est de faire d'Alcântara une plate-forme multimodale (extension de la ligne de métro jusqu'à Alcântara, facilitation de la jonction entre les réseaux routier et ferré, mise en place de la multimodalité entre les transports publics, aménagements de la voirie et construction d'un tunnel, réorganisation de l'espace portuaire de stockage, etc.) ; le second projet consiste à concrétiser l'opération mixte *Alcântara-mar* (logements, services, bureaux), conçue par l'architecte J. Nouvel et financée par l'EPUL (*Empresa publica de urbanização de Lisboa*). Ce plan stratégique vise plus globalement à « revitaliser Lisbonne » en « reconvertissant et en requalifiant un espace significatif de la ville » tout en intégrant « les valeurs patrimoniales préexistantes à une forte image de modernité » (CML, 2005c : 37-38). Implicitement, ce programme permet aussi de créer un nouveau lieu de centralité à l'échelle de la ville, rééquilibrant ainsi une structure urbaine fortement polarisée vers l'est depuis l'organisation de l'Exposition universelle de 1998 ; un nouvelle centralité dont l'identité, d'après les discours institutionnels produits, s'imposerait par le mélange des formes architecturales modernes et existantes, et par son statut de palimpseste du développement industriel portugais.

Au total, cet ensemble de projets réalisés ou programmés compose la phase de lancement de la reconquête urbaine d'Alcântara. Depuis la fin des années 1990, ce processus est suivi et soutenu par l'arrivée progressive de nouvelles populations, appartenant aux couches moyennes et supérieures de la société, que ces populations viennent fréquenter les nouvelles installations du quartier, ou bien pour y résider. Un document municipal proposant un diagnostic socio-urbanistique de la ville de Lisbonne à partir du recensement de 2001 montre par exemple qu'Alcântara accueille un certain nombre de « nouveaux Lisboètes », en provenance d'autres *concelhos* que celui de Lisbonne, ou de l'étranger. Ces nouveaux résidents représentent entre 5 et 9 % de la population totale du quartier ; un chiffre qui ne prend donc pas en compte les nouveaux résidents d'Alcântara en provenance d'autres quartiers du *concelho* de Lisbonne. Ils sont, d'après l'étude, majoritairement issus des classes moyennes et supérieures et ont suivi pour la plupart un long cursus d'enseignement supérieur (CML, 2004a : 114-116). L'étude semble ainsi quantifier et révéler les prémisses d'une dynamique de gentrification, qui est synchrone à la baisse générale de la population résidente du quartier. La localisation centrale du quartier, ses infrastructures de transports, la nouvelle offre en logements neufs et de standing ou encore le potentiel de réhabilitation d'un parc ancien bon marché sont en effet autant de ressources potentielles, que des individus aux parcours différenciés peuvent s'approprier chacun à leur manière.

Alcântara offre donc une situation qui peut être doublement mise en perspective avec celle de Berriat Saint-Bruno. Le cas lisboète procure en effet une occasion d'observer les actions mises en œuvre, non pas pour contrôler, mais pour impulser un processus de reconquête ; une impulsion qui se déroule, en outre, à une époque différente de celle qui a marqué la reconquête du quartier grenoblois.

2.3. Le croisement des situations

Au cours de ces présentations, Alcântara et Berriat Saint-Bruno ont été resitués au sein de leur trajectoire et de leur contexte urbain. Comment dorénavant penser le croisement des regards portés sur eux, ainsi que son apport pour la démonstration ? L'objectif est en effet de confronter les situations observées autour d'une interrogation théorique commune et de déterminer le rôle de chacun d'entre elles dans l'argumentation.

Le croisement s'appuie ici sur l'existence d'un ensemble de caractéristiques partagées entre les deux situations. Berriat Saint-Bruno et Alcântara sont deux anciens quartiers industriels et ouvriers, animés de mouvements relativement semblables : jadis périphériques, aujourd'hui centraux, ces quartiers sont, après avoir connu une période de relégation et de détérioration, mis à l'épreuve d'un processus de reconquête urbaine. Ils sont appréhendés comme des espaces stratégiques et de projets par les autorités locales (potentialité de développement économique ; présence de ressources foncières et spatiales ; participation à la revalorisation plus globale de la ville ; capacité d'attraction de nouveaux résidents ; enjeu politique et électoral), mais aussi comme une nouvelle option résidentielle par des individus issus de groupes sociaux favorisés et sensibles à leurs qualités (localisation centrale ; mélange d'architectures modernes et plus anciennes ; cachet et ambiance d'un quartier populaire). Les opérations urbaines réalisées ou en cours contribuent ainsi à accélérer le changement sociétal (pourtant déjà rapide à Lisbonne), en produisant des formes architecturales et urbaines modernes, et en favorisant par un filtrage social et économique (via les prix de l'immobilier ou les tarifs de produits de consommation) de nouvelles logiques de peuplement et de fréquentation.

Mais le croisement des situations doit aussi, pour faire sens et nourrir la démonstration, se référer à des différences, que l'on peut aussi interpréter comme des complémentarités. Le tableau 3.6 propose de prolonger la présentation chronologique des contextes en exposant de manière transversale ce qui les différencie aujourd'hui. Car Berriat et Alcântara ne connaissent ni la même intensité, ni les mêmes formes de reconquête. Ces différences s'expliquent par le fait que le processus n'a pas été enclenché à la même époque, et qu'il n'a donc pas atteint, dans les deux cas, le même stade d'avancement.

Ces décalages aux facteurs multiples statuent dès lors sur la manière de mobiliser l'une ou l'autre des situations pour l'analyse. De fait, Alcântara et Berriat Saint-Bruno n'offrent pas pour chaque questionnement les mêmes possibilités. Selon l'étape de la démonstration, l'exposé s'appuiera donc tantôt sur un cas, tantôt sur l'autre ; mais à chaque fois il s'agira de corroborer, nuancer ou contredire les résultats obtenus pour l'un, avec ceux issus de l'analyse de l'autre.

Cette volonté de croiser les contextes et les situations, plutôt que de les comparer, a donc eu des conséquences en matière de collecte de données. Le croisement se reproduit effectivement au moment de penser le système d'investigation, le choix des méthodes d'enquête et la façon de mettre en oeuvre concrètement les temps de terrain.

Tableau 3.6. Descriptif de la reconquête urbaine de Berriat Saint-Bruno et d'Alcântara

<table>
<tr><th></th><th>Berriat Saint-Bruno</th><th>Alcântara</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Etapes de la reconquête</td><td>- 1994-2007, accompagner la reconquête : promotion d'opérations de rénovation d'ampleur modeste et dispersées ; mise en œuvre de projets de réhabilitation à petite échelle; tentative de contrôle de l'action privée ; production d'un discours sur le passé du quartier, son identité, la mixité sociale.
- Plus de vingt ans d'expérience de la reconquête et du renouvellement urbain : érection d'un quartier d'affaires ; rénovations, production d'un discours sur la modernité et la rupture avec le passé, attraction de nouvelles populations de cadres supérieurs.</td><td>- 1994-2007, impulser la reconquête : rénovation d'espaces industriels laissés en friche ; création de nouveaux espaces d'activités tertiaires (commerces, services, bureaux) ; proposition de nouvelles options résidentielles et non résidentielles ; attraction de résidents favorisés dans le cadre d'une production de logements de standing ; partenariats entre acteurs publics et privés; production d'un discours sur la modernité.</td></tr>
<tr><td colspan="2">- Programmation de grands aménagements sur d'anciens espaces industriels en friche (projet Alcântara XXI à Lisbonne ; ZAC Bouchayet Viallet à Grenoble).</td></tr>
<tr><td>Facteurs du décalage</td><td>- Volonté d'insérer la ville dans un réseau de villes compétitives et d'en faire une métropole européenne de la recherche et de l'innovation en haute technologie ;
- Mise en œuvre parallèle d'autres grands projets urbains au centre-ville ; focalisation moindre que par le passé de l'action publique sur le secteur Berriat Europole ;
- Marché du logement très tendu à l'échelle de l'agglomération grenobloise ;
- Opportunités spatiales et foncières de plus en plus limitées ; cadre bâti contraignant ;
- Prise en compte de l'enjeu social et politique que représentent le maintien de personnes modestes sur place et la continuité d'une image de quartier populaire.</td><td>- Effets de la sortie d'un régime dictatorial, d'un développement économique tardif et de l'entrée du pays dans la CEE ;
- Statut de capitale nationale et culturelle de Lisbonne et taille de la ville ;
- Marché du logement relativement ouvert ; diversité des options résidentielles pour les catégories sociales les plus favorisées ;
- Ampleur et multiplication des fronts d'action prioritaires à l'échelle municipale : (réhabilitation des quartiers anciens centraux, résorption des bidonvilles et construction des programmes de relogement ; aménagement des infrastructures de transport ; attraction des investissements étrangers, promotion de l'implantation de sièges sociaux en centre-ville et de parcs d'activités en périphérie ; production d'une nouvelle image territoriale ; organisation d'événements internationaux et programmation de grands projets urbains.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Formes d'intervention sur l'espace urbain</td><td colspan="2">- Production de logements de qualité ;
- Implantation de grands équipements de la ville (ex. palais des congrès) ;
- Amélioration de la desserte et de l'accessibilité (aménagement du tramway).</td></tr>
<tr><td>- Intervention sur l'habitat existant et les logements anciens (OPAH) ;
- Prolongation et réorientation de l'aménagement d'un quartier d'affaires (Europole) : implantation de grands équipements publics (palais de justice, cité scolaire internationale) ; réflexion sur les marges et l'intégration socio-spatiale du site (espaces publics, rénovations ponctuelles) ;
- Production d'un discours sur le passé populaire, la mixité sociale et la diversité urbaine.</td><td>- Création d'espaces publics, de zones commerciales et de loisirs de type « front d'eau » (liés ou non à des opérations résidentielles) ;
- Implantation de bâtiments universitaires (institut d'agronomie) ;
- Production d'espaces résidentiels fermés (condominiums fermés sur le modèle de la gated community) ;
- Production d'un discours sur la modernité, sur l'utilité de l'héritage industriel pour créer de la modernité.</td></tr>
</table>

Caractéristiques de la population résidente	- Peuplement traditionnel ouvrier (baisse du taux d'ouvriers dans la population active) ; - Diversité sociologique des nouveaux résidents issus des classes moyennes et supérieures ; - Forte proportion d'étudiants.	
	- Augmentation de la population résidente ; - Ralentissement du vieillissement de la population[1] au profit de la tranche 20-39 ans ; - Augmentation du nombre de ménages et en particulier de ménages sans enfants (recensements 1990 et 1999) - Importance de la migration internationale : présence italienne, puis maghrébine (tunisienne et algérienne).	- Baisse de la population résidente ; - Vieillissement de la population[2] ; - Baisse du nombre de ménages (recensements 1991 et 2001) - Importance de la migration interne : peuplement traditionnel d'origine rurale, en provenance des régions de l'intérieur du pays ; - Présence résidentielle de fonctionnaires municipaux et de l'Etat dès les années 1950.
Principaux types de fréquentation	- Usagers du site Europole (hommes d'affaires, avocats, élèves de la cité scolaire) ; - Clients du marché quotidien (marché de la place Saint-Bruno) ; - Population d'origine immigrée (commerces, marché, etc.) ; anciens résidents ou non.	- Touristes, congressistes ; - Population présente pour la vie nocturne du quartier (discothèques, bars) ; - Employés des bureaux et des entreprises ; - Etudiants.
Cadre bâti	- Quartiers non homogènes du point de vue du bâti ; types de bâtiment d'âges et de morphologies très diversifiés ; - Mosaïques urbaines, sociales et fonctionnelles.	
	- Enchevêtrement morphologique et fonctionnel à un niveau très fin.	- Zonage d'espaces résidentiels homogènes (période de construction ; matériaux ; type d'habitat).
Parc de logements (évolutions entre les deux recensements : 1991 et 2001 à Alcântara ; 1990 et 1999 à Berriat Saint-Bruno)	- Relative baisse du nombre total de logements ; - Baisse du nombre de logements vacants et occupés en tant que résidence secondaire; - Augmentation du nombre de logements occupés en résidence principale ; - Baisse du taux de propriétaires occupants (de 35 % à 28 %) et légère augmentation du taux de locataires privés (de 47 % à 49 %).	- Légère baisse du nombre total de logements ; - Forte augmentation du nombre de logements vacants ; - Baisse du nombre de logements occupés en résidence principale ; - Augmentation sensible du taux de propriétaires occupants (de 32 % à 41 %) et baisse du taux de locataires privés (de 61 % à 54 %).

3. Système d'investigation et méthodes employées

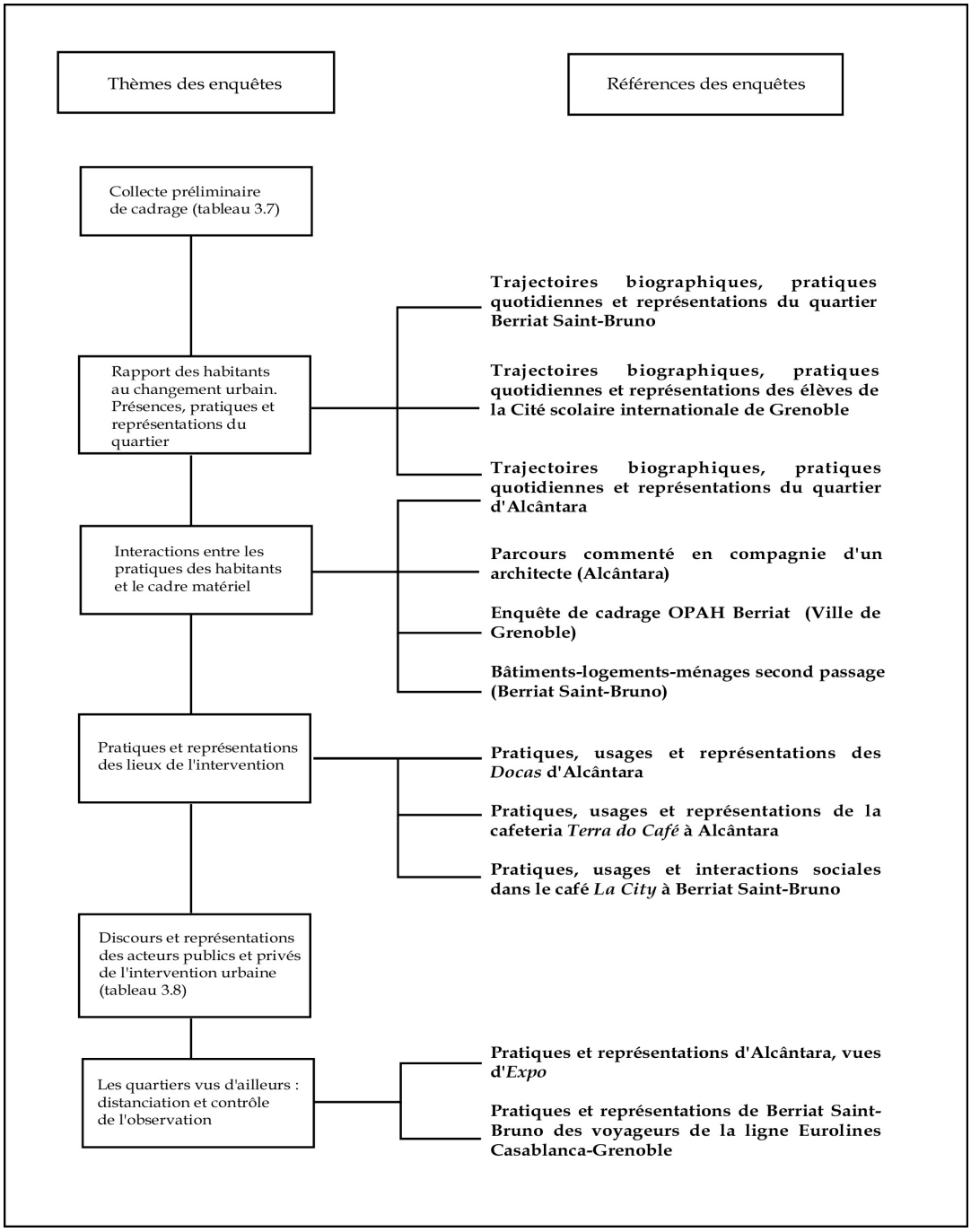
Le système d'investigation mis en oeuvre réunit au total plusieurs enquêtes reliées entre elles, se référant à l'utilisation de méthodes différentes, et répondant chacune à un pan du questionnement initial (figure 3.8)[3].

[1] D'après les données de recensement, les plus de 65 ans ne représentent plus que 16 % de la population en 1999 contre 21 % en 1990.

[2] D'après les données de recensement, les plus de 65 ans représentent 29 % de la population en 2001 contre 23 % en 1991.

[3] Pour chacune des enquêtes présentées dans cette section, se reporter à l'annexe 3.1 pour consulter les questionnaires et la description des échantillons. Les méthodes d'analyse de ces enquêtes seront précisées dans les parties 2, 3, et 4 de la thèse, selon les traitements entrepris.

Figure 3.8. Synthèse du système d'investigation et des références des enquêtes



Le but de ce système d'investigation est d'appréhender des anciens quartiers en changement et de saisir la participation des habitants à ce changement urbain, en testant l'hypothèse d'une résistance par l'habiter, comprise dans ses deux sens (comme capacité à perpétuer une existence ou en tant que faculté à détourner une norme). Il s'agit dès lors d'assurer conjointement l'observation des pratiques et des usages spatiaux des individus, la collecte de leurs représentations spatiales, et l'observation des lieux géographiques. En conséquence, l'approche n'a pas consisté à interroger la participation d'un groupe d'individus en particulier. Comprendre le changement des lieux impliquait au contraire d'opter pour une « entrée par les lieux », que ces lieux soient ceux de pratiques quotidiennes et donc de frottements potentiels entre habitants issus de catégories sociales variées, ou bien lieux de résidence (définis par leur

localisation dans le quartier et leur type d'habitat ; de l'habitat neuf de qualité à l'ancien dégradé). Partir des lieux a ainsi permis de prendre en considération, avec les mêmes méthodes, les rôles dans le changement urbain d'une diversité d'habitants, aux parcours et aux profils sociaux différenciés ; et donc de contourner en même temps le risque d'une posture relativiste (autonomiser les groupes pour pouvoir les décrire ; utilisation d'outils particuliers pour l'observation des classes populaires).

La présentation qui suit ne rend pas compte, par sa linéarité, des hésitations, ajustements, et des allers-retours qui ont marqué le déroulement de la recherche. Les terrains, à Grenoble et à Lisbonne, n'ont pas été effectués l'un après l'autre, mais de manière alternée, et ce sur des périodes relativement courtes (deux missions de trois mois à Lisbonne, six missions de un mois à Grenoble). Les choix de l'alternance et de la durée du terrain, s'ils émanent en partie de contraintes matérielles, ont permis d'utiliser l'expérience acquise progressivement pour orienter les dernières recherches, mais aussi de prendre régulièrement un recul nécessaire ; l'absence de recul représentant « un danger qui finit par guetter tout enquêteur, pour peu qu'il ait fréquenté le même terrain pendant une longue période » (Delaporte, 1987 : 243). Mais aussi de pratiquer la distanciation ; une pratique que J. Gutwirth présente comme « similaire à l'effet (brechtien) par lequel un acteur se dissocie de son personnage » (1987 : 8).

Les enquêtes qui structurent le système d'investigation mis en place privilégient grandement l'observation directe et l'interaction avec le répondant. Au-delà des temps consacrés à chacune de ces enquêtes, il faut aussi prendre conscience de tout l'apport des moments passés dans les quartiers étudiés, à flâner, à observer sans raison apparente la scène urbaine, à témoigner, au hasard, de ses rythmes, ses occupations, ses présences et ses controverses. Le temps de l'imprégnation peut être parfois frustrant, parfois rassurant. Il est en tout cas déterminant à bien des égards, et précisément en ce qu'il impose, sans qu'on s'en rende forcément compte, certains choix de recherche et certaines orientations méthodologiques.

3.1. Une collecte préliminaire de cadrage

Dans un premier temps, ont été menées des enquêtes de cadrage très générales, pour chacun des terrains d'étude, organisées autour de quatre objectifs (tableau 3.7).

Tableau 3.7. Objectifs de la collecte préliminaire de cadrage et modalités de recueil de l'information à Grenoble et Lisbonne

Objectifs	Modalités de recueil des données
- Cadrage général des enjeux contemporains propres aux contextes étudiés ; - Tests de validité de mes premières interrogations ; - Mise en exergue de premières contradictions.	- Entretiens libres auprès d'acteurs associatifs locaux, ou d'informateurs clefs (dont des universitaires) (enregistrés à Grenoble ; prise de notes à Lisbonne ; une dizaine d'entretiens effectuée dans chaque cas).
- Etude de l'histoire des quartiers et de leurs habitants ; - Analyse des évolutions sociales, des transformations économiques, des moments politiques clés, replacés dans l'histoire et les dynamiques géographiques de la ville.	- Recueil bibliographique : travaux scientifiques (ouvrages, articles), universitaires (mémoires de master ; une thèse d'histoire très utile sur Alcântara), littéraires ou vulgarisés (guides touristiques) ; - Recherches d'archives auprès des instances politiques locales ; - Consultation de la presse nationale et locale.

(suite du tableau 3.7)

- Connaissance de l'organisation socio-spatiale des quartiers étudiés : tissu urbain, cadre bâti, structure sociale ; - Appréhension des évolutions récentes en cours ; de la place du quartier dans la dynamique de la ville aujourd'hui.	- Collecte de données statistiques auprès de l'INSEE et de l'INE : • Berriat Saint-Bruno : à l'échelle des quartiers Insee pour les recensements 1962, 1968, 1975, 1982 et des zones Iris pour les recensements 1990 et 1999 ; • Alcântara : aux échelles de la *freguesia*, de la section et de la sous-section, pour les recensements 1991 et 2001. - Recueil de photographies aériennes auprès de l'Institut géographique national (IGN), de l'Institut géographique portugais et du site Internet *Google earth*, pour une période correspondant aux changements impulsés par les opérations urbaines récentes : • Berriat Saint-Bruno : 1981-1987-1987-2003 ; • Alcântara : 1989-2004-2005-2007.
- Analyse des enjeux urbanistiques actuels.	- Analyse des documents urbanistiques officiels : • Grenoble : projet de ville ; schéma directeur/schéma de cohérence territoriale (SCOT) ; POS/Plan local d'urbanisme (PLU) ; ZAC ; • Lisbonne : plan stratégique ; plan directeur municipal, plans d'urbanisation. - Recueil des documents traitant les projets réalisés, en voie de réalisation ou programmés : plaquettes et brochures d'information et de communication produites par les promoteurs immobiliers, les organismes chargés de certains aménagements, ou les services municipaux.

3.2. Le rapport des habitants au changement urbain : présences, pratiques et représentations du quartier

Un premier ensemble d'enquêtes concerne la présence même des individus dans les quartiers étudiés. Les effets du renouvellement urbain dépassent en effet les périmètres des zones d'intervention pour affecter plus globalement la configuration et le fonctionnement du quartier qui les comprend. L'étude de cette présence peut éclairer l'hypothèse du résister en habitant mais nécessite, pour cela, une connaissance en profondeur, des pratiques quotidiennes des habitants, dans leur relation à des usages précis, mais également en ce qu'elles s'articulent à des choix résidentiels. Cette articulation est le fondement même de la notion d'habiter. Interroger cette articulation amène à relever les différentes combinaisons entre pratiques résidentielles et pratiques quotidiennes qui permettent d'assurer un accès au quartier et une continuité de son marquage social. De fait, je cherche ici notamment à comprendre selon quelles logiques – stratégiques, involontaires ou contraintes- certains résidents maintiennent une présence dans le parc de logements du quartier. Mais aussi, à évaluer en quoi le choix ou la contrainte d'une mobilité résidentielle vers d'autres secteurs de la ville n'altèrent pas irrémédiablement le rapport pratique et sensible au quartier.

En outre, dans de tels contextes marqués par le renouvellement urbain et l'arrivée de nouvelles couches sociales, l'intérêt est aussi de pouvoir comparer les modes d'habiter et les représentations spatiales des habitants « originels » avec ceux dont la présence est directement liée au processus de reconquête urbaine (populations cibles des interventions ; gentrifieurs dans le parc de logements neuf ou ancien appartenant aux couches moyennes et supérieures). Derrière la diversité des pratiques sociales et spatiales de tous ces individus, on peut faire l'hypothèse que se cachent certains faits caractéristiques et valeurs qui se recoupent. Selon cette hypothèse, on peut considérer les nouveaux habitants plus aisés des quartiers, comme porteurs, via leur habiter et leurs discours, de nouvelles normes sociales. Du coup, la question du rapport

au changement et aux normes sociales introduites par les lieux et les acteurs de la reconquête est constitutive de cette comparaison des modes d'habiter et des représentations.

On le voit, l'objectif est d'interroger la relation au changement des habitants, selon une approche horizontale et synchronique (appréhension par l'habitant du changement du quartier et du rôle de l'intervention urbaine dans ce changement ; pratiques et représentations des lieux de l'intervention[1] ; représentations des nouveaux résidents et usagers du quartier ; comparaison avec les pratiques et les représentations des nouveaux habitants). Si ce choix est raisonné, il exprime en outre l'impossibilité d'appliquer dans de tels contextes une approche plus longitudinale du rapport au changement. En effet, à l'inverse de ce qu'a pu par exemple proposer H. Coing dans son travail sur l'îlot 4 du XIIIe arrondissement de Paris (observations fines des modes de vie des ouvriers avant, pendant et après l'opération de rénovation de l'îlot), je n'ai pu collecter pour des raisons diverses (aire d'étude plus vaste, moins circonscrite ; conjonction d'un temps du renouvellement urbain plus long et d'un temps de recherche plus court ; variété des opérations urbaines) les informations suffisantes concernant les habitants et leurs pratiques, lors de la période précédant les prémisses de la reconquête urbaine.

Des enquêtes intitulées **Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier** ont donc été menées dans ce sens, **à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno**. La sélection des individus a été effectuée selon deux critères : leur lieu de résidence (dans ou hors du quartier ; la localisation dans le quartier) et le type d'habitat correspondant (ancien dégradé, ancien correct, neuf, ancien réhabilité). Dès lors, la population visée par ces enquêtes est constituée à la fois d'habitants issus des catégories populaires, pouvant être résidents (de longue date ou plus récents) ou individus de passage (anciens résidents ou non), et de nouveaux résidents, appartenant aux couches sociales moyennes et supérieures. Ces enquêtes ont donc pour objet les logiques structurantes de la présence de l'habitant sur le quartier. Elles consistent à collecter à la fois des éléments biographiques de l'individu (trajectoires résidentielle et professionnelle ; évolution de l'occupation des logements ; travaux de réhabilitation privée ; etc.), des informations sur les lieux pratiqués par l'individu le jour de l'enquête, mais aussi sur ses représentations du quartier, de la population présente ou encore des opérations urbaines en cours. Par ailleurs, elles permettent d'informer sur les implications de l'enquêté vis-à-vis d'actions et de luttes collectives menées localement[2].

Deux techniques différentes ont été adoptées pour ces enquêtes, en fonction du terrain d'étude, à savoir l'entretien semi-directif et le questionnaire ; différence imputable à une maîtrise tardive de l'approche biographique et de ses outils de collecte, mais aussi à une maîtrise insuffisante de la langue portugaise pour assurer correctement la tenue d'entretiens. Malgré l'utilisation de techniques de collecte différentes, l'objectif reste le même et rejoint à plusieurs égards celui du récit de vie, c'est-à-dire « accéder au vécu subjectif de l'individu » (Bertaux, 1980 : 198), en laissant à ce dernier, malgré les contraintes méthodologiques imposées (la forme du questionnaire ; le qualificatif « semi-directif » pour l'entretien), une certaine liberté d'expression : l'individu raconte avec latitude son expérience propre, telle qu'il l'a vécue, et la perçoit. A l'instar des récits de vie, ce sont donc des récits d'expérience qui sont recherchés ici.

[1] La relation à l'espace aménagé et à la nouveauté qu'il véhicule, ne peut se réduire à sa pratique ; la perception et la représentation, même distancées, de l'espace aménagé correspondent, en soi, à la formulation d'une expérience du changement généré par l'opération urbaine. Ces représentations peuvent induire des pratiques spatiales, qu'elles soient de colonisation des nouveaux lieux ou au contraire d'évitement.

[2] Ces actions qui traduisent l'affirmation d'une résistance collective organisée à certains changements, et dont les formes, les moyens, les objectifs et les acteurs diffèrent selon les contextes spatiaux et temporels, ont été observées et suivies durant toute la période de la recherche.

Comme le note D. Bertaux, « parce que l'expérience est interaction entre le moi et le monde, elle révèle à la fois l'un et l'autre, et l'un par l'autre » (1980 : 217). Considérer sérieusement l'expérience humaine, c'est donc « se mettre en position de saisir non seulement les rapports sociaux (sociostructurels –structures de production, formation de classes sociales, modes de vie de milieux sociaux donnés, vie matérielle- et sociosymboliques –valeurs et représentations), leur dynamique ou mieux leur dialectique » (1980 : 221).

Pour autant, ces contraintes méthodologiques soumises à l'enquêté suffisent à différencier les techniques utilisées du récit de vie *stricto sensu* : l'objet de la recherche n'est pas l'histoire de la vie de l'individu, appréhendée dans tous ses recoins (selon une lecture sociostructurelle, sociosymbolique ou entremêlant ces deux niveaux), comme prétexte à décrire un univers social méconnu. Il s'agit plutôt d'étudier un pan de son histoire. Car la démarche est dépendante d'un questionnement problématique plus sélectif et sans doute moins ambitieux (le rapport d'un individu à une contrainte extérieure définie). Ainsi, il m'a fallu veiller à ce que l'interlocuteur ne s'empare pas lui-même de la conduite de l'entretien ou du questionnaire. Même s'il me faut reconnaître, comme le rappelle D. Bertaux, que la difficulté de l'exercice réside davantage dans la posture autobiographique que ces techniques supposent : selon les individus, les milieux sociaux, les moments de l'enquête, l'autobiographie –se prendre pour objet, se regarder à distance- ne va pas de soi (Bertaux, 1980 : 216).

En outre, le recours à l'approche biographique, et en particulier au travail sur les trajectoires résidentielles et professionnelles des individus, permet d'évaluer quels sont les facteurs qui influent le plus dans la nature du rapport de l'individu au changement urbain. Les individus ne participent pas en effet de la même façon à ce changement, son accès restant inégal : certains parviennent à en profiter et contribuent ainsi à l'accélérer, d'autres à le ralentir, d'autres enfin à le détourner ou à le transformer. Connaître les trajectoires de vie des individus aide à mieux comprendre certains facteurs explicatifs de cette inégalité d'accès et de participation.

L'enquête **Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier Berriat Saint-Bruno** a été réalisée tout au long de la recherche à partir d'entretiens semi-directifs, articulés par une grille thématique. Ces entretiens ont pu dans leur grande majorité être enregistrés et retranscrits. Au total 35 entretiens, de quarante-cinq minutes à une heure trente ont été réalisés. La figure 3.9 localise les lieux de résidence des enquêtés.

Ce travail a été complété par une recherche plus localisée auprès d'une population, non résidente, de passage, dont la présence est directement liée à l'implantation d'un nouvel équipement du quartier. L'enquête **Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations, des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble** a été effectuée auprès d'élèves de deux classes de 4e (31 élèves au total), en section internationale à la cité scolaire. Cet équipement situé sur le site du quartier d'affaires Europole accueille une partie importante des enfants de cadres français ou étrangers installés à Grenoble. L'objectif est alors d'interroger l'inscription d'un tel établissement scolaire (original en termes de public concerné, de rayonnement géographique, de rapport au projet urbain) dans son espace alentour, et précisément en informant sur les pratiques et les représentations des usagers (les élèves) d'un tel équipement. L'étude de ces pratiques et représentations informe en retour sur cet espace urbain en mutation, c'est-à-dire sur l'influence de ces acteurs en termes de marquage social et de pratiques, mais aussi sur les représentations qu'ils produisent et véhiculent.

Figure 3.9. Lieux d'enquête à Berriat Saint-Bruno (2003-2006)

Source : *Google earth*, 2007.

L'enquête **Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara** s'est déroulée d'avril à juillet 2005, autour de la collecte de 48 questionnaires, d'une durée de trente minutes à deux heures. La passation des questionnaires, réalisée sans interprète, n'a pas été enregistrée. Le recours à la méthode du questionnaire a permis d'atténuer les biais d'une maîtrise incomplète de la langue portugaise, mais aussi de collecter *in fine* une information plus homogène et donc plus aisément comparable. Le questionnaire a été structuré autour de questions fermées et ouvertes, de matrices thématiques et d'une grille biographique. Cette grille s'inscrit dans la lignée méthodologique héritée d'applications multiples depuis les années 1960, dans des contextes géographiques variés (GRAB, 1999). Cette grille qui cherche à retracer une chronologie représente un outil flexible de collecte en créant les possibilités d'interactions entre l'enquêteur et le répondant.

Pour la sélection des individus, j'ai tout d'abord identifié, au sein d'Alcântara, six strates différentes (types d'espace résidentiel), sur la base d'observations de terrain et d'une analyse cartographique à partir des données de recensement (caractéristiques du bâti, structure du parc de logements, caractéristique des ménages). Chaque strate a été définie selon deux critères principaux : la nature du cadre bâti et la localisation de l'espace au sein du quartier (figure 3.7). L'échantillon a ensuite été réparti par strate, selon la taille de la strate, son homogénéité sociale mais aussi en fonction de son intérêt problématique (intérêt particulier sur la strate *Alto da Cruz*[1]). Dans chacune des strates, la sélection des individus a été réalisée selon les opportunités du terrain et de son déroulement.

Pour chaque habitant résidant en habitat collectif, il lui a été demandé, en complément du questionnaire, de décrire l'occupation de son immeuble au moment de l'enquête. Plusieurs monographies d'immeubles ont ainsi pu être effectuées, informant à la fois sur le peuplement (nombre de personnes présentes dans chaque logement, statut d'occupation, date ou période d'arrivée dans le logement, niveau social des ménages voisins) et sur la nature des logements (nombre de pièces, travaux de réhabilitation). Cette démarche a notamment permis de recomposer le peuplement des immeubles d'une rue (la rue *Coelho*), intéressante en ce qu'elle comporte un ensemble de projets similaires (immeubles construits au même moment, fin du XIXe) dont certains ont été l'objet de travaux de réhabilitation (collectifs et/ou individuels) et d'autres non. Une telle observation informe ainsi sur le lien existant entre la nature d'une section du parc de logements et son occupation.

3.3. Appréhender les interactions entre les pratiques des habitants et le cadre matériel

La question du lien entre occupation et conditions d'habitat est effectivement centrale dans une réflexion sur le rapport des habitants au changement urbain, sur leur capacité à résister en habitant et donc à assurer une présence au sein d'un espace résidentiel. Les pratiques résidentielles et quotidiennes abordées à travers les enquêtes qui précèdent doivent être pensées plus globalement en interaction avec le cadre matériel dans lequel elles s'inscrivent.

Le cadre matériel d'un espace urbain se décrit par les caractéristiques de son bâti et les conditions d'habitat (structure du parc de logements existant, qualité du bâti et de l'équipement des logements, typomorphologie des bâtiments ; choix architecturaux des constructions neuves), mais aussi par ses conditions environnementales (données écologiques comme le bruit ou la pollution ; présence d'équipements spécialisés ; nature de la structure commerciale). Ces caractéristiques ont un rôle important sur les pratiques de l'espace non résidentiel, mais aussi dans la dynamique du parc résidentiel et dans le processus de renouvellement social des quartiers : elles influent de manière différenciée sur la capacité de certains segments du parc à être transformés, à apparaître attractifs et donc à être investis par certaines catégories sociales. Si parfois ce cadre matériel contribue à l'accélération du changement urbain, en favorisant l'arrivée de nouvelles populations, il peut *a contrario* participer tout autant « de ce qui résiste », en soutenant par exemple la présence des habitants plus défavorisés dans certains logements. En retour, ces pratiques résidentielles (arrivées ou continuités) contribueront à la transformation progressive des caractéristiques de ce cadre matériel, que ce soit via l'usage de l'auto-réhabilitation ou au contraire à travers un processus de dégradation.

Insister sur les données structurelles du cadre matériel ne doit toutefois pas faire oublier les dimensions symboliques qui animent les dynamiques résidentielles évoquées (en particulier, à propos du retour de catégories sociales moyennes et supérieures). Mais ces dimensions

[1] Secteur géographique étudié par F. Vidal dans sa thèse d'histoire urbaine sur Alcântara.

symboliques, si elles impliquent souvent le vécu individuel ou la qualification sociale de l'espace en question, s'appuient aussi sur les caractéristiques particulières du cadre matériel (l'attrait culturel pour l'habitat ancien ; la recherche de convivialité et d'interconnaissance grâce à la structure commerciale, etc.). Au final, la nature du changement urbain dépend bien du croisement entre les données structurelles propres au cadre matériel, l'investissement symbolique des individus et leurs pratiques spatiales. Cela confirme l'importance de certaines orientations en matière de politique urbaine : l'intervention sur telle ou telle section du parc de logements, ou l'implantation de tel ou tel équipement, pour peu qu'elles interfèrent avec les aspirations et des valeurs promues par une classe sociale, peuvent accélérer certaines dynamiques résidentielles et sociales ; de la même façon, le façonnement d'une représentation officielle valorisante d'un espace urbain peut avoir un effet considérable si le cadre matériel est déjà suffisamment équipé et potentiellement attractif.

A **Alcântara**, l'enquête **Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier** a été menée avec l'objectif de déterminer des liens entre des trajectoires résidentielles individuelles, les dynamiques du parc résidentiel, et l'évolution physique de types d'habitat. Une partie du questionnaire a donc été consacrée au recueil d'information sur les conditions d'habitat. Cet ensemble d'informations a été complété par un **parcours commenté**. Réalisé en compagnie d'un architecte, il a consisté à mieux évaluer et connaître le potentiel de transformation architectural et morphologique des bâtiments du quartier. Des bâtiments observés de l'espace de la rue et non de leur intérieur (parties collectives, logements, cours intérieures). Ce parcours commenté n'ayant pu être enregistré, les descriptions de l'architecte ont alors été prises en note tout au long du trajet.

A **Berriat Saint-Bruno**, l'évaluation du potentiel de transformation du parc de logements selon le type de bâti et la nature de l'occupation, a été tentée à partir de l'accès à une **enquête ayant servi de cadrage au lancement d'une OPAH sur le quartier Berriat Saint-Bruno**. Cette enquête quantitative, mandatée par la municipalité de Grenoble, a été effectuée en **1999-2000** par le bureau d'études grenoblois *Pact de l'Isère*, auprès de plus de 1 600 ménages. L'enquête visait à connaître précisément les conditions d'habitat (qualité du bâti et des équipements à l'échelle du logement mais aussi de l'immeuble) et les caractéristiques socio-démographiques des occupants, dans le but de programmer des interventions prioritaires de remise aux normes des logements, et d'effectuer des propositions de réhabilitation et d'amélioration des équipements aux propriétaires bailleurs. Cette enquête offre une photographie représentative de l'occupation du parc de logements anciens (susceptibles d'être traités dans le cadre de l'OPAH) pour l'année 2000. Un premier traitement statistique et cartographique a été l'objet du mémoire d'I. Bouhet André-Poyaux dans le cadre du diplôme universitaire SIGmage de l'université de Poitiers (Bouhet André-Poyaux, 2005). L'auteur s'est notamment appliqué à partir d'une analyse statistique multi-variée (analyses factorielles et classifications automatiques) à mettre en évidence des groupes de ménages homogènes ayant les mêmes caractéristiques démographiques et socio-économiques, à établir des types de logement, en prenant en compte des variables relatives à la morphologie du bâti et aux caractéristiques du logement lui-même, enfin à essayer d'établir des correspondances entre les types de ménage et les types de logement.

La connaissance de cette enquête a conduit à imaginer une appréhension dynamique de l'occupation et de l'évolution physique des logements. Une nouvelle investigation a été mise en oeuvre en 2006 auprès d'immeubles enquêtés en 2000, afin d'évaluer l'évolution sociale de l'occupation et les transformations des logements, en fonction des types et des conditions d'habitat. L'enquête **Bâtiments-logements-ménages second passage** a été effectuée en juin **2006**. Du fait de l'impossibilité matérielle de reproduire l'enquête sur l'ensemble de l'échantillon de 2000, il a été décidé, sur le modèle du travail effectué sur la rue *Coelho* à

Alcântara, de procéder à une étude localisée, limitée à la section d'une rue. Les critères de sélection de cette portion de rue ont été de trois ordres : présence de bâtiments enquêtés en 2000 (le fichier statistique comporte les adresses des bâtiments enquêtés, leur identifiant, le nombre de logements enquêtés dans chaque bâtiment) ; variété des types morphologiques et architecturaux des bâtiments enquêtés (date de construction, matériaux, hauteur) ; présence de commerces en rez-de-chaussée (pour mesurer des différences potentielles de transformation entre les immobiliers commercial et résidentiel). A défaut d'avoir pu identifier avec précision les logements enquêtés en 2000 dans chaque immeuble[1], l'enquête a consisté à reconstituer, avec l'aide d'informateurs résidant au sein des immeubles sélectionnés, l'évolution de l'occupation du bâtiment et des travaux entrepris au sein des logements et des parties communes, depuis 2000. En parallèle, tous les commerçants localisés sur cette portion de rue ont aussi été rencontrés et questionnés sur les évolutions de leur local d'activité depuis 2000 (changement d'activité, de propriétaire, du statut d'occupation, travaux).

3.4. Pratiques et représentations des lieux de l'intervention : enquêtes *in situ*

Un second ensemble d'enquêtes concerne plus directement les lieux issus de l'intervention *stricto sensu*. Pour appréhender le plus directement possible le rapport des habitants au changement urbain et tester l'hypothèse d'une résistance en habitant, notamment envisagée dans son premier sens, comme capacité à perpétuer une existence, il a été en effet décidé de saisir comment certains lieux produits par la contrainte extérieure –l'intervention-, apparemment ouverts à la collectivité publique étaient pratiqués et intégrés à l'habiter des individus. De fait, l'observation de tels lieux amène aussi à questionner la résistance des individus par l'habiter, prise cette fois dans son second sens, c'est-à-dire comme capacité à détourner une norme dominante ; et ce, à la fois dans sa dimension horizontale (via l'étude des interactions entre groupes sociaux, des temporalités des pratiques, des usages, ou des représentations sociales de la fréquentation), et dans sa composante plus verticale (écarts entre les fréquentations effectives, les usages, les marquages sociaux des lieux, et ce qui est inscrit dans le dispositif spatial des aménagements ou programmé dans les documents officiels relatifs aux opérations).

Cette étape de la recherche a conduit à un travail d'observation préliminaire de lieux produits de manière volontariste et susceptibles d'accueillir une pluralité d'individus. A partir de ces observations, certains de ces lieux ont été sélectionnés pour devenir les objets d'investigation plus approfondies. Dans ce cadre, deux enquêtes à Alcântara et une enquête à Berriat Saint-Bruno ont été menées.

L'enquête **Pratiques, usages et représentations des *Docas* d'Alcântara** a été effectuée en mai et juin 2005, sur le site des *Docas* d'Alcântara, une zone ludique (bars, restaurants, discothèques, marina) localisée en bordure du Tage (figure 3.7), et qui provient de la réhabilitation d'anciens entrepôts portuaires. L'objectif de l'enquête a été double : étudier le lieu et son fonctionnement (en termes d'organisation spatiale, de rythmes de fréquentation, de flux, d'usages, de marquages sociaux) et caractériser les individus présents (catégorie socio-professionnelle ; lieu de résidence ; statut du lieu dans l'espace de pratique et le système de lieux fréquentés de l'individu ; motivations de la venue ; représentations socio-spatiales du lieu). Il s'agissait de valider l'hypothèse déduite des observations initiales, à savoir celle qui fait des *Docas* un lieu toujours pratiqué par les habitants traditionnels du quartier -et notamment les anciens ouvriers.

[1] L'information concernant la localisation sur le palier des logements enquêtés n'a pas été saisie dans la base de données. Le recours aux questionnaires originaux, sur lesquels figure une telle information, s'est alors avéré nécessaire. Malheureusement, la perte de près de 200 questionnaires format papier au local du Pact Isère (responsables de la mise en œuvre de l'enquête) a fortement contraint la démarche.

Inspirée des travaux d'un groupe de chercheurs étudiant les pratiques non résidentielles des individus[1], cette investigation a été réalisée en deux étapes principales : un temps d'observations préalables et une enquête par questionnaires. Les observations ont eu pour objectif de saisir les temporalités du lieu, et précisément celles des usages qui s'y inscrivent, et d'en déduire les catégories d'individus en présence –catégories établies par types d'usage et non selon la provenance résidentielle ou la catégorie sociale. Le croisement entre les types d'usages et les moments de la journée a aidé à procéder à l'échantillonnage de l'enquête par questionnaires. Au préalable, l'observation des flux et des principaux points de station a permis de définir les positions les plus adéquates pour la passation des questionnaires, dont la durée moyenne a été de quinze minutes. L'enquête par questionnaires a été effectuée auprès de 40 personnes, sur trois jours (mardi, vendredi, samedi) selon trois tranches horaires 10h-12h30; 14h-18h; 18h-21h.

L'enquête **Pratiques, usages et représentations de la cafeteria *Terra do Café* à Alcântara** s'est déroulée entre les mois de mai et de juillet 2005 dans un café-cafeteria, situé dans un local commercial de l'opération *Alcântara Rio* (figure 3.7). L'objectif est semblable à l'enquête précédente : caractériser les individus présents et évaluer la place du lieu dans l'habiter de chaque individu. Mais à la différence des *Docas*, localisés à une certaine distance des principales zones d'habitat, le café *Terra do Café*, bien que localisé à l'intérieur d'une aire aménagée, se trouve à proximité des parties les plus anciennes du quartier.

Des observations quotidiennes ont été réalisées pendant deux mois pour connaître les temporalités de fréquentation de l'établissement et procéder à un travail d'identification de certains clients (ce qui a permis, le cas échéant, de les observer dans d'autres lieux du quartier). Cette étape a par ailleurs été indispensable pour créer une relation avec le patron de l'établissement. C'est en tant que client assidu que j'ai pu être autorisé par ce dernier à assurer, dans des conditions satisfaisantes la passation des questionnaires. L'enquête par questionnaires a été réalisée lors d'une journée de semaine (un mercredi, d'après les conseils du gérant), de l'ouverture de l'établissement à sa fermeture de 8h à 20h. Les questionnaires étaient semblables à ceux utilisés aux *Docas* (15-20 minutes en moyenne) et ont été appliqués à 19 personnes. De manière régulière, des plans de salle complétés d'une grille d'observations ont été réalisés.

L'enquête **Pratiques, usages et interactions sociales dans le café *La City* à Berriat Saint-Bruno** a été quant à elle envisagée sur un temps plus long, du mois d'avril 2003 à celui d'avril 2005. A la différence des deux lieux précédents, localisés sur l'aire aménagée et produits directs de l'intervention, le café-restaurant *La City* représente un lieu de l'interface entre le site Europole et le centre historique et populaire du quartier (place Saint-Bruno et cours Berriat), dont l'existence non planifiée reste liée à l'aménagement du quartier d'affaires. *La City* relève en effet de la rencontre entre le projet personnel d'un entrepreneur tunisien, en situation de retour dans le quartier l'ayant accueilli au moment de son arrivée en France, et fidèle à la dimension populaire et immigrée de Berriat Saint-Bruno, et l'opportunité économique que représente la construction de la « nouvelle ville », le site Europole, symbolisé par le mot « *city* », en référence à la *City* londonienne. Le lieu possède alors une fréquentation diversifiée, composée d'anciens habitants du quartier, d'autres plus récents, acteurs de la gentrification résidentielle, mais aussi

[1] Atelier de recherche, financé de 2003 à 2005 par l'ACI Espaces et territoires. Coordination de l'équipe : J.-P. Lévy (CNRS, CRH-LOUEST, Paris) et F. Dureau (U. Poitiers, Migrinter, Poitiers). Membres de l'équipe : S. Bredeloup (IRD/LPED, Marseille) ; L. Buffet (Cerlis, Paris) ; O. Coutard (CNRS, LATTS, Champs sur Marne) ; M. Giroud (Migrinter, Poitiers) ; M.-A. Hily (CNRS, Migrinter, Poitiers) ; V. Kauffmann (LASUR-EPFL, Lausanne) ; P. Pochet (Ministère de l'Equipement, LET, Lyon) ; N. Roudil (SHADYC, Marseille) ; D. Royoux (Mairie de Poitiers, U. Poitiers) ; D. Zeneidi-Henry (CNRS, ESO, Rennes). La méthodologie d'enquête développée et testée par ce collectif est décrite dans : Lévy J.-P., Dureau (2005) et Dureau, Giroud (2005).

d'individus fréquentant l'espace rénové (avocats ; étudiants de l'école de commerce ; hommes et femmes d'affaires). Par cette enquête, il s'agissait de comprendre plus précisément selon quelles modalités (pratiques, usages, rythmes) et selon quelles logiques (localisation dans l'espace du café, interactions sociales) ce lieu continuait d'être pratiqué par les anciens habitants du quartier (résidents ou individus de passage).

La méthode appliquée diffère de celles des deux enquêtes précédentes, finalement relativement similaires. L'option a été d'observer de manière continue et exhaustive la clientèle de l'établissement sur une journée entière. Pour cela, les observations préliminaires de reconnaissance (effectuée sur le temps long entre les mois d'avril 2003 et septembre 2004) ont une fois encore été déterminantes dans l'organisation de l'observation continue. Lors de cette journée, qui s'est déroulée au mois de septembre 2004, de l'ouverture (7h45) à la fermeture du café (20h30), des plans de l'établissement faisant état du placement des clients ont été effectués de manière cadencée, toutes les deux heures. La constitution de fiches par individu a permis un inventaire quasi-systématique des personnes présentes dans le bar. Cet inventaire n'a pu être complet aux temps de fortes affluences (autour du déjeuner), se réduisant dès lors à un simple comptage et à des annotations rapides. Chaque fiche répertorie le temps passé par l'individu dans le café, son placement, ses mouvements, ses activités, et les interactions éventuelles avec d'autres individus. Au final 130 fiches analytiques individuelles ont été complétées. Enfin, jusqu'en avril 2005, de nouvelles observations plus ponctuelles pour d'autres jours de la semaine (hors week-end) ont contribué à identifier des régularités et à confirmer des logiques temporelles de fréquentation. Ces passages ont été l'occasion de procéder à des entretiens informels avec le patron du bar et avec certains clients. Ma fréquentation répétée de l'établissement liée à une pratique du quartier sur un temps relativement long m'a donné l'occasion de rencontrer ou d'observer plusieurs clients en d'autres lieux de Berriat (ce qui informe au passage sur le réseau relationnel et sur les logiques de pratique du quartier et autorise à appréhender le café *La City* dans sa relation avec son espace alentour). A partir du croisement des différentes sources (entretiens informels; expérience du gérant; connaissance en amont des clients), les fiches par individus ont pu être complétées par des éléments permettant de qualifier socialement les clients. Pour autant, malgré une volonté constante de relier la présence au café à l'habiter de l'individu, la méthodologie adoptée a davantage porté sur l'observation de ce qui se passe à l'intérieur du café (usages et interactions sociales), ce qui a moins été le cas pour l'enquête à la cafeteria *Terra do Café* à Alcântara.

3.5. Déconstruire le discours des acteurs publics et privés de l'intervention urbaine

Chacun de ces temps de l'investigation se fonde sur une appréhension des modes d'intervention et des formes d'action institutionnelle entreprises par les autorités locales (à l'échelle du quartier ou de certains de ses lieux ; en direction de l'espace urbain, de son cadre matériel, des individus, des images et des représentations). Ils ont donc été accompagnés tout au long de leur mise en oeuvre par une volonté d'éprouver davantage les discours des acteurs institutionnels publics et des acteurs économiques privés sur ces espaces. L'analyse, lors de l'enquête préalable, des documents d'urbanisme a donc été progressivement précisée par la collecte de divers témoignages provenant d'acteurs publics et privés locaux (tableau 3.8).

Tableau 3.8. Catégories d'acteurs publics et privés rencontrés et méthodologies d'enquête à Grenoble et Lisbonne

Catégories d'acteurs enquêtés	Conditions d'enquête et choix méthodologique
- Responsables politiques locaux (Grenoble, Lisbonne).	- Rencontre directe après rendez-vous ; entretiens semi-directifs, enregistrés et retranscrits (Grenoble, Lisbonne) ; -Participation à des réunions publiques (Grenoble, Lisbonne) ;
- Responsables de projets : responsables municipaux d'opérations de réhabilitation (Grenoble, Lisbonne) ; responsables de bureaux d'étude chargé d'une opération de réhabilitation (Grenoble) ; directeur de secteur d'un office HLM (Grenoble).	- Rencontre directe après rendez-vous ; entretiens semi-directifs, enregistrés et retranscrits (Grenoble, Lisbonne).
- Architectes intervenant sur les quartiers d'étude (Grenoble, Lisbonne).	- Rencontre directe après rendez-vous ; entretiens semi-directifs non enregistrés (Lisbonne) ; -parcours commenté (Grenoble, Lisbonne).
- Promoteurs immobiliers actifs sur les quartiers d'étude (Grenoble).	- Difficulté à obtenir un rendez-vous ; envois de questionnaires et demande de retour par courrier.
- Agents immobiliers et commerciaux de l'immobilier (Grenoble, Lisbonne).	- Rencontre directe après rendez-vous ; entretiens semi-directifs non enregistrés (Grenoble, Lisbonne) ; - Observation participante en agence immobilière ou lors de salons de l'immobilier (Grenoble, Lisbonne).

L'objectif de ces entretiens et de ces mises en situation a été d'appréhender avec plus d'acuité les intérêts économiques et politiques en jeu, mais aussi les représentations socio-spatiales que ces acteurs produisent et *de facto* contribuent à véhiculer. Ces différents témoignages ont finalement aidé à préciser les projets d'intervention déjà réalisés, en cours ou à venir. Ils ont aussi permis de mieux déceler les vues officielles en matière de dynamique de peuplement souhaitée ainsi que de définition de nouvelles normes d'usages, de pratiques ou de modes d'habiter. Déterminer les motivations et les justifications de certains de ces acteurs publics ou privés permet en effet de dévoiler un peu plus le processus de production de normativité compris dans le projet urbain, c'est-à-dire dans son fonctionnalisme et sa capacité à définir de nouveaux besoins. Et donc, en conséquence, d'appréhender autrement le rapport des habitants à ces normes imposées (la résistance comme capacité à détourner une norme).

3.6. Les quartiers d'étude vus d'ailleurs : enquêtes de la distanciation et contrôle de l'observation

Enfin, des enquêtes ont été réalisées pour contrôler les risques de surinterprétation d'observations menées à l'échelle locale. Malgré une attention constante portée au repositionnement du quartier au sein des dynamiques métropolitaines (via les discours officiels recueillis par exemple), et à sa mise en relation avec des aménagements plus lointains ou avec d'autres quartiers (à travers la saisie des pratiques quotidiennes à l'échelle de la ville), il m'a semblé important de « délocaliser » un temps l'observation, en procédant à des expérimentations à distance des quartiers étudiés.

A Lisbonne, l'enquête **Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'*Expo*** a été menée en juin 2005 sur le site de l'Exposition universelle de 1998, autre site de réaménagement des berges du Tage, localisé à l'est du *concelho* de Lisbonne. Se référant, au-delà de quelques modifications nécessaires, au même modèle de questionnaires que celui appliqué pour les *Docas* ou la cafeteria *Terra do Café*, cette enquête a permis de tester, auprès de 20 personnes, le statut d'Alcântara comme espace de pratiques en transformation à l'échelle de l'agglomération. Mais

aussi de resituer les représentations du quartier d'individus extérieurs à Alcântara dans leur rapport à des représentations plus globales du changement urbain à l'échelle de la ville.

L'objectif de l'enquête **Pratiques et représentations de Berriat Saint-Bruno des voyageurs de la ligne Eurolines Casablanca-Grenoble** réalisée en février 2005 est relativement similaire. Inspirée de techniques développées dans le cadre d'études sur les migrations internationales, cette enquête a été effectuée à l'intérieur d'un bus de la compagnie Eurolines assurant la liaison entre Casablanca (Maroc) et Chambéry (France), Grenoble représentant l'avant-dernière étape. Cette enquête exploratoire, assurée entre les villes de Lyon et de Grenoble pendant un trajet d'une heure, a consisté à passer de brefs questionnaires (dix minutes environ) aux voyageurs du bus (10 passagers marocains au total). Les questionnaires ont été conçus pour évaluer le statut de Berriat Saint-Bruno en tant qu'espace de pratiques quotidiennes de chaque voyageur, et donc de fait pour contribuer au questionnement sur les continuités populaires et précisément immigrées du quartier.

Conclusion

La présentation linéaire de l'exposé peut trahir la trajectoire sinueuse qui a conduit au choix d'une démarche et d'un système d'investigation. Encore une fois, le biais de l'écriture est bien souvent de fixer, malgré elle, le mouvement. La recherche sur le mouvement est elle-même un mouvement, fait d'ajustements permanents, de corrections, de transgressions, d'échecs, d'allers-retours. L'élaboration méthodologique n'a pas été lisse et n'a pas consisté en la programmation liminaire d'un système d'investigation applicable et reproductible, clef en mains. Les choix méthodologiques se sont affirmés progressivement, au gré des expériences de terrain, des apprentissages réalisés tout au long de la thèse, des discussions avec les membres de mon entourage scientifique. Ils n'écartent ainsi ni les contingences, ni une part d'aléatoire.

Toutefois, cette construction est restée guidée par le souci d'assurer le plus possible la cohérence entre, d'une part, des questionnements et des postures théoriques, et, d'autre part, des choix méthodologiques.

Ce troisième chapitre a montré que cette recherche de mise en cohérence avait été traduite par l'idée de croisement. Le système d'investigation proposé intègre ainsi pleinement cette dimension en se structurant autour du croisement des terrains (Alcântara et Grenoble), des situations à observer (moments différents de la reconquête d'anciens quartiers ouvriers), des regards (pluralité des groupes et des individus considérés, de l'habitant à l'acteur politique), des objets d'étude (pratiques spatiales, représentations, contraintes extérieures) ou encore des techniques utilisées.

Conclusion

La prise en compte de l'articulation de différentes formes de pratiques de mobilité et des représentations socio-spatiales des individus - c'est-à-dire de leur habiter -, offre une nouvelle perspective à la compréhension du changement urbain d'anciens quartiers centraux en renouvellement et du rôle de l'habitant dans ce changement.

L'objet de la thèse est de montrer que l'habitant, à travers ses pratiques et ses représentations, produit plusieurs formes de continuités populaires en centre ancien : des présences, des usages, des pratiques, des représentations. Plus précisément, il s'agit de voir comment l'individu peut résister par son habiter, c'est-à-dire se rendre accessible, entretenir ou perpétuer consciemment ou non une connaissance et une expérience, matérielles et idéelles, des lieux et ce, malgré les bouleversements sociaux et urbains associés à la reconquête des quartiers.

En garantissant à l'habitant un accès aux lieux, l'habiter et les continuités produites peuvent perturber ou nuancer les projets des acteurs institutionnels locaux et les visions de certains acteurs privés. Dans cette perspective, les différentes formes de continuités populaires représentent dans leur articulation une composante pluridimensionnelle du changement actuel des anciens quartiers ouvriers. Dynamique, la lecture de la continuité ou de ce qui perdure, intègre en effet à part entière une lecture de la production du changement urbain.

Le système d'investigation mis en oeuvre représente une traduction méthodologique de ces questionnements et positionnements théoriques. Privilégiant une démarche compréhensive et croisée, cette traduction doit être appréhendée comme une solution possible, un résultat issu de cette recherche constante de mise en cohérence de postures théoriques avec des choix méthodologiques.

Les trois parties qui accompagnent cette présentation générale des implications et des limites de la recherche constituent, dans leur articulation, une démonstration dont l'objectif est de prouver l'efficace des continuités populaires dans de tels contextes urbains. Plus précisément, chacune de ces parties a été conçue pour mettre en valeur des formes de continuités différentes, que ce soit comme produits de pratiques résidentielles des habitants (partie 2), de leurs pratiques du quartier au quotidien (partie 3) ou bien des représentations individuelles et collectives qu'ils élaborent (partie 4). Autant de formes de continuités populaires qui, autonomes ou reliées entre elles, peuvent concurrencer la vision que tente d'imposer les pouvoirs publics et privés, à travers leurs différentes actions sur l'espace urbain.

Partie 2

Continuités des présences résidentielles : parcours d'habitants et transformations des logements

Introduction

Il a été montré, dans la première partie, que la continuité représentait une notion à trois déclinaisons, qui s'associent les unes aux autres : les présences des habitants, leurs pratiques, usages et modes d'appropriation de l'espace local, enfin les représentations de l'espace. Cette seconde partie s'intéresse plus particulièrement à la première de ces trois dimensions, à savoir la présence physique des habitants dans le quartier, comprise ici comme présence dans un espace résidentiel. La présence des habitants dans des espaces collectifs, publics ou privés, sera quant à elle davantage étudiée dans la troisième partie de la thèse.

L'objectif est de questionner la présence comme révélatrice d'une position résidentielle à un moment donné, elle-même résultant de pratiques et de positions résidentielles passées. Ce qui importe est précisément d'expliquer la présence résidentielle de l'individu et d'en comprendre les logiques, les raisons, les justifications, les conditions. Un tel questionnement ouvre inévitablement deux champs d'investigation, le premier relatif à l'installation de l'habitant dans le quartier, le second à la durée des présences.

Le positionnement théorique de cette seconde partie repose sur l'hypothèse d'une nécessaire observation croisée entre les caractéristiques individuelles, familiales et sociales de l'habitant et celles, plus structurelles, du quartier, pour appréhender la présence résidentielle d'un individu. Pour le dire autrement, l'objet de l'analyse réside dans le croisement – l'interaction, la dialectique - entre les pratiques résidentielles des habitants et le contexte socio-spatial local, dans lequel elles s'inscrivent. En quoi, en effet, le contexte influe-t-il sur les pratiques résidentielles des habitants ? Comment, par exemple, certaines caractéristiques du cadre matériel (parc de logements, environnement urbain) ou de l'image (au sens large) du quartier (réputation, histoire) soutiennent ou au contraire restreignent certains choix et pratiques ? En retour, selon quelles modalités ces pratiques contribuent-elles à façonner ce contexte local, et participent-elles à son changement ?

La présence, qualifiée de résidentielle, est appréhendée ici parce qu'elle contribue à la définition du marquage social d'un territoire, à la production matérielle et symbolique de ses lieux, mais aussi parce qu'elle correspond à une composante tangible, mais protéiforme du changement urbain. Selon l'hypothèse de départ, on peut penser que la définition de ce changement dépend grandement de l'entremêlement entre des éléments dits structurels et des pratiques humaines, expressions de logiques d'acteurs. C'est dans l'analyse de cet entremêlement que se situent à la fois l'affirmation de tendances pouvant être normatives – associées ici à la programmation et à la réalisation d'opérations urbaines en tous genres -, et l'apparition de l'inattendu, de l'imprévu, produit du détournement ou de l'arrangement.

A l'évidence, ce questionnement dialectique peut être abordé aisément pour les habitants dont l'installation dans le quartier est récente. La contemporanéité des processus à étudier et de l'observation facilite à bien des égards la collecte d'informations sur le contexte et l'individu. Mais ce questionnement doit aussi être posé sur un temps plus long, qui renvoie à la fois à l'échelle temporelle de la vie de l'habitant et à celle de l'histoire du quartier, depuis ses origines. Comprendre la présence résidentielle comme l'expression d'une succession de positions et de pratiques résidentielles conduit donc à positionner son analyse entre deux démarches complémentaires : la première est une approche rétrospective qui privilégie le temps long (chapitre 4) ; la seconde est une démarche qui insiste davantage sur des temporalités plus courtes marquées notamment, pour ce qui concerne cette étude, par la réalisation de diverses interventions urbaines. Dans les quartiers étudiés, cette seconde démarche comprend notamment plus spécifiquement l'observation des caractéristiques du bâti ancien et des différentes façons dont les individus investissent et transforment leur logement (chapitre 5).

S'intéresser aux habitants parce qu'ils résident ou ont résidé dans le quartier, n'est donc pas contradictoire avec la posture défendue jusqu'alors, qui privilégie, à travers l'utilisation de la notion d'habiter, une approche globale des lieux pratiqués par les individus. En interrogeant la présence résidentielle au croisement de la dynamique du quartier, de ses lieux et de celle propre à l'individu, je pense certes l'habitant selon la marge de liberté et les niveaux de contrainte qui marquent ses choix résidentiels tout au long de son parcours, mais aussi, inévitablement, selon son rapport à l'espace qui environne son domicile et qui évolue avec le temps.

Chapitre 4

Présences résidentielles, installations et durées : l'habitant dans le quartier, entre parcours individuel et contextes en mouvement

Introduction

Derrière la communauté d'existence qu'elles sous-entendent (celle qui définit l'habitant par le fait d'être présent en un lieu, en tant qu'occupant d'un logement), les présences résidentielles dissimulent des situations (conditions de logement et nature de l'occupation), des parcours et des trajectoires migratoires et résidentielles contrastés, qui traduisent la diversité des habitants rencontrés.

Pour traiter de cette diversité, ce chapitre s'articule autour de trois exigences. La première s'attache à la *description* de la présence résidentielle des habitants. Cette étape descriptive impose de décomposer la notion de présence résidentielle qui se réfère en effet à la fois au moment de l'installation de l'individu dans le quartier – l'installation peut être récente ou au contraire très ancienne -, mais aussi à la durée de la présence – qui peut être courte, et révélatrice d'une mobilité résidentielle récente, ou plus longue, renvoyant alors à une pratique d'immobilité résidentielle. Ces deux composantes temporelles de la notion – un moment et une durée - soulèvent finalement la question de la position et du statut du quartier – et donc d'un rapport à la ville - au sein d'un parcours propre à l'individu, parcours qui intègre plusieurs trajectoires et événements personnels et agence différentes étapes.

La seconde exigence, intimement associée à la première, est celle de la *compréhension* de la présence résidentielle. Comment expliquer notamment l'installation à un moment donné d'un individu dans le quartier ? A quoi renvoie cette installation ? Quels facteurs explicatifs mobiliser ? Ce type de questionnement est somme toute classique. Il s'appuie, comme on va le voir, sur de nombreux acquis en matière de pensée de la mobilité ou de l'immobilité résidentielle des individus. L'un des héritages de cette pensée est résumé par J.-P. Lévy quand il considère que « le choix résidentiel présent est tout autant dépendant des événements du moment, qui se concrétisent par la présence effective de l'habitant dans le quartier et le logement, que des événements résidentiels passés qui l'ont conduit vers *ce* quartier et vers *ce* logement » (Lévy J.-P., 2001 : 22). Le choix résidentiel serait ainsi dépendant de la « position résidentielle » de l'individu (Bonvalet, Brun, 2002 : 33), qui met en jeu une diversité de facteurs sociaux, familiaux, psychologiques, affectifs. L'une des hypothèses structurantes de l'analyse conduit en effet à articuler, dans l'explication d'une installation en un lieu ou plus globalement d'un choix résidentiel - celui de rester ou de partir, celui de déménager ou non -, une lecture biographique (relative aux différents événements qui jalonnent et structurent l'histoire de l'individu), à une approche transversale des conditions d'installation et de résidence (accès à un logement en fonction de la structure du parc de logements, des effets de contextes locaux).

Enfin, la troisième exigence de ce raisonnement s'inscrit davantage dans une visée d'*interprétation*. L'observation des parcours conduit d'abord à interroger la nature de l'accès des individus aux logements du quartier. L'espace résidentiel des quartiers étudiés reste-t-il

actuellement accessible pour des individus appartenant à des groupes sociaux diversifiés ? Si oui, quelles sont les pratiques, voire les stratégies, qui permettent d'assurer cet accès, et sur quelles justifications ou motivations s'appuient-elles ? Certaines pratiques résidentielles se perpétuent-elles dans le temps malgré les évolutions du contexte ? Observe-t-on une situation rappelant les mécanismes propres au processus de « rénovation-gentrification-déportation » ou au contraire une situation plus contrastée et nuancée malgré les bouleversements et les forces en vigueur ? En outre, il convient aussi de réfléchir aux conséquences des changements du quartier sur les conditions résidentielles d'individus dont l'installation est ancienne. Quels sont par exemple les effets de la durée de la présence dans le quartier sur le sens de la trajectoire résidentielle de l'individu ? En quoi les évolutions du quartier, et en particulier celles générées par les opérations urbaines récentes, peuvent-elles influer d'une manière ou d'une autre sur cette trajectoire ?

Ces trois exigences n'ont bien entendu de signification que mises en relation les unes avec les autres. Elles seront intégrées au cours de la présentation typologique qui structure ce chapitre. Je présenterai, dans un premier temps, le cadrage théorique et les choix méthodologiques qui ont guidé l'analyse et la production d'une typologie de parcours d'habitants ; typologie qui traduit la volonté de procéder à une lecture dynamique croisant différentes temporalités (sociales, de l'intervention politique et de l'opération urbaine, et de l'individu) ; mais aussi « de situer l'explication au carrefour de logiques d'acteurs et de déterminants structurels » (Grafmeyer, 1995 (2006) : 68). Les trois temps suivant cette présentation théorique et méthodologique seront consacrés à la description de chacun des trois grands types de parcours identifié.

Le raisonnement sera, dans ce chapitre, principalement construit autour du cas d'Alcântara ; et ce pour deux raisons, l'une scientifique, l'autre méthodologique. L'étude effectuée à Alcântara offre l'opportunité d'interroger les dynamiques socio-spatiales à l'œuvre au moment où commence la reconquête urbaine d'un quartier ancien. Le décalage temporel de la reconquête entre les deux terrains permet dès lors de mettre en regard ces dynamiques avec celles d'un autre contexte, dont les transformations sont plus avancées et les contraintes liées au marché du logement différentes. Le cas grenoblois sera ainsi utilisé quelquefois dans la démonstration en contrepoint, sous la forme d'encadrés, pour appuyer, nuancer ou compléter le propos et ainsi repositionner les observations faites à Alcântara dans la temporalité du processus de reconquête. Cette préoccupation scientifique recoupe un constat méthodologique. La démonstration doit en effet être finalisée à partir des observations les plus solides. Après évaluation du matériau collecté, l'information biographique saisie dans le cadre du travail mené à Lisbonne apparaît beaucoup plus complète et systématique que celle provenant des enquêtes grenobloises.

1. Positions et statuts du quartier dans les parcours individuels

Cette première section replace la démarche et la méthode d'analyse proposées au sein d'un champ de recherches qui privilégie l'analyse de caractéristiques individuelles et/ou des contextes urbains, selon une approche rétrospective et dynamique. Elle introduit en outre les premiers résultats de l'analyse effectuée, en présentant brièvement les trois principales catégories de parcours observés.

1.1. Approche biographique et lecture dynamique des contextes

La présence résidentielle d'un habitant soulève la problématique de la mobilité ou de « l'immobilité » résidentielle et celle, adjacente, du choix de déménager ou non, d'emménager dans un autre logement, dans un autre lieu ou au contraire de rester, dans la fidélité ou la dépendance à un même logement. Si le choix résidentiel semble se distinguer tardivement comme un objet de recherche en soi[1], l'étude des mobilités résidentielles et de ses facteurs, intégrant celle du choix, suscite depuis le début du XXe siècle l'intérêt de nombreux travaux, dont il me paraît peu opportun de faire ici un bilan. La contribution de C. Bonvalet et de J. Brun dans l'ouvrage *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question* (Lévy J.-P., Dureau *et al.*, 2002) offre en effet un panorama majeur des différentes directions de recherche progressivement suivies, notamment à partir de la seconde moitié du XXe siècle, et qui continuent de nourrir la compréhension contemporaine de la mobilité résidentielle. Ce faisant, ce travail reconnaît son héritage en s'inscrivant au sein de cette histoire de la pensée de la mobilité résidentielle et de la généalogie d'approches qui la structure.

Parmi les approches à laquelle se réfère tout particulièrement cette recherche, on retrouve de manière complémentaire des démarches centrées sur l'individu ou le ménage, dites transversales –comprendre les logiques de peuplement d'un espace à un moment donné- et d'autres qualifiées de longitudinales –évaluer la présence résidentielle à un moment donné comme l'étape d'un parcours. La présence résidentielle pose en effet la question de l'installation d'un individu en un lieu, que cette installation soit récente ou au contraire plus datée. Selon une lecture transversale, la posture adoptée ici rejoint l'idée que les choix opérés par les individus ou les ménages en matière résidentielle (statut d'occupation, type de logement, localisation) « ne sont pas entièrement soumis aux règles ordinaires du marché et donc à une logique économique selon laquelle chaque ménage serait assigné à une localisation et à un statut d'occupation précise, en fonction de sa catégorie socioprofessionnelle, de sa position dans le cycle de vie familiale, etc. (...) L'individu ou le ménage ne prendrait donc pas ses décisions uniquement en fonction de ses propres caractéristiques repérées à un moment donné, mais en fonction d'autres critères sociaux, psychologiques, affectifs –comme l'attachement à un lieu- ou encore en fonction de groupes de référence, qui peuvent être la famille, le groupe social dominant du quartier, la communauté d'origine » (Bonvalet, Brun, 2002 : 33). On rejoint ici D. Arbonville et de nouveau J. Brun qui présentent les choix résidentiels comme des actes complexes qui reposent sur la prise en compte et l'arbitrage de toute une série de facteurs (localisation géographique liée à l'histoire familiale et dépendante des lieux de travail, type de construction, statut juridique d'occupation, caractéristiques du logement, environnement physique et social, proximité des transports publics, qualité des écoles du quartier, etc.) qui vont définir « un ensemble de stratégies possibles dans les limites des ressources disponibles » (Arbonville, Brun, 2002 : 70). Dans cette visée, les individus sont donc considérés comme des acteurs possédant une certaine marge de manoeuvre dans leurs façons d'ajuster leurs

[1] Colloque international *Les choix résidentiels*, 18e entretiens du Centre Jacques Cartier, Lyon, Centre Jacques Cartier – INED – GRS – Réseau Socio-Economie de l'Habitat – UMR Louest, 5-6 décembre 2005.

aspirations résidentielles à l'offre possible. La nature de cette marge dépend donc grandement de cette « offre possible » - ou des « ressources disponibles » - c'est-à-dire des contraintes en tous genres qui lui sont consubstantielles. On pense ici en premier lieu à la contrainte économique qui pèse inégalement sur chaque individu ou ménage, mais il convient aussi, à l'instar de ce que propose J.-P. Lévy dans ses travaux sur les marchés locaux du logement (Lévy J.-P., 2003), de considérer l'importance de la structure du parc de logements et des effets de contexte, propres à l'espace concerné. Le parc de logements, à l'échelle locale, et les effets de contexte sont abordés ici comme des éléments déterminants de la mobilité globale à cette échelle (Bonvalet, Brun, 2002 : 31). Certains segments d'un parc résidentiel sont ainsi davantage recherchés que d'autres par des acteurs, caractérisés par leur niveau socio-économique et leur étape dans le cycle de vie ; des segments dont l'attraction dépend toutefois du contexte local, c'est-à-dire des caractéristiques du lieu (environnement urbain, équipements, accessibilités et infrastructures de transport, opérations urbaines) et de l'inscription de ce lieu au sein d'un territoire plus vaste (politique du logement) ou d'une conjoncture économique particulière. En observant conjointement l'évolution du parc de logements et celles des individus ou des ménages, ces travaux montrent comment l'espace résidentiel contraint et oriente les trajectoires résidentielles (Bonvalet, Brun, 2002 : 32), et rétrospectivement, comment ces trajectoires influent sur le peuplement et la structure de l'espace résidentiel en question.

La question de la présence résidentielle, de l'installation récente ou durable d'individus en un lieu, rejoint donc la problématique de la mobilité qui est, selon les mots de Y. Grafmeyer, « typique de celles qui imposent de mettre concrètement à l'épreuve de l'observation les rapports entre structures et acteurs, entre contraintes et choix, entre conduites et intentions » (Grafmeyer, 1995 (2006) : 68). Dans cette optique, la présence résidentielle, qu'elle soit le produit d'une pratique de mobilité ou d'immobilité, peut être comprise comme le résultat d'un arbitrage plus ou moins conscient entre une marge de liberté et la prise en compte de contraintes au cours d'un processus décisionnel en matière résidentielle. Cet arbitrage révèlerait alors la volonté d'individus ou de ménages de faire correspondre une position résidentielle à un moment donné avec leur position sociale ou avec l'idée qu'ils s'en font ; une position saisie en considérant le statut d'occupation, le quartier, le type de logement (Bonvalet, Brun, 2002 : 35), mais aussi les pratiques et les positions résidentielles passées.

Comme le rappellent C. Bonvalet et J. Brun, le recours à cette notion de position résidentielle inscrit l'analyse des statuts résidentiels dans l'espace géographique, mais aussi dans le temps long, de la succession historique et de l'enchaînement des générations (2002 : 36). Si les enquêtes menées dans le cadre de cette recherche n'ont pas pu aborder la dimension générationnelle, elles ont, en revanche, consisté à collecter différentes informations de la *biographie* de l'individu (familiales, professionnelles et résidentielles). La démarche adoptée, inspirée de travaux d'anthropologues puis de démographes dans les années 1960 (Pourcher, 1966 ; Courgeau, 1976), s'intéresse non pas seulement aux caractéristiques d'un individu à un moment donné, mais à la reconstitution de l'histoire de l'individu, à la succession d'étapes et de moments clefs de sa vie. L'analyse biographique renvoie à une approche dans laquelle l'hypothèse d'indépendance entre les événements (paradigme classique de la démographie) est remplacée par celle de l'existence d'interactions entre les phénomènes (Courgeau, Lelièvre, 1989). Dans ce sens, cette forme d'analyse met en relation différents types d'événements et de *parcours*, migratoire, résidentiel, familial et professionnel.

Dans le cadre de la thèse, l'observation de la position et du statut du quartier au sein des parcours migratoire et résidentiel de l'individu a été privilégiée. Pour comprendre cette position, on ne peut toutefois se contenter de décrire une succession de lieux et logements pratiqués. Cette description doit être mise en regard de l'évolution de la situation socio-professionnelle et familiale de l'individu. Même si l'analyse se focalise sur une étape en

particulier du parcours résidentiel, et non sur le sens de toutes les étapes, l'observation des interactions entre des phénomènes issus de registres différents, et situés dans le temps précédant l'installation, demeure nécessaire.

Davantage que le parcours, c'est aussi la *trajectoire* résidentielle qui mérite une attention pour la compréhension et l'interprétation de la présence. Pour J.-P. Lévy, la trajectoire résidentielle traduit l'évolution des conditions de logement (Lévy J.-P., 2001 : 22). On peut dès lors la qualifier, en fonction de critères pré-définis, de descendante ou régressive (détérioration des conditions de logement), d'ascendante ou de promotionnelle (amélioration), ou de neutre (stabilisation). La trajectoire, à la différence du parcours, pourtant souvent assimilés dans nombre d'écrits, aurait ainsi une orientation. Cependant, l'existence de cette orientation ne doit pas remettre en cause l'hypothèse selon laquelle les trajectoires résidentielles ne sont pas tracées d'avance selon l'origine géographique et sociale, la catégorie socio-professionnelle ou le revenu (Bonvalet, Brun, 2002 : 43). De manière générale, « le terme de trajectoire suggère qu'une série donnée de positions successives n'est pas le simple fait du hasard, mais s'enchaîne au contraire selon un ordre intelligible » (Grafmeyer, 1995 (2006) : 66). On retrouve, avec l'évocation de cet « ordre », une référence au rapport qui lie marge de liberté et contraintes en tous genres, mais aussi aux effets des expériences personnelles et de l'apprentissage constant qui constituent toute existence.

L'apport de l'approche biographique incite à compléter la définition de la présence résidentielle présentée un peu plus haut. La trajectoire résidentielle identifiée permet de comprendre la présence non pas uniquement comme un arbitrage à un moment donné, mais comme un processus dynamique.

L'entrée par la présence résidentielle de l'individu pose la question des conditions et des facteurs de l'installation (via une analyse croisant des informations sur le contexte urbain local à un moment *t* et sur le parcours résidentiel de l'individu), mais aussi celle des conditions d'habitat et de la nature du rapport de l'individu à l'espace alentour au moment de l'observation. Dans le cas d'une installation récente, le propos est tautologique, ces deux questions n'en formant qu'une seule. *A contrario*, dans le cas d'une installation datant de quelques années ou même beaucoup plus ancienne, les deux questions conservent leur signification, transférant dès lors la focale sur la durée de la présence et ses effets sur la trajectoire de l'individu.

Pour traiter cette problématique, on peut se référer ici à des travaux récents s'intéressant à « la confrontation entre des histoires individuelles et celle de la ville » (Delaunay, Dureau, 2003 : 89) ou, pour le dire autrement, à une mise en relation entre la dynamique des individus et celle des lieux. S'inscrivant dans le prolongement des travaux sur la biographie des individus, puis de ceux sur les marchés locaux du logement (changements de positions des logements dans la ville), les postures théorique et méthodologique de ces études s'orientent vers le « rapprochement analytique des transitions biographiques et de l'évolution des contextes » qui représente une « façon de poser, en partant de l'individu, la question des relations réciproques entre les mobilités et les recompositions territoriales, le peuplement » (Dureau *et al.*, 2005 : 157). Cela conduit ces auteurs à promouvoir une « véritable analyse contextuelle dynamique », en considérant chaque lieu comme une catégorie complexe, pouvant être définie par une pluralité de caractéristiques objectives mais aussi subjectives, et dynamique, c'est-à-dire marquée par la succession de configurations particulières et de situations de transition, appelées « transitions contextuelles » et traduisant les modifications des caractéristiques du lieu.

Un des intérêts décisifs de cette approche est qu'en portant une attention particulière aux lieux et à leurs changements situés temporellement, l'objectif n'est pas uniquement d'observer les influences contextuelles sur des individus en situation de mobilité résidentielle, mais également de penser ces influences sur les habitants sédentaires. On rejoint ici la préoccupation de cette

étude de ne pas sous-estimer le rôle de la durée de la présence pour comprendre certains comportements et discours contemporains d'habitants. Sédentaires ou « immobiles » ne sont pas écartés de l'expérience de la dynamique des lieux et des transitions contextuelles. Selon les auteurs de ces travaux, les contextes sont « susceptibles d'évoluer rapidement, inégalement d'un lieu à l'autre, pas seulement du fait de la mobilité des individus qui recompose l'espace, mais aussi sous l'influence de facteurs structurels », et dans ce sens se modifient « sous les pieds » des individus sans même qu'ils changent de résidence (Dureau *et al*., 2005 : 160).

On retrouve dans ces propos l'héritage des travaux de l'Ecole d'écologie humaine de Chicago et de la pensée de H. Hoyt (Lévy J.-P., 2003 : 30) autour du mécanisme du *filtering process*. Dans ses articles, J.-P. Lévy -s'inspirant des écrits déjà évoqués de L.-S. Bourne sur le *filtering process* (1981), lui-même marqué par les auteurs de Chicago- rappelle certains de ces apprentissages pour traiter des processus relatifs aux changements de positions résidentielles des habitants et de l'habitat dans un espace résidentiel donné : le *filtering process* apparaît « valide dans la description du processus, car il permet de définir le filtrage social comme le mécanisme socialement et spatialement différencié de changement de ' position résidentielle ' » (Lévy J.-P., 2003 : 33). Dès lors, la mobilité qualifiée de passive (traduction française de *passive filtering*) concerne « un changement de position résidentielle des logements sans que la nature de la liaison entre les caractéristiques des logements et celles des ménages soit remise en cause. Concrètement, cela revient à penser qu'un ménage stable dans un contexte en valorisation verra sa position résidentielle s'accroître, tandis qu'un ménage stable dans un contexte en dévalorisation verra sa position se détériorer dans la hiérarchie résidentielle (...) Par ailleurs, les transformations des logements par des ménages sédentaires participent aussi de cette mobilité passive : une réhabilitation de l'immeuble, une amélioration du confort du logement, un agrandissement par l'achat des appartements voisins, un locataire qui acquiert sa maison, sont autant de cas de figure qui permettent à une famille de changer de position résidentielle sans avoir à déménager » (Lévy J.-P., 2002c : 175).

Dans le prolongement et le dépassement de ce modèle, l'idée même de mobilité passive peut être discutée en utilisant l'usage de notions symétriques comme celles d'immobilité volontaire ou de stabilité active. Les travaux de F. Dureau, C. Beauchemin, M.-L. Coubes et D. Delaunay permettent en effet de défendre l'hypothèse selon laquelle la sédentarité résidentielle, par exemple dans une ville en forte mutation, offre l'opportunité de certains changements que ne permettrait pas la mobilité. On peut alors envisager comme crédible la capacité de certains individus ou ménages à anticiper ces changements et à déployer de véritables stratégies d'adaptation aux transformations de leur environnement et d'aménagement de l'existence, sans nécessité d'investissement personnel trop important. On rejoint ainsi une des conclusions des auteurs quand ils proposent que « la problématique de la mobilité résidentielle s'élabore *a contrario* », en recherchant « quelles stratégies ces résidents, qui anticipent une évolution favorable, développent-ils pour rester dans leur logement ? », puis en se demandant « comment participent-ils, en les redéfinissant, aux projets des urbanistes et des promoteurs générant ces changements de composition sociale de leur quartier ? » (2005 : 183).

Le recours à l'observation rétrospective, dynamique et croisée des lieux et des individus fait écho à ce que J. Lévy exprime quand il écrit que « le lieu d'habitation est le résultat d'un choix spatial permanent » (1988 : 14). Elle offre une opportunité supplémentaire de repositionner l'habitant, qu'il soit mobile ou sédentaire, dans un rôle d'acteur, au gré des transitions contextuelles, tout en intégrant les effets de certaines contraintes structurelles. Dès lors, en comprenant les logiques d'installation et de peuplement sur le temps long et en fonction des caractéristiques évolutives du contexte urbain, on appréhende avec un regard renouvelé les présences résidentielles d'habitants observées au moment de l'enquête.

1.2. L'analyse des présences résidentielles à partir des enquêtes *Trajectoires, pratiques quotidiennes, et représentations du quartier*

Deux ensembles d'informations vont être ici mobilisés. Le premier provient des enquêtes *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier* menées à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno et présentées dans le chapitre 3. L'objectif est de disposer des informations se référant à la biographie de l'individu, saisies à partir d'une matrice biographique (Alcântara) ou de la technique du récit de vie (Berriat Saint-Bruno), ainsi que celles concernant la description des modalités d'installation et des conditions de résidence actuelles du répondant. Le second ensemble de données permet une description dynamique des quartiers et des contextes locaux étudiés. Les sources consultées pour dresser les trajectoires d'Alcântara et de Berriat Saint-Bruno ont été multiples : travaux universitaires, littérature scientifique, recensements, documents d'urbanisme et de communication politique, rapports d'études, etc.

Construite principalement sur le cas d'Alcântara, l'analyse proposée de la présence résidentielle des habitants enquêtés passe par le croisement de ces deux types de données, c'est-à-dire par la mise en regard de la trajectoire du quartier avec les parcours individuels (encadré 4.1). Croiser chaque parcours individuel avec la trajectoire du quartier contribue en effet à confronter la part des logiques d'acteur et celle des déterminants structurels dans l'explication de la présence résidentielle des individus ; un rapport qui n'est pas constant, mais qui varie selon les individus, en fonction de leurs histoires personnelles, de leurs expériences urbaines et de leurs ressources sociales, économiques ou culturelles.

La présentation des résultats issus de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara* (dont l'échantillon a été sélectionné sur la base d'une stratification de l'espace résidentiel du quartier) s'organise autour d'une typologie de parcours individuels dont le critère principal renvoie à la nature de la position du quartier dans la trajectoire migratoire de l'individu[1].

Encadré 4.1. Parcours individuels et trajectoire du quartier : méthodologie d'analyse

L'option méthodologique consiste à conduire l'analyse à partir d'une représentation graphique permettant d'intégrer l'ensemble des informations contextuelles et individuelles. Ces représentations sont ainsi plus des outils méthodologiques permettant l'analyse, que des outils de restitution ou des propositions modélisatrices. Comme on peut le voir par exemple sur la figure 4.1, la représentation se structure autour de deux sous-ensembles d'informations, l'un concernant le contexte, l'autre, le ou les individus enquêtés. C'est autour d'une chronologie –qui se lit du haut vers le bas- que ces deux sous-ensembles sont agencés l'un à l'autre, faisant de la dimension temporelle le principal élément de structure de la représentation.

La partie gauche de la représentation est consacrée à la description de la trajectoire du quartier. Une fois constitué, ce sous-ensemble peut être utilisé pour tout parcours individuel. Cette trajectoire a été caractérisée à partir de six variables descriptives, décrites dans le tableau 4.1.

La partie droite de la représentation concerne, quant à elle, les parcours individuels des enquêtés. Ces parcours sont composés d'une double trajectoire, résidentielle (lieu de résidence, type de logement, statut d'occupation) et sociale (statut matrimonial et situation familiale, situation socio-professionnelle, événements personnels). Dans ce sous-ensemble graphique, on tente ainsi, dans la continuité d'autres travaux (Le Bris, 1981 ; Collomb, 1984), d'intégrer les dimensions temporelle, spatiale et sociale qui caractérisent tout parcours individuel[2]. Le choix sémiologique repose pour cinq des six variables sur une typologie ainsi que sur l'utilisation d'un dégradé de couleurs (un type/une couleur). Les événements personnels sont quant à eux représentés à l'aide de symboles (annexe 4.1).

[1] Le choix d'organiser ainsi la typologie s'inspire de travaux effectués par l'Institut national d'études démographiques autour de l'enquête *Biographies et entourage,* réalisée en 2001 (Loiseau, Bonvalet, 2005).

[2] Cette proposition de représentation graphique s'inscrit dans le prolongement de réflexions menées à Migrinter depuis plusieurs années à propos de la représentation des trajectoires de mobilité.

Tableau 4.1. Variables descriptives du contexte et modes de représentation des parcours résidentiels (Alcântara)

Variables descriptives du quartier	Mode de représentation graphique	Remarques ou commentaires sur la conception	Sources
1- Position géographique du quartier dans la ville	Représentation de type cartographique, à trois dates (1920, 1960, 1990).		Salgueiro (2001).
2- Caractéristiques socio-démographiques	Histogramme, présentant la population, de l'aire métropolitaine de Lisbonne, du *concelho* de Lisbonne et d'Alcântara à différentes dates (1930, 1950, 1970, 1981, 1991, 2001).	L'échelle des ordonnées n'est pas régulière du fait de la forte différence d'ordre de grandeur entre les effectifs de chaque niveau géographique.	Salgueiro (2001) ; INE recensements population 1930, 1950, 1970, 1981, 1991, 2001.
	Symbole et variable de couleur.	L'intensité de la variable est fonction des valeurs des taux d'ouvriers dans les populations actives d'Alcântara et de Lisbonne.	Vidal (2003), Freire (1971) ; INE recensements de la population 1991 et 2001.
3- Chronologie des événements historiques marquants, éléments du contexte politico-économique portugais, mesures nationales et municipales en matière de marché du logement, fiscalité et prêts immobiliers	Représentation classique sous forme de chronologie.		CML (2004a, 2004b).
4- Discours officiels sur le quartier	Représentation graphique sur la base d'une typologie ; utilisation de la couleur.		Vidal (2003), Freire (1971).
5- Politiques urbaines et opérations réalisées, en cours ou en projet	Représentation graphique sur la base d'une typologie ; utilisation de la couleur.		Vidal (2003), Freire (1971).
6- Informations sur le nombre de bâtiments (à usage résidentiel) construits par an et par période	Représentation cartographique par période (1919-1945 ; 1946-1960 ; 1961-1980 ; 1981-1990 ; 1991-2001).	Information disponible à partir des données du recensement 2001 (dates de construction des bâtiments encore présents en 2001)[1]. Les cartes ne représentent donc pas la totalité des bâtiments construits sur une période. Des démolitions ont pu être opérées. Mais ces données offrent une tendance, en terme de localisation des constructions. L'utilisation d'autres sources (Freire, 1971 ; Vidal, 2003) permettra d'informer, pour chaque période et localisation, la nature des logements produits et leur composition sociale.	INE recensement de la population 2001.

[1] Une telle information n'est pas disponible à l'échelle du logement.

1.3. Types et profils : des parcours singuliers, contributions plurielles au changement du quartier

Une première analyse des différentes trajectoires migratoires individuelles a permis de déterminer trois principaux *types* de parcours :

- le premier type regroupe des individus dont l'installation dans le quartier est récente (arrivés après 1995, date qui marque les prémisses du renouvellement urbain à Alcântara) ;
- le second se réfère aux résidents en situation de retour ;
- enfin, le troisième type correspond aux anciens résidents, installés dans le quartier depuis toujours ou de longue date (installation avant 1995).

Dans chacun des trois types, les habitants partagent des périodes de l'histoire du quartier et des durées de présence. Mais, pour chaque type, on considère aussi que les manières de saisir cette expérience commune varient d'un individu à l'autre, en fonction des caractéristiques individuelles et familiales, des pratiques mise en oeuvre, des expériences propres à chacun. Pour exprimer et souligner cette diversité, chaque type a été décliné en plusieurs *profils* de résidents[1] : chaque profil rassemble des résidents qui, dans le temps de leur présence à Alcântara, développent des formes comparables de pratiques résidentielles, entretiennent un rapport semblable à la mobilité résidentielle, se situent *d'une certaine façon* envers le contexte de reconquête urbaine, et participent donc de fait, par ces pratiques au changement du quartier. Dans ce sens, en relatant différentes formes de positionnements à l'égard de la reconquête urbaine, l'ensemble des profils offre ainsi un panorama de contributions possibles des résidents au changement de leur quartier. Selon ces critères, dans la plupart des profils, les individus renvoient à des conditions de résidence (type de logement et conditions d'habitat) et à des positions sociales relativement proches. En revanche, ces individus appartenant à un même profil n'ont pas forcément tous les mêmes représentations du changement urbain, et n'entretiennent pas toujours un rapport identique au quartier ou, plus globalement, à la ville du moment. Si, dans certains cas, des constantes en matière d'habiter et d'attentes par rapport aux évolutions probables du quartier et de la ville sont observées, cela ne représente en aucun cas une règle stricte. Chacun, par son choix de localisation résidentielle, assigne *in fine* un rôle propre au quartier et à ses changements, entretient un rapport personnel à la ville, en fonction de son âge, de son appartenance sociale, de son histoire, de ses représentations, de la nature des contraintes structurelles du moment.

1.3.1. Les nouveaux résidents : des installations récentes et inédites

Le premier type considéré comprend les parcours d'individus dont la présence résidentielle dans le quartier d'Alcântara est à la fois récente et inédite. Récente, puisque l'installation est inférieure à dix années, date des prémisses de la mise en place d'une politique municipale de reconquête urbaine, notamment à travers la programmation de différents projets de renouvellement urbain. Inédite, dans le sens où en tant que dernière étape de la trajectoire

[1] La définition des profils résulte d'un processus de saturation de l'information qui provient d'observations répétées, d'abord formellement dans le cadre de l'enquête par questionnaires, mais aussi, de manière plus informelle, au gré des rencontres sur le terrain. Ce faisant, cette restitution s'inscrit dans une visée compréhensive –révéler certains phénomènes- et ne prétend pas à l'exhaustivité, d'autres profils pouvant potentiellement être observés. Par ailleurs, chaque profil sera abordé à travers la présentation de quelques cas significatifs (de un à trois, selon les profils) ; limitation imposée par les contraintes méthodologiques (qualité de l'information collectée) et pour la clarté de l'exposé.

résidentielle en cours de l'individu, elle en est aussi la première effectuée à Alcântara. Même si elles ne suffisent pas à définir le rapport d'un individu au quartier, à son histoire et à son évolution (Authier *et al.*, 2001), ces deux dimensions demeurent importantes.

Les figures 4.1a, 4.1b et 4.1c présentent des parcours significatifs de plusieurs de ces « nouveaux venus » (Authier, 1996 : 149), répartis selon trois profils (installation dans un logement neuf ; dans un logement ancien réhabilité ou en passe de l'être ; ou dans un logement ancien non réhabilité). Tous ces nouveaux résidents ont investi Alcântara en tant qu'espace résidentiel après 1995, à un moment où le quartier, à l'instar des autres quartiers traditionnels centraux de Lisbonne, continue de perdre sa population (soldes naturels et migratoires négatifs) au profit d'espaces de plus en plus périphériques. L'arrivée de ces nouveaux venus apparaît donc comme un mouvement contraire à la dynamique générale de peuplement à l'échelle métropolitaine, et illustre même, dans certains cas, le processus observé récemment, à l'échelle du *concelho* de Lisbonne, de retour au centre de « nouveaux Lisboètes », résidant jusqu'alors en dehors des limites de ce *concelho* (CML, 2004a). La venue de nouveaux résidents doit en effet être replacée au sein de dynamiques de mobilité qui marquent aussi d'autres quartiers anciens de Lisbonne. En ce sens, certaines de ces nouvelles installations ne permettent pas véritablement de distinguer Alcântara des autres quartiers anciens, en matière de polarisation résidentielle. Pour autant, l'observation, parmi les nouveaux arrivants, d'anciens résidents d'autres quartiers de Lisbonne, révèle aussi l'existence d'une redistribution de population au sein du *concelho,* au profit d'Alcântara.

Les éléments contextuels présentés sur la figure 4.1 rappellent que depuis 1993 Alcântara apparaît dans les discours institutionnels dominants comme un espace symbolique et stratégique de Lisbonne. Dans un syncrétisme inédit, Alcântara est devenu le lieu de la rencontre entre un passé industriel, une mémoire économique locale et nationale, la modernité contemporaine et l'innovation de demain. Par ailleurs, son statut de porte d'entrée sur le centre historique de Lisbonne lui a conféré une nouvelle position au sein du processus de planification du développement et du marketing urbains lisboètes. Le quartier détient désormais une identité originale à l'échelle de la ville, mais apparaît en même temps comme un symbole au service de l'image de la ville, et donc comme un nouveau lieu pour l'accueil de populations stratégiques, qualifiées et aisées. Ces discours se concrétisent rapidement dans la seconde moitié de la décennie 1990 à travers plusieurs projets de renouvellement urbain dont l'objectif est un changement radical des structures économiques, sociales, morphologiques et sémantiques du quartier. A Alcântara, les discours de revalorisation territoriale ont donc à la fois précédé et accompagné une première génération d'interventions. Cela veut dire qu'au milieu des années 1990, à un moment où le quartier possède encore un tissu urbain dégradé (friches industrielles et urbaines) et connaît une situation sociale fragile (précarisation croissante d'une partie de la population, en particulier les retraités) voire préoccupante (existence d'un bidonville, lieu de trafic et de consommation de drogues), les discours officiels commencent à agir comme forces polarisantes auprès d'un premier ensemble de nouveaux résidents, issus de la « nouvelle couche moyenne » salariée, évoquée de manière récurrente dans la littérature relative au processus de gentrification des quartiers populaires centraux (Lévy J.-P., 2002b). Mais ces discours ont de fait aussi anticipé une seconde génération d'interventions, marquée dès 1999 par la construction de logements neufs de standing, et qui va à son tour accélérer et massifier le mouvement.

Alcântara semble correspondre à un exemple où les deux premières séquences « classiques » du processus de gentrification – celle qui voit l'investissement et l'action d' « envahisseurs » dans

de l'habitat ancien[1] et celle de l'accélération du processus via l'arrivée de « pionniers » comme suite à des interventions publiques et privées sur l'urbain - s'observent sur une période très courte d'une dizaine d'années. Cette période représente ainsi plus un « mouvement pluriel de 'reprise sociale' du quartier » (Authier, 2003 : 109) qu'un renouvellement uniforme de la population. S'ils ont en commun de présenter une courte présence résidentielle dans le quartier ainsi que de représenter les héritiers d'une « classe émergente » portugaise, qui prend son origine dans l'ouverture politique et économique du pays du milieu des années 1980, ces « gentrifieurs » révèlent au final des profils différents, selon leur date d'arrivée dans le quartier ou le type d'habitat recherché. Cela est d'ailleurs confirmé par plusieurs travaux réalisés dans d'autres contextes (Authier, 1996, 2003 ; Collet, 2005) attachés à maîtriser l'un des dangers de l'usage du terme de gentrification qui tend à unifier à l'excès des processus sociaux qui peuvent être de nature différente (Fijalkow, Préteceille, 2006 : 7). On verra, toutefois, que dans de nombreux cas, ces résidents s'apparentent à ceux que J.-Y. Authier prénomme « accédants culturels » (1996, 2003), catégorie de nouveaux venus caractéristique du début de la transformation sociale des anciens quartiers[2].

La focalisation sur la gentrification du quartier ne doit pas, par ailleurs, détourner de l'observation d'autres dynamiques de peuplement. La figure 4.1c montre en effet qu'Alcântara ne se contente pas d'accueillir de nouveaux résidents issus de catégories sociales favorisées, mais est encore marqué par l'arrivée d'individus de catégories plus modestes et précaires, proches du peuplement traditionnel du quartier. Dans ce cas, les installations sont relativement dispersées dans le quartier, s'opposant ainsi à la polarisation géographique de nombreux gentrifieurs ; opposition qui révèle, comme on va le voir, des logiques singulières de mobilité et des accès à des segments bien particuliers du parc de logements.

1.3.2. Les résidents en situation de retour

Le second type de parcours et de rapports à l'espace résidentiel d'Alcântara regroupe des résidents dont la trajectoire résidentielle comporte au moins deux étapes à Alcântara (dont la plus récente) discontinues dans le temps. Il s'agit d'individus en situation de retour : souvent originaires du quartier, ils ont connu, avant le retour, une phase de mobilité résidentielle plus ou moins développée en dehors d'Alcântara. La figure 4.2 montre les parcours de trois résidents, se référant à deux profils différents. Dans le premier, le retour s'effectue dans un logement neuf (ou ancien réhabilité) ; dans le second, il se réalise dans un logement ancien d'état moyen.

Ces retours s'effectuent dans la période récente (moins de cinq ans), au moment où, entre autres, le quartier est fortement marqué par les interventions urbaines et le renouvellement des discours institutionnels. Ils se trouvent ainsi synchrones d'une grande partie des arrivées de nouveaux résidents, décrites plus haut. Il importe ici d'interroger de la même manière le rôle des transformations urbaines, sociales et discursives récentes dans la justification du choix résidentiel. Mais on peut aussi interroger dans quelle mesure ce contexte interagit avec le

[1] Je reviendrai plus longuement sur ce profil de nouveaux résidents dans le chapitre 5 de la thèse qui s'intéresse plus particulièrement à la manière dont le parc ancien constitue un frein, ou au contraire une condition favorable, au changement social du quartier.

[2] Même si ce cas ne sera pas développé ici, peuvent être rapprochés de cette catégorie (mais aussi de celle qui suit) certains étudiants de l'enseignement supérieur venus dans le quartier pour sa proximité avec plusieurs établissements universitaires publics ou privés de l'ouest de la ville. D'après la CML, en 2001, près de 40 % des nouveaux résidents d'Alcântara sont des étudiants (2004a). La dimension transitoire de leur présence résidentielle dans le quartier, tout comme la nature de leur statut d'occupation les distinguent cependant de ce second profil. La forte présence d'étudiants est aussi une des caractéristiques de Berriat Saint-Bruno.

sentiment d'attachement et/ou d'appartenance au quartier, caractéristique de ce type de résidents. Car la différence majeure de ces « résidents du retour » avec les nouveaux venus réside dans la connaissance et l'expérience concrète qu'ils ont déjà d'Alcântara. Cette expérience est le produit d'une première présence résidentielle dans le quartier, à un autre moment de son histoire, mais s'appuie aussi sur l'éventuel maintien de liens sociaux et familiaux *in situ* et donc sur la continuité d'une pratique plus ou moins régulière de lieux du quartier, pendant le temps d'absence résidentielle. Se pose donc ici, à l'identique, la question du rapport et de la participation des individus au changement, mais en intégrant cette fois avec plus d'acuité, l'influence de cette dimension, constitutive de l'existence, qu'est l'expérience acquise et située du quartier. Les pratiques résidentielles des « résidents de retour » diffèrent-elles, en effet, sensiblement de celles des nouveaux résidents, du fait d'une expérience autre du quartier, ou possèdent-elles au contraire de nombreuses similitudes ?

1.3.3. Les résidents de longue date : entre stabilités et mobilités résidentielles de proximité

Le dernier type de parcours regroupe des individus qu'on peut assimiler aux résidents « anciens », installés de longue date dans le quartier. Certains sont natifs d'Alcântara et y ont effectué la totalité de leur trajectoire résidentielle, d'autres sont arrivés au contraire en cours de trajectoire. Dans tous les cas, la présence résidentielle se caractérise par une installation ancienne, antérieure aux premiers gestes politiques de reconquête du quartier, et donc par une certaine durée de présence dans le quartier (au moins 15 années). Cette durée de présence implique que les résidents ont ici une expérience et une connaissance du quartier inscrites aussi sur le temps long.

Les figures 4.3a, 4.3b et 4.3c correspondent à trois profils de résidents « anciens », plus ou moins stables au sein même du quartier. Les résidents de longue date n'entretiennent en effet pas tous les mêmes pratiques de mobilité résidentielle à l'intérieur du quartier, et ces pratiques singulières révèlent autant d'arbitrages, de rapports à la contrainte ou de stratégies plurielles. Certains, comme le montre la figure 4.3a, n'ont, depuis la date de leur installation, jamais changé de logement. La simplicité de la trajectoire géographique ainsi que cette stabilité à l'échelle du logement cachent néanmoins des situations et des types de trajectoires résidentielles différents. La figure 4.3b illustre, quant à elle, l'existence, lors de la présence à Alcântara, de mobilités résidentielles très localisées : le changement de logement peut s'observer à l'échelle d'un secteur géographique bien identifiable au sein du quartier, comme à celle de l'immeuble. Ces mobilités réalisées sur des distances très courtes expriment dans la plupart des cas, une recherche d'amélioration des conditions de logement, sans délocalisation, c'est-à-dire, sans bouleversement des pratiques de l'espace autour du logement. Enfin, la figure 4.3c expose les exemples de résidents anciens ayant déménagé au sein d'Alcântara. La signification des trajectoires géographiques dépend alors de facteurs variés (composition du ménage, niveau de revenus, amélioration des conditions de logement, rapport au renouvellement urbain, etc.) dont la combinaison est propre à chaque individu.

La stabilité résidentielle de nombreux résidents anciens, observée à l'échelle du quartier et sur une longue période de temps, traduit un choix unanime, quoique plus ou moins contraint, de rester localisé à Alcântara. Elle exprime en cela une situation de continuité en terme de présence résidentielle. Pour autant, cette stabilité apparaît à bien des égards une véritable « illusion d'optique », propre à toute idée d'équilibre dans la sphère sociale, tant elle dissimule des réalités extrêmement diverses. Son étude invite plutôt en effet à opter pour une démarche pluri-scalaire, en considérant aussi bien les mobilités effectuées à l'intérieur même du quartier, les transformations liées au logement (redistribution des espaces intérieurs, dégradations,

évolution des occupations), ou encore celles propres au contexte. La continuité d'une présence au sein de l'espace résidentiel d'Alcântara apparaît ainsi davantage comme le produit de mobilités résidentielles actives ou passives et donc de situations résidentielles plus ou moins changeantes –allant dans le sens de la promotion, la stagnation ou la régression.

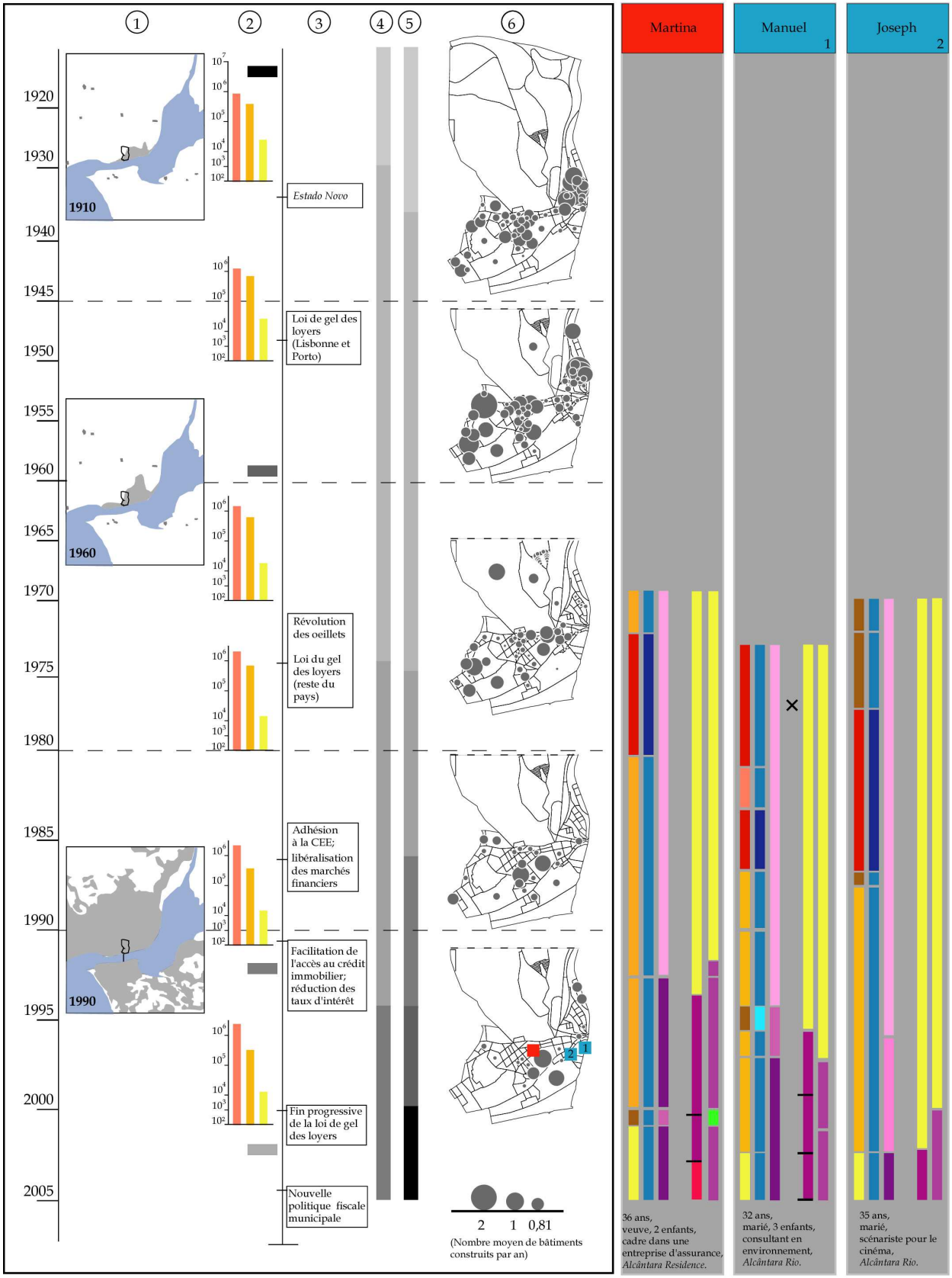
Ramenée au thème du changement, l'analyse de ces processus de mobilité nourrit la réflexion sur la capacité des résidents anciens à reproduire certaines pratiques résidentielles par-delà les transitions contextuelles. Elle soulève plus globalement la prise en compte différenciée, selon les résidents, des transformations récentes du contexte local.

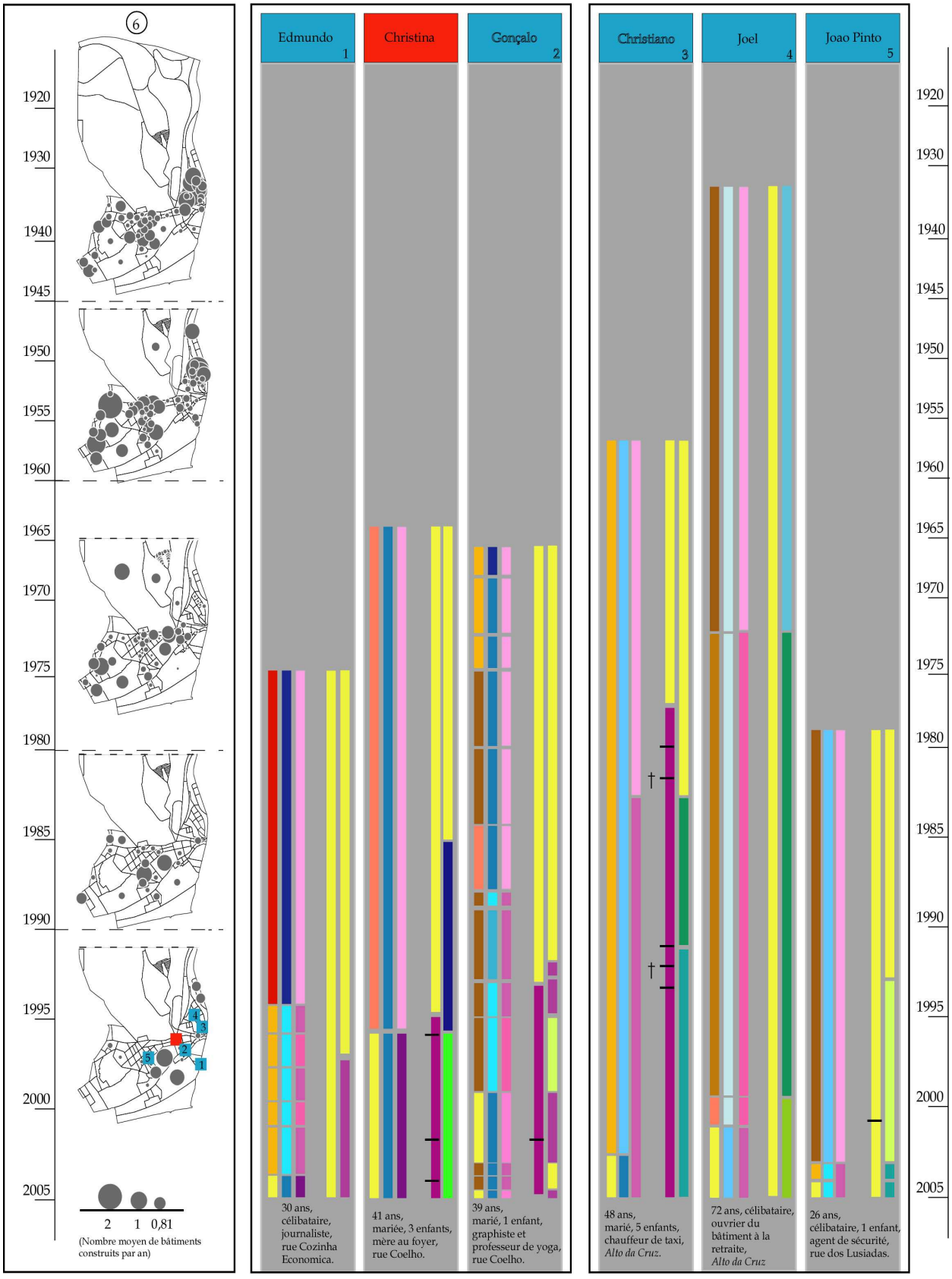
2. De nouvelles présences résidentielles : renouvellement et continuité des pratiques résidentielles et des marquages sociaux

La figure 4.1 présente les trois profils de résidents qui composent le premier type de parcours identifié, celui relatant les arrivées récentes et inédites dans le quartier :

- le premier de ces trois profils correspond aux résidents aisés qui se sont installés récemment dans l'une des résidences produites à la suite d'une intervention publique ou privée ;
- le second profil traite de résidents, eux aussi favorisés, occupant un logement ancien réhabilité ou en passe de l'être ;
- enfin, le troisième profil concerne des résidents plus modestes, ayant investi un logement ancien non réhabilité, parfois dégradé.

Figure 4.1. Parcours des nouveaux résidents d'Alcântara





4.1b. Des nouveaux résidents installés dans un logement ancien réhabilité

4.1c. Des nouveaux résidents installés dans un logement ancien non réhabilité

2.1. S'installer dans un logement neuf : anticiper et accélérer le changement urbain

La figure 4.1a présente les parcours de trois nouveaux résidents, installés depuis moins de cinq ans à Alcântara. Tous occupent des logements neufs construits dans le cadre d'opérations urbaines privées, comme *Alcântara residence* (photographie 4.1) ou d'un partenariat public/privé, à l'instar d'*Alcântara Rio* (photographie 4.2) ; opérations qui représentent, d'après la cartographie proposée sur la figure, l'essentiel des constructions de bâtiments réalisées entre 1991 et 2005.

Photographie 4.1. Façade extérieure et espaces collectifs internes de la résidence fermée *Alcântara Residence*

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Photographie 4.2. Façade extérieure et espaces collectifs de la résidence *Alcântara Rio*

M. Giroud, Alcântara, 2005.

2.1.1. Des nouveaux venus jeunes, qualifiés et aisés

Il s'agit de jeunes couples, avec ou sans enfants, mariés ou non, appartenant à la frange supérieure de la « nébuleuse des couches moyennes salariées » (Authier, 2003 : 110). Tous possèdent un haut niveau scolaire et de qualification. Salariés du secteur privé, plus rarement de l'Etat, ces résidents possèdent un capital économique élevé. On retrouve ici des représentants des nouvelles élites mondiales décrites par S. Sassen (1996) ou N. Smith (1996, 2003) : des salariés de multinationales, produisant des services avancés aux entreprises (Martina[1] est cadre d'une grande compagnie d'assurance ; Manuel, consultant en environnement), des cadres et personnalités de l'audiovisuel et de la communication (Joseph),

[1] Tous les prénoms ont été changés.

ou encore des professions intellectuelles supérieures (professeurs d'université), des chefs d'entreprise, des joueurs professionnels de football, etc.

2.1.2. Trajectoires résidentielles ascendantes et logiques de distinction

Tous se trouvent dans une trajectoire résidentielle ascendante ou promotionnelle (Lévy J.-P., 2001 : 35), c'est-à-dire dans une situation d'amélioration des conditions de logement. Si pour Martina et Manuel, cette amélioration se caractérise par une augmentation du nombre de pièces et par l'installation dans un logement neuf (appartement de quatre pièces), dans le cas de Joseph, c'est l'accession à la propriété d'un logement neuf, après avoir été hébergé gratuitement dans un appartement familial, qui constitue le facteur de promotion. L'achat de l'appartement s'est fait, soit directement, grâce à des ressources personnelles et familiales (Joseph, Manuel), soit par l'accès à un crédit (Martina).

Cet achat révèle en outre une volonté de gestion d'un patrimoine immobilier personnel ou familial, selon deux logiques, cumulative ou transactionnelle. Pour Joseph et Martina, l'accès à la propriété de leur logement s'inscrit dans la première logique. Martina choisit, elle, de s'endetter, tout en restant propriétaire de son ancien appartement situé dans Alfama, un quartier central historique de Lisbonne. Dans le cas de Joseph, l'intervention de ses parents dans l'achat du logement traduit une volonté de capitalisation des biens immobiliers au niveau familial. La stratégie mise en place par Manuel relève, quant à elle, de la seconde logique :

> *« Ma femme a eu un grand intérêt pour l'immeuble. On habitait Benfica et comme on avait un peu d'argent de côté, on a voulu acheter. Mais au départ, il n'y avait pas d'appartement disponible ici. On a acheté un nouvel appartement, un T3, à Alto do Lumiar, une nouvelle zone résidentielle en périphérie. On a acheté sur plan. Et puis la construction a mis plus de temps que prévu, et on a réalisé que c'était pas un endroit idéal pour vivre. On ne voulait plus vivre là bas. On a réussi à vendre à quelqu'un d'intéressé... en en tirant un profit ! Et avec la vente de l'appartement de Benfica, on a finalement pu acheter à Alcântara Rio. ».* (Manuel, juin 2005, sur son lieu de travail à Entrecampos).

Gestion du patrimoine personnel et capacité de spéculation ont ainsi permis à Manuel d'investir dans un logement neuf à Alcântara.

On note, par ailleurs, que les trajectoires résidentielles de ces nouveaux résidents ont fortement été marquées par la mobilité géographique. Les trajectoires sont en effet complexes, avec ici au moins six étapes résidentielles réalisées. En outre, elles partagent trois caractéristiques : un début de trajectoire comportant une étape effectuée en dehors de l'aire métropolitaine de Lisbonne, un passage plus ou moins tardif à l'étranger, une fin de trajectoire marquée par une présence résidentielle dans d'autres quartiers du *concelho* de Lisbonne. Ces résidents ne représentent donc pas des « nouveaux Lisboètes », dans le sens des autorités publiques locales. L'installation à Alcântara représente un véritable choix. A la question « Pourquoi avez-vous choisi cette localisation dans Lisbonne ? », deux justifications récurrentes rejoignent le discours officiel produit sur Alcântara : l'une, fonctionnelle, exprime l'intérêt de la localisation grâce à une accessibilité garantie par divers infrastructures de transports ; l'autre, de nature plus culturelle et symbolique, vante le « *mélange* » (Martina) ou le « *contraste* » (Joseph) entre l'ancien et le neuf, des constructions récentes et des friches industrielles, des anciens et des nouveaux résidents.

Mais de manière contradictoire ou du moins paradoxale, les réponses expriment, derrière cet éloge du mélange et du contraste, un souci de distinction sociale qui prend à son tour deux orientations opposées, à relier à la nature même des opérations urbaines. On change ici d'échelle dans la justification de la venue, passant du quartier au logement et au projet urbain. Pour Martina, résider dans une communauté fermée comme *Alcântara Residence* (photographie

4.1) revient malgré tout à rechercher une sécurité, notamment pour les enfants ou les biens matériels. A l'inverse, Joseph évoque la subversion créée par la transparence dans l'architecture d'*Alcântara Rio* (photographie 4.2) :

> « *Ce sont des appartements transparents. Par rapport à la vie privée, c'est une provocation. Il y a une volonté de changer du traditionnel. C'est aussi un type d'appartement neutre. Ce sont comme des modules. Tout cela avec une volonté d'intégration au quartier traditionnel.* » (Joseph, juin 2005, café *Terra do Café, Alcântara Rio*).

Enfermement et sécurité d'un côté, transparence et exposition de soi de l'autre, représentent l'envers et l'avers d'une même logique de distinction économique et sociale. Le choix pour l'un ou l'autre de ces registres est donc déterminé par des facteurs, relatifs à l'histoire, au vécu et au parcours de chaque individu. On remarque par exemple que Martina a déjà habité en résidence fermée, lors de son séjour en Argentine. Dans le cas de Joseph, l'attirance de la transparence est, selon lui, à rapprocher de l'influence de sa femme, d'origine néerlandaise :

> « *Ma femme est architecte, mais elle a une allergie de la profession. On a recherché un appartement sans préjugés concernant les quartiers. On a visité 40 appartements, on a collectionné les plans. On recherchait la lumière... et puis une architecture sans contraste culturel, pour ma femme qui a habité en Hollande! On a acheté là, le dernier appartement au premier étage, par choix.* » (Joseph, juin 2005, café *Terra do Café, Alcântara Rio*).

Alcântara Rio, mais aussi *Alcântara Residence*, attirent en effet de nombreux migrants internationaux qualifiés et aisés (Hollandais, Ecossais, Anglais, Français, Espagnols), sensibles à la conception urbanistique et aux normes architecturales qui ont guidé chacun des projets. Ces installations prolongent, tout en se différenciant géographiquement, celles, plus historiques, de migrants européens qualifiés (Anglais, Français, Allemands) situées plus à l'ouest, le long de la côte d'Estoril et de Cascais, dans des zones pavillonnaires et balnéaires (Fonseca *et al*., 2002).

En ce qui concerne l'opération *Alcântara Rio*, l'enquête montre en effet que les choix architecturaux entrepris par l'architecte F. Valsassina sont en rupture avec certaines règles caractéristiques d'une architecture portugaise plus traditionnelle. L'élément le plus original dans la composition des bâtiments est sans aucun doute l'association entre le choix pour de larges ouvertures, fenêtres et baies vitrées, et la création, via une orientation particulière des immeubles, de vis-à-vis. Les baies vitrées, bien qu'observables ailleurs dans la ville, dans le cadre de constructions caractéristiques de l'architecture moderniste des années 1970-1980, représentent encore aujourd'hui, à elles seules, des éléments distinctifs peu appréciés par une large frange de la population portugaise. L'argument de l'architecte est classique. Il s'agit de capter le plus possible de lumière. Mais le pragmatisme de certains Lisboètes, rencontrés de manière informelle, rappelle que sous un climat aux influences méditerranéennes, la lumière reste liée à la contrainte de la chaleur. Dans ce sens, l'architecture qui privilégie de larges ouvertures reste souvent une incompréhension.

En créant par ailleurs de nouvelles formes de gestion de l'intimité et de rapports au voisinage, l'association de ces ouvertures avec les vis-à-vis implique l'acceptation de manières bien particulières d'habiter le logement. Force est de reconnaître l'écart entre ces nouveaux modes de résider et ceux, encore très mobilisés dans la population portugaise (restée au Portugal ou vivant à l'étranger), se référant à des modèles culturels en matière d'architecture et d'habitat qui privilégient l'idéal de la maison ou du pavillon (De Villanova, 2003).

Le choix de produire une « architecture de distinction » influe sur la polarisation de populations portugaises en quête d'innovation culturelle dans les modes de vie urbain, mais aussi de populations ayant, par leurs origines ou leur parcours résidentiel, côtoyé d'autres schèmes culturels et intégré d'autres modes de résider. Des travaux récents ont abordé la question du

rôle de certains groupes de migrants internationaux, plus ou moins aisés, dans les processus de renouvellement urbain et de gentrification de quartiers populaires de grandes villes (Missaoui, Tarrius, 2006) ; mais encore peu ont considéré, pour de tels contextes urbains, les migrants qualifiés comme des populations cibles d'opérations urbaines, délaissant ainsi la question de leur influence indirecte dans la définition même du projet et de sa conception architecturale, et donc dans celle du changement annoncé.

2.1.3. Des acteurs de la reconquête urbaine : anticipation et accélération du changement urbain

Ces nouveaux venus participent donc activement au changement d'Alcântara ; un changement qui va dans le sens de celui pensé et promu par les politiques publiques et les acteurs privés pour ce quartier, mais qui traduit aussi une dynamique sociale plus large, dont les effets sont observables ailleurs dans Lisbonne, et qui se caractérise par l'aspiration croissante d'individus socialement favorisés à la propriété privée de logements neufs, produits dans le cadre d'opérations clairement identifiées[1]. En tant que résidents aisés des constructions neuves, ces nouveaux venus sont donc acteurs du renouvellement urbain et du processus de gentrification. Cette population entretient un rapport d'autant plus étroit avec le changement, qu'elle ne se contente pas de le produire dans l'immédiateté : les enquêtés révèlent en effet une véritable capacité à anticiper le changement et à le penser au futur. Pour Manuel, par exemple :

> *« C'est une aire qui se consolide. C'est possible de savoir ce qu'on aura dans quelques années. Dans d'autres endroits, on ne sait pas! Comme par exemple ces nouvelles villes, comme Alto Lumiar. »* (Manuel, juin 2005, sur son lieu de travail à Entrecampos).

Des résidents comme Manuel ou Joseph n'ont pas été les premiers à anticiper le changement. A *Alcântara Rio*, comme à *Alcântara Residence*, tous les logements ont été vendus sur plan, c'est-à-dire avant leur construction. Dans de nombreux cas, ces premiers bailleurs n'ont jamais occupé leur logement. L'investissement n'a été effectué que dans un objectif purement spéculatif. Le témoignage de Joseph éclaire bien ce processus :

> *« L'appartement était vide. Quelqu'un a acheté sur plan, puis a revendu. On est les seconds propriétaires, mais les premiers occupants. Le premier propriétaire a gagné 50 000 euros ! Il y a une grosse différence de prix entre l'achat au départ et le prix qu'on a payé. Il y a une forte activité de spéculation ! »* (Joseph, juin 2005, café *Terra do Café*, *Alcântara Rio*)

La capacité d'anticipation de certains acteurs trahit une maîtrise de l'évolution de la valeur du bien acquis et révèle une conscience des possibilités de plus-value en cas de revente. L'exemple de Martina, à la fois première propriétaire et occupante de son logement, révèle malgré tout que, si l'investissement est aujourd'hui assuré, l'achat sur plan représente avant tout un pari financier contenant une part d'incertitude :

> *« A Alcântara Residence, en 1998, au départ, le prix était de 155 000 euros, c'est très bien. Aujourd'hui ce prix est à multiplier par deux ou trois. La spéculation est très forte ici... la pure spéculation, c'est-à-dire que les personnes propriétaires n'habitent pas et n'ont jamais habité ici. C'est un problème à Lisbonne. Le principe du financement a été de donner 10 % au départ, en 1998, avant le début de la construction, quand le projet est sur plan. Ensuite, on paye 70 %, somme que l'on paye tous les trois ou six mois à partir du lancement de l'opération ; puis enfin, 20 % d'un coup le jour de l'installation dans le bâtiment en 2001. Par ce système, on finance le projet et en même temps on se*

[1] Les conséquences sociales et spatiales de ce changement social à Lisbonne ont donné lieu à une littérature importante centrée sur les thèmes de la polarisation et de la fragmentation urbaine (Ferreira, 1997 ; Salgueiro, 1997, 1998, 2001).

protège si quelque chose tourne mal... on ne paye pas tout d'un coup ! » (Martina, juillet 2005, à son domicile, *Alcântara Residence*).

Au final, ce rapport au changement et cette faculté d'anticiper certaines de ses dimensions laissent présager un choix résidentiel empreint de logique économique et de stratégie patrimoniale. Ces trois résidents représentent en effet des individus possédant une réelle liberté de choix résidentiel ; un choix qui résulte d'un arbitrage complexe, propre à chacun, entremêlant des logiques fonctionnelles, culturelles et symboliques, sociales et enfin, économiques et patrimoniales.

2.2. Investir un logement ancien : contribuer à un changement plus diffus et moins visible ?

Un second profil de résidents, présenté par la figure 4.1b est à rapprocher du premier groupe de nouveaux venus. Ce document présente les parcours de trois résidents, installés depuis moins de dix ans à Alcântara, dans des logements du parc ancien, réhabilités ou en passe de l'être.

2.2.1. De jeunes ménages qualifiés aux situations socio-professionnelles diversifiées

Agés de 30 à 40 ans, ces résidents appartiennent à la même génération que ceux du profil précédent. Ce sont des célibataires (Edmundo), de jeunes couples avec enfants mariés (Christina) ou non (Gonçalo), mais on trouve aussi des personnes divorcées ou des jeunes couples sans enfants. Tous ont suivi une formation incluant une qualification universitaire. On peut derechef situer l'ensemble de ces nouveaux résidents au sein des nouvelles couches moyennes. Pour autant, si les résidents des logements neufs possédaient tous de forts capitaux culturel et économique, les situations socio-professionnelles observées ici sont plus nuancées. Précisément, le capital économique peut, au sein de ce profil, varier plus sensiblement d'un individu à l'autre. Christina, par exemple, est actuellement mère au foyer depuis plus de sept années, après avoir été l'employée d'une société de télécommunications. Son mari est ingénieur cartographe pour un bureau d'étude privé d'architecture et de paysagisme. Edmundo est journaliste sportif indépendant. Gonçalo entretient une double activité, à la fois infographiste et professeur de yoga. On retrouve à la fois des cadres, des professions intellectuelles supérieures, mais aussi des professions intermédiaires, que ce soit en libéral, en tant que salarié du secteur privé, ou du secteur public. L'enquête montre que les secteurs d'activité semblent ici plus variés, rassemblant à la fois des métiers de la production de biens et de services aux entreprises (publicité, communication, ingénierie et recherche), de la création artistique et culturelle (infographie, architecture, *design*), et de l'encadrement social (enseignement, animation sportive).

2.2.2. Le choix de l'habitat ancien au sein de trajectoires résidentielles ascendantes

Autre aspect commun avec le profil précédent, les trajectoires résidentielles sont toutes ascendantes. Pour Christina, l'arrivée à Alcântara en tant que propriétaire d'un appartement représente la première étape qui suit la décohabitation et coïncide avec la naissance d'un premier enfant. Edmundo devient propriétaire d'un appartement réhabilité de plus de trois pièces après un peu moins de dix années de nomadisme entre plusieurs logements en colocation, alternant sous-location et hébergement gratuit. Gonçalo, malgré une trajectoire résidentielle complexe, améliore sensiblement ses conditions de logement depuis sa

décohabitation en accédant à un logement de plus de trois pièces et en étant hébergé gratuitement par la famille de sa compagne. On retrouve une nouvelle fois le rôle joué par les mesures de facilitation d'accès au crédit dans le choix et la possibilité d'accéder à la propriété :

> *« On rembourse environ 400 euros par mois. C'est plus intéressant d'être propriétaire que d'être locataire! On a une voisine, au-dessous, qui paye 600 euros par mois* [de location] *! Pour nous, qui sommes jeunes, c'est plus intéressant de prendre un crédit ! »* (Christina, juin 2005, à son domicile, rue Coelho).

Les trajectoires géographiques de ces trois nouveaux résidents révèlent, quant à elles, des formes et des logiques de mobilité très variées. Il est difficile de véritablement mettre en lumière des régularités. Gonçalo a par exemple résidé dans quatorze lieux différents, situés dans Lisbonne, dans l'aire métropolitaine, ou à l'étranger (Brésil, Angleterre, Népal, Inde), alors que Christina n'a connu que deux étapes résidentielles dans sa vie. Christina et Gonçalo peuvent être considérés comme de « nouveaux Lisboètes » puisqu'ils viennent tous deux d'un lieu localisé en dehors du *concelho* de Lisbonne ; Edmundo, en ayant une mobilité « intra-*concelho* » n'a lui, jamais cessé, depuis une dizaine d'années, d'être Lisboète.

A quelques nuances près, que je développerai plus longuement dans le chapitre 5, et qui émanent pour beaucoup du choix d'investir un logement du parc ancien, on retrouve dans les témoignages, l'influence déjà évoquée des logiques culturelle, symbolique - l'attrait pour l'authenticité et l'historicité d'un quartier ancien populaire, mais aussi pour un habitat ancien « transformable » -, fonctionnelle - le rôle de l'accessibilité et de la position du quartier dans la ville - et économique - le sentiment d'effectuer un investissement intéressant[1] - dans le choix de la localisation résidentielle et de l'installation. On note même, à l'instar du profil précédent, un certain désir de distinction sociale, puisque l'enquête démontre que, dans de nombreuses situations de la vie quotidienne, les discours de promotion de la dimension populaire du quartier (revendication de la mixité sociale, de la cohabitation avec les couches populaires, de la proximité et du quartier village) ne coïncident pas réellement avec des pratiques sociales concrètes.

2.2.3. D'autres acteurs de la reconquête urbaine : présences plus diffuses et réhabilitations « spontanées »

Ces nouveaux venus participent aussi activement au changement d'Alcântara. Mais à l'opposé des représentants du profil précédent, leurs présences, plus diffuses, moins polarisées, ainsi que leurs actions, procurent peut-être moins de visibilité dans le marquage social du quartier et la transformation des formes urbaines. L'installation dans le parc de logements anciens révèle, comme on le verra par la suite, des stratégies résidentielles plurielles et des rapports à la transformation, et précisément à la réhabilitation, singuliers. Dans tous les cas, cette installation n'est pas imputable à une action d'envergure –et donc visible- publique, ou relevant de promoteurs privés en matière de réhabilitation. Alcântara n'a pas été le terrain d'application de politiques publiques de réhabilitation, pourtant éprouvées, avec plus ou moins de réussite, dans bien d'autres quartiers centraux anciens dès le milieu des années 1980 (Portas, 1985 ; Lopes, 1991 ; Ribeiro, 1991 ; Costa, Ribeiro, 1990 ; Ferreira, Craveiro, 1989). Les premiers périmètres de réhabilitation, impulsés par une action publique, apparaissent seulement en 2005, dans les plans du projet *Alcântara XXI*.

A Alcântara, la réhabilitation est majoritairement assurée par les résidents eux-mêmes ou par les propriétaires non occupants. Le schéma classique qui relie de manière quasi-déterministe

[1] Ce sentiment illustre les mécanismes économiques décrits par N. Smith dans sa théorie de la *rent gap* ou « différentiel de loyer » (Smith, 1979, 1996).

intervention sur l'ancien et changement social est donc loin d'être dominant. Certes, certains des nouveaux venus s'installent dans des logements et des immeubles réhabilités (quand par exemple un propriétaire d'immeuble a pu intervenir sur l'ensemble de son bien) ; mais d'autres investissent aussi parfois un logement réhabilité dans un immeuble dégradé –comme Gonçalo ou Edmundo-, ou, à l'instar de Christina, un logement non réhabilité dans un immeuble dégradé. Ce rapport à l'état du logement acquis et occupé n'est bien entendu pas figé et possède une temporalité. Et l'action de réhabilitation de certains de ces nouveaux résidents située à un temps *t* peut influer sur la présence d'autres nouveaux venus à un temps *t+1*. On est ici, en temporalisant les processus, au cœur de la réflexion sur les acteurs et les contenus des étapes de la gentrification, identifiées dans la littérature. L'exemple de Christina permet de clarifier le propos. Suite à la naissance de leur première fille, Christina et son mari décident d'acquérir un logement et de s'installer à Alcântara, quartier ancien et qui leur est familier :

> *« Je voulais vivre à Lisbonne, dans une haute maison ancienne, située dans un quartier historique, ancien. Mais en plus mon mari connaissait le quartier. Il a étudié quatre ans à l'institut d'agronomie, un peu plus loin, donc il connaissait la zone. »* (Christina, juin 2005, à son domicile, rue Coelho).

Le logement acheté en 1997 est un appartement de quatre pièces non réhabilité, dans un immeuble dégradé. Très rapidement, Christina et son mari entreprennent une négociation avec les autres propriétaires de l'immeuble pour effectuer des travaux à l'échelle de l'immeuble (ravalement de la façade, peintures intérieures, réparations des canalisations, du système électrique, etc.). L'immeuble a été réhabilité en 2004, sur la base d'une participation de l'ensemble des ménages propriétaires. Simultanément aux négociations, Christina et son mari ont effectué quelques travaux d'amélioration du confort (peintures, sanitaires, fenêtres) et de remise aux normes (réseaux et canalisations), de leur logement.

Ce couple a donc eu un rôle très actif dans la réhabilitation « spontanée » de son logement ancien et de leur immeuble. Grâce au ravalement de la façade, cette action est aujourd'hui visible et marquante pour l'observateur de la rue. Même s'il faut savoir aussi se méfier de cette apparence en interrogeant plus profondément les occupations, les pratiques et les positions résidentielles qui se cachent derrière une telle façade, on peut reconnaître l'existence d'une relation entre l'opération de réhabilitation et l'installation quelques années plus tôt d'un ménage qu'on peut qualifier d'« envahisseur ». La présence et l'action de ce ménage ont alors eu plus récemment des conséquences sur le peuplement de l'immeuble. Ainsi, en 2003, Mafalda, une collègue cartographe s'installe dans un logement vacant et dégradé de l'immeuble. Cette jeune femme, célibataire de 35 ans, connaît à ce moment là les projets de réhabilitation de l'immeuble. Son investissement, grâce au crédit, intègre donc dès le départ les projets de travaux pour l'immeuble, mais aussi pour le logement. Le prix relativement bas du logement dans son état dégradé permet en effet la prise en compte d'une marge dans l'investissement, consacrée uniquement aux travaux[1]. Dans le processus de gentrification, l'arrivée d'une telle résidente, suite à l'activation d'un réseau social, s'apparente à celle d'une « pionnière ». Dans le cas de cet immeuble d'Alcântara, la phase qui voit l'installation d'envahisseurs est donc très rapidement suivie de celle qui se définit par l'arrivée de pionniers.

Ce schéma s'observe ailleurs. Edmundo, installé depuis 2004, est lui aussi un pionnier. Son logement a été préalablement acheté, et pour le coup réhabilité, par la propriétaire précédente, qui endosse le rôle d' « envahisseur » :

> *« C'était une propriétaire d'environ 35 ans qui vit à Alcântara Rio. Elle est consultante immobilière. Elle a acheté l'appartement pour faire de l'argent. Elle a refait des travaux, a réhabilité l'espace et a*

[1] Voir témoignage de Mafalda dans le chapitre 5.

revendu, à moi. On est restés amis maintenant. » (Edmundo, juin 2005, à son domicile, Rue Cozinha economica).

En tant que résidents aisés de logements anciens réhabilités, en voie de réhabilitation ou à réhabiliter, ces nouveaux venus sont donc aussi acteurs de la reconquête urbaine du quartier. L'objectif a cependant été ici de démontrer que la participation active de ces nouveaux résidents au changement du quartier –de son peuplement, de son image, de ses formes urbaines- n'est pas forcément une participation dont la manifestation est immédiatement, massivement, et/ou uniquement visible.

Leurs actions, qui combinent une mobilité résidentielle et un rapport singulier à la réhabilitation, s'inscrivent certes dans la dynamique de revalorisation du quartier insufflée par les acteurs institutionnels depuis le milieu des années 1990, mais se situent en même temps à sa marge, en ciblant des édifices non directement visés par l'action publique. Pour le dire autrement, ces actions révèlent des mécanismes spontanés propres aux individus, teintés d'une réelle marge de manœuvre, mais peuvent être aussi interprétées comme avatars des actions publiques réalisées à proximité, et produits d'un effet d'entraînement. Elles expriment, en tout cas, à l'identique des résidents du profil précédent, une capacité à connaître le changement impulsé par les positionnements publics, à s'en servir, par anticipation, dans le cadre de stratégies patrimoniales individuelles ou familiales, et donc à le produire. Et comme le montre le témoignage d'Edmundo, cette connaissance du changement, préalable à la construction d'un choix et d'une pratique résidentielle, passe par une capacité à accéder à l'information :

« Un loyer revient maintenant à 700 euros par mois. Là, avec le crédit, je paye 600 euros par mois ! J'ai acheté l'appartement 115 000 euros. Je me suis renseigné auprès de la municipalité. L'immeuble va rester et ne va pas être démoli dans le cadre du projet stratégique XXI. (...) De plus, c'est central ; près de la rivière, et puis tout va être neuf autour de moi d'ici 10 ans. Je ne vais pas revendre... » (Edmundo, juin 2005, à son domicile, Rue Cozinha economica).

Par ailleurs, ces actions doivent être resituées plus globalement au sein d'un mouvement de reconquête des logements anciens localisés dans les quartiers centraux des villes portugaises, et donc, de « concurrence » entre quartiers centraux pour la captation de telles populations. Le contexte de transition du marché immobilier portugais, marqué par la fin progressive d'un marché locatif aux loyers très bas et plafonnés, l'existence d'un parc de logements anciens dégradés mais transformables, ainsi que par les nouvelles conditions d'accès au crédit, crée des conditions souvent favorables à l'accession à la propriété et à l'attraction des nouvelles couches moyennes dans de tels segments du parc de logements. Mais encore une fois, à Alcântara, l'installation de ces nouveaux résidents est à la fois au cœur de ce processus plus large, tout en étant à sa marge, du fait de l'absence de politiques publiques ou d'actions privées d'envergure, susceptibles d'accélérer la valorisation du parc de logements anciens et de créer ainsi les conditions favorables à la mobilité résidentielle d'une telle catégorie d'individus.

2.3. Nouveaux venus et habitat ancien bon marché : des mobilités sans changement ?

L'installation récente dans le parc de logements anciens d'Alcântara n'est pas le seul fait de représentants des nouvelles couches moyennes salariées. La figure 4.1c montre qu'Alcântara reste attractif et accessible pour d'autres catégories de population, en particulier des catégories sociales plus modestes. Le document montre les parcours de trois nouveaux résidents du quartier, ayant investi des logements anciens, bon marché, dans des conditions parfois difficiles. Ces trois exemples dévoilent des dynamiques et des logiques de peuplement actuellement à

l'œuvre à Alcântara, et qu'on peut observer, comme le montre la cartographie, de manière privilégiée dans les périmètres non affectés par la construction de nouveaux édifices.

2.3.1. Des résidents peu qualifiés, aux revenus modestes

A l'opposé des deux groupes précédents, il est moins aisé ici de dégager un profil démographique particulier de ces nouveaux venus. Joao Pinto, arrivé du Brésil en 2003, est un célibataire de 26 ans, dont l'enfant est resté au pays d'origine ; Joel, ayant quitté le Cap Vert en 1972, est aussi célibataire, sans enfants, et a plus de 70 ans ; Christiano, 48 ans, est quant à lui marié depuis plus de 25 ans, et vit encore avec quatre de ses enfants. L'unité est en effet bien plus sociale que démographique. Aucun n'a suivi de formation universitaire. La formation scolaire a même été très courte pour Joao Pinto, voire inexistante dans le cas de Joel. Sans grandes qualifications, ces trois résidents ne détiennent pas non plus un fort capital économique. Les trajectoires socio-professionnelles sont en effet peu promotionnelles. Joel, après avoir travaillé une grande partie de sa jeunesse dans les champs au Cap Vert, est devenu, après son arrivée au Portugal, ouvrier itinérant du bâtiment. Il touche aujourd'hui une très faible retraite. Joao Pinto travaille actuellement comme gardien de résidence fermée. Christiano, chauffeur de taxi depuis une dizaine d'années, a aussi été manoeuvre dans une entreprise de grande distribution à sa sortie de l'école complémentaire. Anciens ouvriers, nouveaux employés, retraités en voie de précarisation, Christiano, Joao Pinto et Joel appartiennent aux catégories sociales peu aisées.

2.3.2. L'accès à un logement ancien bon marché, entre contraintes structurelles et réseaux relationnels

Malgré une installation à Alcântara qui s'effectue dans des conditions de confort qu'on peut qualifier de parcimonieuses, les trajectoires résidentielles démontrent dans l'ensemble la recherche, par les nouveaux venus, d'une amélioration des conditions de logement.

Christiano, par exemple, après avoir résidé dans une petite maison, localisée dans un autre quartier central lisboète, s'installe dans un appartement de deux pièces, sans changer de statut d'occupation (secteur locatif privé). Cette mobilité résidentielle permet au ménage, composé de six personnes, d'occuper une surface habitable légèrement plus importante, pour 400 euros par mois. L'amélioration des conditions de logement, quoique réelle, reste relative.

Photographie 4.3. Habitat ancien bon marché dans *Alto da Cruz* (rue Feliciano de Sousa) à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Joel, quant à lui, loue, dans le même secteur géographique (photographie 4.3), pour 110 euros par mois, une petite maison d'une seule pièce. Après avoir vécu l'ensemble de sa vie dans des *barracas* (cabanes agglomérées en bibonvilles), au Cap Vert, dans différentes villes portugaises, ou au sein des périphéries de l'aire urbaine de Lisbonne, Joel, à la fin de sa vie, accède à un premier logement pérenne. Cette installation n'efface pas le confort limité du logement investi. Ainsi, a-t-il dû lui-même installer une petite salle de bains (lavabo), un coin cuisine et construire un mur pour isoler le sanitaire.

Le cas de Joao Pinto est encore plus ambigu. Il est difficile de parler de trajectoire résidentielle promotionnelle. Après avoir quitté le Brésil, où il a vécu dans une petite maison familiale, Joao Pinto s'installe successivement dans deux appartements où il partage une chambre avec des colocataires. Comme on va le voir, les caractéristiques du logement n'entrent que secondairement en jeu dans ses choix résidentiels.

Dans les trois cas, le choix de localisation à Alcântara relève avant tout d'une logique fonctionnelle. Il s'agit d'abord de se loger. Ainsi, à la question « Pourquoi avez-vous choisi cette localisation dans Lisbonne ? », Joel répond laconiquement « *parce que j'ai trouvé une maison ici !* ». Mais il s'agit aussi de se loger en fonction de la localisation du lieu de travail. Christiano a choisi Alcântara « par choix » parce que la position du quartier dans la ville est privilégiée pour un chauffeur de taxi :

> « *Je travaille à Lisbonne et on est à Lisbonne ici. C'est bien localisé, il y a de bonnes infrastructures de transport* ». (Christiano, juin 2005, à son domicile, rue Feliciano de Sousa).

Joao Pinto, en tant qu'agent de sécurité et gardien d'*Alcântara Residence*, explique avec encore plus d'évidence :

> « *Je travaillais là* [à Alcântara]. *Avant je mettais une heure pour venir. Maintenant je mets cinq minutes, à pied ! Et puis il y a des services tout près, on est près de tout.* » (Joao Pinto, juillet 2005, à son lieu de travail, entrée d'*Alcântara Residence*).

Si Joao Pinto n'améliore pas en soi ses conditions de logement, il modifie favorablement ses conditions de vie en diminuant les coûts et le temps consacrés au transport.

Même si elles ont en commun une arrivée récente à Alcântara, les trajectoires résidentielles de ces trois nouveaux venus montrent des formes différentes, qui dissimulent des logiques et des stratégies résidentielles plurielles. Ces stratégies prennent certes en compte la fonctionnalité de la localisation ou la simple nécessité de se loger, mais parce qu'elles sont mises en interaction avec une situation familiale, une position dans le cycle de vie ou une trajectoire migratoire particulière. Ainsi, pour Joel et Christiano, l'installation à Alcântara représente un certain aboutissement, une fin de parcours. Ni l'un, ni l'autre n'envisage de quitter son logement à court, moyen ou long terme. Ce qui n'est pas le cas de Joao Pinto. Ce dernier est en effet davantage dans une logique de mobilité résidentielle, Alcântara ne représentant qu'une étape transitoire pratique. Son projet résidentiel intègre, sur le court terme, le besoin d'amélioration des conditions de logement, tout en maintenant les avantages d'une localisation proche du lieu de travail, et sur le plus long terme, un retour au Brésil. En attendant, sa situation familiale, la nature de ses ressources et les contraintes liées au projet migratoire (envoi d'argent à la famille restée au Brésil), l'orientent vers certaines options résidentielles précaires.

La problématique du choix résidentiel ne peut être abordée, dans ce profil, sans celle des modalités d'accès au logement occupé. En effet, les deux premiers groupes présentés se caractérisent par une certaine individuation des modes d'accès au logement. Leur capital économique leur confère, d'une part un accès potentiel à une pluralité de segments du parc de logements et de localisations résidentielles et, d'autre part, un accès facilité aux services

institutionnels et marchands de recherche de logement (agences immobilières, presse spécialisée). L'activation de réseaux relationnels dans cette recherche n'est pas absente, que ce soit pour obtenir des informations, recueillir des conseils auprès de professionnels de l'architecture et du bâtiment, ou plus directement, comme on l'a vu, pour participer à la mise en place d'une filière d'accès. Mais, d'une manière générale, la logique dominante de recherche et d'accès au logement –neuf ou ancien- relève d'une démarche plus individuelle, personnelle ou arbitrée à l'échelle du ménage.

Cette logique reste observable dans ce troisième profil - Christiano me confiant avoir trouvé son logement grâce à une annonce parue dans un journal quotidien -, mais à côté d'autres mécanismes d'accès au logement, peut-être moins soumis à la loi du marché, et renvoyant de nouveau au rôle du réseau social. Déjà, les travaux de M. Young et P. Willmott (1957) évoquaient le rôle des réseaux familiaux et relationnels comme filières d'accès au logement et leur prise en compte dans la constitution des peuplements urbains. Pour M. Vervaecke, la notion de réseau réintroduit les logiques des habitants dans le fonctionnement du marché. A travers cette notion, « le contrôle social institutionnalisé sur l'espace (Etat, sociétés promotionnelles publiques ou privées, logique des entreprises) perd son statut de déterminant structurel pour redevenir un objet de recherche n'ignorant plus les cultures et les rapports sociaux au quotidien qui remodèlent les différents territoires de la ville » (Vervaecke, 1988 : 166).

Les cas de Joel et de Joao Pinto permettent, chacun à leur manière, d'illustrer l'action d'un réseau relationnel dans l'accès au logement. L'installation de Joel, rue do Sobeiro, dans le secteur délimité par les rues da Cruz et Feliciano de Sousa (*Alto da Cruz*) est en effet à rapprocher de la présence de Maria, une résidente originaire de São Tomé, arrivée au Portugal en 1983 et installée à Alcântara depuis 1990 (figure 4.3a). Maria est propriétaire d'une maison, située dans la même rue, dont elle loue un étage à un autre résident, originaire de São Tomé. Elle reconnaît, par ailleurs, « accueillir des amis africains, de temps en temps ». C'est par l'intermédiaire de Maria que Joel a pu prendre connaissance de la disponibilité de son futur logement. Maria et Joel se sont rencontrés, lors de leur parcours migratoire, dans la seconde moitié des années 1980, alors qu'ils étaient tous deux résidents d'un bidonville de Carnaxide, localité de la périphérie de Sintra. Pour Joel, le rôle joué par Maria en termes de circulation d'informations sur la vacance du logement a été déterminant dans son choix résidentiel. La mobilité résidentielle de Joel résulte donc d'une situation où confluent l'état de vacance d'un logement et l'existence d'un réseau relationnel, constitué dans le temps et capable de relayer et de transmettre de l'information.

En ce qui concerne Joao Pinto, l'activation d'un réseau a aussi été décisive dans la recherche du logement. Néanmoins, ce réseau possède ici, non pas une base relationnelle, élaborée progressivement dans le temps au grès des trajectoires individuelles, mais une logique plus « communautaire », fondée sur le facteur discriminant des origines communes, brésiliennes en l'occurrence. La photographie 4. 4 montre les annonces placardées de manière peu formelle sur les vitres des appartements, et utilisées pour communiquer les disponibilités en logement. Sur l'une de ces annonces on peut lire « Location de chambre pour 100 euros (un lit), uniquement pour Brésiliens ».

Le témoignage de Joao Pinto est très éclairant sur l'organisation de cette filière informelle d'accès au logement et sur ses conséquences, à la fois en matière de conditions de logement et de relations sociales au quotidien. Il démontre en particulier que l'arrangement de type « communautaire » qui organise le fonctionnement interne de ce type de logement n'implique pas forcément la formation de liens forts et durables entre individus cohabitants :

> « *Dans l'appartement, on a quatre chambres, une cuisine, une salle commune, une salle de bains. Dans deux chambres y a quatre personnes, et dans deux autres, seulement deux personnes. On a des lits superposés dans les chambres à quatre. La majeure partie de mes collègues travaille dans le bâtiment ou les services. Dans l'appartement il y a cinq filles, il y en quatre qui sont des employées de maison, une qui travaille dans un café (...) Ici, à Alcântara Residence, il y a beaucoup de Brésiliennes. Une de la maison travaille là, d'ailleurs. Il y a aussi des Capverdiennes, des Angolaises...Il y a toujours entre cinq et sept mecs dans l'appartement, et tous, sauf moi, travaillent dans le bâtiment, à Lisbonne. C'est comme ça dans tous les appartements de l'immeuble : on travaille dans le bâtiment, la sécurité ou le nettoyage, la garde des enfants. Dans l'immeuble* [situé Rue dos Lusiadas], *il y a six appartements : un avec un couple de vieux Portugais, cinq avec des Brésiliens. Il y a environ trente Brésiliens dans l'immeuble. Aujourd'hui, dans mon appart on est douze. Le nombre évolue, et donc aussi le loyer. Plus on est, plus le loyer baisse. Au final, le propriétaire de l'immeuble gagne pas mal d'argent. Le loyer c'est 750 euros par appartement. Donc, ça fait entre 4 500 et 5 000 euros par mois pour le propriétaire... Après il s'en fout de la manière dont on s'organise pour payer le loyer, tant que le loyer est payé. Du coup, par exemple, dans tous les appartements, y a un système qui se met en place, avec un responsable. Aujourd'hui y en a quatre qui payent 80 euros et huit qui payent 100 euros. Ça fait 1 120 euros par mois...la différence quand on enlève le loyer, ça fait 370 euros. Cette somme, c'est comme un salaire pour le responsable de l'appartement. Il est chargé de payer le loyer, il organise la vie, les factures...et se paye au passage ! L'immigration fonctionne ainsi ! C'est normal que le responsable facture son travail, c'est bien aussi. Tous les appartements de Brésiliens à Lisbonne fonctionnent comme ça, le responsable garde un peu d'argent. Du coup, c'est vrai que c'est pas vraiment un ami...des fois, il fait venir des gens, fait payer le loyer et le garde pour lui, sans faire baisser ce qu'on paye...* » (Joao Pinto, juillet 2005, à son lieu de travail, entrée d'*Alcântara Residence*).

Cette filière d'accès au logement polarise donc des résidents d'origine brésilienne, jeunes, souvent célibataires, et peu qualifiés. Elle influe, dans cet exemple, non seulement sur le peuplement de l'appartement de Joao Pinto, mais aussi sur celui d'un immeuble tout entier. Elle anime donc une fraction du parc de logements en combinant une logique propre au marché avec des mécanismes plus informels, d'arrangements entre cohabitants, qui reproduisent au final, à leur manière, certaines hiérarchies et de nouveaux rapports de pouvoir.

Photographie 4.4 Annonces de location informelle à Alcântara : propositions réservées aux *rapazes bresileiros*

M. Giroud, Alcântara, 2005.

2.3.3. De nouveaux venus dans de le parc ancien bon marché : continuité de pratiques résidentielles et changement urbain

Alcântara reste donc aussi un lieu d'accueil de nouveaux résidents, aux niveaux de qualification et de revenus relativement bas. Dans ce sens, les mobilités et les présences résidentielles qui

contribuent au marquage social du quartier ne relèvent pas uniquement d'individus issus des nouvelles couches moyennes (accédants culturels du parc de logements anciens et nouvelles élites du parc récent). Les observations incitent en effet à ne pas simplement décrire un processus de substitution ou de remplacement de pratiques et de logiques résidentielles surannées, au profit de nouveaux mécanismes de peuplement. Des formes « traditionnelles » de peuplement se perpétuent alors que le quartier connaît des transformations brutales du fait des interventions publiques et privées. J.-Y. Authier explique, à ce titre, en s'appuyant sur ses recherches effectuées dans le quartier de Saint-Georges à Lyon, que « le renouvellement physique des personnes n'est pas toujours synonyme de nouveauté : autrement dit, que les effets des mobilités résidentielles ne sont pas univoques. Ainsi, un habitant « nouveau » dans un quartier, parce qu'installé depuis peu de temps, peut faire figure « d'ancien » s'il présente des caractéristiques socio-démographiques comparables aux gens qu'il remplace ou aux autres habitants du quartier, ou s'il « vit » comme ses prédécesseurs ou comme ses voisins (...) Il n'y a pas de lien automatique entre les mobilités physiques des personnes et les transformations d'un « contexte local » fait tout à la fois d'un cadre bâti, de formes de cohabitation, de relations de sociabilité ou d'interconnaissance : en d'autres termes, il n'y a pas de lien mécanique entre mobilité et changement, ni à l'inverse, entre immobilité et reconduction à l'identique. (...) il existe des cas de « mobilité sans changement » où le renouvellement de la population ne s'accompagne pas de modification du contexte, car les nouveaux venus qui prennent la place des anciens occupants des lieux « vivent », malgré leurs différences sociales, comme leurs prédécesseurs. » (Authier, 1996 : 157-158).

On peut parler, à partir des études de cas, et en suivant le raisonnement de J.-Y. Authier, de l'existence d'une continuité en matière de pratique résidentielle (continuité de l'accès à un type de logements ; mobilisation de mécanismes d'accès informels, associés à un réseau relationnel) et donc de présence (caractéristiques socio-démographiques des nouveaux résidents comparables à celles des anciens). Cette continuité contribue ainsi à ralentir le changement provoqué par les interventions urbaines et les mobilités résidentielles de nouveaux résidents plus aisés, ou du moins, à l'endiguer en entretenant, dans l'espace résidentiel d'Alcântara, certaines formes de marquage social. En ce sens, elle est une première expression concrète de mécanismes de résistance exposés de manière théorique dans le chapitre 2 de la thèse. On va le voir, cette forme de continuité n'est pas la seule, et elle est complémentaire d'autres stratégies d'accès aux logements du quartier mises en oeuvre par des résidents populaires.

Cela étant dit, si l'accès aux logements décrit ici reste un accès à des logements bon marché, le contexte général de l'augmentation des loyers, due principalement au développement d'un marché locatif libre, conditionne aussi fortement le niveau de vie général de ces nouveaux résidents. Christiano paye par exemple aujourd'hui un loyer de 400 euros par mois, valeur sans doute beaucoup plus élevée que celle du prix d'un loyer gelé. Ainsi, les conditions anciennes d'installation dans le logement ne sont pas complètement reproduites à l'identique.

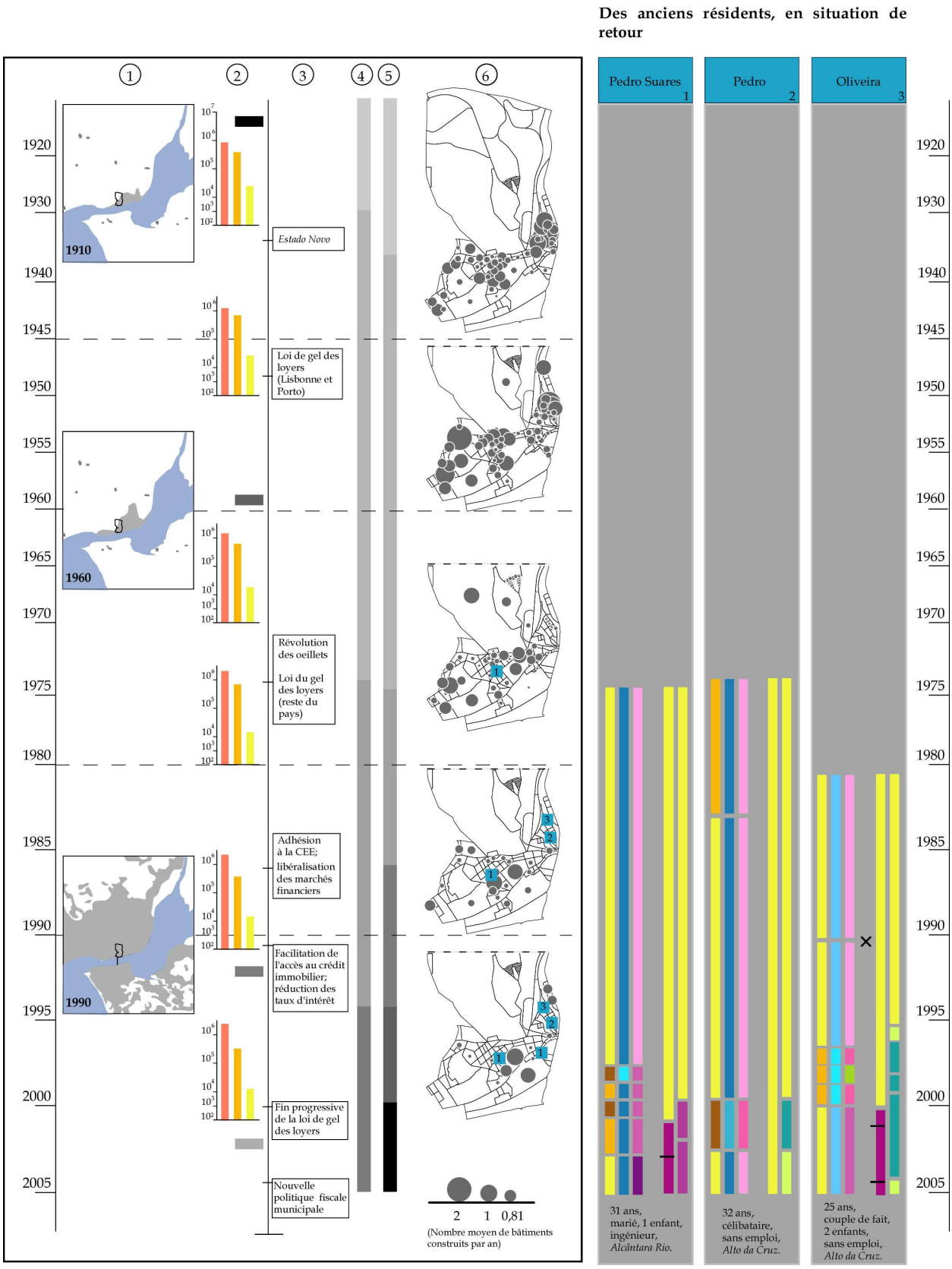
Une seconde nuance doit être apportée, déduite du cas de Joao Pinto : le rapport au changement de ce nouveau résident est en effet plus problématique. Par son niveau de vie et de qualification, Joao Pinto contribue bien à la composante populaire, caractéristique traditionnelle du peuplement du quartier. En même temps, par son activité, il participe aussi, malgré lui, pleinement au changement impulsé par les opérations urbaines. Sa présence résidentielle à Alcântara est en effet avant tout imputable à la localisation de son lieu de travail. En tant que gardien de l'entrée de la résidence fermée *Alcântara Residence*, Joao Pinto intègre pleinement, à sa manière, le système de fonctionnement et les normes (sécurité, fermeture, contrôle) qui régissent le projet urbain. La situation de Joao Pinto n'est pas originale. Elle illustre la bipolarisation sociale et économique croissante qui s'observe dans de nombreux contextes urbains mondialisés (Sassen, 1996). Elle exprime, en particulier, la double dynamique de

désindustrialisation et de tertiarisation de l'économie portugaise et du marché de l'emploi, ainsi que la place attribuée aux migrants des anciennes colonies portugaises dans cette mutation. L'ouverture à Lisbonne, dès la seconde moitié des années 1980, de nombreux centres commerciaux, de résidences fermées, et l'implantation de nouvelles entreprises ont conduit à la création de nombreux emplois tertiaires, peu qualifiés. Ce besoin de main-d'œuvre a été un facteur qui a motivé de nombreux projets migratoires. Même s'il reste un pays d'émigration, le Portugal découvre, en effet, dans les années 1990 qu'il est aussi devenu une terre d'immigration (Guibentif, 1996). M. L Fonseca, J. Malheiros, A. Esteves et M. J. Caldeira expliquent à propos des migrants brésiliens que « leur bonne humeur, leur facilité avec la langue, leur tolérance à de faibles revenus et à de lourdes charges de travail, effectuées souvent la nuit, les rendent très attractifs sur le marché du travail, notamment dans les secteurs du commerce et des services liés au logement et à la restauration » (2002 : 86). Joao Pinto appartient à cette main-d'œuvre peu qualifiée, effectivement souvent exploitée dans le cadre de contrats de travail précaires ou illégaux, et exposée à des pressions multiples.

3. Le retour d'anciens résidents : frein ou accélération du changement urbain ?

Le second type de parcours, présenté avec la figure 4.2, contient deux profils d'individus en situation de retour, qui renvoient à deux formes différentes de rapport à l'espace résidentiel du quartier. La catégorie « résidents de retour » met, il est vrai, davantage l'accent sur un type de trajectoire résidentielle et de relation pratique et sensible au quartier –le quartier et l'individu ayant une histoire commune-, que sur un raisonnement en termes de catégories sociales ou de grands découpages socio-démographiques. Malgré tout, la caractérisation socio-démographique de ces individus apparaît aussi nécessaire, dans le sens où elle influe aussi sur les pratiques et les projets de ces personnes. Par exemple, les niveaux de qualification et de revenus des résidents en situation de retour varient selon les profils. On trouve par exemple aussi bien de jeunes cadres (Pedro Suares) que des personnes au chômage (Pedro, Oliveira), les seconds n'ayant pas le capital économique permettant d'accéder aux mêmes fractions du parc de logements que les premiers. Par ailleurs, la question de la classe d'âge est aussi déterminante. Un point commun aux différents cas développés ici est en effet l'appartenance à une même classe d'âge (25-35 ans). Ce positionnement dans le cycle de vie ne peut être complètement occulté dans une réflexion en matière de projet résidentiel, et donc, in fine, d'attachement au quartier. Tous les individus interrogés sont, soit natifs du quartier (Pedro Suares, Oliveira), soit arrivés dans leur enfance (Pedro). Ils sont donc pour la plupart des enfants de résidents installés depuis longtemps à Alcântara. Le retour au quartier possède donc aussi une dimension intergénérationnelle et s'inscrit véritablement dans une logique de proximité familiale ; dimension en effet souvent décisive dans les choix de mobilité résidentielle des individus (Maison, Ortalda, 1998 ; Bonvalet, Maison, 1998 ; Dureau, 2002).

Figure 4.2. Parcours de résidents en situation de retour à Alcântara



3.1. Le choix d'une installation en logement neuf : retour au quartier et renouvellement des pratiques résidentielles

Le premier profil de résident sera développé à partir du cas de Pedro Suares. Ce dernier est né en 1974 et a vécu à Alcântara, dans le domicile de ses parents, un appartement de quatre pièces, pendant vingt-trois ans, jusqu'en 1997. Dans le cadre de ses études supérieures et de sa formation d'ingénieur, il se rend un an au Danemark, dans la ville d'Ollbuck, où il loue une chambre en colocation. Il rentre ensuite sur Lisbonne où il trouve un emploi d'ingénieur. Au bout d'une année, il repart à l'étranger, cette fois en Italie, dans la ville de Gênes. Son retour d'Italie coïncide alors avec son mariage. Pedro Suares s'installe avec sa femme, dans le quartier de Lapa, un quartier central de Lisbonne, en tant que locataire d'un appartement de deux pièces. La naissance d'un premier enfant concorde avec le départ du couple de Lapa et son installation à Alcântara. Comme le montrent les cartes de la figure 4.2, Pedro Suares ne s'installe pas exactement dans le même secteur que celui de ses parents, toujours résidents d'Alcântara. Le retour s'effectue en 2003, à *Alcântara Rio*, dans un logement neuf de trois pièces, en tant que propriétaire. La trajectoire résidentielle est donc ici clairement promotionnelle (augmentation du nombre de pièces, changement du statut d'occupation, accès à un logement neuf). La position sociale de Pedro Suares, actuellement à la tête d'une société d'ingénierie, lui permet certes d'accéder à cette fraction du parc de logements, mais en ayant recours au crédit :

> *« Oui c'est la banque qui est propriétaire! On effectue une hypothèque, comme c'est le cas pour beaucoup de Portugais. La banque est un grand propriétaire ! On rembourse 800 euros par mois, en ayant déjà directement payé 30 % du prix au départ. »* (Pedro Suares, juin 2005, à son lieu de travail, rue Actor Taborda).

Quand on interroge Pedro Suares sur ses motivations de retour à Alcântara, celui-ci répond :

> *« J'ai été là toute ma vie. Ma famille est là bas, mes proches, mes sœurs. Et c'est important que ma mère soit disponible pour garder mon enfant. Et puis Alcântara Rio... c'est moderne, nouveau, joli... J'aime beaucoup, il y a des grandes fenêtres, beaucoup de lumière, des petits cafés ; les voisins sont gentils ; l'environnement est bien avec des jardins. Je connaissais un couple d'amis qui avait acheté ici... Et puis c'est près de la rivière, et encore une fois c'est près de chez mes parents. Je leur laisse mon enfant pendant toute la journée, je le leur amène à pied. »* (Pedro Suares, juin 2005, à son lieu de travail, rue Actor Taborda).

Le choix résidentiel mêle donc plusieurs types de justifications, faisant interagir à la fois une situation familiale et professionnelle particulière, la proximité d'un réseau familial, un attachement au lieu, mais aussi l'attirance pour un projet urbain et un type de logement. Les transformations du contexte local rencontrent ainsi des préoccupations plus personnelles et familiales.

On remarque toutefois, derrière la reconnaissance d'un rapport sensible et affectif au lieu –en répondant d'emblée « *J'ai été là toute ma vie* » ou en décrivant, par ailleurs, l'interconnaissance qui anime ses relations avec les commerçants situés à proximité de la résidence des parents- l'importance de la dimension fonctionnelle du retour. Pedro Suares insiste fortement, dans son témoignage, sur le rôle joué par les parents dans la garde de l'enfant. Cet argument fonctionnaliste diffère de celui évoqué auparavant à propos de l'accessibilité du quartier. Il est le produit d'un rapport au lieu inscrit dans la durée, via la présence familiale.

L'attachement à Alcântara de Pedro Suares, non discutable, ne semble donc pas réellement être le facteur le plus déterminant dans le choix résidentiel. Pour preuve, il n'envisage pas de rester toute sa vie à Alcântara et prévoit déjà un futur déménagement :

> *« A Alcântara Rio, le problème, c'est que je ne me sens pas vraiment en sécurité. Il y a toujours le risque de tremblement de terre et d'inondation. L'avenue de Ceuta se rabaisserait avec un tremblement de terre. Les pires quartiers sont Baixa et Alcântara. Il y a un vrai risque. Avec le train qui passe, il y a un risque de transmission des ondes... Je pense partir dans 4 ou 5 ans, acheter une meilleure maison, plus près de Belém, ou Alges, avec un jardin. En plus, on attend un deuxième enfant. »* (Pedro Suares, juin 2005, à son lieu de travail, rue Actor Taborda).

Les craintes de l'ingénieur rejoignent les préoccupations du père de famille. Le choix d'une localisation, plus à l'ouest, mais toujours à proximité d'Alcântara, révèle une nouvelle fois la prise en compte dans le choix résidentiel de la proximité de la famille et des fonctionnalités qu'elle permet.

Pedro Suares est donc un acteur à part entière du changement impulsé par les autorités publiques depuis dix ans. Son cas n'est d'ailleurs pas isolé, et révèle une réelle dynamique de peuplement. Ce schéma a été reproduit au sein même de la famille de Pedro Suares, par l'une de ses sœurs, actuellement installée à *Alcântara Residence*, l'autre projet urbain d'importance de la période récente. En achetant un logement neuf au sein d'une opération de rénovation urbaine, Pedro Suares contribue activement, en tant qu'ancien résident du quartier, aux transformations urbaines et sociales. A ce titre, il peut être rapproché des nouveaux résidents de logements récents décrits précédemment ; un rapprochement qui n'est toutefois que partiel, puisque la mobilité résidentielle de Pedro Suares s'inscrit moins dans une démarche culturelle et de distinction sociale.

On observe, par ailleurs, grâce aux cartes de la figure 4.2, que Pedro Suares participe, par son choix résidentiel, au changement contemporain d'Alcântara, tout comme ses parents ont sans doute été des acteurs de la transformation du quartier au milieu du XXe siècle. La carte correspondant à la période 1946-1965 montre la localisation des bâtiments construits sur la période, ainsi que le rythme des constructions. On peut voir que la localisation de la résidence des parents (rue Lusiadas) correspond à celles de nombreuses autres constructions qui ont marqué la période 1946-1965. Le témoignage de M. Freire de Lima rappelle que les conditions de salubrité et de confort dans ces immeubles étaient alors inédites dans le quartier : rares étaient les logements sans salle de bains ou sans le téléphone, tous avaient l'électricité et l'eau courante (1971 : 94). Ces bâtiments concrétisaient une action municipale, qui visait délibérément, en soutenant l'installation de catégories sociales intermédiaires et supérieures, fonctionnaires du régime ou non, et ainsi en diluant la composante ouvrière du peuplement (36 % de la population active), à affaiblir le potentiel contestataire du quartier. L'image d'Alcântara véhiculée en effet par les autorités publiques et les élites locales à cette époque était celle d'un quartier, certes populaire, mais dont le rôle dans la ville était surtout celui de devoir assurer un lien entre les quartiers centraux traditionnels et ceux, récents, de l'expansion urbaine.

3.2. Revenir au quartier de son enfance : assurer la continuité d'une présence résidentielle

Le retour au quartier ne dévoile pas toujours de nouvelles pratiques résidentielles ou « aspirations » vis-à-vis du quartier, pour reprendre le vocabulaire de P.-H. Chombart de Lauwe. Certains retours, comme par exemple, ceux d'Oliveira ou de Pedro, s'effectuent en effet dans des conditions proches, voire similaires, de celles caractérisant la position résidentielle avant le départ.

Oliveira est né à Alcântara en 1980. Il y réside (Traversa de Gibraltar, secteur *Alto da Cruz*) jusqu'à l'âge de 10 ans, puis à la suite du divorce de ses parents, s'installe avec son père dans le *concelho* d'Amadora, situé dans l'aire métropolitaine de Lisbonne. La décennie 1980 est celle du

désintérêt des pouvoirs publics pour le quartier, alors que sa population est en constante baisse, qu'il est profondément touché par la fermeture des dernières grandes usines (friches industrielles et précarisation de la population) et par la dégradation sensible de son parc de logements (friches urbaines). Oliveira quitte le domicile de son père à l'âge de 16 ans, juste après avoir arrêté sa scolarité et trouvé un emploi dans un petit supermarché d'Alcântara. Il vit pendant trois ans en itinérance résidentielle, et occupe successivement plusieurs logements situés dans Lisbonne, sans réellement payer de loyer. Après avoir travaillé une année dans une pizzeria, il devient coursier, ce qui, selon son témoignage, lui permet d'accroître ses revenus. Il décide alors de s'installer avec sa compagne et choisit de revenir à Alcântara, à proximité immédiate du lieu de résidence de son enfance (Rue da Cruz, secteur *Alto da Cruz*). Il loue une petite maison de deux pièces, pour 300 euros par mois, effectue lui-même des travaux pour améliorer un confort sommaire (installation de sanitaires, peintures intérieures). Il y réside actuellement avec ses deux enfants, sa compagne et un ami d'enfance qui participe au paiement du loyer, à la trajectoire résidentielle proche de celle d'Oliveira (ancien résident en situation de retour). Malgré les conditions précaires de l'installation (surpeuplement, habitat ancien dégradé), la trajectoire résidentielle d'Oliveira est ascendante : Oliveira arrive à assumer une indépendance résidentielle.

Pedro, né en 1973, vit quant à lui à Santos, un quartier situé entre Alcântara et le quartier de Lapa, jusqu'à l'âge de 9 ans. Il suit sa mère à Alcântara (rue do Alvito, secteur *Alto da Cruz*) en 1982, alors venue rejoindre son nouveau compagnon (beau-père de Pedro), originaire du quartier. Cette venue s'effectue dans le même contexte que celui décrit pour Oliveira. Le secteur *Alto da Cruz* connaît dans les années 1980 peu de constructions de bâtiments et donc aucun bouleversement paysager profond. Pedro vit avec sa mère et son beau-père dans un appartement de trois pièces jusqu'en 2000, puis décide de s'engager en tant que garde du corps pour une société basée à Londres en Angleterre. Ce choix professionnel est d'après Pedro une conséquence directe de sa présence à Alcântara :

> *« J'ai grandi dans un quartier qui craint... Ça m'a influencé pour mon travail. J'ai été blessé deux fois en tant que garde du corps, une fois on m'a tiré dessus, une autre fois, j'ai reçu un coup de couteau. Dans le quartier, j'avais trente-trois amis. Aujourd'hui il y en a cinq qui restent et trois qui sont en prison, les autres... C'est un quartier très dur. »* (Pedro, juillet 2005, café *Terra do Café, Alcântara Rio*).

A Londres, Pedro est hébergé gratuitement par sa compagnie. Ayant réussi à épargner un peu d'argent, il décide de rentrer pour rejoindre sa mère alors fraîchement séparée de son compagnon. Avec autorité, Pedro contraint son beau-père à quitter et à laisser l'appartement. Depuis 2003, Pedro est officiellement inactif.

Ces deux cas montrent des exemples de retours réalisés dans la période la plus contemporaine de la trajectoire du quartier, au sein de secteurs géographiques non concernés par les opérations de rénovation. Le contexte de renouvellement urbain ne semble ainsi pas réellement interagir avec le projet de retour. Le retour relève pour ces deux résidents d'une évidence, à savoir celle des origines : « *Parce que je suis né ici !* », « *C'est le lieu où j'ai tout appris, j'ai mes amis, ma famille* » sont les réponses apportées à la question du choix de la localisation résidentielle. Au total, l'attachement au lieu et aux personnes –des amis, des membres de la famille- est le facteur déterminant dans le retour, bien plus que le contexte local.

Si pour Pedro, le retour à Alcântara s'explique par la présence de sa mère, pour Oliveira, le rôle du réseau social dans l'accès au logement a été une nouvelle fois déterminant :

> *« Je ne connaissais pas les anciens habitants de la maison. La maison a été fermée pendant un long moment. Alors, on m'a dit ici que je pouvais peut-être la louer... »* (Oliveira, juin 2005, café de la rue Feliciano de Sousa).

Entre 1997 et 2000, alors qu'il réside dans d'autres quartiers de Lisbonne, Oliveira ne cesse de venir quotidiennement dans le quartier. La localisation de son premier emploi, ainsi que la stabilité de nombreux de ses amis d'enfance, le conduisent à effectuer des retours réguliers, quotidiens, bien avant le retour résidentiel. La pratique au quotidien lui permet donc, pendant trois années, d'assurer la continuité de sa présence et le maintien de forts liens sociaux. Présences quotidiennes et maintien du réseau social créent alors les conditions favorables à l'échange d'informations, précisément en matière de disponibilité, de vacance ou de potentialité de logement. Comme l'explique Oliveira, « on » lui a évoqué, lors de l'une de ses visites, l'idée de louer une maison inoccupée depuis plusieurs années. Ce procédé rejoint les résultats de M. Vervaecke, obtenus dans le cadre d'une étude effectuée dans trois quartiers anciens de Lille : « ces réseaux d'échanges de logements et d'informations sur les logements vacants montrent que les habitants régulent et contrôlent en partie l'accès au territoire qu'ils occupent. Le droit d'affectation des logements est pris dans un droit coutumier plus complexe que le droit de propriété. (...) Ce contrôle d'affectation manifeste l'initiative de l'habitant et la passivité du propriétaire. La cooptation résidentielle autonomise des fractions du parc de l'ensemble du marché du logement. Ces réseaux d'affectation fonctionnent selon des lois internes fondées sur des coutumes. Ils déjouent les analyses du marché du logement comme rapport transparent entre une offre et une demande régulées par les rapports marchands » (1988 : 168). Dans le cas d'Oliveira, l'installation et l'accès au logement expriment davantage la réponse à une opportunité, qu'une recherche active de logement. Ce sont les contacts relationnels, en s'appropriant le projet de retour de cet ancien résident, sans doute formulé lors de ses passages réguliers, qui ont véritablement créé la possibilité du retour.

De fait, en choisissant de retrouver certaines conditions de logement (localisation et type d'habitat) équivalentes à celles délaissées à la suite du départ du quartier, ces « nouveaux » résidents assurent une continuité en matière de pratiques et de présence résidentielles. Le retour exprime ici un fort attachement au quartier, avant tout parce qu'il est le lieu de relations sociales fortes, de sociabilités et d'interactions fondées sur l'interconnaissance, la solidarité, la proximité sociale[1]. Mais l'existence de ces relations, qui se sont construites dans la durée, cache un rapport encore plus affectif et intime au quartier. Alcântara est en effet le lieu des origines, de l'enfance et des premiers apprentissages. Par l'intermédiaire de ce retour, qui permet une réappropriation du quartier actuel, les individus consolident indirectement leur lien avec la représentation du quartier de leur enfance, en dépit des bouleversements contemporains.

La force de cet attachement ainsi que les caractéristiques sociales des résidents définissent donc une dynamique de peuplement qui s'oppose à celle générée par les actions institutionnelles et les installations de ménages favorisés. La participation au changement d'Alcântara de ces résidents en situation de retour s'identifie à celle évoquée plus haut, au sujet des nouveaux résidents populaires du quartier. Dans cette logique, j'interprète identiquement les mécanismes qui assurent la continuité des présences et de l'existence en ces lieux, comme des processus à part entière de résistance.

Néanmoins, si les bouleversements récents semblent peu contraindre le choix résidentiel de ces résidents, on verra dans la troisième partie de la thèse, qu'ils n'orientent pas de la même manière leurs pratiques au quotidien. La prise en compte, via la pratique, de nouveaux lieux du quartier, produits dans le cadre des opérations urbaines, au moment de l'absence résidentielle, reste en effet inégale selon les individus. Cette prise en compte oscille entre une volonté

[1] L'existence de ces liens forts ont aussi leur avatar, à savoir un fort contrôle social. Cette dimension a été fortement évoquée dans les travaux sur les quartiers et les sociabilités ouvrières (Verret, 1995, 1996) et représente pour certains une réelle contrainte. Le propos n'est donc pas d'idéaliser certaines formes de sociabilités populaires et de relations sociales. L'enquête montre que le réseau social inscrit dans la proximité spatiale est aussi générateur de tensions diverses, de controverses, d'altercations.

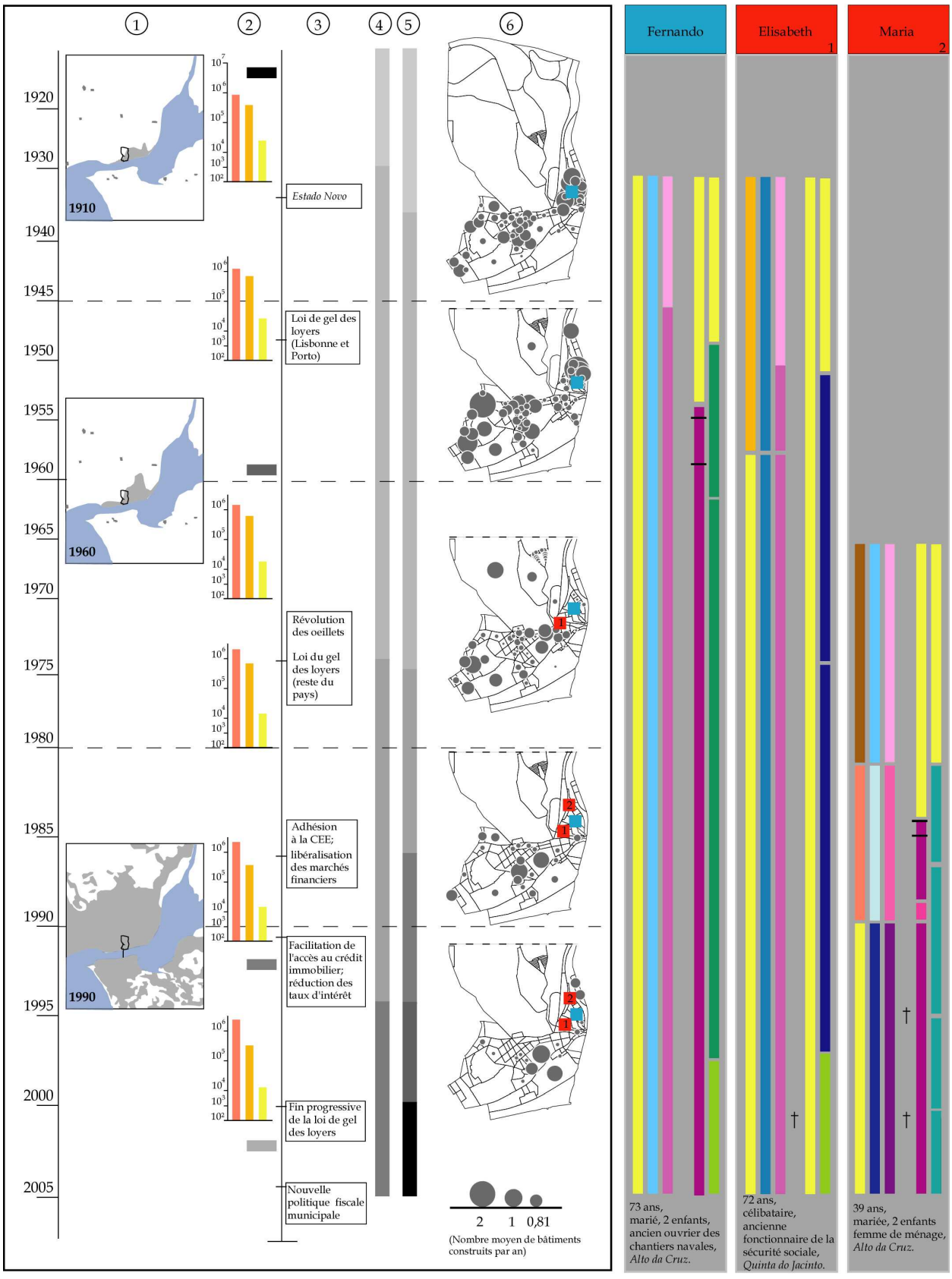
d'appropriation, voire de « colonisation » et, au contraire, un choix d'évitement, deux ensembles de pratiques qui peuvent être interprétés, à leur façon, comme des pratiques de résistance au quotidien. On le voit, l'usage de la notion d'habiter pour combiner des pratiques relevant de registres différents (résidentiel et quotidien) et des représentations, s'avère nécessaire pour aller plus avant dans la compréhension du rapport des individus à l'espace et au changement.

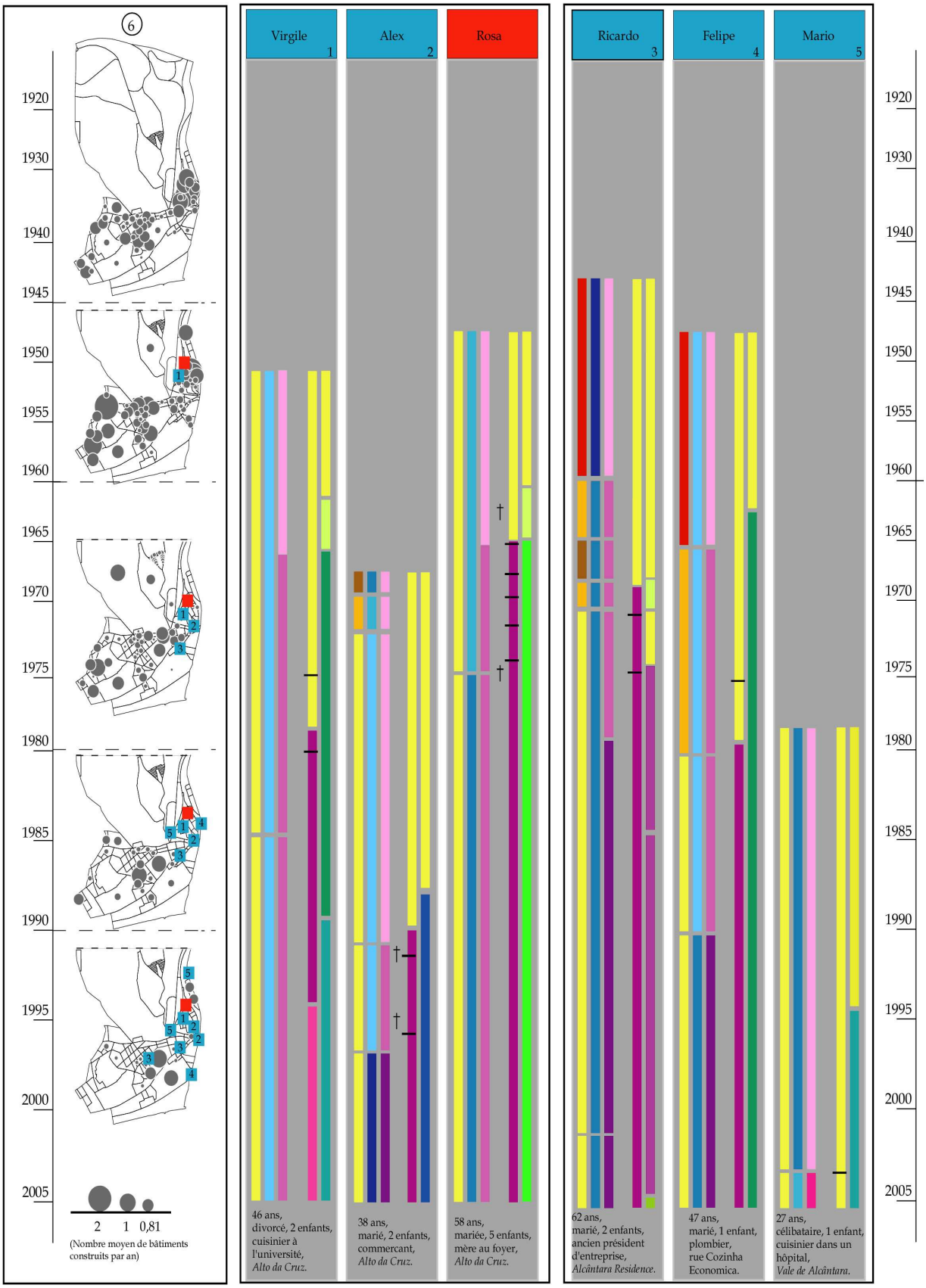
4. Les résidents « anciens » : rester dans le quartier par-delà les transformations du contexte urbain

Le dernier type de parcours renvoie aux résidents anciens, installés de longue date dans le quartier. La figure 4.3 présente les trois principaux profils de résidents observés :

- le premier profil concerne des résidents stables, n'ayant jamais déménagé depuis leur installation ancienne à Alcântara ;
- le second profil correspond à des résidents ayant déménagé au moins une fois depuis leur installation, mais au sein d'un périmètre restreint et circonscrit ;
- enfin, le troisième profil aborde le cas de résidents anciens qui ont déménagé à l'échelle du quartier au moins une fois depuis leur installation.

Figure 4.3. Parcours de résidents de longue date à Alcântara




4.3b. Des résidents anciens mobiles au sein d'un périmètre restreint
4.3c. Des résidents anciens mobiles à l'échelle du quartier
6
1920
1930
1940
1945
1950
1955
1960
1965
1970
1975
1980
1985
1990
1995
2000
2005
2 1 0,81
(Nombre moyen de bâtiments construits par an)
Virgile 1
Alex 2
Rosa
Ricardo 3
Felipe 4
Mario 5
46 ans, divorcé, 2 enfants, cuisinier à l'université, Alto da Cruz.
38 ans, marié, 2 enfants, commercant, Alto da Cruz.
58 ans, mariée, 5 enfants, mère au foyer, Alto da Cruz.
62 ans, marié, 2 enfants, ancien président d'entreprise, Alcântara Residence.
47 ans, marié, 1 enfant, plombier, rue Cozinha Economica.
27 ans, célibataire, 1 enfant, cuisinier dans un hôpital, Vale de Alcântara.

4.1. Rester dans le même logement : la sédentarité résidentielle, composante du changement urbain

La figure 4.3a présente les parcours de trois résidents actuels d'Alcântara qui n'ont jamais déménagé depuis leur installation dans le quartier. Leur présence résidentielle à Alcântara se définit donc en tant qu'occupation sur la durée d'un seul et unique logement. L'arrivée dans le quartier est tantôt très ancienne (Fernando, Elisabeth), tantôt plus récente (Maria), mais a été effectuée, dans tous les cas, avant 1994, bien avant les premiers discours de revalorisation et de description d'Alcântara comme espace d'intervention potentielle. Dans les trois cas, l'installation initiale a été réalisée dans un secteur géographique bien particulier d'Alcântara, composé de *Alto da Cruz* (photographies 4.3 et 4.5) et du quartier municipal *Quinta do Jacinto* (photographie 4.6).

Photographie 4.5. Vues de *Alto da Cruz* à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Photographie 4.6. Le secteur planifié d'habitat collectif et individuel *Quinta do Jacinto* à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

4.1.1. Temps de l'installation et conditions de la sédentarité

Ces parcours, derrière leur caractéristique commune, renvoient à trois générations différentes d'installation et de nouveaux arrivants, représentatives des principaux temps de la trajectoire du quartier : Alcântara comme faubourg industriel et ouvrier de la ville (Fernando) ; comme espace d'intervention du pouvoir sous l'*Estado Novo* et de contrôle de la population ouvrière (Elisabeth) ; enfin, comme quartier populaire en voie de dégradation et de relégation (Maria).

Fernando a été, en tant que résident et ouvrier, un acteur de la consolidation d'Alcântara comme espace ouvrier. Il est né à Alcântara en 1932. Ses parents, originaires des régions rurales du nord du Portugal se sont installés dans les années 1910 à Alcântara, au moment où le quartier est en plein essor industriel et en grande transformation socio-spatiale. Alcântara s'affirme en effet comme fleuron industriel national et faubourg ouvrier de la capitale. Cette forme de migration est à cette époque, comme l'a montré F. Vidal (2003), caractéristique du peuplement d'Alcântara. L'arrivée des parents de Fernando et le choix de la localisation résidentielle coïncident, d'après les cartes de la figure 4.3, avec le secteur géographique où la construction de bâtiments (maisons et immeubles de deux, trois ou quatre étages) est alors la plus importante. L'installation se fait dans une petite maison d'une pièce, logement modeste caractéristique de l'urbanisation de *Alto da Cruz* au début du XXe siècle. Ce logement familial, loué dès l'arrivée à des propriétaires non présents dans le quartier, est le seul et unique logement occupé par Fernando au cours de sa vie. Il y réside successivement avec ses parents, ses frères et sœurs, puis dès 1954 avec sa femme et ses deux enfants.

Cette continuité résidentielle peut être croisée avec sa trajectoire professionnelle. En maintenant son lieu de résidence à Alcântara, Fernando entretient un rapport de proximité avec les lieux de travail et d'emploi. Retraité depuis 1998, Fernando est un ancien ouvrier du quartier. Dès l'âge de 14 ans, il travaille en effet en tant qu'ouvrier sur les chantiers navals d'Alcântara (*docas*), puis à 30 ans, intègre l'usine de chocolat *Regina*, elle aussi implantée dans le quartier.

Comme le montre la figure 4.3a, Fernando réside actuellement dans la même maison, qu'il occupe dorénavant seul avec sa femme. Son statut est toujours celui d'un locataire, peu informé sur les enjeux patrimoniaux de son logement :

> *« On paye aujourd'hui environ 50 euros de loyer. Je sais peu de choses sur les propriétaires. Rien ne bouge... Je ne les connais pas très bien. »* (Fernando, juin 2005, à son domicile, rue da Cruz).

Sa présence, qui parcourt une grande partie du XXe siècle, l'a donc conduit à affronter toutes les grandes étapes de la trajectoire du quartier, passées (opérations urbaines sous l'*Estado Novo*, désindustrialisation, dégradation du cadre bâti et baisse du nombre de résidents) et plus actuelles (renouvellement urbain et gentrification).

L'installation d'Elisabeth, en 1957, renvoie à une autre grande période de l'évolution du quartier, celle qui voit les interventions des pouvoirs publics de l'*Estado Novo*, municipaux et étatiques, s'accroître. Née orpheline en 1933, elle est placée aussitôt dans une famille d'accueil qui vit dans un appartement du quartier de Santos. Elisabeth et sa mère adoptive en sont expulsées en 1957 par la *Câmara municipal de Lisboa* qui leur soumet alors des propositions de relogement dans le secteur, fraîchement construit, de logements individuels et collectifs *Quinta do Jacinto* à Alcântara (carte du nombre de bâtiments construits durant la période 1919-1945). Elisabeth est alors une employée de l'Etat, travaillant au service de la *Providança* – service qui deviendra après la chute du régime la sécurité sociale. Le choix de la nouvelle localisation résidentielle est alors effectué, d'après le témoignage, en fonction de la proximité avec le quartier de Santos. Elisabeth et sa mère louent, dès 1957, un des appartements neufs du projet destiné au logement de fonctionnaires municipaux et étatiques (policiers, journalistes). Ce logement est à ce jour encore occupé par Elisabeth, restée célibataire et sans enfants. Elle y vit seule depuis la mort de sa mère adoptive en 2001. A l'opposé d'autres résidents anciens de ce quartier municipal, devenus récemment propriétaires à la suite d'une offre de vente de la CML particulièrement intéressante[1], Elisabeth a décidé de rester locataire de son logement et de

[1] La CML a entrepris de revendre ce parc de logements à la fin des années 1990. Le prix de vente a été établi en fonction de la durée de présence de la famille occupante dans le logement. Pour certains

continuer à payer chaque mois un loyer à la CML (quatre-vingt euros, somme qui se réactualise tous les ans) ; un choix à relier à sa situation familiale et matrimoniale ainsi qu'à sa position dans le cycle de vie.

Enfin, l'arrivée de Maria s'effectue, quant à elle, en 1989, au moment où Alcântara, à l'instar d'autres quartiers centraux ou péricentraux de Lisbonne, connaît une situation difficile. La fermeture des usines et la présence de friches industrielles, la dégradation croissante de fractions importantes du parc de logements, ou encore la baisse importante du nombre de résidents font d'Alcântara un quartier peu attractif. Cette situation de déclin crée, de fait, pour certains individus les conditions favorables à une mobilité résidentielle en direction du quartier. Maria, originaire de São Tomé, migre au Portugal en 1982. Elle vit alors à Carnaxide, dans la périphérie de Sintra, au sein d'un bidonville de *barracas*. Les conditions de logement sont très modestes (absence d'équipements, insalubrité, une pièce occupée avec son mari et ses deux enfants). Maria parvient rapidement à obtenir un emploi de cuisinière dans un restaurant, qu'elle couple avec un travail d'employée de maison. Au bout de sept années à Carnaxide, et à la suite de son divorce, Maria décide, avec son nouveau compagnon, de quitter le bidonville pour une autre localisation. Le choix d'Alcântara est une fois de plus associé à l'activation d'un réseau relationnel :

> *« Les personnes qui vivaient avant dans la maison ont parlé de vendre, et de personnes en personnes, j'ai su et on est venu. »* (Maria, juin 2005, devant son domicile, rue do Sobeiro).

Mais le choix de l'installation traduit en outre un intérêt fonctionnel pour le lieu, observé à l'identique auprès des nouveaux résidents plus aisés, et qui repositionne une fois de plus le choix résidentiel vis-à-vis de la localisation du marché du travail :

> *« C'est facile côté transports (train, bus, le pont, le métro pas loin), c'est très facile. C'est une zone très facile quand tu travailles à Lisbonne. On est près du travail. Et puis c'est tranquille, calme. »* (Maria, juin 2005, devant son domicile, rue do Sobeiro).

La venue de Maria s'explique donc par un faisceau d'arguments, qui emprunte aussi bien : au contexte local, le déclin permettant un accès facilité à certains segments du parc ; aux réseaux relationnels, leur action assurant le transfert d'informations ; à la localisation des emplois de services peu qualifiés dans la ville ; mais aussi à la nature des ressources financières que l'individu réussit à mobiliser à un moment de son parcours. Sur ce dernier point, les mesures prises au niveau national entrent aussi en jeu. En effet, Maria est devenue, dès 1989, propriétaire de son logement (une maison de six pièces, sur deux étages, avec terrasse et jardin), grâce à ses faibles économies effectuées pendant sept années, à un apport de son compagnon, mais surtout grâce au crédit, dont les conditions d'accès commencent, à la fin des années 1980, tout juste à être facilitées. Le remboursement de ce crédit, encore actif à ce jour, est assuré à la fois par ses différents revenus mensuels (Maria est femme de ménage auprès de plusieurs employeurs), mais aussi par la location d'un étage de la maison.

4.1.2. Conséquences de la sédentarité sur les trajectoires résidentielles : les enjeux de la mobilité passive

Ces anciens résidents, dont l'installation rappelle chaque grande étape de la trajectoire du quartier, ont aussi en commun d'appartenir aux catégories sociales modestes, aux niveaux de qualification et de salaires ou pensions peu élevés. Plus que d'autres, ces résidents doivent affronter l'augmentation progressive, depuis la fin des années 1980, du niveau de vie général et

---

résidents, descendants de premiers occupants, la transaction a ainsi été particulièrement avantageuse. Certains logements ont ainsi été vendus pour moins de 15 000 euros (chapitre 5).

des prix de produits alimentaires ou d'entretiens de base[1]. Plus que d'autres, ils doivent aussi faire face, plus localement, à la forte augmentation des prix de certains commerces ou services de proximité (liée aux processus de renouvellement urbain et de gentrification), et de tarifs de services publics (dans les transports par exemple). Fernando, ancien ouvrier, complète aujourd'hui sa retraite en allant pêcher le soir en bordure du Tage, puis en revendant son poisson dans *Alto da Cruz* ou au marché couvert d'Alcântara. Elisabeth, bien qu'ancienne fonctionnaire, doit affronter, comme beaucoup de retraités au Portugal, un processus de précarisation sociale et se fait régulièrement prêter de l'argent pas des membres de sa famille. Maria doit, quant à elle, assurer plusieurs emplois en même temps pour pouvoir maintenir son niveau de vie et rembourser son crédit.

Quels sont les effets de l'interaction entre ces évolutions contextuelles et la position de sédentarité sur les trajectoires résidentielles de ces résidents ? Le fait de rester dans le même logement pendant une longue durée revient-il par exemple à accomplir une trajectoire résidentielle neutre (cumulant dans le temps autant d'éléments d'amélioration que de détérioration des conditions de logement) ? En quoi, peut-on, au contraire « changer sans bouger » et expérimenter une mobilité passive ?

Dans les cas de Fernando et d'Elisabeth, leur précarisation sociale s'accompagne, dans le temps, d'une détérioration très nette des conditions de logement. Malgré la baisse progressive du nombre d'occupants, on ne relève ni évolution du statut d'occupation, ni transformations importantes à l'échelle du logement (redistribution de l'espace intérieur, adaptation des superficies, travaux d'auto-réhabilitation, interventions des bailleurs). Elisabeth ressent d'ailleurs la tendance régressive de la trajectoire :

> « *L'appartement était tout neuf à notre arrivée. Aujourd'hui des travaux sont nécessaires.* »
> (Elisabeth, juillet 2005, café *Terra do Café*, *Alcântara Rio*).

La situation de Maria est, au contraire, plus nuancée. Son arrivée à Alcântara participe clairement d'une trajectoire ascendante, les conditions de logement à l'installation étant nettement supérieures qu'au moment du départ du bidonville de Carnaxide. Pour autant, comment interpréter les effets des changements contextuels intervenus depuis sa venue, effectuée alors à une époque de relative « décadence » du quartier qui le rendait ainsi plus accessible (Dureau, 2000 : 255) ? Le statut de propriétaire de Maria est ici décisif. Depuis son installation en tant que propriétaire, Maria doit en effet affronter conjointement, d'une part l'augmentation de certains coûts (vie courante, habitation) et, d'autre part, les transformations urbaines des alentours du logement. Alors que la première agit négativement sur le niveau de vie et donc sur les conditions de logement, les secondes ont au contraire des conséquences pouvant être promotionnelles. Comme l'explique J.-P. Lévy, « *a contrario*, la requalification

[1] Les prix à la consommation et les loyers ont en effet, de manière générale, rejoint les standards européens, alors même que les salaires n'ont pas rencontré l'augmentation escomptée et annoncée par les édiles politiques. En effet, fort de son rythme de croissance soutenu au cours des années 1990, et de l'un des plus faibles taux de chômage de l'Union, le Portugal ambitionne de hisser le revenu moyen par tête à 80 % de la moyenne communautaire d'ici à la fin du troisième - et sans doute dernier - programme d'attribution de fonds structurels européens, qui couvre la période 2000-2006 (Dieux, 2002). Plusieurs observateurs s'accordent aujourd'hui pour dire que la hausse des salaires, inscrite officiellement dans ce plan de rattrapage de l'écart à la moyenne européenne, n'a pas comblé le retard des salaires portugais qui partaient, il est vrai, de fort bas. On note par ailleurs actuellement de fortes disparités salariales qui ont tendance à s'amplifier : le poids des bas salaires -le salaire minimum n'atteignant pas 400 euros- s'est dans l'ensemble accru, amplifiant les inégalités salariales. Il est vrai aussi que l'appréciation du revenu réel des ménages est parfois difficile à effectuer : elle supposerait une connaissance fine des phénomènes de double activité ou du travail illégal (Pernot, 1999).

et/ou l'embourgeoisement des quartiers anciens de centre-ville a eu pour effet de valoriser les positions résidentielles de certains ménages en place, ceux-ci mêmes qui ont pu dans leur histoire biographique mobiliser un capital social, politique et/ou financier pour devenir propriétaires de leur logement » (2002c : 177). La revalorisation du quartier dans la ville, produite par l'action urbaine ou l'arrivée de nouvelles populations, agit ainsi indirectement sur la réévaluation de la valeur du bien immobilier de Maria. A la différence de Fernando et Elisabeth, tous deux locataires de leur logement, Maria, grâce à son statut de propriétaire, peut donc bénéficier à terme des retombées des transformations alentour.

De tels processus de mobilité passive promotionnelle ont aussi été observés à Berriat Saint-Bruno. On retrouve par exemple une situation proche de celle de Maria à travers les témoignages de Grazzia et Aldo, tous deux âgés de 59 ans, résidents de leur logement depuis 1969 (encadré 4.2).

Encadré 4.2. Mobilité passive et trajectoire promotionnelle d'anciens résidents de Berriat Saint-Bruno

Grazzia est technicienne de surface dans une école du quartier depuis 22 ans et Aldo est plombier retraité depuis trois ans. Ils sont tous les deux nés dans le sud de l'Italie, originaires du même village. Aldo est arrivé à Grenoble en 1946, à l'âge de 2 ans, avec ses parents :

« Après la guerre, l'Italie n'a pas su retenir ses travailleurs. En France, ils avaient des problèmes de reconstruction…On retrouve le même phénomène en 1920, tout de suite après la guerre. Il y avait des très grosses boîtes ici qui recrutaient des ouvriers (Cémoi, Bouchayet, Lou, avec la ganterie...). Mes parents sont venus parce qu'ils avaient un oncle ici, venu en 1920, après la guerre. Il a appelé son neveu... avec ma mère et nous, on était trois enfants. »

L'installation s'effectue dans un premier temps dans le quartier Saint-Laurent, quartier d'accueil traditionnel des migrants italiens à Grenoble dans la première moitié du XXe siècle, puis, dès 1958, à Berriat Saint-Bruno :

« Mon père travaillait après le pont à Merlin Gérin, à la fonderie qui n'existe plus. Les immeubles se construisaient à l'époque, square des fusillés. Il a cherché un appartement plus grand et plus proche de son boulot. Saint-Laurent, c'était insalubre : pas de gaz, pas de salle de bains, pas de WC, bon bref… Mes parents ont acheté là-bas en 58 ; c'était en construction. »

Aldo se marie en 1969 dans son village natal du sud de l'Italie. Il rentre alors en France avec Grazzia et décide de chercher un appartement, à proximité de celui de ses parents :

« Aldo (A) : *J'avais 23 ans ; j'étais fiancé alors j'ai cherché un appartement. Celui-ci appartenait au boucher du cours Berriat, au 155. J'ai acheté. L'état était beau... Comme il est maintenant ! J'ai presque rien fait dans cet appartement : le carrelage, les peintures, le gros œuvre, j'ai simplement embelli.*
Grazzia (G) : *les portes coulissantes, les rosaces au plafond, les parquets, les hauts plafonds, ça y était…*
Mais le quartier était un peu en difficulté à cette époque ? Il y avait beaucoup d'habitat dégradé aussi ?
A : *Celui là était beau ! Les propriétaires étaient des gens bien. Ils avaient les moyens. Les bouchers du cours Berriat…Je l'ai payé 73 000F à ce moment là. Il vaut facilement 1 million aujourd'hui !!! L'extérieur, on a embelli aussi. La cage d'escalier. Mais, on n'est pas dans le cadre d'une opération de réhabilitation, du service proposé… Mais peut-être va-t-on en bénéficier car on veut engager des gros travaux : les façades, les volets, les descente de chenaux, les fenêtres, la dépassée de toit…*
Pourquoi êtes vous restés dans le quartier ?
A : *Parce que j'avais trouvé une bonne occase ! Le prix et l'état étaient honnêtes, alors j'ai de suite sauté sur l'occasion…*
Ce n'était pas à cause de vos connaissances, de vos amis, de vos parents ?
A : *Non, non… C'était pas un argument. Ma jeunesse est à Saint-Laurent. Je n'avais pas de copains à Berriat. La preuve, je prenais mon vélo souvent pour retrouver les copains, rue Saint-Laurent. Toute ma jeunesse était à Saint-Laurent. Pas de copains cours Berriat, moi… Ce n'était pas un argument. Mais le propriétaire nous connaissait. Il a même baissé le prix quand il a su que c'était pour moi… 69 000F… pour le mariage… »*

Cet extrait expose les conditions d'accès au logement et à la propriété d'Aldo et Grazzia à un moment où le quartier est en pleine relégation. Même si l'appartement est considéré comme en très bon état, le contexte urbain s'avère alors favorable à l'installation ou au maintien sur place de résidents issus de

catégories sociales modestes. L'accès à la propriété est malgré tout ici facilité par les relations entretenues avec l'ancien propriétaire. La connaissance préalable de l'ancien propriétaire -probablement en tant que client de la boucherie- a été décisive dans l'achat. On voit en particulier la souplesse dans la détermination du prix de vente, qui traduit le télescopage entre une logique marchande et une logique plus informelle et relationnelle de transaction.

L'extrait précédent dévoile par ailleurs certains effets des opérations de renouvellement urbain sur la valeur du bien immobilier. Aldo est conscient de la plus-value réalisée avec l'achat de son logement. Cet investissement, en plus d'assurer la continuité d'une présence dans le quartier, via l'octroi du statut de propriétaire, dans ce contexte, permet au ménage de se garantir une ascension sociale de fait et de réévaluer à la hausse sa position résidentielle. Cette revalorisation sociale et résidentielle -ce détournement, par son appropriation, du sens du changement formel- n'est cependant pas uniquement le produit de l'augmentation de la valeur foncière et immobilière du bien : elle est aussi associée à la présence d'usagers nouveaux dans le quartier et de formes architecturales valorisant son image. Dès lors, on ne saurait être surpris du témoignage plutôt positif de ces anciens résidents, tenu à l'égard du renouvellement urbain :

« Que pensez vous de l'opération Europole ?
G : *On a vécu l'histoire des travaux… Et puis maintenant, ils nous cachent la Bastille, le feu d'artifice, mais…*
A : *Maintenant, cela a apporté beaucoup de jeunesse ! A midi, on voit toujours les jeunes avec des sandwichs dans les mains. Avant, c'était plus vieux, cours Berriat. Europole, c'est un quartier très moderne, donc y a beaucoup d'étudiants. Ça a amené la jeunesse !*
G : *On voyait le téléphérique, mais aussi la gare et la Cernam, des vieux trains, ça sentait mauvais… On a souffert pour les travaux, mais maintenant cela ne nous dérange pas…*
(Aldo m'emmène voir la vue qui donne de leur fenêtre sur Europole et l'école de commerce).
L'architecture vous plait ?
A : *Oui, oui ! Ils ont fait quelque chose de beau ; très bien. C'est mort, seulement à partir de 6h du soir. Il n'y a plus d'activité, ce sont des bureaux, le palais de justice, l'école de commerce.* »

En outre, Grazzia et Aldo semblent d'autant plus satisfaits que les changements du quartier n'ont pas empêché le retour de l'une de leurs deux filles dans le quartier. Celle-ci a racheté le logement occupé jusqu'alors par les parents d'Aldo, selon un mécanisme proche de ceux observés par M. Vervaecke dans des anciens quartiers ouvriers lillois (1988), à savoir une chaîne d'échange intrafamilial dans le cadre d'un patrimoine familial. Même si l'échange s'est effectué dans un cadre marchand, l'affectation du logement a été *in fine* assurée par la famille. Ce dispositif associe donc au processus de mobilité passive promotionnelle observée pour Grazzia et Aldo une dimension intergénérationnelle et familiale importante :

« G : *L'appartement est resté cinq ans vide. Les parents sont allés à la maison de retraite. Ils voulaient vendre l'appartement. Ma fille était en location à Malherbes et bien elle a dit « moi, j'achète ! » car elle attendait un bébé. Maman habite à côté, maman elle va garder le bébé, c'est un atout. Ma fille est née ici. Elle a ses copains ici. Elle est partie à Malherbe car il n'y avait rien ici, mais quand elle a eu l'occasion d'acheter son appartement à elle, et voilà ! Elle a acheté l'appartement de son grand-père. C'est Sylvie qui a acheté…au nom de Silviestro, comme elle est pas mariée, maintenant les jeunes…c'est monsieur Silviestro qui a vendu …*
A : *… Et c'est Sylvie Silviestro qui a acheté !* »

4.1.3. Des sédentarités à l'encontre de la reconquête urbaine

A Alcântara, la présence des anciens résidents, représentant différentes générations de la population locale « traditionnelle » ou historique, participe au marquage social de l'espace résidentiel du quartier. A bien des égards, on peut donc considérer que la continuité de ces présences contribue aussi au ralentissement, au nuancement, du changement urbain récent généré par la reconquête urbaine.

Même si les trajectoires résidentielles sont plutôt régressives pour Fernando et Elisabeth et potentiellement promotionnelle pour Maria, dans chacun des cas, la continuité de leur présence est, il est vrai, assurée au-delà des transitions contextuelles. La question n'est donc plus de

savoir comment ces individus appartenant à des catégories sociales modestes[1] sont venus et se sont installés dans le quartier, mais comment ils ont réussi à s'y maintenir. Parfois en effet, certaines contraintes extérieures imposent, plus ou moins ouvertement, le déplacement et demandent, pour les contrer, de mettre en place des stratégies de résistance au déplacement ; stratégies qui contribuent à la perpétuation de l'accès aux ressources du quartier et à la neutralisation de la trajectoire résidentielle (encadré 4. 3).

Encadré 4.3. Sédentarité et accommodement : la résistance volontaire au déplacement (Berriat Saint-Bruno)

L'enquête effectuée à Berriat Saint-Bruno a permis de révéler le choix de certains ménages d'origine maghrébine, constitués dans le cadre du regroupement familial des années 1980, de rester locataires d'un appartement vétuste ou de taille inadaptée dans le quartier plutôt que de répondre aux propositions de logements sociaux situés dans les quartiers périphériques et de grands ensembles de la ville. Ainsi la présidente de l'Union de quartier de Berriat témoigne d'une telle situation :

« Une femme algérienne quand elle est arrivée… Elle a eu quatre enfants, vivant dans un truc insalubre… Elle a demandé un logement social… Quand elle recevait une demande, on y allait sur place… La première chose qu'elle regardait, c'était marrant d'ailleurs, c'était les noms des boîtes aux lettres. S'il y avait des noms musulmans, elle refusait… Et elle a voulu rester dans le quartier Berriat ! Elle a refusé d'aller à Villeneuve, Mistral [quartiers d'habitat collectif et de grands ensembles pour Mistral ; archétypes dans l'imaginaire grenoblois des banlieues dites « à problèmes »] *etc… Elle voulait que ses enfants soient complètement intégrés. Elle a réussi. Une est en deuxième année de médecine, un autre en DEA de biologie, l'un aux États-unis, le dernier passe son bac… Avec deux parents illettrés ! C'est un exemple, mais qui est multiplié. Il y a eu le soutien des enseignants pour que des familles immigrées puissent rester sur le quartier et que l'on ne les envoie pas dans des ghettos… »* (G. Poujoulat, avril 2003, local de l'Union de quartier).

Autre témoignage, celui d'une résidente de Berriat Saint-Bruno :

« Je connais beaucoup de familles nord-africaines. Ma fille a été gardée par une famille tunisienne. Elle n'a jamais été aussi bien gardée. Une famille de sept enfants ; la mienne était la huitième. Ils habitent rue Buffon, dans des logements sociaux créés par la ville. Cette famille vivait dans un deux pièces vers Monoprix. Jamais l'Opale [agence de logements sociaux] *n'a voulu trouver un logement plus grand dans le quartier… Alors on s'est battu… Parce qu'ils voulaient leur donner un logement à Villeneuve* [quartier d'habitat collectif créé dans les années 1970 situé en banlieue sud de Grenoble]*… On a cherché à trouver une solution car ils ne voulaient pas quitter le quartier. On a réussi à savoir qu'il y avait un logement suffisamment grand dans des constructions rue Buffon. On a réservé le logement, mais cela a pris plus de deux ans… C'est une super famille ! Une autre fraternité… J'en connais plein comme ça, des familles restées sur le quartier et logées ici. Les enfants sont biens. Mais ça été très dur de trouver une solution… Et ça risque de l'être de plus en plus… Peut-être que d'autres familles n'ont pas eu la même chance… Et devront aller sur Villeneuve… Mais eux préféraient rester dans un F2 et rester sur le quartier… Parce que les enfants aimaient l'école ; ils faisaient de la musique dans le cadre de l'école ; scolairement ça allait très bien… Je trouve normal de vouloir rester dans des conditions comme ça. Le père travaillait dans un restaurant au centre-ville… On est proche de tout dans ce quartier, et il y a de tout pour les jeunes : piscine, centre social… »* (Véronique, avril 2003, local de l'Union de quartier).

Ce choix de rester dans le quartier privilégie donc les attributs de celui-ci au détriment des caractéristiques du logement. La localisation du logement dans le quartier est importante parce qu'elle renvoie à tout un potentiel de pratiques quotidiennes et d'accès à certaines ressources, c'est-à-dire à un certain mode d'habiter le quartier et la ville.

Les témoignages montrent que cet acte de résistance individuel prend une dimension collective quand il rencontre la mobilisation d'autres personnes, implantées plus fermement dans le quartier. La capacité des ménages à mobiliser d'autres personnes, et conjointement, celle du réseau social à réagir, sont des conditions au maintien dans le temps d'une telle stratégie ; l'activation des relations représentant un espoir plus ou moins concret de changement futur de situation.

[1] Dans le cas de Maria, on peut toutefois se demander, à partir de quel moment et selon quelles modalités, son statut de propriétaire, au sein d'un tel contexte local, influera sur son identification sociale et sur son rôle d'actrice du changement du quartier.

Le maintien sur place de Fernando et d'Elisabeth est sans doute une conséquence d'un fort attachement au quartier. Mais aussi, surtout, du faible niveau de leurs loyers. Fernando occupe en effet un logement dont le loyer est encore protégé par un contrat de la loi de 1948 ; Elisabeth loue, quant à elle, un logement dans le cadre d'un parc de logements municipaux anciens. Parfois, ces deux principaux facteurs peuvent être confortés par d'autres déterminants : la complexité de certains héritages peut, par exemple, participer indirectement à la « stabilisation » de certaines situations, et accroître la distance – la méconnaissance - qui existe entre locataires et propriétaires. C'est le cas pour Fernando, dont le logement représente un sujet de controverse au sein de la famille héritière du propriétaire bailleur.

Plus globalement, la nature du marché immobilier lisboète actuel invite, dans certaines fractions du parc, au maintien de loyers peu élevés. La construction de nombreux logements en périphérie, les réhabilitations déjà nombreuses de logements anciens localisés dans les quartiers centraux, mis à la vente ou intégrant le marché locatif libre, la production d'une offre de logements de standing en centre-ville, l'existence d'un parc de logements de qualité, construit après la Révolution des oeillets, et situé dans les quartiers péricentraux, représentent autant d'options résidentielles déjà existantes pour les catégories sociales moyennes ou supérieures. L'offre de logements pour cette frange de la population est en effet abondante par rapport à son poids dans la société portugaise. Cette situation limite les chances d'intégration dans une telle offre de tout nouveau logement, et encore plus quand il s'agit d'un logement ancien à réhabiliter. D'un point de vue structurel, le marché immobilier lisboète suggère –ou impose- ainsi de maintenir un parc de logements anciens plus ou moins dégradés, aux loyers peu élevés, et donc accessibles aux populations modestes.

Dans le cas de Maria, l'acte d'achat du logement représente la pratique qui assure la continuité de la présence résidentielle. D'après M. Alisch et W. Zum Felde, « l'achat semble être la seule solution qui garantisse une sécurité absolue contre le déplacement » (1992 : 338). Acheter son logement serait donc, pour certains, une stratégie de résistance au déplacement (Dangschat, Zum Felde, 1992). Or, il est clair que l'achat du logement n'est pas une option ouverte à tout le monde. Comme on l'a vu, la volonté d'acheter compte tout autant que le poids des contraintes pouvant peser sur un tel choix.

On a évoqué le rôle des transformations du contexte local dans la mobilité passive de propriétaires comme Maria à Alcântara, ou Aldo et Grazzia, à Berriat Saint-Bruno. Pour autant, à aucun moment n'apparaît dans les témoignages de ces résidents le sentiment d'avoir prévu ou anticipé les changements. L'achat s'est fait dans un contexte particulier, à un moment où les conditions personnelles, sociales et contextuelles étaient réunies, et n'a pas été pensé en fonction des transformations à venir du quartier. Aujourd'hui, cet acte d'achat, en assurant la présence dans l'espace résidentiel de l'individu, possède une toute autre dimension.

4.2. Le choix de la mobilité résidentielle de proximité : maintenir un type de voisinage et de fonctionnement quotidien

La figure 4.3b présente les parcours de trois résidents d'Alcântara, installés de longue date, mais ayant effectué, *a contrario* du profil précédent, au moins un déménagement au sein du quartier. La mobilité résidentielle s'effectue ici entièrement dans un rapport de proximité spatiale. En effet, d'après le document, les déménagements se déroulent, dans les trois cas, au sein du même périmètre géographique, le secteur *Alto da Cruz*, mais à des époques différentes. Le changement du lieu de résidence se fait à l'échelle de deux rues adjacentes, d'une même rue - la rue da Cruz, ou la rue Feliciano de Sousa - (Virgile, Alex), voire au sein d'un même immeuble (Rosa). Ces mobilités de proximité expriment donc à la fois le désir de changement, notamment en ce qui

concerne les conditions de logement, et celui, antagonique ou complémentaire, de pérennité, en termes de voisinage et de fonctionnement quotidien.

4.2.1. Des résidents de longue date peu qualifiés et aux revenus modestes

Rosa et Virgile ont vécu toute leur vie dans la même rue de *Alto da Cruz* (rue da Cruz). Nés respectivement en 1947 et 1951, ils appartiennent tous les deux à une même classe d'âge. Enfants de primo-arrivants, non originaires de Lisbonne, mais en provenance des régions rurales du nord du Portugal, ils représentent à l'instar de Fernando (figure 4.3a) des descendants de la population ouvrière d'origine rurale qui a marqué le peuplement d'Alcântara dans la première moitié du XXe siècle. Virgile et Rosa ont tous les deux peu de qualifications. Rosa n'a jamais eu d'emploi officiel et s'est consacrée à élever ses cinq enfants, nés entre 1965 et 1975. Virgile quant à lui a travaillé plus de 20 ans, dans la même usine de fabrication de biscuits chocolatés (usine *Regina*) que Fernando. Ancien ouvrier, Virgile est depuis 1988 cuisinier dans un restaurant de l'université de Lisbonne.

Le cas d'Alex, Portugais né en Angola en 1967, est un peu différent. Sa famille ne s'est pas installée à Alcântara au début du siècle, mais juste avant la Révolution des œillets, à l'heure où le régime de *l'Estado Novo* commence à vaciller (décès de Salazar en 1968, effets désastreux des guerres de décolonisation). En 1972, après être rentrés d'Angola (famille de *retornados*) et avoir effectué une brève étape dans le quartier d'Estrela à Lisbonne, Alex et sa famille investissent un appartement rue Feliciano de Sousa à un moment où l'intense activité de transformation de *Alto da Cruz*, qui caractérise les périodes précédentes, s'estompe sensiblement. Le travail de M. Freire de Lima rappelle cependant que ce secteur *Alto da Cruz*, dont une grande partie, la plus ancienne, relève de l'auto-construction, se définit par la prédominance d'un habitat dégradé, humide, peu équipé (rareté des salles de bains, absence parfois de distribution en eau et en électricité) et souvent insalubre (1971 : 91-94). Alcântara, en 1972, a par ailleurs déjà subi la métamorphose qui fait suite aux différentes interventions municipales et étatiques : les quartiers planifiés de logements de fonctionnaires ont été réalisés, le pont Salazar est construit, les voies d'accès sont en place, etc. Alex a eu l'opportunité de suivre une formation plus longue que Rosa ou Virgile. Il est depuis 1988, date de sa sortie de scolarité, commerçant en matériaux de construction (bronze, métaux, plastique, azulejos) et possède un local dans *Alto da Cruz*.

4.2.2. La recherche de meilleures conditions d'habitat

Les trajectoires résidentielles de ces trois résidents anciens s'inscrivent toutes dans une logique promotionnelle. Les déménagements effectués à chaque fois à proximité de l'ancien logement manifestent un souhait d'amélioration des conditions de logement.

Ainsi Rosa explique par exemple, que le passage du rez-de-chaussée (une seule pièce ouvrant sur un petit jardin cultivé à l'intérieur de la parcelle) au premier étage (appartement de trois pièces) du même immeuble a représenté une véritable opportunité. En 1974, juste avant le déménagement et le décès de la mère de Rosa, on compte jusqu'à huit personnes logeant dans une même pièce (Rosa et son mari, leurs cinq enfants, la grand-mère). Ce surpeuplement fait une nouvelle fois écho aux descriptions de M. Freire de Lima, effectuée à cette époque, dans *Alto da Cruz*. Le choix résidentiel relate donc un arbitrage en faveur de l'augmentation de la surface habitable par personne aux dépens de la possibilité de continuer à cultiver le potager du rez-de-chaussée, ressource importante dans le cas de situations socio-économiques extrêmement précaires.

Dans le cas d'Alex, la mobilité résidentielle est à rapprocher d'un changement de statut d'occupation (accession à la propriété), de type de logement (d'une petite maison à une villa) et d'une forte augmentation du nombre de pièces (de une à cinq pièces).

La trajectoire de Virgile est peut-être la moins ascendante. Son déménagement correspond à l'étape de décohabitation. Il s'installe alors en 1985 dans une petite maison d'une seule pièce, avec sa femme et ses deux enfants, dans des conditions de confort modestes :

> *« Une maison qui a plus de 100 ans... Je loue aujourd'hui 75 euros par mois, à un "Galego", un propriétaire galicien[1]. Il n'y avait pas l'eau pour se laver ou pour boire. J'ai trafiqué une canalisation de l'eau municipale »* (Virgile, mai 2005, café rue Feliciano de Sousa).

Le départ de sa femme en 2000, à la suite de leur divorce, puis ceux de ses deux enfants en 2003, représentent, en augmentant la surface habitable par personne, le fait le plus marquant de l'amélioration des conditions de logement.

Le changement de logement traduit donc une évolution de la position résidentielle de l'individu. Malgré tout, dans chacun des cas, le fort attachement au lieu de résidence initial conduit à circonscrire la recherche d'un logement au sein d'un périmètre bien identifié. Cette recherche d'un nouveau logement, qui s'effectue en effet à proximité immédiate de l'ancien, manifeste l'identification de l'individu à son lieu de résidence et aux gens qui le constituent. Les témoignages concernant les raisons du choix de la localisation sont univoques :

> *« Je travaille à Lisbonne, et puis toute la famille est dans la rue da Cruz. J'ai beaucoup de famille ici. Toute la famille est ici ou bien habite à Almada... mais ils viennent tous les jours ici ! »* (Virgile, mai 2005, café rue Feliciano de Sousa).

> *« J'aime connaître toutes les personnes, dire "Bonjour", "Au revoir". C'est à cause des gens que je suis là. »* (Alex, juin 2005, café rue Feliciano de Sousa).

> *« Je suis d'ici ! Ma vie est ici, toute ma famille... »* (Rosa, juin 2005, devant son domicile, rue da Cruz).

Mais, plus concrètement, la mobilité résidentielle de proximité n'est rendue possible que parce qu'elle s'effectue en marge du marché officiel du logement. Dans ce fonctionnement, on retrouve l'importance du réseau relationnel et/ou familial, ou de la capacité à mobiliser un « capital social ». Dans aucun des cas, le nouveau logement occupé n'a été mis sur le marché. L'installation ou l'acquisition du bien (Alex) font suite à des échanges préalables, des rencontres informelles avec les anciens occupants ou avec les propriétaires, ainsi que souvent, à une anticipation de la disponibilité future du logement.

> *« Les anciens occupants ? C'était des connaissances de mon père. Un ancien ouvrier de l'usine qui fabrique des bonbons, des gâteaux et pâtisseries. »* (Virgile, mai 2005, café rue Feliciano de Sousa).

> *« C'était une maison fermée, vide, abandonnée. Ça a été très facile d'acheter. A la mort du propriétaire principal, la maison est devenue un héritage revenant à deux frères. Quand il y a plusieurs personnes, un héritage comme ça devient toujours un problème. On a pris pas mal de temps pour négocier, mais au final ça a pu se faire car aucun des frères ne voulait vivre dans cette maison. »* (Alex, juin 2005, café rue Feliciano de Sousa).

[1] Sur la base des travaux de F. Vidal (2003), j'ai évoqué dans le chapitre 3 le rôle des « *Galegos* » dans le peuplement du quartier au début du XXe siècle (commerçants ; souvent propriétaires de leur logement et de leur local commercial). De nombreux descendants de migrants galiciens se retrouvent de fait aujourd'hui acteurs de la structure de propriété de *Alto da Cruz*.

> *« C'était des anciennes personnes. Avant on habitait le rez-de-chaussée. Quand ils sont morts, on a pris leur place car c'est un peu plus grand ici. C'était des gens conservateurs, mais c'était des amis. Dans l'immeuble, c'était que des gens qui venaient de la campagne, pas nés à Lisbonne. C'est un vieil immeuble ici... On paye trente euros de loyer. Je connais le propriétaire. Ce sont des Galegos* [des Galiciens]. *Il habite à Amoreira.» (*Rosa, juin 2005, devant son domicile, rue da Cruz).

La stratégie de recherche du logement ne fait donc pas uniquement intervenir le capital économique. L'activation d'un réseau relationnel localisé agit en faveur de la circulation d'informations sur le départ de résidents, la vacance prochaine de logement, ou sur les propriétaires. Cette circulation aboutit parfois – comme pour Virgile - à des pratiques d'échanges restreints dans le cadre de chaînes d'échanges relationnels. La négociation avec les propriétaires se fait aussi souvent de manière plus directe, ce qui permet de procéder à certains arrangements privés, garants selon certains auteurs du « meilleur rapport qualité-prix » (Dangschat, Zum Felde, 1992 : 148).

4.2.3. Les mobilités de proximité, expressions de la capacité du quartier à retenir sa population

Ces mobilités de proximité sont l'expression d'un très fort attachement au quartier, à ses lieux et ses habitants. Elles résultent plus précisément d'un arbitrage entre un désir de changer de logement, et par la même occasion d'améliorer les conditions de logement, et celui de maintenir un type de voisinage et de fonctionnement quotidien. Dans le cas de *Alto da Cruz*, on observe une forte similitude sociale des ménages impliqués dans ces pratiques. Dans ce sens, ces mobilités de proximité contribuent à assurer aussi la continuité des présences au sein de l'espace résidentiel d'Alcântara. Cette continuité n'est donc pas uniquement le produit de la stabilité et du retour de résidents anciens, ou encore de l'arrivée de nouveaux venus appartenant à des catégories sociales modestes, mais est aussi créée par la faculté d'une population à se redistribuer localement, et par la capacité d'un parc de logements à permettre cette mobilité. De fait, ces mobilités ont une incidence importante sur le parc de logements concerné et plus globalement sur le marquage social d'une fraction de l'espace résidentiel d'Alcântara.

D'après les cartes sur les nombres de bâtiments construits par an et par période, on voit que le secteur *Alto da Cruz* ne constitue plus, après 1965, un lieu de production *ex nihilo* de logements. Pour autant, l'observation répétée de mobilités résidentielles actives au sein même de ce périmètre traduit la dynamique de son parc résidentiel sur le temps long (dans le cas de nos trois résidents, les déménagements datent de périodes différentes : 1977 pour Rosa, 1985 pour Virgile, 1991 et 1997 pour Alex). La cartographie réalisée ici ne représente en effet pas ce mouvement qui, de manière plus générale, rappelle que l'essentiel de l'offre de logements est produit à l'intérieur même du parc de logements existant, par mobilité au sein de ce parc (Lévy J.-P., 2003).

Les décès d'anciens résidents, souvent âgés, sont la plupart du temps à l'origine de la libération du logement. L'arrivée d'un résident local dans ce logement libère à son tour un nouveau logement, qui peut alors être une option pour un ancien résident en situation de retour ou déjà présent dans le quartier. Cet type d'enchaînement correspond à ce que J.-P. Lévy, sur la base des travaux de O.J. Firestone à propos de cinq agglomérations canadiennes (1951) et d'autres applications effectuées au Canada, aux États-unis et en Angleterre, appelle une « chaîne de vacance de logements » (Lévy J.-P., 2003 : 49-50), la chaîne prenant fin au moment où une mobilité résidentielle n'entraîne plus de libération de logement. Les travaux réalisés par J.-P. Lévy, dans d'autres contextes urbains, notamment dans la commune de Montreuil, précisent le fonctionnement socialement cloisonné de ces « chaînes de vacance de logements » et leurs

conséquences sur la dynamique du parc immobilier, le peuplement et les territoires (Lévy J.-P., 2003, 1998).

Les dynamiques actuelles de peuplement d'Alcântara ne peuvent donc se réduire aux effets de l'apparition de nouvelles pratiques résidentielles (accession à la propriété dans un logement neuf ou ancien réhabilité/réhabilitable). Les stratégies résidentielles des résidents de *Alto da Cruz*, qu'ils soient anciens plus ou moins « stables » ou en situation de retour, prouvent que certaines pratiques résidentielles arrivent à être reproduites par-delà les changements contextuels. Cette reproduction de pratiques de mobilités révèle ainsi la forte capacité de rétention de certains territoires. Ces mobilités, fondées sur l'action de réseaux relationnels et/ou familiaux, révèlent, effectivement, dans le cadre de cette étude, une réelle capacité des résidents à réguler et contrôler l'attribution des logements, la recomposition du peuplement et donc l'accès au territoire qu'ils occupent. Ce résultat, qui place les relations au centre du fonctionnement d'un secteur géographique (elles autorisent une mobilité de proximité, et en même temps entretiennent ce besoin de recherche de proximité), fait écho à des observations réalisées dans des quartiers ouvriers d'autres villes du monde. Les travaux de F. Dureau sur l'ancien quartier ouvrier Perseverancia à Bogota montrent, dans cette perspective, comment « un quartier central où la production de logement est limitée, et l'offre surtout locative, peut néanmoins retenir les plus jeunes générations » (2002 : 377-378). L'auteur explique que certains ménages préfèrent, en effet, demeurer à proximité de leurs ascendants dans un logement locatif en position centrale, plutôt que d'accéder à la propriété dans un quartier plus éloigné. Pour F. Dureau, Perseverancia, où l'identité au quartier est très forte constitue « l'archétype » de ce processus de rétention de la population, appréhendé, dans le contexte français, à travers le terme « d'effets de territoire » (Bidou-Zachariasen, 1997, cité par Dureau, 2002 : 378) ou à travers celui « d'effet de quartier » (Authier, 2006 : 206).

4.3. Le choix de la mobilité à l'intérieur du quartier : entretenir une relation à la ville

Le dernier profil concerne aussi des résidents installés de longue date et ayant déménagé au moins une fois au sein d'Alcântara. A l'opposé du profil précédent, le déménagement ne s'effectue pas dans la proximité immédiate de l'ancien logement. Si la mobilité résidentielle et le choix de la nouvelle localisation traduisent ici le souhait de voir évoluer les conditions de logement, en même temps que le rapport au quartier, le choix de rester à Alcântara souligne, à l'instar du profil précédent, la volonté de perpétuer une certaine relation à la ville. La figure 4.3c présente trois cas de résidents anciens dont le déménagement implique un changement de localisation et de position, dans l'espace résidentiel d'Alcântara.

A l'évidence, l'accès à certains segments du parc reste conditionné aux revenus des individus. Mais la possibilité même de se mouvoir à l'intérieur du quartier ne semble pas être strictement dépendante des caractéristiques sociales des résidents. Les trois parcours présentés ici évoquent en effet trois situations sociales très différentes. Ricardo, né en 1943 et actuellement jeune retraité, a suivi une formation universitaire puis a passé l'essentiel de sa carrière en tant qu'administrateur de différentes entreprises. Felipe, né en 1947, est quant à lui plombier depuis l'âge de quinze ans. Il a travaillé par le passé sur plusieurs chantiers de Lisbonne et intervient actuellement plus ponctuellement auprès de particuliers. Enfin, Mario, qui n'a que vingt-sept ans en 2005, est cuisinier dans un hôpital depuis l'âge de seize ans. Tous ont effectué un changement de logement, plus ou moins récent, au cours de leur trajectoire résidentielle, à l'intérieur d'Alcântara.

Ces mobilités soulignent une nouvelle fois la capacité du quartier à maintenir sur place sa population ; une capacité de rétention qui est liée aux possibilités renouvelées de redistribution

de la population dans l'espace. C'est parce que l'offre résidentielle du quartier a évolué dans le temps et qu'elle permet ainsi de soutenir de nouvelles pratiques résidentielles, qu'Alcântara a pu retenir certains de ses résidents. Dans cette perspective, tous n'entretiennent pas le même rapport au changement du quartier et n'endossent pas le même rôle dans son inflexion.

4.3.1. Être résident ancien et acteur de la reconquête urbaine

L'exemple de Ricardo montre en effet que l'on peut être un résident de longue date du quartier, en avoir une expérience et une connaissance inscrites dans le temps long, et participer activement aux changements récents générés par les interventions urbaines.

Ricardo s'est installé à Alcântara en 1970, à la suite de son mariage et de la naissance de son premier enfant. Il loge jusqu'en 2002 dans un appartement de cinq pièces dont il devient propriétaire en 1979, à un moment où le quartier est en pleine relégation socio-économique et urbanistique. Ce logement est alors localisé dans la partie ancienne d'Alcântara (Calçada da Tapada), profondément marquée au début des années 1960 par la construction du pont Salazar et de ses voies d'accès. Depuis 2002, Ricardo est propriétaire d'un appartement neuf, de quatre pièces, localisé dans l'enceinte de la résidence fermée *Alcântara Residence*. Ce logement, payé entièrement grâce à des ressources personnelles, complète ainsi un patrimoine immobilier déjà important, comprenant en plus de l'appartement ancien d'Alcântara, une maison avec piscine à Sintra et un appartement situé dans le sud du Portugal sur la côte de l'Algarve.

Le choix de l'installation dans un logement neuf d'*Alcântara Residence* articule plusieurs arguments, qui sont tous d'ordre fonctionnel. Tout d'abord, la mobilité résidentielle permet à Ricardo d'améliorer ses conditions de logement et, ce faisant, de les harmoniser avec celles de ses résidences secondaires :

> *« C'est un condominium fermé, mais il n'est pas vraiment fermé, avec la piscine, les cours de tennis... Il y a tous les avantages d'un condominium : parkings, garages en souterrain. C'est proche de ce que l'on peut trouver à Sintra... »* (Ricardo, juillet 2005, à son domicile, *Alcântara Residence*).

Les attributs du projet urbain entrent ainsi en résonance avec la situation sociale du ménage, son niveau de vie général, mais aussi les caractéristiques de son système résidentiel. Le choix résidentiel permet à Ricardo de faire valoir sa position sociale au sein de l'espace résidentiel d'Alcântara. Mais la volonté d'affirmation sociale, par ce choix résidentiel s'accompagne aussi du souhait de maintenir une localisation géographique et, par là, une forme de rapport et d'accès à la ville :

> *« Alcântara a une situation vraiment privilégiée, très bonne, avec le Tage... Il y a tout ce dont on a besoin ; et en particulier des transports faciles pour le centre de Lisbonne. Par ailleurs, ma femme travaille à proximité, à l'institut d'économie. »* (Ricardo, juillet 2005, à son domicile, *Alcântara Residence*).

L'avantage d'une telle mobilité résidentielle au sein d'Alcântara est donc triple. Elle permet au ménage une revalorisation de sa position sociale au sein d'un espace résidentiel local, sans bouleverser, ni le rapport de proximité géographique qu'il a établi dans le temps avec un lieu de travail, ni la qualité de son accès aux autres espaces de la ville.

4.3.2. L'accès d'anciens résidents aux opérations de relogement social

Mario est -comme Ricardo- un acteur, par son choix résidentiel, du renouvellement urbain actuel d'Alcântara et de la construction de logements neufs. Mais, en tant que résident depuis

2003 de l'opération de relogement *Vale de Alcântara* (photographie 4.7), Mario ne participe pas - *a contrario* de Ricardo - à un projet urbain qui remet en cause la composition sociale d'Alcântara.

Photographie 4.7. Habitat et espaces collectifs de l'opération de relogement *Vale de Alcântara*

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Rappelons, en effet, que cette opération de relogement renvoie à une action municipale de production de logements collectifs en locatif social. La construction des immeubles de l'opération apparaît sur la carte de la figure 4.3 correspondant à la période la plus actuelle. Situés en contrebas de *Alto da Cruz*, ces immeubles ont été érigés sur le site de *Casal de Ventoso,* bidonville de Lisbonne, célèbre pour avoir été la plaque tournante la plus importante du trafic de drogue à l'échelle de l'agglomération, dans les années 1980-90. L'opération de relogement constitue ainsi pleinement une action de revalorisation d'un lieu et de transformation de sa fréquentation. L'opération, de fait, a forcé le départ de nombreux résidents du bidonville, altérant ainsi sensiblement certains réseaux relationnels établis localement. Mais dans certains cas, une offre de relogement a été proposée par la municipalité sous couvert de garanties financières et « comportementales ». En échange d'un logement, les anciens résidents de *Casal de Ventoso* ont dû s'engager, auprès des autorités publiques, à ne pas reproduire certaines activités illicites, de consommation ou de vente de drogue. Ce contrat, plus ou moins tacite passé entre pouvoirs publics et résidents du bidonville, n'apparaît pas, aux dires des témoignages, avoir eu les effets escomptés[1] sur le trafic local de drogues ; et les immeubles du *Vale de Alcântara* restent, pour beaucoup, stigmatisés et identifiés par cette activité.

Quoi qu'il en soit, l'opération a permis l'installation dans des logements décents de nombreux résidents appartenant aux catégories les plus modestes économiquement. Elle a ainsi créé une nouvelle offre de logements à l'échelle locale, accessible, comme dans le cas de Mario, à des enfants de résidents anciens d'Alcântara, natifs du quartier, et appartenant aux catégories défavorisées.

4.3.3. La capacité d'anciens résidents à anticiper le changement

Enfin, le parcours de Felipe révèle la capacité de certains anciens résidents à anticiper le changement en mettant en oeuvre une stratégie résidentielle qui combine une phase de mobilité

[1] Si cette action publique n'a pu éradiquer complètement le trafic de drogue à Alcântara, elle a eu néanmoins pour effet de disperser, à l'échelle de l'agglomération, les lieux de consommation et de revente de drogue. Cette dispersion se traduit par une difficulté plus grande de contrôle et de suivi des populations toxicomanes pour les équipes médicales et de prévention.

active à une période de mobilité passive. On rejoint ici de nouveau le questionnement de F. Dureau, C. Beauchemin, M.-L. Coubès et D. Delaunay sur les effets de la mobilité passive et sur la « maîtrise », et donc l'anticipation, de ces effets par les résidents : « Les résidents sédentaires peuvent bénéficier sans investissement personnel des transformations de leur contexte social. La problématique de la mobilité résidentielle s'élabore alors *a contrario* : quelles stratégies ces résidents qui anticipent une évolution favorable développent-ils pour rester dans leur logement ? Comment participent-ils, en les redéfinissant, aux projets des urbanistes et des promoteurs générant ces changements de composition sociale de leur quartier ? » (2006 : 183).

Felipe réside, dès 1981, date de son arrivée à Alcântara, dans *Alto da Cruz*, en tant que locataire d'une petite maison d'une pièce, en compagnie de sa femme (mariage en 1980) et de son enfant. Il déménage en 1990 pour s'installer rue Cozinha economica, dans le bas-Alcântara, au sein d'un immeuble ancien alors entouré de friches industrielles. Il devient alors propriétaire d'un appartement de trois pièces. Le choix résidentiel et la pratique de mobilité n'ont été rendus possibles que par la conjonction entre une stratégie d'acteur –volonté de s'inscrire dans une trajectoire résidentielle promotionnelle en fonction des ressources économiques et sociales à disposition- et des caractéristiques contextuelles. En effet, à l'opposé des deux cas précédents, la mobilité résidentielle ne s'effectue pas dans la période la plus contemporaine du quartier, mais au moment où il est en pleine crise urbaine, économique et démographique. Cette dévaluation a été déterminante dans les choix de déménagement et d'achat du logement :

> *« Cet appartement était très bon marché avant ! Seulement 12 000 euros ! Avec les travaux, il faut rajouter 1 000 euros... Je me suis arrangé pour tout payer. Comme j'ai un faible salaire, prendre un crédit veut dire rembourser un crédit qui coûte plus cher que la somme de mon salaire... »* (Felipe, juin 2005, à son domicile, rue Cozinha economica).

Felipe a su mobiliser son capital économique, mais aussi social, pour obtenir la somme nécessaire à l'acquisition du bien immobilier. Or un autre argument a été décisif, celui de l'anticipation des transformations des alentours du logement :

> *« Ce n'est pas la localisation que j'ai choisie! Mais le prix! C'était vraiment peu cher ! Mais je me suis dit que ça allait changer... Tu as vu ? Et cela va évoluer encore ! Ça a beaucoup changé déjà ! Par exemple, la CUF* [ancien usine]*... regarde la fabrication ici, on construit du tout neuf ! La fabrique de sucre a fermé et on ne va que vers des constructions neuves. Mais il faudrait faire un parc plutôt ! »* (Felipe, juin 2005, à son domicile, rue Cozinha economica).

Photographie 4.8. De la fenêtre d'un immeuble ancien d'Alcântara : la construction du programme *Alcântara Rio III*

M. Giroud, Alcântara, 2005

La photographie 4.8 propose une vue depuis chez Felipe. On assiste à la construction de la troisième section du programme *Alcântara Rio*. Les anciens périmètres industriels proches de l'immeuble de Felipe sont aujourd'hui tous en cours de rénovation urbaine (étape de la finalisation ou de la conception). Par son choix résidentiel, Felipe a su anticiper un changement urbain, sans pour autant en connaître initialement les contours. Au moment de son installation, Felipe n'a qu'une appréhension abstraite des changements futurs. Il ne détient en effet aucune information concrète sur d'éventuels projets urbains –les premiers discours institutionnels de reconquête urbaine n'ayant pas encore eu lieu. Felipe fonde ainsi en partie son choix sur un ressenti, qui révèle *in fine* une capacité de lecture et de connaissance des transformations sociales et urbaines, mais aussi sur une certaine prise de risque. A aucun moment, en effet, Felipe, dans sa lecture de l'évolution du quartier, n'a pensé le changement comme une menace probable pour son immeuble et son logement.

Aujourd'hui, il se retrouve dans une situation comparable, quoi que moins avancée, à celle observée sur Grenoble à partir du cas de Grazzia et Aldo (encadré 4.2). Les transformations autour de l'immeuble participent d'une réévaluation de la valeur du bien immobilier de Felipe et donc, *de facto*, à une revalorisation de sa position résidentielle. Ce faisant, à l'opposé de Grazzia et d'Aldo, Felipe ne tient pas un discours élogieux envers les conséquences paysagères, sociales et symboliques des opérations en cours. La neutralité de son discours confirme que sa perception du changement relève encore de l'abstraction, mais traduit aussi une absence d'identification à ces dynamiques. Felipe profite du changement généré par les opérations urbaines et les installations de nouveaux venus aisés, tout en le maintenant apparemment à une certaine distance. Dans certains cas, ce rapport entre la nature du discours et la manière de profiter du changement peut apparaître encore plus ambigu (encadré 4.4).

Encadré 4.4. De l'ambiguïté d'anticiper le changement de Berriat Saint-Bruno : entre volonté de résistance et pratiques de transformation

Ce rapport complexe au changement a en effet été observé dans le cadre de l'enquête effectuée à Grenoble. De complexe, ce rapport peut aussi apparaître rapidement ambigu. Certains anciens résidents de Berriat Saint-Bruno montrent encore aujourd'hui une réelle capacité d'anticipation du changement ; un changement dont les contours apparaissent toutefois plus palpables et tangibles qu'à Alcântara. Le stade d'évolution urbaine et de spécialisation sociale étant, il est vrai, plus avancé à Berriat Saint-Bruno, les conséquences des opérations urbaines sur le paysage urbain, la composition sociale, ou sur les valeurs immobilières, sont plus visibles et donc sans doute plus faciles à anticiper.

Le cas de Jean-Charles, ouvrier du bâtiment et résidant à Berriat Saint-Bruno depuis sa naissance il y a trente-trois ans, illustre cette relation ambiguë entretenue avec le changement, qui naît de la rencontre entre un fort attachement au quartier et du désir de tirer profit du mouvement de revalorisation. Jean-Charles est aujourd'hui propriétaire du local d'un atelier industriel construit en 1907. C'est dans le cadre d'un arrangement familial –mêlant héritage et transaction financière- que Jean-Charles a acquis ce bien. Le père de Jean-Charles était en effet, depuis le début des années 1980, propriétaire de l'atelier : il a réussi, à un moment où le quartier est en pleine difficulté, à mobiliser ses ressources pour racheter le local alors désaffecté, au petit-fils du fondateur de la petite usine.

La possession d'un tel bien représente dans le contexte actuel une ressource importante pour Jean-Charles. Cette prise de conscience l'a conduit à entreprendre lui-même la réhabilitation de l'atelier et sa transformation en loft. Cette action de réhabilitation s'inscrit pleinement au sein d'un projet résidentiel dont l'objectif n'est toutefois pas l'installation dans le loft. La transformation ne lui est, en effet, pas directement destinée. Jean-Charles connaît le potentiel d'attraction d'un tel type d'habitat auprès de la population socialement favorisée investissant Berriat Saint-Bruno :

« Comme j'avais les murs, j'ai demandé un permis de construire pour faire une résidence principale. J'ai pas eu envie de faire des appartements. J'aurais pu. J'ai 300m²… Mais je ne suis pas un capitaliste ! Je voulais faire qu'une seule maison. Un loft en bas, les chambres en haut. Moi, c'est ce que je veux faire pour me tirer mais pour avoir un pied à terre ici quand je serai vieux. Moi, j'ai des bêtes, des chevaux. Saint-Bruno, je ne peux pas y rester à cause de

cela. Donc…je fais des kilomètres le matin, je me lève à point d'heure pour aller les nourrir... Trente bornes… Pour ça, je retape ça et après avoir retapé, je vends. Mais je veux revenir là pour mes vieux jours. Alors, avec la revente, je vais aussi m'acheter un appartement dans le quartier. L'appartement que je vais m'acheter, en attendant, je veux le louer… A petit prix, parce que je trouve les prix des loyers aberrants. Je préfère mettre quelqu'un du quartier et louer pas cher, et voilà. Ici, j'ai trop de souvenirs. J'ai fait le marché, j'avais huit ans, je vidais les cageots… J'ai trop de souvenirs ».

La transformation de l'atelier et la revente du bien s'inscrivent au sein d'une stratégie résidentielle bien déterminée, qu'on peut interpréter comme subversive. Elle prend en compte les mutations en cours et à venir et les nouvelles aspirations en terme d'habitat, pour les utiliser et les détourner à bon escient. Dans cette stratégie, le retour dans le quartier reste assuré par l'achat d'un logement secondaire, le logement principal se trouvant provisoirement en dehors du quartier et de la ville. Cette combinaison de pratiques résidentielles permet ainsi à Jean-Charles de concrétiser certaines aspirations en matière d'habitat et d'habiter (mise à distance de la ville ; attrait de la campagne) tout en assurant la continuité de son attachement au quartier. D'après l'enquêté, une telle stratégie a été mise en œuvre par d'autres anciens résidents :

« J'ai revu l'autre jour d'autres gens que je connais bien du quartier qui ont vendu aussi, eux… Parce que ça a flambé, et les gens qui n'ont pas trop de sous, et ben ça attire ! (…) Les gens ne partent pas vraiment du quartier. C'est pas vrai… Les gens que je connaissais, qui ont vendu leur maison, ils ont racheté un appartement à Saint-Bruno. Ils ont mis le prix aussi, parce que ça montait, ça montait… Mais ils ont racheté quelque chose à Saint-Bruno et ils ont gagné de l'argent. Ils sont restés dans le quartier. »

La démarche de Jean-Charles est à bien des égards spéculative. Pour concrétiser son projet, il doit tirer un profit substantiel de son investissement et de sa transaction. Dans cette logique, Jean-Charles participe de fait, par son anticipation du changement, à son accélération. Mais cette contribution active au changement urbain s'accompagne aussi d'une volonté de contrôle, voire de résistance à ce changement. Cette volonté se situe d'abord dans une démarche personnelle puisque l'action entreprise, sans la remettre en cause, consolide une présence dans l'espace résidentiel. Mais le souhait de contrôler le changement relève aussi d'une préoccupation plus collective. Conscient du potentiel attractif de son bien, Jean-Charles ne souhaite pas produire plusieurs logements dans le cadre de sa réhabilitation. En outre, en tant que propriétaire fictif d'un appartement, il insiste pour perpétuer son accès à des ménages modestes en plafonnant le loyer. La résistance de Jean-Charles est ici consciente et active. Mais elle est profondément ambiguë dans le sens où elle s'entremêle à une participation, plus ou moins consciente, à l'accélération d'un changement, impulsé par la reconquête urbaine de Berriat Saint-Bruno.

Conclusion

Le raisonnement s'est porté principalement sur la dimension résidentielle de la présence et des pratiques des individus. Mais, implicitement, j'ai aussi questionné dans ce chapitre un ensemble bien plus large de pratiques spatiales. Les choix de localisation n'expriment pas seulement un rapport au logement, mais aussi un rapport situé dans le temps, au quartier et à la ville. L'individu assigne à son logement et à son quartier un rôle, selon le rapport qu'il entretient avec la ville à un moment donné, mais aussi selon ses attentes par rapport aux évolutions probables de la ville et de la (sa) vie. En ce sens, un choix résidentiel est bien aussi un choix d'habiter, et celui que j'ai tout au long du chapitre appelé « résident » est aussi un « habitant » (l'inverse n'étant pas automatique) de son logement, de son quartier, de sa ville, voire d'autres espaces plus lointains.

Ce chapitre a décrit, au total, une diversité de présences résidentielles qui traduisent à la fois des moments d'installation et des durées de présence pluriels, propres à chaque résident. Ces présences, qui peuvent être continues ou discontinues dans le temps, révèlent au total des parcours individuels différenciés. A Alcântara, trois grands types de parcours, se déclinant chacun en trois profils de résidents, ont cependant pu être mis en évidence : le premier type

regroupe des individus dont l'installation dans le quartier est postérieure au lancement de la reconquête urbaine ; le second se réfère à des anciens résidents en situation de retour ; enfin, le troisième type correspond aux résidents, relativement stables, installés de longue date dans le quartier.

L'installation dans le quartier et la décision d'y rester relèvent d'un faisceau d'arguments qui dépendent de la « position résidentielle » de l'individu à un moment donné, mais expriment aussi l'importance des conditions contextuelles. L'observation des différents profils de résidents, regroupant des individus qui, dans le temps de leur présence à Alcântara, développent des formes comparables de pratiques, montre, toutefois, que le contexte de renouvellement urbain influe de manière différenciée dans le choix résidentiel des individus. La présence de certains résidents apparaît en effet directement liée au processus de reconquête urbaine : c'est précisément le cas de ménages relativement aisés et qualifiés, en situation de retour ou non, investissant à la fois le parc de logements neufs et le parc de logements anciens réhabilités ou en passe de l'être. *A contrario*, on note que de nombreux résidents socialement modestes ont investi l'espace résidentiel du quartier, par-delà les changements de contexte : dit autrement, il apparaît, que le processus de reconquête urbaine, dans son stade initial, n'interdit pas vraiment l'installation ou le maintien de ménages défavorisés. Le quartier représente, encore, pour ces ménages, un espace accessible, qui permet l'arrivée de nouveaux résidents, le retour d'anciens résidents, la mobilité au sein d'un périmètre plus ou moins restreint ou l'immobilité géographique.

L'hétérogénéité morphologique de la zone étudiée procure, en effet, une diversité d'options d'installation. Les continuités populaires s'appuient en effet essentiellement sur le parc de logements anciens – les nouvelles constructions n'étant que rarement accessibles aux ménages modestes. Le chapitre 5 insistera plus particulièrement sur le rôle de cette hétérogénéité du cadre bâti dans l'explication des présences résidentielles. C'est parce que le parc de logements anciens de ces quartiers reste actuellement suffisamment conséquent et diversifié qu'il permet à de nombreux résidents de déployer certaines pratiques et stratégies résidentielles. Interroger la pérennité de ces présences résidentielles dans un contexte de renouvellement urbain exige, en effet, l'observation plus détaillée des caractéristiques des différentes fractions du parc de logements anciens, ainsi que leurs capacités différentielles de transformation.

Par ailleurs, les effets de la reconquête urbaine sur la trajectoire résidentielle de résidents « stables » apparaissent inégaux. La localisation du logement dans le quartier et le statut d'occupation représentent ici les deux facteurs les plus déterminants de l'intensité de la mobilité passive du résident. Ainsi, les individus, propriétaires d'un logement situé à proximité immédiate d'une opération de renouvellement urbain seront plus à même de suivre une trajectoire résidentielle ascendante. A l'inverse, les locataires d'un logement localisé plus à distance du site de l'opération apparaîtront moins affectés par les retombés du changement généré par le renouvellement urbain.

Dans cette perspective, on a vu qu'un secteur géographique semblait s'identifier assez clairement du reste du quartier : *Alto da Cruz* correspond non seulement à une zone située géographiquement à l'écart des principales transformations, mais représente aussi un secteur dont le fonctionnement social et la dynamique du parc résidentiel assurent la continuité de multiples présences. L'activation des réseaux sociaux et les caractéristiques d'un parc de logements anciens, assurent aux résidents de *Alto da Cruz* une capacité de régulation et de contrôle du peuplement. Confirmant ainsi les résultats de recherches réalisées dans d'autres villes du monde, le cas de *Alto da Cruz* démontre la capacité de certains anciens quartiers à retenir une partie de leur population.

Par conséquent, au vu du contexte urbain étudié, *Alto da Cruz* présente les caractéristiques d'un un lieu de résistance. Les pratiques sociales et résidentielles qui contribuent à assurer la

continuité des présences et de l'accès à son parc de logements peuvent être, effectivement, considérées comme autant de pratiques de résistance au changement généré par la reconquête. A l'évidence, la résistance est rarement consciente (ce qui ne veut pas dire, toutefois, que certains choix résidentiels ne relèvent pas d'une résistance volontaire et assumée au changement du quartier) : même si la pratique résidentielle est une pratique consciente, dans le cadre de l'arbitrage effectué par l'individu entre ses propres logiques et le degré de contrainte extérieure, peu de résidents anticipent les effets de leurs choix résidentiels sur le marquage social d'un espace donné. Le cas de *Alto da Cruz* montre que la résistance se situe bien à l'échelle de l'individu ou de la famille, mais retrouve rapidement une dimension collective, à partir du moment où certaines pratiques résidentielles sont reproduites dans l'espace et le temps, apparaissent interreliées, ou sont assumées collectivement.

Au final, si toute présence résidentielle s'explique dans un rapport dynamique impliquant, à un moment donné (de l'évolution d'une société, du changement d'un quartier, d'une histoire personnelle), la « position résidentielle » de l'individu et des conditions structurelles, elle détient en retour un rôle dans la production du changement urbain et social : certaines présences accélèrent la transformation de la composition sociale des anciens quartiers ouvriers, alors que d'autres contribuent à la nuancer, voire à la ralentir.

Chapitre 5

Pratiques de transformation des logements anciens et changement urbain

Introduction

En produisant un parc de logements neufs et de qualité, les opérations de rénovation ou de réutilisation d'anciennes surfaces industrielles modifient brutalement les conditions d'accès au logement et la composition du peuplement des quartiers d'Alcântara et de Berriat Saint-Bruno. Ces opérations contribuent à la fermeture et à la sélectivité sociale de l'accès à de nouvelles fractions du parc de logements, et participent *de facto* à la division sociale de l'espace résidentiel. Dès lors, on a pu voir avec le chapitre 4, que la présence résidentielle des habitants les plus modestes relève principalement du parc ancien. Mais on a aussi observé que la diversité de ce parc (potentialités de transformation des logements inégales) soutient aussi d'autres dynamiques de peuplement. Tandis que certains segments de ce parc constituent de puissants appuis aux continuités populaires dans l'espace résidentiel de ces quartiers et participent ainsi « de ce qui résiste », d'autres, de plus en plus convoités, attirent au contraire de nouveaux résidents appartenant aux catégories les plus favorisées.

C'est autour de l'analyse d'un tel paradoxe que ce chapitre sera structuré. Existe-t-il des segments du parc ancien plus résistants au changement social que d'autres ? Selon quelles modalités ce type de bâti contribue-t-il à la diversification de l'offre de logements et interagit-il avec différentes aspirations et pratiques résidentielles ? En retour, en quoi ces pratiques transforment-elles le parc de logements anciens et marquent-elles socialement les territoires étudiés ? Pour traiter cette problématique dialectique – en quoi le parc ancien sert-il de support au déploiement de pratiques résidentielles plurielles, qui à leur tour, transforment et modifient ce parc ? - j'ai choisi de centrer le propos sur la question de l'inégale capacité de transformation des logements anciens ; tous ces logements n'ayant en effet pas les mêmes potentialités de modification physique, de niveau de réhabilitation et donc, probablement, de modes d'occupation.

Cette question du bâti ancien, de sa capacité de transformation et de ses implications sur la composition sociale du peuplement a été abordée directement, ou plus implicitement, dans de nombreux travaux récents de sociologie et de géographie consacrés à l'évolution des quartiers populaires centraux. L'existence d'un parc ancien participe en particulier, pour certains auteurs, à nuancer un processus de gentrification pensé comme succession d'étapes et d'agencements sociaux bien déterminés, en vue d'une spécialisation sociale. Pour J.-Y. Authier, la gentrification est un processus complexe qui ne conduit pas forcément à l'homogénéisation sociale d'un quartier : «il apparaît d'abord clairement que la réhabilitation n'est pas seulement « l'affaire » des nouvelles classes moyennes salariées. Plus précisément, les dynamiques de transformation des secteurs anciens centraux peuvent mettre en jeu différentes couches de population, successivement et simultanément. Aussi, convient-il de relativiser un certain nombre de schémas d'analyse de la « reconquête des quartiers anciens » qui donnent à penser que ces phénomènes de reconquête s'opèrent par un processus assez simple de succession de différentes catégories sociales, des plus « marginales » aux plus « fortunées » -des « hippies » au « yuppies ». La complexité morphologique des quartiers anciens, la diversité des logements et des statuts d'occupation, ou bien, à d'autres moments de l'histoire des lieux, la diversité des

filières d'accès aux logements réhabilités peuvent en effet permettre une appropriation plurielle de ces espaces urbains » (1996 : 157). D'une manière plus générale, comme le rappelle C. Lévy-Vroelant, à partir d'une étude collective menée sur plusieurs anciens quartiers centraux ou péricentraux (Paris, Montreuil, Versailles, Lyon, Montpellier), « l'hétérogénéité de l'offre au sein du parc ancien, lorsqu'elle s'est maintenue, est un facteur de mixité sociale et de forte mobilité » (2001 : 54).

D'après P. Simon, à partir de ses travaux sur le quartier Belleville à Paris, ce maintien d'une hétérogénéité sociale ne doit pas cacher l'inégalité des conditions de logement. La généralisation de normes en termes de confort et d'équipement, observée par exemple en France après la seconde guerre mondiale, n'a pas atteint la totalité du parc de logements des quartiers anciens. Et ces derniers recèlent souvent encore des logements hors normes, anciens non rénovés, ou plus récents, mais dégradés faute d'entretien. Selon l'auteur, c'est simplement « la permanence d'un parc immobilier dégradé [qui] favorise la fonction bellevilloise de « réserve » des milieux ouvriers de la capitale » (1998 : 197). Cette assertion qui reconnaît le rôle du parc ancien dégradé dans la production d'un parc social de fait, ne doit toutefois pas faire oublier la capacité des individus à aménager leurs conditions de logement, même lorsque ces dernières restent modestes ou précaires. Les travaux de sociologie urbaine historique, et en particulier ceux de C. Lévy-Vroelant sur le quartier Notre-Dame à Versailles, enseignent en effet, dans le cadre d'un autre contexte spatio-temporel, sur les modes d'occupation traditionnelle dans le parc ancien et sur la « capacité des classes populaires urbaines à transformer leur logement pour le rendre moins incommode, mieux adapté » (2001 : 53) : « Le maintien, jusqu'au tournant du siècle [XIXe-XXe siècle] et au-delà, d'une population ouvrière, mais aussi de femmes isolées, de vieillards et d'indigents témoigne d'une capacité d'intégration qu'il faut mettre en rapport avec l'élasticité des formes » (1995, p68). Certains résultats du chapitre 4 conduisent en effet à explorer l'idée que, selon les contextes urbains, relier la présence de populations modestes *uniquement* à l'existence d'un parc dégradé apparaît sans doute simplificateur. Certains parcours et stratégies résidentielles permettent, comme on l'a pressenti, l'accès d'habitants modestes à des fractions non dégradées du parc ancien, précisément parce qu'ils intègrent un temps consacré à l'auto-réhabilitation du logement et à l'amélioration des conditions d'habitat.

A ce propos, C. Lévy-Vroelant rappelle que « l'appropriation du logement, via des transformations que l'occupant y réalise, est fonction à la fois des moyens que l'habitant veut et peut y consentir, mais aussi des conditions rencontrées : état du bâti, possibilités de transformations, équipements existants » (2001 : 53). Les caractéristiques formelles du bâti et des logements, à savoir le type de construction (typomorphologie de l'immeuble et date de construction ; matériaux utilisés), la qualité des logements (équipements et normes de confort), ou leur composition spatiale (surfaces disponibles ; hauteurs sous plafonds ; nombre de pièces ; potentialités de redistribution spatiale), facilitent en effet inégalement la transformation morphologique (Segaud, 2007). On peut aussi ajouter à ces conditions d'autres facteurs comme la nature de la structure de propriété immobilière, celle de la relation entre propriétaires et locataires, ou encore l'effet de l'arrivée à proximité de nouveaux résidents, plus qualifiés et aux revenus plus élevés. Le parc existant peut, selon ses segments, effectivement contribuer à créer de nouvelles proximités spatiales, entre des individus socialement différenciés, dont les projets résidentiels sont rarement concordants. Les travaux menés dans d'autres types d'habitat sur le lien entre proximité spatiale et proximité sociale et sur les capacités différentielles des ménages modestes à tirer profit de cette proximité spatiale (Chombart de Lauwe, 1963 ; Coing, 1966 ; Chamboredon, Lemaire, 1970) amènent à questionner la conséquence de l'arrivée de nouveaux venus aisés sur les formes et la capacité d'investissement matériel de ces ménages modestes – stables ou mobiles- dans leur logement. Enfin, l'existence de « types d'habitat » plus ou moins transformables amène à la question de leurs localisations. On peut en effet penser qu'un même

type d'habitat n'aura pas le même potentiel de transformation selon sa localisation, c'est-à-dire selon les caractéristiques de ses alentours immédiats (cadre urbain, structure commerciale, ambiance).

Il s'agit dans ce chapitre de poursuivre la réflexion engagée sur la description et l'explication des présences résidentielles, en étudiant de plus près les effets des ces différentes formes de contraintes sur les pratiques des individus. Pour cela, j'exposerai d'abord certaines formes d'interventions observées au sein des logements, selon les types de bâti, leur localisation et les ménages impliqués. Ensuite, sur la base de ces résultats, je tenterai de réfléchir aux possibilités de transformation, à plus ou moins long terme, du parc de logements anciens à l'échelle du quartier.

Dans le prolongement de la démarche suivie au chapitre 4, le raisonnement sera principalement construit autour du cas lisboète. Pour mettre en perspective les processus observés à Alcântara, les résultats de l'analyse d'enquêtes réalisées à Berriat Saint-Bruno, pour un stade plus avancé de la reconquête, seront toutefois utilisés et présentés au cours du chapitre (encadré 5.1).

Encadré 5.1. Méthodologie d'analyse et présentation des résultats

Les matériaux collectés ne sont pas de même nature sur les deux terrains. A Lisbonne, le raisonnement a été fondé sur la construction d'un échantillon en fonction de groupes d'habitants au sein de types d'habitat (figure 3.7). La nature de cet échantillon, ainsi que l'approche biographique et rétrospective adoptée, ont permis de réunir un ensemble d'informations sur les transformations effectuées ou pensées par les habitants dans chaque type d'habitat ancien. Dans le cadre de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara*, plusieurs questions soulevaient cet enjeu de la transformation du logement et précisément les questions Q19 « Votre logement actuel a-t-il été l'objet de travaux ? Si oui, de quels ordres ? », Q20 « Qui a mené ces travaux ? » ou encore Q28-2 « Vous vivez depuis moins de dix années à Alcântara dans un logement ancien. Celui-ci a-t-il été l'objet d'une opération de réhabilitation ? Si oui, pouvez-vous décrire cette opération ? ». Les résultats de l'enquête offrent dès lors des éléments pour décrire les transformations (formes, intensités, modalités, significations), en fonction des habitants (caractéristiques socio-démographiques, parcours) et du type d'habitat ancien (typomorphologie, date de construction, matériaux utilisés), mais aussi, *de facto*, pour qualifier le devenir –le potentiel de transformation- des différents types de logements anciens. La caractérisation de ce potentiel différentiel a pu être complétée à partir d'observations provenant d'un parcours commenté effectué en compagnie d'un architecte local.

A Grenoble, la saisie de cette dimension dynamique, sans être toutefois absente de la démarche et de la méthodologie choisies, apparaît une nouvelle fois moins systématique et solide que dans le cas lisboète. Le matériau collecté à Berriat Saint-Bruno informe à l'évidence davantage sur la nature de ce parc ancien que sur les trajectoires des individus au sein de ce parc. En effet, la mise à disposition de résultats d'une enquête commanditée par la municipalité de Grenoble dans le cadre d'une OPAH et réalisée en 2000 par un bureau d'études (*Pact de l'Isère*) auprès d'un échantillon de 1 600 ménages du parc ancien, représente un accès à une source importante pour la description instantanée – transversale - des segments du parc ancien, de leurs niveaux de réhabilitation – état général du logement - et de leurs occupants. Réalisée à un moment où la reconquête du quartier se situe déjà à un stade avancé, cette enquête offre alors la possibilité d'observer les effets concrets d'un marché immobilier local tendu sur le parc ancien. En informant sur un état des transformations réalisées, cette enquête ouvre donc quelques perspectives pour penser le potentiel différentiel d'évolution de ce parc. Afin de contrôler ces résultats, quelques immeubles enquêtés en 2000 ont été de nouveau observés en 2006, pour appréhender d'éventuels changements morphologiques et sociaux. Le traitement de l'enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage* sera ici utile pour préciser la capacité de certaines formes physiques à accélérer, freiner ou résister au changement.

1. Les pratiques de transformation des logements, entre plasticité du bâti et stratégies d'habitants

L'objectif de cette première section est de décrire les transformations physiques et sociales de plusieurs types de logement ancien localisés dans le quartier d'Alcântara. On verra d'abord dans quelle mesure, sur l'ensemble de l'échantillon enquêté, l'inégale transformation des logements reflète la variété des positions résidentielles des individus. En partant d'observations réalisées dans différents types d'habitat ancien, il s'agira, ensuite, de préciser les résultats obtenus à l'échelle de l'échantillon, en décrivant plus en détail, pour chacun de ces types, les mécanismes de transformation (ou d'absence de transformation) des logements, et leurs effets sur les trajectoires résidentielles et sociales des habitants.

1.1. L'inégale transformation des logements à Alcântara : une expression de la diversité des positions résidentielles des habitants ?

L'analyse de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara* révèle quelques tendances – non représentatives statistiquement - en matière de transformation des logements du parc ancien[1]. La réalisation d'une matrice ordonnable (Bertin, 1977) à partir des réponses à la question « Votre logement actuel a-t-il été l'objet de travaux ? Si oui, de quel ordres ? » donne une idée générale, dans la limite des données collectées, des types d'investissement et des principales formes d'association de travaux effectués.

La matrice (figure 5.1) identifie deux sous-systèmes principaux : dans la partie haute de la figure, on trouve un regroupement d'individus ayant déclaré avoir réalisé au moins une transformation dans leur logement actuel - ce qui permet de les définir, pour la plupart, en tant que « transformateurs » (Lévy-Vroelant, 2001 : 57) ; dans la partie basse, on retrouve au contraire un ensemble de résidents n'ayant effectué aucune transformation au sein de leur logement. Dans ce second groupe, on note la présence relativement attendue des 9 résidents d'un logement neuf, mais aussi celle de 9 individus vivant dans un logement ancien des secteurs de *Alto da Cruz* ou de *Quinta do Jacinto*.

La matrice montre donc que 30 des 39 résidents ayant investi le parc ancien déclarent au moins une transformation et que 22 en évoquent au moins deux[2]. Si ce résultat montre que d'une manière générale les habitants enquêtés agissent sur leur logement et donc sur leurs conditions

[1] Dans le cas d'Alcântara, un logement est défini comme ancien si sa construction est antérieure aux premiers temps de la reconquête (plus de 10 ans).

[2] Il est important de se souvenir de la surreprésentation, dans la composition de l'échantillon (48 personnes), d'habitants de *Alto da Cruz*. Au total, parmi les 39 résidents ayant investi le parc ancien, 20 habitent *Alto da Cruz*, 6 la zone planifiée *Quinta do Jacinto*, 9 résident dans la partie basse du quartier, au sein de constructions datant de la fin du XIXe et du XXe, et 4 dans des immeubles plus récents (années 1930-1970). Dans l'échantillon, 19 personnes sont locataires de leur logement, et 20 en sont propriétaires (11 sont propriétaires grâce à un crédit, 4 via un héritage, 5 grâce à des ressources personnelles). La classe d'âge la plus représentée regroupe 16 personnes (25-40 ans) ; 3 personnes ont moins de 25 ans, 12 entre 40 et 65 ans et 8 ont 65 ans et plus. On trouve par ailleurs 19 personnes mariées, 9 célibataires, 6 en situation d'« union de fait », 4 divorcées et 1 veuve. 10 ménages ont au moins 3 enfants (3, 4 ou 5 enfants), 11 ménages ont 2 enfants, 10 ménages en ont 1 et 8 sont sans enfant. Enfin, l'échantillon comprend 2 personnes appartenant à la catégorie socio-professionnelle « artisans ou commerçants », 4 à celle des « cadres et professions intellectuelles supérieures », 11 « employés », 4 « ouvriers », 10 « retraités », et 8 relevant du type « autres personnes sans activité professionnelle » (femmes au foyer, inactifs sans emplois, invalides).

Figure 5.1. Matrice des postes de travaux réalisés par les résidents de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara* (2005)

Lieu de résidence	Profils / parcours	Identification (*les prénoms sont cités dans le texte*)	Peintures intérieures (murs, plafonds) ; traitement ou renouvellement des sols	Installation ou amélioration de sanitaires	Reconfiguration des espaces intérieurs (suppression de pièces ; création d'une ou plusieurs pièces ; réunion d'appartements)	Amélioration des équipements et des installations (eau, gaz, électricité, plomberie)	Fenêtres, volets, isolation	Réhabilitation des murs extérieurs et/ou des façades (peintures extérieures)	Aménagements des espaces extérieurs (balcons, jardins, annexes)	Opérateurs des travaux
Largo de Calvario	2	Mafalda	■	■	■	■	■	■	■	E
Alto da Cruz	10	Alex	■	■	■	■	■	■	■	O, A
Largo de Calvario	2	47	■	■	■	■	■	■		E
Largo de Calvario	7	30	■	■	■	■	■	■		P
Largo de Calvario	2	32	■	■	■	■	■	■		E
Largo de Calvario	2	Gonçalo	■	■	■	■	■			E
Alto da Cruz	4	Marco	■	■	■	■	■	■		E
Alto da Cruz	9	Maria	■	■	■	■	■	■		O
Alto da Cruz	5	Pedro	■	■	■			■		A
Alcântara Baixa (1930-70)	8	29	■	■	■			■		P
Largo de Calvario	8	Felipe	■	■	■					O
Alto da Cruz	3	Joel	■	■	■					O
Quinta do Jacinto	3	23	■	■			■	■		O
Alto da Cruz	10	13	■	■				■		A
Largo de Calvario	2	Christina	■	■				■		E
Alto da Cruz	10	25	■	■						O
Quinta do Jacinto	9	Nuno	■	■						O
Alto da Cruz	3	Regina	■	■			■			O
Alto da Cruz	5	Oliveira	■	■		■				P, A
Alcântara Baixa (1930-70)	8	A. Maria	■			■				E
Quinta do Jacinto	5	4	■				■			O
Quinta do Jacinto	9	Ana	■					■		O, E
Alcântara Baixa (1930-70)	4	35	■							E
Largo de Calvario	10	44	■							O
Alto da Cruz	9	3	■							O
Alto da Cruz	9	Fernando	■							O
Alto da Cruz	10	Virgile	■							O
Alto da Cruz	9	Rosa	■							O
Alto da Cruz	3	Christiano	■							O
Alcântara Baixa (1930-70)	3	J. Pinto						■		E
Alcântara Residence	7	Ricardo								
Alcântara Residence	4	26								
Alcântara Residence	1	Martina								
Alcântara Residence	1	45								
Alcântara Rio	4	P. Suares								
Alcântara Rio	7	28								
Alcântara Rio	1	Joseph								
Alcântara Rio	1	Manuel								
Quinta do Jacinto	9	Elisabeth								
Quinta do Jacinto	9	2								
Alto da Cruz	9	12								
Alto da Cruz	10	21								
Alto da Cruz	6	Angel								
Alto da Cruz	10	Julia								
Alto da Cruz	5	Martha								
Alto da Cruz	5	20								
Vale de Alcântara (PER)	8	Mario								
Largo de Calvario	2	Edmundo								

Légende :

- **Identification** (les chiffres correspondent aux numéros des questionnaires) : orange (restructuration du logement) ; gris (travaux multiples sans restructuration du logement) ; vert (réalisation d'une seule intervention/entretien courant du logement) ; jaune pâle (aucune intervention interne au logement réalisée).
- **Postes de travaux** : noir (travaux réalisés) ; blanc (travaux non réalisés).
- **Opérateurs des travaux** : O (occupant du logement) ; P (propriétaire non occupant du logement) ; A (amis, connaissances) ; E (entreprise spécialisée).

Modalités de la variable « profil/parcours » simplifiée[1] :	
	Résidents arrivés récemment (logement neuf)
	Résidents arrivés récemment (logement ancien réhabilité)
	Résidents en situation de retour (logement neuf ou ancien réhabilité) et résidents mobiles au sein du quartier (logement neuf ou ancien réhabilité)
	Résidents arrivés récemment (logement ancien non réhabilité), résidents en situation de retour (logement ancien non réhabilité), résidents mobiles au sein du quartier (logement ancien non réhabilité) ;
	Résidents stables (même secteur du quartier, même immeuble ou logement), habitant en situation de retour (pratiques quotidiennes).

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara*, 2005.

[1] La variable « profil/parcours » simplifiée regroupe les 9 profils décrits dans le chapitre 4, plus celui d'anciens résidents présents au quotidien dans le quartier sans y résider (chapitre 6), en 5 modalités traduites par des couleurs : rouge (modalité 1 « Arrivée récente/logement neuf », 4 cas) ; vert (modalité 2

d'habitat, il est en revanche difficile de véritablement conclure sur la nature de l'intensité de cet investissement. En effet, l'énoncé de la question posée aux habitants ne contraignait pas temporellement la réponse. Ainsi, pouvaient-ils librement déclarer des travaux anciens ou réalisés plus récemment, ce qui hypothèque toute mesure d'intensité.

Le premier poste de travaux réalisés par les trois-quarts des habitants enquêtés concerne justement l'entretien de l'espace intérieur ou « l'amélioration du décor » (Lévy-Vroelant, 2001 : 58). Cela correspond aux peintures intérieures - des murs, des plafonds - mais aussi, dans certains cas, au traitement ou au renouvellement des sols (carrelage, parquets, peinture sur béton). Derrière cette catégorie unificatrice se cachent toutefois des réalités très différentes. Pour certains, en effet, la peinture intérieure dépasse le simple entretien des matériaux, mais peut aussi contribuer à révéler, voire à mettre en valeur certains éléments de composition architecturale (poutres ou armatures en bois, moulures, cheminées, etc.).

Le second poste de travaux, cité par la moitié des habitants est relatif à l'installation ou à l'amélioration de sanitaires (toilettes, salles de bains) existants. A la fois espace et équipement, les sanitaires ont en effet longtemps fait défaut dans de nombreux logements anciens. Le témoignage de M. Freire de Lima rappelle qu'au début des années 1970, certains segments du parc résidentiel du quartier manquaient cruellement de cet équipement. Dans *Alto da Cruz*, plus de 80% des logements n'ont pas alors de salles de bains ; dans la partie basse et ancienne d'Alcântara, située à proximité des usines, cette situation est partagée par 75 % des logements (1971). L'aménagement de sanitaires représente donc, dans la période récente, un investissement important pour les habitants. D'une part, il modifie sensiblement les conditions d'habitat au quotidien ; et, d'autre part, il incarne une exigence sociale nouvelle en matière de normes d'hygiène, de confort et d'équipement. Les données des recensements confirment sur ce point une réelle amélioration des logements : alors qu'en 1991 97 % des logements sont équipés en toilettes et 90 % en salle de bains, en 2001 99 % des logements possèdent les deux équipements.

L'entretien de l'espace extérieur représente un troisième ensemble important de travaux. Si peu d'individus évoquent l'extension d'espaces annexes au logement, la réhabilitation des murs extérieurs et/ou des façades représente au contraire une action plus répandue. Cette réhabilitation renvoie souvent à un simple souci fonctionnel d'entretien du bien, mais peut aussi être interprétée en fonction de sa capacité à rendre visible une action et à dévoiler ainsi, à l'extérieur, une disposition de revalorisation.

La reconfiguration ou la redistribution des espaces intérieurs représentent un quatrième poste important de travaux. Certains habitants entreprennent en effet, comme on va le voir plus en détail par la suite, de supprimer des cloisons, de démolir des murs pour ouvrir un espace intérieur ; d'autres s'engagent au contraire à monter des cloisons et ainsi à remodeler un espace domestique selon de nouvelles aspirations ou nécessités fonctionnelles ; d'autres, enfin, arrivent à réunir deux logements pour n'en composer qu'un seul.

Enfin, les travaux d'isolation et de changements de fenêtres, ou encore d'amélioration des canalisations (eau, gaz) et des installations (électriques, chauffage) sont aussi évoqués, même si cela est dans une moindre mesure, par les habitants. Souvent, la catégorie « amélioration des équipements et des installations (eau, gaz, électricité, plomberie) » semble être sous-estimée, car

---

« Arrivée récente/ancien réhabilité », 6 cas) ; violet (modalités 4 « Retour/logement neuf ou ancien réhabilité », 4 cas, et 7 « Mobilité dans quartier/logement neuf ou ancien réhabilité », 3 cas) ; jaune (modalités 3 « Arrivée récente/ancien non réhabilité », 5 cas, 5 « Retour/logement ancien non réhabilité », 5 cas, et 8 « mobilité dans quartier/logement ancien ou PER », 4 cas) ; bleu (modalités 6 « Retour/pratiques quotidiennes », 1 cas, , 9 « Stabilité/même logement et même immeuble », 9 cas, et 10 « Stabilité/même secteur », 7 cas.

non mentionnée par ceux-là mêmes qui effectuent des travaux plus importants, les incluant dès lors implicitement[1].

Quoi qu'il en soit, les travaux entrepris sont souvent multiples, relativement lourds et donc susceptibles d'apporter de réelles améliorations aux conditions d'habitat. C'est notamment le cas d'un premier type de transformateurs (figuré orange), dans lequel on retrouve assez logiquement la majorité des gentrifieurs arrivés récemment à Alcântara et vivant dans un logement qu'ils ont entièrement réhabilité ; mais aussi, de façon moins attendue, plusieurs individus ayant investi il y a peu un logement ancien, localisé dans *Alto da Cruz*. Dans ce second cas, l'action d'auto-réhabilitation n'apparaît pas suffisante pour faire face au niveau initial de dégradation du logement : les résidents continuent de qualifier leur logement de « dégradé » malgré les différents travaux entrepris.

A l'opposé de ce premier type, on trouve un second groupe de résidents (figuré vert) n'ayant procédé qu'à une seule intervention (peinture intérieure) dans le cadre d'un entretien courant du logement. Relativement homogène, ce groupe est principalement composé des résidents stables de *Alto da Cruz*. On note, toutefois, la présence de deux résidents des parties basses d'Alcântara, l'un en situation de retour (enquêté n°35, installé rue Luis de Camões), l'autre, au contraire, resté stable dans un logement situé rue Coelho (enquêté n°44). Ce second groupe souligne l'absence de lien mécanique entre la durée de la présence au sein d'un même logement ou d'un même secteur géographique et l'investissement dans le logement.

Entre ces deux situations, on discerne un type intermédiaire de transformateurs (figuré gris) qui se définit, d'une part par la réalisation de travaux certes importants (peintures intérieures et installations de sanitaires ou amélioration des équipement ou peintures extérieures, etc.) mais qui ne remettent pas véritablement en cause la structure du logement (absence de reconfiguration des espaces intérieurs) ; et d'autre part, par une composition plus hétéroclite (résidents stables et mobiles ; de *Alto da Cruz*, de *Quinta do Jacinto* ou d'*Alcântara Baixa*).

Ces différentes pratiques de transformation des logements proviennent d'initiatives personnelles. En effet, Alcântara ne correspond pas, en 2005, à un secteur prioritaire de réhabilitations municipales. Ce contexte réglementaire contraint ainsi l'accès des résidents à certains dispositifs de soutien à la réhabilitation, mis en œuvre dans d'autres quartiers de la ville (Alfama, Mouraria, Bairro Alto, Bica, etc.).

Les travaux ont majoritairement été menés par l'occupant lui-même, qu'il soit propriétaire ou locataire de son logement. Le plus souvent, il effectue seul les travaux (14 cas). L'intervention d'une entreprise spécialisée est évoquée dans 10 cas, celle d'amis et de connaissances de l'occupant dans 4. Seuls 3 logements ont été réhabilités par le propriétaire non occupant[2]. On remarque que les entreprises et les propriétaires non occupants sont davantage impliqués dans le cadre d'une restructuration lourde du logement. *A contrario*, l'entretien courant du logement est presque uniquement réalisé par l'occupant lui-même. La situation intermédiaire (travaux multiples sans restructuration du logement) mobilise, quant à elle, tous les types d'opérateurs.

Dans certains cas, le choix d'effectuer des travaux n'est possible que par l'intervention d'un réseau d'entraide et de solidarités amicales, familiales ou plus globalement relationnelles. La sélection des entreprises de bâtiment se fait par exemple souvent en fonction des connaissances et des relations entretenues entre l'habitant et les ouvriers. L'entraide est dès lors tantôt directe – via le travail - tantôt plus dissimulée : négociations des tarifs, possibilités d'aides financières,

[1] Les données de recensements montrent qu'en 1991, 97 % des logements possèdent l'électricité et 98,5 % des canalisations pour les égouts. En 2001, ces chiffres atteignent, dans les deux cas, 100 %.

[2] Ce résultat qui souligne le faible investissement des propriétaires non occupants dans les logements anciens (l'échantillon comprend 19 locataires et 20 propriétaires non occupants) illustre une situation plus générale, observée à l'échelle du parc ancien de la ville.

mise en place de systèmes informels de crédits. Dans ses travaux sur les investissements immobiliers et les stratégies résidentielles des immigrés portugais, R. de Villanova évoque d'ailleurs bien l'importance des échanges de savoir-faire et d'entraides entre individus, dans la construction et la composition architecturale (2003). Mais ces formes d'arrangements relationnels ne marquent pas toutes de la même manière les liens qui unissent les transformateurs aux entreprises locales du bâtiment.

Il m'est difficile, au vu de l'information disponible à ce stade de l'exposé, de généraliser les résultats en matière d'identification et de caractérisation des « transformateurs ». Plusieurs critères paraissent en effet influer sur la capacité d'un habitant à transformer son logement ou plus globalement sur le rapport qu'il entretient à l'investissement matériel dans le logement. Ce sont des critères qui relèvent aussi bien de l'individu (position dans le cycle de vie, catégorie socio-professionnelle, type de parcours individuel, statut d'occupation, modèles culturels, réseau social de solidarité), de la composition du ménage (nombre d'enfants), de la nature même du logement (types de bâti ; logements plus ou moins transformables)[1], de sa localisation au sein du quartier, mais aussi d'autres caractéristiques structurelles (structure de la propriété) ou sociales (proximité spatiale d'autres « transformateurs », liens entre propriétaires et locataires). L'objectif des sections qui suivent est effectivement de rappeler que la transformation d'un logement ancien est un processus complexe dans lequel interagissent plusieurs déterminants, relevant à la fois de contraintes objectives et de motivations plus singulières. Comme le rappelle C. Lévy-Vroelant, « le sens des transformations effectuées n'est pas univoque ; il peut révéler des rapports au logement assez différents. S'il est toujours l'effet matériel d'une tentative d'adapter le logement à des aspirations, il résulte d'un arbitrage complexe, différent pour chaque ménage. Il n'est pas, d'ailleurs, l'apanage des familles constituées ou des propriétaires ; des isolés, des locataires, jeunes ou moins jeunes, hommes et femmes, y compris avec des moyens plus faibles, transforment leur logement » (2001 : 55). Les réhabilitations privées de logement ne reposent pas pour tous sur les mêmes justifications ou significations. Elles n'induisent pas non plus les mêmes effets sur les conditions d'habitat ou sur le voisinage. En resituant les pratiques de transformation du logement dans leur contexte local (immeuble, environnement immédiat), il s'agira aussi, dans les prochaines sections, d'éclairer les effets de « diffusion » des formes d'intervention, ainsi que leurs limites.

Pour rendre compte de ce processus et de ses variations, il me semble utile de décrire, à partir de l'étude de cas de plusieurs types de logement ancien, les mécanismes différentiels de transformation observés dans chaque situation, de la réhabilitation de grande ampleur à l'absence de transformation. Ne délaissant pas l'objectif initial de réflexion sur les liens existant entre bâti ancien et changement social, cette démarche se veut un moyen d'identifier les acteurs de ces mécanismes et le sens qu'ils projètent dans la transformation, en fonction du type de bâti et de sa localisation dans le quartier.

1.2. Des possibilités inégales de transformation : le bâti ancien comme condition et contrainte du changement social

Les observations menées dans la rue José Dias Coelho offrent une première opportunité pour saisir la complexité du rôle du bâti ancien dans l'évolution de la composition sociale du

[1] Ainsi, par exemple, dans l'enquête *Rapports résidentiels* (Authier *et al.*, 2001), « d'une manière générale, ceux qui ont investi dans l'amélioration de leur logement sont plutôt plus aisés, plus propriétaires, plus actifs et ont un mode de vie plus familial que les autres » (Lévy-Vroelant, 2001 : 67). Par ailleurs, les maisons et les immeubles les plus anciens (construits avant 1948) apparaissent plus transformables que les autres types de bâti ; tout comme les grands logements et les logements situés en rez-de-chaussée ou au dernier étage semblent plus « plastiques » que les autres (Lévy-Vroelant, 2001 : 62).

quartier, et ainsi préciser certains résultats de la section précédente. L'analyse du peuplement de quatre immeubles de la rue met en lumière certaines dynamiques sociales à l'œuvre dans un segment du parc ancien, caractérisé à la fois par son type architectural et par sa localisation dans le quartier (strate 5 sur la figure 3.7). La situation observée révèle une phase où se côtoient à l'échelle de la rue, mais aussi, selon les cas, à celle de l'immeuble, de nouveaux résidents, souvent issus des classes moyennes et supérieures, et des résidents stables, occupant leur logement depuis de nombreuses années, et appartenant à des classes sociales variées. Dans la matrice des postes de travaux (figure 5.1), on trouve 6 résidents de ces immeubles de la rue Coelho : 4 ont entrepris une lourde restructuration de leur logement (Mafalda, Gonçalo, enquêtés 30 et 32), un des interventions multiples sans restructuration de l'ensemble (Christina), enfin un dernier résident consacre son investissement à l'entretien courant de son logement (enquêté 44).

1.2.1. Permanences et transformations d'immeubles anciens : redistribution spatiale des individus et nouvelles proximités

- *Coexistence à l'échelle d'une rue d'immeubles anciens identiques mais inégalement transformés*

Le flanc est de la rue Coelho est composé de quatre immeubles (n°30, 28, 26, 20), dessinés par le même architecte et tous construits entre la fin du XIXe et les toutes premières années du XXe siècle, au moment où le quartier d'Alcântara s'impose comme le pôle industriel et ouvrier occidental de Lisbonne (Vidal, 2006). Les quatre immeubles forment un ensemble uniforme bien structuré qui d'un point de vue architectural est à rapprocher de l'influence pombaline[1]. Alignement des bâtiments, uniformité des dessins des fenêtres, portes ou balcons, parcimonie des matériaux de constructions utilisés (matériaux meubles, charpentes et structures en bois, éléments décoratifs en fer forgé) sont quelques uns des éléments inspirés du style pombalien. Les édifices sont organisés symétriquement de part et d'autres d'une entrée principale sur rue et d'une cage d'escalier collective, desservant des niveaux tous initialement occupés par deux logements (certains étages ne contiennent actuellement plus qu'un seul logement). Chaque immeuble comporte quatre niveaux destinés à l'habitation, distribués sur le même plan, d'un édifice à l'autre, et selon des hauteurs sous plafond identiques. La variation principale provient de l'intégration progressive dans le programme de la pente de la rue, qui libère de l'espace en rez-de-chaussée : les logements en rez-de-chaussée des immeubles n°30 et 28 se retrouvent, pour garder la correspondance des niveaux, au premier étage dans les immeubles n°26 et 20, situés dans la partie basse de la rue. L'espace ainsi libéré, dans ces deux édifices, est alors utilisé pour l'accueil de locaux commerciaux. Dans chacun des cas, le second niveau donne accès, via des passerelles en fer forgé, à des jardins privatifs occupant l'intérieur des parcelles (photographie 5.1). Aujourd'hui, ces immeubles sont affectés de processus différentiels de réhabilitation privée[2], impulsés par les résidents ou les propriétaires non occupants, selon des

[1] Du nom du marquis de Pombal, responsable de la reconstruction de la ville suite au tremblement de terre de 1755.

[2] En 2005, à la différence des quartiers historiques de Lisbonne (comme Alfama, Bairro Alto ou Chiado), Alcântara ne constitue pas un lieu d'intervention publique en matière de réhabilitation. Les premiers linéaires d'intervention apparaissent sur les plans du projet *Alcântara XXI* ; linéaires dont l'ampleur n'atteint toutefois pas celle des aires de réhabilitation des quartiers plus centraux. La réhabilitation privée des immeubles de la rue Coelho ne s'appuie donc pas sur un dispositif de soutien municipal, mais s'inscrit dans un contexte plus général de promotion publique de la réhabilitation des immeubles anciens. Pour les autorités publiques lisboètes, cette promotion passe notamment par une vaste opération de communication à l'égard de l'opinion : dans les quartiers historiques de Lisbonne, on pouvait ainsi voir en 2005, sur les façades en voie de réhabilitation, de vastes panneaux municipaux vantant la

logiques propres. Deux de ces bâtiments (n°30 et 26) ont été l'objet d'une réhabilitation des parties communes qui se matérialise en particulier par un ravalement de façade (peintures extérieures, changement des fenêtres et des volets, restauration de la toiture), mais aussi par un traitement des espaces communs intérieurs (peintures de la cage d'escalier, révision des circuits d'électricité et de gaz). La situation actuelle est donc marquée par la coexistence, sur un même espace, de bâtiments d'âges et de typomorphologies identiques, mais d'états différenciés. Cette situation offre dès lors une opportunité d'observation des dynamiques sociales de redistribution spatiale d'individus au sein d'un segment du parc ancien du quartier d'Alcântara, et de réflexion sur la place de la transformation du bâti dans les dynamiques de peuplement.

Photographie 5.1. Les immeubles de la rue Coelho à Alcântara : côté rue, côté jardin

M. Giroud, Alcântara, 2005.

L'étude de l'occupation de chacun des immeubles de la rue (29 logements au total) permet en outre de révéler ce que cachent les façades ravalées ou dégradées et de contrôler ce que laisse pressentir l'observation à partir de la rue, à savoir un certain lien entre transformation du cadre bâti et changement social.

- *Des résidents socialement différents répartis dans des immeubles inégalement réhabilités*

On observe que les deux immeubles réhabilités (n°26 et 30) ont plutôt tendance à être occupés par des individus, comme Christina ou Gonçalo (figure 4.1), dont la présence résidentielle est relativement récente. 8 logements sur les 14 observés accueillent des ménages installés depuis moins de 10 ans, alors que dans les immeubles non traités (n°20 et 28), ce rapport n'est que de 6 logements sur 15. Sur l'ensemble des bâtiments, on observe une certaine homogénéité socio-démographique de ces nouveaux résidents. Ils sont tous âgés entre 30 et 40 ans et sont en grande majorité célibataires ou divorcés avec ou sans enfants (11 sur 14 ménages). Les 3 ménages restants sont des couples avec de jeunes enfants. Par ailleurs, l'ensemble de ces ménages peut être décrit comme appartenant à la « nouvelle couche moyenne » salariée, évoquée de manière récurrente dans la littérature consacrée à la gentrification des quartiers centraux (cadres travaillant dans la publicité ou la communication, ou dans l'enseignement supérieur, créateurs en design, ingénieurs cartographes, professeurs de yoga et de fitness).

La nature des statuts d'occupation ainsi que l'analyse des discours collectés invitent à considérer ces nouveaux résidents (présents dans 14 logements au total) comme « nouveaux locataires » ou comme « accédants culturels » pour reprendre les catégories proposées par J.-Y. Authier dans ses travaux sur le quartier Saint-Georges à Lyon (Authier, 1996 : 149). On compte 5 ménages de type « nouveaux locataires », dont la présence semble s'inscrire dans une logique

réhabilitation de la ville et le statut avant-gardiste de la capitale portugaise, en matière d'intervention sur l'existant.

fonctionnelle et transitoire. Alors que cette catégorie est dans d'autres contextes marquée par la présence d'étudiants ou de personnes dont l'activité professionnelle peut être précaire, on note au contraire ici qu'elle n'est représentée que par des résidents à la situation socio-professionnelle relativement stable et élevée. On retrouve en outre 6 ménages (jeunes couples actifs, individus divorcés ou célibataires) ayant fait le choix d'accéder à la propriété. Ce choix s'inscrit dans une perspective de stabilisation après, pour certains des résidents, une période de mobilité résidentielle importante. Ce désir de stabilisation n'équivaut cependant pas à une recherche d'ancrage profond. Un nouveau changement du lieu de résidence n'est ainsi pas complètement exclu. Je reviendrai plus tard sur la logique culturelle et symbolique de la venue de ces nouveaux résidents, mais on peut voir toutefois au passage l'importance du réseau social dans la mainmise de ces « accédants culturels » sur ce segment du parc de logements anciens. Ainsi, observe-t-on par exemple dans l'immeuble n°30, deux logements achetés l'un en 1998, l'autre en 2003, par des personnes travaillant dans le même bureau d'études et entretenant des relations de forte amitié. Les témoignages confirment que l'installation du premier ménage en 1998 a directement influencé celle du second. Le réseau social n'est pas le seul à jouer sur l'occupation et sur l'arrivée de nouveaux venus. On note en effet parmi les 14 logements accueillant des nouveaux résidents, 6 d'entre eux occupés par des membres de la descendance des propriétaires bailleurs des logements. Cette relation se décline néanmoins selon le statut d'occupation : on dénombre ainsi 3 ménages logés gratuitement, 2 en locatif et 1 ayant racheté son logement à sa famille.

L'analyse de l'occupation des 4 immeubles amène aussi à évoquer la marque et les acteurs d'une « stabilité » résidentielle. Parmi les 15 logements non occupés par des nouveaux résidents, 3 sont vacants et 12 accueillent des résidents stables (présence supérieure à 10 ans sans projet de déménagement), voire très stables (présence supérieure à 20 ans sans projet de déménagement). Ces résidents peu mobiles sont relativement plus présents dans des immeubles dégradés. Ils occupent 5 logements sur 14 dans les immeubles réhabilités et 7 logements sur 15 dans les immeubles non transformés. La répartition de ces ménages stables dans les immeubles réhabilités est cependant très inégale : 4 des 5 ménages concernés résident dans l'immeuble n°30, occupant ainsi la moitié de son parc. Les caractéristiques socio-démographiques de ces résidents de longue date sont à peu de choses près le négatif de celui des nouveaux venus : ils sont en majorité retraités (dans 8 des 12 logements), locataires ou anciens locataires ayant accédé à la propriété de leur logement, vivant seuls, en couple ou de manière communautaire, dans des conditions souvent précaires.

Cette description est l'occasion de préciser que si une relation peut être effectivement établie entre le processus de réhabilitation à l'échelle de l'immeuble et la nature du changement social, elle ne se réfère pas à un type de causalité déterministe. Les redistributions spatiales et les dynamiques sociales qui en découlent ne se font pas, en effet, de manière uniforme. L'observation des immeubles de la rue Coelho offre une photographie d'une situation qui se traduit par la cohabitation au sein d'un même espace (le rue, voire l'immeuble) d'individus mobiles et peu mobiles d'un point de vue résidentiel, d'individus jeunes et âgés, ou encore aisés et précaires. De nouvelles proximités spatiales résultent ainsi de la transformation, due au renouvellement des ménages, et de la permanence (Lévy-Vroelant, 1995), produit de la continuité de certaines présences. Pour autant, en écho aux travaux de J. -C. Chamboredon et de M. Lemaire sur les relations sociales dans des quartiers de grands ensembles en France à la fin des années 1960, ces nouvelles proximités spatiales ne s'accompagnent pas véritablement de proximités sociales transgressant les clivages sociaux et générationnels. Si les répondants déclarent en majorité avoir de bonnes relations avec leurs voisins, il s'avère que ces relations restent sélectives socialement. Ainsi, les affinités s'observent davantage entre nouveaux résidents qu'entre « nouveaux » et « anciens », ou même qu'entre résidents de longue date. Au contraire, les controverses observées opposent la plupart du temps des résidents récents à des

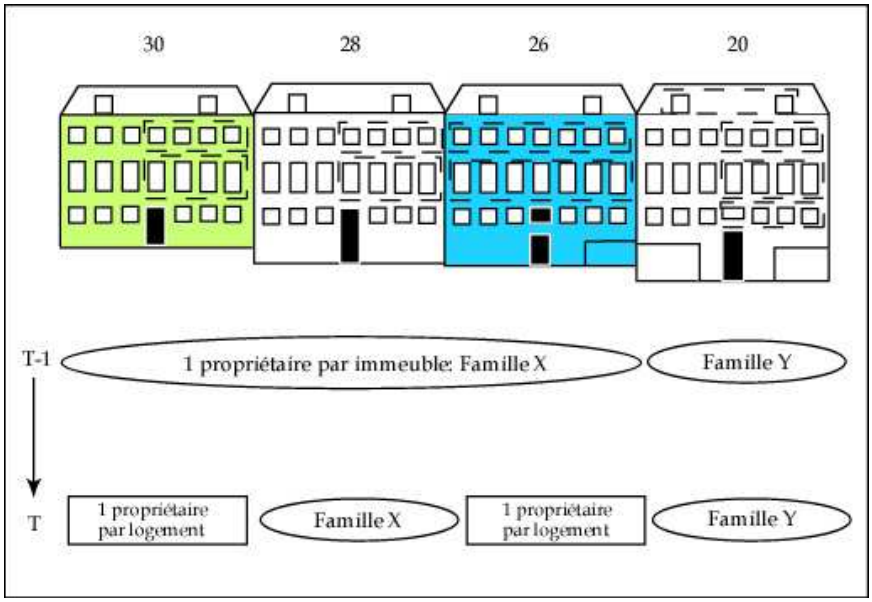
occupants stables. La construction des affinités et l'instauration de distances sociales font que la spatialité des relations entre nouveaux venus transgresse communément l'espace de l'immeuble pour se déployer à l'échelle de la rue.

- *Les effets de l'inégale transition des structures de propriété sur le peuplement et sur le choix de réhabiliter*

Cette situation originale où coexistent sur un même espace des individus socialement différents répartis dans des immeubles inégalement réhabilités doit beaucoup à la période de transition que connaissent certaines structures du marché immobilier et du parc de logements anciens au Portugal. L'analyse rétrospective de la structure de propriété de ces quatre immeubles renseigne sur les dynamiques de transformation ou de pérennité actuelles. Deux familles se partagent initialement la propriété des immeubles : l'une possédant les n°26, 28 et 30, l'autre détenant le n°20. Lieu d'investissement et de plus-value financière, la propriété verticale a en effet longtemps dominée au Portugal les logiques d'appropriation foncière et immobilière.

À l'heure actuelle, seuls les immeubles 20 et 28, c'est-à-dire les immeubles non réhabilités, sont encore les propriétés de ces familles (figure 5.2). Les immeubles 30 et 26 ont quant à eux été vendus entre 1994 et 2005, selon le principe de la propriété horizontale (vente par logement), devenant ainsi des copropriétés. En 2005, les logements de ces deux immeubles sont majoritairement occupés par leurs nouveaux propriétaires. Les propriétaires originels n'ont gardé qu'un seul logement à l'issue des transactions, aussitôt mis en location. Presque tous les logements ont été vendus, que ce soit majoritairement à de nouveaux venus, ou bien à d'anciens locataires ayant pu accéder à la propriété (un seul logement est resté vacant).

Figure 5.2. Transformations et continuités des structures de propriété des immeubles de la rue Coelho à Alcântara (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara*, 2005.

Ce changement structurel est une illustration concrète du mouvement de diffusion de la propriété au Portugal, amorcé il y a 30 ans et accéléré depuis le début des années 1990. Cette situation est, selon I. Guerra, largement tributaire de la politique publique de soutien à la

propriété en vigueur depuis trente ans (Guerra, 2006), qui a consisté à privilégier l'accès au crédit bancaire et à la mise en place d'un système de prêts bonifiés.

De plus, ces mesures s'inscrivent dans un contexte de transition du marché locatif privé. La décennie 1990 voit en effet la sortie progressive de nombreux logements anciens, d'un système de gel des loyers instauré à Lisbonne en 1948. Le retour des logements dans le marché libre (suite au décès des locataires sous contrat, mais aussi par mesure politique) a eu pour conséquence une forte augmentation des loyers. La faiblesse de l'offre locative et le montant élevé des loyers conduisent ainsi de nombreux ménages à arbitrer en faveur de l'accession à la propriété, les mensualités de remboursement n'excédant effectivement que rarement le montant d'un loyer du marché libre. Ce faisant, s'il reste que les familles défavorisées ont difficilement accès à ce type de mesures (facilitation de l'accès aux prêts), l'accession à la propriété grâce au crédit bancaire n'est pas toujours un signe d'ascension sociale ou d'embourgeoisement. De nombreux ménages s'endettent et se rendent ainsi dépendants d'un système bancaire qui n'hésite pas à contraindre l'hypothèque du logement, en cas de non respect du paiement des mensualités.

On observe donc actuellement la coexistence, rue Coelho, de deux types de structure de propriété. Comment expliquer une telle différence ? Pourquoi le passage d'une structure à l'autre n'a pas été identique pour chacun des immeubles ?

Les deux familles originellement propriétaires ne semblent pas se situer de la même manière dans ce processus de transition.

Dans le cas de la famille propriétaire de trois immeubles (Famille X de la figure 5.2), l'enquête montre que la vente des immeubles n°26 et 30 révèle, non pas uniquement une gestion spéculative et capitaliste d'un patrimoine immobilier, mais aussi une situation économique familiale fragilisée. Le projet actuel de vente de l'immeuble n°28, encore dégradé, est une illustration de la manière dont s'est déroulée en 1994 la première vente, celle de l'immeuble n°30. L'immeuble n°28 abrite 8 logements dont 2 sont vacants. 5 logements sont actuellement loués, pour 3 d'entre eux avec des loyers plafonnés (personnes âgées), 1 dernier logement étant occupé gratuitement par une descendante du couple propriétaire. Les revenus issus des locations sont insuffisants pour permettre aux propriétaires d'entretenir logements et bâti ou d'insuffler une réhabilitation d'ensemble. En refrénant les investissements des propriétaires, la loi de gel des loyers a directement conduit à la dégradation progressive et durable de nombreux édifices. Dans le cas de cette famille, la difficulté à entreprendre une réhabilitation la pousse à vendre l'immeuble en l'état, avant travaux, et donc à un prix relativement bas par rapport à sa valeur potentielle. Ce contexte de vente en urgence offre dès lors une opportunité d'accession à la propriété aux locataires stables qui le souhaitent[1]. Dans l'immeuble n°28, tous les locataires ont à ce jour émis le souhait d'accéder à la propriété de leur logement et donc de rester sur place. Ces conditions, également présentes lors de la vente de l'immeuble n°30, expliquent donc en partie la composition des bâtiments concernés : elles assurent une certaine continuité dans l'occupation de l'immeuble, mais en même temps offrent une opportunité de nouvelle venue immédiate (vente de logements vacants) ou potentielle (vente après le décès des résidents âgés). Elles sont à la fois frein et accélérateur du changement social.

La première vente, celle de l'immeuble n°30 (en 1994), a cependant eu une conséquence directe sur le devenir de l'immeuble n°26. Une partie de l'argent provenant de la transaction a en effet

[1] Dans le cas des résidents très âgés, vivant dans des conditions très modestes, une phase de transition peut avoir lieu, le logement restant le bien du propriétaire initial, le temps de la fin de vie des locataires. La signature d'un contrat sous le régime de la loi de 1948 entre le locataire et le propriétaire scelle l'impossibilité de l'expulsion du premier par le second. L'attachement du propriétaire à certains locataires de longue date peut aussi entrer en considération dans les choix et prises de décision.

été réinvestie dans une réhabilitation lourde du bâtiment et des logements, à un moment où le peuplement ne représentait pas une contrainte (logements vacants, occupés par un membre de la famille ou par des personnes très âgées). L'objectif est cette fois de réaliser une plus grande marge en revendant chaque logement à un prix réévalué. Cette posture a de fait eu une implication sur la sélection sociale des nouveaux arrivants. L'immeuble n°26 n'héberge à ce jour qu'un seul résident ancien, n'occupant par ailleurs son logement que par intermittence.

La seconde famille (Famille Y de la figure 5.2), toujours propriétaire de l'immeuble n°20 ne semble pas suivre la même stratégie patrimoniale. L'observation de l'occupation de cet immeuble montre son utilisation très particulière, malgré un état de dégradation avancé. 4 des 7 logements dénombrés sont occupés gratuitement ou en location par des descendants de la famille propriétaire, 1 logement accueille une locataire âgée, et 2 logements sont utilisés en tant que maisons de retraite informelles, réunissant jusqu'à 12 personnes âgées colocataires. Les propriétaires se jouent donc doublement de la possession d'un immeuble dégradé, à la fois en en faisant un lieu de solidarité familiale et en en diversifiant la fonctionnalité et les ressources. Ce choix contribue ainsi à maintenir sur place des occupants modestes, mais aussi à favoriser l'arrivée de nouveaux venus, plus aisés.

Sur les 4 immeubles étudiés, un seul a été réhabilité pour la vente, par les propriétaires initiaux. Or, chacun de ces immeubles accueille de nouveaux résidents. On peut en déduire que le bien réhabilité n'est pas le seul à attirer des nouveaux venus : le potentiel de réhabilitation, de revalorisation et donc de patrimonialisation du bien est tout aussi déterminant. Cette hypothèse mérite d'être vérifiée en questionnant avec plus d'acuité le rapport des résidents des différents immeubles avec le processus différentiel de réhabilitation en cours.

1.2.2. Investissements singuliers et rapports individuels au processus de réhabilitation

Le rapport des résidents au processus de réhabilitation est en effet instructif. Pour interpréter ce rapport, l'investissement doit être resitué dans le temps, c'est-à-dire replacé au sein de la trajectoire résidentielle des individus. Selon son statut d'occupation, sa date d'arrivée dans le logement, sa position dans le cycle de vie, son statut social, ou encore son projet résidentiel, chaque résident entretiendra un rapport singulier avec l'idée même de réhabilitation. L'observation ne doit pas, dès lors, se contenter de l'échelle de l'immeuble : quand la réhabilitation du bâtiment s'avère impossible, l'action sur l'intérieur du logement devient une option pour le résident ; une action invisible de la rue.

- *Transformation du bâti et recompositions des logements*

Tous les résidents ne sont pas en effet acteurs du processus de réhabilitation de la même manière. On observe un premier type de résidents très actifs dans la transformation de leur logement mais aussi de l'immeuble entier. On retrouve ici certains « transformateurs » identifiés dans la matrice comme Christina, Mafalda et les enquêtés 30 et 32 (figurés orange et gris, figure 5.1).

L'action de ces « transformateurs » ne se limite pas, en effet, à l'espace interne au logement. Ces résidents ont joué un rôle déterminant dans la programmation et la réalisation de la réhabilitation du bâti et des espaces collectifs : ils ont initié le projet ou simplement accepté ses modalités de financement et de calendrier. Tous résidents depuis moins de dix ans et, propriétaires de leur logement, ces nouveaux venus considèrent la réhabilitation comme un investissement complémentaire indispensable à l'achat de leur logement, d'abord pour améliorer leurs conditions d'habitat, ensuite pour accroître la valeur patrimoniale de leur bien.

Dans le cas de l'immeuble n°30, la réhabilitation du bâti a été effectuée en 2004, par une petite entreprise privée. Le coût des travaux est revenu à 5 000 euros par ménage soit 40 000 euros pour l'immeuble. Le projet a pu être effectué après accord de tous les propriétaires, obtenu à la suite de six années de discussion au sein de la copropriété. La coexistence au sein d'un même immeuble de nouveaux résidents, issus de la classe moyenne salariée, et d'anciens locataires, plus modestes, devenus propriétaires après un premier effort financier, a été un frein puissant à la réalisation de la réhabilitation. La solution a été apportée grâce à l'ouverture d'un compte bancaire commun et à la mise en place de prêts entre membres de la copropriété. Sur le principe de la tontine, les résidents emprunteurs s'engagent ainsi à rembourser sur une période déterminée le coût avancé par les créditeurs.

Un premier poste de travaux réalisés à l'échelle du logement et à celle de l'immeuble concerne l'amélioration des équipements (sanitaires, cuisine), des différents réseaux et installations (électricité, gaz, plomberie) ou de l'isolation (fenêtre, toit). Ce rapport fonctionnel au changement s'associe à une action de mise en valeur du patrimoine architectural, à l'échelle de l'immeuble (dans le cadre du ravalement de façade et de la revalorisation de l'escalier central en bois) ou à celle du logement (peintures intérieures, récupération des sols et des revêtements, dégagement de poutres, de moulures sur plafond, mise en avant d'armatures en bois, etc.). Enfin, on relève dans plusieurs cas (figuré orange, figure 5.1) un troisième type de travaux, plus personnel, qui consiste en la redistribution de l'espace consacré au logement. Dans les deux immeubles réhabilités, on a en effet pu observer une forte recomposition de l'espace intérieur des logements et de la place allouée à chaque pièce. Cette redistribution spatiale est assurée selon les cas, par l'ouverture et la suppression de cloisons, la création d'une nouvelle pièce ou par la fusion de deux logements sur un étage (deux logements identifiés dans l'immeuble n°26).

La photographie 5.2 montre l'exemple d'un logement de l'immeuble n°30 en voie de réhabilitation qui intègre justement l'ensemble de ces transformations. Pour Mafalda, ingénieur cartographe, célibataire de 35 ans, l'achat du logement a été motivé notamment parce que le bien offrait une potentialité de transformation et donc d'appropriation suffisante :

> *« J'ai toujours rêvé d'une maison avec un toit comme ça, non géométrique. Ça a été ici une opportunité : le prix était peu élevé, il y avait des amis dans l'immeuble, le lieu est sympa aussi. C'est l'entreprise qui a fait la réhabilitation de l'immeuble qui réhabilite l'appartement. J'ai une idée très précise, même si ça a un peu évolué. Je devais faire un couloir, et maintenant il n'y en a pas ; on a tout ouvert, en gardant les armatures originelles en bois. »* (Mafalda, juin 2005, à son domicile, rue Coelho).

Photographie 5.2. Ouverture de l'espace intérieur et mise en valeur patrimoniale dans un logement de la rue Coelho à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Au total, les travaux réalisés par ces « transformateurs » sont importants, multiples, souvent longs à finaliser et apportent une amélioration déterminante aux conditions d'habitat. Ces différentes formes d'intervention confirment ainsi que ce premier type de bâti ancien apparaît suffisamment plastique pour être profondément modifié.

- *Recompositions des logements dans la permanence du bâti*

Les résidents intervenant sur leur logement ne résident pas uniquement dans les immeubles réhabilités. C'est notamment le cas de Gonçalo et de l'enquêté 44, identifiés dans la figure 5.1. L'absence d'intervention du propriétaire bailleur principal ou l'impossibilité de synergies entre occupants en matière d'investissements conduisent certains occupants à s'autonomiser et à entreprendre des transformations à l'échelle de leur logement. Cette volonté « d'émancipation de la permanence » provient encore de nouveaux résidents, aux capitaux économique et culturel relativement élevés. Mais à la différence, de la catégorie précédente, ces résidents, en tant que membres de la famille propriétaire initiale, ne possèdent pas leur logement[1].

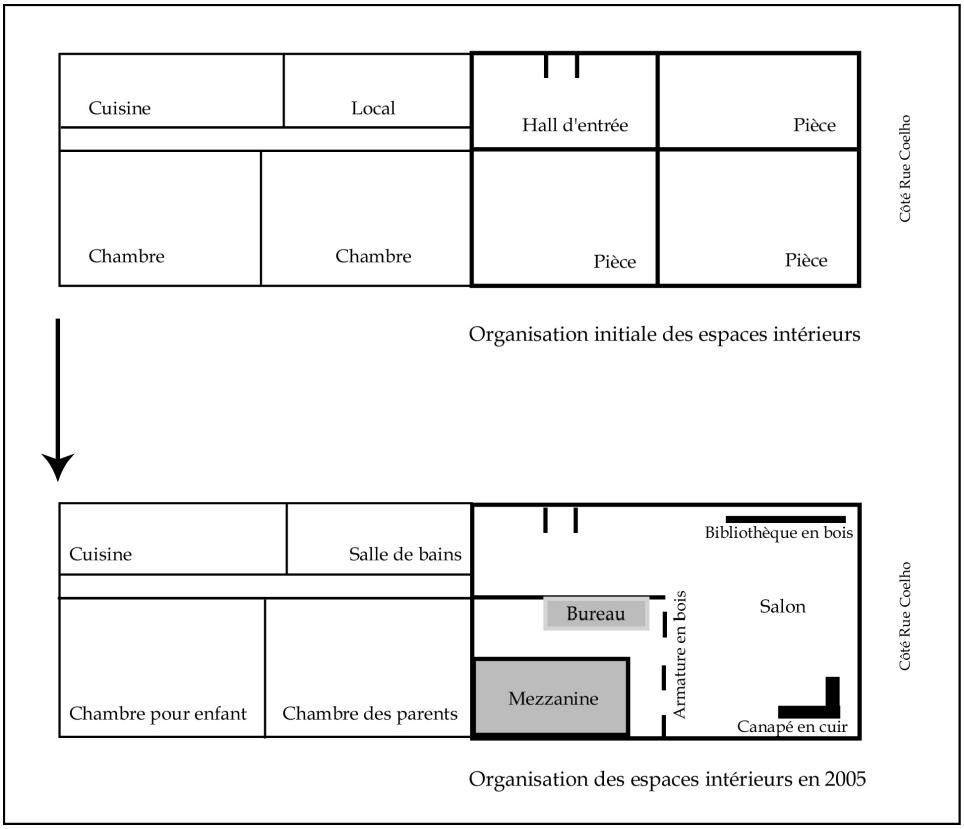
L'exemple de l'enquêté 44 (cadre dans une entreprise de grande distribution) montre que cette situation s'accompagne parfois d'un investissent minimal dans le logement (peintures intérieures). Le cas de Gonçalo (professeur de yoga et graphiste) souligne, au contraire, que la transformation du logement peut être plus profonde. On retrouve en effet, limités à l'espace du logement, les trois ensembles de travaux évoqués plus haut : amélioration des équipements et des réseaux, mise en valeur du patrimoine architectural et redistribution de l'espace intérieur. Ce logement, que Gonçalo occupe avec sa femme (professeur de yoga) et sa fille depuis 2000 (figure 4.1b), procure un bon exemple de recomposition interne au sein d'un immeuble dégradé. La suppression des cloisons n'a pas été effectuée par Gonçalo, mais par les occupants précédents. L'objectif a été de créer une vaste pièce et de garantir l'arrivée de lumière en revalorisant l'existence de grandes fenêtres. Dès son arrivée, Gonçalo a cependant aménagé lui-même une mezzanine en bois, comme espace de méditation, et a cherché à mettre en valeur les éléments naturels présents dans la construction de l'immeuble (figure 5.3) :

> *« Je trouve que le bois dans la construction est très important, les armatures, les strates fines. Avec la pierre, le sable, le plâtre, les éléments naturels, je me sens bien... Les immeubles plus hauts des années 1950-60 sont horribles! On ne peut que les raser pour faire autre chose. La hauteur des plafonds aussi est importante, cela permet d'utiliser l'espace. »* (Gonçalo, juillet 2005, à son domicile, rue Coelho).

Ce type de recomposition interne prouve la capacité d'« élasticité des formes » (Lévy-Vroelant, 1995 : 68) au-delà de la permanence apparente du bâti. L'observation de la rue ne laisse pas en effet présager de telles transformations morphologiques. On remarque dès lors que derrière les façades dégradées des immeubles non réhabilités se dissimule une variété beaucoup plus grande d'utilisations de l'espace et de pratiques qu'au sein des immeubles réhabilités, voués avant tout à des logements principaux. Ainsi, à côté des fonctions de logement ou de maison de retraite informelle, déjà évoqués, on trouve l'exemple d'un logement, sous les toits, utilisé comme lieu de travail (installation d'un bureau) ou encore dans deux cas, le recours à un logement, dans le cadre d'une double résidence. Elasticité des formes, mais aussi des fonctions, semblent finalement caractériser les immeubles qui, de la rue, apparaissent comme les plus invariants.

[1] Ils formulent toutefois la volonté d'acquérir leur logement, une fois la vente de l'immeuble finalisée.

Figure 5.3. Réaménagement de l'espace domestique dans un immeuble non réhabilité de la rue Coelho à Alcântara (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara*, 2005.

- *L'impossible transformation des logements*

A côté de ces deux groupes de « transformateurs », on trouve un ensemble de résidents entretenant des rapports avec la réhabilitation qu'on peut qualifier de distanciés. Ces individus présentent une moindre capacité de transformation de leur logement, principalement due à leur faible capital économique, mais aussi à leur position dans le cycle de vie (personnes âgées).

Dans un des immeubles réhabilités, on note par exemple la présence de ménages n'ayant pu accompagner les travaux réalisés à l'échelle de l'immeuble par une intervention au sein du logement. La contrainte est avant tout financière, et on retrouve ici les ménages (personnes seules et âgées) ayant le plus freiné la réhabilitation collective. Une lecture critique de cette situation dénonce le côtoiement, pouvant être mal vécu, au sein d'un même immeuble réhabilité, de conditions de logement inégales et la production de liens de dépendance financière au sein de la copropriété. Une vision moins radicale reconnaît au contraire une solidarité entre résidents qui permet aux moins favorisés de profiter de la présence des plus aisés pour améliorer leurs conditions de résidence. Même si de plus amples investigations sont ici nécessaires, cette double interprétation renvoie aux réflexions développées sur l'inégale capacité des individus à accepter la « coexistence contre nature » (Chamboredon, Lemaire, 1970) avec des membres de classes sociales différentes ; inégalité à relier aux positions et aux possibilités de mobilité sociale différenciées des individus.

Peut-être moins exposés au ressenti d'une inégalité des conditions de logement et des capacités de transformation au sein de leur bâtiment, les résidents stables, souvent très âgés (plus de 70 ans), des immeubles non réhabilités entretiennent le rapport le plus distancié à la réhabilitation.

Les logements de ces ménages se caractérisent par un état de dégradation avancé (peintures intérieures, vitres cassées non remplacées), un niveau de confort très bas (absence de salle de bains et de sanitaires corrects) et une quasi-absence d'équipements (alimentations en eau et en électricité rudimentaires).

Cela amène pour finir à discuter l'un des implicites de départ qui associait la transformation au processus de réhabilitation, et la permanence à la non intervention sur le bâti. On ne peut se contenter de percevoir de la permanence là où l'on trouve de la dégradation physique et souvent de la précarisation sociale. La dégradation est aussi une transformation à part entière qu'on ne peut assimiler au pérenne, sous peine de se détourner de l'observation de situations préoccupantes.

1.2.3. Significations des transformations : la représentation ambiguë de la permanence des formes sociales et urbaines

Le type d'habitat de la rue Coelho apparaît donc attractif à plus d'un titre pour de nouveaux habitants, issus de catégories sociales élevées. La forme architecturale est appréhendée comme suffisamment transformable pour créer des conditions favorables d'habitat, incarner un ensemble de valeurs personnelles et identitaires, et servir d'éventuelles plus-values financières. Les actions de réhabilitation entreprises en particulier par les nouveaux résidents, révèlent en effet plusieurs formes entremêlées de justification : écologique et fonctionnelle, culturelle et symbolique, enfin, plus dissimulée, économique.

La motivation écologique et fonctionnelle exprime la volonté d'amélioration des conditions d'habitat et/ou de logement. Souvent nouveaux propriétaires, occupant leur bien, dans une visée de stabilisation résidentielle, les résidents « transformateurs » pensent en effet l'amélioration du niveau de confort et d'équipements, comme une condition complémentaire au projet d'installation. Le projet d'achat du bien contient en ce sens, en lui-même, celui d'un réaménagement des espaces intérieurs et domestiques.

Cet argument écologique et matériel ne doit cependant pas être délié des dimensions plus culturelles et symboliques que revêtent à la fois le choix d'installation dans ce type de parc de logements anciens et de localisation, et l'action d'entreprendre des oeuvres de réhabilitation. L'importance des facteurs culturels et symboliques dans le réinvestissement, par des individus aux capitaux culturel et/ou économique élevés, des centres anciens historiques ou des anciens quartiers ouvriers péricentraux (Demazière, 1998) a été largement commentée dans la littérature sur la gentrification, notamment à partir des travaux de D. Ley. La revendication de la mixité sociale, de la cohabitation avec les couches populaires et du quartier village, jouxte toujours l'attrait pour l'historicité des lieux (Lévy J.-P., 2002b), l'authenticité et l'ancienneté des formes urbaines, du logement au quartier. Même si de nombreuses autres variables peuvent compléter, selon les cas, l'explication d'un retour au centre (réseau social et familial, équipements et accessibilités du quartier, position du quartier dans la ville, potentiel de plus-value financière), la promotion de la pérennité dans la forme urbaine (la valeur de l'ancien) et de la continuité dans la composition sociale du quartier d'accueil (*une* continuité populaire) constituent presque toujours une constante. Or, croisée à la motivation écologique, l'aspect fondamentalement ambigu, voire paradoxal, de la représentation de la permanence qui structure cette attirance s'impose. Le bâti et le logement « anciens », symboles d'une pérennité urbaine et d'une inscription de formes dans la durée, n'attirent que parce qu'ils détiennent un potentiel de transformation et donc d'appropriation. En ce sens, la recherche de significations ou de valeurs constitutives du « mythe de l'ancien » (Bourdin, 1980) n'existe que parce qu'elle est mise en relation avec un champ de possibles, produit du remaniement. La réhabilitation n'est pensée par certains résidents que parce qu'elle permet de continuer à percevoir l'ancien ou le pérenne

dans la nouveauté et le changeant. Elle correspond ainsi à un arbitrage, un va-et-vient, entre le pérenne et la transformation, l'ancien et le nouveau, le commun et la distinction, l'identification collective et individuelle. Transformation de la forme originelle, elle en permet aussi sa sauvegarde et sa patrimonialisation (sélection et protection d'éléments architecturaux remarquables) ; à l'opposé de la dégradation, transformation régressive qui, malgré les apparences, peut être fatale à toute pérennité, en produisant les conditions favorables à la démolition. Pensée à l'échelle du logement, cette action de réhabilitation exprime autant l'influence de modèles socio-culturels que l'histoire et les compétences singulières de l'individu ; à l'échelle de l'immeuble, elle reflète plus vraisemblablement le souci, caractéristique de toute patrimonialisation, « d'inscription imaginaire d'individus et de collectifs dans la longue durée » (Debarbieux, 2006 : 351).

Enfin, ce rapport à la fois fonctionnel, identitaire et patrimonial à la réhabilitation ne saurait être complet sans l'évocation de sa composante économique. Le témoignage de Mafalda (résidente précédemment citée) est à ce titre significatif de l'intérêt financier d'un investissement (achat et réhabilitation privée) dans l'ancien :

> *« Je paye 350 euros par mois pendant 40 ans. Il y a tout dans cette somme : assurance vie, assurance tous risques, etc. Pour le moment, cela me coûte 79 500 euros pour l'achat du logement, 20 000 euros pour les travaux (notamment l'isolation du toit) et 5 000 euros pour la réhabilitation de l'immeuble ; donc environ 105 000 euros. Mais si je vends aujourd'hui, c'est sûr, je gagne de l'argent ! L'évaluation de la banque quand j'ai demandé le crédit était de 100 100 euros »* (Mafalda, juin 2005, à son domicile, rue Coelho).

Partie d'un patrimoine symbolique commun, le logement ancien réhabilité est aussi vite pensé comme nouvel élément d'un patrimoine économique personnel ou familial, et donc comme moyen de spéculation. On retrouve ici certaines dimensions des processus décrits par N. Smith dans sa théorie de la rente foncière. L'investissement dans l'ancien transformé ou à transformer représente bien dans une ville comme Lisbonne une pièce maîtresse de la production d'un nouvel ordre symbolique (Bourdin, 1980) mais aussi économique de l'espace social.

1.3. Continuités des présences et possibilités de mobilité passive dans le parc de logements anciens

D'autres segments du parc ancien d'Alcântara ne semblent pas être soumis aux mêmes processus de colonisation des couches plus aisées de la population, et contribuent, au contraire, à assurer le maintien sur place de nombreux habitants. Doit-on alors imputer cette tendance à la moindre attractivité de certains types de logements – moins transformables, moins aptes à incarner certains projets et valeurs - ou bien à l'existence de mécanismes particuliers qui contraignent certaines dynamiques de peuplement ?

Cette section tentera de répondre à cette question, mais cherchera aussi à confirmer que le maintien au sein d'un ou de plusieurs logements anciens –selon la pratique de mobilité résidentielle de l'individu- ne s'accompagne au final que rarement d'une absence de transformation du logement. On a montré effectivement que la plupart des individus interrogés déclaraient avoir effectué des investissements matériels dans leur logement. En reprenant le propos de C. Lévy-Vroelant, s'inscrivant certes dans un autre contexte spatio-temporel, on peut dire « qu'on observe dans les classes populaires urbaines des manières originales d'habiter et des comportements qui révèlent chez les acteurs des stratégies visant à tirer profit de l'existant » (1995 : 66). Si l'auto-réhabilitation revêt des intensités et des formes différentes selon les ménages et les types d'habitat, dans chaque cas, elle exprime, il est vrai, une motivation fonctionnelle de recherche d'amélioration des conditions de logement.

1.3.1. Changer de statut d'occupation sans transformer son logement : les effets d'une politique municipale sur le maintien de résidents anciens

Autre type d'habitat, autre localisation dans le quartier : le secteur planifié *Quinta do Jacinto* (strate 3 sur la figure 3.7) situé sur les hauteurs d'Alcântara et structuré autour de la rue da Quinta do Jacinto offre l'exemple d'une fraction du parc ancien (habitat collectif et petites maisons individuelles) qui contribue à maintenir une population d'anciens habitants sur place, tout en créant les conditions d'une mixité sociale. D'après les données de recensement 2001, le secteur *Quinta do Jacinto* a une population composée de près de 42 % de retraités (contre 32,5 % à l'échelle de la *freguesia* d'Alcântara et 26 % à celle du *concelho* de Lisbonne). Plus de 70 % des ménages ne sont composés que d'une ou deux personnes (68 % pour Alcântara).

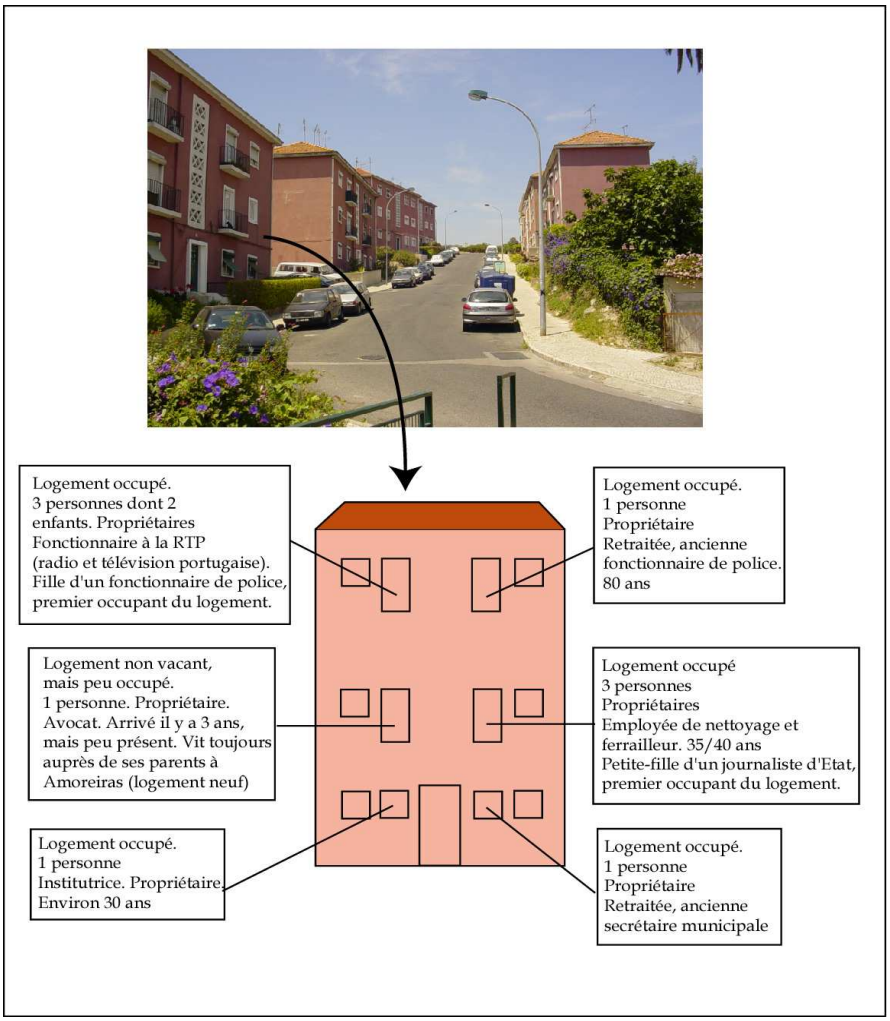
Parmi les résidents dont les pratiques de transformation du logement ont été étudiées (figure 5.1), on trouve 4 « transformateurs » ayant réalisé plusieurs travaux sans restructuration du logement (Ana, Nuno, enquêtés 23 et 4), et 2 résidents qui n'ont effectué aucun investissement (Elisabeth et enquêté 2).

A contrario de ce qui se passe dans d'autres secteurs géographiques du quartier, où la politique publique agit fortement en faveur de l'accélération du changement social et du renouvellement urbain, l'action municipale est ici directement responsable de la consolidation de la position résidentielle de nombreux habitants anciens, issus de catégories sociales modestes. En effet, si au moment de sa création dans les années 1940 ce secteur planifié a accueilli une population de fonctionnaires étatiques et municipaux, aux revenus honorables pour l'époque, la hausse générale du niveau de vie, l'arrivée en retraite de nombreux résidents (faiblesse des mensualités), le décès de certains membres du ménage (veuves d'anciens fonctionnaires, n'ayant pas eu d'emploi stable au cours de leur vie), ou encore l'absence de réelle ascension sociale intergénérationnelle, sont autant de facteurs ayant conduit de nombreux résidents à une certaine précarisation. Souhaitant se délester de la gestion de ce parc de logements jusqu'alors en locatif public, la municipalité de Lisbonne a mené, dans la seconde moitié des années 1990, une politique qui incite les locataires à devenir propriétaires de leur logement. Le témoignage d'Ana, une employée dans une entreprise de nettoyage de 39 ans, dont le mari est ferrailleur, informe sur le sens et les modalités de cette politique municipale :

> *« On a acheté l'appartement pour 8 000 euros! C'est une maison de la Camara municipal. Ils nous ont proposé d'acheter. Le prix est proportionnel au temps passé dans le logement. Un temps qui peut s'accumuler au sein de la famille. Ça fait près de 40 ans qu'on vit ici, pendant plus de 30 ans, en tant que locataires... C'est pour ça que le prix de vente a été très peu cher. On a payé cash. Par contre on a un voisin, qui est arrivé il y a trois ans et qui a payé 16 000 cantos, soit plus de 80 000 euros. (*Question Q30 : Connaissez vous les anciens occupants du logement ?) *Nous étions les premiers occupants du logement. On est là depuis 64 ans ! On a logé ici que des gens qui travaillaient pour la municipalité, des fonctionnaires, des journalistes... Le quartier a été construit en 1941-1942. Mon grand-père était journaliste au Bolo. On est venus vivre ici parce que c'était des logements peu chers de la municipalité »* (Ana, juin 2005, devant son domicile, rue da Quinta do Jacinto)

L'achat a été effectué en 2002. Dans son immeuble, le bâtiment n° 5 de la rue da Quinta do Jacinto (figure 5.4), tous les occupants sont actuellement propriétaires de leur logement. Quatre des six ménages occupants ont eu accès en tant qu'anciens locataires ou que descendants de locataires, à la mesure publique d'incitation à l'accession à la propriété.

Figure 5.4. Occupation de l'immeuble 5, rue da Quinta do Jacinto à Alcântara (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara*, 2005.

Dans le bâtiment n°5 on trouve : deux logements occupés par des résidentes originelles, actuellement retraitées et vivant seules ; deux autres accueillant des enfants (ou des petits-enfants dans le cas d'Ana) de résidents originels, restés toute leur vie dans le même logement ; enfin deux derniers logements occupés cette fois par de nouveaux venus.

Ce schéma semble se reproduire dans les autres immeubles du secteur *Quinta do Jacinto*. La mesure politique, en ciblant non pas un ménage en particulier, mais plusieurs générations d'une même famille, a consolidé les positions résidentielles d'habitants stables (changement du statut d'occupation) et de patrimoines immobiliers familiaux, créant par là des conditions pour l'installation, le cas échéant, de descendants de résidents originels. Dès lors, les seuls ménages rencontrés ayant fait le choix de rester locataires sont souvent des personnes âgées, seules, sans descendance.

Certes, cette mesure n'a pas profité uniquement aux habitants d'origine ou à leur descendance, et on remarque, à partir de l'étude de cas de l'immeuble n°5, que la relative attractivité des prix a amené de nouveaux ménages vers ce type de logement ancien, ici des personnes seules, plutôt jeunes, travaillant dans des métiers qualifiés (avocat, institutrice). Compte tenu du système de fixation du prix de l'achat, cette politique a aussi certains effets en terme de mixité ; les nouveaux arrivant étant forcément d'un niveau social relativement élevé. Toutefois, le renouvellement de la population semble être moindre que dans d'autres fractions du parc

ancien, et la politique publique a davantage assuré la continuité de présences résidentielles de ménages parfois modestes, comme dans le cas d'Ana, qu'insufflé une dynamique de revalorisation sociale.

En outre, l'architecture de ce secteur d'Alcântara paraît moins propice à la transformation que d'autres parties du parc ancien. La relative standardisation des matériaux utilisés lors de la construction (absence de matériaux comme le bois, le fer forgé ou la pierre), la simplicité des éléments figuratifs et la rationalité des agencements des bâtiments laissent moins d'opportunités à l'appropriation du logement par son réaménagement. En outre, tous les logements ont été dès l'origine équipés de sanitaires et de salles de bains.

Si ces contraintes structurelles atténuent sans doute le pouvoir d'attraction de ce type de parc auprès de ménages favorisés, elles expliquent aussi que parmi les 6 résidents identifiés dans la matrice (figure 5.1), seulement 4 d'entre eux déclarent des travaux, qui n'impliquent, par ailleurs, aucune restructuration du logement[1].

1.3.2. Morphologie urbaine, types d'habitat, réseaux sociaux : le contrôle par les habitants d'un parc de logements anciens

Le parc de logements de *Alto da Cruz* (strate 4 sur la figure 3.7) représente une autre fraction du parc de logements anciens d'Alcântara encore peu attractive pour les nouvelles classes moyennes et supérieures. Le bâti semble contribuer à assurer le maintien d'anciens résidents, à la fois dans la stabilité ou dans le *turn over*, le retour d'anciens résidents, ou encore l'installation de nouveaux venus issus des catégories sociales modestes (figures 4.1, 4.2 et 4.3).

D'après la figure 5.1, sur 20 résidents de *Alto da Cruz* enquêtés, 5 se situent dans le groupe des « transformateurs » ayant entrepris une restructuration importante de leur logement (figuré orange), 4 ont réalisé différents travaux sans impliquer la modification de la structure du logement (figuré gris), 5 ne sont intervenus que dans le cadre d'un entretien courant du bien (figuré vert), enfin 6 résidents n'ont effectué aucun travaux (figuré jaune pâle).

Alto da Cruz apparaît physiquement séparé du reste du quartier. Situé sur les pentes et le replat d'une légère colline et délimité par les grandes avenues percées au moment de la construction du pont Salazar, *Alto da Cruz* s'identifie assez clairement dans le paysage urbain. Sa morphologie urbaine accentue cette impression de démarcation et de frontière. Elle se compose d'une mosaïque de constructions de tailles, de hauteurs et de typomorphologies différentes, agencées de manière peu ordonnée, autour d'un réseau de rues étroites (trois rues principales - rue da Cruz, rue Felicinao de Sousa, rue do Alvito- reliées perpendiculairement par de petites traverses –traversa de Gibraltar, rue do Sobeiro, etc.). On trouve à l'intérieur des îlots de nombreux locaux, habités ou utilisés comme annexes, des cours intérieures et de petites parcelles de jardins potagers (photographies 4.5 et 5.3).

Alto da Cruz se distingue assez sensiblement des autres secteurs d'Alcântara, à la fois par ses formes physiques, mais aussi par son fonctionnement social. Comme je l'ai déjà dit, il représente un lieu important de l'histoire d'Alcântara. Il a été le lieu d'arrivée et d'installation de nombreuses populations paysannes, venues des régions du nord du Portugal pour travailler dans les industries locales. Aujourd'hui, la population reste encore en partie marquée par l'histoire de ce peuplement : on voit par exemple, d'après les données du recensement 2001, que plus de 35 % des résidents sont des retraités (dont de nombreux ancien(ne)s ouvrier(e)s). La population active (42 % de la population totale) se compose de 15 % d'ouvriers, de 72 % des actifs travaillent dans le secteur tertiaire et de 12 % d'individus à la recherche d'un emploi. Si la

[1] On peut aussi faire l'hypothèse de l'existence d'un règlement de copropriété plus contraignant. Cette piste n'a pu être explorée au moment de la recherche.

population s'est « tertiarisée », elle reste en grande majorité peu qualifiée, puisque seulement 2 % des résidents ont finalisé un cursus dans l'enseignement supérieur[1]. En outre, les formes de socialisation et de sociabilités (interconnaissance, échanges, solidarités et contrôle social, controverses et conflits interpersonnels, territorialisation des réseaux relationnels amicaux et familiaux) et les pratiques des espaces collectifs (occupations des rues, des cafés et commerces ; utilisation de la rue pour du commerce informel; intégration de l'espace de la rue à celui du logement) font aussi, à leur manière, référence à l'histoire ouvrière et populaire de *Alto da Cruz*.

J'ai évoqué dans le chapitre 4 les effets d'un tel fonctionnement social sur la dynamique du parc de logements. L'échange d'informations sur la disponibilité des logements au sein d'un réseau relationnel contribue à consolider l'existence d'une filière d'accès au logement, fonctionnant en amont, en parallèle ou dans les interstices du marché classique du logement. Les habitants, par leurs pratiques et leurs stratégies résidentielles, contrôlent ainsi tout un pan du parc de logements de *Alto da Cruz* et influent sur son peuplement. Une des dynamiques observées concerne d'ailleurs le redéploiement des membres d'une même famille à proximité du logement initial. Cette redistribution spatiale de proximité, autrement dit de mise en place d'un système résidentiel familial à l'image de ce qui a été observé en Afrique (Le bris, 1981) ou en France (Pinson, 1988), peut se réaliser au moment de la décohabitation ou dans le cadre d'un retour. Ce déploiement permet ainsi de conserver le fonctionnement de la famille sans l'inconvénient de la surpopulation. Il permet en outre d'occuper des logements proches, de freiner ainsi l'éventuelle substitution de population, tout en améliorant les conditions d'habitat dans le logement initial, amélioration faisant suite, non pas à des transformations physiques, mais à une évolution de l'occupation. Les relations entretenues avec des propriétaires non occupants[2], qui gèrent leur bien avec souvent une certaine distance, voire une réelle désinvolture, ou encore la complexité de certaines situations d'héritage, créent souvent des conditions favorables à la réalisation de telles pratiques et stratégies.

Un autre facteur déterminant dans le ralentissement du changement social est le type et la qualité du bâti de *Alto da Cruz*. La plupart des logements ont été construits à la même époque que les immeubles de la rue Coelho (fin XIXe-début XXe siècle) pour accueillir une population majoritairement ouvrière. Or, nombreux sont ceux révélant aujourd'hui une qualité et des caractéristiques qui atténuent leur potentiel de transformation. Les petites maisons, produites au tournant du siècle, dans le cadre de l'auto-construction (photographie 5.3), mais aussi les logements qui composent de petits immeubles étroits de deux, trois ou quatre étages traduisent dans leur grande majorité des conditions d'habitat souvent difficiles (exiguïté, faiblesse de la surface habitable et du nombre de pièces[3], humidité, problèmes d'infiltrations, modestie des installations et équipements, absence d'éléments décoratifs, pauvreté des matériaux).

Pour autant, on a vu dans la première section de ce chapitre (figure 5.1) que de telles conditions d'habitat pouvaient être améliorées, une action relativement importante sur le logement ayant été entreprise dans 9 des 20 logements de l'échantillon (5 cas de restructuration du logement et 4 cas de travaux multiples sans restructuration). D'après les données de recensement, l'équipement des logements a connu une nette amélioration en 1991 et 2001 : 100 % des logements ont l'électricité (contre 97,5 % en 1991), 97,5 % ont une installation en eau (88 %),

[1] Dans l'échantillon, sur 20 ménages enquêtés dans ce secteur géographique, 2 personnes sont « artisans, commerçants ou chefs d'entreprise », 7 sont des « employés », 2 sont « ouvriers », 5 sont « retraités » et 8 « sans activité professionnelle » (recherche d'emploi ou inactif).

[2] D'après le recensement 2001, seulement 32 % des logements occupés le sont par leurs propriétaires et 63 % par des locataires (contre respectivement 41 % et 54 % à l'échelle de la *freguesia* d'Alcântara).

[3] D'après le recensement de 2001, près de 30 % des logements occupés de *Alto da Cruz* ne possèdent qu'une ou deux pièces, contre seulement 11 % à l'échelle de la *freguesia* d'Alcântara.

99 % une canalisation d'égout (92,5 %), 94,5 % ont des toilettes (84 %) et 84 % ont une salle de bains (60 %)[1].

Photographie 5.3. L'héritage de l'auto-construction dans *Alto da Cruz* à Alcântara

Source : M. Giroud, Alcântara, 2005.

Les transformations expriment avant tout une motivation fonctionnelle et matérielle d'amélioration des conditions du logement. Comme le souligne le propos de Regina (27 ans, cuisinière, mère de famille de trois enfants), qui a mené différents travaux sans toutefois modifier la structure de son logement (en gris dans la figure 5.1), elles s'expliquent aussi par l'absence d'investissement du propriétaire bailleur :

> *« C'est nous qui avons fait les travaux. On a dû améliorer... On a payé les travaux car le propriétaire ne voulait pas le faire. On a tout refait, la salle de bains, les canalisations d'eau... On paye 179 euros par mois. »* (Regina, juin 2005, au café rue Feliciano de Sousa).

Cette situation justifie le fait que les « transformateurs » de *Alto da Cruz* sont plus souvent locataires que propriétaires. De manière générale, l'occupant réalise alors seul les travaux, ou avec l'aide d'amis et de connaissances, plus rarement avec une entreprise spécialisée.

Par ailleurs, l'investissement matériel dans le logement ne relève pas des mêmes justifications symboliques et culturelles que celles présentées à propos de la rue Coelho. Presque aucune référence au « mythe de l'ancien » n'a été faite lors de l'enquête : la transformation n'intègre que rarement la volonté de mettre en valeur la particularité architecturale ou figurative qui rappelle le temps ouvrier et industriel ; ou encore d'inscrire le logement au sein d'un temps long, propre à une identité collective et sociale. L'ancienneté du bâti est parfois évoquée, non pas en tant que symbole d'un patrimoine commun, mais bien plus comme gage de solidité du matériau et de longévité de la construction[2].

---

[1] Cette évolution importante est principalement due à la chute du nombre de logements observé dans ce secteur entre les deux recensements. On dénombre en effet, en 1991, 900 logements occupés en résidence principale (1 034 au total dont 73 vacants). En 2001, ce chiffre n'est plus que de 510 (746 au total, dont 166 vacants). Cette baisse de plus de 43 % du parc de logements de *Alto da Cruz* est à attribuer à la destruction du bidonville de *Casal de Ventoso* au milieu des années 1990.

[2] A une exception près, cependant : celle de Marco (en orange dan la figure 5.1), jeune retraité, ancien metteur en scène de théâtre et directeur d'une scène nationale, natif d'Alcântara et issu d'une famille modeste. Marco ne cache pas dans son témoignage son attachement pour le lieu de son enfance. Il réside actuellement dans une maison réhabilitée de *Alto da Cruz*, dont l'espace intérieur rappelle certaines logiques décoratives observées dans la rue Coelho et traduit l'inspiration de modèles de composition intérieure éprouvés: la décoration et le mobilier comprennent autant d'éléments modernes (canapé en cuir en forme de « L », éclairage sophistiqué) que traditionnels (armatures en bois, instruments anciens en

La dimension symbolique de l'investissement matériel s'exprime en fait autrement. Par exemple, on note parfois que la modestie des aménagements ou des travaux intérieurs contraste violemment avec la transformation extérieure du bâti. Le ravalement de certaines façades, l'utilisation de peintures aux couleurs vives (photographie 5.4), le recours raffiné aux azulejos, ou la décoration des fenêtres, laissent en effet croire que l'attention de distinction, fût-elle collective ou individuelle, se joue moins dans l'intériorité et l'intimité de l'espace domestique, que dans l'extériorité, la visibilité publique et le statut d'interface formelle du bâti[1].

Photographie 5.4. Rendre visible la transformation dans *Alto da Cruz* à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005

Mais tous les logements n'ont pas été l'objet d'un investissement important de la part de leur occupant. La figure 5.1 rappelle que dans 5 cas, seul un entretien est assuré (peintures intérieures), et que dans 6 cas aucune transformation formelle du domicile n'a été réalisée. Cette situation amène alors à questionner une dernière déclinaison du rapport complexe entre bâti ancien, pratiques de transformation et changement social : celle qui renvoie au rôle du parc ancien dans le « blocage » de positions résidentielles et l'aggravation de conditions d'habitat.

---

fer forgé, grande table en bois, voûtes apparentes mises en valeur lors de la réhabilitation) ; leur agencement et leur distribution au sein d'une grande pièce dont les murs initiaux ont été abattus rappellent volontiers le modèle du loft (gestion de l'espace qui permet la création de séparations sans cloisons). Le témoignage de Marco montre en outre une capacité à retracer la généalogie de son bien –une généalogie de l'occupation inscrite dans une histoire locale- et souligne son envie de resituer son action de réhabilitation au sein de cette généalogie : « *Avant, ici, il y avait un garage. Et avant le garage, une tasca, qui vendait du charbon, tenue par des Portugais. C'était au début du XXe jusqu'en 1930. Les propriétaires étaient des Galegos, des Galiciens. Les tascas sont d'origine galicienne ! Des tascas pour la vente de charbon. Ils sont venus à la fin du XIXe siècle et sont restés au Portugal, se sont mariés avec des Portugais, et ont progressivement vendu les tascas aux Portugais pendant le XXe siècle... Ensuite, il y a eu un garage en rez-de-chaussée, loué par quelqu'un de Porto. Les propriétaires étaient alors espagnols, d'origine galicienne. C'était trois fils, vivant en Amérique latine, qui ont voulu vendre à la mort de leur père. Le processus a duré quinze ans. Au final, on a acheté l'immeuble en entier. On loue l'appartement d'à côté à une dame seule, de 75 ans. Il a fallu faire beaucoup de travaux de réhabilitation. On a fait faire par une petite entreprise, avec qui j'ai de bonnes relations : on a cassé un mur, enlevé les parties qui servaient à lever les voitures, remplacé la terre du sol par du béton armé, mis en valeur certains éléments de la construction, comme les poutres du plafond ou les voûtes. On a fait une grande pièce au rez-de-chaussée. Et puis on a rendu habitable le grenier. Mais il y a toujours des travaux à faire dans une maison comme ça, il y a des infiltrations, il y a beaucoup d'humidité. On recherche toujours des gens pour refaire des choses, de la peinture...* »

[1] Cette utilisation de la couleur fait d'ailleurs écho à une politique municipale en cours en 2005 qui, dans le cadre de projets de réhabilitation, promeut l'usage d'enduits et de peintures extérieures de couleurs vives : ce programme spécifique « *Lisboa a cores* » consiste à récupérer quatre-vingt édifices, en centre historique, appartenant à la municipalité ou à des privés, et à favoriser l'accession à la propriété pour de jeunes ménages (CML, 2005c).

1.4. Stabilités des résidents dans le parc ancien : détérioration des logements et des conditions d'habitat

1.4.1. Précarité économique en logement ancien : la dégradation des conditions d'habitat

Mes observations confirment celles de P. Simon sur le quartier de Belleville à Paris (1998), à savoir que la pérennité d'un parc immobilier dégradé permet l'installation et le maintien de populations défavorisées et en particulier des milieux ouvriers. Sans action d'entretien des propriétaires bailleurs ou des locataires, les situations de stabilités résidentielles s'accompagnent alors d'une aggravation de la détérioration des logements occupés.

Des ménages rencontrés dans *Alto da Cruz* (11 cas[1]), dans le secteur *Quinta do Jacinto* (2 cas) ou dans les immeubles les plus anciens de la partie basse d'Alcântara (3 cas[2]) sont par exemple pris dans une telle dynamique régressive, parce qu'ils n'ont pas les ressources économiques et/ou sociales nécessaires pour entreprendre des investissements matériels de grande ampleur. Les personnes âgées, et en particulier les anciens ouvriers, locataires de leur logement, composent une grande partie de cette population défavorisée ; l'absence de ressources propres et la position avancée dans le cycle de la vie expliquent en partie l'incapacité ou la non volonté d'intervention sur le logement. On trouve aussi des habitants plus jeunes, comme Julia (en jaune pâle sur la figure 5.1), confrontés à des situations de précarité dramatiques. Julia, ancienne vendeuse sur les marchés, est mère au foyer depuis 1991. Son mari travaille aux Pays-Bas en tant que travailleur temporaire, dans la cueillette de fleurs. Elle vit actuellement dans *Alto da Cruz* dans une petite maison d'une pièce, auto-construite au début du siècle, en compagnie de ses trois filles et de trois petits-enfants. Voici comment elle évoque, avec émotion, une situation qui adjoint misère sociale, insalubrité et surpopulation :

> *« C'est une maison misérable... Pour des souris... louée 150 euros par mois ; mais en ce moment je ne peux pas vraiment payer, je ne paye pas régulièrement... Le propriétaire est mort, et du coup il ne se passe rien. Mais du coup aussi, il n'y a aucun travaux de fait. Nous avons une vie de pauvres. Nous n'avons pas d'argent.* [Julia se met à pleurer] *Tout juste pour rester ici, auprès des amis. »* (Julia, juin 2005, au café rue Feliciano de Sousa).

Dans certains cas, la précarité économique est en effet directement responsable de l'absence d'investissement dans le logement. Et ce n'est pas faire preuve de misérabilisme ou de fatalisme socio-économique que d'affirmer que pour certains habitants d'Alcântara, issus de milieux populaires, l'expérience de la pauvreté n'a jamais réellement cessé d'être.

La pauvreté peut certes endosser une dimension endémique ou structurelle, mais elle reste surtout le produit d'une dynamique. La paupérisation est un processus qui peut aussi affecter de manière moins prévisible d'autres groupes sociaux. Le cas d'Ana Maria (en gris sur la figure 5.1) évoque à ce sujet le changement brutal d'une position sociale au cours d'un parcours et ses implications sur les conditions de logement. Ancienne inspectrice de l'Education nationale portugaise, Ana Maria est retraitée depuis 2003. Elle réside depuis 1973, rue Luis de Camões (strate 6 sur la figure 3.7), en tant que locataire, dans un appartement de cinq pièces au sein d'un immeuble construit dans les années 1960. Sans enfant, elle y vit actuellement seule ; son mari, un ancien avocat, étant décédé récemment. L'appartement a subi quelques travaux (canalisation, installation de gaz) financés par la propriétaire de l'immeuble :

---

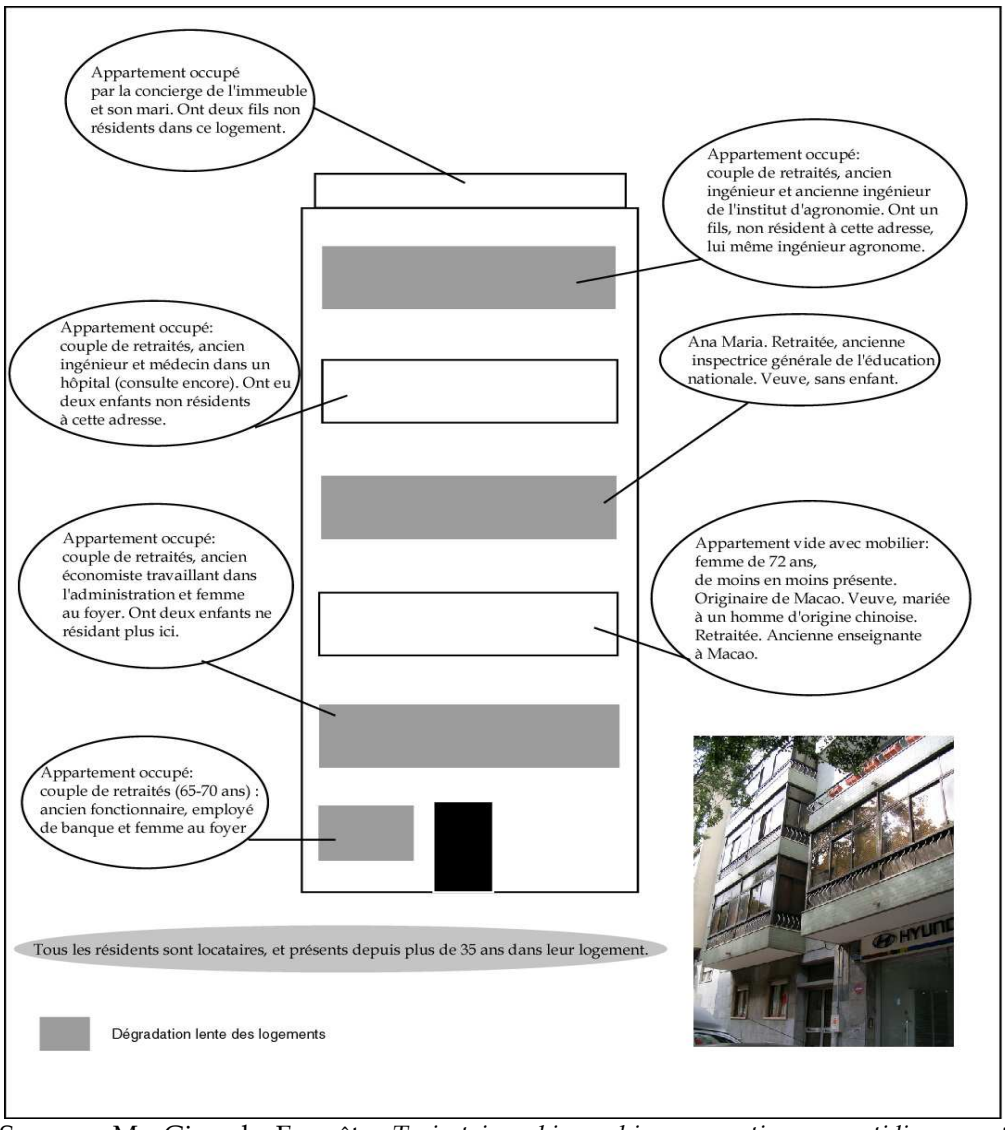
[1] 11 résidents ayant réalisés peu (en verts sur la figure 5.1) ou pas (en jaune pâle) de travaux dans leur logement.

[2] On prend ici dans ce chiffre le cas d'Ana Maria (en gris sur la figure 5.1) et dont la situation est exposée dans cette section.

> « *Le loyer était au départ de 22 euros, il est aujourd'hui de 152 euros. Ce n'est pas cher ! La propriétaire vit dans les îles, mariée à un Français. Elle a payé les travaux. C'est moi qui paye le plus cher dans tout l'immeuble car j'ai été la dernière à arriver !* » (Ana Maria, juillet 2005, à son domicile, rue Luis de Camões)

La visite de l'appartement d'Ana Maria révèle toutefois derrière les quelques travaux réalisés plusieurs traces de dégradation : écaillage des cloisons, tapisseries et peintures intérieures, dégradation des revêtements ou encore obsolescence de l'installation électrique. La situation socio-économique actuelle d'Ana Maria ne lui permet pas de penser la réhabilitation de son logement ; la faiblesse de sa retraite associée à l'augmentation générale du coût de la vie ou encore le décès de son mari ayant fortement fragilisé sa position. En outre, la surface relativement importante du logement, autrefois une ressource, et l'absence de dimension patrimoniale dans le projet résidentiel (en location, sans enfant) représentent aujourd'hui autant d'autres contraintes à la transformation et à l'engagement financier.

Figure 5.5. Occupation et dégradation d'un immeuble des années 1960, rue Luis de Camões à Alcântara (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara*, 2005.

L'observation de l'occupation de l'immeuble d'Ana Maria et la visite informelle de quelques logements du bâtiment soulignent la reproduction de telles situations. La figure 5.5 montre un état de l'occupation de l'immeuble observé en 2005. Les logements occupés par des retraités comportent tous des signes de dégradation. Ces ménages, jadis en position favorable, se confrontent actuellement à un processus de précarisation qui réduit leur capacité d'entretien du logement.

Cet exemple illustre bien le rôle de l'occupation et des pratiques liées au logement (absence de mobilité, faiblesse des transformations) dans la caractérisation et la production d'un type d'habitat, en fonction des contextes temporels. Si cet immeuble était destiné dans les années 1960 à accueillir une population favorisée pour le contexte de l'époque, il est aujourd'hui porteur d'une toute autre signification, avec l'absence de renouvellement de sa population, le changement de position socio-économique de plusieurs ménages occupants et la dégradation lente mais progressive de son bâti et de certains de ses logements.

1.4.2. Le blocage de segments du parc ancien

L'absence d'intervention résulte de facteurs qui dépendent des ménages. Malgré tout, on observe que les résidents impliqués dans les processus qu'on vient de décrire se trouvent tous, au-delà de leurs différences socio-économiques, dans des situations résidentielles similaires, en tant que locataires stables au sein de leur logement (absence de mobilité active). La structure immobilière et la relation existant entre locataires et propriétaires bailleurs semblent être déterminantes dans la définition des potentiels de transformation des logements et des possibilités de mobilité résidentielle des ménages.

La stabilité de nombreux locataires est à rapprocher du montant souvent bas des loyers. De nombreux résidents stables payent en effet actuellement des loyers modiques qui résultent notamment de l'application de la loi de 1948. La réévaluation des loyers et la sortie des logements de ce système de blocage des loyers, bien que notables, ne se font, dans le cas où le locataire reste stable, que de manière progressive, selon le respect de certains barèmes. Le laisser-faire, voire le déni, de certains propriétaires bailleurs pour leur bien immobilier provient en grande partie de la faiblesse des revenus provenant des loyers par rapport aux coûts de la réhabilitation. Cet arbitrage en défaveur de la transformation est de surcroît souvent couplé à des situations d'héritage complexes marquées de conflits entre héritiers.

En tant que locataires, souvent âgés, les résidents n'ont généralement que peu d'intérêt à la réhabilitation personnelle de leur logement. La faiblesse de leurs ressources économiques et l'absence d'enjeu ou de perspective patrimoniale participent dès lors de cette situation de *statu quo*, de blocage, voire de régression de l'état du bâti, des positions résidentielles des ménages et, de fait, de segments entiers du parc ancien.

Comme le rappelle J.-Y. Authier, à partir de son cas d'étude lyonnais, la permanence des divisions sociales est « étroitement liée à l'ampleur et à la nature des mobilités à l'œuvre dans le quartier » (Authier, 2003 : 117). Ces conditions – stabilité des ménages et dégradation lente du bâti - ont aujourd'hui un rôle dans la dynamique du parc résidentiel : elles ralentissent le remplacement de populations défavorisées ou en voie de précarisation par des individus plus aisés.

L'exemple de l'immeuble de la rue Luis de Camões laisse néanmoins ouverte la question du devenir de ce type d'habitat (constructions des années 1950-60) et de son occupation après le décès de l'actuelle population occupante. Quel sera en effet le choix du propriétaire bailleur après le décès des occupants originels stables ? Optera-t-il pour une vente par logements ou préférera-t-il augmenter sensiblement les loyers, selon les nouvelles logiques du marché locatif

libre ? La temporalité de l'observation ne permet pas à ce jour de répondre de manière tranchée à cette question. Une nouvelle enquête pourrait en effet selon cette perspective être reconduite. Ce type de bâti des années 1950-60 ne semble pas posséder *aujourd'hui* les mêmes potentialités en matière d'investissement matériel et symbolique que des logements plus anciens (composition standardisée, manque d'éléments figuratifs ou architecturaux distinctifs) et apparaît, en ce sens, moins valorisable. Ce faisant, la fonctionnalité et la taille des logements d'un tel parc peuvent aussi offrir les conditions adéquates pour le déploiement de nouvelles pratiques résidentielles[1].

La deuxième partie de ce chapitre se propose justement, à partir de l'utilisation du cas grenoblois, de mettre en regard cette situation, et les questionnements qui la constituent, avec l'observation de l'état du parc ancien d'un autre quartier marqué par un processus de reconquête urbaine plus avancé.

2. Des possibilités multiples de transformation : du logement au quartier

L'objectif de cette section apparaît double. L'étude de la situation de Berriat Saint-Bruno, à partir des données d'une enquête réalisée en 2000 dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), offre un instantané assez précis des caractéristiques du parc ancien, à un moment où le changement au sein de ce parc a potentiellement pu se réaliser. Il s'agira d'abord d'examiner l'état des logements anciens et les niveaux d'intervention dans les logements, pour ensuite questionner, à partir des résultats d'une seconde enquête effectuée en 2006, la réalité du changement social dans quelques bâtiments de typomorphologies différentes.

Le croisement de ces observations avec les résultats présentés dans la première section de ce chapitre conduira, à partir de l'élaboration d'une typologie de logements anciens plus ou moins « transformables », à une réflexion plus générale sur les possibilités de transformation du parc ancien du quartier d'Alcântara.

2.1. La lente transformation du parc de logements anciens de Berriat Saint-Bruno

Un bureau d'études grenoblois, le *Pact de l'Isère*, s'est vu confier en 1998 par la municipalité de Grenoble, et après appel d'offres public, la mise en place et l'animation pendant trois ans (2000-2003) d'une OPAH sur une partie du quartier Berriat Saint-Bruno. Une enquête de cadrage, dont le but a été de définir les objectifs qualitatifs et quantitatifs de l'opération, a préalablement été menée en 2000 auprès d'un échantillon de la population de l'aire d'intervention (encadré 5.2). Cette enquête de cadrage de l'OPAH Berriat a consisté en l'étude des caractéristiques des ménages et de leur logement, au sein des bâtiments de plus de 15 ans, c'est-à-dire construits avant les premières opérations marquantes de renouvellement urbain. Sur la base d'un diagnostic sur l'état des bâtiments (analyse des façades et des parties communes effectuée par

[1] Certains logements peuvent par exemple être utilisés dans le cadre de colocations. Ils peuvent ainsi par exemple représenter une offre intéressante pour un public d'étudiants, déjà présent dans le quartier (résidences pour étudiants) du fait de la proximité d'établissements d'enseignement supérieur (Institut d'agronomie, Université technique de Lisbonne, localisés en bordure du parc de Monsanto), mais aussi pour des groupes plus précaires, dans le cadre de regroupements et d'arrangements fondés sur une origine géographique commune (on a par exemple vu dans le chapitre 4 l'existence d'un immeuble construit dans les années 1930 et situé à proximité de la rue Luis de Camoes, occupé par une population de jeunes travailleurs précaires d'origine brésilienne).

un enquêteur selon une grille d'évaluation), l'échantillonnage a écarté, en outre, les bâtiments anciens considérés comme relevant d'un état « très bon à bon » (Ville de Grenoble – Pact de l'Isère, 1999).

L'enquête OPAH Berriat s'inscrit donc dans une action municipale sur le bâti et l'habitat anciens. Les bâtiments et les logements pris en compte représentent, en effet, pour les acteurs de l'opération, des biens à réhabiliter et donc à transformer. Le matériau de l'enquête répond donc aux questionnements associés à cette visée opérationnelle.

L'enquête OPAH offre un instantané de l'état du parc étudié (caractéristiques des logements et du bâti), de son occupation (caractéristiques des ménages), et de son niveau de transformation ou d'entretien à la veille de la réalisation de l'OPAH. Même si elle informe peu sur la transformation appréhendée comme processus ou comme choix émanant d'habitants ou de propriétaires bailleurs, elle constitue, toutefois, une source clé pour évaluer l'intensité et les formes des transformations physique et sociale réalisées à la suite de l'opération, en procédant à un second passage, dans quelques bâtiments sélectionnés en 2000[1]. L'enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage* (chapitre 3) a été effectuée en 2006, dans 5 bâtiments localisés sur la même portion d'une rue commerçante du quartier (figure 3.9), mais de typomorphologies différentes (période de construction et type de bâti)[2]. Sur la base de ces données[3], mon objectif est d'appréhender le niveau, et donc la potentialité, de transformation des logements et des bâtiments, selon leur typomorphologie et les caractéristiques socio-démographiques de leurs occupants. Le traitement proposé s'organisera en quatre temps. Il s'agira, d'abord, d'évaluer l'état général du parc de logements enquêtés et d'en évaluer son hétérogénéité, que ce soit à l'échelle du quartier ou à celle des immeubles. Pour cela, une variable « Etat du logement » a été élaborée à partir des données de l'enquête OPAH, puis a servi à la production d'une typologie de bâtiments, selon leur degré d'homogénéité en matière d'état des logements (encadré 5.3). Le second temps de l'analyse sera consacré plus spécifiquement à l'appréhension du niveau d'investissement réalisé dans chaque logement (transformation et/ou entretien du logement). Dans ce but, une variable « Intervention dans le logement » a été construite à partir du croisement de la variable « Etat du logement » avec la typomorphologie du bâtiment (encadré 5.3). Il importera, à ce stade de l'analyse, de déterminer quelles sont les caractéristiques des ménages qui occupent des logements plus ou moins transformés et/ou entretenus. On verra, dans un troisième temps, quelles ont été les formes et l'intensité du changement social observées dans les immeubles de nouveau enquêtés en 2006. Enfin, puisque ces immeubles sont situés sur une section de rue commerçante du quartier (cours Berriat), la situation offre une opportunité pour mettre en regard le changement de l'espace résidentiel, avec celui de l'espace commercial.

---

[1] Cette réflexion n'aurait pu être envisagée sans le lourd travail d'I. Bouhet André-Poyaux effectué dans le cadre de son mémoire du diplôme universitaire « Système d'information géographique et méthodes de l'analyse géographique » (DU SIGmage) de l'Université de Poitiers. Ce travail, intitulé *Exploitations statistiques et cartographiques de l'enquête de cadrage de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat du quartier Berriat à Grenoble en 2000* (2005) a tenté, à partir de méthodes d'analyse statistique et cartographique, de mettre en évidence l'existence de types de ménages occupants et de logements au sein du parc ancien du quartier et d'en comprendre leur distribution spatiale. Du fait d'un archivage aléatoire des données de l'enquête par les organismes responsables, le travail d'Isabelle Bouhet André-Poyaux a par ailleurs consisté, en amont de l'exploitation, en une préparation de la base de données.

[2] Seules les immeubles pour lesquels les observations ont été les plus complètes (3 cas) seront mobilisées pour l'analyse.

[3] L'accès aux données de l'enquête – données statistiques et fonds cartographiques - a été fait à la suite d'une demande officielle adressée aux organismes responsables et propriétaires des données, à savoir la Ville de Grenoble et le *Pact de l'Isère,* entre février et avril 2005. L'acquisition et l'exploitation de ces données a été permise par la signature d'une convention.

Encadré 5.2. Description de l'échantillon de l'enquête de cadrage OPAH Berriat

Sur les 2 428 bâtiments du secteur d'enquête recensés en 2000, seuls 1 064 ont été retenus pour la base de sondage. Ils correspondent à des bâtiments à usage principal d'habitation ou d'usage mixte comprenant au moins 2 logements, dont l'état a été évalué, par les opérateurs de l'enquête, comme « assez bon » (508 bâtiments), « moyen » (448), « dégradé » (90), et « très dégradé » (18). Ont donc été exclus, les bâtiments caractérisés par un « très bon à bon état » qui correspondent aux constructions neuves ou récentes (après 1985), mais aussi les bâtiments « de qualité bien entretenue », ou dont la « rénovation les assimile à du neuf » (Ville de Grenoble – Pacte de l'Isère, 2000 : 15). Ces 1064 bâtiments résidentiels contiennent un total de 7654 logements.

L'échantillon a été sélectionné selon la méthode de sondage en grappes. Cette méthode consiste à enquêter l'ensemble des unités secondaires (logements) appartenant aux unités primaires (bâtiments résidentiels) sélectionnées de manière aléatoire. Les bâtiments à usage d'habitation ont été stratifiés par sous-quartier Insee (Saint-Bruno, Ilot des Arts, Championnet, Europole : 4 secteurs définissant le « quartier Berriat » des opérateurs), par état d'entretien général (« très dégradé », « dégradé, « moyen », « assez bon ») et par type de construction (avant 1948 ; 1950-1960 ; 1960-1985). Le taux de sondage (24 %) est resté constant dans chacune des strates identifiées. En revanche, la représentativité de l'échantillon n'a pas été respectée au niveau de l'îlot (Bouhet André-Poyaux, 2005 : 14-16).

Au total, l'enquête OPAH a été effectuée par questionnaires entre janvier et févier 2000 par une quinzaine d'enquêteurs, auprès de 1 620 ménages, répartis sur 260 bâtiments des 4 secteurs Insee[1]. Plus de la moitié des logements enquêtés sont localisés dans le secteur Saint-Bruno, 19 % dans le secteur Championnet, et 17 % dans le secteur Europole (figure 5.6).

Figure 5.6. Secteurs Insee et logements enquêtés lors de l'étude de cadrage de l'OPAH Berriat (2000)

Sources : Enquête de cadrage OPAH Berriat (Ville de Grenoble – Pacte de l'Isère, 2000) ; extrait de : Isabelle Bouhet André-Poyaux (2005 : 14-17).

Encadré 5.3 Méthodologie d'analyse de l'enquête OPAH Berriat

La première étape de l'analyse a consisté à caractériser l'état de chaque logement enquêté, à partir de la combinaison de plusieurs variables de l'enquête OPAH. Toutes décrivent le logement et ont une valeur associée à l'action de l'occupant ou du propriétaire bailleur sur son bien. Ont ainsi été écartées de l'analyse certaines variables descriptives pouvant impliquer une action de la copropriété. Les variables sélectionnées relèvent de plusieurs ordres : elles caractérisent la cuisine du logement (« Cuisine/local »[2] et « Cuisine/état/équipement »), les toilettes (« WC/local » et « WC/état/équipement »), la salle de bains (« Salle de bains/niveau d'équipement », « Salle de bains/local », « Etat général salle de bains »),

[1] Ces chiffres n'intègrent pas le nombre de refus (245 ménages soit 13 % de taux de refus), le nombre de ménages non rencontrés (177 ménages), et le nombre de logements vacants (230 logements).
[2] Ces intitulés sont ceux utilisés dans le questionnaire de l'enquête OPAH.

l'installation électrique (« Electricité installation »), les revêtements (« Etat des revêtements/humidité »), et la porte palière (« Isolation porte palière »). Certaines de ces variables existantes ont été recomposées : la cuisine, les toilettes et la salle de bains ont été caractérisées par une variable synthétisant les informations sur le local et celles sur l'état de l'équipement. Pour les revêtements et la porte palière, les modalités existantes ont été regroupées (mauvais état/bon état). A partir d'une matrice ordonnable (Bertin, 1977), 6 types caractérisant « **l'état du logement** » ont été déterminés :

- type 1 : logements bien équipés et en très bon état général ;
- type 2 : logements bien équipés, et en bon état général sauf pour l'électricité (ancienne) ou la porte palière (mauvais état) ;
- type 3 : logements bien équipés, et en état correct sauf pour l'électricité (à refaire) ou les revêtements (mauvais état) ;
- type 4 : logements bien équipés, avec soit un des trois équipement en mauvais état (cuisine, toilettes, salle de bains), soit l'électricité et les revêtements en mauvais état ;
- type 5 : logements équipés, en mauvais état : au moins un des trois équipements en mauvais état, et les revêtements et/ou l'électricité en mauvais état ;
- type 6 : logements mal équipés.

A l'issue de cette première étape de l'analyse, 1 612 logements (8 logements non classés) répartis sur 260 bâtiments ont pu être décrits. Le second temps du traitement a conduit à élaborer la variable « Intervention dans le logement » afin de caractériser l'investissement des occupants ou des propriétaires bailleurs dans leur logement (entretien ou transformation). Cette variable a été construite à partir d'un tableau de contingence, croisant les 6 types relatifs à « l'état du logement », avec les modalités d'une variable « Type de bâti - période de construction » préalablement recodée (à partir du croisement des variables « Période de construction » du bâtiment et « Type de bâti » de l'enquête). Pour pouvoir évaluer le niveau d'intervention sur le logement, la prise en compte de la période de construction et du type de bâti sont en effet indispensables. Par exemple, le bon état d'un logement d'un « immeuble urbain » construit avant 1948 et le bon état d'un logement d'un immeuble « contemporain » construit après 1960 n'ont pas la même signification : l'action nécessaire pour améliorer l'état du logement de l'immeuble « urbain » a forcément été plus importante que celle déployée dans le logement de l'immeuble « contemporain ». Le tableau 5.1 résume la démarche entreprise et présente les 6 modalités de la variable « **Intervention dans le logement** » :

Tableau 5.1. Traitement de l'enquête OPAH Berriat : modalités de la variable « Intervention dans le logement »

	Typomorphologie_période de construction							Total
Typologie "Etat du logement"	Immeuble haussmannien_avant 1948	Immeuble urbain_avant 1948	Maison_ avant 1948	Batiment d'activité transformé_avant 1948	Immeuble contemporain_1950-60	Immeuble contemporain_1960-85	Maison_1960-1985	
Logements bien équipés et en très bon état général	126	204	29	2	109	32	1	503
Logements bien équipés, et en bon état général sauf pour l'électricité (ancienne) ou pour la porte palière (mauvais état)	71	113	20	5	86	34	3	332
Logements bien équipés, et en état correct sauf pour l'électricité (à refaire) ou pour les revêtements (mauvais état)	44	92	12	6	68	21	1	244
Logements bien équipés, avec soit un des trois équipements (cuisine, toilettes, salle de bains) en mauvais état, soit l'électricité et les revêtements en mauvais état	37	50	5	3	36	6	0	137
Logements équipés, en mauvais état : au moins un des trois équipements en mauvais état et les revêtements et/ou l'électricité en mauvais état	42	87	17	6	28	6	1	187
Logements mal équipés	24	32	2	0	5	4	1	68
Données manquantes	0	5	0	0	2	0	0	7
Total	344	583	85	22	334	103	7	1478

Modalités de la variable "Intervention dans le logement" :

- Logements transformés et très bien entretenus
- Logements transformés et bien entretenus
- Logements moyennement entretenus
- Logements peu entretenus
- Logements très faiblements entretenus
- Logements non transformés (équipement manquant)

Au total, 1 471 logements ont pu être caractérisés par la variable « Intervention du logement ». Deux limites dans l'appréhension de l'investissement des individus dans leur logement doivent être évoquées : la première correspond à l'absence de prise en compte des transformations en termes de réaménagement de l'espace interne du logement et de redistribution des pièces (information non recueillie dans l'enquête) ; la seconde renvoie au fait que l'investissement décrit n'émane pas forcément des occupants des logements (absence d'information sur les dates des interventions). Les observations effectuées en 2006 dans le cadre de l'enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage* pourront être mobilisées pour informer ces dimensions manquantes.

Par ailleurs, l'objectif du traitement de l'enquête OPAH a aussi été d'évaluer l'homogénéité ou l'hétérogénéité des bâtiments, selon leur composition par types de logements (décrits selon leur état). A partir d'une matrice ordonnable appliquée aux 205 bâtiments comprenant au moins 2 logements enquêtés, **8 types de bâtiments** ont pu être identifiés (sur la base des écarts au profil moyen pour chaque type de logement) :

- type 1 (14,1 % des bâtiments) : bâtiments homogènes, composés de logements bien équipés et en bon état ;
- type 2 (8,3 %) : bâtiments assez homogènes, composés de logements bien équipés et en bon état, et de quelques logements légèrement dégradés (problèmes de revêtements ou d'électricité) ;
- type 3 (12,2 %) : bâtiments assez homogènes, composés de logements légèrement dégradés (électricité à refaire ou revêtements en mauvais état) mais bien équipés, et de quelques logements bien équipés et en bon état ;
- type 4 (8,8 %) : bâtiments hétérogènes, composés majoritairement de logements bien équipés et en bon état, et secondairement de logements avec des déficiences en matière d'équipement (équipements en mauvais état ou manquants) ;
- type 5 (19,0 %) : bâtiments hétérogènes, avec des logements aux niveaux d'équipement et aux états variés (profil proche de la composition moyenne des immeubles enquêtés) ;
- type 6 (21,5 %) : bâtiments très hétérogènes, composés à la fois de logements aux équipements en mauvais état ou absents, et de logements bien équipés et en bon état ;
- type 7 (9,3 %) : bâtiments assez homogènes, composés majoritairement de logements présentant des signes de dégradation et des logements aux équipements déficients ou absents ;
- type 8 (6,8 %) : bâtiments homogènes, composés de logements aux équipements déficients ou absents.

Enfin, la réflexion menée sur l'occupation des logements mobilisera, le cas échéant, les résultats d'une typologie faite, par analyse factorielle en composantes principales et par classification ascendante hiérarchique, sur les caractéristiques socio-démographiques des ménages. Cette typologie réalisée par I. Bouhet André-Poyaux (2005) propose **5 types de ménages** (annexe 5.1), qu'elle décrit ainsi (2005 : 44-45) :

- type 1 « Etudiants » (29 % de ménages) : constitué d'étudiants ayant moins de 24 ans, locataires depuis moins de 2 ans de leur logement et habitant seuls ou en colocation. Ce groupe se caractérise par un revenu mensuel assez faible. Plus du tiers vit avec moins de 2 500 francs par mois.
- type 2 « Jeunes actifs fragilisés et mobiles » (26 %) : rassemble des jeunes chefs de ménage fragilisés vivant seul et appartenant aux classes sociales populaires avec des revenus compris le plus souvent entre 5 000 et 7 500 francs. Plus de 18 % d'entre eux sont demandeurs d'emploi, 37 % sont employés, 12,6 % ont une profession intermédiaire et 7 % sont ouvriers. Majoritairement locataires, ils sont installés dans leur logement depuis moins de 2 ans.
- type 3 « Ménages stables d'âge mûr » (9 %) : regroupe des familles propriétaires installées depuis plus de 10 ans dans leur logement. Le chef de ménage actif, ayant entre 40 et 60 ans occupe souvent un poste d'ouvrier (12,1 %), d'employé (29,9 %) ou relevant de professions intermédiaires (21,7 %). Il peut cependant aussi être parfois cadre (13,4 %). La moitié de ces familles touche un revenu mensuel supérieur à 10 000 francs (17 % ont un revenu de plus de 20 000 francs).
- type 4 « Jeunes ménages relativement aisés et stables » (21 %) : constitué de familles de jeunes actifs appartenant aux classes sociales relativement aisées ayant pour plus de 60 % d'entre elles des revenus supérieurs à 10 000 francs par mois et pour 28 % plus de 15 000 francs par mois. Les chefs de ménages occupent un poste de cadre (18,6 %), ont une profession intermédiaire (27,8 %) ou sont employés (31 %). Un peu plus souvent locataires que propriétaires, leurs durées de résidence dans le logement s'échelonnent ente 2 et 10 ans.
- type 5 « Retraités » (14 %) : composé de retraités âgés pour 52 % d'entre eux de plus de 75 ans. Ils sont propriétaires de leur logement et y réside depuis plus de 10 ans.

2.1.1. Une hétérogénéité de l'état des logements anciens observée à l'échelle du quartier et au sein même des bâtiments

- *Une forte hétérogénéité du parc ancien à l'échelle du quartier, quel que soit le type de bâti*

Une première observation concerne l'hétérogénéité du parc ancien à l'échelle du quartier Berriat Saint-Bruno. Sur l'ensemble de l'échantillon, un tiers des logements sont considérés comme bien équipés et en très bon état général : les trois équipements (cuisine, toilettes, salle de bains), les revêtements, l'installation électrique et la porte palière présentent tous un bon état d'ensemble. Près d'un quart des logements sont bien équipés, et en bon état général (salles d'eau, revêtements) mais possèdent toutefois une installation électrique ancienne améliorable et/ou une porte palière peu isolée (en mauvais état). L'échantillon comprend aussi 16,5 % de logements décrits comme bien équipés, et en état correct sauf pour l'électricité ou pour les revêtements : ces logements ont tous des équipements (salles d'eau) en bon état, mais présentent aussi quelques signes d'un processus de dégradation relativement avancé, que ce soit au niveau des revêtements (mauvais état) ou de l'installation électrique (absence de tableau de répartition, ou installation bricolée). 9,5 % des logements subissent un processus de détérioration plus important : même s'ils apparaissent plutôt bien équipés, ces logements possèdent soit un des trois équipements (salles d'eau) en mauvais état, soit des revêtements et une installation électrique très dégradés. Ce processus de dégradation caractérise encore plus intensément 13 % des logements considérés comme équipés mais en mauvais état : ces logements ont à la fois au moins un de leurs trois équipements (salles d'eau) défaillant et des revêtements et/ou une installation électrique complètement détériorée. Enfin, 4,5 % des logements de l'échantillon se définissent par l'absence d'au moins un des trois équipements que sont la cuisine, les toilettes ou la salle de bains.

Le parc de logements anciens de Berriat Saint-Bruno apparaît ainsi très hétérogène, avec des logements bien équipés et en bon état général, mais aussi de nombreux logements (près de la moitié) présentant un niveau de dégradation relativement avancé ou un manque d'équipement.

Cette diversité du parc ancien semble caractériser tous les types de bâti considérés (tableau 5.1). On trouve, en effet, dans chacun des types morphologiques (défini par le croisement du type de bâti et de la période de construction), tous les types de logement. On remarque toutefois un certain effet de l'âge des constructions sur l'état des logements puisque les logements en très mauvais état ou mal équipés se trouvent avant tout dans des bâtiments construits avant 1948 : 81 % des logements équipés en mauvais état (au moins un des trois équipement défaillant et des revêtements et/ou une installation électrique en mauvais état), et 85 % des logements mal équipés se situent dans des bâtiments d'avant 1948 (tous types confondus), qui contiennent cependant aussi 72 % des logements bien équipés et en très bon état général.

En revanche, quand on observe l'état des parties communes des bâtiments, à partir de la variable existante « Note de synthèse », consacrée à l'évaluation par l'enquêteur du niveau d'entretien de ces parties communes, des différences plus marquées apparaissent selon l'âge du bâtiment mais surtout selon le type de bâti. Les immeubles qualifiés « d'urbain », construits avant 1948, se distinguent sensiblement par un niveau de dégradation des parties communes plus avancé : 58 % des bâtiments de ce type présentent, d'après l'enquête, un « retard d'entretien » ou sont décrits comme « dégradés, nécessitant des reprises généralisées ou une intervention sur la structure », contre par exemple 14 % pour les immeubles haussmanniens d'avant 1948, 17 % pour les immeubles contemporains construits dans les années 1950-60, et 25 % pour ceux construits entre 1960 et 1985.

Les observations réalisées en 2006 dans le cadre de l'enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage* se font globalement l'écho de ces résultats. L'un des immeubles enquêtés (situé au n°99 du cours Berriat) correspond au type « urbain », et a été construit avant 1948 (photographie 5.5).

Ce type de bâtiment renvoie aux premiers immeubles du quartier, construits au début du XXe siècle, et destinés au logement des familles ouvrières. Ils se caractérisent par une grande simplicité architecturale, par des surfaces internes au logement assez réduites et un confort à l'origine assez limité. On peut ainsi les rapprocher des « maisons mitoyennes ou isolées », elles aussi destinées au début du XXe siècle au logement des familles ouvrières, et construites en front de rue sur des trames assez étroites (photographie 5.5).

Photographie 5.5. Immeubles urbains (n°99 cours Berriat) et maisons mitoyennes, construits avant 1948 à Berriat Saint-Bruno

M. Giroud, Berriat Saint-Bruno, 2006.

L'enquête OPAH décrit en 2000, à propos de l'imeuble n°99, un bâtiment dont l'état général est « dégradé » (menuiseries des communs, peintures intérieures et façade côté cour détériorées, problèmes d'humidité, installation électrique en mauvais état). L'observation de l'immeuble n°99 en 2006 confirme l'état de détérioration des parties communes, et démontre qu'il n'y a pas eu d'intervention de réalisée depuis 2000 : on relève, grâce à la photographie 5.6, l'importance des décollements des peintures et des enduits de la cage d'escalier, l'existence de cloquages, ou encore celle de menuiseries usées.

Photographie 5.6. Dégradation avancée des parties communes de l'immeuble n°99 du cours Berriat

M. Giroud, Berriat Saint-Bruno, 2006.

Le cas de l'immeuble n°99 illustre donc bien la situation décrite en 2000, de dégradation avancée des parties collectives de nombreux immeubles « urbains » construits avant 1948.

Un second immeuble enquêté (n°110 du cours Berriat) est cette fois à rapprocher du type « haussmannien » (photographie 5.7). Ces bâtiments sont des immeubles de rapport caractéristiques de la seconde période de construction d'habitat collectif dans le quartier, voués

à l'origine à une population favorisée. Ils s'identifient d'un point de vue esthétique par la généralisation, dans la composition d'ensemble, des pierres factices en ciment moulé, mais aussi par l'utilisation du fer forgé dans la décoration de la façade, de la cage d'escalier et de l'intérieur des appartements.

Photographie 5.7. Immeuble de type « haussmannien » (n°110 cours Berriat), construit avant 1948 à Berriat Saint-Bruno

M. Giroud, Berriat Saint-Bruno, 2006.

En 2000, l'état du bâtiment n°110 est considéré comme « assez bon » par les enquêteurs, avec une façade sur rue ravalée, un escalier solide, une installation électrique et des peintures intérieures en assez bon état (quelques décollements sont signalés). Les menuiseries tout comme la façade côté pignon et côté rue sont cependant décrites avec un état moyen. Aucune trace de dégradation notoire des parties communes n'a été observée lors de l'enquête de 2006 ; les peintures intérieures de la cage d'escalier ayant été refaites en 2005. En revanche, d'après le témoignage de Jean-François (27 ans, musicien, célibataire, arrivé en 2004 à Berriat Saint-Bruno), c'est à l'intérieur des logements qu'on trouve les principaux problèmes :

> *« Il y a pas mal de problèmes dans l'appartement depuis que je me suis installé : des problèmes de canalisations, de plomberie, de peintures... Les papiers peints se décollent parce que les murs restent humides. Et il faudrait tout refaire l'électricité, cela devient dangereux. »* (Jean-François, juin 2006, à son domicile, cours Berriat).

Cette situation confirme ainsi certains résultats de l'enquête réalisée en 2000 : dans le type haussmannien, si les parties communes apparaissent en général entretenues, les appartements peuvent parfois être affectés d'un processus de dégradation avancée.

Un troisième immeuble enquêté en 2006 (n°112 cours Berriat) relève du type « immeuble contemporain 1950-60 » (photographie 5.8). Ce type traduit l'étape de généralisation de l'emploi du béton armé dans la construction. Par étapes successives (dont la première est véritablement à resituer dans l'entre-deux-guerres), cette nouvelle technique va se substituer aux maçonneries traditionnelles. Des éléments en béton armé vont d'abord venir composer les façades en pierre crépies, puis les remplacer entièrement. Balcons filants puis encorbellements des niveaux supérieurs aux extrémités arrondies, ou retraits des murs de façade en étage, sont les premières caractéristiques architecturales relatives à cette technique de construction. Peu à peu le nombre d'étages augmente et les hauteurs sous plafond se réduisent. Dans les immeubles construits en fin de période (ce qui n'est pas le cas du 112 cours Berriat, dont l'édification date, d'après mes sources, de la toute fin des années 1940), les plus beaux appartements ne sont plus dans les étages inférieurs mais au dernier niveau du fait de l'apparition de l'ascenseur.

Photographie 5.8. Immeuble de type « contemporain 1950-60 » (n°112 cours Berriat) à Berriat Saint-Bruno

M. Giroud, Berriat Saint-Bruno, 2006.

A contrario de l'immeuble de type haussmannien, les parties communes du bâtiment n°112 présentent, en 2006, plusieurs signes de dégradation. La fissure de certains murs, des problèmes de plomberie et de fuites d'eau ou encore de canalisation de gaz (tuyaux en plomb noyés dans les communs et les appartements, vieillissants et dangereux) posent de sérieux problèmes de sécurité (photographie 5.8). Dans le cas de l'immeuble n°112, la détérioration des parties communes semble avoir connu une accélération entre 2000 et 2006, puisque lors de l'enquête OPAH, le bâtiment a été décrit en « assez bon état », avec un escalier et des peintures intérieures en très bon état. Entre les deux dates, seul le changement de l'installation électrique de la montée d'escalier a en effet été pris en charge par la copropriété.

Les résultats de l'enquête OPAH, tout comme ceux de l'enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage,* montrent ainsi qu'en 2000 et en 2006, les parties communes des bâtiments les plus anciens ne sont pas toujours les plus dégradées. Les immeubles « contemporains » construits entre 1950 et 1960, ainsi que ceux construits après 1960 (photographie 5.9), dans un contexte de forte demande en logements et d'industrialisation rapide du secteur de la construction, peuvent, dans certains cas, présenter un niveau d'entretien des parties collectives beaucoup moins élevé que dans des immeubles de type haussmannien.

Photographie 5.9. Immeubles de type « contemporain 1960-85 » à Berriat Saint-Bruno

M. Giroud, Berriat Saint-Bruno, 2007.

Une telle conclusion recoupe ce qui a été observé à Alcântara, notamment sur le processus de dégradation des immeubles modernes construits après 1960.

- *Une forte hétérogénéité des logements au sein même des bâtiments*

L'analyse de la composition des bâtiments selon l'état de leurs logements démontre que l'hétérogénéité du parc ancien ne s'observe pas seulement à l'échelle du quartier, mais se décline aussi à l'intérieur même des bâtiments. Le tableau 5.2 montre que près de la moitié des bâtiments enquêtés peuvent être qualifiés d'hétérogènes, c'est-à-dire qu'ils sont composés à la fois de logements en bon état et bien équipés, et de logements dont les niveaux d'équipements et d'état peuvent être plus problématiques. Un tiers des bâtiments se caractérise par une certaine homogénéité, en termes de logements bien équipés, en bon ou en assez bon état général. Enfin, 16 % des bâtiments présentent une homogénéité de logements, cette fois, plutôt dégradés et/ou mal équipés.

Tableau 5.2. Des bâtiments anciens plus ou moins homogènes à Berriat Saint-Bruno (2000)

		Effectif	%
Bâtiments plutôt homogènes, en bon état	Type 1 : bâtiments homogènes, composés de logements bien équipés et en bon état	29	14,1
	Type 2 : bâtiments assez homogènes, composés de logements bien équipés et en bon état, et de quelques logements légèrement dégradés (problèmes de revêtements ou d'électricité)	17	8,3
	Type 3 : bâtiments assez homogènes, composés de logements légèrement dégradés (électricité à refaire ou revêtements en mauvais état) mais bien équipés, et de quelques logements bien équipés et en bon état	25	12,2
Bâtiments plutôt hétérogènes	Type 4 : bâtiments hétérogènes, composés majoritairement de logements bien équipés et en bon état, et secondairement de logements avec des déficiences en matière d'équipement (équipements en mauvais état ou manquants)	18	8,8
	Type 5 : bâtiments hétérogènes, avec des logements aux niveaux d'équipement et aux états variés (profil proche de la composition moyenne des immeubles enquêtés)	39	19,0
	Type 6 : bâtiments très hétérogènes, composés à la fois de logements aux équipements en mauvais état ou absents, et de logements bien équipés et en bon état	44	21,5
Bâtiments plutôt homogènes, en mauvais état	Type 7 : bâtiments assez homogènes, composés majoritairement de logements présentant des signes de dégradation et des logements aux équipements déficients ou absent	19	9,3
	Type 8 : bâtiments homogènes, composés de logements avec des équipements déficients ou absents	14	6,8
	Total des bâtiments	205	100,0

Source : Enquête de cadrage OPAH Berriat (Ville de Grenoble – Pacte de l'Isère, 2000).

L'étude de la distribution des logements selon le type (homogénéité/hétérogénéité) et la typomorphologie du bâtiment révèle que c'est dans l'haussmannien que les logements se trouvent le plus en situation d'hétérogénéité : dans l'haussmannien, les logements sont en effet à 75 % dans des bâtiments hétérogènes, contre 53 % pour le type « immeuble urbain avant 1948 », 31 % dans le « contemporain 1950-60 » et 48 % dans le type de bâti « contemporain 1960-85 ». En outre, c'est dans le type « contemporain 1950-60 » que l'on trouve le plus de logements au sein de bâtiments homogènes en bon état, (59 % des logements du « contemporain 1950-60 », contre 51 % dans le « contemporain 1860-85 », 32 % dans le type « urbain », et seulement 17 % dans l'haussmannien). Enfin, c'est dans le type « immeuble urbain avant 1948 » que les logements se trouvent le plus dans des bâtiments homogènes en mauvais état (16 % des

logements, contre 6 % dans l'haussmannien, 10 % dans le « contemporain 1950-60 » et 0 % dans le « contemporain 1960-85 »).

Les immeubles sélectionnés pour l'enquête de 2006 illustrent imparfaitement ces distributions. L'immeuble n°110 (« haussmannien avant 1948 ») correspond, en effet, à un bâtiment de type 3, à savoir un bâtiment assez homogène, composé de logements légèrement dégradés (électricité à refaire ou revêtements en mauvais état) mais bien équipés, et de quelques logements bien équipés et en bon état. L'immeuble n°99 (« urbain avant 1948 ») représente un bâtiment de type 6, c'est-à-dire très hétérogène, composés à la fois de logements aux équipements en mauvais état ou absents, et de logements bien équipés et en bon état. L'immeuble n°112 (« contemporain 1950-60 ») est, quant à lui, un bâtiment de type 5, soit plutôt hétérogène, avec des logements aux niveaux d'équipement et aux états variés (composition moyenne des immeubles enquêtés).

2.1.2. Des logements anciens inégalement transformés et entretenus

Cette hétérogénéité des bâtiments traduit des formes inégales d'investissement dans les logements. Les logements anciens du quartier Berriat Saint-Bruno n'ont, en effet, pas tous été transformés et/ou entretenus avec la même intensité. Les logements ayant été peu transformés, et dont l'entretien reste relativement faible, dominent à l'échelle de l'échantillon : seulement 16 % des logements ont été transformés et très bien entretenus (modalité 1), 23 % ont été transformés et bien entretenus (modalité 2), 28 % sont moyennement entretenus (modalité 3), 15 % sont peu entretenus (modalité 4), 13 % sont très faiblement entretenus (modalité 5), enfin 5 % des logements n'ont pas été transformés du tout (équipement manquant) (modalité 6).

On note une relation, prouvée par les tests statistiques, entre le niveau d'intervention dans les logements et l'homogénéité des bâtiments. A la différence des logements relativement entretenus (modalités 3 et 4), qui se trouvent pour près de 50 % d'entre eux dans des bâtiments homogènes en bon état, les logements qui ont été transformés et entretenus (modalités 1 et 2) et ceux qui apparaissent très peu entretenus ou non transformés (modalités 5 et 6) s'observent davantage dans des bâtiments hétérogènes (59 % des logement dans le premier cas, 67 % dans le second). Dans l'haussmannien, comme dans le type « urbain », les logements apparaissent principalement transformés et entretenus (respectivement 57 % et 55 % des logements de chaque type de bâtiment). On trouve, par ailleurs, dans l'haussmannien et dans « l'urbain », des proportions similaires de logements relativement entretenus (autour de 24 % des logements) et de logements très peu entretenus ou non transformés (20 %). Dans le « contemporain 1950-60 » et dans « le contemporain 1960-85 », les logements sont à 90 % relativement entretenus, les 10 % restant correspondant à des logements très peu entretenus ou non transformés.

L'analyse des caractéristiques des ménages révèle un lien assez étroit entre le statut d'occupation et le niveau d'intervention dans le logement. 44 % des propriétaires occupent des logements transformés et entretenus (contre 37 % chez les locataires), 48 % résident dans un logement relativement entretenu (42 % chez les locataires) et seulement 9 % des propriétaires se trouvent dans un logement très peu entretenus ou non transformé (21 % des locataires). La grande majorité des propriétaires occupe donc des logements qui ont fait l'objet d'un investissement, que ce soit dans un but de transformation, ou simplement d'entretien. On peut alors penser que, dans de nombreux cas, les propriétaires occupants identifiés en 2000 sont eux-mêmes les opérateurs des travaux réalisés. Les situations des locataires apparaissent donc beaucoup plus variées : une proportion relativement importante de locataires réside dans un logement très peu entretenu ou n'ayant jamais été transformé (absence d'aménagement de l'équipement manquant). Il apparaît difficile de conclure précisément sur l'action effective des locataires occupants sur leur logement : si dans le cas des logements très peu entretenus, l'absence d'investissement relève autant des locataires que des propriétaires bailleurs, dans les

cas où le logement a été transformé ou entretenu, les interventions peuvent avoir été réalisées autant par les uns que par les autres.

Le tableau 5.3 montre que les logements transformés et entretenus sont surtout occupés par des jeunes ménages, qu'ils s'agisse d'étudiants, de « jeunes ménages relativement aisés et stables », ou de « jeunes actifs fragilisés et mobiles ». Les résidents des logements très peu entretenus ou non transformés se caractérisent, plus que par leur âge, par un statut social plus précaire. Les « jeunes ménages relativement aisés et stables » y sont deux fois moins représentés que dans les logements transformés et entretenus. *A contrario*, on trouve plus fréquemment des « jeunes actifs fragilisés et mobiles » dans les logements très peu entretenus ou non transformés que dans les logements transformés et entretenus. Enfin, les logements relativement entretenus ne présentent pas vraiment de profil socialement marqué, si ce n'est une légère surreprésentation des retraités.

Tableau 5.3. Types d'occupants selon l'intensité de transformation des logements à Berriat Saint-Bruno (2000)

	Logements transformés et entretenus (modalités 1 et 2 de la variable « Intervention sur le logement)	Logements relativement entretenus (modalités 3 et 4)	Logements très peu entretenus ou non transformés (modalités 5 et 6)	Total
Etudiants	30,9 %	24,5 %	33,3 %	28,5 %
Jeunes actifs fragilisés et mobiles	22,8 %	26,3 %	31,8 %	25,9 %
Ménages stables d'âge mûr	10,5 %	11,1 %	5,9 %	10,0 %
Jeunes ménages relativement aisés et stables	25,6 %	20,6 %	12,9 %	21,2 %
Retraités	10,2 %	17,5 %	16,1 %	14,4 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Enquête de cadrage OPAH Berriat (Ville de Grenoble – Pacte de l'Isère, 2000).

D'après l'enquête OPAH, dans l'immeuble n°99 de type « urbain » construit avant 1948, on trouve, parmi les 3 logements enquêtés (sur les 6 que contient l'immeuble), 2 logements transformés et très bien entretenus (modalité 1), et un troisième peu entretenu (modalité 4). Dans les 2 premiers cas, les ménages occupants sont propriétaires de leur logement, et appartiennent aux catégories « ménage stable d'âge mûr » ou « jeune ménage relativement aisé et stable ». Le logement peu entretenu accueille quant à lui un locataire, de type « jeune actif fragilisé et mobile ». Cet exemple montre que ce type d'immeuble est potentiellement attractif à de nouveaux venus favorisés puisque suffisamment transformable d'un point de vue morphologique. Mais, il souligne aussi que l'hétérogénéité du parc et les rythmes différenciés de transformation assurent à certains ménages plus modestes une option résidentielle.

Parmi les 4 logements (sur 8 au total) enquêtés dans l'immeuble n°110 de type « haussmannien », 2 d'entre eux sont des logements transformés et bien entretenus (modalité 1), les 2 autres apparaissant moyennement entretenus (modalité 3). On trouve dans les logements transformés un propriétaire de type « jeune ménage relativement aisé et stable », mais aussi un étudiant locataire. Les logements moyennement entretenus sont occupés, quant à eux, par 2 locataires, l'un étudiant, l'autre de type « jeune actif fragilisé et mobile ». Si cet exemple conforte

le lien entre le statut d'occupation et l'intensité de la transformation du logement, il illustre aussi la diversité des conditions d'habitat au sein de la catégorie « Etudiant ». Par ailleurs, ce cas confirme aussi l'attrait potentiel du type « haussmannien » pour des nouveaux résidents aisés. Les observations menées dans des bâtiments de ce type et réalisées entre 2003 et 2006 révèlent en effet « l'élasticité » formelle de ce type de bâti et les possibilité multiples de réappropriation des logements, par exemple via la suppression de cloisons et l'ouverture des espaces intérieurs, ou par la création de duplex à partir de la jonction de logements.

L'immeuble n°112, de type « contemporain 1950-60 », comprend, en 2000, 17 logements dont 10 ont été enquêtés. Aucun des logements n'apparaît transformé, très bien ou bien entretenu (modalités 1 et 2). Cinq logements sont moyennement entretenus (modalité 3) et abritent à la fois des propriétaires (2 retraités et 1 « ménage stable d'âge mûr ») et des locataires (2 étudiants). Trois autres logements apparaissent peu entretenus (modalité 4), accueillant aussi des propriétaires (1 « jeunes ménages relativement aisés et stables «) et des locataires (1 étudiant, 1 retraité). Enfin, 2 derniers logements semblent très faiblement entretenus (modalité 5) et sont occupés par 2 ménages composés de retraités, propriétaires de leur logement. Ce type de bâtiment apparaît donc, d'après l'enquête, comme peu sujet aux transformations.

Les observations réalisées dans le cadre de l'enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage* confortent et nuancent certains de ces résultats.

Par exemple, dans les deux immeubles construits avant 1948, les travaux les plus importants réalisés dans la période 2000-2006 impliquent toujours des ménages propriétaires de leur logement, de type « stable d'âge mûr » ou « jeune ménage relativement aisé et stable ». Ces interventions n'ont cependant pas toujours la même signification : dans le cas des ménages « stable d'âge mûr », l'investissement révèle davantage une opération d'entretien du logement que de reconfiguration et de réappropriation, qu'exprime plus l'action des « jeunes ménages relativement aisés et stables ». On note aussi, dans ces immeubles, que certains logements ont été l'objet de travaux d'entretien de la part de propriétaires non occupants : ces logements sont, en général, occupés par des étudiants, et les travaux réalisés concernent surtout les peintures intérieures, la pause de lambris ou de tapisseries. L'intervention du propriétaire non occupant compense, au total, rarement les dégradations pourtant réelles des logements (problèmes de plomberie et de dégâts des eaux, humidité, installations électriques hors normes, etc.).

A contrario de ce que montre l'analyse de l'enquête OPAH, l'immeuble n°112 (de type « contemporain 1950-60 ») présente, entre 2000 et 2006, plusieurs cas de logements fortement modifiés, tous occupés par des ménages propriétaires, de type « stables d'âge mûr ». Deux situations de recomposition profonde et récente des espaces internes, par jonction de plusieurs logements, ont ainsi pu être relevées.

La distribution actuelle des logements à l'échelle du bâtiment diffère en effet sensiblement de la distribution originelle. Le projet initial comprend 6 niveaux tous composés, à l'exception du deuxième étage voué au logement de la famille propriétaire de l'immeuble, de 3 logements (3 appartements, respectivement de 2, 3 et 4 pièces). Le septième niveau servait, à l'origine, de grenier et de débarras. Actuellement, seuls les 3e, 5e et 6e étages respectent toujours cet agencement. Le 4e niveau a été rapidement reconfiguré pour accueillir l'héritière de la famille propriétaire, préférant la lumière des hauteurs au confort du second étage (production de 2 logements à partir de 3 locaux) : ce niveau comprend actuellement un appartement de 6 pièces, réparties sur 150 m² (jonction des appartements de 2 et 3 pièces et récupération, après abattage de cloison, d'une des pièces du troisième logement originel), et un autre de 3 pièces.

Les logements situés au premier étage et au niveau des combles ont été, plus récemment, entièrement reconfigurés par leurs propriétaires. Dans l'étage supérieur, deux anciennes « jacobines » ont été jointes pour créer un appartement de 2 pièces. L'opération a été réalisée par

le propriétaire du logement, qui se trouve être le gérant de la pharmacie *du Vercors* localisée en rez-de-chaussée, pour loger l'un de ses fils. Au premier étage, deux logements (l'un de 3 pièces, l'autre de 4) ont été réunis par leur propriétaire, technicien chez EDF, et présent dans l'immeuble depuis 1984. L'objectif a été, pour ce résident, de créer un logement, à la fois intégré et indépendant, destiné à l'une de ses filles. Les travaux se sont déroulés de janvier à septembre 2004 et ont consisté, d'une part, à joindre les deux logements, d'autre part à abattre une cloison intérieure, pour configurer un appartement de 2 pièces, comprenant chambre, salon et cuisine à l'américaine.

Cette observation permet donc de préciser les résultats de l'analyse statistique. La façon dont a été construite la variable « Intervention sur le logement » et la non prise en compte, dans l'enquête, de la redistribution des espaces internes aux logements amènent à nuancer certaines conclusions sur la relation établie entre le niveau de transformation des logements et la typomorphologie du bâti : *a contrario* de ce que révèle l'analyse proposée plus haut, on trouve aussi, parmi les logements des immeubles « contemporains », des cas où l'intervention sur le logement a été très importante. Par conséquent, ces immeubles « contemporains », précisément construits entre 1950 et 1960, présentent un potentiel non négligeable de transformation morphologique et donc de réappropriation. Les réhabilitations entreprises, bien que pour l'heure inscrites dans des logiques familiales, patrimoniales et intergénérationnelles, contribuent, dès à présent, à produire une nouvelle offre potentielle de logements.

L'étude du changement social, entre 2000 et 2006, des 3 immeubles enquêtés offre une première idée du potentiel d'attraction de ces différents types de bâti ancien.

2.1.3. Les effets opposés des rotations résidentielles sur le changement social de trois immeubles anciens, entre 2000 et 2006

Observe-t-on une certaine continuité des formes de présences résidentielles ou, au contraire, un changement social intense au sein des 3 immeubles enquêtés en 2006 ? Les tableaux 5.4a, b et c montrent les changements dans l'occupation des immeubles n°99, 110 et 112, entre 2000 et 2006[1].

Dans l'immeuble n°99 de type « urbain », sur les 6 ménages recensés, seuls 2 se sont installés durant la période 2000-2006. Dans l'immeuble n°110 de type « haussmannien », l'intensité des rotations apparaît plus importante, puisque 3 ménages sont restés stables et 5 autres se sont récemment installés. Enfin, l'immeuble n°112 de type « contemporain 1950-60 » est avant tout caractérisé par la stabilité de sa population : on compte 4 ménages, nouveaux résidents, 10 ménages stables, et 1 logement vacant.

Dans les 3 immeubles, on remarque que les rotations sont souvent à imputer aux départs et/ou aux arrivées d'étudiants.

L'immeuble de type « haussmannien » s'identifie clairement par la dynamique de son peuplement car plus de la moitié de ses occupants a été renouvelée entre 2000 et 2006. En revanche, la composition sociale de l'immeuble semble rester stable : si on note le remplacement d'un ménage de retraités par un « jeune ménage relativement aisé et stable », on relève aussi que plusieurs logements de l'immeuble restent accessibles à de « jeunes actifs fragilisés et mobiles ».

[1] J'utilise ici les catégories de ménage issues de la typologie réalisée par I. Bouhet André-Poyaux. L'attribution des catégories pour 2006 a été réalisée à partir de l'analyse des caractéristiques socio-démographiques des ménages. Dans la colonne « Local en 2006 », sont signalés en gras les résidents présents en 2006 et non en 2000.

Tableau 5.4. Evolution de l'occupation de trois immeubles du cours Berriat (2000-2006)

a- Immeuble n°99 (« urbain », très hétérogène)

Etage du logement	Local en 2000		Local en 2006
	Type de ménage (d'après enquête OPAH)	Type de ménage (d'après enquête 2006)	Type de ménage
1	Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr
1		Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr
2		Retraitée	**Jeune ménage relativement aisé et stable**
2	Jeune ménage relativement aisé et stable	Jeune ménage relativement aisé et stable	Jeune ménage relativement aisé et stable
Combles		Etudiant	Etudiant
Combles	Jeune actif fragilisé et mobile	Etudiant	**Etudiant**

b- Immeuble n°110 (« haussmannien », assez homogène en bon état)

Etage du logement	Local en 2000		Local en 2006
	Type de ménage (d'après enquête OPAH)	Type de ménage (d'après enquête 2006)	Type de ménage
1		Retraité	**Jeune ménage relativement aisé et stable**
1	Jeune ménage relativement aisé et stable	Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr
2		Vacant	**Jeune actif fragilisé et mobile**
2	Etudiant	Jeune ménage relativement aisé et stable	Jeune ménage relativement aisé et stable
3		Jeune ménage relativement aisé et stable	**Etudiant**
3	Etudiant	Etudiant	**Etudiant**
4		Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr
4	Jeune actif fragilisé et mobile	Etudiant	**Jeune actif fragilisé et mobile**

c- Immeuble n°112 (« contemporain 1950-60 », plutôt hétérogène)

Etage du logement	Local en 2000		Local en 2006
	Type de ménage (d'après enquête OPAH)	Type de ménage (d'après enquête 2006)	Type de ménage
1		Retraité	Retraité
1	Etudiant	Etudiant	Ménage stable d'âge mûr
1	Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr	
2		Retraité	Retraité
3	Retraité	Retraité	Retraité
3	Jeune ménage relativement aisé et stable	Jeune ménage relativement aisé et stable	**Etudiant**
3		Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr
4	Retraité	Retraité	Retraité
4	Retraité	Retraité	Retraité
5	Etudiant	Etudiant	**Jeune ménage relativement aisé et stable**
5	Retraité	Retraité	Retraité
5		Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr
6	Retraité	Retraité	Vacant
6		Ménage stable d'âge mûr	Ménage stable d'âge mûr
6	Etudiant	Etudiant	**Etudiant**
Combles		Etudiant	**Jeune ménage relativement aisé et stable**
Combles		Vacant	

Sources : Enquête de cadrage OPAH Berriat (Ville de Grenoble – Pacte de l'Isère, 2000) ; M. Giroud, Enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage*, 2006.

Dans les deux autres immeubles, même si les rotations sont beaucoup moins intenses, le changement social apparaît plus important. Dans l'immeuble n°99 de type « urbain », on voit par exemple qu'en 2006, 4 logements sur 6 sont occupés par des ménages relativement favorisés, les 2 logements restants accueillant des étudiants. Dans l'immeuble n°112 « contemporain 1950-60 », en débit de la stabilité de la majorité des résidents, l'arrivée de 2 « ménages relativement aisés et stables », qui démontre au passage le potentiel d'attraction de ce type de bâti, contribue à élever le niveau social moyen de la population.

Les effets du changement social observé entre 2000 et 2006 s'ajoutent donc à ceux des transformations antérieures. La prise en compte des dynamiques de peuplement sur le temps long laisse ainsi transparaître des intensités inégales de gentrification des logements anciens, selon le type de bâti : ainsi, la gentrification de l'immeuble n°99 de type « urbain » semble particulièrement avancée, celle de l'immeuble n°112 « contemporain 1950-60 » apparaît encore relativement peu importante du fait de la présence de nombreux retraités, enfin, celle de l'immeuble n°110 de type « haussmannien » paraît plus nuancée, confortant l'idée que la gentrification n'est pas toujours un processus linéaire.

2.1.4. Des changements beaucoup plus rapides dans l'espace commercial que dans l'espace résidentiel

A côté des formes de transformation des logements et de l'intensité du changement social des 3 immeubles enquêtés en 2006, la dynamique de l'espace commercial du secteur étudié apparaît encore plus nette (tableau 5.5).

Pour Mireille, une résidente de l'immeuble n°112, depuis 1948-49, date de la construction du bâtiment :

> *« La question du changement ne se pose pas dans les logements... Le problème, ce sont les commerces ! Tous les jolis magasins, les anciens commerces, comme le magasin de meubles, le cinéma... disparaissent. C'est une évolution très importante! Les magasins sont tous rachetés par les Arabes car les Français ne veulent plus acheter. »* (Mireille, juin 2006, à son domicile, cours Berriat).

On dénombre sur le fragment du cours Berriat étudié (figure 3.9), 26 locaux accueillant des activités de commerce, de services, des bureaux, ou des équipements. 12 locaux n'ont connu aucun changement d'activité (2 se trouvent au rez-de-chaussée de l'immeuble n°112, 1 au n°110, 1 au n°99), 2 se caractérisent par une réorientation de l'activité et/ou par un changement de propriétaire, 9 autres ont connu un changement de l'activité (1 au rez-de-chaussée de l'immeuble n°110, 1 au n°99), enfin 3 locaux sont actuellement fermés, l'activité ayant cessée entre 2000 et 2006.

La situation actuelle du quartier (étape avancée du processus de reconquête urbaine) n'affecte donc pas les parcs immobiliers commercial et résidentiel de la même façon. Les rythmes et l'intensité du changement diffèrent sensiblement pour l'un et pour l'autre, révélant au total des rotations bien plus importantes dans l'espace commercial que dans l'espace résidentiel correspondant.

Les activités stables concernent autant des commerces de restauration (2 cas), d'alimentation (2 cas), de produits de base (2 cas), de vêtements spécialisés (2 cas) que des services (3 cas) ou des équipements (1 cas). Les locaux n'ont pas été réaménagés, à l'inverse des 2 établissements ayant connu une réorientation de leur activité.

Tableau 5.5. Les transformations de l'espace commercial d'une portion de rue à Berriat Saint-Bruno (2000-2006)

<table>
<tr><td rowspan="2">Activités disparues entre 2000 et 2006 (local fermé en 2006)</td><td rowspan="2">Activités maintenues entre 2000 et 2006</td><td colspan="2">Réorientation de l'activité et/ou changement de propriétaire, au sein d'un même local, entre 2000 et 2006</td><td colspan="2">Nouvelles activités en 2006</td></tr>
<tr><td>Ancienne activité</td><td>Activité en 2006</td><td>Ancienne activité et date de fermeture</td><td>Activité en 2006</td></tr>
<tr><td colspan="6">Commerces</td></tr>
<tr><td rowspan="6">- Tatou pas cher. Bazar, vente d'objets en tous genres
- Nafis épicerie
- Chez Amis. Débit de boissons non alcoolisées</td><td rowspan="6">- Espace les milles et une nuit. Vente et location de robes de mariée (clientèle maghrébine)
- Tabac Presse Le Berriat
- Pâtisserie chocolaterie TH. Grand (n°112)
- La Spaghetteria. Restaurant -Pizzeria
- Pharmacie du Vercors (n°112)
- Quai 34 Surf Shop. Vente de vêtements et de matériels liés aux sports de glisse
- Boucherie du Dauphiné
- La Louisa. Restaurant- Pizzeria (n°110)</td><td rowspan="6">Boulangerie, dégustation, café + changement de propriétaire en 2006</td><td rowspan="6">Boulangerie Pâtisserie La Fournée.</td><td>Taxi-phone (2006)</td><td>Pose café. Débit de boissons non alcoolisées (café, thé à la menthe)</td></tr>
<tr><td>Local de photographie (2005)</td><td>Au fil des saisons. Fleuriste</td></tr>
<tr><td>Bar restaurant Bar des amis (jeux) (2004)</td><td>Le Blue Box. Restauration rapide (Kebab) (n°110)</td></tr>
<tr><td>Crémerie (2000)</td><td>Tout un fromage. G. Lagabrielle. Fromagerie, crémerie, épicerie fine (n°99)</td></tr>
<tr><td>Café L'Exode (jeux) (2001)</td><td>La City. Café-restaurant</td></tr>
<tr><td>NC</td><td>New space video. Location DVD en libre service</td></tr>
<tr><td colspan="6">Services, bureaux, équipements</td></tr>
<tr><td rowspan="3"></td><td rowspan="3">- Agora Service. Travail temporaire. Agence intérim, spécialisée dans le bâtiment public (n°99)
- Tout pour la communication. Reprographie
- Ecole privée Saint-Bruno
- Crédit Agricole. Banque</td><td rowspan="3">Local pour l'organisation de réunions, de séminaires et salle de spectacle</td><td rowspan="3">Espace Saint Martin</td><td>Pressing (2002)</td><td>Immobilier Dechaux. Agence immobilière</td></tr>
<tr><td>Commerce d'alimentation (2000)</td><td>Architecture et Territoires. Cabinet d'architectes</td></tr>
<tr><td>NC</td><td>Cabinet d'architectes</td></tr>
</table>

Source : M. Giroud, Enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage*, 2006.

Les activités ayant cessé entre 2000 et 2006 correspondaient à des commerces d'alimentation ou de produits de base bon marché (4 cas), des débits de boissons (3 cas) ou à des services (3 cas).

Les 3 locaux actuellement fermés étaient tous occupés par des entrepreneurs d'origine maghrébine[1].

Parmi les 9 nouvelles activités recensées, on note la présence d'un commerce d'alimentation, de débits de boissons ou d'établissements dédiés à la restauration (3 cas), de commerces de produits spécialisés (2 cas), et enfin des bureaux/services (3 cas).

La nature de ces nouvelles activités révèle certaines logiques structurantes d'implantation commerciale. Les 3 locaux occupés par des bureaux concernent, par exemple, tous des activités associées au diagnostic et à la transformation de l'espace urbain. On trouve, en effet, 2 cabinets d'architectes et 1 agence immobilière. Si les individus rencontrés justifient le choix de la localisation par la disponibilité d'un local dans Grenoble, on peut aussi penser la relation entre ce choix et le changement urbain en cours du quartier.

Pour les commerces, deux grandes logiques semblent s'imposer : l'ouverture de petits établissements de restauration ou de débit de boissons, tenus par des gérants d'origine maghrébine (une sandwicherie de kebabs et un salon de thé), et l'ouverture de commerces plus spécialisés, proposant des produits ou des prestations d'une certaine qualité (fleuriste, fromagerie, restauration). Ces 2 orientations s'adressent à des clientèles bien distinctes. Dans le premier cas, la fréquentation est, avant tout, celle d'une clientèle d'origine maghrébine, fréquentant régulièrement le quartier (section 2 du chapitre 6). Dans le second cas, la clientèle ciblée est davantage constituée des nouveaux résidents du quartier, adeptes des produits biologiques, et issus de catégories sociales plus favorisées.

L'implantation et l'ouverture de ces commerces participent ainsi grandement au changement du cours Berriat. Mais cette participation est relativisée quand on observe de plus près la nature même des rotations d'activités réalisées entre 2000 et 2006 : par exemple, la fromagerie *Tout un fromage* remplace une crèmerie, le salon de thé *Pose Café*, un « taxi-phone » (cabines téléphoniques pour appeler l'étranger), et la sandwicherie *Le Blue Box* s'installe dans le local d'un ancien café maghrébin. La rotation n'implique donc pas, à chaque fois, une rupture brutale en termes d'orientation commerciale, de clientèle ciblée, ou encore de logique entreprenariale. Dans ce processus, les commerces « maghrébins » ne remplacent pas tous des commerces qualifiés de « traditionnels » ou classiques par une frange de la population, mais supplantent, au contraire, d'autres commerces tenus par des gérants d'origine maghrébine.

En revanche, ces nouvelles activités ont un rôle non négligeable dans l'évolution de la physionomie de la rue et la transformation morphologique des rez-de-chaussée des immeubles. Dans tous les cas évoqués, l'ouverture du local d'activité s'accompagne, en effet, d'une modification des enseignes et des devantures mais aussi d'une reconfiguration des espaces intérieurs. Parfois, la transformation se limite aux peintures intérieures - comme dans le cas du débit de boissons non alcoolisées *Pose café* ou du fleuriste *Au fil des saisons* – ou à la mise en valeur de certains matériaux de constructions typiques – le fromager a ainsi cherché à « *faire ressortir* » les pierres apparentes, la voûte ou encore les briques de sa façade -. Mais, le plus souvent, l'investissement matériel dans le local est relativement conséquent, engageant une redistribution de l'espace interne du local (création de mezzanines, suppression de cloisons, achat et jonction de locaux annexes pour accroître la surface au sol). Ce type de reconfiguration caractérise le café *La City*, dont le local s'est agrandi suite au rachat d'un commerce voisin (section 3 du chapitre 7), l'agence immobilière *Immobilier Dechaux* qui a investi un ancien

[1] La fermeture du commerce n'exprime toutefois pas forcément une cessation définitive de l'activité. Souvent, elle renvoie plutôt à une situation transitoire, nécessaire à la régularisation d'une position financière ou à la réorientation d'un projet commercial, et qui préfigure une réouverture prochaine, sur le même emplacement, ou ailleurs dans le quartier.

logement situé à proximité, ou encore le cabinet d'architecte *Architectures et territoires* qui s'est peu à peu déployé sur près de 200 m².

Au total, l'analyse de la situation de Berriat Saint-Bruno offre un aperçu des formes et de l'intensité des transformations de différents types de logements anciens, dans un contexte local marqué par un marché immobilier tendu, et à un moment clé du processus de reconquête urbaine d'un quartier ancien central. Il montre aussi comment le bâti ancien représente à la fois une condition structurelle importante pour le changement social, mais aussi, parfois, une condition pour le maintien d'habitants issus de catégories sociales plus modestes. Ces résultats permettent d'orienter la réflexion menée sur Lisbonne quant au potentiel de transformations physique et sociale de certains types de logements anciens.

2.2. Retour sur Lisbonne : Alcântara, un quartier dont le parc de logements anciens ne peut être entièrement transformé

Les analyses s'appuyant sur le cas grenoblois ne doivent toutefois pas faire oublier la spécificité du contexte local lisboète. Si on peut effectivement mener un regard croisé sur l'élasticité des types de bâti – on retrouve sur les deux terrains des variantes des mêmes modèles architecturaux -, la position du parc résidentiel urbain d'Alcântara au sein de la ville de Lisbonne n'est pas tout à fait la même que celle du parc ancien de Berriat Saint-Bruno dans Grenoble. La différence de taille entre les deux villes joue sur la nature de l'offre en logements anciens et donc sur la pression immobilière qui affecte ce type de parc ; on peut dès lors penser que les variations d'intensité de cette pression suivront à Alcântara une temporalité différente de celle observée à Berriat Saint-Bruno.

La réflexion menée sur le cas lisboète a consisté à établir, sur la base d'un croisement de plusieurs sources, une typologie de logements ancien plus ou moins transformables, et à produire une cartographie à l'échelle du quartier, des différents types de logements identifiés (encadré 5.4).

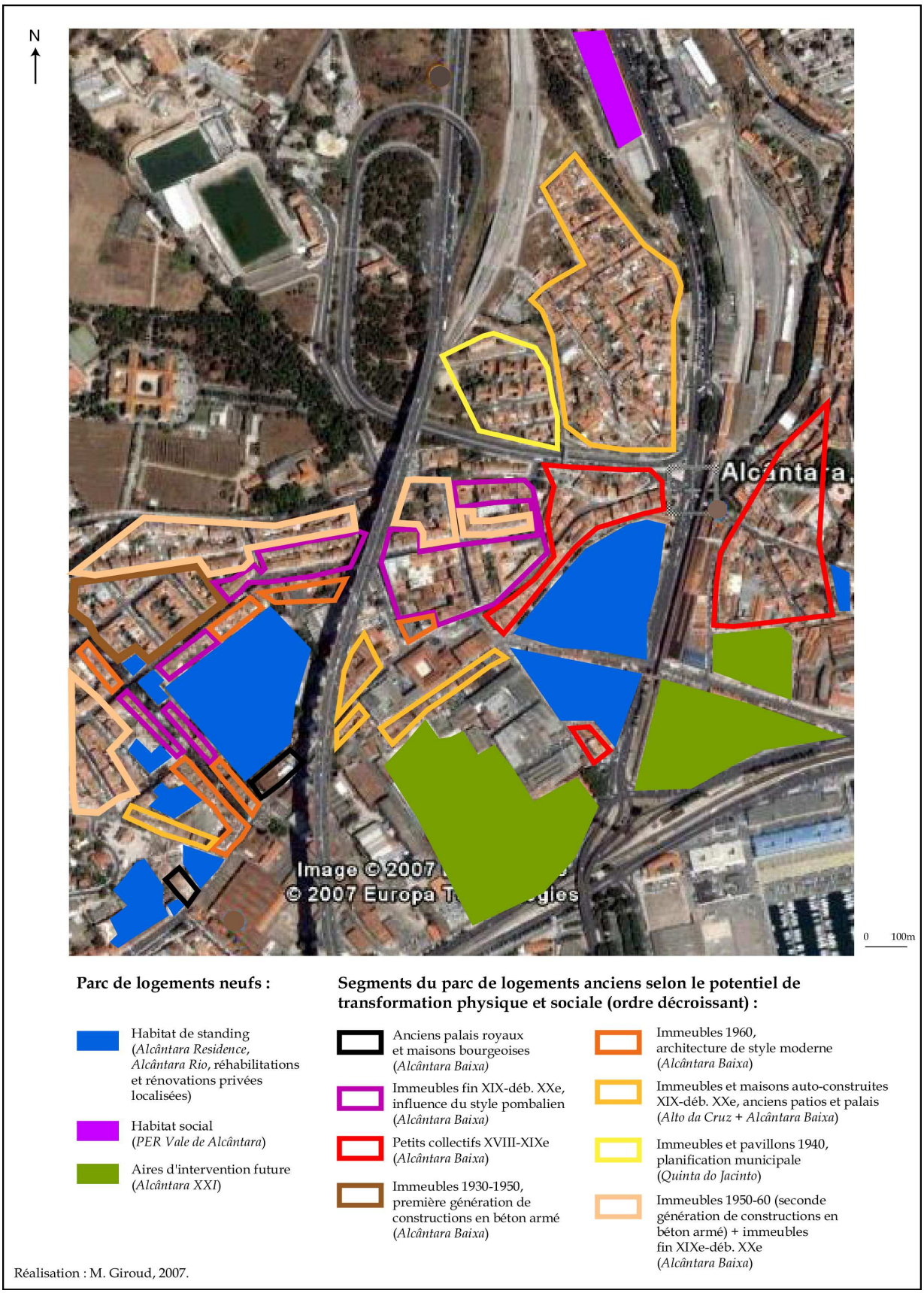
Encadré 5.4. Méthodologie d'analyse : élaboration et cartographie d'une typologie du parc de logements anciens

La méthodologie d'analyse consiste en l'élaboration d'une typologie de logements anciens, centrée sur leur potentialité de transformation physique et sociale. Plusieurs critères ont été pris en compte pour évaluer ce potentiel de transformation : la structure du bâti (période de construction, matériaux de construction, structure interne des logements), l'esthétique et le « cachet » du bâti (éléments de décoration, présence de jardins, dimension patrimoniale), la nature et l'intensité des dégradations (au sein des logements et des parties communes), enfin, la localisation dans le quartier. La « transformation » considérée dans cette typologie doit donc se comprendre en référence au processus de réhabilitation plutôt qu'à celui de rénovation. Même si les pouvoirs publics envisagent cette modalité de transformation (rénovation), les logiques de démolition ne sont pas toujours évidentes à saisir, à un moment où la dimension patrimoniale des bâtiments semble être de plus en plus prise en considération.

A partir de cette typologie, et sur la base d'observations de terrain, d'un parcours commenté effectué en compagnie d'un architecte, des résultats de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara* (2005), et de l'interprétation d'une photographie aérienne prise en 2007, un zonage à l'échelle du quartier a été réalisé (figure 5.7). Chaque zone est dominée par un type de bâti ancien et a été qualifiée en fonction de ce type dominant (en réalité, chacune de ces zones est rarement complètement homogène, et comprend souvent une diversité de types de bâti).

Les structures et la dynamique du parc de logements de chacune de ces zones ont ensuite pu être été caractérisées (tableau 5.6) à partir des données des recensements 1991 et 2001, accessibles à une échelle très fine (celle de la « sous-section »). Le tableau 5.6 ne présente, au total, que les données pour lesquelles le croisement entre la zone cartographiée et les sub-sections statistiques correspondantes a pu être réalisé. Par conséquence, ce tableau n'est qu'une représentation statistique incomplète de la figure 5.7.

Figure 5.7. Potentialités de transformation physique des logements anciens et de leur occupation à Alcântara (2007)



Sources : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier à Alcântara* (2005) ; observations de terrain et parcours commenté (2005) ; *Google earth* (2007).

Tableau 5.6. Caractéristiques du parc de logements des différents secteurs géographiques d'Alcântara (1991-2001)

	Immeubles fin XIX-déb.XXe, influence du style pombalien (*Alcântara Baixa*)		Petits collectifs XVIII-XIXe (*Alcântara Baixa*)		Immeubles 1930-50, première génération de constructions en béton armé (*Alcântara Baixa*)		Immeubles 1960, architecture de style moderne (*Alcântara Baixa*)		Immeubles et maisons auto-construites XIX-déb. XXe, anciens patios et palais (*Alto da Cruz* et *Alcântara Baixa*)		Immeuble et pavillons 1940, planification municipale (*Quinta do Jacinto*)		Immeuble 1950-60 (seconde génération de constructions en béton armé) + immeubles fin XIXe-déb. Xxe (*Alcântara Baixa*)		Total *freguesia* Alcântara		Total *concelho* Lisbonne	
	1991	2001	1991	2001	1991	2001	1991	2001	1991	2001	1991	2001	1991	2001	1991	2001	1991	2001
Total de logements	476	435	141	120	371	465	483	515	1086	774	303	292	684	670	8433	8317	279 234	293 162
Total de logements occupés en résidence principale	355	329	109	87	324	363	420	413	946	526	281	249	616	548	7272	6305	234 829	225 452
Total de logements vacants	93	73	18	21	28	67	34	60	76	173	18	36	38	74	631	1361	25 003	40 346
Taux de vacance (%)	19,5	16,8	12,8	17,5	7,5	14,4	7	11,6	7	22,3	5,9	12,3	5,5	11,0	7,5	16,4	8,9	13,8
% logements de une ou deux pièces	5,0	5,5	18,5	8,0	5,5	9,0	7,0	6,5	31,5	26,5	11,5	12,0	11,0	9,5	14,0	11,0	NC	12,8
% logements de trois ou quatre pièces	40,0	44,0	39,5	46,0	43,0	38,5	53,5	50,0	51,5	52,5	71,0	70,0	52,0	54,5	57,0	56,0	NC	61,3
% logements occupés par leur propriétaire	25,0	40,0	12,0	47,0	21,5	46,0	29,5	40,0	50,5	34,0	15,5	59,0	35,5	42,0	32,0	41,0	27,5	36,2

Source : INE, recensements 1991 et 2001.

Parmi les types de logements anciens dont le potentiel de transformation apparaît le plus élevé, on trouve des anciens palais royaux et des maisons bourgeoises, situés dans la partie basse d'Alcântara (photographie 5.10) et qui se caractérisent par l'ancienneté et la superficie des bâtiments, la présence de parcs et jardins et par une forte dimension patrimoniale (éléments figuratifs). Plusieurs projets de production de logements de standing ont été réalisés ces dernières années, que ce soit sur l'emplacement d'anciens parcs privés (*Alcântara Residence*) ou à travers la réhabilitation du bâti ancien.

Photographie 5.10. Un ancien palais en cours de réhabilitation à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Certains immeubles construits à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, d'inspiration pombaline, et localisés dans la partie basse du quartier sont aussi porteurs d'un potentiel relativement élevé de transformation physique et sociale (photographie 5.11). On l'a vu précédemment au sujet de la rue Coelho : les structures en bois, les ferronneries (constructions et décorations), la présence de hauts plafonds, la composition des appartements, sont par exemple quelques-unes des particularités architecturales valorisées par des nouveaux résidents favorisés.

Photographie 5.11. Immeubles anciens fin XIXe-début XXe d'inspiration pombaline à fort potentiel de transformation à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Le tableau 5.6 montre que ce segment du parc ancien suit la tendance, observée à l'échelle du quartier, de baisse du nombre de logements occupés entre 1991 et 2001. Si cette baisse peut se référer à des démolitions d'immeubles ou à des réaffectations de locaux, elle révèle aussi un processus émergent de réagencement et de recomposition des logements (légère hausse des logements de trois et quatre pièces). En outre, à la différence des autres segments, le nombre de logements vacants est aussi en baisse sur la même période, ce qui traduit une certaine dynamique du parc. Enfin, on note aussi une augmentation de la propriété, tendance qu'on retrouve dans la plupart des autres segments. Elle traduit la période de transition dans laquelle se situe la structure de propriété de nombreux immeubles et le contexte de facilitation de l'accession à la propriété des ménages (via le crédit). Dans le cas des logements de ce segment du parc, on a vu que les nouveaux propriétaires pouvaient être aussi bien des nouveaux venus aisés que des anciens locataires moins favorisés. Le taux de 40 % laisse présager ici une poursuite de la dynamique d'accession à la propriété.

Le troisième plus fort potentiel de transformation semble provenir d'un des secteurs les plus anciens du quartier, localisé à proximité du site d'*Alcântara Rio*. Structuré autour des principales rues commerçantes d'Alcântara, il est composé de petits immeubles, de deux ou trois étages, souvent très anciens (XVIIIe et XIXe siècle) et donc parfois fortement dégradés, mais dont les caractéristiques architecturales rappellent celles du type d'habitat précédent (photographie 5.12). A peu de choses près, le parc de logements de ce secteur géographique se définit à l'identique du précédent : forte augmentation du taux de propriétaires occupants, diminution du nombre de logements probablement due à des démolitions, à un changement d'affectation ou à des processus de recomposition interne (maintien des logements de trois ou quatre pièces et forte régression de ceux de une et deux pièces), faible croissance du nombre de logements vacants.

Photographie 5.12. Petits collectifs réhabilités à proximité d'*Alcântara Rio*

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Enfin, le quatrième secteur géographique comprenant un parc ancien « transformable » correspond à un ensemble d'immeubles des années 1930 à 1950, localisés dans la partie ouest du quartier et représentant la première génération de constructions en béton armé (photographie 5.13). Ces immeubles massifs et fonctionnels (vastes surfaces au sol, larges ouvertures, balcons en béton) ont été conçus par des cabinets d'architectes, ce qui expliquerait la présence d'éléments figuratifs sur les façades ou portes d'entrée (préoccupation esthétique). L'ensemble de ces caractéristiques octroie à ce type de bâti un vrai potentiel d'attraction et de réappropriation[1].

Photographie 5.13. Fonctionnalité et esthétique des premiers immeubles en béton armé à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

La figure 5.7 représente par ailleurs 4 autres zones dont les parcs de logements anciens présentent des potentiels de transformation physique et sociale qui apparaissent nettement moindres.

Le premier de ces secteurs est composé de constructions des années 1960, localisées dans la partie basse du quartier (photographie 5.14). Conçus par des ingénieurs largement inspirés par les principes de l'architecture moderne, construits rapidement et de manière standardisée, ces immeubles se caractérisent souvent par leur élévation (au moins cinq étages), leur absence de décoration et leur fonctionnalité. On note un accroissement des surfaces au sol et du nombre de pièces des appartements, conjointe à une baisse des hauteurs sous plafond ; des appartements qui ouvrent sur de larges baies vitrées horizontales et sur des balcons (en béton ou métalliques) parfois couverts. Comme on l'a vu dans une section précédente, de nombreux appartements

[1] L'augmentation du nombre de logements observée entre 1991 et 2001 est liée à la construction d'une résidence pour loger des étudiants. Ce qui explique d'ailleurs la hausse, propre à ce segment, du taux de logements de une et deux pièces.

relevant de ce type d'habitat sont actuellement marqués par un processus de détérioration. En outre, les problèmes d'isolation phonique et thermique dus à la rapidité de la construction, ou les possibilités restreintes de réarrangements intérieurs par suppression de cloisons (à cause de la multiplication des murs porteurs) semblent limiter le potentiel de transformation de ce parc[1].

Photographie 5.14. De hauts immeubles modernes à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

De manière encore plus affirmée, mais pour des raisons différentes déjà évoquées, les secteurs *Alto da Cruz* - renforcé de quelques îlots dans la partie basse du quartier - ou de *Quinta do Jacinto*, ne semblent pas non plus posséder un grand potentiel de transformation physique et sociale.

Enfin, un dernier secteur dont le parc apparaît « peu transformable » contient à la fois des immeubles construits au tournant du XIX-XXe siècle, souvent très dégradés, et des bâtiments des années 1950-60 (photographie 5.15). Localisés dans la partie basse d'Alcântara, ces immeubles sont principalement composés de logements exigus, et de petites pièces. Conçus et construits rapidement par des ingénieurs, et souvent destinés à l'origine à la location, les bâtiments des années 1950-60 se caractérisent à l'heure actuelle par la dégradation de leurs façades, des problèmes d'humidité ainsi que d'isolation phonique et thermique et, par la détérioration des équipements[2].

Photographie 5.15. Des immeubles des années 1950 en voie de dégradation à Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

[1] La hausse du nombre de logements observée à partir des données de recensement est à imputer à la construction sur l'une des parcelles d'une résidence de standing sur l'ancien site d'une friche urbaine. On voit par ailleurs sur l'ensemble du parc considéré une augmentation du nombre de logements vacants.

[2] Les bâtiments construits à Alcântara entre 1950 et 1960 ont, dans l'ensemble, des états beaucoup plus dégradés que ceux de Berriat Saint-Bruno, pourtant construits à la même époque (par exemple : immeuble n°112 du cours Berriat).

Au total, la figure 5.7 permet d'illustrer les effets de certaines contraintes structurelles (ici, le type de bâti) sur le changement social et la production de continuités populaires. On voit, en effet, d'après la figure qu'une grande superficie du quartier est occupée par du bâti qualifié de peu transformable du double point de vue morphologique et social. Au regard de la localisation des différentes zones identifiées, et de la position des surfaces déjà transformées ou en passe de l'être, on observe une certaine coupure de l'espace du quartier, précisément entre des zones potentiellement transformables situées dans le bas Alcântara à proximité des principales voies de communication et des infrastructures de transport (tramway), et des zones apparemment plus stables, localisées à l'écart, sur les hauteurs du quartier. On note enfin que certains secteurs de l'ouest d'Alcântara (rue Luis de Camões, Santo Amaro) paraissent moins spécialisés, concentrant au sein d'un périmètre relativement restreint, une diversité de types de bâti ancien.

Conclusion

Le bâti ancien est-il une condition ou une contrainte du changement urbain ? Au vu des résultats présentés dans ce chapitre, la réponse à cette question, pourtant posée en préalable, ne s'impose pas de soi.

Les quartiers d'Alcântara et de Berriat Saint-Bruno présentent tous les deux un parc de logements anciens très hétérogène, et ce de multiples points de vue.

Cette hétérogénéité s'exprime tout d'abord à plusieurs échelles spatiales. Les observations réalisées à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno montrent, en effet, que les facteurs de différenciation du parc ancien produisent en définitive, dans leurs multiples combinaisons, une diversité de logements et de formes d'occupation, que l'on peut lire à l'échelle du quartier, à celle de la rue, voire même au sein de certains immeubles. Les quartiers d'Alcântara et de Berriat Saint-Bruno offrent, toutefois, des morphologies urbaines et des distributions de types de bâti ancien relativement différentes. Dans le cas lisboète, on identifie beaucoup plus clairement que dans l'exemple grenoblois, des « zones » marquées par un type de bâti ancien dominant. A Berriat Saint-Bruno, la rapidité de l'urbanisation au début du XXe siècle, et la diversité des rénovations qui ont marqué le quartier depuis les années 1960, ont conduit à produire une trame complexe, dans laquelle chaque îlot concentre plusieurs générations de constructions. On peut penser que les différences existant entre ces distributions spatiales ont une incidence sur les rythmes et les modalités de diffusion des dynamiques de réhabilitation, et donc sur le changement urbain.

L'hétérogénéité du parc ancien se définit aussi par la grande variété des états des logements anciens observés. Certains logements dévoilent des conditions d'habitat modestes voire précaires, et sont marqués par plusieurs formes de dégradation ; d'autres, au contraire, démontrent une réelle qualité d'habitat, avec de très bons niveaux d'équipement et un très bon état général. On trouve, de fait, entre ces deux situations, toute une variété de cas intermédiaires, traduisant tantôt un processus de détérioration, tantôt une dynamique de récupération.

L'hétérogénéité du parc de logements anciens se caractérise également en matière de transformation morphologique. Les analyses réalisées dans les deux contextes urbains montrent que l'on trouve à la fois des logements très transformés et très bien entretenus, impliquant souvent des reconfigurations totales ou partielles des espaces internes aux logements, mais aussi, *a contrario*, des logements complètements délaissés, ne faisant l'objet d'aucun investissement de la part des occupants ou du propriétaire bailleur. Une fois encore, les situations intermédiaires sont aussi très répandues : dans ce cas, les travaux réalisés, que ce soit

aussi bien par des ménages favorisés que par des ménages modestes, s'inscrivent plutôt dans une démarche d'entretien du logement.

Une autre déclinaison de l'hétérogénéité du parc ancien concerne justement les occupants des logements. A Alcântara, comme à Berriat Saint-Bruno, le parc ancien représente la principale offre de logements, les logements neufs restant minoritaires et leur accès socialement très discriminant. Par conséquent, ce type de parc accueille des ménages aux profils sociaux et aux parcours résidentiels pluriels. Dans le prolongement des résultats du chapitre 4, on a vu ici que les parcs anciens des deux quartiers étaient récemment investis par des nouveaux résidents du quartier, plutôt aisés et qualifiés, mais continuaient toujours d'accueillir des ménages plus fragiles.

L'hétérogénéité du parc ancien s'exprime donc en termes de potentialité de transformation physique et de changement social. Certains segments du parc ancien apparaissent, dans chacun des contextes urbains, plus résistants que d'autres, et cette résistance différenciée à la transformation s'explique par plusieurs facteurs, pouvant être reliés les uns aux autres.

Le type de bâti semble particulièrement influer sur le potentiel de transformation physique et sociale des bâtiments et des logements. Par exemple, à Alcântara, comme à Berriat Saint-Bruno, les immeubles construits à la fin du XIXe, ou dans la première moitié du XXe siècle (de type « haussmannien » ou « urbain » dans le cas grenoblois ; d'inspiration pombaline ou issus de la première génération de constructions en béton armé) présentent une certaine « élasticité » morphologique (reconfigurations des espaces internes ; forte dimension patrimoniale), et possèdent ainsi un fort potentiel de réappropriation sociale et symbolique. Le potentiel de ces immeubles est d'autant plus important qu'il est parfois l'objet d'opérations de réhabilitations privées (à Alcântara) ou publiques (à Berriat Saint-Bruno), qui ont tendance à créer les conditions d'un tri social dans l'accès au logement ; ou d'opérations de rénovation, qui, en contradiction avec les discours politiques insistant sur le passé et le patrimoine architectural local, annoncent souvent la construction de nouvelles résidences, destinées à un habitat haut de gamme. L'exemple des immeubles construits plus tardivement, par exemple dans les années 1950 ou 1960, est plus complexe. Selon le contexte urbain, les bâtiments ne semblent pas tous avoir le même potentiel de transformation physique et sociale. Cela s'explique, entre autres, par le fait que tous les bâtiments, construits au cours d'une même période historique, ne présentent pas tous la même qualité de construction. Ainsi, dans le cas grenoblois, on a pu observer certains logements fortement transformés, dans des bâtiments récemment investis pas des ménages favorisés. A l'inverse, à Alcântara, les bâtiments construits dans les années 1950 et surtout 1960 semblent beaucoup moins capables de soutenir de tels processus

La localisation du bâtiment dans le quartier est un autre facteur explicatif de la plus ou moins grande capacité de segments du parc ancien à résister au changement urbain. Par exemple, à Alcântara, les constructions datant de la fin du XIXe siècle et de types semblables ne sont pas animées des mêmes dynamiques résidentielles et des mêmes processus de transformation selon qu'elles se trouvent dans *Alto da Cruz* ou dans le bas quartier (rue Coelho). L'effet de territoire semble, en effet, détenir un rôle important dans la résistance au changement de certaines zones du quartier : le cas des habitants de *Alto da Cruz* illustre la capacité d'un réseau social à contrôler et à réguler les modalités d'accès à un segment précis du parc de logements anciens.

Enfin, on doit aussi évoquer l'importance de la structure de propriété de certains bâtiments dans l'accélération ou le ralentissement du changement urbain. L'exemple de la rue Coelho à Alcântara illustre bien les mécanismes complexes qui conduisent à la mise en présence de ménages socialement différents, dont les projets d'intervention dans le logement ou à l'échelle de l'immeuble apparaissent très variés.

En définitive, le bâti ancien entretient une relation complexe avec le changement urbain. Dans certaines situations, ses potentialités de transformation morphologiques contribuent fortement au changement social ; dans d'autres, ses caractéristiques créent les conditions pour le maintien, le retour ou la mobilité de proximité de résidents anciens. Ces potentialités et ces caractéristiques participent donc dans les deux cas – mais pour des populations différentes -, au renouvellement de l'offre de logements et à la dynamique de l'espace résidentiel.

Conclusion

Dans cette seconde partie, je me suis attaché à analyser les présences résidentielles des individus, à l'aide d'une observation croisée de leurs caractéristiques individuelles, familiales et sociales et des caractéristiques, plus structurelles, du parc de logements. De cette observation, menée à la fois sur le temps long et sur des temporalités plus courtes, découle une première réflexion sur les logiques structurantes et les dynamiques de continuités populaires qui se déploient au sein de l'espace résidentiel d'Alcântara et de Berriat Saint-Bruno.

D'une manière générale, on a montré que les continuités des présences résidentielles au sein de ces deux quartiers impliquaient souvent le réaménagement des contraintes extérieures, le renouvellement des pratiques et des stratégies, et plus généralement, la transformation de conditions d'existence : *être* dans la continuité en matière de présence résidentielle s'accompagne en effet, presque toujours, soit de la réinterprétation de contraintes extérieures toujours en mouvement, soit d'initiatives propres à l'individu. Par conséquent, les continuités populaires relevées au sein de l'espace résidentiel participent directement au changement urbain actuel des quartiers d'Alcântara et de Berriat Saint-Bruno.

Plus concrètement, l'exemple d'Alcântara montre que le contexte de lancement de la reconquête urbaine ne remet pas fondamentalement en cause les présences des ménages issus de catégories populaires, dans l'espace résidentiel du quartier. Ces présences révèlent trois grands types de parcours individuels : le premier type regroupe des individus dont l'installation dans le quartier est postérieure au lancement de la reconquête ; le second se réfère à des anciens résidents en situation de retour ; enfin, le troisième type correspond aux résidents, relativement stables, installés de longue date dans le quartier.

Ces différents parcours individuels s'appuient fortement sur l'hétérogénéité du parc de logements. Le parc de logements anciens d'Alcântara reste, en effet actuellement, suffisamment conséquent et diversifié pour permettre à de nombreux résidents de déployer certaines pratiques et stratégies résidentielles : il procure une diversité d'options d'installation pour des nouveaux venus ou de retour pour des anciens résidents, mais offre aussi les conditions pour des résidents anciens, de réaliser une mobilité résidentielle à l'intérieur du quartier.

Par ailleurs, pour de nombreux résidents enquêtés, l'installation, la mobilité interne au quartier ou la stabilité sont associées à l'action d'un réseau social assurant, entre autres, la communication d'informations sur la disponibilité des logements. Les effets conjoints de ces pratiques individuelles et collectives sur la dynamique de certains segments du parc ancien participent à identifier des secteurs géographiques (comme *Alto da Cruz*) dont le peuplement paraît relativement contrôlé et régulé par les individus.

La présence au sein du parc ancien révèle toutefois des conditions d'habitat très hétérogènes. On a vu que les logements anciens les plus transformés étaient souvent occupés par des ménages aisés et qualifiés, arrivés récemment dans le quartier. Dans le cas des ménages plus modestes, l'investissement dans le logement est parfois inexistant (situation souvent liée à un désintérêt des propriétaires bailleurs pour leur bien), parfois réel, mais d'une intensité moindre que celui engagé par les gentrifieurs du quartier (les travaux réalisés s'inscrivent dans le cadre de l'entretien du logement).

L'hétérogénéité du bâti ancien semble aussi permettre à certains ménages issus des catégories populaires de se maintenir ou de s'installer dans un contexte de reconquête plus avancée. C'est ce que montrent les résultats des analyses effectuées sur le quartier Berriat Saint-Bruno. Les rotations résidentielles observées ne traduisent, en effet, pas toujours un processus de gentrification du parc ancien.

Ce faisant, plusieurs segments du parc ancien restent fortement convoités. L' « élasticité » des formes de certains logements ou la dimension patrimoniale de certains types de bâti (par exemple les immeubles construits à la fin du XIXe ou dans la première moitié du XXe siècle) participent à accroître l'attraction des ménages favorisés et ce, d'autant plus quand le contexte immobilier local apparaît tendu (comme à Grenoble). Dans cette perspective, les opérations publiques ou privées de réhabilitation des logements anciens contribuent volontairement ou non, par manque de régulation, à créer les conditions du changement social.

Au total, le rôle du parc de logements ancien apparaît donc profondément ambigu : d'un côté, il représente une contrainte au changement social et à la gentrification, en maintenant sur place des populations défavorisées, de l'autre, il crée les conditions de ce changement.

Les résultats présentés dans cette partie laissent cependant pressentir que la problématique de la continuité des présences dans l'espace résidentiel d'un quartier est fortement liée à la question des formes de pratiques des espaces extérieurs au logement. Ces espaces extérieurs, collectifs ou privés, sont, en effet, complémentaires aux espaces de résidence, et leur pratique participe directement à la définition de l'habiter des individus. L'étude des présences résidentielles doit donc être suivie d'une réflexion sur les présences des habitants au sein de ces autres lieux qui composent le quotidien des individus. D'autant plus qu'à Alcântara comme à Berriat Saint-Bruno, les opérations de renouvellement urbain ont contribué à la modification de certains lieux ordinaires, et ont conduit, en même temps, à la production *ex nihilo* de nouveaux espaces aménagés.

Il s'agira dès lors, dans la troisième partie de la thèse, de s'intéresser plus spécifiquement à l'existence ou non de continuités populaires dans ces lieux modifiés ou créés, à partir d'une observation des formes renouvelées ou continues des pratiques et des usages accomplis *in situ*. Encore une fois, le raisonnement se positionnera dans une intersection, qui implique l'observation des pratiques et des logiques d'acteurs des habitants, et celle des configurations plus matérielles des lieux pratiqués, appréhendées comme autant d'autres contraintes structurelles ; son objectif étant de poursuivre l'analyse plus générale des formes de contribution des habitants au changement urbain de leur quartier.

Partie 3

Des continuités populaires au quotidien : présences dans le quartier et lieux pratiqués

Introduction

L'étude du renouvellement ou de la continuité du peuplement des anciens quartiers ouvriers en changement appelle l'observation d'autres formes de présences et de pratiques spatiales que celles examinées jusqu'alors. La relation des résidents à leur quartier, et à son changement, s'évalue en effet aussi à la manière dont ils le pratiquent au quotidien, en dehors des temps consacrés au domicile ou aux espaces plus lointains de la ville. Ces pratiques rythment et participent parfois à marquer les lieux du quartier, que ces derniers correspondent à des espaces collectifs ou des lieux privés[1]. Plus globalement, le marquage et la signification de ces lieux varient aussi selon la présence d'individus non résidents dans le quartier, restés habitants par leurs pratiques quotidiennes ou simple usagers de passage.

Cette troisième partie sera consacrée à l'étude des pratiques quotidiennes des individus et à la façon dont les présences ou les absences qui en découlent façonnent, dans le temps, les lieux du quartier, et participent au changement urbain en cours. De fait, le raisonnement s'inscrit dans le prolongement de la partie précédente. Les deux types de lieux – privés et collectifs - et de formes de pratiques socio-spatiales associées – résidentielles et quotidiennes - sont constamment imbriqués dans la constitution de l'habiter d'un individu.

Dans cette réflexion générale sur le peuplement quotidien d'un quartier et ses incidences sur la production des lieux, la question des continuités populaires et des résistances qui les sous-tendent peut être abordée de plusieurs points de vue.

Dans le chapitre 6, il s'agira d'abord de voir comment les habitants, résidents ou non, pratiquent concrètement leur quartier, le définissant en tant qu'espace de pratiques situé entre le domicile et l'espace de la ville, c'est-à-dire comment ils assurent une présence quotidienne dans le quartier, comment ils créent ou maintiennent un accès à ses ressources localisées. L'influence des ces pratiques sur le façonnement des lieux quotidiens doit être alors confrontée aux effets possibles d'autres présences et d'autres pratiques : celles-là mêmes qui émanent, par exemple, des usagers de passage, temporaires, ou plus ou moins occasionnels, des nouveaux équipements et aménagements générés par l'intervention urbaine.

Ce jeu complexe marque aussi plus directement les lieux mêmes de l'intervention. En portant cette fois l'observation sur ces lieux et leur organisation spatiale, leur fonctionnement et leur animation, le chapitre 7 se propose de questionner plus précisément les logiques de fréquentation, de pratiques et d'usages des individus qui les composent. Dans ce chapitre, le questionnement sur les continuités populaires, dans ces lieux symboles du changement urbain en cours, peut se poser en matière d'investissement ou de « colonisation »[2].

---

[1] L'utilisation de l'adjectif « collectif » est motivée par une certaine réticence à utiliser la notion « d'espace public », dont le sens n'est pas toujours partagé. L'emploi de ce terme souligne le potentiel d'un espace à accueillir, au-delà d'un cadre familial et amical, une multiplicité de présences, au même moment ou pas. Par conséquent, l'espace collectif peut relever d'un statut juridique public ou privé. « Collectif » n'implique pas nécessairement une « diversité », dans le sens où un espace collectif peut être pratiqué par des personnes aux caractéristiques individuelles et sociales semblables. Le recours au terme de « lieu privé » sert, quant à lui, à distinguer le domicile d'un individu des domiciles des membres de son entourage. Au total, chaque résident compose au quotidien un système de lieux, en associant son domicile à des espaces collectifs et des lieux privés.

[2] Le terme de « colonisation » a été utilisé par A. Van Zanten (2001) pour évoquer certaines stratégies parentales observées au sein d'écoles de la périphérie parisienne, considérées en difficulté. Ces stratégies sont mises en œuvre par des parents appartenant aux couches moyennes ou supérieures de la société et consistent en une « prise en main » - une « colonisation » - des instances publiques et associatives rattachées aux établissements scolaires. Cette forte implication a pour objectif d'influer directement sur la politique de l'établissement, certaines règles de fonctionnement voire des choix pédagogiques. Par

Dans ces deux chapitres, il s'agira de montrer comment les continuités populaires se jouent *in fine* davantage dans le rapport complexe que tissent présences et absences, et dans celui que nouent les présences entre elles.

Tout au long de cette troisième partie, les individus continuent d'être considérés comme capables - certes de manières inégales - d'affronter des situations nouvelles, et de s'y adapter, selon leurs expériences et leurs connaissances propres. Certaines de leurs pratiques quotidiennes peuvent être alors pensées comme expressions d'habitudes ; mais des habitudes qui intègrent, à des degrés divers, des évolutions, des réorientations, provenant de réinterprétations incongrues des nouvelles contraintes extérieures. Une nouvelle fois, c'est autour de l'intersection et de l'interaction entre des pratiques d'habitants et des éléments contextuels plus structuraux (hérités, anciens ou récents, issus d'une intervention urbaine) que se construit le raisonnement.

extrapolation, le terme de « colonisation » renvoie donc à la faculté des individus à investir un espace, géographique, social, ou politique, pour en détourner certaines normes ou règles d'organisation. Appliquée à certaines situations décrites dans la thèse, la « colonisation » s'apparente à une des formes de résistance, produite par des pratiques ordinaires.

Chapitre 6

La relation quotidienne au quartier : temporalités des présences, cheminements et lieux pratiqués

Introduction

Quelles sont les présences et les pratiques qui « font » le quartier, c'est-à-dire le rythment temporellement et le marquent, du double point de vue spatial et social ? Comment les habitants, résidents ou non, ainsi que les usagers de passage pratiquent-ils le quartier ? Quels usages en ont-ils ? Peut-on observer des logiques temporelles de fréquentation de certains lieux ? Quelles sont les conséquences de ces pratiques sur les lieux du quartier ? Peut-on en déduire l'existence de lieux et de temps de croisements, de côtoiements, de cohabitations entre groupes socialement différenciés, entre habitants anciens et récents ? Ou au contraire identifie-t-on des lieux de l'entre-soi ? Telles sont quelques-unes des questions que ce chapitre se propose d'aborder.

Ces questions s'inscrivent dans le prolongement de travaux menés récemment sur des quartiers centraux anciens des villes de Lyon, Montreuil ou Versailles (Authier *et al.*, 2001) et qui soulignent que le quartier n'occupe pas une place résiduelle, mais demeure aujourd'hui encore, pour une majorité de ses habitants, un espace de référence, un objet d'usages diversifiés et un cadre non négligeable de leurs sociabilités (Grafmeyer, 2006 : 28)[1]. Les résultats de ces études invitent en effet « à nuancer les théories qui opposent ancrage dans le quartier et nomadisme urbain, ou qui réduisent les nouveaux modes de vie des citadins au couple logement-ville » (Authier *et al.*, 2001 : 169). Très clairement, ces travaux remettent en cause le propos qui appelle au déclin du quartier comme espace de pratiques consistant, situé entre le logement et la ville, ou comme unité pertinente de la vie urbaine et cela, du fait de l'accroissement des mobilités des individus (Chalas, Dubois-Taine, 1997), des transformations territoriales affaiblissant les relations de voisinage et les sociabilités fondées sur la proximité physique (Ascher, 1995) ou encore de l'évolution des modalités de l'installation et de l'insertion sociale (Roché, 1993). Même si la mobilité, sous ses différentes formes, fait de plus en plus partie de l'expérience citadine et, au-delà, de l'observation d'une relative multiplication des espaces de pratiques des individus, ces résultats soulignent l'importance de considérer le quartier comme une « unité relative » (Lefebvre, 1967) susceptible de « produire des effets (directs ou différés) sur les manières d'habiter des citadins » (Authier *et al.*, 2001 : 169).

Y. Grafmeyer rappelle à ce sujet que de nombreuses recherches ont établi depuis longtemps que l'espace proche du logement (voisinage immédiat, quartier) occupe, selon l'appartenance sociale des habitants, une place très variable dans l'ensemble de leur vie relationnelle : depuis leurs premières études comparatives sur des familles ouvrières et des familles bourgeoises parisiennes jusqu'aux enquêtes de 1968 sur Lyon et Marseille, les travaux de P.-H. Chombart de Lauwe et de son équipe avaient constaté que les relations interpersonnelles entretenues par les ouvriers se restreignaient, en règle générale, à des aires plus étroites que celles des autres catégories sociales. Plus récemment, J. Rémy et L. Voyé (1992) ont noté, eux aussi, cette

[1] Débat évoqué dans la section 4 du chapitre 1.

sensibilité socialement différenciée aux contraintes de proximité, en la mettant en relation avec un rapport inégal à la mobilité (2007 : 26). P. Simon évoque, quant à lui, à propos d'un quartier populaire parisien, qu'on peut détecter de telles conduites spatialisées pour toute une frange de la population, du fait de la superposition sur le même espace d'activités qui, en milieu urbain, sont généralement dispersées : « lieu de travail, de résidence, de consommation et de relation tout à la fois[1], le quartier cumule les fonctions principales de l'activité sociale (...) de cette complétude découle une permanence de la présence des habitants, assurant l'instauration de routines relationnelles fondant une communauté d'appartenance et d'action » (1998 : 201). Les travaux de J.-Y. Authier *et al*. au sujet des quartiers anciens centraux montrent, pour leur part, que « contrairement à certaines idées reçues, ce sont les jeunes diplômés (en phase de mobilité résidentielle) et les cadres ou professions intermédiaires (établis) qui investissent le plus fortement leur quartier », et non pas les personnes âgées ou les groupes « captifs » contraints à la sédentarité ; reconnaissant par ailleurs que les individus qui ont un usage substantiel de leur quartier sont aussi « beaucoup plus fréquemment des citadins mobiles, qui investissent les autres espaces de la ville dans laquelle ils résident, que des habitants sédentaires, à la mobilité réduite ». Plus globalement, les résultats montrent que la nature et l'intensité des rapports au quartier des individus enquêtés sont principalement déterminées par leur niveau d'instruction, leur statut social, leur âge, leur ancienneté dans le quartier, leur projet résidentiel et leurs expériences résidentielles. En outre, les rapports au quartier des enquêtés varient selon les contextes urbains dans lesquels ils résident : les modalités de l'implication des individus à l'intérieur de leur quartier de résidence dépendent en effet, en partie, des possibilités offertes par le quartier (au niveau des activités du temps libre, des commerces, des sorties, etc.) (Authier *et al*., 2001 : 168-169).

La première partie de ce chapitre fera directement écho à ces travaux. Il s'agira notamment d'évoquer les formes différenciées de la présence quotidienne des résidents dans les lieux du quartier - dont ceux de l'intervention -, leurs pratiques spatiales, ainsi que leurs usages[2]. L'objectif sera ainsi de raisonner sur les formes et les effets de la fréquentation de lieux, communs à plusieurs individus issus de groupes sociaux différents, et d'interroger aussi bien les situations de rencontre et de coprésence que celles de cohabitations désynchronisées.

La seconde partie du chapitre prolongera la réflexion en ne considérant plus seulement les pratiques des résidents du quartier, mais aussi celles de ceux qui l'habitent sans y résider.

Enfin, le troisième temps s'attardera sur les pratiques d'usagers plus occasionnels du quartier, à savoir ceux dont les présences sont directement liées à l'aménagement de nouveaux équipements d'envergure.

Ces trois temps, en traitant *in fine* de l'empreinte inégale et temporalisée de la relation qu'entretient chaque individu avec le quartier, doivent permettre de mieux appréhender les continuités et les renouvellements des présences qui façonnent à la fois le peuplement quotidien et les lieux du quartier.

Afin de poursuivre le raisonnement mené à partir des parcours résidentiels des habitants, et ainsi compléter la réflexion sur leur habiter à travers l'observation des pratiques quotidiennes,

[1] Et je rajouterais, lieu d'une mémoire individuelle et sociale, d'un investissement affectif et de projection symbolique.

[2] La différenciation entre « pratique » et « usage » (ou « activité ») est volontaire : comme cela a été dit dans la section 3.1.2 du chapitre 1, la « pratique » renvoie ici à *ce qui fait qu'un individu est en un lieu,* alors que « l'usage » se réfère plus à *ce que l'individu fait en un lieu.* La « pratique » d'un lieu comprend donc l' « usage » : elle exprime, plus largement, la façon dont un individu intègre un lieu dans un système de lieux pratiqués quotidiennement, du domicile à la ville, ainsi que l'ensemble des comportements de l'individu en relation avec ce lieu.

le propos sera d'abord construit sur le cas lisboète (encadré 6.1). La mobilisation des deux terrains sera, quant à elle, davantage nécessaire à l'étude des pratiques des non résidents, habitants ou usagers de passage plus ou moins réguliers, et de leurs effets sur les lieux du quartier (encadrés 6.3 et 6.4).

1. La relation des résidents au quartier et leur empreinte sur les lieux

La relation des résidents à leur quartier sera étudiée en trois étapes : la première sera consacrée aux temporalités des pratiques spatiales déployées par chaque individu à l'échelle d'une journée ; la seconde, à la place du quartier au sein d'un cheminement propre au résident et à son système de lieux pratiqués au quotidien ; enfin, la troisième abordera les implications des ces pratiques multiples sur les situations quotidiennes et les lieux du quartier.

Encadré 6.1. Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara* (2005) : matériau utilisé et composition de l'échantillon

L'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier* menée à Alcântara a consisté à saisir sur une journée l'ensemble des déplacements que le répondant a réalisé ou s'apprête à réaliser (de 5h du matin le jour de l'enquête - jour de semaine - à 5h du matin le lendemain). Inspirée des travaux menés dans le cadre d'un groupe de travail[1] et d'une recherche conduite à l'université de Poitiers sur les modes et modalités des déplacements des habitants[2], la saisie des déplacements a été effectuée à partir d'une matrice spatio-temporelle (annexe 3.1) informant à la fois sur les lieux fréquentés pendant la journée, les activités liées au déplacement, les modes de transport utilisés, ainsi que les heures de début et de fin du déplacement. Ces informations ont, par ailleurs, été complétées par des questions concernant plus ponctuellement la fréquentation des nouveaux espaces aménagés du quartier, en dehors de la journée de déplacements étudiée.

L'échantillon concerne ici 47 résidents (une non-réponse). Il se compose de 18 femmes et 29 hommes. 14 d'entre eux ont entre 20 et 34 ans, 18 ont entre 35 et 49 ans, 7 entre 50 et 64 ans, enfin 8 ont 65 ans et plus. 10 résidents relèvent de la catégorie « cadres et professions intellectuelles supérieures », 4 ont une « profession intermédiaire » ou sont « artisans et commerçants », 15 sont « employés » ou « ouvriers », 11 sont « retraités », enfin 7 sont sans activité professionnelle (actifs en recherche d'emploi, femmes au foyer, étudiants). Ils sont 35 à résider dans un appartement ou une maison d'au moins deux pièces, et 12 à vivre dans un logement de seulement une pièce (petite maison ou studio). Rappelons que l'échantillon est marqué par une surreprésentation des résidents de *Alto da Cruz*, qui sont au nombre de 20. On trouve en outre 4 résidents d'*Alcântara Residence*, 4 autres d'*Alcântara Rio*, 8 de la partie basse d'Alcântara située autour du *Largo de Calvário*, 4 de la partie plus occidentale du quartier à proximité de *Santo Amaro*, 6 du secteur *Quinta do Jacinto*, 1 seul de l'opération de relogement *Vale de Alcântara*. Enfin, l'échantillon comprend 4 résidents installés récemment dans un logement neuf ; 5 autres arrivés récemment dans un logement ancien réhabilité ou en passe de l'être ; 7 sont des anciens habitants du quartier en situation de retour ou mobiles dans le quartier, et occupant un logement neuf ou ancien réhabilité ; 14 sont des résidents ayant investi, il y a peu, un logement ancien non réhabilité (en situation d'arrivée inédite, de retour ou de mobilité dans le quartier) ; enfin, on trouve 17 résidents « stables » (même logement, immeuble ou secteur géographique).

[1] Atelier de recherche, financé de 2003 à 2005 par l'ACI Espaces et territoires. Coordination de l'équipe : J.-P. Lévy (CNRS, CRH-LOUEST, Paris) et F. Dureau (U. Poitiers, Migrinter, Poitiers).

[2] Programme *Modes et modalités de déplacement des populations péri-urbaines : étude comparative Poitiers (France) et Pise (Italie)*, INED - Communauté d'Agglomération de Poitiers – Université de Poitiers – Université de Pise (2005-2007).

1.1. « Du domicile à la ville »[1] : la temporalité des pratiques quotidiennes des habitants

1.1.1. Les durées des présences au domicile et en dehors

Une première analyse sur les temps des présences cumulées montre que les résidents n'investissent pas tous de la même manière l'espace du domicile : la moitié des enquêtés y consacre entre 50 et 75 % (entre 12 et 18h) de leur temps journalier et un tiers entre 25 et 50 % (entre 6 et 12h)[2]. Aux deux extrémités, un seul résident passe moins de 6h dans son logement, alors que six autres y restent plus de 18h. On note, dans la limite des données, que les femmes enquêtées passent plus de temps au domicile que les hommes, tout comme les personnes âgées de plus de 65 ans (souvent retraitées), et les résidents sans activité professionnelle. *A contrario*, les employés et ouvriers passent souvent moins de la moitié de leur temps dans leur logement ; les cadres et professions supérieures se trouvant dans une position intermédiaire. D'après les observations, la nature du logement (petit ou grand logement) et du parcours résidentiel influe peu sur le temps passé au domicile : en effet, les individus ayant investi récemment un logement neuf ou réhabilité semblent pratiquer leur domicile tout autant qu'une majorité de ceux, stables ou mobiles, occupant un logement ancien non réhabilité. On note que seuls les anciens résidents en situation de retour, ou ayant déménagé au sein du quartier pour occuper un logement neuf, ont tendance à moins pratiquer leur domicile.

En revanche, des temps de présence au domicile similaires ne renvoient pas toujours à des usages semblables[3]. Les seuls résidents ayant par exemple évoqué le logement comme lieu de travail appartiennent aux catégories sociales moyennes ou supérieures et sont arrivés récemment dans le quartier. De la même manière, pour certains d'entre eux (en particulier ceux ayant investi un logement ancien réhabilité), le domicile apparaît clairement comme un lieu d'accueil et de réception d'amis ou de parents. Les activités dites « libres » réalisées individuellement diffèrent aussi selon les individus et les groupes sociaux (repos, bricolage, peinture, écriture, télévision, etc.). Seules les activités liées à la famille (principalement assurées par les femmes) concernent tous les ménages, quels que soient leurs groupes d'appartenance (activités ménagères, préparation des enfants, etc.).

Par ailleurs, l'analyse de la partition du temps passé en dehors du domicile (hors temps de déplacement) selon les espaces de pratiques (proximité immédiate du domicile, quartier d'Alcântara, autres quartiers du *concelho* de Lisbonne, lieux situés en-dehors du *concelho* de Lisbonne) révèle plus clairement l'existence de profils différenciés d'habitants[4].

Par exemple, parmi les résidents consacrant peu de temps aux pratiques en dehors du logement (moins de 25 % de leur temps journalier), l'utilisation du temps ne renvoie pas pour chacun aux mêmes espaces de pratiques et aux mêmes usages : un premier profil distingue les résidents dont les pratiques hors du domicile se déploient avant tout à proximité immédiate du logement. Cette pratique de proximité s'associe souvent à une fréquentation plus courte du quartier, et plus rarement à celle d'un autre quartier de la ville. Il concerne avant tout des résidents stables, installés de longue date, mais aussi parfois des nouveaux résidents dans l'ancien non réhabilité

[1] En référence au titre du livre de Authier *et al.*, intitulé *Du domicile à la ville, vivre en quartier ancien* (2001).
[2] Le choix des classes temporelles (0-6h ; 6-12h ; 12-18h ; 18-24h) a été réalisé à la suite de plusieurs essais de discrétisation. Les classifications obtenues sont restées constantes d'un essai à l'autre.
[3] La collecte de l'information n'a pas été sur ce point suffisamment précise. Je me contenterai ici de la présentation de quelques pistes de réflexion.
[4] A peu de chose près, la répartition du nombre de résidents selon le temps passé en dehors du domicile peut se déduire du traitement précédent. Toutefois, le temps consacré par chaque résident à ses déplacements quotidiens peut légèrement modifier la distribution initiale.

(en situation de retour ou non). Les usages se différencient toutefois selon le sexe de l'individu : pour une femme, l'usage qui consiste à boire un café et discuter avec des amis au café de proximité est souvent complété par des activités liées à la famille (faire les courses, amener ou aller chercher les enfants à l'école) ; un homme, quant à lui, associera son temps au café avec une promenade dans le quartier. Un second profil concerne au contraire les résidents dont les pratiques hors domicile se déploient plus franchement à l'échelle de la ville, tout en intégrant celles de la proximité du logement et du quartier. On retrouve ici certains nouveaux venus du quartier, plutôt favorisés et occupant un logement neuf ou réhabilité. Le quartier ou la proximité du logement sont pratiqués pour leurs commerces et leurs lieux de restauration. La mobilité vers un autre quartier de la ville souligne, quant à elle, l'existence d'un réseau social inscrit à cette échelle (rencontrer un ami, déjeuner avec une connaissance).

Dans le groupe des résidents passant entre 25 et 50 % de leur temps quotidien en dehors du domicile, quatre profils différents semblent pouvoir se distinguer. Le premier réunit les individus qui pratiquent uniquement des lieux éloignés, localisés en dehors des limites du *concelho* de Lisbonne. On retrouve ici certains des cadres vivant dans un logement neuf du quartier mais aussi, secondairement, des employés fraîchement installés. La mobilité est ici directement reliée à la localisation en périphérie du lieu de travail. Le second profil, assez similaire, comprend ceux dont la présence hors domicile se déroule principalement dans d'autres quartiers de Lisbonne. Dans certains cas, cette forte pratique de la ville, elle aussi associée au travail, s'accompagne d'une pratique du quartier, pour des usages plus ludiques (activités sportives, shopping, fréquentation de lieux de restauration et en particulier des nouveaux aménagements du quartier) ou de la proximité du domicile. On retrouve, dans ce profil, une fois encore, avant tout des résidents issus des catégories sociales supérieures et vivant depuis peu dans une nouvelle résidence du quartier. Mais on remarque aussi la présence de résidents de *Alto da Cruz*, récemment installés (en situation de retour ou non) ou « stables ». Un troisième profil est marqué par la présence de résidents dont les pratiques hors du domicile se jouent exclusivement dans le quartier. Certains de ces résidents sont des retraités, vivant de longue date dans le quartier, et qui consacrent le principal de leur temps hors domicile à la promenade dans le quartier (sur les berges du Tage, entre autres). D'autres sont au contraire des actifs, récemment installés dans un logement ancien non réhabilité, et dont le long temps de présence s'explique en ce que le quartier représente aussi le lieu de travail. *A contrario* du profil précédent, le choix du changement de résidence résulte d'un arbitrage en faveur de la localisation du lieu de travail et du souhait de limiter les navettes journalières. Enfin, le dernier profil concerne ceux dont la présence hors du domicile se déroule majoritairement à proximité même du logement, et accessoirement à l'échelle du quartier. Les résidents stables, en particulier de *Alto da Cruz*, composent ce profil. A proximité du logement, le café représente un lieu de référence important, où se déroulent à la fois la socialisation et les temps de repos. Ce faisant, on retrouve, à l'échelle du quartier, la même division sexuée des pratiques journalières et des usages que celle évoquée plus haut.

Un dernier groupe de résidents passe plus de 50 % de son temps hors du domicile. On observe cinq profils différents d'individus. Pour trois d'entre eux, les pratiques se déploient exclusivement au sein d'un espace de pratiques bien déterminé : tout le temps hors domicile est consacré au travail et se joue entièrement, selon le cas, à l'échelle de la ville, à celle du quartier ou à proximité du domicile. Dans cette situation, on retrouve à la fois des cadres (qui travaillent plutôt en dehors du quartier), souvent en situation de retour, et des employés, plutôt stables d'un point de vue résidentiel. Le quatrième profil réunit, quant à lui, des résidents stables ou récemment installés (en situation de retour) dans *Alto da Cruz* ou le secteur *Quinta do Jacinto*. Leurs pratiques quotidiennes se partagent de manière relativement égale entre la proximité du domicile (boire un café, discuter avec le voisinage, jardiner) et des lieux plus éloignés. Dans le cas de résidents employés du tertiaire ou ouvriers, ces lieux sont situés à Lisbonne (travailler) ;

dans celui de résidents sans activité professionnelle déclarée, ils se localisent au-delà des limites du *concelho* et renvoient à une activité de loisirs (aller à la plage). Enfin, le dernier profil à évoquer est composé d'anciens résidents, dont le lieu de résidence actuel n'est plus localisé dans le quartier, mais dont la présence au quotidien reste très forte. Je développerai cette situation particulière dans une section à venir, à partir de la description du cas de Angel.

Les temps de présences cumulées au domicile et en dehors offrent donc une première indication sur la relation que noue chacun des résidents avec ses espaces de pratiques quotidiennes, dont celui du quartier. L'analyse des moments des pratiques constitue le second temps de l'étude de leur temporalité quotidienne.

1.1.2. Les moments de pratique des espaces quotidiens

Inspirées de travaux italiens sur les mobilités quotidiennes des citadins (Bottaï *et al*., 2006)[1], la figure 6.1 propose une représentation temporelle des pratiques des femmes et des hommes de l'échantillon, selon le type d'espace fréquenté.

L'observation des horaires pour lesquels la moitié du groupe considéré se trouve à son domicile, et l'autre moitié en dehors, offre une première indication sur les logiques temporelles des pratiques quotidiennes des membres du groupe. On voit, par exemple, qu'entre 8h30 et 19h00, plus de 50 % des femmes interrogées se trouvent en dehors de leur domicile ; alors que pour les hommes cette situation s'observe sur un intervalle plus long, entre 9h30 et 20h. La proximité du domicile et le quartier (hors proximité du domicile) sont certes pratiqués de manière continue par les deux groupes ; mais sur un intervalle de temps à chaque fois plus long pour les hommes que pour les femmes. A proximité immédiate du logement, les principaux moments de fréquentation se situent en fin de matinée (10h-12h) et en début d'après-midi pour les femmes, vers midi et 18h pour les hommes.

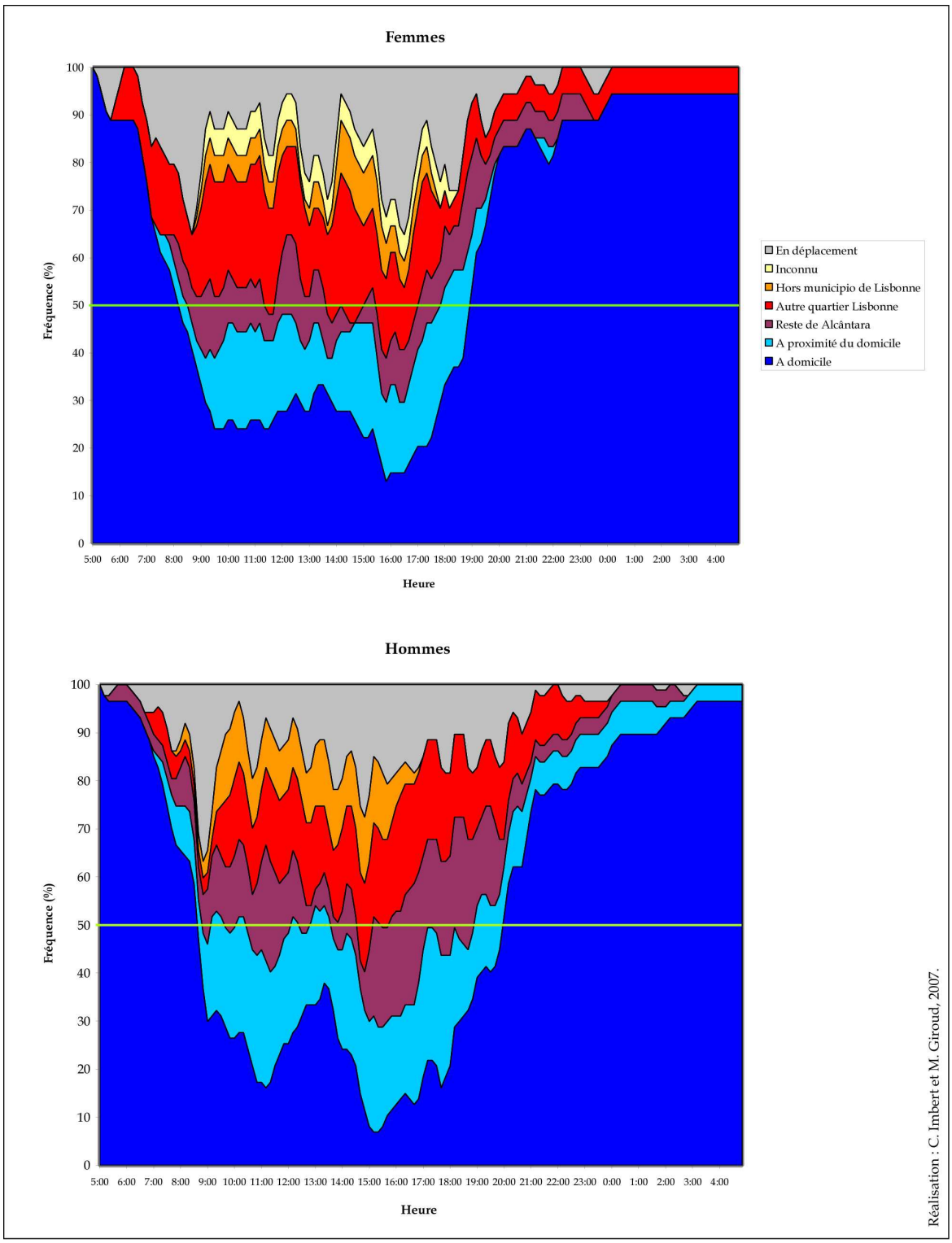
Les graphiques montrent nettement l'importance du quartier pour les hommes. Le quartier apparaît en effet beaucoup plus pratiqué par les hommes que par les femmes : sur l'ensemble de la journée, la proportion d'hommes présents dans le quartier est quasiment toujours supérieure à celle des femmes. Les hommes privilégient la fin de matinée (11h), le milieu d'après-midi (16h) et le début de soirée (19h). Les femmes, quant à elles, investissent avant tout le quartier en fin de matinée, puis vers 16h ; horaires qui respectent, semble-t-il, le rythme scolaire journalier.

On voit, par ailleurs, que la présence des hommes dans les autres quartiers de Lisbonne est beaucoup plus constante sur l'ensemble de la journée que la présence des femmes. On note, par exemple que la fréquentation des quartiers de la ville se réduit assez nettement chez les femmes en fin d'après-midi, alors que la fréquentation des hommes reste au même moment à un niveau relativement élevé.

Une analyse semblable a été réalisée par catégorie socio-professionnelle et selon le profil résidentiel des habitants. Les tableaux 6.1 et 6.2 rendent compte de certaines informations obtenues à la lecture des différentes représentations graphiques.

[1] Cette méthode a été appliquée dans le cadre du projet *Modes et modalités de déplacement des populations péri-urbaines : étude comparative Poitiers (France) et Pise (Italie)*, INED - Communauté d'Agglomération de Poitiers – Université de Poitiers – Université de Pise (2005-2007).

Figure 6.1. Représentation temporelle des pratiques quotidiennes des résidents d'Alcântara par type d'espace fréquenté (2005)



La figure se lit comme suit : par exemple à 9h30, 30 % des femmes enquêtées se trouvent à leur domicile, 10 % à proximité immédiate de leur logement, 10 % ailleurs dans le quartier, 15 % se trouvent dans un autre quartier de Lisbonne, enfin 35 % des femmes interrogées sont en déplacement. A 21h, près de 85 % d'entre elles sont à leur domicile, 5 % dans le reste du quartier, 5 % dans un autre quartier de la ville, et 5 % en déplacement.
Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

On remarque, dans le tableau 6.1, que les cadres et professions intellectuelles supérieures ont une pratique discontinue de la proximité de leur domicile et du reste de leur quartier. Les temps de forte fréquentation se situent, dans les deux cas, vers midi et correspondent au moment du déjeuner. Le quartier apparaît aussi fréquenté le matin (petit-déjeuner) ou en fin de journée, avant de rentrer au domicile (boire un apéritif).

Tableau 6.1. Présences et pratiques du quartier selon la catégorie socio-professionnelle des résidents d'Alcântara (2005)

	Intervalle temporel où plus de 50 % des individus sont en dehors de leur domicile	Heure ou intervalle temporel de fréquentation		Heure ou intervalle temporel de pic de fréquentation	
		Proximité du domicile	Reste du quartier	Proximité du domicile	Reste du quartier
Cadres et professions intellectuelles supérieures.	9h-19h30	11h-13h 19h-20h 22h-23h	9h-9h30 11h30-12h 19h30-20h	12h	12h
Employés et ouvriers	8h-20h	7h30-21h	6h-3h	11h30-15h 18h-20h	12h 16h30 19h
Retraités	9h-12h30 14h-17h 18h-19h	7h-12h 13h 14h-19h 21h	8h-20h30	11h 16h	10h-11h 13h30 15h30 18h30
Sans activité professionnelle	15h-18h	9h-3h	8h-10h 11h-13h 15h-20h30	10h30 15h	17h 19h30

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

Les employés et ouvriers ont, quant à eux, une pratique continue de l'espace proche du domicile et du reste du quartier. Les intervalles temporels observés sont les plus importants de l'échantillon. Le quartier est fréquenté très tôt (6h) pour des raisons professionnelles (lieu de travail), mais aussi très tard (3h), ce qui traduit une pratique du quartier comme espace de loisirs (fréquentation des bars et discothèques). Les pics de fréquentation du quartier (à proximité ou non du domicile) se situent au moment du déjeuner, en milieu d'après-midi (moment de la pause café ou de la sortie des écoles) et du début de soirée. Les retraités ont des rythmes de fréquentation plus complexes. En premier lieu, *a contrario* des deux autres groupes, l'intervalle temporel pour lequel plus de la moitié des retraités se trouve hors du domicile ne couvre pas l'ensemble de la journée. On voit que les retraités alternent les présences, dans et en dehors du domicile, assurant ainsi un va-et-vient ; ce qui se traduit, par exemple, par une faible présence hors du domicile au moment du déjeuner et en fin d'après-midi (17h). Ces tendances se répercutent en partie sur les pratiques du quartier. On remarque, en effet, que derrière une présence relativement continue à proximité du domicile ou dans le reste du quartier, se cache un rythme particulier de forte fréquentation, presque entièrement désynchronisé par rapport à celui des deux groupes précédents : les retraités privilégient ainsi, en plus du début de soirée (18h30), une fréquentation de fin de matinée (11h), de début (13h30) et de milieu (15h30-16h) d'après-midi. Enfin, pour les résidents sans activité professionnelle (souvent des femmes), le domicile reste le lieu le plus investi (à part entre 15h et 18h). Malgré cela, on observe une fréquentation plus continue de l'espace à proximité du domicile, que du reste du quartier : pour les femmes, la fréquentation du quartier s'inscrit dans le rythme de la journée scolaire (matin, midi, fin d'après-midi) ; pour les hommes, elle renvoie au début de soirée et à la fin de la journée de travail (19h30). En revanche, les plus fortes fréquentations de l'espace à proximité du domicile sont en phase avec celles des retraités, à savoir dans les milieux de la matinée et de l'après-midi.

Le tableau 6.2 permet de préciser certains de ces résultats en examinant les temps de fréquentation des habitants, selon leur profil résidentiel.

Tableau 6.2. Présences et pratiques du quartier selon le profil résidentiel des résidents d'Alcântara (2005)

	Intervalle temporel où plus de 50 % des individus sont en dehors de leur domicile	Heure ou intervalle temporel de fréquentation		Heure ou intervalle temporel de plus forte fréquentation	
		Proximité du domicile	Reste du quartier	Proximité du domicile	Reste du quartier
Nouveaux résidents (logement neuf)	9h-19h30	11h-13h	9h-9h30 19h-20h30	12h	
Nouveaux résidents (logement ancien réhabilité)	11h-13h30 14h30-20h30	19h-20h	10h30-13h 15h-21h		11h30 19h
Résidents en situation de retour ou mobiles (logement neuf ou ancien réhabilité)	9h-19h30 20h-21h30	10h30-13h 14h30-16h30 17h-19h 22h-23h	8h-22h	15h 17h30	9h30 13h30 15h 18h-19h
Résidents arrivés récemment, en situation de retour ou mobiles dans le quartier (logements anciens non réhabilité)	9h-20h	7h30-2h	8h 9h30-13h 15h-3h	10h-12h 13h-13h30 19h	16h 19h
Résidents « stables »	8h-13h 13h30-19h	7h-5h	5h30-23h30	9h30-11h30 14h-18h	9h30 16h

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

On note tout d'abord que les nouveaux résidents, issus des couches moyennes et supérieures, ne pratiquent pas tous le quartier ou la proximité du domicile de la même façon. Ceux qui ont investi un logement neuf sont au final peu présents dans le quartier : ils ne le fréquentent avant tout que ponctuellement, en début (9h-9h30) et en fin (19h-20h30) de journée[1]. L'espace proche du domicile est, quant à lui, fréquenté essentiellement au moment du déjeuner ; il correspond alors aux lieux de restauration intégrés aux nouveaux lieux d'habitation. A l'inverse, les résidents d'un logement ancien réhabilité pratiquent davantage l'espace du quartier : la fin de matinée et le début de soirée représentent deux temps forts de fréquentation. La proximité immédiate du logement est moins fréquentée, sans doute parce qu'elle renvoie à des espaces moins attractifs que dans d'autres situations (rues avec circulation automobile). Le moment du déjeuner se déroule alors, pour plus de la moitié d'entre eux, au sein du domicile.

Les anciens résidents, installés récemment dans un logement neuf ou ancien réhabilité (en situation de retour ou non), ont une pratique du quartier plus continue et plus étendue dans le temps. Leur présence reste importante à proximité du domicile, quoique plus irrégulière. Ce schéma s'inverse quelque peu avec les résidents qui occupent depuis peu un logement ancien dégradé : l'espace à proximité du domicile est fréquenté de manière continue, de 7h30 à 2h du matin, avec des temps de présence plus marqués en fin de matinée, en début d'après-midi ou en début de soirée. La présence dans le reste du quartier est plus discontinue mais reste

[1] Quand on affine l'analyse, on relève que les résidents des deux opérations urbaines, *Alcântara Residence* et *Alcântara Rio*, n'entretiennent pas tout à fait le même rapport quotidien au quartier. Le quartier apparaît peu fréquenté par les résidents d'*Alcântara Residence* (résidence fermée) : les rares pratiques observées sont réalisées le matin, ou après 20h. *A contrario*, on voit que certains résidents d'*Alcântara Rio* fréquentent le quartier sur l'ensemble de la journée.

importante, en particulier en fin de journée. Ce sont, en outre, certains de ces résidents qui fréquentent le plus tardivement le quartier (jusqu'à 3h).

Enfin, les résidents « stables » occupent les espaces proches de leur domicile et le quartier sur de longs intervalles temporels : respectivement, de 5h30 à 23h30, et de 7h à 5h le lendemain. Pour le reste du quartier, les principaux temps de présence se situent vers 9h30 et vers 16h ; pour les espaces à proximité du logement, ils se situent dans la matinée (9h30-11h30) et l'après-midi (14h-18h). Une analyse plus détaillée permet d'ailleurs de différencier les pratiques des résidents « stables » de *Alto da Cruz* et du secteur *Quinta do Jacinto,* les premiers fréquentant par exemple davantage les espaces proches de leur domicile. Les deux lieux ne présentent pas, en effet, les mêmes capacités de rétention, au quotidien, de leur population résidente : *Alto da Cruz* est constitué d'un maillage commercial (boutiques de première nécessité, petites cafétérias, cafés) qui offre à la population une possibilité d'ancrage local quotidien.

Au total, on voit, d'après ces résultats exploratoires, que les résidents n'entretiennent pas tous la même relation à leur quartier. Les moments de pratiques, et précisément de forte fréquentation, diffèrent selon le sexe, la catégorie sociale ou l'expérience résidentielle de l'individu. Les groupes n'influent ainsi pas tous de la même manière sur le marquage social des lieux et sur leur fonctionnement quotidien. Les continuités populaires observées dans le quartier au quotidien dépendent ainsi autant de la présence des uns (par exemple, les résidents « stables ») que de l'absence synchrone des autres (les nouveaux résidents en logement neuf ou réhabilité). Dans l'ensemble, on voit que les moments de forte fréquentation du quartier diffèrent d'un groupe à l'autre, renouvelant ainsi dans le temps les marquages sociaux. Ce faisant, on note aussi l'existence d'intervalles temporels de coprésences au sein du quartier : par exemple, on remarque que cadres, employés et ouvriers se retrouvent dans le quartier à midi, mais aussi en début de soirée, où ils y sont rejoints par les retraités et certains résidents sans activités professionnelles. De la même manière, la fin de journée (19h-20h) est un temps de présence commun aux nouveaux résidents d'un logement neuf ou réhabilité, aux anciens résidents installés dans un logement neuf ou réhabilité, aux nouveaux résidents d'un logement ancien bon marché (en situation de retour ou non), et aussi, quoique secondairement, aux anciens résidents « stables ».

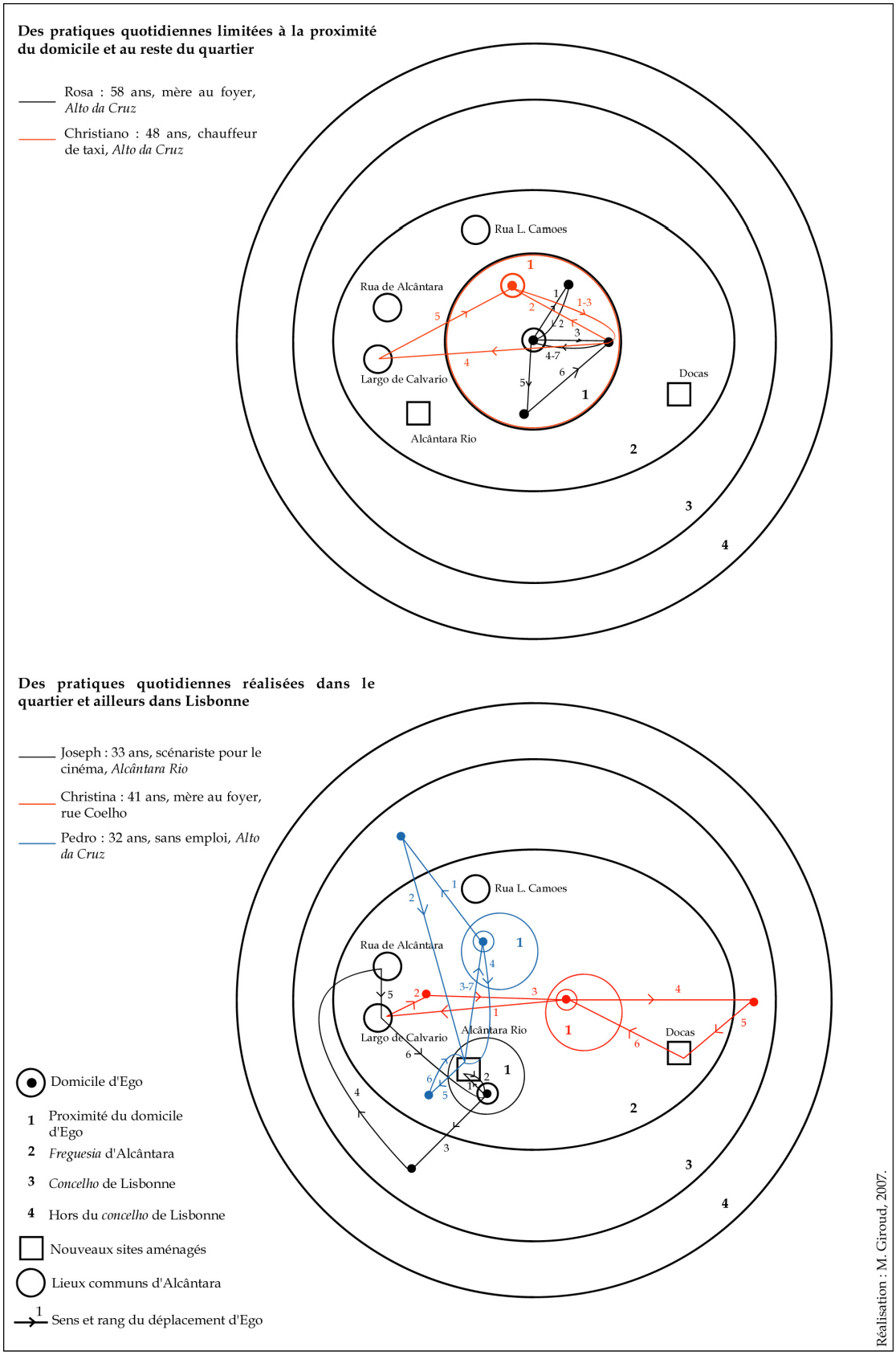
Raisonner temporellement ne suffit toutefois pas à appréhender complètement le rapport des individus à leur quartier et les formes d'interactions possibles. On connaît, à ce stade, peu de choses sur les lieux du quartier réellement pratiqués par les individus. Pour pouvoir comprendre la nature et le rôle de chacun de ces lieux, il importe de les replacer au sein du système de lieux pratiqués par l'individu, à l'échelle d'une journée quotidienne.

1.2. Systèmes de lieux, pratiques et usages du quartier

Les représentations graphiques[1] utilisées dans cette section traduisent les trajets quotidiens de plusieurs résidents d'Alcântara, dont les parcours résidentiels ont été pour la plupart évoqués dans le chapitre 4. Ces cas particuliers sont représentatifs de types de systèmes de lieux pratiqués au quotidien, observés au sein de chacun des groupes de résidents définis selon le temps de présence hors domicile (0-25 %, 25-50 % et plus de 50 % du temps journalier).

[1] Ces représentations graphiques s'inspirent du travail de L. Buffet, intitulé *La famille dans la ville : mobilité quotidienne et espace-temps des parents de milieux aisés* (2002), et qui traite de la mobilité quotidienne de familles d'une commune résidentielle de la banlieue parisienne.

Figure 6.2. Systèmes de lieux pratiqués au quotidien, de résidents d'Alcântara passant peu de leur temps journalier hors du domicile (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

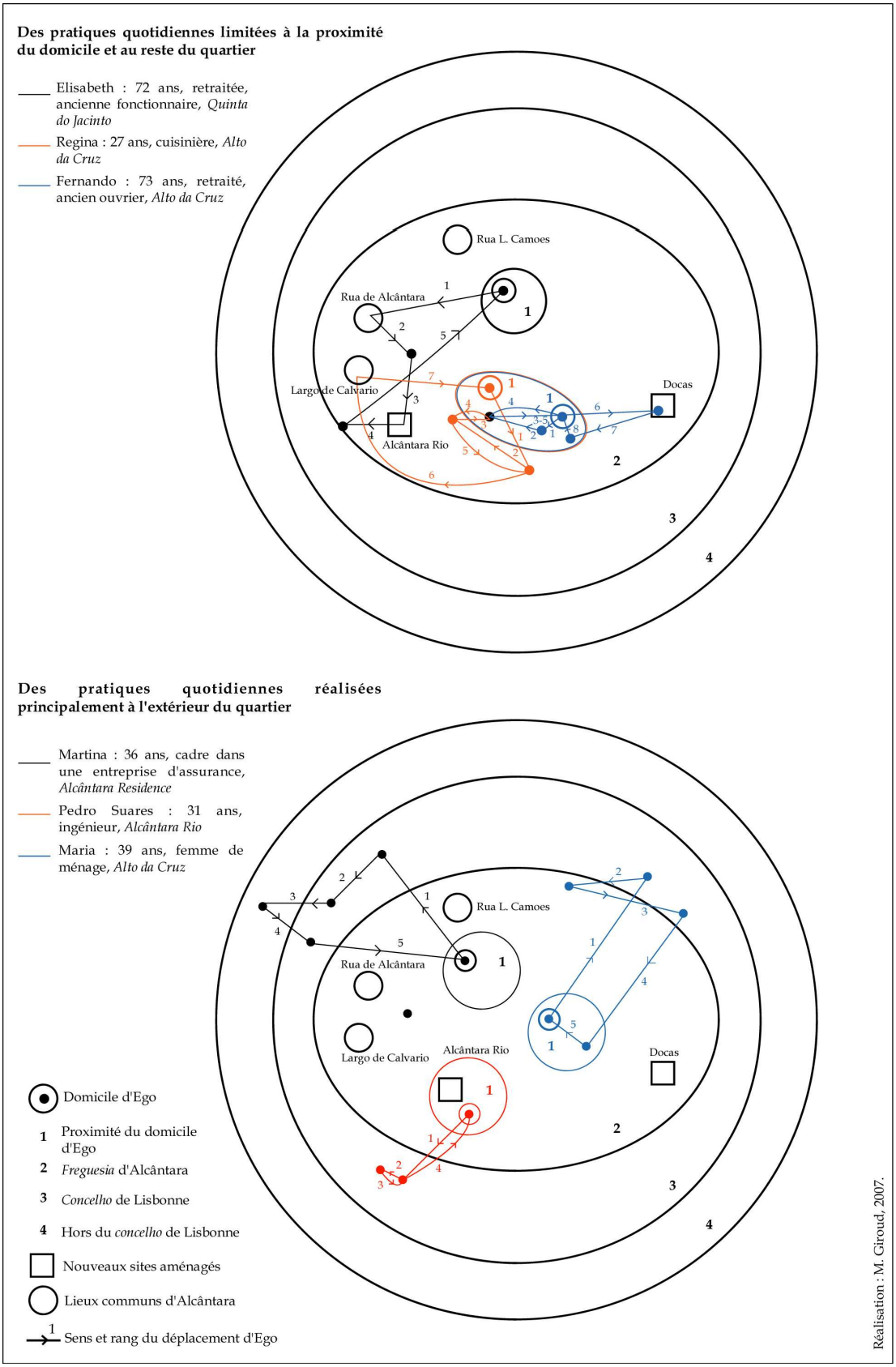
La figure 6.2 présente les systèmes de lieux des résidents qui passent peu de leur temps en dehors du domicile (moins de six heures). Dans les cas de Rosa (58 ans, mère au foyer) et de Christiano (48 ans, chauffeur de taxi), deux résidents de *Alto da Cruz*, les pratiques se limitent à l'espace proche du domicile ou au quartier. Rosa, qui vit depuis longtemps à Alcântara, sort de son logement vers 9h30 pour aller faire des courses. Elle repasse à son domicile, une heure plus tard, pour déposer les achats, puis le quitte à nouveau, vers 11h30, pour se rendre dans un café situé à proximité et discuter avec des amis. Elle y reste jusqu'à 12h00, l'heure de préparer le déjeuner pour la famille. A 15h15, elle part se promener dans *Alto da Cruz,* puis retourne au café à 16h. Elle rentre définitivement au domicile à 19h.

Christiano, nouveau résident d'Alcântara (logement ancien bon marché), sort de chez lui à 10h pour aller boire un café à proximité de son domicile. Pendant près d'une heure trente, il discute alors avec les clients de l'établissement. Il rentre déjeuner chez lui à 11h30, puis, à 13h, se rend de nouveau au café, qu'il fréquente jusqu'à 15h. Il décide alors d'aller se promener dans le quartier d'Alcântara. Pendant deux heures, il stationne au *Largo de Calvário*, qui représente un lieu carrefour et commerçant du quartier. A 17h, il rentre finalement à son domicile, qu'il ne quittera plus de la journée.

Le second profil renvoie à des cheminements qui intègrent cette fois des lieux situés en dehors du périmètre du quartier. Joseph (33 ans, scénariste), résident d'*Alcântara Rio*, se rend dans un café localisé sur le site de la résidence vers 11h. Il rentre déjeuner chez lui une heure plus tard. A 15h30, il se rend dans un autre quartier de Lisbonne (Campo Pequeno) pour des raisons professionnelles. A son retour, vers 19h, il décide d'aller déambuler dans la rue d'Alcântara, artère commerçante du quartier, puis s'offre un café dans un établissement situé sur le *Largo de Calvário*. Seulement trente minutes plus tard, il retourne chez lui pour dîner, puis travailler en soirée. Christina (41 ans, mère au foyer) est aussi une nouvelle résidente du quartier plutôt favorisée. En tant que mère au foyer, elle consacre beaucoup de temps à son domicile et à ses enfants. Son rythme quotidien est fortement marqué par ce statut : après avoir préparé les enfants et nettoyé son appartement, Christina se rend vers 10h30 sur le *Largo de Calvário* puis dans un marché couvert du quartier, pour réaliser quelques courses. Une heure plus tard, elle est à nouveau à son domicile pour faire déjeuner ses enfants qui sont, alors, de retour de l'école. Elle restera tout l'après-midi dans son appartement, pour se reposer et lire un peu. Vers 18h, une fois la journée d'école terminée, Christina se rend rapidement chez une amie qui réside en dehors du quartier, avant d'amener les enfants se promener sur les berges du Tage, au niveau du site des *Docas*. A 20h, Christina, de retour chez elle, retrouve son mari et prépare le dîner. Enfin, le cas de Pedro (32 ans, sans emploi) offre l'exemple d'un ancien résident d'Alcântara en situation de retour, qui consacre la majeure partie de son temps hors domicile à la fréquentation d'un café situé sur le site d'*Alcântara Rio* (*Terra do Café*). Sa pratique de l'établissement se réalise en fin de matinée (11h-12h), à la suite d'un rendez-vous dans un cabinet médical localisé dans un autre quartier de la ville (Areeiro), puis en toute fin de journée, avant la fermeture (18h-19h), après avoir rejoint sa petite amie qui réside aussi dans le quartier.

La figure 6.3 montre des systèmes de lieux pratiqués au quotidien par des résidents qui passe entre six et douze heures hors de leur domicile. Pour Elisabeth (72 ans, retraitée), Regina (27 ans, cuisinière) et Fernando (73 ans, retraité), l'espace de pratiques hors du domicile se situe avant tout à l'échelle du quartier et/ou de la proximité du lieu de résidence.

Figure 6.3. Systèmes de lieux pratiqués au quotidien, de résidents d'Alcântara passant entre 6 et 12 heures de leur temps journalier hors du domicile (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

Fernando, résident stable de *Alto da Cruz* et ancien ouvrier du quartier, fréquente l'espace proche du logement dès 7h du matin. Il se promène dans le secteur jusqu'à l'ouverture d'un café vers 9h, où il s'installe jusqu'au déjeuner vers 11h30. A 14h, et pendant deux heures, Fernando retourne au café, discuter avec des amis ou des clients de passage. A 16h, il rentre à son domicile faire une sieste, puis, trois heures plus tard, décide d'aller pêcher en bordure du Tage, à proximité des *Docas*. Il y reste alors jusqu'à la tombée de la nuit, puis rentre à *Alto da Cruz* où, avant de rejoindre son domicile, il entreprend de revendre sa prise du jour. Dans le cas de Regina, plus récemment installée dans un logement ancien bon marché, l'espace du quartier apparaît davantage pratiqué que dans le cas de Fernando. Le quartier représente, pour Regina, à la fois un lieu de travail et le lieu de l'école des enfants, ce qui rythme fortement sa fréquentation. Dans son système de lieux, le *Largo de Calvário* représente la dernière étape avant le retour au domicile : elle y effectue quelques achats pour le repas du soir, mais y retrouve aussi quelques amies avec qui elle engage une conversation.

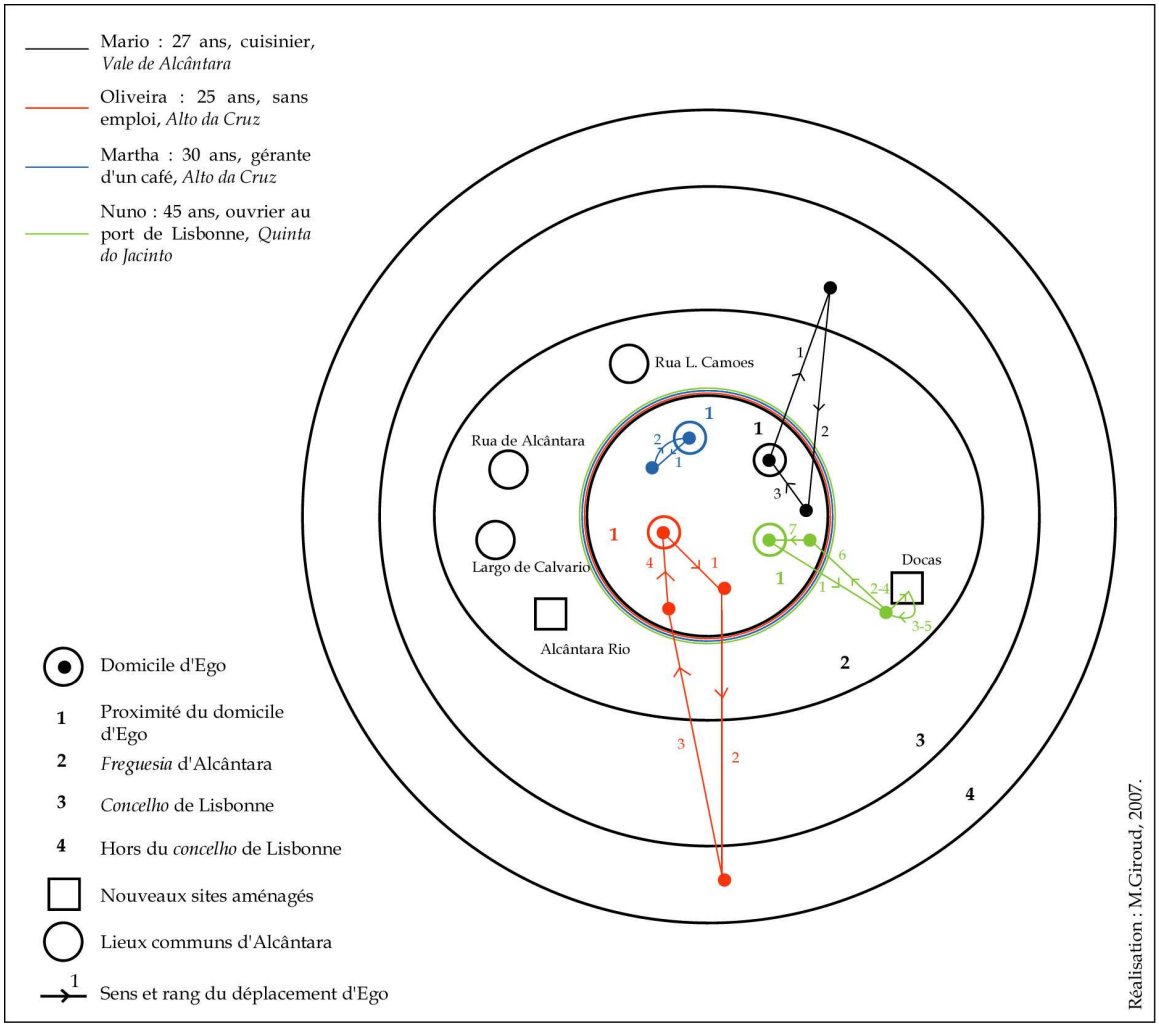
A contrario de Fernando et Regina, Elisabeth ne fréquente pas l'espace proche de son domicile. Elle réside, en effet, depuis longtemps dans le secteur *Quinta do Jacinto,* un secteur qui apparaît peu propice à la fréquentation de proximité (absence de boutiques, de débits de boissons, d'espaces verts). Elisabeth quitte son domicile vers 11h30 pour aller déjeuner dans la rue d'Alcântara. Vers 16h30, après un rendez-vous chez un médecin du quartier, Elisabeth se rend dans un café du site Alcântara Rio (*Terra do Café*). Elle y stationne pendant près de deux heures, puis se rend dans un quartier proche d'Alcântara (Santos), rejoindre un membre de sa famille, qu'elle quittera peu après 20h30.

La seconde représentation de la figure 6.3 présente les cheminements de trois résidents dont l'espace de pratiques quotidien en dehors du logement se situe principalement à l'extérieur d'Alcântara. Dans le cas de Martina (36 ans, cadre), résidente d'*Alcântara Residence*, les pratiques quotidiennes se déploient avant tout dans Lisbonne, voire même au-delà. Le système de lieux de Pedro Suares (31 ans, ingénieur), ancien résident en situation de retour et occupant un logement à *Alcântara Rio*, implique moins de déplacements que dans le cas de Martina. Mais de la même manière, le quartier et la proximité du domicile sont écartés du cheminement : Pedro Suares quitte son logement à 9h, pour le retrouver directement à 21h. Le cas de Maria (39 ans, femme de ménage), résidente « stable » de *Alto da Cruz*, est plus nuancé. De 6h à 16h30, Maria consacre son temps à son métier d'employée du nettoyage, en plusieurs lieux de la ville (Campo Grande, Santo Amaro, San Beto). A la fin de la journée, avant de rentrer chez elle, Maria se rend dans un café, localisé à proximité de son logement, où pendant près d'une heure, sans consommer, elle retrouve ses voisins et discutent avec eux.

Enfin, la figure 6.4 présente les systèmes de lieux quotidiens de résidents qui passent plus de douze heures à l'extérieur de leur logement. Dans les cas de Mario (27 ans, cuisinier), Martha (30 ans, gérante d'un café) et Nuno (45 ans, ouvrier), trois résidents de longue date du quartier, cette longue présence hors du domicile est à rapprocher du temps passé au travail. Le lieu de travail de Martha se situe à proximité immédiate de son lieu de résidence, dans un petit restaurant de *Alto da Cruz*, dont elle a, avec son mari, la gérance. Martha assure une présence continue entre l'heure de l'ouverture de l'établissement, vers 7h30, et celle de sa fermeture, à 20h. Nuno travaille, quant à lui, pour le port de Lisbonne, dans des entrepôts localisés à proximité des *Docas* d'Alcântara. Cette localisation permet à Nuno de fréquenter de manière répétée, tout au long de la journée, l'aire aménagée des *Docas*, et, en particulier, certains de ses bars : avec une journée de travail courant de 5h30 du matin à 18h, Nuno s'octroie trois temps de pause, à 10h (trente minutes), 13h (une heure trente) et 15h30 (trente minutes). Il rentre chez lui vers 20h, après avoir effectué un détour par la place General Domingos Oliveira (localisé en contrebas de *Quinta do Jacinto*), où il reste près d'une heure discuter avec des connaissances et boire quelques verres dans un bar de la place. Le cheminement de Mario est, à peu de choses

près, identique de celui de Nuno, à la seule exception près que son lieu de travail se situe dans un autre quartier de Lisbonne. De la même façon que Nuno, après la journée de travail (7h-17h), et avant de rejoindre son logement, dans un immeuble de l'opération *Vale de Alcântara*, Mario réalise une étape de près de trois heures dans un bar situé à proximité.

Figure 6.4. Systèmes de lieux pratiqués au quotidien, de résidents d'Alcântara passant plus de 12 heures de leur temps journalier hors du domicile (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

Le cas de Oliveira (25 ans, sans emploi) diffère quelque peu. Ancien résident en situation de retour, et vivant dans un logement ancien bon marché de *Alto da Cruz*, Oliveira est, au moment de l'enquête à la recherche d'un emploi. A la différence d'autres personnes sans activité professionnelle, Oliveira consacre la plupart de son temps journalier à l'extérieur de son logement exigu, selon un rythme décalé. Oliveira se réveille à 11h30, se rend dans un café proche pour se restaurer rapidement. A 13h, en compagnie d'un ami, il se rend à la plage d'Estoril, localisée en dehors des limites du *concelho* de Lisbonne. Il rentre à 16h dans *Alto da Cruz*, discuter avec le voisinage, puis participer à la préparation des marches populaires qui vont, alors, avoir lieu. Oliveira ne rejoindra son logement que vers 2h du matin, après être resté à flâner dans les rues de *Alto da Cruz* pendant toute la soirée.

Chaque résident entretient donc un rapport propre avec le quartier dans lequel il réside ; rapport qui dépend du champ de contraintes extérieures qui agissent sur lui, et de la relation qu'il entretient avec les autres lieux pratiqués au quotidien, de son domicile à la ville. Selon le temps consacré en dehors du logement par le résident, on a vu que certaines configurations types de lieux pratiqués se distinguent néanmoins, transcendant même parfois les clivages sociaux.

On remarque, toutefois, que les résidents anciens ont tendance à davantage investir les lieux du quartier que les nouveaux venus, en situation de retour ou non. C'est le cas de plusieurs résidents de *Alto da Cruz* qui semblent, en effet, limiter leurs pratiques quotidiennes à la proximité du domicile et au reste du quartier. Chez ces anciens résidents, la pratique des autres quartiers de la ville n'est cependant pas absente, mais elle apparaît souvent liée au travail. *A contrario*, les nouveaux résidents plus favorisés, en situation de retour ou non, installés dans les logements neufs ou anciens réhabilités, semblent fréquenter les autres lieux de la ville pour une plus grande diversité d'activités.

L'analyse des systèmes de lieux offre, par ailleurs, une possibilité de déterminer plus précisément les lieux du quartier où se déploient certaines continuités populaires, où elles s'imposent, mais aussi où elles peuvent être potentiellement concurrencées par d'autres formes de pratiques et de présences. L'observation plus fine des cheminements a, en effet, aussi permis d'identifier des lieux du quartier communs aux pratiques des différents groupes sociaux évoqués (anciens et nouveaux résidents ; résidents aisés et moins favorisés). L'analyse des matrices de déplacements révèle qu'on retrouve, parmi ces lieux, des lieux traditionnels du quartier mais aussi certains nouveaux espaces aménagés, issus de l'intervention (figure 6.2 avec les cas de Pedro et de Joseph). Dans la section qui suit, le propos insistera précisément sur la réalité et l'intensité de ces pratiques des nouveaux lieux de l'intervention, dont les dispositifs et les fréquentations matérialisent le changement généré par le renouvellement urbain.

1.3. Des lieux communs aux nouveaux et aux anciens résidents

Quatre principales localisations[1] ont pu être identifiées en tant que lieux communs à plusieurs résidents, présentant des trajectoires sociales et résidentielles différentes : le *Largo de Calvário*, la rue de Alcântara, le site de l'opération *Alcântara Rio* et celui des *Docas* (figures 6.2, 6.3 et 6.4).

1.3.1. Les pratiques de lieux traditionnels du quartier

Le *Largo de Calvário* et la rue de Alcântara (photographie 6.1) correspondent au cœur historique d'Alcântara et représentent ainsi deux lieux contigus traditionnels du quartier. Actuellement, ils se caractérisent avant tout par leur structure commerciale et par l'implantation d'infrastructures de transport. En particulier, le *Largo de Calvário* est structuré autour d'un arrêt de tramway (reliant Cais do Sodre dans le centre de Lisbonne à Bélem plus à l'ouest) et d'arrêts de bus, assurant l'accès à différents espaces de l'agglomération. Les commerces situés dans la rue de Alcântara sont diversifiés, mais d'allure modeste (échoppes de vente d'outillage et de

[1] Auxquelles on peut ajouter le secteur du jardin public de *Santo amaro* et de la rue commerçante Luis de Camões, sur les franges ouest du quartier : un secteur ombragé avant tout pratiqué pour la flânerie et la promenade, avec ou sans enfants (proximité d'une crèche publique). Ce lieu a été cité nettement moins fréquemment que les quatre autres exemples par les résidents. Précisons, par ailleurs, que la structure de l'échantillon ne permet pas véritablement de conclure sur le degré de diversité des lieux pratiqués par chacun des groupes sociaux, les habitants anciens et issus de catégories sociales modestes enquêtés ayant un effectif bien supérieur que les nouveaux venus plus aisés.

matériaux, boutiques de vêtements, bazar chinois, petits restaurants, salons de coiffure, etc.) ; sur le *Largo de Calvário*, on trouve, à côté de boutiques similaires, des établissements plus importants (supermarché, commerces de vente en gros, magasin de décoration bon marché, banque). Le *Largo de Calvário* est, en outre, structuré autour d'équipements ou de services tels qu'un commissariat de police, une école, le local d'une association populaire implantée depuis le début du siècle (*Sociedade Promotora de educação popular*) ou encore une agence des transports urbains (Carris) ; la rue de Alcântara se situe, quant à elle, à proximité d'un des établissements scolaires du quartier.

Photographie 6.1. Deux lieux traditionnels d'Alcântara : le *Largo de Calvário* et la rue de Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

La rue de Alcântara et le *Largo de Calvário* ont donc en commun une relative pluri-fonctionnalité qui offre des possibilités d'usages et de fréquentations quotidiennes diversifiées. En particulier, dans les deux lieux, on voit que certains cafés-restaurants sont fréquentés à la fois par des anciens résidents « stables » et modestes du quartier, et des nouveaux venus plus favorisés : c'est le cas du café *O Galão*, situé sur le *Largo de Calvário*, ou du restaurant *Comial,* deux établissements traditionnels et reconnus du quartier.

Ce faisant, le *Largo de Calvário* et la rue de Alcântara ont-ils été pratiqués aux mêmes moments de la journée, ou au contraire à des temps bien différenciés ?[1]. L'analyse des matrices de déplacements montre que l'essentiel des pratiques de ces lieux ont été réalisées pendant la journée, entre 8h et 20h. Seuls deux habitants – des résidents stables de *Alto da Cruz* - ont fréquenté le secteur en dehors de cet intervalle temporel (activité de promenade). C'est en fin de journée, avant 20h, que les situations de coprésences ou de côtoiements entre les différents résidents apparaissent les plus probables ; ce qui rejoint, on peut le noter, un des résultats précédents sur les horaires communs de fréquentation du quartier. Néanmoins, tous les résidents ne semblent pas associer à ces lieux les mêmes usages : les nouveaux résidents, plutôt aisés, viennent principalement pour effectuer des achats, boire un café ou rencontrer des amis ; les résidents moins favorisés, quant à eux, fréquentent la rue de Alcântara et le *Largo de Calvário* pour se promener, discuter informellement dans la rue avec des amis, ou encore, pour suivre une activité de type associatif. On note, en outre, la coprésence, en fin de matinée (vers 11h) et au milieu d'après-midi (16h), de résidents « stables » de *Alto da Cruz* et de *Quinta do Jacinto*, avec des nouveaux résidents, installés dans un logement réhabilité. Ces derniers semblent, alors, avoir un usage plus ciblé des lieux (achats, activités liées à la famille) que les anciens résidents (promenades, achats, fréquentations de cafés, activités liées à la famille, activités associatives).

[1] Je précise que cette analyse se base sur des informations collectées pour des jours différents de la semaine (fin de semaine exclue).

Derrière la pratique conjointe d'un même lieu au quotidien, se dissimulent souvent des logiques temporelles de fréquentation et/ou des principes d'usages pluriels, selon les groupes sociaux. Ces logiques et ces principes font que les habitants pratiquent certes le même espace, le même emplacement, mais sans doute pas le même lieu. Ainsi, le *Largo de Calvário* et la rue de Alcântara ne dévoilent pas les mêmes ressources pour tous les habitants d'Alcântara et ne représentent pas les mêmes possibilités d'investissements concrets, pratiques, mais aussi symboliques. En retour, ces pratiques plurielles contribuent de manière différenciée au rythme, au fonctionnement et aux marquages social et actoriel de l'espace étudié ; c'est-à-dire à la production même du lieu au quotidien.

1.3.2. Entre colonisation et évitement : les relations des résidents d'Alcântara avec les nouveaux lieux de l'intervention

Les deux autres lieux qui, d'après les matrices de déplacements, sont fréquentés par les différents groupes d'habitants sont deux des espaces récemment aménagés dans le cadre d'opérations urbaines : *Alcântara Rio* et les *Docas* d'Alcântara.

- *Les* Docas *et* Alcântara Rio *: deux exemples de reconversion d'anciens espaces industriels*

Les *Docas* d'Alcântara et de Santo Amaro, localisées sur les berges du Tage, sous le pont du 25 avril, représentent un projet de réaménagement, en front d'eau, de quais et d'entrepôts autrefois dévolus à l'activité portuaire et industrielle, en un espace ludique, de loisirs et de consommation. Si la partie la plus orientale de ces anciens *docklands* reste encore marquée par l'activité portuaire, la présences de conteneurs, de navires, d'équipements de chargement, d'entrepôts de stockage ou encore de bâtiments administratifs de l'autorité portuaire, l'ensemble du site révèle une réorientation économique et fonctionnelle importante. D'anciens locaux portuaires sont ainsi ponctuellement réutilisés pour accueillir des équipements privés (piscine), des activités culturelles (galerie d'exposition ; projet public de réhabilitation de l'entrepôt frigorifique en futur musée de l'Orient), ou encore des nouveaux services (agence de conseil aux entreprises, restaurant, équipementier de bateaux) ; certaines parcelles non bâties sont aussi parfois cédées à des entrepreneurs privés pour l'implantation de nouvelles infrastructures attractives (espace culturel Toyota Box). Mais l'emblème de cette réorientation reste malgré tout l'aménagement d'un espace ludique, structuré autour d'une marina et d'une allée d'anciens entrepôts réhabilités en restaurants, bars et autres discothèques (figure 6.5).

Ce projet, qui a impliqué des acteurs publics et privés, s'inscrit dans une action de rééquilibrage de la structure métropolitaine, jusqu'alors polarisée vers l'est et la zone *Expo-Parque das Nações* ; mais aussi de réappropriation des espaces proches du fleuve à l'échelle municipale, à l'aide d'activités de tourisme et de loisirs. Les *Docas* sont alors, à l'instar du site *Expo-Parque das Nações*, pensés et conçus comme un élément qui doit contribuer à la promotion plus globale de Lisbonne : une ville qui veut renouer ses liens avec un fleuve qui fit sa grandeur passée, et qui cherche à s'imposer dans la concurrence métropolitaine comme capitale européenne du tourisme et des loisirs.

Figure 6.5. Structuration et aménagement des *Docas* de Santo Amaro et d'Alcântara (2007)

Sources : M. Giroud, observations de terrain, 2005 ; *Google earth*, 2007.

Comme pour le projet *Expo-Parque das Nações*[1], un des principes de conception urbanistique des *Docas* reste celui du zonage. Ce principe consiste à allouer des espaces particuliers à des activités spécifiques, et permet de différencier les accès et ainsi, en théorie, d'éviter les conflits résultant d'aspirations et de besoins contradictoires (Moser, 2003 : 36). Il s'agit en outre, d'assurer l'intégration de différents espaces et fonctions : l'aménagement du site est ainsi fait de telle manière à polariser les différents usagers du lieu sur l'allée commerciale centrale.

[1] Le site est structuré autour d'un quartier d'affaires, d'un centre commercial, d'une gare et des anciens équipements de l'exposition universelle de 1998. Il se compose, en outre, d'équipements d'envergure tels un palais des congrès, un aquarium, ou encore une foire internationale, et d'une zone résidentielle pouvant accueillir plus de 25 000 personnes.

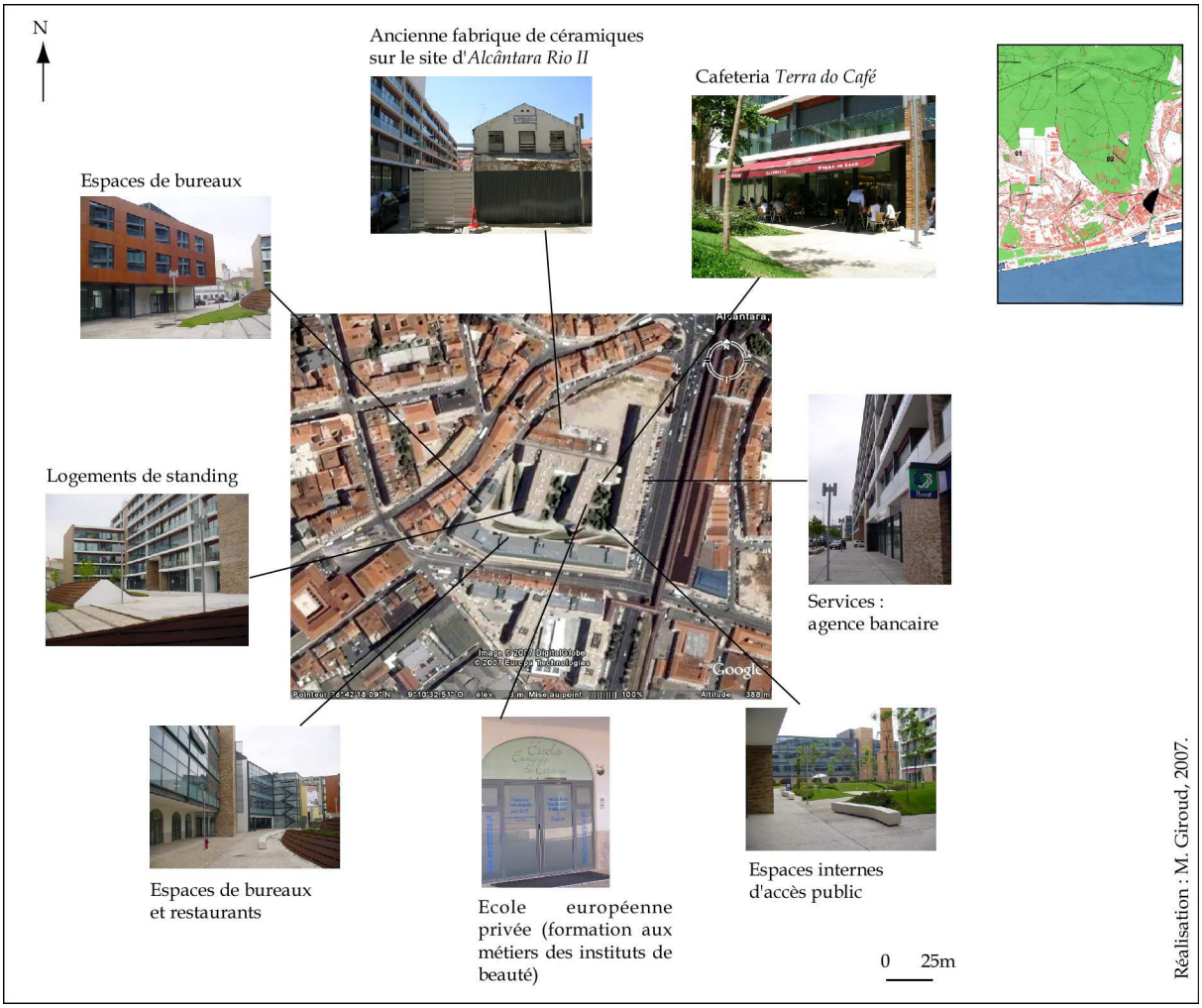
L'absence de mobiliers urbains (bancs, terre-pleins) ou d'aménagements favorisant l'arrêt sur les berges du Tage souligne, en effet, la volonté des concepteurs de privilégier, en certains espaces, la circulation sur la station : l'objectif est d'orienter la station vers le seul espace conçu à cet effet, à savoir la zone des restaurants et des cafés.

Un autre principe structurant du lieu est celui de son accessibilité. Chacune des entrées de l'espace central est reliée à un parking automobile payant, ainsi qu'à un accès piétonnier. L'intégration de l'espace aménagé aux alentours reste toutefois problématique et l'accessibilité piétonnière peu commode. Par l'ouest, seule une passerelle située à 500 m des *Docas* permet de relier la zone ludique au palais des congrès et aux infrastructures hôtelières associées ; par l'est, un piéton en provenance d'Alcântara ou du centre-ville en transport collectif (tramway) et qui désire se rendre aux *Docas,* doit longer un axe routier peu attrayant, sur près de 200 m, puis utiliser une voie d'accès souterraine peu entretenue de la gare ferroviaire *Alcântara Mar*. L'accessibilité du lieu, garante de la réussite de l'opération, s'effectue donc principalement par la route, via l'utilisation de la voiture (taxis, etc.). Un système de passerelles et de pénétrantes assure la liaison du site, d'une part avec un axe est-ouest reliant le centre de Lisbonne à sa côte occidentale (Belém, Cascais), d'autre part avec un axe nord-sud, qui traverse le Tage avec la double voie du pont du 25 avril[1].

L'opération *Alcântara Rio*, réalisée sur le site d'une ancienne usine de produits chimiques, se situe à proximité immédiate du centre traditionnel d'Alcântara constitué par *Largo de Calvário* et la rue de Alcântara. Bien que clairement délimité par un zonage, l'espace aménagé apparaît ici plus imbriqué que les *Docas* au tissu urbain existant du quartier et donc plus accessible pour les résidents du quartier (figure 6.6). *Alcântara Rio* comprend trois phases de développement. En 2005, la première phase du projet est finalisée, la seconde n'a pas encore débutée, la troisième, est en cours de réalisation. *Alcântara Rio I* est un projet mixte, comprenant 168 logements haut de gamme, 27 locaux consacrés à des bureaux, ainsi que 31 locaux commerciaux, en rez-de-chaussée des bâtiments. En 2005, seule la moitié de ces locaux est occupée : on trouve des bureaux (agence de graphisme), des établissements de service à la personne (salon de coiffure, agence de voyage, pressing, agence immobilière, vente de produits de beauté et de soins, banque), des commerces de décoration et d'aménagement intérieurs, ou encore des établissements de restauration (boulangerie, restaurants japonais, thaïlandais ou italiens, cafés, cafétérias). D'un point de vue juridique, cet espace, s'il garantit un accès public, est géré de manière privée. Les différents bailleurs, qu'ils soient résidents ou non, ont en effet la charge de la propreté et de la sécurité du site (bâtiments et espaces collectifs). Ce dernier est donc, derrière son apparente ouverture (présence d'un mobilier urbain permettant la station, à proximité des espaces verts), fortement contrôlé ; un contrôle à la fois social assuré de manière informelle par les résidents, et sécuritaire, qu'attestent les présence régulières et les passages répétés d'agents de sécurité.

[1] L'enjeu de l'accessibilité du site reste une question centrale des projets d'aménagement à venir : la création d'une plate-forme multimodale (train-tramway-automobile-piéton) est clairement présentée comme une priorité de développement de la zone et du quartier.

Figure 6.6. L'opération mixte *Alcântara Rio* (2007)



Sources : M. Giroud, observations de terrain, 2005 ; *Google earth*, 2007.

Ces deux lieux, symboles du changement urbain en cours, n'apparaissent pas dans le cheminement quotidien de tous les résidents enquêtés. Pour pouvoir évaluer la nature de la relation que chaque résident entretient avec ces lieux de l'intervention, des questions complémentaires à la matrice de déplacements et interrogeant spécifiquement sur l'intensité et les rythmes de leur fréquentation, ont été posées.

- *Investir ou non les* Docas

À la question « Avez-vous entendu parler de l'espace des *Docas* d'Alcântara ? », la réponse s'avère généralement positive (44 cas sur 48). Les 4 personnes ne connaissant pas le lieu sont des résidents âgés de *Alto da Cruz* ou du secteur *Quinta do Jacinto*. Les *Docas* représentent donc un lieu de l'espace vécu de la grande majorité des résidents interrogés, quels que soient leur origine sociale ou leur lieu de résidence. En revanche, ce lieu n'apparaît pas toujours pratiqué : seules 12 personnes affirment fréquenter de manière régulière les *Docas*, 19 plus occasionnellement (quelques fois par an) ; enfin 13 résidents déclarent ne jamais aller sur le site.

Les individus déclarant une pratique régulière ou occasionnelle des *Docas* sont à la fois des nouveaux résidents d'un logement neuf ou réhabilité du quartier et des anciens résidents (« stables », mobiles au sein du quartier ou en situation de retour) vivant dans l'ancien bon

marché. Il n'y a dans ce sens pas de différence entre la régularité de la fréquentation de certains nouveaux résidents et de certains anciens résidents. Ceux qui affirment ne jamais pratiquer le nouveau lieu sont tous des anciens résidents « stables », souvent retraités ou sans activité professionnelle, de *Alto da Cruz*, du secteur *Quinta do Jacinto*, ou de la partie basse d'Alcântara. Les deux arguments les plus fréquemment cités dans l'explication de l'absence de fréquentation des *Docas* sont la difficulté d'accès au site et les prix trop élevés des tarifs de consommation.

Les *Docas* représentent donc un lieu à la fois investi, non pratiqué, et parfois même évité, que ce soit par des résidents, de longue date ou plus récemment installés, issus des catégories populaires, ou par de nouveaux résidents plus favorisés, qui associent plus volontiers leurs activités de loisirs ou de consommation ludique à l'éloignement du quartier et à d'autres lieux de la ville.

- *Investir ou non* Alcântara Rio

Alcântara Rio représente aussi un lieu de l'espace vécu de la plupart des résidents interrogés. 40 d'entre eux affirment, en effet, connaître l'opération. 6 résidents anciens (retraités ou sans activité professionnelle) de *Alto da Cruz* ou de *Quinta do Jacinto* déclarent, au contraire, n'en avoir jamais entendu parler ; tout comme 2 derniers individus qui justifient leur non connaissance du site par une arrivée récente dans un logement ancien bon marché du quartier.

Malgré cela, *Alcântara Rio* n'est fréquenté régulièrement que par 12 personnes (dont 4 vivent sur le site même), et plus occasionnellement par 8 résidents. Dans 28 cas, à la question « Fréquentez vous *Alcântara Rio* (pour ses services, commerces, ou espaces extérieurs ouverts) ? », la réponse est donc négative.

Les 20 résidents présents régulièrement ou occasionnellement sur le site appartiennent à des groupes sociaux différents. On retrouve les cadres récemment installés dans un logement neuf ou ancien réhabilité[1], mais aussi quelques résidents anciens moins favorisés, plus ou moins « stables », de *Alto da Cruz*, de *Quinta do Jacinto* ou de la partie basse d'Alcântara. Trois usages principaux du site dominent dans les témoignages : la fréquentation des cafés et en particulier de celui nommé *Terra do Café,* pour se restaurer, lire le journal, ou rencontrer des gens (chapitre 7), la fréquentation des restaurants pour le dîner, ou la flânerie (promenade et arrêt sur le site).

On note, cependant, que plus de la moitié des résidents de *Alto da Cruz* interrogés déclarent ne pas se rendre à *Alcântara Rio* : au total, 16 des 20 résidents de *Alto da Cruz* affirment soit ne pas connaître, soit ne pas fréquenter le site, pourtant localisé à proximité de leur lieu de résidence. De la même manière, une majorité des résidents du secteur *Quinta do Jacinto*, de la partie basse d'Alcântara (constructions des années 1960-70) et même d'*Alcântara Residence,* déclarent ne pas se rendre sur le site d'*Alcântara Rio*. Parmi les arguments avancés pour justifier cette absence de pratique, on relève l'extravagance architecturale et l'élitisme social du site, sa localisation à proximité d'axes de communication très fréquentés, ou encore les tarifs élevés des consommations et des services.

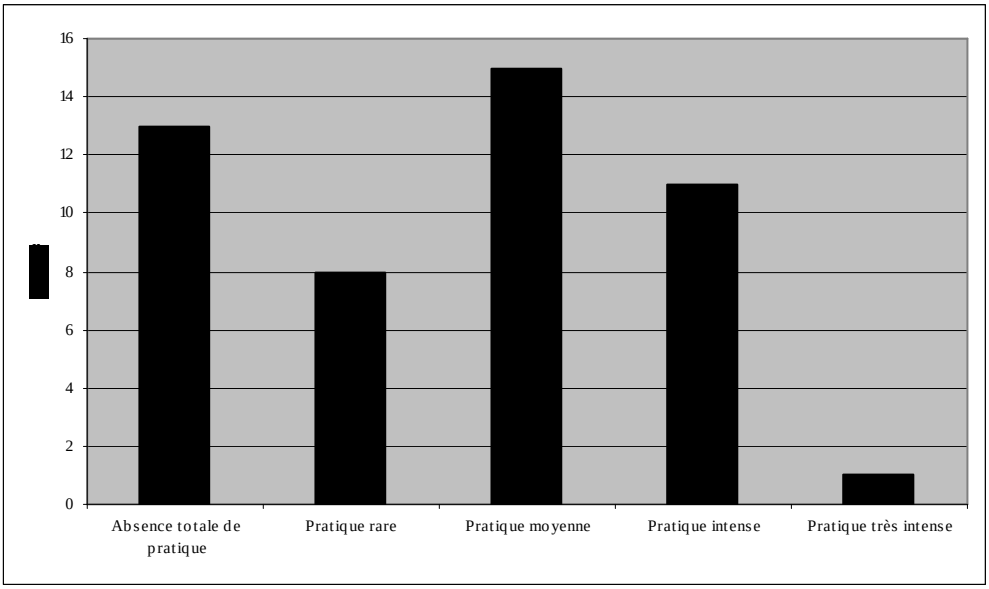
Ces résultats montrent donc l'existence d'un double processus : globalement, on voit que les populations traditionnelles du quartier ne pratiquent pas, voire, évitent *Alcântara Rio* ; et, en même temps, on observe la présence de certains « pionniers » - pour reprendre, en le détournant, le vocabulaire utilisé pour décrire le processus de gentrification - qui investissent régulièrement le lieu.

[1] Ce résultat souligne alors, une nouvelle fois, le rôle de telles opérations d'aménagement dans la promotion d'un espace géographique et leur effet sur des populations favorisées affirmant, par ailleurs, leur goût pour l'authenticité et l'ancien.

- *La relation quotidienne des résidents aux nouveaux lieux du quartier*

En croisant ces résultats, il apparaît alors possible d'appréhender plus globalement le rapport que chaque résident d'Alcântara entretient au quotidien avec ces nouveaux lieux du quartier. J'ai, dans cette perspective, produit un indicateur qui traduit l'intensité de la fréquentation par résident d'une part des *Docas* et, d'autre part, d'*Alcântara Rio*. Certains peuvent en effet fréquenter un lieu, ou l'autre, ni l'un ni l'autre, ou au contraire les deux sans distinction ; chaque cas traduisant une intensité relationnelle quotidienne aux nouveaux lieux particulière (figure 6.7).

Figure 6.7. Pratiques des lieux de l'intervention par les résidents d'Alcântara (2005)



Pour chaque site considéré, toutes les fois où l'individu a déclaré une pratique régulière, une « note » de deux points lui a été attribuée ; quand il annonçait une pratique occasionnelle, une « note » de un point lui a été affectée ; enfin à chaque déclaration d'absence de pratique du lieu, une « note » nulle a été saisie. La somme de toutes les « notes » définit l'intensité de la fréquentation par le résident des nouveaux lieux de l'intervention. Cinq types de pratiques peuvent alors être distingués : une absence totale de pratique des nouveaux lieux (« note » de 0), une pratique rare (« note » de 1), une pratique occasionnelle (« note » de 2), pratique intense (« note » de 3), enfin une pratique très intense (« note » de 4).
Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

Les individus arrivés récemment dans le quartier, et qui occupent un logement neuf ou ancien réhabilité, se distinguent par une pratique plus intense des nouveaux lieux de l'intervention. S'ils participent activement à la transformation de la composition sociale de la population résidente du quartier, ils contribuent aussi au marquage de ces deux lieux. Cependant, la pratique apparaît rarement très intense. On sait, en effet, que ces nouveaux résidents entretiennent, par ailleurs, un rapport actif à la mobilité, n'hésitant pas à composer avec d'autres lieux, plus éloignés, pour assouvir leurs aspirations en matière de sociabilités, de loisirs, de consommation ou d'achats (figure 6.2, les cas de Joseph et de Christina)[1].

De manière relativement similaire, les résidents en situation de retour, ou ayant réalisé un déménagement à l'échelle locale, et qui vivent en logement neuf ou ancien réhabilité, ont tendance à avoir une pratique intense des nouveaux lieux urbains du quartier. Malgré un fort

[1] C'est ce que montre l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara,* en particulier à propos des pratiques réalisées le week-end.

attachement au quartier, ces résidents participent donc doublement à son changement : ils sont des acteurs privilégiés par leurs choix résidentiels de la transformation du parc de logements du quartier, et sont en même temps des acteurs quotidiens des lieux de l'intervention. La pratique au quotidien des nouveaux lieux urbains participe de la même logique de distinction que celle évoquée dans la section 3 du chapitre 4. Le choix résidentiel est donc bien celui d'un mode d'habiter, qui comprend la pratique de ces nouveaux lieux.

En revanche, « l'absence totale de pratique » ou la « pratique rare » des nouveaux lieux, apparaissent particulièrement répandues chez les résidents de logements anciens bon marché, « stables » ou non, récemment arrivés ou en situation de retour (19 cas sur 34). Elles dominent surtout chez les retraités et les individus sans activité professionnelle, et s'observent davantage chez les résidents de *Alto da Cruz* que chez ceux de *Quinta do Jacinto* ou de la partie basse d'Alcântara. Cette non pratique n'exprime toutefois pas pour tous la même signification. Les témoignages recueillis, croisés à l'observation des systèmes de lieux pratiqués, soulignent que l'absence de pratique est souvent intentionnelle et choisie, parce que tout simplement non utile à l'individu (d'un point de vue fonctionnel ou en termes de valeurs). Elle peut être intentionnelle mais, *a contrario*, plus subie (intériorisation d'un écart social), pouvant s'apparenter alors à une forme d'évitement ; enfin, les témoignages dévoilent aussi, que la non pratique est quelquefois moins consciente, spécifiquement quand l'individu fait preuve d'indifférence ou de méconnaissance à l'égard des transformations contemporaines de son quartier. Ces résultats montrent donc que les absences de pratique ou les évitements observés participent à concentrer certaines continuités populaires en des lieux bien identifiés d'Alcântara, comme, par exemple, *Alto da Cruz*. Ces continuités marquent d'autant plus les lieux en question, qu'ils ne sont pas pratiqués par les nouveaux résidents aisés du quartier. En conséquence, ces continuités contribuent à faire de *Alto da Cruz* un lieu de l'entre-soi, où le marché résidentiel, tout comme les présences au quotidien, apparaissent relativement contrôlés[1].

On voit cependant, par ailleurs, que dans 17 autres cas, la pratique des lieux de l'intervention est bien réelle, d'intensité moyenne ou intense. On retrouve, parmi ces « pionniers », une grande part d'employés du secteur tertiaire et d'ouvriers. Ces individus révèlent donc une capacité à pratiquer et à habiter les nouveaux lieux du quartier. Ces résultats soulignent donc que certaines continuités populaires se déploient aussi dans ces lieux. On verra, plus en détail dans le chapitre 7, à partir d'enquêtes menées *in situ*, le rôle de ces « pionniers » et l'influence de ces continuités sur le marquage social et temporel de ces lieux de l'intervention (logiques temporelles des pratiques, nature des activités, réalités des coprésences, significations de la fréquentation). Il s'agira alors de préciser l'idée développée par J.-Y. Authier, à propos de certains résidents stables, de « changement sans mobilité » ou de « changement dans la stabilité », lorsque « l'immobilisme de la population provoque des changements au niveau du contexte local, les individus physiquement stables s'impliquant différemment dans les situations et les enjeux locaux en mobilisant d'autres ressources ou d'autres dimensions de leur existence » (1996 : 158).

Au total, cette première section a informé sur la place et les modalités de la pratique des lieux du quartier dans la constitution de l'habiter quotidien des résidents d'Alcântara. On a ainsi vu que le quartier restait encore investi et occupé par ses habitants, révélant, au passage, l'existence de continuités populaires constitutives du changement urbain en cours.

[1] J'ai ainsi été, en tant qu'observateur extérieur et étranger, très rapidement identifié par la population en place, devenant très vite le sujet d'une certaine curiosité. Une présence « étrangère » est en effet immédiatement repérée, et la circulation de l'information la concernant très efficace.

Les résidents ne représentent pas, malgré tout, les uniques acteurs de ces espaces du quotidien. Les individus de passage, les usagers réguliers, les habitants non résidents participent, tout autant, aux rythmes des lieux et à leurs configurations. La partie qui suit tente de préciser cette hypothèse en focalisant l'attention sur les pratiques d'habitants, anciens résidents ou non du quartier, dont le domicile actuel se trouve localisé en d'autres lieux de la ville.

2. Résister en habitant : le retour quotidien au quartier

Ne pas résider dans un quartier n'équivaut pas à ne pas le pratiquer ou à en être absent. Dans certains cas, la non présence résidentielle dans le quartier est compensée pendant une période par des pratiques quotidiennes et, parfois, cette combinaison est à l'origine d'un projet de réinstallation[1]. Dans d'autres situations, malgré l'existence d'un fort attachement au quartier, cette étape de la réinstallation n'est jamais atteinte, non pas par contrainte, mais bien par choix. Le retour dans l'espace résidentiel n'est, en effet, pas la seule option de ces anciens résidents pour assurer la continuité de leur présence, ainsi que l'entretien d'un accès aux ressources matérielles, sociales et symboliques des lieux privés et collectifs du quartier. D'autres arbitrages apparaissent possibles, comme celui d'articuler le choix de résider « à distance » ou « en dehors » du quartier à des venues régulières ou quotidiennes.

Ces combinaisons de pratiques ne représentent pas forcément des formes d'habiter passagères ou éphémères. Leur observation à Alcântara, mais aussi à Berriat Saint-Bruno, prouvent, au contraire, qu'elles savent résister aux transformations générées par la reconquête urbaine, quelle que soit son étape d'avancée.

2.1. Habiter Alcântara sans y résider, maintenir une présence régulière au quotidien

Le cas d'Angel, interrogée dans le cadre de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, permet de mieux comprendre cette stratégie qui assure à des non résidents une présence régulière et quotidienne dans le quartier.

Angel réside depuis 1989 dans le *concelho* d'Almada, au sein de l'aire métropolitaine de Lisbonne, sur l'autre rive du Tage. Elle a quitté Alcântara (la rue da Cruz, dans *Alto da Cruz*) et le logement familial à l'âge de vingt ans, après avoir accouché en 1988 d'un premier enfant et obtenu un emploi de cuisinière dans un restaurant situé dans Lisbonne. Angel et son mari ont choisi d'acheter à crédit un appartement dans le cadre d'une opération de construction d'habitat collectif. De tels projets immobiliers sont caractéristiques de l'urbanisation et de la densification des espaces périphériques de Lisbonne, dès la fin des années 1980. L'installation d'Angel à Almada s'inscrit ainsi dans une dynamique plus générale de peuplement et de recomposition territoriale de l'aire métropolitaine lisboète. Elle révèle une transformation du marché immobilier local et illustre, une fois de plus, le rôle des mesures facilitant l'accès au crédit dans l'accession à la propriété.

Depuis 1989, Angel est restée stable d'un point de vue résidentiel. Mais cette stabilité dissimule une forte mobilité quotidienne, en direction d'Alcântara, répétée de manière quasi-rituelle, chaque jour de la semaine :

[1] C'est par exemple le cas de Oliveira, à Alcântara (section 3.2 du chapitre 4 ; figure 4.2).

> « *C'est plus facile là bas (*à Almada*) pour habiter, avoir une maison... Mais de toute façon je suis tous les jours ici* (à Alcântara, et plus précisément dans le secteur de *Alto da Cruz) ! Du déjeuner à la nuit... C'est « le quartier », ici ! Et c'est mon café ici ! Je suis née ici, je suis d'ici, je suis ici ! Je suis une habitante d'Alcântara!* » (Angel, juin 2005, dans un café à proximité du domicile de sa mère situé rue da Cruz).

Angel *réside* à Almada, mais *habite* encore Alcântara. Ancienne résidente du quartier, elle en reste une habitante à part entière, et son propos montre son insistance sur ce point. La présence dans le quartier n'est donc pas ici assurée par le *résider* mais bien par *l'habiter*, qui combine et agence plusieurs registres de pratiques spatiales.

D'après le témoignage d'Angel, le choix de déménager du quartier est, avant tout, lié au souhait de trouver un logement familial de taille suffisante, tout en accédant à la propriété. En ce sens, le choix de la localisation résidentielle à Almada concorde avec le développement, en périphérie, d'une offre importante de logements, en accession à la propriété et de tailles raisonnables. La mobilité résidentielle d'Angel n'est donc pas à imputer aux changements générés par la reconquête urbaine, dont les premières opérations notables sont, en outre, postérieures à la réalisation du déménagement.

Cependant, ce choix de mobilité n'a été fait par Angel et son mari que parce qu'il ne contraignait pas irrémédiablement sa présence quotidienne à Alcântara, qui représente à la fois le lieu de ses origines (installation des grands-parents au début du siècle) et celui de liens sociaux et familiaux forts (présence des parents restés stables), c'est-à-dire des lieux constitutifs de ses identités individuelle et sociale.

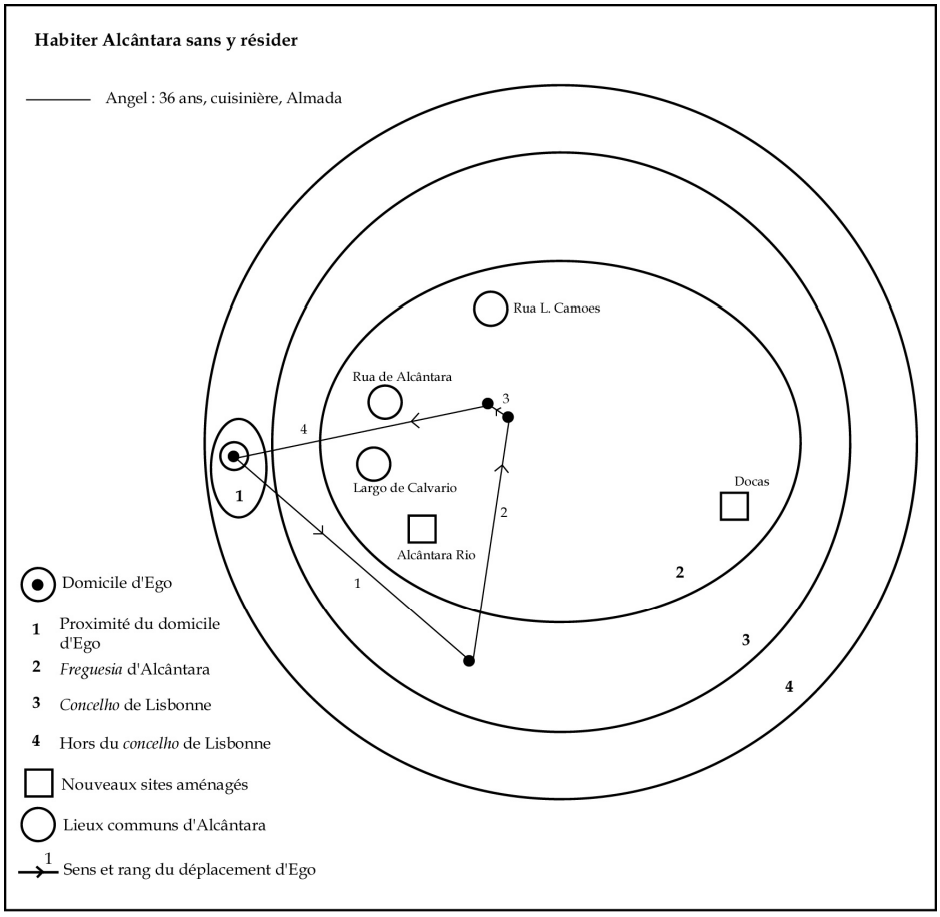
Angel s'identifie, en effet, directement aux lieux d'Alcântara ; elle se les approprie, à la différence des lieux environnant son logement. Comme l'ont montré plusieurs travaux, dans des contextes de fort développement des mobilités spatiales et de recomposition des territorialités des individus, et à partir de l'analyse des pratiques de proximité que les résidents ont de leur « quartier », il existe souvent, selon les contextes spatio-temporels, les catégories sociales et les individus, une disjonction entre le fait de résider en un lieu, et celui de pratiquer et d'investir au quotidien ses alentours (Authier *et al.*, 2001 ; Authier *et al.*, 2006). Le cas d'Angel est à ce titre exemplaire de la mise en place et de l'entretien d'un rapport complexe créé entre les lieux, depuis le logement jusqu'à la ville, entre Alcântara et les autres quartiers de l'aire métropolitaine. Alcântara représente ainsi un pôle structurant du système de lieux pratiqués au quotidien par Angel, aux côtés de son domicile et de son lieu de travail (figure 6.8) : lors de sa journée de déplacements, Angel quitte son logement tôt le matin pour rejoindre son travail à 8h. Dès la fin de sa journée de travail, vers 15h, Angel se rend directement dans *Alto da Cruz* pour retrouver amis et famille, dans un des cafés du secteur. Après trois heures de discussions, elle rejoint alors le domicile de sa mère, localisé à proximité du café. Elle ne quittera *Alto da Cruz* qu'à 23h30, pour retrouver son domicile, en périphérie, à minuit. Alcântara s'apparente ainsi, selon ses propres termes au « quartier » - « *é o bairro* ! » (C'est le quartier !) - et fournit tous les attributs que certains peuvent rechercher dans la proximité des alentours du lieu de résidence.

Ce faisant, la « mise à distance » qu'incarne l'installation en périphérie et qui a été plus ou moins imposée par les contraintes du marché immobilier, offre aussi, d'après Angel, les conditions pour une « prise de distance » assumée à l'égard du quartier. Le choix de résider en périphérie ne peut pas, en effet, se réduire à une approche entièrement fonctionnaliste. Faisant écho à d'autres résultats sur les sociabilités dans les quartiers populaires (Verret, 1995, 1996), ce choix crée aussi la possibilité d'échapper au fort contrôle social et à certaines relations qui animent le quotidien de *Alto da Cruz* à Alcântara. La réponse d'Angel à la question « Quelles relations entretenez-vous avec vos voisins ? » révèle en effet toute la complexité de certaines relations sociales qui se dissimule derrière l'apparente solidarité et unité entre résidents de *Alto da Cruz* :

> « *Les voisins, mais de quels voisins tu parles ? Ici (*Alcântara*) ou là bas (*Almada*)? Là bas, ce sont des gens plus civilisés, ici non ! Dans le quartier, je n'aime pas les voisins* (rires, discussions avec les personnes présentes au moment de la passation du questionnaire et référence à une controverse*). Où je réside, j'ai de bonnes relations, les gens sont plus civilisés* » (Angel, juin 2005, dans un café à proximité du domicile de sa mère situé rue da Cruz).

Ce propos traduit bien toute l'ambiguïté de la position d'Angel qui est au final celle d'un « entre-deux ». Le retour quotidien au quartier, malgré sa rythmicité, reste régulé et contrôlé. En jouant sur les lieux et les voisinages, elle assure la continuité d'une présence au quotidien, tout en mettant à distance certaines polémiques et histoires locales.

Figure 6.8. Système de lieux pratiqués au quotidien par une habitante non résidente d'Alcântara (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

L'exemple d'Angel n'est pas unique. Les observations et les rencontres effectuées lors de la recherche montrent en effet que de nombreux autres « habitants », anciens résidents partis s'installer dans les périphéries lisboètes pour des raisons similaires à celles d'Angel (accès à un logement neuf, de taille suffisante et en accession à la propriété), continuent de pratiquer au quotidien Alcântara. Pour « rester » dans le quartier, l'installation résidentielle ne représente donc pas la seule option ou stratégie.

Ces habitants ont, comme Angel, tous grandi dans le quartier et sont des enfants de parents encore installés à Alcântara. Le retour quotidien au quartier s'inscrit donc au sein de logiques intergénérationnelle et familiale. Il peut révéler la dépendance de ces habitants avec certaines « ressources » du quartier (par exemple, venir faire garder les enfants par les grands-parents) ;

mais il exprime aussi plus largement l'effet d'un fort attachement au quartier et, *de facto*, l'effet de la continuité de certaines habitudes en matière de pratiques, de formes de sociabilités et de rapport sensible aux lieux. Dans ce sens, le mécanisme de reproduction de pratiques de mobilité quotidienne en direction d'Alcântara, s'il correspond en soi à la création d'une « nouvelle » habitude – celle de venir au quotidien - participe aussi indirectement à la continuité « d'anciennes » habitudes : ce mécanisme illustre à quel point une habitude n'est pas statique, mais évolue dans le temps, au gré des choix et des pratiques des acteurs, tout comme de leur prise en compte de nouvelles contraintes.

A ce titre, le rapport au changement de ces habitants traduit une certaine ambivalence. En tant que résidents d'espaces périphériques, ils ont été – et sont encore - les acteurs d'un changement important à l'échelle métropolitaine, ayant conduit à la fabrication d'un type de ville dont la forme privilégiée reste l'habitat collectif dense, en accession à la propriété. En tant qu'habitants d'Alcântara, ils contribuent, au contraire, par leur présence à produire une continuité en termes de marquages sociaux, de fonctionnement social et de territorialités. Même si certains de ces habitants s'inscrivent dans une dynamique de promotion résidentielle (vers la propriété), les caractéristiques sociales et les situations professionnelles observées restent souvent comparables à ceux des résidents « anciens » d'Alcântara, issus de catégories sociales modestes.

Les observations réalisées à Berriat Saint-Bruno, auprès d'immigrés d'origine maghrébine du quartier, permettent de confirmer le rôle de ces retours au quotidien dans le marquage et le fonctionnement des lieux, ainsi que leur participation au changement urbain. Plus précisément, le recours au cas grenoblois semble instructif à triple titre. D'abord, il montre, qu'*a contrario* de ce qui a été décrit au travers du cas d'Angel à Alcântara, le fait de ne plus résider dans le quartier n'est pas toujours un choix, mais peut correspondre à une situation de contrainte, produite précisément par les différentes politiques publiques, en matière de renouvellement urbain, mais aussi d'habitat à l'échelle de l'agglomération (politique de constructions de logements sociaux en périphérie), ainsi que par le processus de « retour au centre » des couches moyennes et supérieures. Ensuite, l'étude sur Berriat Saint-Bruno révèle que cette stratégie qui assure à l'ancien résident, par l'habiter, une présence quotidienne dans le quartier, malgré une localisation résidentielle actuelle éloignée, n'est pas simplement caractéristique des premiers temps de la transformation d'un ancien quartier ouvrier, mais reste observable à un stade déjà fortement développé de la reconquête urbaine. Enfin, l'exemple grenoblois permet d'illustrer un autre type d'interactions entre des pratiques spatiales et des éléments plus structuraux. À Alcântara, cette interrelation a été principalement abordée sous l'angle du rôle joué par les lieux privés et collectifs dans la continuité de présences et de pratiques quotidiennes. A Berriat Saint-Bruno, on verra que c'est davantage la nature de l'espace commercial qui influe directement sur ces mêmes continuités.

2.2. Pratiques quotidiennes et marquage social des lieux : la continuité de la présence immigrée à Berriat Saint-Bruno

Comme je l'ai déjà évoqué dans le chapitre 3, lors de la présentation des contextes, la situation difficile du quartier, caractérisée par une baisse du nombre d'habitants, une dégradation du cadre bâti, ou encore la présence de friches industrielles, préoccupe les pouvoirs publics dès les années 1960. Cette préoccupation a certes pris des orientations différentes selon les équipes municipales qui se sont succédées (H. Dubedout de 1965 à 1983 ; A Carignon de 1983 à 1994, M. Destot de 1994 à aujourd'hui), mais c'est avec la politique menée par A. Carignon, que la transformation du quartier a connu l'accélération la plus nette, au milieu des années 1980. Cela fait donc aujourd'hui plus de vingt ans que Berriat connaît un processus brutal de

renouvellement urbain et social. Il faut ajouter à ces actions localisées, une rareté structurelle, à Berriat Saint-Bruno, de logements sociaux ou en locatif privé, de grande taille et bon marché. Les différentes mesures prises durant cette période ainsi que ces caractéristiques du parc social, qu'il soit de droit ou de fait, ont représenté autant de contraintes extérieures pour les populations en place, en particulier sur leur capacité à maintenir leur lieu de résidence sur place. Dès les années 1980, dans un contexte migratoire marqué par l'application de la politique du regroupement familial, ces contraintes ont conduit de nombreux ménages maghrébins au départ. Les mobilités résidentielles se sont alors faites en direction de la périphérie de Grenoble, vers des quartiers de grands ensembles construits dans les années 1960-70, alors délaissés par les ménages français, et possédant une offre plus conséquente de logements sociaux.

L'observation du fonctionnement quotidien du quartier conduit à constater qu'on ne peut réduire l'idée de changement à l'intervention urbaine ou à l'arrivée de catégories sociales aisées. Berriat Saint-Bruno garde aussi un dynamisme populaire, que la visibilité immigrée dans l'espace public, ou les évolutions de la structure commerciale, soulignent. A défaut de rupture, on observe des continuités en termes de marquage social, de présences au quotidien et de pratiques ; des continuités qui semblent moins le produit d'une présence dans le parc résidentiel du quartier[1] que de pratiques individuelles répétées au quotidien.

2.2.1. Berriat Saint-Bruno, un lieu de pratiques quotidiennes

L'appréhension de ce processus a été l'objet de l'enquête *Pratiques et représentations de Berriat Saint Bruno des voyageurs de la ligne Eurolines Casablanca-Grenoble* menée auprès d'individus maghrébins ou d'origine maghrébine, non présents sur le quartier. Il s'agissait de tester, non seulement, le statut réel de Berriat dans l'espace de pratiques d'individus résidant dans l'agglomération, mais aussi de contrôler, en déplaçant l'investigation, une démarche de recherche jusqu'alors focalisée sur le quartier. L'option méthodologique a été de procéder à une enquête par questionnaires à bord d'un bus qui assure la liaison entre Casablanca (Maroc) et Annecy, sur le trajet Lyon-Grenoble (Lyon représentant le dernier arrêt avant celui de Grenoble). Dix passagers marocains[2] étaient présents dans le bus et seulement huit d'entre eux ont pu être interrogés pendant l'heure de trajet séparant les deux villes. Hormis un étudiant, tous les passagers sont des travailleurs du bâtiment retraités ou en arrêt maladie. Neuf de ces passagers vivent actuellement sur Grenoble (le dixième résidant à Chambéry), dans des conditions modestes (location en foyer Sonacotra ; location dans le parc social ; colocation ; sous-location). Cette enquête exploratoire montre que seul le client de Chambéry ne connaît pas Berriat. Les sept autres passagers enquêtés connaissent le quartier et l'évoquent même spontanément comme lieu pratiqué régulièrement dans Grenoble. Trois d'entre eux s'y rendent une fois par semaine ; deux, entre deux et trois fois par semaine ; enfin deux autres, tous les jours ou presque, y compris le week-end. Le statut de Berriat comme lieu de pratiques quotidiennes apparaît de façon unanime. Les motivations de la venue sont communes aux répondants : c'est un quartier « où l'on vient », « où l'on passe », parce que « cela ressemble un peu à là-bas » ; on y vient facilement grâce au passage du tramway pour effectuer des achats (au marché Saint-Bruno et dans les boucheries hallal), ou simplement pour « voir des amis ». Plus qu'un lieu de passage, le quartier est avant tout un lieu de pause, qui permet l'entretien de relations sociales et le développement de sociabilités.

[1] Présence résidentielle qui n'est toutefois pas inexistante (occupation du parc locatif social, mise en place de stratégies résidentielles contre le déplacement).

[2] La population marocaine a investi Berriat Saint-Bruno dans les années 1980, mais de manière secondaire par rapport aux populations tunisienne et algérienne.

L'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier Berriat Saint Bruno*, menée par entretiens semi-directifs, précise ces résultats[1]. En particulier, elle a mis en valeur la place du quartier dans le quotidien d'individus ayant connu, dans leur parcours résidentiel, une étape à Berriat (ce qui n'est pas le cas dans l'enquête précédente). Le déménagement et le départ du quartier sont tantôt présentés comme une contrainte imposée - c'est le cas de femmes algériennes -, tantôt comme un choix assumé – pour un groupe d'hommes tunisiens. Pour autant, les témoignages montrent que, dans un cas comme dans l'autre, le déménagement hors de Berriat Saint-Bruno n'induit pas une disparition complète du quartier, mais au contraire s'accompagne de la perpétuation d'une présence régulière : le quartier reste une destination quotidienne, un des lieux pratiqués au jour le jour par les enquêtés. Ainsi pour l'une des femmes algériennes rencontrées : « *on a dû aller vivre à Mistral* [un quartier de grands ensembles de la ville] *parce que là bas, y avait des HLM, et puis des appartements plus grands... mais pour moi je continue d'habiter ici ! J'habite ici !* ». Le témoignage de Khaled, un plaquiste tunisien (ouvrier du bâtiment spécialisé dans la fabrication et la pose de cloisons) ayant résidé dans le quartier dans les années 80, rejoint le propos précédent :

> « - MG. Vous revenez souvent sur le quartier ?
> - K. *Je passe la plupart de mon temps dans le quartier. Surtout samedi et dimanche, avec mon collègue, au marché. Et la semaine, quand j'ai besoin de voir quelqu'un. On va se retrouver directement au Marseillais* [un bar PMU, dans lequel a été effectué l'entretien], *je le sais ! (…) On est connus par tout le monde. Y a Boudoudou* [boucherie hallal, polarisant une clientèle à l'échelle de l'agglomération]. *Tout le monde vient ici faire ses courses. Ça fait des années et des années… C'est une question d'habitude ! Tu vas voir les collègues, les amis. On est attachés... J'ai mon collègue, celui qui vient de parler, qui habite juste à côté, j'ai un collègue aussi qui travaille comme commerçant primeur au marché Saint-Bruno. Dès qu'il finit son travail, on se retrouve tous. J'ai un collègue aussi qui habite là-bas, de l'autre côté derrière la gare. Un autre habite à Echirolles* [commune du sud de l'agglomération], *mais il ne va pas tarder. On se voit tous ici, quoi…*
> - MG. Pourquoi êtes vous parti de Berriat alors ?
> - K. *Mais avant j'étais célibataire ! Fallait trouver un endroit plus grand. C'est pas pareil quand on n'a pas de gamins… Avant, c'était tout petit. Là* [à Fontaine, une commune limitrophe] *j'ai trouvé un bon appartement, c'est calme, c'est tranquille. Quand j'ai rien à faire, je viens ici directement. Car ici on connaît, ça fait des années et des années… On est là, c'est pas d'aujourd'hui… J'ai envie de voir quelqu'un, et ben je viens ici ! »* (Khaled, mars 2003, ancien résident de Berriat Saint-Bruno ; dans un café du cours Berriat).

Berriat reste donc, pour certains, un lieu polarisant, « où l'on revient ». On revient souvent seul, mais on sait y retrouver des amis, des parents, des connaissances. Les venues ne sont pas toujours programmées, les présences restent tacites et évidentes. Dans cette pratique, l'espace de la rue représente un espace de déambulation qui assure la rencontre spontanée, l'arrêt et la discussion informelle. Mais ces usages de l'espace public sont aussi à rapprocher de la fréquentation du marché Saint-Bruno et des commerces du quartier – des commerces qualifiés de « commerces maghrébins » par certains habitants (services de téléphonie, épiceries orientales, sandwicheries kebab), des commerces de type ethnique (boucheries hallal, salons de coiffure, magasins de vêtements, salons de thé) ou non (bar PMU, cafés).

2.2.2. Assurer la continuité des pratiques et de la présence maghrébine : le rôle de l'espace commercial

Avant d'évoquer plus précisément en quoi la structure commerciale (locaux commerciaux et marché Saint-Bruno) assure un rôle dans la continuité de la présence (au quotidien) de ces

[1] Il est vrai que par construction, la population enquêtée n'est constituée que par des personnes fréquentant le quartier.

habitants, il importe de réinscrire l'activité entrepreneuriale au sein du contexte de reconquête urbaine en cours. Lorsqu'on observe l'évolution récente de l'occupation des locaux commerciaux de Berriat, on note, tout particulièrement, que les aménagements du quartier d'affaires Europole (encadré 6.2 et figure 6.9) ont eu de réels effets sur l'entreprenariat commercial maghrébin du quartier. Loin d'entraîner une exclusion des commerces maghrébins du périmètre d'intervention, comme cela a pu être étudié dans d'autres contextes urbains (Tarrius, 1995), les opérations urbaines semblent servir ici, au moins pour un temps, de tremplin à l'initiative et/ou à la consolidation commerciales.

L'implantation d'Europole a eu des effets importants sur l'ouverture de commerces ou sur la réorientation de l'activité commerciale locale. Depuis le milieu des années 1990, beaucoup de locaux vacants ont été rachetés ou loués (rachat du fond de commerce et location des murs) par des entrepreneurs maghrébins. Par exemple, de nombreux commerces de restauration rapide et des cybercafés ont ouvert à la suite des constructions de l'école de commerce et du lycée international du site Europole ; des commerces plus « branchés », moins connotés ethniquement, se sont aussi implantés, visant la clientèle de cadres qui vit à Berriat ou fréquente le site d'affaires.

Trois profils d'entrepreneurs maghrébins peuvent être évoqués ici pour expliquer ces dynamiques spatiales et commerciales. On trouve, par exemple, de nouveaux arrivants, originaires d'autres villes et renseignés sur le changement et la position stratégique du quartier. C'est le cas d'un Tunisien, ancien résident parisien, qui a choisi de s'installer à Berriat Saint-Bruno après avoir découvert l'intérêt commercial du quartier à la suite d'une recherche Internet. Arrivé en 2002 dans le quartier, sans réseau social particulier, ce commerçant, à l'esprit entrepreneurial pionnier, gère actuellement trois boutiques de téléphonie et un cybercafé. Le second profil réfère à des membres de familles d'entrepreneurs implantées depuis longtemps dans le quartier, dès leur arrivée en France dans les années 1970. Ces familles sont aujourd'hui très puissantes localement par leur mainmise sur l'immobilier commercial, le négoce, les importations de produits et leur redistribution auprès des autres commerces « maghrébins » de la ville. En tant que propriétaires d'une partie du parc immobilier commercial du quartier, ces familles permettent à d'autres entrepreneurs de s'installer, souvent de manière rapide et flexible. Des arrangements sont possibles pour favoriser l'implantation, qu'ils soient financiers (négociation des loyers et des paiements ; stratégies de maintien entre deux contrôles fiscaux) ou organisationnels (partage d'un local, d'un bail et de la journée de travail pour le développement de deux activités différentes). Enfin, un troisième groupe d'entrepreneurs maghrébins est constitué d'anciens résidents de Berriat, en situation de retour, après avoir développé une activité commerciale dans un autre quartier de Grenoble. C'est par exemple le cas du patron tunisien du café-restaurant *La City* (voir chapitre 7), sensible à la rencontre entre le quartier populaire et immigré et ce qu'il appelle la « nouvelle ville », symbolisée par Europole.

Ces parcours et stratégies conduisent à consolider, dynamiser, mais aussi à diversifier la structure commerciale du quartier dans son ensemble. En outre, parce qu'elles mettent en jeu des acteurs, des échanges et des relations sociales multiples, ces différentes logiques entrepreneuriales, et ces différentes formes et orientations commerciales contribuent à diversifier la présence maghrébine dans le quartier ; et ce, de différentes manières. *Primo*, elles provoquent la venue quotidienne d'habitants de toute l'agglomération grenobloise (achat et recherche de sociabilités). *Secundo*, dans une logique de dispositif économique (Ma Mung, 1996), elles constituent un lieu de travail, d'arrangements et d'opportunités économiques plus ou moins formels et licites (remplacements de courtes durées de gérants rentrés au pays d'origine ;

Encadré 6.2. Evolution des dispositifs et des principes de l'aménagement d'Europole à Grenoble

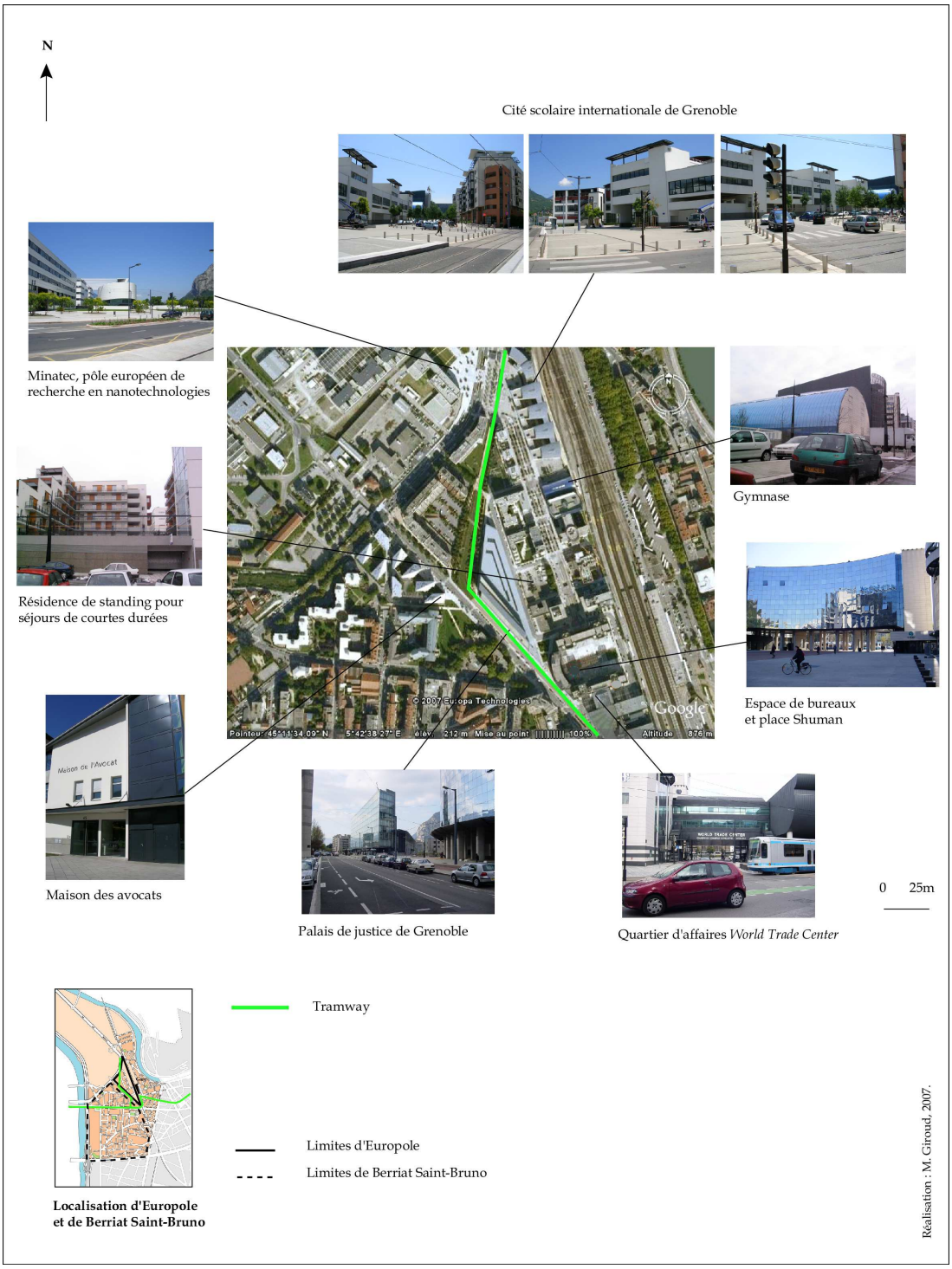
Le centre d'affaires Europole a été une opération de rénovation de grande ampleur, sur l'emplacement de la cité de la Frise, espace situé à proximité de la gare et occupé au milieu des années 1980 par des friches industrielles et urbaines, des entrepôts et des terrains abandonnés de la gare de marchandises. Le projet Europole s'inspire et emprunte au modèle du quartier La Défense à Paris, d'un point de vue fonctionnel et morphologique. Il s'inscrit dans le cadre d'une Zone d'aménagement Concertée (ZAC) concédée à une société d'économie mixte, la SEM Grenoble 2000, dont les principaux actionnaires sont la Ville, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et les promoteurs sollicités pour acquérir la totalité des droits à construire. La ZAC, dont le périmètre passe dès 1988 de 3,5 hectares (ZAC Europole I) à 17 (ZAC Europole II), prévoie la construction d'espaces de bureaux et de congrès, d'un centre international tertiaire appelé *World trade center*, mais aussi d'un espace hôtelier, d'une école supérieure de commerce, d'un parc d'activités de haute technologie, d'un parc d'entreprises, et programme enfin la délocalisation du palais de justice de Grenoble, situé en centre-ville, dans le cadre de la création d'une cité judiciaire. En 1990, un nouveau plan de composition approuvé par la Ville comprend pour la première fois des logements (logements haut de gamme, résidence étudiante) et propose de doubler la surface consacrée aux bureaux, grâce à la construction d'une nouvelle tour (figure 6.9).

On retrouve dans l'urbanisme et l'architecture du projet Europole I les éléments classiques d'une nouvelle symbolique moderniste : la proximité de la gare et d'une autoroute favorise l'accessibilité du site à des hommes et des femmes d'affaires en provenance de Paris, ou de l'aéroport Saint-Exupéry de Lyon Satolas ; la taille des bâtiments et l'utilisation de matériaux spécifiques imposent la visibilité d'Europole dans la ville, ainsi qu'une rupture avec le tissu urbain préexistant. Conjointement, *in situ*, l'objectif a été de produire l'ambiance d'un quartier d'affaires, monofonctionnel et élitiste, où le mouvement des usagers est recherché au détriment de la station ou de la pause. On a combiné, en ce lieu, l'utilisation de matériaux comme le granit ou l'aluminium pour produire une ambiance froide ; la création d'un espace venté et peu ensoleillé grâce à l'orientation des bâtiments ; la mise en place d'un dispositif panoptique et de surveillance via l'utilisation de vitres fumées et de caméras de sécurité ; l'installation d'un mobilier urbain limitant certains usages - plots en granit lissé anthracite déclinables en sièges, jardinières, étriers à vélos, poubelles, affichages événementiel.

L'arrivée de l'équipe Destot en 1994 marque une nouvelle inflexion du projet. Un premier recul concerne la programmation peu réaliste en matière de surface de bureaux. La crise immobilière du début des années 1990 a en effet bloqué près d'un tiers de la réalisation des bureaux, alors qu'elle n'a que peu affectée la réalisation des logements et des équipements publics ou para-publics. Le cabinet A. Grumbach va ainsi dessiner un nouveau programme qui va finalement profondément guider l'action municipale jusqu'à aujourd'hui. Il prévoit la suppression des immeubles de bureaux de grande hauteur et du parc d'activités au profit d'une cité scolaire internationale, nouvel équipement public décisif pour attirer une population de cadres, et en même temps le maintien d'une grande souplesse dans l'attribution des îlots restants pour réguler les aléas de la conjoncture immobilière (possibilité d'opérations mixtes, associant bureaux et logements).

En 2007, le projet ZAC Europole II touche à sa fin. Le plan d'occupation traduit les ajustements continus du projet depuis vingt ans. La cité judiciaire, dessinée par l'architecte C. Vasconi, dont la construction a débuté en 1999 a été inaugurée en 2002. A proximité, une « Maison des avocats » a été construite, dans le cadre d'un projet résidentiel plus large conçu par C. de Portzamparc. La cité scolaire internationale et son gymnase cylindrique ont accueilli leurs premiers élèves en 2001. Entre les deux extrémités de la ZAC, on trouve plusieurs bâtiments construits entre 1996 et 2007 comprenant des immeubles de bureaux, des immeubles mixtes (bureaux et logements de standing), une résidence intégrée pour l'accueil de cadres en séjour de moyenne durée, une nouvelle résidence étudiante, et un parking public en spirale de 400 places. En 2000, a été prolongée la ligne B du tramway, reliant jusqu'alors le campus universitaire de Saint Martin d'Hères à la gare de Grenoble. Deux nouveaux arrêts (palais de justice et cité scolaire internationale) sont venus compléter le réseau. Enfin, le parc Minatec, premier pôle européen de recherche sur les nano-technologies et localisé dans le prolongement de la zone aménagée, a accueilli ses premiers chercheurs en 2006.

Figure 6.9. Les aménagements d'Europole à Grenoble (2007)



Sources : M. Giroud, observations de terrain, 2003-2007 ; *Google earth*, 2007.

sous-locations d'un local commercial pendant une durée déterminée ; organisation de trafics circonstanciels ; embauches ponctuelles non déclarées[1] ; recrutements collectifs ; circulations d'informations sur des opportunités d'emploi). *Tertio*, selon son ancienneté, l'implantation commerciale peut aussi servir au déploiement d'autres formes d'activités, dont des activités

[1] Le marché Saint-Bruno représente un lieu important d'embauche quotidienne, réputé dans toute l'agglomération (installation des stands à 6h du matin, déballage des marchandises, rangements des stands en fin de matinée).

religieuses. Des salles de prière clandestines et de prêche d'un islamisme radical (mouvance salafiste) ont en effet été localisées dans le quartier, dans l'arrière-boutique de certains commerces. Cette activité religieuse attire des individus de toute l'agglomération, mais sert aussi d'appui pour l'accueil de nouveaux migrants (lieu d'hébergement clandestins). Ces différentes fonctions – lieu de consommation ; dispositif économique ; existence de réseaux sociaux et de possibilités d'encadrement matériel et idéologique - entretiennent, en effet, le statut de Berriat comme lieu d'accueil de migrants maghrébins. Malgré le développement des dispositifs nationaux de contrôle de l'immigration, l'apparition de nouveaux pôles d'accueil dans les banlieues grenobloises, et les dynamiques sociales et urbaines à l'œuvre sur Berriat, le quartier ne semble pas avoir perdu sa fonction de sas d'entrée dans l'agglomération. On peut toujours y résider quelques mois, partager à plusieurs un studio, ou vivre chez des amis de circonstance ; mais c'est surtout en tant que lieu de pratiques quotidiennes et comme marché de l'emploi – c'est-à-dire comme centralité immigrée, plus que comme « espace de sédentarisation » (Simon, 1993) - que Berriat maintient cette fonction, permettant ainsi « la reconstitution d'une microsociété plus ou moins ouverte, mais protectrice pour le nouveau venu, en attendant la prochaine étape résidentielle » (Lévy-Vroelant, 2004 : 155). Ces résultats rejoignent dès lors ce que P. Simon, à partir d'une étude sur Belleville à Paris, explique à propos de la mutation des quartiers d'immigration dans les années 1970 et de leur description progressive en tant que « centralités immigrées » : « la fonction de centralité ne repose plus sur l'existence d'une « concentration » significative d'un groupe particulier, mais sur l'émergence d'une spécialisation économique, culturelle et sociale de l'espace, de telle sorte qu'il représente un centre d'attraction communautaire pour la consommation, de biens ou symbolique. Elle se traduit par une fréquentation importante de l'espace par des membres de la communauté qui, sans résider sur place, viennent s'approvisionner ou entretenir des relations sociales. Cette nouvelle fonction n'est pas contradictoire avec celle de « sas », même si elle se situe clairement à une autre phase de l'installation des immigrés » (1993 : 380).

Que ce soit à Berrait Saint-Bruno, ou à Alcântara, ces façon de résister en habitant, c'est-à-dire de perpétuer une présence au quotidien et un accès à des ressources localisées ou idéelles au-delà des changements urbains générés par la reconquête, contribuent à produire, en interaction avec les pratiques des résidents, des continuités populaires qui affectent, parfois profondément, le rythme et le marquage social de certains lieux. Cependant, l'influence de ces continuités sur la production des lieux du quartier, pour mieux être évaluée, mérite d'être confrontée à l'intensité et aux effets d'autres pratiques renouvelées du quartier, à savoir celles de nouveaux usagers, plus ou moins réguliers, des nouveaux lieux de l'intervention.

3. La relation au quartier des usagers des espaces aménagés : des lieux « ordinaires » sans empreintes ?

Il s'agit en effet d'interroger, à présent, les pratiques d'usagers des équipements récemment implantés dans les quartiers étudiés, pour évaluer leur potentiel de marquage des espaces aux alentours de l'aire d'aménagement *stricto sensu* : ces nouveaux usagers des lieux de l'intervention sont-ils *aussi* de nouveaux usagers du quartier ? Participent-ils, par leurs pratiques, aux rythmes des lieux et au renouvellement de certains marquages sociaux quotidiens ? D'autant plus, que dans les deux contextes urbains, les équipements semblent être, avant tout, destinés à des populations qualifiées et/ou socialement favorisées : prestige et sélectivité sociale marquent en effet bien souvent, de façon plus ou moins avouée, l'ensemble des opérations entreprises, que ce soit dans le cadre de l'édification d'un quartier d'affaires,

d'une cité scolaire internationale, d'un palais de justice, d'un technopôle, de l'implantation d'un palais des congrès, d'une zone de services de haute qualité, ou encore du réaménagement d'un espace touristique de type *waterfront*.

J'utiliserai, dans cette dernière partie, les résultats de deux études, l'une menée à Alcântara auprès d'usagers du site de loisirs des *Docas* (encadré 6.3), l'autre conduite à Berriat Saint-Bruno avec des élèves de la cité scolaire internationale du site Europole (encadré 6.4).

Dans les deux cas, la localisation de l'aménagement, son inscription spatiale dans l'espace existant et son accessibilité représentent des contraintes importantes. Le principe du zonage, qui renforce le sentiment de mono-fonctionnalité et qui distingue fortement l'aire aménagée des lieux alentours, ou encore l'objectif des concepteurs de favoriser le cheminement le plus rapide et efficace possible des individus (voiture, train, tramway) sont, en effet, susceptibles d'orienter les pratiques des nouveaux usagers du quartier.

3.1. Venir aux *Docas* sans fréquenter Alcântara

Encadré 6.3. Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara* (2005) : précisions méthodologiques

L'enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara* a été réalisée en deux temps (voir la présentation de l'enquête dans le chapitre 3). Les observations répétées des flux principaux sur le site des *Docas* et des points de station m'ont amené, dans un deuxième temps, à effectuer les passations de questionnaires en deux endroits du site : le premier, correspondant à l'entrée Est de l'allée commerciale (berge Est), le second à son entrée Ouest (berge Ouest). Trois tranches horaires pour des jours de semaine[1] ont été particulièrement considérées à la suite de l'observation des rythmes de fréquentation du lieu et des types d'usagers en présence : le matin (8h-12h30), l'après-midi (14h30-18h), le début de soirée (18h-21h). Les temps du midi et de la soirée ou de la nuit ont été sciemment écartés car trop fortement marqués par l'unique activité de consommation (déjeuner, dîner) et de festivité nocturne. L'objectif de l'enquête était en effet d'observer en priorité les temps moins spécialisés en termes d'usages du site, c'est-à-dire des temps marqués par la présence d'individus exerçant des types d'activités pluriels. Au final, l'enquête a été faite sur deux jours différents (un mardi et un vendredi) auprès de 40 personnes. Deux règles d'échantillonnage ont été utilisées pour la sélection des individus à interroger : la première est celle d'une relative équipartition des effectifs en fonction des trois tranches horaires considérées ; la seconde renvoie au respect de quotas définis par type d'usages et déterminés à la suite des observations répétées en amont de l'enquête. Le tableau 6.3 présente les effectifs des enquêtés, par tranche horaire et par type d'activité.

Tableau 6.3. Nombre d'enquêtés selon l'usage du lieu et la tranche horaire (2005)

	8h-12h30	14h30-18h	18h-21h	Total
Activité de consommation (« usagers types »)	4	4	4	12
Activité sportive (course, navigation, bicyclette)	3	0	1	4
Promenade/déambulation	3	5	7	15
Pêche/récolte coquillages	1	1	2	4
Activité professionnelle	3	2	0	5
Total des individus enquêtés	14	12	14	40

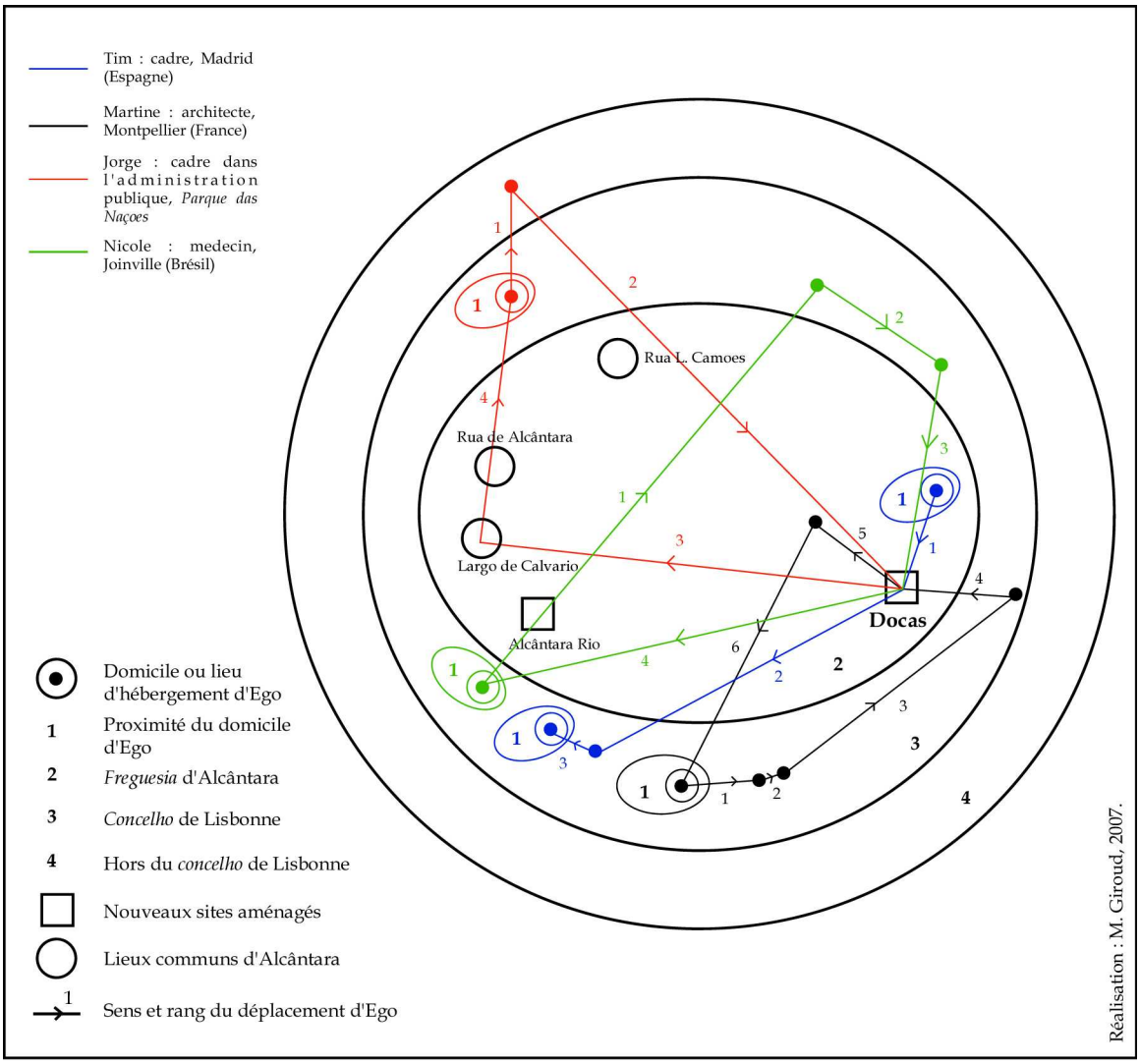
Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*, 2005

Une première analyse de l'enquête a consisté à évaluer l'intensité de la fréquentation du quartier, pour les usagers des *Docas* spécifiquement ciblés par le projet (« usagers-types »

[1] Les jours de fin de semaine présentent des logiques temporelles de fréquentation différentes qui nécessiteraient une investigation spécifique.

présents pour une activité de consommation). Parmi les 12 « usagers-types », un tiers d'entre eux déclare avoir fréquenté un lieu situé à Alcântara, en dehors du site des *Docas*. Dans 2 cas, les lieux pratiqués sont le palais des congrès et l'hôtel associé ; deux équipements, directement reliés aux *Docas* par une passerelle piétonnière, et eux-mêmes situés à l'écart du centre de gravité du quartier ancien. L'exemple du cheminement de Tim, vivant à Madrid en Espagne, et venu au congrès de son entreprise, (figure 6.10) illustre bien une telle situation : Tim, hébergé dans un hôtel situé à proximité du palais des congrès, consacre son dernier jour lisboète à fréquenter les *Docas* (petit-déjeuner), ainsi qu'à visiter le centre historique de la ville, où il passera sa dernière nuit. Tim fait donc le choix de ne pas se rendre dans la partie ancienne d'Alcântara, qui ne renvoie pas l'image d'un secteur historique et touristique de la ville. Les *Docas* apparaissent, en outre, comme un complément fonctionnel du centre des congrès et de son hôtel, qui contribue aussi à détourner les usagers comme Tim d'une pratique des autres lieux du quartier.

Figure 6.10. Système de lieux pratiqués au quotidien par quatre « usagers-types » des *Docas* d'Alcântara (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*, 2005.

Par conséquent, seuls deux « usagers-types » de la zone de loisirs (Martine et Jorge) ont eu une pratique des lieux de la partie la plus ancienne du quartier. Dans les deux cas, la pratique d'Alcântara (hors *Docas*) est associée à une activité de consommation, relativement délimitée

dans le temps : Martine, touriste d'origine française, arrive aux *Docas* en début de soirée, après avoir visité le musée Gulbenkian et le centre culturel de Bélem. Sa présence aux *Docas* ne sera que passagère puisque son projet est, en fait, d'aller dîner dans un restaurant réputé d'Alcântara et recommandé par son guide touristique. Jorge, cadre de l'administration publique et résident d'*Expo Parque das Nações*, fréquente aussi les *Docas* en fin de journée, une fois sa journée de travail terminée : il aime y flâner un peu, puis y boire tranquillement un apéritif. Lors de l'entretien, Jorge déclare vouloir réaliser, avant de rentrer à son domicile, quelques achats dans un supermarché localisé sur le *Largo de Calvário*.

Ces résultats exploratoires, que corroborent des observations menées le temps du terrain, montrent, au total, un faible investissement et une présence marginale des « usagers types » de la nouvelle zone aménagée des *Docas,* au sein du quartier ancien. La plupart de ces usagers ont, en effet, un cheminement similaire à celui de Nicole (figure 6.10), qui intègre les *Docas* dans un système de déplacements automobiles et de lieux pratiqués, mais écarte, parallèlement, les autres lieux, plus traditionnels, du quartier.

L'analyse des représentations produites par ces « usagers-types », sur Alcântara et sa population, semble confirmer la faible intensité de leur relation avec l'espace existant, qui environne l'aire aménagée. Aux questions « Quels mots utiliseriez-vous pour décrire Alcântara ? » et « Selon vous, qui fréquente Alcântara ? », les deux tiers de ces usagers affirment ne connaître ni le quartier, ni sa population. Quand des réponses sont formulées, elles renvoient alors à des représentations plutôt générales du quartier (« *un quartier populaire* » ; « *un quartier vieux* » ; « *en évolution ; un développement moderne* » ; « *Alcântara Mar ; quartier typique de Lisbonne ; choses nouvelles* ») ou à des représentations de la population (« *de tout* », « *des vieux* », « *des vieux ; de plus en plus de jeunes* » ; « *la population qui vit là bas ; des gens des classes basses, populaires...* »).

En revanche, à la question « Quelles sont les évolutions actuelles à Alcântara ? », les réponses sont, cette fois, plus nombreuses. Ici, seul un tiers des interrogés ne souhaite pas s'exprimer. Même si les propos les plus précis émanent de ceux ayant répondu aux deux questions précédentes, toutes les réponses obtenues abondent dans le même sens, soulignant les transformations urbaines et paysagères du quartier d'Alcântara : « *de très grandes évolutions urbanistiques !* » ; « *depuis dix ans, ça bouge beaucoup ! Vraiment beaucoup, d'un point de vue urbanistique, à proximité des Docas* » ; « *des évolutions urbanistiques, comme les Docas* » ; « *tout un nouveau parc de logements* » ; « *de la restauration* » ; « *apparemment, c'est industriel et il y a beaucoup de friches... et des travaux* » ; « *des condominiums ! Cela devient moderne ! L'idée est aussi de dynamiser l'attrait du fleuve. Avant, c'était pas du tout fréquenté ! Et puis, il y avait de la vente de drogue autour de Casal de Ventoso* ». Cette question sur les évolutions du quartier recueille davantage de témoignages car elle n'implique pas, directement ou implicitement, une connaissance d'Alcântara par la présence ou la fréquentation, c'est-à-dire « de l'intérieur » : certains individus expriment ainsi un point de vue « de l'extérieur », à partir de leur position d'usager des *Docas* ; certaines transformations urbaines étant effectivement visibles des berges du Tage (démolition d'anciennes friches industrielles ; construction d'*Alcântara Rio* ; implantation du palais des congrès). Mais, on peut aussi faire l'hypothèse d'un effet, auprès des résidents de Lisbonne ou de l'aire métropolitaine, de l'action municipale en matière de communication sur la transformation urbaine effectuée ou à venir à Alcântara, ainsi que de l'action de la presse qui a fortement relayé les nombreuses controverses produites par plusieurs projets urbains (en particulier, autour du projet de l'architecte S. Vieira de construction de trois grandes tours, une conique, une rectangulaire et une cylindrique). La pratique d'un lieu n'est pas en effet la seule source de connaissance de ce lieu. Et la capacité de plusieurs répondants à s'exprimer spécifiquement sur les transformations urbaines, malgré une impossibilité à qualifier le quartier et ses habitants, semble abonder dans ce sens.

Au final, ces résultats, s'ils montrent la compétence de certains nouveaux usagers des *Docas* à relayer des représentations dominantes relatives à la reconquête urbaine, insistent aussi sur la faible empreinte laissée par ces individus dans le paysage social et les lieux « ordinaires » du quartier. C'est ce que semble aussi souligner une étude menée, dans le contexte grenoblois, auprès d'élèves de la cité internationale du site Europole.

3.2. Être élève d'une cité scolaire internationale, au cœur de Berriat Saint-Bruno

Encadré 6.4. Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble* (2006) : précisions méthodologiques

La cité scolaire (figure 6.9), qui représente un établissement public dont le recrutement, considéré à l'échelle académique, s'effectue sur tests d'admission (niveau de langue et niveau général), est constituée d'un collège et d'un lycée, recevant quotidiennement près de 132 enseignants et 1 200 élèves français et étrangers. L'établissement accueille plusieurs sections internationales (anglais, allemand, espagnol, italien, arabe, portugais) en collège et lycée, ainsi que le cursus privé américain McLuhan. L'implantation d'un tel établissement sur le site Europole et l'arrivée d'un public spécifique d'élèves soulèvent la problématique de son intégration et de sa liaison avec l'espace existant alentour, que ces « alentours » soient immédiats – le site aménagé Europole - ou proches – le quartier Berriat Saint-Bruno. Pensée dans le cadre de cette problématique, l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble* a été menée, en classe, auprès de 31 élèves (15 filles et 16 garçons) de 4e, âgés de 14 et 15 ans (seule une enseignante de collège ayant, en effet, répondu favorablement à ma demande d'investigation). Les élèves, nouveaux usagers d'un équipement de prestige, entretiennent-ils des relations avec ces espaces qui s'inscrivent en dehors du périmètre de l'établissement et des temporalités scolaires, transgressant ainsi certaines barrières spatiales et temporelles introduites par l'aménagement ? Parviennent-ils, par leurs pratiques, à donner le ton et ainsi contribuer au changement du quartier ancien ?

De fait, la contrainte de l'âge, qui induit celle d'une limitation plus grande du degré de liberté des élèves pendant les horaires de classe, est décisive dans la nature des résultats (le règlement intérieur stipule une interdiction aux élèves de collège de sortir de l'établissement, lors des temps libres, ou entre 12h et 14h). Une enquête réalisée auprès de lycéens aurait pu amener à de toutes autres observations. Quoi qu'il en soit, cette enquête a offert une opportunité d'étudier les pratiques d'un groupe dont la fréquentation du quartier est supposée peu intense ; mais aussi les représentations géographiques associées à de telles conditions de pratique (chapitre 9).

Quatre ensembles d'informations ont été collectés : trajectoire résidentielle de l'élève (matrice biographique) ; représentation des lieux de la ville fréquentés par l'élève et de son trajet domicile-collège (dessin d'une carte mentale du trajet, selon une méthodologie inspirée des travaux de S. Depeau et T. Ramadier (2005)) ; pratiques quotidiennes lors d'une journée scolaire type (matrice de déplacements) ; pratiques hors des jours de cours et représentations des espaces aux alentours de la cité (questions).

L'échantillon comprend une forte proportion d'élèves issus des catégories aisées **(**information déduite de la profession des parents) : les deux tiers des élèves ont au moins un des deux parents dont la profession est issue de catégories socio-professionnelles supérieures. Le tiers restant relève de catégories intermédiaires ou populaires. Seul un tiers des élèves ne possède que la nationalité française, confirmant ainsi la vocation internationale de l'établissement. Si la majorité des enquêtés réside, au moment de l'enquête, dans l'agglomération grenobloise, ils sont 27 à avoir déjà connu au moins un déménagement, et les deux tiers à avoir réalisé une étape résidentielle à l'étranger. La cité scolaire représente donc un équipement de qualité ouvert prioritairement à un public spécifique (enfants de cadres appartenant à la catégorie des élites dites « circulantes ou migratoires » ; enfants ayant pour la plupart une expérience résidentielle déjà très riche). De fait, on note que si l'établissement n'est théoriquement pas fermé aux élèves résidant à proximité, il ne leur procure pas un accès prioritaire.

L'analyse des déplacements quotidiens montre que dans l'ensemble les élèves semblent peu pratiquer, lors des jours de classe, les espaces aux alentours de la cité scolaire. Les élèves paraissent ainsi respecter les contraintes imposées par le règlement intérieur de la cité scolaire et par les rythmes scolaires. Dans ce cadre, l'absence de pratiques quotidiennes des alentours est plus le produit de contraintes temporelles et réglementaires que d'une volonté délibérée d'évitement de certains lieux. Si certains élèves transgressent toutefois ces règles, ils restent largement minoritaires[1]. Les réponses à la question ouverte « Y a-t-il des lieux proches de la cité scolaire internationale que vous n'avez pas encore évoqués mais que vous pratiquez, des lieux où vous aimez aller ? » dévoilent certains lieux fréquentés plus occasionnellement, tels que la gare ferroviaire, la piscine de Berriat, une sandwicherie située en bordure de la cité, ou un cybercafé, localisé à proximité du cours Berriat (figure 6.11).

Figure 6.11. Les lieux de Berriat Saint-Bruno pratiqués par des élèves du collège de la Cité scolaire internationale (2006)

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, 2006.

[1] L'anonymat de l'enquêté était censé garantir une certaine liberté d'expression, et donc l'évocation, le cas échéant, de détournement du règlement.

En dehors des jours de classe, le quartier ancien représente un espace de pratiques pour un tiers des élèves, que ce soit « des fois, le weed-end » (6 cas), « tous les week-ends ou presque » (1 cas), ou « des fois, les jours de la semaine où il n'y a pas cours » (2 cas). On relève, dans ce groupe, une forte représentation des filles et des élèves issus de milieux modestes. La principale raison de la venue se réfère à la visite d'amis ; et plus secondairement, à la fréquentation de la bibliothèque de Berriat, à celle du marché Saint-Bruno ou de commerces maghrébins du quartier. Pour ce tiers des élèves, on note donc une diversité des lieux pratiqués ; une diversité par ailleurs accrue par le cheminement réalisé par l'élève, au sein du quartier, avant d'atteindre le lieu de son activité.

L'analyse des cartes mentales (lieux de la ville pratiqués et trajets domicile-collège) montre que les lieux représentés par les élèves du collège sont beaucoup plus variés et nombreux (figure 6.11). Ces lieux ont un statut important dans la cognition spatiale de l'élève, qui peut émaner d'une expérience directe (par la pratique, les usages mais aussi par la perception) ou indirecte (par le discours de tiers, la réputation). L'élève en localisant ces lieux de manière relative (par rapport à d'autres éléments en place), et en les nommant, leurs confère ainsi une réelle signification. Les lieux représentés sont rarement dissociés du cheminement quotidien de l'élève : ils correspondent souvent aux lieux qui rythment le parcours (arrêts de tramway, gare) ou aux lieux les plus visibles et marquants du trajet (place et église Saint-Bruno, bâtiments et aménagements du site Europole). En outre, on trouve peu de représentations d'aires géographiques, de quartiers, de territoires spécifiques : les limites du centre-ville, quelquefois représentées, excluent, dans tous les cas, la cité scolaire et ses alentours. Cette analyse des cartes mentales souligne donc l'importance du trajet entre le domicile et l'établissement, et de la traversée de l'aire d'étude, dans la perception et l'expérience des lieux. Le mode de déplacement utilisé apparaît alors décisif dans le processus de cognition spatiale de l'élève et dans le façonnement de son expérience du quartier (Moore, 1979, cité par Depeau, Ramadier, 2005 : 85). Les cartes mentales qui présentent le moins de lieux du quartier Berriat ont été produites, pour la plupart, par des élèves dont l'expérience du quartier, créée lors du trajet, est nulle ou partielle. Ces deux catégories impliquent l'usage du train ou de la voiture, et la réalisation de trajets qui « évitent » la traversée du quartier (tableau 6.4 et figure 6.11). Les autres cartes mentales, plus riches en lieux représentés, relèvent, *a contrario*, d'élèves dont l'expérience quotidienne peut être qualifiée « de passage », et qui se forme lors des traversées en tramway des quartiers Berriat et Europole.

Tableau 6.4. Modes de déplacement, cheminements et expériences du quartier Berriat Saint-Bruno, chez des élèves de la Cité scolaire internationale (2006)

Expérience de Berriat Saint-Bruno en fonction du mode de transport utilisé	Effectif
Expérience « de passage » (trajets aller et retour avec le tramway B, provenant du centre-ville)	17
Expérience « de passage prolongé » (trajets aller et retour qui remontent le cours Berriat/utilisation des tramways A et B ou traversée du quartier Berriat Saint Bruno en bus)	4
Absence d'expérience (trajets aller et retour effectués en dehors du quartier Berriat Saint Bruno, en voiture ou en train)	6
Expérience partielle (un trajet aller ou retour dont le mode de transport permet une expérience de passage dans le quartier et un trajet aller ou retour dont le mode de transport induit une absence d'expérience)	3
Expérience prolongée quotidienne (statut de résident)	1
Total des élèves enquêtés	31

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, 2006.

Au total, au vu des résultats de cette enquête, la présence de ces élèves de collège ne semble pas bouleverser profondément le marquage social et les rythmes de Berriat. La faible fréquentation des lieux du quartier pendant les jours de classe, mais aussi, le rôle des modes de déplacement dans la « dissimulation » des élèves[1] relativisent leur capacité à « donner le ton » et donc à contribuer sensiblement au changement urbain en cours.

Ces deux ensembles de résultats, sur Alcântara et Berriat Saint-Bruno, montrent qu'il n'y a pas d'évidence à ce que les usagers des nouveaux espaces aménagés bouleversent, par leurs pratiques et leurs présences, le fonctionnement des lieux environnants. Par conséquent, les continuités populaires, observées tout au long du chapitre, n'apparaissent que secondairement concurrencées par un renouvellement des pratiques et des marquages sociaux, dû à la présence dans le quartier des usagers des lieux de l'intervention.

Plusieurs dispositifs spatiaux semblent, en effet, contribuer à détourner de ces lieux, ou à dissimuler, les pratiques de tels usagers : à Alcântara, la nature de l'accessibilité du site des *Docas* et l'existence d'infrastructures de transport dans le paysage urbain (voie ferrée, voie rapide, passerelle), créent une coupure assez nette avec la partie ancienne du quartier. Ces ruptures et effets de barrière, qui caractérisent d'ailleurs de nombreux autres emplacements d'opérations urbaines de Lisbonne, limitent les chances de création d'une interface, pratiquée par les différents acteurs en présence. Le projet *Alcântara XXI*, actuellement en cours de réalisation, consiste notamment à assurer le lien entre la zone ludique des *Docas* et la partie plus traditionnelle du quartier. A Berriat Saint-Bruno, cette problématique de la suture spatiale a été posée par les pouvoirs publics dès la moitié des années 1990. On assiste, dès lors, depuis quelques années, au développement d'une zone d'interface, située dans la contiguïté de l'aire aménagée d'Europole *stricto sensu*, qui comprend de nouvelles constructions, mais aussi un semis de nouvelles boutiques de restauration rapide, de restaurants et de cafés (dont certains ne sont ouverts que pour l'heure du déjeuner) destinés à la clientèle d'Europole (chapitre 7). Mais on note que la création d'un tel espace d'interface contribue, finalement, à contenir spatialement la présence des usagers d'Europole : leurs pratiques de la partie la plus ancienne du quartier, quand elles n'ont pas été dissimulées ou détournées par les modes de déplacement (tramway, gare ferroviaire), apparaissent ainsi relativement circonscrites dans l'espace et ciblées dans le temps.

Conclusion

Résidents de longue date ou nouveaux venus, habitants quotidiens ou usagers de passage, investissent chacun à leur manière les lieux des anciens quartiers ouvriers. Leurs pratiques se différencient selon leurs intensités, leurs spatialités, leurs rythmes, leurs durées, selon les intentions qui les animent ou encore leurs finalités. La nature de cet engagement dépend *in fine* d'un entrelacs de contraintes qui agit de manière individualisée sur chacun d'eux : les rythmes des journées de travail, les conséquences de l'inactivité, la position dans le cycle de vie, l'ancienneté de la présence résidentielle, les expériences urbaines passées et les projets, mais aussi, la configuration des lieux, la nature de leur accessibilité, les possibilités offertes en matière d'équipements, de services et de commerces, ou encore les représentations individuelles et collectives produites, interagissent pour définir, selon le degré d'autonomie de

[1] Les passages des élèves, seules pratiques quotidiennes régulières des élèves dans le quartier, sont en effet « cachés » par l'usage du tramway, du bus, du train ou de la voiture. La présence dans le tramway, qui concerne deux tiers des élèves, permet ainsi plus de percevoir ce/ceux qui marque(nt) un lieu – une vitre fond de teint en mouvement - que de se faire voir par ceux qui marquent le lieu.

l'individu et sa capacité de réinterprétation de *la* contrainte extérieure, un champ de possibles que l'action et la réalisation d'une pratique concrétiseront. Les présences que ces pratiques impliquent n'engendrent dès lors pas les mêmes effets sur les temporalités et les marquages socio-spatiaux des différents lieux.

On a vu, dans ce chapitre, que pour de nombreux habitants, résidents ou non, et appartenant à des catégories sociales modestes, le quartier ancien restait un espace pratiqué au quotidien, de (re)création d'habitudes, d'existence et de projection. Ces habitants, par leur habiter, s'assurent un accès aux lieux et aux ressources du quartier, résistant ainsi à certains changements générés par la reconquête urbaine.

L'influence des continuités populaires sur les temporalités des lieux et leurs marquages sociaux dépend néanmoins aussi des formes et de l'intensité des pratiques du quartier que déploient les nouveaux résidents aisés ou les usagers des nouveaux espaces aménagés : dit autrement, l'effet des continuités populaires sur les lieux est autant lié à la présence des uns qu'à l'absence des autres.

Les résultats montrent alors que seules les pratiques des nouveaux résidents apparaissent potentiellement concurrentielles aux continuités populaires, en dehors des lieux de l'intervention ; une concurrence qui se joue, toutefois principalement, à certaines heures de la journée. Les usagers des nouveaux lieux semblent, en effet, pour leur part, peu pratiquer les lieux plus traditionnels du quartier.

Il s'agit dès lors pour poursuivre cette réflexion sur la production, dans de tels contextes urbains, de continuités populaires par les pratiques quotidiennes, de mieux appréhender la nature de la fréquentation des nouveaux lieux de l'intervention, et les formes de pratiques qui les façonnent.

Chapitre 7

Coloniser les lieux de l'intervention urbaine ? Pratiques, rythmes et occupations des nouveaux espaces aménagés

Introduction

Les nouveaux espaces aménagés à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno peuvent être considérés comme des représentations du changement généré par la reconquête urbaine. En ce sens, l'étude de leur fréquentation et des pratiques qui s'y réalisent constitue un temps important du questionnement sur les lieux du changement urbain et sur la formation de continuités populaires au quotidien. Une telle étude permet en effet de préciser la relation que les habitants, évoqués dans les chapitres précédents, entretiennent avec ces nouveaux lieux ; elle offre aussi une occasion de révéler, en ces lieux, la présence d'autres individus acteurs, et donc, le cas échéant, la formation d'autres formes de continuités, jusqu'alors peu évoquées.

Les espaces aménagés seront considérés comme des espaces animés de situations, elles-mêmes rythmées par les acteurs en présence et leurs pratiques. Il s'agit de comprendre les processus par lesquels un espace aménagé donné permet une pluralité d'usages et de pratiques, concentre des significations et obtient, dans l'existence de chaque individu, un statut. Dit autrement, cela revient à analyser les processus par lesquels un tel espace devient un ou plusieurs lieu(x), en prenant en compte sa composition formelle, sociale et sémantique, le contexte général dans lequel il s'inscrit et l'enchaînement des situations dans lesquelles il se trouve impliqué.

Dans ces processus, les pratiques de « colonisation » de certains usagers, c'est-à-dire leur capacité à se rendre accessible un espace et à en détourner certains dispositifs (deux acceptions de la résistance), apparaissent décisives. Comment ces pratiques se déploient-elles dans l'espace et dans le temps ? Sur quelles représentations s'appuient-elles ? Comment s'imbriquent-elles aux pratiques modales attendues et constitutives des projets urbains ? Finalement, en quoi participent-elles au changement urbain en cours ?

D'un point de vue théorique, le raisonnement emprunte ici beaucoup à la littérature anglo-saxonne sur les manifestations du pouvoir qui structurent les espaces du quotidien (Allen, 2003), tout en créant des résistances (Keith, Piles *et al*., 1997 ; Sharp *et al*., 2000). Précisément, dans le prolongement de ce qui est aussi considéré comme une « nouvelle géographie culturelle des minorités » (Collignon, 2001), il s'agit, entre autres, d'observer les interactions entre de nouvelles formes spatiales élaborées par les groupes dominants – dont ces formes matérialisent les valeurs, les représentations, mais aussi des orientations d'usages - et les groupes dominés, dont les représentations, valeurs et modes de vie ne sont pas nécessairement adaptés aux espaces construits dans lesquels ils doivent se couler, et qui font peser sur eux une forme de contrainte (Sibley, 1995). B. Collignon explique que l'hypothèse qui fonde ce positionnement stipule que certaines configurations de l'espace portent en elles l'exclusion, ou l'enfermement, de certains groupes et exercent sur eux une violence, parfois évidente, parfois plus discrète et subtile. Mais l'espace ne représente pas la seule source possible d'exclusion cachée, certains groupes pouvant aussi imposer, par leur simple présence, des normes de fréquentation ou d'usages, qui contribueraient alors à peindre les contours d'interdits et de nouvelles contraintes en matière de présences et d'activités. Cela rejoint le propos de M. Lussault qui propose d'analyser tout espace d'actes, et précisément ce que J. Rémy cité par I. Joseph appelle « espaces

intermédiaires » (Joseph, 1998 : 73), selon les relations de contrariété qui le constituent, à savoir les relations privé/public, intime/extime, mais aussi individuel/social : « si le duo privé *vs* public nous confronte à la normativité juridique, politique et institutionnelle, si la liaison intime *vs* extime permet d'arpenter les voies de la normativité « psychologique », cette troisième dialogique – la liaison individuel/social - nous entraîne sur le terrain des normes sociales, c'est-à-dire des systèmes normatifs non institutionnels » (Lussault, 2001 : 42).

La démarche méthodologique se doit, dès lors, de privilégier la micro-échelle et de se structurer autour d'une lecture très attentive des lieux, de leur construction, de leur agencement et de leur pratique quotidienne (Collignon, 2001). Dans cette perspective, on peut reconnaître un regain d'intérêt, de la part de géographes, pour l'observation à de très grandes échelles, en particulier autour de l'espace domestique (Staszak, 2001 ; Collignon, Staszak *et al*., 2004), de la rue (Zeneidi-Henry, 2002 ; Fleury, 2003), des centres commerciaux (Capron, 2001), des cafés (Capron, 1997, Gajewski, 2006) ou encore des prisons (Milhaud, Morelle, 2006), etc. Autant d' « espèces d'espaces » (Pérec, 1974), qui, il faut bien le reconnaître, ont donné lieu, en tant qu'espaces d'interactions et de sociabilités variées, à de nombreux travaux de sociologues[1], et en tant qu'espaces construits, à des études d'anthropologie de l'espace (Segaud, 2007). En tant qu' « étude des interrelations entre l'individu et son environnement physique et social, dans ses dimensions spatiales et temporelles » (Moser, 2003 : 16), la psychologie environnementale représente un autre corpus de recherches, très riche d'un point de vue méthodologique. L'objectif de ce courant est d'identifier les processus qui régulent et médiatisent la relation entre les individus et leur environnement physique et social, en mettant en évidence d'une part les perceptions, attitudes, évaluations et représentations environnementales, et d'autre part les comportements et conduites environnementales qui les accompagnent (Moser, 2003 : 16). L'intérêt est donc aussi bien porté sur les effets des conditions environnementales sur les comportements qu'à la manière dont l'individu perçoit ou agit sur l'environnement. De nombreuses expérimentations ont alors été imaginées, que ce soit en matière de collecte et d'analyse de représentations spatiales (Ramadier, 2003 ; Amphoux, 2003 ; Ramadier, Bronner, 2006) et d'observations de comportements et d'activités statiques (Legendre, Depeau, 2003 ; Matheau-Police *et al.*, 2005) ou en mouvement (Grosjean, Thibaud *et a*l., 2001 ; Thibaud, 2003). Chacune des expérimentations proposées repose souvent sur un temps de « diagnostic environnemental » qui consiste à faire un relevé environnemental détaillant les conditions pertinentes et particulières du contexte. Ce relevé porte aussi bien sur ses aspects physiques que sociaux, en relevant les comportements déployés (qui fréquente quoi, comment et dans quelles circonstances ?) (Moser, 2003 : 31).

Les enquêtes, dont les analyses vont être ici présentées, ont toutes été précédées d'un tel diagnostic. En informant sur les éléments physiques (agencements spatiaux, décorations, ameublements, ambiances visuelles et sonores) et les logiques sociales (temporalités de fréquentation, types d'usagers, formes d'activités) caractéristiques de l'espace étudié et susceptibles d'interagir avec l'enquêté, ce temps d'observation *in situ* a permis d'affiner certains enjeux du dispositif d'investigation à mettre en oeuvre.

Les trois temps de ce chapitre seront consacrés aux traitements de trois enquêtes : *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara ; Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café à Alcântara ; Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno* (annexe 3.1). Si les deux enquêtes concernant Alcântara ont été menées avec la même

[1] Le café, par exemple, représente un lieu qui a été fortement investi par les sociologues, notamment sur les questions concernant les types de fréquentations, le rôle du café dans les processus de socialisation des individus, l'étude des rapports concrets entre individus d'un même milieu social ou de milieux différents, ou encore celle des formes d'usages du lieu (Chombart de Lauwe, 1963 ; Dumazedier, Suffert, 1962 ; Bozon, 1982).

méthodologie, sous forme de questionnaires, les approches des terrains, les temps d'observation préalables ainsi que les déroulements des investigations, ont sensiblement différés (encadrés 6.3 et 7.1 pour les *Docas* ; encadré 7.2 pour la cafeteria *Terra do Café*). L'étude menée à Berriat Saint-Bruno a, quant à elle, été fondée sur une toute autre démarche, insistant davantage sur l'étude des interactions sociales à l'intérieur de l'établissement ; ce qui a conduit à privilégier l'observation systématique et l'entretien informel comme techniques de collecte (encadré 7.3).

Malgré les différences de contexte propres aux deux terrains, trois raisons m'encouragent à proposer un raisonnement construit sur le croisement des trois situations : la première concerne leurs échelles spatiales relativement similaires – un café-restaurant, une cafeteria, une zone de loisirs et de consommation relativement circonscrite - ; la seconde réside dans le lien étroit entretenu par chacun de ces lieux avec le contexte de renouvellement urbain – des lieux directement produits dans le cadre d'une opération urbaine, ou dont l'existence dépend d'aménagements réalisés à proximité - ; enfin, la troisième raison renvoie au fait que ces trois lieux proposent des niveaux bien distincts de relation avec l'espace existant environnant – d'un lieu presque « extérieur » au quartier d'accueil (les *Docas*) à un nouveau lieu complètement intégré au tissu urbain existant (le café *La City*), en passant par un lieu situé au sein d'une opération urbaine d'envergure localisée au cœur du quartier ancien (la cafeteria *Terra do Café*).

Encadré 7.1. Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara* (2005) : précisions sur la composition par tranche horaire de l'échantillon

On note, en premier lieu, un équilibre entre le nombre de personnes venant aux *Docas* accompagnées et celui de personnes venues seules (20 cas à chaque fois). Cet équilibre se retrouve d'ailleurs au sein des trois tranches horaires, les personnes seules étant légèrement plus nombreuses le matin, les personnes accompagnées à peine plus présentes, en début de soirée.

L'observation du lieu de résidence des personnes rencontrées souligne l'effet polarisant des *Docas*, recherché par les autorités publiques. 8 sont des résidents d'Alcântara (autant de questionnaires réalisés dans les trois tranches horaires) ; 18 individus résident au sein des limites du *concelho* de Lisbonne, dans des quartiers centraux anciens, ou plus récents et périphériques (seulement 5 d'entre eux ont été enquêtés dans la matinée) ; 8 personnes viennent des communes périphériques de l'aire métropolitaine, telles que Carcavelos, Sétubal, Oeiras, Torres Vedras, ou encore Almada, (enquêtes assurées, pour la moitié d'entre elles, au cours de la première tranche horaire) ; enfin, 6 autres personnes vivent en dehors du Portugal, à savoir en Australie, aux États-unis, au Brésil, en Espagne ou en France (enquêtes principalement effectuées en début de soirée).

L'analyse de la composition socio-professionnelle de l'échantillon montre que la catégorie la plus représentée sur l'ensemble des temps observés est celle des employés (un quart de l'effectif total), suivie par celle des cadres et professions intellectuelles supérieures (7 cas), puis par celles des personnes sans activité professionnelle (en recherche d'emploi), des étudiants/lycéens, des professions intermédiaires (5 cas), enfin par les ouvriers et les retraités (4 cas). Il apparaît que les employés, les professions intermédiaires et les personnes sans activité professionnelle semblent davantage présents après le déjeuner, soit dans l'après midi, soit – en particulier pour la seconde catégorie - en début de soirée. A l'inverse, parmi les trois tranches horaires observées, la matinée est le moment où les cadres et les représentants de professions intellectuelles supérieures ont été le plus enquêtés (6 des 7 cas) ; un résultat exploratoire qui révèle peut-être une plus grande autonomie de certains cadres par rapport aux employés ou aux représentants de professions intermédiaires, dans la gestion de leur temps de travail, et donc une plus grande liberté de choix en termes de pratique spatiale et de moment de fréquentation[1]. En outre, alors qu'aucun étudiant/lycéen n'a été questionné l'après-midi, aucun ouvrier n'a été rencontré lors du début de soirée. Enfin, les retraités, tous d'anciens ouvriers (bâtiment, constructions navales, ou industrie mécanique), ont été, quant à eux, interrogés dans les trois intervalles temporels.

[1]Les cadres, comme Tim (section 3 du chapitre 6), en situation « peu habituelle » de travail (individus de passage à Lisbonne dont la présence est liée à la proximité du palais des congrès) ne sont pas les cadres les plus représentés dans l'échantillon.

1. Les pratiques d'un nouvel espace de loisirs conçu pour la ville : rythmes, investissements et représentations des *Docas* d'Alcântara

Parmi les trois lieux étudiés, les *Docas* représentent celui dont l'intégration au tissu urbain existant est, pour l'heure, la plus faible. Quarante personnes ont pu être interrogées dans le cadre de l'enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara.* L'encadré 7.1 précise la composition de l'échantillon, qui a précédemment été évoquée dans le tableau 6.3 (effectifs des répondants, selon leur usage du lieu et la tranche horaire de fréquentation).

La description proposée de l'échantillon révèle sans doute quelques tendances en termes de fréquentation, mais n'informe, finalement, que très peu sur la dimension temporelle des pratiques des individus et donc sur les rôles de chacun d'entre eux dans la production des rythmes et des marquages sociaux du lieu.

1.1. Groupes d'usagers des *Docas* et modalités de leurs présences

L'analyse des usages déclarés par les individus en fonction de leur provenance géographique montre que les « usagers types » (12 cas), à savoir ceux précisément ciblés par les concepteurs des *Docas*, présents dans un but de consommation, sont en grande partie des individus résidant hors du *concelho* de Lisbonne ou dans un pays étranger. Seuls 1 résident d'Alcântara et 3 de Lisbonne sont venus aux *Docas* pour fréquenter ses bars ou ses restaurants. Ces « usagers-types » sont avant tout cadres, représentants des professions intellectuelles supérieures ou des professions intermédiaires, et secondairement employés. Aucun ouvrier, retraité, personne sans activité professionnelle ou encore étudiant/lycéen n'est identifié au sein de ce premier ensemble d'individus. Les niveaux de satisfaction qu'ils entretiennent à l'égard de leur logement et de leur quartier résidentiel (ambiance ou qualité des espaces publics), sont tous élevés. La présence aux *Docas* ne semble ainsi pas être liée à un rejet des conditions d'habitat ou des alentours immédiats du lieu du logement. Ce groupe se caractérise en outre par une faible fréquence dans la fréquentation du lieu : 8 « usagers types » viennent aux *Docas* entre une et trois fois par mois, 4 autres sont présents pour la première fois. Ces derniers sont tous des touristes, venus passer des vacances à Lisbonne, ou des personnes présentes dans le cadre d'une semaine de congrès. Les vacanciers viennent aux *Docas* par le bouche à oreille – « *c'est un ami qui m'a recommandé de venir... Je suis là comme ça, pour le fun...* » -, parce que le lieu représente un lieu branché de Lisbonne – « *on vient de Belém. C'est la seconde fois qu'on vient là. La première fois on est venu pour boire un verre en soirée... On est là pour être à la mode* ! » - ou bien, dans le cadre d'un parcours touristique – « *On vient de Belém. Mais en fait, on cherche un restaurant qui s'appelle Alcântara Café, mais apparemment il n'est pas sur le site... un restaurant qui est dans le guide vert* ». La présence de quelques congressistes relève, quant à elle, d'une logique plus fonctionnelle : comme l'illustre le propos de Tim (jeune cadre madrilène dont la situation a été évoquée dans la section 3 du chapitre 6), la proximité du lieu d'hébergement – un hôtel de standing situé à 100 m du palais des congrès, dans une zone peu animée - explique la fréquentation des *Docas* : « *J'ai travaillé toute la semaine au palais des congrès pour un congrès de la compagnie américaine SAS (Business intelligence), sur l'organisation de réseaux en informatique. On a été logé à l'hôtel Opéra de l'autre côté de la voie ferrée... Je suis ici pour marcher, et boire un café* ».

Le groupe des promeneurs, qui se définit par la non fréquentation des bars et restaurants du site (15 cas), est au contraire majoritairement composé d'individus résidant à Lisbonne ou Alcântara, et, plus secondairement, par des touristes. Le lieu est apprécié pour sa proximité avec le Tage – « *je me promène, me repose, j'aime regarder la mer, cela aère la tête... Je travaille la nuit, alors ça fait du bien...* », pour les perspectives paysagères qu'il propose – « *je suis là pour admirer la*

vue, me reposer... » -, pour son animation – « *on vient pour l'ambiance, la rivière, regarder les bateaux, le pont... C'est agréable* » - ou tout simplement pour passer le temps – « *pour passer du temps. C'est le dernier jour de classe avant les vacances...* », « *pour se promener, flâner, avec ma copine...* ». La promenade comprend des moments de pause, d'arrêt, associés à la contemplation du lieu et en particulier de la vue sur le Tage ou sur le pont surplombant ; mais ces moments sont souvent discontinus dans le temps, alternant avec des phases de mobilité. Cette cadence fait écho à l'importance accordée par les concepteurs à la circulation comme principe organisationnel et rythmique du lieu. La composition socio-professionnelle de cet ensemble d'usagers apparaît beaucoup plus diversifiée que celle du groupe précédent, même si on relève une nette sous-représentation des cadres et représentants des professions intellectuelles supérieures, ou encore des professions intermédiaires. La promenade correspond, en fait, à l'activité la plus exercée par les étudiants/lycéens interrogés, les personnes sans activité professionnelle, les employés ou encore les retraités. Dans l'ensemble, ces présences s'associent à des discours plus nuancés sur les conditions de logement et les caractéristiques du quartier de résidence. On trouve par exemple, à propos des « conditions de logement », du « quartier de résidence » ou de l'« ambiance du quartier de résidence », une dominance de témoignages de satisfaction, mais en moindre mesure que pour le groupe précédent : on note, par exemple, pour quelques cas, une « insatisfaction » ou une « satisfaction moyenne » à leur égard. Le basculement est plus net quant à la qualité des espaces publics du quartier résidentiel, où une majorité d'enquêtés exprime une « satisfaction moyenne ». On le voit, le rapport des individus à leur logement et à leur quartier semble déterminer en partie le choix de l'investissement des berges des *Docas* comme lieu de promenade. Enfin, l'activité de promenade et de flânerie, sur les berges des *Docas*, représente rarement une activité inédite (3 cas), mais plutôt une activité régulière à l'échelle du mois (une à trois fois par mois), ou de la semaine (fréquentation tous les jours de la semaine ou presque, week-ends exclus).

L'activité sportive représente un troisième type d'usage marquant le lieu (4 cas). Elle comprend à la fois des personnes pratiquant la course à pied, le vélo ou la navigation (aviron). L'aménagement de la marina et la présence d'un club de voile font, d'ailleurs, de ces derniers, d'autres « usagers-types » du site. Les *Docas* représentent pour les coureurs ou les cyclistes un lieu de passage, une étape dans un parcours – « *pour courir! Je viens de Bélem... Je suis juste de passage. Je suis pas là pour autre chose* ». Les enquêtés sont ici, avant tout, originaires d'Alcântara, mais résident aussi à Lisbonne ou dans une commune périphérique de l'aire métropolitaine. Ils sont employés, cadres ou étudiants. Les niveaux de satisfaction sur le quartier de résidence et son ambiance générale restent élevés. Le propos est toutefois plus mesuré quant à la qualité de ses espaces publics, tout comme pour les conditions de logement, mais le faible nombre d'observations complique l'interprétation. En revanche, l'activité sportive représente une activité régulière, à l'échelle de la semaine ou même de la journée (plusieurs fois par jour, tous les jours de la semaine).

De manière semblable, les pêcheurs ou ramasseurs de coquillages (dans la marina, à marée basse) résident à Alcântara, Lisbonne ou au sein de l'aire métropolitaine (4 cas au total). Par ailleurs, ils sont, par rapport au groupe des sportifs, issus de catégories socio-professionnelles plus modestes : on trouve un employé, des anciens ouvriers retraités ou encore une personne sans activité professionnelle. Les niveaux de satisfaction à l'égard de leur logement ou de leur quartier résidentiel présentent des tendances comparables à celles observées pour les promeneurs. Ces usagers apparaissent même légèrement plus nuancés, voire critiques, sur leurs conditions d'habitat ou sur les qualités de leur quartier. Enfin, l'activité de la pêche reste une activité régulière, pratiquée toutefois plus ou moins occasionnellement par les enquêtés (tous les jours de la semaine, hormis le week-end ; une fois par semaine ; une à trois fois par mois).

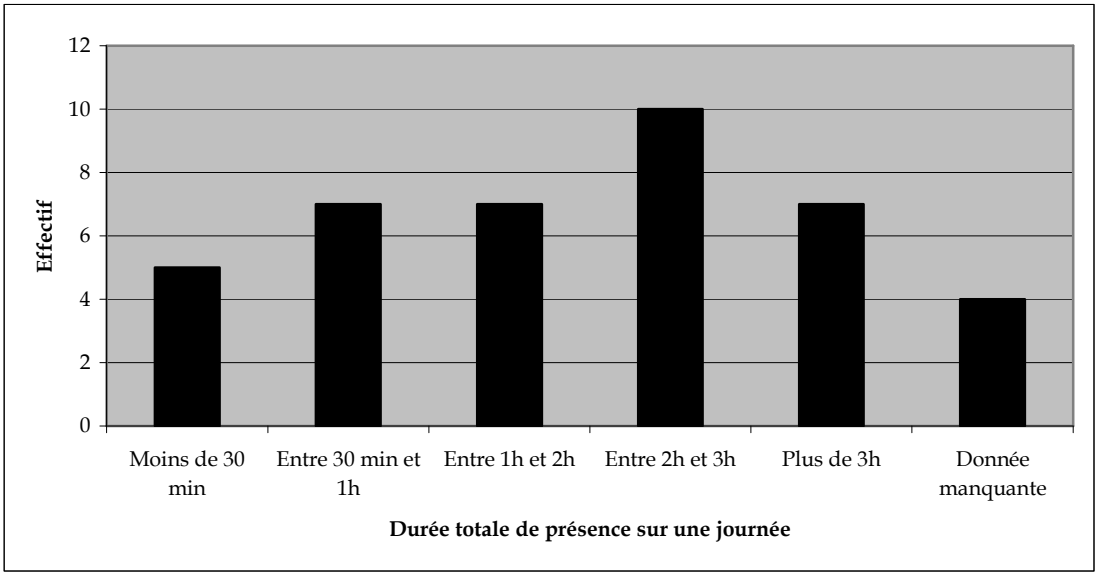
Enfin, les individus fréquentant les *Docas* parce qu'ils correspondent à leur lieu de travail (5 cas) proviennent principalement de Lisbonne. On ne relève ainsi, dans cette catégorie, aucun résident d'Alcântara. Les travailleurs sont soit des employés des bars et des restaurants du site, soit des ouvriers du port maritime. De fait, leur présence aux *Docas* est régulière (tous les jours de la semaine, parfois le week-end compris).

1.2. Durées et usages des présences

Les logiques temporelles de la réalisation de ces activités diffèrent sensiblement d'un individu à l'autre. Elles n'impliquent pas les mêmes durées de présence *in situ*, et n'ont pas les mêmes conséquences en matière de spatialités et de marquages des lieux.

L'analyse de la matrice des déplacements des enquêtés permet de déterminer la durée totale journalière passée par chaque individu sur le site *Docas* (figure 7.1).

Figure 7.1. Durée journalière consacrée par chaque usager à la pratique des *Docas* d'Alcântara (2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*, 2005.

Cette première représentation confirme l'hypothèse selon laquelle le site des *Docas* n'est pas pratiqué temporellement de la même manière par tous les enquêtés : près de la moitié des usagers restent présents plus de deux heures sur le site ; à l'inverse, le quart des personnes ne dépasse pas l'heure de présence.

Les présences les plus longues sont associées à des usages bien précis. Globalement, promeneurs, sportifs (en l'occurrence, des rameurs), mais surtout l'ensemble des pêcheurs et la grande majorité des travailleurs composent le corps du groupe des usagers les plus longuement présents sur le site. Seuls 2 clients fréquentant les bars et restaurants, « usagers types » du projet, restent entre deux et trois heures au total. On retrouve dans ce groupe plus de la moitié des résidents d'Alcântara rencontrés, la totalité de ceux vivant dans une commune périphérique – ce qui traduit une façon de rentabiliser le temps du trajet nécessaire à la venue - et un peu plus du tiers des habitants des autres quartiers de Lisbonne. Aucun cadre ou représentant des professions intermédiaires ne se trouve dans ce groupe des « usagers de longue durée ». En revanche, toutes les autres catégories socio-professionnelles sont représentées.

À l'opposé, les « usagers types », venus pour se restaurer, demeurent rarement plus de deux heures sur le site. La moitié des touristes interrogés ne dépasse d'ailleurs pas l'heure de présence. On remarque même que plus de la moitié de ceux restant moins de trente minutes sont des cadres ou représentants des professions intellectuelles supérieures, vivant à Lisbonne. On note, de manière semblable, que certains promeneurs et sportifs ont aussi des pratiques peu étendues dans le temps. De fait, certains coureurs et cyclistes n'ont qu'une présence passagère sur le site, pouvant être toutefois répétée. Quant au groupe des promeneurs, composé principalement de résidents de Lisbonne ou d'Alcântara, il apparaît, par conséquent, comme celui dont les logiques temporelles de fréquentation sont les plus insaisissables : dans certains cas, les promenades sont longues, dans d'autres, elles sont beaucoup plus restreintes dans le temps ; l'analyse dévoilant qu'on a finalement autant de promeneurs restant aux *Docas* entre trente minutes et deux heures que dépassant les deux heures de présence.

1.3. Apprécier et se représenter les *Docas*

La relation des individus à l'espace aménagé ne s'évalue pas uniquement à partir de leurs usages et des temporalités de leurs présences, mais aussi à partir des représentations socio-spatiales qu'ils s'en font. Le tableau 7.1 montre que les enquêtés ont une appréciation majoritairement positive des *Docas*. A la question, « Quels mots jugez-vous adéquats pour décrire l'espace des *Docas* ? », un avis négatif a été émis dans seulement 3 cas. Ce faisant, 12 des répondants proposent une réponse nuancée, combinant des items positifs et négatifs (agréable/cher ; beau/bruyant ; animé/vente de drogues ; sympathique/bruyant ; diversifié/isolé).

L'appréciation positive domine principalement auprès des promeneurs et des travailleurs ; même si on note aussi, dans ces deux groupes, un certain nombre d'avis nuancés Les « usagers-types » ne témoignent pas, quant à eux, d'une adhésion franche au lieu et à son environnement : leur appréciation apparaît, *in fine*, identique à la moyenne (5 des 12 « usagers-types » formulent en effet une réelle satisfaction). De la même manière, les pêcheurs ont seulement pour moitié une appréciation positive. Enfin, les sportifs émettent même en majorité des réserves ou un discours neutre à l'égard des *Docas*.

L'analyse des représentations selon l'origine résidentielle des usagers conforte et précise ces premiers résultats. Habitants d'Alcântara et individus résidant à l'étranger présentent de manière inattendue un profil semblable : une majorité d'entre eux ont un avis négatif ou nuancé sur les *Docas*. Seuls 2 touristes sur 6, et 2 habitants du quartier sur 8 ont, en effet, un avis strictement favorable sur le lieu. Les résidents des communes périphériques de Lisbonne sont tout aussi nuancés, seule la moitié d'entre eux se montrent satisfaite par les *Docas*. En revanche, les deux tiers des usagers, vivant au sein du *concelho* de Lisbonne, partagent une appréciation positive et une certaine satisfaction à l'égard du lieu.

Le tableau 7.2 présente, quant à lui, de manière assez explicite quelles populations dominent les représentations des individus interrogés sur la fréquentation des *Docas*. Les réponses à la question « Pour vous, qui fréquente cet espace ? » dévoilent que les « usager-types » de l'opération des *Docas*, touristes ou non, plutôt favorisés, venus pour une activité d'achat, constituent le groupe le plus fréquemment évoqué. Cette catégorie prédomine dans les représentations de plus de la moitié des enquêtés. Dans un autre tiers, elle est associée à d'autres catégories d'individus d'usagers des *Docas,* les représentations insistant, alors, davantage sur la diversité des fréquentations. Enfin, dans seulement 3 cas, les *Docas* sont représentés en tant que lieu de travail, investi par des travailleurs locaux, employés ou ouvriers du port maritime.

Tableau 7.1. Appréciations des usagers des *Docas* d'Alcântara (2005)

Appréciations et termes collectés	Effectif
Appréciation positive *- c'est très bien!!! Distraction; très bien pour l'esprit, cela aère la tête, c'est joli* *- beau, reposant* *- tranquille* *- joli, amélioré* *- c'est bien* *- superbe* *- une jolie zone, agréable, avec les restaurants, les bars et le pont* *- agréable* *- c'est agréable* *- c'est beau* *- très beau, agréable, je peux me reposer* *- c'est bien ; aujourd'hui, il n'y a pas beaucoup de gens* *- c'est innovant; une autre ambiance à Lisbonne ; avant, il y avait de la pollution* *- c'est beau ; pour celui qui aime le calme et la nature* *- j'aime beaucoup* *- joli, près du Tage* *- c'est un joli endroit*	20
Appréciation nuancée *- c'est fantastique, intéressant...mais isolé... Il y a un mélange de différentes personnes, et de différentes activités* *- très commercial ; pas assez sélectif* *- ça sent mauvais; le paysage est beau, c'est cool* *- légal* *- agréable, mais cher* *- beaucoup de jeunesse (16-30 ans) ; bars très chers ; vente de drogues et de produits illicites ; aussi un endroit pour faire du bateau, mais c'est différent d'Expo* *- l'après-midi c'est agréable, mais le soir il y a trop de monde, surtout le week-end ! J'aime beaucoup la fin d'après midi et pendant la semaine... Il y a moins de gens* *- c'est très bien, c'est beau, mais... Ohhh... C'est cher!!!* *- sympathique ; peut être un peu cher* *- c'est beau ; c'est cher* *- sympathique ; un bruit infernal* *- agréable, mais très cher*	12
Appréciation neutre *- je ne sais pas* *- mouvementé* *- espace nocturne, le week-end c'est meilleur, lieux pour se restaurer, discos, restaurants* *- agitation (seulement la nuit) ; mélange* *- typiquement fait pour les touristes*	5
Appréciation négative *- bruyant, sale, plein de touristes* *- espace un peu sale* *- maintenant c'est mauvais ; c'est l'argent*	3
Total des personnes interrogées	40

Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*, 2005.

Tableau 7.2. Représentations de la fréquentation des *Docas* d'Alcântara, chez les usagers des *Docas* (2005)

Principales représentations de la fréquentation et termes collectés	Effectif
Une fréquentation de personnes aisés économiquement (clients, touristes) *- des touristes, des habitants de Lisbonne, avec de l'argent* *- des gens avec de l'argent qui viennent aux restaurants* *- des touristes* *- des touristes et des gens non lisboètes* *- touristes, des gens des classes aisées, des gens riches* *- les clients des restaurants* *- beaucoup de touristes* *- beaucoup de jeunes et de touristes* *- les classes sociales élevées, les riches !* *- y a de tout mais surtout des touristes* *- surtout des gens avec un grand pouvoir d'achat !* *- en général, des personnes avec un col ! Classes supérieures ou moyennes... des gens distingués... C'est très cher ici ! Le café ici, par exemple à l'Opart, c'est quatre fois le prix ailleurs* *- moyennes ou hautes classes sociales ; tous les gens, tout le monde...* *- employés pour déjeuner et dîner ; les « riches » pour les bars* *- des riches, des snobs* *- des personnes polies* *- des étrangers, des touristes, qui viennent pendant leur temps de vacances ; la nuit c'est surtout des jeunes, des résidents de Lisbonne aussi* *- plus de touristes*	21
Une fréquentation diversifiée *- tous les types : pêcheurs, coureurs, des gens avec beaucoup d'argent, avec des voitures* *- un mélange de tout, des clients, des sportifs, des gens qui travaillent* *- personnes différentes, un peu de tout ; pas de type, il y a tous les âges, tous les gens, ceux qui cherchent le calme, ceux qui cherchent le bruit* *- de tout !* *- beaucoup de jeunes...* *- tous les gens, toutes les classes sociales* *- tous les types, des gens avec de l'argent, mais d'autres aussi, sans... mais ceux là viennent plus pour se promener* *- tous les types* *- beaucoup de gens ; tous les types de personnes. Le jour, c'est plutôt moyen et haut, le soir il y a toutes les classes sociales... Mais surtout des jeunes*	12
Une fréquentation de travailleurs (uniquement) *- des gens du port* *- gens qui travaillent et viennent pour manger* *- il semble qu'il y ait des employés, pas mal de jeunes*	3
Sans avis *- je ne sais pas trop* *- je n'ai pas d'avis* *- là c'est vide ! Je ne sais pas qui sont les gens* *- je ne sais pas*	4
Total des personnes interrogées	40

Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*, 2005.

Pour les promeneurs, les travailleurs ou encore les pêcheurs, le groupe dominant fréquentant les *Docas* est clairement identifié comme celui des « usagers-types ». Les représentations des sportifs et des « usagers types » insistent, quant à elles, tout autant sur la diversité de la population que sur la fréquentation de personnes favorisées, révélant ainsi, au moins dans les

discours, une certaine prise de distance à l'égard de l'entre-soi. En revanche, il n'apparaît pas de nettes différences de représentation selon le lieu de résidence du répondant. Pour chaque catégorie de lieu de résidence, les individus correspondant déclarent avant tout percevoir dans la fréquentation des *Docas* une population d'« usagers-types ».

Ces résultats soulignent une certaine réussite des concepteurs et des promoteurs du projet des *Docas*. Les images qu'ils se sont attelés à produire et à diffuser trouvent, en effet, un écho au sein des représentations individuelles des usagers du site qui, de fait, contribuent à leur tour à relayer l'image dominante. La représentation du lieu a ainsi été efficacement réorientée, et l'image du site portuaire, industriel et ouvrier semble avoir durablement laissé place à celle d'une zone ludique et touristique destinée à des populations favorisées.

Ce faisant, cette influence apparaît encore relativement différenciée selon les groupes d'individus. Par exemple, si le site apparaît particulièrement apprécié des usagers habitant Lisbonne (hors Alcântara), ceux d'Alcântara semblent au contraire, en partie, contester cette image institutionnelle, en émettant des appréciations tantôt négatives, tantôt nuancées. Cela ne surprend finalement guère tant le projet initial n'a été ni conçu pour le quartier d'Alcântara, ni pensé en direction de ses habitants. Quand ils sont d'origine modeste, les habitants d'Alcântara critiquent principalement les prix élevés des consommations et la sélectivité sociale qu'elle induit.

De manière peut-être plus inattendue, cette image dominante est aussi mise à mal par les représentations de certains touristes étrangers, pourtant directement ciblés par le projet. Pour la plupart d'entre eux, le site se caractérise avant tout par son environnement défavorable, et en particulier, par le bruit des circulations du pont du 25 avril, qui surplombe l'aire aménagée. Ces conditions environnementales conduisent même certains de ces usagers à écourter leur présence sur le site, ou à réviser des projets de fréquentation future.

1.4. Significations des pratiques de colonisation des *Docas* et des formes de continuités populaires

Le caractère populaire du quartier a donc été brutalement écarté des images produites par les autorités responsables du site, et a presque entièrement disparu des représentations des différents usagers du site. Cependant, l'analyse de la fréquentation et des pratiques réalisées *in situ* montre que certains usagers socialement peu favorisés pratiquent bien l'espace aménagé au quotidien.

Deux groupes peuvent être identifiés au sein de ces usagers : le premier réunit des individus qui ont réussi à maintenir sur le temps long leur pratique du site des *Docas*, le second concerne tous ceux pour qui l'espace aménagé représente, au contraire, un nouveau lieu de pratiques et d'usages au quotidien. Dans les deux cas, on retrouve, à la fois des résidents d'Alcântara (plutôt « stables » dans le premier groupe, plus récemment arrivés dans le second) et des résidents d'autres quartiers de l'agglomération lisboète.

Le croisement des résultats de cette enquête sur les *Docas* avec ceux de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara,* réalisée auprès des résidents du quartier montre qu'on retrouve, dans le premier de ces deux ensembles d'usagers, plusieurs anciens ouvriers des *Docas* d'Alcântara, dont la plupart réside encore dans le quartier (c'est notamment le cas de Fernando, ouvrier retraité, dont le système de lieux est représenté dans la figure 6.3). L'opération de réaménagement n'a pas remis en cause leur présence et leur accès au site. Les témoignages recueillis, lors des deux enquêtes, confirment que ces anciens ouvriers continuent, comme une évidence, de fréquenter les *Docas* selon les mêmes logiques temporelles (rythmes et durées) et, si possible, d'usages. Pour la plupart déjà en retraite dans les

années précédant l'intervention, ils continuent de venir aux *Docas,* de manière régulière, quasi-quotidienne, et pendant de longues heures, pour se promener, contempler leur ancien lieu de travail, ou bien pour pêcher. Comme l'illustre le cas de Fernando, la venue sur le site représente le temps marquant d'un système de pratiques quotidiennes fortement polarisées sur le domicile et le quartier.

Pour autant, si la continuité de la pratique du lieu renvoie souvent à celle de son usage, il arrive aussi que l'instauration de nouvelles normes et réglementations imposées par le réaménagement induise une réorientation de certaines activités. Le propos qui suit est celui d'un ancien ouvrier des *Docas* contraint à infléchir son usage du lieu à la suite de l'imposition de nouvelles règles sur la pêche :

> *« J'aime beaucoup la pêche sportive ! Depuis 1938 j'en fais! Ici, un peu plus loin sur les Docas d'Alcântara... Aujourd'hui, ici, c'est interdit par la police maritime ! Il n'y a plus que l'autorisation de pêcher ici, sur ces berges. Mais ici il y a beaucoup de gens ! Donc je pêche plus, mais j'aime vraiment ça... Il y en a d'autres qui continuent de pêcher sans faire attention à la réglementation, ils s'en foutent... Mais moi, du coup, je marche et je regarde... Je vais jusqu'à Belém en bus, et je reviens à pied »* (Miguel, sur le site des *Docas*, Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*, 2005).

Ce témoignage confirme l'idée qu'une habitude (celle de la venue et de la pratique du site des *Docas*) n'est pas figée (un usage peut changer). Elle évolue dans le temps et se transforme au gré des bouleversements, traduisant la compétence de celui qui la produit à réinterpréter certaines contraintes extérieures. La résistance d'une habitude reste tributaire de cette compétence, de cette faculté à saisir le changement en cours et à s'en servir à bon escient. Le second enseignement du témoignage se situe au niveau de la relation que l'individu entretient, via son usage du lieu, avec la norme institutionnelle, réglementaire et juridique. Si pour Miguel, le choix est de changer d'usage pour rester dans la légalité nouvelle, pour d'autres, au contraire, la réglementation ne représente pas une entrave ou une perturbation : la continuité de l'usage se fonde alors sur une contestation de la norme et sur une résistance à la légalité renouvelée.

Ne fréquentant pas le site avant l'opération, les usagers du second groupe, se sont justement appuyés sur son réaménagement pour le découvrir et l'investir. Pour certains individus socialement modestes, certes rares, la présence aux *Docas*, si elle ne coïncide par forcément avec les « présences attendues » des concepteurs, s'appuie sur des usages, pour leur part, tout à fait fidèles au projet. Les deux enquêtes confirment en effet ce résultat : malgré le prix élevé des consommations, ces usagers fréquentent les bars des *Docas* – plutôt que les restaurants[1]. Le cas de Nuno, dont le cheminement quotidien a été représenté dans la figure 6.4, illustre bien ce type de rapport à l'espace aménagé : résident « stable » d'Alcântara, ouvrier au port maritime localisé à proximité, Nuno fréquente plusieurs fois dans la journée un des cafés des *Docas*, approprié en tant que lieu de pause, et d'échanges avec le personnel de l'établissement.

Ce faisant, la grande majorité des usagers de ce second groupe investit au contraire les *Docas* dans une logique non consumériste. Le prix des consommations représente, en effet, le plus souvent, une réelle barrière économique et sociale à l'accès aux cafés et restaurants. La promenade et, secondairement, la pêche, correspondent dès lors à deux usages alternatifs du lieu, engendrant des présences souvent étendues dans le temps. Cela est illustré par le témoignage de Petra, femme de ménage d'origine ukrainienne, résidant à Alcântara (en location ; logement partagé avec un autre couple ukrainien), et rencontrée à un moment où elle flânait au bord du Tage, accompagnée de son enfant :

[1] Aucun des répondants de l'enquête réalisée aux *Docas* ne déclare fréquenter les *Docas* pour le déjeuner ou le dîner.

> « *Aujourd'hui, c'est les vacances pour les enfants ! Toute la journée on est restés à la maison... Alors, il faut sortir un peu... On est là pour se promener, on regarde. Voyez comme c'est joli ! Je viens toujours à cette heure, en fin de journée!* [la nuit tombe, les lumières des restaurants et de la marina se sont éclairées ; le vent qui a soufflé toute la journée s'est arrêté] *Je viens tous les jours. Je marche par là, et je vais en direction d'Algès, à pied. Je n'ai jamais bu ici ! C'est trop cher! C'est pas possible de venir... C'est sûr que non* [rires]. » (Petra, sur le site des *Docas*, Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*, 2005).

Si cet extrait traduit une intériorisation de la sélectivité sociale du lieu et du rapport de domination économique qui la sous-tend (et sans doute un comportement de gouvernement de soi), il exprime aussi la possibilité pour cette femme d'utiliser le lieu pour une contemplation paysagère, esthétique et sensible située dans le temps (fin de journée) et dans l'espace (à l'écart de la zone commerciale)[1].

Ce regard distancié apparaît encore plus clairement dans le propos suivant, qui émane de Sergio, un Brésilien installé depuis peu à Lisbonne et actuellement sans emploi, interrogé alors qu'il observait calmement le fleuve :

> « *À Lisbonne, je suis là pour travailler... Je viens du Brésil, je suis là depuis quatre mois, je suis venu seul. Là je ne travaille pas, et je partage une location. Là, je viens ici pour me promener. Depuis que je suis à Lisbonne, je viens ici presque tous les jours. Je pars d'Anjos et je vais jusqu'à Belém, puis je reviens. Je ne connais pas les prix ici ! Je suis là pour me balader. J'aimais beaucoup la plage au Brésil, je vivais sur la côte...* » (Sergio, sur le site des *Docas*, Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*, 2005).

La pratique des *Docas,* et plus globalement des berges du Tage, avec l'activité de promenade, renvoie ici à une dimension plus personnelle et existentielle de l'individu, qui le conduit à occulter complètement certaines qualités du site (en particulier son espace marchand). Cet homme reproduit finalement sur les berges du Tage, au sein d'un nouvel environnement, une habitude associée aux lieux des origines. Une nouvelle fois, l'habitude résiste malgré les changements de contextes, en intégrant de nouvelles contraintes extérieures.

Le réaménagement des *Docas* et des berges du Tage procure donc de nouvelles opportunités de pratiques et d'usages pour toute une frange de la population. La flânerie, plus ou moins longue et située dans le temps, et la contemplation, représentent des usages, certes alternatifs à l'activité modale du lieu (la restauration, la consommation, instaurées comme normes sociales), mais toutefois relativement classiques et peu subversifs. Même s'ils contrarient la circulation recherchée et surtout la volonté des concepteurs de circonscrire la station des promeneurs au sein de l'espace commercial, ils s'inscrivent aussi dans le respect des réglementations produites et finalement des dispositifs spatiaux propres à l'aménagement.

D'autres usages, observés au moment de l'enquête réalisée aux *Docas*, bien que respectueux des règles juridiques se jouent au contraire davantage de ces dispositifs. Ainsi, par exemple, certains pêcheurs se plaisent à détourner le mobilier urbain du site, et en particulier les lampadaires des bords du Tage, afin de soutenir et de stabiliser leurs cannes à pêche. Cet arrangement permet à chaque pêcheur de disposer, sur son emplacement, plusieurs cannes à pêches et ainsi de multiplier les chances de prise. Cette subversion du mobilier urbain lui réinvente une fonctionnalité, mais détourne aussi plus globalement la vocation d'une partie des *Docas,* en produisant un paysage éphémère, cocasse et imprévu.

[1] Pour d'autres individus rencontrés, la connaissance du lieu et de ses rythmes induit, *a contrario*, des venues délibérément situées en dehors des temps de fortes fréquentations (déjeuner, dîner).

Autre exemple, celui de ramasseurs de coquillages, rencontrés à proximité de la marina. Usage quasi-inexistant sur le site avant l'opération urbaine, il est devenu, avec l'aménagement de la marina, une activité plus facilement réalisable. Le bassin offre en effet, en période de basses marées, certaines conditions favorables à la récolte de coquillages, qui sont, bien souvent, destinés à la consommation personnelle ou à la revente informelle.

Mais, cet espace de la marina est aussi utilisé de manière peut être plus imprévue, comme lieu de résidence. J'ai effectivement pu rencontrer, lors des temps d'observation, un individu (employé dans un centre commercial) ayant décidé de vivre à l'année dans son bateau (conditions de confort moyennes ; faible espace habitable), non réellement par intérêt pour la navigation, mais surtout, selon lui, pour palier la montée des prix des loyers ; la location annuelle d'un emplacement dans la marina constituant, à ses yeux, une opération beaucoup plus avantageuse que le paiement mensuel d'un loyer classique. Stratégie économique, ce choix résidentiel révèle aussi la capacité de l'individu à utiliser les équipements mis à sa disposition, de manière réglementaire par l'administration du port maritime (accès en eau, toilettes, douche).

Photographie 7.1. Commerçant ambulant sur le site des *Docas* d'Alcântara

M. Giroud, Alcântara, 2005.

Enfin, parfois, certaines nouvelles activités défient plus ouvertement la légalité juridique et institutionnelle du lieu. J'ai déjà évoqué le choix de certains pêcheurs de ne pas respecter la réglementation de la police maritime et le zonage qui leur a été imposé. Mais surtout, comme tout autre lieu de consommation et de polarisation d'une population socialement favorisée, les *Docas* sont aussi un lieu investi par des commerçants ambulants, pour la vente de produits licites (objets de pacotille, fleurs, etc.) ou illicites (drogues). Dans les deux cas, l'objectif est de rentrer en contact direct avec le client des *Docas*. Au contraire des promeneurs positionnés à distance de l'espace marchand et de ses clients (absence d'interactions entre les usagers), ces commerçants s'inscrivent dans le paysage formel du lieu et dans la recherche de communication et de rencontre. La stratégie commerciale est parfois déambulatoire, parfois stationnaire, comme le montre la photographie 7.1, qui présente un commerçant d'origine indienne ayant positionné à l'entrée de l'allée commerçante, à même le sol, un présentoir de fortune, de gadgets automatisés. Logiquement, la présence de ces commerçants est associée aux moments de fortes fréquentations, que ce soit à l'heure du déjeuner, ou, surtout dès le début de soirée. En dehors de ces temps forts, ils travaillent en d'autres lieux de la ville, tout aussi fréquentés et touristiques : les *Docas* représentent, en effet, une étape au sein d'un parcours quotidien effectué à l'échelle de la ville, ou encore un des lieux d'un système de lieux fortement structuré autour de l'activité professionnelle, de la connaissance des rythmes de fréquentation des sites touristiques lisboètes, et de la mobilité spatiale.

L'ensemble de ces observations confirme donc la capacité de ces différents acteurs à être présents au quotidien sur le site des *Docas*, à investir l'espace aménagé selon des logiques temporelles, d'usages ou spatiales propres. Cet investissement est, pour certains, indépendant du réaménagement du site, pour d'autres au contraire, intimement lié. Mais dans un cas comme dans l'autre, le fait que le projet urbain ait été initialement pensé pour un autre public n'a pas véritablement empêché leur présence au quotidien, le déploiement de leurs pratiques ordinaires et donc leur possibilité d'exister pleinement, en ce lieu. Même si ces pratiques s'accompagnent parfois d'un discours sur la sélectivité sociale de l'accès à l'espace marchand du site, elles relèvent le plus souvent de logiques pleinement assumées, qui participent, finalement, à détourner des dispositifs et des normes qui organisent le lieu : les présences sont, en général, étendues dans le temps, régulières, répétées, parfois rituelles, à l'échelle de la journée ou de la semaine ; les activités développées diffèrent souvent de celles promues par les concepteurs et qui sont relayées par les « usagers-types » ; enfin, les positions occupées *in situ,* lors des temps de fortes fréquentations et de situations potentielles de coprésences, se trouvent d'ordinaire, à l'écart, en retrait, ou dans les interstices de l'espace central marchand, qui reste néanmoins pour eux un espace de passage.

Au final, on peut donc conclure que si des continuités populaires disparaissent des représentations officielles et individuelles du lieu, d'autres, au contraire, se perpétuent, se renouvellent (dans le cas des habitués de longue date) ou se créent (dans le cas des habitués plus récents), grâce aux présences et aux pratiques quotidiennes des individus.

Ces derniers peuvent donc être, pour la plupart d'entre eux, appréhendés comme des habitants du lieu, à la différence de clients ponctuels ou de touristes « primo-arrivants » ; des habitants dont les présences quotidiennes et les pratiques ordinaires - qu'on peut, au passage, assimiler à des pratiques de colonisation, mais aussi de résistance -, contribuent autant que celles des « usagers-types », à marquer le lieu. Ce marquage, qui s'effectue une nouvelle fois de façon involontaire et non consciente, consiste, alors, à édulcorer la vocation commerciale et touristique de l'espace aménagé en en faisant, *in fine*, un lieu commun, relativement accessible.

2. Pratiques et occupations de *Terra do Café*, une cafeteria au sein d'une résidence haut de gamme

L'étude d'un espace aménagé apparemment plus clos (une cafeteria), mais localisé sur la zone d'une opération urbaine mieux intégrée au tissu existant (*Alcântara Rio*), permet de mettre en relief certaines de ces premières observations. Cette étude sera développée à partir des données de l'enquête *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café à Alcântara* (encadré 7.2). La cafeteria *Terra do Café* est localisée au sein de l'aire d'aménagement de l'opération *Alcântara Rio I* (habitat de standing et bureaux), elle-même située à proximité des zones les plus anciennes du quartier d'Alcântara (*Largo de Calvário* et rue de Alcântara) (figure 6.6).

2.1. Une cafeteria de la nouvelle résidence *Alcântara Rio*

L'établissement *Terra do Café* et son personnel composé de cinq personnes (une cuisinière, deux employés, le gérant et sa femme) assurent un service de 8h à 20h (tous les jours, sauf le dimanche) de restauration rapide (viennoiseries, salades, tartes), de débit de boisson (café, sodas, alcools) et secondairement de vente de produits associés à la consommation de café et de thé (cafetières italiennes, théières, thé, graines de café, etc.). La salle principale, structurée autour d'un comptoir qui se dédouble en présentoir, court sur environ vingt-cinq mètres de

long et quinze de large. Une terrasse, donnant sur l'intérieur d'*Alcântara Rio* (espaces verts et éléments minéraux), prolonge l'espace de la cafeteria. Orientée ainsi, la terrasse se trouve préservée des nuisances sonores générées par les voies de communication situées à proximité. De larges baies vitrées sur les faces nord et sud de l'établissement (deux entrées) garantissent une certaine luminosité naturelle (contrariée par la position en rez-de-chaussée et l'orientation des bâtiments alentour). Elles révèlent, par ailleurs, une volonté de tourner l'établissement vers l'extérieur, et de l'inscrire pleinement dans son environnement proche. Cette recherche d'intégration et de cohérence avec le projet *Alcântara Rio* se situe, du reste, aussi dans les choix des gérants en matière de décoration intérieure et de création d'ambiance : le mobilier urbain (luminaires, tables, chaises) est à l'image du projet urbain, c'est-à-dire à la fois raffiné, moderne et sobre ; les murs sont utilisés pour l'exposition permanente de quelques tableaux représentant, en écho avec le nom de l'établissement, des graines et des plantations de café ; le faible niveau sonore d'une musique relayée par des écrans plats fixés aux murs (clips musicaux) crée une ambiance à la fois jeune et branchée, mais qui assure en même temps un certain calme ; des quotidiens et journaux en portugais et en anglais sont mis à la disposition de la clientèle (magazines de voyages, de mode) ; enfin, la climatisation, déterminante en période estivale, assure une température ambiante relativement agréable.

Encadré 7.2. Enquête *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café à Alcântara* (2005) : précisions méthodologiques

L'objectif de l'enquête *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café à Alcântara* est semblable à celui de l'enquête des *Docas*. Il s'agit de questionner la pratique d'un tel lieu, à la fois en termes de fréquentations, d'usages et de temporalités. L'investigation a été menée, ici, sur une journée entière, de l'ouverture (8h) à la fermeture de l'établissement (20h). Elle a, d'une part, consisté en un travail d'observation, à partir d'une grille d'observation et de la réalisation intercalée et cadencée de plans de localisations des clients ; d'autre part, elle a conduit à passer des questionnaires à certains clients de la cafeteria (utilisation du même questionnaire que pour les *Docas*) ; le principe ayant été d'interroger des clients de manière continue, tout au long de la journée. La sélection des personnes interrogées a finalement été faite selon les opportunités liées aux conditions de l'enquête et aux disponibilités des individus. Comme cela a été dit dans le chapitre 3, l'enquête n'a pu se dérouler qu'en accord avec le gérant du café, accord obtenu suite à une fréquentation quasi-quotidienne du lieu pendant près de deux mois. Faisant suite aux conseils du gérant, l'enquête a été effectuée en milieu de semaine (un mercredi) ; jour qui, malgré son statut particulier en matière de rythmes scolaires, est selon lui représentatif des fréquentations les plus habituelles du lieu[1]. Au total, 19 personnes ont été interrogées sur l'ensemble de la journée : des résidents d'*Alcântara Rio* (6 cas), des individus travaillant sur le site d'*Alcântara Rio* (4 cas) ou à proximité immédiate (2 cas), des résidents d'Alcântara (hors *Alcântara Rio*) (7 cas).

L'ensemble de ces éléments décoratifs et environnementaux garantit en outre la distinction de l'établissement par rapport aux cafés ou aux cantines plus traditionnels, qu'on trouve à foison dans la partie ancienne d'Alcântara. La création d'une ambiance particulière, les choix en matière d'organisation de l'espace interne du café, mais aussi les tarifs appliqués, tous supérieurs à ceux qu'on peut trouver dans des établissements plus traditionnels, contribuent ainsi à définir les contours d'une clientèle, plutôt aisée, et à orienter certains usages du lieu[2].

On note, dès lors, que cette volonté d'identification ne s'appuie pas sur la référence au passé, industriel et ouvrier, du quartier et du site (pourtant symbolisés, à l'échelle de l'opération, par

[1] Le gérant a néanmoins pris le soin de me préciser que les fins de mois (l'enquête à été faite à la fin du mois de juin 2005) représentent des temps caractérisés par de légères baisses de fréquentation.

[2] Par exemple, à l'inverse des cantines portugaises où le comptoir est un lieu investi pour se restaurer ou pour discuter, dans la cafeteria *Terra do café*, l'absence de tabourets au comptoir induit l'installation en salle, ou en terrasse, et rejette la station debout.

certains éléments architecturaux et figuratifs). Les représentations de continuités populaires apparaissent, en effet, complètement écartées des choix d'aménagement et de décoration intérieurs, et donc, *de facto*, de la stratégie commerciale de l'entrepreneur.

2.2. Rythmes quotidiens de la cafeteria *Terra do Café*

Le tableau 7.3 ainsi que les plans présentés sur la figure 7.2 offrent un aperçu des rythmes et des présences qui ont animé la cafeteria *Terra do Café,* un mercredi du mois de juin 2005.

On observe les plus fortes fréquentations pour les intervalles 8h-9h45, 10h45-11h30 et 12h30-14h30. Entre 8h et 9h45, on assiste principalement à la présence de clients qui résident ou travaillent sur le site d'*Alcântara Rio*. Seuls pour la plupart, ils viennent boire un café, prendre un petit-déjeuner ou lire le journal. Comme le montre la configuration de l'occupation observée à 9h30 (figure 7.2), les individus se distribuent sur l'ensemble de l'espace de la cafeteria, selon les disponibilités de places assises. Les postures sont stationnaires, plus rarement en mouvement, mais dans tous les cas liées à des pratiques peu étendues dans le temps. On note que règne, d'une manière générale, une ambiance calme, rythmée par le son maîtrisé d'une musique lointaine, et finalement peu animée d'interactions entre les différents individus en présence (clients et personnel).

La fréquentation se diversifie sensiblement entre 10h45 et 11h30. Si de nombreux clients viennent encore seuls, pour lire le journal et boire un café (c'est le cas des résidents d'*Alcântara Rio*), on aperçoit, de plus en plus, la présence de petits groupes, de 3 à 5 personnes (figure 7.2). Ces groupes sont composés de cadres ou d'employés d'*Alcântara Rio*, mais aussi d'étudiantes d'une école formant aux métiers des instituts de beauté, localisée sur le site aménagé. Ces présences contribuent, de fait, à féminiser assez nettement la clientèle. La cafeteria est pratiquée comme lieu de réunion de travail (autour d'un café et d'une pâtisserie), mais aussi comme lieu de pause. On remarque, en outre, que la cafeteria représente aussi un lieu de restauration passagère pour des ouvriers travaillant sur *Alcântara Rio* (chantier toujours en cours en 2005). Dans l'intervalle temporel considéré, plusieurs groupes de 2 à 3 ouvriers se sont ainsi succédés au bar de la cafeteria pour boire un café. De manière similaire à la tranche précédente, on observe peu d'interactions directes entre les clients coprésents. On note, tout de même, une multiplication des échanges entre des membres du personnel et les résidents d'*Alcântara Rio*, venus seuls, et qui incarnent des habitués du lieu.

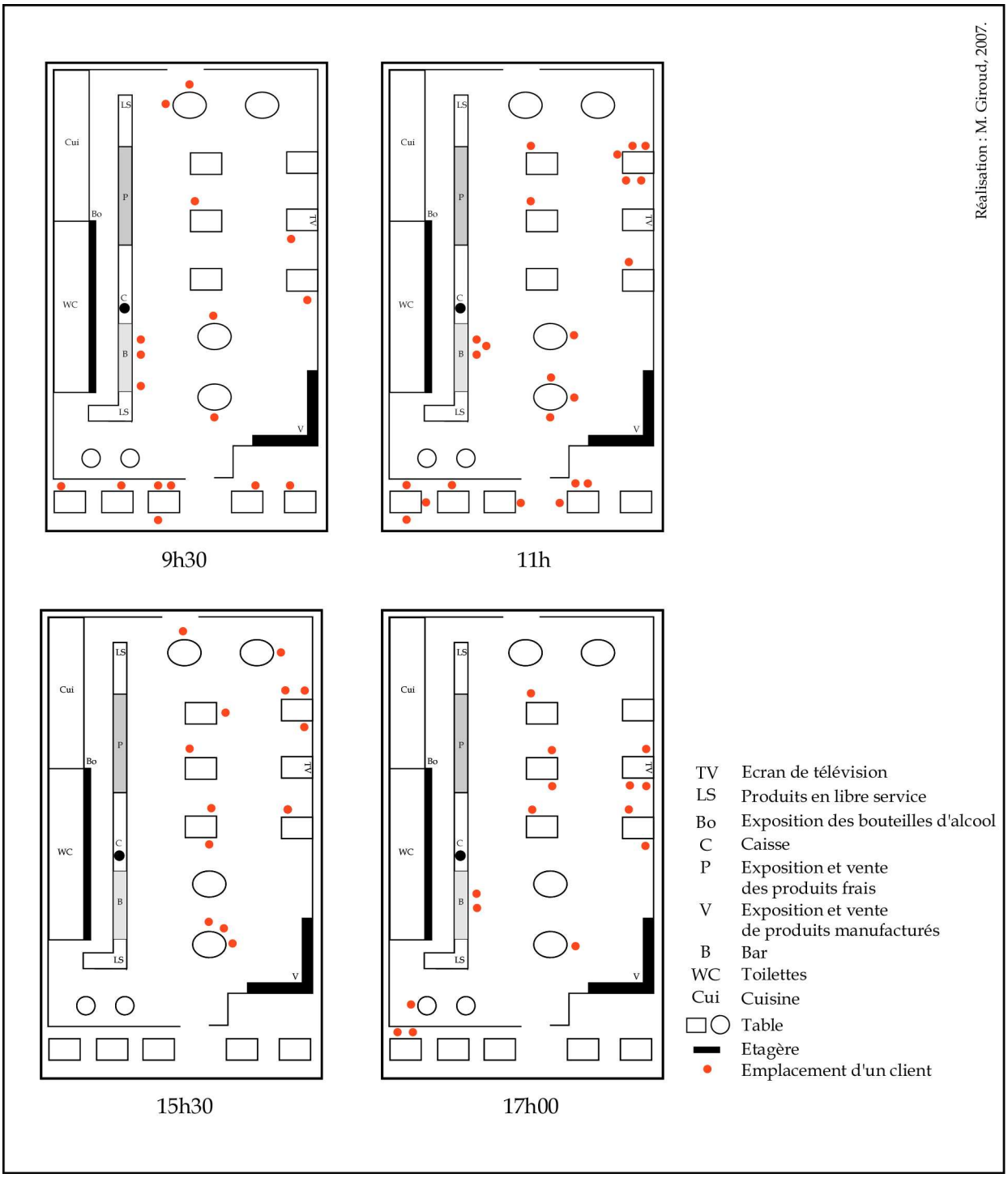
Le troisième intervalle temporel le plus fréquenté (12h30-14h30) correspond au moment du déjeuner. Il représente un temps fort du rythme quotidien de l'établissement : jusqu'à 42 personnes présentes, au même moment, ont pu être dénombrées. La clientèle est essentiellement composée de cadres et d'employés d'*Alcântara Rio*, venus pour la grande majorité en groupes de 2 à 5 personnes. Comme pour la tranche précédemment examinée, cette fréquentation de groupes participe à produire une ambiance plus bruyante et animée. On remarque, d'ailleurs, que les interactions dépassent les groupes initialement formés : les clients se reconnaissent et n'hésitent pas à échanger quelques mots entre eux. La cafeteria prend, au cours de cette tranche horaire, des allures de cantine administrative.

Tableau 7.3. Rythmes de la cafeteria *Terra do Café* à Alcântara (juin 2005)

Tranches horaires (en gris : voir plans de la figure 7.2)	Niveau de fréquentation et de rotation + nombre max. de clients coprésents	Remarques sur les formes de la fréquentation	Usages dominants	Formes d'interactions observées
8h-9h45	Elevée (37).	- individus seuls + groupes de 2 et 3 - fréquentation de passage ou stationnaire - cadres, travaillant sur le site d'*Alcântara Rio* et résidents *d'Alcântara Rio*	- petit déjeuner - café - lecture journal - discussions	- peu d'interactions avec le personnel (gérant + employé 1) autres que marchandes - peu de discussions entre clients venus séparément
9h45-10h45	Faible (10).	- individus seuls - fréquentation stationnaire - personnes ne résidant pas ou ne travaillant pas à *Alcântara Rio*	- petit déjeuner - café - lectures	- peu d'interactions avec le personnel (gérant + employé 1 + cuisinière) - pas de discussions entre clients venus séparément
10h45-11h30	Elevée (33).	- groupes de personnes de 3 à 5 personnes - fréquentation stationnaire et de passage - étudiantes de l'école d'esthétique localisée sur *Alcântara Rio* - cadres et employés d'*Alcântara Rio* - résidents d'A*lcântara Rio* -féminisation de la clientèle : résidentes du quartier avec enfants - passages alternés d'ouvriers d'un chantier localisé sur *Alcântara Rio*	- café/jus d'orange - discussions - réunions de travail	- discussions ponctuelles entre la cuisinière et une femme jouant avec son enfant - peu d'interactions avec le personnel (gérant + gérante + employé 1) - peu d'interactions directes entre les clients venus séparément
11h30-12h30	Faible (6).	- individus seuls - fréquentation stationnaire et secondairement de passage - personnes ne résidant pas ou ne travaillant pas à *Alcântara Rio*	- pause de l'employé 1 en alternance avec le déjeuner du gérant - café - lectures - travail/études	- peu d'interactions avec le personnel (gérant + gérante + employé 1 + cuisinière) - peu d'interactions directes entre les clients venus séparément
12h30-14h30	Elevée (42).	- individus en groupes de 2 à 5 personnes - fréquentation stationnaire - cadres et employés d'*Alcântara Rio*	- déjeuner - discussion	- peu d'interactions avec le personnel (gérant + gérante + employé 1 + cuisinière) - interconnaissance entre clients venus séparément (salutations, discussion ponctuelle)
14h30-16h30	Moyenne (19).	- individus seuls ou en groupe de 2 ou 3 personnes. - fréquentation stationnaire - résidents d'*Alcântara Rio* - personnes ne résidant pas ou ne travaillant pas à *Alcântara Rio*	- déjeuner ; pause repas de l'employé 1 - café - lecture - discussions	- départ du gérant et de la cuisinière - discussions entre résidents d'*Alcântara Rio*
16h30-18h30	Moyenne (15).	- individus seuls ou en groupe de 2 ou 3 personnes - fréquentation stationnaire - personnes ne résidant pas ou ne travaillant pas à *Alcântara Rio*	- café ; bière - lectures - discussions	- arrivée de l'employé 2, retour du gérant et départ employé 1 - discussion gérant /clients - échanges entre clients venus séparément ; discussions rapides et informelles ; salutations et interconnaissance
18h30-20h	Moyenne (16).	- individus en groupes de 2 ou 3 personnes - fréquentation stationnaire - cadres et employés d'*Alcântara Rio* - étudiante de l'école d'esthétique - résidents d'*Alcântara Rio* - lycéens d'Alcântara - personnes ne résidant pas ou ne travaillant pas à *Alcântara Rio*	- café ; sodas, bières - discussions	- départ gérante - longue discussion entre le gérant et une cliente - peu d'interactions directes entre les clients venus séparément

Source : M. Giroud, *Enquête Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café à Alcântara*, 2005.

Figure 7.2. Localisations des clients dans la cafeteria *Terra do Café* d'Alcântara, à 9h30, 11h, 15h30 et 17h (juin 2005)



Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café à Alcântara*, 2005.

Le tableau 7.3 montre, *a contrario*, deux tranches horaires (9h45-10h45 et 11h30-12h30) qui se définissent par une faible fréquentation et une rotation limitée de la clientèle. Ces deux intervalles, qui encadrent un temps fortement rythmé, sont relativement semblables. Ce sont des moments qui impliquent, finalement, une plus grande diversité sociale des individus : on retrouve encore des résidents d'*Alcântara Rio*, mais aussi plusieurs individus en provenance de l'extérieur de l'aire aménagée, et habitant à Alcântara. Aucune interaction réelle entre ces différentes clientèles n'est, toutefois, à relever : la cafeteria est pratiquée pour son calme et sa

tranquillité, favorables, entre autres, à la lecture d'un quotidien ou à la révision d'examens universitaires.

Le tableau 7.3 révèle, enfin, trois derniers temps, tous situés dans la seconde moitié de la journée, après 14h30, et caractérisés par une fréquentation d'intensité et de rotation moyennes. On voit, lors de ces intervalles, que les durées de présence s'allongent aussi nettement dans le temps. Cette transformation de la pratique du lieu est liée à la forte réduction de l'activité globale de l'établissement (après le déjeuner), ainsi qu'à la recréation d'une ambiance apaisée, déjà observée en matinée. Entre 14h30 et 16h30, on remarque de nouveau une importante fréquentation d'individus seuls, résidents d'*Alcântara Rio* ou de l'extérieur du site de l'opération. Tous choisissent un emplacement à l'intérieur de la cafeteria climatisée (figure 7.2) : certains prennent leur déjeuner (en décalage avec la forte affluence), d'autres se contentent, au contraire, d'un café. On remarque que les résidents d'*Alcântara Rio* n'hésitent pas à échanger entre eux, voire à s'interpeller. En revanche, peu d'interactions avec les autres clients de la cafeteria sont à évoquer.

Cette situation évolue, cependant, à partir de 16h30. La clientèle semble en effet se renouveler au profit des individus, venus seuls ou en couple, en provenance de l'extérieur de l'aire aménagée (et dont la plupart réside à Alcântara). Les résidents ou les employés d'*Alcântara Rio* sont, dès lors, selon les situations, minoritaires ou complètement absents. On remarque que les individus privilégient de nouveau l'intérieur de l'établissement (figure 7.2), pour boire un café ou une bière, pour lire, discuter, ou encore pour se laisser distraire par l'écran du téléviseur mis en marche par un employé récemment arrivé. Si l'ambiance générale de la cafeteria reste relativement calme, on relève, malgré tout, une multiplication des situations d'interactions entre clients venus séparément, ou avec le personnel ; les individus n'hésitant pas à se saluer ou à se parler brièvement.

La dernière tranche horaire, qui débute à 18h30 et se termine avec la fermeture de l'établissement, implique une clientèle plus diversifiée socialement. On voit se joindre, à cette clientèle composée avant tout d'habitants du quartier d'Alcântara, des résidents, des cadres et des employés d'*Alcântara Rio*, des étudiantes de l'école d'esthétique, mais aussi des lycéens d'un établissement scolaire localisé à proximité, dans la partie ancienne du quartier. Tous viennent en groupe de 2 ou 3, pour se restaurer, se désaltérer (cafés, sodas) et clore la journée de travail par une discussion entre pairs. On relève, en effet, peu d'interactions directes entre les clients venus séparément.

Cette description générale des rythmes de la fréquentation de la cafeteria montre une diversité des logiques de la pratique du lieu. Tous les clients n'investissent ainsi pas la cafeteria *Terra do Café* selon les mêmes modalités et pour les mêmes raisons. La section qui suit s'attache justement, à partir de l'analyse des questionnaires de l'enquête *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café à Alcântara,* à préciser la caractérisation sociale des clientèles en présence et le statut octroyé par chacune d'entre-elles au lieu étudié.

2.3. Significations des pratiques de *Terra do Café*

2.3.1. *Terra do Café*, une antichambre ou un seuil pour les résidents d'Alcântara Rio

D'après les observations, *Terra do Café* apparaît fortement investi par les résidents d'*Alcântara Rio*. C'est aussi, ce que confirment les résultats de l'enquête par questionnaires.

Les 6 individus (4 hommes et 2 femmes) interrogés, et relevant de cette première catégorie d'usagers, appartiennent tous aux catégories sociales supérieures : ils sont salariés du secteur privé (directeur d'une compagnie de construction d'hôtels en Algarve, gestionnaire d'une entreprise, professeur dans une université privée de Lisbonne), travaillent à leur compte (réalisateur pour la télévision, photographe) ou sont des anciens cadres de la fonction publique (chef d'un service ministériel Agriculture et forêts en Angola). Ils résident tous dans un appartement d'*Alcântara Rio* de plus de deux pièces, en compagnie de leur conjoint(e) et, le cas échéant, de leurs enfants. Mise à part la présence d'un locataire (par ailleurs propriétaire d'une villa sur la côte ouest), tous sont propriétaires de leur logement.

Cinq de ces usagers sont venus seuls à *Terra do Café*. Ils adoptent pour quatre d'entre eux, dès leur arrivée dans le café, une position stationnaire ; la cinquième personne, plus mobile, papillonne un temps (discute avec d'autres clients, puis avec un employé) avant de s'asseoir à son tour. Une seule personne est donc venue accompagnée, d'un autre adulte et d'un enfant en bas âge. Les choix de l'emplacement dans la cafeteria semblent dépendre principalement de l'heure d'arrivée et donc de la température extérieure. Les clients interrogés lors de la première tranche horaire (8h-9h45) et de la dernière (18h30-20h) privilégient la terrasse ; *a contrario* des autres, recherchant, en milieu de journée, la fraîcheur de l'établissement climatisé.

Terra do Café représente un lieu très apprécié, que ce soit pour son ambiance (« *agréable* » ; « *c'est un bon espace pour se relaxer, s'asseoir, lire les journaux, passer des appels téléphoniques... Je bois un café et je peux faire toutes ces autres activités en même temps ! Les employés sont sympas !* »), ses qualités environnementales et esthétiques (« *sympathique, lumineux* » ; « *c'est bien ! C'est radieux* ! »), son caractère fonctionnel (« *c'est pratique !* »), ou sa fréquentation (« *c'est un lieu de rencontre très sympathique. On reconnaît les visages. Moi, cela fait quatorze ans que je suis à Lisbonne, je ne veux pas être assimilé à un touriste...*»). Cette satisfaction concorde avec une appréciation généralement positive du logement[1], du projet *Alcântara Rio,* mais aussi du quartier d'Alcântara dans son ensemble.

A la question « Selon vous, qui fréquente *Terra do Café* ? », les enquêtés confirment l'influence des résidents d'*Alcântara Rio* dans le marquage du lieu : « *des personnes qui vivent ici ou travaillent ici, à Alcântara Rio ; des étudiants ; des gens de classe moyenne ou haute* » ; « *des habitants d'Alcântara Rio ; des employés des bureaux* » ; « *les gens d'Alcântara Rio et ceux des commerces, des boutiques* ». Mais on relève aussi des réponses plus nuancées ou plus floues, soulignant une certaine ouverture du lieu à d'autres catégories de population : « *essentiellement le voisinage d'Alcântara Rio ; les employés de bureaux qui viennent déjeuner ; aussi des autres personnes d'Alcântara, mais en moins grand nombre* » ; « *un carrefour de personnes. J'aime aller déjeuner ou dîner dans les tascas, qui sont aussi des carrefours... mais ici aussi. Le Portugal, c'est bien pour ça, c'est qu'il n'y a pas de grande hiérarchie* » ; « *des gens très bien, des gens bons ; des employés sympathiques ; mais il y a aussi de la vente de drogues...* ».

Cette satisfaction à l'égard de la cafeteria explique, en partie, une pratique régulière et répétée du lieu, à l'échelle de la journée (plusieurs fois dans la même journée, y compris le week-end ; tous les jours, week-end compris) ou, plus secondairement, à l'échelle de la semaine (deux à trois fois par semaine). Le jour de l'enquête, les durées des présences observées oscillent entre trente minutes et une heure quinze ; des présences qui s'observent principalement aux tranches horaires les plus fréquentées de la journée.

C'est en tant que lieu de consommation, mais aussi de détente (lectures des journaux) ou de discussion entre pairs, que ces résidents d'*Alcântara Rio* ont intégré *Terra do Café* à leur système de déplacements et de lieux pratiqués au quotidien. C'est ce qu'illustre, par exemple, le cas de

[1] Même si quelques critiques sur la chaleur des appartements, le bruit nocturne, ou encore la qualité de la construction sont parfois émises.

Joseph, dont le cheminement quotidien a été représenté dans la figure 6.2 : Joseph quitte, en effet, son logement vers 11h, pour se rendre directement à *Terra do Café*, à un moment où la fréquentation est habituellement forte. Il s'installe une première fois en terrasse pour prendre son petit-déjeuner, qu'il terminera accompagné d'un voisin rencontré vers 11h30. A la suite du départ de ce dernier, Joseph décide de changer d'emplacement, et s'installe alors dans la salle principale, afin de lire tranquillement la presse quotidienne. Il quittera la cafeteria vers 12h30, avant la hausse de la fréquentation de 13h.

Une telle façon de pratiquer le lieu caractérise – certes avec des décalages temporels - les cheminements de la plupart des résidents d'*Alcântara Rio* interrogés : l'un d'eux, un directeur écossais d'une entreprise de construction, vient prendre son petit déjeuner tôt le matin, après une séance de sport, et avant le début de la journée de travail ; un autre, photographe à son compte, préfère venir déjeuner, en début d'après-midi, après avoir travaillé à son domicile toute la matinée, et avant de se déplacer pour un rendez-vous professionnel dans le centre de Lisbonne, etc.

Dans chacun des cas, *Terra do Café* représente une sorte d'annexe au logement ; un « espace sur lequel ouvre d'autres espaces » (Joseph, 2000 : 53), à la fois antichambre (qui ouvre sur l'espace privé) et seuil (qui ouvre sur d'autres espaces collectifs publics ou privés) ; un lieu de proximité habité, utile pour sa fonctionnalité, mais aussi recherché pour sa convivialité, et les formes d'interactions, plus ou moins directes, qui s'y déroulent.

2.3.2. Les pratiques de *Terra do Café* chez les employés et les étudiants d'*Alcântara Rio* : la cafeteria de la pause

Les observations ont par ailleurs montré que *Terra do café* était aussi intensément pratiqué par des individus travaillant sur le site d'*Alcântara Rio*, que ce soit au sein de boutiques et d'agences, dans des bureaux ou dans un établissement universitaire privé (tableau 7.3). L'enquête par questionnaire corrobore ces premiers résultats : 6 clients interrogés exercent une activité professionnelle, ou suivent une formation, localisées sur *Alcântara Rio* et dans ses alentours.

Ce second groupe d'usagers comprend à la fois des cadres du public (architecte pour la municipalité de Lisbonne) ou du privé (agent immobilier ; administrateur d'une entreprise de commerce maritime), des employés (employée d'une agence de voyage), ou des étudiants (formation aux métiers des instituts de beauté). Tous résident en dehors d'Alcântara, et même, à l'exception d'un cas, en dehors des limites du *concelho* de Lisbonne.

La venue à la cafeteria s'effectue soit solitairement, soit en petit groupe. Les accompagnants sont à chaque fois des collègues de travail ou des camarades de classe. Tous adoptent une position assise et stationnaire dans le café, privilégiant encore une fois l'espace intérieur climatisé.

La pratique du lieu concorde, une nouvelle fois, assez logiquement, avec un sentiment de satisfaction. À la question « Quels mots utiliseriez-vous pour décrire ce lieu ? », tous les enquêtés s'accordent pour vanter l'ambiance du lieu, en insistant notamment sur la qualité de l'accueil du personnel (« *agréable, accueillant, sympathique* » ; « *série télé, cafétéria, sympa* » ; « *agréable, ambiance, sociable* » ; « *bonne ambiance, employés sympathiques* » ; « *agréable, espace sympathique pour boire un café ou pour déjeuner* » ; « *c'est le top ! Excellent !* ») ; mais aussi sur l'originalité de la décoration intérieure qui contribue à distinguer la cafeteria de lieux plus traditionnels du quartier (« *raffiné et alternatif, à l'image d'Alcântara Rio* »).

Pour ces usagers, la fréquentation de l'établissement est, avant tout, celle de personnes travaillant ou vivant à *Alcântara Rio* : « *des personnes d'Alcântara Rio, des bureaux, de l'école, de la*

banque » ; « *des gens des bureaux autour, la plupart...* » ; « *des gens qui vivent à Alcântara Rio* » ; « *des gens qui travaillent ici, qui ont des cours, des gens qui habitent là* » ; « *les gens qui viennent là ne viennent pas exprès, d'ailleurs, pour boire un verre* ». Certains de ces clients complètent même leur représentation en faisant référence à la sélectivité sociale du lieu : « *pas toutes les personnes : des classes moyennes et élevées apparemment...* » ; « *des jeunes filles très apprêtées* » ; « *des gens de la télé* », « *des gens qui ont une capacité économique : ce n'est pas forcément très cher, mais on peut trouver ailleurs une assiette chaude, meilleure et moins chère...* ». Seuls deux témoignages évoquent la présence de personnes ne travaillant pas ou ne résidant pas forcément à *Alcântara Rio* : « *des gens qui travaillent à Alcântara* » ; « *il y a des personnes qui viennent de loin parce qu'elles connaissent le café ; elles viennent ici ! A certaines heures, c'est tout plein ici !* ».

Deux formes de fréquentation, à l'échelle de la journée, ont particulièrement été observées : la première est ponctuelle et limitée dans le temps (moins de trente minutes) ; la seconde se réfère à des pratiques ponctuelles, très courtes, mais répétées plusieurs fois dans la journée (pratique discontinue dans le temps). Les venues sont aussi très régulières, à l'échelle de la semaine (plusieurs fois par jour, week-ends exclus ; une fois par jour, tous les jours de la semaine, week-ends exclus ; enfin, une fois par semaine).

De manière similaire au groupe précédent, la cafeteria est, avant tout, pratiquée pour se restaurer (déjeuner, goûter, boire un café ou un soda), se détendre (lecture des journaux) ou pour discuter entre pairs. Mais, comme le montrent les observations, la cafeteria est aussi utilisée pour la réalisation de réunions informelles ou de discussions professionnelles spontanées. Pour ces usagers, *Terra do Café* est par définition le lieu de la « pause », même si cette pause reste agrémentée d'échanges professionnels : un lieu à la fois complémentaire et différencié du lieu de travail, un lieu fonctionnel parce que proche géographiquement du lieu d'activité, et suffisamment « dépaysant » pour rompre le rythme de travail.

2.3.3. Pratiquer la cafeteria sans résider ou travailler à *Alcântara Rio* : coloniser un nouveau lieu pour sa différence ?

Les observations ont aussi révélé la présence de clients ne vivant ou ne travaillant pas au sein de la résidence *Alcântara Ri*o. L'enquête par questionnaires identifie, en effet, un troisième groupe d'usagers de *Terra do Café*, composé d'individus qui résident et/ou qui travaillent à Alcântara, en dehors de la zone aménagée.

La composition socio-professionnelle de ce groupe (4 femmes et 3 hommes) apparaît plus diversifiée que celles des deux premiers types d'usagers. Elle reste, malgré tout, fortement marquée par la présence d'étudiants ou de lycéens vivant dans le quartier (3 étudiants, 1 lycéenne), confirmant ainsi la polarisation du lieu pour une clientèle jeune. On remarque toutefois que, parmi les étudiants recensés, 2 d'entre eux sont en situation de reprise d'études (inscrits dans des universités privées de Lisbonne) et ont, en parallèle, un emploi régulier (dans des entreprises commerciales). On trouve, en outre, dans ce groupe, un commerçant d'Alcântara (coiffeur dans un salon situé à proximité), une enseignante, exerçant à la fois dans le secondaire et dans le supérieur privé, enfin une retraitée, ancienne fonctionnaire de la sécurité sociale (le cas d'Elisabeth, figure 6.3).

La variété sociale de ce groupe se décline aussi en termes de situations résidentielles. La quasi-totalité des personnes interrogées réside dans des appartements de plus de deux pièces (un seul individu vit en studio), mais la moitié d'entre elles avec le statut de locataire. Elles résident, cependant, presque toutes, depuis plus de quinze ans dans le quartier. Certaines d'entre-elles déplorent la dégradation et l'ancienneté de leur logement ; d'autres, au contraire, se déclarent satisfaites de leur logement ancien, qu'il ait été réhabilité ou non. Enfin, un seul de ces clients (le coiffeur) est propriétaire d'un logement neuf, dans l'autre opération haut de gamme du

quartier, la résidence fermée *Alcântara Residence*. Au final, ce groupe présente une grande diversité sociale, comprenant à la fois des individus plutôt aisés, et d'autres issus des milieux populaires.

L'appréciation à l'égard du lieu est une nouvelle fois positive. Les usagers louent la qualité de l'ambiance créée (« *agréable* », « *avec de la lumière* », « *ample* »), son originalité (« *moderne* », « *captivant* »), la valeur de l'accueil (« *accueillant* » ; « *employés sympathiques* » ; « *sympathique* »), l'animation du lieu (« *beaucoup d'agitation* ») ou, au contraire, sa tranquillité (« *tranquille* » ; « *calme* »).

Les représentations de la fréquentation sont, quant à elles, unanimes : elle relève avant tout de populations aisées, pour la plupart résidant ou travaillant à *Alcântara Rio* : « *des habitants, des écoliers, des professionnels, qui travaillent là dans les bureaux* », « *classes moyennes et élevées* », « *classes moyennes ; ceux qui travaillent ici, dans les bureaux; un certain niveau culturel !* », « *tous les gens ! Mais plus des intellectuels, des avocats, des professeurs ; plutôt les classes moyennes et élevées* », « *des étudiantes de l'école d'esthéticienne ; des habitants d'Alcântara Rio ; des employés de la zone* », « *niveau social moyen et élevé* ».

À la différence de ce qui a pu être observé précédemment, la fréquentation du café est souvent longue (au moins une heure ; jusqu'à parfois plus de deux heures) et continue dans le temps ; et les moments privilégiés sont ceux où la fréquentation est moyenne ou faible (11h30-12h30 ; après 14h30). En revanche, à l'image, cette fois, des deux premiers groupes d'usagers, la pratique du lieu est aussi régulière et répétée, à l'échelle de la journée, ou à celle de la semaine.

Cette pratique régulière apparaît, dans les témoignages, comme un moyen de pallier les insuffisances du quartier en matière d'espaces publics ou de services de proximité. Si les représentations sont, chez ces individus, globalement favorables au quartier, la qualité de ses espaces publics est, *a contrario*, souvent critiquée. Par conséquent, pour chacun de ces usagers, l'acte de consommer n'est jamais la seule justification à la venue : souvent fréquenté de façon solitaire, la cafeteria est décrite comme un lieu propice à la lecture (« *je viens prendre un café et lire le journal* » ; « *c'est un espace agréable et tranquille, c'est bon pour lire les journaux. L'esplanade est agréable, il y a de la nature ! Pas beaucoup et artificielle, certes, mais c'est agréable* » ; « *C'est plus joli ici, tranquille... pour lire, boire un coup, et puis il y a une esplanade, une terrasse alors qu'ailleurs dans le quartier il n'y en a pas* »), ou encore pour étudier (« *c'est calme pour étudier* » ; « *je viens boire un café et je viens étudier... toujours le matin. Je fais ça juste dans cet endroit. Parfois, je vais à la bibliothèque municipale. Mais je n'étudie pas à la maison* »). En revanche, cette fréquentation solitaire n'est pas antinomique de la volonté de rencontrer d'autres personnes. Au contraire, la cafeteria est aussi ouvertement présentée, par certains, comme un lieu d'interactions (« *Je trouve l'ambiance agréable, c'est vraiment très bien, il y a des gens différents... Je viens souvent, même si j'ai des problèmes de déplacement* ») et comme un lieu de rencontres espérées (« *il y a beaucoup de jolies filles ici, les étudiantes de l'école d'esthéticiennes* ! »).

Terra do Café représente dès lors un « ailleurs » pour la plupart de ces résidents d'Alcântara, qu'ils soient nouveaux venus ou résidents anciens. La nature de la clientèle, les choix architecturaux et décoratifs, mais aussi l'appartenance à un espace aménagé plus vaste, font de la cafeteria un nouveau lieu de proximité, qui se distingue des débits de boissons et autres cantines, plus traditionnels du quartier. L'intervention urbaine a, dans ce sens, créé des conditions inédites pour des pratiques et de nouveaux usages d'un site, autrefois destiné à l'activité industrielle. Pratiquer *Terra do Café* apparaît, alors, comme une opportunité de côtoyer d'autres groupes sociaux, d'investir un environnement moderne et valorisant socialement, tout en compensant certaines frustrations liées aux conditions de logement ou à la nature des autres espaces collectifs du quartier.

De fait, les présences répétées de ces résidents d'Alcântara, parfois d'origine sociale modeste, contribuent au rythme et au marquage du lieu. Dans le prolongement des résultats du chapitre 6, l'enquête réalisée *in situ* confirme que ces résidents assurent de nouvelles continuités populaires au sein de tels lieux de l'intervention : ces continuités se déploient, néanmoins, avant tout, aux moments de faibles ou de moyennes fréquentations, comme si la confrontation à la diversité sociale devaient aussi être contrôlée. La pratique de la cafeteria implique donc une connaissance des rythmes de l'établissement, de sa fréquentation, de ses ressources. Cette connaissance est utile à l'individu, dans la perspective de son appropriation du lieu, du réaménagement, voire du détournement de certaines de ses vocations. L'observation montre, en effet, que certaines des pratiques et des usages réalisés, sans bouleverser fondamentalement les normes sociales et fonctionnelles qui organisent le lieu, se distinguent sensiblement des pratiques et usages modaux de la cafeteria.

Les présences, souvent longues, se structurent autour d'un seul acte de consommation, en général modeste (consommation d'un café) ; mais qui suffit pour profiter entièrement des ressources du lieu (libre-service en eau, magazines, écran de télévision, climatisation). Le cas d'Elisabeth, retraitée âgée et résidente du secteur *Quinta do Jacinto*, illustre bien la capacité de certains habitants locaux à se servir du changement urbain en cours : la venue à *Terra do Café* s'intègre dans un cheminement quotidien réalisé en grande partie à l'échelle du quartier (figure 6.3). La cafeteria est pratiquée pendant près de deux heures, en fin d'après-midi, à partir de 16h30, à un moment où la fréquentation est peu importante. On voit qu'Elisabeth sait se servir parfaitement de son acte de consommation (achat d'un café) pour profiter entièrement de ce que lui procure le lieu : assise, seule, dans la salle principale, à proximité de l'écran de télévision (figure 7.2), Elisabeth épluche, les uns après les autres, tous les magazines mis à sa disposition, tout en n'hésitant pas à écouter calmement les conversations des personnes installées autour d'elle. De manière régulière, Elisabeth se lève de sa chaise, et se déplace pour se resservir en eau fraîche, laissée en libre-service au niveau du bar[1]. De manière comparable, on peut évoquer le cas d'une étudiante qui se sert de sa consommation pour étudier, à la même place, dans le calme et la fraîcheur, pendant plusieurs heures de l'après-midi ; ou celui d'un jeune homme, présent chaque jour, pour séduire les étudiantes de l'école d'esthéticiennes.

Cette faculté à réinterpréter le lieu peut être aussi plus subversif. Le cas de Pedro, résident de *Alto da Cruz*, dont le cheminement quotidien a été représenté dans la figure 6.2, montre comment un nouveau lieu comme *Terra do Café* est utilisé pour le déploiement d'usages plus déguisés, car illicites ; des actes aussi présentés comme des actes délibérés de résistance, face à l'évolution sociale en cours :

> « *A Alcântara, tu as tous les deals illégaux. Toutes les choses possibles... drogues, voitures, téléphones... Je peux t'en vendre un à 150 euros au lieu de 450 euros ! C'est à mon nom, ce n'est pas volé, j'ai les papiers, signés... C'est un autre marché, c'est le marché noir. Les personnes d'ici* [d'Alcântara Rio] *que je connais me connaissent aussi et savent que je vis là bas* [dans Alto da Cruz]. *Ils me demandent si je peux leur trouver des ordinateurs portables. Ici, c'est 500 euros alors qu'officiellement c'est 2 000. On a un code du silence ! Pour se protéger, on est comme une forteresse pour contrecarrer les condominiums fermés... Et on a des espions dans la forteresse ennemie ! Comme moi ici... C'est stratégique. Moi, je suis sur l'intersection des lieux ! Je suis de là-bas, mais je parle avec tout le monde ici. Moi je suis respecté. Tout le monde me respecte.* » (Pedro, à la cafeteria *Terra do Café* d'Alcântara, juin 2005).

[1] Il faut évoquer les attitudes globalement permissives et tolérantes des gérants et des employés, en effet, peu regardants sur le temps de présence, en fonction du type de consommation. Ces attitudes sont aussi à rapprocher du fait que ces présences se situent presque toujours à des moments de moindre fréquentation.

Ces différents exemples montrent donc plusieurs déclinaisons de la colonisation de la cafeteria par certains résidents d'Alcântara. Ces pratiques assurent à ces individus un accès aux ressources sociales, matérielles et idéelles du nouveau lieu et soulignent, en même temps, leur faculté à réaménager, selon des logiques multiples, les contraintes imposées par la conception et le projet commercial du lieu. Si les présences sont souvent longues, répétées et situées dans le temps (à des moments moyennement fréquentés), elles s'associent à des usages variés (lecture, études, contemplation, séduction, trafic) qui dépendent de la position sociale des individus impliqués.

Au total, à l'instar des observations menées sur les *Docas*, cette étude de *Terra do Café* a permis d'appréhender des formes de continuités qui s'insinuent au sein de projets en rupture avec les caractéristiques populaires du quartier. En revanche, à la différence des continuités observées sur les *Docas*, celles qui rythment la cafeteria sont majoritairement produites par des résidents plus ou moins « stables » d'Alcântara. La fréquentation de l'établissement apparaît, dans ce sens, facilitée par l'accessibilité du site d'*Alcântara Rio* et par sa position dans le quartier (à proximité des zones anciennes).

L'enquête réalisée dans un café de Berriat Saint-Bruno peut alors, doublement, mettre en relief ces résultats : d'abord, elle permet d'interroger la composition de la clientèle d'un nouveau lieu localisé à l'interface d'une aire aménagée et de la partie plus ancienne du quartier ; ensuite, elle place la réflexion dans un contexte urbain marqué par une dynamique (politique, culturelle et sociale) plus générale, de réévaluation et de promotion de l'identité populaire du quartier.

3. L'espace d'un café, entre l'individu et la ville : les pratiques de *La City* à Berriat Saint-Bruno

L'enquête *Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno* (encadré 7.3) a été réalisée dans un café-restaurant de Berriat Saint-Bruno, localisé en bordure de l'espace aménagé d'Europole, en position d'entre-deux, ou d'interface, avec l'espace urbain alentour. Il a remplacé le bar *L'Exode*, en 2002, alors principalement fréquenté par une population immigrée maghrébine et populaire. Situé au croisement de deux rues commerçantes parcourues par le tramway, non loin de la place Saint-Bruno, et faisant face à une école primaire, *La City* se trouve dans une position qui lui octroie une forte visibilité (figure 7.3).

3.1. L'ouverture d'un café à Berriat Saint-Bruno, au croisement d'une politique urbaine et de l'initiative d'un commerçant

3.1.1. *La City*, composante à part entière du processus de reconquête urbaine

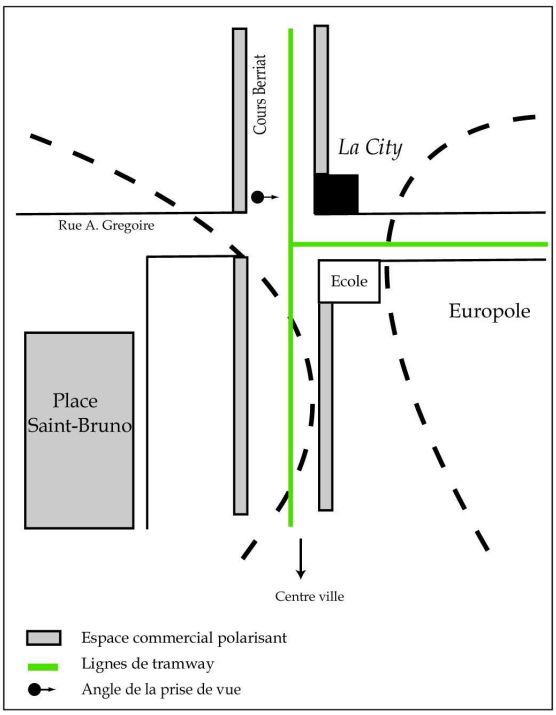
Une analyse de documents municipaux sur le projet Europole depuis son lancement en 1985 permet d'évaluer la place de *La City* au sein même de l'intervention volontariste. Si le café n'est pas situé dans l'aire d'aménagement *stricto sensu*, délimitée par la ZAC, sa participation à une dynamique commerciale plus générale (chapitre 5) et au développement d'une zone d'interface entre Europole et Berriat Saint-Bruno (chapitre 6) invite à le penser comme composante à part entière du processus de reconquête urbaine.

Encadré 7.3. Enquête Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno (2003-2005) : précisions méthodologiques

L'objectif de l'investigation a été de décrire et comprendre les formes de fréquentation, les mises en présence, les usages et les formes de relations sociales induites, qui animent le lieu. A la différence des enquêtes menées à Lisbonne, l'observation a davantage portée sur les comportements et les interactions sociales qui accompagnent la pratique du café. Il s'agissait d'évaluer en quoi un tel lieu pouvait être soit vécu, à l'instar de la rue, comme espacement, c'est-à-dire comme « espace social régi par la distance (distance dans la coprésence) », soit comme un espace d'obligation, même minimale, dans la sphère de la coprésence (Joseph, 1998 : 52).

Le matériau utilisé provient d'une observation répétée sur le temps long entre les mois d'avril 2003 et 2005 et ponctuée par une observation continue tout au long d'une journée du mois de septembre 2004, de l'ouverture (7h45) à la fermeture du café (20h30). Lors de cette journée, des plans de l'établissement faisant état des placements des clients ont été effectués, toutes les deux heures. La constitution de fiches par individu a permis un inventaire quasi-systématique des personnes présentes dans le bar. Cet inventaire n'a pu être exhaustif aux temps de forte affluence (moment du déjeuner), se réduisant dès lors à un simple comptage et à des annotations rapides. Chaque fiche répertorie le temps passé par l'individu dans le café, son placement, ses mouvements, ses activités, et les interactions éventuelles avec d'autres individus. J'ai obtenu au final 130 fiches analytiques individuelles. De nouvelles observations, plus ponctuelles, en aval de la journée d'enquête et pour d'autres jours de la semaine (hors week-end) ont contribué à identifier des régularités et à confirmer des logiques temporelles de fréquentation. Ces passages ont été l'occasion de procéder à des entretiens informels avec le patron du bar et avec certains clients. Par ailleurs, l'inscription de cette enquête au sein d'autres observations et enquêtes effectuées à l'échelle du quartier a permis, à la fois, d'appréhender le bar avec son espace urbain alentour et de connaître pour certains individus observés leurs pratiques hors du café. A partir du croisement des différentes sources (entretiens informels ; expérience du gérant ; connaissance en amont des clients), les fiches par individu ont pu être complétées par des éléments permettant de qualifier socialement les clients.

Figure 7.3. Le café *La City* à l'interface d'Europole et de Berriat Saint-Bruno (2005)



M. Giroud, Berriat Saint-Bruno, 2003.

Réalisation : M. Giroud, 2007.

Source : M. Giroud, observations de terrain, 2003-2005 (photographie prise en 2003).

L'ouverture de *La City,* en 2002, coïncide, en effet, avec l'inflexion du projet et du discours politique sur le secteur (les quartiers Berriat et Europole), engagée avec la municipalité Destot en 1995, à propos de la relation entre le périmètre Europole *stricto sensu* et l'espace urbain alentour. Rappelons simplement que sur la base d'une étude menée en 1996 par le cabinet d'architecture A. Grumbach, plusieurs projets de rénovations ponctuelles ont été pensés afin de favoriser l'intégration d'Europole à son environnement immédiat, dilatant ainsi l'aire de l'action volontariste. En creux de l'objectif de lien spatial entre Europole et Berriat, ces opérations avaient pour but de maintenir une « mixité urbaine », qui, selon les autorités, est une « caractéristique forte de ce quartier et un objectif à ne pas perdre de vue » : dans ce cadre, « les opérations de logements en frange d'Europole (...) et la création de petits commerces en pied d'immeuble sont des opportunités très intéressantes » (Ville de Grenoble, 2000b). Ce dispositif a été soutenu par une révision du POS et par l'injonction de réaliser, ou de consolider, des linéaires d'activités sur certaines rues commerçantes.

3.1.2. Action d'un entrepreneur et paroles de clients : le café de la « rencontre de deux villes »

Au-delà de ces éléments structurels incitatifs, l'ouverture du café émane aussi de l'action et du volontarisme d'un entrepreneur. La trajectoire professionnelle du propriétaire de *La City* se caractérise, en effet, par une mobilité de ses lieux d'investissement et de travail. L'étape actuelle correspond à un déménagement de l'activité, depuis le centre-ville ancien de Grenoble, à proximité de l'ancien site du palais de justice, vers ce que l'entrepreneur appelle « la nouvelle ville ». Ce choix exprime une stratégie commerciale complexe, mais motivée en grande partie par la délocalisation du palais de justice sur Europole[1].

L'installation dans Berriat dépasse, toutefois, les stricts arguments économiques, et constitue aussi ce que le gérant appelle un « retour aux origines ». En effet, Berriat a été pour lui un espace d'accueil et de sociabilités premières, dès son arrivée de Tunisie dans les années 1970. Son attachement au quartier, qui est resté très fort depuis cette époque, a contribué à en faire un de ses lieux pratiqués de manière régulière au quotidien, puis à l'identifier en tant qu'espace porteur de projet (chapitre 6). A l'inverse de la composition relativement « neutre » de la cafeteria *Terra do Café* à Alcântara, la conception intérieure de *La City* tente de symboliser la relation que l'entrepreneur a tissé avec le quartier (et ses transformations) tout au long de son parcours individuel.

L'établissement possède deux niveaux : une mezzanine, fermée les jours de soleil ; une pièce de 40 m² de 28 places assises et un espace libre de 10 m² près du comptoir. De grandes baies vitrées coulissantes ont été installées pour ouvrir l'espace du bar sur la rue et le prolonger via une terrasse de 25 places. Un crépi ocre et des matériaux en bois remplacent la blancheur des murs et le formica de l'ancien bar *L'Exode*. On relève, derrière l'apparent désordre décoratif, des récurrences sémantiques véhiculées par les objets et les affiches, communes à d'autres cafés de la ville qualifiés de « bars branchés ». On identifie les thèmes du voyage, du loisir et de la culture, inscrits dans une dimension temporelle. Le temps dynamique, représenté par deux horloges surplombant la salle, s'associe à l'évocation d'un temps passé, via l'exposition de publicités et d'objets anciens. Par ces figures de la production industrielle, le passé ouvrier du quartier est à la fois réanimé, muséifié, mais aussi mis à distance. La trajectoire du quartier retrouve aussi la trajectoire individuelle du patron puisque la plupart de ces objets proviennent de son domicile et de son ancien café en centre-ville. L'entrepreneur a en effet su mobiliser son

[1] Cette trajectoire n'est pas singulière, mais est partagée par d'autres commerces, ce qui révèle l'existence d'une dynamique réelle.

propre savoir et son réseau de production pour composer son mobilier et agencer les principales structures (comptoir, mezzanine, luminaires).

En réalisant des choix architecturaux et décoratifs en rupture avec *L'Exode,* tout en fabriquant des continuités entre *La City*, sa propre trajectoire et celle du quartier, le gérant exprime le souhait de réunir des univers urbains opposés. Cette mise en cohérence est encore plus franche dans le choix du nom *La City* pour qualifier le lieu et remplacer *L'Exode*:

> *« Je voulais appeler le bar « La ville » car je voulais faire cohabiter l'ancienne ville, c'est-à-dire Berriat et Saint-Bruno et la nouvelle ville, Europole. Le bar se situe bien. Je cherchais la rencontre entre les deux ! Mais « La ville », à Grenoble, c'est déjà utilisé, alors j'ai gardé le « la » pour évoquer l'ancienne ville et « city » pour la nouvelle. C'est vrai qu'à midi, 70 % de ma clientèle vient d'Europole. Mais ce que je ne veux pas c'est faire simplement du moderne ! Appeler le bar « La City », c'est chercher aussi à accueillir les gens du quartier, même si j'ai interdit le jeu pour éviter à certains de rester toute la journée. Il y a un peu une volonté de résistance aussi ».* (Gérant de *La City*, au café *La City*, 2003).

Ce discours de rencontre trouve un écho dans le témoignage de certains clients qui perçoivent en *La City* une limite urbaine. Pour Raymond (M dans les tableaux 7.6 et 7.7) résidant à Berriat depuis 1982, fils d'un ancien ouvrier d'une usine dont la friche a été l'objet d'une opération de rénovation, archiviste dans un hôpital (contrat emploi consolidé jusqu'en 2006), et client régulier de *La City*, « *c'est Europole qui commence là ! A partir du bar de La City !* ». La parole des usagers du lieu participe, de fait, aussi à le définir, en le reliant aux opérations de rénovation urbaine en cours.

Au total, les choix décoratifs du gérant renvoient « à des manipulations du visible, à des arrangements de visibilité socialement construits par des objets et des équipements eux-mêmes liés à des corps en mouvement » (Joseph, 1998 : 66). Comme le rappelle I. Joseph, « un objet bien conçu est précisément capable de distribuer de l'intelligence dans les choses, d'indiquer la correspondance ou l'application entre l'intention et l'opération effective par une série d'indices pertinents ». Ici, les objets adressent une double intelligence : à l'entrepreneur, en lui réanimant certains souvenirs personnels et intimes ; à la clientèle en contribuant à un récit extériorisé du gérant sur le quartier, qui imbrique, *in fine*, un discours sur la modernité à une représentation claire de la continuité populaire.

L'étude de la manière dont cette clientèle interprète ce récit participe de l'analyse plus générale de « ce qui se déroule » au sein du café et qui produit tout autant le lieu.

3.2. *La City* par ce qui s'y déroule : moments et situations de mise en présence d'individus socialement différenciés

Le traitement croisé des informations issues des observations continues et plus ponctuelles amène à une partition de la journée en cinq séquences. Le comptage des usagers met en exergue des discontinuités entre des temps où la fréquentation est forte et d'autres où elle est plus lâche (tableau 7.4). Le dénombrement a été confronté à une analyse intégrant la pratique du lieu, le temps de présence en son sein, le placement et les mouvements, les usages et les interactions avec les autres individus.

Tableau 7.4. Séquences sur une journée de la fréquentation du café *La City* à Berriat Saint-Bruno (septembre 2004)

Séquences sur la journée	Nombre de clients	Nombre de clients par durée de présence					Proportion de clients ayant une relation avec le gérant
		<10 min	10-30min	30min-1h	1-2h	>2h	
7h45-9h15	40	18	17	5	0	0	25 %
9h15-12h	26	6	14	1	5	0	50 %
12h-14h	60						
14h-17h30	25	9	15	1	0	0	75 %
17h30-20h30	29	1	2	12	11	3	30 %

Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno*, 2004.

Les tableaux qui suivent offrent pour chaque séquence des situations de mise en présence. La présentation relie la description des individus à leurs usages du café et aux éventuelles interactions produites. Si cette présentation ne couvre pas l'ensemble des observations, elle en propose une vision dynamique et représentative.

3.2.1. Formation de groupes et mise en coprésence

Tableau 7.5. Situations de mise en présence entre 8h et 9h, à *La City* (Grenoble) un jour de septembre 2004

Heure	Description des individus	Usages du lieu (hors consommation)	Interactions entre individus	Relation avec le personnel
8h15	A- jeune couple avec enfant B- homme, maghrébin, ~30 ans C- homme, maghrébin, ~30 ans	A- discussion ; surveille l'enfant B- lit le journal ; observations intérieur/extérieur C- comme B		A- embrasse le gérant et discussion
8h30	A ; B ; C D- ~30 ans, commerçante à Berriat E- maghrébin, ~30 ans F/G- femmes, ~30 et 50 ans H/I/J/K- commerçants et artisans du quartier Berriat L- femme ~35 ans M- femme ~35 ans N/O/P- femmes ~35 ans	D- observe l'extérieur ; téléphone E- lit le journal, discussion F/G- discussion H/I/J/K- discutent au comptoir L- observe l'intérieur M- observe l'intérieur N/O/P- discussion	E- serre la main à B, échange verbal en arabe, puis rejoint C F/G- échanges verbaux avec A L- discute avec F, puis avec N/O/P M- discute avec femme de A	D- discussion prolongée H/I/J/K- discussion soutenue
8h45	B ; E ; F/G ; N/O/P Q- femme ~35 ans R/S- artisans du quartier	Q- au comptoir R/S- discussion		R/S- familiarité
9h	R/S ; T- ~25 ans, étudiante U/V- manœuvres sur un chantier du quartier W- ~55 ans, avocat X- maghrébin, ~45 ans	T- remplit un formulaire U/V- discussion, pause café comptoir W- parle avec ostentation X- lit journal, observe		W- discussion intermittente

Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno*, 2004.

Malgré une rotation continue des clients (tableau 7.4), cette séquence de forte fréquentation matinale laisse percevoir trois principales logiques de pratique du lieu (tableau 7.5). On note, premièrement, la présence de plusieurs hommes maghrébins (B, C, E, X), venus seuls pour lire le journal et pour observer l'animation du bar et de la rue. Ces hommes n'hésitent pas à se saluer les uns les autres lors des moments de coprésence. Aucun échange direct n'est à relever avec le personnel ou avec les autres clients. L'observation de certains de ces hommes en d'autres lieux de Berriat Saint-Bruno (cafés, rue), à des moments différents de la journée, confirme que *La City* n'est, pour eux, qu'un des lieux du cheminement réalisé quotidiennement à l'échelle du quartier. On remarque aussi que *La City* est très marqué, dès 8h30, par une clientèle plus féminine, en provenance de l'école localisée en face du café (F, G, L, M, N/O/P, Q). Ces femmes sont, en effet, des mères de famille venues accompagner leur enfant à l'école. La fréquentation de *La City* s'effectue de manière solitaire ou en petits groupes. Dans l'ensemble, ces clientes se connaissent toutes et discutent entre elles. Le café représente ainsi un lieu de sociabilités, de discussion, mais aussi de détente, avant la poursuite du cheminement quotidien (domicile, travail, commerces). Enfin, un troisième groupe de clients se distingue par ses relations avec le patron de *La City*. Ces clients sont des commerçants ou des artisans du quartier (H/I/J/K, R/S), pour certains installés depuis de nombreuses années, et qui utilisent le café comme une forme d'annexe au lieu de travail. Leur pratique de *La City* est, en effet, celle d'un va-et-vient perpétuel, puisqu'on retrouve ces clients tout au long de la journée.

Cette première séquence temporelle se caractérise, donc, par la coprésence de différents groupes sociaux, contenant tous des habitués du lieu ; mais une coprésence qui ne crée pas, au final, d'intenses interactions sociales.

3.2.2. Pratiques aléatoires et usages isolés : une fragmentation des univers sensibles et sociaux

Tableau 7.6. Situations de mise en présence entre 9h30 et 11h, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno (septembre 2004)

Heure	Description des individus	Usages du lieu	Interactions entre individus	Relation avec le personnel
9h30	A- maghrébin, ~45 ans B- homme, ~50 ans, classe sociale aisée C- comme B D- comme B et C	A- observation B- lit un livre C- lecture, écriture D- lit un magasine		
10h	E- homme ~70 ans, bleu de travail, ancien ouvrier du quartier R (tableau 7.5) F/G- étudiantes ; école de commerce	E- mouvement du bar à la salle, ne parle pas, tourné vers le bar R (tableau 7.5) observe la rue F/G- étudient		E- le gérant offre le verre de vin ; l'appelle « pépé »
10h30	H/I- hommes maghrébins ~35 ans J- maghrébin ~35 ans K/L- femmes, 40 et 65 ans, mère et fille, au RMI, résident dans le quartier	H/I- discussion professionnelle; téléphone J- observe la rue K/L- observations et discussions intermittentes	H/I- interpellent un passant J- interpelle un passant	H/I- serrent la main du gérant J- embrasse le gérant
11h	H/I ; J M/N- couple, archiviste de 34 ans, ancienne caissière, au RMI, de 32 ans ; résident dans un F2 dans le quartier; O/P- couple ~40 ans, costume Q/R/S- étudiantes	M/N- observation et discussions intermittentes O/P- discussion, intime Q/R/S- discussion		M/N- serrent la main du gérant

Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno*, 2004.

Tableau 7.7. Situations de mise en présence entre 14h et 16h, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno (septembre 2004)

Heure	Description des individus	Usages du lieu	Interactions entre individus	Relation avec le personnel
14h	A- algérien, ~30 ans, non résident du quartier B- homme, ~30 ans, travaille dans une association culturelle du quartier	A- bar B- bar		A- serre la main du gérant B- serre la main de l'employé
14h30	C- avocate D- manœuvre sur un chantier E- tunisien, ~40 ans, travaille mais ne réside pas dans le quartier	C- observe l'extérieur ; mots croisés D- bar E- bar		C- discute avec le gérant E- discute avec le gérant
15h30	F- homme, ~40 ans, résident du quartier K (tableau 7.6) M/N (tableau 7.6) G- avocat, ~50 ans	F- bar (2 bières), marqué par l'alcool K- observe l'extérieur M/N- observation et discussions intermittentes G- lecture peu attentive	K- interpelle une amie dans la rue	K- embrasse le gérant G- discute avec le gérant ; parle fort
16h	M/N H/I- femmes, maghrébines, ~40 ans J/K- étudiantes; école de commerce	H/I- discussion ; parlent d'emploi ; se disent «travailleuses immigrées au chômage» J/K- étudient		H/I- embrasse le gérant

Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno*, 2004.

Les tableaux 7.6 et 7.7 présentent les moments où le bar est le moins fréquenté. L'espace dorénavant disponible autorise le choix du placement et la possibilité du mouvement. Une musique douce et lointaine a remplacé le chahut des paroles, créant ainsi une ambiance sonore plus tranquille. Cette ambiance offre les conditions favorables pour des usages isolés tels que la lecture (B/C/D tableau 7.6), le travail scolaire (Q/R/S tableau 7.6 ; J/K tableau 7.7), la discussion intime (O/P tableau 7.6), ou la pause (ouvriers ; avocats[1]). D'autres clients vont même jusqu'à faire preuve d'un réel enfermement (E tableau 7.6 ; F tableau 7.7). Pour autant, le café n'apparaît pas uniquement comme un lieu d'activités prédéfinies. Certains, en effet, fréquentent le café comme simple lieu d'exposition publique et d'observation (K/L tableau 7.6 ; M/N tableaux 7.6 et 7.7) : le regard devient un moyen pour relier de manière partielle les différents univers et motiver une reconnaissance (même distanciée) de la présence de l'autre. Si l'absence d'échanges directs entre les clients accentue l'impression d'une fragmentation des univers sensibles et sociaux, elle reste donc à nuancer à l'analyse plus fine des usages et de certains comportements. Par ailleurs, malgré des proportions élevées de liens forts entre gérant et clients (tableau 7.4), ces séquences expriment un rééquilibrage entre, de nouveau, des pratiques habituelles, voire même ritualisées, et d'autres plus aléatoires. Ces dernières rappellent ainsi que, par sa localisation sur un carrefour dégagé, le café est un lieu visible, où on peut s'arrêter spontanément comme complément à la flânerie.

3.2.3. Le moment de la rencontre ou l'utopie urbaine enfin réalisée ?

Le tableau 7.8 présente une situation nouvelle de confrontation entre des individus socialement différenciés. On voit, par exemple, que deux retraités maghrébins (A/B) initient une réunion informelle de plusieurs hommes maghrébins, tout en interagissant directement et de façon spontanée avec d'autres clients de *La City*. On note, parmi ces clients, des individus issus de catégories sociales élevées (D/E/F; M/N) ou appartenant à une population d'artistes, plus ou

[1] On peut noter la présence d'avocats (W tableau 7.5 ; C et G tableau 7.7) déjà clients du café du centre-ville.

moins « branchés » (G/H; K/L). A la suite d'un échange verbal avec A et B, M et N, qui résident depuis peu dans le quartier Berriat Saint-Bruno, vantent ainsi la présence des « *vieux Maghrébins, des Italiens, d'une communauté russe et de plus en plus d'asiatiques* ». Les usages et les comportements des vieux Maghrébins, possibles grâce à la tolérance du gérant, rencontrent ainsi les attentes de ces clients, adeptes de la diversité sociale et culturelle. Le moment semble concrétiser de manière inédite la rencontre entre des univers sociaux, tout comme celle entre les anciens habitants du quartier et les nouveaux venus plus favorisés.

Tableau 7.8. Situations de mise en présence entre 17h30 et 20h, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno (septembre 2004)

Heure	Description des individus	Usages du lieu	Interactions entre individus	Relation avec le personnel
17h30	A/B- maghrébins, ~65-70 ans, résidents du quartier C- tunisien, ~45 ans, non résident du quartier	A/B- terrasse et mouvement dans le bar. A l'origine d'un regroupement qui évolue selon les venues (8 pers.) ; discutent en arabe	A/B- interpellent des passants ou des clients d'autres bars proches, tous maghrébins	A/B- familiarité C- serre la main du gérant
18h	A/B D/E/F- ~45 ans, institutrices à l'école primaire G/H- ~25/30 ans, musiciens I/J- tunisiens, manœuvre et conducteur d'engin ; 30 et 32 ans ; non résidents du quartier ; évoqués dans le texte	D/E/F- discussion ; parlent de A/B G/H- discussion I/J- discussion et observation		J- serre la main du gérant
18h30	A/B ; D/E/F ; G/H ; I/J K/L- couple « branché », ~25 ans M/N- femmes, ~45 ans, travaillent dans la communication, nouvelles résidentes du quartier O- homme, travaille à la boulangerie adjacente	K/L- discussion ; M/N- parlent du quartier ; O- à la base d'un regroupement des commerçants et artisans locaux ; 13 personnes vers 20h	K/L- échange verbal avec A : «ça va ?» M/N- échange verbal avec A/B ; saluent O	O- discute avec le gérant
19h	A/B ; I/J ; K/L ; O P/Q- travaillent sur un chantier ~50 ans R- homme, costume ~45 ans	P/Q- discutent, bar R- lecture terrasse	P/Q- échange verbal et contact physique avec A	P/Q- embrassent le gérant
19h30	I/J ; O; P/Q ; R S- tunisien, 50 ans, non résident du quartier	S- observation		S- serre la main au gérant

Source : M. Giroud, Enquête *Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno*, 2004.

La présence de ces vieux Maghrébins offre, par ailleurs, une nouvelle illustration des continuités populaires qui animent le café : malgré la disparition de *L'Exode* pour *La City* ces clients n'ont pas changé leurs habitudes de fréquentation, et la pratique du lieu a perduré par-delà le changement ; même si des usages ont, malgré tout, dû évoluer avec les règles instaurées par le nouveau patron. La localisation du café à un carrefour reste, en effet, stratégique pour contrôler l'espace de la rue, via l'observation ou l'interpellation. La présence de ces habitants anciens exprime davantage la fidélité à une localisation et la capacité à reproduire des pratiques que l'attrait pour un nouveau sens donné à la localisation (Rémy, 2002) via la production d'un lieu spécifique.

3.2.4. Interactions et recompositions des liens sociaux

La City apparaît comme un lieu où se côtoient des individus et des groupes différenciés, que ce soit en termes de catégories sociales, de logiques de pratiques (résidents ou usagers) ou

d'ancienneté relationnelle avec le quartier. Les interactions entre ces individus relèvent cependant d'intensités diverses. On relève d'abord l'importance de ce lieu pour ce qui relève de l'inattention civile (Joseph, 1998), ou inattention polie (Bordreuil, 2005) : « *L'inattention civile* est une forme minimale de l'interaction qui demande qu'on sache atténuer l'observation. Précisément parce qu'elle commande de ne pas fixer le regard, c'est avant tout échange verbal, la première étape de la rencontre » (Joseph, 1998 : 100). L'auteur insiste particulièrement sur l'importance socialisante de « cette forme pauvre d'interaction, à la limite de l'évitement et de la rencontre ». Les observations effectuées relatent ce type d'interactions, chez des hommes maghrébins (B/C/X tableau 7.5 ; I/J/S tableau 7.8) ou chez certains résidents issus de catégories populaires (K/L de tableau 7.6 ; M/N des tableaux 7.6 et 7.7). Le regard vers les autres clients du café est rarement insistant et sait se retirer au bon moment. Ce mouvement traduit le caractère paradoxal de cette inattention, qui implique « d'être attentif à être inattentif » (Bordreuil, 2005 : 243).

On remarque une moindre intensité de ce type d'interaction quand on observe les individus identifiés comme acteurs de la gentrification, qu'elle soit résidentielle ou de fréquentation. On relève, en effet, à la fois la participation de certains au « deuxième travail d'ouverture, verbal celui-ci, qui consiste ordinairement à exploiter des banalités d'usage » (Joseph, 1998 : 100) (tableau 7.8) et, à l'inverse, chez d'autres, la non recherche d'interactions, mêmes minimales. Dans ce dernier cas, la « fermeture » s'exprime soit par un isolement, relatif à l'usage du lieu (B/C/D tableau 7.6 ; C/G tableau 7.7 ; R tableau 7.8), soit par une priorité donnée à l'entre-soi (A/F/G/M tableau 7.5 ; les étudiants des tableaux 7.6 et 7.7).

Cette ambivalence caractérise aussi, parfois, les pratiques des anciens habitants du quartier, issus des catégories populaires. L'interaction verbale, voire même physique, avec des gentrifieurs apparaît dans le tableau 7.8. L'évitement, forme de résistance à l'interaction, est aussi assuré par l'isolement (E tableau 7.6 ; F tableau 7.7) ou par l'entre-soi (H/I/J/K tableau 7.5).

3.3. Venir à *La City* pour la diversité de sa fréquentation : la pratique du café chez certains habitants de Berriat Saint-Bruno issus des catégories populaires

L'analyse des entretiens réalisés avec certains habitants du quartier d'origine sociale modeste éclaire sur les motivations de la fréquentation de *La City*. L'extrait ci-dessous relate le témoignage de Raymond, archiviste dans un hôpital, et de sa compagne Sylvie, ancienne caissière, actuellement au chômage, tous deux résidant dans un logement ancien du quartier (respectivement M et N dans les tableaux 7.6 et 7.7) :

- « MG. Pour vous, qui fréquente *La City* ?
- M. Ce qui est intéressant, c'est que c'est assez mélangé. Y a pas de clientèle en particulier. Vous avez un peu de tout : des ouvriers, c'est très net, des avocats... Par exemple au bar, y a un avocat.
- Vous le connaissez ?
- M. De vue oui...
- MG. Vous ne vous êtes jamais parlés ?
- M. Non, mais ça m'arrive de parler avec les gens (...) ce qui est intéressant, c'est que ce quartier, c'est un peu le village. Tout le monde connaît assez bien tout le monde. Et ici y a de tout. Y a pas de groupes en particulier. C'est bien pour ça d'ailleurs !
- MG. Vous avez senti une évolution dans l'ambiance depuis votre arrivée en 1982 ?
-M. Avant ici, y avait un autre bar, mais alors, genre bistrot à piliers, sans ambiance ; d'ailleurs y avait personne. Le midi y avait la restauration, comme là, mais sinon le reste de la journée, c'était vide ! J'y venais pratiquement jamais.
- (...) MG. Vous venez toujours ensemble (m'adressant à M et N) ?

- M. Ça dépend..
- N. Quand il travaille, je viens boire mon café là.
- MG. Vous allez dans d'autres bars du secteur ?
- N. Non, surtout celui-là !
- M. Pour l'ambiance !
- N. Oui, pour l'ambiance... particulière, par rapport à d'autres endroits !
- M. Y a un bar un peu plus loin, c'est un PMU. Allez faire un tour, vous verrez que l'ambiance n'a rien à voir ! J'y vais de temps en temps, rarement. Faut vraiment que j'aie envie de boire un café et que tout soit fermé pour que j'y aille. Y a pas la même diversité !
- N. Moi, je pense qu'ici il y a surtout des étudiants, des avocats aussi et des ouvriers.
- M. Y a pas d'étudiants au PMU mais des gens qui passent leur journée à jouer aux courses...
- N. (...) ici c'est un peu rustique...
- M. Ça a été refait à neuf !
- N. Ça a été tout refait !
- M. Rustique, un peu branché, on revient au rétro ! Avant, c'était vieillot, vraiment ; on ne venait pratiquement jamais, tu te rappelles ? » (Raymond et Sylvie, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno, décembre 2004).

Le rôle joué par la diversité de la clientèle dans la pratique du café est un élément récurrent des témoignages collectés.

Pour Fayçal (manœuvre dans la bâtiment) et Amed (conducteur d'engin) (respectivement I et J dans le tableau 7.8), deux Tunisiens qui ne résident pas dans le quartier mais le pratiquent au quotidien (chapitre 6), *La City* est même pratiqué en tant que lieu de séduction et de rencontre potentielle :

> « *Avant on était chez L., un restaurant tunisien situé à cent mètres, et puis on s'est dit, mais - qu'est-ce qu'on fait là ? Il n'y a que des hommes ! Alors on est venu ici, parce qu'il y a les étudiantes de l'école de commerce, les mères de famille (*rires*)* » (Fayçal, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno, septembre 2004).

Ces témoignages soulignent que la pratique du lieu est fortement liée à la recherche d'interactions – même de faible intensité - avec « l'autre différent » (Rémy, 2002). On note que cette recherche se réalise d'ailleurs souvent lors des moments de faible fréquentation. Dans ce sens, ces observations trouvent un écho dans les résultats présentés à propos de la cafeteria *Terra do Café* à Alcântara. On relève, en effet, le même détournement inattendu d'un rapport à l'altérité. L'attirance de certains groupes sociaux aisés pour une mythologie ouvrière et une identité populaire à des fins de distinction voit, désormais, apparaître son contre-champ : par la fréquentation de *La City*, ces habitants populaires utilisent et tirent, à leurs manières, profit de la proximité de ces groupes valorisés socialement.

Cela explique, d'ailleurs, qu'on retrouve dans de nombreux discours collectés, des représentations souvent positives de l'espace aménagé d'Europole (« *la ville propre, calme, respectable* », « *Europole est une aubaine, ça amène du monde au quartier* », « *c'est un peu le second centre-ville, c'est valorisant !* »). La fréquentation d'un lieu comme *La City* permet, à ces habitants, de « surmonter « l'étrangéité » d'un territoire non familier et de s'orienter dans un « univers d'étrangers » » (Joseph, 2000 : 53). Elle contribue donc, à écarter le sentiment de menace qu'incarne, chez d'autres, le projet urbain. Ce sentiment est ici détourné en revalorisation sociale de fait ; et ce, d'autant plus que le changement urbain est rarement considéré comme un profond danger pour le quartier et sa population :

> « *Moi, quand je suis arrivé là, je me souviens, à la place de l'école du commerce, y avait des usines. C'était très ouvrier, et puis les usines ont fermé les unes après les autres (...) J'ai vu toute l'évolution du quartier, en fait. Et c'est pas fini ! Mais je ne pense pas que le quartier soit en danger... Les gens se connaissent* ». (Raymond, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno, septembre 2004)

Au final, *La City,* comme nouveau lieu urbain, ne se caractérise donc pas par la faculté des uns (les « gens en costume » ou les « bobos »[1]) à « oublier » les autres (les habitants issus des catégories populaires), ou précisément à les faire devenir « autres » (Allen, 2003). Au contraire, le lieu est investi par une pluralité d'individus, dont une partie assure la production de continuités populaires, que ce soit lors de moments de fortes fréquentations (par exemple, les vieux Maghrébins de la fin de journée) ou au contraire pour des temps plus calmes de la journée (notamment dans l'après-midi).

Conclusion

Pour J. Rémy, ce qui fait advenir un lieu urbain, c'est de créer en un espace « les conditions d'une territorialité partagée » (2005 : 106). Les espaces aménagés examinés dans ce chapitre présentent à l'évidence ces conditions et incarnent ce que le même auteur appelle des « nouveaux lieux d'urbanité ». Malgré les règles de conception, les sélectivités fondatrices plus ou moins tacites, les normativités sociales, institutionnelles, psychologiques structurant les projets, ces espaces sont devenus de nouveaux lieux urbains investis de manières plurielles par des groupes et des individus différents.

En priorité destinés à des groupes sociaux favorisés, et ce, de manière claire (*Docas*) ou plus dissimulée (*Terra do Café*, *La City*), chacun des lieux est aussi pratiqué par des individus plus modestes socialement. Qu'ils soient résidents ou non des quartiers étudiés, habitants de longue date ou usagers plus récents, ces individus perpétuent, consolident ou renouvellent des continuités populaires dans les nouveaux lieux de l'intervention.

Les différents résultats de ce chapitre ont, cependant, montré que tous les individus n'étaient pas égaux devant l'accès à la modernité et que tous n'entretenaient pas le même rapport aux espaces aménagés. Quand certains cherchent à coloniser les lieux, d'autres, au contraire, les évitent. Quand certains les colonisent par souci de subversion, d'autres les occupent simplement par évidence. Quand certains les pratiquent aux moments d'affluence et de forts potentiels d'interactions, d'autres, plus nombreux, sont relégués dans certains horaires, et décident de déployer leurs pratiques dans les interstices temporels des moments de faible fréquentation. En outre, les façons d'*être* dans ces lieux ne sont pas entièrement déterminées par les appartenances sociales : *in situ,* les identités se redéfinissent en fonction des expériences du lieu, des usages déployés, des temporalités des présences, des situations ou encore des logiques d'occupation spatiale.

[1] Catégories évoquées lors des entretiens.

Conclusion

Les présences dans les espaces collectifs ou les lieux privés du quartier et les pratiques géographiques sous-jacentes laissent aussi des empreintes, qui comptent finalement tout autant que les dynamiques sociales de l'espace résidentiel dans le processus de territorialisation, c'est-à-dire dans le mouvement qui consiste à donner du sens à un espace. En observant synchroniquement différents registres de pratiques – résidentielles, ordinaires et quotidiennes -, on s'octroie alors la possibilité de penser l'existence de logiques de spécialisations sociales parfois contraires, dont le croisement aboutit au final à des configurations et à des marquages sociaux complexes.

Les résidents anciens, issus des catégories populaires, entretiennent une forte présence quotidienne au sein de leur quartier. Les pratiques des lieux « ordinaires » se réalisent tout au long de la journée, souvent sur de longues durées ou de manière répétée. Ces fréquentations s'observent dans une diversité de lieux du quartier, mais se concentrent aussi sur certains secteurs géographiques. A Alcântara, l'analyse des pratiques quotidiennes confirme la spécificité de *Alto da Cruz*. Les présences des résidents dans les espaces collectifs du secteur le distinguent sensiblement des autres lieux du quartier : *Alto da Cruz* apparaît ainsi comme un lieu où le marché résidentiel semble régulé par ses habitants, mais aussi où les présences au quotidien sont fortement contrôlées.

Ces pratiques du quartier sont proches de celles déployées par des individus qui habitent le quartier sans y résider. Souvent anciens résidents, ces habitants ont un rôle important dans le marquage des espaces collectifs et des lieux privés des quartiers étudiés, quel que soit le stade de leur reconquête. Le fort attachement aux lieux et aux gens, la continuité d'une habitude de fréquentation, les types de ressources localisées (matérielles, sociales) ou symboliques sont quelques uns des facteurs qui déterminent ces présences au quotidien.

Ces continuités populaires marquent et rythment d'autant plus les lieux du quartier, que ces lieux apparaissent comparativement moins investis par les nouveaux résidents, issus des catégories aisées, et par les usagers de passage des nouveaux espaces aménagés. A Alcântara en particulier, les nouveaux résidents favorisés pratiquent en effet moins intensément leur quartier, et ont tendance à situer davantage leurs fréquentations dans l'espace (sélection de certains lieux) et dans le temps (plutôt en fin de journée). Les usagers de passage des lieux de l'intervention se caractérisent, quant à eux, presque tous par leur absence et, par conséquent, par la faiblesse de leur empreinte sur les lieux « ordinaires » du quartier.

Les continuités populaires qui marquent ces lieux et qui contribuent par là au changement urbain en cours, résultent donc autant des présences des uns que des absences des autres.

Ce jeu complexe entre présences et absences, mais aussi entre présences entre elles, dans la production des lieux, caractérise aussi le fonctionnement des nouveaux lieux de l'intervention, qui sont avant tout destinés à des populations aisées. On a en effet vu que ces nouveaux espaces aménagés étaient investis par des habitants du quartier, qualifiés de « pionniers ». Les pratiques de ces « pionniers », qui dépendent entre autres de la nature et de l'accessibilité du site aménagé, expriment parfois la continuité d'une habitude de fréquentation, parfois l'attrait pour un nouveau lieu et la recherche d'une « ambiance » particulière. Dans certaines situations, la pratique implique une résistance aux dispositifs spatiaux et sociaux imposés par l'aménagement et le fonctionnement du lieu.

Les effets de ces continuités sur le marquage des lieux de l'intervention varient dans le temps, selon les groupes sociaux en présence, l'intensité des dispositifs de contrôle et le niveau de tolérance des gestionnaires des lieux. Mais, ces effets apparaissent relativement importants dans

le sens où de nombreuses pratiques sont réalisées de manière régulière et quotidienne, à des moments de faible fréquentation.

Toutefois, pour mieux évaluer les effets de ces formes de continuités populaires sur la production des lieux, les représentations des différents acteurs impliqués localement méritent d'être interrogées. Par exemple, dans les nouveaux lieux de l'intervention, les représentations dominantes des usagers sur la fréquentation continuent de reléguer ces présences populaires, pourtant perceptibles, derrière celles des populations-cibles des projets venues se divertir ou consommer.

Le rapport entre présence minoritaire en un lieu, visibilité et marquage social peut s'avérer, en fait très complexe. J.-Y. Authier explique par exemple, sur la gentrification, que certains groupes, bien que minoritaires quantitativement, peuvent « marquer de manière dominante un quartier par leurs façons de l'habiter », et ainsi contribuer à forger son image territoriale (2003 : 123). En outre, on ne peut négliger les effets des actions des autorités publiques, des acteurs privés de l'immobilier, des acteurs associatifs ou encore de certains commerçants, en matière de production d'images.

La quatrième partie de la thèse, en analysant les représentations et les images du quartier produites par ces différents acteurs (habitants, usagers de passage, acteurs institutionnels, architectes, promoteurs immobiliers, associations, etc.), s'attachera précisément à interroger les déclinaisons de la représentation de la continuité populaire, leurs oppositions, et leurs contradictions.

Partie 4

Les continuités populaires en représentation : entre réinvention politique et vécu des habitants

Introduction

Appréhender le changement urbain des anciens quartiers centraux nécessite, enfin, d'étudier les façons dont les individus perçoivent ce changement et, surtout, se le représentent. Cette quatrième partie s'appuie, en effet, sur l'idée que la réalité n'existe pas indépendamment des individus. Elle n'apparaît qu'à travers leur regard et ne prend sens que parce qu'elle est saisie, perçue et interprétée.

Pour traiter de ce qui se joue par le regard des individus, les géographes ont recours à la notion de représentation. Pour B. Debarbieux, cette notion désigne, notamment, les produits de l'activité psychologique et physiologique qui permet aux individus et aux sociétés de construire leur rapport à la réalité (image mentale, mémoire des lieux, etc.) (2001). Appliqué à l'espace géographique, la représentation peut être définie comme une « construction mentale et/ou objectale figurant un espace géographique » (Staszak, 2003 : 792). Les représentations peuvent être immatérielles, dites mentales, correspondant alors à « des actes de pensées et des états neurologiques n'ayant aucune matérialité autre que cérébrale » ; ou stabilisées, en tant qu' « artefacts (langagiers, iconiques, voire musicaux ou formels, comme une architecture, un paysage, un jardin) qui figent dans un énoncé, au moins de façon provisoire, une représentation qui devient dès lors communicable » (Debarbieux, 2003a : 791). Dans cette acception, la notion de représentation contient celle de l'image, qui renvoie à une catégorie spécifique de produits de la représentation : l'image apparaît, avec les cartes, les maquettes, les graphiques, les discours, les récits, comme un des supports variés des représentations objectales de l'espace (Staszak, 2003).

Même quand elle est dite réaliste, en s'efforçant de rester au plus près de la forme du référent, la représentation ne s'apparente, donc, en aucun cas à un double du réel, mais en est toujours une interprétation (Debarbieux, 2003 : 791) ; toute représentation reste ainsi un acte de création (Bailly, 1995). Et toutes les représentations de l'espace sont des constructions sociales : « constructions, car la représentation procède d'un acte d'énonciation, un acte créatif, qui marque une distance entre la chose représentée et sa représentation, ce qui la distingue de la perception ; sociales, car si la représentation est celle d'un individu, elle est liée à la culture et à la société de celui-ci » (Staszak, 2003 : 793). La représentation soulève donc « la question de la médiation de la réalité par les sens et la pensée humaine » (Debarbieux, 2001 : 205), en référant au réel, mais aussi « au possible, au souhaitable, à une conception idéale ou abstraite du réel, voire même à des recompositions irréalistes d'éléments du réel ». Sur ce point, H. Coing (1966) rappelle bien qu'à partir du moment où un acteur, quel qu'il soit, évoque et se représente un fait ou une situation passés, il se place aussitôt au sein d'un processus de reconstruction *a posteriori*. La représentation permet alors d'évoquer des objets, même si ceux-ci ne sont pas directement visibles, dimension qui la différencie, une nouvelle fois, de la perception, fonction par laquelle l'esprit se représente des objets en leur présence.

Dans les contextes étudiés, les représentations du changement urbain participent à la réalisation même de ce changement. Par conséquent, elles constituent un enjeu important localement, en particulier pour les autorités publiques. Il importe, en effet, pour elles, de savoir les réguler, en participant à leur production, et ce en fonction des dynamiques urbaines et sociales que ces autorités veulent générer ou promouvoir. La mise en regard de ces représentations politiques, avec celles des habitants des lieux, constitue l'objet de cette dernière partie.

Le chapitre 8 essaiera donc de réfléchir à cet enjeu, en posant la production de représentations comme une forme d'action sur l'espace urbain à part entière, au même titre que des actions sur un espace résidentiel ou sur des espaces collectifs. Il s'agira de réfléchir aux différentes formes de représentations (images, discours, etc.) formulées par les acteurs publics (élus locaux, techniciens municipaux, architectes), par les acteurs privés (promoteurs, agents immobiliers,

commerçants), ou encore par certains acteurs associatifs (associations, collectifs d'habitants, selon les temporalités de la reconquête urbaine.

Ces représentations politiques, marchandes et associatives (produites par des acteurs associatifs) s'efforcent de promouvoir une définition du changement urbain en cours. Elles contribuent ainsi à façonner un contexte sémantique et symbolique susceptible d'influer, à son tour, sur les processus perceptifs et de représentation des habitants. Le chapitre 9, en traitant des manières dont les habitants des anciens quartiers ouvriers centraux se représentent leur quartier et le changement urbain en cours, tentera d'évaluer l'influence de ce contexte sémantique sur le contenu des représentations ordinaires (celles des habitants ou des passants).

Chapitre 8

Les représentations politiques, marchandes et associatives du changement urbain : imposer une vision de la continuité populaire ?

Introduction

Les anciens quartiers ouvriers centraux cristallisent un certain nombre d'enjeux qui conduisent de nombreux acteurs institutionnels ou économiques à investir les domaines de la production sémantique et symbolique, de la réinvention de représentations et d'images, de leur communication et de leur médiatisation. Rappelons, en effet, que ces quartiers sont stratégiques pour plusieurs raisons : pour leurs ressources foncières (libération de terrains anciennement occupés par des industries), pour leur localisation relative (position centrale ; proximité ou connectivité de certains lieux marquants d'un point de vue fonctionnel ou social), ou encore pour leur rôle dans le système métropolitain, en matière de peuplement notamment.

Comme le rappelle A. Bourdin, « l'effet des images (...) est considérable. Elles fonctionnent très souvent comme des prédications créatives : tel lieu représenté comme dangereux finira sans doute par le devenir, car cette image suscitera les mouvements de population ou les comportements qui le rendront dangereux » (2005 : 164). Les formes politiques, institutionnelles ou marchandes des représentations peuvent être, par conséquent, pensées comme des outils de régulation de la signification d'un lieu, et donc, *de facto*, comme des moyens de production du lieu. Cette logique d'intervention à part entière, en agissant sur les significations, crée de fait un environnement socio-symbolique susceptible de guider ou de manipuler non seulement les représentations individuelles des (futurs) habitants et usagers, mais aussi leurs pratiques du lieu. En effet, comme le rappelle M. Lussault, la communication constitue « un outil primordial pour diminuer les effets des problèmes et s'adapter aux changements économiques, sociaux, culturels. Elle se veut un moyen de régulation urbaine qui prend en compte les attitudes nouvelles du plus grand nombre. En ce sens, et contrairement à ce qu'on a souvent affirmé, communiquer, à l'origine au moins, est pour les collectivités locales, un acte politique, un instrument de gestion de l'espace et de la société » (1993 : 21)

Le propos se situe ainsi dans une problématique des représentations qui s'intéresse à l'instrumentalisation sociopolitique des imaginaires sociaux par certains acteurs : « dans cette perspective, les représentations géographiques étudiées (...) relèvent désormais d'une intentionnalité sociale et politique ; elles sont idéologiques, instrumentales, et se matérialisent volontiers dans des emblèmes, des symboles ou des stéréotypes » (Debarbieux, 2001 : 203). Pour M. Lussault, l'action urbaine peut être analysée selon cet angle théorique : « l'action urbaine, qui est une pratique, peut s'analyser idéalement par le truchement des discours qu'elle fait naître car (...) ce sont eux qu'il faut envisager comme des pratiques. En ce sens, produire du territoire, pour un élu, c'est d'abord produire du texte, du langage, sur le territoire et sa production ». Avant de préciser : « analyser le langage de l'image de la ville n'est pas renoncer à la compréhension de l'espace géographique pour se perdre dans les délices de l'étude du texte pour le texte, mais bien au contraire, rechercher au-delà de la valeur descriptive des énoncés, le sens profond de la cité et de son territoire, grâce à cette capacité du récit et de la métaphore » ;

car ce qui est crucial, c'est bien « ce pouvoir permanent du récit de donner du sens au territoire et aux politiques territoriales » (1993 : 13-14). On retrouve ici, comme dans d'autres travaux consacrés à l'étude du changement urbain à travers l'étude des représentations officielles et de leurs utilisations dans les politiques urbaines (par exemple : Bertoncello, Rodrigues-Malta, 2003), une référence aux thèses post-structuralistes et à l'idée foucaldienne qui considèrent le discours à la fois comme un reflet du pouvoir et un moyen de le réaliser, en le concrétisant et en le rendant réel (Hastings, 1999 ; Allen, 2003).

Les discours et les représentations politiques ou marchands, figés dans des textes, des témoignages, ou des images (comprises dans un sens restrictif de représentation de type visuel) doivent ainsi être appréhendés comme des formes de pouvoir possédant ce que M. Lussault appelle une « efficacité pragmatique », qui instaure « en tant qu'énoncé produit, activé par des acteurs et circulant entre ceux-ci comme instruments de leurs actes, une vision du monde des phénomènes qui est toujours un monde d'action » (2003c : 486). C'est pour évoquer cette capacité des représentations de prédiction créatrice, que A. Bourdin évoque aussi « l'importance de la communication dans le faire la ville » (2005 : 163).

Dans le cadre de cette recherche, l'objectif n'est pas de procéder à une analyse complète des structures des représentations politiques ou marchandes d'Alcântara ou de Berriat Saint-Bruno, mais d'évaluer la place et le rôle attribués à la présence ou à la continuité populaire dans ces représentations. Ce questionnement s'applique à la fois aux représentations des acteurs politiques locaux, à celles de certains acteurs privés mais aussi aux représentations d'acteurs associatifs qui sont parfois les relais plus ou moins volontaires des discours institutionnels. Tous ces acteurs mobilisent-ils de la même manière la continuité populaire dans leurs représentations du quartier ? Existe-t-il des revirements, des ruptures dans les discours, selon l'étape de la reconquête ? Certaines formes et dimensions de la continuité populaire sont-elles privilégiées sur d'autres ?

Le premier temps de ce chapitre s'intéressera plus particulièrement aux représentations politiques (celles des acteurs publics locaux) dans leurs relations à la temporalité de la reconquête du quartier. Il s'agira en effet de voir comment ces représentations évoluent avec la reconquête, mais aussi comment, en retour, elles participent aussi à la temporalité même du processus. Les collectes d'informations réalisées à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno offrent ici une opportunité pour examiner cette dynamique des représentations, ainsi que l'inégale mobilisation de la continuité populaire au sein des représentations des acteurs publics. A partir de l'analyse de la situation grenobloise, on verra que dans une étape avancée de la reconquête, la référence à la « présence » populaire dans le quartier est bien souvent utilisée pour imposer *une* forme de représentation de la continuité populaire, qui conduit à réduire la complexité sociale de l'espace concerné. Dans cette vision, la « présence » populaire caractéristique du quartier se trouve, en effet, « diluée » dans des discours qui valorisent le modèle du quartier cosmopolite, en tant que figure territoriale dans laquelle une diversité et une « mixité » sociales sont censées se déployer.

Il importera alors, dans le second temps du chapitre, d'interroger l'influence des différentes formes de représentation politique, sur les représentations et les actions actuelles des autres acteurs du quartier, que sont les promoteurs immobiliers, les associations, ou les collectifs d'habitants.

1. Temporalités de la reconquête des anciens quartiers ouvriers et des représentations politiques du changement urbain

Selon A. Bourdin, « on ne parvient pas à changer l'usage et la valeur économique ou sociale d'un territoire ou d'un lieu sans lui attribuer un sens nouveau ou si l'on veut une image » (2005 : 177). Autrement dit, les contours et le contenu de « l'image » - ou plutôt, de la représentation - que les acteurs locaux vont produire dépendent justement de « l'usage » et de la « valeur économique ou sociale » qu'ils attribuent au territoire ou au lieu, à un moment donné. Or, les changements d'usage et de valeurs économique et sociale souhaités, en particulier par les acteurs publics, évoluent tout au long du processus de reconquête. Il s'agit donc ici de voir comment se traduit cette évolution dans les représentations véhiculées par les acteurs publics, sur le quartier et son changement. La démarche a été d'analyser, dans la limite des informations recueillies, la façon dont les acteurs publics locaux (en particulier les autorités municipales) mobilisent la dimension populaire du quartier dans leurs représentations. L'inégale mobilisation de cette dimension dans le temps me semble, en effet, être un bon indicateur de l'évolution des attentes et des positionnements officiels, vis-à-vis du quartier.

1.1. Initier la reconquête en niant la présence populaire

A Berriat Saint-Bruno comme à Alcântara, les projets de renouvellement urbain qui animent la phase initiale de la reconquête ont tendance à négliger le contexte local dans lequel ils s'inscrivent.

Dans le cas grenoblois, l'exemple présenté dans l'encadré 8.1 montre que la phase initiale de la reconquête, entreprise sous le mandat d'A. Carignon a été, en effet, avant tout motivée par l'idée de rupture avec le contexte social du quartier, ainsi qu'avec son héritage industriel et ouvrier. Une rupture qui devait, dès lors, immanquablement s'accompagner d'un changement radical de la représentation de ce quartier de l'ouest grenoblois (Laguarde, 1990 ; Quéré, 1993 ; Boisson, 1995 ; Talucci, 2001).

Encadré 8.1. Un exemple de représentation du changement urbain de l'ouest grenoblois au moment du lancement de l'opération Europole : communiqué de presse de Alain Carignon

Fidèle à une idéologie moderniste du progrès, les opérations urbaines (et notamment le projet Europole) ont été conçues sur le principe de la *tabula rasa* ; un principe qui se concrétise par la démolition de nombreux bâtiments anciens (entrepôts, ateliers, ou immeubles) et l'éviction des populations les plus démunies vers les espaces périphériques (chapitre 6). L'usage et les valeurs que les pouvoirs publics ont souhaité attribuer au quartier était alors claires : les opérations devaient servir une politique urbaine de fonctionnalisation et d'instrumentalisation de l'ancien quartier ouvrier. Une instrumentalisation économique d'abord, avec la réorientation d'anciennes friches industrielles et urbaines en espace pour des activités de pointe, dont l'objectif était de projeter la ville dans le XXIe siècle, en lui assurant une compétitivité aux échelles nationale et internationale ; une instrumentalisation sociale ensuite, Berriat devant assurer l'accueil et l'installation des cadres venus travailler dans l'agglomération.

De nombreux discours d'acteurs publics, fortement relayés à l'époque dans la presse locale et nationale, ont aidé à justifier cette politique urbaine. En guise d'illustration, le texte ci-dessous présente le discours officiel (sous forme de communiqué) tenu par A. Carignon, alors maire de Grenoble, sur le changement de Berriat Saint-Bruno et la construction d'Europole :

« Ville symbole de culture, capitale universellement reconnue de la croissance, de la recherche et de la qualité de la vie, Grenoble se devait, face au grand Marché Européen de 1992, d'écrire une nouvelle page de son histoire : Europole.
Europole, c'est le Grenoble des années 2000. C'est pour la première fois en Europe un prodigieux ensemble d'architectures, de jardins, de jeux d'eau, de coulées vertes sur plus de 17 hectares en plein cœur de la ville, au service de la recherche, de la formation et des affaires.

Europole, c'est le catalyseur des énergies de Grenoble : les relations université-recherche et industrie qui sont ici opérationnelles depuis longtemps, trouvent à Europole l'environnement qui va accélérer leur efficacité économique.
Europole, ce sont plusieurs milliers de créations d'emplois, un environnement unique au monde, entièrement tourné vers le développement de l'entreprise de demain.
Europole, c'est un partenariat d'une totale efficacité entre tous les acteurs de la vie économique, politique et sociale, aussi bien à Grenoble, que dans toute la région Rhône-Alpes et au-delà.
Une croissance toujours plus forte, des entreprises chaque jour plus nombreuses, plus puissantes et performantes, une formation plus poussée des jeunes, des moyens encore jamais vus consentis à la Recherche : autant de défis qu'Europole et Grenoble sont appelés à relever en quelques années. Des défis essentiels pour votre avenir, et celui de vos enfants.
Europole. Une ambition qui réclame toutes les énergies, toutes les compétences, tous les talents.
Dont les vôtres. » (Alain Carignon, date indéterminée, fin des années 1980). Source : Ville de Grenoble, 2000a.

D'une manière générale, on note, dans ce propos quelque peu lyrique, que la question du peuplement est complètement occultée par le maire de Grenoble. Aucune référence n'est, en effet, faite aux nécessités résidentielles qu'implique un tel aménagement, ni à ses conséquences au niveau local, sur le marché du logement. Par conséquent, il est assez logique de voir que l'ancien quartier ouvrier brille ici par son absence. La question n'est pas de penser les effets du changement urbain à l'échelle du quartier, que ce soit en termes d'inscription socio-spatiale ou de dynamiques résidentielles : il s'agit, au contraire, de déployer un argumentaire justificatif sur l'ouverture au monde que doit insuffler ce changement urbain. Dans ce projet, le quartier Berriat Saint-Bruno et sa population ne sont pas les préoccupations prioritaires de la municipalité. Pour M. Lussault, ces formes de discours sont à relier directement au contexte des années 1980, marqué par la politique de décentralisation et par le processus d'ouverture européenne : ce nouveau contexte a dès lors conduit de nombreux maires, à « structurer une image faste et à la déployer à l'extérieur pour que la ville soit en mesure de tenir son rang, dans la compétition des villes » (1993 : 114).

L'actualité du lancement de la reconquête à Alcântara a permis d'élaborer un corpus de documents officiels consacrés à la promotion et à la communication de la politique urbaine menée par la municipalité sur le quartier. Deux types de sources ont particulièrement été examinées : le magazine *Lisboa Urbanismo*, bulletin bimensuel spécialisé (projets urbains et architecturaux de la ville), distribué gratuitement, et produit par la direction de l'aménagement et de la gestion urbaine de la *Câmara municipal de Lisboa* ; un ensemble de brochures et de revues de vulgarisation pour le grand public édités et mis en vente par la *Câmara municipal de Lisboa.* L'analyse de ces sources confirme que la volonté des autorités publiques municipales est de changer la représentation du quartier d'Alcântara, pour en modifier l'usage et les valeurs économiques et sociales.

La place faite aux dimensions populaire et industrielle du quartier en est une première expression. Les textes, mais aussi les images (photographies de maquettes, photographies aériennes, images de synthèse effectuée en trois dimensions par ordinateur), reproduits dans les documents, focalisent l'attention du lecteur sur les projets urbains, en cours ou à venir, considérés indépendamment de leur contexte socio-spatial. Dans aucune des sources consultées, la dimension populaire du quartier, ou même le passé ouvrier du quartier, ne sont évoqués. En revanche, si la phase initiale de la reconquête de Berriat Saint-Bruno se définit, dans les représentations politiques, non seulement par un déni du contexte social, mais aussi par un rejet du passé industriel du quartier, le propos apparaît moins radical dans le cas d'Alcântara. La dimension patrimoniale et mémorielle du quartier constitue, en effet, un élément qui structure la plupart des discours ; une dimension qui se réfère justement, en partie, à l'héritage industriel du quartier. Cette différence avec le cas grenoblois révèle ainsi l'existence d'un décalage historique entre les reconquêtes de Berriat et d'Alcântara. Depuis le milieu des années 1980, le passé industriel a en effet fortement changé de statut, et l'architecture industrielle est redevenue une ressource valorisable en tant que telle, dans la plupart des villes. De surcroît, ce regain d'intérêt s'inscrit au sein d'une dynamique plus générale de

reconsidération et de revalorisation du « passé » et des formes urbaines produites dans le temps. Les projets de la phase initiale de la reconquête d'Alcântara ont été influencés par ce nouveau regard porté sur la forme et le passé industriels. Ce faisant, dans les documents consultés, cet héritage apparaît évoqué de manière encore très abstraite : c'est en tant que potentiel de développement, et en ce qu'il doit conduire à l'émergence d'une nouvelle forme de modernité, qu'il structure de manière récurrente les représentations.

L'absence de référence à la présence populaire dans le quartier tout comme l'abstraction de son passé industriel sont d'ailleurs deux éléments qui marquent le témoignage présenté ci-dessous, recueilli auprès de l'architecte F. Valsassina, et de l'une de ses associées R. Amado. F. Valsassina et ses partenaires représentent des acteurs privilégiés du changement urbain à Alcântara : déjà à l'origine du projet *Alcântara Rio*, et de la *Residence Domus* (résidence fermée avec services pour personnes âgées) (figure 3.7), le cabinet de Valsassina a été mandaté, en 2005, par la municipalité de Lisbonne pour conduire plusieurs opérations dans le cadre du projet *Alcântara XXI* :

> - MG. Vous avez travaillé et vous travaillez encore sur Alcântara ? Pouvez-vous me décrire rapidement votre action ?
> *- RA. C'est un grand privilège de travailler sur de l'existant, sur de l'ancien et de récupérer des bâtiments. C'est travailler sur la mémoire des lieux. Alcântara est une zone très privilégiée à Lisbonne, même malgré la pollution et le bruit (...)*
> - MG. Quels mots utiliseriez-vous pour décrire Alcântara ?
> *- RA. Potentiel ; espace ; lumière.*
> - MG. Quelles sont les évolutions actuelles à Alcântara ? Et, selon vous, quelles seront les évolutions futures ?
> *- RA. Il y a beaucoup de potentiel à Alcântara ! (*Elle me décrit le projet *Alcântara XXI* à partir de documents (cartes et documents écrits), me parle du métro, de la plate-forme multi-modale, de l'aménagement d'un tunnel pour le train, de la création de liens avec la zone résidentielle*). Il y a Jean Nouvel, Valsassina qui est responsable de trois zones dans Alcântara XXI et puis le projet Vieira, mais je ne peux pas dire, mais je pense que ça ne se fera pas... Il y a beaucoup de potentiel à Alcântara... Même les immeubles des années 1950 sont très intéressants... C'est un exemple de quartier à réhabiliter ! Il y a beaucoup de choses à faire ! Il y a de nombreuses possibilités variées de réhabilitation. Vraiment, car c'est un lieu bien situé (...)*
> - MG. A votre avis, qui habite à Alcântara ?
> *- RA. Des populations issues des classes sociales moyennes et hautes. Je ne connais pas les prix... Mais à Alcântara Rio, ce sont des gens de la classe moyenne. Les classes supérieures sont à Alcântara.... euh .....*
> - MG. Résidence ?
> *- RA. Oui, Alcântara Residence !*
> - MG. Que pensez-vous des contrastes au niveau local entre des personnes qui vivent dans une grande pauvreté et les autres, des nouveaux habitants aisés ?
> *- RA. C'est comme ça dans toutes les capitales. C'est comme ça partout à Lisbonne. C'est vrai que l'on crée des espaces pour les classes aisées. Il n'y a pas de construction, de projet pour de l'habitat social. Il n'y a pas d'habitat social dans le projet Alcântara XXI...*
> (Rita Amado, architecte au cabinet de F. Valsassina, au cabinet d'architecture Valsassina, juin 2005).

Un second moyen utilisé pour changer la représentation du quartier, plus classique cette fois-ci, correspond au rappel fréquent des noms des architectes qui investissent le quartier à travers leurs projets. Ces références, fortement relayées dans la presse locale, sont d'ailleurs récurrentes aussi bien sous forme textuelle que figurative (mise en scène de l'architecte à proximité de sa maquette). La sélection d'architectes emblématiques ou de stature mondiale (S. Vieira, J. Nouvel, F. Valsassina), sert non seulement à projeter le quartier, mais aussi la ville entière, dans la modernité que symbolisent les grandes métropoles mondiales. Comme le rappellent B. Bertoncello et R. Rodrigues-Malta, un tel choix porte en lui-même le positionnement des

autorités locales vis-à-vis d'une ville générique, puisque le « recours à la griffe des grands architectes » renvoie à la reproduction « d'une ville à l'autre d'un modèle certes à géométrie variable mais, dans tous les cas, reconnaissable » (2003 : 434).

Le moyen le plus efficace pour modifier la représentation du quartier reste, toutefois, la production d'images qui mettent directement en scène les nouveaux usages et les valeurs que les décideurs municipaux veulent, désormais, allouer à Alcântara.

L'exemple d'une brochure, publiée en février 2005 par la *Câmara municipal* et intitulée *Lisboa, viva, activa, criativa, inovadora* peut être ici mobilisé : six des douze pages de la rubrique *Lisboa activa. Cidade de empreendedores. Empreendedorismo e dinamismo empresarial* (Lisbonne active. Une ville d'entrepreneurs. Entreprenariat et dynamique entrepreneuriale) sont attribuées à Alcântara – ce qui n'est pas, en soi, anodin ! On trouve dans ces six pages, sept images en complément du texte, insistant chacune sur une fonction précise que le quartier doit à présent assurer : une photographie des *Docas* (prise de vue oblique et plongeante), mais aussi une image de synthèse préfigurant l'animation au sol du projet *Alcântara-Mar* de J. Nouvel (photographie 8.1) renvoient à la fonction de loisirs, de divertissement et de chalandise ; une photographie aérienne du site d'*Alcântara-Mar* ainsi qu'une photographie de la maquette de l'opération, font référence à la fonction résidentielle haut de gamme ; un plan des aménagement intermodaux futurs, et une photographie aérienne du tracé du prolongement d'une ligne du métropolitain évoquent la fonction de communication et de connectivité ; enfin, une photographie aérienne représentant les bâtiments du quartier à conserver, aborde la fonction patrimoniale. Alcântara doit ainsi devenir (et apparaître comme) un lieu attractif, à la fois pour les investissements, les employeurs, et de nouvelles populations, résidentes ou simplement de passage.

Photographie 8.1. Image en trois dimensions de l'animation au sol envisagée sur le site d'*Alcântara-Mar*

Source : CML, 2005c.

Cette démarche des autorités municipales qui consiste à imaginer et à imposer une nouvelle trajectoire urbaine au quartier via la régulation de représentations de l'espace et la production d'images, reste, cependant, à Alcântara, fortement concurrencée par une autre position officielle : celle de la *junta de freguesia* et de son président d'obédience communiste, J. Godinho. L'organisation du pouvoir local au Portugal permet en effet, selon les contextes, les acteurs impliqués et la nature des appartenances politiques en jeu, l'expression d'oppositions et de controverses au niveau institutionnel. Si les principales décisions en matière d'aménagement et

de projets urbains reviennent *in fine* à la *Câmara municipal*, la position de la *junta de freguesia* vis-à-vis de la politique urbaine municipale et son influence sur l'opinion publique ne peuvent être complètement négligées. La *junta de freguesia* communique ainsi plusieurs fois par an à ses administrés, par l'intermédiaire de son journal intitulé *Notícias Alcântara*, les principales informations locales, mais aussi les prises de position du président J. Godinho à l'égard des différents projets urbains en cours ou à venir. Force est de constater que les discours de J. Godinho divergent sensiblement de ceux des autres décideurs publics, assurant ainsi une alternative à la posture municipale dominante. L'entretien réalisé avec J. Godinho révèle en effet, *a contrario,* une forte insistance sur le passé industriel et ouvrier d'Alcântara, et sur les conséquences sociales d'une appartenance à un tel héritage socio-économique. La réponse à la question « Quels sont les trois mots que vous utiliseriez pour décrire Alcântara ? » montre ainsi que, pour J. Godinho, le quartier se caractérise et s'identifie avant tout par sa solidarité collective :

> *« C'est une freguesia solidaire, où il y a encore une valeur de voisinage ; si une personne meurt, ses voisins vont se préoccuper de savoir si la famille a suffisamment d'argent pour les funérailles ; c'est une freguesia franche ; nous disons les yeux dans les yeux ce que l'on a à dire ; et c'est une freguesia de lutte, encore aujourd'hui ! ».* (José Godinho, lors d'une permanence au local de la *junta de freguesia,* juin 2005).

Au total, à Alcântara comme à Berriat Saint-Bruno, la phase initiale de la reconquête a conduit les autorités municipales à promouvoir de nouvelles représentations du quartier qui valorisent particulièrement l'idée de rupture, que ce soit avec un mode de développement économique, des formes de peuplement, mais aussi des types d'usages et de sociabilités.

Dans d'autres contextes urbains, cette représentation du changement en tant que rupture apparaît parfois plus nuancée. Les travaux de B. Bertoncello et de R. Rodrigues-Malta montrent par exemple à propos du cas marseillais et du lancement du projet Euroméditerranée que si l'heure a été « au narcissisme urbain, à la transformation d'une image ternie, par la mise en œuvre de grands projets restructurants caractérisés par leur dimension architecturale événementielle », l'action a aussi comporté, en l'absence de patrimoine architectural remarquable, la construction « d'une nouvelle identité qui s'appuie sur les composantes cosmopolites et populaires » et sur la singularité du « génie des lieux » (2003 : 424). On ne retrouve pas, à Berriat ou à Alcântara, un tel syncrétisme sémantique : l'identité populaire des deux quartiers est, au moment du lancement de la reconquête, occultée, voire complètement niée.

Cette posture semble, toutefois, évoluer dans le temps. Les évolutions sociales et culturelles, le renouvellement des intérêts en jeu et les alternances politiques conduisent, en effet, les autorités publiques à ajuster leurs discours et à reconsidérer leurs options en matière de production de représentations du quartier et du changement urbain.

C'est notamment le cas à Berriat Saint-Bruno, où l'état d'avancement du processus de reconquête est aussi marqué par le déploiement de nouveaux discours institutionnels, vantant désormais les qualités d'un quartier « populaire et cosmopolite ». Les représentations politiques semblent ainsi posséder, dans un tel contexte urbain, une temporalité qui correspond finalement à celle de la reconquête et des formes d'interventions induites : de l'éloge de la rupture, on passe progressivement à celui de la continuité, qui passe par une reconsidération et une réinterprétation de la présence populaire du quartier.

1.2. Réinventer le quartier populaire : la promotion de la figure du quartier modèle de « mixité » dans les représentations publiques

La phase d'accompagnement de la reconquête, identifiée à Berriat Saint-Bruno (chapitre 3) comprend en effet un renouvellement des discours et des représentations officielles du quartier. Ce renouvellement s'explique par un changement de majorité politique au niveau local, mais aussi par une influence grandissante de la thématique de la « mixité » dans les politiques publiques (Simon, Lévy J.-P., 2005). On observe, en effet, avec l'arrivée de l'équipe socialiste de M. Destot en 1994, un revirement dans la prise en compte de la présence populaire du quartier. A partir de la seconde moitié des années 1990, se déploie un nouvel argumentaire municipal qui loue, désormais, avec insistance, les qualités séculaires de « mixité » urbaine du quartier : l'identité de Berriat serait avant tout définie par sa faculté à réunir en un même espace des formes, des fonctions et des personnes différentes ; une identité qui puiserait son origine dans l'histoire même du développement et du peuplement du quartier.

1.2.1. L'invention et la diffusion de la représentation de Berriat Saint-Bruno comme quartier modèle de la « mixité »

- *Berriat, le « modèle grenoblois de la mixité »*

> *« Berriat, le modèle grenoblois de la mixité. Quartier ouvrier apparu au milieu du XIXe siècle, Berriat a très vite représenté le modèle de la mixité au sein de la ville de Grenoble, même si l'image du quartier ouvrier et populaire perdure. Des entreprises et ateliers y côtoient les habitations des ouvriers, des cadres et des patrons. Des pôles commerciaux sédentaires et forains s'y sont très vite développés. Jusqu'aux années 1960, le quartier s'est densifié par des opérations importantes autant que par la construction de maisons et de petits immeubles sur les terrains disponibles. Dans la même période de nombreux équipements furent construits (écoles, centres sociaux, piscine...) faisant de Berriat un modèle de la mixité sociale, urbaine et fonctionnelle. Depuis les années 1990, Berriat a retrouvé une nouvelle dynamique, faisant de lui le précurseur et le laboratoire du renouvellement urbain de Grenoble. »* (texte de l'exposition *Comment Grenoble change... De Berriat à Villeneuve,* tenue à Grenoble, en 2006).

Ce texte montre comment Berriat Saint-Bruno a été présenté au public grenoblois par la municipalité, dans le cadre de l'exposition *Comment Grenoble change... De Berriat à Villeneuv*e qui s'est tenue du 26 janvier au 6 avril 2006[1]. Ce court texte peut être considéré comme un bon résumé de la représentation du quartier produite, défendue et véhiculée par les acteurs publics grenoblois depuis la fin de la décennie 1990, notamment en réaction à la résistance d'une autre forme de représentation sociale, « l'image du quartier ouvrier et populaire » évoquée dans le texte : dans les documents réglementaires consultés (par exemple : Ville de Grenoble, 2000b, 2003) tout comme dans les discours publics des élus (notamment lors des réunions entre l'Union de quartiers et l'équipe municipale[2]), Berriat est décrit comme le « modèle grenoblois de la mixité » (titre du texte) ; une qualité chère à la municipalité en place qui le distingue des autres quartiers de la ville.

---

[1] Exposition dont l'objectif était « d'offrir à chaque visiteur un parcours à travers des exemples de projets réalisés ou en cours. Ces projets permettront à chacun de mieux comprendre les grandes orientations municipales sur lesquelles se fondent le développement urbain, social et écologique de Grenoble » (M. Destot, introduction du dépliant distribué aux visiteurs lors de l'exposition, janvier 2006). Cette exposition a été réalisée dans les locaux de La Plateforme, un espace d'information et de débats sur les enjeux urbains locaux et les actions municipales entreprises, situé dans le centre-ville de Grenoble.

[2] Par exemple, la réunion du 10 février 2005 à laquelle j'ai pu assister. Voir en outre l'article de F. Pecchio paru dans *Le Dauphiné Libéré,* en date du 12-02-2005, et intitulé *Le quartier Berriat fait le point*.

La manière dont Berriat Saint-Bruno a été traité lors de cette exposition offre, en effet, un aperçu du statut stratégique que lui octroie la municipalité grenobloise dans le développement de la ville, et de l'argumentaire utilisé pour justifier ce statut. En effet, Berriat Saint-Bruno est pensé comme un des quartiers emblématiques de la ville, et en tant que « modèle grenoblois de la mixité », comme une vitrine à promouvoir[1].

Dans cette représentation, la présence populaire du quartier n'est plus niée comme auparavant, mais intégrée (ou plutôt diluée) et de fait réhabilitée symboliquement, au sein du modèle idéologique et politique de la mixité sociale.

Le texte de l'exposition offre deux premières indications sur les logiques qui ont structuré la fabrication, par les acteurs publics, de Berriat comme « modèle grenoblois de la mixité ».

Tout d'abord, dans cette représentation politique, la qualité de Berriat en tant que quartier modèle de la « mixité » est présentée comme un acquis de longue date, hérité de son origine industrielle. Implicitement, le discours explique et justifie la « mixité » contemporaine du quartier par le simple recours à l'existence d'une « mixité » traditionnelle, conçue comme une constante de l'histoire et de l'identité du quartier. Or, on peut entrevoir à travers cet argumentaire une double invention : en premier lieu, celle qui correspond à la réinterprétation par les acteurs publics de ce qu'ils croient être une « mixité » originelle du quartier ; une réinterprétation dans le sens d'une idéalisation. Plusieurs sources et témoignages rappellent par exemple que la proximité entre les maisons de maître occupées par les patrons des usines et les immeubles des ouvriers n'était pas sans engendrer des difficultés (Barou *et al*. 2003). La lecture proposée dans cette représentation est, au contraire, une version lisse et pacifiée, et écarte les situations conflictuelles et les controverses qui ont pourtant aussi fait l'histoire du quartier. L'autre invention est l'inscription du quartier, non plus dans une perspective de rupture, mais plutôt dans une logique de continuité historique : la « mixité » de Berriat, qu'elle soit d'ailleurs sociale ou non, ayant parcouru le siècle, imposerait au quartier une trajectoire qui s'apparente même, dans cette vision officielle, à une réelle destinée. M. Lussault, dans son travail sur les images de la ville de Tours, insiste sur le rôle de la référence historique comme structure première des représentations politiques : « le récit historique constitue une structure de représentation complexe qui lie le passé-présent-avenir dans un tout cohérent » (1993 : 140). Il explique en outre, à partir des travaux de G. Durand (1959), que la représentation historique aboutit dans un premier temps à une périodisation de l'histoire en phases connotées, puis devient, ensuite, « spontanément mythique, oublieuse de certaines vérités au profit d'un mythe du temps historique conçu comme le grand réconciliateur » (Lussault, 1993 : 407). Dans la représentation de Berriat, non seulement le récit historique simplifie les formes de relations sociales qui ont fait le quartier tout au long du siècle, mais contribue aussi, plus globalement, à abstraire son histoire économique et sociale. Pour preuve, on trouve dans l'exposition parmi les autres textes sur Berriat, une présentation d'un des projets urbains en cours de réalisation, celui localisé sur le site de l'ancienne usine Lustucru :

> *« Lustucru : d'un site industriel à un quartier d'habitat.*
> *1900, les fils de Louis Cartier-Million posent la première pierre de l'usine Lustucru. Toute l'identité du quartier va s'édifier au fil de la saga des fameuses pâtes aux œufs frais.*
> *1992, l'usine est désaffectée. C'est un drame humain pour les salariés et un pan de l'histoire industrielle de Grenoble qui s'effondre.*
> *1997, l'architecte Jean-Pierre Buffi. Un ensemble de 14 immeubles est construit, faisant suite à plus de 90 réunions pour boucler le dossier ZAC »* (texte de l'exposition *Comment Grenoble change... De Berriat à Villeneuve,* tenue à Grenoble, en 2006).

[1] Ce statut peut expliquer la référence au nom du quartier dans le titre de l'exposition ou bien le fait que les panneaux (composés de textes, d'images ou de projections vidéo) dédiés à Berriat ont été positionnés dès l'entrée de l'exposition.

Comme Y. Fijalkow a aussi pu le noter à propos du quartier de la Goutte-d'Or à Paris (2006), on assiste ici à une abstraction du passé industriel et ouvrier plus ou moins récent du quartier. Mythification du passé et périodisation contribuent ainsi à produire une représentation simplifiée et quelque peu aseptisée du fonctionnement et de la vie du site industriel, des situations humaines et sociales induites, et en filigrane de la trajectoire du quartier tout entier ; une représentation qui insiste *in fine* davantage sur l'opportunité que constitue le site, ainsi que sur la rapidité d'exécution de sa rénovation.

Le second principe ayant guidé la fabrication de la représentation publique de Berriat Saint-Bruno est celui de l'adoption d'une acception extensive de l'idée même de « mixité ». On note par exemple, dans le texte, l'emploi de la notion de « mixité sociale, urbaine et fonctionnelle » : la mixité n'est donc pas uniquement celle des personnes, mais concerne aussi celles des formes urbaines et des fonctions sociales et économiques. Cette évocation fait directement écho à un des panneaux introductifs de l'exposition, situé à proximité immédiate de l'espace consacré à Berriat, et qui précise cette idée générique de « mixité » plurielle, tout en la posant comme principe fondateur de la politique urbaine locale. Ce panneau propose une déclinaison en trois termes de cette idée de « mixité » ; déclinaison qui n'a donc pas été reprise à propos de Berriat, au profit de l'idée générique :

> *« Mixité sociale : différentes populations cohabitent dans un même secteur. On y trouve des logements sociaux, des immeubles en copropriété ou location, des maisons...*
> *Diversité urbaine : plusieurs formes d'organisation urbaine sont présentes. Les différentes périodes historiques de l'architecture sont visibles et reconnaissables. Des maisons ouvrières côtoient des immeubles cossus, de grandes avenues desservent de petites rues, de grandes opérations d'urbanisme sont voisines de quartiers construits au fil du temps.*
> *Mélange des fonctions : tout ce qui fait la ville se mélange harmonieusement sur un même secteur : logements et commerces, équipements et espaces publics, bureaux, petits ateliers et garndes usines.*
> *Une ville qui marche est une ville de mélange et de diversité. »* (texte de l'exposition *Comment Grenoble change... De Berriat à Villeneuve,* tenue à Grenoble, en 2006).

La représentation politique de Berriat Saint-Bruno, en rapprochant sous le même vocable de « mixité » une pluralité de significations, laisse percevoir un usage possible de ce flou sémantique. L'approche déterministe n'est en effet plus très loin, la diversité des formes physiques pouvant être utilisée pour justifier l'existence d'une mixité des populations : la mixité sociale d'aujourd'hui ou de demain serait alors implicitement associée, d'une part à la mixité sociale d'hier, d'autre part au mélange des formes urbaines et des fonctions que le quartier a su intégrer.

- *Le modèle de mixité plutôt que la figure du quartier-village ?*

A *contrario* de ce qui peut être observé dans d'autres contextes urbains, comme par exemple dans certains quartiers de Montréal (Rose, 2006), de Paris (Bacqué, Fijalkow, 2006 ; Fijalkow, 2006), des principales villes du Royaume-Uni (Colomb, 2006) ou des Etats-Unis (Zukin, 1991 ; Smith, 1996 ; Lees, 2003), mais aussi, comme on va le voir dans le chapitre 9, à la différence des représentations de nombreux habitants[1], l'argumentaire municipal déployé au sujet de Berriat

[1] Ou même aussi de certaines productions scientifiques : relayant, tout en se les appropriant, les témoignages d'habitants, D. Szántó décrit par exemple : « Berriat, ville ouvrière et laborieuse, devient avec le temps un quartier « populeux », puis quartier du *World Trade Center,* quartier des cultures alternatives, quartier des expériences associatives, quartier de l'invention, quartier hétérogène, quartier qui bouge... toujours coupé du centre-ville, si ce n'est physiquement, au moins dans l'imaginaire, gardant toujours un brin d'autonomie, insolente et insolite, une façon d'être particulière, un sentiment d'être chez soi, d'être entre-soi. En ce début de XXIe siècle, Berriat est encore là, résistant, peut-être plus que jamais,

semble, au total, peu s'appuyer sur la figure du quartier-village pour promouvoir l'idéal de mixité sociale.

L'entretien réalisé avec M. Jouve, conseillère municipale et élue de ce secteur de la Ville de Grenoble, confirme l'importance, dans la représentation de la municipalité, des qualités complémentaires d'accueil, de mixité sociale et de convivialité du quartier :

> « *Je crois qu'il y a aussi une histoire de tolérance sur ce secteur. Le type d'habitat aussi, joue... l'habitat ancien, avec plus de diversité. Il y a plus de tolérance par rapport aux gens qui disjonctent un peu. Moi je vis dans un quartier où c'est difficile à gérer par exemple. Village Olympique-Villeneuve. Le disjoncté, dans une montée d'escalier, c'est dur à gérer... alors qu'à Berriat, ça fait un peu partie du paysage... tout le monde a droit de cité. (...) Pour moi, ce qui fonde l'identité locale c'est la convivialité... je ne dis pas qu'il y a pas des problèmes... car il y a eu des statistiques de faites par la mission locale sur les chômeurs de 16-25 ans, et c'est le secteur où il y en avait le plus... Sauf que ça ne crée pas les mêmes problèmes que ceux de Villeneuve ou au pied des montées. C'est plus dilué... et puis si une voiture brûle à Berriat, on en n'entend pas parler à la radio.* » (Maïté Jouve, élue municipale de secteur, à la municipalité de Saint-Martin-le-Vinoux, 17-09-2004).

On retrouve dans cet extrait d'entretien, à la fois les dimensions sociales (tolérance, interconnaissance, convivialité) et physiques (l'ancienneté du bâti) qui constituent le modèle du quartier-village ; mais, à l'image des autres discours officiels sur le quartier, aucune référence directe à la figure du quartier-village n'est réellement faite. Si, pour certains acteurs publics, cette figure représente un réel outil politique de promotion territoriale (Fijalkow, 2006), pour d'autres, elle est au contraire, à travers l'idée d'autonomie qu'elle véhicule, un obstacle à la cohérence de l'action de l'administration locale (qui peut d'ailleurs très bien comprendre, comme c'est le cas à Grenoble, une institutionnalisation des structures délocalisées de concertation et de démocratie participative).

A propos du témoignage de M. Jouve, la non mobilisation du modèle du quartier-village peut aussi être interprétée par les nuances qu'elle exprime dans sa propre représentation du quartier. Ce modèle contient en effet en lui-même un principe d'idéalisation du lieu auquel il se réfère. Or, M. Jouve n'hésite pas à évoquer l'existence de « problèmes », contrastant au passage avec l'engouement des discours jusqu'alors exposés ; et elle n'hésite pas non plus à faire preuve d'inquiétude :

> « *Personnellement, ça me fait un peu peur... Le ressenti des habitants, connaissant un peu les choses, vraiment les acteurs... Il y a une certaine inquiétude... car ils ont le sentiment que c'était un quartier qui vivait bien, en termes de mixité sociale, c'est-à-dire que c'était un quartier d'accueil, où tout le monde arrivait à se loger, à des prix corrects. Aujourd'hui, ils ont l'impression que le prix des loyers explose...et qu'est ce qui va se passer pour cette population ?* » (Maïté Jouve, élue municipale de secteur, à la municipalité de Saint-Martin-le-Vinoux, 17-09-2004).

Le rôle d'actrice locale de terrain (depuis 1995), supposée être à la rencontre des habitants et des associations du quartier, mais aussi le statut d'ancienne résidente de Berriat, interagissent pour expliquer les nuances apportées par M. Jouve à sa représentation du quartier, et la relative distance qu'elle prend à l'égard de la démarche menée par d'autres acteurs publics locaux, qui consiste à simplifier ou à occulter la complexité de la réalité sociale locale.

---

face à ce qui semble le destin inévitable des quartiers populaires devenus chics et vidés de leur substance. Dans notre imagination et dans ses rêves, Berriat est encore à l'image de la ville telle qu'on aimerait la vivre » (Barou *et al.*, 2003 : 26).

- *La mise en paysage de la représentation politique*

Les deux principes qui guident la production de cette représentation politique de Berriat Saint-Bruno, à savoir l'invention de la mixité sociale comme une qualité du quartier qui se justifie par son histoire, et les liens réalisés entre les différentes formes de mixité (sociale, morphologique, fonctionnelle), trouvent un certain écho dans le traitement du paysage urbain hérité. L'action de type patrimonial entreprise par les acteurs publics locaux, notamment en faveur de l'héritage industriel, peut être en effet interprétée comme une des tentatives de mise en paysage de la représentation politique du quartier.

Pour V. Veschambre, les héritages industriels constituent un élément important de la mémoire des classes sociales populaires (2002). Or, si la notion de patrimoine industriel s'est récemment imposée dans le langage politique, sa reconnaissance demeure encore fragile, notamment lorsque des intérêts fonciers sont en jeu : à partir de l'exemple de la ville d'Angers, V. Veschambre explique par exemple que « les traces pouvant servir de support à la mémoire industrielle et ouvrière sont progressivement effacées, dans une large indifférence. (...) Les héritages architecturaux qui pourraient servir de support à une mémoire populaire sont bien présents dans la ville, mais sont les plus exposés au recyclage urbain par la désaffection des groupes dominants, d'abord soucieux de privatisation et de tertiarisation » (2002 : 70-71).

A Berriat Saint-Bruno, à la différence d'autres contextes urbains, le passé industriel et ouvrier du quartier, et l'exigence de mémoire, ne sont pas entièrement absents des discours officiels. Mais comme on l'a dit, cette évocation s'accompagne bien souvent d'une simplification historique, réalisée par périodisation puis par mythification. Cette simplification discursive trouve une expression dans la façon dont a été traitée l'héritage industriel du quartier : un traitement, il est vrai contraint par la pression du marché foncier à l'échelle métropolitaine, ou par le coût de certaines réhabilitations, qui consiste bien souvent en une démolition des formes, parfois compensée par la sélection et la sauvegarde d'éléments remarquables de l'architecture industrielle. Dans ce sens, l'action s'apparente désormais davantage à une fabrication de symboles, conçus comme systèmes fonctionnels, c'est-à-dire comme « conventions sociales qui veulent, par exemple, que des formes spatiales ou des lieux soient chargés d'une capacité à évoquer une civilisation, un groupe social ou une institution ou un système de valeurs » (Debarbieux, 2003b : 882).

Plusieurs exemples de réutilisation partielle de l'héritage industriel et ouvrier et de fabrication symbolique peuvent être mobilisés, comme celle réalisée dans le cadre de la ZAC *Minoterie Armand* (photographie 8.2)[1]. Mais peut-être, un des exemples les plus significatifs renvoie à la manière dont sont maintenues et réutilisées les cheminées de briques rouges des anciennes usines du quartier ; un vestige industriel qui a aussi été exploité à Alcântara par l'architecte F. Valsassina dans le cadre de l'opération *Alcântara Rio* (photographies 8.3), ainsi que dans de nombreux autres contextes urbains.

[1] On pourrait aussi évoquer les choix qui ont guidé les aménagements et la décoration de certains commerces du quartier, dont l'implantation a pu être soutenue par la municipalité (imposition de linéaires d'activités sur certains tronçons de rue dans le cadre du POS ; mesures de soutien à l'activité commerciale). On peut notamment se référer à la description de l'espace intérieur du café *La City* (section 3 du chapitre 7). L'exposition d'objets anciens, de photographies du quartier datant du début du siècle, la restauration d'un mobilier traditionnel, ou l'adoption d'un style architectural insistant sur le pittoresque, caractérisent la décoration intérieure de plusieurs autres commerces du quartier. Ces choix qui émanent des commerçants eux-mêmes s'appuient sur le mythe du passé ouvrier et industriel, tout en contribuant à l'enrichir ; ils participent alors indirectement à la mise en paysage de la représentation défendue par les pouvoirs publics.

Photographie 8.2. Mise en valeur d'une façade remarquable dans le cadre de l'opération *Minoterie Armand*, à Berriat Saint-Bruno

M. Giroud, Berriat Saint-Bruno, 2007.

Photographie 8.3. Maintien des cheminées industrielles et production symbolique, sur les sites de deux résidences haut de gamme à Berriat Saint-Bruno (à gauche) et à Alcântara

M. Giroud, Berriat Saint-Bruno et Alcântara, 2005.

A Berriat, comme à Alcântara, les cheminées, symbolisant la présence passée d'une ancienne industrie, ont été utilisées comme éléments de composition architecturale dans le cadre d'opération de rénovation et de construction de logements de standing. Un tel usage participe alors de fait à la fabrication formelle d'une mythologie – celle du passé industriel du quartier - déjà engagée à travers les discours politique. M. Lussault rappelle qu'une des fonctions du mythe, dans son sens strict, conçu comme un récit des origines, permet d'établir l'idée d'un ancrage, d'une ancienneté qui serait la condition même d'une perpétuité et d'une grandeur (2001b : 160). R. Barthes (1957) a montré que les mythes, en tant que « systèmes de communication », sont utiles dans le sens où ils permettent de réinterpréter le passé par rapport aux besoins du présent. La cheminée industrielle, en tant que symbole, devient alors un des outils de cette construction mythologique : elle rappelle l'origine industrielle du quartier, c'est-à-dire celle qui fit sa réputation et sa force, et, tout en étant entremêlée à la modernité de nouvelles formes architecturales et décoratives, elle contribue à asseoir le quartier dans une ère nouvelle de développement ; mais elle constitue aussi, au vu des principes qui ont guidé l'élaboration de la représentation du quartier comme modèle de mixité, un symbole parfait de cette mixité officiellement prônée.

Le recours à l'ancien n'apparaît donc utile que parce qu'il nourrit un certain progrès et crée de la nouveauté. Le mythe et les symboles qui le composent permettent alors à ceux qui les créent et les imposent de réinventer une histoire qui finalement masque la réalité, et atténue la brutalité de certaines évolutions.

L'action sur le paysage urbain, à partir de la sélection d'éléments architecturaux particuliers et de leur mutation en symboles (et en emblèmes), correspond donc à une autre manière de produire et de promouvoir une représentation politique du quartier. Sur ce point, B. Debarbieux rappelle en effet, en citant les travaux de D. Cosgrove, les liens qui peuvent exister entre une formation sociale dominante et un type de paysage : le paysage, sous ses formes géographique, picturale ou littéraire, peut être alors conçu « comme la mise en représentation, l'expression emblématique de la puissance et du goût d'une formation sociale correspondant à un stade de l'histoire du capitalisme » (2001 : 204). C'est selon cet ordre d'idées, que V. Veschambre affirme que « le filtrage opéré lors du processus de patrimonialisation renvoie principalement aux puissants, qui ont marqué la ville de leur empreinte. Or, c'est bien le degré de visibilité et de légitimité des différents groupes sociaux qui ont construit la ville, ainsi que leur capacité à s'approprier l'espace urbain, qui est en jeu à travers les choix de conserver ou de démolir, de recycler ou de patrimonialiser » (2992 : 72).

1.2.2. Les utilités de la représentation politique

Produire et diffuser la représentation de Berriat comme « modèle grenoblois de la mixité », que ce soit à travers des mots, des formes urbaines ou des symboles, n'est pas neutre politiquement. Cette action doit en effet être replacée au sein d'enjeux qui se situent, en fait, davantage à l'échelle métropolitaine, qu'à celle du « quartier ».

- *Un quartier équilibré et pacifié, à l'image de la ville*

L'éloge municipal de la mixité n'est bien entendu pas propre au cas grenoblois. Il s'inscrit dans un contexte politique et législatif plus vaste de promotion de la notion : « avec la loi d'orientation pour la ville (LOV) de juillet 1991, la lutte contre la ségrégation figure au cœur des politiques urbaines. Appelant à l'introduction d'une plus grande diversité dans les villes, aussi bien au niveau de l'habitat que du peuplement, la LOV établit implicitement une correspondance entre mixité résidentielle et harmonie sociale. Cette idée centrale qu'introduit la LOV sera ensuite reprise et développée, sous différents vocables, dans toutes les lois s'attachant à réduire la fracture sociale à travers la politique urbaine : loi sur les exclusions, loi SRU, loi sur la rénovation urbaine dite loi Borloo » (Simon, Lévy J.-P., 2005 : 87). Pour P. Simon et J.-P. Lévy, cette omniprésence et l'unanimisme qu'elle provoque, tout comme le flou sémantique qui la constitue, doivent être interrogés. En premier lieu, c'est l'association, dans les discours politiques, entre la mixité sociale, pensée comme un principe assurant la cohésion sociale de la société, et des notions connexes beaucoup plus précises d'équilibre de peuplement, de rééquilibrage social ou encore d'harmonie sociale, qui attire la méfiance : « que la mixité sociale finisse par qualifier en définitive les espaces où « l'immigration » n'est plus visible traduit assez bien le projet proprement idéal et quelque peu totalitaire derrière cette volonté de produire une ville « équilibrée ». Décomposant les fonctions, les types d'habitat et les habitants en autant d'unités élémentaires, il s'agit de recomposer un assemblage où la part des composantes qui doivent se mélanger se situe à un dosage tel qu'il touche à l'équilibre » (Simon, Lévy J.-P., 2005 : 89). Or, fortement inspirés des résultats de travaux fondateurs de la recherche urbaine, ces deux auteurs rappellent aussi que « ce que recouvre la notion de mixité est mal défini et plus encore, *a fortiori*, rien n'indique en quoi elle serait positive sinon par antithèse des formes aiguës de ségrégation » (2005 : 84). En effet, comme l'ont déjà évoqué les travaux de P.-H. Chombart de

Lauwe (1952), de H. Coing (1966) ou de J.-C. Chamboredon et M. Lemaire (1970), en dépit des effets bénéfiques qu'on prête volontiers aux situations de mixité sociale, il reste que l'hétérogénéité des origines, des trajectoires et des attentes engendre des tensions dans le partage au quotidien d'un même espace de vie : ces travaux livrent un constat nuancé sur les conditions de réalisation de la mixité sociale et sur les bénéfices escomptés pour les différents groupes sociaux. Cela conduit finalement à penser que ces conditions de réalisation se situent peut-être ailleurs, à savoir en dehors de l'espace résidentiel et des logiques de répartition des populations. C'est notamment ce que défendent les auteurs qui développent la notion d' « accès à la ville » (Lévy J.-P., Dureau, 2002), c'est-à-dire la possibilité d'accès des groupes sociaux à tous les espaces et équipements collectifs de la ville. Ce retournement de perspective amène dès lors à penser que « s'il faut agir pour instaurer la mixité, c'est en créant les conditions du mélange dans les espaces de fréquentation plus que dans ceux de résidence » (Simon, Lévy J.-P., 2005 : 90-91), c'est-à-dire en agissant à la fois sur les conditions de mobilité quotidienne des individus, et sur les dispositifs de contrôle et de surveillance qui régissent finalement de plus en plus d'espaces collectifs et qui sont souvent dissimulés par des discours officiels prônant la diversité des usages et des présences (Lees, 2003).

A Grenoble, l'utilisation et la promotion de notions comme celles de cosmopolitisme, de diversité, de mélange, ou plus globalement de mixité contribue à promouvoir une telle vision pacifiée et équilibrée de la ville, érigée au passage en modèle archétypal de la cité idéale. La mixité des hommes, des formes et des fonctions, c'est-à-dire leur répartition équilibrée en un même espace, serait ainsi l'irréductible de ce qui fait la cité puisqu'elle en garantit son intégration. En faisant de Berriat le « modèle grenoblois de la mixité », les pouvoirs publics condensent cette vision idéale de la ville sur un quartier, dont la représentation doit en retour servir à l'image de la ville entière. La production et la diffusion, notamment à partir d'images, de cette représentation du quartier – et par là, de la ville - relèvent d'une forme d'exercice du pouvoir, qui consiste à manipuler la complexité du réel en la réduisant radicalement. Les oppositions en actes, les controverses, les conflits, les investissements en demi-teinte et les jeux entre distances et proximités qui animent l'espace résidentiel ou qui font la « vie de quartier » (Grafmeyer, 1998) sont ainsi neutralisés et effacés de la représentation politique. Pour M. Lussault, les images territoriales qui participent de ce processus, par la sélection et la réduction de la complexité de l'espace auquel elles se réfèrent, deviennent ainsi à part entière des instruments de domination de cet espace (2003).

Mais outre l'utilité pour la ville de déployer une telle représentation, la qualification de Berriat comme symbole de mixité sert avant tout à promouvoir ce quartier auprès d'une population bien particulière.

- *Orienter la reconquête et séduire de nouveaux résidents*

En développant une telle représentation de Berriat Saint-Bruno, les autorités publiques s'adressent directement à une population récemment installée ou susceptible de l'être, qui se compose d'individus qualifiés et relativement favorisés, acteurs de la gentrification résidentielle. Pour Y. Fijalkow et E. Préteceille, inspirés des travaux de S. Zukin, N. Smith ou R. Atkinson, « la gentrification semble largement déterminée par la manière dont sont décrits les quartiers populaires » (2006 : 9).

La double démarche d'esthétiser la mixité, c'est-à-dire de la transférer du débat et de l'activité politique vers le plan sensible et émotionnel (Duby, 2002) à travers sa mise en représentation, et de la présenter en marque de fabrique locale, distinctive à l'échelle de la ville, contribue effectivement, directement, à attirer les groupes sociaux adeptes des valeurs qui lui sont associées. En insistant sur ces valeurs (convivialité, interconnaissances, solidarité, cohésion,

équilibre, paix sociale), mais aussi sur l'historicité et l'ancienneté des lieux, les autorités publiques créent les conditions sémantiques et symboliques adéquates qui privilégient une forme de renouvellement de la population. De plus, le fait que les pouvoirs publics ne reprennent qu'une seule des déclinaisons possibles de la représentation de la continuité populaire, c'est-à-dire celle qui se réfère à la mixité sociale, traduit leur volonté de réguler et de normaliser les autres représentations du quartier produites par les habitants ; et notamment, celles qui pourraient insister sur les déviances ou sur les présences jugées problématiques.

Pour Y. Fijalkow et E. Préteceille, « la gentrification s'appuie souvent sur un argumentaire portant sur le refus du « déclin urbain » que représentent un certain bâti, une certaine population, une certaine commercialité, une atmosphère urbaine. Dès lors, la description entraîne la prescription : un besoin de renouveau qui renvoie à des termes différents selon les époques et les pays : réhabilitation, renouvellement, rénovation, régénération, revitalisation, renaissance » (2006 : 9-10). Dans ce sens, ne parler que de la population du quartier en termes de mixité sociale peut être interprété comme une façon d'occulter les situations de relégation ou de précarisation, pourtant aussi constitutives du lieu considéré. Ce qui explique, en outre, que le thème de la mixité apparaît même souvent directement associé, dans les argumentaires officiels, à celui du renouvellement urbain. Le texte recueilli lors de l'exposition et présenté plus haut (*Grenoble, modèle grenoblois de mixité*) offre d'ailleurs une belle illustration de la proximité créée entre les deux notions.

Comme le rappelle A. Bourdin, « les acteurs de la gentrification appartiennent tous, d'une manière ou d'une autre, à la classe récréative : ils sont compétents et efficaces en matière de production symbolique, donc porteurs de sens et d'images nouvelles » (2005 : 177). Il est donc utile pour les pouvoirs locaux d'essayer d'attirer de tels individus : les gentrifieurs, par leurs présences et leurs pratiques, vont contribuer directement à nourrir le changement de représentations et le renouvellement urbain du quartier.

Mais la signification d'un tel discours officiel et de cette volonté publique d'affinité avec les nouveaux résidents (effectifs ou potentiels) issus des nouvelles couches moyennes ou supérieures, est aussi à trouver du côté de la dimension stratégique véhiculée par cette population, précisément d'un point de vue politique et électoral :

> *« C'est un secteur important... En terme de population, c'est le secteur qui a gagné le plus de population en quelques années, par rapport à d'autres... La population s'est rajeunie, puisqu'il y a plus de couples avec de jeunes enfants, donc c'est un quartier qui politiquement est important... L'élu, c'est électoral ! Sur le plan électoral, sur ce secteur, on ne peut pas faire des analyses bien justes... Car toute cette nouvelle population qui vient d'arriver, on ne sait pas trop ; et puis sur une ville comme Grenoble, un secteur de plus de 28 000 habitants, ça compte ! (...) Je pense que Carignon a compris l'enjeu de ce secteur de la ville. Ces derniers mois, il s'est beaucoup baladé sur Berriat... L'enjeu électoral... Et oui, on m'a dit, qu'on l'a croisé... Il y a un électorat récupérable... Il a beaucoup circulé dans le quartier, les gens l'ont vu... Il va serrer des mains, va dans des bistrots. Il marque sa présence. Le problème d'une ville : il y a des quartiers comme Villeneuve qui votaient 75 % à gauche il y a quelques années, aujourd'hui cet électorat ne vote plus... Le chômage, les gens à bout de souffle... Par contre un quartier comme Berriat, il y a un enjeu. Cette population là peut faire basculer... »* (Maïté Jouve, élue municipale de secteur, à la municipalité de Saint-Martin-le-Vinoux, 17-09-2004).

Pour J. Lévy, « en tout état de cause, le pouvoir local en place doit s'assurer une hégémonie au sein de la société civile » (1988 : 22). Pour cela, le pouvoir local peut intervenir directement sur l'habitat et modifier la population, afin d'augmenter la part des groupes dont on attend la légitimation la plus forte. Mais, il peut aussi, par la production de discours et de représentations, insuffler et contrôler d'autres dynamiques de peuplement (attraction, maintien sur place, répulsion) : dans cette logique, les représentations officielles apparaissent alors

comme des outils à visée électoraliste, utiles pour assurer la reproduction politique d'une équipe dirigeante.

La communication d'une représentation politique fondée sur le principe de mixité sociale, l'éloge de l'historicité, et la nécessité d'un renouvellement urbain régulé, montre que les autorités locales ont une certaine expérience des pratiques de retour au centre de ces populations, ainsi qu'une connaissance de leur composition socio-professionnelle. Mais les doutes exprimés par la responsable de secteur révèlent aussi que l'ampleur du processus de peuplement engendre la présence d'une population (de gentrifieurs ou non) moins homogène que prévu[1], une population dès lors plus difficilement saisissable et maîtrisable d'un point de vue électoral.

1.2.3. L'action sur les représentations du quartier au coeur d'une politique urbaine de « mixité sociale »

La réflexion menée sur la construction et la diffusion de ces formes de représentation du quartier ne doit pas faire oublier qu'elles ne sont qu'un des fronts d'une politique urbaine plus vaste de renouvellement urbain. Y. Fijalkow et E. Préteceille rappellent à ce propos la contribution des discours observés et des représentations qu'ils véhiculent, dans de telles politiques urbaines : « les politiques publiques comportent un discours d'argumentation et de justification qui prend appui sur les représentations d'un idéal de société urbaine : de part et d'autre de la Manche et de l'Atlantique un discours normatif qui fixe de nouvelles catégories du diagnostic urbain (l'historicité, la responsabilité collective, la mixité, le lien social...) se construit en interaction avec la critique sociale et la description scientifique » (2006 : 11). En effet, on peut penser, dans le cas de Berriat, que la promotion de la mixité dite urbaine, qui rappelle la capacité du quartier à intégrer toutes les formes architecturales qu'on y a construites depuis sa création, contribue à légitimer certaines actions de renouvellement urbain en cours ou à venir, et à rassurer l'opinion par l'évocation de cette capacité presque naturelle du quartier à intégrer « harmonieusement » de nouvelles formes.

La mixité sociale à Berriat Saint-Bruno serait donc, au total, le produit de l'attraction ou du maintien d'individus issus de catégories sociales aisées dans un quartier dont « l'image d'un quartier ouvrier et populaire perdure »[2]. Cette attraction ou ce maintien sont donc régulés par la création et la diffusion d'une représentation territoriale, mais aussi, plus directement, par des interventions urbaines. Mais, à l'inverse de ce qui caractérise l'action publique sous l'ère Carignon, la politique menée actuellement ne peut être complètement assimilée à une politique de « gentrification revanchiste » (Smith, 1996) et d'éviction systématique des catégories populaires et immigrées.

---

[1] J'ai en effet pu voir, lors du travail de terrain, que Berriat Saint-Bruno était devenu très attractif pour une population de jeunes retraités aisés, en situation de retour dans le centre-ville, dynamique aussi observée par les représentants de l'Union de quartier et les techniciens du service réhabilitation et patrimoine urbain de la Ville. Certains entretiens réalisés lors de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier Berriat Saint-Bruno*, ont montré que ces nouveaux venus investissent en priorité les logements neufs du quartier, plus aisément aménageables (au moment de l'achat sur plan), et accessibles (immeubles équipés en ascenseurs). D'après les témoignages, le retour en centre-ville correspond bien souvent à une anticipation des complications liées à l'âge, à une volonté de se rapprocher des aménités et facilités de la ville, et à un souhait d'éviter un hypothétique isolement. Possédant par ailleurs souvent un autre domicile, localisé en dehors de la ville, ces nouveaux venus entretiennent pendant un temps une circulation entre les deux lieux, dans le cadre d'un système de double résidence.

[2] Voir le texte de l'exposition *Comment Grenoble change... De Berriat à Villeneuve*, évoqué dans la section 1.2.1 de ce chapitre.

Si l'on reprend la catégorisation proposée par Y. Fijalkow et E. Préteceille (2006), la politique menée à Grenoble s'apparente davantage à une politique dite de « mixité sociale », qui représente un « flou intermédiaire » entre une politique sociale urbaine (améliorer la situation des classes populaires et des immigrés pauvres habitant le quartier) et une politique dont l'objectif est la valorisation économique du territoire d'action (améliorer le quartier pour le valoriser et attirer d'autres habitants).

En effet, l'intention politique semble être celle d'une régulation des dynamiques de peuplement, en permettant aussi le maintien de populations modestes, et notamment des personnes âgées, habitants originels du quartier. Cette intention s'est exprimée localement au sein d'actions en faveur du logement social, ainsi que par l'intermédiaire d'une intervention pour l'amélioration de l'habitat ancien (OPAH). Ce faisant, dans le contexte actuel de forte pression immobilière, que ce soit à l'échelle du quartier, ou à celle de l'agglomération, les conditions de réalisation de ces actions n'ont pas toujours été optimales.

La construction de logements sociaux s'est, par exemple, confrontée ces dernières années– et se confronte encore - à la rareté du foncier disponible, ainsi qu'à la forte concurrence des promoteurs privés. En outre, comme le souligne le témoignage suivant de M. Jouve, les quelques opérations réalisées récemment ont, en grande partie, été utilisées dans le cadre d'une politique de relogement, à la suite d'une opération de rénovation publique localisée à proximité de Berriat Saint-Bruno :

> *« Je suis aussi vice-présidente d'un organisme de logement, Actis* [organisme HLM ; premier bailleur social de l'agglomération et principal bailleur sur Berriat] *et en fait, à Actis, on se bagarre beaucoup pour construire des immeubles sur Berriat...Il y a des projets, et des choses sympas ont été faites... Rue d'Alembert, on voit pas que c'est des HLM en fait ; il y a des petites opérations, mais importantes, rue du Drac... Il va y en avoir rue des Tournelles... Il y a aussi Grenoble Habitat. On est très soutenu par l'Union de quartier qui est pour le logement social sur le secteur. On a une manière de travailler, quand il y a en projet de logements (six ou sept logements), on présente à l'Union de quartier d'abord, on fait valider... et du coup on va après face aux habitants en étant soutenus par l'Union de quartier (...) Le problème, c'est que toutes les nouvelles opérations qui viennent d'être réalisées sont pompées par le relogement opérationnel. La minoterie Armand, la majorité des logements ont été pris pour reloger les gens de J. Macé* [référence à une opération de rénovation réalisée dans un quartier localisé à proximité de la gare ferroviaire]. *La première tranche est terrible... Il n'a pas d'ajout de nouvelles populations. Cela nous a pompé deux grands projets, la minoterie, et rue Ampère... On va démolir 140 logements et reconstruire, à terme, on retrouvera un équilibre, mais là c'est dur. Et puis il y a des gens furieux – j'ai assisté à une réunion de Grenoble habitat -, dans le discours, « vous faites des logements sociaux plus beaux que mon logement, en tant que propriétaire ! »* (Maïté Jouve, élue municipale de secteur, à la municipalité de Saint-Martin-le-Vinoux, 17-09-2004).

Au total, la production de logements sociaux apparaît encore trop limitée pour permettre l'accès à de nouvelles populations, ou pour compenser les évictions de ménages modestes, qui accompagnent souvent la démolition d'immeubles anciens dans le cadre d'opérations privées de rénovation.

Un bilan mitigé caractérise aussi l'opération d'amélioration de l'habitat ancien[1]. Malgré le soutien de l'Union de quartier (association des habitants), l'OPAH Berriat n'a pas vraiment atteint les objectifs qu'elle s'était fixés, précisément en matière de réhabilitations réalisées dans

[1] Par exemple, les observations réalisées en 2006 lors de l'enquête *Bâtiments-logements-ménages Second passage* confirment ce bilan mitigé : aucun des cinq immeubles enquêtés n'ont fait l'objet d'une intervention liée à l'OPAH.

le cadre d'un conventionnement[1]. Ce bilan mitigé est partagé par le *Pact de l'Isère*[2], bureau d'études (statut d'association) mandaté par la municipalité pour organiser et suivre le déroulement de l'OPAH, mais aussi par les services techniques de la municipalité[3]; et ce, malgré le maintien d'une stratégie de communication de la Ville insistant sur la valeur de l'OPAH. Les causes de cet échec diffèrent cependant selon les points de vue : multiplication des objectifs, marché immobilier défavorable, manque de lisibilité de l'opération, complexité des procédures liées au financement de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) sont les arguments développés par le responsable du *Pact de l'Isère* ; problème organisationnel au sein du *Pact de l'Isère* (renouvellement des équipes en cours de l'OPAH et absence de transmission des expériences et de la mémoire du projet), faiblesse de l'argent public investi, ou orientation de l'opération vers le ravalement de façade, plus visible politiquement, sont les facteurs de l'échec évoqués par la représentante du service technique de la Ville.

L'extrait d'entretien reproduit ci dessous, effectué avec P. Hazebroucq, responsable du *Pact de l'Isère*, expose finalement bien les enjeux locaux et la complexité des dynamiques résidentielles qui ont accompagné et perturbé la mise en œuvre de l'opération :

> - PH. *Mais c'est clairement une volonté de laisser faire les opérations de rénovation nouvelles, parce qu'il y a un besoin de logements, donc de le favoriser. Il en faut du logement. Et il en faut pour tout le monde. Pour aussi bien les personnes modestes et les personnes issus de catégories favorisées. Et puis il en faut aussi... Quand on parle de mixité, ça passe par là, c'est sans doute un des quartiers où on peut la faire cette mixité, donc offrir une offre qui embrasse la totalité des catégories sociales...*
> - MG. En terme de peuplement, vous percevez une évolution sociale nette, liée à ces opérations de rénovation ?
> - PH. *C'est un véritable enjeu, et en plus les élus en sont conscients...Et s'il y a ce type de procédures (*OPAH*) c'est justement parce qu'il y a ce type d'évolutions. Cette évolution est perçue. Le problème est très simple. Ça n'échappe à personne que Grenoble est une des capitales européennes des technologies de pointe, donc ça a quand même un corollaire immédiat, c'est l'arrivée de personnes avec un certain niveau de formation, de revenus aussi à la clef, et une croissance qui continue sur ce plan là... Il y a donc de fait le besoin de produire du logement pour accueillir ces populations. Si on ne produit pas pour ces gens là, ils vont racheter de toutes façons ce qui est déjà un tout petit peu du standing, et ce qui est en dessous du standing... Du coup, on voit aujourd'hui des maisons, tout ce qu'il y a de plus banal dans ce qui s'est construit dans les années 70, se vendent hors de prix sur l'agglomération. Elles se vendent hors de prix car c'est le seul moyen d'avoir un bout de local ; ce qui fait que tout ce que, dans une autre agglomération, est destiné aux classes moyennes, ou aux classes populaires et modestes, va déjà basculer ici au bénéfice de la catégorie supérieure, car on est sur cette rareté du foncier. Automatiquement, l'effet marché du logement se perçoit dans l'arrivée des classes moyennes dans de l'habitat collectif, et même une partie de la classe supérieure dans de l'habitat collectif, alors qu'on ne les trouverait pas dans de l'habitat collectif si on était à Dijon, parce qu'il y a de la place pour s'étaler... Les terrains sont pas à ce niveau de foncier, même s'ils ont tendance à se revaloriser. On est dans cette situation... On ne pourra pas empêcher l'arrivée de ces populations, et le problème est que s'il n'y a pas d'offres de logements nouveaux, ça va forcément se faire sur de l'habitat existant au bout d'un moment, ce qui veut dire que l'habitat ancien de moindre qualité va être racheté par ces populations qui ont le portefeuille bien alimenté. Dès lors, de manière mécanique, on va progressivement vider ; ça va siphonner ce quartier de son peuplement originel, parce qu'il va se faire*

[1] On peut notamment lire dans un document du *Pact de l'Isère* faisant le bilan de la troisième année d'animation de l'OPAH : « Bilan général de l'OPAH. Un bilan contrasté marqué par : beaucoup de réalisations en fin d'animation d'OPAH ; des résultats en retrait par rapport aux objectifs pour les logements à loyers maîtrisés (conventionnés et intermédiaires) ; un désengagement relatif de l'ANAH pour les opérations éligibles, suite aux évolutions réglementaire et budgétaire sur 2002 puis 2003 » (Ville de Grenoble- Pact de l'Isère, 2004 : 34).

[2] Entretien réalisé avec P. Hazebroucq, responsable du *Pact de l'Isère* en 2005.

[3] Entretien réalisé avec D. Viénot, responsable, en 2005, au Service réhabilitation et patrimoine urbain de la municipalité de Grenoble.

> *racheter ce parc là. Le problème posé à l'équipe municipale, quel que soit son bord politique, c'est la nécessité de répondre en volume de logements. Si elle ne répond pas, soit il y a des gens qui partent loin, soit ceux qui ne peuvent pas faire des migrations alternantes ou qui en ont marre de les faire, vont racheter au prix fort et, de fait, vont se retrouver avec des gens qui ne seront...les populations traditionnelles modestes ne seront plus sur le quartier ; donc, quand elles ne seront plus sur ce quartier, elles vont venir taper à la porte de la ville en termes de logement, on va voir ce qu'on a en termes de disponibilité de logements HLM...voyez... Et on va se retrouve, si on laisse opérer la main invisible du marché, pour reprendre une expression bien connue... On voit ce qui va se passer sur Berriat. Donc la ville n'a pas d'autres choix que de forcément, je dirais que techniquement, quelle que soit l'équipe, elle n'a pas d'autres choix que de favoriser des opérations de rénovation et d'essayer parallèlement d'intervenir auprès des populations en place, et c'est l'intérêt de l'outil OPAH, et de favoriser tout ce qui pourrait permettre leur maintien dans les lieux, leur pérennisation le plus longtemps possible...* (P. Hazebroucq, responsable du *Pact de l'Isère*, au local du *Pact de l'Isère*, septembre 2004).

Cet extrait d'entretien montre, finalement, que si le maintien des populations modestes à Berriat Saint-Bruno représente bien une des orientations de l'action menée, il n'est qu'un des maillons d'un raisonnement plus général sur la demande grandissante de logements à l'échelle métropolitaine. Le contexte immobilier grenoblois apparaît actuellement très tendu. Comme de nombreuses autres villes françaises, Grenoble se confronte à un déficit de plus en plus important en logements. Les contraintes liées au site géographique de la ville accentuent ce problème en limitant fortement les possibilités de construction et d'expansion de la ville. En outre, l'arrivée récente de nombreuses populations qualifiées, à la suite de l'aménagement d'équipements scientifiques d'envergure et de plusieurs zones d'activités contribue à complexifier la situation locale. Dans ce contexte, les possibilités foncières et immobilières offertes par Berriat Saint-Bruno, tout comme la proximité du quartier avec de nombreux sites d'activités (Polygone scientifique, Europole), constituent, aux yeux des autorités, des ressources importantes.

La régulation du changement urbain d'un quartier comme Berriat Saint-Bruno constitue, au total, pour les acteurs publics locaux un enjeu complexe et ambigu. Cette régulation dépend grandement des interventions réalisées sur l'espace urbain, mais s'appuie aussi grandement sur la nature des représentations spatiales produites. Ces représentations sont d'autant plus importantes qu'elles ne s'adressent *in fine* pas seulement aux habitants du quartier, mais aussi aux autres acteurs locaux que sont les promoteurs immobiliers, les associations et les collectifs d'habitants ; des acteurs qui participent tout autant à l'animation du quartier, son marquage au quotidien, et donc aussi, en retour, à sa représentation.

2. Les représentations des acteurs privés et associatifs, relais de la réinvention politique du quartier populaire ?

Les représentants des pouvoirs publics ne sont pas en effet les seuls acteurs à tenir des discours sur le quartier et à en produire des représentations. Les acteurs privés de l'immobilier, les associations et les collectifs d'habitants participent tout autant, par leurs positionnements, leurs actions et leurs propos, à créer et à diffuser des représentations du quartier et de son changement qui vont, elles aussi, contribuer au contexte sémantique et symbolique qui entoure Berriat. Une des possibilités d'analyse est alors de penser les représentations de ces acteurs dans leur relation avec celles véhiculées par les autorités publiques. Car les acteurs privés ou associatifs et les autorités publiques entretiennent de fait, dans le cadre de l'action de régulation municipale, des rapports plus ou moins étroits (négociations et arrangements avec les promoteurs immobiliers ; soutien municipal déclaré ou tacite aux animations du quartier) ou

conflictuels (conflits d'intérêts liés aux enjeux fonciers ; résistances collectives à certaines orientations de la politique urbaine). Comment ces acteurs se positionnent-ils face à la représentation politique prônant Berriat Saint-Bruno comme modèle de mixité ? Cette forme de représentation de la continuité populaire est-elle reprise, reproduite, ou au contraire écartée par ces autres acteurs du quartier ?

2.1. Le contrôle de l'image du quartier par les promoteurs immobiliers au nom de l'intérêt économique : une autonomie à l'égard des représentations politiques ?

A Grenoble, le revirement des discours des acteurs publics ne semble pas avoir influencé tous les argumentaires commerciaux des promoteurs immobiliers. Les représentations des deux principaux promoteurs immobiliers intervenant sur le quartier, Bernard Teillaud Résidence et BNP Paribas[1], tout en montrant de réelles similitudes, trahissent aussi des stratégies de communication différenciées.

L'activité de ces deux promoteurs se concentre sur la promotion immobilière de logements collectifs neufs. Dans le cas de Bernard Teillaud Résidence, cette activité se déploie à l'échelle de la région Rhône-Alpes, alors que pour BNP Paribas, elle se développe dans la France entière. A l'échelle grenobloise, aucun secteur géographique ne semble être privilégié, la situation foncière locale étant décrite comme très contraignante, et octroyant peu de marges de manœuvre. Par conséquent, dans un cas comme dans l'autre, les investissements sont réalisés en fonction des opportunités et des contingences. Le quartier Berriat n'apparaît pas, dès lors, comme un secteur particulièrement investi ou stratégique. Au moment de la passation des questionnaires, en 2005, Bernard Teillaud Résidence ne possède aucun projet en cours ou en projet sur le quartier. Leur dernière réalisation correspond à l'opération *Le Nouveau Monde* (figure 8.1), un programme de cinquante logements décrit comme « typiquement urbain, d'aspect et de confort plutôt bourgeois, sans jardins, mais avec des balcons ou des terrasses attachées à chaque appartement, dont le prix, en 2001 de 12 500 F le m², atteindrait aujourd'hui 20 000F le m² ». *A contrario*, BNP Paribas apparaît en 2005 plus implanté et actif : deux opérations, l'une, la *Résidence Galilée*, sur l'emplacement d'un immeuble ancien (figure 8.2), l'autre, la *Résidence Symphonie*, sur le site d'une ancienne minoterie (figure 8.3), sont en voie de finalisation. Toutes deux sont des opérations de logements haut de gamme, ciblant avant tout une population favorisée socialement.

Dans les questionnaires réalisés, les réponses aux questions « Selon vous, quelles populations habitent le secteur ? Pensez-vous que ce sont les mêmes populations qui le fréquentent (sans forcément y habiter) ? » et « Quels qualificatifs utiliseriez-vous pour définir le secteur ? » offrent un premier aperçu de la représentation du quartier de chacun des responsables commerciaux des deux entreprises :

> Selon vous, quelles populations habitent le secteur ? Pensez-vous que ce sont les mêmes populations qui le fréquentent (sans forcément y habiter) ?
>
> *« S'agissant d'un quartier en rénovation, s'y côtoient, au gré des constructions nouvelles, une population récente relativement aisée et une population ancrée depuis longtemps, plutôt populaire,*

[1] Observation réalisée à partir d'une passation de questionnaires auprès de représentants de ces deux principaux promoteurs (directeur commercial chez Bernard Teillaud Résidence et négociateur commercial chez BNP Paribas), de l'analyse de leurs plaquettes promotionnelles (présentation des résidences en projet ou en cours de construction), ou encore de la mise en place d'une observation participante auprès d'un agent de BNP Paribas au Salon de l'immobilier de Grenoble en mars 2005.

Figure 8.1. Texte de présentation et plaquette de promotion de la résidence *Le Nouveau Monde* (Bernard Teillaud Résidence) à Berriat Saint-Bruno (2001)

« 1 : Résidence Le Nouveau Monde.
Une vie active dans le confort d'aujourd'hui.
2 : Au cœur d'un quartier animé, et tourné vers l'avenir.
A 30 mètres de la place Firmin Gauthier, entre le centre d'affaires Europole et le traditionnel quartier Berriat, « Le Nouveau Monde » vous offre une qualité de vie privilégiée. Une situation idéale pour vivre en toute tranquillité à proximité des commodités. La présence de nombreuses écoles, de petits commerces, la bibliothèque...simplifieront votre vie familiale et culturelle. Une animation également rythmée par un marché haut en couleurs, place Saint-Bruno, qui ne manquera pas de vous séduire par son ambiance conviviale. Pour faciliter vos déplacements, vous trouverez à deux pas, tous les transports nécessaires à votre quotidien, et le centre-ville n'est qu'à quelques minutes à pied.
Informations : Transports : tramway, SNCF, gare routière, accès autoroute A48 ; Infrastructures scolaires et universitaires : groupe scolaire Anthoard, collège Fantin Latour, école supérieure de commerce, institut polytechnique, cité scolaire internationale ; Loisirs : bibliothèque, MJC, piscine Chorier, gymnase en construction.
En plus de ces nombreux avantages, la réalisation de grands projets comme le nouveau Palais de Justice ou encore la Cité Scolaire Internationale contribuent à valoriser ce quartier en pleine ascension. Un choix judicieux pour devenir propriétaire ou réaliser un bon investissement.
3 : Une résidence pour le présent et le futur. »
Source : Plaquette publicitaire pour la résidence *Le Nouveau Monde* réalisée par Bernard Teillaud Résidence, 2001.

voire maghrébine, sur la place Saint-Bruno » (Bernard Teillaud Résidence, questionnaire réalisé auprès du directeur commercial, 2005).

« Je ne peux pas vous dire, je ne suis pas autorisé à juger. Mais ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas forcément la population locale qui devient acquéreur. Ce sont des gens qui viennent d'autres secteurs géographiques de la ville, ou des étrangers, type élites, ingénieurs... » (BNP Paribas, questionnaire réalisé auprès d'un négociateur commercial, 2005)[1].

Quels qualificatifs utiliseriez vous pour définir le secteur ?

« Un quartier qui a une histoire, qui mérite de voir ses constructions se renouveler, qui doit peut être préserver des espaces libres pour rester aéré ; un quartier authentique a contrario d'Europole qui n'a pas encore d'âme, tout au moins dans sa fonction résidentielle, un quartier qui souffre de la coupure opérée par la voie ferrée qui ne devrait plus traverser la ville du Nord au Sud. » (Bernard Teillaud Résidence, questionnaire réalisé auprès d'un directeur commercial, 2005).

« *Bien. Comme tous les secteurs...* » (BNP Paribas, questionnaire réalisé auprès d'un négociateur commercial, 2005).

L'analyse des plaquettes de promotion des projets urbains des deux promoteurs permet de préciser ces représentations. Les figures 8.1, 8.2 et 8.3 présentent la mise en forme de ces plaquettes ainsi que le contenu du texte de présentation de chaque opération[2].

Ces trois documents révèlent que certains arguments apparaissent récurrents, quel que soit le promoteur : la situation du projet (proximité du centre-ville), la tranquillité de l'environnement, la présence d'équipements (écoles) et de multiples commerces, ou encore les infrastructures de transport (tramway, gare) sont, plus ou moins, évoqués dans chacun des textes de présentation des opérations. En revanche, les mises en forme des plaquettes révèlent des choix sémiologiques différenciés, qui participent à distinguer fortement les stratégies commerciales des deux groupes.

La plaquette de Bernard Teillaud Résidence privilégie, pour sa part, assez clairement, la thématique de la vie active et de l'activité tertiaire de pointe : la couleur grise du document, son accroche « une vie active dans le confort d'aujourd'hui », l'utilisation d'une image (en première et en dernière page) qui met en scène une jeune femme en mouvement, ou encore la récurrence de photographies d'Europole, participent à dessiner les contours d'une représentation qui insiste sur la proximité du quartier avec les lieux de l'emploi qualifié.

A contrario, les compositions des deux plaquettes de BNP Paribas, se réfèrent beaucoup moins à l'activité tertiaire, sans toutefois l'occulter complètement. On ne trouve, par exemple, aucune image du site Europole. Dans les deux cas, la stratégie commerciale insiste davantage sur la relation du projet avec le bien-être familial : la couleur verte des documents, les dessins[3] représentant l'environnement plus ou moins immédiat du site de l'opération (verdure, montagnes), ceux de l'intérieur des logements, ou encore les choix figuratifs rappelant le « standing » des résidences, définissent une représentation beaucoup plus centrée sur le l'immeuble et le logement, que sur le quartier.

[1] Cette réponse montre que la différence de position des deux représentants dans leurs entreprises respectives influe sur la liberté de parole et donc sur la teneur du propos.

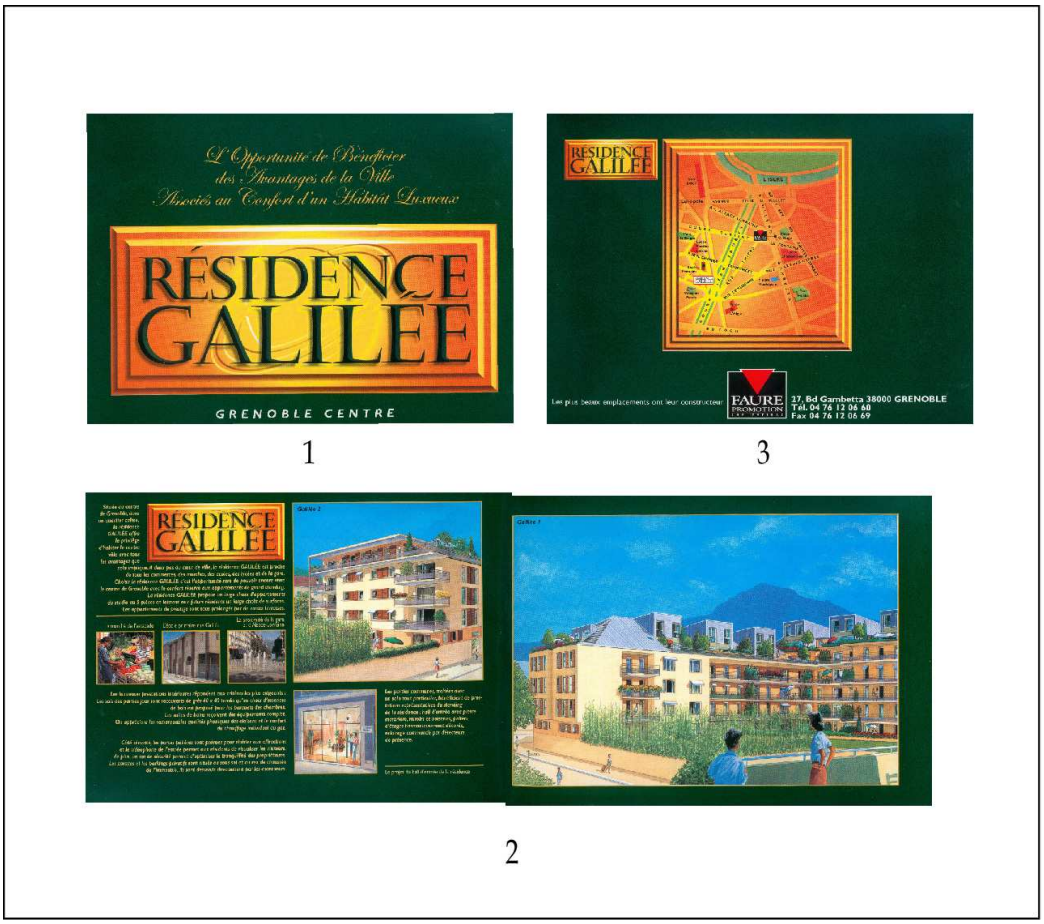
[2] N'ont été recopiés que les extraits de texte ne portant pas *stricto sensu* sur les caractéristiques des logements.

[3] Le choix du dessin par rapport à la photographie n'est pas anodin. Le dessin permet plus aisément que la photographie d'imaginer un avenir et d'inventer des scenarii.

Figure 8.2. Texte de présentation et plaquette de promotion de la résidence *Symphonie* (BNP Paribas) à Berriat Saint-Bruno (2003)

« 1 : Symphonie. Le bien-être dans la ville.
2 : Situé entre le traditionnel quartier Berriat et le nouveau centre économique d'Europole, SYMPHONIE bénéficie d'un emplacement privilégié au cœur de Grenoble, à quelques pas de l'avenue Alsace-Lorraine. SYMPHONIE, à proximité de la gare et de la nouvelle cité judiciaire, bénéficie de tous les commerces ainsi que des écoles, de la maternelle au Lycée International. De plus, le nouveau pôle économique d'Europole et l'Ecole Supérieure de commerce confèrent à ce programme une valorisation particulière. SYMPHONIE est également bien desservi avec le tramway tout proche. Organisé autour d'un mail arboré, le programme SYMPHONIE est composé de quatre résidences. Véritable îlot de verdure et de tranquillité dans la ville, SYMPHONIE offre au citadin l'opportunité de vivre dans un havre de repos et de calme. Habiter SYMPHONIE, c'est choisir une nouvelle qualité de vie à Grenoble. »
Source : Plaquette publicitaire pour le projet *Symphonie*, réalisée par BNP Paribas, 2003.

Figure 8.3. Texte de présentation et plaquette de promotion de la résidence *Galilée* (BNP Paribas) à Berriat Saint-Bruno (2004)



« 1 : Résidence Galilée. L'opportunité de bénéficier des avantages de la ville associés au confort d'un habitat luxueux.
2 : Située au centre de Grenoble, dans un quartier calme, la résidence GALILEE offre le privilège d'habiter le centre-ville avec tous les avantages que cela implique. A deux pas du cœur de la ville, la résidence GALILEE est proche de tous les commerces, des marchés, des écoles, des lycées et de la gare. Choisir la résidence GALILEE, c'est l'opportunité rare de pouvoir encore vivre le centre de Grenoble avec le confort réservé aux appartements de grand standing. La résidence GALILEE propose un large choix d'appartements du studio au 5 pièces, en laissant aux futurs résidents un large choix de surfaces. Les appartements de prestige sont tous prolongés par de vastes terrasses. »
Source : Plaquette publicitaire pour le projet *Résidence Galilée*, réalisée par BNP Paribas, 2004.

A la lecture des textes, la relation au quartier alentour n'apparaît pas, en effet, considérée de la même façon chez les deux promoteurs.

Dans le cas de Bernard Teillaud Résidence, on relève, *in fine*, une relative proximité avec la représentation du quartier déployée par les autorités publiques : il s'agit, en effet, de ne pas négliger l'aspect animé (« *quartier animé* », « *animation* »), convivial (« *ambiance conviviale* »), cosmopolite (« *haut en couleurs* ») et typique (« *traditionnel* ») de l'environnement de la résidence. Cette représentation fait ainsi écho au témoignage du directeur commercial de Bernard Teillaud Résidence, toutefois moins euphémique concernant la présence populaire et immigrée du quartier.

A l'inverse, la position de BNP Paribas se caractérise par une insistance beaucoup moins importante sur l'environnement socio-culturel des différents projets. La dimension populaire

du quartier, même dissimulée, est totalement absente des représentations. Dans le cas de la résidence *Symphonie*, la stratégie de communication souligne particulièrement la tranquillité de l'environnement urbain, mais aussi, tout de même, la présence valorisante du site Europole, du palais judicaire et de la Cité scolaire internationale. Pour la résidence *Galilée*, on note une réelle insistance sur la localisation centrale de la résidence (« *située au centre de Grenoble* » ; « *A deux pas du cœur de la ville* » ; « *opportunité rare de pouvoir encore vivre le centre de Grenoble* »).

L'échange que j'ai pu avoir (en tant que probable acheteur) avec un agent de BNP Paribas lors du salon immobilier de Grenoble en mars 2005, confirme cette relative abstraction du quartier Berriat Saint-Bruno dans la présentation des projets :

> - MG. Je viens d'être muté sur Grenoble, je suis enseignant, et avec ma femme nous cherchons à venir nous installer ici, et si possible acheter un logement à proximité du centre-ville.
> - A. *Dans le centre-ville ? En dessous de 300 000 euros, je n'ai plus rien. Il nous reste quelques appartements dans le secteur de Grenoble sud, à Saint-Martin-d'Hères... ou dans la résidence Galilée, il me reste quelques T4 ; dans l'ancien on peut lancer une recherche...*
> - MG. C'est quoi cette résidence Galilée ?
> - A. *Si 300 000 ça vous va... le projet sera délivré fin 2005, aujourd'hui, on en est aux fondations. C'est une résidence située dans le centre-ville, pas l'hypercentre, mais dans le centre quand même ; dans un quartier très sympa. Et puis à proximité du tramway, à cinq minutes.*
> - MG. Oui, pour nous, le quartier est important dans notre choix.
> - A. *Là vous êtes suffisamment éloigné du cours Jean Jaurès et de la voie ferrée, et le tramway ne passe pas sous votre fenêtre ; et puis il y a des espaces verts pour les enfants, dans la résidence même, ou bien comme les jardins de l'hypercentre, le place Victor Hugo... Vous savez, c'est un appartement de luxe, de haut standing, avec une terrasse, pour le transat de madame...* (extrait de l'échange réalisé avec A., un agent commercial de BNP Paribas lors du salon immobilier de Grenoble en mars 2005).

L'agent immobilier a été tout au long de l'échange très elliptique et abstrait au sujet de Berriat Saint-Bruno et ses habitants.

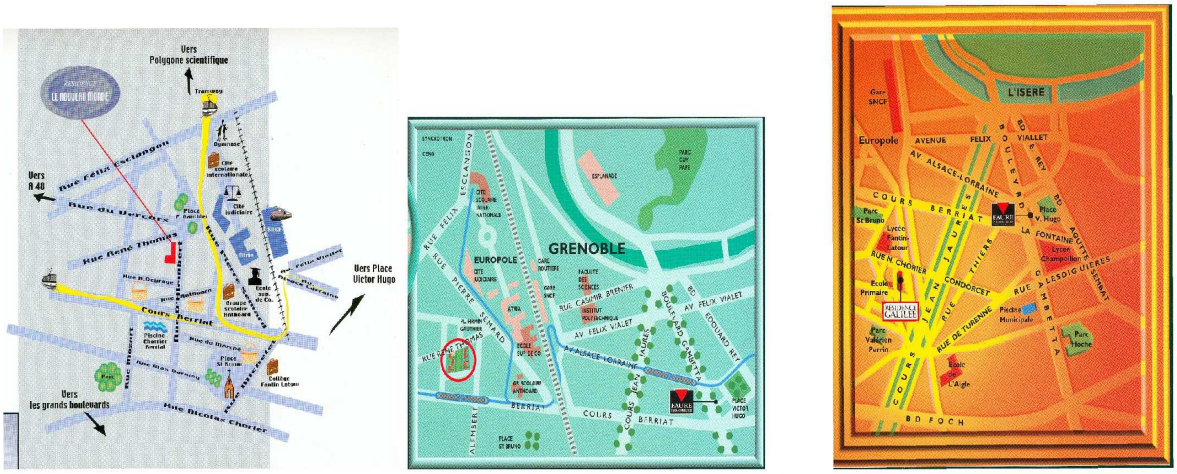
Ces différentes logiques communicationnelles sont d'ailleurs résumées dans les plans de localisation des opérations qui accompagnent les plaquettes publicitaires (figure 8.4).

Comme le montre la figure 8.4, les plans relatifs aux projets *Galilée* et *Symphonie* ne sont pas centrés sur la localisation des résidences en question, à la différence du plan proposé par Teillaud Résidence pour *Le Nouveau Monde*. De fait, le choix sémiologique appliqué par BNP Paribas crée l'image d'une localisation centrale dans la ville, intégrée à l'hypercentre, et participe à la valorisation de cette localisation.

Dans le cas de *Symphonie*, on remarque que le plan insiste particulièrement sur la localisation de bâtiments relatifs à l'activité scientifique (faculté des sciences, institut polytechnique, synchrotron, centre d'études nucléaires) ou aux activités tertiaires (site Europole). Ces différents éléments localisés apparaissent alors, sur la représentation, intégrés en un tout cohérent par l'intermédiaire du tracé du tramway.

Le plan de localisation de *Galilée* ne représente pas le tramway et reste très vague sur le site Europole (toponyme). Au contraire, la représentation insiste davantage sur le maillage des établissements scolaires et des espaces verts du centre-ville. La « place » Saint-Bruno devient d'ailleurs le « parc » Saint-Bruno, ce qui constitue une réelle déformation par rapport à la réalité de ce lieu, constitué d'un parking (occupé par le marché) et d'un petit jardin. On note d'ailleurs que le texte de présentation de la résidence ne fait ici aucune référence aux noms des quartiers existants et reconnus comme tels par les habitants (Berriat et Europole). La définition du « quartier » reste au total très abstraite et centrée sur l'environnement immédiat du logement.

Figure 8.4. Plans de localisation des résidences *Le Nouveau Monde*, *Symphonie* et *Galilée* à Berriat Saint-Bruno (2001, 2003, 2004)



Source : Plaquettes publicitaires de BNP Paribas (2003 et 2004) et de Bernard Teillaud Résidence (2001).

Le plan de localisation de la résidence *Le nouveau monde* propose, quant à lui, une autre image de la localisation de l'opération, qui insiste cette fois beaucoup moins sur la proximité du centre-ville. La représentation souligne, en fait, la localisation d'entre-deux de la résidence, entre le site moderne d'Europole (avec tous ses équipements de prestige), et le quartier ancien de Berriat, structuré autour de la place Saint-Bruno et du cours Berriat. L'utilisation de symboles, comme le panier pour évoquer la présence de commerces, ou le clocher pour marquer la localisation de l'église Saint-Bruno, rappelle implicitement la figure du quartier-village, convivial et animé, évoqué dans la composante textuelle de la plaquette.

Les promoteurs immobiliers mobilisent donc, à des degrés divers, la présence populaire comme caractéristique valorisable d'un point de vue économique ou de marketing urbain. L'exemple de BNP Paribas montre que les discours tenus par les acteurs publics semblent peu influer sur la teneur de leur argumentaire commercial et les représentations qu'ils souhaitent promouvoir.

Au total, ces différents choix sémiologiques, ainsi que les positionnements variés à l'égard de la dimension populaire du quartier, laissent penser que les stratégies commerciales ne ciblent pas exactement les mêmes groupes d'individus. L'argumentaire de Bernard Teillaud Résidence s'adresse finalement à un public assez proche de celui visé par les acteurs publics, c'est-à-dire des individus actifs, travaillant dans le tertiaire, avec un niveau socio-économique élevé et une sensibilité à l'égard des qualités sociales et patrimoniales d'un ancien quartier ouvrier. A l'inverse, le discours défendu par BNP Paribas concerne davantage des individus aisés, actifs ou retraités, qui recherchent avant tout le prestige et la qualité d'un logement, ainsi que la fonctionnalité d'une localisation ou d'un type d'habitat.

Selon la stratégie commerciale suivie, les représentations du quartier produites par les promoteurs immobiliers apparaissent donc tantôt comme relativement autonomes de celles des acteurs publics, révélant ainsi les discordances potentielles entre une logique économique

propre et une lecture plus politique d'un espace[1] ; tantôt comme des incarnations ou des relais de ces représentations politiques[2].

Dans la dernière section de ce chapitre seront questionnées, selon la même démarche, certaines représentations produites par des acteurs associatifs locaux, associations et collectifs d'habitants, très actifs à Berriat Saint-Bruno et qui situent ouvertement leur action dans une logique de contre-pouvoir et de résistance à certaines transformations urbaines.

2.2. De l'ambiguïté des représentations produites dans le cadre de résistances collectives au changement urbain

Deux formes d'acteurs associatifs impliquant des habitants doivent être ici distinguées : celle, institutionnalisée, des associations d'habitants ; l'autre plus spontanée et informelle, bien que toutefois organisée, des collectifs.

2.2.1. L'Union de quartier et sa vision de Berriat Saint-Bruno, entre réplique et résistance à la représentation politique du quartier

Comme l'explique G. Poujoulat, présidente de l'Union de quartier de Berriat Saint-Bruno, dont le local est situé au cœur du quartier, sur la place Saint-Bruno :

> *« L'Union de quartier c'est très large. C'est une association des habitants. Loi 1901. Bénévoles et habitants du quartier, point. Vocation : informer, accueillir, dialoguer avec les pouvoirs publics, les élus, les services, les aménageurs publics et privés. Tout ça pour la réorganisation et le réaménagement du quartier… et en même temps, on est, entre guillemets, pas un contre-pouvoir, parce que ce serait un peu trop fort, mais une force de proposition ou de contestation vis-à-vis des pouvoirs politiques. Totalement indépendants des pouvoirs politiques. On y tient très fort, c'est-à-dire qu'on veut pas être instrumentalisés par les élus quels qu'ils soient. Cela ne nous empêche pas d'avoir des relations avec eux. On les interpelle. Ils nous interpellent »* (Gisèle Poujoulat, présidente de l'Union de quartier, au local de l'association, mars 2003).

L'objet n'est pas ici d'analyser avec précision la réalité des relations que l'association[3] (effectivement largement consultée par la municipalité malgré la création en 2002 et la mise en

[1] On peut aussi inverser le propos et se demander dans quelle mesure les politiques publiques sont des incarnations de logiques économiques. La représentation publique du « quartier cosmopolite » n'est-elle pas finalement un avatar politique d'arguments développés par les promoteurs immobiliers ?

[2] Un tel écart entre représentations des acteurs publics et représentations des acteurs économiques a été observé à Alcântara. Par exemple, l'agence immobilière *Era imobiliero* présente Alcântara, sur son site Internet (www.invistacasa.com) comme un quartier « traditionnel et populaire, mais actuellement aussi cosmopolite et moderne ». Comme cela a été précisé au début de ce chapitre, de telles caractéristiques n'ont pas été évoquées dans les documents officiels consultés.

[3] Les Unions de quartier sont des associations loi 1901 qui rassemblent les habitants d'un quartier. Elles sont présentées par le Comité de liaison des Unions de quartier, fédération des 22 Unions de quartier de Grenoble créée en 1961, comme « issues d'une longue tradition grenobloise de participation citoyenne à la décision politique » (www.cluq-grenoble.org). Les premières Unions de quartier sont nées dans l'entre-deux-guerres, mais ce sont les années 1960 qui ont vu le plus de création d'unions de quartier. Ces associations ont pour but de « préserver et d'améliorer le cadre de vie et de défendre l'intérêt général des habitants » : elles élaborent démocratiquement leurs positions (réunions publiques, référendums) sur des sujets aussi diversifiés que l'urbanisme, l'environnement, les déplacements, la propreté, l'animation sociale.

place d'un conseil consultatif de secteur[1]) entretient avec les pouvoirs publics, mais plutôt de déceler l'existence ou non de correspondances, dans les représentations sociales du quartier produites par les uns et les autres.

Le témoignage de G. Poujoulat, relayé par celui de M. Clémencey, membre actif de l'association, révèle une réelle proximité des représentations des différents acteurs :

> *« En tant qu'habitants, on tient à l'équilibre social du quartier car dans ce quartier… Il y a toujours eu des gens avec un niveau un peu plus important, puisqu'il y avait les grands patrons (Bouchayet ; Raymond) qui vivaient dans des maisons dont il reste encore des vestiges … Il y avait tous les ouvriers des entreprises ; il y avait des enseignants ; et il y avait toutes les vagues migratoires, des migrations qui travaillaient dans les entreprises, puisqu'on a eu les Polonais, les Turcs, les Italiens, les Espagnols, les Hongrois et puis maintenant les migrations maghrébines. Bon, donc, depuis toujours, il y a cet équilibre et ça se passait très bien »* (Gisèle Poujoulat, présidente de l'Union de quartier, au local de l'association, mars 2003).

> *« Comme c'est le quartier ouvrier, il y a toute la main-d'œuvre d'origine maghrébine ; et puis il y a tous les nouveaux cadres qui sont allemands, anglais, espagnols et qui sont dans les disciplines d'aujourd'hui et de demain. Et les deux cohabitent…Il y a les deux. Le bâtiment le permet. Le neuf pour les uns, l'ancien pour les autres. Le quartier prouve que des gens très différents peuvent cohabiter dans l'habitat et la proximité. A l'heure du repli sur soi, le quartier montre une société multi-sociale, culturelle ou raciale... On ne voit pas ça ailleurs. Les gens vont dans les mêmes épiceries, les mêmes boutiques… Il n'y a pas de ségrégation. Il n'y a pas cette notion de communautarisme ici »* (M. Clémencey, membre de l'Union de quartier, au local de l'association, mars 2003).

On retrouve, dans ces deux propos, les arguments structurant la représentation politique de Berriat Saint-Bruno, qui lui confère le rôle de « modèle grenoblois de la mixité » : la vision d'une ville « équilibrée » socialement, la figure du quartier cosmopolite, l'invention d'une continuité populaire sont mobilisées pour asseoir la vocation de mixité sociale de Berriat Saint-Bruno, mais aussi pour identifier et distinguer le quartier à l'échelle métropolitaine.

La proximité entre les représentations se retrouve, en outre, dans la non convocation du modèle du quartier-village, fortement rejeté par G. Poujoulat :

> *« L'Union de quartier, c'est gérer une mixité et promouvoir une certaine identité locale. Mais pas en étant repliés sur nous-mêmes. J'ai horreur que l'on parle de Berriat comme étant un village. C'est connoté repli sur soi et ce n'est pas du tout l'image du quartier. Le village est renfermé. Cela n'a pas de sens. (...) Il faut maintenir l'idée d'un quartier international et non d'un quartier gaulois »* (G. Poujoulat, présidente de l'Union de quartier, au local de l'association, mars 2003).

On retrouve, au final, dans l'argumentaire de l'Union de quartier, la même équation complexe qui consiste à croiser un certain éloge du passé et de la continuité (notamment en matière de mixité sociale) avec l'exigence d'attraction de nouvelles populations (jeunes de préférence ; et implicitement qualifiées et plutôt favorisées) et de renouvellement social. La figure du village est ici refusée parce qu'associée à la fixité et à la fermeture, deux caractéristiques qui, selon l'Union de quartier, sont profondément antinomiques à la qualité de mixité. Cette forte opposition au modèle n'est sans doute pas sans effet sur le façonnement des représentations

[1] Conseil réunissant les aires d'influence de quatre Unions de quartier et qui d'après la Charte des Conseils consultatifs de secteur (distribuée lors d'une assemblée plénière) s'inscrit en tant « qu'instances généralistes de participation des habitants » dans une volonté « d'améliorer le dialogue entre les habitants, leurs associations, les élus et les services de la Ville de Grenoble ». L'observation (effectuée le 7 février 2005 lors d'une plénière du Conseil consultatif du secteur 1 consacrée à son renouvellement) révèle que les réunions publiques sont souvent « colonisées » par les membres des Unions de quartier (en premier celle de Berriat Saint-Bruno).

politiques du quartier : on peut, en effet, poser l'hypothèse de l'existence de transferts et d'échanges en matière symbolique entre les différents acteurs, et penser que le rejet de la figure du quartier-village par l'Union de quartier explique, en partie, l'absence de cette référence au sein des représentations des acteurs publics.

Pour autant, le travail de terrain a révélé un certain hiatus entre le discours, tenu en situation d'entretien, et la manière dont il pouvait par ailleurs, dans d'autres circonstances, être reçu par d'autres acteurs locaux. Le témoignage d'une chargée de mission à la participation des jeunes à la vie locale et sur les questions de démocratie participative, pour l'association Cap Berriat[1], offre ainsi une interprétation alternative du discours promulgué par l'Union de quartier :

> « [A propos d'une action entreprise par l'association] *L'idée a été d'organiser une journée* (le 5 octobre 2002) *qui tentait d'informer et de sensibiliser les gens, de faire découvrir le secteur ; car les gens ont un regard par village… Saint-Bruno... G. Poujoulat a un discours bien rodé là-dessus... Le centre, Waldeck Rousseau, J. Macé, Centre-gare… Faire prendre conscience aux gens qu'ils habitent un « secteur »… Cap Berriat était chargé d'organiser un grand parcours dans le secteur et où toute la population était invitée. Bon, nous, on n'a pas un positionnement par rapport à la création d'une identité de secteur… Le fait est que ce découpage administratif existe. Il est imposé par la mairie de Grenoble, point… C'est un élément du paysage…avec une antenne de mairie, un élu de secteur au conseil municipal, des équipements… C'est le décor. » (*entretien réalisée avec une chargée de mission de Cap Berriat, dans les locaux de l'association sur le site de l'ancienne usine Bouchayet-Viallet, mars 2003)

Cette nuance révèle, en fait, des conflits d'intérêts et des différences de positionnement politique qui mériteraient en soi une plus grande analyse : Cap Berriat reproche à l'Union de quartier son ralliement tacite à l'action des pouvoirs publics, qui mérite, selon Cap Berriat, un regard critique[2] :

> *«La ville de Grenoble est schizophrène. D'un côté, son héritage c'est Grenoble, ville de l'innovation... Cela joue dans l'image que la Ville veut donner à Grenoble, cela a des conséquences sur la population et sur quels quartiers on aménage. De l'autre, le discours sur Berriat, et le maire l'a redit la semaine dernière, on se gargarise d'avoir ce quartier populo, artistique, mixité, ethnique... Tous les mots y sont… Mais dans les discours on a l'impression qu'on ne fait pas le lien entre les deux, qu'on se met des œillères et qu'on veut pas voir que Minatec et le reste écrasent le reste par les conséquences sur le foncier, l'immobilier… Mais c'est vrai qu'il y a des outils qui tempèrent un peu, par exemple, une OPAH dont l'objectif est de maintenir les populations sur place malgré un aménagement et une plus-value. Il faudrait voir comment cela contrebalance les effets bulldozer d'Europole et de Minatec… Bouchayet, faut éviter un deuxième Europole (...) Ce qui est déplorable* [A propos de cette opération de rénovation de l'ancienne usine Bouchayet-Viallet et des dispositifs de concertation publique mis en place à cet effet], *c'est que la Ville en même temps a eu des discours et des écrits vantant une large consultation publique. Un courrier distribué par Poujoulat, qui a joué ce rôle de transmission… c'est un double jeu que j'ai un peu du mal à admettre… un courrier signé par Destot adressé aux habitants informant des dates de consultation. Cela n'a jamais été distribué dans les boîtes aux lettres ! Résultat : dans les groupes de travail thématique qui ont eu lieu entre octobre et novembre… uniquement, les associations et les entreprises, les professionnels, et non les*

[1] Cap Berriat est une autre association influente au niveau local, chargée de l'accompagnement des initiatives jeunesse dans des domaines variés, à l'échelle de l'agglomération, et dans l'implication des jeunes dans le développement territorial et l'action participative.

[2] La critique étant mutuelle, puisque pour M. Jouve, Cap Berriat a tendance à trop aisément stigmatiser l'élu et son travail : « *J'ai un seul regret : j'avais une super bonne relation avec Cap Berriat et les associations qui tournaient autour ; et on a toute une bande, liée aux squats... Pour eux : « élection piège à cons », l'élu représente le maire, donc y a rien à faire ; ils sont très négatifs... Alors qu'en termes de subventions, ils sont plutôt bien lotis ! Ils étaient un moment dans le conseil consultatif de secteur, mais ils ont crié à la manipulation, à l'instrumentalisation... Et je regrette qu'ils n'y soient plus.* » (Maïté Jouve, élue municipale de secteur, à la mairie de Saint-Martin-Le-Vinoux, 17-09-2004).

> *habitants… Il n'y a pas eu d'information (...) En matière de concertation, ils ont prévu trois réunions publiques. Sachant qu'en décembre 2003, le projet de requalification est défini, et les travaux débuteraient début 2004. A côté de ces réunions, il reste des groupes de travail thématique. Mais encore, problème de communication… G. Poujoulat intervient… Elle croît qu'elle représente toute la population… La Ville entretient les Unions de quartier dans cette illusion. C'est confortable… La Ville affirme qu'elle fait participer la population en disant bien-sûr, que les Unions de quartier étaient là ! Les Unions de quartier sont des associations de 1901 qui représentent leurs adhérents ! Non, elle, c'est une exception, elle représente tous les habitants ! D'après mes sources, elle était conseillère sous Dubedout. On travaille avec elle, je l'aime bien, mais elle a une vision expansionniste. Cela couvre Europole… Il y a des problèmes avec celle des Eaux-Claires, qui dépasse un peu les boulevards…. Donc Gisèle intervient en disant que l'Union de quartier informe à travers le journal… Si on n'est pas adhérent, l'info, il faut venir la chercher, dit-elle... C'est pas normal ! Ils ne comprennent pas qu'il y ait d'autres espaces de parole. C'est un monopole.* » (entretien réalisé avec une chargée de mission de Cap Berriat ; dans les locaux de l'association sur le site de l'ancienne usine Bouchayet-Viallet, mars 2003).

Cet extrait d'entretien confirme que les représentations des acteurs associatifs du quartier ne sont pas toutes identiques, et qu'elles n'interagissent pas toutes de la même façon avec le contexte sémantique créé par les autorités publiques locales. Malgré les déclarations d'autonomie de l'Union de quartier à l'égard du pouvoir municipal, on relève, à l'analyse de certains discours, de réelles similitudes et conjonctions de points de vue. L'action de l'Union de quartie en matière de production de représentations et, de fait, d'identité territoriale, apparaît ainsi plus ambiguë qu'elle n'y paraît, défendant, indirectement, consciemment ou non, une vision du quartier, de son changement et de la continuité populaire qui le constitue, que les autorités publiques s'attèlent à promouvoir à l'échelle de l'agglomération.

2.2.2. Animations de quartier et luttes des collectifs d'habitants : des actions non conscientes de mise en scène de la représentation politique ?

Le cas de certaines actions de collectifs d'habitants (non déclarés en tant qu'associations) apparaît encore plus complexe et ambigu. Berriat Saint-Bruno est en effet un quartier fréquemment animé de manifestations, qui ont lieu dans les espaces publics (occupations des parcs, jardins, rues) ou dans des bâtiments désaffectés (squats). Ces animations prennent des formes multiples, comme celles du repas de quartier, du vide-grenier, de l'organisation de concerts, ou de fêtes à thèmes ; autant d'actions qui s'accompagnent parfois du soutien (financier, logistique, humain) plus ou moins déclaré des associations traditionnelles du quartier, de celui des acteurs socio-culturels (écoles, centres sociaux, théâtres), voire des élus eux-mêmes. L'organisation de ces manifestations relève souvent de la mobilisation d'un collectif plus ou moins formel et temporaire d'habitants. Cette autonomie explique d'ailleurs la mue récurrente de certaines de ces actions en lutte urbaine, dénonçant indifféremment certaines décisions municipales en matière d'aménagement urbain, certaines transformations socio-spatiales à l'échelle du quartier, ou les méfaits du capitalisme financier et mondialisé sur l'évolution sociale et économique globale.

L'une des animations observées lors de la recherche a été la « Fête de la couleur », organisée au printemps 2003. Cet exemple sera utilisé pour illustrer les ambiguïtés que véhiculent parfois certaines actions spontanées à visée subversive. Véritable louange à la couleur dans tous ses états, la fête s'est déroulée dans deux rues du quartier (rues Cuvier et Buffon), fermées à la circulation automobile le temps de la manifestation (photographie 8.4).

Photographie 8.4. Fermeture et habillage des rues, lors de la Fête de la couleur à Berriat Saint-Bruno

M. Giroud, Berriat Saint-Bruno, 2003.

La concordance entre le choix du thème de la fête et celui de sa localisation à Berriat n'est pas anodine. Il s'agit de célébrer ce qui constitue, aux yeux des organisateurs, une des caractéristiques premières du quartier qu'ils habitent. Les couleurs (le pluriel importe !) symbolisent ainsi la mixité ethnique de Berriat, qui apparaît alors comme un élément fondateur des représentations individuelles des organisateurs, et donc de la représentation collective issue de leur réunion.

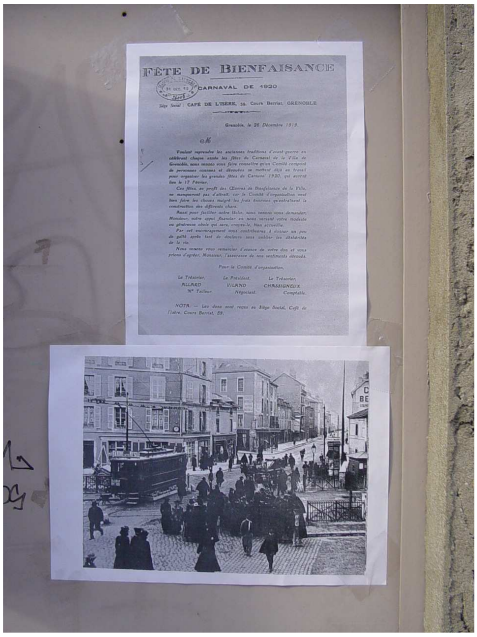
Cette promotion du mélange des couleurs n'est pas neutre politiquement, et la fête prend des allures de lutte avec l'affichage ou la distribution de tracts dénonçant « l'europolisation » du quartier (thème qui marque le débat sur la rénovation de l'ancien site industriel Bouchayet-Viallet). Ce processus « d'europolisation » est, en effet, perçu comme un avatar de la gestion libérale de la ville, de l'individuation croissante des modes de vie et de la détérioration des liens sociaux. L'objectif de la Fête de la couleur, au-delà de l'animation qu'elle procure, est donc de dénoncer les risques d'un tel changement urbain qui déstructure l'organisation socio-spatiale du quartier et altère son identité territoriale : en promouvant un événement défini comme un espace-temps « anti-Europole », dans lequel se déploieraient les pratiques (détournement de la norme), les sociabilités (convivialité, interconnaissance), les valeurs (cosmopolitisme, intégration des différences socio-culturelles) ou les figures (l'immigré, l'ouvrier, le populaire, le quartier-village) menacées par les transformations urbaines à l'oeuvre. La Fête de la couleur s'apparente ainsi à une action de « sauvegarde » du quartier populaire et cosmopolite. Pour Y. Fijalkow, une telle capacité d'organisation collective participe directement à la promotion d'un modèle villageois et familial, réifié, en outre, dans une véritable mise en scène urbaine (photographie 8.5).

Photographie 8.5. Occupations et détournement de l'espace de la rue, lors de la Fête de la couleur à Berriat Saint-Bruno

M. Giroud, Berriat saint-Bruno, 2003.

La Fête de la couleur propose en effet une expression matérielle – une mise en scène éphémère - de cette représentation sociale du quartier. Les photographies 8.4, 8.5 et 8.6 montrent que cette matérialisation passe par une « mise en costume » de l'espace collectif (utilisation de tissus et de vêtements de couleurs différentes), un détournement des fonctions allouées à la rue, avec l'instauration de lieu de station (fauteuil) sur l'espace de circulation (trottoir) ou la création de liens entre les côtés traditionnellement opposés de la rue, une subversion des frontières classiques du privé et du public (utilisation des balcons privatifs pour la décoration de l'espace collectif), ou encore, par une mobilisation de l'histoire et l'utilisation d'images supposées évoquer le passé animé et solidaire du quartier ouvrier (photographie 8.6 : reproduction d'une photographie d'époque de la « barrière » qui symbolise « l'entrée » dans Berriat Saint-Bruno, et d'une affiche annonçant la « Fête de la bienfaisance en 1920 »).

Photographie 8.6. Images de Berriat Saint-Bruno au début du XXe siècle lors de la Fête de la couleur



M. Giroud, Berriat Saint-Bruno 2003.

La description proposée de la Fête de la couleur révèle, en filigrane, la dimension fondamentalement contradictoire ou paradoxale de telles actions.

Un premier paradoxe concerne la composition socio-culturelle du groupe des animateurs et de celui des participants de ces manifestations. Il rappelle d'ailleurs ce que P. Simon évoque à propos des « militants (*associatifs*) du cadre de vie » à Belleville (1998 : 203), à savoir que ces actions sont souvent organisées et « fréquentées » par ceux-là mêmes qui participent à la transformation sociale du quartier : des individus socialement favorisés (malgré, certes, des situations inégales) et qualifiés, que P. Simon appellent les « multiculturels » (professions liées aux milieux intellectuels, aux arts et spectacles, à l'information, à l'enseignement, au travail social). Mes observations montrent en effet que les résidents ou usagers plus modestes, en particulier les populations immigrées du quartier, ont été peu présentes lors de la Fête de la couleur ; tout comme les sans-domicile fixe, occupant habituellement la place Saint-Bruno, ont peu participé aux repas de quartier, pourtant organisés à leur proximité.

En fait, la coprésence entre les groupes sociaux existe plus que leur intégration. Les couleurs célébrées par la fête se trouvaient finalement plus inscrites dans les tissus et les peintures que sur les visages. On peut aussi dire, comme l'explique S. Berthon, dans ses travaux sur les « repas de rue » dans le sud de la France et sur la présence des sans-domicile fixe, que la fréquentation des sans-domicile est finalement « malaisée, ou tolérée à condition d'être encadrée » car au final, « voisins des organisateurs, la grande majorité des convives fait avant tout partie de leur réseau de connaissance » (2005 : 194). S. Vermeersch nuance toutefois le propos à partir de ses observations sur le quartier Plaisance Pernety dans le XIVe arrondissement de Paris : pour elle, si au niveau associatif, les discours d'ouverture et de mixité sociale professés se heurtent à des pratiques valorisant l'entre-soi au sein même de l'association, les manifestations festives et militantes représentent des occasions éphémères qui atténuent, très temporairement, la ségrégation des liens sociaux (2006).

Autre dimension de ce premier paradoxe : d'animation en animation, les personnes actives et présentes sont, de fait, souvent les mêmes. Cette observation a été corroborée par le ressenti de Loïs, résident et animateur culturel à Berriat :

> « - L. *Au niveau de l'animation... C'est toujours un lieu fixe, je pense que c'est des projets comme le parc Marliave (*un des parcs de Berriat*)... Les « jeudis de Marliave », ou les repas de quartier... Il y a des compagnies qui viennent, ou des musiciens, des chorales, de la danse... Ça commence vers mai, il y a des grandes nappes, des tables, les gens mangent ensemble... C'est un collectif, un peu informel... En gros il y a deux personnes phares, une je sais que c'est la directrice de la MJC Parmentier qui est un personnage clef du quartier... qui reprend une structure qui a un impact fort... Parmentier et Chorier Berriat centre social, c'est vraiment deux structures avec un rayonnement énorme !*
> - MG. Qui fréquente ces repas de quartier ?
> - L. *Toujours les mêmes ! Milieu associatif, étudiants, pas trop alternatif, parce qu'il y a une grosse critique justement, comme quoi c'est toujours les mêmes personnes, et donc il y a eu une campagne... Qui n'était pas conne : ils avaient collé des autocollants sur les barres pour accrocher les vélos, dans toute la ville : « repas de quartier différent de repas entre amis »... Il fallait pas que ce soit toujours les mêmes personnes en fait, qui soient là, qui occupent toujours les mêmes endroits, toujours les mêmes styles de personnes, et l'idée, c'était de l'étendre, et de créer des liens... Cela suppose peut-être d'autres modes de communication et d'investissement là-dedans, parce que sinon c'est toujours les mêmes qui sont au courant, par le Petit Bulletin* [journal d'annonce des manifestations culturelles distribué gratuitement dans la ville]*, ou les Affiches... » (*Loïs, intermittent du spectacle, employé dans une salle de théâtre du quartier, au café restaurant *La Frise,* février 2005*).*

Le second paradoxe concerne la nature même de la représentation du quartier produite et diffusée par les animateurs de ces actions. Qu'elles soient de simples animations ou des formes de luttes urbaines, chacune promeut finalement, à sa manière, une image idéalisée du quartier,

comme « modèle de mixité », réinventant l'existence d'une communauté passée, cohérente, tolérante et sans conflits ; représentation qui fait, malgré les critiques et les prises de distance à l'égard des pouvoirs publics, étrangement écho à la représentation prônée par la municipalité. Dès lors, dans une certaine mesure, ces actions s'apparentent à une mise en scène non intentionnelle et éphémère de ces représentations officielles. On comprend ainsi mieux pourquoi cette dernière vante la capacité organisationnelle et le dynamisme associatif et collectif du quartier, tout en louant la pluralité des manifestations réalisées. C'est d'ailleurs dans cette optique que Y. Fijalkow, à partir du cas de La Goutte d'Or à Paris, explique que le combat des habitants pour la préservation du quartier populaire, puis de l'esprit du quartier-village, se trouve en phase avec certaines nouvelles orientations politiques, et parle même d' « accord » ou de « connivence » entre les nouvelles couches moyennes et les pouvoirs publics[1] (2006 : 81). Dans le cas de Berriat Saint-Bruno, j'évoquerais plutôt l'idée de forme non consciente d'alliance entre les deux parties.

Mais le paradoxe va même plus loin, quand la répétition de l'éphémère devient un marquage durable du lieu ou du quartier. L'organisation fréquente et la visibilité de telles actions collectives contribuent, en effet, à produire une ambiance et à forger une réputation au quartier, c'est-à-dire, à façonner une représentation de l'espace, qui peut influer sur son pouvoir d'attraction. Par conséquent, tout laisse à croire que l'existence de ce maillage événementiel, dans le temps et dans l'espace, en interaction avec les continuités populaires qui se déploient au quotidien dans le quartier (chapitre 6), influe directement sur l'intensité de la gentrification (résidentielle et de fréquentation) locale.

Ces actions collectives sont donc profondément ambiguës. D'un côté, elles constituent une animation du quartier, elles offrent des opportunités innovantes de réappropriation des espaces publics, et créent un événement où des gens, malgré tout, se rencontrent et se parlent. D'un autre côté, elles se heurtent à la distance qui existe entre les revendications prônées et le mode de déroulement des animations, les contestations qui les caractérisent et les incidences qu'elles engendrent en matière de dynamique sociale. Pour autant, peut-on se suffire d'un tel regard critique et blâmer toute forme de mobilisation collective dans de tels contextes urbains d'anciens quartiers ouvriers en renouvellement et en gentrification ? La réponse est sans aucun doute négative, pour au moins deux raisons.

Primo, parce que selon l'étape de la reconquête, les formes, les acteurs et le sens des luttes urbaines diffèrent sensiblement, et que la connivence, implicite ou non, avec les autorités publiques n'est pas toujours une règle. A Alcântara par exemple, les mobilisations auxquelles j'ai pu participer, contre la réalisation de certains projets urbains municipaux, ont pris une toute autre forme que celles décrites jusqu'à présent. Encadrées par les élus de la *freguesia,* ces mobilisations apparaissent, en effet, plus classiques, avec des manifestations de rue, des distributions de tracts, des réunions publiques (fortement relayées par la presse locale) et des actions d'information en direction de la population.

Secundo, parce que même dans un contexte où la reconquête s'avère plus avancée, rien n'empêche d'imaginer l'organisation d'animations ou de luttes plus fortement mobilisatrices, pour peu qu'on ait une connaissance des situations susceptibles d'impliquer le plus grand nombre. Une des pistes de réflexion émane justement d'un des résultats de cette thèse, à savoir que les pratiques ordinaires structurant le quotidien des individus sont des domaines à

[1] Cette connivence légitimerait, de fait, certaines actions publiques qui tendent à oublier le passé industriel et ouvrier du quartier, tout en considérant, finalement, que l'esprit populaire peut survivre à la disparition de cette population. Ou encore, des actions qui justifient la fermeture de taudis clandestins et d'hôtels de passe, figures de l'existence d'une population flottante, mobile, clandestine, opposées à l'idée du quartier comme noyau stable, communautaire et familial (Fijalkow, 2006).

explorer, quand on réfléchit aux dynamiques sociales divergentes qui produisent les lieux, et donc à *ce qui résiste* à certaines évolutions pressenties. L'identification de lieux investis par une pluralité d'habitants, pour une multiplicité d'usages et de raisons subjectives, tout comme la compréhension de ce qui permet la continuité au quotidien des pratiques de ces lieux (à la fois les qualités d'un lieu et les logiques de pratiques des individus) et l'émergence d'un sentiment de légitimité ou de sécurité, peuvent être, dès lors, deux directions pour repenser l'action collective dans de tels contextes urbains. Agir en faveur de la promotion ou de la préservation de lieux accessibles à une diversité d'habitants et d'usagers représente, en effet, au regard du pouvoir des pratiques ordinaires dans la production de continuité du marquage d'un lieu, un moyen de résistance collective à une dynamique de spécialisation des espaces et de contrôle des usages ; un moyen, par ailleurs, potentiellement capable de sensibiliser tous les acteurs traditionnellement présents et attachés à ce lieu[1].

Conclusion

Les acteurs publics locaux accompagnent leurs politiques urbaines et leurs projets d'intervention par une production de représentations et d'images, sur le quartier, sa population, et sur son changement urbain. Pour la diffusion de leurs représentations, ces autorités publiques peuvent parfois compter sur le soutien plus ou moins tacite, intentionnel ou intéressé, d'autres acteurs locaux, comme les promoteurs immobiliers ou les associations et collectifs d'habitants.

L'étude croisée de Berriat Saint-Bruno et d'Alcântara montre que les argumentaires utilisés dans la construction des représentations politiques évoluent à la fois selon l'étape de la reconquête mais aussi selon les moments historiques de la mise en œuvre du processus. L'exemple grenoblois montre, en effet, que la phase initiale de la reconquête (milieu des années 1980) s'accompagne de discours et d'images qui ont tendance à nier le « quartier » reconnu comme tel par les habitants, tout comme le caractère populaire de sa population. Ce premier champ de représentations évolue progressivement, lors de l'étape d'accompagnement de la reconquête (milieu des années 1990), vers des formes de représentation plus consensuelles qui reconnaissent cette fois la valeur du « quartier » et insistent sur l'aspect populaire de sa population. On assiste, lors de cette seconde étape, qui coïncide avec une considération institutionnelle croissante pour le « quartier » comme catégorie d'action (section 4 du chapire 1), à une réinvention du quartier populaire qui défend et promeut l'idéal de « mixité urbaine et sociale ». A travers cet éloge de la mixité sociale, la représentation politique produit et communique, cette fois, une version édulcorée du caractère populaire du quartier.

[1] Il me semble que de telles actions commencent à être organisées à Berriat Saint-Bruno. Pour preuve, une animation en juin 2005 a pris pour cadre la place Saint-Bruno, lieu symbole du quartier, occupé par une pluralité d'individus, habitants ou non, aux caractéristiques socio-démographiques variées, pour une diversité d'usages. On y trouve par exemple, au quotidien, en coprésence ou selon l'heure de la journée, les clients d'un marché très animé, des personnes âgées du quartier ou des vieux Maghrébins occupant les bancs du jardin, des mères de familles (issues des catégories aisées ou populaires, d'origine immigrée ou non) promenant leurs enfants à la sortie de l'école, des sans-domicile fixe discutant entre eux, des jeunes du quartier, etc. L'action en question, qui comprend une brocante, des ateliers d'animation pour enfants, des stands d'information, avait pour objectif de sensibiliser et de questionner les habitants et les usagers sur le rôle de cette place, dans un contexte où la municipalité envisage un projet de réaménagement. L'observation effectuée lors de cette journée a révélé une fréquentation beaucoup plus diversifiée que celle des actions précédemment citées, avec la présence de représentants de l'ensemble des groupes évoqués plus haut.

Le cas lisboète confirme que l'étape de lancement de la reconquête urbaine (milieu des années 1990) s'associe à des représentations politiques qui nient la présence de populations défavorisées dans le quartier. Mais, contrairement à ce qui est observé pour Berriat Saint-Bruno, on assiste en même temps à une reconnaissance de la valeur du patrimoine architectural, en particulier industriel, du quartier. Cette prise en compte s'inscrit dans un contexte culturel et sociétal qui associe désormais au passé un certain nombre de valeurs et qui loue plus fermement les qualités des formes industrielles héritées.

Dans les deux cas, on note que l'idéologie de la rupture est mobilisée par les acteurs publics au moment de l'initiation de la reconquête. Que cette rupture soit radicale, comme à Berriat Saint-Bruno, ou plus nuancée, comme à Alcântara, il s'agit à chaque fois de modifier sensiblement l'image (au sens large) d'un ancien quartier dégradé, pour attirer de nouvelles populations plus favorisées (ciblage de l'action). L'exemple grenoblois montre qu'une fois la composition de la population transformée, l'action politique évolue vers la « reconstruction » du lieu, et la « recréation » d'une identité locale plus en phase avec les valeurs des nouveaux venus. Dans ces processus de réinvention, il s'agit désormais de déployer une idéologie de la continuité qui insiste sur la capacité du quartier à intégrer des formes bâties d'âges différents et des populations issues de catégories sociales variées.

Cette réinvention politique constitue une simplification du réel qui tente de concilier une double exigence, de préservation d'une continuité sociale posée comme traditionnelle et identitaire, et, en même temps, de promotion du changement urbain et du renouvellement socio-démographique du territoire. Cette simplification peut alors être interprétée comme une stratégie pour promouvoir *une* représentation cohérente et attractive du quartier, susceptible d'assurer un tri social. Mais elle peut aussi être appréhendée comme une tentative de régulation et de transformation des représentations individuelles et collectives des habitants actuels du quartier.

Chapitre 9

Le changement urbain et les continuités populaires dans les représentations des habitants

Introduction

Comment les habitants des centres anciens se représentent-ils actuellement le changement urbain de leur quartier ? Comment la continuité populaire des quartiers étudiés est-elle appréhendée par les habitants ? Les représentations de la continuité populaire des habitants sont-elles imprégnées de la vision produite par les autorités publiques ?

Ce dernier chapitre, consacré à l'étude des représentations des habitants, prolonge et clôt la réflexion menée, tout au long de la thèse, sur les conséquences de la reconquête urbaine sur les lieux et les populations de centres anciens.

Cet ensemble de questionnements, sur les représentations et les significations conférées par les individus aux lieux de la vie quotidienne, situe l'approche dans la lignée des travaux sur la différenciation sociale des vécus spatiaux[1]. L'analyse proposée ici va porter, en premier lieu, sur des représentations individuelles, qu'on peut interpréter, avec B. Debarbieux « comme étant le produit d'un itinéraire de vie, d'une vision du monde singulière, d'un être-au-monde ». Mais son objectif est aussi de déterminer le lien qu'elles tissent avec des représentations plus collectives et partagées, définies en tant que « formes de connaissance ordinaire, socialement élaborées et partagées, à visée pratique notamment dans la maîtrise de l'environnement et l'adoption d'attitudes et de comportements collectifs »[2] (Debarbieux, 2003 : 791).

A l'instar du chapitre précédent, la représentation sera considérée dans sa conception constructiviste. Cette conception postule que « la forme symbolique configure voire instaure les objets dont elle parle, qui ne lui pré-existent pas mais qu'elle construit dans leur pertinence, leur organisation et leur sens ; ceux-ci seront ensuite repris, cités, reformulés, voire réifiés dans des processus socio-historiques ultérieurs » (Mondada, 2003 : 790). Cette « conception dynamique de la représentation » (Debarbieux, 2001 : 207) permet donc de « considérer l'imbrication entre représentations et pratiques et de concevoir le dire comme un faire, intégré dans des contextes sociaux » (Mondada, 2003 : 790). C'est dans cet esprit, que M. Lussault défend que « l'énonciation excède le seul cadre linguistique, (que) tout acte linguistique est aussi toujours déjà un acte social », avant de préciser que « tout *dire* est un *faire* social » : « même une simple qualification des choses par un acteur constitue tout autant une *praxis* qu'une livraison d'information : par exemple, désigner un lieu, nommer un espace, les sort de l'indifférenciation et les injecte dans l'univers du sens de l'espace, *ce sens qui circule entre les acteurs via les langages*. Puisqu'il y a intégration de la parole nominative dans le cycle des échanges entre les protagonistes, il y a en même temps information et action » (2000 : 27).

Cette acception fait pleinement écho au rôle d'acteur attribué à l'habitant depuis le début de la thèse. Par leurs pratiques spatiales et leurs représentations, les habitants participent à la production des lieux : avec les pratiques, les représentations individuelles et collectives, en

[1] Pour un bilan des problématiques de la représentation : voir B. Debarbieux (2001).
[2] L'auteur parle de « représentation sociale ».

qualifiant les lieux auxquels elles se réfèrent, concourent aussi directement à leur identification et à leur définition.

Les imbrications entre les représentations des habitants, leurs pratiques spatiales et la production des lieux forment donc, au total, une figure complexe : les pratiques spatiales et les marquages sociaux qui se déploient en un lieu, contribuent, au sein d'un contexte socio-politique donné, à façonner les représentations des habitants sur ce lieu ; des représentations qui, en retour, freinent ou motivent des pratiques (attractions, départs, évitements), en participant à la qualification et au marquage social du lieu en question.

Pour aborder cette figure complexe, le raisonnement qui guide ce chapitre sera organisé en deux temps. Il s'agira d'abord d'étudier les représentations ordinaires du quartier et de sa population, pour, ensuite, aborder plus directement leurs relations avec les représentations politiques. L'analyse de ces relations sera centrée sur les façons dont les habitants se représentent le caractère populaire du quartier. Il conviendra de voir si les représentations ordinaires des continuités populaires reprennent fidèlement certaines structures des représentations politiques, ou au contraire si elles s'en émancipent sensiblement.

Chaque enquête effectuée à Berriat Saint-Bruno, comme à Alcântara, comporte une section visant à saisir (au moment de l'investigation) le regard que porte le répondant sur le quartier, sur ses changements et sur sa population. Les représentations analysées sont, par conséquent, toutes des artefacts de type langagier, des représentations stabilisées au sein de réponses, parfois brèves, à des questions ouvertes (encadrés 9.1 et 9.2).

Les résultats issus des deux terrains seront, selon les besoins de la démonstration, une nouvelle fois mobilisés et croisés. Les moments historiques différents et les stades plus ou moins avancés de la reconquête des deux quartiers offrent des opportunités pour mettre à l'épreuve le rôle des temporalités et des formes du changement urbain sur les représentations des habitants.

1. Structures et significations des représentations ordinaires du quartier et du changement urbain, à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno

L'objectif de cette première section est d'atteindre, à partir d'une analyse des représentations individuelles, et dans la limite des données recueillies, certaines structures des représentations collectives des deux quartiers étudiés. Dans cette perspective, l'étude portera tantôt sur les individus enquêtés, tantôt sur les mots ou expressions (termes) que ces individus mobilisent dans leurs représentations. Pour raisonner selon la temporalité du processus de reconquête urbaine, les résultats obtenus à propos d'Alcântara seront présentés avant ceux issus de l'analyse du cas grenoblois.

1.1. Les représentations du quartier d'Alcântara et du changement urbain

Encadré 9.1. Méthodologie d'analyse des représentations individuelles d'Alcântara

Dans le cas d'Alcântara, l'analyse est construite à partir des données issues des enquêtes réalisées auprès des résidents (*Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*), des usagers (*Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara ; Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café*), mais aussi des non usagers du quartier (*Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo*).

Dans chacune de ces enquêtes, trois questions ont servi à la collecte des représentations : « Quels mots utiliseriez vous pour décrire Alcântara ? » [1], « Quelles sont les évolutions actuelles à Alcântara ? », « A votre avis, qui fréquente Alcântara ? ». Dans l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, cette dernière question a été précisée par l'interrogation suivante : « Selon vous, qui réside à Alcântara ? ».

De telles questions soulèvent le problème de la délimitation de l'entité « Alcântara », qui est effectivement propre à chacun. De fait, les qualificatifs mobilisés par chaque répondant se réfèrent à une définition « flottante » d'Alcântara, à des délimitations fluctuantes, voire divergentes. Y. Grafmeyer rappelle, à ce titre, à propos du « quartier », que « la taille et les contours de cet espace de proximité varient très sensiblement selon les individus » (2006 : 25). L'utilisation du toponyme « Alcântara », plutôt que celle du terme « quartier », a eu pour objectif d'atténuer, ou de contourner ce biais. Il s'agit ainsi de saisir ce que révèle, pour l'individu, l'évocation du nom même d'« Alcântara », indépendamment des enjeux de délimitations spatiales.

1.1.1. De la pratique à la représentation du quartier d'Alcântara : des combinaisons multiples

L'analyse proposée porte, dans un premier temps, sur les termes (mots ou expressions langagières) mobilisés par chacun des trois groupes enquêtés (résidents, usagers, non usagers) dans leur qualification du quartier (réponses à la question « Quels mots utiliseriez-vous pour décrire Alcântara ? »). Ces termes représentent des éléments constitutifs des représentations des individus : certains évoquent les structures du lieu (espace concret perçu par l'homme), d'autres des significations culturelles et sociales du lieu (Bailly, 1995). La démarche a consisté à réunir les termes semblables ou proches au sein de catégories descriptives communes, renvoyant à la structure ou aux significations du lieu ; puis à les dénombrer pour déterminer lesquels de ces thèmes étaient les plus utilisés. Le tableau 9.1 présente les différentes catégories descriptives obtenues après le croisement des données, ainsi que le nombre de termes correspondants (annexe 9. 1).

On note, au préalable, que les taux de non réponses les plus élevés s'observent pour les enquêtes effectuées sur le site d'*Expo* et sur celui des *Docas*. Il existe donc une certaine relation entre le rapport pratique des individus à Alcântara et leur capacité à le qualifier : les individus enquêtés sur le site d'*Expo* ne pratiquent, en effet, pas tous Alcântara, et un certain nombre d'enquêtés des *Doca*s bornent leur présence à la zone de loisirs (section 3 du chapitre 6). Dans ces deux situations, la pratique peu intensive du quartier limite la faculté de description du répondant.

[1] Dans l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, il était demandé aux enquêtés de proposer seulement trois mots pour décrire leur quartier. Cette restriction a été rapidement remise en cause par le déroulement même de l'enquête. Au final, les répondants ont été libres de formuler l'énoncé de leur choix.

Tableau 9.1. Représentations du quartier d'Alcântara pour trois groupes d'individus (résidents, usagers, non usagers) : catégories descriptives (2005)

Références des enquêtes	Nombre d'individus	Non réponses
Enquête 1 : *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*	48	1
Enquête 2 : *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café*	19	0
Enquête 3 : *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*	40	12
Enquête 4 : *Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo*	20	8

Catégorie descriptive	Nombre de termes collectés lors de l'enquête 1		Nombre de termes collectés lors des enquêtes 2 et 3[1]		Nombre de termes collectés lors de l'enquête 4
	Entre parenthèses : % par rapport au total en colonne				
Ancienneté du quartier	14	(*14,5 %*)	13	(*22,0 %*)	6
Environnement physique ou social agréable	14	(*14,5 %*)	9	(*15,0 %*)	0
Fonctionnalité, accessibilité	12	(*12,5 %*)	9	(*15,0 %*)	2
Transformations et synthèse (ancienneté /modernité)	10	(*10,5 %*)	8	(*13,5 %*)	3
Ambiance et unité d'un quartier-village. Identification au territoire	17	(*18,0 %*)	4	(*6,5 %*)	0
Environnement physique ou social peu agréable	4	(*4,0 %*)	7	(*11,5 %*)	3
Un quartier pauvre, populaire	6	(*6,5 %*)	7	(*11,5 %*)	0
Présence d'activités industrielles et portuaires	7	(*7,5 %*)	0	(*0,0 %*)	0
Un quartier de marins et d'ouvriers	4	(*4,0 %*)	2	(*3,5 %*)	0
Références historiques	5	(*5,5 %*)	0	(*0,0 %*)	0
Un quartier diversifié socialement et culturellement	2	(*2,0 %*)	1	(*1,5 %*)	0
Total des termes collectés	95	(*100 %*)	60	(*100 %*)	14

Sources : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara ;* Enquêtes *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café et des Docas d'Alcântara ;* enquête *Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo*, 2005.

Au total, 11 catégories descriptives ont pu être identifiées à partir de l'analyse des réponses à l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*. Six d'entres elles renvoient à des éléments structurels du quartier : « ancienneté du quartier », « présence d'activités industrielles et portuaires », « fonctionnalité et accessibilité », « transformations et synthèse (ancienneté et modernité) », « environnement physique ou social agréable », « environnement physique ou social peu agréable » ; 5 autres se réfèrent, pour leur part, à des significations sociales et culturelles : « ambiance et unité d'un quartier/identification à une communauté territorialisée », « quartier pauvre et populaire », « quartier de marins et d'ouvriers », « quartier diversifié socialement et culturellement », « références historiques ».

Dans les limites des échantillons enquêtés, 5 de ces thématiques semblent particulièrement s'imposer dans les représentations collectées : l'ancienneté du quartier, son environnement

[1] Parmi les usagers des deux sites, des résidents d'Alcântara ont pu être interrogés (sections 1 et 2 du chapitre 7).

physique ou social agréable, sa fonctionnalité et son accessibilité, ses transformations et le mélange de formes urbaines anciennes et modernes produit enfin son ambiance et son unité de quartier. Le quartier est, secondairement, décrit par son environnement physique ou social peu agréable ou en tant que quartier pauvre et populaire. Enfin, plus rarement, le quartier est représenté par la présence d'activités industrielles et portuaires, d'ouvriers et de marins, d'une population diversifiée socialement et culturellement, ou à partir de référents historiques. Le sens et l'intensité de la mobilisation de chacune de ces catégories descriptives diffèrent toutefois selon les groupes d'individus considérés (résidents, usagers, non usagers), c'est-à-dire, en partie, selon la position du répondant vis-à-vis du quartier au moment de l'enquête.

Alcântara est, en premier lieu, décrit comme un quartier ancien. L'ancienneté du quartier représente, en effet, la catégorie descriptive la plus évoquée, mais aussi la plus partagée, par les membres des trois groupes. Elle correspond, d'ailleurs, à la catégorie la plus mobilisée par les individus enquêtés en dehors d'Alcântara. Elle peut, selon les individus, être qualifiée de manière neutre (« *un quartier ancien* » ; « *un vieux quartier* »), renvoyer au maintien et au respect de traditions (« *traditions* » ; « *traditionnel* »), exprimer une ressource, une qualité (« *rustique* » ; « *typique* »), une contrainte (« *dégradé* »), ou encore être utilisée pour assurer, au quartier, une filiation temporelle (« *quartier avec de l'âge, de l'histoire* » ; « *un quartier historique de Lisbonne* ») et une appartenance territoriale (« *un quartier comme d'autres quartiers anciens de Lisbonne* » ; « *un quartier de la vieille ville* »).

Alcântara apparaît, ensuite, pour les répondants des trois groupes, comme un quartier dont l'environnement physique et social est agréable (beauté, tranquillité, luminosité), comme un quartier fonctionnel et accessible (position dans la ville, infrastructures de transport, loisirs), mais aussi comme un quartier en pleine transformation. Cette transformation est décrite parfois de manière neutre (rencontre et mélange entre des formes et fonctions urbaines anciennes et nouvelles), de façon positive (attractivité et potentialité future du quartier) ou, au contraire, plus négativement (effet des transformations sur l'identité locale).

En revanche, la référence à l'ambiance et à l'unité d'Alcântara provient, avant tout, des résidents du quartier. L'existence d'interconnaissances et de fortes solidarités sociales sont, pour de nombreux résidents, le ciment de l'unité du quartier et de la définition même d'une communauté d'habitants (« *c'est un quartier très fermé, les gens se connaissent tous, dans tout Alcântara, les gens connaissent les commerçants, les conducteurs des tramways Carris : c'est une zone forte* » ; « *amical, il y a une unité des gens du quartier, une vie de quartier* ») », le ciment de sa force face à des dynamiques extérieures (« *le quartier appartient aux gens* » ; « *sécurisant* ») ou tout simplement de son animation quotidienne. Ces relations sont aussi parfois à l'origine d'un processus d'identification personnelle (« *maison, j'ai mes amis, ma famille ; c'est là où j'ai tout appris* » ; « *le quartier de mon cœur* »).

De manière similaire, mais avec une moindre intensité, les résidents qualifient, plus que les représentants des deux autres groupes, le quartier en se référant à son histoire (« *la construction du pont Salazar en 1966* », la traduction arabe du nom « Alcântara »), ou en évoquant la présence d'activités industrielles ou de populations ouvrières (« *un quartier du charbon* », « *un quartier avant tout industriel et avec des constructions navales, des fabriques de conserves* »).

On retrouve, finalement, dans ces représentations certains attributs et certaines valeurs qui constituent le modèle du quartier-village (Fijalkow, 2006), dont l'évocation n'a été faite qu'une seule fois (« *un village à l'intérieur de la ville* »). Ces résultats confirment, en outre, ceux des chapitres précédents à propos des stratégies résidentielles et de l'investissement quotidien des habitants au sein du quartier : ces représentations soulignent que le quartier joue, pour certains résidents, « un rôle important dans les sociabilités et la transmission des normes, en tant qu'espace d'interconnaissance où se déploient d'efficaces réseau d'entraide voire de contrôle

social » et n'est donc pas, en ce sens, « le cadre d'une sociabilité tout à fait résiduelle, faite de fréquentations très sélectives ou à peine esquissées » (Grafmeyer, 2006 : 26).

A contrario, Alcântara est davantage décrit, par les usagers des nouveaux lieux urbains et les individus extérieurs, comme un quartier populaire et pauvre, ou comme un quartier dont l'environnement physique et social est peu agréable. La pauvreté et la faible qualification de la population, les problèmes de sécurité et de violences nocturnes dus à la présence de discothèques[1] ou encore certaines contraintes environnementales (bruits, odeurs) sont des thèmes, effectivement, souvent mobilisés par les répondants. Ces résultats montrent l'écart de représentation qui existe entre des individus qui vivent au quotidien dans le quartier et ceux qui en ont une pratique plus occasionnelle et distanciée. Ces derniers apparaissent, en effet, plus sensibles aux effets d'événements ponctuels marquants (comme, par exemple, une rixe à l'entrée d'une discothèque) et donc à la réputation du quartier véhiculée, à l'échelle de la ville, par la presse locale, les autorités publiques ou par l'intermédiaire de pairs.

Cette première analyse, qui n'a porté que sur un ensemble de mots ou d'expressions pris séparément, offre un premier aperçu des principales caractéristiques utilisées par les individus pour qualifier Alcântara. Or, la méthode d'enquête invitait le répondant à formuler une réponse la plus libre possible, pouvant impliquer différentes catégories descriptives. Cet aperçu peut donc être affiné par un travail sur les associations de termes, et donc de thèmes, mobilisées par chaque individu. Il s'agit désormais de fonder l'analyse, non plus sur les échantillons de termes collectés, mais sur ceux des individus enquêtés.

Ce second temps de l'analyse n'a été réalisé que pour les 48 personnes interrogées lors de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*. Son objectif est de déterminer l'existence ou non de logiques de représentations, selon les profils résidentiels des résidents, tels que définis au chapitre 4.

Une matrice de permutation (Bertin, 1977) a ainsi été élaborée, plaçant, en lignes, les individus caractérisés selon leur profil résidentiel (encadré 5.2) et, en colonnes, les différentes catégories descriptives du quartier identifiées. Après simplification visuelle, on obtient la figure 9.1, présentée ci-dessous.

La matrice met en valeur deux sous-systèmes différents : le premier (à gauche) est composé des variables structurant le plus les représentations des résidents ; le second (à droite) regroupe, au contraire, les catégories descriptives les moins mobilisées.

La lecture du sous-système des variables les plus utilisées révèle des logiques de représentation du quartier qui impliquent à la fois des associations et des dissociations thématiques.

Deux groupes de résidents distinguent Alcântara par son ancienneté. Dans le premier cas (figuré jaune[2]), ce caractère est parfois unique, parfois associé à une appréciation positive sur l'environnement du quartier. Dans le second cas (bleu foncé), il est toujours précisé par une autre qualité, que ce soit la vocation industrielle et portuaire d'Alcântara, ou son ambiance de quartier-village. On retrouve dans les deux cas les différents profils de résidents. Même si certaines variables ne sont mobilisées que par des résidents anciens du quartier (par exemple, les références historiques), la représentation d'Alcântara comme quartier ancien transcende la diversité des expériences résidentielles. Pour de nombreux nouveaux arrivants, cet aspect est d'ailleurs décisif dans le choix de l'installation (résidents dans l'ancien réhabilité).

[1] On peut lire ces résultats au regard d'événements qui ont marqué le quartier au moment de l'enquête : un règlement de comptes à l'entrée d'une discothèque du quartier a impliqué en juin 2005 la mort, par arme à feu, d'un jeune homme d'origine africaine.

[2] On se réfère à la colonne « Identification ».

Figure 9.1. Thématiques mobilisées par les résidents d'Alcântara pour décrire leur quartier (2005)

Lieu de résidence	Profil/ parcours	Identification *(les prénoms sont cités dans le texte)*	Ancienneté du quartier	Présence d'activités industrielles et portuaires	Ambiance et unité d'un quartier village	Transformations et synthèse (ancienneté/modernité)	Fonctionnalité, accessibilité	Environnement agréable		Références historiques	Un quartier de marins et d'ouvriers	Un quartier diversifié socialement et culturellement	Un quartier pauvre, populaire	Environnement peu agréable
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	2	Mafalda	■											
Alcântara Residence	4	26	■											
Alto da Cruz	5	Oliveira	■					■						
Alto da Cruz	9	Maria	■					■						
Alcântara Residence	1	**45**	■	■				■					■	
Alto da Cruz	5	**Martha**	■	■									■	
Alto da Cruz	9	**Fernando**	■	■										
Alto da Cruz	10	**Virgile**	■	■						■				
Alcântara Rio	1	**Manuel**	■	■	■								■	
Alcântara Rio	4	**P. Suares**	■	■	■									
Alcântara Baixa (1930-70)	8	**29**	■		■					■				
Alcântara Baixa (1930-70)	8	**Ana Maria**	■		■							■		
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	2	**47**	■		■									
Alto da Cruz	10	**13**	■		■						■			
Alto da Cruz	9	Rosa			■									
Alto da Cruz	10	Alex			■									
Alto da Cruz	5	Pedro			■									
Alto da Cruz	3	Christiano			■									
Alto da Cruz	3	Joel			■									
Alcântara Residence	1	Martina			■	■								
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	7	30			■	■							■	
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	2	Edmundo				■					■	■		
Quinta do Jacinto	9	Nuno				■				■	■		■	■
Quinta do Jacinto	5	4				■				■			■	
Alto da Cruz	3	Regina				■								
Alcântara Rio	1	Joseph				■								
Alcântara Baixa (1930-70)	4	35				■	■							
Alcântara Rio	7	28				■	■							
Alto da Cruz	4	14				■	■							
Quinta do Jacinto	3	23			■		■							■
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	2	Gonçalo			■		■							
Alto da Cruz	6	Angel			■		■							
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	10	44					■							■
Alto da Cruz	10	25					■							
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	2	32					■	■						
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	2	Christina					■	■						
Alcântara Residence	7	Ricardo					■	■						
Alcântara Baixa (1930-70)	3	Joao Pinto					■	■						
Alto da Cruz	5	20						■						
Vale de Alcântara (PER)	8	Mario						■						
Alto da Cruz	9	12						■						
Alto da Cruz	9	3						■						
Alto da Cruz	10	Julia						■						
Quinta do Jacinto	9	2						■						
Quinta do Jacinto	9	Ana			■			■						
Alcântara Baixa - Largo de Calvario	8	Felipe												■
Quinta do Jacinto	9	Elisabeth								■	■			
Alto da Cruz	10	21												

▼

	Modalités de la variable « profil/parcours » simplifiée :
	Résidents arrivés récemment (logement neuf)
	Résidents arrivés récemment (logement ancien réhabilité)
	Résidents en situation de retour (logement neuf ou ancien réhabilité) et résidents mobiles au sein du quartier (logement neuf ou ancien réhabilité)
	Résidents arrivés récemment (logement ancien non réhabilité), résidents en situation de retour (logement ancien non réhabilité), résidents mobiles au sein du quartier (logement ancien non réhabilité) ;
	Résidents stables (même secteur du quartier, même immeuble ou logement), habitant en situation de retour (pratiques quotidiennes).

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, 2005.

Pour un troisième groupe de résidents (orange), le quartier est uniquement représenté par son ambiance de quartier-village. Aucun autre thème n'est, en effet, évoqué. On peut ici faire l'hypothèse que pour certains des répondants, cette description est considérée suffisamment globalisante pour intégrer implicitement d'autres caractères, comme l'ancienneté du quartier, sa dimension populaire, la qualité de son environnement. On note que ce groupe n'est constitué que de résidents (stables ou mobiles au sein du quartier, en situation de retour ou récemment arrivés) vivant dans les parties les plus anciennes et les plus dégradées du quartier (*Alto da Cruz*). Des résidents dont le système de lieux pratiqués au quotidien est, par ailleurs, souvent polarisé sur l'espace situé à proximité du domicile (section 1 du chapitre 6). Or, *Alto da Cruz* se distingue, à Alcântara, en tant que « milieu de vie » (Grafmeyer, 2006) fortement structuré autour de réseaux relationnels, de systèmes d'entraides et de solidarités (chapitres 4 et 5). L'environnement immédiat du domicile oriente donc, ici, directement la représentation du quartier dans son ensemble.

D'autres résidents délaissent l'ancienneté du quartier pour insister davantage sur les transformations urbaines en cours et sur leurs conséquences paysagères (mélange de formes anciennes et modernes). La dynamique du quartier est donc ici privilégiée à l'idée de permanence.

Certains de ces résidents (vert) ont un regard critique, concerné ou nostalgique, à l'égard de ces transformations : ils associent ainsi, tous, les transformations à l'ambiance et à l'unité du quartier, et/ou à des références historiques, et/ou à son caractère populaire ou ouvrier. Leurs expériences résidentielles sont, encore une fois, variées. On trouve notamment des nouveaux arrivants ayant investi récemment un logement neuf ou réhabilité, ce qui confirme leur prise de conscience à l'égard des effets indirects de leurs choix résidentiels.

D'autres, au contraire, apparaissent moins soucieux des conséquences sociales et urbaines du changement en cours (bleu clair) : ils évoquent, en effet, de manière plus neutre la dynamique du quartier, tout en l'associant parfois à sa fonctionnalité et à son accessibilité. On remarque que ce groupe est, en majorité, composé de résidents de logements neufs ou anciens réhabilités. Le rapport au quartier apparaît ici plus détaché et utilitariste. Les résultats du chapitre 6 sur les pratiques quotidiennes confirment, finalement, cette hypothèse : alors que certains pratiquent peu le quartier, d'autres le fréquentent régulièrement (cas de Joseph), mais à des horaires, et pour des objectifs, bien précis.

L'aspect fonctionnel du quartier domine les représentations de deux autres groupes de résidents. Dans un cas, cette fonctionnalité est directement associée à la qualité de l'environnement d'Alcântara (gris), dans l'autre, elle est parfois liée à l'ambiance particulière du quartier, voire à ses contraintes environnementales (violet). Cette représentation du quartier apparaît cohérente avec le rapport que ces résidents entretiennent avec la mobilité quotidienne. L'observation des cheminements (chapitre 6) montre, en effet, que la plupart des individus fréquentent au quotidien d'autres lieux de Lisbonne ou de l'aire métropolitaine, après s'être déplacés en voiture ou en transport en commun. On note, par ailleurs, la présence, dans ces deux groupes, de nouveaux résidents en logement ancien réhabilité, pour qui, finalement, la venue à Alcântara relève autant d'arguments concrets (accessibilité, tranquillité) que culturels (ambiance de quartier-village).

Enfin, on voit que certains résidents se contentent d'une appréciation relativement positive du quartier en soulignant l'aspect agréable de son environnement physique et social (rouge). Ces représentations émanent uniquement de résidents anciens (stables, mobiles à l'intérieur du quartier ou en situation de retour) de la partie la plus ancienne et dégradée d'Alcântara, composée de *Alto da Cruz* et du secteur *Quinta do Jacinto*. Cependant, l'interprétation de ces représentations reste ici délicate, la plupart des réponses à la question posée ayant été souvent brèves et vagues (« *c'est bien* » ; « *c'est bon de vivre ici* »).

Au total, l'analyse croisée des enquêtes réalisées souligne la récurrence de certains caractères du quartier d'Alcântara (ancienneté, fonctionnalité, qualité de l'environnement, ambiance du quartier-village, transformations). Tous les répondants ne se représentent cependant pas de la même manière Alcântara, ce qui souligne le rôle du rapport pratique au quartier (intensité et formes de pratique) dans la formation des représentations individuelles. L'analyse proposée pour les résidents révèle que les représentations du quartier se structurent souvent autour de plusieurs catégories descriptives. Derrière la diversité observée des combinaisons possibles, deux grandes logiques de représentation paraissent s'imposer : la première insiste sur l'ancienneté et l'ambiance particulière du quartier, la seconde privilégie sa fonctionnalité et les transformations urbaines en cours.

1.1.2. Les représentations du changement urbain : Alcântara, entre permanences et mouvements

La question « Quelles sont les évolutions actuelles à Alcântara ? » n'a été posée qu'aux résidents et aux usagers d'Alcântara. A partir des réponses obtenues, l'analyse a été menée dans trois directions : la simple perception ou non d'un changement urbain en cours (tableau 9.2) ; les types de transformation évoqués par les individus (tableau 9.3) ; les manières dont les répondants évoquent la position et le devenir des populations face à ces transformations (tableau 9.4).

Certains usagers des *Docas* n'ont pas souhaité s'exprimer sur le thème abordé. Ce résultat souligne, une fois encore, le fonctionnement autonome de ce lieu, les obstacles matériels et la distance symbolique qui le séparent du reste du quartier d'Alcântara (chapitre 6). Si on trouve parmi eux la quasi-totalité des touristes étrangers, on note aussi la présence de résidents du *concelho* de Lisbonne ou de l'aire métropolitaine. Cela démontre que leur absence de représentation du changement n'est pas seulement le fait d'une non pratique du quartier, mais aussi de leur manque de réceptivité à une communication institutionnelle, pourtant largement diffusée à l'échelle de la ville[1].

Tableau 9.2. Percevoir ou non le changement urbain d'Alcântara (2005)

Intensité du changement urbain	Nombre d'individus Enquête 1		Nombre d'individus Enquête 2	Nombre d'individus Enquête 3	
	Entre parenthèses : % par rapport au total en colonne				
Transformations nombreuses liées au renouvellement urbain	29	*(60, 5 %)*	17	20	*(50,0 %)*
Absence de transformations liées au renouvellement urbain	7	*(14,5 %)*	0	4	*(10,0 %)*
Peu de transformations liées au renouvellement urbain	10	*(21 %)*	1	2	*(5,0 %)*
Transformations non liées au renouvellement urbain	2	*(4,0 %)*	1	0	*(0,0 %)*
Ne se prononce pas	0	*(0,0 %)*	0	14	*(35,0 %)*
Total d'individus	48	*(100 %)*	19	40	*(100 %)*

Sources : M. Giroud, Enquêtes *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara, Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café et des Docas d'Alcântara*, 2005.

[1] On peut proposer une interprétation similaire à propos des résidents du *concelho* de Lisbonne qui déclarent ne percevoir aucune évolution particulière à Alcântara.

Dans l'ensemble, quelle que soit la position du répondant vis-à-vis du quartier au moment de l'enquête, Alcântara est appréhendé comme un quartier animé par de nombreuses transformations, spécifiquement liées au renouvellement urbain.

En ce qui concerne les résidents de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, la perception du changement lié au renouvellement urbain concerne toutes les catégories d'individus. Près d'un tiers des résidents affirme cependant ne pas percevoir les effets du renouvellement urbain actuel (aucune transformation ; référence à des transformations passées, comme la construction du pont dans les années 1960, ou d'un tout autre ordre, comme l'aggravation du problème de la drogue). Parmi les 7 personnes ne percevant aucune évolution marquante du quartier, 4 d'entres elles sont des résidents anciens et stables de *Alto da Cruz*, 3 autres viennent de s'installer récemment dans ce même secteur géographique. La non perception du changement urbain en cours peut être interprétée de manière différente dans les deux cas : celle des résidents stables peut révéler un déni du changement urbain en cours, ou bien traduire un sentiment de stagnation, voire de détérioration des conditions de vie concrètes des individus (conditions de logement par exemple). L'absence de perception du changement urbain chez les nouveaux arrivants peut être un facteur de la venue dans le quartier : ils se sont installés à Alcântara justement parce que, pour eux, rien n'a changé.

Les transformations les plus spontanément évoquées dans les trois enquêtes sont celles qui affectent le cadre physique du quartier (tableau 9.3) : la construction de nouvelles résidences haut de gamme, la réhabilitation d'anciens immeubles ou encore la création d'espaces publics. Elles correspondent aux transformations les plus visibles dans le paysage urbain. Ce type de transformation est souvent associé aux changements de la structure économique et fonctionnelle du quartier (disparition des activités industrielles, fermeture des petits commerces, réorientation vers une économie de services (bureaux) ou de loisirs (aménagement de zones ludiques, ouverture de discothèques). Il est aussi généralement lié aux dynamiques des recompositions sociales à l'œuvre (arrivée de populations plus aisées et qualifiées).

Les évolutions de la composition de la population ou la réorientation fonctionnelle du quartier sont, au total, rarement évoquées, tout comme les transformations futures du quartier. Seuls 3 résidents du quartier anticipent de profonds changements à venir, en évoquant le potentiel d'Alcântara à l'échelle de la ville, en matière de développement de nouvelles activités ou de construction d'habitations.

Le tableau 9.4 montre d'ailleurs que peu de répondants font spontanément référence, dans leur appréhension des évolutions du quartier, au devenir de la population actuelle. L'idée que le changement urbain généré par le renouvellement urbain en cours puisse menacer les habitants actuels, reste en effet largement minoritaire dans les trois enquêtes. Rares sont les personnes qui parlent de confrontations entre des dynamiques socio-spatiales contraires[1] ou évoquent la mise en œuvre, par les habitants, de stratégies de résistance.

[1] Comme le fait par exemple un nouveau résident du quartier installé dans un logement ancien réhabilité : « *C'est un lieu en mutation. Il y a un 'choc', entre les anciens et les nouveaux habitants* ».

Tableau 9.3. Types de transformation évoqués par les résidents et les usagers d'Alcântara (2005)

Types de transformation évoqués et exemples de réponse[1]	Nombre d'individus Enquête 1	Nombre d'individus Enquête 2	Nombre d'individus Enquête 3
	Entre parenthèses : % par rapport au total en colonne		
Changement d'orientation fonctionnelle **-** *Des usines ferment de plus en plus.*	2 (*4,0 %*)	0	3
Transformations urbanistiques, résidentielles et paysagères *- Cela évolue bien. Il y a des immeubles neufs ; quelques constructions deviennent aussi neuves, sont réaménagées, les maisons anciennes sont arrangées. Le quartier est en train d'être « récupéré ».*	7 (*14,5 %*)	8	7
Transformations sociales, changements de population *- L'arrivée des riches* !	4 (*8,0 %*)	0	1
Transformations futures *- Ça va se solidifier en terme d'habitation. Ça va être une zone commerciale de plus en plus intéressante.*	1 (*2,0 %*)	0	0
Evolutions sociétales *- La tendance est d'aller vers le bas, le pire. Les manières de vivre se dégradent. Les coexistences ne sont plus pacifiques. Il y a des conflits, notamment avec les noirs.*	2 (*4,0 %*)	0	1
Transformations urbanistiques, résidentielles et paysagères / changement d'orientation fonctionnelle *- Ça a beaucoup changé ! Par exemple, la CUF, regarde la fabrication ici, on construit du tout neuf !! La fabrique de sucre a fermé et on ne va que vers des constructions neuves. Il faudrait faire un parc plutôt ! Et la contrepartie, c'est les discothèques...*	7 (*14,5 %*)	3	5
Transformations urbanistiques, résidentielles et paysagères / transformations sociales, changements de population *- Il y en a beaucoup ! Au niveau de l'urbanisation. Dans Alcântara Baixa, avant, c'était une zone ancienne. Maintenant, c'est une zone de riches. Les tours là sont énormes, elles gâchent la vue, maintenant.*	5 (*10,5 %*)	5	1
Changement d'orientation fonctionnelle / transformations sociales, changements de population *- C'est un lieu en mutation. Il y a un "choc", entre les anciens et les nouveaux habitants. Les industries disparaissent parce qu'on n'en a plus besoin dans le pays. Les nécessités sont différentes (cafés, voitures...).*	3 (*6,0 %*)	0	1
Transformations urbanistiques, résidentielles et paysagères / changement d'orientation fonctionnelle / transformations sociales, changements de population *- Beaucoup d'évolutions ! Des changements architecturaux principalement. Comme « le monstre » là, qui cache la vue sur le Tage !! Il y a des nouveaux gens, au niveau social plus élevé ; des évolutions aussi en termes de travail.*	5 (*10,5 %*)	1	1
Transformations urbanistiques, résidentielles et paysagères / changement d'orientation fonctionnelle / transformations futures *- Un quartier avec des industries qui ont fermé. Les dernières fabriques ont fermé dans les années 1970. Il se transforme en une zone résidentielle pour classes moyennes et hautes. C'est une zone à proximité de la rivière et plus ample que des quartiers comme Alfama. Cela va être une zone toute neuve ! C'est la future zone d'expansion de la ville ; il y a beaucoup de projets pour cette zone. La ville n'a pas beaucoup d'espace pour se développer...*	2 (*4,0 %*)	0	0
Pas de types de transformation précisés	10 (*21,0 %*)	2	20
Total d'individus	48 (*100 %*)	19	40

Sources : M. Giroud, Enquêtes *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara, Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café et des Docas d'Alcântara*, 2005.

[1] Chaque extrait en italique, dont la portée n'est qu'illustrative, émane d'individus différents.

Tableau 9.4. Représentations du devenir de la population actuelle dans le changement urbain, chez les résidents et les usagers d'Alcântara (2005)

Devenir des habitants actuels dans le changement urbain	Nombre de répondants Enquête 1	Nombre de répondants Enquête 2 (*Terra do Café)*	Nombre de répondants Enquête 3 (*Docas*)
Aucune référence sur la place des habitants du quartier dans le changement	23	14	17
Position menacée par le changement urbain en cours	3	3	3
Position défendue par les habitants (idée de choc entre des mouvements contraires)	3	1	0
Position non menacée, car changement urbain considéré comme inexistant ou dérisoire	19	1	6
Ne se prononce pas	0	0	14
Nombre total de répondants	48	19	40

Sources : M. Giroud, Enquêtes *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café et des Docas d'Alcântara*, 2005.

Au final, ces résultats montrent que les représentations des individus (du quartier ou du changement urbain), quels que soient leur expérience et leur rapport au quartier, oscillent entre deux pôles : d'une part, celui de la permanence et des dimensions invariantes du quartier (un quartier ancien) ; d'autre part, celui du mouvement, c'est-à-dire des changements qui accompagnent le renouvellement urbain. Alcântara se situe à un moment de sa trajectoire où coexistent ces deux représentations collectives du quartier. Cela dit, cette analyse souligne aussi que la position de l'individu vis-à-vis du quartier au moment de l'enquête détermine en partie sa représentation du changement du quartier : ainsi, par exemple, des répondants plus extérieurs au quartier, enquêtés sur le site *Expo* ou sur celui des *Docas*, insisteront davantage sur des transformations moins sociales qu'urbanistiques ou paysagères. Les représentations de ceux qui pratiquent le moins le quartier dévoilent, indirectement, ses caractéristiques les plus saillantes, mais peut-être aussi, les plus fantasmées.

Les représentations individuelles et collectives d'Alcântara et de son changement urbain peuvent être pensées comme des représentations d'une étape de la reconquête urbaine du quartier. En révélant à la fois les dynamiques du quartier, mais aussi, parfois, certaines de ses permanences, ces représentations participent à la définition même de la reconquête.

Le recours au cas grenoblois permet de voir comment les représentations ordinaires saisissent et définissent le changement urbain, pour une étape plus avancée de la reconquête urbaine.

1.2. L'effet de l'aménagement du quartier d'affaires Europole sur les représentations du changement urbain de Berriat Saint-Bruno

Dans les enquêtes réalisées à Grenoble, l'étude des représentations du changement urbain de Berriat a été abordée à partir des représentations de l'opération la plus emblématique de la reconquête du quartier, à savoir l'espace Europole. Cette section s'appuie sur les résultats de deux enquêtes, l'une menée auprès d'usagers qui fréquentent peu le quartier, mais le traversent

quotidiennement – les élèves de la Cité scolaire internationale (chapitre 6)[1] -, l'autre effectuée auprès d'habitants pratiquant plus régulièrement le quartier – résidents ou non (encadré 9.2).

Encadré 9.2. Méthodologie d'analyse des représentations individuelles de Berriat Saint-Bruno

Dans l'enquête par questionnaires *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, comme dans l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des habitants de Berriat Saint-Bruno*, réalisée par entretiens, les représentations des individus ont été collectées à partir de deux ensembles de questions, dont les formulations diffèrent d'une investigation à l'autre. Cette contrainte méthodologique explique que les résultats concernant les deux groupes d'individus ne seront pas présentés synchroniquement.

Le premier ensemble de questions aborde la représentation d'Europole et de ses alentours. Dans le cas de la première étude, deux questions ont été posées aux élèves : « Quels mots utiliseriez-vous pour définir Europole ? », puis, pour mettre les réponses en perspective, « Quels mots utiliseriez-vous pour définir Berriat Saint-Bruno ? ». Dans le cas de la seconde étude, les énoncés des questions ciblant l'opération ont été, au contraire, plus variés : « Que pensez-vous du quartier Europole ? Qu'est-ce que ces tours évoquent pour vous ? » ; « Pour vous, où s'arrête Europole ? Europole est-il lié à Berriat ? » ; « Pensez-vous que c'est Europole qui influence la vie à Berriat ou bien le contraire ? ».

Le second ensemble de questions interroge plus directement les répondants sur la représentation du peuplement de Berriat Saint-Bruno et sur l'évolution sociale du quartier. La question « Pour vous, qui réside dans Berriat Saint-Bruno (ou à Europole) ? » a ainsi été posée aux élèves de la Cité scolaire, comme aux habitants du quartier. Auprès de ces derniers, elle a souvent été complétée par les questions « Pour vous, qui fréquente Berriat Saint-Bruno ? » et « Considérez-vous que la population du quartier a évolué récemment ? Quelle est pour vous cette nouvelle population ? ».

1.2.1. Les représentations de l'ancien quartier ouvrier chez des usagers de passage : le regard des élèves de la Cité scolaire internationale

- *Les représentations spatiales des alentours de la Cité scolaire internationale*

Il a été demandé aux 31 élèves de l'échantillon de décrire librement les alentours immédiats et proches de l'établissement scolaire (Europole et Berriat saint-Bruno). Plusieurs termes (mots ou expressions) ont parfois été cités pour qualifier chacun des espaces.

Le choix des termes et, le cas échéant, de leur association, exprime une appréciation générale qui n'est pas toujours tranchée (du type positif ou négatif), mais peut être, au contraire, nuancée (caractérisations positive et négative au sein de la même réponse), voire neutre (caractérisation n'engageant pas d'appréciation) (tableau 9. 5).

Tableau 9.5. Appréciations des élèves et qualification des alentours de la Cité scolaire internationale de Grenoble (2005)

Appréciation	Europole Effectif des élèves	Berriat Saint-Bruno Effectif des élèves
Positive	6	3
Nuancée	7	3
Neutre (Ex : l'école, le tram)	13	7
Négative	3	14
Sans réponse	2	4
Total des élèves	31	31

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, 2005.

[1] La connaissance de l'ancien quartier ouvrier se structure, en effet, chez la plupart des élèves, au cours de leurs passages quotidiens, effectués en tramway (section 3 du chapitre 6).

Sur la totalité des réponses, un peu plus du tiers des élèves interrogés ont une appréhension neutre du site aménagé d'Europole, et seuls 3 élèves en ont une appréciation strictement négative. *A contrario*, l'appréciation négative domine largement la représentation du quartier Berriat Saint-Bruno et s'observe, tout particulièrement, auprès des élèves issus de ménages populaires, des filles, mais aussi de ceux présents en-dehors des jours des cours.

Les termes utilisés ont ensuite été classés, par entrée thématique. La petite taille de l'échantillon (ensemble des termes collectés) a permis d'identifier, assez facilement, un ensemble de catégories descriptives (tableau 9. 6).

En ce qui concerne Europole, les élèves insistent majoritairement sur le caractère moderne du site. Près de 50 % des mots collectés soulignent, en effet, sa nouveauté, sa modernité ou la grandeur des constructions. 20 % des mots utilisés se réfèrent, toutefois, à l'ambiance froide ou peu accueillante du quartier d'affaires.

Corroborant l'appréciation globalement négative à l'égard de Berriat Saint-Bruno, les termes employés relèvent, avant tout, l'aspect peu accueillant et peu agréable de l'ancien quartier ouvrier (41 % des mots utilisés). On note, malgré cela, que 23 % des termes utilisés évoquent le caractère vivant et animé du quartier.

L'analyse des combinaisons des termes - et donc, d'après la classification adoptée, des catégories descriptives - permet de préciser l'étude des représentations spatiales des élèves (tableaux 9.7 et 9.8).

Un quart des élèves qualifie Europole sans association thématique, uniquement à partir de termes relatifs à la modernité du site. Un autre quart des élèves associe cette modernité au caractère peu agréable ou peu accueillant. *A contrario*, seuls 2 élèves se représentent Europole comme un espace moderne et agréable.

L'utilisation d'associations thématiques pour représenter Berriat Saint-Bruno est légèrement moins importante que pour la description d'Europole. Davantage d'élèves semblent ainsi, avoir une représentation uniforme de l'ancien quartier ouvrier. En effet, pour plus du quart des élèves, le quartier est uniquement un espace peu accueillant ; une caractéristique parfois attribuée à la dimension commerçante et/ou animée du quartier.

En revanche, les représentations des populations qui résident à Berriat Saint-Bruno apparaissent beaucoup moins tranchées (tableau 9.9). On note d'abord un taux beaucoup plus élevé de non réponses à propos du quartier ancien (1/3 des élèves contre 1/5 pour Europole) ; ce qui laisse présager une plus grande difficulté des collégiens à se représenter sa population. Ensuite, si les élèves évoquent assez majoritairement la présence d'une population aisée et qualifiée à Europole, ils mobilisent au contraire, indifféremment, plusieurs catégories d'individus pour qualifier la population de Berriat Saint-Bruno.

Le tableau 9.9 révèle une distinction entre l'espace aménagé d'Europole et ses alentours qui se décline en termes sociaux (populations aisées et qualifiées/populations fragilisées économiquement et/ou immigrées) et démographiques (populations plutôt jeunes/populations âgées). Croisé avec les représentations du quartier (tableau 9.8), ce résultat montre que pour cette population de passage, Berriat Saint-Bruno reste un quartier populaire, tantôt connoté positivement (un quartier vivant, animé, commerçant), tantôt plus négativement (dangereux, pas fréquentable, sale), reproduisant ainsi les versions contradictoires classiques du rapport qu'entretiennent *in fine* de nombreux individus avec la présence populaire.

Tableau 9.6. Représentations d'Europole et de Berriat Saint-Bruno, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble : catégories descriptives (2005)

Catégories descriptives et termes correspondants	
Entre parenthèses : nombre d'occurrences pour chaque catégorie descriptive. Les termes présentés ci-dessous correspondent à la totalité des termes cités par les élèves.	
Europole	Berriat Saint-Bruno
Qualifier la modernité (28) *- propre* *- récent ; la nouveauté ; neuf* *- chic* *- beau quartier ; beau* *- grand ; haut* *- moderne* *- personnes aisées* **Présence de lieux de travail et d'activités de pointe (8)** *- quartier d'affaires* *- travail* *- busy ; beaucoup de monde* *- Minatec* *- établissements* *- industriel* **Présence de la Cité scolaire (8)** *- école ; collège international* *- esclavage* *- cours* *- amis* **Ambiance froide (6)** *- mort et froid* *- pas énormément de monde* *- sans verdure ; sans espaces verts* *- perdu* *- vide* **Espace agréable (5)** *- calme ; pas bruyant* *- fréquentable* **Espace peu agréable (4)** *- j'aime pas trop* *- bruyant* **Accessibilité (2)** *- tram ; gare*	**Un espace peu accueillant (23)** *- bruyant ; pas calme* *- pas très joli ; moche ; pas très beau* *- personne* *- rien* *- pas très agréable* *- sombre* *- sale ; moyennement propre* *- livide* *- pas fréquentable* *- dangereux* *- j'aime pas trop* **Un espace vivant, animé (13)** *- busy* *- plusieurs choses* *- beaucoup fréquenté ; beaucoup de monde ; beaucoup de gens* *- mouvement* *- vivant* *- ambiance* **Un espace commercial (8)** *- marché* *- commerces variés ; des commerces ; beaucoup de commerces* *- la place* **Un quartier ancien (6)** *- assez vieux ; vieux* *- ancien* *- l'église* **Un espace où il y a des populations immigrées (3)** *- endroit où il y a beaucoup d'arabes* *- des kebabs* *- des pâtisseries arabes* **Autres mots (3)** *- pigeon ; tram*
Total des termes collectés : 61.	Total des termes collectés : 56.

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, 2005.

Tableau 9.7. Représentations d'Europole, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble : associations de termes et de catégories descriptives (2005)

Association de catégories descriptives	Effectif des élèves
Non réponse	2
Sans association	13
Modernité	*8*
Présence de la Cité scolaire	*4*
Espace agréable	*1*
Modernité - Ambiance froide	4
Modernité – Espace peu agréable	2
Modernité – Espace peu agréable - Espace de travail et d'activités de pointe - Accès	1
Espace de travail et d'activités de pointe – Ambiance froide	1
Modernité- Espace agréable	2
Modernité – Espace de travail et d'activités de pointe	2
Espace de travail et d'activités de pointe – Présence de la Cité scolaire internationale - Accès	2
Modernité – Présence de la Cité scolaire internationale	1
Présence de la Cité scolaire internationale – Ambiance froide - Espace peu agréable	1
Total des élèves	31

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, 2005.

Tableau 9.8. Représentations de Berriat Saint-Bruno, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble : associations de termes et de catégories descriptives (2005)

Association de catégories descriptives	Effectif des élèves
Non réponse	4
Sans association	14
Espace peu accueillant	*9*
Quartier ancien	*2*
Espace vivant	*2*
Espace/populations immigrées	*1*
Espace commercial - Espace vivant, animé	4
Espace commercial –Espace peu accueillant – Présence de populations immigrées	1
Espace peu accueillant – Présence de populations immigrées	1
Espace commercial –Espace peu accueillant	1
Espace animé – Espace peu accueillant	1
Espace commercial – Espace peu accueillant – Espace vivant, animé	1
Espace peu accueillant – Quartier ancien	1
Espace vivant, animé – Quartier ancien	2
Espace commercial – Quartier ancien	1
Total des élèves	31

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, 2005.

Tableau 9.9. Représentations des populations d'Europole et de Berriat Saint-Bruno, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble (2005)

Catégories descriptives et termes correspondants	
Les résidents d'Europole	Les résidents de Berriat Saint-Bruno
Entre parenthèses : nombre d'occurrences	
Des gens aisés et qualifiés (14) **-** *des bourges* *- des personnes riches* *- des avocats* *- des personnes aisées* *- des gens d'affaires* *- les français riches* *- un bon emploi* *- des gens qui habitent près de leur travail (université par exemple)* **Des gens dont la présence est associée à la Cité scolaire (9)** *- des profs du collège* *- profs* *- des amis du collège* **Des gens jeunes et mobiles (6)** *- des gens qui déménagent* *- des étudiants* *- des jeunes couples* **Des gens normaux (2)** *- rien de spécial* *- normal*	**Des populations immigrées (6)** **-** *les maghrébins* *- des arabes (musulmans, turcs)* *- des gens de nationalité étrangère* *- toutes les nationalités* *- les pauvres étrangers* **Une population banale (6)** *- rien de spécial* *- normal* *- rien* **Des populations pauvres ou marginales (5)** *- les pauvres étrangers* *- les gens avec moins de moyens* *- les clochards* *- ceux qui ont un peu moins d'argent* *- des gens pauvres mais joyeux et compréhensifs* **Des personnes âgées (2)** **Des amis et des connaissances (2)** **Des étudiants (1)** **Des commerçants (1)**
Total des termes collectés : 31	Total des termes collectés : 23

Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, 2005.

- *Croisement des représentations et qualification de l'espace Berriat Saint-Bruno/Europole*

Pour clore cette analyse, il importe enfin d'aborder, à partir du croisement des représentations de Berriat Saint-Bruno et d'Europole, les façons dont les élèves qualifient l'ensemble composé des deux secteurs géographiques (tableau 9.10 et encadré 9.3).

Pour la grande majorité des élèves, les deux espaces se distinguent clairement l'un de l'autre. De manière générale, en terme d'appréciation, la représentation la plus partagée par les élèves associe un regard positif envers Europole, et une appréhension négative de Berriat Saint-Bruno. D'un point de vue plus thématique, on note que prédomine la logique de distinction entre les deux espaces, plutôt que celle de l'opposition ou que celle du rapprochement relatif. Le plus souvent, Berriat Saint-Bruno, en tant qu'espace peu accueillant et animé et/ou commercial et/ou immigré est clairement distingué d'Europole, représenté, pour sa part, comme un quartier moderne et/ou comme un lieu d'activités (bureaux, Cité scolaire).

Encadré 9.3. Méthodologie d'élaboration du tableau sur les représentations de l'espace Berriat Saint-Bruno/Europole

Le croisement des représentations, d'un point de vue thématique, a été réalisé en plusieurs étapes.

Un inventaire des combinaisons des représentations de Berriat Saint-Bruno et d'Europole a préalablement été réalisé sur l'ensemble des élèves. Cet inventaire a révélé une grande diversité des combinaisons possibles. Pour simplifier la démarche, des typologies ont été élaborées pour chacun des deux espaces. Le critère structurant utilisé pour ces typologies a été le caractère « accueillant/non accueillant ». Dans le cas d'Europole, cette variable a été définie à partir des catégories « Ambiance froide », « Espace peu agréable » (peu accueillant) et « Espace agréable » (accueillant). On obtient, au total, trois types différents pour chacun des espaces : un type qui correspond aux élèves ayant décrit l'espace en question (Europole ou Berriat) par un ou plusieurs thèmes, mais sans utiliser, par ailleurs, le caractère « accueillant/non accueillant » ; un type qui concerne les élèves ayant décrit l'espace étudié comme peu accueillant (soit uniquement peu accueillant ; soit en associant ce thème à un ou plusieurs autres thèmes) ; un type qui se réfère aux élèves ayant décrit l'espace en question comme accueillant (soit uniquement accueillant ; soit en associant ce thème à un ou plusieurs autres thèmes descriptifs).

Un tableau de contingence, croisant les trois modalités de chaque typologie a été, alors, effectué. Seules cinq combinaisons sur les neuf possibles ont été observées.

Enfin, la relation entre les représentations d'Europole et de Berriat Saint-Bruno a été qualifiée, une nouvelle fois, sur la base du caractère « accueillant/non accueillant » de l'espace donné : opposition (accueillant/non accueillant), distinction sans opposition apparente (pas d'opposition claire accueillant/non accueillant), rapprochement (non accueillant/non accueillant).

Au total, les structures et les significations des représentations des élèves soulignent le rôle de l'expérience de traversée quotidienne du secteur géographique composé d'Europole et de Berriat Saint-Bruno. Pour la majorité des élèves, les principaux lieux évoqués sont ceux qui jalonnent le trajet entre leur domicile et le collège. Ce faisant, le cas des élèves qui tiennent un propos particulièrement critique à l'égard du quartier ancien de Berriat Saint-Bruno laisse aussi penser que les représentations sont parfois fortement influencées par des discours extérieurs, produits par des tiers (parents, fratrie ou amis).

Par ailleurs, si on a vu dans le chapitre 6 que les collégiens, par leurs pratiques quotidiennes, ne parviennent pas à « donner le ton », leurs discours contribuent à entretenir et à véhiculer certaines représentations de l'ancien quartier ouvrier. En insistant sur l'existence d'une frontière socio-spatiale assez nette entre l'aire aménagée (Europole) et l'espace urbain alentour (Berriat Saint-Bruno), les représentations participent, de fait, à l'entretien de cette frontière.

Ces représentations expriment, du même coup, les effets différenciés sur les lieux du changement généré par le renouvellement urbain. A aucun moment, Berriat Saint-Bruno n'est présenté comme un espace en transformation. Les nouvelles constructions qui affectent le tissu ancien ne sont, par exemple, jamais évoquées par les élèves. Le changement urbain apparaît ainsi clairement circonscrit et identifié à l'espace aménagé d'Europole.

Cette analyse révèle donc que pour une étape avancée de la reconquête urbaine (processus qui comprend l'édification du quartier d'affaires), Berriat Saint-Bruno reste, auprès d'usagers de passage, fortement marqué par ses permanences (paysage urbain, ambiance), et ses continuités (présences, occupations).

Tableau 9.10. Représentations de l'espace Berriat Saint-Bruno / Europole, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble (2005)

Typologie descriptive		Principe de relation entre les représentations d'Europole et de Berriat Saint-Bruno	Effectif des élèves
Europole	Berriat Saint-Bruno		
Quartier moderne, agréable / accueillant	Espace animé, peu accueillant	Opposition	3
Quartier moderne, espace de travail et d'activités de pointe, présence de la Cité scolaire	Vieux quartier commercial et vivant	Distinction neutre (*aspect accueillant, sous-entendu dans les deux cas*)	6
Quartier moderne, espace de travail et d'activités de pointe, présence de la Cité scolaire	Quartier commercial, animé, marqué par la présence de populations immigrées ; espace peu accueillant	Distinction	7
Quartier moderne, espace de travail et d'activités de pointe, peu accueillant	Quartier ancien, commercial, vivant, marqué par la présence de populations immigrées	Distinction	5
Quartier moderne, espace de travail et d'activités de pointes ; présence de la Cité scolaire, peu accueillant	Quartier commercial, marqué par la présence de populations immigrées, espace peu accueillant	Rapprochement relatif (*aspect peu accueillant dans les deux cas*)	5
Sans réponses dans au moins l'une des deux catégories		Sans relation apparente	5
Total des élèves			31

Lecture du tableau :
3 élèves ont plutôt tendance à décrire Europole comme un quartier à la fois moderne et accueillant (association de termes relevant du thème de la modernité et de son environnement accueillant) ; ces mêmes 3 élèves se représentent à l'opposé, Berriat Saint-Bruno comme un quartier animé et peu accueillant (association de termes relevants du thème de l'animation et de son environnement peu accueillant).
7 élèves ont tendance dans leur représentation d'Europole, soit à associer les thèmes de la modernité, de la présence de lieux de travail et de la Cité scolaire, soit à n'utiliser qu'un seul de ces caractères. En même temps, Berriat Saint-Bruno est identifié par les thèmes de l'animation, de l'activité commerciale, de la présence de populations immigrées et par son environnement « peu accueillant» (relation *obligatoire* d'au-moins un des trois premier termes avec celui relatif à l'aspect peu accueillant du quartier : tous les élèves de ce type n'associent pas forcément tous les termes entre eux ; on peut trouver un élève décrivant Berriat Saint-Bruno comme un espace commercial et peu accueillant ; un autre peut le représenter en tant qu'espace peu accueillant, marqué par la présence de populations immigrées ; un troisième pourra qualifier Berriat Saint-Bruno d'espace animé, commercial et peu accueillant).
Source : M. Giroud, Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble*, 2005.

1.2.2. Le quartier et son changement dans les représentations des habitants de Berriat Saint-Bruno

Pour la plupart des habitants rencontrés, le quartier Europole possède tous les attributs de la modernité : l'esthétique et l'architecture, les types d'activités, l'influence du modèle américain (*World trade center*), la présence de populations de cadres, etc. Cette représentation commune d'Europole comme symbole de modernité cache, néanmoins, selon les habitants, des appréciations tantôt élogieuses, tantôt au contraire, très critiques.

Comme le montrent les témoignages présentés ci-dessous, les arguments mobilisés, dans un cas comme dans l'autre, sont multiples, et émanent d'habitants dont les parcours et les profils socio-professionnels sont relativement diversifiés. Cette diversité des arguments est, en fait, un révélateur de l'effet différencié, sur le façonnement des représentations, des positionnements pluriels des habitants vis-à-vis du quartier.

On se souvient, par exemple, que le discours positif, à l'égard d'Europole, de Grazzia et Aldo, un couple d'immigrés italiens propriétaire d'un logement situé à proximité du site d'affaires (section 4 du chapitre 4), s'explique, en partie, par l'effet de l'aménagement sur la réévaluation immobilière de leur bien.

Le propos de Richard, un artisan récemment installé dans le quartier Berriat Saint-Bruno, et membre de l'Union de quartier, révèle une autre forme de justification :

> *« J'ai vu la place Shuman se construire, c'est pas terrible…puis la transformation plus générale... C'est plus intéressant au niveau architectural. Je n'ai pas trop pris le temps d'aller là-bas. Mais avant il n'y avait personne, là-bas… Maintenant, il y a un peu des gens autour du palais de justice, même jusqu'à vingt heures… L'école de commerce, je trouve ça aussi réussi. Y a beaucoup de jeunes. Y a quelques petits cafés qui vivent bien. Le palais de justice a amené une réorganisation de l'espace. Le tram, des places… Je pense que ça devrait créer des liens. Les cafés, restos, commerces fonctionnent davantage depuis qu'il y a le palais de justice. A pied, il faut cinq minutes entre Saint-Bruno et le palais… Cela peut créer du lien social. (...) Je suis content de la Cité scolaire ou du palais… Un grand architecte, Vasconi… Cela échappe complètement aux gens ça, personne ne connaît ce nom, j'en suis sûr… On n'est pas éduqué en France pour apprécier les belles choses. L'architecture est la mère des arts, ce n'est pas rien. »* (Richard, mars 2003, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé dans son local de travail situé dans le quartier)

La curiosité personnelle de Richard à l'égard de l'oeuvre architecturale rencontre un discours sur le lien socio-spatial, fortement relayé au sein de l'Union de quartier, et qui fait écho à l'action de la municipalité en matière d'intégration du quartier d'affaires au tissu urbain existant. L'engagement de Richard au sein de l'Union de quartier apparaît ici déterminant dans le façonnement de sa représentation d'Europole.

Enfin, l'éloge du nouveau site d'affaires apparaît aussi dans plusieurs témoignages d'ouvriers d'origine maghrébine, présents au quotidien dans le quartier :

> *« La ville, elle a grandi, c'est vachement bien ce qu'ils ont construit, ça change… Europole, c'est quelque chose de bien, ça n'a rien à voir avec ce qu'il y avait avant… Ça bouge plus… Grenoble a grandi… Je trouve ça beau…c'est bien, par rapport à avant… »* (Khaled, mars 2003, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au bar PMU *Le Marseillais*).

> *« C'est le quartier de la nouveauté. J'aime bien la tranquillité. L'architecture tout en verre, c'est propre, c'est bien. C'est pas triste… »* (Morad, mars 2003, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au bar PMU *Le Marseillais*).

> *« C'est la classe. C'est trop propre. Ça n'a rien à voir. Europole, c'est récent c'est pour ça que c'est propre. Là-bas, c'est tout nouveau… Ici (*partie ancienne du quartier*), regarde, c'est vieux, c'est trop vieux… Europole, c'est propre… Europole, c'est récent, c'est nouveau… Avec le palais de justice… Ça symbolise… Il y a beaucoup de trucs administratifs ; ça n'a rien à voir, ici, il y a des petits bars, c'est populaire… Europole, c'est administratif, c'est propre, c'est respectable. Il y a plus d'argent, ça se voit... Des fois, j'en ai marre d'ici, alors je vais là-bas… Des petits coins tranquilles, des brasseries tranquilles, c'est calme, quand il fait beau, je m'échappe... C'est très calme...* (Mounir, février 2005, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au café *Le Saint-Arnaud*, place Saint-Bruno).

On retrouve le sentiment, évoqué dans l'analyse de la fréquentation du café *La City* (section 3 du chapitre 7), de valorisation sociale que procurent la proximité de nouvelles formes urbaines, la coprésence avec des populations favorisées, ou le côtoiement de « l'autre différent ». Pour ces habitants, le changement lié au renouvellement urbain du quartier n'est, dès lors, pas appréhendé comme une remise en cause de leurs propres positions (ces transformations n'empêchent pas leur retour quotidien dans le quartier), ou, plus globalement, comme une menace de la présence populaire (et immigrée) :

> *« Il n'y a pas le problème des riches… Les riches ne vont pas envahir ! De toute manière, c'est comme ça partout, à Grenoble. Les personnes riches… C'est pas un problème ! Ils vivent dans les beaux bâtiments propres et nickels… C'est bien, on avance !! »* (Morad, mars 2003, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au bar PMU *Le Marseillais*).

> *« Les populations aisées, c'est pas la peine de résister… Ces gens là, ils sont bien dans leur vie, ils respectent, ils sont propres… T'auras pas de problème avec eux... »* (Mounir, février 2005, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au café *Le Saint-Arnaud,* place Saint-Bruno).

La plupart des arguments déployés en faveur d'Europole trouvent leur symétrique dans de nombreuses autres représentations d'habitants. La critique provient autant de nouveaux résidents, acteurs de la gentrification (Marie) que d'anciens résidents du quartier, ouvriers (Eric), techniciens (Bernard) ou employés (Véronique), dont la position peut être menacée (Bernard) :

> *« J'ai coutume de dire que cela n'a pas été fabriqué pour des êtres humains. Je vois pas qui a envie de rester discuter au milieu de cette grande esplanade inhospitalière au possible. C'est symbolique de la froideur, de l'argent et de l'inhumain. Pour moi, les êtres humains ont besoin d'un banc, d'un petit coin, d'un arbre… Là, tout est balayé par le vent… et les gens ne restent pas. Y a jamais personne. Qui aurait envie de rester là. Alors si, y a des gars en patins à roulettes… C'est une bonne esplanade, mais à part ça… »* (Marie, mars 2003, résidente de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé dans le café *Le Saint-Arnaud* de la place Saint-Bruno).

> *« On veut prendre un peu le système américain. Prendre un pôle et faire une ville autour. Je me demande pourquoi ils n'ont pas mis un building encore. C'est un endroit qui vit aux moments des heures de bureau et après, c'est mort. On ne met pas les structures en place pour, donc… Comme un gymnase, des trucs comme ça… Il n'y a pas ça... Là bas, il y a des bureaux, le palais de justice... Ici, il y a beaucoup de parcs, des jeux pour enfants, la place, la piscine, le gymnase… »* (Eric, mars 2003, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé dans le café *Le Saint-Arnaud* de la place Saint-Bruno).

> *« Les tours ?...à des avions…ça va devenir un aéroport !!! Architecturalement, je suis contre. Le côté américain, les tours, le gigantisme… Moi, j'aime le cachet, plutôt que le béton coulé, le rectiligne. Ça dénature par rapport au quartier… Il n'y a pas de vie »* (Bernard, mars 2003, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé à son domicile).

> *« Avant, il n'y avait rien. Peu de population y habitait, c'était des vieilles maisons… Donc, c'est un plus par rapport à la population, mais pas par rapport à l'esthétique ! Je trouve que c'est moche. Il n'y a pas de commerces… Il manque plein de choses pour qu'il y ait une vie… C'est pas un lieu de vie. (...) C'est plus propre qu'avant, c'est tout. Sinon, c'est froid, c'est un quartier sans vie. Peut-être qu'avec la Cité scolaire, ça va changer… Le palais de justice n'apporte rien. Les gens se donnent rendez-vous et repartent. Cela n'apporte pas de chaleur au quartier en tout cas. »* (Véronique, mars 2003, résidente de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé dans le local de l'Union de quartier).

Ces habitants associent souvent à ces représentations d'Europole un propos sur le changement urbain du quartier ancien, en lien avec les dynamiques observées à l'échelle métropolitaine et les dangers, au niveau local, que ce changement sous-entend :

> *« Un jour cette baraque va être rasée. On était six locataires biens… Mon propriétaire m'a dit qu'il voulait la vendre… Un promoteur va se mettre là-dessus et on fera la même chose qu'à côté. Faire du pognon… C'est abordable pour personne… Ils vont arriver à raser tout le quartier si ça continue… Ils peuvent faire plein de tours. A très long terme, je le vois comme ça. C'est la course au fric »* (Bernard, mars 2003, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé à son domicile).

> *« Ce qui est rasé est remplacé par ce qu'ils appellent des « résidences de prestige », très chères, sans caractère, toutes les mêmes, avec des critères censés être ceux du prestige ou du luxe… Pour moi, très froid et très cher. C'est un fait, les loyers ont augmenté, le prix du logement est énorme et forcément cela amène un changement de population. (...) Il y a un truc qui m'insupporte beaucoup qui est que les gens veulent soi-disant de l'authentique. C'est drôle comme on détruit en fait ce qui est authentique et qu'on essaye de le revendre, le reconstituer de façon plus chère. On voit que la population plus argentée qui s'installe ici va louer ou acheter des appartements anciens. Le fait que ce soit eux fait monter les prix... Eux sont intéressés par le cachet, le charme, etc.…Mais leur présence faisant monter les prix fait disparaître l'authentique c'est-à-dire une population populaire… Ce n'est plus authentique à la fin (...) On est cernés… Avec Lustucru, Europole, bientôt, Bouchayet Viallet. Tu sais, c'est que j'appelle « l'europolisation » de Saint-Bruno, ça se voit à des détails ; moi, je les vois… Si tu vas sur le cours Berriat, le dallage a été changé et il est maintenant noir et blanc, ressemblant à ce qu'on trouve à Europole. C'est rien, c'est juste le sol, mais ça change le truc. Y avait un café qui était à l'angle, c'était une brasserie, un café arabe… J'ai vu que c'était devenu la City maintenant, avec le look des cafés un peu autour de Beaubourg... bobo… va voir la clientèle, je suis passé tout à l'heure, j'étais morte de rire… Des mecs avec des costards qui ne venaient jamais là avant. Ce sont des preuves que ça change, c'est très clair ! (...) Je pense clairement qu'Europole va grignoter Saint-Bruno, je n'ai pas d'illusions là-dessus. Tu vois le prix des loyers…plus 37 % en 5 ans…je lisais un truc…je suis fan de l'offre immobilière, un canard fait pas les agences. L'édito est toujours fait par Michel Ronsigneau qui est agent immobilier… Dans son dernier édito, il dit « bon c'est la crise de l'immobilier, Grenoble n'a pas assez de foncier, mais on échappe à la récession économique car Grenoble mise sur les High Tech et ça fait venir des populations à forts revenus donc c'est bon pour nous ! ». C'est dit clairement… Très clair. Cette ville se transforme à la vitesse grand V. C'est dans la continuité de son histoire, mais là ça s'accélère, avec des choix économiques… On mise sur les bio-tech, la micro-technologie, sur Minatec qui est le plus gros investissement dans ce domaine, avec financements européens… Et on fait venir une population qui n'est pas celle de Saint-Bruno, mais des ingénieurs américains… Il faut que la ville leur ressemble, au bout d'un moment. »* (Marie, mars 2003, résidente de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé dans le café *Le Saint-Arnaud* de la place Saint-Bruno).

La conscience de la menace n'a pourtant pas, dans ces deux cas, les mêmes implications : Bernard, technicien à la régie des eaux de Grenoble et locataire de son logement depuis 1995 est directement concerné par une opération de démolition et une action d'éviction, au nom du profit immobilier. Marie, diplômée en sciences politiques, jeune journaliste installée depuis 1997 à Berriat, et actrice, malgré elle, de la gentrification, dénonce, avec justesse, mais aussi avec une certaine naïveté, le rôle des nouveaux venus dans l'évolution du quartier : sans interroger sa propre position en tant qu'actrice du changement, Marie condamne ceux qui dénaturent « l'authenticité du quartier », qu'ils étaient pourtant venus chercher.

Cette représentation alarmiste sur le devenir des anciens habitants est, toutefois, souvent nuancée par la reconnaissance de leur capacité à ralentir certaines transformations et donc à défendre leur position dans le quartier. Cette reconnaissance provient, une fois encore, d'anciens habitants, appartenant aux catégories populaires (Eric), comme de nouveaux venus, plus qualifiés et aisés (Hugues).

Pour Eric, cette capacité d'action, plus ou moins consciente, résulte parfois de stratégies résidentielles et de gestion d'un patrimoine immobilier (section 4 du chapitre 4) :

> *« Maintenant, à l'heure d'aujourd'hui, il y a à peu près 70 % des gens que je croise souvent, qui sont ici depuis 20 ans. Des gens de mon âge, des gens plus jeunes ou plus vieux… C'est ceux-là qui me*

*font peur… C'est pas les gens de mon âge qui me font peur, car eux ils ont acheté. J'ai peur des enfants des vieux… Ils vont vendre, ça va de soit. C'est là où ça va changer…petit à petit…car les vieux, là, ils ne veulent pas partir, faut pas rêver. Le changement ne se fera pas du jour au lendemain, c'est pas Europole où en cinq ans, hop, on vire tout et on recommence ! Saint-Bruno, ils ne pourront pas faire ça. Mais bon, y a Carignon qui revient… Là, ça peut donner un bon coup de boost. Europole, c'est Carignon… Ils ne peuvent pas s'étendre là-bas, ils vont s'étendre ici. C'est parti… faire du haut standing (...) Mais, les gens ne partent pas vraiment du quartier. C'est pas vrai… Les gens que je connaissais, qui ont vendu leur maison, ils ont racheté un appartement à Saint-Bruno, par du bouche à oreille… Ils ont mis le prix aussi, parce que ça montait, ça montait ; mais ils ont racheté quelque chose à Saint-Bruno, et ils ont gagné de l'argent. Ils sont restés dans le quartier (...) tu changeras pas le quartier, il restera comme il est. Avant qu'ils arrivent à prendre le quartier, il va falloir au moins vingt ans » (*Eric, mars 2003, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé dans le café *Le Saint-Arnaud* de la place Saint-Bruno).

Pour d'autres, comme Hugues (ingénieur et nouveau propriétaire d'un logement ancien dans le quartier), il s'agit, au contraire, d'une faculté non consciente des habitants à atténuer les effets des transformations, par l'intermédiaire de leurs pratiques quotidiennes ordinaires et de leurs occupations des lieux (chapitre 6) ; ce que l'un des enquêtés a appelé « l'*animation passive du quartier* » :

« On a l'impression que les gens...sont là, quoi.... Les gens ont pris, ont pris position, quoi. On va vers le cours Berriat, c'est vraiment un peu l'extrême, parce que là c'est les gens, et c'est vraiment les gens qui font le coin... Si on enlève tous les gens, on ne reconnaîtrait pas l'endroit... Et quand on vient plus vers nous, c'est entre les deux... » (Hugues, février 2005, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé à son domicile).

Pour d'autres encore, comme Mohamed (intermittent du spectacle et ancien résident du quartier), le ralentissement du changement généré par le renouvellement urbain provient du dynamisme de certains réseaux sociaux. Mohammed explique bien comment les stratégies commerciales de certains entrepreneurs assurent les présences résidentielles et quotidiennes dans le quartier de nombreux autres immigrés. Le témoignage soulève, cependant aussi, la question de la pérennité temporelle de ces formes de résistance non consciente, au changement :

« - M. *Ça restera à mon avis une place « migrationnelle » forte. On n'efface pas l'historique migratoire grenoblois d'un point fort comme ça, un point névralgique. On ne peut le déplacer d'un coup d'investissements immobiliers, ce n'est pas possible ; d'autant plus que la structure géographique même, parle... C'est inscrit dans la roche presque, y a une intégrité territoriale... Il y a aussi des processus d'appropriation nouveaux, par exemple des bars et petits commerces par la majorité des Algériens, mais les Tunisiens sont en train de suivre...qui garderont cette face là de Saint-Bruno... Ce qui apparaît clair, c'est que le mouvement d'accession à la propriété des commerces et de quelques logements a permis une implantation durable permettant l'assise de nouvelles poussées d'immigration, ça c'est clair ! Les gens peuvent squatter... L'idée d'accueil... Elle n'est plus garantie par l'Etat français, mais par ces réseaux là. Il y a une petite entraide, même entre gens de villages différents... Mais même le patron de bar qui tolère qu'on passe une barrette sous la table, ça c'est une forme d'entraide... Si le mec est inconnu, il se fait lyncher pour le même acte.*

- MG. En quoi Berriat Saint-Bruno est encore un endroit où l'on vient ? C'était mon interrogation...

- M. *C'est exactement pour ça... Y a un champ de possibilités du fait de l'installation de compatriotes, première et deuxième génération ; du fait de la proximité du marché, du fait de la centralité, du fait qu'on n'est pas très loin de Mistral, de Teisseire, de l'Alma, de Fontaine... de tout ce qui peut faire vivre quelqu'un qui a envie de se débrouiller dans les premières années en France. De cette caste de « voyoux » entre guillemets va émerger une petite classe entreprenante qui va s'installer...certains feront peut-être de la prison, mais en gros ils vont se stabiliser (...) A un niveau plus local, pour des migrants « déstructurés comme les Algériens » ou « un peu plus structurés comme pour certains Tunisiens », les conditions locales... Y a une résistance... une résistance de fait.*

- MG. Un résister en habitant ?

> - M. *c'est plutôt résister en vivant... ou résister en occupant carrément... Il y a ceux qui n'y habitent pas et qui sont là... A moins de faire voler en éclat le tissu commercial qui me paraît difficile à faire voler, et le marché avec sa tradition populaire... Le schéma tel qu'il est me semble durable... Une quinzaine d'années, mais après ?* » (Mohamed, septembre 2004, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au café *La City*).

En définitive, si certaines représentations d'habitants semblent faire écho à celles des passants que sont les élèves de la Cité scolaire internationale, d'autres les nuancent, au contraire, sensiblement. Le fait d'habiter le quartier conduit de nombreux individus à appréhender plus concrètement le renouvellement urbain du quartier ancien et à critiquer plus ouvertement la symbolique véhiculée par l'aménagement d'Europole.

Ces résultats précisent donc les effets de la reconquête urbaine sur certaines représentations individuelles : à une étape avancée de la reconquête, les représentations des habitants expriment plus souvent des inquiétudes sur le devenir de la population en place et sur la perte d'une identité locale, mais reconnaissent aussi, de manière plus affirmée que dans le cas de représentations de passants, l'efficace de certaines continuités populaires sur le marquage et la temporalité des lieux.

2. Les représentations ordinaires des continuités populaires à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno : relais ou contestations d'une vision politique ?

Pour mieux appréhender la signification des représentations ordinaires des continuités populaires, il importe de les mettre en relation avec les représentations produites par les acteurs publics locaux. Il s'agit, pour chacune des situations étudiées, de voir si le contenu des représentations d'individus qui pratiquent plus ou moins le quartier (résidents, usagers, non usagers) se réfère au message véhiculé par les représentations politiques, ou tend au contraire à s'en distinguer.

2.1. Les représentations ordinaires d'Alcântara : la remise en cause de la représentation politique du quartier par des continuités populaires représentées

Dans chacune des enquêtes réalisées, les réponses obtenues à la question « A votre avis, qui fréquente Alcântara ? »[1], relèvent principalement de deux grands types de représentation : le premier insiste sur le caractère diversifié de la population du quartier, l'autre au contraire, sur son homogénéité sociale (tableau 9.11).

Les enquêtes effectuées sur les sites des *Docas* et d'*Expo* ont les effectifs les plus élevés de non réponses. Ce résultat, s'il confirme une fois encore la faible intégration des *Docas* avec ses alentours, souligne, plus globalement, la difficulté des individus à se représenter certaines dimensions (comme le peuplement) d'un lieu peu pratiqué.

[1] Dans le cas de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, cette question a été précisée et distinguée de la suivante : « Selon vous, qui réside à Alcântara ? » ; l'hypothèse étant que pour les résidents du quartier, la population qui fréquente le quartier n'est pas forcément identique à celle qui y réside.

Tableau 9.11. Principales représentations du peuplement d'Alcântara, pour trois groupes d'individus (résidents, usagers, non usagers) (2005)

Représentations du peuplement d'Alcântara	Enquête 1[1] Nombre de répondants	Enquête 2 Nombre de répondants	Enquête 3 Nombre de répondants	Enquête 4 Nombre de répondants
Un peuplement diversifié, composé de différents groupes sociaux	32	10	13	3
Un peuplement avant tout populaire, marqué par la présence des résidents de longue date	16	9	11	4
Ne se prononce pas/Ne sait pas	0	0	16	13
Total des enquêtés	48	19	40	20

Rappel : références des enquêtes
Enquête 1 : *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara* ;
Enquête 2 : *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café ;*
Enquête 3 : *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara ;*
Enquête 4 : *Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo.*
Sources : M. Giroud, Enquêtes *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara, Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café, Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara et Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo,* 2005.

Parmi les 48 résidents interrogés lors de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*, les 2/3 insistent sur la diversité sociale de la population d'Alcântara[2] : ils évoquent, au sein du même énoncé, la présence de plusieurs groupes sociaux. Cette tendance apparaît moins marquée auprès des usagers et des non usagers.

Cette représentation d'un peuplement diversifié est toutefois exprimée de différentes manières selon les répondants : de façon relativement vague (« *Il y a de tout : des gens des classes basses, des classes moyennes, de tout...* » ; « *C'est un carrefour aussi! Des gens qui vivent ensemble* » ; « *Il y a de tout !* »), ou, au contraire, en relatant, avec une certaine précision, les dynamiques sociales à l'oeuvre.

Pour certains, en effet, l'actualité de ces dynamiques les conduit à diviser assez clairement la population d'Alcântara en deux groupes opposés :

> « *Deux types de personnes : les habitants de la classe ouvrière, les personnes âgées (comme au jardin Santo Amaro, où il y a les plus vieux habitants du quartier qui jouent aux cartes, aux dominos...), les habitants avec peu d'argent ; et une nouvelle classe de personnes, "relativement" nouvelle, une classe émergente avec de l'argent et un niveau culturel plus élevé... plutôt... différent davantage que plus élevé...* » (Isabel, 04-07-2005, résidente d'Alcântara, enquête effectuée à son domicile, Alcântara Residence).

> « *Il y a beaucoup de pauvreté; aujourd'hui, dans la freguesia, il y a beaucoup de pauvres... Mais il y a aussi beaucoup de nouveaux résidents. Les vieux meurent, les jeunes, qu'on connaît pas arrivent.* » (Virgile, *25-05-2005, résident d'Alcântara, entretien réalisé au Café Rue Feliciano de Sousa, Alto da Cruz).*

Chez d'autres, la composition sociale du quartier est moins bipolarisée. Dans plusieurs réponses, c'est une lecture hiérarchisée en termes de classes sociales, mais incluant les classes moyennes, qui est proposée :

[1] Les réponses utilisées renvoient ici à la question « Pour vous, qui réside à Alcântara ? ».
[2] Ce résultat nuance ou complète ainsi ceux du tableau 9.1 : l'évocation d'une population socialement diversifiée comme caractéristique du quartier n'avait été évoquée spontanément que par deux résidents.

> *« On a trois types de population : des classes sociales très basses, des classes moyennes, des classes élevées. Avant, il y avait beaucoup d'ouvriers, car il y avait beaucoup d'usines. Une grosse population d'ouvriers, mais avec la construction des complexes d'habitation, les personnes vont habiter ailleurs... »* (Elisabeth, 29-06-2005, résidente d'Alcântara (*Quinta do Jacinto*), entretien réalisé au café *Terra do Café*).

> *« La nuit, c'est différent que le jour! C'est un mélange aussi, ici, c'est les classes moyennes et élevées, là-bas, dans la partie ancienne, ce sont les pauvres. Ma fille va à l'école... Parmi les enfants, y en a qui viennent de familles qui payent beaucoup, car ils ont de l'argent. Le prix de l'inscription dépend des ressources des parents : ceux qui ont beaucoup, ceux qui ont moins... Il y a les deux, c'est très visible à l'école, c'est un bon indicateur! »* (Enquêtée n°7, 29-06-2005, résidente d'Alcântara (rue Maria Pia), entretien réalisé au café *Terra do Café*).

Dans l'ensemble, ces réponses insistent sur l'opposition entre une population traditionnelle, installée de longue date, dans certaines zones anciennes du quartier, et dont le représentant type serait âgé, ancien ouvrier, et peu favorisé économiquement ; et une population, plus mobile, en train d'investir le quartier, en relation avec la construction de nouvelles résidences, et dont les membres seraient, quant à eux, plus jeunes, avec des qualifications et un niveau social plus élevés. Au vu des résultats présentés dans le chapitre 4 de la thèse, cette représentation, qui domine dans les réponses collectées, correspond à une simplification des dynamiques résidentielles actuellement à l'œuvre à Alcântara, et qui impliquent une plus grande diversité de populations.

Ce faisant, les représentations de plusieurs enquêtés tendent à nuancer ce schéma simplifié, en évoquant des dynamiques sociales contraires, et/ou en insistant sur le rôle de certains groupes dans le marquage social du quartier (des groupes identifiés par ailleurs dans le chapitre 4) :

> *« On trouve surtout des personnes âgées. C'est un vieux quartier, avec un passé ouvrier, marqué par la présence de la classe ouvrière ; il y a une nouvelle génération qui arrive, la mienne... Une nouvelle génération en termes d'âge et de classe sociale ; mais il y a aussi des nouveaux quartiers comme dans le Vale de Alcântara, où il y a encore des gens issus de la classe ouvrière, mais je ne sais pas trop... »* (Gonçalo, 08-07-2005, résident d'Alcântara, entretien réalisé à son domicile, rue Coelho).

> *« Une population très diversifiée. C'est un quartier populaire bien sûr! Les natifs du quartier, mais il y a des endroits avec des personnes d'une strate sociale plus élevée, dans certaines zones. A Lisbonne, il y a des quartiers de riches/moyens, mais c'est différent à Alcântara : c'est un quartier avant tout populaire avec cette caractéristique intéressante d'accueillir d'autres personnes... »* (Ricardo, 23-06-2005, résident d'Alcântara, entretien réalisé à son domicile, *Alcântara Residence*).

> *« Trois types de groupes sociaux : des classes sociales très élevées comme ici ; des ouvriers, comme là-bas dans Alto da Cruz, ou dans l'immeuble que j'habite, rue da Cozinha Economica ; et puis des bandits, des trafiquants... même en col blanc ! Il faut se méfier de l'apparence... dans la zone de la rue da cruz, dans le Vale de Alcântara... c'est une zone typique et connue de contrebande ici ! »* (enquêtée n°19, 29-06-2005, résidente d'Alcântara (rue da Cozinha economica), entretien réalisé au café *Terra do Café*).

Dans un second type de représentation, la population d'Alcântara est, au contraire, dominée par *un* groupe social en particulier, qui impose, *in fine*, une identité sociale au quartier. Dans le cas des enquêtes effectuées auprès des usagers des *Docas*, du café *Terra do Café,* mais aussi du site *Expo*, près de la moitié des enquêtés ayant formulé une réponse se réfèrent à ce second type de représentation, par ailleurs aussi partagé par 15 résidents interrogés lors de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara* (dont 12 ont leur domicile dans *Alto da Cruz*).

La principale composante de cette représentation décrit Alcântara comme un quartier populaire occupé par des résidents anciens, installés de longue date, parfois même natifs du quartier : *« les personnes qui sont nées ici ; des gens qui se connaissent depuis qu'ils sont petits » ; « les "Alcatariens"... les gens qui sont nés ici » ; « des gens qui sont nés dans le quartier, comme dans tous les quartiers au Portugal... ».*

L'âge et le niveau social des habitants sont des caractéristiques fréquemment mobilisées dans la plupart des représentations étudiées :

> *« Des personnes âgées ; c'est un quartier pauvre, avec des populations socialement défavorisées. Dans d'autres quartiers traditionnels, comme Campo Ourique, les gens sont plus riches. A Alcântara c'est surtout des ouvriers et des pauvres ! »* (enquêtée n°17, 29-06-2005, résidente d'Alcântara (*Alcântara Rio*), entretien réalisé au café *Terra do café*).

> *« Il y a des gens biens et des gens moins biens ; des personnes âgées ; ici, il n'y a pas de personnes qui ont de l'argent ; ici il n'y a que des gens pauvres »* (Angel, 26-05-2005, résidente d'Alcântara (*Alto da Cruz*), entretien réalisé au Café Feliciano da Sousa).

Ce second extrait montre que la qualification du peuplement selon son homogénéité sociale n'exprime pas toujours une idéalisation du quartier et de ceux qui l'habitent, et que des divisions ou des logiques de distinction peuvent parfois exister.

Une autre signification, moins récurrente au sein de cette seconde représentation du peuplement, dépasse la neutralité de la qualification d'Alcântara comme quartier populaire. La population y est clairement décrite comme « *problématique* » : c'est, précisément, le lien réalisé entre les habitants d'Alcântara et le trafic de drogues qui est stigmatisé : *« il y a beaucoup de drogués; des voleurs... des gens qui viennent dans le quartier, mais aussi parmi les habitants... ».*

En omettant d'évoquer l'arrivée de nouveaux résidents dans le quartier, ces représentations insistent donc davantage sur la continuité de la présence d'une population traditionnelle (problématique ou non) que sur les dynamiques sociales récentes et sur leurs conséquences en matière de composition de la population.

Dans une forme de représentation comme dans l'autre (diversité et homogénéité sociales), la population du quartier a souvent été déclinée selon différents critères. Le tableau 9.12, élaboré sur le modèle du tableau 9.1, présente les principales catégories mobilisées par les enquêtés pour décrire la population d'Alcântara[1] (annexe 9.2).

Le nombre de termes collectés et de catégories mobilisées est, en proportion, nettement plus grand chez les résidents (collecte réalisée auprès de 48 personnes) que chez les usagers (59 personnes) ou chez les non usagers (20 personnes). Le nombre de termes évoqués et la diversité des catégories utilisées semblent donc d'autant plus importants que la pratique du quartier est intense.

Au total, les représentations ordinaires se réfèrent à une pluralité de catégories descriptives et de groupes sociaux pour décrire la population d'Alcântara.

Quatre catégories apparaissent toutefois particulièrement mobilisées par les enquêtés, quelle que soit leur pratique du quartier : les populations défavorisées, les résidents aisés et qualifiés, la mixité sociale du quartier, enfin, la présence de populations âgées.

[1] Ces catégories ont été déterminées sur la base d'une analyse et de regroupements des termes employés par les enquêtés dans leur qualification de la population du quartier (annexe 9.2).

Tableau 9.12. Les continuités populaires dans les représentations de trois groupes d'individus (résidents, usagers, non usagers) (2005)

Catégories descriptives du peuplement	Nombres de termes collectés lors de l'enquête 1	Nombres de termes collectés lors des enquêtes 2 (*Terra do Café*) et 3 (*Docas*)	Nombres de termes collectés lors de l'enquête 4 (*Expo*)
	Entre parenthèses : % par rapport au total en colonne		
Populations aux faibles revenus ou précaires	22	17	0
Hauts revenus et forts niveaux de qualification	22	10	0
Diversité ou mixité sociale et culturelle	20	7	3
Population âgée (anciens ouvriers, etc.)	15	10	2
Ancienneté de la présence	6	6	1
Marginalité et déviance	6	3	2
Population ouvrière	5	6	0
Jeunesse des nouveaux venus	5	5	0
Populations immigrées	6	0	0
Nouveaux résidents non natifs du quartier (lien avec nouvelles constructions)	6	0	0
Description de type misérabiliste	3	0	0
Des personnes « branchées »	3	0	0
Des cadres et des employés travaillant dans les nouvelles constructions	0	2	0
Des touristes	0	1	0
Total des termes collectés	119	67	8

Sources : M. Giroud, Enquêtes *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara, Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café et des Docas d'Alcântara, Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo*, 2005.

Ces résultats montrent donc que les représentations ordinaires des individus ne relayent pas toutes de la même façon les représentations produites par certaines autorités publiques locales (section 1 du chapitre 8). Si certaines s'en font l'écho, d'autres au contraire s'en émancipent sensiblement. L'insistance de nombreux résidents et usagers sur la présence de populations à faibles revenus remet ainsi en cause la négation de l'aspect populaire du quartier, constitutive de plusieurs représentations politiques.

Par ailleurs, la diversité des catégories évoquées nuance aussi fortement la simplification de la composition sociale de la population réalisée par certains acteurs publics locaux.

Dans une certaine mesure, cette diversité renvoie à plusieurs dynamiques de peuplement, observées dans les chapitres précédents[1]. La continuité des présences de populations défavorisées, de populations âgées ou installées de longue date, que ce soit dans l'espace résidentiel ou dans les espaces collectifs du quartier, marque, ainsi, sensiblement les représentations des individus. En revanche, la faible référence à la population ouvrière, si elle concorde avec la baisse du nombre d'ouvriers dans le quartier (désindustrialisation du quartier), révèle aussi que les ouvriers toujours présents (chapitre 4 et 6) affectent finalement peu, par leurs pratiques, les lieux du quotidien. Dans un autre ordre d'idées, l'évocation, encore peu fréquente, de la présence de populations immigrées, peut être pensée comme le produit

[1] *A contrario*, certaines représentations du peuplement paraissent surévaluer les effets de certaines présences et de certaines pratiques sur le marquage des lieux. C'est, par exemple, le cas avec les populations marginales et déviantes évoquées plusieurs fois : la représentation du peuplement du quartier apparaît ici fortement influencée par la présence ponctuelle de groupes particuliers (usagers des discothèques du quartier présents la nuit) ou par la réputation persistante d'Alcântara en tant que lieu de trafic de drogues (image liée à l'existence jusqu'à la fin des années 1990 du bidonville de *Casal de Ventoso*).

d'un processus actuellement en cours, d'installation de populations d'origine étrangère dans le quartier, et plus globalement dans Lisbonne[1].

Les représentations ordinaires collectées mettent donc en scène une diversité de continuités populaires, dans le sens où plusieurs des catégories mobilisées se réfèrent à des groupes dont la présence ou l'installation ne sont pas prioritairement recherchées par les actions de renouvellement urbain entreprises par les autorités locales.

On pourrait dès lors penser ces représentations comme des preuves de l'efficace des continuités populaires réelles sur le marquage des lieux du quartier. Mais, puisque les représentations se distinguent par définition du réel, il convient plus justement de considérer ces représentations ordinaires pour elles-mêmes, comme autant d'autres formes de continuités, non plus réelles, mais représentées.

2.2. Du quartier ouvrier au village cosmopolite dans la ville : les représentations de Berriat Saint-Bruno dans leur rapport à la figure politique du quartier « modèle de mixité »

En écho aux images produites par les autorités publiques sur le quartier Berriat Saint-Bruno (chapitre 8), l'analyse du contenu des entretiens réalisés dans le cadre de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier Berriat Saint-Bruno* dévoile que de nombreux répondants se réfèrent aussi, dans leur représentation du quartier, à la présence populaire comme composante d'une population diversifiée socialement, culturellement, et même qualifiée, parfois, de « cosmopolite » :

> *« L'idée qu'on en avait, c'est que c'était un ancien quartier, un peu populaire, qui était en train de bouger, prendre plein de trucs dynamiques, vraiment sympas, et puis on aime bien cette idée de mélange de populations, un peu tout le monde, toutes les ethnies mélangées, le quartier arabe là-bas, on aimait bien »* (Marion, février 2005, résidente de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé à son domicile).

> *« Ici, c'est la partie vivante. Moi, j'appelle ça un quartier populaire et résidentiel. On voit des gens de toutes sortes. On rencontre des cadres, là, on a des marginaux aussi qui ne sont pas rejetés et qui vivent avec tout le monde, moi j'aime ça… Et on a un marché qui mélange un peu tout. Je viens ici tous les dimanches. Je prends mon téléphone et commande mon poulet tous les dimanches »* (Mamadou, mars 2003, résident d'Europole, entretien réalisé dans un café place Saint Bruno).

> *« C'est un quartier cosmopolite ; c'est ce qui fait la sympathie du quartier. On n'est jamais partis de ce coin là…on a toujours trouvé une attirance sympathique par le fait justement de la mixité de la population, même si c'est pas toujours l'idéal. On pourrait habiter Meylan… Mais je trouve qu'habiter Saint-Bruno, c'est se mélanger et avoir du contact avec tout le monde…communiquer. (...) C'est un état d'esprit. C'est vrai qu'il y a des gens qui ont peur des autres… Des jeunes un peu*

[1] Les groupes évoqués, au sein des représentations, renvoient en effet à la problématique de l'immigration au Portugal et de la position nouvelle du pays au sein de différents champs migratoires (migrations en provenance des anciennes colonies africaines, de pays de l'Europe de l'Est ou de régions d'Asie). Par ailleurs, plusieurs commerces, assurant une visibilité à ces groupes, ont ouvert récemment à Alcântara (restaurants russe, tibétain, chinois ; échoppes tenues par des migrants d'origine indienne ou chinoise). Alcântara semble représenter dans Lisbonne un nouveau lieu d'investissement et d'installation d'immigrants d'origine chinoise : plusieurs commerces (restauration, vente de gros ou de détail, objets décoratifs et vêtements) ou ateliers se sont implantés dans le quartier et certains établissements commerciaux jusqu'alors fermés ont peu à peu été rachetés par des investisseurs chinois (sur le *Largo de Calvário* par exemple).

> *bruyants, des punks, des étrangers… Ces gens ne pourront pas se mélanger… Par contre, vous avez tous les vieux du quartier, les petites mémés qui n'ont pas peur et discutent dans la rue. C'est impressionnant. Ces gens sont là depuis toujours. Ils n'ont pas peur des gens, d'une race spéciale, d'une religion. On peut vivre ensemble. Je n'ai jamais eu peur de ça. Mes enfants n'ont jamais été élevés dans cet esprit là.* » (Véronique, mars 2003, résidente de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au local de l'Union de quartier).

> « *Le quartier ? Etincelant ! Dans tout…le mélange des communautés, des animations* » (Eric, mars 2003, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au café *Le Saint-Arnaud,* place Saint Bruno).

Ces trois extraits proviennent d'habitants aux trajectoires résidentielles variées et appartenant à des catégories sociales différentes. Marion est professeure agrégée, installée depuis peu avec son compagnon (ingénieur) dans un logement ancien non réhabilité de Berriat Saint-Bruno dont elle est la propriétaire ; Mamadou, ingénieur dans une entreprise grenobloise, présent dans le quartier depuis 1995, est aussi propriétaire d'un logement, plus récent, et localisé cette fois à proximité d'Europole. Tous deux participent à leur manière à l'évolution sociale du quartier et à sa gentrification. A l'inverse, Véronique est une résidente de longue date et stable du quartier (présente depuis 1963). Elle est, quant à elle, assistante d'expertise dans un organisme dépendant de la chambre d'agriculture. Enfin, Eric, lui aussi résident de Berriat Saint-Bruno depuis plus de trente ans, est ouvrier du bâtiment, travaillant à son compte.

Dans tous les entretiens réalisés, la notion de quartier ouvrier n'a jamais été évoquée. Les répondants parlent plus volontiers de quartier populaire, que certains associent, comme le montrent ces extraits, ouvertement ou implicitement, à l'idée de mélange des groupes, de diversité des populations, de « cosmopolitisme » : autant de termes finalement flous dans leur construction, se référant, selon les énonciateurs, tantôt à l'origine géographique et à la culture des individus, à leur appartenance sociale, ou à leur âge ; ou dans leur signification, exprimant, parfois, l'existence de réelles interactions entre groupes (idée de « mixité ») ou au contraire de simples coprésences tacites et tolérées.

Un extrait d'entretien d'habitant publié dans un ouvrage dirigé par J. Barou et une équipe de chercheurs grenoblois, consacré à Berriat Saint-Bruno, illustre bien ce glissement sémantique important dans les représentations, d'un quartier avant tout ouvrier (même s'il était aussi peuplé de groupes sociaux plus favorisés comme les patrons des industries locales) à un quartier populaire et « cosmopolite » :

> « *Populaire, c'est populaire. Il y a une histoire de Saint-Bruno, c'est un quartier ouvrier. C'est populaire, il y a vraiment des gens de classes modestes qui vivent ici, il y a un mélange... Mais les ouvriers, ils étaient là, et après il y a eu les étrangers : populaire, c'est un mélange et puis un brassage de cultures. Ce n'est pas un hasard s'il y a cette maison du patron. Si vous vous baladez un peu dans le quartier, je crois qu'il y a des traces. Cemoi, Bouton, Lustucru, on connaît, je connais des gens qui ont travaillé là-bas. Maintenant, ce n'est plus ouvrier, maintenant c'est un quartier cosmopolite, il y a des gens de toutes professions, mais je dirais toujours que c'est un quartier populaire quand même...* » (entretien d'habitant, cité dans Barou *et al.* 2003 : 50).

Les auteurs de cet ouvrage soulignent, par ailleurs, qu'une autre figure est fréquemment employée par les habitants pour qualifier leur quartier et la population qui le peuple, à savoir celle du quartier-village.

Les témoignages recueillis lors de l'enquête par entretiens confirment, en effet, qu'à l'opposé des représentations politiques ou marchandes produites sur le quartier (chapitre 8), l'idée de « diversité » ou de « mixité » sociale et culturelle prend une réelle consistance, dans son association répétée à la référence au « modèle du quartier-village » (Fijalkow, 2006 : 75) :

> « *Il y avait une ambiance… Je ne suis pas très doué pour décrire tout ça. Y a beaucoup de gens qui font plein de choses pour leur quartier. Il y a des fêtes. C'est agréable à vivre. C'est le cliché d'un gros village… Les avantages d'un village et ceux de la ville… Un village dans la ville.* » (Richard, mars 2003, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé à son domicile).

Pour T. Nahon, l'un des auteurs de l'ouvrage dédié à Berriat Saint-Bruno, « le thème du village est une image forte qui revient dans les entretiens. Cette image est classique ou fréquente dans les travaux qui décrivent, d'une manière générale, la vie de quartier ou la vie de cités. Elle sert à distinguer un mode de vie urbain qui préserve une certaine convivialité, d'un autre, plus froid et anonyme. Elle représente toutefois des impressions ambivalentes et souvent contradictoires (...) le village peut être un lieu plaisant à vivre, ou un ghetto replié sur lui-même, à l'écart du monde » (2003 : 50).

Dans le cadre d'une recherche menée à Paris Y. Fijalkow, explique que la notion de quartier-village est « caractérisée par la valorisation des ressources locales et architecturales issues du passé, la promotion d'espaces publics, l'ouverture à la régulation locale. Elle refuse la ville, assimilée à une collectivité dont la régulation, dépourvue de mémoire, est fondée sur l'application aveugle de règles impersonnelles. Ce modèle du quartier-village, profondément territorial, se fonde sur une intelligence et une profondeur des lieux qui imprègnent les personnalités humaines » (2006 : 76).

Dans cette proposition, aucune référence n'est directement faite à la nature de la composition de la population, soit, selon mon angle de vue, à la présence populaire ou à l'une de ses variations, la diversité sociale. Selon l'auteur, présence populaire et diversité sociale ne sont pas en soi constitutives de la notion de quartier-village. Toutefois, en utilisant le terme de « ressources », l'auteur laisse ouvert le contenu même de cette notion et le champ de ses significations, en fonction des contextes urbains, et justement de la nature des « ressources » mobilisées par les acteurs dans leur énonciation.

Or, d'après l'analyse de contenu des entretiens, de nombreux répondants associent dans leur représentation de la population du quartier la notion de quartier-village à la présence des catégories populaires : cette présence est, ainsi, considérée comme une sorte de « ressource locale issue du passé » qui participerait, dans le contexte urbain en question, à définir le sens même donné au quartier-village de Berriat Saint-Bruno. Les extraits d'entretien suivants soulignent en effet le rapprochement parfois réalisé entre les deux caractéristiques :

> « *J'aime les quartiers où ça vit. T'as une ambiance, une mentalité, un état d'esprit… Avec les commerçants, t'as une autre communication. On me connaît… T'as pas trente centimes, et ben c'est pas grave ! Y a pas de soucis ! C'est valable pour tous les petits commerces. Les épiceries maghrébines, aussi (...) Cosmopolite, c'est quand il y a toutes les nations ?... Et ben, c'est ça ! Tu vas place Saint-Bruno, tu vas sur le marché... Et ben, il est unique… Il y a les collègues maghrébins, et tout ça. Ils sont là-bas. Y a une mentalité maghrébine, mais ils ne font pas chier. Ici il y a une âme ! C'est cosmopolite. C'est un petit village ici… L'état d'esprit d'un petit village…* » (Bernard, mars 2003, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé à son domicile).

> « *Et j'aime ce quartier, j'y suis bien. C'est un des derniers quartiers de Grenoble où tu as des jardins, des terrains vagues. Cet esprit encore un peu avec une histoire. Tu croises des mémés, tu discutes avec elles, elles vont te raconter le quartier avant. Les gens qui ont des histoires… Je me suis attaché à ce quartier (...) Sans tomber dans le cliché, parce que y a plein de clichés sur le quartier Saint-Bruno, mais dans les clichés y a toujours du vrai… C'est encore un peu un quartier populaire. Mes voisins sont tous des gens modestes. C'est encore un quartier assez populaire… Et puis, il y a des figures du quartier. Des gens que tu croises tout le temps et que tu ne sais pas qui c'est… Ça fait partie du décor, comme dans un village. Tu vois ces gens, tu sais que tu es dans ton quartier* » (Marie, mars 2003, résidente de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au café *Le Saint-Arnaud*, place Saint Bruno).

> *« C'est un quartier très vivant ! Une ville dans la ville ! On a tout sur place, on est tout proche du vrai centre et j'aime bien la mixité du quartier Berriat... Quand je dis mixité, c'est toute la mixité !... Il y a beaucoup d'étudiants, du fait de l'école supérieure de commerce, donc y a de la vie de par les étudiants, de par des couples jeunes maintenant, parce que ça a quand même bougé, des personnes âgées, des gens modestes.. Et puis des gens qui ont plus de moyens. Cette mixité là me plaît beaucoup ! Des gens d'origine étrangère, de toutes sortes... C'est cette mixité qui fait la richesse ! Et je trouve que c'est très intéressant ! (...) Ici on a une petite place, près de l'église, pour moi, c'est le village en ville. C'est un peu exagéré, parce que je dis le « village », mais c'est quelque chose qui a une âme. »* (Gisèle, février 2005, résidente à Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé à son domicile).

Il est assez commun d'attribuer une telle représentation – modèle du quartier-village, rapproché ou non avec la présence populaire - aux nouveaux venus aisés et qualifiés des anciens quartiers centraux : « d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, il semble que ces habitants (*les gentrifieurs*) émettent des discours d'une ressemblance frappante, mettant toujours en avant un profond attachement à leur ' quartier-village ' » (Lehman-Frisch, Capron, 2006 : 116). Cette forme de discours, qui exprime un type de lien des habitants à leur quartier, serait ainsi selon les auteurs et citant J. Carpenter et L. Lees (1995), un révélateur de l'émergence d'une « culture mondialisée de la gentrification ». D'autres recherches, comme celle d'A. Collet (2008, à paraître) sur Montreuil, nuancent ce constat en montrant au contraire que certaines nouvelles générations de gentrifieurs n'ont plus la même naïveté que leurs prédécesseurs et qu'elles dépassent le mythe du quartier-village.

A Berriat Saint-Bruno, la représentation du quartier-village reste fortement mobilisée par les gentrifieurs, mais pas uniquement. Par exemple, le témoignage de Bernard, un technicien, locataire d'un logement depuis 1995, ou encore celui de Richard, artisan, installé dans le quartier depuis 1998, démontrent que cette représentation dépasse certains clivages sociaux et ne peut être attribué à un groupe en particulier.

Pour T. Nahon, le recours à la notion de quartier-village peut être interprété comme un moyen de lisser les ruptures qui font l'histoire du quartier, à savoir dans le cas de Berriat, celles liées à la fermeture des usines, à la désindustrialisation du quartier et au départ de nombreux ouvriers : la notion offrirait ainsi une expression de « l'esprit d'une perpétuation, d'une continuité quant au devenir du quartier » (3003 : 51).

La construction de ce lien temporel et de cette continuité sur la base de la présence populaire (population ouvrière puis « cosmopolite »), des relations sociales ou des sociabilités, louant l'interconnaissance et la convivialité, soulève alors des interrogations similaires à celles développées à propos de l'assimilation, par les autorités publiques, de Berriat Saint-Bruno à un « modèle de mixité urbaine ».

D'abord, elle pose le problème de la projection *a posteriori* d'un regard positif et valorisant sur le fonctionnement social antérieur du quartier. Ce regard qui considère donc la présence et les sociabilités ouvrières comme une « ressource locale issue du passé », mobilisable « ici et maintenant », est en effet une reconstruction qui tend à nuancer les conflits et les controverses passées. L'évocation, dans certains discours, de la présence depuis toujours des patrons au sein du quartier pour symboliser une tradition de « mixité » sociale, laisse croire à une cohabitation sans heurts, ce qui a rarement été le cas (Barou, *et al.*, 2003).

Ensuite, comme cela a déjà été montré dans d'autres travaux, notamment sur Montreuil et Saint-Denis en banlieue parisienne (Bacqué, *et al.*, 1998), il est assez fréquent de relever les limites de tels discours sur la mixité dans les pratiques sociales des individus. Un témoignage recueilli auprès d'un ancien résident de Berriat Saint-Bruno illustre d'ailleurs cette dimension paradoxale et évolutive du rapport à la mixité et à la présence populaire :

> *« On recherche le mélange quand on ne connaît pas. On recherche un mélange de populations, un mélange de trucs... Quand on imagine, on voit des beaux trucs, tu vois, un mélange de racines, la culture… Mais après, au bout d'un temps, tu lâches… Avant, tu fonces car tu ne connais pas, tu as envie de savoir, mais quand tu sais vraiment, t'as envie de lâcher tout »* (Mounir, février 2005, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au café *Le Saint-Arnaud*, place Saint-Bruno).

« L'autre différent » peut en effet poser problème dès lors qu'il ne se contente plus de participer à l'animation distanciée d'un « décor » du quotidien. Y. Grafmeyer rappelle, sur ce point, que « la vie de quartier - réelle ou supposée - que certains se plaisent à évoquer, ne représente guère qu'une sorte de toile de fond, un spectacle auquel ils ne prennent guère part et, souvent une façon de célébrer les vertus d'un environnement familier qui ne leur impose pour autant aucun excès de familiarité entre les habitants » (1998 : 352).

Enfin, la mythification de la diversité et des formes de relations sociales passées peut être elle-même confortée par une certaine sacralisation de la diversité et des formes de relations sociales actuelles. Si la réalité de certains types d'interactions, exprimés notamment dans les extraits présentés, n'a pas à être remise en question, il ne faudrait pas qu'elle empêche de voir la complexité et la diversité des formes de relations sociales qui animent le quartier : le quartier Berriat Saint-Bruno est loin de représenter un territoire pacifié, un symbole sans faille de la mixité sociale et culturelle, il est aussi parcouru de fractures, de conflits et de stigmatisations.

A ce propos, plusieurs entretiens réalisés traduisent les limites du modèle du quartier-village ou celui du quartier « cosmopolite et mélangé », appliqués à Berriat Saint-Bruno, et insistent, au contraire, sur les problèmes que pose la présence de certains groupes.

Par exemple, la présence immigrée, et notamment maghrébine, dans le quartier, pourtant vantée par certains, cristallise plusieurs formes de mécontentements. Les critiques les plus acerbes proviennent, *in fine*, souvent de personnes d'origine maghrébine : pour plusieurs d'entre elles, ayant migré de Tunisie ou d'Algérie, dans les années 1970 ou 1980, ainsi que pour les enfants de ces habitants, Berriat Saint-Bruno est devenu un quartier de « *bledards* » et de « *clandos* ». Cette dénomination péjorative fait ici référence au rôle toujours actif du quartier en tant que porte d'entrée, lieu de passage et d'arrangements. Mais, par cette qualification, le migrant d'aujourd'hui est aussi distingué de celui d'hier, à la fois par son statut administratif précaire ou inexistant, mais aussi par son attitude au quotidien. Ainsi, pour un ancien immigré tunisien, routier à la retraite, vivant depuis plus de trente ans à Berriat Saint-Bruno, les nouveaux migrants sont assimilés à des délinquants :

> *« Aujourd'hui, y a des bagarres, des coups de couteau, des morts, tout. Ils boivent et se cassent la gueule entre eux. Avant c'était un quartier comme ça, maintenant c'est un quartier de clandos. Ils ont eu un laissez-passer, mais ils n'ont pas le droit de travailler... Ils dorment à droite à gauche, ils vont casser des voitures et vont voler...c'est n'importe quoi ! »* (Rachid, septembre 2004, résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé dans un café algérien de la place Saint-Bruno).

Comme l'illustre l'extrait ci-dessous, issu de l'entretien effectué avec Khaled, plaquiste dans le bâtiment, cette représentation est aussi présente dans les discours d'anciens immigrés, ayant résidé dans le quartier à leur arrivée, et pratiquant, actuellement au quotidien, Berriat Saint-Bruno :

> *« Le changement, c'est Saint-Bruno… Plus compliqué… Les gens qui se plantent là-bas… C'est un peu compliqué pour eux aussi… Des demandeurs d'asile, ils n'ont pas le droit de travailler alors ils vont voler, casser des voitures et ils se plantent tous là-bas. Tu passes le matin, tu les vois, tu passes le soir, tu les vois… Des gens d'Algérie, des noirs… Ils vendent du shit, ils vont salir le quartier…*

> *Avant, on travaillait le matin, on allait au parc l'après midi, on était connu par tout le monde même par les flics… Tranquilles, sans ces problèmes… Maintenant, on te regarde, faut marcher les mains sur les poches… C'est la belle vie avant ! C'est dommage. C'est pour ça qu'on s'est éloignés… Mais moi, je l'adore le quartier Saint-Bruno… J'ai commencé à faire ma vie à Saint-Bruno…»* (Khaled, mars 2003, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au bar PMU *Le Marseillais*, cours Berriat).

Ce témoignage associe une dimension ethnique à la critique : les présences décriées sont, pour ces hommes tunisiens, celles de migrants plus récents, en provenance d'Algérie. Dans le cas de Khaled, le discours est même parfois vindicatif : j'apprendrai au cours de l'entretien que la place Saint-Bruno a été l'objet de conflits d'appropriation. Autrefois occupants légitimes de la place du marché, véritable centralité économique et sociale du quartier, Khaled et ses amis, en ont été « délogés » et mis à l'écart par ces nouveaux immigrants.

Ce discours dénonciateur n'émane pas uniquement d'anciens immigrés, entretenant avec le quartier une relation de longue date. De nouveaux arrivants, comme Hakim, lui aussi originaire de Tunisie, boulanger et cuisinier de circonstance dans le quartier[1], fustigent l'attitude de ceux qui ont perdu, à leurs yeux, le sens du travail honnête :

> *« Je connaissais oui, mais toujours on me disait ne fréquente pas les gens de Saint-Bruno, c'est vrai ils ont raison... On me disait ça, quand je travaillais rue du Vercors au début... Place Saint-Bruno, les gens sont méchants, ils sont, ils sont... Et c'est vrai...Tu vois, l'autre jour y avait deux amis, ils boivent de l'alcool ensemble, là-bas, deux amis... Et puis après l'un tape sur l'autre... Un en prison, l'autre dans le coma depuis un mois... Toujours des bagarres ici... Je deviens raciste contre les Arabes...tout le trafic, et tout... »* (Hakim, septembre 2004, employé à Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé dans un café algérien de la place Saint-Bruno).

Une interprétation de ces rapports interethniques est donnée par Mohamed, jeune homme de trente ans, d'origine tunisienne, qui fut l'un de mes informateurs dans le quartier :

> *« Il y a des différences structurelles sur l'approche de la violence. L'histoire ne s'est pas écrite de la même manière... Il y a plus de violence du côté algérien... Je ne verse pas dans le racisme ; l'histoire algérienne s'est écrite avec des lettres beaucoup plus rouges... Les Algériens dont on parle ont un schéma de migration type génération « rien à foutre », « rien à cirer », alors que les Tunisiens vont faire gaffe. C'est violent de vendre un portable dans la rue... Mais il y a une différence entre ceux nés là-bas et ceux nés ici. Pour le gamin d'Algérie qui en a vu d'autres, le portable ça va... Alors les Tunisiens se sont décentrés car ils ne veulent pas d'embrouilles, il ne veulent pas d'amalgames. Pas d'amalgames. »* (Mohamed, septembre 2004, ancien résident de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au café *La City*)[2].

Parler de « communauté maghrébine » ou même de « présence maghrébine » à Berriat Saint-Bruno pose donc fondamentalement problème : loin d'être unifié, ce groupe est au contraire parcouru de logiques de distinction et de distanciation sociales, de crispations qui trouvent une expression concrète dans la manière dont les individus pratiquent, se localisent et occupent l'espace du quartier. On est assez loin ici de l'idylle de la pacification contenue implicitement dans les figures du quartier-village ou du quartier cosmopolite.

---

[1] Il réside dans le quartier Très-Cloître du centre-ville et remplace pour quelques mois le patron algérien d'un petit restaurant du quartier.

[2] Quand on rencontre certains de ces migrants algériens sans-papiers, on s'aperçoit que les enjeux de stigmatisation et d'amalgame entre les groupes sont encore plus complexes : *« Mais tu vois c'est toujours l'amalgame... Tu vois là, à l'angle y a des jeunes qui revendent du shit... On nous mélange à eux... Moi je suis clean... Ils sont cons... En plus ils sont nés ici... Ils se rendent pas compte qu'ils font des conneries... Ils réaliseront plus tard, arrêter des études et tout... Mais on mélange les sans-papiers avec eux »* (Toufik, févier 2005, fréquente Berriat Saint-Bruno au quotidien, entretien réalisé sur la place Saint-Bruno).

En outre, il existe aussi dans d'autres discours une version encore plus radicale de la critique de la présence maghrébine du quartier, empruntant sans l'avouer à l'idéologie raciste. Pour une résidente, installée depuis plus de 60 ans à Berriat Saint-Bruno, l'évolution est significative : « *Tout le quartier est envahi d'Arabes ! Les magasins sont tous achetés par les Arabes. Les Français ne veulent plus acheter. C'est une grande évolution ! Le quartier change, c'est ce qu'il faut retenir !* ». Dans le même sens, on retrouve le témoignage de ce commerçant : « *Combien on croise d'Européens le matin ? Des Arabes, il y en a de plus en plus... Mon erreur a été d'acheter ce fond de commerce en 1993. Ça a bien changé, et ça a mal changé ! Le quartier se dévalorise au lieu de se revaloriser ! Mais il faut distinguer ceux qui sont là depuis longtemps chez les commerçants et ceux qui s'étalent, comme les kebabs*[1] ». Cette représentation se structure donc autour de la présence maghrébine dans l'espace commercial et de sa responsabilité dans la transformation du quartier. Dans cette vision, la fermeture des commerces traditionnels relève moins de leurs difficultés d'adaptation aux évolutions contemporaines que du pouvoir d'investissement des entrepreneurs maghrébins[2].

Les représentations de la présence populaire dans le quartier Berriat Saint-Bruno sont donc multiples, différenciées et apparaissent parfois contradictoires. La relation établie par l'individu avec le quartier, en termes de pratiques, de connaissance, d'expérience ou d'intérêts joue directement sur sa représentation du peuplement : à l'opposé de ce que laisse croire la représentation politique, le quartier n'est pas, pour tout le monde, un « modèle de mixité », village « cosmopolite », « équilibré », où chacun assurerait harmonieusement un rôle déterminé.

Conclusion

Les représentations ordinaires du quartier évoluent doublement avec le processus de reconquête urbaine. Les façons d'appréhender le changement urbain et le devenir des populations en place, d'une part, la relation aux représentations politiques, d'autre part, diffèrent en effet selon l'état d'avancement de la reconquête.

Quand le processus apparaît très engagé, comme à Berriat Saint-Bruno, les représentations des habitants semblent davantage prendre en compte les transformations du quartier et exprimer conjointement des inquiétudes sur le devenir de la population en place et sur la perte d'une identité locale. A Alcântara, les représentations du quartier, chez les habitants, insistent d'abord sur son ancienneté ou son ambiance particulière, pour évoquer ensuite sa fonctionnalité et les transformations urbaines en cours. Les conséquences sociales de ces transformations restent globalement peu abordées et la question du devenir de la population actuelle complètement occultée. En revanche, l'analyse des représentations ordinaires de personnes plus extérieures au quartier montre un schéma inversé : à Berriat Saint-Bruno, les élèves de la Cité scolaire insistent par exemple sur l'ancienneté et la permanence du quartier ancien, par opposition à la modernité du quartier d'affaires Europole. *A contrario*, à Alcântara, les usagers occasionnels ou réguliers

[1] Ce commerçant ignore, au passage, que les commerçants installés de longue date sont aussi ceux qui cherchent à s'adapter aux changements en cours, en développant de nouveaux projets commerciaux.

[2] Dans certaines situations, cette présence immigrée peut même conduire au départ du quartier, comme en témoigne Véronique : « *Moi dans ma rue, c'est populaire encore. La rue à côté, c'est rue de New York, je ne veux pas être médisante… Ils ont construit des résidences de luxe et il y a des gens que le quartier dérange. Toute une catégorie est réfractaire au quartier, à sa population, son cosmopolitisme… Peur du contact avec les étrangers… Les enfants sont mis dans le privé. Ces gens sont arrivés il y a une dizaine d'années ; des cadres arrivés là. Plein de choses les gênent... Des gens sont partis, mais justement parce que le quartier était trop populaire… J'en ai connu dans notre immeuble… Des gens mal à l'aise. Ils ne sont pas revenus, ceux-là.* » (Véronique, mars 2003, résidente de Berriat Saint-Bruno, entretien réalisé au local de l'Union de quartier).

soulignent plus spontanément les transformations urbaines en cours. Dans les deux cas, toutefois, les représentations relèvent l'aspect populaire du quartier.

Ce constat semble nuancer les effets de l'action politique en matière de production sémantique. A Alcântara, dans la limite des données collectées, on peut penser que les représentations ordinaires apparaissent encore relativement autonomes des représentations politiques. A Berriat Saint-Bruno, on observe au contraire des correspondances plus fréquentes entre les deux ensembles, et la création d'un certain consensus autour de la figure politique du quartier « modèle de mixité urbaine ». Puisque les représentations d'un lieu contribuent à le produire non seulement par les mots et les valeurs qu'elles lui associent et qui pourront être repris et reformulés ailleurs, mais aussi par les pratiques qu'elles peuvent favoriser ou non, la promotion par les habitants de Berriat Saint-Bruno en tant que « quartier-village cosmopolite » participe de fait à accroître son attraction auprès de populations adeptes d'un tel modèle culturel et social. Pour autant, on a aussi vu dans ce chapitre que cette représentation est loin de faire l'unanimité et que plusieurs individus considéraient la réalité sociale du quartier de façon beaucoup moins idyllique et pacifiée.

D'une manière plus générale, à Alcântara comme à Berriat Saint-Bruno, les représentations ordinaires se distinguent encore sensiblement des images produites par les politiques en déclinant davantage la composition de la population, et en insistant plus sur les continuités populaires du quartier.

Ces continuités populaires représentées peuvent, alors à leur tour, quand elles sont partagées et véhiculées, provoquer des absences et des pratiques d'évitement, tout comme elles peuvent entretenir et générer des présences et des venues.

Ainsi, elles ont sans doute un effet sur la fréquentation ou l'installation de gentrifieurs peut-être moins « enchantés » et naïfs quant à la réalité du modèle de mixité sociale. Mais, au regard des situations observées, ces continuités populaires représentées ont surtout un rôle important dans la production de continuités populaires réelles. Les pratiques individuelles, résidentielles ou quotidiennes, évoquées tout au long de la thèse, et interprétées parfois comme des actes de résistance, se réfèrent en effet directement à ces représentations communes. Dans cette perspective, ces représentations contribuent à octroyer une dimension collective tangible à des pratiques de résistance individuelles.

Conclusion

Les représentations politiques produites dans le cadre du renouvellement urbain des anciens quartiers centraux relèvent d'une action de régulation à part entière. En créant et en diffusant une vision du changement urbain, ces représentations tentent de le définir et de le réaliser comme tel. Il s'agit de changer l'image (au sens large) d'un lieu, pour générer certaines dynamiques sociales et créer les conditions de la venue et de l'installation de populations cibles, à savoir des populations qualifiées et favorisées.

Dans cette perspective, cette action de régulation par la production de représentations est amenée à évoluer dans le temps, selon les dynamiques sociales effectives. Cette évolution participe ainsi à la progression et à la transformation du processus de reconquête urbaine.

La reconnaissance du « quartier », en tant que milieu de vie ou comme échelle pertinente d'action et de production d'identité territoriale, ainsi que la prise en considération des populations défavorisées comme composantes à part entière de la population locale, changent sensiblement de statut au sein des représentations politiques, selon l'étape et la période historique de la reconquête.

L'initiation de la reconquête s'accompagne dans les deux contextes urbains étudiés d'une indifférence à l'égard du « quartier » pris comme espace investi et approprié par les habitants, tout comme d'une négation de la complexité sociale de la population. Les actions urbaines mises en œuvre à Alcântara ou à Berriat Saint-Bruno recherchent ouvertement l'installation ou la fréquentation de nouvelles populations, plus aisées et qualifiées, et négligent alors fermement la réalité des présences des populations moins favorisées, qualifiées de populaires. A Alcântara, l'initiation plus tardive de la reconquête s'accompagne, toutefois, d'une prise en compte plus affirmée que dans le cas grenoblois du patrimoine architectural et du passé industriel (mais pas du passé ouvrier !) du quartier.

Ce positionnement politique à l'égard du « quartier » comme milieu de vie, de son passé ouvrier ou de son aspect populaire évolue sensiblement quand la reconquête est plus avancée. Le cas de Berriat Saint-Bruno montre que les autorités publiques, en accord avec les dynamiques sociales engagées, tentent de réinventer une image du quartier populaire, fondée sur l'idéologie, très présente dans le contexte français, de la mixité sociale et urbaine. Cette nouvelle représentation politique peut être interprétée comme une tentative de reconsidérer l'existence de continuités populaires au niveau local et d'en promouvoir une version édulcorée.

Ces actions sur le plan sémantique et symbolique ont des effets inégaux sur les représentations des autres acteurs locaux que sont les acteurs privés, les acteurs associatifs, les habitants ou les usagers de passage. On a vu, dans cette partie, que les représentations politiques pouvaient être relayées, consciemment ou non, par chacun de ces acteurs, et ce d'autant plus que la reconquête urbaine est bien avancée.

Cependant, le cas de Berriat Saint-Bruno montre aussi que ces différentes formes de représentations ne se font pas toutes l'écho des images produites par les acteurs publics locaux. Par exemple, selon la stratégie commerciale adoptée, certains promoteurs immobiliers continuent de négliger la figure politique du quartier modèle de mixité appliquée à Berriat Saint-Bruno. Par ailleurs, toutes les représentations ordinaires collectées n'insistent pas sur la qualité de mixité sociale du quartier. Au contraire, certains n'hésitent pas à déconstruire involontairement ce modèle en révélant des crispations entre groupes, des controverses et des conflits. Même parmi ceux qui se réfèrent au modèle, on note que les discours soulignent aussi des inquiétudes quant au devenir des populations actuelles face aux transformations urbaines, souvent aussitôt nuancés par la reconnaissance d'une capacité de ces populations à résister au

changement. L'image du quartier pacifié modèle de mixité ne s'impose donc pas de manière mécanique dans les représentations des individus.

Que ce soit à Alcântara ou à Berriat Saint-Bruno, la persistance de continuités populaires représentées associe au quartier des représentations collectives qui contestent au final les versions que les autorités tentent d'imposer. En entretenant une certaine image du quartier (au sens large), en proposant une autre définition du changement urbain, mais aussi en générant une multitude de pratiques individuelles, résidentielles ou quotidiennes, ces continuités populaires représentées contribuent plus globalement à nuancer certains effets des actions institutionnelles ou privées menées dans le cadre du renouvellement urbain, et donc à résister au processus même de reconquête.

Conclusion générale

Les conclusions des études menées à Berriat Saint-Bruno et à Alcântara, au total assez proches et complémentaires, vont dans le sens d'une lecture qui insiste sur la diversité du changement urbain des centres anciens. La démarche adoptée dans la thèse, qui a consisté à croiser les observations réalisées dans ces deux contextes urbains et pour deux situations différentes de la reconquête urbaine (en termes d'étape et de période historique) est, en effet, apparue assez fertile pour mettre en relief une variété de modes d'action utilisés par les acteurs institutionnels ainsi qu'une pluralité de pratiques d'habitants. Elle confirme ainsi l'hypothèse présente dans la littérature consacrée aux transformations des centres anciens (Authier, 1995, 2003 ; Newman, Wyly, 2006), selon laquelle la reconquête produit des situations sociales complexes où coexistent une multiplicité de logiques d'acteurs et où se conjuguent des rapports différents au quartier.

La portée des résultats obtenus dans le cadre de cette thèse reste bien sûr dépendante des conditions mêmes de la recherche. Compte tenu des choix méthodologiques effectués et des contraintes liées à la réalisation d'un travail individuel, certaines conclusions mériteraient d'être soumises à de plus amples investigations. Ceci étant dit, les enseignements tirés me semblent être de trois ordres : le premier se rattache à l'approche adoptée, les deux autres à l'apport empirique de la thèse. Tout d'abord, l'étude de l'habiter des individus a ouvert de nouvelles pistes de compréhension des dynamiques de peuplement et de la formation des marquages sociaux en centre ancien. L'entrée par l'habiter apparaît en effet à la fois comme un révélateur de l'existence de continuités populaires, et une clef de lecture de la résistance des habitants. La thèse propose ensuite un certain nombre de résultats portant sur les pratiques des habitants dans de telles situations urbaines : parce qu'elles émanent d'individus aux parcours différenciés et aux ressources inégales, les continuités populaires présentent en définitive une grande diversité de formes. De telles conclusions amènent enfin à interroger la simultanéité de ces continuités et à penser son effet sur les lieux et le changement urbain.

L'habiter comme révélateur de continuités populaires et clef de lecture de la résistance des habitants en centre ancien

En appréhendant globalement les représentations, les mobilités résidentielles et les pratiques quotidiennes des individus, on a pu démontrer l'existence de différentes formes de continuités populaires et constater leurs rôles dans le marquage social et la production des lieux.

Les observations réalisées à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno insistent tout particulièrement sur les effets des pratiques quotidiennes que les habitants, résidents des quartiers en question ou non, déploient dans les lieux ordinaires (collectifs ou privés), ainsi que dans les nouveaux lieux de l'intervention. Ce résultat nourrit l'idée selon laquelle, dans un contexte sociétal caractérisé par une forte croissance des mobilités des individus, les pratiques déployées hors de l'espace résidentiel prennent de plus en plus de place dans la structuration des systèmes de lieux individuels, mais aussi dans l'animation et le rythme des lieux ordinaires.

A Berriat Saint-Bruno, où la reconquête se trouve à une étape avancée, les présences quotidiennes d'anciens résidents du quartier contribuent ainsi à nuancer les effets des mécanismes d'exclusion qui caractérisent un marché local du logement extrêmement tendu, à l'échelle de la ville et du quartier. Peu d'individus issus de catégories sociales modestes ont en effet accès à l'habitat haut de gamme produit dans le cadre des opérations urbaines ; et le parc

ancien apparaît lui aussi investi par des populations favorisées, attirées par les potentialités de transformation du bâti, la dimension patrimoniale de l'ancien, et l'anticipation de la plus-value.

De tels mécanismes apparaissent moins puissants à Alcântara : le caractère récent du lancement de la reconquête ainsi que la position du quartier dans un contexte urbain marqué par une offre de logements importante et variée contribuent, pour le moment, à relativiser la pression immobilière locale. Ce contexte s'ajoute à l'hétérogénéité du parc de logements anciens au sein du quartier, mais aussi à l'existence de mécanismes ancrés de régulation du changement par des collectifs d'habitants, pour permettre aux résidents défavorisés de se maintenir sur place ou bien de concrétiser un projet d'installation (dans le cadre d'un retour ou non). A la différence de Berriat Saint-Bruno, où l'hétérogénéité du bâti s'observe jusqu'au sein des îlots, Alcântara se caractérise par un agencement de secteurs géographiques relativement homogènes, du point de vue morphologique et social. Cette double homogénéité favorise la réalisation de continuités populaires au sein de l'espace résidentiel et bien au-delà, dans les espaces collectifs et les lieux privés du quartier.

Selon les contextes urbains et l'état d'avancement du processus de reconquête, les présences et les pratiques résidentielles des populations défavorisées peuvent donc apparaître parfois plus menacées que durables, et perçues comme secondaires face aux processus de colonisation des classes aisées. Une telle perception peut sans doute expliquer l'absence du terme de continuité dans la grande majorité des travaux qui étudient le changement social des centres anciens à travers les questions du logement et de l'habitat. L'objectif d'une approche globale des mobilités individuelles est justement de pouvoir qualifier le marquage social d'un quartier autrement qu'à travers le seul prisme des processus résidentiels. La prise en compte des continuités populaires qui se forment au quotidien permet en effet de considérer avec un autre regard la réalité de celles qui se développent dans les espaces résidentiels.

L'étude des représentations des habitants, dans le cadre de cette entrée par l'habiter, va dans le même sens. En considérant les représentations comme des reflets déformés des présences réelles (passées ou contemporaines) qui contribuent, à l'instar des pratiques observées, à produire les lieux, on ouvre encore davantage les possibilités de qualification du marquage social des centres anciens. Les représentations des habitants, en elles-mêmes mais aussi en ce qu'elles engendrent des pratiques individuelles, participent à l'identification des lieux. C'est, en effet, l'existence de représentations communes du quartier qui amène certains habitants à le fréquenter régulièrement. La pratique quotidienne de Berriat Saint-Bruno par les populations maghrébines l'illustre parfaitement : pour la plupart de ces habitants, le quartier est un espace de consommation, un lieu de rencontres quotidiennes entre pairs ou de côtoiement d'autres catégories sociales, mais il est aussi souvent chargé du poids symbolique des souvenirs de l'arrivée et de l'installation à Grenoble. En se référant à des représentations collectives du quartier, ces habitants partagent ainsi, au quotidien, des pratiques pourtant réalisées individuellement.

La reconnaissance du rôle de cette articulation entre pratiques des lieux et représentations dans la production des marquages sociaux peut servir de jalon pour une réflexion en matière d'intervention sur l'urbain, mais aussi pour penser de nouvelles formes de luttes collectives. A la suite d'autres travaux (Rémy, 2002 ; Simon, Lévy J.-P., 2005), cette thèse propose quelques pistes de réflexion sur les conditions nécessaires à la réalisation d'une « mixité sociale » et au maintien sur place des populations traditionnelles des quartiers étudiés. Les résultats de cette recherche suggèrent ainsi que c'est peut-être en agissant sur les lieux autres que résidentiels que ces conditions sont les plus à mêmes d'être créées. Les expériences d'actions menées sur l'habitat, pour maintenir les populations locales, ont clairement montré leurs limites quand le marché immobilier est très tendu. On peut même considérer qu'en améliorant l'habitat ancien à travers une OPAH, les pouvoirs publics participent, volontairement ou non, à la mise en place

des conditions du changement social. Au contraire, maintenir l'accès à certains espaces collectifs identifiés au préalable comme structurants pour les individus, et entretenir les dispositifs (spatiaux, commerciaux) et les qualités (symboliques, sociales) polarisantes des lieux, constituent deux formes d'action fécondes pour assurer la présence de populations diversifiées socialement, et donc celles des habitants de longue date du quartier considéré. Cette réflexion appliquée à l'action politique peut aussi être utile à l'organisation de résistances collectives sous forme de luttes urbaines. L'efficacité de la mobilisation d'une lutte sera d'autant plus grande que le lieu dans laquelle elle se déroule ou pour lequel elle se bat canalise une diversité d'intérêts et sédimente une pluralité de significations.

Au total, l'approche par l'habiter a permis de révéler l'existence de continuités populaires réelles ou représentées qui démontrent, qu'en dépit des transformations engendrées par la reconquête urbaine, certains habitants maintiennent une relation étroite à leur quartier en termes de présences et de représentations. On rejoint ici l'acception existentialiste de la résistance proposée tout au long de cette recherche qui octroie une signification forte au fait d'*être,* ou à celui de se projeter, en certains lieux, pour certains moments, malgré les bouleversements extérieurs. Pour évaluer la réalité de la seconde acception de la résistance adoptée dans la thèse, à savoir celle qui octroie à la résistance individuelle une dimension plus subversive et qui l'associe à une capacité de détournement de normes établies socialement ou constitutives de certains aménagements, il importe de revenir plus en détail sur les différentes formes de pratiques déployées localement par les habitants.

Des pratiques aux continuités populaires

L'analyse des parcours biographiques, des pratiques de transformation des logements, des cheminements quotidiens ou encore des représentations traduit des rapports individuels multiples au quartier et au changement urbain. Les résultats obtenus confortent ainsi certains enseignements déjà connus sur l'inégale capacité des individus à tirer profit du changement, et donc à y participer (Coing, 1966 ; Chamboredon, Lemaire, 1970).

A Alcântara, l'étude des parcours biographiques croisée à celle de la trajectoire du quartier a révélé une diversité de présences résidentielles qui traduit à la fois des moments d'installation et des durées de présence pluriels. Trois grands types de parcours d'individus socialement modestes ont pu être mis en évidence : le premier type regroupe des individus dont l'installation dans le quartier est postérieure au lancement de la reconquête urbaine ; le second se réfère à des anciens résidents en situation de retour ; enfin, le troisième type correspond aux résidents installés de longue date, stables ou mobiles à l'intérieur du quartier. Le processus de reconquête urbaine, dans son étape initiale, n'empêche donc pas vraiment l'installation ou le maintien de ménages défavorisés. Le quartier représente encore pour ces ménages modestes, un espace accessible, qui autorise l'arrivée de nouveaux résidents, le retour d'anciens résidents, la mobilité au sein d'un périmètre plus ou moins restreint, ou encore l'immobilité géographique.

Ces différentes formes de pratiques s'appuient sur l'hétérogénéité morphologique du parc de logements anciens. L'arrivée ou la stabilité dans un logement ancien dissimulent toutefois, selon les individus, des rapports au logement divers et des capacités inégales de réaménagement des conditions d'habitat. Ces capacités résultent de l'interaction de différents facteurs : les ressources propres de l'individu (sociales, économiques), les structures de propriété et leur évolution, et le type de bâti (plus ou moins transformable). Les observations montrent que certains résidents défavorisés, souvent locataires, n'interviennent pas ou peu sur leur logement. Ce non investissement, couplé à l'absence d'entretien de la part du propriétaire bailleur, conduit souvent à une dégradation des conditions d'habitat. A l'inverse, d'autres ménages, locataires ou propriétaires, entreprennent des travaux au sein de leur logement, assurant ainsi son entretien courant. Sans vouloir minimiser ces formes d'action sur le logement, force est de

constater que leur intensité reste moindre que celle qui caractérise l'investissement de ménages plus aisés, nouvellement installés dans le quartier. En tant que transformateurs ou que populations cibles d'opérations de réhabilitation, ces gentrifieurs sont en effet souvent à l'origine de fortes transformations de leur logement, pouvant impliquer une redistribution totale des espaces intérieurs.

Par ailleurs, la dynamique des contextes joue sur la position résidentielle et le rapport au logement des résidents installés dans l'ancien. La lecture dynamique et croisée des trajectoires individuelles et de celle du quartier montre bien comment certains résidents issus des catégories défavorisées ont pu tirer parti de la transformation du contexte urbain, selon le principe d'une mobilité passive. La localisation du logement dans le quartier et le statut d'occupation représentent ici deux facteurs déterminants de l'intensité de ce type de mobilité. Ainsi, les individus propriétaires d'un logement situé à proximité immédiate d'une opération de renouvellement urbain seront plus à même de suivre une trajectoire résidentielle ascendante. A Alcântara comme à Berriat Saint-Bruno, plusieurs ménages qui se sont installés en acquérant un logement au moment où le quartier était en crise se retrouvent actuellement en possession d'un bien immobilier d'une valeur incomparable à celle de l'achat initial. De façon similaire, on a vu avec l'exemple de la rue Coelho à Alcântara que la cohabitation au sein d'un même immeuble avec des gentrifieurs entreprenants en matière de réhabilitation, pouvait s'accompagner d'une amélioration des conditions d'habitat à l'échelle du bâtiment ou du logement. A l'inverse, les locataires d'un logement situé à l'écart de ces secteurs transformés (par une opération, ou par l'action plus diffuse des gentrifieurs sur le parc ancien) apparaîtront moins affectés par les retombées potentielles de ces formes de changement.

La question du rôle du parc ancien dans le changement des centres anciens apparaît donc centrale. L'ambiguïté fondamentale de ce rôle est un des résultats importants de cette thèse, qui mériterait d'être approfondi par des recherches complémentaires : le parc ancien est une condition à la gentrification, mais aussi à la réalisation de continuités populaires.

La diversité des continuités populaires ne s'observe pas uniquement au sein de l'espace résidentiel, mais aussi au sein des autres lieux du quartier. Les façons de pratiquer le quartier révèlent, en effet, des manières plurielles de se confronter à la nouveauté, et à des situations de coprésences avec ce que J. Rémy appelle « l'autre différent » (2002). Ce constat caractérise cependant davantage le rapport des individus aux nouveaux lieux de l'intervention, que leur relation aux lieux plus ordinaires. Pour la majorité des habitants, résidents ou non, issus des classes populaires, ces lieux ordinaires restent en effet fortement fréquentés au quotidien. *A contrario*, les formes de pratique des nouveaux lieux de l'intervention sont apparues beaucoup plus variées. A Alcântara, quand certains cherchent par exemple à les coloniser, d'autres, au contraire, ont plutôt tendance à les éviter. Quand certains les colonisent par souci de subversion, d'autres les occupent simplement par évidence. Enfin, quand certains les fréquentent aux moments d'affluence et de forts potentiels d'interactions, d'autres, plus nombreux, sont relégués dans certains horaires, et ne les pratiquent que dans les interstices temporels des moments de faible fréquentation.

Les conséquences de ces pratiques sur le rythme des lieux restent effectivement tributaires des fréquentations des habitants plus aisés du quartier et des usagers de passage des nouveaux espaces aménagés. A Alcântara, les résultats montrent que si les usagers de passage s'aventurent rarement en dehors des limites des lieux de l'intervention, les nouveaux résidents fréquentent le quartier à des moments précis de la journée, et pendant des durées relativement limitées, ne concurrençant ainsi que ponctuellement les effets des continuités populaires.

Enfin, tous les habitants ne perçoivent et ne se représentent pas les transformations du quartier de la même manière : concernés, ils en ont parfois une connaissance précise ; plus indifférents, ils en expriment une méconnaissance totale. De manière générale, les continuités populaires

représentées sont beaucoup plus variées chez les habitants que chez les acteurs publics et ce, quelle que soit l'étape de la reconquête. Alors que l'action politique recherche à produire une image unique et univoque du quartier – caractérisée, selon le stade et le moment de la reconquête, tantôt par une négation de la présence populaire, tantôt par son intégration au modèle de mixité sociale -, les habitants nourrissent à travers leurs représentations une acception plurielle du « populaire », sans doute plus fidèle à la complexité sociale locale.

Quelles que soient leurs formes, les continuités populaires, en révélant la capacité des individus à réinterpréter des contraintes extérieures toujours en mouvement, contrarient bel et bien les vues que les autorités locales souhaitent imposer à travers leurs discours et la mise en œuvre de certains aménagements. Par ailleurs, ces formes de continuités, quand elles sont simultanément présentes, sont plus à même de marquer durablement les lieux et de produire du changement urbain.

Des continuités populaires à la production de situations de résistance

La production de situations de résistance au changement engendré par le renouvellement urbain s'observe véritablement quand les continuités produites par les pratiques résidentielles rencontrent celles créées par les mobilités quotidiennes et par les représentations.

A Alcântara, le secteur de *Alto da Cruz* présente tous les attributs d'un lieu animé par des situations de résistance. Dans l'imaginaire collectif des habitants de ce secteur, *Alto da Cruz* concentre tout l'héritage ouvrier et industriel du quartier. Les premières générations d'ouvriers, arrivées à Alcântara à la fin du XIXe siècle se sont en effet installées dans des maisons auto-construites de *Alto da Cruz*. Aujourd'hui, on retrouve, parmi les résidents actuels du secteur, à la fois des anciens ouvriers mais aussi de nombreux descendants des premières générations qui entretiennent le souvenir et le mythe de cette période historique du quartier. C'est d'ailleurs dans *Alto da Cruz* que l'on trouve le local de l'association chargée de représenter Alcântara et son identité lors des marches populaires organisées chaque année à Lisbonne. Ces continuités représentées s'articulent donc à celles de présences stables à l'échelle du secteur, et impliquant plusieurs générations. Les observations réalisées dans *Alto da Cruz* montrent que cette stabilité est à la fois produite par l'immobilité géographique de certains résidents, mais aussi par des pratiques de mobilité réalisées au sein d'un périmètre restreint. L'étude a également révélé que les continuités populaires dans l'espace résidentiel pouvaient aussi être entretenues par d'autres personnes, non natives du quartier, mais liées à un ou plusieurs résidents stables par des relations d'amitié ou de connaissance. Ces présences résidentielles inédites s'expliquent en grande partie par l'activation de réseaux relationnels. En faisant circuler des informations sur les disponibilités des logements à l'intérieur de ces réseaux, les habitants contrôlent ainsi une partie des présences résidentielles et de la dynamique du marché immobilier local. Ce marché s'appuie sur l'existence d'un parc ancien de petits logements relativement dégradés et bon marché, aux possibilités de transformation relativement limitées, et donc peu attractifs auprès des classes favorisées. *Alto da Cruz* offre un bon exemple de lieu dont la régulation est avant tout assurée par un collectif d'habitants. Cette régulation ne concerne pas seulement l'espace résidentiel, mais aussi les espaces extérieurs du secteur. L'occupation régulière et collective de ces espaces contribue en effet à contrôler les venues et les usages du lieu. Cette occupation quotidienne est elle aussi à rapprocher des possibilités offertes par le cadre urbain : les rues étroites et sinueuses tout comme la structure commerciale favorisent l'appropriation, par l'installation ou la déambulation, des espaces collectifs. Dès lors, une installation résidentielle ou une visite quotidienne réalisées dans le cadre d'une telle régulation collective participe *de facto* à l'entretien de ce mode d'organisation. Ce jeu complexe des continuités confère ainsi une forme et une temporalité particulière au changement urbain d'Alcântara. L'ancrage et la dynamique de ce jeu permet alors de penser la durabilité des situations de résistance de *Alto da Cruz*.

L'exemple grenoblois laisse aussi croire en la possibilité de la permanence sur le temps long de telles situations. Les enquêtes réalisées à Berriat Saint-Bruno démontrent que le quartier reste, malgré l'étape avancée du processus de reconquête, une centralité immigrée encore active. Cette centralité est à la fois entretenue par des présences quotidiennes au sein des espaces collectifs, par des représentations collectives (lieu de l'installation et des premiers arrangements, lieu de sociabilités), mais aussi par l'arrivée de nouveaux venus dans l'espace résidentiel du quartier. Chacune de ces formes de continuités populaires s'appuie sur la structure commerciale du quartier, et notamment sur la présence de commerces maghrébins. Le rôle de ces commerces se situe en effet à plusieurs niveaux : ils engendrent des pratiques régulières de consommation, induisent des pratiques de sociabilités et d'arrangements, ou encore provoquent l'occupation spontanée des espaces collectifs situés à leur proximité. Or ces commerces, par l'intermédiaire des entrepreneurs, servent aussi de structure d'accueil informelle aux nouveaux arrivants, via la diffusion d'information sur des possibilités d'hébergement dans le quartier ou sur des opportunités de travail. Le dynamisme commercial maghrébin à Berriat Saint-Bruno prouve que le changement engendré par les continuités populaires qui lui sont liées s'inscrit aussi dans une certaine durée.

Cette question du rôle du commerce dans la production de continuités populaires apparaît décisive. La complexité des dispositifs mis en place et des stratégies entrepreneuriales ouvre sans nul doute le champ à de plus amples investigations, comme celles qui portent plus directement sur les différences de temporalités entre le changement commercial et le changement résidentiel.

L'ensemble de ces résultats contribue en définitive à compléter les connaissances produites dans le cadre de schémas existants, comme celui, d'inspiration anglo-saxonne, de la gentrification, ou celui de la « rénovation-déportation » développé par des sociologues français dans les années 1970. Le changement urbain actuel des centres anciens apparaît en effet beaucoup plus complexe que ce que laissent présager ces modèles. L'idée, fondatrice du modèle explicatif de la gentrification, selon laquelle l'arrivée par étapes successives de populations favorisées s'accompagne inévitablement de l'exclusion des populations originelles plus modestes, mérite d'être adossée à une observation plus approfondie des pratiques et des représentations de « ceux qui restent », mais aussi à une analyse des mécanismes qui assurent un accès au quartier, à de nouvelles populations moins favorisées. De la même manière, le modèle de « rénovation-déportation » développé par certains sociologues dans les années 1970, tout en restant utile, ne semble plus entièrement adapté à la prise en compte de la complexification croissante des modes d'intervention urbaine, de la variété des situations produites et de la diversité des rôles possibles des habitants face au changement. L'action des habitants en termes de luttes collectives, sans avoir entièrement disparue, ne semble plus avoir la même intensité, ni les mêmes significations aujourd'hui qu'il y a trente ans. La théorisation du lien entre la résistance collective au sein de luttes urbaines et les mouvements sociaux est supplantée par une réflexion, que cette thèse relaie, sur la multiplication des formes et des acteurs de la résistance, indépendamment des milieux dans lesquels la résistance émerge et se déploie.

Annexes

- Annexe 3.1. Annexe méthodologique : présentation des outils de collecte et des personnes enquêtées
- Annexe 4.1. Légende des figures représentant les parcours individuels et la trajectoire du quartier d'Alcântara
- Annexe 5.1. Enquête OPAH Berriat : élaboration d'une typologie des ménages par I. Bouhet André-Poyaux
- Annexe 9.1. Thèmes constitutifs des représentations du quartier d'Alcântara et termes correspondants (2005)
- Annexe 9.2. Catégories constitutives des représentations du peuplement d'Alcântara et termes correspondants (2005)

Annexe 3.1.

Annexe 3.1a. Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier Berriat Saint-Bruno* : guide d'entretien et synopsis des personnes interrogées

Guide d'entretien

L'entretien est semi-directif. Les questions qui suivent restent indicatives. Tous les thèmes doivent cependant être abordés.

Informations préliminaires :

- prénom de l'enquête :

- sexe :

- âge :

- lieu de naissance :

- activité professionnelle ? Si oui, laquelle ? Ou ça ?

- type de ménage :

Présence résidentielle et parcours de l'individu

1- Où résidez-vous actuellement ? Résidez-vous dans le quartier Berriat Saint-Bruno ?

2- Si oui, depuis combien de temps résidez-vous dans le quartier ? Vous souvenez-vous de la date de votre installation ?

2'-Si non, avez-vous résidé dans le quartier dans le passé ?

- dans quel type de logement ?

- de quelle année à quelle année ? *(Passer à la question 4)*

3- Est-ce votre premier logement dans le quartier ?

- si oui, question suivante.

- si non : combien de pièces possédait votre ancien logement ? Quel était son état général ? Etiez-vous propriétaire ? Où était-il situé dans le quartier ?

4- Dans quel type de logement habitez-vous actuellement ?

- nombre de pièces ?

- état général ?

- statut d'occupation ?

5-Etes vous satisfait de votre logement ?

6- Est-ce votre premier logement à Grenoble ?

7- Avant de vivre à Grenoble, où habitiez-vous ?

9- Vous souvenez-vous de ces lieux et de vos anciennes conditions de logement ?

- dates d'installation et de départ ?

- la nature du logement dans chaque étape ?

10- Quels ont été les raisons de votre départ ?

11- Entretenez-vous certains liens avec vos anciens lieux de résidence ?

12- Pourquoi avez-vous choisi de vous installer dans le quartier Berriat Saint-Bruno ? (*utiliser comme relances les propositions ci-dessous).*

- pour la qualité des services ?

- pour des raisons propres à votre logement (statut ; prix ; état ; nombre de pièces)?

- parce que vous connaissiez d'autres personnes (familles, amis, autres) ?

- pour des raisons professionnelles ?

- pour l' « ambiance » de Berriat Saint-Bruno, sa réputation, son image ?

13- Comment définiriez-vous le quartier Berriat Saint-Bruno ? Quelles sont les limites de « votre » quartier ? Qu'est ce qui fonde la limite ? (*prendre des cartes à grande échelle, faire des photocopies et tracer les limites perçues*)

14- Vous sentez-vous bien dans le quartier ?

15- Quels sont vos projets résidentiels ?

- pensez-vous rester à Berriat Saint-Bruno ?

- voudriez-vous déménager ailleurs à Grenoble ?

- voudriez-vous quitter Grenoble ?

- pensez-vous, un jour, être contraint de quitter le quartier ? Pourquoi ?

Le changement urbain de Berriat Saint-Bruno

16- Comment s'est passée la construction d'Europole ? Connaissiez-vous le quartier avant la construction du quartier Europole ?

- si oui, avez-vous senti un changement important dans l'ambiance et le fonctionnement du quartier depuis l'édification du quartier d'affaires ?

- sst-ce que cela a changé certaines de vos habitudes ?

17- Que pensez-vous du quartier Europole ? Qu'est ce que ces tours évoquent pour vous ?

18- Pour vous où s'arrête Europole ? Europole est-il lié à Berriat ?

19- Avez-vous l'occasion de traverser le cours Berriat ? Avez-vous l'occasion d'aller vers ce nouveau quartier ?

- si oui, combien de fois par jour ? Par semaine ? Par mois ?

20- Devez-vous utiliser certains services ou certains équipements situés vers Europole?

21- En ressentez-vous l'envie ou la curiosité ? Pourquoi ?

22- Pensez-vous que c'est Europole qui influence la vie à Berriat Saint-Bruno, ou bien le contraire ?

23- Considérez-vous que la population du quartier a évolué récemment ? Quelle est pour vous cette population nouvelle (cadres mais aussi autres, lié besoin de services ????)

24- Que pensez-vous de ces nouveaux arrivants ? Que pensez vous de ces changements ?

25- Avez-vous l'occasion de côtoyer certains « nouveaux arrivants » ? Dans quel cadre ?.

26- Gardez vous les mêmes relations avec les autres habitants, plus anciens ; ou avez-vous senti des changements de par l'évolution du quartier ?

26- Avez-vous le sentiment que le quartier vous échappe ? Quel est pour vous l'avenir du quartier ?

27- Connaissez-vous des personnes qui ont du quitter le quartier ?

- si oui, savez-vous où ils sont allés ?

- gardez-vous des relations avec certaines d'entres elles ?

- est-ce que ces personnes ont l'occasion de revenir dans le quartier ? Si oui, pour quoi faire ?

- quelles raisons possibles ?

Pratiques quotidiennes dans le quartier Berriat Saint-Bruno

28- Avez-vous le sentiment de passer beaucoup de votre temps dans le quartier (hors temps passé dans le logement) ?

- dans une journée ?

- le week-end ?

29- Aimez-vous flâner dans le quartier ? Quels sont les lieux importants pour vous lors de ces temps de promenade ?

- usages des espaces publics

- rapport au marché.

30- Utilisez-vous les commerces et les services du quartier ? Lesquels ? A quel rythme ?

31- Suivez vous des activités au sein du quartier (artistique, culturelle, sportive) ?

- êtes vous membres d'une association ? Si oui, laquelle ?

32- Plus occasionnellement, participez-vous à des manifestations organisées par des associations du quartier ? Quels types de manifestations ? Pourquoi ?

- par exemple, saviez-vous que l'Union de quartier organisait des visites du quartier Europole ? Seriez-vous intéressé pour suivre une de ces visites ?

33- Est-ce important pour vous de vous investir dans la vie du quartier ?

34- Vous sentez-vous concernés par les discussions autour du projet Bouchayet-Viallet ?

35- Avez-vous l'occasion de participer à des discussions sur le quartier ? Dans quel cadre ?

36- Pensez-vous nécessaire de résister à l'évolution du quartier ?

Synopsis des personnes interrogées à Berriat Saint-Bruno (2003-2006)

Prénom	âge	Profession	Situation familiale	Rapport au quartier Berriat Saint-Bruno
Eric	33 ans	Ouvrier du bâtiment	Marié	Résident, depuis 1971
Bernard	44 ans	Technicien à la régie des eaux de Grenoble	Célibataire	Résident, depuis 1995
Véronique	50 ans	Assistante d'expertise dans un organisme dépendant de la chambre d'agriculture	Mariée, deux enfants	Résidente, depuis 1963
Richard	37 ans	Luthier	Célibataire	Résident, depuis 1998 ; travaille dans le quartier
Françoise	50 ans	Employée en centre social	Mariée, deux enfants	Résident, depuis 1980
Grazia et Aldo	54 et 59 ans	Technicienne de surface à l'école Anthoard ; plombier retraité	Mariés, deux enfants	Résidents, depuis 1969
Khaled	42 ans	Plaquiste dans le bâtiment	Marié, quatre enfants	Résident de Fontaine ; présent dans le quartier au quotidien
Mounir	31 ans	Peintre d'intérieur	Marié	Ancien résident du quartier ; vit dans le quartier des Eaux Claires depuis 2005
Ayed	30 ans	Peintre en bâtiment	Marié	Résident, depuis 1999
Morad	28 ans	Technicien poseur	Divorcé	Ancien résident ; vit à Fontaine depuis 2000
Marie	32 ans	Journaliste indépendante	Célibataire,	Résidente, depuis 1997
Mamadou	40 ans	Informaticien	Marié, deux enfants	Résident depuis 1995 dans un logement neuf d'Europole
Karim	57 ans	Sans emploi	Marié	Résident, depuis 1980
Rachid	70 ans	Retraité, ancien routier	Marié, un enfant	Résident depuis 1970
Hakim	35 ans	Boulanger	Célibataire	Ancien résident ; vit à Très Cloîtres depuis 2003
Marion et Hugues	31 ans	Professeur agrégée et ingénieur	Mariés	Résidents depuis 2005
Mohamed	30 ans	Intermittent du spectacle	Célibataire	Ancien résident, en situation de retour (depuis 2004)
Gisèle	30 ans	Responsable du centre des congrès (Europole)	Mariée, deux enfants	Résidente depuis 1998 ; installée dans un logement neuf depuis 2003 (Résidence *Le nouveau Monde*)
Toufik	31 ans	Sans emploi, sans papiers	Célibataire	Ancien résident, vit à Echirolles depuis 1998
Lois	30 ans	Intermittent du spectacle	Célibataire	Résident depuis 2003 ; employé dans le quartier
Viviane et Michel	60-65 ans	Retraités (enseignante et ingénieur)	Mariés, trois enfants	Résidents dans un logement neuf depuis 2003 (Résidence *Le nouveau Monde*) ;
Luc et Sophie	32 et 30 ans	Ingénieur informaticien et professeur des écoles	Concubinage	Résidents depuis 2003 (logement ancien réhabilité)
Raymond et Sylvie	34 et 33 ans	Archiviste à la clinique ; caissière sans emploi	Concubinage	Résidents, depuis 1982
John	55 ans	Ingénieur	Marié, deux enfants	Résident, depuis 1987
Farid	32 ans	Conducteur d'engins, sur les chantiers	Célibataire	Résident de Fontaine ; présent au quotidien dans le quartier
Zinedine	30 ans	Ouvrier du bâtiment	Célibataire	Résident de Pont de Claix ; présent au quotidien dans le quartier
Ibrahim	33 ans	Coiffeur	Marié, trois enfants	Ancien résident du quartier ; vit à Saint Martin d'Hères depuis 2001
Selik	60 ans	Retraité, ancien ouvrier	Marié, six enfants	Résident de Saint Martin Le Vinoux ; présent régulièrement dans le quartier
Sébastien et Nathalie	30 et 31 ans	Instituteur et travailleur social	Concubinage	Résidents depuis 2000
Armelle	55 ans	Commerçante		Résidente depuis 1993
Gaëlle	23 ans	Etudiante	Célibataire	Résidente depuis 2001
Jean-François	27 ans	Musicien	Célibataire	Résident depuis 2004
Mireille	75 ans	Retraitée	Veuve, trois enfants	Résidente, depuis 1948
Claire et Lilian	23 et 24 ans	Etudiants	Célibataires	Résidents, depuis 2001
Jules	55 ans	Agent EDF	Marié, deux enfants	Résident depuis 1984

Annexe 3.1b. Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble* : exemple de questionnaire

Matthieu Giroud-Université de Poitiers-Migrinter

Enquête auprès des élèves de la cité internationale

Bonjour, je fais un travail de recherche pour l'université. On va prendre quelques minutes ensemble, si vous le voulez bien, pour répondre aux questions de ce questionnaire. N'hésitez pas à m'appeler si vous avez des problèmes.

A- Caractéristiques générales

Q1. Quel est votre sexe ? Entourez le numéro qui correspond. (1)Féminin 2-Masculin

Q2. Quelle est votre nationalité ? I Française I Dans le cas d'une double nationalité : I_____I

Q3. Pouvez vous me dire quelle est la profession de vos parents?

Q3a. Votre mère : I Chef de projet en informatique I

Q3b. Votre père : I Ingénieur en informatique. I

B- Les lieux que vous avez habités dans votre vie

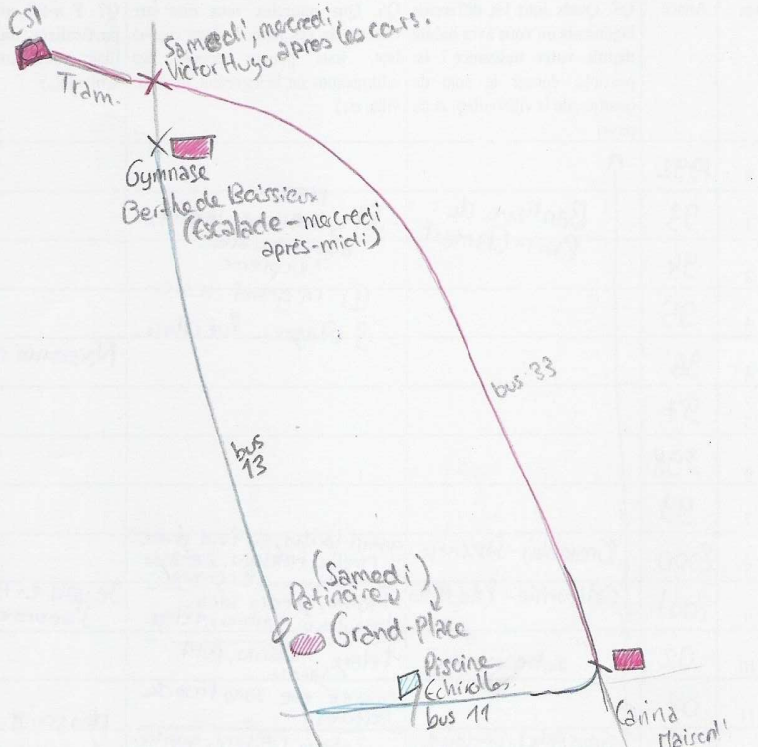
Q4. Quelle est votre date de naissance ? Indiquer cette date correspondant à l'âge 0 sur la ligne du tableau ci-dessous.

Age	Année	**Q5. Quels sont les différents logements où vous avez habité depuis votre naissance ?** (si possible, donner le nom du quartier, de la ville/village et du pays)	**Q6. Que pourriez vous dire sur chacun de ces lieux ?** (dans chaque lieu, vous pouvez donner des informations sur le logement, quartier, ville, etc)	**Q7. Y a-t-il eu des événements particuliers dans votre vie ?** (dans votre famille ; dans votre scolarité...)
0	1992			
1	93	Banlieue de Paris-Clamart	- MAISON Il y avait un jardin avec une allée en pierre	
2	94			
3	95		⊕ un grand resto. 3 étages. Rue calme.	
4	96			Naissance de ma sœur.
5	97			
6	98			
7	99			
8	2000	(Grenoble) - Sassenage	grand jardin, au fond d'une ruelle, MAISON, 2 étages & grenier.	
9	2001	Californie - Palo Alto	MAISON, jardin sans beaucoup d'arbres, 1 étage.	Je vais en Amérique, j'apprends l'Anglais.
10	02	" " autre maison/ quartier	1 étage, MAISON, petit jardin.	
11	03		grande rue sans trop de voitures.	Mon grand père est mort
12	04	(Grenoble) - Versoud lotissement de la plaine	2 étages MAISON. quartier un peu perdu. grand jardin.	Ma arrière grand-mère est morte.
13	05	St Martin d'Hères. Bergémol.	grande maison. jardin avec pleins d'arbres fruitiers.	Mon père part à Nice.
14	06			

C- Croquis

Q8. Effectuer à présent, sur la page blanche qui suit, un ou plusieurs dessin(s) rapide(s) et de manière totalement lib qui permette(nt) de :

- localiser la cité internationale dans Grenoble et par rapport à des éléments importants de la ville
- représenter votre trajet domicile-cité internationale.
- indiquer en utilisant des couleurs différentes, les lieux de la ville où vous allez, et préciser à chaque fois ce que vo faites dans le lieu et à quel moment (quand dans la journée ? quel jour de la semaine ?). Plus la couleur que vous utilis est vive (par exemple, le rouge) plus cela veut dire que vous venez souvent dans le lieu.



D- Une journée type en semaine, à la Cité scolaire internationale

Pouvez vous décrire les activités que vous avez effectuées hier (jeudi 9 février), du matin jusqu'au soir, en précisant les horaires et les lieux de ces activités, ainsi que vos modes de déplacement ?
Pour les activités qui se passent au sein de la cité internationale, ne précisez pas tous les changements (ex. changement de salle de classe : de la salle ou gymnase, etc.). Evoquez les changements de lieu dès que vous sortez de l'enceinte de la cité scolaire.

Q9. Horaire de début de l'activité	Q10. Activité	Q11. Lieu (un lieu, cela peut être votre domicile, la cité scolaire, un café, mais aussi la rue, une place..)	Q12. Horaire de début de déplacement	Q13. Mode de déplacement (si utilisation du tramway, préciser la station d'arrêt)
6h 35	Preparation	Chez moi		
			7:20	bus 33+ tram.
7h 50	€ Discuter avec amis	Devant école		
			7h55	pied
8h00	Cours.	Cité Scolaire		
			17h00	tram.
17h 15	promener ville, shopping,	Centre Ville.		
			17h45	bus
~~arrêt devant mairie~~ 18h00	discuter avec amie	Arrêt bus devant mairie		
			18h10	bus
18:45	~~cours~~, reposer, devoirs, etc...	Chez moi		

S'il vous manque de la place pour noter d'autres étapes, n'hésitez pas à demander à l'enquêteur un autre tableau.

Si vous le souhaitez, vous pouvez compléter le/les dessins effectué(s) précédemment avec certains lieux évoqués dans ce tableau. Si vous rajouter des lieux sur vos dessins, il faut utiliser une nouvelle couleur, non utilisée jusque là.
Faites une croix ci-dessous avec la couleur choisie pour représenter les nouveaux lieux :

E- Pratiques hors quotidien et perception du quartier

Q14. Connaissez vous le quartier Europole ? 1-oui X (oui et non.) 2-non

Q15. Connaissez vous le quartier Berriat/St Bruno ? 1-oui X (oui et non) 2-non

Distribution par l'enquêteur de plans de la ville de Grenoble avec les limites administratives du secteur ouest, des quartiers Europole et Berriat.

Q16. Quand vous n'avez pas de cours à la cité internationale, est ce que vous êtes quand même présents dans le secteur (*le secteur est délimité par le plan que l'on vient de vous distribuer*) **?** (entourez un numéro)

(1)-non

2-oui

Q16a. Si oui, vous y êtes :
1-tous les jours de la semaine où je n'ai pas cours et tous les week end, ou presque
2-tous les jours de la semaine où je n'ai pas cours mais rarement les week end
3-des fois, les jours de la semaine où je n'ai pas cours
4-tous les week end ou presque
5-des fois, le week end

Q16b. Y êtes vous pendant les vacances scolaires ? 1-oui (2)-non

Q16c. Que faites vous ?

Regardez de nouveau le plan que l'on vient de vous distribuer et les limites des quartiers d'Europole et de Berriat/St Bruno.

Q17. Pour vous, quels mots donneriez-vous pour définir Europole et Berriat/St Bruno ?

	Indiquer ci-dessous les mots (3 maximum)	Q18. Pour vous qui habite le quartier ?	Q19. Pour vous qui fréquente le quartier ?
a-Europole		~~Mairie~~ ? amies.	- Les collegiens et Lycéens.
b-Berriat-St Bruno			

Q20. Nous approchons de la fin de l'enquête, y a-t-il des lieux proches de la cité scolaire internationale que vous n'avez pas encore évoqué mais que vous pratiquez, des lieux où vous aimez aller ? Si oui, indiquez ce que vous faites en ces lieux, à quel moment de la journée et pourquoi vous aimez ces lieux.

F-Commentaires

Q21. Le questionnaire est terminé, je vous remercie beaucoup pour votre participation. Avez-vous des choses à ajouter par rapport à ce qui a été dit lors de ce questionnaire ?

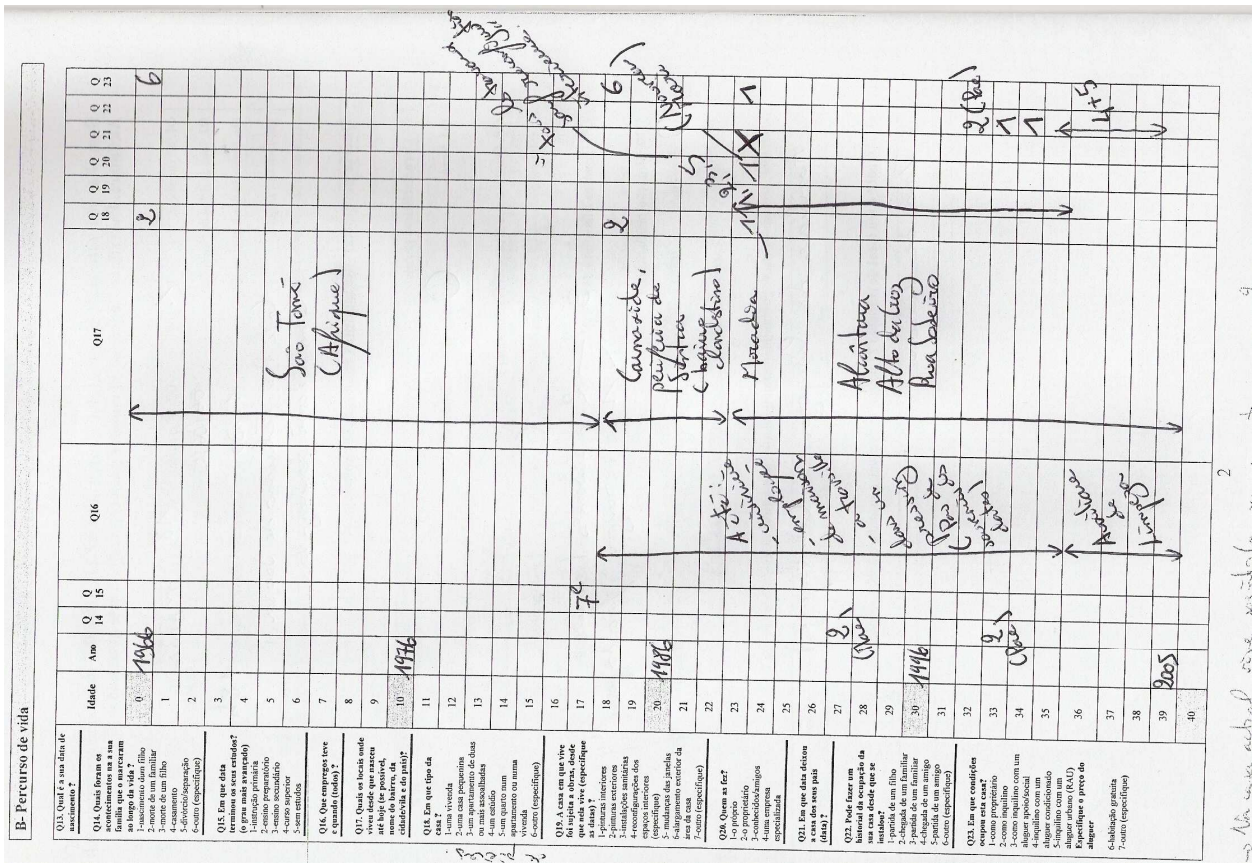
Non, je n'ai plus rien à ajouter et merci !!

A remplir par l'enquêteur

Q22. Enquêté N° I_5_I

Q23. Jour et heure de l'enquête I____I____I

Annexe 3.1c. Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier Alcântara* : exemple de questionnaire et synopsis des personnes interrogées



Práticas e percepções dos residentes de Alcântara

Bom dia, sou estudante de geografia e estou a fazer um trabalho para a universidade sob Alcântara. Poderia conceder-me 30 minutos para responder a este questionário ?

Q1. N° enquêteur I 1 I Q2. N° enquête I 18 I MARIA

Q3. Jour du début de l'enquête I 06/06/05

Q4. Heure du début de l'enquête I 17h30 Q5. Heure de fin de l'enquête I 18h

Q6. Lieu de l'enquête I Café Rua Feliciano de Sousa I

(Mr a donné rendez-vous)

Queria perguntar-lhe algumas informações sobre si.

A- Características gerais

Q7. Sexo (1-feminino) 2-masculino

Q8. Qual é a sua situação matrimonial ?

1-solteiro/a 2- união de facto (3-casado/a) 4-divorciado/a 5- viúvo/a

Q9. Quantos filhos tem ? I 3 I — 2 à Lisbonne 1 mariés
— 1 à l'étranger "fora do país"

Q10. Situação profissional?

(1-empregado/a) 2-desempregado/a 3-doméstico/a →Q13 4- reformado/a 5-estudante

6-outro (especifique) _____

Q11. Que actividade exerce actualmente/ou qual foi a sua última actividade/emprego ?

Assistante de limpeza (Nettoyage)

Q12. Qual é o seu local de trabalho ? (indicar, se possível, a morada, o bairro, o concelho)

Zona de Lisboa

B- Percurso de vida

	Idade	Ano	Q 14	Q 15	Q16	Q17	Q 18	Q 19	Q 20	Q 21	Q 22	Q 23
Q13. Qual é a sua data de nascimento?												
Q14. Quais foram os acontecimentos na sua família que marcaram a sua vida? 1-nascimento dum filho 2-morte de um familiar 3-morte de um filho 4-casamento 5-divórcio/separação 6-outro (especifique)	0	1966					2					6
	1											
	2											
Q15. Em que data terminou os seus estudos? (se ainda está a estudar, indique 2006) 1-alfabetização primária 2-ensino preparatório 3-ensino secundário 4-ensino superior 5-sem estudos	3											
	4											
	5					São Tomé (Afrique)						
Q16. Que emprego teve e quando (todos) ?	6											
Q17. Quais os locais onde viveu desde que nasceu até hoje (se possível, nome do bairro, da cidade/vila e do país)?	7											
	8											
	9											
	10	1976										
Q18. Em que tipo de casa ? 1-uma vivenda 2-uma casa pequenina 3-um apartamento de duas ou mais habitações 4-um estúdio 5-um quarto num apartamento ou numa vivenda 6-outro (especifique)	11											
	12											
	13											
	14											
	15											
	16											
Q19. A casa em que vive foi sujeita a obras, desde que nasceu? Se sim, especifique as data) ? 1-pinturas interiores 2-pinturas exteriores 3-instalações sanitárias 4-remodelações dos espaços interiores (especifique) 5- mudanças das janelas 6- mudanças exterior da area da casa 7-outro (especifique)	17		7ª									
	18											
	19					Camarate,	2					6
	20	1986				périferia de Lisboa (Portugal)						
	21											
	22											
Q20. Quem as fez? 1-o inquirido 2-o proprietário 3-conhecido/amigos 4-uma empresa especializada	23				Ateliers							
	24				Comprou	Moradia	1					1
	25				emprestou							
Q21. Em que data deixou a casa dos seus pais (data) ?	26				Se marier							
	27		2									
Q22. Pode fazer um balanço desde a data da sua casa desde que se instalou? 1-partida de um filho 2-partida de um familiar 3-partida de um amigo 4-chegada de um amigo 5-partida de um amigo 6-outro (especifique)	28	(Une)				Alcântara						
	29				Quelques	Alto do Lumiar						
	30	1996			Pas trop	Rua Soberano						
	31				(Loyer)							
	32				Loyer							2 (Rue)
Q23. Em que condições ocupou este casa? 1-como inquilino 2-como proprietário 3-como inquilino com um aluguer apoio/social 4-inquilino com um aluguer condicionado 5-inquilino com um aluguer não condicionado (AL) Especifique o preço do aluguer 6-habitação gratuita 7-outro (especifique)	33		2									1
	34	(Une)										1
	35											
	36				Acheter							1475
	37				Acompagné							
	38				Emprés							
	39	2005										
	40											

2

C- características da casa

Q24. Ocupou alguma outra morada, por mais de 30 dias, nos últimos doze meses. Especifique localidades, estatuto, razão da estadia ? Não

Meses	Maio 2004	Junho 2004	Julho. 2004	Agosto 2004	Set. 2004	Out. 2004	Nov. 2004	Dez. 2004	Jan. 2005	Fev. 2005	Março 2005	Abril 2005	Maio 2005
casas													
Localização													
Em que condições ? (proprietário; inquilino,etc)													
Razão do estadia													

Q25. Diria que a sua casa actual é ?
1-nova
2-em bom estado
3-num estado razoável
4-em mau estado
5-muito degradada

→ "Les vieilles maisons sont de bonnes maisons, ce sont les meilleures, avec de très bonnes structures ! C'est de la pierre ! Elles sont bien meilleures que les nouvelles !"

Q26. Como encontrou a sua casa actual ?
1-por anúncio (jornal, agência, etc.) _____
2-ouviu dizer/foi-lhe dito
3-por acaso
4- a casa pertencia a amigos
5- a casa pertencia à minha família
6-outro (especifique) _____

→ informations sur la disponibilité du logement obtenue grâce à des connaissances.

Q27. Se é proprietário (*se não → Q28*) :
1-a Recebeu apoios ? se sim, queira especificar : _____

1-b Como se tornou proprietário dessa casa ? (-acesso ao crédito) -herança -rendimentos pessoais -outro (especifique)_____

→ *Si la présence au sein du logement actuel à Alcântara dépasse 10 années → Q30*

Q28. Mora, portanto, há menos de dez anos na mesma casa em Alcântara, numa habitação construída recentemente ?

1-sim → A casa em que mora foi construída no âmbito de um programa urbanístico? Pode descrever esse programa ?

2-não → O imóvel em que mora foi o assunto de uma operação (privada ou pública) de rehabilitação ?
a-não
b-sim → pode descrever essa operação ?

Q29. Poderia ter optado por viver noutro local ? :

	sim	não	Q30. Por quê?
Expo-parque das nações			
construção nova nos concelhos periféricos			
Bairros rehabilitados do centro histórico (Alfama, Madragoa...)			

Q30. Pode dizer-me algo sobre os anteriores inquilinos da sua casa ?
"Les anciens propriétaires étaient Portugais ! Ils ont directement vendu à moi ! Je ne les connaissais pas personnellement... C'était des amis d'amis..."

D- Percepções de Alcântara

Q31. Porque escolheu esta localização em Lisboa ?
- "C'est très bien desservi. Il y a le train, le bus, le port, le metro pas trop, trop loin, les tramways... C'est très facile pour aller dans le Nord avec le travail"
- "Comme je travaille à Lisbonne, je suis près du travail!"
- "Beaucoup de commerces"

Q32. Como delimita Alcântara em Lisboa ? Como definiria a situação deste bairro na cidade?
"C'est difficile à dire... l'Avenue de Ceuta d'un côté.. En tout cas c'est proche de beaucoup de choses ici !

Q33. Que palavras utilizaria para descrever Alcântara ? (3 palavras)
- "Um bairro antigo. Aqui é Alcântara velha !" | | |
- "Zona boa, não há muito confusão..." | | |
- "Tranquilo". ("tranquille, calme") | | |

Q34. Na sua opinião, quem habita em Alcântara ?
- "Gente mesmo antigos" ("personnes âgées ; de + de 50 ans)
- "majorité de Portugais"

Q35. Na sua opinião, quem frequenta Alcântara, sem aí morar ?
- "Ce sont tous des amis ! Des blancs, des Africains, des Portugais ! C'est toute ma famille ! De amis..."

Q36. Quais são as evoluções actuais em Alcântara ?
- "Cela évolue bien"
- "des immeubles neufs, des anciens immeubles qui sont transformés en immeubles neufs, les maisons vieilles sont arrangées"
- "le quartier est en train d'être récupéré !"

Q37a. Ouviu falar dos projectos seguintes (*si non évoqués en Q36*)?

Q37b. Fréquentation ? 1-régulièrement 2-occasionnellement 3-jamais

1-o projecto estratégico alcântara XXI	a-sim	b-não
2-o projecto alcântara Mar de Jean Nouvel	a-sim	b-não
3-o projecto alcântara Rio	a-sim	b-não
4-o projecto das torres de Siza Vieira	a-sim	b-não
5-o prolongamento da linha amarela do métro	a-sim	b-não
6- as docas	(a- sim)	b- não

→ a. "Fréquentez vous Alcântara Rio pour les services, les commerces ou les espaces ouverts ?" 2-occasionnellement

b. "Fréquentez vous les Docas ?" 2-occasionnellement

Le "des discothèques ; je vais y passer du temps, oui ! Boire des bières quelquefois... Ou les esplanades..."

Q38. Se vivesse numa caravana (roulotte), podendo deslocar-se livremente na 'grande Lisboa', que locais escolheria ?

- Lisboa é muito cheio, muita confusão
- gosto muito bairro em Lisboa

E- Praticas quotidianas

Pode descrever as actividades que exerceu desde manhã, precisando horas e locais dessas actividades, e também os meios de deslocação ?
Que actividades e deslocações pensa fazer depois deste questionário ?

Q39. Hora de início da actividade	Q40. Actividade	Q41. Local	Q42. Hora de início da deslocação	Q43. Modo de deslocação
5h00	Préparation	Domicile Alto da Cruz Alcântara		
			5h30	Autocarro
6h00	Travail	Campo grande Lisboa		
			8h00	Autocarro
9h00	Travail	Santo Amaro Alcântara		
			13h00	Autocarro
14h00	Travail	San Beto Lisboa		
			16h30	Autocarro
17h30	Questionnaire	Café. Alto da Cruz		
18h00	Discuter avec vendeur	Café. Alto da Cruz		
			18h30	À pé
18h35	Préparation Dîner	Domicile Alto da Cruz		

"Je vais tous les jours au café !!"

Lembra-se das suas actividades no fim-de-semana passado ?

Q44. Dia S : sabado D : domingo	Q45. Actividade	Q46. Local	Q47. Modo de deslocação
S	- se reposer - discuter / amis - Faire des courses	Alto da Cruz Alcantara (Mini Prego)	À pé
D	- se reposer	Alto da Cruz Alcantara	
	Quelque fois → visite à la famille à Sintra.		

Si manque de place, pendre un nouveau questionnaire et continuer à remplir. Attention à bien indiquer le numéro de l'enquêté.

Q48. Participa em alguma actividade (extra-laborais) em Alcântara ou noutro sítio, em Lisboa ?

1-não 2-sim → especifique a actividade e o local:

Q49. Como são as suas relações com os seus vizinhos:

1-muito boas, têm actividades conjuntas (jantares...) há entreajuda.
2-boas relações, há simpatia
3-nenhuma relação em particular, apenas cordialidade
4-nenhuma relação, nunca vêem os seus vizinhos

Q50. Conhece portugueses que habitam no estrangeiro mas que tenham também uma casa em Lisboa ?

1-Não → *Q51* "Pas à Alcântara"

2-Sim → a- Em que bairro, rua?

"A Lisbonne, mais je ne sais plus où."

→ b- Qual a sua relação com essas pessoas ?

1-familiares
2-amigos/as
3-vizinhos/as
4-colegas de trabalho
5-outro (especifique) Des connaissances...

F-Comentário/observações complementares

Q51. O questionário terminou, agradeço-lhe muito a sua participação. Tem coisas a acrescentar em relaçao àquilo qu foi dito ao longo do questionário?

Q52. Commentaires de l'enquêteur sur le déroulement de l'enquête :

Rua do Sobreiro / lieu de domicile → Maria a permis l'arrivée de 2 amis / connaissances de Lamarão, originaires de São Tomé. Maria a diffusé de l'information concernant la disponibilité d'un autre logement dans sa rue + location à l'étage de sa maison. Maria est à l'origine d'une fiche d'avis au logement dans Alto da Cruz. La location d'un studio à l'étage de sa maison lui procure une autre source de revenus.

Synopsis des personnes interrogées à Alcântara (2005)

Prénom	Date de naissance	Situation familiale	Profession	Lieu de résidence	Parcours et profil de l'enquêté
Isabel	1965	Concubinage, un enfant	Cadre dans le traitement de déchets ménagers.	*Alcântara Residence*	Arrivée récente/logement neuf
Martina	1969	Veuf/veuve, deux enfants	Cadre dans une compagnie d'assurance intitulée "High Tech Area"; responsable de la fusion de la compagnie d'assurance.	*Alcântara Residence*	Arrivée récente/logement neuf
Marina	1957	Divorcé(e), trois enfants	Gestionnaire dans une entreprise.	*Alcântara Residence*	Retour/logement neuf ou ancien réhabilité
Felipe	1947	Marié(e), un enfant	Plombier dans la construction civile.	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Mobilité dans le quartier/logement ancien ou PER
Edmundo	1975	Célibataire, sans enfants	Journaliste sportif.	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Arrivée récente/ancien réhabilité
Miguel	1972	Marié(e), un enfant	Chauffeur.	*Quinta do Jacinto*	Arrivée récente/ancien non réhabilité
Nuno	1960	Célibataire, un enfant	Employé à l'APL, l'Admnistration portuaire de Lisbonne, ouvrier de la manutention.	*Quinta do Jacinto*	Stabilité/même logement ou même immeuble
Fernando	1932	Marié(e), deux enfants	Retraité, ancien ouvrier des constructions navales d'Alcântara et d'une usine de fabrication de chocolats, célèbre dans tout le Portugal ; pêche encore le soir pour revendre le poisson sur le marché d'Alcântara ou dans l'*Alto da Cruz*.	*Alto da Cruz*	Stabilité/même logement ou même immeuble
Mafalda	1970	Célibataire, sans enfant	Ingénieur cartographique	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Arrivée récente/ancien réhabilité
Alex	1967	Marié(e), deux enfants	Commerçant (métaux/bronze, azulejos, plastique).	*Alto da Cruz*	Stabilité/même secteur
Anna Maria	1938	Veuve, sans enfants	Retraitée, ancienne fonctionnaire au ministère de l'éducation: institutrice, formatrice d'enseignants, inspectrice générale.	*Alcântara Baixa-Rue Luis de Camoes (1930-70)*	Mobilité dans le quartier/logement ancien ou PER
Alexandra	1952	Divorcé(e), deux enfants	Gardienne d'enfants pour une famille française (Paris, Corse et Italie).	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Arrivée récente/ancien réhabilité
Ricardo	1943	Marié(e), deux enfants	Retraité, ancien administrateur d'entreprises (gestion, finances, etc.).	*Alcântara Residence*	Mobilité dans le quartier/logement neuf ou ancien réhabilité
José	1967	Concubinage, deux enfants	Mécanicien.	*Alto da Cruz*	Mobilité/même secteur
Rita	1961	Divorcé(e), deux enfants	Dirige une micro entreprise d'estampes et de *design:* ateliers de création et vente de produits.	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Mobilité dans le quartier/logement neuf ou ancien réhabilité
Oliveira	1980	Concubinage, deux enfants	Coursier/correspondance de courriers, lettres, etc.	*Alto da Cruz*	Retour/logement ancien non réhabilité
Orlando	1981	Célibataire, sans enfants	Laveur de vitres	*Alto da Cruz*	Retour/logement ancien non réhabilité
Roberto	1929	Concubinage, un enfant	Retraité, ancien agent de la Câmara Municipal de Lisboa.	*Quinta do Jacinto*	Retour/logement ancien non réhabilité
Rosa	1947	Marié(e), cinq enfants	Femme au foyer.	*Alto da Cruz*	Stabilité/même logement ou même immeuble
Angel	1969	Marié(e), un enfant	Cuisinière.	*Alto da Cruz*	Retour/pratiques quotidiennes
Martha	1975	Marié(e), un enfant	Gérante d'une petite cafeteria.	*Alto da Cruz*	Retour/logement ancien non réhabilité

Christina	1964	Marié(e), trois enfants	Femme au foyer.	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Arrivée récente/ancien réhabilité
Luis	1951	Marié(e), deux enfants	Commerçant, vendeur de chaussures.	*Alcântara Rio*	Mobilité dans le quartier/logement neuf ou ancien réhabilité
Jorge	1968	Marié(e), deux enfants	Pâtissier.	*Alto da Cruz*	Mobilité/même secteur
Manuela	1974	Concubinage, quatre enfants	Cuisinière.	*Alto da Cruz*	Stabilité/même logement ou même immeuble
Antonio	1926	Marié(e), deux enfants	Retraité, ancien ouvrier et marin pour les constructions navales d'Alcântara.	*Alto da Cruz*	Mobilité/même secteur
Pedro Suares	1974	Marié(e), un enfant	Ingénieur électronique; dirige une petite compagnie ouverte en 2001.	*Alcântara Rio*	Retour/logement neuf ou ancien réhabilité
Christiano	1957	Marié(e), cinq enfants	Chauffeur de taxi, en arrêt maladie.	*Alto da Cruz*	Arrivée récente/ancien non réhabilité
Carlos	1936	Marié(e), deux enfants	Retraité, ancien ouvrier dans les constructions navales.	*Alto da Cruz*	Stabilité/même logement ou même immeuble
Julia	1957	Marié(e), trois enfants	Marchande au marché d'Alcântara.	*Alto da Cruz*	Mobilité/même secteur
Teresa	1935	Concubinage, quatre enfants	Femme au foyer	*Quinta do Jacinto*	Stabilité/même logement ou même immeuble
Virgile	1951	Divorcé(e), deux enfants	Cuisinier à l'université.	*Alto da Cruz*	Mobilité/même secteur
Mario	1978	Célibataire, un enfant	Cuisinier à l'Hôpital da CUF.	*Vale de Alcântara (PER)*	Mobilité dans le quartier/logement ancien ou PER
Joel	1933	Célibataire, trois enfants	Retraité, ancien ouvrier du bâtiment.	*Alto da Cruz*	Arrivée récente/ancien non réhabilité
Maria	1966	Marié(e), trois enfants	Femme de ménage.	*Alto da Cruz*	Stabilité/même logement ou même immeuble
Gonçalo	1966	Marié(e), un enfant	Graphiste designer et professeur de Yoga et de méditation, en libéral.	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Arrivée récente/ancien réhabilité
Frederico	1942	Marié(e), deux enfants	Gérant d'une entreprise import/export de boissons	*Alcântara Baixa-Rue Luis de Camoes (1930-70)*	Mobilité dans le quartier/logement ancien ou PER
Tiago	1962	Marié(e), trois enfants	Ingénieur civil, construction des ponts.	*Alcântara Baixa-Rue Luis de Camoes (1930-70)*	Retour/logement neuf ou ancien réhabilité
Filippa	1982	Célibataire, sans enfant	Etudiante en psychologie.	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Mobilité/même secteur
Regina	1978	Concubinage, trois enfants	Cuisinière.	*Alto da Cruz*	Arrivée récente/ancien non réhabilité
Ana	1966	Marié(e), un enfant	Employée dans une entreprise de nettoyage.	*Quinta do Jacinto*	Stabilité/même logement ou même immeuble
Pedro	1973	Célibataire, sans enfant	Sans emploi.	*Alto da Cruz*	Retour/logement ancien non réhabilité
Manuel	1973	Concubinage, trois enfants	Consultant en environnement.	*Alcântara Rio*	Arrivée récente/logement neuf
Joao Pinto	1979	Célibataire, un enfant	Gardien de résidence fermée.	*Alcântara Baixa-Rue Luis de Camoes (1930-70)*	Arrivée récente/ancien non réhabilité
Joseph	1970	Marié(e), sans enfant	Scénariste pour le cinéma, commentateur Eurosport, organisateur compétition de dressage, communication, interprète.	*Alcântara Rio*	Arrivée récente/logement neuf
Marco	1950	Marié(e), un enfant	Retraité, ancien metteur en scène et directeur du théâtre national.	*Alto da Cruz*	Retour/logement neuf ou ancien réhabilité
Joao	1978	Divorcé(e), sans enfant	Etudiant en *mestrado* de gestion.	*Alcântara Baixa-Largo de Calvario*	Arrivée récente/ancien réhabilité
Elisabeth	1933	Célibataire, sans enfant	Retraitée, ancienne fonctionnaire publique à la sécurité sociale.	*Quinta do Jacinto*	Stabilité/même logement ou même immeuble

Annexe 3.1d. Enquête *Bâtiments-logements-ménages second passage (Berriat Saint-Bruno)*

Matthieu Giroud- Université de Poitiers- Migrinter

Enquête Berriat 2006 second passage-Fiche logement enquêté en 2000

Q1. Enquêté N° I____I **Q2. Jour et heure de l'enquête** I____I____I

Q3. Adresse et étage du logement enquêté I 99 Cours Berriat 3e ét. tous les toits I

Q4. Prénom de l'enquêté I Gaëlle I **Q5. Sexe** I F I **Q6. Age** I 23 I

Q7. Position de l'enquêté dans le ménage I_____I

Bonjour, je suis étudiant, en train d'effectuer une thèse de géographie sur le quartier Berriat Saint Bruno. Votre immeuble a été l'objet d'une enquête en 2000 menée par la municipalité de Grenoble et le pact Isère, dans le cadre d'une étude ce cadrage pour une opération programmée d'amélioration de l'habitat. Je procède à un nouveau passage six ans après pour voir si il y a eu des évolutions. Auriez-vous 10 minutes à me consacrer pour répondre à quelques questions ?

Année	Q8	Q9	Q 10	Q 11	Q12 (a et b)	Q13 (a, b et c)
01/01/2000	Amoray (parents)					Date exacte d'entrée dans le logement et étape résidentielle précédente pour ceux présents au 01/01/2000 : .....
01/01/2001						
01/01/2002	99 Cours Berriat	Chaude sous les toits ; 28 m² ; tout en bois ; lambris				a- un autre étudiant
01/01/2003			2	1	Qre a = mon Qre b = bon état d'ensemble ; juste peinture / équipements.	b- ?
01/01/2004						c- "J'ai beaucoup aimé le logmt, comme un chalet, tout en bois. Je ne connaissais pas le quartier"
01/01/2005						
01/01/2006						

Q8. Où avez vous habité depuis le 01/01/2000 ?

Q9. Dans quel type de logement ? *(préciser le nombre de pièces hors cuisine et WC-salle de bain + superficie)*

Q10. Dans quelles conditions avez vous occupé votre/vos logement(s) ?
1-propriétaire occupant
2-locataire (préciser le loyer (hors aides au logement) et son évolution le long de la période)
3-locataire logement HLM
4-logé gratuit
5-Hébergé (famille)
6-autre cas (préciser)

Q11. Quel usage avez-vous (eu) de votre/vos logement(s) ?
1-résidence principale
2-logement occasionnel
3-résidence secondaire
4-logement lié à un commerce

Q12. a-Le logement dans lequel vous vivez a-t-il été l'objet de travaux depuis le 01/01/2000 ? (ex. reconfiguration des pièces ; peintures ; amélioration de la cuisine ; WC-salle de bain ; chauffage ; électricité ; isolation...)

b-Votre logement connaît-il des éléments de détérioration depuis le 01/01/2000 ? Si oui, pouvons nous les recenser ensemble ?

Q13. a- Connaissiez vous la/les personne(s) qui logeaient avant vous dans ce logement ?

b- Savez-vous où et pourquoi cette/ces personne(s) a/ont déménagé ?

c- Pourquoi êtes vous venu vous installer dans ce logement, au sein de ce quartier ?

Projets résidentiels

Q14. Envisagez vous de changer de logement, avant trois ans ? *(entourez une réponse)* (1-oui) 2-non 3-ne sait pas

→ selon le statut de l'enquêté dans le ménage, renseigner aussi les projets du ménage : 1-oui 2-non 3-ne sait pas

a- Si oui, pourquoi ?
- trop chaud ; fenêtres ne s'ouvrent pas sans les volets.
- petit ! 2 personnes

"On ne reste pas là la journée, on rentre le plus tard possible !"

b- Où souhaiteriez vous déménager ?

Q15. Pouvons nous effectuer un historique de l'occupation de ce logement depuis le 01/01/2000 ?

Année	Individu 1 ..... Gaëlle		Individu 2.. Compagnon		Individu 3.....		Individu 4.....		Individu 5.....	
	Traject. Resid. (L=logt enquêté)	Raisons de l'arrivée ou du départ (+destination)								
01/01/2000	Amoray									
01/01/2001										
01/01/2002	99 CB.		?							
01/01/2003										
01/01/2004										
01/01/2005			99 CB							
01/01/2006										

Q16. Etes vous?

1-Etudiant
2- Au foyer
3-Au chômage → Quelle a été votre activité principale ? _____
4-Actif à plein temps → Quelles sont vos activités en ce moment ? _____
5-Actif à temps partiel → Quelles sont vos activités en ce moment ? _____
6-Retraité → Quelle a été votre activité principale ? _____
7-Aucun ou autre (précisez) _____

Q17. Le questionnaire est terminé, je vous remercie beaucoup de votre participation. Avez-vous des choses à ajouter par qui a été dit lors de ce questionnaire ?

Q18. Observations de l'enquêteur

Matthieu Giroud- Université de Poitiers- Migrinter

Enquête Berriat 2006 second passage-fiche immeuble

Identification du bâtiment : Etiquette I_____I Adresse I 99 C.Berriat I
Prénom de l'informateur : I Gaëlle I

	Transformations physiques du bâtiment *(à renseigner progressivement avec les enquêtés du bâtiment)*: pouvons nous relever ensemble les aménagements effectués dans ce bâtiment depuis le 01/01/2000 ? *(1)*
01/01/2000	
01/01/2001	
01/01/2002	Aucun travaux
01/01/2003	
01/01/2004	
01/01/2005	
01/01/2006	(Projet de ravalement de façade / Lettre circulant dans la copropriété)

(1) Par exemple : ravalement de façades ; traitement des toitures ; traitement des pignons ; mise en valeur des ferronneries ; protection des menuiseries ; installation d'un ascenseur ; mise en place d'un système de filtrage d'entrée ; réhabilitation des parties communes ; etc.

Observe-t-on des formes de dégradations du bâtiment ? "Oui ! Les murs se dégradent, les peintures se décollent !"

Identification du bâtiment : Etiquette I_____I Adresse I 99 C.Berriat I
Prénom de l'informateur : I Gaëlle I

Localisation du local dans immeuble	**Local en 2000** -fonction -occupation *	→ **travaux** -changement/occupation	→ **Local en 2006** -fonction -occupation
Propriétaires — 1er	Logement Famille employés avec jeunes enfants		Logement Famille employés avec jeunes enfants
Propriétaires — 1er	Logement Famille employés / prof. intérm. + enfants		Logement Famille employés / prof. intérm. + enfants
Propriétaires — 2e	Logement Retraitée		Logement Personne seule, cadre (arrivée il y a 2 ans [2004])
Propriétaires — 2e	Logement Famille jeunes cadres + enfants		Logement Famille jeunes cadres + enfants
Locataires — Chambre sous les toits 1 (Gaëlle X)	Logement Etudiant		Logement Etudiant (couple) Arrivée en 2001
Locataires — Chambre sous les toits 2	Logement Etudiant		Logement Etudiant
		Dans tous les logements, aucun travaux de type reconfiguration des espaces intérieurs.	

* nombre de personnes, niveau social du ménage, statut de l'occupation, usage de la résidence, lieu de provenance, etc. (en fonction de la connaissance de l'informateur).

Matthieu Giroud- Université de Poitiers- Migrinter

Enquête Berriat 2006 second passage-fiche commerce

Q1. Enquêté N° I 2 I **Q2. Jour et heure de l'enquête** I____I____I

Q3. Adresse : I 110 Cours Berriat I

Q4. Nom de l'établissement : I Le Blue Boa I

Q5. Type d'activité : I Restauration rapide (Kebabs) I

Q6. Statut de l'enquêté dans l'établissement : I Gérant I ➔ Si l'enquêté est un(e) employé(e) :

Age I ___ I Sexe I __ I Lieu de résidence I _____ I

	Activité(s) dans le local enquêté : pouvons nous repérer ensemble les activités développées dans ce local depuis le 01/01/2000 ?	**Propriétaire(s) :** y a t-il eu des changements de propriétaire de l'activité ? Si oui, à quelle(s) date(s) ?	**Transformations physiques du local d'activité :** pouvons nous relever ensemble les aménagements effectués dans ce local d'activité depuis le 01/01/2000 ?	**Changement de localisation de l'activité :** avant l'installation dans ce local, où était localisée votre activité ?
01/01/2000	"Bar des amis" (bar, restaurant, space de jeux).			Commerce en Algérie
01/01/2001				
01/01/2002				
01/01/2003				
01/01/2004	sept. 2004	Même gérant. Cachet du fond de commerce + paiement d'un loyer	X - Tout ne fait à neuf - "rénovation".	
01/01/2005	"Blue Boa"			Cours Berriat. Grande
01/01/2006				

Informations sur le propriétaire actuel de l'établissement :

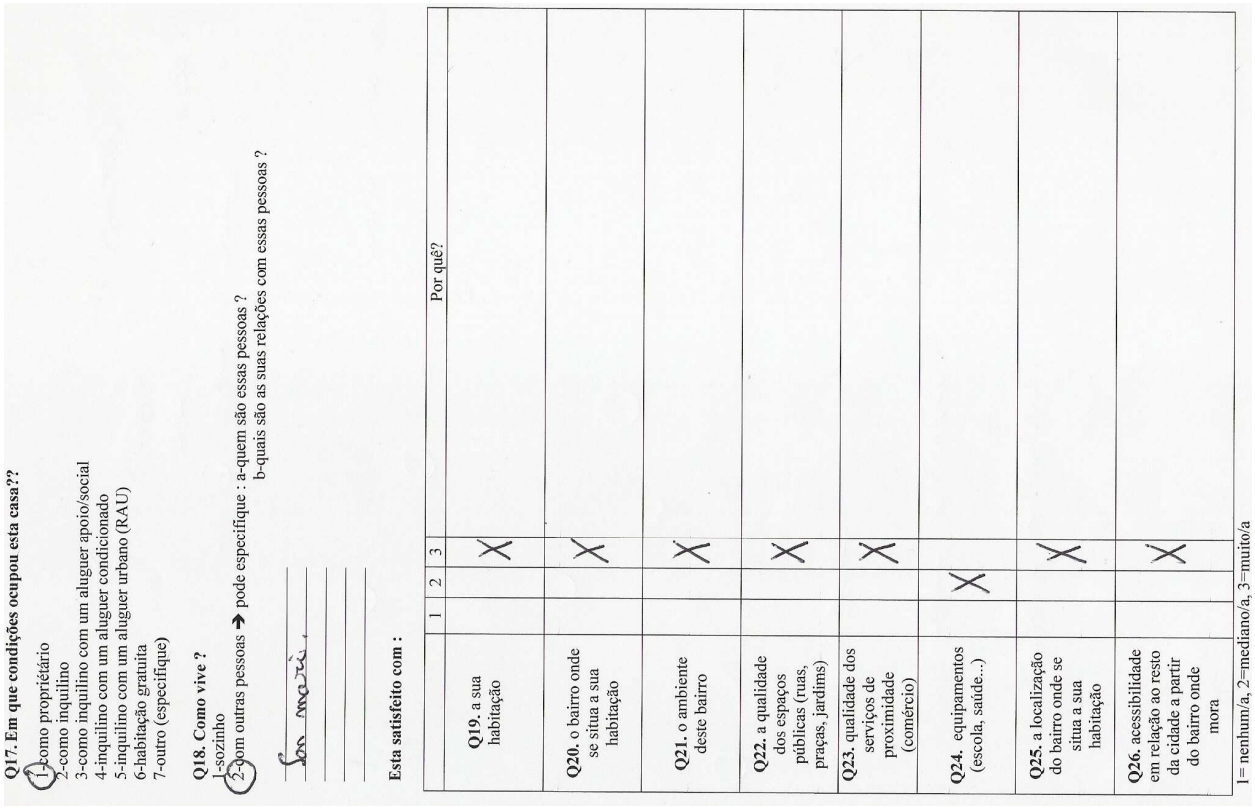
Age : I 34 I **Sexe :** I M I **Lieu de résidence :** I Fontaine I

Pourquoi avoir choisi cette localisation ?

Dans Grenoble	**Dans le quartier Berriat Saint Bruno**
- Disponibilité du local/opportunité. - "Le quartier bouge ! Il y a du monde" - "C'est le début de Gde-ville ici ... et puis aller ailleurs, faut mettre le prix !"	- Etre sur le cours Berriat.

Annexe 3.1e. Enquêtes *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara* et *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café* : exemples de questionnaires

Docas



Práticas e percepções espaciais dos utilizadores de Alcântara (populações locais e populações de passagem)

Bom dia, sou estudante de geografia e estou a fazer um trabalho para a universidade sobre Alcântara. Poderia conceder-me 5 minutos para responder a este questionário ?

Q1. N° enquêteur I_1_I Q2. N° enquêté I_16_I MARTINE

Q3. Jour du début de l'enquête 28/06/05

Q4. Heure du début de l'enquête 13h30 Q5. Heure de fin de l'enquête 13h30

Q6. Lieu de l'enquête I_Site (1). Entrée est Docas_I

Observações sobre a pessoa

Q7. A pessoa estava : 1-parada → 1-a *descrever a sua actividade*

2-de passagem → 2-a *direcção da deslocação* Sortie de l'allée convergente.

Q8. A pessoa estava : 1-sozinha 2-acompanhada 2-a de I_1_I pessoas 2-b das quais I_0_I crianças

Queria perguntar-lhe algumas informações sobre si.

Q9. Sexo (1-feminino) 2-masculino

Q10. Qual é a sua situação matrimonial ? 1-solteiro/a 2- união de facto (3-casado/a) 4-divorciado/a 5- viúvo/a

Q11. Quantos filhos tem? I_2_I

Q12. Situação profissional?

(1-empregado/a) 2-desempregado/a 3-doméstico/a → Q15 4- reformado/a

5-estudante universitario 6-estudante até ao décimo segundo ano 7-outro (especifique) _____

Q13. Que actividade exerce actualmente/ou qual foi a sua última actividade/emprego?

Assistente I_I_I

Q14. Qual é o seu local de trabalho ? (indicar, se possível, a morada, o bairro, o concelho)

Montpellier (FRANCE) I_I_I

Q15. Onde mora ? (morada, bairro, concelho)

Montpellier (FRANCE) I_I_I

Q16. Mora em que tipo de habitação ?

(1-uma vivenda) 2-uma casa pequenina 3-um apartamento de duas ou mais assoalhadas 4-um estúdio 5-um quarto num apartamento ou numa vivenda 6-outro (especifique)

Q17. Em que condições ocupou esta casa??

(1-como proprietário) 2-como inquilino 3-como inquilino com um aluguer apoio/social 4-inquilino com um aluguer condicionado 5-inquilino com um aluguer urbano (RAU) 6-habitação gratuita 7-outro (especifique)

Q18. Como vive ?

1-sozinho

(2-com outras pessoas) → pode especifique : a-quem são essas pessoas ?

b-quais são as suas relações com essas pessoas ?

Sos maris

Esta satisfeito com :

	1	2	3	Por quê?
Q19. a sua habitação			X	
Q20. o bairro onde se situa a sua habitação			X	
Q21. o ambiente deste bairro			X	
Q22. a qualidade dos espaços públicas (ruas, praças, jardims)			X	
Q23. qualidade dos serviços de proximidade (comércio)			X	
Q24. equipamentos (escola, saúde...)		X		
Q25. a localização do bairro onde se situa a sua habitação			X	
Q26. acessibilidade em relação ao resto da cidade a partir do bairro onde mora			X	

1= nenhum/a, 2=mediano/a, 3=muito/a

Queria agora fazer-lhe algumas perguntas sobre a sua presença aqui.

Q27. Quais são as razões que o trouxeram aqui ? (*bien noter les réponses, y compris les situations particulières de transit vers une autre destination, de correspondance, ou les retours au domicile pour ceux qui habitent là*)

Par hasard. En provenance de Bélem. À la recherche d'un restaurant indiqué sur le guide Vert : Alcantara Café. "Apparemment, ce restaurant n'est pas sur le site ! Il y a beaucoup de bruit ici !!"

Pode descrever as actividades que exerceu desde manhã, precisando horas e locais dessas actividades, e também os meios de deslocação ? Que actividades e deslocações pensa fazer depois deste questionário ?

Q28. Hora de início da actividade	Q29. Actividade	Q30. Local	Q31. Hora de início da deslocação	Q32. Modo de deslocação
9h00	Préparation	Hôtel/Cafe de Lisbonne		
			10h30	bus
11h00	Visite Musée	Musée Calouste Gulbenkian		
			14h00	tramway
15h00	Visite site touristique	Bélem		
			18h30	tramway 28
19h00	Promenade	Docas/Alcântara		
			19h20	À pied
19h21	Passation questionnaire	Docas/Alcantara		
			19h30	À pied
19h35	Restaurant - Dîner	"Alcantara Café" à Alcântara		
			22/23h	tramway + métro
~23h/minuit	Retour Hôtel	Hôtel/Marques de Pombal		

Si manque de place, prendre un autre questionnaire et noter le même numéro d'enquêté.

Q33. Quantas vezes passou aqui ao longo deste mês ?

1-muitas vezes por dia, fim-de-semana incluído
2-todos os dias ou quase, fim-de-semana incluído
3-todos os dias ou quase, apenas durante a semana
4-duas ou três vezes por semana
5-uma vez por semana
6-uma a três vezes por mês
7-hoje é a primeira vez

(6)

	Q34. Que palavras julga adequadas para descrever :	Q35. Segundo a sua opinião, quem frequenta :
1-este espaço (local do inquérito)	- sympathique - un bruit infernal	- C'est vide là ! Je ne sais pas d'où viennent ces gens ...
2-Alcântara	- Je ne sais pas, je ne connais pas !	—

Q36. Quais são as evoluções actuais em Alcântara ?

Apparemment c'était industriel ! Il y a beaucoup de friches, et de chantiers on dirait...

Q37. Ouviu falar dos projectos seguintes (*si non évoqués en Q36*)?

1-o projecto estratégico alcântara XXI	a-sim	(b-não)
2-o projecto alcântara Mar de Jean Nouvel	a-sim	(b-não)
3-o projecto alcântara Rio	a-sim	(b-não)
4-o projecto das torres de Siza Vieira	a-sim	(b-não)
5-o prolongamento da linha amarela do métro	a-sim	(b-não)
6-os Docas	a-sim x	(b-não)

Comentario/observações complementares

Q38. O questionário terminou, agradeço-lhe muito a sua participação. Tem coisas a acrescentar em relaçao àquilo que foi dito ao longo do questionário?

/

Q39. Commentaires de l'enquêteur sur le déroulement de l'enquête :

- Touristes français, visitant Lisbonne au travers des fêtes populaires et juste avant la période estivale.
- Photographies du site prises avant et après la passation du questionnaire.

Práticas e percepções espaciais dos utilizadores de Alcântara (populações locais e populações de passagem)

Bom dia, sou estudante de geografia e estou a fazer um trabalho para a universidade sobre Alcântara. Poderia conceder-me 5 minutos para responder a este questionário ?

Q1. N° enquêteur I 1 I Q2. N° enquêté I 13 I

Q3. Jour du début de l'enquête 29/06/05

Q4. Heure du début de l'enquête I 16h15 Q5. Heure de fin de l'enquête I 16h30

Q6. Lieu de l'enquête I Salle table S.1 (plan) I

Observações sobre a pessoa

Q7. A pessoa estava : (1)-parada ➔ 1-a *descrever a sua actividade* En train d'étudier

2-De passagem ➔ 2-a *direcção da deslocação* _____

Q8. A pessoa estava : (1)-sozinha 2-acompanhada

2-a de I___I pessoas

2-b das quais I___I crianças

Queria perguntar-lhe algumas informações sobre si.

Q9. Sexo 1-feminino (2)-masculino

Q10. Qual é a sua situação matrimonial ?

(1)-solteiro/a 2- união de facto 3-casado/a 4-divorciado/a 5- viúvo/a

Q11. Quantos filhos tem? I 0 I

Q12. Situação profissional?

1- empregado/a 2-desempregado/a 3-doméstico/a ➔Q15 4- reformado/a

5-estudante universitario (6)-estudante até ao décimo segundo ano 7-outro (especifique) _____

Q13. Que actividade exerce actualmente/ou qual foi a sua última actividade/emprego?

/ I___I___I

Q14. Qual é o seu local de trabalho ? (indicar, se possível, a morada, o bairro, o concelho)

Alcântara (Posto de Ajuda) - Reine Dona Maria I___I___I

I___I___I

Q15. Onde mora ? (morada, bairro, concelho)

Largo de Calvário / Alcantara

I___I___I

I___I___I

Q16. Mora em que tipo de habitação ?

1-uma vivenda
2-uma casa pequenina
(3)-um apartamento de duas ou mais assoalhadas
4-um estúdio
5-um quarto num apartamento ou numa vivenda
6-outro (especifique)_____

Q17. Em que condições ocupou esta casa??

1-como propriétário
(2)-como inquilino
3-como inquilino com um aluguer apoio/social
4-inquilino com um aluguer condicionado
5-inquilino com um aluguer urbano (RAU)
6-habitação gratuita
7-outro (especifique)

Q18. Como vive ?

1-sozinho
(2)-com outras pessoas ➔ pode especifique : a-quem são essas pessoas ?
b-quais são as suas relações com essas pessoas ?

Pae : travaille dans la sécurité

Mae : éducatrice pour enfants en difficulté.

Esta satisfeito com :

	1	2	3	Por quê?
Q19. a sua habitação			X	
Q20. o bairro onde se situa a sua habitação			X	
Q21. o ambiente deste bairro	X			Muitas drogues !
Q22. a qualidade dos espaços públicas (ruas, praças, jardims)		X		
Q23. qualidade dos serviços de proximidade (comércio)		X		
Q24. equipamentos (escola, saúde...)		X		
Q25. a localização do bairro onde se situa a sua habitação			X	
Q26. acessibilidade em relação ao resto da cidade a partir do bairro onde mora			X	

1= nenhum/a, 2=mediano/a, 3=muito/a

Queria agora fazer-lhe algumas perguntas sobre a sua presença aqui.

Q27. Quais são as razões que o trouxeram aqui ? (*bien noter les réponses, y compris les situations particulières de transit vers une autre destination, de correspondance, ou les retours au domicile pour ceux qui habitent là*)

É calmo! Estou aqui para estudar!
(preparation à un examen national de fin d'année)

Pode descrever as actividades que exerceu desde manhã, precisando horas e locais dessas actividades, e também os meios de deslocação ? Que actividades e deslocações pensa fazer depois deste questionário ?

Q28. Hora de início da actividade	Q29. Actividade	Q30. Local	Q31. Hora de início da deslocação	Q32. Modo de deslocação
7.30	Préparation	Casa. Largo de Calvário		
			7.45	bus
8.10	Escola	Alcântara / perto Ajuda		
			12.00	bus
12.15	Almoçar.	Casa. Largo de Calvário		
			13.00	bus
13.15	Escola	Alcântara / perto Ajuda		
			16.00	À pé + bus
16.10	Estudar	"Terra do Café" Alcântara Rio		
			~~16.44~~	
16.15	Passation du questionnaire			
16.30	Estudar	"Terra do Café" Alcântara Rio		
			18.00	À pé
18.10	Retour domicile	Largo Calvário Alcântara		

Si manque de place, prendre un autre questionnaire et noter le même numéro d'enquêté.

Q33. Quantas vezes passou aqui ao longo deste mês ?

1-muitas vezes por dia, fim-de-semana incluído
2-todos os dias ou quase, fim-de-semana incluído
3-todos os dias ou quase, apenas durante a semana
4-duas ou três vezes por semana
5-uma vez por semana
6-uma a três vezes por mês
7-hoje é a primeira vez

(A seguinte e com amigos.)

	Q34. Que palavras julga adequadas para descrever :	Q35. Segundo a sua opinião, quem frequenta :
1-este espaço (local do inquérito)	- "é calmo"! - "um espaço agradável" - "não é caro, é normal!!!"	- "gentes normales" - "media" ("je ne fais pas de distinction"!) - "muitos drogados" (Ciel y en avait plus avant, mais il y en a encore ...") - des "voleurs". - "moradores"
2-Alcântara	- "du bon et du moins bon!" - "possibilité d'aller sur différents sites" (o porto) - mal frequenté"	

Q36. Quais são as evoluções actuais em Alcântara ?

- construction de nouveaux pouvoirs immeubles
- Evolutions significatives des infrastructures.

Q37. Ouviu falar dos projectos seguintes (*si non évoqués en Q36*)?

1-o projecto estratégico alcântara XXI	a-sim	b-não
2-o projecto alcântara Mar de Jean Nouvel	a-sim	b-não
3-o projecto alcântara Rio	a-sim	b-não
4-o projecto das torres de Siza Vieira	a-sim	b-não
5-o prolongamento da linha amarela do métro	a-sim	b-não
6-as Docas	a-sim	b-não

Comentario/observações complementares

Q38. O questionário terminou, agradeço-lhe muito a sua participação. Tem coisas a acrescentar em relaçao àquilo que foi dito ao longo do questionário?

/

Q39. Commentaires de l'enquêteur sur le déroulement de l'enquête :

- Sera rejoint plus tard par deux personnes (jeune homme d'environ 25 ans + jeune fille plus jeune). Le groupe est présent régulièrement dans le café (fin d'après-midi) : déjà observé plusieurs fois.

Annexe 3.1f. Enquête *Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno* : exemples de grille d'observation

N° 38 Heure d'arrivée : 9h Heure de départ : 9h37

Description rapide (« catégorie ») : Homme ; environ 45 ans ; origine maghrébine (déjà vu dans le quartier).

Localisation dans le bar (cf. plan) : Salle Table 1-1 (plan)

Postures et mouvements lors du séjour : Statique.

Activités dans le bar : Lecture de journal ; observation (position favorable à l'observation)

Interactions avec autres personnes : Aucune interaction particulière directe observée (autres clients ou patron).
- Attention à l'égard de l'ambiance des lieux / regards récurrents.

N° 39 (groupe) Heure d'arrivée : 9h10 Heure de départ : 9h30

Description rapide (« catégorie ») : groupe d'hommes, habitués du café : boulanger du cours Berriat + Eric (entretien réalisé en 2003) / ouvrier du bâtiment / résident ancien + autre homme ouvrier bâtiment (bleu de travail / poussière) / collègue d'Eric.

Localisation dans le bar (cf. plan) : Bar.

Postures et mouvements lors du séjour : Présence groupée au comptoir / statiques.

Activités dans le bar : Discussion. Pause café.

Interactions avec autres personnes :
- Discussion avec le patron au comptoir.
- Échanges verbaux avec autres clients ; l'un des trois hommes tape sur l'épaule d'un autre client habitué du café en sortant.

Remarques :
- Discussion avec un groupe de femmes qui de passage (≈ 9h15) / commerçantes du cours Berriat.

Annexe 3.1g. Discours et représentations des acteurs publics et privés de l'intervention urbaine : exemple de questionnaire envoyé à des promoteurs immobiliers (Berriat Saint-Bruno)

Matthieu Giroud- Migrinter-UMR 6588 CNRS-Universités de Poitiers et Bordeaux III

Questionnaire à l'attention de Bernard Teillaud résidences

Bonjour, je vous remercie par avance de consacrer un peu de votre temps à l'ensemble des questions de cette enquête, qui contribue à nourrir un travail de thèse de géographie. Ce doctorat a notamment pour objet d'étude le secteur comprenant les quartiers Europole et Berriat/Saint Bruno à Grenoble.

Q1. Pouvez vous précisez votre fonction ? : Directeur Commercial

Q2. Pouvez vous me décrire brièvement les branches d'activités principales de l'entreprise pour laquelle vous travaillez ? Promotion immobilière de logements collectifs neufs.

Q3. L'investissement de Bernard Teillaud résidences se concentre-il uniquement sur Grenoble et son agglomération, ou bien existe-t-il d'autres lieux d'investissements ? Dans ce cas, quels sont ces lieux ? Si majorité en Isère, Bonpain, Annecy, Annemasse, Pays, Villard de Lans, Vif en Vercors, Bourg, Fontaine, Voiron

Q4. Que pensez vous de la situation grenobloise en matière de marché immobilier (que ce soit au sujet du marché immobilier résidentiel, mais aussi commercial, ou de bureaux) ? Marché immobilier résidentiel dynamique : Offre limitée, forte demande, marché lié au dynamisme économique de l'agglomération.

Q5. Quelles sont les localisations privilégiées pour les investissements de Bernard Teillaud résidences à l'échelle de l'agglomération grenobloise? Pouvez vous décrire ces localisations ?

Il n'y en a pas.
Le marché de l'immobilier est par définition une activité de l'offre et de la demande. Les Prix sur le marché à la situation géographique et la qualité du bien. Elle sont l'un des critères déterminant un prix. Le prix de sortie est donc lui aussi pertinent.

Q6. Pouvez vous brièvement décrire certains projets en cours dans chaque localisation ?
En dehors de Annecy le prix de vente de chacun de ces programmes et leur importance en terme de surface de logements, il n'y a rien de plus pertinent à décrire.

Q7. Que représente le secteur municipal 1 (représenté sur le schéma ci dessous) dans l'investissement global de Bernard Teillaud résidences sur Grenoble?

Aujourd'hui rien ! Pas de projets en cours dans ce secteur.

Q8. Quels sont les principaux critères pris en compte par Bernard Teillaud résidences pour la réalisation de programmes de logements ?
L'adéquation entre le prix de vente estimé par un habitant dans tel secteur et le coût foncier.

Q9. Dans les cinq dernières années qui viennent de s'écouler, quels sont les projets que vous avez achevés dans le secteur municipal 1? Pouvez vous en quelques lignes, dater chaque opération et donner quelques caractéristiques descriptives?

Un programme : Le Nouveau Monde = 50 logements au début de la rue d'Alembert - Programme typiquement urbain, d'aspect et de confort plutôt bourgeois, sans jardin, mais avec des balcons ou terrasses attachés à chaque appartement. Prix il y a quatre ans 12.500 F du m², qui aujourd'hui atteindrait les 19 - 20.000 F du m².

Q10. Avez-vous actuellement des projets en cours de réalisation ou en cours de montage dans ce même secteur ? Pouvez vous décrire brièvement chaque opération ou projet ?

Non !

Q11. Selon vous quelles populations habitent le secteur ? Pensez-vous que ce sont les mêmes populations qui le fréquentent (sans forcément y habiter) ?

S'agissant d'un quartier en rénovation, s'y côtoient, au gré des constructions nouvelles, une population récente relativement aisée et une population ancienne depuis longtemps, plutôt populaire, voire maghrébine vers la place St Bruno.

Q12.Quels qualificatifs utiliseriez vous pour définir le secteur ?

Un quartier qui a une histoire qui mérite de voir ses constructions être renouvelées, qui doit pouvoir être préservé des espaces libres pour rester aéré : un quartier authentique à contrario d'Europole qui n'a pas encore d'âme, tout au moins dans sa fonction résidentielle, un quartier qui souffre de la coupure opérée par la voie ferrée qui ne devrait plus traverser la ville du Nord au Sud.

Q13. Pensez vous que ce secteur a un rôle particulier à jouer à l'échelle de l'agglomération en matière de production de logements ?

Oui. On y trouve beaucoup d'endroits où la vétusté des constructions est immobilisante, et représente un potentiel important de terrains à bâtir pour autant que la collectivité leur attribue une constructibilité suffisante.

Q14. Quels sont les atouts et les contraintes à la promotion et à la construction de logements (mais aussi de bureaux, d'établissements commerciaux) dans ce secteur ?

Pour les atouts, se référer aux réponses ci-dessous, auxquelles on peut rajouter la proximité d'une gare, d'un centre d'affaires

Q15. Si vous avez des commentaires autres à faire, des précisions à apporter, n'hésitez surtout pas à vous exprimer :

Un peu honteux de vous répondre avec autant de retard.
F. STOUFF
Dir. Comm. R.B.T.

Cordialement

Je vous remercie encore grandement d'avoir répondu à ces questions. Je suis à votre entière disposition pour toute information complémentaire, ou pour toute question. Vous pouvez me contacter par téléphone au 06 88 78 82 00 ou bien plutôt par email à l'adresse électronique suivante : mattgiroud@yahoo.fr.

Veuillez me renvoyer ce questionnaire dans l'enveloppe prévue à cet escient et à l'adresse indiquée.

Annexe 3.1h. Discours et représentations des acteurs publics et privés locaux : synopsis des personnes rencontrées à Grenoble et à Lisbonne

Catégories d'acteurs enquêtés	Personnes rencontrées à Grenoble	Personnes rencontrées à Lisbonne
- Responsables politiques locaux (Grenoble, Lisbonne).	- M. Jouve, élue municipale, responsable du secteur 1.	- J. Godinho, président de la *Junta de freguesia* de Alcântara.
- Responsables de projets : responsables municipaux d'opérations de réhabilitation (Grenoble, Lisbonne) ; responsables de bureaux d'étude chargé d'une opération de réhabilitation (Grenoble) ; directeur de secteur d'un office HLM (Grenoble).	- D. Viénot, responsable du Service Patrimoine et réhabilitation urbaine de la Ville de Grenoble ; - P. Hazebroucq, responsable du Pacte de l'Isère. - M. Pyronnet, responsable ACTIS, secteur Berriat/Centre-ville, premier bailleur social de l'agglomération	- C. Bracinha Vieira, architecte pour la CML, Direction de la réhabilitation urbaine ; ancienne chef d'équipe dans le cadre de la réhabilitation du quartier du Castelo ; ancienne chef de coordination de tous les projets effectués dans le cadre des cabinets techniques locaux ; ancienne directrice du service de Direction de la réhabilitation urbaine. - J. Seixas, consultant à la Câmara municipal de Lisbonne, coordinateur des publications sur les évolutions sociale, économiques et urbaine de la CML (CML, 2004a, 2004b).
- Architectes intervenant sur les quartiers d'étude (Grenoble, Lisbonne).	- B. Virot, architecte (Pacte de l'Isère, services municipaux).	- Pedro, architecte libéral. - F. Valsassina et R. Amado, architectes du cabinet Valsassina ; à l'origine du projet *Alcântara Ri*o, et mandaté par la CML pour la conception du projet *Alcântara XXI.*
- Promoteurs immobiliers actifs sur les quartiers d'étude (Grenoble).	- F. Stouff, directeur commercial de Bernard Teillaud Résidence ; - responsable commercial de BNP Paribas.	- M. Ferreira, représentant du promoteur immobilier responsable du projet *Alcântara Rio III*.
- Agents immobiliers et commerciaux de l'immobilier (Grenoble, Lisbonne).	- Emmanuel, agent immobilier, Laforêt immobilier ; - Aurélie, agent immobilier, Immobiler Dechaux.	- Patricia, agent immobilier, *Era immobiliero.*

Autres acteurs locaux rencontrés	
Grenoble/Berriat Saint-Bruno	**Lisbonne/Alcântara**
- G. Robles, directeur du centre social Parmentier ; - M. Diaz, instituteur à l'école Berriat-Anthoard ; - G. Poujoulat, présidente de l'Union de quartier Berriat Saint-Bruno ; - M. Clémencey, membre de l'Union de quartier ; - Christelle, chargée de mission de l'association *Cap Berriat* - A. Chaouitte, directeur d'édition de la revue *Ecarts d'identités.* - C. Jacquier, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, acteur politique local.	- S. Vitorino, journaliste indépendant pour plusieurs journaux quotidiens (*Jornal de Noticias* ; *Correio de amanha*) ; a beaucoup travaillé sur le bidonville de *Casal de Ventoso* ; - Filipa, avocate pour la CML, spécialisée sur les questions d'aménagement urbain ; - Rafaela, enseignante d'histoire dans le collège Don João de Castro d'Alcântara ; - Rita, employée de la *Sociedade Promotora de Educaçao Popular* d'Alcântara. -I. Guerra, professeure de sociologie, ICSTE ; sociologue dans le cadre des cabinets techniques locaux d'accompagnement des projets de réhabilitation.

Annexe 3.1i. Enquête *Pratique et représentations d'Alcântara, vues d'Expo* : exemple de questionnaire

Práticas e percepções espaciais dos utilizadores de Alcântara (populações locais e populações de passagem)

Bom dia, sou estudante de geografia e estou a fazer um trabalho para a universidade sobre Alcântara. Poderia conceder-me 5 minutos para responder a este questionário ?

Q1. Nº enquêteur I 11 I Q2. Nº enquêté I 7 I

Q3. Jour du début de l'enquête 10/07/05

Q4. Heure du début de l'enquête 16h30 Q5. Heure de fin de l'enquête 16h45

Q6. Lieu de l'enquête I Expo - Parque das Nações - Boulevard das Berlengas

Observações sobre a pessoa

Q7. A pessoa estava : (1-parada) → 1-a *descrever a sua actividade* Assis sur un banc : regarde le fleuve et le port Vasco de Gama
2-De passagem → 2-a *direcção da deslocação*

Q8. A pessoa estava : 1-sozinha (2-acompanhada 2-a de I 1 I pessoas — a petite-amie
2-b das quais I ___ I crianças

Queria perguntar-lhe algumas informações sobre si:

Q9. Sexo 1-feminino (2-masculino

Q10. Qual é a sua situação matrimonial ? (1-solteiro/a) 2- união de facto 3-casado/a 4-divorciado/a 5- viúvo/a

Q11. Quantos filhos tem? I 0 I

Q12. Situação profissional?
(1-empregado/a) 2-desempregado/a 3-doméstico/a →Q15 4- reformado/a
5-estudante universitario 6-estudante até ao décimo segundo ano 7-outro (especifique) _____

Q13. Que actividade exerce actualmente/ou qual foi a sua última actividade/emprego?
Psicologue I___I___I

Q14. Qual é o seu local de trabalho ? (indicar, se possível, a morada, o bairro, o concelho)
Lecures (Hospital) I___I___I
I___I___I

Q15. Onde mora ? (morada, bairro, concelho)
Entre campos (Chelsea) I___I___I
I___I___I

Q16. Mora em que tipo de habitação ?
1-uma vivenda
2-uma casa pequenina
(3-um apartamento de duas ou mais assoalhadas)
4-um estúdio
5-um quarto num apartamento ou numa vivenda
6-outro (especifique) _____

Q17. Em que condições ocupou esta casa??
1-como proprietário
(2-como inquilino)
3-como inquilino com um aluguer apoio/social
4-inquilino com um aluguer condicionado
5-inquilino com um aluguer urbano (RAU)
6-habitação gratuita
7-outro (especifique)

Q18. Como vive ?
1-sozinho
(2-com outras pessoas) → pode especifique : a-quem são essas pessoas ?
b-quais são as suas relações com essas pessoas ?
Avec sa soeur.

Esta satisfeito com :

	1	2	3	Por quê?
Q19. a sua habitação			X	
Q20. o bairro onde se situa a sua habitação			X	
Q21. o ambiente deste bairro			X	
Q22. a qualidade dos espaços públicas (ruas, praças, jardins)		X		
Q23. qualidade dos serviços de proximidade (comércio)			X	
Q24. equipamentos (escola, saúde...)			9	
Q25. a localização do bairro onde se situa a sua habitação			X	
Q26. acessibilidade em relação ao resto da cidade a partir do bairro onde mora			X	

1= nenhum/a, 2=mediano/a, 3=muito/a

Queria agora fazer-lhe algumas perguntas sobre a sua presença aqui.

	Q27. Que palavras julga adequadas para descrever :	Q28. Segundo a sua opinião, quem frequenta :	Q29. Quais são as razões que o trouxeram aqui ?	Q30 *cf prop. ci après*
1-este espaço (local do inquérito)	- "beau" - "relaxant"	- "population nouvelle" - "habitants" - "personnes âgées" - Étudiants, lycéens	- promenade avec la petite amie	5

Q31. Conhece o bairro de Alcântara e precisamente o espaço das Docas em Alcântara? (1-sim) 2-não → Q32

	Que palavras julga adequadas para descrever :	Segundo a sua opinião, quem frequenta :	Quais são as razões que o vão ali ?	Q30
2-as docas de Alcântara	- "diversão" - "caro ! muitos dinheiros !"	- "personas com mais dinheiros" - "estrangeiros" (personnes d'autre pays ou venant de l'extérieur de Lisbonne)	Va davantage au Bairro Alto	6
3-o bairro de Alcântara	- "traditionnel" - "muito antigo" - "dégradé"	- "mais idosos, antigos" (personnes âgées)	- "para jantar !" ("de bons restaurants traditionnels")	6

Q30. Quantas vezes passou aqui/ali ao longo deste mês ?
1-muitas vezes por dia, fim-de-semana incluído
2-todos os dias ou quase, fim-de-semana incluído
3-todos os dias ou quase, apenas durante a semana
4-duas ou três vezes por semana
5-uma vez por semana
6-uma a três vezes por mês
7-hoje é a primeira vez

Pode descrever as actividades que exerceu desde manhã, precisando horas e locais dessas actividades, e também os meios de deslocação ? Que actividades e deslocações pensa fazer depois deste questionário ?

Q32. Hora de início da actividade	Q33. Actividade	Q34. Local	Q35. Hora de início da deslocação	Q36. Modo de deslocação
8.00	Préparation à la maison	Entrecampos	8.50	Voiture
9.20	Travail	Loures (Hôpital)	15.30	Voiture
16.00	Promenade	Expo	19.20	Voiture
20.00	Repos / dîner	Domicile Entrecampos	21.30	Voiture
22.00	Sortir	Bairro Alto	2/3 h	Voiture
2/3 h	Retour domicile	Entrecampos		

Si manque de place, prendre un autre questionnaire et noter le même numéro d'enquêté.

Comentario/observações complementares

Q37. O questionário terminou, agradeço-lhe muito a sua participação. Tem coisas a acrescentar em relaçao àquilo que foi dito ao longo do questionário?

Q38. Commentaires de l'enquêteur sur le déroulement de l'enquête :

Annexe 3.1j. Enquête Pratiques et représentations de Berriat Saint-Bruno des voyageurs de la ligne Eurolines Casablanca-Grenoble

Matthieu Giroud- Université de Poitiers- Migrinter

Enquête auprès des voyageurs de la ligne Eurolines Casablanca-Grenoble

Q1. Enquêté N° I 1 I **Q2. Jour et heure de l'enquête** I 15/03 I I

Bonjour, je suis étudiant en géographie et j'effectue un travail pour l'université, concernant la ville de Grenoble. Pourriez- vous me consacrer 5 minutes pour répondre à ce questionnaire ?

A- Conditions du voyage

Q3. Vous descendez à quel arrêt ?

(1)-Grenoble 2-Chambéry ➔ *B-D-E-F-G* 3-Annecy ➔ *B-D-E-F-G*

Q4. Voyagez-vous seul(e) ou accompagné(e) ?

(1)-seul(e) ➔ *Q5* 2-accompagné(e) ➔ dans ce cas **qui vous accompagne ?**

- ☐ Conjoint _____ I____I
- ☐ Enfant(s) _____ I____I____I____I____I____I
- ☐ Parent(s) _____ I____I____I____I____I____I
- ☐ Ami(s) _____ I____I____I____I____I____I

B- Expérience antérieure de Grenoble et projets

Q5. Etes vous déjà allé à Grenoble ? → "j'y habite" !

(1)-Oui

Combien de fois ? I_____I

Vous souvenez vous des dates de ces séjours ? I_____I_____I_____I

Cela fait combien de temps, en tout ? I 7ans I → avant, je vivais à Lyon, je venais les weeks

2-Non ➔ *fin de l'enquête si l'enquêté descend à Chambéry ou Annecy*
➔ *Q6 si l'enquêté descend à Grenoble*

Q6. Dans les douze derniers mois qui viennent de passer, dans quelle(s) ville(s)/village(s) avez-vous habitez ?

Mois	Mars 2004	Avril 2004	Mai 2004	Juin 2004	Juil. 2004	Août 2004	Sept. 2004	Oct. 2004	Nov. 2004	Déc. 2004	Jan. 2005	Fév. 2005	Mars 2005
Logements					L	1					L	2	

Indications sur la localisation de L1	Bajatière - Appartement loué = Actis ; à côté de Teisseire ; standing moyen.
Indications sur la localisation de L2	Casablanca ; dans la maison de la famille.
Indications sur la localisation de L3	
Indications sur la localisation de L4	

Q7. Combien de temps pensez-vous rester à Grenoble ?

1-Je ne pense pas m'arrêter
Dans ce cas, quelle est votre destination ? I_____I

2-Moins d'une semaine
3-Entre une semaine et un mois
4-Entre un mois et trois mois
(5)-Plus longtemps
Dans ce cas, combien de temps ? I 9 I — cela dépendra du travail.

6-Je ne sais pas

Q8. Qu'allez vous faire à Grenoble/Annecy/Chambéry (*selon la destination de l'enquêté*) ?

"Je rentre à la maison et continuer ma maîtrise de droit

Pour ceux qui descendent à l'arrêt de Grenoble ➔ C
Pour ceux qui descendent à Chambéry ou Annecy ➔ D

C- L'arrivée à Grenoble

Q9. A votre arrivée à la gare routière de Grenoble, êtes vous attendu par quelqu'un ?

(1)-oui ➔ Dans ce cas, qui vient vous attendre ? I Frère / cousine / on habite ensemble.
2-non

Q10. A votre arrivée à la gare routière de Grenoble, où allez vous aller ?

Bajatière.

Q11. Où allez vous dormir ce soir ?

(1)-Dans mon appartement
2-A l'hôtel
3-Chez un ami
4-Chez un membre de ma famille
5-Autres (précisez) _____

Q11. C'est où, dans Grenoble ? (à proximité de quels grands équipements de la ville ?)

D- Pratiques et connaissance de Grenoble

Q13. Quels sont les quartiers de Grenoble que vous connaissez, et comment les avez-vous connus ?

Quartiers/Lieux	Modes de connaissance	
	Pratique directe	Connaissance indirecte
Bajatière	X - j'y habite	
Teisseire	X - c'est juste à côté de Bajatière.	
Village Olympique	X - j'y ai habité.	
Villeneuve		X - J'en entend parler ; je connais
Rabot		X mais je n'y vais pas souvent.
le Carte-Ville	X. C'est à 5 min en bus !	

Q14. Quels sont les deux quartiers que vous préférez, et pourquoi ?

Quartiers	Explications
Bajatière	J'y vis ; je m'y sens bien. Le cadre est agréable : le bâtiment du haut, l'août est fleuri ; les commerces (boulangerie, tabac, Attac) ; bus de bus + près centre pour les jeunes
V.O	J'ai habité. cadre plus agréable, les petits bâtiments de 3 étages, avec des commerces en face ... mais je connais un grand monde là-bas ...

E- Pratiques et connaissance de Berriat/St-Bruno

Si Berriat/St Bruno est cité en Q13 ou Q14 ➔ Q16
Si Berriat/St Bruno n'a pas été cité ➔ Q15

Réaction :
" Je connais très bien !! "
" pour moi c'est dans le carte-ville "

Q15. Connaissez vous le quartier Berriat/St-Bruno ?

1-oui 2-non ➔ *Q23.*

Q16. Avez-vous déjà été dans le quartier ?

1-oui 2-non

Q16a. Si oui, vous y êtes allé ?

1-plusieurs fois par jour, y compris le week end
2-tous les jours ou presque, y compris le week-end
3-tous les jours ou presque, seulement en semaine
4-deux ou trois fois par semaine
5-une fois par semaine → le WE.
6-une à trois fois dans le mois
7-moins que cela

Q16b. Si non, comment le connaissez vous ?

Q17. Pourriez vous le délimiter et localiser dans Grenoble, par rapport à des éléments importants de la ville ?

Le marché fait le quartier. Avec le tramway on y va rapidement ; à l'intérieur des rues, c'est sans intérêt.

Q18. Quels adjectifs donneriez-vous pour qualifier ce lieu ? (3 maximum)

Adjectif n°1 bien localisé
Adjectif n°2 jeune (il y a ++ pour les étudiants)
Adjectif n°3 calme

Q19. Pour vous, qui habite dans le quartier ?

- des étudiants, majoritairement.
- c'est populaire mais de ☺ en ☺, comme à Marseille ou Paris ce qui fait le charme du quartier - c'est le mélange des populations
- il y a un resto chinois, des épiceries arabes ...). Mais il y a le danger de expulsions en périphérie ...

Q20. Pour vous qui fréquente ce quartier sans y habiter?

- les clients du marché - le marché, c'est l'intérêt du quartier.
- il y a le mélange d'avis et de neuf ...

Q21. Pensez vous aller dans ce quartier (pendant votre séjour à Grenoble) ?

1-oui, plusieurs fois par jour, y compris le week end
2-oui, tous les jours ou presque, y compris le week-end
3-oui, tous les jours ou presque, seulement en semaine
4-oui, deux ou trois fois par semaine
5-oui, une fois par semaine → le WE.
6-oui, une à trois fois dans le mois
7-oui, une fois dans le séjour
8-non ➔ *Q23*

Q22. Pour quelles raisons ?

- le marché.
- les amis étudiants y ont habité.

F- Déterminants socio-démographiques

Q23.Sexe 1-F (2-M) **Q24. Age** I 28 I

Q25. Etes vous ?

(1-Etudiant) (master droit)
2- Au foyer
3-Au chômage ➔ Quelle a été votre activité principale ?

4-Actif à plein temps ➔ Quelles sont vos activités en ce moment ?

5-Actif à temps partiel ➔ Quelles sont vos activités en ce moment ?

6-Retraité ➔ Quelle a été votre activité principale ?

7-Aucun ou autre (précisez)

G- Commentaires/Observations/compléments

Q26. Le questionnaire est terminé, je vous remercie beaucoup de votre participation. Avez-vous des choses à ajouter par rapport à ce qui a été dit lors de ce questionnaire ?

Je pense pas y vivre - Je suis de (2 ans) étudiant. J'ai pas besoin de voiture - Je veux rester à Bajatière car le loyer est accessible - A Beirut, ça monte car ça service...

Q27. Commentaires de l'enquêteur sur le déroulement de l'enquête :

- À la sortie du S.., est relativement chargé. Ne propose de traduire les questions si je vois que les personnes du S.. sont retraités et ne parlent pas bien français.
- Vue le temps resté au marché → étud = place secondaire dans la vie de l'individu.

Annexe 4.1.

Légende des figures représentant les parcours individuels et la trajectoire d'Alcântara

Trajectoire du quartier

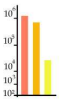
LEGENDE DE LA CHRONOLOGIE

(1) Position d'Alcântara dans l'espace urbain lisboète (1910-1960-1990)

- *Freguesia* d'Alcântara
- Espace urbanisé
- Pont du 25 avril

(2) Caractéristiques socio-démographiques d'Alcântara

Evolution du nombre d'habitants, par année de recensement (1930, 1950, 1970, 1980, 1991, 2001)



- Population de l'aire métropolitaine de Lisbonne
- Population du *concelho* de Lisbonne
- Population de la *freguesia* d'Alcântara

Taux d'ouvriers dans la population active (1911, 1960, 1991, 2001)

- 43% à Alcântara/38% à Lisbonne
- 36% à Alcântara/30% à Lisbonne
- 18% à Alcântara/19% à Lisbonne
- 14% à Alcântara/16% à Lisbonne

(3) Evénements historiques marquants, éléments du contexte politico-économique portugais, mesures nationales et municipales en matière de marché du logement, fiscalité, et prêts immobiliers

(4) Discours officiels sur Alcântara

- 1910-1930 Un espace périphérique : faubourg ouvrier, bastion républicain, fleuron industriel.
- 1930-1974 Un quartier populaire intermédiaire : espace péricentral, assurant le lien entre les quartiers centraux traditionnels et ceux récents de l'expansion urbaine, fleuron industriel polarisant.
- 1974-1993 Absence de production d'une image officielle dominante.
- 1993-2005 Un quartier stratégique de Lisbonne : quartier populaire dégradé, potentiel de renouvellement urbain, ressources foncières et immobilières, entrée de ville à valoriser, symbole de Lisbonne en tant que mélange de modernité contemporaine et de passé industriel.

(5) Politiques publiques et opérations urbaines

- 1910-1936 Absence d'intervention et de politique municipales cohérentes.
- 1936-1974 L'action municipale et étatique sous l'*Estado Novo* : affaiblir le potentiel contestataire d'un quartier ouvrier. Constructions d'espaces résidentiels pour fonctionnaires et employés du régime, production de logements pour catégories sociales intermédiaires et supérieures, aménagement et tracés des principales avenues, construction du pont Salazar et des voies d'accès, division du périmètre de la *freguesia* d'Alcantara.
- 1974-1986 Absence d'interventions publiques ou privées marquantes.
- 1986-1994 Interventions en matière d'infrastructures de transport et de réseaux de communications à l'échelle de l'agglomération : opérations influant sur l'accessibilité du quartier. Amélioration de la traversée du Tage, aménagements de périphériques et de liaisons avec les autoroutes.
- 1994-1999 Reconquérir Alcântara : une politique municipale de programmation d'opérations de renouvellement urbain et de négociation avec les promoteurs privés : projet de résorption de bidonville et de construction d'immeubles de relogement ; opération de rénovation de friches industrielles et de création d'une zone mixte activités tertiaires - habitat de standing ; projet de production d'espaces résidentiels fermés et sécurisés ; aménagements d'un espace ludique en bordure du Tage, d'équipements et de zones d'activités et de services ; amélioration du lien avec les quartiers centraux traditionnels.
- 1999-2005 Période de réalisation des projets et de programmation d'une nouvelle génération d'opérations : opérations de rénovation de friches industrielles, de production d'espaces résidentiels de standing et d'activités tertiaires ; aménagement d'une plate-forme multimodale ; faire d'Alcântara une nouvelle centralité dans la ville permettant le rééquilibrage de la structure urbaine.

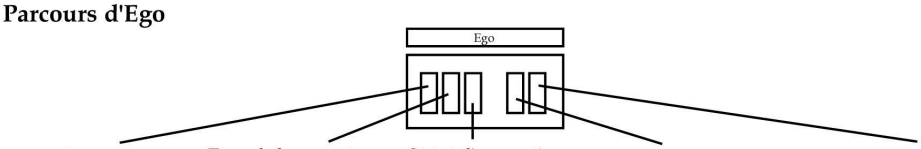
(6) Volumes de bâtiments construits par an et par période (1919-1945, 1946-1960, 1961-1980, 1981-1990, 1991-2001)

Localisation résidentielle d'Ego (numérotation permettant d'identifier Ego) :

- Quand Ego est une femme.
- Quand Ego est un homme.

Cartes réalisées avec Philcarto.

Parcours d'Ego



Lieu de résidence

- Alcântara
- *Concelho* Lisbonne
- Aire Métropolitaine de Lisbonne (AML)
- Autres localités hors AML
- Itinérance au Portugal
- Etranger

Type de logement occupé

- Chambre dans appartement
- Studio
- Appartement de plus de deux pièces
- Villa ou maison
- Petite maison
- Baraque

Statut d'occupation du logement

- Hébergé gratuitement chez parents d'ego, avant décohabitation
- Hébergé gratuitement après décohabitation
- Hébergé gratuitement (par employeur; squat; monastère, etc.)
- Locataire social
- Locataire
- Propriétaire

Situation familiale

- Célibataire
- Marié ou couple de fait
- Divorcé/séparé
- Veuf

Situation socio-professionnelle

Type d'activité

- Elève, étudiant
- Sans emploi
- Retraité
- Au foyer

Actifs

- Ouvriers
- Employés
- Agriculteurs, ouvriers agricoles
- Artisans, commerçants
- Professions intermédiaires
- Cadres, professions intellectuelles supérieures, chefs d'entreprise

Evénements marquants de la vie de l'individu

- × Divorce des parents d'Ego
- — Naissance d'un enfant d'Ego
- † Décès du père ou de la mère d'Ego

Conception et réalisation : M. Giroud et F. Bahoken.

Annexe 5.1.

La structure des ménages : analyse des données effectuées par I. Bouhet André-Poyaux (2005)

Le texte qui suit provient intégralement du mémoire d'I. Bouhet André-Poyaux (2005 : 37-46).

Pour analyser la structure des ménages occupant les logements anciens du quartier Berriat, ont été retenues des caractéristiques socio-démographiqes et socio-économiques, tels que l'âge et la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, la tranche de revenu du ménage, le statut d'occupation, la période d'ancienneté dans le logement et la composition du ménage. D'un point de vue pratique, ces variables, à l'exception de la tranche de revenu, présentent l'avantage d'être des données factuelles, faciles à recueillir. Il est important de tenir compte de ces contraintes surtout lorsque l'on envisage de mesurer à une échelle de temps différente et par le biais de nouvelles sources de données les transformations d'une population (Dureau, Piron, Mullon, 2004).

Les principales caractéristiques démographiques et économiques des ménages

Les tris à plat des variables citées ci-dessus permettent de donner les principales caractéristiques des ménages enquêtés. Plus des 2/3 des ménages sont locataires de leur logement. Ils sont un peu moins de la moitié à y être installés depuis moins de 2 ans (49%). A l'opposé, deux ménages sur 10 résident dans leur logement depuis plus de 10 ans. Les logements sont occupés pour plus de la moitié par une personne seule. Les couples sans enfants représentent 18% de la population interrogée et les familles avec enfants 17%.

7 chefs de ménages sur 10 ont moins de 39 ans. La part des actifs d'âges mûrs représente près 19% de l'échantillon. La catégorie socioprofessionnelle inclut les inactifs (étudiants et retraités) et les actifs. Les étudiants forment un groupe relativement important (31%). La part des retraités est quant à elle de 14%. 2 chefs de ménages sur 10 occupent un poste d'employé, les chefs de ménages ouvriers sont minoritaires (5%), moins d'un chef de ménage sur 10 occupe un poste de cadre supérieur. Enfin le tiers des ménages interrogés vit avec moins 5 000 francs par mois. A l'inverse, 11% des ménages ont des revenus supérieurs à 15 000 francs.

Répartition des ménages par indicateurs démographiques et socio-économiques

	Pourcentage
Effectifs	1620
Statut d'occupation	
Propriétaire occupant	29
Locataire	63
Location meublée	4
Logé gratuit	3
Autre cas : précisez	1
Total	100
Type de ménage	
Personne seule	53
Couple sans enfant	18
Famille monoparentale	4
Famille avec enfants	13
Cohabitation	11
Total	100
Ancienneté dans le logement	
moins de 2 ans	49
entre 2 et 4 ans	18
entre 4 et 10 ans	11
plus de 10 ans	22
Total	100
Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage	
Ouvrier	5
Employé	20
Professions intermédiaires	11

Cadre supérieur	7
Artisan /Commerçant /Chef d'entreprise /Profession libérale	4
Recherche d'emploi	6
Retraité	14
Etudiant	31
Autre sans activité	2
Total	100
Age du chef de ménage	
de 18 à 24 ans	33
de 25 à 39 ans	36
de 40 à 49 ans	11
de 50 à 64 ans	8
de 65 ans à 74 ans	5
75 ans et plus	7
Total	100
Tranche de revenu du ménage	
Base (1405 ménages)	
Moins de 2 500 Frs	13
Entre 2 500 et - 3600 Frs	13
Entre 3 600 et - 5 000 Frs	13
Entre 5 000 et - 7 500 Frs	19
Entre 7 500 et - 10 000 Frs	17
Entre 10 000 et - 15 000 Frs	15
Entre 15 000 et - 20 000 Frs	6
Plus de 20 000 Frs	5
Total	100

Source : Pact de l'Isère, enquête de cadrage de l'Opah Berriat, 2000

La description de ces variables, une à une, ne permet pas d'établir des profils de ménages. C'est donc par une analyse des correspondances multiples et une classification que nous allons tenter de décrire la composition sociale de la population occupant les logements du parc ancien du quartier Berriat.

Des ménages structurés autour du cycle de vie et de ses mobilités résidentielles

La figure ci-dessous présente l'histogramme des 30 premières valeurs propres. Celui-ci montre un décrochage entre la deuxième et la troisième valeur propre. Nous nous intéresserons donc à l'analyse des deux premiers facteurs qui cumulent 20% de l'information (12% pour le premier axe et 8% pour le deuxième). D'un point de vue pratique, le premier plan factoriel met en évidence une différenciation bien nette entre les ménages, tandis que les axes suivants font apparaître des différenciations secondaires.

Histogramme des valeurs propres de l'analyse des correspondantes multiples

NUMERO	VALEUR PROPRE	POURCENTAGE	POURCENTAGE CUMULE	
1	0.5657	11.31	11.31	**********
2	0.3977	7.95	19.27	*******
3	0.2600	5.20	24.47	*****
4	0.2177	4.35	28.82	****
5	0.2085	4.17	32.99	****
6	0.2003	4.01	37.00	****
7	0.1870	3.74	40.74	****
8	0.1840	3.68	44.42	****
9	0.1778	3.56	47.97	****
10	0.1768	3.54	51.51	****
11	0.1727	3.45	54.96	****
12	0.1717	3.43	58.40	****
13	0.1669	3.34	61.74	****
14	0.1645	3.29	65.03	****
15	0.1626	3.25	68.28	****
16	0.1587	3.17	71.45	****
17	0.1533	3.07	74.52	****
18	0.1510	3.02	77.54	****
19	0.1458	2.92	80.46	****
20	0.1413	2.83	83.28	****
21	0.1378	2.76	86.04	****
22	0.1319	2.64	88.67	****
23	0.1217	2.43	91.11	****
24	0.1128	2.26	93.37	****
25	0.0908	1.82	95.18	***
26	0.0837	1.67	96.85	***
27	0.0587	1.17	98.03	**
28	0.0437	0.87	98.90	**
29	0.0396	0.79	99.70	**
30	0.0152	0.30	100.00	*

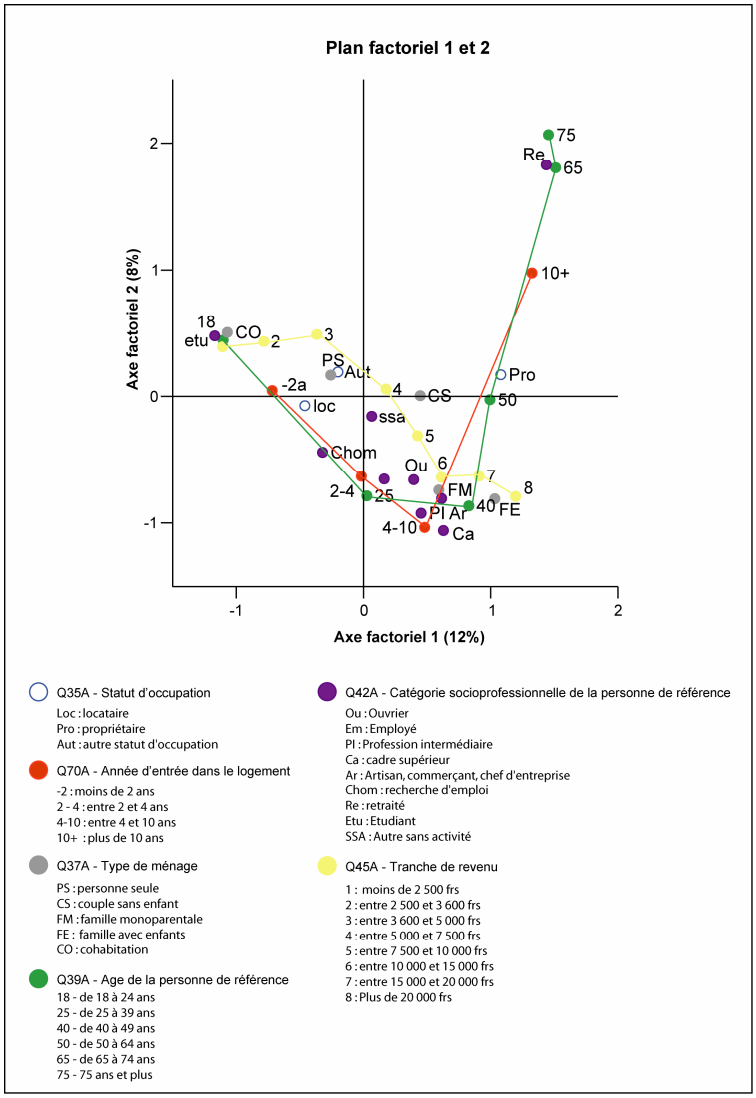
Il convient maintenant d'analyser cette différenciation. L'ensemble des variables contribue à la formation du premier axe, avec toutefois une contribution plus forte de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle. Au sein de ces différentes variables, ce sont les modalités 18-24 ans, étudiant, installé depuis plus de 10 ans dans le logement et propriétaire qui contribuent le plus à la formation de cet axe. Ce premier axe oppose les étudiants et les moins de 24 ans aux propriétaires et à ceux qui sont installés depuis plus de 10 ans dans leur logement.

Le deuxième axe est déterminé par les variables âge et catégorie socioprofessionnelle et plus particulièrement par les modalités retraités, 25-39 ans , 65 ans et plus, ouvriers et employés. Il oppose les actifs aux inactifs.

L'analyse du premier plan factoriel permet de mettre en évidence la courbe du cycle de vie et les changements résidentiels qui y sont associés. Ainsi les jeunes étudiants vivant seuls ou en colocation changent régulièrement d'appartement. Les jeunes actifs ayant entre 25 et 40 ans vivent entre 2 et 4 ans dans leur logement, pour en changer. Il convient de signaler que c'est très souvent l'arrivée d'enfants dans un couple qui détermine un changement de résidence. Ensuite, on arrive sur des familles dont la personne de référence a plus de 40 ans et qui s'installent plus durablement dans leur logement. Enfin, en bout de cycle, on retrouve les retraités, âgés de plus de 65 ans qui résident dans leur logement depuis plus de 10 ans.

L'analyse des correspondances multiples a permis de structurer les données. Cependant, lorsque l'on s'intéresse au nuage des individus statistiques sur ce plan factoriel, on s'aperçoit que les limites demeurent floues. Pour en déterminer les contours, nous allons mener une classification ascendante hiérarchique sur le sous espace défini par l'analyse des correspondances multiples. Rappelons que cette méthode permet de regrouper en classe des individus qui se ressemblent.

Plan factoriel (1 et 2) de la structure des ménages du parc de logements enquêtés



Vers une typologie des ménages du parc ancien du quartier Berriat

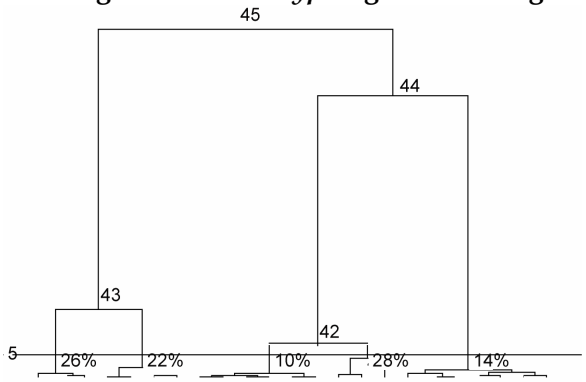
A partir des résultats obtenus sur le premier plan factoriel, nous avons tenté de regrouper les ménages qui se ressemblaient. 5 classes ont été retenues. L'histogramme des indices de niveaux présenté ci-dessous permet de rendre compte des différentes valeurs. Les deux derniers niveaux (n° 45 et 44) représentent respectivement 41% et 33% de l'inertie totale.

Histogramme des indices de niveau de la classification des ménages

```
NUM. AINE  BENJ   EFF.    POIDS    INDICE   HISTOGRAMME DES INDICES DE NIVEAU
  24    21    20     2     7.00   0.00006   *
  25     7    22     2   135.00   0.00014   *
  26    15    19     2    26.00   0.00019   *
  27    18    23     2    12.00   0.00024   *
  28     6    16     2   151.00   0.00037   *
  29     8    17     2    86.00   0.00055   *
  30    27    24     4    19.00   0.00065   *
  31    12     5     2   187.00   0.00073   *
  32     4    11     2   212.00   0.00078   *
  33    10    13     2    88.00   0.00133   *
  34     9     2     2   261.00   0.00177   *
  35    26    14     3    53.00   0.00291   *
  36    25    30     6   154.00   0.00364   *
  37    31     1     3   422.00   0.00421   *
  38    33    29     4   174.00   0.00517   *
  39    38    35     7   227.00   0.00682   **
  40    32    28     4   363.00   0.01012   **
  41     3    34     3   454.00   0.02191   *****
  42    41    36     9   608.00   0.03618   *******
  43    40    37     7   785.00   0.07935   ****************
  44    39    42    16   835.00   0.33460   ********************************************************************
  45    44    43    23  1620.00   0.41436   ****************************************************************************************
SOMME DES INDICES DE NIVEAU =    0.92606
```

On peut donc en déduire qu'il existe trois classes bien distinctes qui permettent de structurer les ménages occupant le parc de logement ancien privé du quartier Berriat selon la courbe du cycle de vie et de ses changement résidentiels. Une coupure au niveau du 4e nœud permet d'obtenir une partition plus fine en cinq classes. Au delà de 4e nœud, la précision apportée devient de plus en plus faible. Le dendogramme permet de visualiser la classification en 5 classes que nous avons retenu.

Dendogramme de la typologie des ménages



Pour identifier ces différentes classes nous nous sommes intéressées aux modalités qui contribuent le plus à les différencier. Ces informations sont contenues dans le tableau suivant.

Liste des modalités contribuant le plus à la différenciation des classes de ménages

Nom de la classe	Modalités contribuant par ordre décroissant à la formation de la classe
Classe 1	Etudiant 18-24 ans revenu inférieur à 2500 francs locataire colocataire revenu entre 2500 et 3600 francs.
Classe 2	25-39ans locataire chômeur employés revenu compris 5 000 et - 7 500 Frs personne seule
Classe 3	Plus de 10 ans d'ancienneté dans le logement 50-64ans

	40-50 ans propriétaire famille revenu de plus de 20 000 Frs
Classe 4	25-40 ans 4 à 10 ans d'ancienneté dans le logement famille profession intermédiaire revenu compris entre 10 000 et - 15 000 Frs 2 à 4 ans d'ancienneté dans le logement cadre revenu compris entre 15 000 et - 20 000 Frs
Classe 5	Retraité Plus de 10 ans d'ancienneté dans le logement 75 ans et plus 65-74 ans propriétaire

Caractéristiques des 5 types de ménages retenus

	Retraités Classe 5	actif d'âge mûr classe 3	Jeune famille aisée Classe 4	Jeune locataire actif fragilisés classe 2	Etudiant Classe 1	TOTAL
effectif	221	146	332	431	488	1618
Propriétaire	71,0%	72,6%	45,5%	8,8%	3,7%	29,0%
Locataire	26,2%	20,5%	51,8%	88,6%	90,8%	67,1%
Autre statut d'occupation	2,7%	6,8%	2,7%	2,6%	5,5%	3,9%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Ouvriers		12,4%	9,4%	6,8%	,4%	5,0%
Employés		31,0%	29,4%	37,6%	2,5%	19,6%
Professions intermédiaires		21,4%	29,4%	12,6%	,2%	11,4%
Cadres		11,7%	18,5%	6,3%		6,5%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	,9%	8,3%	10,0%	4,0%		4,0%
Demandeur d'emploi		4,1%	2,4%	18,0%	1,9%	6,2%
Retraités	98,6%	6,2%			,6%	14,3%
Etudiants				9,6%	93,4%	30,7%
Sans activité	,5%	4,8%	,9%	5,1%	1,0%	2,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
1 personne	51,1%	33,1%	27,7%	67,4%	64,9%	53,2%
2 personnes	43,0%	29,0%	32,5%	28,4%	31,6%	32,3%
3 personnes	4,1%	20,0%	21,1%	2,8%	2,5%	8,2%
4 personnes	1,8%	13,8%	14,5%	,9%	1,0%	5,0%
5 personnes		2,8%	3,6%	,5%		1,1%
6 personnes		1,4%	,6%			,2%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Personne seule	51,6%	33,3%	27,3%	67,1%	64,9%	53,1%
Couple sans enfant	30,6%	18,1%	25,2%	19,5%	7,6%	18,5%
Famille monoparentale	2,7%	9,0%	9,1%	4,2%	,2%	4,2%
Famille	11,4%	38,2%	38,5%	2,1%		13,4%
Cohabitation	3,7%	1,4%		7,2%	27,2%	10,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
De 18 à 24 ans			1,2%	17,6%	92,7%	32,9%
De 25 à 39 ans		9,7%	66,6%	73,2%	7,1%	36,2%

De 40 à 49 ans		46,2%	24,9%	5,4%		10,8%
De 50 à 64 ans	9,6%	44,1%	7,3%	3,8%	,2%	7,9%
De 65 à 74 ans	37,6%					5,1%
75 ans et plus	52,8%					7,2%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Moins de 2 500 francs	1,6%	,8%	,7%	7,6%	37,4%	12,9%
2500 - 3600 francs	8,2%	2,3%		11,1%	30,4%	12,8%
3600 - 5000 francs	18,0%	4,5%	,7%	14,7%	20,4%	12,7%
5000 - 7500 francs	26,8%	16,5%	9,8%	32,9%	7,5%	18,5%
7500 - 10000 francs	18,6%	28,6%	22,5%	20,5%	2,8%	16,6%
10000 - 15000 francs	14,2%	22,6%	36,6%	10,6%	1,5%	15,4%
15000 - 20000 francs	8,2%	9,0%	16,7%	2,5%		6,3%
Plus de 20000 francs	4,4%	15,8%	13,1%			4,9%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Moins de 2 ans	1,8%	3,4%	22,7%	62,9%	89,1%	48,9%
Entre 2 et 4 ans	3,2%	2,1%	36,4%	24,5%	9,7%	17,5%
Entre 4 et 10 ans	2,3%	3,4%	39,4%	9,1%	1,2%	11,5%
Plus de 10 ans	92,7%	91,0%	1,5%	3,5%		22,1%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Pour décrire ces types de ménages, nous nous sommes intéressées aux caractéristiques les plus saillantes de chaque indicateur, ce qui conduit à décrire un profil moyen de classe. Pour faciliter la lecture, nous avons choisi de présenter les parts des modalités de la classe concernée et de celle de l'ensemble de la population sous la description.

La classe 1, composée de 29% de ménages, est constituée d'étudiants ayant moins de 24 ans, locataires depuis moins de deux ans de leur logement et habitant seuls ou en colocation. Ce groupe se caractérise par un revenu mensuel assez faible. Plus du tiers vit avec moins de 2500 francs par mois. Cette classe correspondra au type « étudiant » (étudiant 93% contre 30%, 18-24 ans 93% contre 33%, -2 ans 89% contre 49%, revenu inférieur à 2500 francs 37% contre 13%, locataire 91% contre 67%, colocataire 28% contre 11%, revenu entre 2500 et 3600 francs 30% contre 13%).

La classe 2 (26%) rassemble des jeunes chefs de ménage fragilisés vivant seul et appartenant aux classes sociales populaires avec des revenus compris le plus souvent entre 5000 et 7500 francs. Plus de 18% d'entre eux sont demandeurs d'emploi, 37% sont employés, 12, 6% ont une profession intermédiaire et 7% sont ouvriers. Majoritairement locataires, ils sont installés dans leur logement depuis moins de deux ans. Ce second type correspondra aux ménages composés de « jeunes locataires actifs fragilisés et mobiles » (25-39ans 73% contre 36%, locataire 89% contre 67%, chômeur 18% contre 6%, employés 38% contre 20%, revenu compris 5 000 et - 7 500 Frs 33% contre 18%, personne seule 67% contre 53%)

La classe 3 (9%) regroupe des familles propriétaires installées depuis plus de 10 ans dans leur logement. Le chef de ménage actif, ayant entre 40 et 60 ans occupe souvent un poste d'ouvrier (12,1%), d'employé (29,9%) ou relevant de professions intermédiaires (21,7%). Il peut cependant aussi être parfois cadre (13,4%). La moitié de ces familles touche un revenu mensuel supérieur à 10 000 francs (17% ont un revenu de plus de 20000 francs). Nous qualifierons cette classe comme relevant des « ménages stables d'âges mûrs » (Plus de 10 ans d'ancienneté dans le logement 91% contre 22%, 50-64ans 44% contre 8%, 40-49 ans 46% contre 11%, propriétaire 73% contre 29%, famille 38% contre 13%, revenu de plus de 20 000 Frs 16% contre 5%).

La classe 4 (21%) est identifiée par des familles de jeunes actifs appartenant aux classes sociales relativement aisées ayant pour plus de 60% d'entre elles des revenus supérieurs à 10 000 francs par mois et pour 28% plus de 15000 Francs par mois. Ces chefs de ménages occupent un poste de cadre (18,6%), ont une profession intermédiaire (27,8%) ou sont employés (31%). Un peu plus souvent locataires que propriétaires, leurs durées de résidence dans le logement s'échelonnent ente 2 et 10 ans. Nous qualifierons ce type « jeunes ménages relativement aisées et stables » (25-40 ans 67% contre 36%, 4 à 10 ans d'ancienneté dans le logement 39% contre 11%, famille 39% contre 13%, profession intermédiaire 29% contre 11%, revenu compris entre 10 000 et - 15 000 Frs 37% contre 15%, 2 à 4 ans d'ancienneté dans le logement 36% contre 17%, cadre 10% contre 4%, revenu compris entre 15 000 et – 20 000 Frs 17% contre 6%).

Enfin la classe 5 (14%) est composée de retraités âgés pour 52% d'entre eux de plus de 75 ans, propriétaires et habitant dans leur logement depuis plus de 10 ans. Nous identifierons cette classe comme relevant du type « retraités » (retraité 71% contre 29%, Plus de 10 ans d'ancienneté dans le logement 93% contre 22%, 75 ans et plus 53% contre 7%, 65-74 ans 38% contre 5%, propriétaire 71% contre 29%).

Annexe 9.1.

Thèmes constitutifs des représentations du quartier d'Alcântara et termes correspondants (2005)

Références des enquêtes	Nombre d'individus	Non réponses
Enquête 1 : *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*	48	1
Enquête 2 : *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café*	19	0
Enquête 3 : *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*	40	12
Enquête 4 : *Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo*	20	8

Catégories descriptives et termes correspondants		Enquête 1	Enquête 2	Enquête 3	Enquête 4
		Nombre de termes collectés pour chaque catégorie			
Structures du lieu	**Ancienneté du quartier** *-vieux* *-quartier typique de Lisbonne* *-traditionnel* *-un quartier ancien* *-rustique* *-un vieux quartier avec de l'âge, de l'histoire* *-quartier historique de Lisbonne* *-traditions* *-un quartier typique* *-ancien* *-une zone plus vieille, ancienne* *-traditionnel* *-un vieux quartier* *-un quartier typique de Lisbonne* *-un quartier dégradé* *-un quartier déjà très ancien, de la vieille ville, typique* *-traditionnel, très ancien, dégradé* *-un quartier typique, ancien* *-un quartier traditionnel de Lisbonne* *-un quartier comme d'autres quartiers anciens de Lisbonne*	14	7	6	6
	Présence d'activités industrielles et portuaires *-un quartier du charbon* *-un quartier avant tout industriel et avec des constructions navales, des fabriques de conserves* *-quartier industriel* *-industries* *-beaucoup d'industries, de fabriques (conserves, construction navale sur les docas). Il y a 50 ans, on construisait des bateaux, on transportait du sel, du vin.* *-de grandes usines Avenue de Ceuta (fabrication de savons, la CUF); l'usine Regina, de chocolat; la station de Carris, usines de paraffines*	7	0	0	0
	Transformations et synthèse (ancienneté/modernité) *-du vieux et du neuf* *-vieux et nouveau* *-des nouveaux immeubles* *-un mélange de quartiers ; c'est l'avenir de la ville (Alcântara XXI, Alcântara Mar)* *-du vieux amélioré* *-un Alcântara ancien, en ruine; des immeubles nouveaux, des maisons neuves* *-perte d'identité, tradition perdue* *-in, « banché », à la mode, de plus en plus de yuppies* *-synthèse; transformation, urbaine et sociale; exemple: il y a différents modèles ici, on utilise différentes solutions pour améliorer les conditions de*	10	3	5	3

	vie, on gère la modernité et les structures typiques. En utilisant des caractéristiques anciennes comme les usines ont n'efface pas la mémoire, on garde les références, on ne nie pas l'origine : au Portugal, c'est très rare ! Ici, c'est unique, c'est exemplaire. *-beaucoup de potentiel* *-il y a une partie traditionnelle, avec des commerces; il y a de plus en plus d'habitations neuves, modernes. C'est un mélange!* *-ancien mais en train de changer ; création de nouveaux espaces* *-une aire qui change ; c'est un moment difficile pour le quartier car les plans des architectes montrent qu'ils pensent plus à leur ego qu'au quartier lui-même* *-un vieux quartier avec de plus en plus de modernisation* *-vieux et moderne, calme et agité, les opposés* *-en évolution ; développement moderne* *-c'est un vieux quartier en restauration* *-il y a de plus en plus de choses nouvelles* *-beaucoup de chantiers* *-Alcântara est en train de changer, d'une zone portuaire en une zone de loisirs...* *-c'est bien, il y a des sites pires que ça! C'est mieux maintenant, il y a plus de police, car plus de bars*				
	Fonctionnalité, accessibilité *-un passage* *-fonctionnel* *-il y a le choix, il y a tout ici* *-pratique de vivre ici ; tout est proche d'ici* *-localisation (facile pour entrer et sortir)* *-bon accès* *-accessibilité ; mouvement* *-place-passage-carrefour* *-divertissements (Docas, discothèques)* *-point de passage* *-le pont permet d'aller dans différents sites* *-la nuit* *-je connais juste la nuit, les discothèques* *-la gare* *-Alcântara Mar* *-un quartier d'où on peut aller partout facilement* *-un quartier de passage* *-je ne fais que passer en tramway* *-ça me fait penser à la gare*	12	3	6	2
	Environnement physique ou social agréable *-lumineux (il y a de la lumière !)* *-calme, peu agité* *-cela ressemble à la campagne* *-site agréable* *-accueillant, sympathique* *-un beau quartier* *-c'est bien* *-tranquille* *-c'est bon de vivre ici, c'est bien pour les enfants* *-c'est beau, original* *-il y a des places et des jardins pour les familles* *-c'est bien* *-c'est bon pour résider et travailler* *-tranquille* *-c'est calme, c'est jolie*	14	0	9	0
	Environnement physique ou social peu agréable *-mauvaise ambiance nocturne* *-chaotique* *-des bagarres sur les docas* *-bruyant* *-mauvaise ambiance, notamment la nuit* *-mauvaise odeur, sombre* *-compliqué ; activités nocturnes difficiles, délicat* *-pas super, pas un endroit typique, pittoresque* *-c'est mal fréquenté* *-c'est critique, problématique...il y a souvent des problèmes avec la police* *-un peu dégueu, mal entretenu ; beaucoup de friches non utilisées*	4	5	2	3

	-peu de sécurité *-ce quartier ne vaut rien*				
Significations culturelles et sociales du lieu	**Références historiques** *-arabe* *-le pont de 1966* *-un quartier du fado* *-c'est historique. Il y a eu la bataille d'Alcântara..* *-C'est le pont, en arabe, passant l'avenue de Ceuta.*	5	0	0	0
	Ambiance et unité d'un quartier village. Identification au territoire ***-****sécurisant* *-un village à l'intérieur de la ville* *-une ambiance de quartier* *-une vie de quartier* *-une unité du quartier* *-le quartier de mon cœur* *-c'est le quartier !* *-c'est un quartier !* *-amical, il y a une unité des gens du quartier, une vie de quartier* *-dans les commerces tout le monde me connaît.* *-un bon voisinage, c'est uni ici* *-un "quartier" (connaissances aux commerces; même niveau de communauté)* *-solidarité sociale* *-le quartier appartient aux gens* *-c'est un quartier très fermé, les gens se connaissent tous, dans tout Alcântara, les gens connaissent les commerçants, les conducteurs des tramways Carris : c'est une zone forte* *-maison, j'ai mes amis, ma famille ; c'est là où j'ai tout appris* *-ambiance de quartier, vivant* *-une ambiance de quartier* *-une forte communauté*	17	2	2	0
	Un quartier pauvre, populaire *-un quartier pauvre de la capitale* *-faibles qualifications* *-c'est populaire* *-peu cher, personnes pauvres* *-pauvreté* *-populaire* *-un quartier pauvre* *-un quartier populaire* *-marginalisation* *-c'est un quartier social, populaire*	6	1	6	0
	Un quartier diversifié socialement et culturellement *-multiculturel ; cosmopolite* *-un mélange de personnes* *-un « melting pot », un mélange de population*	2	1	0	0
	Un quartier de marins et d'ouvriers -des ouvriers *-pêche et pêcheurs* *-un quartier de marins* *-un quartier d'ouvriers* *-un quartier d'ouvriers* *-c'est un ancien quartier d'ouvriers*	4	1	1	0
	Total de termes collectés	95	23	37	14

Sources : M. Giroud, Enquêtes *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara, Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café, Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara, Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo*, 2005.

Annexe 9.2.

Catégories constitutives des représentations du peuplement d'Alcântara et termes correspondants (2005)

Références des enquêtes	Nombre d'individus	Non réponse/Ne sais pas
Enquête 1 : *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara*	48	0
Enquête 2 : *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café*	19	0
Enquête 3 : *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara*	40	16
Enquête 4 : *Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo*	20	13

Catégories descriptives et termes correspondants	Enquête 1	Enquête 2	Enquête 3	Enquête 4
	Nombre de termes collectés pour chaque variable descriptive			
Faibles revenus et précarité *-c'est un quartier populaire* *-des gens populaires* *-les classes populaires* *-un quartier social* *-les habitants avec peu d'argent* *-basses classes sociales* *-des classes basses* *-des/les pauvres* *-des travailleurs qui ont des petits boulots* *-des gens pauvres* *-des personnes pauvres* *-des gens qui n'ont pas d'argent* *-beaucoup de pauvreté ; beaucoup de pauvres* *-une population de classe moyenne qui a perdu son pouvoir d'achat ; il y a une précarisation, un déclassement social de ces personnes* *-les échelons économiques faibles* *-des classes sociales très basses* *-des chômeurs* *-des familles en décadence* *-des gens pauvres ou en passe de l'être* *-des personnes pauvres,* *-dans la partie ancienne, se sont les pauvres* *-des populations très pauvres* *-c'est un quartier pauvre, avec des populations socialement basses* *-classes populaires* *-appartenant aux classes basses* *-la classe populaire* *-des gens des classes plus basses* *-c'est la frange sociale très basse de la population* *-des pauvres* *-des personnes pauvres* *-des gens des classes basses,* *-des gens modestes* *-des gens des classes basses, populaires*	22	11	6	0
Hauts revenus et forts niveaux de qualification *-une nouvelle classe de personnes, une classe émergente avec de l'argent et un niveau culturel plus élevé, ou disons, différent plutôt que plus élevé* *-des personnes sans problèmes d'argent, des rentiers et des gens qui gagnent de l'argent par le travail* *-des riches* *-des très riches qui vivent dans les condominiums* *-beaucoup de riches ! Presque tous les nouveaux sont riches !* *-il y a d'autres zones avec des riches* *-des personnes des strates sociales élevées, dans certaines zones* *-des personnes qui ont de l'argent*	22	7	3	0

-de plus en plus de gens avec de l'argent *-des gens de milieu social moyen ou haut* *-c'est de plus en plus cher, alors...* *-des riches, vivant dans les complexes d'habilitation comme Alcântara Rio ou Alcântara Residence* *-des gens avec des possibilités financières* *-des portugais des classes moyennes* *-Aujourd'hui, il y a plus de riches, des gens qui ont de la "grâce", de l'élégance, des manières* *-une nouvelle génération en termes d'âge et de classe sociale* *-des classes moyennes* *-des classes aisées* *-avec de nouveaux appartements, à Alcântara Residence ou Alcântara Rio. Il y a plus de gens, de niveaux sociaux plus hauts!* *-des classes moyennes, des classes élevées* *-des classes sociales hautes et moyennes* *-il y a de plus en plus de riches* *-classes moyennes et élevées* *-des nouvelles populations, classes moyennes et élevées* *-les classes élevées* *-les classes moyennes et les classes élevées* *-dans les nouvelles zones, les habitants sont de plus en plus jeunes...et riches...* *-classes sociale très élevées comme ici* *-des classes moyennes, des personnes avec de l'argent,* *-des classes moyennes et supérieures*				
Diversité ou mixité sociale et culturelle *-un mélange, c'est mixte !* *-tous les types de gens* *-tous les gens* *-toutes les sortes* *-cosmopolite, multiculturel* *-toutes les classes sociales* *-plusieurs strates de personnes* *-une population mélangée* *-une population très diversifiée* *-des gens très différents* *-plusieurs classes sociales !* *-une variété de types, de strates sociales* *-un quartier populaire avec cette caractéristique d'avoir d'autres personnes* *-il y a toutes les strates sociales ici !* *-c'est diversifié* *-il y a de tout !* *-un carrefour ! Des gens qui vivent ensemble* *-c'est un mélange !* *-une grande diversité !* *-aujourd'hui, c'est plus un mélange social* *-toutes les classes, toutes les cultures ; c'est diversifié !* *-tous les types !* *-de tout, tous les âges !* *-toutes les classes sociales, du bien et du moins bien aussi* *-tous les types, de la haute société à la prostitution*	20	4	3	3
Population âgée (anciens ouvriers, etc.) *-les personnes âgées, les anciens ouvriers du quartier* *-les vieux habitants du quartier qui jouent aux cartes et aux dominos* *-des/les vieux* *-des vieilles personnes dans des vieilles maisons* *-des gens plus vieux, des anciens* *-les « bons », c'est-à-dire les anciens* *-population très vieille* *-une population âgée* *-des gens très vieux* *-des retraités* *-des gens plus vieux principalement* *-des personnes âgées* *-populations vieillissantes* *-des gens plus vieux* *-des gens plus vieux, des vieux résidents* *-des vieux* *-personnes plus âgées* *-des gens plus âgés, des anciens*	15	6	4	2

Ancienneté de la présence *-les natifs du quartier* *-les gens qui sont nés ici ; des gens qui se connaissent depuis qu'ils sont petit* *-les habitants du quartier* *-les « alcatariens », les gens qui sont nés ici* *-des gens qui habitent là depuis longtemps* *-des populations traditionnelles* *-les locaux* *-des gens du quartier, seulement des gens du coin* *-des habitants de longue date, des personnes plus anciennes qui habitent dans le quartier* *-les gens qui vivent ici, les habitants* *-la population qui vit là bas.* *-des gens qui sont nés dans le quartier, comme dans tous les quartiers au Portugal...* *-les habitants traditionnels*	6	3	3	1
Marginalité et déviance sociale *-des gens qui vivent dans la rue, des vieux alcooliques* *-des jeunes qui vendent de la drogue* *-ceux qui n'ont pas de bonnes manières* *-des dealers de drogue* *-des errants* *-un peu de drogue* *-beaucoup de drogués, de voleurs...des gens qui viennent dans le quartier, mais aussi parmi les habitants* *-des bandits, des trafiquants...même en col blanc!! Il faut se méfier de l'apparence...dans la zone de la rua da cruz, dans le Vale de Alcântara...c'est une zone typique et connue de contrebande ici!* *-ce n'est pas très bien...* *-une population problématique, même s'il y a pire* *-que des fous !*	6	2	1	2
Population ouvrière *-les habitants de la classe ouvrière* *-une zone ouvrière* *-des anciens marins* *-des gens issus de la classe ouvrière* *-des ouvriers* *-des ouvriers* *-traditionnellement avec beaucoup d'ouvriers car il y avait beaucoup d'usines* *-A Alcântara c'est surtout des ouvriers et des pauvres!* *-des ouvriers, comme là bas (colline) ou dans l'immeuble que j'habite rua da Cozinha economica...mes parents travaillent pour une entreprise de textile, de couture* *-des travailleurs, ouvriers et employés*	5	5	1	0
Jeunesse des nouveaux venus *-des jeunes* *-des jeunes qui payent très cher* *-de plus en plus de populations jeunes comme il y a une urbanisation neuve* *-des personnes jeunes, des nouvelles personnes* *-de plus en plus de jeunes dans les nouvelles zones* *-de plus en plus de jeunes* *-des jeunes* *-des jeunes, la nuit en tout cas...* *-ceux qui viennent aux discothèques,*	5	5	0	0
Populations immigrées *-des africains* *-des chinois* *-des brésiliens* *-des russes* *-des capverdiens* *-beaucoup d'immigrants*	6	0	0	0
Nouveaux résidents non natifs du quartier (lien avec nouvelles constructions) *-des nouveaux immeubles donc des nouveaux résidents* *-50% des gens ne sont pas d'Alcântara, les gens des condominiums par exemple, ils ne sont pas nés ici* *-beaucoup de gens qui ne sont pas nés ici* *-on a de nouvelles constructions, ce qui permet à des jeunes de venir* *-des nouveaux résidents qu'on ne connaît pas* *-des nouveaux arrivants avec les nouvelles constructions comme Alcântara Rio ou*	6	0	0	0

Alcântara Residence				
Description de type misérabiliste *-des analphabètes* *-des gens qui manquent de sensibilité à l'égard de l'histoire du quartier* *-des gens peu cultivés*	3	0	0	0
Des personnes « branchées » *-un quartier à la mode* *-des personnes branchées* *-une zone très demandée*	3	0	0	0
Des cadres et des employés travaillant dans les nouvelles constructions *-des employés de bureau* *-beaucoup de gens qui travaillent, qui étudient*	0	2	0	0
Des touristes *-des touristes, des gens de passage*	0	1	0	0
Total des termes collectés	119	46	21	8

Sources : M. Giroud, Enquêtes *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara, Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café, Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara, Pratiques et représentations d'Alcântara, vues d'Expo*, 2005.

Liste des sigles

ANAH	Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat
ARIG	Association de Restauration Immobilière Groupée
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CEE	Communauté Economique Européenne
CML	*Câmara Municipal de Lisboa*
CREL	*Circular Regional Exterior de Lisboa*
CRIL	*Circular Regional Interior de Lisboa*
COS	Coefficient d'Occupation des Sols
EPUL	*Empresa Publica de urbanização de Lisboa*
FEDER	Fonds Européen de Développement Régional
IGN	Institut Géographique National
INE	*Instituto Nacional de Estatísticas*
LOV	Loi d'Orientation pour la Ville
OGRI	Opération Groupée de Restauration Immobilière
OPAH	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
PAF	Programme d'Action Foncière
PER	*Plano Especial de Realojamento*
PDM	*Plano Director Municipal*
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PMOT	*Plano Municipal de Ordenamento do Território*
POS	Plan d'Occupation des Sols
PS	*Partido Socialista*
PSD	*Partido Social Democrata*
SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale
SEM	Société d'Economie Mixte
SRU	Loi sur la Solidarité et le Renouvellement Urbains
UOP	*Unidades Operativas de Planeamento e Gestão*
ZAC	Zone d'aménagement concerté
ZAD	Zone délimitée pour Aménagement Différé
ZIF	Zone d'Intervention Foncière

Références bibliographiques

Références générales

Aglietta M., 1997, *Régulation et crise du capitalisme*, Paris, Odile Jacob, 486 p.

Allen J., 2003, *Lost geographies of power*, London, Blackwell, 217 p.

Amphoux P., 2003, L'observation récurrente : une approche reconstructive de l'environnement construit, *in* Moser G., Weiss K. (eds.), *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 227-245.

Atkinson D., 2000, Nomadic strategies and colonial governance. Domination and resistance in Cyrenaica, 1923-1932, *in* Sharp J., Routledge P., Philo C., Paddison R. (eds.), *Entanglements of power. Geographies of domination/resistance*, London-New York, Routledge, 93-122.

Bachelard G., 1957 (2001), *La poétique de l'espace*, Paris, PUF, Coll. Quadrige, 214 p.

Bailly A., 1995, Les représentations en géographie, *in* Bailly A., Ferras R., Pumain D. (eds.), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 370-381.

Balandier G. (ed.), 1970, *Sociologie des mutations*, Paris, Anthropos, 532 p.

Bale J., 2000, Sport as power. Running as resistance?, *in* Sharp J., Routledge P., Philo C., Paddison R. (eds.), *Entanglements of power. Geographies of domination/resistance*. London-New York, Routledge, 148-163.

Barthes R., 1957, *Mythologies*, Paris, Editions du Seuil, 233 p.

Bauman Z., 1998, *Le coût humain de la mondialisation*, Saint-Amand-Montrond, Hachette, 202 p.

Beau S., 2006, Georges Palante, un précurseur oublié de la Sociologie de l'individu, *EspacesTemps.net,* Textuel, 12.04.2006, http://espacestemps.net/document1793.html.

Becker H. S., 1963 (1985), *Outsiders. Etude de la sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 248 p.

Benasayag M., Aubenas F., 2002, *Résister, c'est créer*, Paris, Editions la Découverte, 122 p.

Bensaïd D., 2001, *Résistance. Essai de taupologie générale*, Paris, Fayard, 248 p.

Berque A., 2000, *Ecoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 271 p.

Bertaux D., 1980, L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités, *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXIX, 197-225.

Bertin J., 1977, *La graphique et le traitement graphique de l'information*, Paris, Flammarion, 277 p.

Bhabha H., 1990, The thirdspace, *in* Rutherford J. (ed.), *Identity, community, culture, difference*, London, Lawrence and Wishart, 207-221.

Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 483 p.

Bourdieu P., 1979, *La Distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit, Coll. Le sens commun, 670 p.

Bourdieu P., 1993, Effets de lieu, *in* Bourdieu P. (ed.), *La misère du monde*, Paris, Editions du Seuil, 249-262.

Boyer F., 2005, *Etre migrant et Touareg de Bankilaré (Niger) à Abidjan (Côte d'Ivoire) : des parcours fixes, une spatialité nomade*, Thèse de doctorat en géographie, Poitiers, Université de Poitiers, 585 p.

Boyer R., 1986, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, Editions la Découverte, Coll. Agalma, 142 p.

Buléon P., 2002, Spatialités, temporalités, pensée complexe et logique dialectique moderne, *EspacesTemps.net,* Textuel, 01.05.2002, http://espacestemps.net/document339.html.

Buléon P., Di Méo G., 2005, *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Colin, 301 p.

Chevalier J., 1974, Espace de vie ou espace vécu ? L'ambiguïté et les fondements du concept d'espace vécu, *L'Espace Géographique*, n°1, 88.

Collignon B., 2001, La géographie et les minorités. Déconstruire et dénoncer les discours dominants, *in* Staszak J.-F. *et al*., *Géographies anglo-saxonnes, tendances contemporaines*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 23-56.

Collignon B., Staszak J.-F. (eds.), 2004, *Espaces domestiques, construire, habiter, représenter*, Paris, Bréal, 447 p.

Collomb P., 1984, *La mort de l'orme séculaire*, Paris, INED, Coll. Travaux et documents n°105-106, 1038 p.

Corcuff P., 2005, Figures de l'individualité, de Marx aux sociologies contemporaines, *EspacesTemps.net,* Textuel, 12.07.2005, http://espacestemps.net/document1390.html.
Coriat B., 1994, La théorie de la régulation. Origines, spécificités et perspectives, *Multitude*, 1-22.
Courgeau D., 1976, Mobilité géographique, nuptialité et fécondité, *Population*, n°4-5, 901-916.
Courgeau D., Lelièvre E., 1989, *Analyse démographique des biographies*, Paris, INED, 268 p.
Couzens Hoy D., 2004, *Critical resistance. From poststructuralism to Post-critique*, Cambridge (Massachussets)-London, The MIT Press, 274 p.
Crozier M., Friedberg E., 1977, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Editions du Seuil, 500 p.
Debarbieux B., 1995, Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique, *L'Espace Géographique*, n°2, 97-112.
Debarbieux B., 2001, Les problématiques de l'image et de la représentation en géographie, *in* Bailly A. (ed.), *Les concepts de la géographie*, Paris, A. Colin, 199-211.
Debarbieux B., 2003a, Représentation, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 791.
Debarbieux B., 2003b, Symbole, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 882-883.
Debarbieux B., 2006, Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie, *L'Espace Géographique*, n°4, 340-354.
De Certeau M., 1980 (1994), *L'invention du quotidien. Arts de faire*, Paris, Gallimard, Folio essais, 345 p.
De Certeau M., 1979, Pratiques quotidiennes, *in* Poujol G., Labourie R. (eds.), *Les cultures populaires*, Toulouse, Privat, 23-29.
Delaporte Y., 1987, De la distance à la distanciation. Enquête dans un milieu scientifique, *in* Gutwirth J., Pétonnet C. (eds.), *Chemins de la ville. Enquêtes ethnologiques*, Paris, Editions du CTHS, 229-245.
Deleuze G., 1962 (2005), *Nietzsche et la philosophie*, Paris, PUF, Coll. Quadrige, 232 p.
Deleuze G., 1989, Bartleby ou la formule, *in* Melville H., *Bartleby, Les Iles enchantées. Postface de Gilles Deleuze*, Paris, GF-Flammarion, 219 p.
Demeulenaere P., 2003, *Les normes sociales. Entre accords et désaccords*, Paris, PUF, 304 p.
De Radkowski G.-H., 2002, *Anthropologie de l'habiter. Vers le nomadisme*, Paris, PUF, 166 p.
Derrida J., 1996, *Résistances de la psychanalyse*, Paris, Galilée, 147 p.
Détienne M., 2000, *Comparer l'incomparable*, Paris, Editions du Seuil, 144 p.
Devisme L., 2003, Lefebvre, *in* Lévy J., Lussault M., (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 546-447.
Di Méo G., 1991, *L'Homme, la Société, l'Espace*, Paris, Anthropos, Editions Economica, 319 p.
Di Méo G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 320 p.
Di Méo G., 2000, Que voulons-nous dire quand nous parlons d'espace ?, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux, géographies à Cerisy*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 37-48.
Dollfus O., 1997, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 167 p.
Dubet F., 2005, Pour une conception dialogique de l'individu, *EspacesTemps.net,* Textuel, 21.06.2005 http://espacestemps.net/document1438.html.
Durand G., 1969 (1981), *Les structures anthropologiques de l'imaginaire. Introduction à l'archétypologie générale*, Paris, Bordas, 550 p.
Elias N., 1939 (1991), *La société des individus*, Paris, Fayard, 301 p.
Foucault M., 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 360 p.
Foucault M., 1984 (2001), Des espaces autres (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), *in Dits et Ecrits II (1976-1998)*, Paris, Gallimard, 1 571-1 581.
Frémont A., 1976, *La région, espace vécu*, Paris, PUF, 223 p.
Frémont A., Chevalier J., Hérin R., Renard J., 1984, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 387 p.
Gilbert A., 1986, L'idéologie spatiale : conceptualisation, mise en forme et portée pour la géographie, *L'Espace Géographique*, n°1, 57-66.
Giroud M., 2005, Des « luttes urbaines » à l'hypothèse de « résister en habitant » dans des quartiers populaires mis à l'épreuve du renouvellement urbain, *Contretemps*, n°13, 49-58.
Grignon C., Passeron J.-C., 1989, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 260 p.
Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique, 1999, *Biographies d'enquêtes, Bilan de 14 collectes biographiques*, Paris, Méthodes et savoirs, n°3, INED, 340 p.

Haesler A., 2005, Penser l'individu ? Sur un nécessaire changement de paradigme, 1, *EspacesTemps.net,* Textuel, 23.11.2005, http://espacestemps.net/document1726.html.
Halbwachs M., 1950 (1997), *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 295 p.
Hall S., Jefferson T. (eds.), 1976 (2002), *Resistance through rituals. Youth subcultures in post-war Britain*, London, Routledge, 285 p.
Hardt M., Negri A., 2000, *Empire*, Paris, Exils éditeurs, 559 p.
Heidegger M., 1954 (1958), *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, 349 p.
Hoggart R., 1957 (1970), *La culture du pauvre*, Paris, Editions de Minuit, 424 p.
Hoyaux A.-F., 2003, Les constructions des mondes de l'habitant : Eclairage pragmatique et herméneutique, *Cybergéo*, n°232, http://193.55.107.45/EHGO/hoyaux/hoyaux203.htm.
Jackson P., 1989, *Maps of meaning*, London-New York, Routledge, 213 p.
Jacobs J. M., 1997, Resisting reconciliation. The secret geographies of (post)colonial Australia, *in* Keith M., Pile S. (eds.), *Geographies of resistance*, London-New York, Routledge, 203-219.
Keith M., Pile S. (eds.), 1997, *Geographies of resistance*, London-New York, Routledge, 315 p.
Korte H., 1986, Stadtsoziologie. Forschungsprobleme und Forschungsergebnisse der Siebzigerjahre, *Gesellschaft und Politik*, H4, S, 57-58.
Lacour P., 2005, Penser par cas, ou comment remettre les sciences sociales à l'endroit, *EspacesTemps.net,* Mensuelles, 31.05.2005, http://espacestemps.net/document1337.html.
Law L., 1997, Dancing on the bar. Sex, money and the uneasy politics of third space, *in* Keith M., Pile S. (eds.), *Geographies of resistance*, London-New York, Routledge, 107-124.
Legendre A., Depeau S., 2003, La cartographie comportementale: une approche spatiale du comportement, *in* Moser G., Weiss K. (eds.), *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 267- 299.
Lelièvre E., Robette N., 2005, *Les espaces de référence des individus : définir et mesurer les espaces de vie*, communication au Congrès International de la Population, IUESP, Tours, 22 Juillet 2005, séance 136, 24 p.
Lévy J., 1994, *L'espace légitime : sur la dimension géographique de la fonction publique*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 442 p.
Lévy J., 2003, Stratégie spatiale, *in* Lévy J., Lussault M., (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 873-875.
Lévy J., Lussault M., 2000, *Logiques de l'espace, esprit des lieux, géographies à Cerisy*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 350 p.
Lévy J., Lussault M. (eds.), 2003a, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1034 p.
Lévy J., Lussault M., 2003b, Habiter, *in* Lévy J., Lussault M., (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 440-442.
Lévy J., Ripert B., Tricoire E., 2004, Penser aujourd'hui l'individu d'aujourd'hui, *Espacestemps.net*, 11.11.2004, http://espacestemps.net/document774.html.
Lipietz A., 1979, *Crise et inflation : pourquoi ? Tome I : L'accumulation intensive*, Paris, Maspero, 380 p.
Lussault M., 1988, Renouveler le dialogue, *Espaces-Temps*, 68/69/70.
Lussault M., 2000, Action(s) ! *in* Lévy J., Lussault M., *Logiques de l'espace, esprit des lieux, géographies à Cerisy,* Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 11-36.
Lussault M., 2003a, Acteur, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 39-42.
Lussault, M, 2003b, Pratique spatiale, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 740-742.
Lussault M., 2003c, Image, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 485-489.
Lussault M., 2003d, Spatialité, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 866-868.
Macciochi M.-A., 1974, *Pour Gramsci*, Paris, Editions du Seuil, 425 p.
Ma Mung E., 1996, Entreprise économique et appartenance ethnique, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 12 (2), 211-233.
Ma Mung E., 1999, *Autonomie, migrations et altérité,* 3 vol., Habilitation à Diriger des Recherches, Poitiers, Université de Poitiers, 448 p.
Martucelli D., 2005, Les trois voies de l'individu sociologique, *EspacesTemps.net*, Textuel, 08.06.2005, http://espacetemps.net/document1414.html.

Martuccelli D., 2002, *Grammaires de l'individu*, Paris, Folio essais, 304 p.
Mérenne-Shoumaker B., 1996, *Les localisations des industries*, Paris, Nathan, 192 p.
Milhaud O., Morelle M., 2006, La prison entre monde et antimonde, *Géographie et cultures,* n° 57, 9-28.
Mondada L., 2003, Représentation, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 790.
Moore G. T., 1979, Knowing about environmental knowing, *Environment and Behavior*, 11 (1), 33-70.
Moser G., Weiss K. (eds.), 2003, *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 396 p.
Moser G., 2003, Questionner, analyser et améliorer les relations à l'environnement, *in* Moser G., Weiss K. (eds.), *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 11-42.
Olivier De Sardan J.-P., 2004, La rigueur du qualitatif. L'anthropologie comme science empirique, *EspacesTemps*, n°84-85-86, 38-50.
Passeron J.-C., Revel J. (eds.), 2005, *Penser par cas*, Paris, Editions de l'EHESS, 292 p.
Pérec G., 1974 (2000), *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée, Paris, 185 p.
Pile S., 1997, Introduction. Opposition, political identities and space of resistance, *in* Keith M., Pile S. (eds.), *Geographies of resistance*, London-New York, Routledge, 1-33.
Pouchepadass J., 2000, Les subaltern studies ou la critique postcoloniale de la modernité, *L'homme, revue française d'anthropologie*, n°156, 161-187.
Pourcher G., 1966, Un essai d'analyse par cohorte de la mobilité géographique et professionnelle, *Population*, n°2, 357-378.
Proust F., 1997a, Positions et contre-positions, *in* Navet G. (ed.), *La cité dans le conflit*, Paris, L'Harmattan, 99-105.
Proust F., 1997b, *De la résistance*, Paris, Le Cerf, 192 p.
Ramadier T., 2003, Les représentations cognitives de l'espace : modèles, méthodes et utilité, *in* Moser G., Weiss K. (eds.), 2003, *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 177-201.
Ramadier T., Bronner A. C., 2006, Knowledge of the environment and spatial cognition : JRS as technique for improving comparisons between social groups, *Environment and Planning B : Planning and Design*, Vol.. 33(2), 285-299.
Ravaisson F., 1838 (1997), *De l'habitude*, Paris, Rivages poche, 122 p.
Regnauld H., 1998, *L'espace, une vue de l'esprit ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 124 p.
Retaillé D., 1997, *Le monde du géographe*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 283 p.
Routledge P., 1997, A spatiality of resistances : theory and practice in Nepal's revolution of 1990, *in* Pile S., Keith M. (eds.), *Geographies of resistance*, London-New York, Routledge, 68-87.
Ruby C., 2003, Changement, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 149-150.
Ruby C., 2002, La « résistance » dans les arts contemporains, *EspacesTemps.net,* Textuel, 01.05.2002 http://espacestemps.net/document341.html.
Said E., 1993 (2000), *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, 555 p.
Sartre J.-P., 1960 (1986), *Question de méthode*, Paris, Gallimard, 164 p.
Schelling T. C., 1978 (1980), *La tyrannie des petites décisions*, Paris, PUF, 247 p.
Sharp J., Routledge P., Philo C., Paddison R. (eds.), 2000, *Entanglements of power. Geographies of domination/resistance*, London-New York, Routledge, 301 p.
Sibley D., 1995, *Geographies of exclusion*, London-New York, Routledge, 206 p.
Soja E. W., 1996, *Thirdspace. Journeys to Los Angeles and other real-and-imagined places*, Oxford, Blackwell, 334 p.
Staszak J.-F., 2001a, Nouvelles approches du lieu, *in* Staszak J.-F. *et al.*, *Géographies anglo-saxonnes, tendances contemporaines*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 249-286.
Staszak J.-F., 2001b, L'espace domestique : pour une géographie de l'intérieur, *Annales de géographie*, n°620, 339-363.
Staszak J.-F., 2003, Représentation de l'espace, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 792-793.
Staszak J.-F. *et al.,* 2001, *Géographies anglo-saxonnes, tendances contemporaines*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 313 p.

Stock M., 2004, L'habiter, comme pratique des lieux géographiques, *EspacesTemps.net*, Textuel, 18.12.2004, http://espacestemps.net/document1138.html.

Tarrius A., 1992, *Les fourmis d'Europe, migrants riches, migrants pauvres, et nouvelles villes internationales*, Paris, L'Harmattan, 207 p.

Tarrius A., 1995, *Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 220 p.

Thibaud J.-P., 2003, La parole du public en marche, *in* Moser G., Weiss K. (eds.), 2003, *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 113-145.

Thrift N., 1997, The still point. Resistance, expressive embodiment and dance, *in* Keith M., Pile S. (eds.), *Geographies of resistance*, London-New York, Routledge, 124-152.

Werner M., Zimmermann B., 2004, Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité, *in* Werner M., Zimmermann B. (ed.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Editions du Seuil, 15-49.

Wilbert C., 2000, Anti-this – Against-that: resistances along a human-non human axis, *in* Sharp J., Routledge P., Philo C., Paddison R. (eds.), 2000, *Entanglements of power. Geographies of domination/resistance*, London-New York, Routledge, 218-256.

Références sur la ville et l'urbain

Agier M., 1999, *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Editions des archives contemporaines, 176 p.

Alexander C., 1978, *The Origon Experiment*, Oxford, Oxford University Press, 202 p.

Alisch M., Zum Felde W., 1992, Rénovation et embourgeoisement du centre ville de Hambourg –détresse et réactions des résidents, *in* Lelièvre E., Lévy-Vroelant C. (eds.), *La ville en mouvement. Habitat et habitants,* Paris, L'Harmattan, Coll. Villes et entreprises, 331-340.

Arbonville D., Brun J., 2002, Choix résidentiel, *in* Segaud M., Brun J., Driant J.-C. (eds.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 69-72.

Ascher F., 1995, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 346 p.

Atkinson R., 2004, The evidence on the impact of gentrification : new lessons for the urban renaissance ? *European Journal of Housing Policy,* 4 (1), 107-131.

Authier J.-Y., 1993, *La vie des lieux. Un quartier du Vieux-Lyon au fil du temps*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, Coll. Transversales, 270 p.

Authier J.-Y., 1995, Formes et processus de ségrégation dans les quartiers centraux réhabilités. L'exemple du quartier Saint-Georges à Lyon, *Sociétés contemporaines*, n°22-23, 107-126.

Authier J.-Y., 1996, Mobilités résidentielles et effets de composition dans les processus de réhabilitation des quartiers centraux, *in* Haumont N. (ed.), *La ville : agrégation et ségrégation*, Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, 143-161.

Authier J.-Y., 2003, La gentrification du quartier Saint-Georges à Lyon, *in* Bidou-Zachariasen C. (ed.), *Retours en ville*, Paris, Descartes & Cie, 106-125.

Authier J.-Y, 2006, La question des « effets de quartier » en France. Variations contextuelles et processus de socialisation, *in* Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (eds.), *Le quartier, représentations scientifiques, politiques et sociales*, Paris, Editions la Découverte, 206-216.

Authier J.-Y. *et al*., 1999, *Rapports résidentiels et contextes urbains*, Paris, Ministère du Logement - Direction de l'Habitat et de la Construction, 561 p.

Authier, J.-Y. *et al*., 2001, *Du domicile à la ville, vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, 214 p.

Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (eds.), 2006, *Le quartier, représentations scientifiques, politiques et sociales*, Paris, Editions la Découverte, 304 p.

Bacqué M.-H., Sintomer Y., 2002, Peut-on encore parler de quartiers populaires ?, *Espaces et Sociétés*, n°108-109, 29-45.

Bacqué M.-H., Fijalkow Y., 2006, En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte-d'Or (1982-2000), *Sociétés contemporaines*, n°63, 63-83.

Bacqué M.-H., Blanc M., Hamel P., Sintomer Y., 2005, Editorial, *Espaces et Sociétés*, n°123, 7-19.

Bacqué M.-H., Fol S., Lévy J.-P., Mixité sociale en banlieue ouvrière : enjeux et représentations, *in* Haumont N., Lévy J.-P., *La ville éclatée, quartiers et peuplement*, Paris, L'Harmattan, 161-173.

Balandier G., 1955 (1985), *Sociologie des brazzavilles noires*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 306 p.

Benoit-Guilbot O., 1982, Système social et mobilité résidentielle : le cas d'un village péri-urbain dans la région parisienne, *in* Benoit-Guilbot O. (ed.), *Changer de région, de métier, changer de quartier. Recherches en région parisienne,* Paris, Presses universitaires de Nanterre, 131-144.

Bernfeld D., Mayerl M., Mayerl R., 1980, *Architectures et urbanismes participatifs,* Venise, Editions du Ciedart, 141 p.

Berthon S., 2005, Les marches de la gare comme salle à manger. Inscrire son « repas de rue » dans l'espace public, *in* Hossard N., Jarvin M. (eds.), *« C'est ma ville ! » De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, Paris, L'Harmattan, 189-199.

Bertoncello B., Rodrigues-Matlta R., 2001, Euroméditerranée : les échelles d'un grand projet de régénération urbaine, *in* Donzel A., *Métropolisation, gouvernance et citoyenneté dans la région urbaine marseillaise*, Paris, Maison Neuve et Larose, 405-420.

Bertoncello B., Rodrigues-Malta R., 2003, Marseille versus Euroméditerranée, *Annales de géographie*, n°632, 424-436.

Bertrand M.-J., 1980, *Architecture de l'habitat urbain. La maison, le quartier, la ville*, Paris, Dunod, Coll. Espace et Architecture, 230 p.

Bidou C., 1984, *Les aventuriers du quotidien, essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF, 200 p.

Bidou-Zachariasen C. (ed.), 2003, *Retours en ville. Des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes et Cie, 268 p.

Bidou-Zachariasen C., 1996, Classes populaires et classes moyennes en centre historique rénové, i*n* Haumont N. (ed.), *La ville : agrégation et ségrégation*, Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, 131-143.

Bidou-Zachariasen C., 1997, La prise en compte de « l'effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains, *Revue française de sociologie*, vol. XXXVIII, 97-117.

Blanc M., 1980, De la rénovation urbaine à la restauration, *Espaces et Sociétés*, n°30-31, 5-14.

Blanc M., 1988, Le pouvoir local et la participation des habitants, *Espaces et Sociétés*, n°52-53, 237-243.

Blanc M., Lévy A., 2003, Editorial, *Espaces et Sociétés*, n°112, 7-10.

Boaden N., GoldSmith M., Hampton W., Stringer P., 1982, *Public participation in local services*, London, Longman, 194 p.

Bonvalet C., Dureau F., 2000, Les modes d'habiter : des choix sous contraintes, *in* Dureau F. *et al.*, *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos, 131-153.

Bonvalet C., Lelièvre E., 2005, Les lieux de la famille, *Espaces et Sociétés*, 120-121, n°1-2, 99-122.

Bonvalet C., Brun J., 2002, Etat des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France, *in* Lévy J.-P., Dureau F. (eds.), *L'accès à la ville : les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, 15-64.

Bonvalet C., Maison D., 1998, Proches et Parents dans la ville, *in* Pumain D., Mattei M.-F.. (eds.), *Données urbaines n°2,* Paris, Anthropos, Coll. Villes, 207-216.

Bonvalet C., 2003, La famille-entourage locale, *Population*, n°1, 9-43.

Booth C., 1899-1903, *Life and labour of the people in London*, 17 vol. London, Mac Millan and Co.

Bordreuil S., 2005, La rue sociable : formes élémentaires et paradoxes, *in* Brody J. (ed.), *La rue*, Toulouse, PUM, 239-249.

Bottaï M., Cortesi G., Lazzeroni M. (eds.), 2006, *Famiglie, abitazioni, insediamenti. Differenze generazionali e territoriali*, Pisa, Edizioni Plus Pisa University Press, 294 p.

Bozon M., 1982, La fréquentation des cafés dans une petite ville ouvrière, *Ethnologie française* n°12-2, 137-146.

Bourdin A., 1980, Restauration/réhabilitation : l'ordre symbolique de l'espace néo-bourgeois, *Espaces et Sociétés*, n°30-31, 15-35.

Bourdin A., 1988, Comment analyser la transformation de l'espace urbain ? L'exemple de la réhabilitation de l'habitat, *Espaces et Sociétés,* n°52-53, 85-106.

Bourdin A., 2005, *La métropole des individus*, La Tour d'Aigues, Editions de l'aube, 250 p.

Bourne L. S., 1981*, The geography of housing*, Silver spring, London, New-York, V. H Winston, 288 p.

Brun J., Rhein C. (eds.), 1994, *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 258 p.

Brun J., Chauviré Y., 1983, La ségrégation sociale, observations critiques sur la notion et essais de mesures à partir de l'exemple de Paris (1962-1975), *in* Noin D. (ed.), *Géographie sociale*, Actes du colloque de Lyon, 14-16 octobre 1982, 102-133.

Buffet L., 2002, La famille dans la ville : mobilité quotidienne et espace-temps des parents de milieux aisés, *in* Lévy J.-P., Dureau F. (eds.), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, 213-223.

Buret E., 1840, *La misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*, 2 vol., Paris, Paulin.

Burgess E.-W., 1925, The growth of the city: an introduction to a research project, *in* Park R. E. *et al.*, *The City*, Chicago, University of Chicago Press, 47-62.

Capron G., 1997, Les cafés à Buenos Aires. Une analyse historique de la construction sociale et culturelle de l'espace public et de l'urbanité, *Géographie et cultures*, n° 24, 29-49.

Capron G., 1998, Les centres commerciaux à Buenos Aires : les nouveaux espaces publics de la ville de la fin du XXème siècle, *Annales de la recherche urbaine*, n° 78, 55-69.

Carpenter J., Lees L., 1995, Gentrification in New York, London and Paris : an international comparison, *International Journal of Urban and Regional Research,* vol. 19, n°2, 287-303.

Carrière J.-P., 2002, Introduction et présentation : l'émergence du « projet urbain » en Méditerranée, *in* Carrière J.-P. (ed.), *Villes et projets urbains en méditerranée*, Tours, Maison des sciences de l'Homme-Villes et territoires, 8-20.

Carrière J.-P., Farthing S., 2000, *Les cités atlantiques : villes périphériques ou métropoles de demain ? Diagnostics et politiques*, Condé-sur-Noireau, Editions Publisud, 355 p.

Castells M., 1973a, *Luttes urbaines*, Paris, Maspero, 131 p.

Castells M., 1973b, *La question urbaine*, Paris, Maspero, 451 p.

Castells M., Cherki E., Mehl D., 1974, *Sociologie des mouvements sociaux urbains. Enquête sur la région parisienne*, Paris, Centre d'étude des mouvements sociaux, 171 p.

Chalas Y., Dubois-Taine G., 1997, *La ville émergente*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 270 p.

Chaline C., 1980, *La dynamique urbaine*, Paris, PUF, 206 p.

Chamboredon J.-C., Lemaire M., 1970, Proximité spatiale et distance sociale, les grands ensembles et leur peuplement, *Revue française de sociologie*, vol. XI, n° 1, 3-33.

Charron J.-M., 1974, L'animation urbaine ou comment désamorcer les mouvements sociaux, *Espaces et Sociétés*, n°12.

Cherki E., Mehl D., 1976, Quelles luttes ? Quels acteurs ? Quels résultats ?, *in* Cherki E., Mehl D. (eds.), *Contre-pouvoirs dans la ville*, n°6, Paris, Editions Autrement, Série Mutations, 6-19.

Choay F., 1965, *L'urbanisme, utopies et réalités : une anthologie*, Paris, Editions du Seuil, 448 p.

Chombart de Lauwe P.-H., 1963, *Des hommes et des villes*, Paris, Payot, 250 p.

Clozier R., 1940, *La gare du Nord. Essai de géographie urbaine*, Paris, Editions Baillères, 294 p.

Coing H., 1966, *Rénovation urbaine et changement social. L'îlot n°4 (Paris 13e)*, Paris, Les Editions ouvrières, 303 p.

Collet A., 2005, Sociologie des acteurs de la gentrification des quartiers anciens centraux d'hier et d'aujourd'hui, *in* Bonnet L., Bertrand L. (eds.), *Mobilités, habitat et identités*, Paris, INED, Documents de travail n°132, 31-43.

Collet A., 2008 (à paraître), Les gentrifieurs du Bas Montreuil: vie résidentielle et vie professionnelle, *Espaces et Sociétés*.

Colomb C., 2006, Le new labour et le discours de la « renaissance urbaine » au Royaume-Uni. Vers une revitalisation durable ou une gentrification accélérée des centres-villes britanniques ?, *Sociétés contemporaines*, n°63, 15-37.

Dangschat J.-S., Zum Felde W., 1992, Embourgeoisement : la ségrégation résidentielle par les capitaux économiques, sociaux et culturels, *in* Lelièvre E., Lévy-Vroelant C. (eds.), *La ville en mouvement. Habitat et habitants,* Paris, L'Harmattan, Coll. Villes et entreprises, 141-153.

Dansereau F., 1985, La réanimation urbaine et la reconquête des quartiers anciens par les couches moyennes, *Sociologie du travail*, n°2, 191-205.

Davis M, 1990, Fortress L.A., *in* Legates R. T., Stout F. (eds.), *The City Reader*, London-New York, Routledge, 158-164.

Davis M, 1992 (2000), *City of Quartz : Los Angeles, capitale du futur*, Paris, Editions La Découverte, 392 p.

Delaunay D., Dureau F., 2003, Des individus dans la ville : les transitions résidentielles à Bogota, *Autrepart*, n°25, 87-106.

Demazière C. (ed.), 1996, *Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*, Paris, L'Harmattan, 382 p.

Demazière C., 1998, Les quartiers ouvriers en Europe à la veille du 21e siècle, *in* Haumont N., Lévy J.-P. (eds.), *La ville éclatée : quartiers et peuplements*, Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, 41-55.

Demaziere C., 2000, *Entreprises, développement économique et espace urbain*, Paris, Anthropos-Economica, 189 p.

Depeau S., Ramadier T., 2005, Les trajets domicile-école en milieux urbains : quelles conditions pour l'autonomie de l'enfant de 10-12 ans ?, *Psychologie et société*, n°8, 81-112.

Derksen G., 2000, *Un Chez-soi pour tous. Projets de logements innovants dans l'Union européenne*, Bruxelles, Hilversum : CECODHAS/Comité européen de coordination de l'habitat Bruxelles, 56 p.

Dumazedier J., Suffert A., 1962. Fonction sociale et culturelle des cafés, *L'année sociologique*, 197-249.

Dureau F., Dupont V., Lelièvre E., Lévy J.-P., Lulle T. (eds.), 2000*, Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos, 656 p.

Dureau F., Beauchemin C., Coubès M.-L., Delaunay D., 2006, Les mobilités spatiales dans des contextes en évolution : analyse croisée des deux dynamiques, *in* Antoine P., Lelièvre E. (eds.), *Etats flous et trajectoires complexes. Observation, modélisation, interprétation*, Paris, Editions de l'INED, coll. Méthodes et savoirs, 157-195.

Dureau F., 2002, Les systèmes résidentiels : concepts et applications, *in* Lévy J.-P., Dureau F. (eds.), *L'accès à la ville : les mobilités spatiales en questions,* Paris, L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, 355-382.

Dureau F., Piron M., Mullon C., 2004, Utilisation de typologies multi-dates pour l'analyse des transformations socio-spatiales de Bogota (Colombie), *Cybergeo*, n°256, 1-15.

Dureau F., Giroud M., *Observation of spatial practices and uses of public space : some learnings from a research realised in Poitiers and Paris*, Atelier du réseau européen Imiscoe Cluster B5, Centro de Estudos Geogràficos, Université de Lisbonne, 22-23 avril 2005, 31 p.

Faure A., 2005, Emprego industrial em Paris e residência operária (1860-1914), *Ler História*, n°48, 125-138.

Ferrand-Bechmann D., 1992, Participation et implication des habitants. Réflexions à partir des visites de sites, *in* Ferrand-Bechmann D (ed.), *Entraide, participation et solidarités dans l'habitat. Cas de sept pays : France, Canada, RFA, Brésil, Israêl, Espagne, USA*, Paris, L'Harmattan, 217-245.

Fijalkow Y., Préteceille E., 2006, Gentrification : discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada), *Sociétés contemporaines*, n°63, 5-13.

Fijalkow Y., 2006, Construction et usages de la notion de quartier-village. Village de Charonne et Goutte-d'Or à Paris, *in* Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (eds.), *Le quartier, représentations scientifiques, politiques et sociales*, Paris, Editions la Découverte, 75-85.

Firestone O. J., 1951, *Residential real estate in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 514 p.

Fleury A., 2003, De la rue-faubourg à la rue « branchée » : Oberkampf ou l'émergence d'une centralité des loisirs à Paris, *L'Espace Géographique*, n°3, 239-252.

Freeman L., Braconi F., 2004a, Displacement or succession? Residential mobility in gentrifying neighborhoods, *Urban Affairs Review*, 40(4), 663-691.

Freeman L., Braconi F., 2004b, Gentrification and displacement: New York City in the 1990s, *Journal of the American Planning Association*, 70(1), 39-52.

Gajewski P., 2006, Café (Le) et le pub, lieux de résistance à la folklorisation de la culture sociale?, *in* De Biase A., Rossi C., *Chez nous : identités et territoires dans les mondes contemporains*, Paris, Editions de la Villette, 160-173.

Gans H., 1962 (1982), *The urban villagers : group and class life of Italian-American*, London, The Free Press, 443 p.

Gervais-Lambony P., 2003, *Territoires citadins. Quatre villes africaines*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 272 p.

Gibbal J.-M., Le Bris E., Marie A., Osmont A., Salem G., 1981, Position de l'enquête anthropologique en milieu urbain africain*, Etudes africaines*, 81-83, XXI-I-3, 11-24.

Glass R., 1963, *Introduction to London : aspects of change*, London, Center for Urban studies, 343 p.

Godard F., 1990, Sur le concept de stratégie, *in* Bonvalet C., Fribourg A. M., *Stratégies résidentielles, Actes du séminaire organisé par Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg, Paris, 1988,* Paris, INED- Plan Construction et Architecture-MELTM, Coll. Congrès et Colloques n°2, 9-22.

Godard F., 1973, *La rénovation urbaine à Paris. Structure urbaine et logique de classe*, Paris, La Haye, Mouton, 148 p.

Godard F., 1971, La rénovation urbaine à Paris : l'opération Italie 13, *Espaces et Sociétés*, n°2.

Godard F. (ed.), 1997, *Le gouvernement des villes. Territoires et pouvoir*, Paris, Descartes et Cie, 286 p.

Gotman A. M., 1990, Stratégies résidentielles, stratégies de la recherche, *in* Bonvalet C., Fribourg A. M., *Stratégies résidentielles, Actes du séminaire organisé par Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg, Paris, 1988,* Paris, INED- Plan Construction et Architecture-Meltm, Coll. Congrès et Colloques n°2, 23-34.

Grafmeyer Y., 1995 (2006), *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 128 p.
Grafmeyer Y., 2006, Le quartier des sociologues, *in* Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (eds.), 2006, *Le quartier, représentations scientifiques, politiques et sociales*, Paris, Editions la Découverte, 21-31.
Grafmeyer Y., 1998, Logement, quartier, sociabilité, *in* Segaud M., Bonvalet M., Brun J. (eds.), *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris , La Documentation Française, 347-354.
Grafmeyer Y., Joseph I., 1979 (2004), *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 377 p.
Grosjean M., Thibaud J.-P., 2001, *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Editions Parenthèses, 217 p.
Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, 1970, Paris 1970 : reconquête urbaine et rénovation-déportation, *Sociologie du travail*, n°4, 488-514.
Gutwirth J., 1987, Introduction, *in* Gutwirth J., Pétonnet C. (eds.), *Chemins de la ville. Enquêtes ethnologiques*, Paris, Editions du CTHS, 1-12.
Hamnet C., 1995, Les changements socio-économiques à Londres, croissance des catégories tertiaires qualifiées ou polarisation ? *Sociétés contemporaines*, n°23, 15-32.
Hamnet C., 1996-97, Les aveugles et l'éléphant : l'explication de la gentrification, *Strates*, n°9, http://strates.revues.org/document611.html.
Hamnet C., 2003, *Unequal city : London in the global arena*, London-New York, Routledge, 304 p.
Hampton W., 1987, *Local Governement and urban politics*, London, Longman, 271 p.
Harvey D., 1989, *The urban experience*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 312 p.
Harvey D., 1992, Social justice, postmodernism and the city, *International journal of urban and regional research*, vol. 16, n°4, 588-602.
Hastings A., 1999, Discourse and urban change : introduction to the special issue, *Urban studies*, vol. 36, n°1, 7-12.
Haumont N., 1966 (2003), *Les pavillonnaires*, Paris, L'Harmattan, 151 p.
Haumont N. (ed.), 1996, *La ville : agrégation et ségrégation*, Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, 219 p.
Hayot A., 2002, Pour une anthropologie de la ville et dans la ville : questions de méthodes, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n°3, 93-105.
Herzhaft-Marin Y., 1985, *Ravenscourt road, une rue de Londres en cours de gentrification*, Paris, Didier érudition, 401 p.
Hossard N., Jarvin M. (eds.), 2005, *« C'est ma ville ! » De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, Paris, L'Harmattan, 284 p.
Humain-Lamour A. L., 2006, Le quartier comme objet en géographie, *in* Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (eds.), *Le quartier, représentations scientifiques, politiques et sociales*, Paris, Editions la Découverte, 41-51.
Jacobs J., 1961 (1992), *The death and life of great american city*, London, Vintage, 458 p.
Joseph I., 1998, *La ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, Les éditions de l'Aube, 209 p.
Joseph I., 2000, Décrire l'espace des interactions, *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 49-57.
Joseph I., 2003, Chicago (Ecole de), *in* Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 151-153.
Le Bris E., 1981, Contenu géographique et contenu social de la notion de résidence. Quelques réflexions à partir de résultats d'enquêtes biographiques effectuées à Lomé (Topo) et Accra (Ghana), *Cahiers d'Etudes africaines*, n°81-83, XXI-1-3, 120-174.
Le Bris E., Marie A., Osmont A., Sinou A., 1985, Résidences, stratégies et parenté dans les villes africaines, *Les Annales de la recherche urbaine*, n°25, 13-30.
Lees L., 1994, Rethinking gentrification : beyond the positions of economics or culture. *Progress in human geography*, n°18, 137-151.
Lees L., 2000, A reappraisal of gentrification : towards a geography of gentrification. *Progress in human geography*, n°24, 389-409.
Lees L., 2003, The ambivalence of diversity and the politics of urban renaissance : the case of youth in Downtown Portland, Maine, *International journal of urban and regional research*, n° 27-3, 613-634.
Lefebvre H., 1967, Quartier et vie de quartier, *Cahiers de l'IAURP*, n°7.
Lefebvre H., 1968, *Le droit à la ville*, Paris, Points, 164 p.
Lefebvre H., 1973 (2000a) *Espace et politique. Le droit à la ville II*, Paris, Anthropos, 175 p.
Lefebvre H., 1974 (2000b), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 485 p.

Legates R. T., Hartman C., 1986, The anatomy of displacements in the United States, *in* Smith N., Williams P. (eds.), 1986, *Gentrification of the city*, Boston, Allen and Unwin, 178-203.

Lehman-Frisch S., Capron G., 2006, Le sentiment de quartier en milieu gentrifié : de San Francisco à Bogotá, *in* Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (eds.), *Le quartier, représentations scientifiques, politiques et sociales*, Paris, Editions la Découverte, 116-126.

Lelièvre E., Lévy-Vroelant C. (eds)., 1992, *La ville en mouvement. Habitat et habitants,* Paris, L'Harmattan, Coll. Villes et entreprises, 357 p.

Le Play F., 1855, *Les ouvriers européens*, Paris, Imprimerie impériale, 301 p.

Lévy J., 1988, Habitat et espace politique, *Espaces et Sociétés*, n°52-53, 9-30.

Lévy J.-P., 1998, Dynamique du parc immobilier et mobilité résidentielle, *in* Segaud M., Bonvalet M., Brun J. (eds.), *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris, La Documentation Française, 336-344.

Lévy J.-P., 2000, Pour une nouvelle lecture de la mobilité : entre espaces quotidiens et espaces résidentiels, *in* Cuillier F. (ed.), *Les débats sur la ville 3*, Bordeaux, Editions Confluences, Agence d'urbanisme de Bordeaux métropole Aquitaine, 133-148.

Lévy J.-P., 2001, Parcours d'habitant, *in* Authier J.-Y. *et al*., *Du domicile à la ville, vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, 21-50.

Lévy J.-P., 2002a, Réhabilitation ; Rénovation, *in* Segaud M., Brun J., Driant J.-C. (eds.), 2002, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 360-363.

Lévy J.-P., 2002b, Gentrification, *in* Segaud M., Brun J., Driant J.-C. (eds.), 2002, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 199-201.

Lévy J. P., 2002c, Filtrage social, *in* Segaud M., Brun J., Driant J. C. (eds.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 173-175.

Lévy J.-P., 2003, *Habitat et peuplement. Fin de cycle et nouvelle donne*, Habilitation à Diriger des Recherches, Paris, Université Paris I, 318 p.

Lévy J.-P., Dureau F. (eds.), 2002, *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, 411 p.

Lévy J.-P., Dureau F. *et al*., 2005, *Pratiques spatiales non résidentielles et recompositions des territoires urbains*, Rapport de fin de contrat ACI Espace et territoire, 52 p.

Lévy-Vroelant C., 1995, Un espace ouvert : usages sociaux du logement en ville entre 1830 et 1880, *Recherches contemporaines*, n°3, 63-90.

Lévy-Vroelant C., 2001, Les investissements matériels dans le logement, *in* Authier J.-Y. *et al*., *Du domicile à la ville, vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, 51-75.

Lévy-Vroelant C., 2004, Le logement des migrants en France du milieu du 19e siècle à nos jours, *Historiens et Géographes*, 385, 147-165.

Ley D., 1981, Inner City revitalization in Canada: a Vancouver case study, *Canadian geographer*, n°25, 124-148.

Lipietz A., 1996, Le local et le global, *in* Paquot T. (ed.), *Le monde des villes. Panorama urbain de la planète*, Paris, Edition complexe, 353-374.

Loiseau M., Bonvalet C., 2005, L'impact de la loi 1948 sur les trajectoires résidentielles en Ile de France, *Population*, 60 (3), 351-366.

Lupton R., 2003, *Poverty Street. The dynamics of neighbourhood decline and renewal*, Bristol, Policy, 244 p.

Lussault M., 1993, *Tours : images de la ville et politique urbaine*, Tours, Maison des sciences de la ville-Université François Rabelais, Coll. Sciences de la ville, 415 p.

Lussault M., 2001a, Propositions pour l'analyse générale des espaces d'actes, *in* Ghorra-gobin C. (ed.), *Réinventer le sens de la ville. Les espaces publics à l'heure globale*. Paris : L'Harmattan, 33-47.

Lussault M., 2001b, Temps et récit des politiques urbaines, *in* Paquot T. (ed.), *Le quotidien urbain. Essais sur les temps des villes*, Paris, Editions la Découverte/Institut des villes, 145-166.

Lussault M., 2004, La mobilité comme événement, *in* Allemand S., Ascher F., Lévy J. (eds.), *Les sens du mouvement*, Paris, Belin, 109-117.

Lynch K., 1960 (1998), *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 232 p.

Maison D., Ortalda L., 1998, Morphologie spatiale de la parenté. Proximités géographiques au sein de la famille étendue selon l'enquête « Proches et Parents », *in* Grafmeyer Y., Dansereau F. (eds.), *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain,* Lyon, Presses Universitaires de Lyon, Coll. Transversales, 101-120.

Marcuse P., 1986, Abandonment, gentrification and displacement : the linkages in the New York city, *in* Smith N., Williams P. (eds.), *Gentrification of the city*, Boston, Allen and Unwin, 153-177.

Marin Y., 1998, La « gentrification » des quartiers multi-ethnique, *in* Haumont N., Lévy J.-P. (eds.), *La ville éclatée : quartiers et peuplements*, Paris, L'Harmattan, 101-113.

Matheau-Police A., Casal A., Legendre A., 2005, Choix d'un emplacement dans une cafétéria. Critères invoqués et comportements observés, *Psychologie et société*, n°8, 45-80.

Missaoui L., Tarrius A., 2006, Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage, *Revue européenne des migrations internationales*, vol 22, n°2, 43-67.

Moriconi-Ebrard F., 1993, *L'urbanisation du monde, depuis 1950*, Paris, Anthropos-Economica, 372 p.

Newman K., Wyly E. K., 2006, The right to stay put revisited. Gentrification and resistance to Displacement in New York City, *Urban studies*, Vol.. 43-1, 23-57.

Olives J., 1972, La lutte contre la rénovation urbaine dans le quartier de « la cité d'Aliarte » (Paris), *Espaces et Sociétés*, n°6-7.

Osmont A., 1998, La « governance ». Concept mou, politique ferme, *Les Annales de la recherche urbaine*, n°80-81, 19-26.

Pasquet D., 1913, *Londres et les ouvriers de Londres*, Paris, Armand Colin, 764 p.

Pinson D., 2000, L'« usager » de la ville, *in* Paquot T., Lussault M., Body Gendrot S. (eds.), *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, Editions la Découverte, 233-243.

Pinson D., 1988, *Du logement pour tous aux maisons en tous genres*, Paris, PUCA, Coll. Recherches.

Piron O., 2002, De la rénovation urbaine au renouvellement urbain, *in* Segaud M., Brun J., Driant J.-C. (eds.), 2002, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 363-367.

Raymond H., 1966 (2001), *Paroles d'habitants. Une méthode d'analyse*, Paris, L'Harmattan, 123 p.

Raymond H., 1998, Habiter et vie quotidienne, *in* Segaud M., Bonvalet M., Brun J. (eds.), 1998, *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris , La Documentation Française, 300-397.

Raymond H., Haumont N., Dezès M.-G., Haumont A., 1966 (2002), *L'habitat pavillonnaire*, Paris, l'Harmattan, 114 p.

Rémy J., 1983, Retour aux quartiers anciens, *Recherches sociologiques*, Vol.. 14, n°3, 297-319.

Rémy J., 2002, Ville visible, ville invisible : un réseau aréolaire?, *in* Lévy J.-P., Dureau F. (eds.), *L'accès à la ville : les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, 299-329.

Rémy J., 2005, Nouveaux lieux d'urbanité et territorialités partagées : architecture urbaine et comportements collectifs. Réflexions à partir de Louvain-la-Neuve, *in* Brody J. (ed.), *La rue*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 103-121.

Rémy J., Voyé L., 1992, *La ville : vers une nouvelle définition ?*, Paris, L'Harmattan, 173 p.

Rhein C., 1996, Remarques préliminaires, *Strates*, n°9, http://strates.revues.org/document663.html.

Robic M.-C., 2003, La ville, objet ou problème ? La géographie urbaine en France (1890-1960), *Sociétés contemporaines*, n°49-50, 107-138.

Roché S., 1993, Les politiques publiques face au déclin des identités territoriales, *Les dossiers de l'observatoire*, n°4, 7-11.

Rodrigues-Malta R., 2001, Régénération urbaine : variations sud européennes, *L'information géographique*, n°65, 321-340.

Rodrigues-Malta R., 1999, Villes d'Espagne en régénération urbaine. Les exemples de Barcelone, Bilbao, Madrid, *Annales de géographie*, n°608, 397-420.

Roncayolo M., 1990, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 278 p.

Rose D., 2006, Les atouts des quartiers en voie de gentrification : du discours municipal à celui des acheteurs. Le cas de Montréal, *Sociétés contemporaines*, n°63, 39-61.

Rosemberg M., 2003, Culture et marketing, *Urbanisme,* n° 331, 43-48.

Rosemberg M., 2000, *Le marketing urbain en question : production d'espace et de discours dans quatre projets de villes*, Paris, Editions Anthropos, 184 p.

Rowntree B. S., 1902, *Poverty. A study of town life*, London, Macmillan, 452 p.

Sassen S., 1996, *La ville globale, New York, Tokyo, Londres*, Paris, Descartes et Cie, 493 p.

Saunier P.-Y., 1996, Un espace toujours à part : la Croix-Rousse de Lyon, *in* Fourcaut A. (ed.), *La ville divisée. Les ségrégations urbaines en question (France 18e-20e siècles)*, Grane, Créaphis, 175-189.

Segaud M., 2007, *Anthropologie de l'espace. Habiter, fonder, distribuer, transformer*, Paris, Armand Colin, 223 p.

Segaud M., Bonvalet M., Brun J. (eds.), 1998, *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris, La Documentation Française, 251 p.

Segaud M., Brun J., Driant J.-C. (eds.), 2002, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 448 p.

Serfaty-Garzon P., 2002, Habiter, *in* Segaud M., Brun J., Driant J.-C. (eds.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 199-201.
Simon P., 1993, Les quartiers d'immigration : « ports de première entrée » ou espaces de sédentarisation ? L'exemple de Belleville, *Espaces, populations, sociétés*, n°2, 379-388.
Simon P., 1998, L'intégration au quartier à l'épreuve de la rénovation, *in* Haumont N., Lévy J.-P. (eds.), *La ville éclatée : quartiers et peuplements*, Paris, L'Harmattan, 193-207.
Simon P., Lévy J.-P., 2005, Questions sociologiques et politiques sur la « mixité sociale », *Contretemps* n°13, 83-93.
Smith N., 1979, Toward a theory of gentrification : a back to the city by capital. Not people. *Journal of the american planning association*, vol. 45, 538-548.
Smith N., 1982, Gentrification and uneven development, *Economic geography*, vol. 58, 139-155.
Smith N., 1996, *The new urban frontier: gentrification and the revanchist city*, London-New York, Routledge, 262 p.
Smith N., 2003, La gentrification généralisée: d'une anomalie locale à la "régénération" urbaine comme stratégie urbaine globale, *in* Bidou-Zachariasen C. (ed.), 2003, *Retours en ville. Des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes et Cie, 45-72.
Smith N., Williams P. (eds.), 1986, *Gentrification of the city*, Boston, Allen and Unwin, 257 p.
Sokoloff B., 2002, Le projet urbain de Barcelone : spécificité et modalités de réalisation, *in* Carrière J.-P. (ed.), *Villes et projets urbains en Méditerranée*, Tours, Maison des sciences de l'Homme-Villes et territoires, 53-63.
Topalov C., 1987, *Le logement en France. Histoire d'une marchandise impossible*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 437 p.
Van Criekingen M., 2003, La ville revit ! Formes, politiques et impacts de la revitalisation résidentielle à Bruxelles, *in* Bidou-Zachariasen C. (ed.), *Retours en ville. Des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres,* Paris, Descartes et Cie, 73-107.
Van Zanten A., 2001, *L'école de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue*, Paris, PUF, 424 p.
Vermeersch S., 2006, Liens territoriaux, liens sociaux. Le territoire, support ou prétexte ?, *Espaces et Sociétés*, n°126, 53-68.
Verret M., 1996, *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 296 p.
Verret M., 1995, *L'espace ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 261 p.
Vervaecke M., 1988, L'habiter, les réseaux sociaux et les interactions sociales dans les quartiers anciens, *Espaces et Sociétés*, n°51, 165-181.
Vervaecke M., Les logiques familiales d'accès au logement, *in* Lelièvre E., Lévy Vroelant C. (eds.), *La ville en mouvement. Habitat et habitants,* Paris, L'Harmattan, Coll. Villes et entreprises, 163-175.
Veschambre V., 2002, Une mémoire urbaine socialement sélective, *Les Annales de la recherche urbaine*, n°92, 65-73.
Villavova R., 2003, Cultures et architectures de l'« entre deux », *Espaces et Sociétés*, n°113/114, 163-183.
Villermé L. R., 1840, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, 2 vol. Paris, Renouard.
Whyte W. F., 1943 (1995), *Street corner society : la structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, Editions la Découverte, Paris, 403 p.
Young M., Willmott P., 1957 (1983), *Le village dans la ville*, Paris, CCI, 255 p.
Zeneidi-Henry D., 2002, *Les SDF et la ville, Géographie du savoir survivre*, Paris, Editions Bréal, Coll. D'autre part, 288 p.
Zukin S., 1991, *Landscapes of power : From Detroit to Disney World*, Berkeley, University of California Press, 326 p.

Références et sources sur Grenoble

Barou J. (ed.), 2003, *Berriat (Grenoble), Terézváros (Budapest), un air de famille. Deux quartiers de ville en changement*, Seyssinet, Libris, 118 p.
Bartholomot *et al.*, 1989, *Europole, un bilan d'étape*, Grenoble, Université Pierre Mendès France-Grenoble II, Institut d'Urbanisme de Grenoble.
Blanchard R., 1911, *Grenoble, étude de géographie urbaine*, Paris, Colin, 159 p.
Blanchard R., 1922, Une méthode de géographie urbaine, *La vie urbaine*, n°16, 301-311.

Boisson M., 1995, *Les mutations physiques et sociales de trois quartiers de Grenoble : Berriat, Ile verte, Bajatière*, Mémoire de Maîtrise d'Urbanisme, Grenoble, Université Pierre Mendès France–Grenoble II, 98 p.

Bouhet André-Poyaux I., 2005, *Exploitations statistiques et cartographiques de l'enquête de cadrage de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat du quartier Berriat à Grenoble en 2000*, Mémoire du D.U. Système d'information géographique et méthodes de l'analyse géographique, Poitiers, Université de Poitiers, 93 p.

Daran M., 1975, *Analyse socio-économique du quartier Chorier-Berriat à Grenoble*, Mémoire de Maîtrise de Sciences Politiques, Grenoble, Université Pierre Mendès France-Grenoble II, Institut d'Etudes Politiques.

Evan C., *Evolution de l'industrie dans le quartier Berriat Saint-Bruno*, Mémoire de Maîtrise de géographie, Grenoble, Université J. Fourier-Grenoble I, Institut de Géographie Alpine, 1990, 150 p.

Giroud M., 2000, *Le cours Berriat de Charles-Anthelme Roux à aujourd'hui : étude de l'évolution d'un espace urbain et de son analyse scientifique*, Mémoire de Maîtrise de géographie, Grenoble, Université J. Fourier-Grenoble I, Institut de Géographie Alpine, 150 p.

Giroud M., 2003, *Un espace de centralité cosmopolite dans Grenoble à l'épreuve de la régénération urbaine : résister en habitant*, Mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies, Poitiers, Université de Poitiers, 173 p.

Jacquier C., 2001, Entre mythe grenoblois et réalité de « Très-Cloîtres ». Sélective mémoire..., *Ecarts d'identité*, n°95-96, 7-11.

Jampy J.-F., 1996, *Le quartier Berriat-Saint Bruno de Grenoble : une identité en péril*, Rapport d'études, Grenoble, Université Pierre Mendès France-Grenoble II, Institut d'Urbanisme de Grenoble, 68 p.

Lagarde F., 1990, *Changement d'image d'un quartier de Grenoble : l'exemple de Berriat/Saint-Bruno*, Mémoire de DESS, Grenoble, Université Pierre Mendès France- Grenoble II, Institut d'Urbanisme de Grenoble, 20 p.

Megevand F., Perez J. A., 1995, *Nouvelles dynamiques habitantes et enjeu de citoyenneté. Etude de trois quartiers contrastés de l'agglomération grenobloise*, Paris, Ministère de l'Equipement, des Transports et du Tourisme.

Morsel H., Parent J.-F., 1991, *Les industries de la région grenobloise*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 253 p.

Parent J.-F., 1982, *Grenoble, deux siècles d'urbanisation*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 187 p.

Parent J.-F., Joly J., 1988, *Grenoble de 1965 à nos jours, paysages et politiques de la ville*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 195 p.

Parent J.-F., Schwartzbrod, J.-L., 1995, *Deux hommes, une ville. Paul Mistral, Hubert Dubedout*, Grenoble, La pensée sauvage, 207 p.

Quéré G., 1993, *Les mutations socio-spatiales à Berriat, quartier de Grenoble*, Mémoire de DESS, Grenoble, Université Pierre Mendès France-Grenoble II, Institut d'Urbanisme de Grenoble.

Romero C., 1992, *Grenoble face au déclin du quartier Berriat : les politiques différentes des municipalités Dubedout et Carignon*, Mémoire de Maîtrise, Grenoble, Université Pierre Mendès France-Grenoble II, Institut d'Etudes Politiques.

Roux C.-A., 1913, Le Cours Berriat, étude géographique d'une rue, *Recueil des travaux de l'Institut de Géographie Alpine*, tome premier, 91-178.

SEM Grenoble 2000, 2000, *Europole le quartier d'affaires au cœur de Grenoble. 1998-2000. La maturité*, Grenoble, SEM Grenoble, 14 p.

Szanto D., 2005, « Esprit du lieu » : localité et apprivoisement de l'étranger, *in* Battegay A., Barou J., Gergely A., *La ville, ses cultures, ses frontières. Démarches d'anthropologues dans des villes d'Europe*, 167-199.

Talucci M., 2001, *L'identité d'un quartier à l'épreuve de la modernité : analyse de Chorier-Berriat à travers la recomposition de son tissu commercial*, Mémoire de Maîtrise, Grenoble, Université Pierre Mendès France-Grenoble II, Institut d'Etudes Politiques, 151 p.

Vial E., 2001, Grenoble, l'immigration à travers le temps, *Ecarts d'identité*, n°95-96, 74-81.

Ville de Grenoble, 1986, *Rapport de présentation du POS de Grenoble*, Grenoble, Ville de Grenoble.

Ville de Grenoble, 1989, *ZAC Europole II, dossier de création et réalisation*, Grenoble, Ville de Grenoble.

Ville de Grenoble, 1998a, *Etude préalable OPAH Secteur Berriat, Avril 1998/Juillet 1998*, Grenoble, Ville de Grenoble-Service Prospective Urbaine.

Ville de Grenoble, 1998b, *Dynamique de projets, synthèse, secteur Berriat Saint-Bruno, décembre 1998*, Grenoble, Ville de Grenoble-Service Prospective Urbaine.

Ville de Grenoble, 1998c, *Le paysage du quartier Berriat, Travail dans le cadre de la révision du POS*, Grenoble, Ville de Grenoble.
Ville de Grenoble, 1998d, Enjeux stratégiques du projet urbain (Partie B) et Fonctions urbaines et projets thématiques (Partie C), *in* Ville de Grenoble, *Le Projet Urbain, (version provisoire)*, Grenoble, Ville de Grenoble.
Ville de Grenoble, 1999, *Rapport de présentation, Plan d'Occupation des Sols, Secteur Nord-Ouest, deuxième révision approuvée le 15 mars 1999, mis à jour du 30 juillet 1999*, Grenoble, Ville de Grenoble, département vie urbaine.
Ville de Grenoble, 2000a, *Opération Europole 1986-2000*, Grenoble, Ville de Grenoble.
Ville de Grenoble, 2000b, *Le projet urbain 2000 de la Ville*, Grenoble, Ville de Grenoble.
Ville de Grenoble, 2003, *Plan local d'urbanisme. Concertation. Tomes 1 et 2*, Grenoble, Ville de Grenoble.
Ville de Grenoble-Pact de l'Isère, 1999, *OPAH-Etude de cadrage. Phase n°1-Diagnostic cadrage. Note d'avancement n°1*, Grenoble, Pact de l'Isère.
Ville de Grenoble-Pact de l'Isère, 2000, *Rapport de synthèse. Etude de cadrage OPAH Berriat*, Grenoble, Pacte de l'Isère.
Ville de Grenoble-Pact de l'Isère, 2004, *Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) complexe Chorier/Berriat. Bilan de la 3e année d'animation*, Grenoble, Pact de l'Isère.

Références et sources sur Lisbonne

Barreto A., 2004, Mudança social em Portugal : 1960-2000, *in* Costa Pinto A. (ed.), *Portugal contemporâneo*, Lisboa, Pubicações Dom Quixote, 137-162.
Câmara municipal de Lisboa, 1992, *Plano estratégico de Lisboa*, Lisboa, CML.
Câmara municipal de Lisboa, 1994, *Plano director municipal. Plantas e regulamento*, Lisboa, CML.
Câmara municipal de Lisboa, 2002, *Plano de urbanização de Alcântara-rio. Termos de referência*, Lisboa, CML-Direcção Municipal de Planeamento e gestão urbanistica.
Câmara municipal de Lisboa, 2003a, *Revision du PDM. Proposta n°81/2003. Termos de referência 26/02/2003*, Lisboa, CML.
Câmara municipal de Lisboa, 2003b, *Lisboa, conhecer, pensar, fazer, cidade*, Lisboa, CIUL.
Câmara municipal de Lisboa, 2004a, *Diagnóstico sócio-urbanístico da cidade de Lisboa. Una perspectiva censitária*, Lisboa, CML.
Câmara municipal de Lisboa, 2004b, *Habitação e mercado imobiliário, na área metropolitana de Lisboa*, Lisboa, CML.
Câmara municipal lisboa, 2005a, *Estudo urbanístico-Alcântara*, Lisboa, CML.
Câmara municipal de Lisboa, 2005b, *Cidade sempre em movimento*, Lisboa, CML.
Câmara municipal de Lisboa, 2005c, *Lisboa viva, activa, criativa, inovadora*, Lisboa, CML.
Câmara municipal de Lisboa, 1998-2005, *Lisboa Urbanismo, boletim da direcção municipal de planeamento e gestão urbanística*, Lisboa, CML.
Cauvel A., 1996, Portugal Lisbonne, capitale européenne des grands travaux. *Moniteur des TPB*, n°4817, 2-3.
Consiglieri C., Ribeiro F., Vargas J.-M., Abel M., 1996, *Pelas freguesias de Lisboa. Lisboa occidental*, Lisboa, Câmara municipal de Lisboa, 187 p.
Cordeiro G.-I., (1995), *Um bairro no coração da cidade: um estudo antropológico sobre a construção social de um « bairro típico » de Lisboa,* Tese de doutoramento em Antropologia Social, Lisboa, Instituto superior de ciências do trabalho e da empresa, 500 p.
Costa A.-F., Ribeiro M.-J., 1990, La construction sociale d'un objet de réhabilitation, *Sociedade e Território*, numéro spécial, 37-43.
Crozat D., 2003, Les périphéries de Lisbonne, *in* Marrou L. (ed.), *Mirer Lisbonne*, La Rochelle, Les cahiers du Lusotope, 71-113.
Da Costa P.-A., 1996, *Expensão do mercado imobilário de escritórios em Lisboa. Padrão de localização, agents, estrategias e produtos*, Dissertação de mestrado, Lisboa, Universidade de Lisboa, Faculdade de Letras, Centros de estudos geograficas, 198 p.
Da Costa A.-F., 1998, *Sociedade de Bairro. Dinâmicas sociais da identitade cultural*, Tese de doutoramento em sociologia, Lisboa, Instituto Superior de Ciências de Trabalho e de Empresa, 629 p.
Da Costa A.-F., 1999, *Sociedade de Bairro. Dinâmicas sociais da identitade cultural*, Oeiras, Celta editora, 539 p.

Daveau S., Lautensach H., Ribeiro O., 1987, *Geografia de Portugal*, Lisboa, Edições João Sá da Costa, 1 340 p.

Demazière C., 2002, Projet urbain et grands projets emblématiques : réflexions à partir de l'exemple d'Expo 98 à Lisbonne, *in* Carrière, J.-P. (ed.), *Villes et projets urbains en méditerranée*, Tours, Maison des Sciences de l'Homme-Villes et territoires, 33-53.

Dieux J., 2002, Transferts de pauvreté au Portugal, *Le monde diplomatique*, juin 2002, http://www.monde-diplomatique.fr/2002/07/DIEUX/16701, 5 p.

Eaton M., 1996, Résidents étrangers et immigrés en situation irrégulière au Portugal, *Revue Européenne des Migrations internationales*, vol. 12-1, 203-213.

Ferreira V. M., 1975, *Movimentos sociais urbanos et intervenção poitica. A intervenção do SAAL (servço ambulatório de apoio local) em Lisboa. Cidade em questão 4*, Porto, Edições afrontamento, 66 p.

Ferreira V. M. (ed.), 1997, *Lisboa, a metropole e o rio. Centralidades e requalificão das frentas de água*, Lisboa, ICSTE, 306 p.

Ferreira V. M. (ed.), 1999, *A cidade da Expo 98 : um reconversão na frente ribeirinha de Lisboa?*, Lisboa, ICSTE, 422 p.

Ferreira V. M., Craveiro M. T., 1989, Reabilitar ou requalificar a cidade ?, *Sociedade e Território*, n°10-11, 71-75.

Ferreira A. F. A., 1989, « Febre » imobiliária « ataca » em Lisboa (e noutras zonas). Notas breves para um estudo a fazer, *Sociedade e Território*, n°10-11, 55-56.

Fonseca M. L., 1988, Lisbonne depuis un siècle : de la cité à l'aire métropolitaine, *Revue géographique des Pyrénées et du sud-ouest*, 59, n°2-3, 187-204.

Fonseca M. L., Malheiros J., Esteves A., Caldeira M. J., 2002, Immigrants in Lisbon. Routes of integration. *Estudos para o planeamento regional e urbano*, n°56.

Freire de Lima M. A. F., 1971, *Alcântara. Evolução dum bairro de Lisboa*, Dissertação de geografia. Lisboa, Universidade de Lisboa, 106 p.

Gaspar J., 1985, *A dinâmica funcional do Centro de Lisboa*, Lisboa, Livros Horizonte, 126 p.

Gaspar J., Jensen-Butler C., 1982, Social, economic and cultural transformations in the Portuguese urban system, *International journal of urban and regional research*, vol. 16, n°3, 442-461.

Gaspar J., Patricio M. C., Williams A., 1988, L'évolution de la politique du logement au Portugal, *Espaces et Sociétés*, n°52-53, 167-181.

Guerra I., 1986, Poder Local. Reprodução ou inovação, *Sociologia, problemas e práticas*, n°1, 55-65.

Guerra I, 1991, *Changements urbains et modes de vie dans la péninsule de Sétúbal de 1974 à 1986*, Tome 1, Thèse de doctorat en sciences sociales appliquées au développement, Tours, Université François Rabelais, 690 p.

Guerra I., 1994a, As pessoas não são coisas que se ponham em gavetas, *Sociedade e Território*, n°20, 11-16.

Guerra I., 1994b, Os actors sociais e a degradação do parque habitacional em Lisboa, *Sociologia, problemas e práticas*, n°15, 79-98.

Guerra I., 1998, Grupos sociais, formas de habitat e estrutura do modo de vida, *Sociedade e Território*, n°25-26, 118-126.

Guerra I., 2006, Familles et habitat au Portugal au début des années 2000, *in* Bonvalet C., Arbonville D. (eds.), *Quelles familles ? Quels logements ? La France et l'Europe du Sud,* Paris, Les cahiers de l'INED, 109-137.

Guerra I., Costa Pinto T., Joao Queidas M., 1995, Appropriation du logement et modes de vie: « Clandestins » et « Légaux », *Espaces et Sociétés*, n°79, 7-25.

Guibentif P., 1996, Le Portugal face à l'immigration, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 12, n°1, 121-141.

Janeira A. L., Antunes C. L. (eds.), 1983, *Marcas de indústria no ambiante de Alcântara*, Lisboa, Barca nova-editor Livreiro, 191 p.

Lopes F. M., 1991, Reabilitação urbana em Lisboa, *Sociedade e Território*, n°14-15, 73-78.

Malheiros J., 2000, Segregação socioétnica na região metropolitana de Lisboa, *Sociedade e Território*, n°30, 27-36.

Marrou L., 2003, Lisbonne est-elle encore dans Lisbonne?, *in* Marrou L. (ed.), *Mirer Lisbonne*, La Rochelle, Les cahiers du Lusotope, 43-71.

Pernot J.-M., 1999, Portugal. Un rattrapage salarial encore modeste, *Chronique internationale de l'IRES*, n°60, 72-77.

Pires J. G., 1976, A Lisbonne : « Casas sim, barracas nao ! », *in* Cherki E., Mehl D. (eds.), *Contre-pouvoirs dans la ville*, n°6, Paris, Editions Autrement, Série Mutations, 104-114.

Portas N., 1985, Notas sobre a intervenção na cidade existente, *Sociedade e Território*, n°2, 8-13.

Ribeiro M. J., 1991, Reabilitação urbana : estratégia e organização, *Sociedade e Território*, n°14-15, 56-61.

Ribeiro O., 1994, *Opúscilos geográficos. Volume V, Temas urbanos*, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian, 557 p.

Rodrigues W., 1999, Globalização e gentrificação. Teoria e empiria, *Sociologia, problemas e práticas*, n°29.

Salgueiro T. B., 1977, Bairros clandestinos na periferia de Lisboa, *Finisterra*, vol. XII, n°23, 28-55.

Salgueiro T. B., 1994, Novos produtos imobiliáros e restructuração urbana, *Finisterra*, vol. XXIX, n°57, 79-101.

Salgueiro T. B., 1997, Lisboa, metrópole policêntrica e fragmentada, *Finisterra*, vol. XXXII, n°63, 179-190.

Salgueiro T. B., 2001, *Lisboa, periferia e centralidades*, Oeiras, Celta editora, 230 p.

Salgueiro T. B. (ed.), 1998, *Globalização e restructuração urbana*, Lisboa, CEG-Universidade de Lisboa, 118 p.

Seixas J., 2002, The gaps of urban governance. Questionings and perceptions upon Metropolitan Lisbon urban management, *Cidades, Comunidades e Territórios,* 1-30.

Soares L. B., 1984, Urbanizaçao clandestina e politica urbana, *Sociedade e Territorio*, n°1, 19-34.

Vidal F., 2003, *Les habitants d'Alcântara au début du XX^e siècle. Identités, proximités et distances sociales dans un quartier industrialisé de Lisbonne*, Thèse de doctorat d'histoire, Lyon,Université Lumière Lyon II, 612 p.

Vidal F., 2006, *Les habitants d'Alcântara. Histoire sociale d'un quartier de Lisbonne au début du 20^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 489 p.

Vitorino S., 1998a, Guerra aberta no Casal Ventoso, *Journal de notícias*, 4 avril, 1998.

Vitorino S., 1998b, Críticas suaves ao Casal Ventoso, *Journal de notícias*, 17 mars 1998.

Table des encadrés

Encadré 1.1. Réhabilitation et participation habitante à Lisbonne 35
Encadré 3.1. Les conditions du choix des terrains 92
Encadré 3. 2. Le locatif privé dans le parc de logements anciens au Portugal : un marché en transition 123
Encadré 3.3. L'accessibilité bouleversée : le développement des infrastructures de communication et de transport à Lisbonne....124
Encadré 3.4. Alcântara au sein des grandes orientations de l'aménagement de Lisbonne : les principaux outils urbanistiques 126
Encadré 4.1. Parcours individuels et trajectoire du quartier : méthodologie d'analyse....157
Encadré 4.2. Mobilité passive et trajectoire promotionnelle d'anciens résidents de Berriat Saint-Bruno 192
Encadré 4.3. Sédentarité et accommodement : la résistance volontaire au déplacement (Berriat Saint-Bruno)....194
Encadré 4.4. De l'ambiguïté d'anticiper le changement de Berriat Saint-Bruno : entre volonté de résistance et pratiques de transformation....203
Encadré 5.1. Méthodologie d'analyse et présentation des résultats....209
Encadré 5.2. Description de l'échantillon de l'enquête de cadrage OPAH Berriat 237
Encadré 5.3. Méthodologie d'analyse de l'enquête OPAH Berriat 237
Encadré 5.4. Méthodologie d'analyse : élaboration et cartographie d'une typologie du parc de logements anciens....253
Encadré 6.1. Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara* (2005) : matériau utilisé et composition de l'échantillon....271
Encadré 6.2. Evolution des dispositifs et des principes de l'aménagement d'Europole à Grenoble 300
Encadré 6.3. Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara* (2005) : précisions méthodologiques 303
Encadré 6.4. Enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble* (2006) : précisions méthodologiques 306
Encadré 7.1. Enquête *Pratiques, usages et représentations des Docas d'Alcântara* (2005) : précisions sur la composition par tranche horaire de l'échantillon....313
Encadré 7.2. Enquête *Pratiques, usages et représentations de la cafeteria Terra do Café à Alcântara* (2005) : précisions méthodologiques 325
Encadré 7.3. Enquête *Pratiques, usages et interactions sociales dans le café La City à Berriat Saint-Bruno* (2003-2005) : précisions méthodologiques....336
Encadré 8.1. Un exemple de représentation du changement urbain de l'ouest grenoblois au moment du lancement de l'opération Europole : communiqué de presse de Alain Carignon....355
Encadré 9.1. Méthodologie d'analyse des représentations individuelles d'Alcântara....393
Encadré 9.2. Méthodologie d'analyse des représentations individuelles de Berriat Saint-Bruno....403
Encadré 9.3. Méthodologie d'élaboration du tableau sur les représentations de l'espace Berriat Saint-Bruno/Europole 408

Table des figures

Figure 1.1. Un objet de recherche à l'intersection de mouvements scientifiques, urbains et sociétaux 49
Figure 3.1. Un champ de contraintes : démarche de la recherche et choix des méthodes 91
Figure 3.2. Plan de Grenoble en 1860 et naissance du quartier Berriat Saint-Bruno 94
Figure 3.4. Evolution du front d'opérations urbaines à Berriat Saint-Bruno entre 2003 et 2007 .108
Figure 3.5. Berriat Saint-Bruno, un « laboratoire du renouvellement urbain » pour accompagner la reconquête à partir du milieu des années 1990 110
Figure 3.6. Localisation et limites administratives de la freguesia d'Alcântara (2007) 112
Figure 3.7. Opérations de renouvellement urbain et principaux types d'espace résidentiel à Alcântara (2005) 127
Figure 3.8. Synthèse du système d'investigation et des références des enquêtes 132
Figure 3.9. Lieux d'enquête à Berriat Saint-Bruno (2003-2006) 137
Figure 4.1. Parcours des nouveaux résidents d'Alcântara 164
Figure 4.2. Parcours de résidents en situation de retour à Alcântara 180
Figure 4.3. Parcours de résidents de longue date à Alcântara 186
Figure 5.1. Matrice des postes de travaux réalisés par les résidents de l'enquête *Trajectoires biographiques, pratiques quotidiennes et représentations du quartier d'Alcântara* (2005) 211
Figure 5.2. Transformations et continuités des structures de propriété des immeubles de la rue Coelho à Alcântara (2005) 218
Figure 5.3. Réaménagement de l'espace domestique dans un immeuble non réhabilité de la rue Coelho à Alcântara (2005) 223
Figure 5.4. Occupation de l'immeuble 5, rue da Quinta do Jacinto à Alcântara (2005) 227
Figure 5.5. Occupation et dégradation d'un immeuble des années 1960, rue Luis de Camões à Alcântara (2005) 233
Figure 5.6. Secteurs Insee et logements enquêtés lors de l'étude de cadrage de l'OPAH Berriat (2000) 237
Figure 5.7. Potentialités de transformation physique des logements anciens et de leur occupation à Alcântara (2007) 254
Figure 6.1. Représentation temporelle des pratiques quotidiennes des résidents d'Alcântara par type d'espace fréquenté (2005) 275
Figure 6.2. Systèmes de lieux pratiqués au quotidien, de résidents d'Alcântara passant peu de leur temps journalier hors du domicile (2005) 279
Figure 6.3. Systèmes de lieux pratiqués au quotidien, de résidents d'Alcântara passant entre 6 et 12 heures de leur temps journalier hors du domicile (2005) 281
Figure 6.4. Systèmes de lieux pratiqués au quotidien, de résidents d'Alcântara passant plus de 12 heures de leur temps journalier hors du domicile (2005) 283
Figure 6.5. Structuration et aménagement des *Docas* de Santo Amaro et d'Alcântara (2007) 287
Figure 6.6. L'opération mixte *Alcântara Rio* (2007) 289
Figure 6.7. Pratiques des lieux de l'intervention par les résidents d'Alcântara (2005) 291
Figure 6.8. Système de lieux pratiqués au quotidien par une habitante non résidente d'Alcântara (2005) 295
Figure 6.9. Les aménagements d'Europole à Grenoble (2007) 301
Figure 6.10. Système de lieux pratiqués au quotidien par quatre « usagers-types » des *Docas* d'Alcântara (2005) 304

Figure 6.11. Les lieux de Berriat Saint-Bruno pratiqués par des élèves du collège de la Cité scolaire internationale (2006)....307
Figure 7.1. Durée journalière consacrée par chaque usager à la pratique des *Docas* d'Alcântara (2005)....316
Figure 7.2. Localisations des clients dans la cafeteria *Terra do Café* d'Alcântara, à 9h30, 11h, 15h30 et 17h (juin 2005)....328
Figure 7.3. Le café *La City* à l'interface d'Europole et de Berriat Saint-Bruno (2005)....336
Figure 8.1. Texte de présentation et plaquette de promotion de la résidence *Le Nouveau Monde* (Bernard Teillaud Résidence) à Berriat Saint-Bruno (2001)....374
Figure 8.2. Texte de présentation et plaquette de promotion de la résidence *Symphonie* (BNP Paribas) à Berriat Saint-Bruno (2003)....376
Figure 8.3. Texte de présentation et plaquette de promotion de la résidence *Galilée* (BNP Paribas) à Berriat Saint-Bruno (2004)....377
Figure 8.4. Plans de localisation des résidences *Le Nouveau Monde*, *Symphonie* et *Galilée* à Berriat Saint-Bruno (2001, 2003, 2004)....379
Figure 9.1. Thématiques mobilisées par les résidents d'Alcântara pour décrire leur quartier (2005)....397

Table des photographies

Photographie 4.1. Façade extérieure et espaces collectifs internes de la résidence fermée *Alcântara Residence*....166
Photographie 4.2. Façade extérieure et espaces collectifs de la résidence *Alcântara Rio* 166
Photographie 4.3. Habitat ancien bon marché dans *Alto da Cruz* (rue Feliciano de Sousa) à Alcântara 174
Photographie 4.4 Annonces de location informelle à Alcântara : propositions réservées aux *rapazes bresileiros* 177
Photographie 4.5. Vues de *Alto da Cruz* à Alcântara....188
Photographie 4.6. Le secteur planifié d'habitat collectif et individuel *Quinta do Jacinto* à Alcântara 188
Photographie 4.7. Habitat et espaces collectifs de l'opération de relogement *Vale de Alcântara*....201
Photographie 4.8. De la fenêtre d'un immeuble ancien d'Alcântara : la construction du programme *Alcântara Rio III* 202
Photographie 5.1. Les immeubles de la rue Coelho à Alcântara : côté rue, côté jardin....216
Photographie 5.2. Ouverture de l'espace intérieur et mise en valeur patrimoniale dans un logement de la rue Coelho à Alcântara....221
Photographie 5.3. L'héritage de l'auto-construction dans *Alto da Cruz* à Alcântara....230
Photographie 5.4. Rendre visible la transformation dans *Alto da Cruz* à Alcântara 231
Photographie 5.5. Immeubles urbains (n°99 cours Berriat) et maisons mitoyennes, construits avant 1948 à Berriat Saint-Bruno 241
Photographie 5.6. Dégradation avancée des parties communes de l'immeuble n°99 du cours Berriat 241
Photographie 5.7. Immeuble de type « haussmannien » (n°110 cours Berriat), construit avant 1948 à Berriat Saint-Bruno....242
Photographie 5.8. Immeuble de type « contemporain 1950-60 » (n°112 cours Berriat) à Berriat Saint-Bruno 243
Photographie 5.9. Immeubles de type « contemporain 1960-85 » à Berriat Saint-Bruno 243
Photographie 5.10. Un ancien palais en cours de réhabilitation à Alcântara....255
Photographie 5.11. Immeubles anciens fin XIXe-début XXe d'inspiration pombaline à fort potentiel de transformation à Alcântara....256
Photographie 5.12. Petits collectifs réhabilités à proximité d'*Alcântara Rio* 257
Photographie 5.13. Fonctionnalité et esthétique des premiers immeubles en béton armé à Alcântara 257
Photographie 5.14. De hauts immeubles modernes à Alcântara 258
Photographie 5.15. Des immeubles des années 1950 en voie de dégradation à Alcântara....258
Photographie 6.1. Deux lieux traditionnels d'Alcântara : le *Largo de Calvário* et la rue de Alcântara....285
Photographie 7.1. Commerçant ambulant sur le site des *Docas* d'Alcântara....323
Photographie 8.1. Image en trois dimensions de l'animation au sol envisagée sur le site d'*Alcântara-Mar*....358
Photographie 8.2. Mise en valeur d'une façade remarquable dans le cadre de l'opération *Minoterie Armand*, à Berriat Saint-Bruno....365
Photographie 8.3. Maintien des cheminées industrielles et production symbolique, sur les sites de deux résidences haut de gamme à Berriat Saint-Bruno et à Alcântara 365

Photographie 8.4. Fermeture et habillage des rues, lors de la Fête de la couleur à Berriat Saint-Bruno 384
Photographie 8.5. Occupations et détournement de l'espace de la rue, lors de la Fête de la couleur à Berriat Saint-Bruno 385
Photographie 8.6. Images de Berriat Saint-Bruno au début du XXe siècle lors de la Fête de la couleur 385

Table des tableaux

Tableau 3.1. Evolution des effectifs et des taux de croissance annuelle de la population de Berriat Saint-Bruno (1962-1999) 99
Tableau 3.2. Evolution de la composition socio-professionnelle de la population active de Berriat Saint-Bruno et Grenoble (1968-1999)....100
Tableau 3.3. Disparition progressive d'une partie du parc de logements construits avant 1948, à Berriat Saint-Bruno (1962-1990)....105
Tableau 3.4. Evolution de la structure du parc de logements de Berriat Saint-Bruno (1982-1999)....109
Tableau 3.5. Les présidents de la Câmara municipal de Lisbonne (1980-2006)....121
Tableau 3.6. Descriptif de la reconquête urbaine de Berriat Saint-Bruno et d'Alcântara....130
Tableau 3.7. Objectifs de la collecte préliminaire de cadrage et modalités de recueil de l'information à Grenoble et Lisbonne 133
Tableau 3.8. Catégories d'acteurs publics et privés rencontrés et méthodologies d'enquête à Grenoble et Lisbonne....143
Tableau 4.1. Variables descriptives du contexte et modes de représentation des parcours résidentiels (Alcântara) 158
Tableau 5.1. Traitement de l'enquête OPAH Berriat: modalités de la variable « Intervention dans le logement »....238
Tableau 5.2. Des bâtiments anciens plus ou moins homogènes à Berriat Saint-Bruno (2000)....244
Tableau 5.3. Types d'occupants selon l'intensité de transformation des logements à Berriat Saint-Bruno (2000)....246
Tableau 5.4. Evolution de l'occupation de trois immeubles du cours Berriat (2000-2006) 249
Tableau 5.5. Les transformations de l'espace commercial d'une portion de rue à Berriat Saint-Bruno (2000-2006) 251
Tableau 5.6. Caractéristiques du parc de logements des différents secteurs géographiques d'Alcântara (1991-2001)....255
Tableau 6.1. Présences et pratiques du quartier selon la catégorie socio-professionnelle des résidents d'Alcântara (2005) 276
Tableau 6.2. Présences et pratiques du quartier selon le profil résidentiel des résidents d'Alcântara (2005) 277
Tableau 6.3. Nombre d'enquêtés selon l'usage du lieu et la tranche horaire (2005) 303
Tableau 6.4. Modes de déplacement, cheminements et expériences du quartier Berriat Saint-Bruno, chez des élèves de la Cité scolaire internationale (2006) 308
Tableau 7.1. Appréciations des usagers des *Docas* d'Alcântara (2005) 318
Tableau 7.2. Représentations de la fréquentation des *Docas* d'Alcântara, chez les usagers des *Docas* (2005)....319
Tableau 7.3. Rythmes de la cafeteria *Terra do Café* à Alcântara (juin 2005)....327
Tableau 7.4. Séquences sur une journée de la fréquentation du café *La City* à Berriat Saint-Bruno (septembre 2004) 339
Tableau 7.5. Situations de mise en présence entre 8h et 9h, à *La City* (Grenoble) un jour de septembre 2004....339
Tableau 7.6. Situations de mise en présence entre 9h30 et 11h, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno (septembre 2004) 340
Tableau 7.7. Situations de mise en présence entre 14h et 16h, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno (septembre 2004) 341

Tableau 7.8. Situations de mise en présence entre 17h30 et 20h, au café *La City* à Berriat Saint-Bruno (septembre 2004) 342
Tableau 9.1. Représentations du quartier d'Alcântara pour trois groupes d'individus (résidents, usagers, non usagers) : catégories descriptives (2005) 394
Tableau 9.2. Percevoir ou non le changement urbain d'Alcântara (2005) 399
Tableau 9.3. Types de transformation évoqués par les résidents et les usagers d'Alcântara (2005) 401
Tableau 9.4. Représentations du devenir de la population actuelle dans le changement urbain, chez les résidents et les usagers d'Alcântara (2005) 402
Tableau 9.5. Appréciations des élèves et qualification des alentours de la Cité scolaire internationale de Grenoble (2005) 403
Tableau 9.6. Représentations d'Europole et de Berriat Saint-Bruno, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble : catégories descriptives (2005) 405
Tableau 9.7. Représentations d'Europole, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble : associations de termes et de catégories descriptives (2005) 406
Tableau 9.8. Représentations de Berriat Saint-Bruno, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble : associations de termes et de catégories descriptives (2005) 406
Tableau 9.9. Représentations des populations d'Europole et de Berriat Saint-Bruno, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble (2005) 407
Tableau 9.10. Représentations de l'espace Berriat Saint-Bruno / Europole, pour des élèves de la Cité scolaire internationale de Grenoble (2005) 409
Tableau 9.11. Principales représentations du peuplement d'Alcântara, pour trois groupes d'individus (résidents, usagers, non usagers) (2005) 415
Tableau 9.12. Les continuités populaires dans les représentations de trois groupes d'individus (résidents, usagers, non usagers) (2005) 418

Table des matières

Introduction générale....1

Partie 1.
Des centres anciens en renouvellement :
changement urbain et continuités populaires....7

Introduction....9

Chapitre 1. Mouvements et continuités en centre ancien....13
Introduction....13
1. Mouvements et changements des anciens quartiers ouvriers et industriels....14
1.1. Reconquérir les anciens quartiers industriels et ouvriers....14
1.1.1. Trajectoire du quartier et théorie de la régulation : découvrir une marge, reconquérir un centre....14
1.1.2. L'espace stratégique et le sens retrouvé ?....20
1.1.3. L'attrait renouvelé de l'ancien quartier ouvrier et industriel....21
1.2. Le renouvellement urbain comme régulation de la reconquête....24
1.2.1. Mouvements de l'espace existant et renouvellement urbain : le choix des mots....24
1.2.2. Renouvellement urbain, interventions sur l'espace et gentrification....25
1.2.3. Impulser puis contrôler : outils et discours des étapes de la reconquête....26
• Impulser la reconquête : favoriser la rénovation et la rupture....27
• Accompagner et contrôler la reconquête : recréer des liens....29
2. Menaces, luttes et exclusions : les habitants face au changement urbain....31
2.1. Interventions urbaines et actions collectives en France et au Portugal....32
2.1.1. Les habitants et les luttes urbaines....32
2.1.2. Neutraliser les luttes : les structures de participation....34
2.2. Des habitants écartés du changement par le déplacement....38
2.2.1. De la « rénovation-déportation » à la « gentrification-déportation »....38
2.2.2. Quelques interrogations sur le modèle de la « déportation »....39
3. Reconsidérer l'action de l'habitant, produire du changement et de la continuité....40
3.1. Continuités populaires et changement urbain....40
3.1.1. De la « continuité » à la « continuité populaire » en centre ancien....40
3.1.2. Présences, pratiques, représentations : la continuité au pluriel....41
3.1.3. Ce qui persiste en changeant : les continuités comme composantes du changement 42
3.2. L'habitant, individu acteur du changement urbain....43
3.2.1. L'individu et la société, l'acteur et le système....44
3.2.2. L'individu dans ses rapports à l'espace....45
4. Recherches en mouvement, mouvements de la recherche....48
Conclusion....54

Chapitre 2. Pour une reconnaissance des pratiques spatiales ordinaires :
l'habiter et la résistance....57
Introduction....57
1. Retour de l'habitant, détour par l'habiter....58
1.1. L'habiter, comme synthèse de pratiques des lieux....58

1.1.1. Habiter au-delà de la résidence 58
1.1.2. Penser une pluralité de lieux reliés entre eux 60
1.1.3. L'habiter, au croisement des pratiques et des représentations des lieux 62
1.2. Savoir habiter et pouvoir habiter 63
1.2.1. On peut habiter sans être (trop) mobile 64
1.2.2. Habiter, une question d'habitudes ? 65
1.2.3. L'habiter comme choix 66
2. Résister en habitant : de la résistance des habitants au quotidien 68
2.1. La dimension spatiale de la résistance 68
2.2. La résistance pour assurer une présence et perpétuer une existence 71
2.3. La résistance comme détournement d'une norme 73
2.3.1. Espace et pouvoir au quotidien 73
2.3.2. Pratiques des habitants, transgression et détournement 75
2.4. Intentionnalité, conscience et résistance en habitant 76
2.5. Des lieux, des situations ou des moments de résistance ? 79
3. Résister en habitant et continuités populaires dans des anciens quartiers ouvriers en renouvellement urbain 82
3.1. L'image du « quartier populaire » : continuités des représentations géographiques et pratiques ordinaires des habitants 82
3.2. Résister en habitant et contraintes structurelles : le rapport au changement urbain 83
Conclusion : retours sur hypothèses 84

Chapitre 3. Une approche dynamique, compréhensive et croisée de deux contextes géographiques 87
Introduction 87
1. Le choix d'une approche 87
1.1. Une approche croisée 87
1.2. Une approche compréhensive et dynamique 89
2. Les terrains de la recherche : Alcântara à Lisbonne, Berriat Saint-Bruno à Grenoble 91
2.1. Berriat Saint-Bruno, un ancien quartier ouvrier d'une « petite grande ville » 93
2.1.1. Berriat Saint-Bruno, de la « ville de l'ouest » au quartier central 93
• Une autre ville. L'origine d'une périphérie industrielle et ouvrière 93
• Croissance urbaine et localisation actuelle centrale 96
2.1.2. De l'apogée à la crise : peuplement populaire et espace urbain à Berriat Saint-Bruno jusque dans les années 1980 98
• Consolidation d'un quartier ouvrier 98
• Crise industrielle, dégradation de l'espace urbain et accueil de nouvelles populations immigrées 99
• Une première réponse politique : améliorer l'habitat ancien, maintenir les ménages modestes sur place et penser la reconquête 101
2.1.3. La reconquête de Berriat Saint-Bruno : renouvellement urbain et gentrification 103
• Moderniser la ville pour « confirmer l'ambition européenne de Grenoble » 103
• Impulser la reconquête urbaine de Berriat Saint-Bruno autour du projet Europole 104
• Le quartier dans la ville, la ville dans le Monde, le quartier dans le Monde (au tournant des années 2000) 105
• Accompagner la reconquête : faire de Berriat Saint-Bruno le « laboratoire du renouvellement urbain de Grenoble » ? 107
2.2. Alcântara, quartier industriel historique d'une « ville toujours en mouvement » 111
2.2.1. Du faubourg industriel et ouvrier du début du XXe siècle au quartier central de l'aire métropolitaine d'aujourd'hui 113

• Naissance d'une périphérie lisboète 113
• Alcântara, de la périphérie au centre 116
2.2.2. Alcântara ou le « tatouage industriel sur le corps de la ville » : les effets d'une désindustrialisation progressive 118
• Départ progressif des établissements industriels et apparition de friches urbaines 118
• Baisse constante de l'effectif de la population résidente et de la proportion d'ouvriers depuis l'après-guerre 119
• Un habitat ouvrier en voie de dégradation, une pauvreté visible 120
2.2.3. Valoriser Lisbonne, reconquérir Alcântara 121
• De la capitale européenne de l'Atlantique à la capitale atlantique de l'Europe 121
• Les projets urbains à Alcântara depuis la moitié des années 1990 125
2.3. Le croisement des situations 129
3. Système d'investigation et méthodes employées 131
3.1. Une collecte préliminaire de cadrage 133
3.2. Le rapport des habitants au changement urbain : présences, pratiques et représentations du quartier 134
3.3. Appréhender les interactions entre les pratiques des habitants et le cadre matériel 138
3.4. Pratiques et représentations des lieux de l'intervention : enquêtes in situ 140
3.5. Déconstruire le discours des acteurs publics et privés de l'intervention urbaine 142
3.6. Les quartiers d'étude vus d'ailleurs : enquêtes de la distanciation et contrôle de l'observation 143
Conclusion 144
Conclusion de la partie 1 145

Partie 2.
Continuités des présences résidentielles : parcours d'habitants et transformations des logements 147

Introduction 149

Chapitre 4. Présences résidentielles, installations et durées : l'habitant dans le quartier, entre parcours individuel et contextes en mouvement 151
Introduction 151
1. Positions et statuts du quartier dans les parcours individuels 153
1.1. Approche biographique et lecture dynamique des contextes 153
1.2. L'analyse des présences résidentielles à partir des enquêtes Trajectoires, pratiques quotidiennes, et représentations du quartier 157
1.3. Types et profils : des parcours singuliers, contributions plurielles au changement du quartier 159
1.3.1. Les nouveaux résidents : des installations récentes et inédites 159
1.3.2. Les résidents en situation de retour 161
1.3.3. Les résidents de longue date : entre stabilités et mobilités résidentielles de proximité 162
2. De nouvelles présences résidentielles : renouvellement et continuité des pratiques résidentielles et des marquages sociaux 163
2.1. S'installer dans un logement neuf : anticiper et accélérer le changement urbain 166
2.1.1. Des nouveaux venus jeunes, qualifiés et aisés 166
2.1.2. Trajectoires résidentielles ascendantes et logiques de distinction 167
2.1.3. Des acteurs de la reconquête urbaine : anticipation et accélération du changement urbain 169
2.2. Investir un logement ancien : contribuer à un changement plus diffus et moins visible ? 170

2.2.1. De jeunes ménages qualifiés aux situations socio-professionnelles diversifiées.....170
2.2.2. Le choix de l'habitat ancien au sein de trajectoires résidentielles ascendantes 170
2.2.3. D'autres acteurs de la reconquête urbaine : présences plus diffuses et réhabilitations « spontanées » 171
2.3. Nouveaux venus et habitat ancien bon marché : des mobilités sans changement ?.....173
2.3.1. Des résidents peu qualifiés, aux revenus modestes.....174
2.3.2. L'accès à un logement ancien bon marché, entre contraintes structurelles et réseaux relationnels 174
2.3.3. De nouveaux venus dans de le parc ancien bon marché : continuité de pratiques résidentielles et changement urbain.....177
3. Le retour d'anciens résidents : frein ou accélération du changement urbain ? 179
3.1. Le choix d'une installation en logement neuf : retour au quartier et renouvellement des pratiques résidentielles 181
3.2. Revenir au quartier de son enfance : assurer la continuité d'une présence résidentielle ..182
4. Les résidents « anciens » : rester dans le quartier par-delà les transformations du contexte urbain.....185
4.1. Rester dans le même logement : la sédentarité résidentielle, composante du changement urbain.....188
4.1.1. Temps de l'installation et conditions de la sédentarité 188
4.1.2. Conséquences de la sédentarité sur les trajectoires résidentielles : les enjeux de la mobilité passive 190
4.1.3. Des sédentarités à l'encontre de la reconquête urbaine 193
4.2. Le choix de la mobilité résidentielle de proximité : maintenir un type de voisinage et de fonctionnement quotidien.....195
4.2.1. Des résidents de longue date peu qualifiés et aux revenus modestes 196
4.2.2. La recherche de meilleures conditions d'habitat.....196
4.2.3. Les mobilités de proximité, expressions de la capacité du quartier à retenir sa population.....198
4.3. Le choix de la mobilité à l'intérieur du quartier : entretenir une relation à la ville 199
4.3.1. Être résident ancien et acteur de la reconquête urbaine.....200
4.3.2. L'accès d'anciens résidents aux opérations de relogement social 200
4.3.3. La capacité d'anciens résidents à anticiper le changement.....201
Conclusion 204

Chapitre 5. Pratiques de transformation des logements anciens et changement urbain.....207
Introduction.....207
1. Les pratiques de transformation des logements, entre plasticité du bâti et stratégies d'habitants.....210
1.1. L'inégale transformation des logements à Alcântara : une expression de la diversité des positions résidentielles des habitants ?.....210
1.2. Des possibilités inégales de transformation : le bâti ancien comme condition et contrainte du changement social.....214
1.2.1. Permanences et transformations d'immeubles anciens : redistribution spatiale des individus et nouvelles proximités 215
• Coexistence à l'échelle d'une rue d'immeubles anciens identiques mais inégalement transformés 215
• Des résidents socialement différents répartis dans des immeubles inégalement réhabilités 216
• Les effets de l'inégale transition des structures de propriété sur le peuplement et sur le choix de réhabiliter 218
1.2.2. Investissements singuliers et rapports individuels au processus de réhabilitation..220

• Transformation du bâti et recompositions des logements 220
• Recompositions des logements dans la permanence du bâti....222
• L'impossible transformation des logements....223
1.2.3. Significations des transformations : la représentation ambiguë de la permanence des formes sociales et urbaines....224
1.3. Continuités des présences et possibilités de mobilité passive dans le parc de logements anciens....225
1.3.1. Changer de statut d'occupation sans transformer son logement : les effets d'une politique municipale sur le maintien de résidents anciens....226
1.3.2. Morphologie urbaine, types d'habitat, réseaux sociaux : le contrôle par les habitants d'un parc de logements anciens....228
1.4. Stabilités des résidents dans le parc ancien : détérioration des logements et des conditions d'habitat....232
1.4.1. Précarité économique en logement ancien : la dégradation des conditions d'habitat....232
1.4.2. Le blocage de segments du parc ancien....234
2. Des possibilités multiples de transformation : du logement au quartier....235
2.1. La lente transformation du parc de logements anciens de Berriat Saint-Bruno....235
2.1.1. Une hétérogénéité de l'état des logements anciens observée à l'échelle du quartier et au sein même des bâtiments....240
• Une forte hétérogénéité du parc ancien à l'échelle du quartier, quel que soit le type de bâti....240
• Une forte hétérogénéité des logements au sein même des bâtiments....244
2.1.2. Des logements anciens inégalement transformés et entretenus....245
2.1.3. Les effets opposés des rotations résidentielles sur le changement social de trois immeubles anciens, entre 2000 et 2006....248
2.1.4. Des changements beaucoup plus rapides dans l'espace commercial que dans l'espace résidentiel....250
2.2. Retour sur Lisbonne : Alcântara, un quartier dont le parc de logements anciens ne peut être entièrement transformé....253
Conclusion....259
Conclusion de la partie 2....263

Partie 3.
Des continuités populaires au quotidien : présences dans le quartier et lieux pratiqués....265

Introduction....267

Chapitre 6. La relation quotidienne au quartier : temporalités des présences, cheminements et lieux pratiqués....269
Introduction....269
1. La relation des résidents au quartier et leur empreinte sur les lieux....271
1.1. « Du domicile à la ville » : la temporalité des pratiques quotidiennes des habitants....272
1.1.1. Les durées des présences au domicile et en dehors....272
1.1.2. Les moments de pratique des espaces quotidiens....274
1.2. Systèmes de lieux, pratiques et usages du quartier....278
1.3. Des lieux communs aux nouveaux et aux anciens résidents....284
1.3.1. Les pratiques de lieux traditionnels du quartier....284
1.3.2. Entre colonisation et évitement : les relations des résidents d'Alcântara avec les nouveaux lieux de l'intervention....286
• Les *Docas* et *Alcântara Rio* : deux exemples de reconversion d'anciens espaces industriels....286

• Investir ou non les *Docas*....289
• Investir ou non *Alcântara Rio*....290
• La relation quotidienne des résidents aux nouveaux lieux du quartier....291
2. Résister en habitant : le retour quotidien au quartier....293
2.1. Habiter Alcântara sans y résider, maintenir une présence régulière au quotidien....293
2.2. Pratiques quotidiennes et marquage social des lieux : la continuité de la présence immigrée à Berriat Saint-Bruno....296
2.2.1. Berriat Saint-Bruno, un lieu de pratiques quotidiennes....297
2.2.2. Assurer la continuité des pratiques et de la présence maghrébine : le rôle de l'espace commercial....298
3. La relation au quartier des usagers des espaces aménagés : des lieux « ordinaires » sans empreintes ?....302
3.1. Venir aux *Docas* sans fréquenter Alcântara....303
3.2. Être élève d'une cité scolaire internationale, au cœur de Berriat Saint-Bruno....306
Conclusion....309

Chapitre 7. Coloniser les lieux de l'intervention urbaine ? Pratiques, rythmes et occupations des nouveaux espaces aménagés....311
Introduction....311
1.Les pratiques d'un nouvel espace de loisirs conçu pour la ville : rythmes, investissements et représentations des *Docas* d'Alcântara....314
1.1. Groupes d'usagers des *Docas* et modalités de leurs présences....314
1.2. Durées et usages des présences....316
1.3. Apprécier et se représenter les *Docas*....317
1.4. Significations des pratiques de colonisation des *Docas* et des formes de continuités populaires....320
2. Pratiques et occupations de *Terra do Café*, une cafeteria au sein d'une résidence haut de gamme....324
2.1. Une cafeteria de la nouvelle résidence *Alcântara Rio*....324
2.2. Rythmes quotidiens de la cafeteria *Terra do Café*....326
2.3. Significations des pratiques de *Terra do Café*....329
2.3.1. *Terra do Café*, une antichambre ou un seuil pour les résidents d'*Alcântara Rio*....329
2.3.2. Les pratiques de *Terra do Café* chez les employés et les étudiants d'*Alcântara Rio* : la cafeteria de la pause....331
2.3.3. Pratiquer la cafeteria sans résider ou travailler à *Alcântara Rio* : coloniser un nouveau lieu pour sa différence ?....332
3. L'espace d'un café, entre l'individu et la ville : les pratiques de *La City* à Berriat Saint-Bruno....335
3.1. L'ouverture d'un café à Berriat Saint-Bruno, au croisement d'une politique urbaine et de l'initiative d'un commerçant....335
3.1.1. *La City*, composante à part entière du processus de reconquête urbaine....335
3.1.2. Action d'un entrepreneur et paroles de clients : le café de la « rencontre de deux villes »....337
3.2. *La City* par ce qui s'y déroule : moments et situations de mise en présence d'individus socialement différenciés....338
3.2.1. Formation de groupes et mise en coprésence....339
3.2.2. Pratiques aléatoires et usages isolés : une fragmentation des univers sensibles et sociaux....340
3.2.3. Le moment de la rencontre ou l'utopie urbaine enfin réalisée ?....341
3.2.4. Interactions et recompositions des liens sociaux....342

3.3. Venir à *La City* pour la diversité de sa fréquentation : la pratique du café chez certains habitants de Berriat Saint-Bruno issus des catégories populaires....343
Conclusion....345
Conclusion de la partie 3....347

Partie 4.
Les continuités populaires en représentation : entre réinvention politique et vécu des habitants....349

Introduction....351

Chapitre 8. Les représentations politiques, marchandes et associatives du changement urbain : imposer une vision de la continuité populaire ?....353
Introduction....353
1. Temporalités de la reconquête des anciens quartiers ouvriers et des représentations politiques du changement urbain....355
1.1. Initier la reconquête en niant la présence populaire....355
1.2. Réinventer le quartier populaire : la promotion de la figure du quartier modèle de « mixité » dans les représentations publiques....360
1.2.1. L'invention et la diffusion de la représentation de Berriat Saint-Bruno comme quartier modèle de la « mixité »....360
• Berriat, le « modèle grenoblois de la mixité »....360
• Le modèle de mixité plutôt que la figure du quartier-village ?....362
• La mise en paysage de la représentation politique....364
1.2.2. Les utilités de la représentation politique....366
• Un quartier équilibré et pacifié, à l'image de la ville....366
• Orienter la reconquête et séduire de nouveaux résidents....367
1.2.3. L'action sur les représentations du quartier au coeur d'une politique urbaine de « mixité sociale »....369
2. Les représentations des acteurs privés et associatifs, relais de la réinvention politique du quartier populaire ?....372
2.1. Le contrôle de l'image du quartier par les promoteurs immobiliers au nom de l'intérêt économique : une autonomie à l'égard des représentations politiques ?....373
2.2. De l'ambiguïté des représentations produites dans le cadre de résistances collectives au changement urbain....380
2.2.1. L'Union de quartier et sa vision de Berriat Saint-Bruno, entre réplique et résistance à la représentation politique du quartier....380
2.2.2. Animations de quartier et luttes des collectifs d'habitants : des actions non conscientes de mise en scène de la représentation politique ?....383
Conclusion....388

Chapitre 9. Le changement urbain et les continuités populaires dans les représentations des habitants....391
Introduction....391
1. Structures et significations des représentations ordinaires du quartier et du changement urbain, à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno....392
1.1. Les représentations du quartier d'Alcântara et du changement urbain....393
1.1.1. De la pratique à la représentation du quartier d'Alcântara : des combinaisons multiples....393
1.1.2. Les représentations du changement urbain : Alcântara, entre permanences et mouvements....399

1.2. L'effet de l'aménagement du quartier d'affaires Europole sur les représentations du changement urbain de Berriat Saint-Bruno 402
1.2.1. Les représentations de l'ancien quartier ouvrier chez des usagers de passage : le regard des élèves de la Cité scolaire internationale 403
• Les représentations spatiales des alentours de la Cité scolaire internationale 403
• Croisement des représentations et qualification de l'espace Berriat Saint-Bruno/Europole 407
1.2.2. Le quartier et son changement dans les représentations des habitants de Berriat Saint-Bruno 409
2. Les représentations ordinaires des continuités populaires à Alcântara et à Berriat Saint-Bruno : relais ou contestations d'une vision politique ? 414
2.1. Les représentations ordinaires d'Alcântara : la remise en cause de la représentation politique du quartier par des continuités populaires représentées 414
2.2. Du quartier ouvrier au village cosmopolite dans la ville : les représentations de Berriat Saint-Bruno dans leur rapport à la figure politique du quartier « modèle de mixité » 419
Conclusion 425
Conclusion de la partie 4 427

Conclusion générale 429

Annexes 435
Annexe 3.1. 437
Annexe 3.1.a. 437
Annexe 3.1.b. 441
Annexe 3.1.c. 444
Annexe 3.1.d. 450
Annexe 3.1.e. 453
Annexe 3.1.f. 457
Annexe 3.1.g. 458
Annexe 3.1.h. 460
Annexe 3.1.i. 461
Annexe 3.1.j. 463
Annexe 4.1. 467
Annexe 5.1. 469
Annexe 9.1. 477
Annexe 9.2. 481
Liste des sigles 485
Références bibliographiques 487

Table des encadrés 503
Table des figures 504
Table des photographies 506
Table des tableaux 508
Table des matières 511

Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)

Résumé :

Dans un contexte de forte compétition internationale entre les villes, les anciens quartiers ouvriers représentent de véritables espaces stratégiques au niveau local. Leur localisation dans la ville, leurs potentialités foncières et immobilières, et leur attractivité auprès de populations issues de catégories sociales favorisées et qualifiées, constituent autant d'enjeux spatiaux, sociaux, et symboliques qui conduisent les autorités publiques et les acteurs privés locaux à impulser puis à contrôler un processus de reconquête à partir d'opérations de renouvellement urbain. Certains habitants, dont la présence ou l'installation ne sont pas recherchées par l'action institutionnelle, résistent, à travers leur habiter, au changement généré par le renouvellement urbain. Les habitants produisent des continuités populaires par leurs présences résidentielles, les pratiques quotidiennes qu'ils déploient à l'échelle du quartier, ou par des représentations individuelles et collectives. Ces différentes formes de continuités populaires contribuent *in fine* à remettre en cause la vision politique ou marchande du changement urbain des centres anciens. Cette recherche prend appui sur des observations réalisées dans deux anciens quartiers ouvriers dont la reconquête, initiée à des périodes différentes, ne se trouve pas au même stade d'avancement : Berriat Saint-Bruno à Grenoble (France) et Alcântara à Lisbonne (Portugal). En privilégiant le croisement des regards mobilisés, des méthodes d'investigation et des résultats, la démarche adoptée a pour objectif de comprendre la diversité des situations produites par le renouvellement urbain en centre ancien, et d'interpréter la variété des changements induits au quotidien.

Mots-clés : anciens quartiers ouvriers, renouvellement urbain, continuités populaires, pratiques de mobilité, représentations, Lisbonne, Grenoble.

Living in to resist ? Urban renewal and working-class continuations in old centre (Berriat Saint-Bruno in Grenoble and Alcântara in Lisbon)

Abstract :

In a context of intense international competition between cities, old working-class neighbourhoods represent real strategic areas on a local level. Their location within the city, their property and real estate potentialities, and their appeal for populations born of fortunate and qualified social classes, all constitute spatial, social and symbolical interests, that lead public authorities and local private actors to boost and then control a process of reconquest through operations of urban renewal. Some inhabitants, whose presence or moving in are not desired by the institutional action, resist, through their living in, to the change brought by urban renewal. Inhabitants create working-class continuations by their residential presence, the daily practices they display in the neighbourhood or by individual and collective representations. Those different forms of working-class continuations contribute *in fine* to question the political or market view of old centres urban renewal. This research is based on observations made in two old working-class neighbourhoods, which reconquest, initiated at different times, has not reached the same stage of progress : Berriat Saint-Bruno in Grenoble (France) and Alcântara in Lisbon (Portugal). By favouring the crossing of mobilized views, investigation methods and results, the chosen reasoning aims to understand the diversity of the situations created by urban renewal in old centres, and interpret the variety of changes resulting on a daily basis.

Key-words: old working-class neighbourhoods, urban renewal, working-class continuations, mobility practices, representations, Lisbon, Grenoble.

Photo de couverture : Stéphanie Solinas, 2005.